



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



NYPL RESEARCH LIBRARIES



3 3433 07029420 6







ZMTY

Arnauld











Arnold  
5-36

7 MTN





Œ U V R E S

*DE MESSIRE*

ANTOINE ARNAULD,

DOCTEUR DE LA MAISON ET SOCIÉTÉ

*DE S O R B O N N E.*

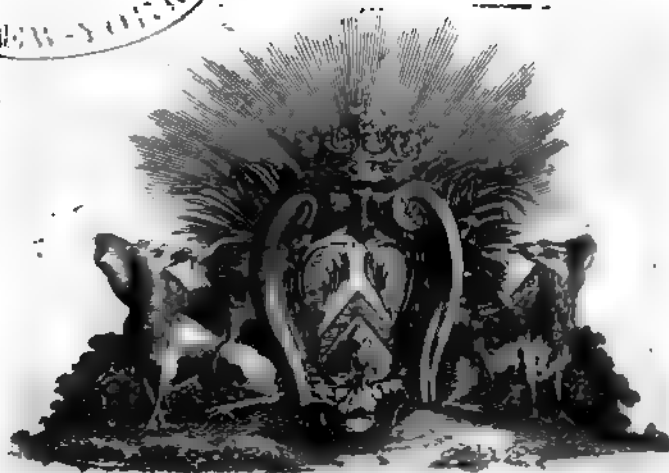


ŒUVRES  
*DE MESSIRE*  
ANTOINE ARNAULD,  
DOCTEUR DE LA MAISON ET SOCIÉTÉ  
*DE SORBONNE.*

---

TOME TRENTE-CINQUIÈME,  
*Contenant le Nombre XXXIII de la troisième Partie de la cinquième Classe.*

---



A PARIS, & se vend à LAUSANNE,  
Chez SIGISMOND D'ARNAY & COMPAGNIE.

---

M DCC LXXX.

---

---

*Ce Tome ne contient que le huitieme Volume des précédentes éditions de la Morale  
pratique des Jésuites.*

---

---

# MORALE PRATIQUE *DES JÉSUITES*

TOME VIII DES PRÉCÉDENTES ÉDITIONS.

## *DE LA CALOMNIE* OU INSTRUCTION DU PROCÈS

*Entre les Jésuites & leurs adversaires,*

SUR LA MATIÈRE DE LA CALOMNIE.

[Donné sur la seconde Edition de l'an 1716, collationnée avec la première de l'an 1695.]







# AVERTISSEMENT

**J** Ai résolu, mes Révérends Peres, de finir par ce Volume la dispute V. CL. dans laquelle vous nous avez engagés par votre Défense des nouveaux III. P<sup>e</sup>. Chrétiens. N.XXXIII

*Vous l'avez commencée par une longue Préface, où vous préparez vos Lecteurs à nous voir convaincus d'avoir étrangement calomnié votre Compagnie : & vous la finissez par un Chapitre fort étudié, où vous nous représentez sérieusement qu'il n'y a point de salut pour nous, si nous ne vous faisons réparation d'honneur.*

*Je vous ai avoué diverses fois que si nous étions véritablement coupables du crime de calomnie dont vous nous accusez, nous serions indispensablement obligés à cette réparation. On a tout lieu de croire que le Public n'a pas seulement été persuadé de notre innocence par les Volumes qui ont précédé celui-ci ; mais qu'il a aussi été convaincu que dans les matieres mêmes sur lesquelles vous nous avez le plus accusés de calomnie, c'est vous-mêmes qui en êtes demeurés coupables.*

*Il ne nous reste donc plus qu'à examiner si les Livres que vous avez faits contre nous, ne sont pas remplis d'impostures & de calomnies plus réelles que celles dont vous vous êtes plaints sans raison. Ce sera le sujet de ce huitieme Volume. Après quoi le public, devant qui nous plaidons depuis tant de temps, pourra prononcer sa sentence, qui sera ratifiée dans toute la postérité, si elle est juste & équitable, comme on peut présumer qu'elle le sera : car le Public ne se trompe guere dans le jugement qu'il porte sur un différent de la nature de celui-ci, où ne s'agissant que de faits proportionnés à l'intelligence de tout le monde, il ne faut que du bon sens & de l'équité pour prendre le bon parti.*

*J'ai seulement à prévenir un reproche que je me suis dû attendre que vous nous feriez, parce que vous l'avez déjà fait souvent. Vous direz de ce Volume, que c'est un sot Livre, où on ne trouve que des redites & de vieux contes à quoi on a cent fois répondu ; & que c'est prendre plaisir à ennuyer le monde, que de lui répéter sans cesse ce qu'il a tant de fois entendu avec dégoût. Ce pourra être le sujet d'un petit Dialogue de la façon de quelque jeune Boubours, si le vieux Boubours ne veut pas en prendre la peine. On y trouvera cette pensée*

V. CL. tournée en diverses manieres. Alcipe en fera une ironie fade. Théodore III. Pe. une déclamation outrée : & on en conclura que ce Livre est la plus N.XXXIII méchante piece qui soit jamais sortie de la plume de M.... Quelques-uns de vos dévots en seront bien contents, & la Société se vantera d'avoir mis en poudre ce nouveau Volume. Voyons donc, Mes Peres, si vous seriez bien fondés dans cette accusation de redites.

J'avoue qu'ordinairement on les doit éviter. Mais cela n'est pas sans exception. S'il y en a de blâmables, il y en a aussi de louables & de nécessaires. Les blâmables sont les vôtres, mes Révérends Peres, qui répétez cent fois les mêmes accusations calomnieuses sans les avoir jamais appuyées d'aucune preuve valable, & qui ne cessez de le faire, lors même que l'on vous a convaincus que ce sont des faussetés manifestes. On en trouvera plusieurs exemples dans ce Livre-ci.

Mais il y a des redites qu'on ne peut blâmer avec raison ; parce qu'elles sont nécessaires, ou pour éclaircir une vérité contestée, ou pour convaincre d'imposture ceux qui auroient employé le mensonge à soutenir leurs erreurs. En voici un exemple. M. Jurieu a prétendu faire voir, que M. Arnauld n'avoit pas raison de se vanter dans son Apologie pour les Catholiques, de ce que faisoit l'Eglise Romaine pour la conversion des nations infidelles ; parce, dit-il, qu'on apprend de la Morale Pratique (qu'il lui attribue) combien ces conversions sont fausses. Que (M. Arnauld) pouvoit-il faire de mieux pour confondre ce Ministre, que de rapporter trois ou quatre endroits de son Apologie pour les Catholiques, qui font voir manifestement, qu'il avoit prouvé cette prérogative de l'Eglise par de nombreuses conversions, auxquelles on ne sauroit trouver à redire ? Qu'on appelle cela des redites tant que l'on voudra ; quand on n'a pour but que l'avantage de la vérité & de l'Eglise, on méprise ce reproche pour les servir plus utilement. Car il est sans doute qu'on fait plus d'impression sur l'esprit d'un Lecteur, en lui faisant voir de ses propres yeux ce qu'il est important qu'il sache, qu'en le renvoyant à un Livre qu'il peut n'avoir pas, & qu'il n'y a pas d'apparence qu'il aille consulter quand il l'auroit, en quittant sa lecture. Et pour moi j'avoue que ma pensée est, qu'un Orateur, & sur-tout un Orateur Chrétien, doit avoir bien plus en vue de persuader que de plaire ; & de faire entrer ceux à qui il parle, ou pour qui il écrit, dans ce qu'il croit être la vérité, que de contenter leur délicatesse en évitant avec un soin scrupuleux ce qui la pourroit blesser. C'est la raison, si on le veut savoir, pourquoi je suis assez souvent plus long que je ne voudrois, où à cause des redites quand je les juge nécessaires, où à cause des objections

que je crois devoir prévenir. Je m'y trouve comme contraint, parce V. CL. que je voudrois bien pouvoir mettre ce que je traite dans un si grand III. Pe. jour, qu'on n'y pût rien opposer de raisonnable : & il me semble qu'a-N.XXXII avec la grace de Dieu j'y ai presque toujours réussi.

Ce n'est pas assez d'avoir montré que les redites peuvent être telles qu'on auroit tort d'en être choqué ; il faut venir à celles qu'on trouvera dans ce Livre. Mais pour peu qu'on y prenne garde on reconnoitra qu'elles y sont essentielles. Car on fait assez de quoi il s'agit, de votre propre aveu. Il s'agit de faire connoître & les Jésuites & leurs adversaires pour ce qu'ils sont. C'est ce que je crois avoir fait dans les Volumes précédents sur divers sujets. Il me reste à le faire dans celui-ci sur le sujet de la calomnie. Il est donc essentiel au dessein de ce Livre de faire passer en revue ce grand nombre de calomnies, dont on a prétendu que vous vous étiez rendus coupables depuis le commencement de ces disputes. Et celles dont on a le plus parlé y sont les plus propres, bien loin que les redites soient vicieuses dans cette rencontre. Car les calomnies qu'on doit alléguer pour instruire ce procès devant le Public, doivent avoir deux qualités : l'une, d'être si certainement des calomnies, qu'on n'en puisse pas raisonnablement douter : l'autre, que ce ne soit pas seulement la faute d'un particulier, mais qu'elles soient accompagnées de circonstances qui fassent voir que votre Compagnie y avoit pris part. Or plus des calomnies sont vieilles, plus on en a parlé, plus on en a, si vous voulez, étourdi le monde ; plus aussi le public a de moyen d'y reconnoître ces deux conditions.

Cela est clair pour la première. Car c'est le temps, pour l'ordinaire qui nous fait juger si ce qu'une des parties prétend être une calomnie en est véritablement ; parce que ce seroit un jugement téméraire de le croire sur sa parole. Il faut pour s'en assurer attendre ce que répondra celui qu'on accuse de l'avoir avancée, sans quoi on pourroit être aisément trompé. Mais quand il s'est passé bien du temps, pendant lequel il n'a pu rien dire pour s'en défendre, ou que ce qu'il a dit n'a pu être regardé que comme impertinent & frivole, c'est alors que le Public tient la calomnie pour certaine : & c'est le contraire quand l'accusé se défend si bien, qu'on voit manifestement que l'accusateur a tort. On a des exemples de l'un & de l'autre.

Le P. Tellier nous en fournit un dans sa Défense, Chapitre premier, Article I. Un Prélat, dit-il, trop crédule publia en 1668, que M. de Solminihac Evêque de Cahors l'avoit fait exhorter à ne se servir jamais des Jésuites, & à les regarder comme un fléau de l'Eglise. C'étoit un pur mensonge du Sieur du Ferrier, dont Dieu a permis

V. CL. qu'on ait depuis découvert la fausseté, comme nous dirons en fin du 3<sup>e</sup> Vol. *Pe. l'en. Qui n'auroit cru que cet Abbé du Ferrier a été un grand malin. XXIX* *l'en.* Je ne le croirois que parce que vous en dites on s'étoit arrêté à ce préjugé: Qu'il n'y a guère d'apparence qu'un Religieux osât de sur son dévouement à une personne de cette considération, sans en avoir des preuves bien convaincantes? Mais on auroit eu sujet de s'en repentir si on avoit été si tôt; Et on auroit éprouvé qu'il n'est pas sûr de s'arrêter à ce préjugé, à l'égard de ce que les Jésuites assurent contre l'honneur des plus gens de bien. Car on a fait voir dans le troisième Volume de la Morale Pratique Chapitre XIV, que cette accusation mençoigne contre ce pieux Abbé, est un pur mensonge de votre P. Tellier. Le récit que je rapporte en la page 165. en est une preuve incontestable. Et on ne me soupçonnera pas de l'avoir fabriqué, puisqu'il va à été avoué de savoir qui est le Docteur que je n'ai pas nommé, Et d'acquiescer de lui si ce qu'on en dit n'est pas véritable. Or vous n'aurez pas manqué de me démentir si ce narré s'étoit trouvé faux. Vous l'avez osé faire depuis plus de trois ans qu'on vous a fait ce reproche. Que peut donc juger le Public, sinon que c'est vous qui êtes les calomniateurs de cet Abbé, un des plus excellents Prêtres des Eglises de La gnedoc. Et dont les meilleurs Evêques faisoient une estime singulière. Je dis vous, mes Pères, Et non pas seulement le P. Tellier, pas que vous n'avez pas désavoué ce que je vous ai dit d'abord: (a) que vous avez publié ce Livre sans nom d'Auteur, parce que pour lui donner plus d'autorité, vous n'avez pas voulu qu'il fût regardé comme l'ouvrage d'un particulier, mais comme la Défense de la Compagnie dont tout le Corps se rendoit garant. Et c'est ce qui a bien paru lorsqu'on vous avez employé tout ce que la Société a de crédit pour empêcher qu'un si méchant Livre ne fût censuré à Rome.

On trouvera dans la suite de ce Livre un grand nombre d'exemples semblables, qui feront connoître au Public, que plus les accusations ont été rebattues Et contestées, plus on a moyen de juger de quel côté la mardoise foi.

Il en est de même de l'autre condition, qui est le droit que l'on peut avoir d'imputer ces calomnies non seulement aux Auteurs des Livres où elles se rencontrent, mais aussi aux Supérieurs de votre Société, qui représentent le Corps. Car il est sans doute qu'on a moins de droit les imputer au Corps quand elles sont nouvelles, Et que c'est la première fois qu'on s'en plaint, parce que les Supérieurs majeurs,

(a) Dans la Préface du troisième Volume.

représentent la Compagnie plus que les autres, pourroient dire qu'ils V. CL. n'en ont rien su. Mais à l'égard des calomnies dont on auroit fait III. P<sup>e</sup>. depuis long-temps de grandes plaintes, en divers Livres & en diverses N. XXIX. occasions, comme on ne peut présumer que les Supérieurs n'en aient pas eu connoissance, ils doivent s'attendre, que le Public les en jugera coupables, ou au moins complices, quand il verra qu'on n'en punit point les auteurs, & qu'on n'en fait point faire de réparation.

En voilà plus qu'il n'en faut pour vous détromper, mes Révérends Peres, de cette fausse imagination, qu'il vous suffira de dire de ce Livre, pour en donner du mépris, que ce ne sont que des redites ennuyeuses dont le monde est las. On fera bien en sorte qu'il ne sera ennuyeux qu'à vous, & que les hommes d'esprit, aussi-bien que les personnes de piété, trouveront de quoi se satisfaire, dans les éclaircissements qu'on y donnera sur la vraie notion de la calomnie, & dans les remarques prises du bon sens, qui aideront à faire juger si un Livre est véritablement calomnieux, ou si c'est une calomnie de le vouloir faire passer pour tel.

Je crois aussi qu'on sera bien aise de trouver à la fin de ce Volume quelques petits Ouvrages qui ont rapport à cette même matiere, & qui ont été fort bien reçus en leur temps, mais qui pourroient se perdre, si on ne les recueilloit & renfermoit dans un Ouvrage qui apparemment ne périra pas si tôt (a). Il est certain au moins que ce ne sera pas vous, mes Révérends Peres, qui nous pourrez blâmer d'avoir pris ce soin, puisque vous avez trouvé bon que votre P. Bours ait fait un petit corps de ses Opuscules, pour les conserver à la postérité, quoiqu'il y en ait qui ne soient propres qu'à y être en exécration, pour être remplis de médisances atroces, dont on l'a diverses fois convaincu.

Au mois de Janvier 1694.

(a) [ On a retranché ces Ouvrages de la fin de ce Volume, pour les mettre à leur place naturelle. Ils forment les numeros X. XI & XXVI. de cette troisieme Partie de la V. Classe. ]

THE UNIVERSITY OF CHICAGO



# INSTRUCTION

## DU PROCÈS DE CALOMNIE

ENTRE

## LES JÉSUITES

ET LEURS ADVERSAIRES (a).

**I**L est assez ordinaire, dans les contestations, de voir des Ecri-V. Cl. vains s'accuser mutuellement d'imposture & de calomnie. On n'en a III. Pe. guere vu de plus grand exemple que dans la présente dispute en-N.XXXIII tre les Jésuites & leurs adversaires. Car si ces derniers se sont toujours plaints que les Jésuites les calomnioient, les Jésuites n'en ont pas moins dit de leur côté; & ils les ont appelés avec encore plus de hardiesse, menteurs, imposteurs, calomniateurs.

Il arrive de-là que ceux qui lisent ces Livres ne savent ce qu'il faut faire pour en bien juger, & ils en jugent souvent fort mal.

(a) Voyez sur ce Volume la Pref. hist. Art. XVII. n. X.

*Ecrits sur la Morale. Tome XXXV.*

B



V. CL. Ceux qui sont pleins d'eux-mêmes, & qui n'approuvent que ce  
 III. Pe. qu'ils font, ne manquent pas de condamner les uns & les autres  
 N.XXXIII comme des emportés. Ceux qui se piquent d'être doux & modérés  
 se font honneur de ne condamner ni les uns ni les autres, & de-  
 meurent par-là dans un équilibre très-préjudiciable aux calomnies.  
 D'autres n'en jugent que par passion; prenant pour des vérités, toutes  
 les calomnies de ceux qu'ils aiment, & rejetant comme des faus-  
 sés tout ce que disent les autres.

Cependant, dans une matiere aussi importante que celle-ci, on ne  
 peut faire de jugement téméraire, en justifiant les coupables, & en  
 condamnant les innocents, que ce ne soit un grand péché.

Il m'a donc paru que ce seroit rendre service à l'Eglise, que de  
 chercher s'il n'y auroit point de regles qui pussent faire éviter ces  
 faux jugements. J'y ai pensé, & je mettrai ici ce qui m'est venu  
 dans l'esprit sur ce sujet. Je proposerai d'abord les regles, & en-  
 suite je les appliquerai à des exemples particuliers, pris du fond de  
 nos disputes, afin qu'on ne croie pas que ce soit un discours en  
 l'air, que chacun pourroit prendre pour soi, sans que le public en  
 puisse tirer avantage, pour condamner ou pour absoudre les uns  
 plutôt que les autres.

## CHAPITRE I.

*Quelles sont les calomnies dont on prétend parler dans ce Livre.*

J'Entends par les calomnies dont je parlerai dans ce Volume, un  
 fait faux dans une matiere importante, préjudiciable à l'honneur du  
 prochain, avancé dans un Livre public.

Les plus criminels de ces calomniateurs sont ceux qui inventent  
 ces faits pour décrier leur prochain, ou qui les débitent, sachant  
 bien qu'ils sont faux, quoique ce ne soit pas eux qui les aient in-  
 ventés. Mais ceux qui les publient en les croyant vrais, ne laissent  
 pas d'être coupables de calomnie, quand c'est par leur faute qu'ils les  
 croient vrais, & qu'ils ne sont entêtés de cette fausse persuasion que  
 par un jugement téméraire. Car il est indubitable que le jugement  
 téméraire contre l'honneur du prochain devient calomnie, quand on

assure publiquement , & sur-tout dans un Livre , ce qu'on a jugé V. Cl. III. Pe. témérairement.

On peut donc distinguer quatre sortes de calomnies. 1°. Quand le N.XXXIII calomniateur invente des faits qu'il publie contre l'honneur du prochain.

2°. Quand il les publie , sachant bien qu'ils sont faux , quoique ce ne soit pas lui , mais un autre , qui les ait inventés.

3°. Quand il ne laisse pas de les publier , quoiqu'il doute s'ils ne sont point faux.

4°. Quand il les croit vrais , comme je viens de dire , mais qu'il n'est dans cette créance que par un jugement téméraire & criminel devant Dieu.

Il semble qu'il ne se devoit point trouver de calomnies , au moins des deux premiers genres , ni même du troisième , dans des livres faits par des Religieux & des Prêtres : & néanmoins , mes Révérends Peres , il y a beaucoup de vos livres qui en sont remplis.

# I. E X E M P L E .

En 1643 , il parut à Paris un Livre sous ce titre : *La Théologie Morale des Jésuites*. Ce fut M. Hallier Docteur & Professeur de Sorbonne qui en étant sollicité par quelques Evêques , pria un Docteur M. Arnauld de ses amis de faire ce petit recueil. Et ç'a été par-là qu'on a commencé à découvrir les relâchements pernicieux des Casuistes modernes (a).

La Compagnie en prit l'alarme. Plusieurs écrivirent contre , & tâcherent de le réfuter. Mais il n'y en eut point qui le fit avec plus d'emportement que le P. Pintereau , sous le nom de l'Abbé de Boisic. Car on n'a jamais douté que cette réponse ne fût de ce Pere ; & le dernier Auteur du Catalogue de vos Ecrivains l'a avoué. Elle avoit pour titre : *Les Impostures & les ignorances d'un Livre intitulé , La Théologie Morale des Jésuites*. C'étoit tout le contraire ; car cette prétendue réfutation étoit remplie d'impostures étranges , dont voici deux des plus horribles. I. Part. p. 63.

On sait assez combien de fois l'Abbé de S. Cyran & Arnauld , ont entretenu les Religieuses de Port-Royal , du livre de Sanchez du Mariage , traduisant à cet effet en notre langue les endroits les plus éloignés de la pudeur , & les moins sortables à la condition de ces ames

(a) [ Voyez cet Ecrit ci-dessus , V. Cl. III. Part. n. 3. ]

V. Cl. *innocentes*, à dessein de leur donner de l'horreur de la conduite des Jé-  
 III. Pe. *suites*, & de les engager de plus en plus à la leur.

N.XXXIII Il n'y eut jamais de plus impudent mensonge : & comme on fut obligé de vous en faire rougir dans la première occasion que l'on eut de justifier les Religieuses de Port-Royal, contre les médisances dont vous ne cessiez de les noircir, votre P. Pintereau n'eût pas manqué, s'il l'eût pu, de se laver d'une tache si honteuse ; d'autant plus qu'on lui reprochoit d'avoir inventé un fait si incroyable, pour y pouvoir faire cette réflexion diabolique qui suit immédiatement les paroles de ce Libelle que je viens de rapporter : *INFAME artifice ! qui, joint à la liberté de leur nouvel Evangile, qui permet tout à l'esprit intérieur, AURA POSSIBLE ÉTÉ SUIVI DE BIEN D'AUTRES EFFETS.*

Car ce fut principalement cette queue jointe à l'imposture du fait de Sanchez, qui fut cause que dans la *Défense* (a) de la *Censure* de M. de Gondy, Archevêque de Paris, contre le livre de votre P. Brisacier, on se crut obligé de parler en ces termes de cet endroit du P. Pintereau : " Je ne rapporterois pas une autre calomnie plus détestable, „ que les Jésuites ont inventée contre l'honneur de ces mêmes Reli- „ gieuses, par le plus malicieux de tous les mensonges, s'il n'étoit „ nécessaire de faire voir que ce n'est pas d'aujourd'hui que leur mé- „ disance a passé toutes les bornes de la pudeur, pour diffamer ces „ Vierges sacrées & les faire soupçonner d'impureté ”.

Et après avoir rapporté cet endroit du Jésuite, on remarque qu'en un autre endroit, pour faire une image effroyable de l'esprit & de la conduite de Port-Royal sous le nom de Cyranistes, il en avoit parlé en ces termes tout-à-fait horribles : *Qui laisseroit faire les Cyranistes, ils établiroient bientôt une autre Hiérarchie dans leur nouvelle Synagogue, qui auroit pour Chef l'Abbé de S. Cyran ; pour principal instrument, Arnauld ; pour sujets, tous les Libertins ; pour la puissance de jurisdiction, l'esprit particulier ; pour celle de l'Ordre, le caractère de la Bête ; pour les grâces gratuites, les sept péchés mortels.*

Qui ne gémiroit sur l'aveuglement de ceux qui commettent de tels excès sans en avoir aucun scrupule ?

## II. E X E M P L E.

Un autre exemple encore plus horrible, est que trois de vos Peres, pour nous faire être en exécution à tous les Chrétiens, nous ont

(a) [ Voyez cet ouvrage ci-dessus, V Cl. III Part. n. 7. ]

imputé ce blasphème impie : *Qu'on peut souhaiter de mourir sans com-* V. Cl.  
*munion, pour imiter le désespoir de Jésus Christ à la Croix.* Ce qu'il III. P.  
 falloit bien que quelqu'un d'eux eût inventé, puisqu'ils n'en donnent N. XXXIII  
 pour preuve, que des Ecrits ou des Livres chimériques, qu'ils n'a-  
 voient eu garde d'avoir vus, puisqu'ils n'ont jamais été.

Le premier qui s'est signalé par cette damnable imposture, est le  
 P. Seguin, dans un libelle contre la Fréquente Communion, qui avoit  
 pour titre : *Sommaire de la doctrine du Sieur de S. Cyran & du Sieur*  
*Arnauld.* " La main, dit-il, me tremble, quand je suis obligé, pour  
 „ désabuser les esprits qui ont été prévenus de cette maxime, d'é-  
 „ crire la haute impiété où est arrivé ce projet malheureux, de détour-  
 „ ner, ou pour mieux dire, d'arracher encore les ames de la sacrée  
 „ Communion. Je ne le dirois pas si la piece n'avoit été publique. Le  
 „ scandale n'en est pas encore tout-à-fait levé. On l'appelloit le Chapelet  
 „ de M. de S. Cyran, qui contenoit les pratiques spirituelles qu'il don-  
 „ noit à quelques personnes qu'il élevoit en son Ecole. L'une de  
 „ ces instructions portoit, qu'il étoit loisible à une ame de desirer  
 „ d'être privée à l'heure de la mort de la communion du Corps de  
 „ Jésus Christ, pour imiter le désespoir du Fils de Dieu en Croix,  
 „ quand il fut abandonné de son Pere. Est-ce la bouche d'un homme,  
 „ ou l'organe animé du Démon, qui a formé cette pratique & vomi  
 „ ce blasphème ? Mais y eut-il jamais aussi d'imposture plus abo-  
 minable ? Car ce livre, ce passage, cette pratique, n'out jamais été  
 que dans la tête de ces Ecrivains médifants.

Un autre Jésuite, ou le même, quelque temps après, nous impu-  
 ta cette pratique impie, dans un autre libelle intitulé *Analyse.* Mais  
 c'étoit en soutenant que cela se trouvoit dans les *Constitutions impri-*  
*mées des Filles du Saint Sacrement.* Autre vision. Car c'est encore un  
 livre qui ne fut jamais au monde. Il y a plus de quarante ans qu'on  
 vous a pressés de montrer ces *Constitutions imprimées des Filles du*  
*Saint Sacrement*, où se trouvoit ce blasphème, sans que vous l'ayiez  
 jamais pu faire, quelque obligés que vous y fussiez pour ne point  
 être détestés comme d'insignes calomniateurs.

Il semble au moins qu'après cela vous deviez être plus retenus.  
 C'a été tout le contraire : le temps n'a fait que vous rendre plus har-  
 dis. Car au lieu que vous n'aviez débité cette imposture que dans des  
 libelles sans nom, le P. Brisacier ayant mis le sien à son *Jansénisme*  
*confondu*, emploie cette même calomnie pour prouver qu'il avoit  
 eu raison d'imputer à un Curé, Docteur de Sorbonne, d'éloigner ses  
 Paroissiens de la Communion. *Un Curé*, dit-il, *qui tient pour vertu*

V. CL. *sublime de desirer d'être privé de la Communion à la mort, pour imiter*  
 III. P<sup>e</sup> *le désespoir de Jesus-Christ & son abandon ! Quoi ! vous faites pro-*  
 N. XXXIII *fession de cette abominable doctrine, & vous osez prendre à partie*  
*ceux qui disent que vous éloignez de la Communion ? Et toute la preuve*  
*qu'il apporte pour imputer à ce Curé cette abominable doctrine,*  
*est qu'il met à la marge de son livre ; S. Cyran, dans les Regles des*  
*filles de Port-Royal. Ce qui est une troisieme chimere. Car les filles*  
*de Port-Royal n'avoient alors pour toute Regle, que la Regle de*  
*S. Benoît ; leurs Constitutions n'ayant été faites que long-temps depuis.*

### III. E X E M P L E.

C'est la Fable de Bourg-Fontaine, dont le public est bien informé. Mais comme il est important que la postérité le soit aussi, nous mettrons à la fin de ce livre les pieces du Procès entre les héritiers de M. Janfenius Evêque d'Ypres, & le P. Hazart, fameux Jésuite de votre maison d'Anvers (a). On ne sait pas qui est le premier auteur de cette horrible imposture ; si c'est le Sr. Filleau, ou un certain Jésuite de Poitiers à qui on l'attribue. Mais comme elle n'a jamais eu le moindre fondement, il faut bien que quelqu'un l'ait malicieusement inventée. Et il est hors d'apparence que vos Peres *Meynier*, du *Bourg & Hazart*, qui l'ont si opiniâtrément soutenue, ne l'aient jamais prise que pour un conte fait à plaisir, à moins qu'une maligne passion de décrier Port-Royal ne leur eût fait perdre le sens.

### IV. E X E M P L E.

Il est pris d'un libelle faussement intitulé : *Réponse d'un Docteur de Sorbonne à plusieurs questions touchant les Jansénistes* ; que l'on fait certainement avoir été imprimé à Liege en 1677. par le soin d'un Jésuite, & distribué par un autre nommé le P. *Delbrouk*. Voici ce qui est dit en la page 30. "Quant à ceux qui fréquentent les Jansénistes, ils prennent aisément les impressions de leurs hérésies. Les Religieuses de Port-Royal en donnent des preuves assez évidentes. On y peut joindre la Prieure de l'Abbaye N. près de Paris. Cette méchante Religieuse étant exhortée par son Confesseur, devant toute la Communauté, de faire un acte de foi de la présence réelle de Jesus-Christ dans la très-Sainte Eucharistie, avant que de la recevoir

(a) [On les a placées ci-dessus, N. XI.]

„répondit, qu'elle ne le feroit point; qu'elle avoit assez commis de V. CL.  
 „péchés mortels durant sa vie, sans en faire un à l'heure de sa mort; III. Pe.  
 „& qu'elle n'avoit reçu le saint Sacrement que comme un morceau N. XXIX.  
 „de pain. Là-dessus elle mourut. Les Religieuses ne pouvant douter  
 „qu'elle ne fût morte hérétique, la firent enterrer hors l'enclos  
 „du Monastere. Les Jansénistes fâchés de l'injure qu'on avoit faite à  
 „une Sainte de leur Religion, ont fait enlever son corps, pour lui  
 „rendre les honneurs qu'ils croient lui être dus, & ils la mettent  
 „au nombre de leurs Bienheureuses, avec les sœurs de M. l'Evêque  
 „d'Angers, & de M. Arnauld son frere ”.

On n'a rien à dire d'une si effroyable calomnie. Etant aussi folle qu'elle est, elle ne peut que faire connoître ceux qui n'ont point rougi de l'inventer, & de la répandre par tous les Pays-Bas.

## V. E X E M P L E.

On peut porter le même jugement de ce qui est dit dans ce même libelle du saint Evêque d'Alet qu'on a eu l'impudence de vouloir faire passer pour le plus fou & le plus étourdi de tous les hommes. Car voici ce qu'en dit ce hardi calomniateur. “ Est-il rien de plus  
 „fâcheux, que de confesser publiquement des péchés secrets & énormes?  
 „mes? C'est pourtant ce que M. d'Alet a fait dans sa Cathédrale avec  
 „un succès surprenant. Car une Dame s'étant accusée de la dernière  
 „infidélité contre les loix du mariage, il lui persuada d'en souffrir  
 „la dernière confusion. Le jour destiné à cette fameuse comédie étant  
 „arrivé, il monte en chaire, & après un long discours sur ce sujet,  
 „il appelle à haute voix cette généreuse victime de la Pénitence publique.  
 „Mais la honte ayant étouffé pour quelque temps sa réponse,  
 „Monseigneur crie plus fort, Madame? Sur quoi une Dame de même  
 „nom se leve, & faisant une profonde révérence, que vous  
 „plaît-il, Monseigneur, dit-elle. Alors le saint Prélat loue grandement  
 „son humilité & son courage, de vouloir déclarer ses adulteres.  
 „La Dame étonnée les nie: le prudent Evêque l'exhorte néanmoins  
 „à persévérer dans son premier dessein: la contestation s'échauffe; le  
 „murmure s'élève par tout l'Auditoire. Cependant la coupable s'échappe,  
 „& ainsi la malheureuse rencontre des mêmes noms empêcha  
 „les beaux effets qu'un zele si discret promettoit: ce qui affligea sensiblement Monseigneur”.

Il est difficile de s'imaginer une calomnie plus effrontée. Quoiqu'elle se réfutât assez d'elle-même, on crut en devoir écrire à Alet, afin

V. CL. d'avoir une attestation authentique de la fausseté d'un fait si extraordinaire, qui n'auroit pu manquer d'y être connu de tout le monde, N. XXIX. s'il eût été vrai. On la reçut bientôt en très-bonne forme. Et elle se trouve imprimée dans la *Réfutation* du Libelle que j'ai résolu de joindre à d'autres pièces à la fin de ce Volume; ce qui me dispense de la mettre ici (a).

## VI. E X E M P L E .

Le Jansénisme confondu.

Il faut bien aussi qu'on eût inventé, par une pure envie de médire, ce qu'assure le P. Brisacier dans un livre imprimé sous son nom: *Que les Religieuses de Port-Royal avoient banni de leur Maison les saintes images, l'eau bénite, le chapelet; & de leur dévotion aussi-bien que de leur créance, l'invocation de la Vierge & des autres Saints.* Car y ayant alors deux Maisons de ce nom sous une même Abbessé; l'une à Paris & l'autre aux Champs, il ne falloit qu'entrer dans l'une ou dans l'autre Eglise, qui n'étoient fermées à personne, pour y voir tout ce que ce Jésuite assuroit qu'elles en avoient banni, comme il ne falloit qu'assister à leur Office pour les entendre invoquer très-dévotement la Sainte Vierge & les Saints.

## VII. E X E M P L E .

Il n'y a guere d'Ecclésiastique de ce siècle qui ait été plus connu, tant par sa piété que par un rare talent pour la prédication de l'Evangile, que le P. des Mares, reçu dans la Congrégation de l'Oratoire par M. le Cardinal de Berulle, de qui il a été fort aimé. Il a eu une si grande délicatesse de conscience à l'égard du bien d'Eglise, que cela alloit jusques au scrupule. Y eut-il donc jamais une calomnie plus malicieuse & plus grossière, que ce que dit de lui ce même P. Brisacier, dans ce même Livre du *Jansénisme confondu* page 45? *Il n'y a rien de plus impudent qu'un hérétique, qui pour attraper les Bénéfices les uns après les autres, est toujours sous les pieds de tout le monde: témoin celui qui est plutôt abyme que MARE, puisqu'après avoir déjà troqué douze ou quinze Cures, toujours avec réserve de pension, il n'a pas encore assez de fond à son avis, & aboie après une autre.* Ce pieux Ecclésiastique se crut obligé de répondre à cette scandaleuse diffamation

(a) [ Voyez cette *Réfutation* &c. ci-dessus, N. X. Voyez aussi cette même calomnie renouvelée & rejetée de nouveau dans le *Procès de Calomnie*, V pièce §. 1. ]

diffamation ; & il le fit en ces termes : *Il est si peu véritable que j'aie V. CL. troqué douze ou quinze Cures, toujours avec pension, que je puis assu- III. Pe- rer devant Dieu, que je n'ai jamais troqué aucune Cure ; que je n'en ai N. XXXIII aucune, ni aucune pension sur quelque Cure que ce soit. J'en ai refusé quelques-unes qu'on m'a présentées : & je n'ai pour tout Bénéfice, qu'une Chapelle de deux cents livres, qui est de la collation de M. de Liancour, & un Prieuré dans la Xaintonge de trois cents livres. Mais je fais que long-temps avant sa mort, il l'avoit donné à M. l'Evêque de Xaintes pour l'unir à son Séminaire.*

### VIII. E X E M P L E.

C'est l'accusation qu'on a osé faire à Port-Royal, d'être d'intelligence avec Geneve contre le S. Sacrement de l'Autel. Elle fut commencée par le P. Annat, poursuivie avec plus d'emportement par le P. Meynier, dans un Livre qui portoit ce titre-là même : *Port-Royal & Geneve d'intelligence contre le S. Sacrement de l'Autel ;* & reprise par le Sieur Demarets, dans sa Réponse à l'Apologie des Religieuses de Port-Royal. Mais pour s'assurer de la confusion qu'en ont reçue les deux premiers accusateurs, on n'a besoin que de lire la seizieme Provinciale, & pour le dernier, la troisieme Visionnaire.

## CHAPITRE II.

*Comment se répandent les calomnies les moins excusables.*

**I**L est aisé de concevoir comment les calomnies, même les plus noires, se répandent dans le monde. Cela arrive lorsque ceux qui les ont inventées par la suggestion du malin esprit, sont des personnes considérables, & en qui beaucoup de gens ont créance. Car ces derniers prévenus de cette pensée, qu'ils ne voudroient pas dire des choses importantes contre l'honneur du prochain, s'ils n'en étoient bien assurés, prennent pour vérité tout ce qu'ils disent, & en étant persuadés ils en persuadent d'autres. De sorte qu'on ne sauroit s'imaginer, combien un discours calomnieux avancé par un homme grave, fait commettre de péchés.



V. CL.

III. Po.

N. XXXIII

## I. E X E M P L E.

Le P. de Vaudripont, Auteur de la Lettre à un Docteur de Douay, nous assure, que les Jésuites sont appris dès leur Noviciat à regarder les Jansénistes sur le pied d'hérétiques. Qui peut douter que de jeunes gens, pleins d'estime & de respect pour leur Pere Maître, ne prennent aveuglément cette impression, qui leur fait regarder comme hérétiques une infinité de gens de bien que ces mêmes Jésuites font passer pour Jansénistes? Car on sait que vous ne bornez pas ce nom à la seule matiere de la grace: vous l'étendez à tout ce qui choque votre Société en quoi que ce soit, jusques à avoir traité de Jansénistes les Evêques François Vicaires Apostoliques dans l'Orient (quoiqu'ils fortifient tout fraîchement, pour ainsi dire, de votre Ecole & de votre direction) parce que vous ne pouviez souffrir l'autorité que le S. Siege leur avoit donnée dans ces Missions, dont il y a long-temps que vous aviez entrepris de vous rendre maîtres. On peut juger par là combien la calomnie qui fait regarder les Jansénistes sur le pied d'hérétiques, peut être étendue, tant à l'égard des personnes dont elle attaque la réputation, qu'à l'égard de celles dont elle empoisonne l'esprit & le cœur.

## II. E X E M P L E.

Ces jeunes Jésuites prévenus de cette calomnie dans leur Noviciat, étant devenus quelque temps après Professeurs des Lettres humaines, ne manquent point de la communiquer à leurs Ecoliers par diverses voies, pour se rendre recommandables par leur zele envers la Société. Ils leur font acheter ou leur prêtent des Libelles pleins de ce venin. Il y en a qui font encore pis: ils leur en donnent en thèmes le françois, afin qu'ils le mettent en latin. C'est le moyen de leur faire bien retenir ces calomnies noires. Un Jésuite l'a fait à Liege, en donnant pour thème à de jeunes Ecoliers le *Pays de Jansénie*, qui est une des plus outrées de ces médisantes satyres, comme nous le ferons voir ailleurs. Rien n'est plus certain: car je le fais d'une personne qui a vu de ces thèmes entre les mains d'un Théologien de Louvain, qui les venoit de recevoir de son frere Etudiant à ce College des Jésuites: ce Théologien les ayant voulu voir pour juger de son avancement dans l'étude.

## III. E X E M P L E.

V. Ce.

III. Pe.

N. XXXIII

Je fais aussi qu'un Jésuite pour apprendre à ses Ecoliers à varier la phrase, leur faisoit mettre en latin en diverses façons, ce qu'il disoit être un Proverbe : *Il ment comme un Janséniste*. C'est leur faire avaler doucement le poison de cette insigne médifance ; que les Jansénistes passent dans le monde pour de grands menteurs : ce qui est très-faux. Qu'on lise les Dictionnaires qui font profession de mettre les Proverbes françois ; loin d'y voir celui-là, voici ce qu'on y trouve sur le mot de *Janséniste*. *Celui qui suit la doctrine de Jansénius. On le dit aussi de ceux qui affectent une grande sévérité dans leur manière de vivre, & une grande austérité dans leurs mœurs & dans leur doctrine. Ainsi on appelle plusieurs personnes dévotes & réformées, des Jansénistes, qui ne connoissent point Jansénius. Les femmes ont appelé aussi Jansénistes des poignets qu'elles mettoient par modestie pour cacher leurs bras. On fait combien on hait ceux qui ne font point de scrupule de mentir. Comment donc pourroit-on croire que si c'étoit un proverbe ; il ment comme un Janséniste, on eût attaché à ce nom, une idée de modestie, de dévotion & de réforme dans les mœurs ? On voit bien néanmoins ce qui vous a fait prendre la liberté de supposer que c'est un proverbe. C'est qu'il vous a été aisé de faire en sorte que c'en fût un dans vos Colleges, en le disant tant de fois à vos Ecoliers, qu'il leur a passé en proverbe. Mais loin que c'en soit un à la Cour, on fait ce qu'un Abbé répondit à un Evêque qui le reprochoit de n'être pas assez modeste. Que voulez-vous que nous fassions ? Si nous étions plus réformés, nous passerions pour Jansénistes, & ce nous seroit une exclusion pour les Bénéfices. Vous pourrez bien dire que ce sont des contes ; mais on fait bien à la Cour que cela est vrai : & le Docteur Savoyard (a) reconnoît, en s'en plaignant, que c'est l'idée que l'on a du Jansénisme dans les Provinces.*

## IV. E X E M P L E.

Voici un exemple de même nature , mais plus récent, & encore plus malin, parce que ce fut pour faire croire à deux ou trois cents jeunes gens, dont il y en a beaucoup de condition, que Messieurs de Port-Royal étoient d'intelligence avec les Ministres de Geneve,

(a) [ M. de Ville, Docteur de Sorbonne, Auteur d'un livre intitulé : *les Préjugés légitimes contre le Jansénisme* ; réfuté par M. Arnauld dans le *Fantôme du Jansénisme*. ]

V. CL. lorsqu'il y avoit plus de dix ans qu'ils combattoient les Calvinistes  
 III. Pe. avec un zele & un succès qui a été , graces à Dieu , très-avanta-  
 W.XXXIII geux à l'Eglise.

Le Jésuite qui enseignoit dans la seconde Classe de votre College de Paris en 1689. voulant donner à ses Ecoliers un modele d'une élégante narration, leur dicta en latin cette espeece de petit Roman, dont j'ai reçu une copie qui avoit pour titre.

#### NARRATIO.

*Decimus annus est, cum Vir à primaria nobilitate, ipsa Regni in luce diu versatus; cujus nomini familiaque consulto parcityr, Romam ibat, ante acta publica inter flagitia vitæ ex animo pœnitens. Dum per Helvetios instituto itinere haud procul jam Genève abesset, nobili illà haresum omnium Metropoli, secum ipse, edne an aliorum verteret, deliberans, cunctatusque paulisper, quasi in famoso Herculis bivio, ecce multa secum utrimque reputanti, bonis an malis avibus, vir occurrit ex umbroso nemore secus viam Genevensem, specie totà compositus ad levandam cunctantis agritudinem. Hominem mihi amici littera expresserunt. Forma erat statusque corporis occultus, ad veterem disciplinam exactus, frontis serenitas federitate condita; moderatus incessus, gestuque omni ac numero modulator ductus, blasa vox atque inter verba se suspendens, castigati vossellæ genarum ac barbula piti; fugaces oculi, ac furtim demissitii, ciliis se raptim laxantibus, lubris venustate appressis inter silendum, atque, cum sua mella ambrosiamque loquitur, blandiusculè biantibus. Quid dicam de vestitu corporis? Modico sane illo, sed nitente. Caput subrigebat; circumcisum niveo è lino collarium, ad hunc modum cætera vestium decentia. Gratulari sibi Pœnitens noster auspicatum via indicem. Consulutant inter se, deque itinere percunctantur. Romam Nobilis ad Apostolorum limina se contendere vitæ noxas illic expiaturum. Romam? alter excipit, altum suspirans, ubi nemo bonus diu, unde nemo melior remigravit, Romam? an ignoras pestilens illic cælum afflatamque orbis capiti luem? Citra sumptus & laborem longinqui itineris, est in proximo secessu ubi commodius & mundiùs expieris: atque inter hæc libellum educit è sinu aureo umbilico, bene pumicatum lemniscatumque; & urbanè exosculatus dat in manum. Explicat viator noster. Erat libellus iste Regio-Portuensis doctrinæ Enchiridion, Gallici leporis omni venustate perpolitum. Miratur enim verò Nobilis noster in bis Regni finibus has vernaculi sermonis delicias, quo sæpè inaudierat Regio-Portuensium nomen celebrari; jamque à Genève vicinia subtimere incipit. Homi-*

nis suspicionem alter subodoratus, quid tu, in fit, frontem contrabis? V. Cl. Non hæc vestri soli vina sunt quæ leviter gustata desipiunt: nostra-III. P<sup>e</sup>. tia sunt quæ potata delectent. Huc Regii-Portus reliquias è proximo N.XXXII naufragio amplissimæ urbis vicinia & clientela evocavit, vetere jam amicitia & necessitudine affines, quamquam Religionis professò & avita pietatis perquam tenaces. Inter hæc, inclinante jam sole, humanus deductor Nobilem invitat haud agrè assentientem: age, inquit, aude hospes contemnere opes. Quos vides vestitu squallidos, & specie rusticanos homunciones, nã hi apprimè Nobiles, & amplissimarum capita familiarum, quos tum vitæ superioris deliberata emendatio, tum ad apostolicam normam exquisita pœnitendi forma collegit. Mutatus panno bombyx, & agrestibus soccis nitentes ocreæ, vitæ institutum satis eloquuntur. Multa dehinc inter se, ut fit; sed in hospitis animo aculeum infixerat, hinc Romæ contumeliosa appellatio, inde Genevæ honorifica. Suspicatus ergo quod res erat, agnovit hos esse aut Calvinii abnepotes, aut Beza fraterculos. Ubi primum diluxit, actis perhumaniter gratiis, inceptum iter persequitur, gratulatus sibi plurimum. Quid multa? Romam ingressus, ad Pontificis pedes advolvitur, à Patre benignissimo prodigus filius stolam recipit sine sanguine, sine publicæ verberationis diritate, aut scenico pœnitentium apparatu; & quantum à sincerâ Christi Ecclesiæque benignitate mēdax & fucata illa heterodoxorum severitas discrepet, intellexit.

## HISTOIRE.

“ Il y a dix ans qu'un Gentilhomme de la première qualité, qui  
 „ avoit tenu long-temps un rang considérable dans le monde, & dont  
 „ je ne veux point découvrir le nom ni la famille, alloit à Rome;  
 „ touché d'un véritable repentir des crimes de sa vie passée, qui n'é-  
 „ toient que trop publics. Il avoit pris son chemin par la Suisse, &  
 „ il ne se trouvoit pas loin de Geneve, cette fameuse Capitale de l'hé-  
 „ résie, lorsque délibérant en lui-même s'il iroit là, ou s'il tourne-  
 „ roit d'un autre côté, il s'arrêta quelque temps, comme un autre  
 „ Hercule entre deux chemins. Pendant qu'il étoit agité de diverses  
 „ pensées, je ne fais par quel bonheur, ou par quel malheur, un  
 „ homme sortant d'un bois épais, qui est sur le chemin de Geneve,  
 „ le vint aborder, & lui parut comme venu exprès pour soulager sa  
 „ peine & dissiper cette incertitude importune qui l'arrêtoit. Celui de  
 „ mes amis qui m'en a écrit, m'en a aussi fait la peinture. Son air,  
 „ ses manières, enfin tout son extérieur, ne respiroient que l'ancienne  
 „ discipline. Il paroissoit sur son village un mélange agréable de dou-

V. CL. „ cœur & de sévérité. Son marcher étoit modeste, tout étoit mesuré  
 III. Pe. „ dans sa contenance & dans ses gestes, tout s'y remuoit comme en  
 N.XXXIII „ cadence. Il affectoit de grasseier en parlant : on lui voyoit une pe-  
 „ tite barbe bien ajustée, & la pincette n'avoit pas laissé sur ses joues  
 „ le moindre petit poil. Ses yeux vifs & fins se baissoient quelque-  
 „ fois comme à la dérobée, & de temps en temps aussi s'élevoient  
 „ tout d'un coup vers le ciel. Quand il ne disoit mot, ses lèvres  
 „ demeuroient collées l'une sur l'autre avec je ne fais quel agrément :  
 „ & quand il vouloit parler, elles s'ouvroient d'une manière si dou-  
 „ cereuse, qu'il sembloit qu'il n'en dût sortir que du miel & de l'am-  
 „ brosie. Que dirai-je de ses habits ? Rien de moins magnifique ;  
 „ mais rien de plus propre. Il portoit la tête droite, & un petit col-  
 „ let d'une toile fine & blanche comme la neige : le reste à pro-  
 „ portion.

„ Notre Pénitent étoit ravi d'avoir rencontré si à propos, un homme  
 „ qui pût lui apprendre le chemin. Et après les premières civilités,  
 „ interrogé où il alloit : à Rome, répondit-il. Je vais au tombeau  
 „ des Saints Apôtres, pour y obtenir la rémission de mes péchés. A  
 „ Rome ? reprit l'autre en jettant un profond soupir : à Rome, où  
 „ personne ne sauroit être long-temps homme de bien, & d'où ja-  
 „ mais personne n'est revenu meilleur ? Ne savez-vous donc pas qu'on  
 „ ne respire là qu'un air infecté, & que la peste regne dans la Capi-  
 „ tale du monde ? Nous avons ici dans le voisinage une retraite, où  
 „ à moins de frais & de fatigues, vous pourrez faire pénitence plus  
 „ commodément, & avec plus de fruit. En même temps, il tire un  
 „ petit livre relié fort proprement, doré & marbré sur tranche, bien  
 „ poli, & où rien ne manquoit pour l'ajustement. Il le présente fort  
 „ honnêtement au Voyageur. Celui-ci l'ouvre, & trouve que c'est  
 „ un Abrégé de la doctrine de Port-Royal, écrit avec toute la poli-  
 „ tesse imaginable. Notre Gentilhomme fut surpris de trouver à l'ex-  
 „ trémité de la frontière de ces délicatesses de la langue françoise,  
 „ dans laquelle il avoit souvent oui dire que Messieurs de Port-  
 „ Royal avoient la réputation d'exceller. Sur quoi le voisinage de Ge-  
 „ neve lui fit naître quelque petit soupçon. L'autre s'en appercevant,  
 „ le prévint. D'où vient, dit-il, que je vous vois un peu refragné.  
 „ Ce livre n'est pas comme les vôtres, qu'à peine on a commencé  
 „ de lire qu'on en est dégoûté. Les nôtres sont agréables. Plus on  
 „ les lit, plus on en est charmé. C'est ici qu'on a recueilli les restes  
 „ du dernier naufrage de Port-Royal. Sa liaison ancienne & l'étroite  
 „ amitié qu'ils ont toujours eue avec cette grande Ville, qui est près

„ d'ici , leur y a fait trouver de la protection ; quoiqu'ils fassent pro-V. Cl.  
 „ fession d'être inviolablement attachés à l'Eglise primitive & aux dé-III. Pe.  
 „ votions anciennes. N.XXXIII

„ Cependant comme le jour baissoit , ce personnage si honnête in-  
 „ vita le Gentilhomme à loger , & celui-ci ne se fit pas trop prier.  
 „ Vous ne trouverez ici , lui dit-il , rien de magnifique ; mais ce  
 „ n'est pas ce que vous cherchez. Je vous dirai pourtant , que tous  
 „ ces gens que vous voyez si mal vêtus , & que vous prenez pour  
 „ de pauvres paysans , sont tous Gentilshommes , & des plus illustres  
 „ familles du Royaume. Ils sont venus ici pour changer de vie , &  
 „ pour y faire pénitence selon les regles des temps apostoliques. Ils  
 „ ont quitté le satin & le velours pour la bure , & les bas de soie  
 „ pour des guêtres. On voit assez par tout leur extérieur , quel  
 „ est leur genre de vie. Ils s'entrenoient ainsi de beaucoup de choses  
 „ avec la civilité ordinaire ; mais cela n'empêchoit pas , que ce nou-  
 „ vel hôte ne demeurât vivement piqué dans son cœur de la maniere  
 „ peu honorable dont l'autre lui avoit parlé de Rome , & de l'estime  
 „ dont il avoit paru prévenu pour Geneve. S'étant donc bien douté  
 „ de ce qui en étoit , il reconnut que ces gens-là descendoient en  
 „ droite ligne de Calvin ou de Beze : & le lendemain dès la pointe  
 „ du jour , après avoir fait ses remerciements , il continua son voyage ,  
 „ s'estimant heureux de sortir de-là. Pour couper court , il arriva à  
 „ Rome , s'alla jeter aux pieds du Pape , & fut reçu & réconcilié  
 „ par Sa Sainteté , comme un enfant prodigue par un Pere plein d'a-  
 „ mour & de tendresse , sans qu'il lui en coûtât une seule goutte de  
 „ sang , sans passer par l'exercice cruel de la discipline publique , ni  
 „ par cet attirail tragique des Pénitents : & il connut par sa propre  
 „ expérience , quelle différence il y a entre la douceur sincere de Je-  
 „ sus Christ & de son Eglise , & la sévérité trompeuse & hypocrite  
 „ des hérétiques.”

Je supprime ce qui étoit à la fin de cette *narration* , dans la copie  
 qui m'a été envoyée , où on marquoit le nom du Jésuite , & qu'il  
 avoit été chassé de la Compagnie quelques mois après , pour des cau-  
 ses que l'on disoit être connues de bien du monde. Mais quand j'en  
 aurois une entière certitude , je n'en parlerois pas pour bien des raisons ,  
 outre que cela est hors de mon sujet.

## CHAPITRE III.

*Quand & comment l'ignorance ou l'inadvertence peut excuser de censure ceux qui publient des choses fausses.*

V. CL. **J**'AI déjà fait remarquer que l'ignorance n'excuse pas ceux qui  
 III. Pe. blient des choses fausses, contre l'honneur du prochain, lorsqu'  
 N.XXXIII sont de grande importance: comme est celle d'accuser faussement  
 homme d'être *hérétique*, ou de l'appeller *calomniateur & menteur*  
 quand ces mots injurieux ne lui conviennent point. Mais elle peut  
 excuser quand ce sont des choses de peu de conséquence, qu'on  
 croit crues de bonne foi.

Il est facile de comprendre sur quoi est fondée la différence de  
 ces deux cas. C'est que quand il s'agit d'un crime atroce que  
 l'on impute publiquement à un autre, on présume que celui qui s'y  
 trompé, s'y est trompé par la faute, ou pour n'en avoir point  
 de preuves, ou pour n'en avoir eu que d'insuffisantes à l'égard d'  
 accusation si considérable; au lieu que le bon sens fait assez ju-  
 qu'il en faut avoir de très-fortes. Il n'en est pas de même qu'  
 ce que l'on a avancé, qui s'est trouvé faux, n'est pas considéra-  
 ble. A moins qu'on n'ait d'autres preuves de la malignité de celui  
 qui s'est trompé, on peut & on doit ordinairement présumer qu'  
 il s'est trompé de bonne foi; parce qu'on n'est pas obligé de s'  
 enquérir de la vérité avec une si grande exactitude dans des chos-  
 es peu importantes, & que souvent même cela ne seroit pas possi-  
 ble. On comprendra mieux par des exemples ce que je viens de dire  
 de ces deux cas. Et en voici deux fort remarquables, & qui nous fer-  
 ront rentrer dans notre dessein, qui est de vous faire connoître, mes Révé-  
 rends Pères, pour ce que vous êtes.

## I. E X E M P L E.

Les Curés de Paris s'étant rendus dénonciateurs de l'*Apologie  
 des Casuistes*, avoient fait imprimer un Journal, (a) où ils rendoi-  
 com

(a) [C'est le septième Ecrit pour les Curés de Paris. M. Arnauld en est l'Auteur. On le trouve dans la *Théologie Morale des Jésuites*, en six Parties 1699.]

compte de ce qu'ils avoient fait pour en obtenir la Censure. Le P. V. CL. Annat, pour traverser leur dessein, avoit fait un Ecrit contre eux III. P<sup>e</sup>. sous ce titre: *Recueil de plusieurs faussetés & impostures contenues* N. XXXIII. *dans le Journal des Curés; & il les traitoit dans cet Ecrit d'Impos- teurs, de menteurs, & de faussaires, sans en avoir d'autre fondement, sinon qu'ils s'étoient trompés en quelques faits de nulle conséquen- ce, dont ils avoient été mal informés. Sur lesquels ce Jésuite avoit tiré des attestations en bonne forme de quelques personnes de qua- lité, qui assuroient que les choses ne s'étoient pas passées comme elles étoient rapportées dans le Journal. Ce fut le sujet de la premiere plainte de ces Curés contre ce Confesseur du Roi dans leur Neuvieme Ecrit. Après avoir montré quel crime c'est qu'on leur impose, en les faisant passer pour des Impos-teurs & des Faussaires, ils font voir en- suite que ce Révérend Pere n'avoit pu leur faire un si sanglant re- proche sur de si légers fondements, sans se rendre lui-même coupable de calomnie. " Car, disent-ils, il n'y a personne qui ne sache, „ que dans les choses que l'on dit sur le rapport d'autrui, il faut „ mettre grande différence entre celles qui sont importantes, & celles „ qui ne le sont pas. Dans les choses importantes, quoiqu'il suffise „ d'être sincere pour n'être pas menteur, cela ne suffit pas pour être „ exempt de toute faute; & il y en a même que l'on ne peut pu- „ blier, à moins d'en avoir des preuves certaines, sans une témérité „ criminelle. Mais dans les choses qui ne sont de nulle conséquence, „ comme nous avons montré que sont celles que vous nous reprochez, „ la sincérité suffit, non seulement pour éviter le mensonge, mais aussi „ pour éviter toute autre faute; parce que ce seroit détruire la Société hu- „ maine que de vouloir obliger les hommes à s'informer des moindres „ choses avec autant de soin & de diligence, que des plus grandes. Et Enchir. „ c'est pourquoi S. Augustin dans son exactitude ordinaire dit: *Que celui* Cap. 18. „ *quitient pour vraies des choses fausses qu'il a crues trop légèrement, ne peut „ être accusé de mensonge, mais quelquefois de témérité.* Il ne dit pas qu'il „ puisse être toujours accusé de témérité, mais seulement quelquefois. „ Or quand peut-on moins l'en accuser, que quand les faits où il „ se trompe sont de si peu de conséquence, qu'ils ne méritent pas „ qu'on s'en informe avec plus de soin? Il y a donc des choses sur „ lesquelles on se peut contenter d'un oui dire, selon les regles de „ la prudence chrétienne... Mais il y en a d'autres, que l'on ne „ peut sans crime publier sur un oui dire: & sans en aller chercher „ bien loin des exemples, vous nous en fournissez un bien considé- „ rable dans la douzieme page de votre Recueil, qui fera le sujet de*

*Ecrits sur la Morale. Tome XXXV.* D



V. CL. „notre seconde plainte”. C'est que votre P. Annat avoit accusé ces  
 III. Pe. Curés d'avoir employé un très-méchant moyen pour arriver à une  
 N.XXXIII prétendue bonne fin. Et c'est sur cela que ces Pasteurs le poussent  
 d'une terrible manière ; mais aussi juste que forte.

## II. E X E M P L E.

Le second exemple fera le fait de Rouen , que vous avez rendu célèbre par le vain triomphe de vos *Preuves authentiques* (a) que vous avez répandues par-tout. Je ne fais que le marquer , parce que tout le monde fait présentement par des Ecrits sans réplique , qu'il n'y a eu dans cette affaire que de la *bonne foi* du côté de M. Arnauld , & de la *mauvaise foi* de votre côté.

Il y a encore une autre marque qui peut faire reconnoître , si c'est de bonne foi ou de mauvaise foi , qu'on a rapporté des faits qui se trouvent faux.

C'est que l'on doit présumer qu'ils ont été rapportés de bonne foi par ceux qui n'ont point de peine à se rétracter quand ils en sont avertis. Et c'est au contraire une marque qu'on les a publiés de mauvaise foi , quand on ne peut se résoudre à s'en dédire , lors même qu'on ne les peut plus soutenir. Car on pourroit se flatter d'avoir eu auparavant de la bonne foi , & que ç'a été par un bon zèle que l'on a publié ce que l'on a cru vrai ; mais comme ce prétexte ne subsiste plus lorsque la vérité nous est connue , si nous la tenons captive au préjudice de l'honneur du prochain , nous devons être convaincus par cette mauvaise disposition de notre cœur , que nous ne l'avons jamais aimée.

## III. E X E M P L E.

Le fait de Rouen dont nous venons de parler , en est un exemple bien remarquable à l'égard de l'un & de l'autre cas. M. Arnauld ne fut pas plutôt qu'il en avoit été mal informé à l'égard de la plainte de l'Avocat & de l'Arrêt du Parlement , qu'il fit imprimer un *Avis sur une correction à faire dans la IV. Plainte* , par lequel il

(a) [ Les Jésuites firent ( 1716 ) réimprimer de nouveau ces *Preuves authentiques* , sans faire aucune mention de ce qu'on y avoit opposé. Il semble qu'ils ont voulu par cette réimpression faire entendre que ce qu'on publioit à Rouen touchant un Sermon du Pere de la Motte n'étoit que faussetés & calomnies. ]

rapporte ce même fait , selon qu'il en avoit été mieux informé de-V. Cl. puis. Pouvoit-on desirer une plus grande marque de sa bonne foi? III. P<sup>e</sup>.

Quelques jours après on vit paroître une piece de votre façon , in-N.XXXIII intitulée : *Preuves authentiques de la nouvelle calomnie que M. Arnauld a faite aux Jésuites &c.* On y a répondu par l'Ecrit intitulé : *La bonne foi de M. Arnauld & la mauvaise foi des Jésuites touchant le fait de Rouen.* Rien n'est plus convaincant que ce que l'on vous a dit sur ce sujet , & c'en est une preuve , de ce qu'ayant fait tant de bruit sur cette Histoire de Rouen , vous n'avez pas eu le mot à repliquer , ni pour justifier votre accusation de calomnie , qu'on y démontre être fort injuste , ni pour vous laver de l'insigne supercherie que l'on vous a reprochée , ayant pris M. le Fevre , à qui vous n'aviez rien dit de menaçant , pour l'Avocat que M. Arnauld avoit cité , au lieu que c'étoit M. Gaultier à qui vous n'avez osé nier que votre P. du Mouchel n'ait parlé d'un air très-fier & très-capable de l'intimider. D'où vient donc qu'après avoir vu cette piece , vous n'avez pas imité M. Arnauld , en vous rétractant au moins de cette fausseté , comme il s'étoit rétracté de sa méprise ? Loin de cela , vous n'avez cessé depuis de lui reprocher cette prétendue calomnie avec plus d'insulte que jamais. Et il y a de l'apparence que vous le ferez jusques à la fin du monde , à moins que Dieu ne change l'esprit de votre Société par un miracle de sa grace. Sans cela il n'y a rien à espérer. Car je puis dire par avance , que l'on trouvera dans ce volume-ci la conviction de plus de cent calomnies avancées par vos Auteurs , sans que votre Compagnie leur en ait fait jamais rétracter aucune.

#### CHAPITRE IV.

*Des Calomnies qui n'ont pour fondement que la supposition d'une hypocrisie non prouvée.*

**L**IL n'y a guere de calomnies plus criminelles ni plus pernicieuses à la société humaine , que celles qu'on emploie pour déchirer la réputation des gens de bien , quand on ne peut appuyer ce que l'on dit contre eux que par la supposition d'une hypocrisie qu'on ne fau- roit appuyer d'aucune preuve ; si ce n'est peut-être de ce misérable sophisme de la possibilité à l'acte : Cet homme qui paroît si réformé,

V. Cl. peut faire par hypocrisie ce qu'il semble faire par vertu. Je puis donc  
 III. Pe. croire que ce n'est qu'un hypocrite. On voit assez qu'il n'y a point  
 N.XXXIII d'homme de bien, fût-il aussi saint qu'un Apôtre, dont la réputation  
 pût être à couvert de cette sorte de médisance.

Je me souviens sur cela d'avoir oui étant jeune un Prédicateur célèbre, qui prêchant le Carême dans une Paroisse de Paris, parloit avec grande force contre les hypocrites toutes les fois qu'il en pouvoit prendre occasion de quelque parole de son Evangile. Comme il y paroissoit de l'affectation, on ne savoit à qui il en vouloit. Mais on découvrit bientôt, que ce zèle si ardent contre les hypocrites, regardoit un de ses Auditeurs qui étoit un saint homme, Conseiller d'une Cour de Justice, dont M. Godeau Evêque de Vence a fait un Abrégé de la vie sous ce titre: *L'Idée du bon Magistrat*. On apprit que le chagrin du Prédicateur contre lui venoit de ce que ce pieux Conseiller, par un zèle de justice, avoit fait réformer divers abus dans sa Compagnie, qui alloient au profit de celui qui en étoit le Chef, dont ce Prédicateur étoit fort ami. Râre exemple du mauvais usage que l'on peut faire des plus saintes choses, & de la facilité qu'il y a d'appliquer aux plus gens de bien ce que Notre Seigneur a dit contre l'hypocrisie des Pharisiens. C'est ce qui m'a fait penser, avant que de passer aux exemples de cette sorte de médisance, de vous mener à l'Ecole de S. Augustin, afin d'apprendre de ce Saint Docteur, avec quelle précaution on se doit servir des paroles foudroyantes de Jesus Christ contre les hypocrites, & quel péché on commet quand on en use autrement.

Excellent passage de S. Augustin sur les accusations d'hypocrisie. *De Unitate Ecclesiæ Cap. 5.* Il parle à son peuple.

„ Jugez combien il est facile, ou à nous d'appliquer aux Donatistes, ou aux Donatistes de nous appliquer ce que Jesus Christ a dit  
 „ contre les Pharisiens: *Qu'ils étoient semblables à des sépulchres blanchis, beaux au dehors, mais qui au dedans sont pleins d'os de morts,*  
 „ *& de toute sorte de pourriture: qu'ainsi ils paroissent justes aux hommes,*  
 „ *qui ne considéroient que le dehors de leurs actions, & qu'au dedans de leur cœur ils étoient pleins de malice & d'hypocrisie.*

„ Mais soit que nous nous servions de ces paroles contre eux, ou  
 „ qu'ils s'en servent contre nous, si on ne montre auparavant par  
 „ des preuves manifestes, qui sont ceux qui étant méchants contre-  
 „ font les gens de bien, y a-t-il un homme, pour peu qu'il ait de

„ sens, qui ne voie que c'est l'humeur légère d'une personne médi-V. Cl.  
 „ sante qui fait faire ces reproches, & non le jugement équitable d'un III. P.  
 „ homme de bien convaincu de la vérité? N.XXXIII

„ Il n'en étoit pas de même de Jesus Christ. Car étant Dieu, &  
 „ voyant le secret des cœurs, dont il étoit en même temps le té-  
 „ moin & le Juge, il pouvoit faire ces reproches sans crainte de se  
 „ tromper.

„ Mais pour nous à qui ce secret est caché, nous devons premié-  
 „ rement découvrir ce qui peut être à reprendre dans les autres, &  
 „ en avoir des preuves pour les en convaincre; car à moins de cela  
 „ nous nous rendons coupables du crime très-grand d'une folle té-  
 „ mérité.

„ Que si les Donatistes peuvent faire voir que nous sommes tels  
 „ que Jesus Christ a décrit les Pharisiens, nous ne devons point trou-  
 „ ver mauvais qu'ils emploient pour nous confondre les mêmes paro-  
 „ les dont Jesus Christ a usé envers les Pharisiens.

„ Et de même si nous pouvons montrer que ce sont eux qui res-  
 „ semblent à ces hypocrites, il nous sera permis de leur appliquer  
 „ ces reproches du Sauveur après les avoir convaincus qu'ils les mé-  
 „ ritent aussi-bien que ceux à qui il les a faits ”.

Cet excellent passage confirme ce que nous avons dit en plusieurs occasions, qu'il n'est pas vrai qu'il ne soit jamais permis d'user de termes durs dont les hommes ont accoutumé de s'offenser. Car qu'y a-t-il de plus offensant & de plus injurieux en apparence, que d'appliquer les reproches que Jesus Christ a fait aux Pharisiens, à des Evêques dont la vie paroîtroit bien réglée: que *ce sont des hypocrites semblables à des sépulchres blanchis, beaux au dehors, & pleins au dedans de toute sorte de pourriture*. Il sembleroit donc que ce saint Docteur auroit dû dire absolument, que les Donatistes faisoient très-mal de les appliquer aux Catholiques, & que les Catholiques faisoient mal aussi de les appliquer aux Donatistes, parce qu'on ne pouvoit employer des termes si outrageux sans blesser la charité & la douceur chrétienne. Ce n'est point du tout ce qu'il dit. Il se contente de remarquer, que rien n'est plus facile que de faire ces sortes d'applications à qui l'on veut, quand on en demeure là sans les appuyer de bonnes preuves. Et qu'ainsi c'est par les preuves ou par le défaut des preuves, qu'on les doit juger bonnes ou mauvaises. Car si on les fait, dit-il, sans des preuves manifestes, *sine manifestissimis documentis*, on voit assez pour peu que l'on ait de sens, que ce ne sont que des injures, & non des reproches raisonnables: *Conviciante ma-*

V. CL. *gis levitate , quàm convincente veritate dici quis mediocriter sanus*  
 III. Pe. *ignorat ?*

N. XXXIII Il prévient ensuite une objection, qui est que Notre Seigneur n'avoit point apporté de preuves de l'hypocrisie des Pharisiens. Il répond qu'étant Dieu, & voyant le fond des cœurs dont il étoit en même temps le Juge & le témoin, comme il le prouvoit par tant de miracles, il pouvoit faire connoître ce qui y étoit caché sans crainte de se tromper. Mais qu'il n'en est pas de même des hommes, à qui ce secret n'est point connu. D'où il conclut de nouveau, que pour avoir droit de traiter d'hypocrisie & de vertu feinte, ce qui paroît de vertueux en d'autres personnes, il faudroit avoir découvert de grandes fautes dans leur conduite, & les en pouvoir convaincre; & qu'à moins de cela, ceux qui leur feroient ces reproches seroient coupables d'un grand péché.

Voyons donc, mes Révérends Peres, si vous ne vous êtes point rendus coupables de ce péché, en reprochant à de très-gens de bien, sans aucune preuve, de n'avoir eu que des vertus feintes & de vaines apparences de probité,

#### I. E X E M P L E.

Peu de temps après la mort de Messire François de Caulet Evêque de Pamiers d'heureuse mémoire, il parut une Lettre latine à Monseigneur le Cardinal Cibo (a), où ce pieux Prélat étoit horriblement déchiré : & afin qu'on ne crût pas qu'on eût attendu qu'il ne fût plus au monde pour le traiter si outrageusement, elle étoit précédée d'un avis, où on assuroit qu'elle étoit faite avant sa mort, mais que diverses rencontres en avoient retardé l'impression. On n'a point douté, mes Révérends Peres, qu'elle ne fût de votre P. *Rapin*. Tout le monde y reconnut son style, & on a de plus les épreuves corrigées de sa main. Quelque temps après vous la fîtes courir traduite en françois, & ce que j'en citerai sera de cette traduction, afin qu'on ne me puisse pas accuser de l'avoir altérée en la traduisant. En voici un endroit que je supplie le lecteur de bien considérer, parce qu'on y reconnoitra le sophisme dont je parle dans ce Chapitre, qui consiste à se donner la liberté de médire des plus gens de bien, en prétendant qu'ils n'ont eu la réputation d'être vertueux que par de *vaines apparences de probité*, ce qui s'appelle autrement hypocrisie.

(a) [ Cette Lettre fut condamnée à Rome le 1. Avril 1691. ]

„ Pour rendre, *dit-il*, les prétentions du Roi injustes & odieuses, V. Cl.  
 „ & pour faire valoir le préjugé de la sainteté de l'Evêque de Pamiers, III. Pe.  
 „ ses adhérents se servirent principalement de cet artifice, de publier N.XXXIII  
 „ par-tout les merveilles de la vie de ce Prélat. La vertu, je l'avoue,  
 „ est d'un grand secours dans la vie; & la probité reconnue est d'une  
 „ haute considération. Je ne puis aussi dissimuler, que la vertu de  
 „ l'Evêque de Pamiers avoit répandu par tout le Royaume une si bonne  
 „ odeur, qu'il n'y avoit personne qui n'eût entendu parler de l'au-  
 „ térité des mœurs & de la sainteté de la vie de ce Prélat. Chacun  
 „ donnoit des louanges à la modestie de ce grand homme, dont la  
 „ piété étoit si célébrée par ceux de son parti”.

Il est donc constant par l'aveu de ce Déclamateur, que la réputation de la piété de M. l'Evêque de Pamiers étoit répandue par tout le Royaume, & qu'il y étoit regardé & estimé comme un Prélat très-vigilant, très-zélé pour l'observation de la discipline, & d'une vie très-exemplaire. Qu'oppose-t-il à cela? Le voici. “ Mais nous ne sommes point excusables, si, après que Jesus Christ nous a avertis, qu'il viendrait plusieurs faux Prophetes sous la peau de brebis, nous faisons plus d'état des vaines apparences de probité, que de la foi droite & sincere”.

Quel abus de l'Evangile, quelle profanation de la parole de Dieu! Quoi! parce que Jesus Christ a dit *qu'il viendra de faux Prophetes revêtus de peaux de brebis, mais qui seront au dedans des loups ravissants*; ce qui est la même chose sous d'autres termes, que ce qu'il a dit aux Pharisiens, *qu'ils ressembloient à des sépulchres blanchis, beaux au dehors, & pleins au dedans de pourriture*, nous serons inexcusables, si nous n'appliquons ces paroles du Sauveur à un Prélat, qu'on avoue avoir eu par toute la France une très-grande réputation de piété? Et que deviendra donc ce que dit S. Augustin, qu'on ne peut sans crime, appliquer à qui que ce soit ces paroles de Jesus Christ, à moins qu'on ne montre par des preuves très-convaincantes, qu'elles lui conviennent: *sine manifestissimis documentis*? Ce Jésuite ne nous dit que deux choses pour justifier cette outrageuse application. L'une, que ce qui donnoit tant de réputation à cet Evêque, n'étoit que de vaines apparences de probité. L'autre, que sa foi n'étoit pas droite & sincere.

Le premier est tout-à-fait ridicule; car c'est comme s'il disoit: la preuve que j'ai, que ce Pasteur si estimé, n'est qu'un loup revêtu d'une peau de brebis, ou un sépulchre blanchi, c'est qu'il n'avoit qu'une vaine apparence de probité. J'aimerois autant dire: la preuve qu'il est hy-

V. CL. pocrite, est qu'il me plaît de l'appeller hypocrite; étant bien certain,  
 III. P<sup>e</sup>. qu'être hypocrite, & n'avoir que des apparences de probité, sont la  
 N.XXXIII même chose.

Son autre preuve n'est pas moins extravagante; car le manquement d'une foi droite & sincere dont il accuse ce saint Evêque, n'est fondé que sur les vains reproches qu'il lui fait en vingt manieres différentes, d'être Janséniste, d'être de la nouvelle secte, d'aimer les nouveautés, d'être ami de Port-Royal, &c. Or que prétendoit-il faire en donnant ces noms & ces qualités à ce Prélat? Il avoit entrepris par cette misérable Lettre, pleine de fiel & de venin contre un saint Evêque, de persuader à la Cour de Rome, qu'on ne devoit pas se laisser éblouir à la grande réputation qu'avoit ce Prélat dans tout le Royaume, parce que n'ayant pas *une foi droite & sincere*, toute sa vertu ne pouvoit être qu'une fausse apparence de probité. Il falloit donc qu'il supposât, qu'on étoit disposé en cette Cour-là, à regarder comme des gens qui n'avoient pas une foi droite, tous ceux qu'il plaisoit aux Jésuites d'appeller Jansénistes, ou à qui ils donnoient le nom injurieux de la nouvelle secte, ou dont ils taxoient la conduite de nouveauté, pour être plus exacts qu'eux dans l'administration des Sacrements, ou à qui ils feroient un crime d'avoir de la bonté pour des Théologiens & des Religieuses que la Société n'aime pas. Mais il s'est trouvé bien loin de son compte. Ni son beau latin, ni le crédit de sa Compagnie, n'ont pas empêché que sa Lettre n'ait été proscrite, comme pleine de calomnie. Elle n'a fait qu'irriter ceux qu'il vouloit *appaîser*. Des médisances si outrées contre un Prélat si généralement estimé, ont causé une indignation universelle. Il n'a pas été difficile de reconnoître que cet Ecrivain injurieux n'a pris le prétexte de défendre les droits du Roi, que pour se venger d'un Evêque, qui s'étoit trouvé obligé d'excommunier trois de vos Peres, qui trompoient les fideles, & profanoient les Sacrements en les administrant sans pouvoir, & qui avoit rendu compte de sa conduite par un Ecrit envoyé à tous les Evêques de France, sans qu'aucun l'eût improuvée (a). *Hinc illa lachryma*. C'a été l'unique sujet des invectives envenimées de votre P. Rapin contre l'Evêque de Pamiers. Il faudroit qu'il eût perdu le sens, s'il s'étoit

(a) Il y a deux Ecrits de ce Prélat sur ce sujet. 1<sup>o</sup>. Lettre circulaire à tous les Prélats de France, sur l'affaire des Jésuites de son Diocèse qu'il a excommuniés du 21 Février 1668. 2<sup>o</sup>. Lettre Circulaire aux mêmes Prélats, pour leur adresser la Relation de ce qui s'est passé sur le différent entre M. l'Evêque de Pamiers & les Jésuites du Collège de la même ville. Ces deux Lettres furent imprimées dans le temps. Elles se trouvent dans les *Annales de la Société des Jésuites*. &c. T. V. p. 878. & 895.

s'étoit imaginé, qu'en disant beaucoup d'injures à cet Evêque, & le V. CL. faisant passer pour un hypocrite, il appaiseroit le Pape, & lui feroit III. Pa. trouver bon qu'on eût étendu la Régale par tout le Royaume, contre N. XXXIII la défense d'un Concile oecuménique: car laissant à part si cette prétention du Conseil du Roi est bien ou mal fondée, qui ne voit que c'étoit trahir la cause que l'on s'engageoit de soutenir, que d'en faire dépendre le gain, de l'opinion que l'on donneroit au Pape, que M. de Pamiers, qu'il regardoit comme un fort homme de bien, étoit un fort méchant homme, qui n'avoit que de vaines apparences de probité? Or il eût été fou, s'il avoit cru gagner quelque chose par cette voie-là sur l'esprit du Pape Innocent XI, en faveur de la Régale, puisque toute sa Lettre auroit pu se réduire à cet argument.

Je suis persuadé, Monseigneur, que Sa Sainteté ne s'oppose à l'extension de la Régale, que parce qu'on lui a fait regarder M. l'Evêque de Pamiers comme un homme de bien. Or si Votre Eminence veut ajouter foi à ce que je lui dirai de cet Evêque, elle aura de quoi détromper Sa Sainteté, en lui faisant regarder cet Evêque comme un hypocrite. J'espère donc que cette Lettre vous donnera moyen de faire connoître à Sa Sainteté, qu'elle ne doit pas improuver l'extension de la Régale. Il faudroit avoir bien méchante opinion de votre P. Rapin, pour l'avoir cru capable de se rien promettre d'un si pitoyable raisonnement. C'est une folle supposition que la piété de l'Evêque de Pamiers, véritable ou présumée, soit ce qui avoit fait improuver au Pape l'extension de la Régale. C'en est une autre non moins insensée, que des injures sans preuve, pussent faire prendre au Pape un bon Evêque pour un hypocrite. Ce Jésuite n'a pu ignorer ni l'un ni l'autre: il n'a donc pas prétendu obtenir rien par cette Lettre, en faveur du droit du Roi; mais il n'a pas voulu perdre cette occasion de déchirer un Evêque, à qui la Société n'est pas encore résolue de pardonner le traitement qu'elle en a reçu, quoique très-juste selon Dieu. Quelque dessein qu'il ait eu, avouez, mes Révérends Peres, que cet exemple est très-propre à faire voir, que ce genre de calomnie, qui va à ternir l'honneur des plus saintes personnes, en faisant passer leur piété pour hypocrisie, est d'autant plus détestable, qu'il est plus aisé de s'en servir contre qui l'on voudra, & plus difficile de s'en défendre.

## II. E X E M P L E.

Vous direz peut-être, mes Révérends Peres, que je ne devrois pas dissimuler, que votre P. Rapin donne pour une grande preuve de l'hy-

*Ecrits sur la Morale. Tome XXXV.*



V. Cl. poctisie de l'Evêque de Pamiers , que dans la peur d'être condamné  
 III. Pe. ceux qui avoient refusé d'obéir au Pape , il promet à ses amis de sign  
 N.XXXIII purement & simplement la Bulle du Pape , & de confesser que les P  
 positions prises de Jansénius avoient été condamnées & dans le fait  
 dans le droit ; mais qu'il avoit été faire chez un Notaire public , a  
 confession de foi contraire à la première , & que par cet artifice malicie  
 il avoit protesté contre sa signature donnée au Souverain Pontife.

Non, mes Peres, je n'ai garde de dissimuler que votre P. Ray  
 a dit tout cela , & qu'il en a pris sujet d'employer sept ou huit  
 ges de sa satire , à déclamer contre ce saint homme de la maniere  
 plus insolente & la plus envenimée que l'on se puisse imaginer. M  
 je vous soutiens en même temps , que c'est une de vos plus noi  
 calomnies. J'ai fait écrire aux intimes amis de ce Prélat, pour sav  
 s'il y avoit eu quelque fondement qui eût fait débiter une telle  
 ble (a). Ils ont répondu, qu'il n'y en avoit eu aucun , & que  
 toit un pur mensonge.

Maia comme il prétend que ce fut par cette fourberie , que l'E  
 que de Pamiers avoit apaisé le Pape , qui étoit prêt de lui faire  
 procès , par où on voit bien qu'il marque ce qui se passa à la p  
 de l'Eglise ; il ne faut que considérer le récit qu'il en fait , & le co  
 parer avec celui qu'on en a donné dans le *Fantôme du Jansénisme* (c  
 pris des pieces originales , pour reconnoître que le sien n'est qu  
 tissu de faussetés , & que c'est une grande effronterie d'assurer , com  
 il fait , que quand ce Prélat commit cette action , on en parloit si ba  
 ment , & on le blâmoit si universellement , que le peuple n'avoit a  
 rien si fréquemment à la bouche , que la confession de foi que l'Ev  
 de Pamiers avoit faite chez un Notaire.

Enfin rien ne découvre plus la friponnerie de cette fausse acc  
 tion , que la seule preuve qu'il en donne. On en envoya , dit-il ,  
 copie à Rome , peu de temps après l'original fait , laquelle tomba e  
 les mains de l'Eminentissime Cardinal Albizzi , qui la communiqua  
 Pape Clément IX , comme il seroit facile de le prouver , si on veut  
 sulter le Cardinal , duquel le Pape d'àprésent pourroit apprendre co  
 tout s'est passé en cette affaire. Quelle foi peut faire la prétendue o  
 d'un acte tombée entre les mains d'un Cardinal , sans qu'on dise  
 qui ni comment ? Ce Cardinal qui vous étoit tout dévoué , auroit-i  
 cette copie sans vous en faire part , si ce n'étoit pas vous qui l

(a) [ Voyez à ce sujet le troisieme Volume des Lettres pag. 570. 587. ]

(b) [ Voyez le Chapitre XVIII de ce livre ci-dessus imprimé , IV Classe IX. Part. N.

enfliez envoyée? Et l'ayant en votre puissance, auriez-vous été douze V. Cl. ans & plus, sans en faire usage contre un Prélat que vous haïssiez III. Pe. mortellement? On auroit dû savoir par cette copie chez quel Notaire N. XXXII s'étoit passé l'original; & vous n'auriez pas manqué de nommer ce Notaire pour rendre votre narration plus croyable.

Il dit enfin, que le Pape Innocent XI, pour qui il écrivit cette Lettre au Cardinal Cibo, pouvoit apprendre du Cardinal Albizzi comment tout s'étoit passé en cette affaire. Il faut donc, ou que ce Cardinal n'ait osé entreprendre de faire croire à ce Pape une chose si peu croyable, ou que le Pape n'ait eu aucun égard à ce que lui auroit pu dire un homme si décrié par son aveugle partialité en tout ce qui regardoit votre Compagnie. Car ce qui est bien certain, est que ce Pape si sage a toujours eu beaucoup d'estime & d'affection pour M. de Caulet, Evêque de Pamiers, & que toutes les médisances de cette Lettre emportée ont plutôt augmenté, que diminué la bonne opinion qu'il a eue de sa piété.

Trouvez donc bon, mes Peres, que cette histoire prétendue tienne un rang considérable entre vos plus malicieuses calomnies.

### III. E X E M P L E.

Cet exemple est une fuite des deux précédents. On ne peut guere s'imaginer d'union ni plus étroite ni plus sainte, que celle que Dieu avoit mise entre ces deux grands ornements des Eglises de Languedoc, Nicolas Pavillon, Evêque d'Alet, & François de Caulet, Evêque de Pamiers. Votre P. Rapin a voulu aussi les joindre dans ses calomnies; ç'a été même en leur conservant le rang que chacun tenoit dans cette amitié. Car comme tout le monde sait que le dernier a révééré le premier comme son Pere, ce Jésuite lui en fait un crime, & il prétend qu'il ne pouvoit se laver de la tache du Jansénisme, à *pag. 29:* moins qu'il ne pût nier qu'il eût aucune liaison avec l'Evêque d'Alet, le Chef & le Conseil de la Secte. Il vouloit donc par conséquent & à plus forte raison, qu'on portât le même jugement de M. Pavillon, Evêque d'Alet, qu'il vouloit par toute sa Lettre, que l'on fit de M. de Caulet, Evêque de Pamiers: c'est-à-dire que, selon ce déclamateur, on devoit regarder ces deux Prélats comme deux loups revêtus de peaux de brebis, dont toute la réputation n'étoit fondée que sur l'erreur du peuple, qui s'étoit laissé tromper par les vaines apparences d'une piété simulée.

Cependant votre P. Rapin ne pouvoit nier, que ce qu'il avoit été

V. Cl. contraint d'avouer de M. de Pamiers, que la réputation de sa piété s'étoit répandue par toute la France, ne fût vrai aussi de M. d'Alet, aussi  
 III. Pe. bien que des deux autres Evêques qui leur avoient été joints dans  
 N.XXXIII la même cause, qui fut terminée par la paix de l'Eglise; Nicolas de Buzenval, Evêque de Beauvais, & Henri Annauld, Evêque d'Angers. Il y a des réputations si constantes & si bien établies, qu'il faut bien en demeurer d'accord malgré qu'on en ait. Telle a été certainement celle de ces quatre Prélats. Et ce qu'en écrivirent au Roi les dix-neuf Evêques qui travaillèrent si utilement pour la paix de l'Eglise en 1668, en fera un témoignage incontestable pour toute la postérité : *Nous nous tenons (disent-ils) assurés, que s'il plaît à Votre Majesté de faire examiner la cause de ces quatre Evêques, elle en fera si satisfaite, qu'elle regardera comme une bénédiction du ciel d'avoir, dans son Royaume, de si dignes Successeurs de ces grands Saints, dont ils font revivre en nos jours les exemples de piété, par une charité aussi ardente que pure & désintéressée, & par une vigilance infatigable dans les travaux de leur Ministère.*

Ces mêmes Prélats n'en parlerent pas en des termes moins avantageux, dans la Lettre qu'ils écrivirent au Pape. *L'éminente vertu de ces Evêques, oblige leurs ennemis même de reconnoître, qu'ils sont un des plus grands ornements de notre Ordre, & qu'il n'y en a point qui édifient davantage l'Eglise; qui veillent avec plus de soin au salut des âmes qui leur sont commises, qui s'acquittent plus parfaitement de tous les devoirs de la Charge Episcopale.* Est-ce que tant d'Evêques des plus considérables de l'Eglise de France, auroient parlé au Roi & au Pape avec tant de force à l'avantage de ces quatre Prélats, s'ils n'avoient été bien assurés, qu'ils ne disoient rien qui ne fût connu & avoué de tout le monde?

Voici un autre témoignage pour M. d'Alet, qui ne vous couvrira pas moins de confusion. On sait quel est le mérite de M. le Cardinal le Camus, Evêque de Grenoble, & en quelle estime il est dans toute Eglise. Ecoutez ce qu'il dit du Prélat à qui le P. Rapin reproche d'avoir été le conseil & le chef de la prétendue nouvelle secte. C'est dans l'approbation d'un Livre touchant la Pénitence publique, imprimé par l'ordre de M. de Gondrin, Archevêque de Sens.

*Ayant eu l'honneur en 1666, d'être du nombre des Commissaires du Conseil d'Etat, nommés par Sa Majesté, pour lui donner nos avis sur les plaintes de quelques Gentilshommes, contre M. l'Evêque d'Alet, nous représentâmes unanimement, qu'il n'y avoit rien de plus conforme aux ordres de l'Eglise & aux Canons des Conciles, que d'imposer des péni-*

traces publiques pour de très-grands péchés & scandaleux ; comme blas- V. Cl.  
phèmes contre Dieu , yvrogneries fréquentes , impuretés dont le scandale III. P.  
a été publié , & cas semblables : & ensuite Sa Majesté confirma par l'Ar- N.XXXIII  
rêt de son Conseil les Ordonnances de ce saint Prélat , que nous pouvons  
nommer sans flatterie le Pere & le modèle des Evêques de France.  
Prétendez-vous que votre P. Rapin , loin d'être embarrassé de cet  
éloge , l'auroit retourné contre celui qui l'a donné ? Car ayant , au-  
roit-il dit , soutenu à M. le Cardinal Cibo , pour le dire au Pape ,  
que l'Evêque de Pamiers ne pouvoit éviter d'être regardé comme un  
loup caché sous un peau de brebis , à cause de la liaison qu'il ne  
pouvoit pas nier qu'il n'eût eue avec M. l'Evêque d'Alet , le Chef  
de la nouvelle Secte , pourquoi n'en pourrois-je pas dire autant de  
l'Evêque de Grenoble , qui fait assez voir , par les louanges mêmes  
qu'il donne à l'Evêque d'Alet , combien il a été uni à ce Chef des  
nouveaux Sectaires ? Ce seroit , je vous l'avoue , raisonner conséquem-  
ment. Mais c'est aussi ce qui fait voir que le fond dont se tirent de  
si noires calomnies contre les plus vertueux Prélats de l'Eglise , ne peut  
être que fort méchant.

Ce qui vous a aveuglés à l'égard de M. d'Alet , est que vous avez  
cru , que le différent de la Régale vous donnoit toute liberté de dé-  
chirer la mémoire , & qu'il ne se trouveroit personne qui osât vous  
contredire. Mais c'est en quoi vous vous êtes bien trompés. L'Acadé-  
mie Françoisse , si zélée pour notre grand Prince , & qui en connoît  
mieux que personne les qualités héroïques , a très-bien jugé qu'il ne  
trouveroit point mauvais , que dans une occasion qui s'en présentoit  
naturellement , on dit de ce saint homme ce que tout le Royaume  
en pense.

M. Pavaillon , neveu de ce bon Prélat , ayant été reçu pour être un  
des membres de la Compagnie , M. Charpentier qui en est le Doyen ,  
dans le Discours sur cette réception , crut ne pouvoir se dispenser de  
parler de l'oncle , & il le fit en ces termes.

Il ne faut point chercher hors de vous-même les choses qui vous  
rendent estimable. Cependant , Monsieur , je ne puis m'empêcher de ré-  
fléchir sur la mémoire d'un saint Evêque avec qui vous avez été si uni  
par les liens du sang. L'éclat de sa piété & de ses autres vertus rejail-  
lira éternellement sur vous. Et tout le Clergé de France qui l'a regardé  
comme une de ses plus vives lumières ; le Diocèse d'Alet qui a été l'héri-  
tage que le Seigneur lui avoit donné à cultiver ; en un mot le Royaume  
entier qui a profité de ses instructions & de ses exemples , auront tou-

V. CL. *jours une singuliere vénération pour lui, & une estime sincere pour tout*  
 III. Pe. *ce qui porte son nom.*

N.XXXIII Vous pourrez répondre, mes Révérends Peres, que cela ne prouve rien contre vous ni contre votre P. Rapin : que vous demeurez d'accord qu'il a eu une très-grande réputation ; mais que des *vertus apparentes* peuvent la lui voir acquise. Et qu'ainsi votre P. Rapin le tenant pour Chef de la nouvelle secte, a été en droit de dire de lui aussi bien que de l'Evêque de Pamiers, qu'*après que Jesus Christ nous a avertis qu'il viendrait de faux Prophetes sous la peau de brebis, nous serions inexcusables, si nous faisons plus d'état des vaines apparences de probité, que de la foi droite & sincere.* Bon moyen de déchirer hardiment les meilleurs Evêques, quelque réputation de sainteté qu'ils puissent avoir dans l'Eglise !

#### IV. E X E M P L E.

Voici un quatrieme Evêque sur le sujet duquel on ne fait si vous osez faire la même réponse. C'est Dom Jean de Palafox, que vous ne pouvez pas nier qui n'ait vécu, & qui ne soit mort dans une très-grande réputation de sainteté, puisqu'on travaille actuellement à sa canonisation. Il n'y a donc pas d'apparence que faisant une si grande profession de vivre saintement, il ait menti lorsqu'il s'est plaint de la maniere outrageuse dont vos Peres d'Angéopolis l'avoient traité, dans un grand nombre de libelles & de satyres. Or voici ce qu'il en écrit dans sa Lettre (a) au P. de Rada Provincial de Mexique. *Quelles satyres n'avez-vous pas publiées contre moi ? Combien de fausses relations, me dépeignant comme un méchant, un vicieux, un ambitieux, un cruel, & tout cela parce que je défends la dot de mon Epouse ; c'est-à-dire, mes dîmes ; & ma crosse & ma mitre, c'est-à-dire, ma jurisdiction ?*

Ce n'étoit pas sans doute toute votre Compagnie qui composoit ces satyres : cela est bien clair. Mais n'est-ce pas y avoir adhéré, que de ne lui avoir jamais fait faire aucune satisfaction, ni puni aucun des coupables ? Quoi qu'il en soit, dites-moi, je vous prie, ce qu'auroient pu répondre ces Jésuites de la nouvelle Espagne, si on leur avoit demandé, ce qu'ils croyoient de ce Prélat, lorsqu'ils le dépeignoient dans leurs Libelles, *comme un méchant, un vicieux, un ambitieux, un cruel ?* Ils n'auroient pu avouer qu'ils savoient bien que

(a) [ Voyez la Lettre dans le second Tome de la Morale Pratique Part. V. ]

cela étoit faux, mais qu'ils avoient cru être de leur intérêt d'en donner V. CL. cette idée, pour mettre le monde de leur côté : ç'auroit été se III. P. faire regarder comme aussi méchants que les Démon. Ils n'auroient N.XXXIII pu aussi prétendre que tout cela étoit vrai, & que ce Prélat étoit tel qu'ils l'avoient dépeint, que ce ne fût dire qu'ils le tenoient pour un de ces hypocrites que Jesus Christ dit *qui ressemblent à des sépulchres blanchis, qui sont beaux au dehors, & qui sont pleins au dedans de toute sorte de pourriture*. Car il n'y a que l'hypocrisie qui puisse allier dans une même personne la cruauté, l'ambition, le vice & la méchanceté, avec une vie aussi réglée & aussi appliquée à toutes sortes de bonnes œuvres qu'a été celle de ce saint homme. Or S. Augustin nous apprend qu'on ne peut publier cela de personne sans se rendre coupable du crime énorme d'une folle témérité, si on n'a de quoi prouver cette prétendue hypocrisie *manifestissimis documentis*. Il faut donc que la Société, qui n'a rien trouvé de punissable dans ces calomniateurs de M. de Palafox, ait cru que son hypocrisie étoit prouvée dans ces Libelles par des témoignages authentiques ; ce qu'elle n'auroit pu faire que par un jugement téméraire, bien aveugle & bien criminel : ou que suivant les maximes de ses Casuistes, elle se soit imaginée que ce n'étoit qu'un péché léger d'imposer de faux crimes à un Evêque dont la réputation nuisoit à celle de ses Religieux, qu'il avoit fait déclarer excommuniés pour ne s'être pas soumis à ses Ordonnances.

#### V. E X E M P L E.

Le démenti que vous avez trouvé bon que votre Défenseur donnât à M. l'Abbé du Ferrier, sur le jugement que faisoit de vous M. de Solminhaç Evêque de Cahors, (a) vous peut jeter dans un pareil embarras. Car il est certain d'une part que cet Abbé a mené une vie très-chrétienne & très-digne d'un saint Prêtre, jusqu'à une très-longue vieillesse, & qu'il a été honoré comme tel par tous les Evêques de Languedoc, qui ont eux-mêmes vécu dans une grande réputation de piété ; & il est clair de l'autre qu'il auroit été un fort méchant hom-

(a) [ Monseigneur de Cahors est tellement persuadé que les Peres Jésuites sont un fléau & une ruine à l'Eglise, qu'il croit que vous Monseigneur & tous les Evêques qui sont solidement à Dieu, ne leur devez donner aucun emploi, & m'a chargé de vous le dire, & à Messieurs qui cherchent le salut & l'avantage de leurs Diocèses, ni même entrer jamais chez eux ; car cela les autorise, *Extrait d'une Lettre de M. du Ferrier. Voyez-en l'Histoire tome 3, chap. XIV.* ]

V. Cl. me, & par conséquent un grand hypocrite, si ce qu'il a dit à  
 III. Pe. sieurs Prélats de la part de M. de Solminihac Evêque de Cahors  
 N.XXXIII ce qu'il a confirmé dans les dernières années de sa vie, étoit un  
*mensonge*, comme votre P. Tellier a la hardiesse de l'en accuser. Il  
 droit donc que vous eussiez des preuves bien convaincantes, & co  
 me les appelle S. Augustin, *manifestissima documenta*, d'un menso  
 si méchant & si peu croyable. Et c'est ce qu'on est bien assuré  
 vous n'avez point. Car outre qu'il n'y a nulle apparence qu'un Ec  
 cliastique si généralement estimé pour sa vertu, eût commis une si  
 chaste action, votre P. Tellier auroit-il tant différé à nous don  
 les preuves de ce prétendu *mensonge*, les ayant promises dans sa  
 fense il y a plus de six ans? Et la honte qu'on lui en a faite dan  
 troisieme Volume de la Morale Pratique il y a plus de trois ans,  
 l'auroit-elle pas forcé de s'acquitter de sa promesse, pour ne pas  
 meurer chargé de l'infamie d'avoir avancé une calomnie si noire c  
 tre un si homme de bien?

#### VI. E X E M P L E.

Cette accusation d'*hypocrisie* sans preuve, qui est un moyen fai  
 pour calomnier les plus gens le bien, vous a été d'un grand usage  
 pour donner quelque couleur à une des plus abominables fourber  
 dont on ait jamais entendu parler. Vous aviez eu besoin de sa  
 croire que vous n'aviez mis en œuvre votre faux Arnould, que po  
 découvrir l'attachement à des sentiments hérétiques où vous sav  
 qu'étoient (à ce que vous prétendez) deux Professeurs en Théolog  
 de l'Université de Douay, MM. de Laleu & Rivette. Car dans l'  
 vertissement qui est à la tête de la seconde édition des *Secrets du Pe  
 ti*, vous supposez qu'avant que votre fourberie eût éclaté, ils étoie  
 connus pour être fort attachés à l'hérésie de Jansénius. Cependant  
 n'enseignoient rien touchant la grace, dont ils n'eussent rendu comp  
 à M. l'Evêque d'Arras, qui en avoit été fort satisfait : comme il par  
 par ces termes de la Censure du Traité de M. Gilbert. *Nous avon  
 dit-il, d'autant plus de sujet de croire que tout le monde s'y soumettr  
 que ceux mêmes que la licence indiscrete que le monde ne se donne q  
 trop de juger, avoit voulu rendre suspects d'avoir quelque attachement à ce  
 doctrine, nous ont donné des témoignages si certains, si clairs &  
 authentiques de la sagesse de la leur, que nous ne croyons pas qu'on pui  
 douter, qu'ils ne soient sur la matière de la grace dans une doctri  
 très-orthodoxe. Quel aveuglement, mes Peres, de n'avoir pas vu qu*

vous n'avez pu rapporter ces paroles dans votre libelle diffamatoire, V. Cl. sans vous condamner vous-mêmes de calomnie, lorsque vous dites III. P<sup>e</sup>. qu'avant qu'on fût rien à Douay de votre faux Arnould, ces Professeurs étoient connus pour être fort attachés à l'hérésie de Jansénius. Car comment auroit-on pu croire sinon par un jugement tout-à-fait téméraire & criminel, que ces deux Professeurs fussent fort attachés à des hérésies touchant la grace, après ce témoignage public de leur Evêque, qui déclare; que si on avoit eu ce soupçon d'eux, ce n'avoit été que par la licence indiscrète que le monde ne se donne que trop de juger; mais qu'ils avoient donné des témoignages si clairs, si certains & si authentiques de la sincérité de leur foi, qu'on ne pouvoit douter qu'ils ne fussent sur la matiere de la grace dans une doctrine très-orthodoxe? Vous n'avez donc pu dire, on vous le répète encore une fois, vous n'avez pu dire sans calomnie, que dans tout le temps qui s'est passé depuis le mois d'Août 1687, jusques au mois de Juin 1691, ils étoient connus à Douay pour être fort attachés à des hérésies touchant la grace. Car comment les auroit-on connu pour tels? Ce n'est pas par ce qu'ils enseignoient publiquement. Vous l'avouez. Il faudroit donc qu'ils eussent dit en secret à quelques personnes, que ce qu'ils enseignoient en public n'étoit pas leurs vrais sentiments. Mais comme vous ne l'avez osé dire, parce que ç'auroit été vous engager à nommer les personnes à qui ils auroient tenu ce langage, vous êtes réduits à cette lâche médisance, dont il n'y a point de Saint qui se pût garder, que ce sont des hypocrites, qui ont trompé leur Evêque en lui signant tout le contraire de ce qu'ils avoient dans le cœur. C'est ce que vous n'avez point rougi de mettre dans votre Relation sommaire. Sa Majesté, dites-vous, avoit été pleinement instruite, de l'attachement que ces Professeurs ont toujours eu à la doctrine condamnée du Sieur Gilbert, & de l'hypocrisie avec laquelle ils débitoient en public le contraire de ce qu'ils tenoient en secret. Pourquoi donc votre fourbe a-t-il eu besoin de tant de mensonges, de déguisements, de supercheries, pour leur faire signer votre These artificieuse & équivoque, & qu'ils ne le firent même qu'en l'expliquant? Ne se défiant en aucune sorte, que ce ne fût le vrai M. Arnould à qui ils écrivoient, qui les auroit empêchés de lui déclarer d'eux-mêmes leurs plus secretes pensées, & de lui faire confidence que ce qu'ils enseignoient dans l'Ecole n'étoit pas ce qu'ils croyoient? Bien loin de cela, c'étoit toujours cet imposteur qui les prévenoit, qui les pressoit, & qui employoit toutes sortes d'artifices, jusques à les quereller, pour les faire entrer dans ces pensées. Quand donc il les auroit fait tomber dans



V. CL. quelque erreur contraire à l'Ecrit qu'ils avoient signé ( ce qui n'est III. Pe. pas ) rien ne feroit plus déraisonnable que d'en conclure qu'ils l'au-  
 N.XXXIII roient signé par *hypocrisie* ; mais tout ce qu'on pourroit dire, est que ce fourbe les auroit séduits , par la déférence qu'ils auroient eue à celui dont il avoit emprunté le nom. C'est assez, mes Peres, pour vous faire voir, qu'il n'y eut jamais d'accusation d'hypocrisie plus calomnieuse que celle-là : & c'est ce que j'avois entrepris de montrer par cet exemple.

## CHAPITRE V.

*Vingt-quatre calomnies fondées aussi pour la plupart sur des accusations d'hypocrisie non prouvées, qui se trouvent dans le livre intitulé: ARTIFICE DES HÉRÉTIQUES.*

L' Auteur **L** E P. *Estrix*, Jésuite Flamand, qui est présentement à Rome, a écrit en fait deux ou trois Libelles, sous le nom de François *Simonis*, pour 1693. déchirer les Théologiens de Louvain, qui ne sauroient approuver, ni votre Molinisme touchant la grace, ni vos relâchements dans la Morale. Un de ces Libelles a pour titre : *De fraudibus hæreticorum*, où sans nommer les prétendus Jansénistes, on voit assez que ce n'est qu'à eux qu'il en veut.

Votre P. Rabin a trouvé ce livre si beau, qu'il en a fait une traduction libre en françois. Et pour y donner plus de poids, il l'a dédiée aux Archevêques & Evêques de France, avec une Préface, où il reconnoît que les ouvrages de *François Simonis*, écrits en latin & imprimés à Cologne, ont donné occasion au sien, & ont servi de Mémoires pour le composer. Mais ayant eu peur qu'on ne prît les Luthériens ou les Calvinistes pour les hérétiques dont il découvre les artifices, il a eu soin de faire entendre dans son Epître dédicatoire, que ce ne sont point eux qu'il a eu en vue, mais que ce sont les prétendus Jansénistes, qu'il traite d'autant plus hardiment d'hérétiques qu'il ne les nomme point, se contentant de les désigner. Comme cette Epître est fort courte, je la mettrai toute entière avec quelques réflexions.

MESSEIGNEURS. Le même esprit qui nous apprend qu'il est nécessaire

*qu'il y ait des hérésies, & qu'il y en aura principalement dans les derniers temps de l'Eglise, nous apprend aussi que les hérétiques tâchent tous les jours de se déguiser pour paroître ce qu'ils ne sont pas, & pour tromper les plus gens de bien.* V. Cl. III. Pe. N. XXXIII

Jamais on n'a mis entre les déguisements des hérétiques, de ce qu'ils n'ont pas voulu avouer qu'ils fussent hérétiques, lorsqu'ils combattoient ouvertement les dogmes de l'Eglise Catholique, dont ils s'étoient séparés par le schisme : car on ne peut plus dire alors qu'ils trompent les plus gens de bien. Or c'est ce qu'ont fait, il y a longtemps les Luthériens & les Calvinistes. Ce n'est donc pas d'eux que vos deux Jésuites, Estrix & Rapin, ont prétendu découvrir les artifices pour empêcher qu'on ne s'y trompât. Et c'est ce qui se verra encore mieux par la suite.

*Voici, Messieurs, quelques-unes de leurs impostures; & vous n'aurez pas de peine à les reconnoître, vous à qui Dieu a donné un discernement admirable, non seulement pour distinguer la vérité d'avec le mensonge, mais encore les vrais fideles d'avec ces imposteurs qui falsifient la Religion, qui couvrent leurs erreurs du voile de la piété.*

Rien ne seroit plus ridicule que ce discours si on l'expliquoit par rapport aux Luthériens & aux Calvinistes. Car ne seroit-ce pas se moquer des Evêques que de leur donner cette fade & impertinente louange, qu'ils ont un discernement admirable, non seulement pour distinguer la vérité d'avec le mensonge, mais encore les vrais fideles d'avec les Luthériens & les Calvinistes qui falsifient la Religion, & qui couvrent leurs erreurs du voile de la piété? A-t-on besoin de discernement, & d'un discernement admirable, pour distinguer les vrais fideles, c'est-à-dire, les Catholiques, d'avec ceux qui s'en distinguent assez eux-mêmes par leur séparation & par la guerre ouverte qu'ils font à l'Eglise? Il est vrai cependant que ce qu'il dit de ce discernement des Evêques, n'est pas moins faux à l'égard des prétendus Jansénistes. Car on vous défie, mes Révérends Peres, de nous marquer un seul Evêque qui ait distingué par ce discernement admirable les vrais fideles de son Diocèse, de ces imposteurs Jansénistes qui falsifioient la Religion, & qui couvroient leurs erreurs du voile de la piété. Plus vous admirez leur discernement, plus on a de quoi vous convaincre d'imposture & de calomnie dans le portrait que vous faites des prétendus Jansénistes. Car s'ils sont répandus par-tout, comme vous dites souvent, comment osez-vous dire que ce sont des imposteurs qui falsifient la Religion, que les Evêques savent bien distinguer d'avec les vrais fideles, lorsque vous ne sauriez nommer un seul Evêque qui ait fait cette distinction

V. Cl. par un jugement canonique ? Nous direz-vous qu'on les a aff  
 III. Pe. distingués en les maltraitant , les bannissant ou les emprisonnant  
 N.XXXII & nous alléguerez-vous la dissipation des Filles de l'Enfance , & la  
 destruction de leur Institut , quoiqu'arrivée depuis ce Livre de vot  
 Pere Rapin ? Mais ce ne pourroit être qu'à votre confusion. Car ri  
 de tout cela ne s'est fait par jugement d'Evêques ; & il n'y en  
 aucun qui se soit chargé d'apprendre à l'Eglise en quoi ces exilé  
 ces emprisonnés , & ces Filles dispersées faussioient la Religion ,  
 quelles sont les erreurs qu'ils couvroient sous le voile de la pié  
 C'est donc une marque que ces hérétiques , dont votre P. Rapin  
 prétendu découvrir les artifices , ne sont que des chimères , puisq  
 s'il y en avoit de réels , les Archevêques & Evêques les auroient disti  
 gués d'avec les vrais fideles par leur admirable discernement : ce q  
 vous ne sauriez montrer qu'ils aient fait.

*C'est vous , Messieurs , qui avez ôté le masque aux hérétiques mod  
 nes , comme les Saints Peres l'ont ôté aux anciens , & qui à l'exem  
 de ses illustres défenseurs de la foi , avez rendu les desseins de l'hér  
 inutiles , en découvrant tous ses artifices.*

On voit assez que cela ne se peut entendre de l'hérésie des Prob  
 tants : car comment pourroit-on dire des Archevêques & Evêques  
 France de ce temps-ci , qu'ils ont rendu inutiles les desseins des Sed  
 Protestantes en découvrant leurs artifices , puisqu'elles étoient tou  
 formées avant ce siecle , & qu'elles ne se sont point masquées pe  
 se révolter contre l'Eglise , mais lui ont déclaré la guerre à vis  
 découvert ?

Il est donc certain ( & c'est la calomnie générale dont on a dr  
 de vous accuser devant toute l'Eglise ) que votre P. Rapin , & vo  
 P. Estrix ont eu la hardiesse de faire d'un grand nombre de pers  
 nes que l'Eglise a toujours reconnues pour catholiques , une héri  
 subsistante , qui a ses desseins & ses artifices ; qui falsifie la Religio  
 & qui couvre ses erreurs du voile de la piété. C'est ce qu'il n'a  
 dire expressément dans son Livre : mais il a eu la témérité de le fi  
 entendre par son Epître dédicatoire aux Archevêques & Evêques  
 France , quoiqu'on ne croie pas qu'il ose dire , qu'il n'avance ri  
 en cela dont ils ne l'aient avoué.

Pour le Livre , c'est une impertinente rapsodie de faits étrange  
 qui ne prouvent quoi que ce soit , comme je le ferai voir dans  
 autre Chapitre. Car comme je l'ai déjà remarqué , ceux qu'on y a vo  
 décrier comme hérétiques , n'y sont pas nommés une seule fois.  
 n'ai donc ici à examiner que les titres : & les considérant tous l

après l'autre , je ferai voir en peu de mots. 1°. Que la plupart ne V. CL. reprochent que de bonnes choses , & qu'on ne peut blâmer que par III. Pe. des suppositions d'hypocrisie ou de quelque mauvaise intention. 2°. Que N.XXXIII d'autres sont des faits faux par rapport à ceux qu'on a voulu décrier. 3°. Qu'il n'y en a aucun dont on puisse inférer ce qu'on en a voulu conclure.

ARTICLE I. *Ils affectent de passer pour des gens d'une sainte vie.*

R. Si le mot *affecter* se prend en mauvaise part , pour feindre de mener une sainte vie , c'est supposer sans preuve qu'ils sont hypocrites : ce que nous venons de faire voir être une des plus abominables calomnies , parce qu'il n'y a personne contre qui on ne la puisse employer. S'il se prend en bonne part , pour faire profession & s'étudier à mener une vie sainte , c'est une grande louange pour ceux qu'il veut noircir : mais c'est une impiété de prendre l'application que l'on auroit à mener une vie sainte , pour un artifice d'hérétiques.

ART. II. *Ils se forment un style agréable , & des manieres douces & flatteuses.*

R. Il faut donc parler d'une maniere barbare , pour n'être point soupçonné d'être hérétique. Et que deviendront si cela est , les Ecrivains polis du College de Clermont ? Votre Pere Bouhours a donc bien perdu son temps , si tout ce qu'il a gagné à rendre le style de ses Eleves doux , agréable & flatteur , est qu'on leur pourra reprocher qu'ils se servent des artifices des hérétiques.

ART. III. *Ils enseignent leurs dogmes en secret , comme des mysteres cachés.*

ART. IV. *Ils font des assemblées secretes.*

R. Ces deux faits sont faux , & on vous défie de le prouver : mais quand ils seroient vrais , qu'en pourroit-on conclure ? Les vérités & les faussetés se peuvent dire en secret. Les assemblées secretes peuvent être bonnes & mauvaises.

ART. V. *Ils s'attachent à gagner les femmes , & à les engager dans leurs erreurs.*

R. Reproche impertinent. Ils ont toujours aimé la retraite ; & vos persécutions les y ont encore plus engagés. La plupart des gens qui les estiment ne les connoissent que par leurs Livres. Or quand un Livre est public peut-on empêcher que les femmes ne le lisent , aussi bien que les hommes ? Et si quelques Dames de piété ont été édifiées de la lecture de leurs Ouvrages , quelle extravagance de leur en faire un crime ? Est-ce que ces Dames auroient mieux fait de lire les pieces

V. CL. galantes du P. Bouhours, & ses Dialogues douxereux de Clymené & III. Pe. de Sylvie ?

N.XXXIII ART. VI. *Ils s'érigent en grands Directeurs, & prétendent être beaucoup plus éclairés que les autres dans les voies de Dieu.*

R. Calomnie sans preuve. Jamais gens n'ont moins recherché les directions. Ils ne se comparent avec personne : mais ils ne sont pas assez aveugles pour ne pas préférer les maximes des Peres & de l'Evangile à celles de vos Casuistes.

ART. VII. *Ils combattent les hérésies différentes de celles qu'ils professent.*

R. Il est vrai qu'ils se sont appliqués avec beaucoup de travail à combattre les hérétiques de ces derniers temps ; mais c'est une malignité de Démon, non seulement de ne compter pour rien le service qu'ils ont rendu à l'Eglise, mais de mettre ce qu'ils ont fait entre les artifices des hérétiques ; comme s'ils ne l'avoient fait que pour couvrir les erreurs, que vous les accusez faussement de soutenir.

ART. VIII. *Ils se piquent de sincérité, & font profession de réformer les mœurs.*

R. De quoi donc se devoient-ils piquer ? De tromper le monde par des déguisements & des mensonges, & de contribuer à la corruption des mœurs des Chrétiens, en accommodant la loi de Dieu à leurs cupidités, au lieu de les conduire par les véritables regles de l'Evangile ?

ART. IX. *Ils entreprennent de réformer la Théologie Morale.*

R. Ils n'ont voulu réformer que celle de vos Théologiens : & votre Apologie pour les Casuistes condamnée par le Pape, par les Evêques & par la Sorbonne, fait assez voir le besoin qu'elle avoit d'être réformée.

ART. X. *Ils veulent réformer le Sacrement de Pénitence, & réduire la pénitence à l'ancienne sévérité.*

R. C'est un mensonge qu'ils aient voulu réduire la pénitence à l'ancienne sévérité. Ils ont seulement représenté qu'elle étoit, selon l'esprit de l'Eglise, selon la doctrine des anciens Peres, & celle des plus grands Saints de ces derniers temps, la meilleure maniere d'administrer le Sacrement de Pénitence, & la plus propre à empêcher qu'un très-grand nombre de pécheurs ne changent ce remede en poison. Ce qu'ils ont écrit sur cela, a été approuvé par un grand nombre de pieux & savants Evêques, & mis en pratique dans les Dioceses de France les mieux conduits. Malheur à ceux qui s'en scandalisent, & qui décrivent les meilleures choses comme des artifices d'hérétiques.

ART. XI. *Ils diminuent autant qu'ils peuvent la dévotion envers la*

*Sainte Vierge, & ils accusent ses plus fervents serviteurs d'une espece V. CL.  
d'impiété & d'idolâtrie.* III Pe.

R. Des accusations vagues, destituées de toute preuve, & qui outre N.XXXIII  
cela sont proposées en des termes équivoques, qui peuvent être ap-  
pliqués à de bonnes choses aussi-bien qu'à de mauvaises, ne méritent pas qu'on s'y arrête, & doivent être rejetées comme de misérables calomnies.

ART. XII. *Ils n'ont de l'estime que pour ceux qui sont de leur parti, méprisent tout le reste du monde, & tâchent par-là de se rendre formidables à l'Eglise.*

ART. XIII. *Ils vantent particulièrement leurs Docteurs comme des hommes divins.*

R. Quelle impertinence ! qu'on ait tâché de se rendre formidable à l'Eglise en méprisant tout le monde. Et on voudroit bien savoir, s'il y a jamais eu de Religion qui ait vanté ses Docteurs autant que vous faites les vôtres ?

ART. XIV. *Ils se servent de l'Ecriture Sainte pour défendre leurs erreurs.*

R. C'est une ridicule pétition de principe, de supposer, que les sentiments de vos adversaires, touchant la grace, sont des erreurs, lorsqu'ils ont prouvé le contraire par tant de savants Ouvrages, que vous en êtes demeurés accablés. Mais c'est une impiété de reprocher à des Théologiens comme un artifice d'hérétiques, de se servir de l'Ecriture Sainte pour défendre leurs sentiments. Afin que cela eût quelque couleur, il faudroit qu'ils ne se fussent servis que de l'Ecriture seule, en rejetant la Tradition & les Peres ; car c'est ce que font les hérétiques. Mais il n'y a rien de si visiblement faux, & vous reconnoissez le contraire dans l'Article suivant, en leur reprochant qu'ils ne parlent que de l'Antiquité.

ART. XV. *Ils ne parlent que de l'Antiquité. Ils déplorent l'état présent de l'Eglise, & s'affligent de ce qu'elle est couverte de ténèbres, & de ce que la foi est corrompue.*

R. Cette fin est une calomnie détestable. Où est-ce qu'ils ont jamais dit que la foi de l'Eglise Catholique étoit corrompue ? Et comment pourriez-vous appeler cela un artifice des hérétiques, puisque ce seroit une hérésie manifeste ? Mais pour ce qui est de déplorer l'état présent de l'Eglise, à cause des maux dont elle s'est trouvée accablée dans les derniers siècles, par la dépravation des mœurs d'un si grand nombre de Chrétiens dans toutes sortes d'états, & par la décadence de sa discipline, si c'est une marque qu'on est hérétique, il faudra mettre au nombre des hérétiques les plus grands Saints depuis

V. Cl. le quatrième siècle, & des Conciles entiers. On n'a qu'à voir ce qu'il III. Pe. en est dit dans les harangues prononcées par de savants Evêques dans N.XXXIII le Concile de Trente, & de quelle sorte S. Charles en a parlé dans ses Conciles Provinciaux.

ART. XVI. *Ils font principalement S. Augustin Auteur de leurs opinions.*

R. Ils ont sans doute grand tort : car quelques éloges que les Papes lui aient donné, & quoiqu'ils aient déclaré que la doctrine touchant la grace est celle de l'Eglise Catholique, vous voudriez bien que tout le monde regardât ce Pere comme un Auteur obscur & embarrassé, auquel on ne peut s'attacher sans être en péril de tomber dans ce que vous appelez des erreurs, parce qu'il ne s'accorde pas avec votre Molinisme.

ART. XVII. *Ils recherchent la faveur des Evêques, & en mendient les approbations pour leurs Ouvrages.*

R. Votre P. Rapin fait bien de l'honneur aux Evêques, à qui il dédie son Livre, en voulant que des Auteurs soient suspects d'être hérétiques, lorsque leurs Ouvrages paroissent en public avec l'approbation de beaucoup d'Evêques.

ART. XVIII. *Si quelque homme de bien s'oppose à leurs entreprises, ils publient aussi-tôt des choses étranges contre lui, & tâchent de noircir sa réputation par des libelles diffamatoires.*

R. Le Public jugera par les preuves de ce volume, si ce n'est point de vous-mêmes que vous faites le portrait. On n'a qu'à considérer les plaintes qu'en fait à son Roi, le saint Evêque Dom Jean de Palafox. A quoi servent toutes les injures dont sont remplis les libelles diffamatoires, que l'on répand contre un Evêque, & que l'on fait courir partout pour le ruiner de réputation parmi toutes les Nations ? Quoi ! un simple exposé attirera à un Evêque des satyres infames ? Quoi ! une défense modeste lui attirera les derniers outrages ? Quoi ! on ne pourra défendre la dignité épiscopale sans être accablé d'insultes ?

ART. XIX. *Ils tâchent d'attirer la pitié des Juges de la foi, en se plaignant de la rigueur & de la médisance de leurs adversaires.*

R. Si c'est un artifice des hérétiques de se plaindre des médisances que l'on fait de nous, il faudra donc avoir pour suspect au moins d'hérésie ce même saint Evêque, puisqu'il s'est plaint par-tout de vos médisances, au Pape, à son Roi & à votre Provincial de Mexique.

ART. XX. *Ils font de grandes plaintes de ce qu'on leur impute des opinions hérétiques, ou qui approchent de l'hérésie, & que l'on ruine par ce moyen leur réputation.*

R. Que

R. Que faut-il donc faire quand cela arrive ? Faut-il se taire , & V. CL. laisser croire que nous tenons ces opinions hérétiques qu'on nous im- III. P<sup>e</sup>. pose faussement ? Quelle extravagance ! N. XXXIII

ART. XXI. *Ils emploient toutes sortes de détours & de déguisements pour faire croire aux peuples qu'ils n'ont point été condamnés.*

R. C'est la même faute de jugement : car qui ne voit que cela dépend de savoir , s'ils ont été , ou s'ils n'ont pas été condamnés ? Il fal- loit donc prouver qu'ils l'ont été , & que ce qu'ils allèguent pour mon- trer qu'ils ne l'ont pas été ne sont que des déguisements & des détours , & non pas le supposer ridiculement , pour en conclure qu'ils se servent des déguisements des hérétiques.

ART. XXII. *Ils emploient la flatterie & toutes sortes de ruses pour surprendre l'Eglise Romaine.*

ART. XXIII. *Ils affectent de marquer une particulière obéissance au S. Siege , pour se rendre par ce moyen le Pape favorable.*

ART. XXIV. *Ils emploient toutes sortes d'impostures pour surprendre le Pape. Ils tâchent de l'épouvanter & de le contraindre à protéger ou au moins à dissimuler leur hérésie.*

R. Ces trois Articles se réduisent à cet argument ridicule : Quelques hérétiques ont surpris quelques Papes , en s'adressant à eux pour se les rendre favorables. On a donc sujet de tenir pour suspects d'hérésie tous ceux qui , à l'exemple de tant de Saints , s'adressent au S. Siege pour se justifier de ce qu'on leur impute faussement.

VOILA A QUOI se réduit ce merveilleux Livre traduit du latin de François Simonis , parfaitement bien imprimé à Paris chez Sébastien Mabre Cramoisy , & dédié aux Archevêques & Evêques (a). J'ai déjà dit , que ce Livre ne consiste qu'en ces titres que je viens de rapporter , pour ce qui est des personnes qu'il a voulu décrier. Car il n'en dit rien du tout dans tout le corps du Livre. Il n'a mis sous chaque titre que des exemples d'hérétiques anciens & nouveaux , qui ont fait ceci & cela. D'où il a prétendu , que ses Lecteurs concluroient sans qu'il en dit rien , que les Jansénistes se servent des mêmes artifices que les hérétiques , & que par conséquent ils sont hérétiques.

Mais il a bien vu lui-même en relisant ces titres qu'il a pris du P. Estrix , qu'ils ne marquoient pour la plupart que des choses ou très- bonnes en soi , ou très-innocentes , qui pouvoient être pratiquées par les meilleurs Catholiques , aussi-bien que par les hérétiques. C'est ce

(a) [ Il y en a une seconde édition in-24. de la même année 1681. ]



pour être obligé pour prévenir l'objection qu'on lui en feroit, d'en jeter quelques-uns sans son Avertissement.

Il est bon d'avertir le Public, que les moyens dont se servent les hérétiques pour répandre leurs erreurs, ne leur sont pas tellement étrangers, que les Catholiques n'aient pu en employer quelques-uns pour la vérité ou pour la défense. Car il y a de ces moyens qui sont bons d'eux-mêmes, & qui ne deviennent criminels, que par le mal qu'on en fait. Mais aussi il y en a qui ne conviennent qu'aux hérétiques, & qui ne peuvent venir que de l'esprit de mensonge. Ce n'est pas à nous, mais à Dieu, à faire le discernement des uns & des autres.

Il y a un autre avantage pour vous convaincre, mes Révérends Pères, que vous n'avez pu approuver ce Livre de deux Jésuites, sans en avoir employé la calomnie pour décrier vos adversaires, & sans passer pour hérétiques? Car le dernier n'a pas voulu qu'on dit que son dessein a été de donner des marques pour *discerner les fideles d'avec les imposteurs qui falsifient la Religion*, & qu'il ne veut que *lever le voile de la piété*. Or il avoue, comme nous venons de voir, que de ces marques qu'il a données pour discerner les fideles de ces prétendus imposteurs, il y en a qui sont des marques d'eux-mêmes, qui sont également employés par les Catholiques & par les hérétiques, & il se restreint à dire qu'il y en a quelques-uns *qui sont propres aux hérétiques*. N'est-ce pas reconnoître qu'il est lui-même calomniateur & imposteur dans l'emploi qu'il a fait des premiers, sans examiner s'il ne l'est pas aussi dans l'emploi des autres, qu'il dit n'être *propres qu'aux hérétiques*.

Le premier point est indubitable: car n'est-ce point imposer au Public d'une manière très-criminelle, que de représenter dans un Livre qui a pour titre: *Les artifices des hérétiques*, & pour but, de servir aux simples que vos adversaires le sont, de certaines choses qui conviennent, & qui conviennent aussi à vos vrais fideles? C'est proposer aux méchants & aux gens de bien, comme sont les saints & les maux de cette vie, peut-il servir à distinguer les méchants d'avec les gens de bien? Qui peut donc souffrir, par exemple, que vous proposiez pour première marque qui donnera moyen au peuple de distinguer vos adversaires d'avec les catholiques; *qu'ils affectent de passer pour des gens d'une sainte vie*? Est-ce que pour être un bon Catholique selon vous, il faut affecter de ne pas mener une sainte vie? Quelle horrible chose! Plus on paroîtra bon Chrétien & irréprochable dans ses mœurs, plus on sera exposé à être soupçonné

de n'être pas bon Catholique. C'est bien confirmer ce que disent les V. CL. Abbés de Cour, qu'on ne doit pas trouver mauvais qu'ils ne soient pas III. Pe. si réformés, parce que s'ils l'étoient ils passeroient pour Jansénistes, & N. XXXIII par-là seroient exclus des Bénéfices.

Votre P. Rapin n'évite point cette absurdité, en disant de ces moyens communs aux catholiques & aux hérétiques : *Qu'ils sont innocents d'eux-mêmes, & qu'ils ne sont criminels que par le mauvais usage qu'on en fait.* Ce ne sont donc pas ces moyens en soi, mais seulement le mauvais usage qu'on en fait, que vous deviez proposer comme des marques propres à distinguer les vrais fideles, d'avec ceux que vous dites qui falsifient la Religion. Et c'est ce que vous n'avez eu garde de faire. Car vous n'auriez pu mettre ce mauvais usage, que dans des intentions cachées de vos adversaires : & c'est ce que les plus simples auroient bien vu ne pouvoir être propre à distinguer les catholiques d'avec les hérétiques. Ils voient que ceux que vous voulez décrier, passent pour des gens d'une sainte vie : le mauvais usage d'une chose si bonne en soi, ne pourroit être que *l'hypocrisie*, que votre même P. Rapin a eu l'audace d'attribuer à deux des plus saints Evêques de nos jours, en nous voulant faire croire, qu'on les a dû regarder comme de *faux Prophetes vêtus de peaux de brebis*. Et c'est ce qu'on n'auroit pu souffrir si vous l'aviez dit ouvertement. Tournez donc comme vous voudrez ce premier Article de votre P. Rapin, vous ne sauriez empêcher que ce ne soit une noire calomnie contre ceux que vous appelez Jansénistes, entre lesquels vous mettez deux des plus saints Evêques de ce temps. Car si vous aviez eu dessein de donner la réputation qu'ils avoient dans le monde, de mener une vie sainte, pour marque qu'ils étoient hérétiques ; c'est ce qui, outre la calomnie, enferme une impiété. Et si vous aviez prétendu que cette bonne vie n'étoit qu'une feinte, & qu'ils n'avoient que de vaines apparences de probité ; c'est ce que nous avons fait voir dans cet Article, être un genre de calomnie le plus pernicieux qui se puisse imaginer.

Passons à ce qu'ajoute votre Ecrivain : *qu'il y a de ces moyens qui ne conviennent qu'aux hérétiques.* On vous soutient que cela est très-faux. Car si on excepte la queue calomnieuse du 7 & du 15 Article, vous n'en sauriez nommer aucune qui ne convienne qu'aux hérétiques. Et ainsi c'est bien en vain qu'il dit, pour se dispenser de distinguer ces moyens-là d'avec ceux qu'il a dit être innocents : *C'est au Lecteur judicieux & désintéressé de faire le discernement des uns & des autres.*

V. Cl. Que diroit-on d'un homme qui ayant invité ses amis à un festin , leur  
 III. P. tiendrait ce langage : Des viandes que je vous fers ici , les unes sont  
 N.XXXIII empoisonnées , & les autres ne le sont pas. C'est à chacun de vous à  
 en faire le discernement. Ce discours seroit-il supportable ? Pourquoi  
 ne le faites-vous pas vous-même ce discernement, lui diroit-on ? Ou  
 plutôt de quoi vous êtes-vous avisé de mêler des viandes empoison-  
 nées avec d'autres qui ne le sont pas ? C'est ce qu'on auroit dû dire à  
 votre P. Rapin. Car ayant proposé vingt-quatre moyens comme pro-  
 pres à distinguer les hérétiques d'avec les catholiques , ceux qu'il  
 avoue être innocents d'eux-mêmes , sont des viandes empoisonnées ,  
 puisqu'ils ne peuvent être propres qu'à tuer les âmes de ceux qui ju-  
 geront témérairement de leur prochain dans une matière importante ,  
 en prenant pour hérétiques de bons catholiques. Mais il n'y avoit  
 point de discernement à faire. Il n'y avoit qu'à tout retrancher hors  
 la queue du septième & du quinzième. Car on vous soutient encore une  
 fois , qu'il n'y a aucun de ces vingt-quatre moyens qui ne convienne  
 qu'aux hérétiques. Ils sont tous innocents par eux-mêmes , hors quel-  
 ques-uns que vous avez gâtés , par des mots que votre malignité y a  
 fourrés. Ils sont voir d'une part , que nous n'avons pu sans calomnie  
 les appliquer à vos adversaires : & de l'autre qu'il n'est pas vrai qu'ils  
 ne conviennent qu'aux hérétiques. En voici quelques exemples.

Art. 14. *Ils se servent de l'Ecriture sainte pour défendre leurs erreurs.*  
 Mettez leurs sentiments , au lieu de leurs erreurs ( en quoi consiste vo-  
 tre calomnie ) il n'y aura rien que de très-bon. Cependant comme  
 toute erreur ne rend pas hérétique , il n'est pas vrai que ce soit une  
 chose qui ne convienne qu'aux hérétiques , de se servir de l'Ecriture  
 pour défendre ses erreurs. *Hæreticum non facit error , sed pertinacia.*

On a fait voir que ce qui est dit dans l'Article XVIII. vous con-  
 vient parfaitement. Vous avez donc intérêt de ne pas dire que cela  
 ne convient qu'aux hérétiques.

Enfin celui que vous pourriez plutôt prétendre ne convenir qu'aux  
 hérétiques , est l'onzième , où il parle de ceux qui diminuent autant  
 qu'ils peuvent la dévotion envers la Sainte Vierge. C'est néanmoins ce  
 que vous ne pourriez dire sans une atroce calomnie. Car on voit assez  
 ce que vous avez voulu marquer par-là : c'est le Livret intitulé : (a) *Les*  
*Avis salutaires de la Sainte Vierge à ses dévots indiscrets* , composé  
 par un Catholique de Cologne très-zélé pour sa Religion , & très-ha-

(a) On trouve ces *Avis* à la fin de la nouvelle édition du livre de la Dévotion de  
 la Vierge de M. Baillet.

bile dans la controverse, qui ne le fit que pour défendre l'Eglise de ce V. Cl. que lui imposent les Protestants : & ce Livret a été soutenu comme III. Pe. exempt de toute erreur par des Evêques Catholiques savants & pieux. N. XXXIII. Il est vrai aussi que ce n'est point à quoi vos Peres de Mons en Hainaut se sont arrêtés quand ils ont voulu rendre hérétiques les Peres de l'Oratoire de cette ville, sur le sujet de la dévotion à la Sainte Vierge. Ils les ont accusés publiquement d'être Nestoriens, & de ne pas croire que la Sainte Vierge soit Mere de Dieu. Mais comme on ne peut guere s'imaginer de plus horrible calomnie contre de pieux Ecclésiastiques, que vous ayiez poussée plus loin, & dont vous ayiez reçu plus de confusion par la justification authentique de ceux que vous aviez calomniés avec tant d'emportement, elle mérite bien d'être traitée dans un Chapitre à part.

Je finis celui-ci en vous soutenant que les vingt-quatre Articles de votre Livre sont vingt-quatre calomnies, par rapport au titre, qui est des artifices des hérétiques, & aux desseins que vous témoignez avoir eu par votre Epître Dédicatoire, de donner des marques pour distinguer les vrais fideles d'avec les imposteurs, qui falsifient la Religion, & qui couvrent leurs erreurs du voile de la piété. Car vous n'oseriez nier que vous n'ayiez entendu par-là ceux que vous appelez Jansénistes. Et ainsi c'est comme si vous disiez à votre Lecteur à la fin de chaque Article : Voilà un des moyens que vous avez de discerner les Catholiques, d'avec ceux que nous apellons Jansénistes, entre lesquels nous mettons les derniers Evêques d'Alet, de Pamiers, d'Angers, de Beauvais, & tous les Docteurs qui ont refusé de signer la Censure de M. Arnauld. Or qui peut douter que ce ne soit une damnable calomnie ?

## C H A P I T R E V I.

*Calomnie des Jésuites de Mons contre les Peres de l'Oratoire, & contre une fille de qualité, à qui ils ont imposé de ne pas croire que la Sainte Vierge fût Mere de Dieu. Sentence de M. l'Archevêque de Cambrai contre cette imposture.*

C'Est quelque chose d'horrible que la calomnie de vos Peres de Mons contre les Peres de l'Oratoire, qu'ils ont diffamés comme des

V. Cr. Nestoriens qui ne croyoient pas que la Sainte Vierge fût Mere de Dieu, mais seulement Mere de Christ.

N.XXXIII On en peut voir l'histoire entiere, accompagnée de ses preuves, dans la Remontrance justificative, & dans les Difficultés proposées à M. Steyaert XI. XII. XIII. XIV. (a) Je n'en mettrai ici qu'un abrégé, en m'arrêtant seulement aux circonstances nécessaires pour bien entendre la sentence définitive qui a terminé cette affaire à votre confusion, que je rapporterai toute entiere à la fin de ce Chapitre.

Il y a trois ou quatre ans que la ville de Mons fut fort troublée par les intrigues de quelques personnes, qui pour décrier les Peres de l'Oratoire répandirent beaucoup de faux bruits contre eux. Plusieurs de ces impostures regardoient leur conduite dans l'administration du Sacrement de Pénitence. Mais comme les diffamateurs craignirent que le peuple n'en fût pas assez touché, ils y ajouterent ces deux autres calomnies, *qu'ils étoient ennemis du culte de la Vierge, & qu'ils ne croyoient pas qu'elle fût Mere de Dieu.* Une Religieuse Carmélite, belle-sœur d'un Conseiller de la Cour souveraine de Mons, prévenue de ces faux bruits, parloit souvent à sa niece de quitter la conduite du P. Prévôt de l'Oratoire, pour se mettre sous celle du P. Rabier Jésuite, & lui disoit souvent que la Vierge est Mere de Dieu; comme si les personnes qui étoient conduites par l'Oratoire en eussent douté.

Cette jeune fille s'en plaignit à son pere, qui s'en fâcha contre cette Religieuse sa belle-sœur, en lui demandant, comment elle pouvoit croire que l'on ignorât dans sa famille ce qui étoit connu des plus jeunes enfants?

Cependant voici ce qui se passa quelque temps après chez les parents de ce Conseiller. Le P. Rabier Jésuite, les ayant été voir, à l'occasion d'une mort, il leur dit, *que la fille de M. Hennekines tenoit que la Sainte Vierge n'étoit pas Mere de Dieu.* Ces parents se récrierent, & assurerent le contraire; mais le Jésuite soutint, *que sa tante la Carmélite le lui avoit dit.* M. Hennekines ne fut qu'assez long-temps après ce qui avoit été dit de sa fille chez ses parents. Il raconte lui-même comment il l'apprit, dans une Lettre qu'il écrivit sur ce sujet à la Supérieure des Carmélites, qui est rapportée tout du long dans la XIII. Difficulté. Il vaut mieux l'entendre parler lui-même. Cela sera plus clair. Je ne ferai qu'abrégier un peu sa narration.

“ Une personne plus zélée que mes parents pour l'honneur de ma

(a) [ Voyez cet ouvrage dans le Tome VIII de cette collection, pag. 495 & suiv. ]

„ famille , m'a découvert cette diffamation , en me donnant un billet V. Cl.  
 „ qui contenoit ces termes , qui avoient été prononcés dans une com- III. P.  
 „ pagnie honorable : *Une fille de Conseiller allant voir sa tante la Re-* N. XXXIII  
 „ *ligieuse , cette tante avoit dit à sa niece : soyez bien dévote à la*  
 „ *Mere de Dieu ; suvez-vous , ma niece ! Et que cette Demoiselle lui*  
 „ *avoit répondu : Je ne connois point la Mere de Dieu , ma tante ,*  
 „ *mais bien la Mere de Christ.* Je vis bien que cela me regardoit ;  
 „ J'allai voir ma sœur , lui montrai le billet , & lui demandai si elle  
 „ avoit tenu un pareil discours ? Elle , frappée d'étonnement , répon-  
 „ dit que non , & que jamais elle n'avoit conté rien de semblable à  
 „ qui que ce soit : mais elle me déclara en même temps , qu'un Re-  
 „ ligieux ( sans le nommer ) étoit venu , passé quelques semaines , lui  
 „ représenter , qu'il travailloit à recueillir des certificats , pour con-  
 „ vaincre de vérité les désordres dont on avoit accusé les Peres de  
 „ l'Oratoire & plusieurs Pasteurs , & qu'il savoit bien que sa niece  
 „ avoit eu avec elle une conférence où elle avoit soutenu , que la  
 „ Sainte Vierge n'étoit pas Mere de Dieu : & qu'elle lui avoit répon-  
 „ du qu'il n'étoit pas vrai que sa niece auroit proféré un tel dis-  
 „ cours , ni autre qui lui auroit donné matiere de croire qu'elle étoit  
 „ de ce sentiment. Suivant quoi reconnoissant la fausseté du discours  
 „ du billet , j'ai pressé ma sœur de me déclarer qui étoit ce bon Re-  
 „ ligieux , afin que je pusse en avoir raison. Elle ne voulut pas me le  
 „ nommer ; mais elle me dit , qu'il devoit encore la venir voir , &  
 „ qu'elle lui en parleroit pour me donner satisfaction. Quatre ou cinq  
 „ jours après , elle me fit appeller lorsqu'elle étoit au parloir avec le  
 „ P. Rahier , ce qui me fit juger qu'il étoit l'auteur de la diffamation.  
 „ Dissimulant néanmoins ma croyance , je fis lecture du billet , & fis  
 „ les mêmes demandes à ma sœur que je lui avois faites en ma pre-  
 „ miere entrevue ; auxquelles elle répondit comme elle avoit déjà  
 „ fait , sans que le P. Rahier la contredit. Je me récriai ensuite , &  
 „ traitai de calomniateur le Religieux qui avoit causé le bruit de la  
 „ diffamation. Le P. Rahier me dit , pour adoucir mon aigreur , que  
 „ le mal n'étoit pas si grand que je le représentois , vu que l'hérésie  
 „ qu'on pouvoit m'imputer , ne passeroit à l'égard de ma famille que  
 „ pour matérielle , & jamais pour formelle. Mais je taxai d'imperti-  
 „ nence cette distinction d'hérésie à sa grande confusion , en lui mon-  
 „ trant que dans le cas dont il s'agit , le monde ne s'arrêteroit point  
 „ à la simple idée d'une hérésie matérielle , soit à mon égard , ou à  
 „ l'égard de ma fille. Et après une contestation qui dura près de deux

V. CL. „ heures le Pere se retira , & à l'instant ma sœur m'avoua que c'étoit III. Pe. „ le P. Rahier qui lui avoit demandé le certificat sus-mentionné”.

N. XXXIII La Lettre d'où cela est pris est du mois de Juillet 1690. Je l'ai voulu rapporter dans ce détail , pour les raisons que je dirai ensuite. Je serai plus court sur le reste de cette histoire scandaleuse.

Le Conseiller ayant demandé à sa sœur un certificat de ce qui s'étoit passé entre lui & le P. Rahier, elle le lui promit d'abord, mais quelques jours après, elle témoigna ne le pouvoir faire sans la permission du Carme déchauffé son Supérieur, dont il n'en a pu tirer qu'un qui ne le satisfait pas. C'est ce qui l'obligea de s'adresser aux trois Commissaires nommés par M. l'Archevêque de Cambrai pour informer sur toutes les choses dont on avoit accusé les Peres de l'Oratoire, en leur demandant d'être reçu à preuves; afin qu'il pût être pleinement justifié par la découverte du premier auteur de cette diffamation scandaleuse. Tout ce qu'il en put tirer est, qu'il se devoit contenter de ce qu'ils lui avoient dit de vive voix: *Que les Commissaires étoient satisfaits de ce qu'il leur avoit dit pour sa justification.* Mais voyant bien que cela ne suffiroit pas pour arrêter les médifances des Jésuites, il présenta une seconde Requête aux mêmes fins: mais ce fut inutilement. Ils lui dirent de nouveau, *que cela n'étoit pas nécessaire: qu'il n'y avoit quoi que ce soit à la charge des Peres de l'Oratoire, ou de leurs adhérents, pour le point de l'hérésie Nestorienne, & que le bruit qu'on en avoit fait leur paroissoit extravagant, nul de leurs adversaires n'ayant osé le soutenir, ni tenter d'en apporter des preuves.*

Cependant la calomnie qui s'étoit déjà beaucoup répandue, n'étoit point dissipée par cette reconnaissance verbale de M. Steyaert. On avoit commencé par Liege à la faire valoir: car c'étoit principalement par cette imposture que les Jésuites avoient empêché que les Peres de l'Oratoire n'y fussent reçus. Elle avoit passé de-là à Bruxelles. Le Pere Coemans, Jésuite, y avoit donné l'alarme par trois ou quatre Sermons, auxquels il avoit invité tout le monde. Il y avoit parlé du renouvellement de l'hérésie Nestorienne, comme d'une vérité certaine & très-assurée. Il avoit dit qu'elle étoit passée de la France dans les Pays-bas. Il avoit conté avec beaucoup de circonstances particulieres le prétendu entretien de la tante & de la niece. Il avoit assuré *que la tante ayant dit à sa niece, qu'elle devoit avoir recours à la Sainte Mere de Dieu, la niece avoit reparti: Comment ma tante, que dites-vous là? Vraiment la Sainte Vierge n'est pas Mere de Dieu. C'est une erreur contre la foi. Elle est bien Mere de Christ, mais non pas Mere de Dieu.*

**Dieu.** Et quoique sur la plainte du Chapitre de Malines, pendant la V. Cl. vacance du Siege, ce Jésuite eût été obligé de sortir de Bruxelles III. Pe. pour aller à Bruges, loin de s'être repenti, on m'assure qu'il n'y a N.XXXIII pas long-temps qu'il a prêché la même chose à Ostende avec une confiance merveilleuse.

Il est vrai que M. l'Archevêque de Cambrai, ensuite de l'information de ces trois Commissaires, rendit en 1690 une sentence qui justifioit entièrement les Peres de l'Oratoire de toutes ces fausses accusations, & en particulier de celle qui regardoit le culte de la Vierge, & sa qualité de Mere de Dieu. Mais loin que cela ait pu arrêter les emportemens des ennemis de l'Oratoire, ils eurent l'audace d'appeller de cette sentence à un Tribunal Laïque, par une Requête aussi injurieuse à M. l'Archevêque de Cambrai & à son Vicariat, qu'aux Prêtres de l'Oratoire.

Cela fit croire à M. Hennekine dès ce temps-là, qu'il ne devoit pas se contenter de cette sentence, quoique très-avantageuse aux Peres de l'Oratoire, parce que n'y étant rien dit de sa fille en particulier, les Jésuites pourroient bien continuer à en médire, & à en répandre ce qu'ils en avoient dit, qu'elle ne croyoit pas que la Sainte Vierge fût Mere de Dieu. On voit assez ce qui l'empêcha d'exécuter si-tôt ce dessein. Mais pendant qu'il différa, les ennemis de l'Oratoire publierent un Libelle intitulé : *Jugement légitime porté contre les Prêtres de l'Oratoire de Mons*, où il trouva ce qu'il avoit cru qui pourroit bien arriver. Car voilà ce qu'on y assure avec une confiance qu'on peut bien appeller *diabolique*, selon la signification de ce mot dans la langue grecque.

*La principale preuve du Nestorianisme se tire de la Pénitente du P. Picquery, je veux dire de la fille aînée du Conseiller Hennekine, qu'on a accusée avec bien du FONDAMENT, d'avoir dit NETTEMENT à sa tante Carmélite, que la Vierge n'est pas Mere de Dieu, mais seulement de Christ.*

Ce fut ce qui détermina entièrement le Conseiller à demander justice à M. l'Archevêque de Cambrai contre une si outrageuse calomnie. On verra le reste par la sentence qu'il a obtenue après huit mois de procédures, parce qu'on n'a rien omis de tout ce qui pourroit être requis pour s'assurer entièrement de la vérité.

*Extrait des Régistres du Vicariat de l'Archevêché de Cambrai.*

Vu la Requête à nous présentée le vingtième Mars de l'an mil six  
*Ecrits sur la Morale.* Tome XXXV. H



V. Cl. cent quatre-vingt-douze par M. Michel Hennekine Conseiller de Sa Ma-  
 III. P<sup>e</sup>. jesté en sa Noble Souveraine Cour à Mons, tendante à la justification de  
 N.XXXIII Demoiselle Marie-Anne sa fille accusée de Nestorianisme par le Libelle  
 intitulé , *Jugement légitime porté contre les Prêtres de l'Oratoire de  
 Mons &c. par Louis Benoît Licencié en Théologie*; notre Ordonnance  
 dudit jour autorisant M. le Doyen Maes pour entendre avec un adjoint  
 non suspect à Partie, toutes les preuves, tant verbales, que littérales,  
 que le suppliant voudra faire pour la justification de Mademoiselle sa  
 fille, en avertissant le Pere Rahier qu'il est prêt à recevoir les preu-  
 ves qu'il voudra produire au contraire. La signification de la dite  
 Ordonnance faite au dit P. Rahier le 22 du dit mois, avec sa ré-  
 ponse, disant *qu'elle ne le regardoit en rien, n'étant ni accusateur ni  
 dénonciateur du sujet en question* : les informations tenues en consé-  
 quence de la dite Ordonnance par M. Zacharie Maes Curé de Sainte  
 Elisabeth à Mons & Doyen du district, avec adjoints, le 24 du  
 dit mois & jours suivants, avec les attestations produites sous les  
 Cotes B & C. Item autres exhibitions sous les Cotes A. B. C. D.  
 E. & F. Vu aussi ledit Libelle intitulé : *Jugement légitime porté con-  
 tre les Prêtres de l'Oratoire de Mons, par Louis Benoît Licencié en  
 Théologie*. Vu encore autre Requête à nous présentée par le dit Sr.  
 Hennekine le 30 Mars de l'an 1692 avec nos Ordonnances du dit  
 jour. Item celle du 8 & 22 Avril de la susdite année; un autre Pla-  
 cet joint & un Ecrit servi par le dit Sr. Hennekine; l'information  
 tenue ensuite des dites Ordonnances par les Commissaires dénommés  
 le 12 Mai l'an 1692, en laquelle Sœur Anne Thérèse de saint Jo-  
 seph, dite le Roi, Religieuse Carmélite au Couvent du dit Mons a  
 déposé; que sa niece Demoiselle Marie-Anne Hennekine ne lui a don-  
 né aucune marque qu'elle ait voulu dénier à la Vierge, le titre de  
*Mere de Dieu*; au contraire, elle a toujours persisté & soutenu que  
*Mere de Dieu & Mere de Christ étoit une même chose, puisque Jesus  
 Christ étoit Dieu & homme tout ensemble, protestant que si on a tiré  
 de sa déposition des suites contraires, c'est contre son intention & la  
 vérité.*

Vu encore certain Acte attestatoire du dit P. Rahier passé par de-  
 vant les Notaires de Lens & de Wamberchies du 12 d'Avril de la  
 dite année 1692 à nous envoyé par Lettre missive du Révérend Pere  
 Maurage Recteur du College de la Compagnie de Jesus à Mons, par  
 laquelle le dit P. Rahier soutenoit que ladite Carmélite Sœur Anne  
 Thérèse de saint Joseph lui a dit, comme aussi au Sr. Pensionnaire le  
 Roi, que sa dite niece Marie-Anne Hennekine lui avoit dit que la Sainte

*Vierge n'étoit pas Mere de Dieu, mais Mere de Christ.* Vu aussi notre V. Cl. Ordonnance du 26 d'Août de l'an 1692, par laquelle nous avons III. Pe. ordonné que le tout fût communiqué à notre Promoteur pour y N.XXXIII prendre telle Conclusion qu'il trouvera convenir; les Conclusions du dit Promoteur du même jour, & notre Ordonnance rendue sur lesdites Conclusions le 27 du même mois, nos Lettres citatoriales du même jour, affichées au grand portail de notre Palais Archiépiscopeal le 29 du même mois, & au grand portail de l'Eglise Paroissiale de Sainte Elisabeth à Mons, le 14 du mois de Septembre de la susdite année, à nous dûement reproduites par le dit Promoteur; les informations tenues à la Requête d'icelui, & en vertu de nos Commissions le 15 de Septembre & jours suivans, la confrontation de la susdite Sœur Anne Thérèse de saint Joseph avec ledit Pere Rahier faite au Parloir des dites Carmélites à Mons, par laquelle le dit P. Rahier a persisté dans son attestation & déposition; & ladite Sœur, après serment prêté de dire vérité, *sans aucun déguisement & restriction*, a déclaré que sa dite niece ne lui a jamais dit que la Sainte Vierge *n'étoit pas Mere de Dieu, mais que Mere de Dieu & Mere de Christ est la même chose, parce que Dieu est Christ, & Christ est Dieu, & qu'elle n'a jamais dit aussi au dit Pere Rahier que sa dite niece auroit dit que la Sainte Vierge n'est pas Mere de Dieu, sur quoi le dit Pere Rahier ayant demandé, si elle affirmoit cela sur la damnation de son ame, elle a répondu qu'oui, & sur le champ l'a ratifié de cette maniere.*

Vu encore l'Interrogatoire subi le dix-neuvieme dudit mois, par la susdite Demoiselle Marie-Anne Hennekine, sur les faits résultants desdites informations, par lequel après serment prêté, a déclaré n'avoir jamais cru ni soutenu, que la Sainte Vierge n'est pas Mere de Dieu; avec un Ecrit servi de sa part, par lequel elle requiert droit; vu aussi notre Ordonnance du quatrieme du présent mois de Novembre, portant que le tout soit communiqué à notre Promoteur, pour prendre telle Conclusion qu'il trouvera convenir; les Conclusions du dit Promoteur, faites le neuvieme dudit mois, en exhibant deux autres Libelles, dont l'un est intitulé: *Plainte d'un ami de Louis Benoît, sur ce qu'on le cite à Cambrai*; & l'autre ayant pour titre: *L'Ora-toire de Mons convaincu de tous les troubles du Hainault.* Et tout considéré:

Nous Jacques Théodore de Bryas, par la grace de Dieu & du Saint Siege Apostolique, Archevêque, Duc de Cambrai, Prince du S. Empire, Comte de Cambrésis, &c. faisant droit sur le tout, avons

V. C<sup>i</sup> déclare, comme par cette Nous déclarons, que ladite Demoiselle Marie-Anne Hennekinne a été mal à propos, fausement, injustement & XXXXIII. calomnieusement accusée de Nestorianisme par les faibles trois Libelles, la déchargeant en conséquence de la dite herésie à elle imputée à tort, & sans aucun fondement, requérant sous ceux de notre Diocèse de la regarder comme une fille orthodoxe & obéissante à notre Mère la Sainte Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, avec défense de lui faire aucun reproche à ce sujet.

Nous avons ordonné, & déclarons laides nos Libelles, savoir le premier, intitulé : *Le Jugement légitime porté contre les Protestans de l'Ordre de la Mère*, par Louis Benoit, Evêque de Toulouze, & le second intitulé pour titre : *Plaintes des uns et des autres, par le père le cite à Camille, le moine, l'Ordre de la Mère, contenant de tous les symboles de l'Humanité, des hérésies, des schismes, des schismes, in-venus à notre existence & à notre, à la réputation & à l'intégrité de ceux de notre Vénérable, à la paix & à la tranquillité des Peuples de l'Ordre de la Mère, & la fin ordonnée de ladite Demoiselle Marie-Anne Hennekinne, & à toutes autres personnes de prudence & de vertu de notre Diocèse, conformes aux Ordonnances de l'Eglise & aux Edits de Roi, aux Sentences Synodales de ce Diocèse, & spécialement à notre Mandement de monseigneur l'Evêque de Paris du dix-septième octobre-dix; & comme tels les trois ordonnances & condamnations, faisant défense très-expresse à tous ceux de notre Diocèse, de quelque qualité ou condition qu'ils puissent être, de les lire ou reciter sous pain, sous peine d'excommunication encourue l'jubilé, à en reciter quinze jours après la publication de ceux, & de remettre lesdits ordonnances entre des mains, celles de nos Vicaires Généraux, ou de nos Prêtres de Chœur; & que cette Nous voulons que les Copies des présentes soient envoyées nécessairement à nosdits Vicaires de Chœur, pour être distribuées aux Eglises des villes, dans leur District, afin d'être portées au Tronc d'icelle Paroisse, le premier Dimanche immédiatement suivant la réception d'icelles, & ensuite de l'autre publication, être affichée au grand portail d'icelles Eglises, durant au surplus, très-expresse défense de leur imprimer, publier, ou vendre de semblables Libelles sans noms d'auteurs, ou sous des noms supposés, sans approbation des Curés, & sous les peines portées par les Canons, que Nous ne manquons pas de leur exécuter contre les contrevenants, sans aucune indulgence. Ainsi prescience sans notre Palais Archiépiscopal,*

en l'Assemblée de notre Vicariat, le douzieme Novembre mil six-V. CL. cent quatre-vingt-douze. *Étoit signé*, JACQUES ARCHEVEQUE, DUC DE LIL. P<sup>e</sup>. CAMBRAL. N.XXXIII

*Par Ordonnance,*

Lieu † du SéeL.

ANT. DOR, Secretaire.

*Observations sur cette Sentence.*

I. Cette horrible calomnie du Nestorianisme n'a été inventée contre cette jeune Demoiselle que pour la faire retomber sur le P. Picquery son Directeur, & confirmer par-là ce que les Jésuites de Liege avoient déjà dit contre les Peres de l'Oratoire, dans un Mémoire au Chapitre de la Cathédrale de cette ville-là. C'est ce qui paroît par le passage que j'ai rapporté du Libelle de 1692, intitulé: *Jugement*, &c.

II. Il faut que Dieu ait frappé d'un étrange étourdissement l'Auteur de ce Libelle, en punition de son crime; car ayant à prouver que ce n'étoit pas sans fondement, qu'on avoit accusé la Pénitente du P. Picquery, d'avoir dit à sa tante la Religieuse, que la Sainte Vierge n'est pas Mere de Dieu, mais seulement Mere de Christ, la seule preuve qu'il en apporte, est l'attestation du Supérieur de cette Religieuse, qui porte en termes exprès, *que cette Religieuse étant juridiquement interrogée par l'ordre du Provincial, de ce que lui avoit dit sa niece, elle l'avoit assuré que sa niece lui avoit dit, que la Vierge étoit Mere de Dieu, aussi-bien que Mere de Christ; parce que Jesus Christ étant Dieu, être Mere de Dieu & être Mere de Christ est la même chose.* Qu'y a-t-il de plus contraire à ce qu'on avoit imposé à la tante & à la niece, dans ces paroles: *que la tante ayant exhorté sa niece d'avoir recours à la Mere de Dieu, la niece lui auroit répondu: je ne connois point la Mere de Dieu, mais seulement la Mere de Christ.*

III. Pour ce qui est du P. Rabier, Jésuite, on ne peut attribuer à un simple aveuglement ce qu'il a fait dans cette affaire, mais à une inflexible opiniâtreté à ne se point dédire d'une fausseté qu'il avoit avancée. Car, 1°. Ayant supposé en parlant à la Carmélite, que sa niece lui avoit dit, que la Sainte Vierge n'étoit pas Mere de Dieu; la Religieuse l'avoit assuré, que sa niece ne lui avoit jamais tenu un tel discours. 2°. Quelque temps après, le Conseiller étant allé voir sa belle-sœur, & l'ayant trouvée au parloir avec le P. Rabier, elle avoit soutenu à son beau-frere que le bruit qu'on faisoit courir sur ce

V. CL. sujet étoit faux, sans que le P. Rahier eût osé dire un seul mot au contraire. 3°. L'attestation du P. Carme, imprimée dans ce Livre d'un N XXXIII Jésuite, & peut-être du P. Rahier lui-même, lui a dû être une nouvelle preuve, que ce qu'on attribuoit à cette Religieuse étoit faux. 4°. Ensuite de la Requête de M. Hennekine, pour la justification de sa fille, le Commissaire nommé par M. l'Archevêque de Cambrai ayant averti le P. Rahier, qu'il est prêt à recevoir les preuves qu'il voudra produire au contraire; il répond que cela ne le regarde en rien, n'étant ni accusateur ni dénonciateur du sujet en question. C'étoit honnêtement abandonner la défense de sa calomnie. 5°. Cependant il s'en repent bientôt après, & il envoie par son Recteur une Lettre missive à Monseigneur de Cambrai, où il la soutient tout de nouveau. 6°. Sur cet incident, il est confronté avec la Religieuse, il persiste dans sa déposition & attestation, & la Religieuse après avoir prêté serment de dire vérité, sans aucun déguisement ni restriction, soutient de nouveau, comme elle avoit déjà fait, *que sa niece ne lui avoit jamais dit que la Sainte Vierge n'étoit pas Mere de Dieu, & qu'elle n'a jamais dit aussi qu P. Rahier que sa niece lui eût dit cela.* Et ce Pere ayant eu la hardiesse de lui demander, *si elle affirmoit cela sur la damnation de son ame*, elle a répondu que oui, & sur le champ le ratifia en cette maniere. Ensuite est intervenue la sentence que nous avons rapportée; qui déclare, *que c'est à tort & sans aucun fondement que l'hérésie Nestorienne avoit été imputée à la dite Demoiselle.* Vous jugez bien, mes Révérends Peres, ce que tout le monde conclura de-là. Vous le voyez assez; mais vous vous contentez d'en avoir du chagrin, sans en faire aucune satisfaction, ni à l'Eglise, ni au public, ni à aucune des personnes intéressées (a).

## CHAPITRE VII.

*Que c'est un sophisme propre à autoriser toutes sortes de calomnies, d'apporter pour preuves d'une accusation infamante qui regarde un fait, des exemples d'autres personnes.*

**J**E ne sache guere de sophisme plus déraisonnable d'une part, & plus pernicieux de l'autre, que celui qui est assez ordinaire aux Au-

(a) [ Voyez dans la V. Piece du Procès de calomnie §. IX. (IV. Classe, IX. Part. N. VIII.) une nouvelle découverte touchant le seul témoin produit contre le Pere de l'Oratoire, qui le rend indigne de toute croyance. ]

teurs médisants, qui ne trouvant rien dans la vie des gens de bien V. Cl. qu'ils veulent noircir, de quoi appuyer les mauvaises qualités ou les III. Pe. mauvaises actions qu'ils leur imputent, pour prouver que ce n'est pas N.XXXIII sans fondement qu'on les leur attribue; emploient les exemples d'autres personnes qui ont eu ces mauvaises qualités, ou commis ces mauvaises actions.

Mais, afin qu'on ne croie pas que je condamne toutes les preuves prises des exemples, en matière d'accusation, il faut prendre garde que j'y mets deux restrictions. La première est, que je ne rejette la preuve prise des exemples, qu'à l'égard des accusations qui regardent les faits, & non pas à l'égard de celles qui regardent le droit. L'autre est, que je ne rejette à l'égard des faits que les exemples d'autres personnes, & non pas ceux de la personne qui est accusée. Il faut expliquer en peu de mots l'une & l'autre restriction.

Pour la première; un homme peut être accusé comme criminel, & se défendre comme étant innocent, quoique le fait dont on l'accuse ne soit pas douteux; mais parce que l'accusé prétendrait que ce n'est pas un crime. Exemple. Un homme est accusé de simonie pour avoir reçu de l'argent de celui à qui il auroit résigné son bénéfice. L'accusé avoue qu'il en a reçu, mais que ce n'est point simonie, parce qu'il n'y avoit point de pacte, & que ce n'a été que par gratitude que son résignataire le lui a donné. L'accusateur peut prouver que c'est simonie par l'exemple d'autres personnes, qui en ayant reçu sur le même prétexte, n'ont pas cru le pouvoir retenir en conscience, & se sont fait absoudre par le Pape du péché qu'ils avoient commis. Cette preuve en soi peut être bonne; & on ne peut pas dire que ce soit un sophisme.

Pour la seconde restriction, voici ce que c'est. Dans les accusations qui regardent un fait, les exemples des autres personnes sont bien différents de ceux de la personne même accusée; car il est sans doute, qu'une personne ayant été trouvée morte dans son lit, percée de beaucoup de coups de couteau, ce seroit très-mal prouver qu'un tel de ses domestiques l'auroit tuée, que d'apporter les exemples de beaucoup d'autres valets qui ont tué leurs maîtres. Cela est clair, & nous en parlerons encore dans la suite. Mais il n'en seroit pas de même des exemples d'autres mauvaises actions que le valet accusé auroit commises; car quoiqu'on n'en pût pas conclure directement que c'est lui qui a tué son maître, elles pourroient servir pour fonder un violent soupçon contre lui; ce qui, avec d'autres indices, le pourroient au moins faire condamner à la question.

V. Cl. Il y a encore une autre occasion où les exemples de la personne  
 III. P<sup>e</sup>. accusée sont de très-bonnes preuves , & les seules même qu'on est  
 N.XXXIII obligé d'employer pour la faire condamner avec justice. C'est quand on  
 a reproché à un homme généralement d'être un usurier; ou un simo-  
 niaque, ou un hypocrite. Car il auroit droit alors de demander répara-  
 tion d'honneur, & l'accusateur ne pourroit éviter d'y être condamné, à  
 moins qu'on ne pût faire voir par des exemples particuliers, ou qu'il a  
 prêté à usure à telles & telles personnes, ou qu'il a acheté ses bénéfices,  
 ou que contrefaisant le dévot il a fait de méchantes actions; ce qui  
 est la marque d'un hypocrite.

Que si au contraire ne trouvant rien de semblable dans la vie de  
 cette personne à qui on auroit fait ces reproches, on étoit réduit à  
 alléguer les exemples d'autres personnes, qui passant pour gens de  
 biens auroient été convaincus d'être usuriers, ou simoniaques, ou hypo-  
 crites, c'est ce que je soutiens qu'on ne pourroit faire que par un  
 sophisme tout-à-fait impertinent. Car le tour le plus favorable que  
 l'on pourroit donner à cette méchante preuve d'une telle accusation  
 seroit de dire. On peut apporter beaucoup d'exemples de personnes  
 qui ayant réputation d'être gens de bien n'étoient que des hypocri-  
 tes; on ne doit donc pas trouver étrange que je dise de ce Prêtre  
 & de cet Evêque, que ce sont des hypocrites, quoiqu'ils aient ré-  
 putation d'être gens de bien. Mais il est très-faux, lui dira-t-on, que  
 tous vos exemples puissent faire qu'on ne doive pas trouver étrange la  
 conséquence ridicule que vous en tirez pour autoriser votre calomnie.  
 Car quelle conséquence y a-t-il de l'hypocrisie d'une personne, à l'hyp-  
 ocrisie d'une autre? Le genre humain a intérêt de ne pas souffrir ce rai-  
 sonnement qui pourroit être pris pour fondement légitime de toute sorte  
 de médisance. Car il n'y a point d'honnête femme à qui on ne pût re-  
 procher d'être infidèle à son mari; point de Juge si estimé par son amour  
 pour la justice, qu'on ne pût taxer de la vendre; point de Religieux  
 si réformé qu'on ne pût faire passer pour un vicieux qui couvrirait  
 ses désordres du voile de la piété, s'il suffisoit pour cela d'alléguer  
 des personnes de bonne réputation, qu'on auroit découvert n'être  
 point tels qu'ils paroissent au dehors.

Je me souviens du scandale que causa dans Paris parmi les person-  
 nes de piété le Tartuffe de Moliere; ce qui obligea M. de Pérefixe  
 Archevêque de Paris d'en défendre la représentation. Cependant il y avoit  
 des gens qui prétendoient justifier cette Comédie par cette raison,  
 qu'elle n'avoit pour but que de décrier les hypocrites, ce qu'on ne  
 devoit point trouver mauvais. Mais laissant à part, ce que ces sortes  
 de

de comédies ont de contraire à l'esprit du Christianisme, il étoit aisé V. CL. de prévoir à l'égard de celle-ci en particulier, que ce prétendu dé-III. Pe-cri de l'hypocrisie passeroit bientôt au décri de la piété. Comme l'hy-N:XXXIII-pocrisie est un vice caché dans le cœur, qui suppose au dehors une profession de piété, trompeuse dans les hypocrites, & sincère dans les personnes véritablement dévotes, on a dû s'attendre que les gens malins, dont le monde est plein, prendroient sujet de l'impression que cette Comédie auroit laissée dans l'esprit du monde, de faire passer pour des *Tartuffes*, toutes les personnes de piété avec qui ils auroient quelque différent. Cela iroit à faire douter, si les plus gens de bien ne seroient point des hypocrites. Car dès que les médifants se seroient mis en possession d'appliquer sans fondement & sans preuve ce caractère d'un faux dévot à un dévot particulier, on voit assez qu'il n'y auroit point de dévot, quelque saint qu'il fût, à qui on ne pût faire la même application. Or c'est une règle très-judicieuse de la Logique ou Art de penser, que ce qui prouve trop ne prouve rien. Et il n'y en a guère de plus propre à arrêter les sophismes, & sur-tout en cette matière, où il s'agit de garantir la vertu du venin des méchantes langues, en leur ôtant un moyen si facile de médire des plus gens de bien.

C'est cependant, mes Révérends Peres, un de ceux que vous mettez le plus en œuvre, comme on verra par les exemples suivans.

# I. E X E M P L E.

Nous avons vu dans le sixième Chapitre, que votre P. Rapin, dans la Lettre à M. le Cardinal Cibo, après avoir avoué que la vertu de M. de Caulet, Evêque de Pamiers, avoit répandu une si bonne odeur dans tout le Royaume, qu'il n'y avoit personne qui n'en parlât avec estime, il n'avoit pas laissé d'assurer, qu'après que Jesus Christ nous avertis qu'il viendrait plusieurs faux Prophetes sous la peau de brebis, nous serions inexcusables, si nous ne regardions pas ce Prélat comme n'ayant eu que de vaines apparences de probité. Comme c'étoit contredire, de son propre aveu, le jugement de toute la France, on a dû s'attendre qu'il auroit de bonnes preuves, pour faire voir qu'un Prélat si estimé n'étoit qu'un *loup sous la peau de brebis*, qui avoit trompé toute la France par une hypocrisie que les Jésuites avoient découverte. Ecoutez donc ces bonnes preuves.

*Vous savez, Monseigneur, vous qui connoissez si bien le monde, qu'il n'est point d'artifices plus subtils, ni d'apparences mieux déguisées, que*  
*Ecrits sur la Morale. Tome XXXV.*



V. Cl. celles qui ont la piété pour prétexte, & qui se couvrent du manteau de  
 III. Pe. la vertu. Ce heau semblant, quoique très-pennicieux, est très-propre  
 MXXXIII à imposer aux ignorants & aux foibles. Je passe tout ce que la Religion  
 a souffert autrefois dans les premiers siècles de l'Eglise par la vaine appa-  
 rence & opinion de vertu, les plaies sensibles & honteuses que lui ont  
 faites Montan, Tertullien, Origene, Eutychès, Donat, & tant d'au-  
 tres Prédicateurs de la sévérité & de la discipline la plus austère. Mais  
 je ne puis oublier, quoique le souvenir en soit très-fâcheux, qu'au temps  
 que l'hérésie de Calvin avoit presque infecté tout le Royaume, on pu-  
 blioit les vertus de l'Evêque d'Oleron, Gerauld Ruxel; on leélevoit au  
 dessus des autres Prélats, & on le proposoit pour exemple de piété,  
 de discipline, de frugalité, de vigilance & des autres vertus. De sorte  
 qu'il paroitra digne d'être comparé à l'Evêque de Pamiers en toutes les  
 qualités qui peuvent rendre un Prélat recommandable; si nous exceptons  
 qu'il sembloit posséder ces vertus dans un degré plus éminent; qu'il étoit  
 dans une plus haute estime parmi le peuple, & que la réputation qu'il  
 s'étoit acquise alloit toute à étendre l'hérésie de Calvin, & à bannir la  
 foi & la Religion Chrétienne de ce Royaume. Car ne vous en déplaît-  
 Messieurs les Evêques, vous avez commencé les premiers, avec votre  
 ostentation de piété & de sévérité dans la discipline, à ravir la foi  
 aux peuples.

Votre P. Rapin ne pouvoit mieux finir cette impertinente preuve,  
 de la prétendue hypocrisie de l'un des meilleurs Evêques de France,  
 qu'en s'adressant à tous les autres Evêques pour leur faire entendre,  
 que plus ils paroîtront avoir de la piété, & être exacts dans l'obser-  
 vation de la discipline, plus ils vous donneroient lieu, quand il vous  
 plairoit, de les décrier comme des loups sous des peaux de brebis,  
 qui pervertissent la foi des peuples. Car à qui d'eux ne pourrez-vous  
 pas appliquer ces exemples de Montan, de Tertullien, d'Origene,  
 d'Eutychès, de Donat, & d'un Evêque d'Oleron, avec autant de  
 droit que votre Déclamateur les applique à l'Evêque de Pamiers, en  
 prétendant que le S. Siege devoit le prendre pour un de ses faux  
 Prophetes, dont Jesus Christ nous avoit avertis de nous garder?

Quel est le Prélat de qui vous ne pourrez pas dire, après avoir  
 rapporté les mêmes exemples, ce que dit de celui de Pamiers votre  
 Ecivain injurieux? Qu'on ne prétende donc point nous faire valoir une  
 probité funeste & pernicieuse, qui ne peut servir qu'à établir les erreurs.  
 Qu'on n'aille plus battre les oreilles du Pape de la sobriété & de la  
 continence d'un homme si pieux & si innocent, après qu'il a tourné tout  
 son industrie à tromper le S. Siege par une probité simulée.

Cependant n'ayant que ce misérable argument , pris des exemples V. Cl. d'autres personnes , à opposer à la grande réputation de piété qu'avoit, III. Pe. de son aveu, le feu Evêque de Pamiers, il s'est follement imaginé N.XXXII qu'il feroit prendre à la Cour de Rome une si méchante idée de ce Prélat, qu'il veut bien qu'on juge par lui de tous ceux de sa secte. Ce sont ses paroles : *Tu Cardinalis Eminentissime , que summa tua perspicacitas est , estimabis satis per te qui vir fit. Sic in Secta hujus uno disce omnes*, Jugez par cet homme seul de tous les autres de sa Secte.

Avengle ! qui n'a pas vu qu'on n'auroit qu'à tourner cela contre lui, aussi-bien que contre vous ; mes Révérends Peres , qui êtes censés avoir approuvé cette scandaleuse satire, n'en ayant point fait faire à celui que vous avez bien su en être l'Auteur, aucune satisfaction à l'Eglise. Vous avez voulu que l'Eglise de Rome jugeât de ceux que vous avez prétendu faire passer pour de nouveaux Sectaires , par ce qu'elle jugeroit de l'Evêque de Pamiers. Or elle a jugé que tout ce que vous avez dit contre cet Evêque dans la Lettre de votre P. Rapin étoient de pures calomnies. Elle a jugé aussi-bien que l'Eglise de France, que ce Prélat devoit être regardé comme un des ornements de l'Ordre Episcopal , & que c'est-en vain que vous avez voulu rendre sa foi suspecte au Saint Siege , puisqu'il en a toujours été estimé très-bon Catholique.

On doit donc, par votre propre aveu, porter le même jugement de tous ceux dont votre médisance compose une Secte , de laquelle vous le faites un des Chefs. Et par conséquent tout ce que vous dites de Port-Royal, dont vous faites un crime à M. de Pamiers d'avoir été ami, & de M. l'Evêque d'Alet, avec qui vous lui reprochez d'avoir eu liaison, ne doit être considéré que comme aussi calomnieux, que ce que vous avez dit contre l'Evêque de Pamiers.

En un mot, mes Révérends Peres, nous serons bien aises que vous sachiez savoir par-tout, que l'opinion qu'on a eue, & qu'on a encore & à Rome & par-tout le Royaume de France, de feu Messire François de Caulet, Evêque de Pamiers, est celle-là même que vous voulez que l'on ait de Messieurs de Port-Royal, & de tous les autres que vous appelez Jansénistes.

## II. E X E M P L E.

Dans votre fameuse Défense des nouveaux Chrétiens, seconde édition page 353. voulant faire soupçonner le Docteur Mangano, Agent de M. de Palafox à Rome, d'avoir supposé à son Prélat une fausse Let-

V. CL. tre contre les Jéfuites, toute la preuve que vous donnez de ce foupçon injurieux à un Eccléfiaftique d'une piété fingulière, eit l'exemple d'une autre perfonne; que vous fupposez par une noire impofture avoir commis le même crime.

Pour fortir de l'embarras où le neuvieme Ecrit des Curés de Paris, vous avoit jetés, vous avez eu recours à la fable d'une Lettre fupposée à Dom Jean de Palafox, que vous prétendiez auffi être d'un impofteur auffi-bien que la grande Lettre.

*Il faut favoir, dites-vous, qu'en l'année 1652. il paroiffoit une Lettre au Pape contre les Jéfuites, fous le nom d'Angéiopolis. C'étoit une piece fupposée, comme la fuite le fit connoître; & il n'eft pas néceffaire d'en rechercher les Auteurs. Peut-être étoient-ce des gens qui n'avoient nul rapport à l'Evêque. Il fe peut faire auffi que ce fût quelqu'un de fes Agents à Rome (il n'en avoit qu'un) qui abufa de fa commiffion & du nom de fon Maître, pour fatisfaire fa haine particulière. Cela n'eft pas fans exemple. Tout le monde fait ce qu'ont fait de nos jours à Rome quelques Députés d'un Evêque de France.*

Quand ce que vous faites entendre de quelques Députés d'un Evêque de France feroit vrai, cela vous donnoit-il droit de faire foupçonner d'une impofture criminelle un très-homme de bien, l'Agent de M. de Palafox? Vous ne l'avez donc pu faire fans vous rendre vous-mêmes criminels. Mais vous l'êtes bien davantage en ce que vous n'avez commis ce premier crime, que pour vous servir de degré à un fecond. Car on voit affez que vous n'avez rendu fufpect l'Agent de M. de Palafox, d'avoir commis une fauffeté, que pour imposer par une noire calomnie aux Députés de feu M. de Canlet, Evêque de Pamiers, d'avoir présenté au Pape de fauffes Lettres fous le nom de ce Prélat. C'eft ce que vous osez dire *que tout le monde fait*, quoique toute la Cour de Rome fâche le contraire. Car la fauffeté de ce reproche, qui n'avoit pour auteur qu'un fourbe achevé, fut vérifiée dès le temps d'Innocent XI, qui n'appelloit jamais autrement, que *il Fur-bacchio* le premier auteur de cette calomnie. Mais ces Députés de Pamiers, qui font encore à Rome, ont depuis peu demandé juftice à Sa Sainteté, fur ce que vous vous opiniâtres à vouloir que cette fauffeté demeure dans votre Livre: & ils preffent ceux qui la foutiennent à en donner des preuves, ne pouvant, s'ils n'en donnent point, éviter d'être condamnés comme des calomniateurs opiniâtres.

## III. EXEMPLE.

V. CL.  
III. Pe  
N. XXXIII

Ce même sophisme, qui fait prendre pour preuves des mauvaises qualités ou des mauvaises actions que l'on reproche à ses adversaires, les exemples d'autres personnes, est répandu par tout le Livre du Pere Rapin, dont j'ai déjà parlé, qui a pour titre : *Des artifices des Hérétiques* ; car j'ai fait voir ci-dessus que son but est de donner des moyens de discerner les Catholiques d'avec les Jansénistes, qu'il suppose être des hérétiques adroits, *qui falsifient la Religion, & qui couvrent leurs erreurs du voile de la piété*. Or pour donner cette idée des prétendus Jansénistes, il n'allegue dans tous les vingt-quatre Articles de ce Livre, que des exemples d'hérétiques anciens & nouveaux, qui ont fait telle & telle chose, qu'il fait revenir au titre de son article. Ainsi il faudroit que la conclusion de chaque article, qu'il ne met pas, mais qu'il laisse à sous-entendre fût : Donc le Lecteur judicieux & désintéressé doit juger par-là que les Jansénistes ne sont pas catholiques, mais hérétiques. Or nous venons de faire voir qu'il n'y a point de sophisme plus grossier ni plus capable d'autoriser toutes sortes de calomnies ; & par conséquent j'ai eu raison de dire, que ces vingt-quatre Articles sont vingt-quatre calomnies.

Pour rendre la chose plus palpable, considérons le premier Article, & appliquons-le aux deux Evêques d'Alet & de Pamiers, que votre même P. Rapin représente comme les Chefs de la prétendue Secte des Jansénistes. Il a pour titre : *Ils affectent de passer pour des gens d'une sainte vie*. Cet Article est de trente-six pages ; & tout ce qu'on y fait, est de rapporter les exemples d'un grand nombre d'hérétiques anciens & nouveaux ; *des Disciples de Marcion & de Valentin, de Montan, d'Eusèbe de Nicomédie, d'Apollinaire, de Vitalis, de Vigilance, de Rufin, de Pélage, des Manichéens, de Nestorius, de Pierre de Bruis, d'Henri, d'Abailard, d'Arnaud de Breje, d'Arius, de Photius, de Paul Patriarche & Chef des Monothélites, de Martin Luther*. Voilà ceux qu'il apporte pour exemple de personnes qui en ont trompé d'autres, *en affectant de passer pour gens qui menent une vie sainte*. Mais quand il auroit cent autres exemples semblables, ne faudroit-il pas avoir perdu le sens, pour en conclure, comme il devoit faire selon son Epître Dédicatoire : Donc nous avons eu raison de représenter les deux Evêques d'Alet & de Pamiers, comme deux hypocrites, *qui affectant de passer pour des gens d'une vie sainte, ont falsifié la Religion, & couvert leurs erreurs du voile de la piété*.

V. C.

III. B.

N. XXX.

IV. E X E M P L E

Le sophisme dont nous parlons se trouve encore employé avec plus de suite en une autre rencontre. C'est lorsque vos écrivains appliquent à leurs adversaires, pour toute preuve de ce qu'ils en veulent reprocher, ce qui seroit été fait par une personne qui auroit eu le même nom que lui. Ils l'ont fait diverses fois en prétendant que M. Arnaud Dedeur de Serdenne, ne devoit pas être un homme de bien, parce qu'il y avoit eu temps de S. Bernard, un Moine nommé Arnaud, dont on sait bien comme c'étoit un mauvais homme. C'est par où le P. Bouhours tira à Lierre à un Seigneur de la Cour. Le P. Mainbourg s'est si bien joué sur cette équivoque, qu'il s'en est rendu maître. Le P. François Ravennat a été encore plus, ayant osé pour dire à un Libelle contre un Docteur, *françois de France* véritablement *françois de France*, pour dire contre un *françois de France* de Brême sans réflexion sur la personne d'Arnaud de Paris. Mais rien n'est plus étrange que ce que nous avons fait dire sur ce sujet à son M. l'Evêque de Metz, dans l'occasion où nous le plaçons. On le peut voir dans la Lettre que M. Arnaud se trouve jointe de lui écrite, §. 12. (a). Ce livre de si grande force et si bonne manière, que ce seroit faire tort à la mémoire de cet illustre Prélat, que de croire qu'il en eût été capable. Et de n'y pas reconnaître la main de Joab.

C H A P I T R E V I I I

*Calomnies fondées sur des noms de Secte qu'on n'a point pu prouver qui eussent quelque chose de vrai.*

**C**E qu'on appelle Secte, quand ce mot se prend en mauvais part, pour une Secte hérétique, est un nombre considérable de personnes, qui tiennent des opinions condamnées par l'Eglise, comme étant contraires à la foi. Telle est la Secte des Calvinistes, des Ménonistes, des Luthériens, des Sociniens.

(a) Voyez cette Lettre supra N. XXV.

Mais quand des Catholiques (par où j'entends tous ceux qui ne V. CL. sont pas séparés de la Communion de l'Eglise) donnent des noms de III. Pe. Sectes à d'autres Catholiques, ces noms peuvent être calomnieux. en N. XXXIII deux manieres.

La premiere seroit, si ceux à qui on donneroit ces noms de Sectes, tenoient véritablement de certaines opinions, mais que ce fût par erreur qu'on voudroit faire passer ces opinions pour mauvaises & pour hérétiques. Tel a été le nom de *Prédestinadiens*, que quelques Evêques & quelques Prêtres des Gaules, comme Fauste Evêque de Riez, & Gennade Prêtre de Marseille, donnoient aux Catholiques, qui soutenoient la doctrine de la Prédestination, enseignée par S. Augustin après S. Paul, qu'ils vouloient faire passer pour une hérésie, quoique ce fût une grande vérité, mais défigurée par de méchantes conséquences, qu'ils prétendoient faussement en être des suites.

La seconde maniere dont le nom de Secte est calomnieux, est quand les opinions qu'on attribue à cette Secte sont véritablement des hérésies, mais que cette Secte est une chimere, parce qu'il n'y a personne qui soutienne ces opinions. Nous en avons un bel exemple dans les Lettres de S. Grégoire. Ce saint Pape dit dans sa Lettre quinziesme du Livre V. qu'il y avoit de son temps à Constantinople, des personnes que l'on soupçonnoit être hérétiques, & à qui on avoit donné le nom de *Murcianistes*; de sorte qu'une Princesse, nommée Théotiste, étant jointe d'amitié avec ces personnes, quelques zélés ignorants la voulurent inquiéter sur ce point. Mais ce grand Pape la console par cette Lettre, & lui déclare : *qu'elle ne devoit point se mettre en peine de cette persécution qu'on lui faisoit, & qu'étant lui-même à Constantinople, il avoit connu ceux sur le sujet desquels on s'efforçoit de la troubler, & qu'il n'avoit reconnu en eux aucune erreur ni hérésie.* Ce n'est pas qu'on n'attribuât à ces personnes de véritables hérésies. (Car le même S. Grégoire reconnoît dans sa Lettre trente-neuvieme, du Livre IX., qu'on leur attribuoit trois ou quatre dogmes, qu'on ne peut douter qui ne fussent hérétiques) mais c'est qu'il étoit persuadé que c'étoit faussement qu'on les leur imputoit. C'est donc la seconde maniere de forger à plaisir une secte d'hérétiques, quand on attribue à diverses personnes de véritables hérésies, mais que c'est faussement & calomnieusement qu'on les leur attribue.

Voyons si nous ne trouverons point de quoi vous convaincre de cette sorte de calomnie ?

V. Cl.

III. Ps.

SXXXV

## I. EXEMPLE

La Lettre de votre P. Rapin au Cardinal Cibo, est de mois de Janvier 1680, onze ou douze ans depuis la paix de l'Eglise, qui fut terminée par une Lettre très-obligante du Pape aux quatre Evêques, qu'on avoit accablés d'être Jansénistes, & par un Arrêt du Conseil du Roi, qui défendoit de donner ce nom à personne. Cependant c'est sur cette suppression calomnieuse d'une secte d'hérétiques touchant la grace, que roule toute la Lettre de ce Jésuite. C'est de-là qu'il prend sujet de supposer que la foi de feu M. de Pamiers n'étoit pas droite & sincère. C'est ce qui lui fait dire, que par les moeurs & la vie de ce Prêlat, on peut connoître tous ceux de cette Secte. C'est sur quoi il fonde le droit qu'il se donne de fermer la bouche à tous ceux qui auroient voulu parler de la piété de ce bon Prêlat. *Quoniam ergo, dit-il, de vobis pendet l'infirmité & la fragilité de l'Eveque de Pamiers : ses vertus sont si près qu'il lui faut peu aux Jansénistes de mieux faire valoir leur cause.* Marquez-nous donc, mes Révérends Pères, en quoi ces prétendus hérétiques touchant la grace, se sont servis des vertus de ce Prêlat pour faire valoir leur cause. Marquez-le, si vous le pouvez ; & comme il est bien certain que vous ne le sauriez faire, jugez vous-mêmes, si le public ne conclura pas de-là, que vous êtes bien malheureux d'insinuer des mélanges si hors d'apparence, pour noircir la mémoire d'un saint Evêque, & le faire passer pour un hypocrite, qui a voulu sous son infirmité à tromper le S. Siège par une probité étendue. Ce sont encore les paroles de votre P. Rapin.

Mais pour juger combien ce Jésuite avoit le cerveau troublé, par l'idée fautive de son Jansénisme hérétique, & que c'est sur cela qu'il fonde toute sa layre, on n'a qu'à considérer ce qu'il attribue au Roi par le plus méchante mauvaise foi du monde. Il prétend que ce qui a obligé Sa Majesté à donner en Régale les Bénéfices de l'Eglise de Pamiers, est le serment qu'il avoit fait à son Sacre ; par où il n'a pu entendre que celui que font les Rois de France depuis long-temps, de ne point souffrir dans leur Royaume d'autre Religion que la Catholique. C'est ce qu'il a cru être le meilleur moyen de justifier le Roi envers le Pape, sur le sujet de la Régale. *Le Roi, dit-il, a dû faire ce qu'il a fait par la loi du serment qu'il a fait à son Sacre, en jurant de conserver toujours la Religion : car il ne pouvoit pas arriver autrement que l'Eglise, qui étoit le S. Siège de Port-Royal, ne conférât les Bénéfices qui étoient vacants à ceux de sa Secte, aussi-bien que*  
toutes

es les Prébendes qui viendroient à vaquer dans son Diocèse, dont il V. Cl. tribueroit toujours la nomination. Il étoit de la vigilance & de la P. tence du Roi d'empêcher les établissemens des sectaires dans les béné- N. XXXIII  
& les dignités de l'Eglise, afin de rompre cours aux opinions nou-  
s qui alloient désoler l'Etat & l'Eglise. Le Roi a montré en cela  
grand cœur, son application à la paix de son Royaume, & son zèle  
le bien de la Religion.

est difficile de s'imaginer un discours où il y eût plus de fautes  
gement. 1°. Le Roi n'a rien fait pour l'Eglise de Pamiers sur le  
de la Régale qu'il n'ait fait pour toutes les Eglises des quatre Pro-  
es qui prétendoient en être exemptes. Or ce seroit une rêverie  
ouloir qu'il ait étendu la Régale à ces quatre Provinces, pour  
écher que les bénéfices qui viendroient à vaquer ne tombassent  
les mains des Sectaires Jansénistes. C'est donc une rêverie de  
P. Rapin que le Roi ait eu cette vue à l'égard de l'Eglise de  
iers.

Le Roi n'a fait que suivre dans cette extension de la Régale à  
ise de Pamiers, aussi-bien qu'aux autres du Languedoc, ce qui  
été jugé en sa faveur, par des Commissaires nommés à cet  
. Or il seroit ridicule de s'imaginer que ces Commissaires aient  
cela aucune vue du Jansénisme. C'est donc ridiculement que vo-  
crivain suppose que le Roi l'a eue.

Feu M. de Pamiers avoit un moyen facile de se conserver le  
de conférer les Prébendes vacantes, & celles qui vaqueroient.  
avoit pour cela qu'à faire enregistrer son serment de fidélité.

tout ce que le Roi demandoit de lui, comme il paroît par l'Ar-  
le l'extension de la Régale. C'est donc un songe extravagant de  
P. Rapin, que le Roi eût en vue que ce Prélat ne conférât pas  
bénéfices à des sectaires, puisque ce qu'il demandoit de lui, lui  
it laissé tout pouvoir de les conférer à qui il auroit voulu.

Ce songe, outre son extravagance, renferme un renversement  
inel des droits de l'Eglise, en ce qu'il transfère à la Puissance  
liere, ce qui appartient le plus essentiellement à la Puissance ec-  
césastique, qui est le jugement de la doctrine en matière de foi. Car  
P. Rapin suppose que le Roi se croit obligé par le serment de  
sacre, d'empêcher que M. de Pamiers, qu'il tenoit pour un sec-  
, ne conférât les bénéfices vacants à ceux de sa secte. Or sur  
se fonde-t-il pour faire faire au Roi ce jugement d'un Evêque si esti-  
mar tout le Royaume? Il y avoit déjà douze ans que vous aviez  
té contre lui & contre trois autres de ses confreres une furieuse  
crits sur la Morale. Tome XXXV. K



V. CL. tempête. Mais ils en étoient sortis d'une manière très-avantageuse, de  
 III. P<sup>e</sup>. Pape & le Roi les ayant reconnus pour très-bons Catholiques. Qu'a  
 N. XXXIII fait depuis celui de Pamiers pour lui avoir fait perdre cette qualité  
 dans l'esprit du Roi, lorsque non seulement il l'avoit conservée dans  
 celui du Pape, mais qu'il en étoit particulièrement estimé, & qu'il  
 n'y avoit nul Evêque au monde qui témoignât en avoir une autre  
 opinion? Voici donc une des plus monstrueuses choses qui se soient  
 jamais vues dans l'Eglise parmi les Catholiques: Qu'un Prince Très-  
 Chrétien se puisse croire obligé par le serment de son Sacre, de trai-  
 ter de sectaire & d'hérétique un Evêque très-pieux, qui n'est pas seu-  
 lement dans la communion du S. Siege & de tous les Prélats de l'E-  
 glise Catholique, mais à qui dans ce même temps le Pape témoi-  
 gnoit une estime singulière, & qu'il honoroit de son amitié & de sa  
 protection.

5°. Tout ce que vous pourriez dire pour trouver quelque chose  
 d'Ecclésiastique dans ce jugement que votre P. Rapin attribue au Roi  
 contre l'Evêque de Pamiers, est que ce n'est pas de lui-même que le  
 Roi le croyoit si méchant, mais que c'étoit sur ce que lui en avoit  
 dit son Confesseur, qui l'avoit dépeint de couleurs si noires, qu'il  
 étoit bien difficile qu'il ne lui en restât dans l'esprit de fort méchan-  
 tes impressions. On voudroit bien savoir si c'est à cela que vous vou-  
 tenez: & si depuis que vous êtes en possession de confesser les Rois  
 & les Princes, vous avez établi cette nouvelle maxime: qu'un Prince  
 qui a un Jésuite pour Confesseur, doit croire tout ce que ce Confes-  
 seur lui dit des Evêques & des Ecclésiastiques considérables de ses Etats,  
 en tenant pour méchants ceux dont il lui rend un mauvais témoignage,  
 quelque estimés qu'ils soient pour leur piété, & en regardant pour  
 gens de bien ceux qu'il soutient & qu'il protège, quelque décriés  
 qu'ils soient dans le monde. L'Eglise de Pamiers peut fournir de  
 exemples de l'un & de l'autre de ces deux cas. Du premier en la  
 personne de son dernier Evêque, selon ce qui vient d'être dit. De  
 l'autre en celle d'un certain Abbé Decamps, que le P. de la Chaise  
 lui a donné pour Successeur. Car s'il n'étoit pas protégé par ce Père  
 il y a long-temps que la nomination d'un sujet si indigne & qui fai-  
 tant de honte au Clergé de France, auroit été révoquée (a).

6°. Enfin (pour rentrer dans la matière que je traite ici) on voit  
 par ce passage du P. Rapin, que le seul nom de Janséniste, appliqué

(a) [Voyez sur ce sujet le troisième Volume des Lettres de M. Arnauld, pag. 301  
 302. 306. 310. 320. 564. 607. 648.]

sans preuve à un des meilleurs Prélats du Royaume , lui a suffi pour V. Cl.<sup>e</sup> le représenter à la Cour de Rome comme un sectaire si pernicieux, III. Pe. que le Roi soit obligé par le serment qu'il a fait à son Sacre , de ne <sup>N.XXXIII</sup> pas souffrir qu'il confere les bénéfices de son Diocèse, parce qu'il ne manqueroit pas de les conférer à des Ecclésiastiques de sa secte, aussi méchants que lui.

Si ce ne sont pas là des calomnies, & des calomnies atroces, je ne fais où on en pourra trouver. Cependant on a vécu en repos après les avoir répandues, & on a eu peut-être de la vanité de les avoir dites en bon latin. La condamnation qu'on a faite à Rome de cette abominable Lettre, n'en a point réveillé l'Auteur. Elle ne lui a point fait penser à cette maxime indubitable de la Morale Chrétienne, que de tels calomniateurs ne sauroient obtenir le pardon de Dieu, que par une pénitence accompagnée d'une réparation aussi publique que la diffamation l'a été. Il est allé paroître au tribunal du Souverain Juge sans avoir fait réflexion à cette parole foudroyante de l'Apôtre, que les médifants n'auront point de part à son Royaume, non plus que les adulteres & les homicides. Est-ce qu'il se seroit imaginé qu'il ne devoit pas beaucoup se mettre en peine de ces calomnies, parce que ce ne pourroient être des péchés mortels, n'ayant pensé en les écrivant, ni à la Loi de Dieu, ni même aux regles de l'honnêteté morale, mais seulement à écrire en beau latin, & à soutenir l'honneur de sa Compagnie contre un Prélat par qui ils se croyoient maltraités? Il est bien à craindre qu'il n'ait éprouvé trop tard, que cette nouvelle monnoie n'a pas de cours en l'autre monde, & qu'elle n'est pas propre à se faire recevoir dans les tabernacles éternels. Malheur à ceux qui s'y fient.

## II. E X E M P L E.

On peut considérer cette même calomnie du Jansénisme dans un autre temps, savoir depuis la Lettre au Cardinal Cibo en 1680. jusques aux *Préjugés légitimes* du Docteur Savoyard de 1685. auxquels on a répondu par le *Fantôme du Jansénisme* en 1686. Dans cet intervalle, votre P. Bouhours fit imprimer ses Opuscules en 1684, dont le second est sa Lettre à un Seigneur de la Cour : & par-là il renouvelle son accusation de Jansénisme avec la même hardiesse & le même emportement, que s'il ne s'étoit rien passé depuis ce temps-là, & que ces contestations n'eussent pas été terminées par la paix de l'Eglise en 1669. Mais le Livre du Docteur Savoyard, tout envenimé

V. CL. qu'il est contre les prétendus Jansénistes, fait bien voir qu'on ne les  
 III. Pe. pouvoit traiter d'hérétiques sans calomnie ; puisqu'avouant qu'ils ne le  
 N.XXXII sont point, il est réduit à ne les pouvoir accuser que d'une *témérité*  
 qu'il appelle *criminelle*, en ce qu'ils doutent du fait de Jansénius ; ce  
 qu'il reconnoit ne pouvoir être matière d'hérésie. Et comme la Ré-  
 ponde qu'on lui a faite l'a réduit au silence sur cette témérité préten-  
 due, on a eu raison d'en conclure que le Jansénisme, pris pour une secte  
 hérétique ou téméraire, n'étoit qu'un fantôme. L'impuissance où vous vous  
 êtes trouvés de rien répondre à ce Livre, vous contentant d'en parler in-  
 jurieusement en quelques rencontres, sans oser entreprendre de le ré-  
 futer, vous couvrira de confusion dans toute la postérité. Car on  
 connoitra par-là que vous avez été d'inignes calomniateurs, toutes  
 les fois que depuis l'an 1643, jusques en 1686, vous avez fait pas-  
 ser en tant de libelles pour une secte d'hérétiques, ceux que vous  
 appelez Jansénistes. Voyons si vous avez eu plus de droit de le  
 faire depuis.

### III. E X E M P L E.

Vous prétendez que la Censure du Traité de la grace de M. Gil-  
 bert, Docteur, Professeur en Théologie & Chancelier de l'Université  
 de Douay, & ce qui s'est fait à Paris contre quelques Théologiens  
 de cette Université trompés par le faux Arnauld, font voir manifeste-  
 ment que le Jansénisme n'est pas un fantôme. Mais on vous le nie,  
 & on vous soutient que rien n'est moins capable de justifier cette  
 infinité de calomnies que vos Ecrivains ont bâties sur cette prétendue  
 secte hérétiques, que vous avez nommée Jansénisme.

Je n'ai pas besoin de le prouver à l'égard de ce qu'on a fait faire aux  
 Professeurs en Théologie de Paris contre des Théologiens que vous  
 avez entrepris de perdre. On l'a fait suffisamment dans l'Ecrit intitulé:  
*Illusions de la Relation sommaire*, en attendant que l'on voie ce que  
 les dix Censeurs auront à y opposer pour soutenir leur Censure, &  
 pour donner quelque couleur au vilain personnage qu'on leur a fait  
 jouer en faveur de deux Imposteurs, dont l'un (a) a eu le cœur &  
 l'esprit assez corrompu pour fourber de jeunes Théologiens, par une  
 infinité de mensonges & de friponneries sous le nom de M. Arnauld;  
 & l'autre a été assez lâche pour vouloir bien prendre sur soi l'infamie

(a) [ Le P. de Waudripont. ]

de ce premier fourbe , en se produisant à la Cour comme étant le V. CL. faux Arnould (a). III. Pe.

Il ne reste donc qu'à dire un mot de M. Gilbert. Mais sans savoir N.XXXIII ce qu'il a enseigné dans son Traité de la grace , que je n'ai point vu , rien ne sera plus aisé que de rendre inutile l'avantage que vous avez cru en pouvoir tirer , qui est que le Jansénisme pris pour une secte d'hérétiques , selon l'idée que vous en donnez , n'est pas un fantôme.

Car 1°. il est certain que quelque doctrine que M. Gilbert ait enseignée dans ce Traité , il ne l'a fait de concert , ni avec les Théologiens de France qui font une profession particulière de s'attacher à la doctrine de S. Augustin , ni avec ceux de Louvain. Ainsi supposant qu'il eût enseigné des erreurs , ce n'auroient été que des sentiments particuliers ; comment donc en pourriez-vous faire une secte d'hérétiques ? Un seul homme fait-il une secte ?

2°. Ces Ecrits n'ont été dictés qu'en 1686 , & la Censure qu'on en fit faire par cinq Docteurs est de 1687. Ce seroit donc le temps de la naissance de cette prétendue secte , puisqu'on ne sauroit nommer aucun autre Théologien qu'on puisse dire avec la moindre couleur avoir été convaincu par un jugement Canonique d'avoir enseigné la doctrine condamnée dans les cinq Propositions. Et par conséquent quand tout ce que vous dites de M. Gilbert seroit vrai , il ne vous peut servir de rien , ni à faire voir qu'on n'a pas eu raison de soutenir dans un Livre fait avant ce temps - là , que le Jansénisme n'étoit qu'un Fantôme , ni à justifier les calomnies de vos Ecrivains , qui beaucoup de temps auparavant ont traité de Jansénistes hérétiques une infinité de meilleurs Catholiques qu'eux.

3°. Jamais rien ne fut moins propre à faire connoître au Public ce prétendu Jansénisme hérétique , dont vous parlez tant en général , sans expliquer en particulier ce que c'est , que la Censure de cinq Docteurs de Paris contre le Traité de M. Gilbert. Ce Traité n'étoit point public , & il ne l'est pas encore. Presque personne ne fait ce qu'il contient , & ces cinq Docteurs ne prennent pas la peine de nous l'apprendre : car ils n'en citent aucune proposition. Ils se contentent de nous dire gravement , *qu'ils ont trouvé dans les Cahiers de ce Professeur la doctrine de Jansénius , Evêque d'Ypres , condamnée par les Constitutions des Papes , soutenue ouvertement & avec opiniâtreté.* Ce qui est la chose du monde la plus équivoque. Car outre que ces termes sont généraux , & ne

(a) [ Le fameux Tourneli. Voyez ci-dessus la Préface Historique sur les Ecrits , de la III. Part. de la V. Classe , Article XVI. §. 3. n. 3. ]

V. CL. au jugement de M. l'Evêque d'Arras, il n'a pas manqué de lui représenter tout ce qu'il trouvoit dans son Traité de la grace digne d'être rétracté. L'autre qu'il marque expressément que tout cela se réduisoit à cette proposition : *Celui qui n'a pas reçu de Dieu la grace efficace nécessaire pour accomplir un commandement de Dieu ne le peut pas accomplir.* Et que la difficulté consiste, en ce qu'on a pu dire de ce même homme, *qu'il l'a pu accomplir* : ce qu'on ne pourroit pas faire si on pouvoit dire *qu'il ne l'a pu*, parce que *pouvoir & ne pas pouvoir* sont contradictoires.

Je ne fais pas ce que M. Gilbert a répondu à cela ; mais je fais bien qu'il lui auroit été bien aisé de se défendre contre une objection si facile à résoudre. Il auroit pu dire d'abord, étant Docteur, Professeur & Chancelier de l'Université de Douay : on ne peut pas me condamner pour n'être servi du même langage dont elle s'est servie il y a cent ans, dans cette docte Censure qui a été si estimée de tous les corps des Théologiens, qui font une profession particulière de suivre la doctrine de S. Augustin & de S. Thomas, que notre Faculté confirma de nouveau en 1641, & que les Députés de Louvain ayant soumise avec la leur, au jugement du Saint Siege, on n'y a rien trouvé à redire. Or voici ce que dit cette Censure sur la quinzième Proposition de Lessius.

*Non est negandum quin possint converti ad Deum omnes peccatores durante hac vita ; sed simul quoque fatendum est, nullum peccatorem converti posse, nisi per specialem Dei gratiam, seu speciale auxilium, quo voluntas ejus in bonum mutetur, quod auxilium non habet nisi cum actu convertitur.* Que m'objecte-t-on qui ne se trouve expressément dans cet endroit de notre Censure ? On me reprend d'avoir dit de celui qui n'a pas observé les Commandements de Dieu qu'il a pu les observer, & qu'il n'a pu les observer, ce qui est, dit-on, contradictoire. Mais cette même contradiction apparente se trouve ici en plus forts termes. Car il y est dit, *que tous les pécheurs se peuvent convertir à Dieu pendant cette vie* ; & il y est dit en même temps, *que nul pécheur ne se peut convertir à Dieu, que par une grace efficace qui change son cœur, laquelle il n'a pas tant qu'il ne se convertit point.* Ai-je dit autre chose que cela ? & n'ai-je pas ajouté en même temps, *que quand un homme n'observe pas les Commandements de Dieu, ce n'est pas qu'il ne le puisse, mais c'est qu'il ne le veut pas* ; parce qu'il le pourroit s'il le vouloit, comme dit souvent S. Augustin ? Cela ne fait-il pas voir que cette impuissance est volontaire, comme est celle d'un avare que n'a que du bien mal acquis, qu'il ne peut se résoudre de restituer

tuer ; ce qu'il feroit aisément s'il le vouloit , mais qu'il ne pourra ja- V. CL.  
 mais vouloir effectivement tant que Dieu ne le guérira point par sa III. Pe.  
 grace , de cette passion dominante , qui lui fait regarder la privation N.XXXII  
 de tout ce qu'il a comme le dernier des maux. On peut donc dire  
*qu'il le peut , & qu'il ne le peut* , sans qu'il y ait en cela aucune vraie  
 contradiction. Car il le peut par la puissance naturelle du libre arbitre  
 capable du bien & du mal. Et il ne le peut , quand il est privé du  
 secours de la grace , parce que cette puissance naturelle du libre arbi-  
 tre est empêchée de se porter au bien par l'amour vicieux de soi-même ,  
 auquel il est assujetti tant que Dieu ne change point son cœur de pierre  
 en un cœur de chair. Il en est de même à l'égard du bien , selon cette  
 belle parole de S. Augustin : *Quod non potest justè , non potest justus.*  
 Un homme de bien ne peut faire ce qu'il ne pourroit faire sans vio-  
 ler la justice. Mais comment ne le peut-il ? Est-ce par une impuissance  
 absolue ? Non certainement , comme nous l'apprenons par l'Ecriture ,  
 qui parlant d'un homme de bien , dit qu'il est heureux quand il a  
 pu faire le mal , & qu'il ne l'a pas fait. *Beatus qui potuit transgredi*  
*& non est transgressus , facere mala & non fecit.* Ce que dit S. Augustin  
 est donc contraire à ce que dit le Sage ? Nullement. Mais c'est que le  
 premier regarde l'homme de bien selon les dispositions intérieures de  
 son cœur , si attaché à l'amour de la Justice , qu'il considère comme  
 impossible tout ce qui y est contraire : au lieu que quand le Sage dit  
 qu'il a pu faire le mal , & qu'il ne l'a pas fait , il envisage les obstacles  
 extérieurs qui empêchent de faire ce qu'on voudroit faire , & il regarde  
 comme une marque de vertu , de ne point faire de mal , lorsqu'il ne  
 se rencontre aucun obstacle qui nous empêchât de le faire , comme  
 lorsque les Grands qui pourroient s'abandonner à leurs passions , sans  
 que rien au dehors d'eux les en empêchât , s'abstiennent de le faire par  
 un si grand attachement à leur devoir , qu'ils éprouvent heureusement ce  
 que dit S. Augustin : *Quod non potest justè non potest justus.*

Voilà une partie de ce qu'auroit pu dire M. Gilbert , pour montrer  
 que la contradiction qu'on lui reprochoit n'est qu'apparente & non vé-  
 ritable. Il ne lui auroit pas été moins facile de vérifier ce qu'il disoit  
 selon l'Auteur de la Lettre ; que la façon de parler que l'on vouloit  
 qu'il rétractât étoit autorisée par l'Ecriture , par les Peres & par les  
 Conciles. Je remarquerai en peu de mots diverses choses qu'il au-  
 roit pu dire.

1°. Cette parole de Jesus Christ [ Joan 6. 44. ] *Nemo potest venire*  
*ad me nisi Pater qui misit me traxerit eum* , s'entend si certainement  
 de la grace efficace , que c'est par-là que Saint Augustin presse les  
*Ecrits sur la Morale.* Tome XXXV. L

V. CL. Pélagiens de reconnoître que Dieu fait vouloir par sa grace ceux  
 III. Pe. qui ne vouloient pas auparavant : Livre premier à Boniface Chapitre  
 N.XXXIII

19. C'est donc une façon de parler très-catholique de dire de celui que Dieu ne fait pas venir à Jesus Christ par l'efficace de sa grace, qu'il ne peut venir à Jesus Christ, c'est-à-dire croire en lui.

2°. Le même Saint fait voir [ De Præd. SS. c. 8. ] que l'on doit „ être convaincu par la suite du discours de Jesus Christ, que ces „ trois versets, *Nemo potest venire ad me nisi Pater qui misit me „ traxerit eum : Nemo potest venire ad me nisi fuerit ei datum à Pa- „ tre meo : Omnis qui audit à Patre & didicit venit ad me ;* se „ rapportent à la même sorte de grace. Donc ( conclut ce Pere ) „ être attiré par le Pere à Jesus Christ, entendre la voix du Pere, „ & être enseigné par lui, n'est autre chose, que recevoir du Pere „ le don par lequel on croit en Jesus Christ. *Ergo trahi à Patre „ ad Christum, & audire ac discere à Patre ut veniat ad Christum ; „ nihil aliud est quàm donum accipere à Patre quo credat in Chris- „ tum* ". C'est donc une façon de parler très-orthodoxe, de dire de celui qui n'a pas reçu le don *quo credat in Christum*, qu'il n'a pu venir à Jesus Christ, c'est-à-dire croire en Jesus Christ.

3°. Dans le même Evangile de Saint Jean Chap. 12. v. 37. *Quoi- que Jesus eût fait tant de miracles devant eux, ils ne croyoient point en lui.* Et il dit de plus au v. 39. *Qu'ils ne pouvoient croire : prop- terea non poterant credere : C'est pour cela qu'ils ne pouvoient croire, parce qu'Isaïe a dit : Il a aveuglé leurs yeux, & il a endurci leur cœur &c.* Or l'aveuglement & l'endurcissement ne viennent que de ce que Dieu abandonne l'homme à lui-même, en ne l'éclairant & ne le touchant point par sa grace. Il est donc très-conforme à la foi, puisque c'est le langage de l'Evangile, de dire de celui qui n'a pas la grace, qu'il ne peut croire en Jesus Christ, sans qu'on puisse conclure de-là que cette infidélité ne leur est pas imputée à péché. Car ce seroit une erreur de douter, que ces Juifs qui ayant vu tant de miracles de Jesus Christ n'avoient pas cru en lui, n'aient été criminels devant Dieu, quoique l'Evangéliste témoigne qu'ils n'y pou- voient pas croire, parce qu'ils étoient aveuglés & endurcis.

4°. Rien n'est plus exprès sur ce sujet que ce que S. Grégoire dit de Caïn, Lib. XI. Moral. chap. 5. *Caïn divina voce admoneri potuit & mutari non potuit, quia exigente culpa malitia, jam intus Deus cor reliquerat, cui foris ad testimonium verba faciebat.* Ainsi ce grand Pape ne craint point de dire, que Caïn n'a pu être changé, c'est-à-dire quitter le méchant dessein qu'il avoit pris de tuer son

frere , parce que la grace intérieure de Dieu ne convertissoit pas V. Cl. son cœur , quoiqu'il l'invitât à se repentir par sa parole extérieure. III. P<sup>e</sup>.

On peut voir cela traité plus au long & d'une maniere très-convain- N.XXXIII  
cante dans la premiere Partie de la *Dissertation Théologique* de M. Arnauld (a) : comme aussi dans le troisiemé Tome de la *Tradition de l'Eglise Romaine touchant la Grace*, seconde Part. Chap. 4. où l'on verra quelle est l'impossibilité d'observer les Commandemens de Dieu , que le Concile de Trente dit avoir été frappée d'anathème par les Saints Peres , & qui doit être la même qu'Innocent X. a condamnée dans la premiere des cinq Propositions , puisqu'il nous renvoie dans la Censure qu'il en a faite , à cet anathème du Concile.

C'est par où je finis , mes Révérends Peres , cette digression un peu longue sur les Ecrits de M. Gilbert. Ne les ayant pas lus , je n'en puis parler que conditionnellement. Il y a de l'apparence que ces cinq Docteurs qui les ont censurés , ont eu les mêmes vues que le savant Auteur de ces deux Lettres , Docteur aussi-bien qu'eux , de la Faculté de Paris. Si cela est , je ne craindrai point de dire que cette Censure ne leur fait point d'honneur , & qu'on ne peut guere s'en imaginer de plus mal fondée. Il n'y a pas tant de sujet de s'étonner que l'Auteur des Lettres , qui les a écrites apparemment sans beaucoup de méditation , afin de donner un moyen à son ami de sortir de cette fâcheuse affaire par une humble & sincere rétractation , n'ait pas assez pris garde , que la contradiction qu'il lui objectoit n'étoit qu'apparente. Ces fautes sont plus pardonnables quand on les commet dans une Lettre qu'on n'a point dessein de publier , & où on a dessein de servir un ami. Mais il n'est pas si facile d'excuser les cinq Docteurs , qui sachant bien qu'on ne les avoit choisis pour juger de la doctrine & de la personne d'un Professeur d'une autre Université , que pour le perdre d'honneur & de biens , non seulement ont accepté sans difficulté une telle commission , mais s'en sont si mal acquittés , qu'ils ont contribué au dessein que l'on avoit , en prenant pour des erreurs des expressions très-orthodoxes , par un manquement , ou d'habileté , ou d'attention à leur devoir. Car c'est à de semblables rencontres qu'on peut appliquer cette parole du Droit. *Lata culpa aequiparatur dolo.*

(a) [ Voyez cette Dissertation .ci-dessus , IV. Classe IV. Part. n. XVIII. ]



V. Cl.  
III. P.  
N. XXXIII

## IV. E X E M P L E.

Quoique ce Chapitre soit déjà bien long, j'y mettrai encore cet exemple, ne voyant pas où je le pourrais mettre ailleurs.

En 1675. sept ans depuis la paix de l'Eglise, Henri Fricx Libraire de Bruxelles, obtint un Privilege du Conseil de Brabant pour imprimer quatre Livres de S. Augustin, traduits en françois par M. Arnould Docteur de Sorbonne, & imprimés à Paris avec Privilege & approbation dès l'année 1644. Vous trouvâtes, mes Révérends Peres, que c'étoit une belle occasion de faire passer ce Docteur pour hérétique dans les Pays-bas. Dans ce dessein vous étant joints à d'autres Religieux de votre cabale, vous présentâtes un Mémorial au Duc de Villa-Hermosa Gouverneur général des Pays-bas, pour empêcher qu'on ne réimprimât ces Livres, parce que l'Auteur, à ce que vous disiez, avoit été déclaré hérétique il y avoit quelques années, & que c'étoit un grand Janséniste. Mais comme on y fit une Réponse (a) qui fit rejeter ce Mémorial, comme rempli d'impostures & de calomnies, je n'en dirai pas davantage ici, parce que je mettrai ce Mémorial & la Réponse à la fin de ce volume (b) avec d'autres pieces semblables dont j'ai parlé dans l'Avertissement.

## C H A P I T R E X.

*Calomnies fondées sur de prétendus Actes Juridiques, ou sur de fausses dépositions extorquées par de mauvaises voies.*

**I**L est bien certain que des accusations atroces qui ne sont appuyées d'aucune preuve, doivent être rejetées comme de pures calomnies.

Il est clair aussi qu'on n'en doit pas faire plus de cas, quand on ne les appuie que sur de prétendus actes juridiques qui seroient demeurés tout-à-fait informes. Telles sont des dépositions de témoins qui n'auroient été ni récolés ni confrontés. Car on sait assez que sans cela on ne peut tirer aucun avantage contre un accusé de ce que

(a) Cette Réponse est de M. Varet, Vicaire Général de M. de Gondrin Archevêque de Sens On a de lui trois volumes de Lettres de piété, & plusieurs autres Ouvrages.

(b) [ On l'a transportée à la suite des IV. Traités de S. Augustin, seconde Classe, n. XXXV. Tome XI. pag. 845 & suiv. ]

des témoins auroient dit, parce que le récolement & la confrontation V. CL. sont presque toujours nécessaires pour savoir s'ils ne l'ont point dit III. Pe. par passion, ou par surprise, ou par un manquement de mémoire, ou N.XXXIII faute d'intelligence dans des matieres de doctrine, où il est si aisé de prendre l'un pour l'autre, & de faire une erreur d'une vérité par le changement d'un seul mot.

A moins que de demeurer ferme dans cette maxime, qu'il n'est point permis de parler défavantageusement d'une personne sur de simples dépositions sur lesquelles on ne lui auroit point donné lieu de se défendre, on auroit dû regarder Sainte Thérèse pendant les dernières années de sa vie, comme une Religieuse fort dérégée. Car il est dit dans sa Vie écrite par l'Evêque de Tarassone, *que les choses que l'on déposa contre elle furent en si grand nombre, qu'on n'épargna aucune action infame, dont la réputation de la Sainte ne fut noircie. Que les Mémoires & les Ecrits diffamants couroient de main en main. Qu'un Religieux qui étoit en estime & grand crédit dit publiquement beaucoup de mal d'elle dans une assemblée. Que l'on déposa contre elle des choses très-grieves; & que l'autorité des personnes qui l'accusoient, & l'estime de vertu qu'elles avoient étoit telle, que de la part de l'Inquisition on fit information du fait, & que cette poursuite fut si avancée, qu'on attendoit chaque jour qu'on la dût prendre pour la mener prisonniere.* III. Part.  
Chap. 13.

### I. E X E M P L E.

Jamais on n'a employé d'une maniere plus criminelle la voie de l'information que vous avez fait, mes Révérends Peres, pour détruire un Institut de saintes Vierges qui faisoient des biens infinis par-tout où elles étoient établies. On voit assez que c'est des filles de l'Enfance dont je veux parler.

Vous fîtes de grands efforts pour le détruire dès l'année 1666. aussi-tôt après la mort de M. le Prince de Conti, qui avoit mis une partie de sa piété à protéger une si sainte oeuvre. Mais laissant là toutes les traverses que vous lui fuscitâtes en ce temps-là, que l'on peut voir dans le livre intitulé : *Relation de l'établissement de l'Institut des filles de l'Enfance de Jesus; avec le récit fidelle de tout ce qui s'est passé dans le renversement du même Institut* (a) je ne rapporterai que ce qui y est dit de l'information que vous fîtes faire contre elles.

(a) [ Cette Relation avoit été composée par une fille de cette Congrégation, de la

V. Cr. La persécution que l'on faisoit à Madame de *Mondonville* l'ayant  
 III. P<sup>e</sup>. obligée de fermer ses Classes, douze ou treize jeunes filles qu'on y  
 N.XXXIII instruisoit allèrent aux Religieuses de Notre Dame, qui vous sont toutes  
 dévouées. Après quelques jours de caresses, l'une de ces Religieuses  
 les interrogea & leur dit : N'est-il pas vrai qu'on vous enseignoit, que  
 Jesus Christ n'est mort que pour les sauvés & non pour les damnés ?  
 Ces enfants répondirent que non, & assurèrent qu'on leur enseignoit  
 qu'il étoit mort pour tous les hommes. Mais cette Religieuse & quel-  
 que autre qui se trouva là, leur dit, que si elles ne disoient qu'on leur  
 avoit enseigné qu'il n'est mort que pour les élus, devant le Jésuite qui  
 devoit venir au parloir pour les interroger là-dessus, elle leur donne-  
 roit le fouet, & qu'elles ne seroient plus reçues dans leur Ecole. La  
 plus âgée de ces filles avoit treize ou quatorze ans, les autres six,  
 sept, huit, ou neuf. Cela fut exécuté. Le Jésuite vint qui interrogea  
 les filles, un homme habillé de gris écrivoit, & les Religieuses avec  
 le fouet à la main faisoient faire les réponses. On dressa de ces dépo-  
 sitions une information qui fut envoyée à Paris.

Cela fut découvert par une de ces petites Ecolieres, qui alla trou-  
 ver la portiere qui étoit demeurée pour garder la Maison de Tou-  
 louse, & elle lui dit, qu'on lui avoit fait dire un grand mensonge  
 dans le parloir des Religieuses de Notre Dame contre les Maitresses  
 de l'Enfance. Sur cet avis Madame de Mondonville se résolut de re-  
 tourner à Toulouse, & elle présenta requête par voie de recours pour  
 découvrir la vérité de ce fait. M. Medon Conseiller du Sénéchal fut  
 commis : il fut surpris que des Religieuses & des Jésuites eussent voulu  
 être les Ministres d'une si étrange malice, & qu'ils fussent tous d'un  
 sens si réprouvé que de faire les choses d'une manière si grossière. On  
 peut voir cette piece entiere à la fin de *l'Innocence opprimée* [*supra*  
*Tome XXX. p. 715.*] Cela fit quelque éclat, de sorte que les Religieuses  
 voyant qu'elles étoient découvertes, firent courir le bruit qu'elles avoient  
 fait ouïr une seconde fois ces filles, & qu'elles avoient déclaré qu'on ne  
 les avoit pas forcées à déposer ce qu'elles avoient déposé la première  
 fois. Cela obligea Madame de Mondonville à faire ouïr devant un  
 autre Commissaire une seconde fois ces mêmes filles, qui dirent, qu'el-  
 les n'avoient point été ouïes depuis l'audition par elles rendue de-  
 vant M. de Medon; mais que les Religieuses, fâchées de ce qu'elles  
 avoient dit la vérité, & de ce qu'elles n'étoient pas allées se confesser

*Maison de Toulouse*, comme le porte le titre. Elle fut imprimée en 1689 à Toulouse  
 chez P. la Noue, & elle a été réimprimée en 1718 à Amsterdam, dans le Recueil  
 des pieces concernant la même Congrégation.]

aux Jésuites , les avoient chassées. Madame de Mondonyville envoya à V. CL. Paris ces deux cahiers d'information, ce qui fit que les Jésuites sup-III. Pe. primerent la leur. Mais parce que cette tempête cessa bientôt après, N.XXXIII M. de Bourlemont Archevêque de Toulouse , que les Jésuites avoient irrité contre les filles de l'Enfance par leurs calomnies, ayant reconnu leur innocence , & s'étant déclaré leur protecteur , cela fut cause que Madame de Mondonville ne poursuivit point davantage en justice l'affaire de la fausse information , croyant qu'il étoit plus chrétien de la laisser là , n'en ayant pas absolument besoin. Et c'est , mes Révérends Peres , ce qui vous a donné occasion de la faire valoir vingt ans depuis , & de vous en servir pour persuader à Sa Majesté , qu'il y avoit déjà long - temps que les filles de l'Enfance avoient été convaincues d'enseigner de méchantes doctrines : au lieu que c'est vous , mes Peres , qui êtes convaincus par cela même , d'avoir été d'inignes calomniateurs , pour perdre de saintes filles.

## II. E X E M P L E.

Ce n'est pas la première fois , mes Révérends Peres , que vous vous étiez servis de fausses dépositions pour ruiner des établissements fort utiles à l'Eglise. Vous avez tenté de détruire par la même voie le Séminaire d'Uzez dès l'année 1677. Mais Dieu ne permit pas que votre méchant dessein eût l'effet que vous souhaitiez. C'est ce qu'on apprit dès ce temps-là par une Lettre écrite d'Uzez le 7 Février 1678, où cette histoire est rapportée très - exactement. Nous n'avons donc qu'à en mettre ici la copie.

MONSIEUR,

„ IL faut que je vous apprenne quelque chose du schisme que les  
 „ Révérends Peres Jésuites ont causé dans le Séminaire d'Uzez. Il y  
 „ a quelque temps qu'ils y firent venir deux Ecclésiastiques en qualité  
 „ de Séminaristes , mais dans leur dessein , en qualité de véritables  
 „ espions. Ces deux Messieurs se sont si bien acquittés de leur charge,  
 „ qu'ils ont mis le Séminaire à deux doigts de sa ruine , & les  
 „ deux Directeurs en grand danger d'être exilés. Ils ont tronçonné  
 „ certaines propositions que M. *Gastaud* premier Directeur peut avoir  
 „ avancé en un très-bon sens. Ils en ont fabriqué d'autres auxquel-

V. CL. „ les il n'a jamais pensé. Ils y ont même ajouté des choses qui vont  
 III. Pe. „ contre l'Etat. Ils ne se sont pas contentés de signer ces proposi-  
 N.XXXIII „ tions , comme les ayant ouies de la bouche de M. Gastaud ou de  
 „ M. *de la Font* , l'autre Directeur ; mais ils ont extorqué le feing  
 „ de quatre autres Ecclésiastiques du même Séminaire , leur disant  
 „ qu'ils avoient ordre de M. l'Evêque de prendre leur signature ,  
 „ parce qu'il vouloit purger son Séminaire de Jansénistes , quoique  
 „ cela fût très-faux ; & que s'ils n'obéissent pas , ils n'auroient ja-  
 „ mais d'Attestation ni de Dimissoire. Et parce qu'ils se défendoient  
 „ du côté de la conscience , qui ne leur permettoit pas de signer une  
 „ chose qu'ils ne savoient pas , un des deux espions . qui est Prêtre  
 „ du Diocèse de Nîmes , les assura qu'il n'y avoit pas matiere de con-  
 „ fession en tout cela. *Horresco referens*. Toutes ces propositions si-  
 „ gnées en bonne forme , les Révérends Peres Jésuites ne manque-  
 „ rent pas de les montrer à M. l'Abbé *Poncet* , nommé Evêque , qui  
 „ vint à Uzés il y a trois semaines pour y tenir l'Assiette. On croit  
 „ qu'ils avoient eu soin de faire signer deux autres Originaux , dont  
 „ l'un a été envoyé à M. l'Archevêque de Bourges , qui est encore  
 „ chargé de la juridiction pour le spirituel , & l'autre au Révérend  
 „ Pere de la Chaise. Pour revenir à M. l'Abbé *Poncet* , il fit une  
 „ correction très-sévère à M. Gastaud , comme à un homme qui en-  
 „ seignoit des erreurs , lui disant qu'il avoit de quoi le convaincre ,  
 „ & que s'il ne l'eût empêché , on l'auroit perdu tout-à-fait. Il chan-  
 „ gea pourtant de ton après l'avoir oui. Il lui fit de grandes caresses ;  
 „ mais il partit sans lui découvrir le mystere d'iniquité. Dieu permit  
 „ que la chose fut découverte d'une façon admirable. Car M. le  
 „ Grand-Vicaire , qui est le Révérend Pere *Sconin* Chanoine Régulier  
 „ de S. Augustin & Doyen de la Cathédrale d'Uzés , reprenant un de  
 „ ces deux espions de ce qu'étant nourri dans le Séminaire aux de-  
 „ pens du Diocèse , & étant plus obligé que les autres à la régularité ,  
 „ cependant il alloit buvotter dans la ville d'un côté & d'autre  
 „ ( Voyez si les Jésuites ne savent pas bien choisir leurs gens ) celui-  
 „ ci entra en fureur contre M. Gastaud , & s'emporta d'une si étrange  
 „ maniere , que M. le Grand-Vicaire se croyant obligé de vérifier les  
 „ choses , vint au Séminaire , fit assembler toute la Communauté com-  
 „ posée de dix-huit personnes , & là ce frippon eut bien la hardiesse  
 „ de nier qu'il eût accusé M. Gastaud en face du Révérend Pere *Sconin*  
 „ Grand-Vicaire. Sur quoi Dieu ayant touché le cœur des qua-  
 „ tre qui s'étoient laissés intimider , ils se leverent & déclarerent tout  
 „ comme il s'étoit passé. On en dressa un bon procès verbal , on leur  
 fit

fit signer leur rétractation , on chargea d'exécutions les deux es- V. Cl.  
 „ spions. On a envoyé copie des Procès Verbaux à MM. les Evê- III Pe.  
 „ ques d'Uzes l'ancien , qui est M. de la Vrilliere , & le nommé qui N.XXXIII  
 „ est M. l'Abbé Poncet , pour empêcher que le Révérend Pere de la  
 „ Chaise ne se laisse surprendre par les premiers Mémoires , qu'on  
 „ dit lui avoir été envoyés. Cependant M. Gastaud & M. de la  
 „ Font ne sont pas sans peine. Quelles sont les conséquences qu'il  
 „ faut tirer de tout ceci ? Vous le voyez assez. Destruction de Sémi-  
 „ naire , persécution des gens de bien. Priez Dieu qu'il apaise sa  
 „ colere ”.

*A Uzes le 27 Février 1678.*

### III. E X E M P L E.

On fait assez en quelle réputation de piété a été M. du Vergier de  
 Hauranne Abbé de S. Cyran pendant sa vie & après sa mort. On n'en  
 peut desirer de témoignage plus convaincant , que celui de M. de Ra-  
 conis Evêque de Laval , dans le Livre même où il le déchire avec  
 toutes sortes d'emportemens , sur la fausse supposition qu'il étoit Au-  
 teur de la Fréquente Communion : ce qui n'avoit pas la moindre om-  
 bre d'apparence. Cependant l'ayant fort maltraité sur ce prétexte , il  
 ne laisse pas de reconnoître : ( c ) *Qu'il savoit que sa mémoire étoit*  
*chérie par quantité de personnes de vertu & de qualité , & qu'il passoit*  
*pour un Saint & pour un oracle dans l'opinion d'une infinité de gens.*

Cela n'a pas empêché , mes Révérends Peres , que vous ne l'ayiez  
 traité d'hérétique , d'hérésiarque , & de tout ce qu'il vous a plu dans  
 une infinité de vos Libelles ; & le plus grand fond de vos calomnies  
 contre ce grand Serviteur de Dieu , est une information commencée  
 seulement contre lui par un Juge laïque , mais qu'on ne voulut ja-  
 mais achever ; de sorte que les témoins qu'on avoit ouïs n'ont jamais  
 été ni récolés ni confrontés.

On peut voir combien cela étoit nécessaire pour ne s'y pas trom-  
 per par l'avantage que prend votre P. Tellier , de ce que M. de Cau-  
 let Evêque de Pamiers avoit été un des témoins ouïs dans cette in-  
 formation : car quoi qu'ait dit ce Prélat en ce temps-là , on n'a qu'à  
 lire l'approbation qu'il a donnée depuis , avec quinze autres Evêques  
 aux Instructions Chrétiennes , tirées des Lettres spirituelles de M. de

(a) Continuation des Examens , seconde Part. pag. 205.

V. CL. S. Cyran, pour reconnoître le peu d'égard qu'on doit avoir à ces  
 III. Pe. dépositions. Elle est rapportée toute entiere dans le Chapitre sixieme  
 N.XXXIII du troisieme volume de la Morale Pratique. Il paroît y avoir voulu  
 expliquer ce que lui ou d'autres avoient dit alors, & que c'est cé  
 qui lui fait dire : *Que si la contradiction que M. de S. Cyran avoit souf-*  
*ferte durant sa vie, avoit formé quelque opinion désavantageuse de la*  
*pureté de sa foi & de sa conduite, ç'avoit été dans l'esprit de ceux qui*  
*n'en avoient pas assez considéré le principe, & que cette contradiction*  
*devoit être prise au contraire pour la marque d'une véritable piété, n'é-*  
*tant venue en quelques-uns que d'un zele précipité qui n'étoit pas selon*  
*la science.*

Mais ce qui, dès le temps de sa captivité, rendit cette informa-  
 tion tout-à-fait indigne de créance à l'égard des erreurs qui y étoient  
 imputées à ce savant homme, est que lorsque le Cardinal de Riche-  
 lieu le fit arrêter, on se saisit de tous ses papiers, qui étoient en si  
 grand nombre, que ses adversaires en demeurèrent étonnés, en voyant  
 des marques si honorables du travail & de la doctrine de ce grand  
 personnage, qui n'avoit pas moins pris de peine à cacher sa science  
 aux yeux des hommes, qu'à l'acquérir par tant de veilles & tant de  
 travaux. S'il eût eu des erreurs & des opinions dangereuses, il étoit  
 impossible qu'il ne s'en trouvât au moins quelques-unes en tant d'E-  
 crits, puisque nous ne parlons jamais avec plus de liberté, que lors-  
 que nous ne parlons qu'à nous-mêmes, & que nous expliquons nos  
 sentimens par le papier dans le secret & dans le silence. Mais tant  
 s'en faut qu'on y ait rien trouvé, qui ait pu donner le moindre soup-  
 çon désavantageux à la pureté de sa foi, que tous ceux à qui on les  
 donna pour les voir & pour les examiner avec toute la rigueur pos-  
 sible, se trouverent obligés de déclarer, qu'ils n'y avoient rien lu qui  
 ne fût très-catholique, & très-digne d'un excellent Théologien, &  
 d'un homme qui avoit travaillé tant d'années à se remplir l'esprit & le  
 cœur de la science & de la piété des anciens Peres. C'est pourquoi  
 aussi tous ses papiers lui furent renvoyés au Bois de Vincennes par  
 l'ordre du Cardinal de Richelieu; parce que l'on vit bien qu'ils ne  
 pourroient servir que de témoignages avantageux de son innocence.

Sa délivrance n'en a pas été une moindre preuve; car lorsqu'il sortit  
 de prison par l'ordre du feu Roi, on ne lui fit point désavouer les er-  
 reurs & les hérésies qu'on lui imputoit par cette information, comme  
 il auroit fallu faire selon l'ordre de l'Eglise, si on n'eût jugé que ces  
 calomnies étoient si éloignées de toute vraisemblance, qu'elles ne

pouvoient former le moindre nuage pour obscurcir son innocence, V. Cl. ni le moindre doute, qui le pût obliger de s'en purger en le condamnant. III. Pe.

On voit assez que le bon sens & l'équité ne permettent pas qu'on en juge autrement. Mais vous avez d'autres regles, mes Révérends Peres, quand il s'agit de vous venger de ceux que vous prenez pour vos ennemis. Le mot d'*Information* vous suffit pour tromper les simples, & pour répandre dans toute l'Europe tout ce que vous dites avoir trouvé dans cette piece informe, comme des maximes constantes & indubitables de M. l'Abbé de S. Cyran, & non seulement de cet Abbé, mais de tous les Messieurs de Port-Royal, comme ayant été ses Disciples, & de M. Jansénius comme ayant été son ami. Vous aviez réduit ces prétendues dépositions à trente Articles, qui sont le principal fondement du plus emporté de vos Libelles; & le plus rempli d'erreurs, d'injures & de calomnies, composé par votre P. Pinteureau, & intitulé: *Les Reliques de S. Cyran*. Et c'est à ce Libelle difamatoire que vous renvoyez ceux qui vous demandent des preuves des plus méchantes opinions que vous nous attribuez, comme; *que nous nous moquons des vœux, que nous ne tenons pas le Concile de Trente pour un Concile Oecuménique; que nous croyons qu'il n'y a plus d'Eglise depuis six-cents ans, & que ce qu'on appelle maintenant Eglise, ne peut avoir ce nom que pour avoir succédé à la véritable Eglise.*

Mais quelque droit qu'on eût de mépriser cette prétendue information, après ce qu'on vient d'en dire, on ne laissa pas de répondre à ces trente Articles, dès l'année 1644, dans l'*Apologie de M. de S. Cyran* (a). On y a fait voir que c'étoient, ou de saintes vérités, que de mal habiles gens avoient prises pour des erreurs, ou d'infames calomnies; & que toutes les personnes sages prendroient plutôt les Auteurs de ces Articles pour des ignorants ou pour des imposteurs, que M. de S. Cyran pour un homme pernicieux à l'Eglise.

Vous vous êtes trouvés, Mes Peres, dans l'impuissance de justifier vos fausses accusations, contre une justification si exacte & si convaincante: mais vous ne vous en êtes pas moins opiniâtrés à agir toujours de la même sorte, que si on ne vous avoit rien répondu, & vous n'en avez pas eu moins de hardiesse d'attribuer non seulement à M. de S. Cyran, mais aussi à M. Jansénius, & à tous les prétendus Jansénistes, ceux mêmes de ces Articles qu'on a fait voir avec plus de force être de grossieres impostures.

(a) [ Voyez cette Apologie ci-dessus N. IV. ]



V. Cl.  
III. Pe.  
N.XXXIII

## IV. EXEMPLE.

Votre P. Pirot, dans son *Apologie des Casuistes*, a tiré de ces trente Articles plusieurs de ses calomnies, qui lui avoient été reprochées par Wendrock, dans sa troisieme Note sur la quinziesme Lettre. Votre P. Fabri, dans ses *Notæ in Notas Guillelmi Wendrockii*, n'a pu prouver que les plus atroces de ces accusations ne sont point des calomnies, qu'en disant que cela se trouve dans ces trente Articles, qu'il appelle, *Acta Sancygirani*. Car voici ce qu'il dit sur l'imposture de la page 6 : *Qu'on ne doit point s'arrêter aux loix extérieures, mais seulement aux instincts de la grace* : R.

C'est la vingt-neuvieme des trente maximes de l'Abbé de S. Cyran, dont vous avez épousé tous les sentimens : *in cujus verba jurastis*. Et sur celle de la page 16. *Que nous réclamons un Concile plus général que celui de Trente*. R. Cela est constant par la vingt-quatrieme maxime de l'Abbé de S. Cyran, tirée de son information. Et par celle de la page 41 : *Que l'Abbé de S. Cyran a eu commission de Dieu pour redresser les fautes de toute l'Eglise*. R. Cela paroît par les Articles dont nous avons parlé. Voyez le Livre des Reliques. Et par celle de la page 80 : *Que les Jansénistes se moquent des vœux*. R. Cela est constant par les mêmes Articles.

Est-ce là un procede de Chrétiens, de dire à ceux mêmes qui ont protesté de calomnie contre ces Articles, par des Livres imprimés — il est constant que vous tenez telle & telle chose. Par exemple, qu'on ne doit point faire de vœux, parce que cela est porté dans ces trente Articles de l'Abbé de S. Cyran, que vous avez protesté lui être calomnieusement imputés, en soutenant que la doctrine de cet Abbé, aussi-bien que la vôtre, a toujours été entièrement opposée à ce sentiment hérétique.

Mais parce que ces quatre ou cinq calomnies ne font qu'une partie des trente que Wendrock a tirées une pour une de votre *Apologie des Casuistes*, vous trouverez bon, Mes Pères, que je les représente ici toutes trente, parce que je ne ven pas à quel autre titre particulier je les pourrois rapporter.

*Trente Calomnies tirées une pour une de l'Apologie des Casuistes.*

1°. Que les Jansénistes enseignent, que pour accéder, il n'est

- pas nécessaire que l'homme soit libre (a) & exempt de con-V. Cl.  
 „ trainte. page 5 III. Pe.  
 „ 2°. Que les Justes doivent suivre en toutes choses les instincts & N.XXXIII  
 „ mouvements de la grace, qui leur sert de loi, sans avoir égard  
 „ aux loix extérieures, quoique ces mouvements les contrarient. 6, 7  
 „ 3°. Que tous les mouvements indélébérés de la concupiscence  
 „ sont des péchés mortels. 8  
 „ 4°. Qu'une femme, en confessant un adultere, disoit seulement  
 „ que la grace lui-avoit manqué. 7  
 „ 5°. Que M. Arnauld a eu dessein d'abolir la Confession auricu-  
 „ laire. 13  
 „ 6°. Que M. Arnauld a été nourri par S. Cyran, dans l'averfion  
 „ des Sacraments de la Pénitence & de l'Eucharistie. 16  
 „ 7°. Que M. Arnauld réclame honteusement le secours d'un Con-  
 „ cile plus général que celui de Trente. 16  
 „ 8°. Que sous prétexte d'aumône on fait un fond contre l'Eglise,  
 „ & peut-être contre le repos public. 28  
 „ 9°. Que l'Auteur des Lettres au Provincial a avoué qu'il étoit  
 „ entièrement ignorant en Théologie. 38  
 „ 10°. Que les Jansénistes soutiennent les cinq Propositions con-  
 „ damnées par le Pape, & n'en donnent point d'autre raison finon  
 „ qu'il est probable que S. Augustin les a enseignées, & que cette  
 „ probabilité ne leur peut être ôtée que par un Concile Oecuméni-  
 „ que. 39  
 „ 11°. Que S. Cyran s'est proposé comme ayant commission de  
 „ Dieu pour redresser les fautes de toute l'Eglise. 47  
 „ 12°. Que les Jansénistes font commettre à leurs serviteurs des  
 „ péchés mortels contre la Religion Catholique, ou en les empê-  
 „ chant de se confesser quand ils y sont obligés, ou d'entendre la  
 „ Messe les jours de Fêtes, ou en leur faisant croire quelqu'une des  
 „ Propositions condamnées. 48  
 „ 13°. Que leur maniere d'agir donne à plusieurs de violents soup-  
 „ çons, que l'esprit de Judas possède leur cabale, & qu'ils prennent  
 „ le prétexte des pauvres pour remplir la cassette du Sr..... ainsi que  
 „ ce perfide Apôtre se couvroit d'une fausse tendresse à leur égard  
 „ pour faire sa main, & pour cacher son hypocrisie & ses larcins. 57  
 „ 14°. Que plusieurs conjecturent avec de grandes probabilités,

(a) Quand ce seroit une faute d'impression, & qu'on auroit voulu mettre, mais qu'il faut seulement qu'il soit exempt de contrainte, ce seroit toujours une imposture.

- V. CL. „ que leur dessein est d'exterminer le Sacrement de l'Autel & celui de  
 III. Pe. „ la Pénitence. p. 73.  
 N.XXXIII „ 15°. Qu'il paroît visiblement par les Livres de leurs principaux  
 „ Auteurs, qu'ils ont pour but d'anéantir le sacrifice de la Messe &  
 „ l'Eucharistie. *Ib.*  
 „ 16°. Qu'il est à craindre que dans les plaintes qu'ils font de l'in-  
 „ continence des Prêtres, ils n'aient dessein d'ôter le célibat de l'Eglise,  
 „ comme ont fait Luther & Calvin. 74  
 „ 17°. Que le Port-Royal a de l'aversion pour la célébration de  
 „ plusieurs Messes. *Ib.*  
 „ 18°. Que l'adresse des Jansénistes pour avoir de quoi fournir aux  
 „ frais de la Secte est plus raffinée, & plus connue que celle de Calvin.  
 „ J'en ai appris des souplesses qui me surprennent. 76  
 „ 19°. Si l'argent & la bonne chère manquoient tant soit peu à  
 „ leur grand Directeur & Prédicateur Apôstolique, il diroit bientôt  
 „ à son Auditoire, comme un Ministre a fait au sien : Si je ne suis  
 „ payé de mes appointements, ne pensez pas que je retourne ici faire  
 „ la bête. 76  
 „ 20°. On fait que les Jansénistes se rient des vœux. 80  
 „ 21°. Que Théodore de Beze est un de leurs bons amis. 89  
 „ 22°. Qu'ils se moquent des Jurisconsultes, des Canonistes & de  
 „ l'Ecole de S. Thomas. 123  
 „ 23°. Qu'ils outragent la Sainte Vierge. Qu'ils lui laissent en ap-  
 „ parence le nom & la qualité de Mere de Dieu. Mais à cela près,  
 „ ils la dépoignent de toutes les prérogatives que la Sainte Trinité  
 „ lui a données, d'Avocate, d'asyle & de médiatrice des pécheurs. 131  
 „ 24°. Quel châtiement ne méritent point les Jansénistes & leur Se-  
 „ cretaire, qui dans leur neuvième Lettre ont composé un Libelle  
 „ diffamatoire contre l'honneur de la Mere de Dieu ! Quelle peine  
 „ peut expier le crime des Libraires qui impriment des blasphèmes  
 „ contre la Reine du Ciel, & quelle excuse peuvent avoir des habi-  
 „ tants de Paris, qui ont entendu publier par les rues ces impiétés,  
 „ & qui les ont lues dans leurs maisons. Paris ressent déjà de  
 „ grandes maladies, qui sont peut-être des dispositions à de plus dan-  
 „ gereuses. Le vrai moyen de les prévenir est, de demander pardon  
 „ à la Vierge du deshonneur qu'elle a reçu de ces Lettres ; lui pro-  
 „ mettant de dissiper le Port-Royal, & d'exterminer le Jansénisme ;  
 „ & pour cet impie Secrétaire, il devoit craindre ce qu'autrefois on  
 „ pratiquoit à Lyon envers ceux qui avoient composé de méchantes

pieces. On les conduisoit sur le Pont, & on les précipitoit dans V. Cl.  
le Rhône. p. 133 III. Pe.

„ 25°. Je rapporterois des exemples particuliers de leur hypocrisie, si tout le monde ne connoissoit leur artifice à surprendre le  
peuple. 139

„ 26°. Il dit sur le sujet de la chasteté. Si nous n'avions pour vous  
plus de discrétion & de charité que vous n'en avez pour les Casuistes, vous savez bien qu'il ne nous seroit pas mal aisé de tirer un  
rideau qui découvroiroit bien des choses. 145

„ 27°. Que les Jansénistes enseignent que c'est un péché mortel  
d'entendre la Messe en état de péché mortel. 152

„ 28°. Que l'Auteur des Lettres au Provincial a donné un juste  
sujet de croire qu'il n'est pas si chaste que Joseph; & que s'il n'a  
voit été dépouillé d'une autre façon que ce Patriarche, peut-être  
qu'il n'auroit pas fait tant d'invectives contre les Casuistes, de ce qu'ils  
n'obligent pas les femmes à restituer à ceux qu'elles ont dévalisés  
par leurs cajoleries. 171

„ 29°. Que lorsque la Bulle d'Innocent X. fut reçue en France, les  
Jansénistes couroient par les maisons des Grands, & le ventre con-  
tre terre prioient qu'on eût égard à leur réputation: & qu'ils ne  
demandoient qu'un peu de temps pour se défaire de cette pern-  
cieuse doctrine qui depuis tant d'années avoit pris racine dans leurs  
esprits. 179

„ 30°. Que les Evêques qui ont ordonné la signature du Formu-  
laire avoient prévu que le Diable feroit avec le temps plus de dégât  
dans les maisons Religieuses par ces austérités affectées, que Luther  
n'en a fait par ses débauches scandaleuses. Quand cet Apostat débau-  
cha une Religieuse, il fut long-temps sans l'oser épouser, tout le  
monde improuvant cette action sacrilege. Le Diable se prépare  
maintenant à faire un ravage plus horrible. Car si on le laissoit faire  
ce qu'il prétend, il changeroit en peu de temps un Monastere de Vierges  
chastes, en un Serrail de filles impures, sans que personne s'en  
apperçût, & sans qu'on y pût remédier. 185

Cette dernière calomnie est si infame & si abominable, qu'il suffit  
de l'avoir rapportée, pour en faire avoir de l'indignation à tous ceux  
qui ont quelque honnêteté & quelque pudeur.

## V. E X E M P L E.

Il faut maintenant revenir aux Articles de la prétendue information.

V. CL. Le plus criminel de tous, qui est que l'Eglise est périée il y a plusieurs siècles, est celui qui a été imposé avec plus d'emportement III. P<sup>e</sup>. non seulement à M. l'Abbé de S. Cyran, mais aussi à M. Jansénius, N.XXXIII comme à son ami & à tous les prétendus Jansénistes, comme ayant épousé les sentiments de l'un & de l'autre.

Il ne faut qu'écouter ce qu'en dit le P. Brisacier (a) en écrivant contre un Docteur de Sorbonne, qui n'avoit jamais connu ni M. Jansénius ni M. de S. Cyran. *Vous ne pouvez dire que vous ayez la succession continue, ni l'instruction passée jusqu'à vous, sans donner le démenti à vos deux Maîtres d'erreur, S. Cyran & Jansénius, qui depuis 400 ans nous mettent l'Eglise en éclipse, & nous disent qu'elle n'a plus, ni la même doctrine ni les mêmes mœurs. A Dieu pauvre Eglise! te voilà comme les sept Dormants dans la caverne & dans le cercueil. Tu dors dans le creux du cerveau de Jansénius, tant que ces deux précurseurs du nouveau Messie te réveillent. Te voilà comme le feu sacré dans le fond de la citerne dont il est fait mention dans les Macchabées. Tu n'es plus que fange, que boue & qu'ordure, tant que ces deux rejets de Calvin t'aient trouvé & rallumé.*

Est-il possible que des Religieux se soient emportés à de si étranges calomnies; & qu'au lieu d'en être punis par leur Compagnie, ils en aient été récompensés par l'élévation aux plus considérables Charges? Tout le Livre admirable de M. d'Ypres contre les Ministres Calvinistes de Bois-le-Duc n'est presque autre chose que la confirmation de cette importante vérité: *que l'Eglise Romaine & Catholique étant appuyée sur la promesse infallible du Sauveur, ne peut jamais défaillir.* Et on a l'insolence de l'appeller *un vrai rejetton de Calvin*, & de l'accuser sur une information défectueuse en toute manière qui ne le regarde point, d'avoir *mis l'Eglise en éclipse pendant quatre cents ans* (l'information disoit *six cents*) & d'avoir voulu qu'elle fut pendant tout ce temps-là *comme les sept Dormants dans la caverne & dans le cercueil, ou dans le fond de la citerne où étoit le feu sacré, dont il est parlé dans le second Livre des Macchabées, qui n'étoit plus là que fange & que boue.* Mais ce défenseur de l'Eglise pouvoit-il deviner, qu'on le noirciroit un jour par une si étrange imposture, & qu'il la devoit prévenir, lorsqu'il parloit aux Calvinistes en ces termes: *Je vous ai accusés, dit-il à ces Calvinistes, de faire Dieu infidèle dans ses promesses: mais*

je

(a) Jansénisme confondu. III. Part. pag. 3.

(b) Spongia Notarum quibus Gisbertus Voëtius &c. pag. 514.

*je devois dire très-infidelle. Car y auroit-il une infidélité plus signalée V. CL.<sup>1</sup> & un mensonge plus manifeste, que de relever l'Eglise, comme Dieu III. Pe. fait, par tant de témoignages avantageux des Prophetes & de l'Evan. N. XXXIII gile; de la représenter comme visible & exposée aux yeux de toute la terre; de publier sa grandeur, sa fermeté, son continuel accroissement, & sa durée perpétuelle jusqu'à la moisson, & après cela de l'ensevelir & de l'éteindre durant tant de siècles; en sorte qu'il n'en demeure aucune mémoire ni aucune trace? Et il ne sert de rien de répondre comme vous faites, que vous avouez que l'Eglise ne peut défaillir; puisque ce que vous dites ne pouvoir défaillir n'est pas l'Eglise que la vérité a promise, mais une Eglise fantastique, que l'erreur calvinienne s'est figurée: car l'Ecriture ne connoît point d'autre Eglise que cette montagne élevée sur le sommet des montagnes, à laquelle tous les peuples se doivent rendre; que cette montagne qui remplit toute la terre, & qui a cette marque, selon S. Augustin, de ne pouvoir être cachée.*

On n'a pas détruit moins clairement cette calomnie horrible à l'égard de M. de S. Cyran, dans l'Apologie qu'on a faite pour cet Abbé, où on a rapporté ce qu'il avoit dit en prêchant le jour de S. Charles dans l'Eglise des Peres de la Doctrine Chrétienne, en présence de plusieurs personnes de qualité qui en rendirent témoignage en ce temps-là: *Que Dieu pour faire voir où est la véritable Eglise, a voulu en ces derniers temps comme canoniser sa Hiérarchie en la personne d'un Diacre Cardinal, savoir S. Charles: en la personne d'un Prêtre, savoir S. Philippe de Neri: en la personne d'un Evêque, savoir le Bienheureux François de Sales, qu'il a élevés à un degré éminent de sainteté pour confondre l'hérésie; & même qu'on pouvoit dire, qu'il l'a consacrée toute entiere dans la seule personne de S. Charles, puisqu'il a été successivement Cardinal Diacre, Cardinal Prêtre, & Archevêque de l'une des premières villes d'Italie: & ce qui étoit encore plus considérable étoit, que ces trois Saints ont été tous trois sacrés à Rome, pour faire voir aux hérétiques, que l'Eglise Romaine, dont ils ont reçu la mission, est la véritable Eglise.*

Mais je n'ai pas entrepris de justifier la mémoire de ce serviteur de Dieu: on l'a fait tant de fois qu'il seroit inutile de le faire encore ici. Un de ses derniers accusateurs & des plus emportés a été M. Chamillard le jeune, Vicaire de S. Nicolas du Chardonnet. On lui a répondu dans la *Défense des Religieuses de Port-Royal & de leurs Directeurs*, §. 6. où on réfute sa quatrième accusation. Il n'a eu rien à y repliquer, quoique son honneur fût si engagé à soutenir ce qu'il avoit avancé avec tant d'emportement, que l'Abbé de S. Cyran & tous ses

V. Cl. *Disciples étoient dans la pensée qu'il étoit nécessaire de faire une nouvelle Eglise*, qu'il n'auroit pas manqué de le faire, s'il l'avoit pu sans s'attirer une nouvelle confusion. Et en effet, je suis assuré que quiconque prendra la peine de lire cet endroit de la *Défense des Religieuses de Port-Royal* demeurera entièrement convaincu, que ni M. Chamillard, ni M. Desmarets, ni tant de Jésuites dans leurs Libelles, n'ont pu dire de nous ni de M. de S. Cyran, *que nous étions dans la pensée qu'il étoit nécessaire de faire une nouvelle Eglise*, sans violer toutes les regles de l'Evangile contre les jugemens téméraires & les accusations calomnieuses. Car pour ce qui nous regarde, que peut-on répondre à ce peu de paroles de cet Ecrit. *Quand il seroit vrai que M. de S. Cyran auroit eu cette erreur, ce qui est très-faux, où sont ses Disciples qui la soutiennent? Comment s'appellent-ils? Qui les en a jamais accusés ou convaincus? Sont-ce les Religieuses de Port-Royal ou leurs anciens Confesseurs? Où sont les Livres où ils ont enseigné ces hérésies? Où sont les témoins qui les en accusent, & qui ont déposé non seulement que M. de S. Cyran vouloit faire une Eglise nouvelle, mais aussi qu'il a laissé des Disciples qui étoient dans cette pensée, comme vous osez le soutenir?*

pag. 34.

ci-dessus  
Tom. 33.  
p. 64 & sui.

Il ne me resteroit, pour ruiner entièrement cette information prétendue, que de rapporter l'approbation que M. de Caulet Evêque de Pamiers a donnée aux Instructions Chrétiennes tirées des Lettres spirituelles de M. de S. Cyran. Mais cela n'est pas nécessaire, parce qu'on n'a qu'à voir ce que j'en ai dit dans le 3 volume ch. 6.

## VI. E X E M P L E.

Je trouve encore un de vos Libelles où vous avez avancé beaucoup de calomnies contre les prétendus Jansénistes, qui paroissent presque toutes tirées de cette information, quoique vous feigniez savoir d'ailleurs ce que vous leur imputez. C'est celui que vous avez appelé, *La secrète politique des Jansénistes*, imprimée premièrement à Paris, & réimprimée plusieurs fois dans les Pays-bas : car c'est votre coutume de régaler les Flamands de ces calomnies usées, méprisées, sifflées, que vous voyez bien qu'on ne pourroit plus débiter en France. Qui pourroit souffrir, par exemple, que quelqu'un des élèves du P. Bouhours mit dans un nouveau Libelle de sa façon, ces huit Propositions qui se trouvent de suite dans la huitième page de cette *Politique secrète*, comme ayant été recueillies par un savant homme, de

leurs Livres, de leurs Prédications, & de leur Pratique dans l'admini- V. CL.  
 stration des Sacraments. III. Pe.

1°. Que depuis l'an 400 de Jesus Christ, il n'y a plus de vraie N. XXXIII  
 Eglise.

2°. Qu'il faut abolir les Indulgences comme invention humaine ; le culte de la Vierge Mere de Dieu, des Saints, des Images, les Messes à basse voix, la confession des péchés véniels, l'usage de la Sainte Eucharistie.

3°. Que toutes les actions de celui qui est en péché mortel, par exemple ses prieres, ses aumônes, l'honneur qu'il rend à son pere &c. sont péchés mortels.

4°. Que tout ce qui se passe dans le mariage entre les personnes stériles par l'âge ou autrement est péché mortel.

5°. Que les Evêques cessent d'être Evêques, les Magistrats d'être Magistrats &c. lorsqu'ils sont en péché mortel.

6°. Qu'il faut suivre ce que les mouvements intérieurs suggerent contre les loix de Dieu, de l'Eglise, des Souverains, des Magistrats &c.

7°. Que les Prêtres & les Curés sont égaux aux Evêques, & les Evêques au Pape.

8°. Qu'ils donnent des pénitences extraordinaires & farouches, comme à des Vignerons de ne boire jamais de vin : à des femmes de se tenir plusieurs fois & plusieurs heures le ventre nud sur la terre : ce qui a privé les unes de raison, les autres de la vie ; à des infidelles de demander pardon à leurs maris de leurs secretes débauches ; à des filles de vêtir des chemises trempées en l'eau, de faire en cet état une heure de priere, & puis se mettre au lit.

Cet Ecrivain ne s'est pas contenté de ces huit calomnies. Ce ne lui a été qu'une préparation à une autre plus générale, qu'il assure être connue de tout le monde, au lieu qu'il dit seulement de ces premières, qu'elles sont fues de bien des gens.

C'est, dit-il, que les Jansénistes veulent introduire le Calvinisme dans l'Eglise Catholique. Et trois choses me le persuadent.

1°. Ces Lettres de M. Jansénius à M. de S. Cyran convainquent qu'il n'avoit l'esprit occupé que du Calvinisme, & qu'il travailloit conjointement avec cet Abbé à le rétablir. Impudent mensonge.

2°. Ceux qui prendront la peine de faire les rapports de l'Augustin de Jansénius avec les Institutions de Calvin reconnoîtront facilement qu'il a suivi sa doctrine, ses preuves, ses raisonnements, ses conséquences. C'est l'impertinente rêverie du P. Deschamps, que Jansénius a tout



V. CL. pris ce qu'il a dit des Livres des hérétiques, & non pas de S. Augustin même.

N. XXXIII 3°. *Les informations faites juridiquement contre l'Abbé de S. Cyran (c'est une piece indigne de toute créance) son Catéchisme de la grace (il n'en a point fait) son Livre des vœux (autre chimere) & les autres ouvrages qu'il a donnés au public sous des noms empruntés, prouvent clairement qu'il faisoit plus de voyages à Geneve qu'à Rome, & qu'il préféroit les erreurs de l'une à la foi de l'autre.*

C'est donc ce qu'il faut prouver, mes Révérends Peres, & comme on est bien assuré que vous ne le prouverez jamais, on est en droit de vous dire, que ce sont d'abominables calomnies.

## CHAPITRE XI.

*Calomnies dont est rempli le Livre du P. Brisacier intitulé, le Jansenisme confondu, censuré en 1652, par M. de Goudy Archevêque de Paris.*

J'ai déjà parlé de quelques-unes des calomnies de votre P. Brisacier: mais il y en a tant d'autres, & accompagnées de circonstances si indignes d'un Religieux, que j'ai cru qu'elles méritoient bien un Chapitre particulier, que je diviserai en divers Articles ou Paragraphes.

Je commencerai par l'Histoire du différent qui a produit de votre côté des invectives si envenimées. Je la prendrai des pieces imprimées dès ce temps-là, qui n'ayant point été contredites, on ne peut douter que les faits qui y sont rapportés ne soient véritables.

### §. 1. *Emportements d'un Sermon du P. Brisacier.*

M. Calaghan, issu d'une famille noble d'Irlande & Docteur de la Faculté de Paris, fut fait Pasteur d'une Paroisse à trois lieues de Blois nommée Cour-Cheverni en 1650. Ce Curé rendant compte de sa conduite à M. Lescot Evêque de Chartres son Supérieur en 1652, il lui marque ce qu'il avoit prêché à son peuple depuis qu'il étoit entré en la Cure: ce qui ne regardoit que les matieres les plus communes dont les Chrétiens doivent être instruits; & il l'assura qu'il l'a-

voit fait d'une manière si simple, & si éloignée de tout ce qui pou- V. Cr.  
voit avoir l'air de dispute & de contestation, qu'on n'avoit pu juger III. Pe.  
par ses discours qu'il y eût personne qui fût d'un sentiment contraire N. XXXIII  
aux siens, bien loin d'avoir nommé le P. Brisacier ni aucun de sa  
Compagnie, si ce n'est pour les citer & les louer.

Mais le P. Brisacier qui n'avoit alors d'autre charge à Blois que celle  
de Prédicateur, ayant su que ce Curé leur voisin étoit ami de Mes-  
sieurs de Port-Royal, parce que Madame d'Aumont Dame de Cour-  
Cheverni s'étoit retirée dans ce Monastere, où elle vivoit en veuve  
vraiment chrétienne, dans de continuels exercices de piété & de cha-  
rité, il ne lui en fallut pas davantage pour entreprendre de le décrier  
dans sa chaire comme un dangereux hérétique.

Il s'en est vanté depuis dans son Livre du *Jansénisme confondu* com-  
me d'une action héroïque.

“ Ce n'est point, dit-il, (a) le sentiment de ma foiblesse qui ma fait  
„ combattre ces nouveautés dans Blois. Ceux qui me connoissent sa-  
„ vent que la peur & moi n'ont point de commerce ensemble. Je  
„ l'ai fait, parce que la qualité de Prédicateur m'obligeoit de *crier*  
„ *au voleur*, quand j'ai vu venir *un étranger*; *au feu*, quand j'ai vu  
„ semer des étincelles dans la maison; *au Loup*, quand je l'ai vu en-  
„ trer dans la bergerie. Je l'ai fait & hautement, parce que ce *voisi-*  
„ *nage* étoit pernicieux à ma patrie, la fréquentation de cette sorte  
„ de gens étoit *contagieuse* à la foi, & cette suavité de langage qui  
„ se trouve en quelques-uns mêlée avec un vain *fantôme de vertu* pou-  
„ voit séduire les innocents.”

Il nous y donne de plus une analyse du Sermon où il avoit signalé  
ses emportements. “ Je traitois, dit-il, l'Evangile de S. Jean qui porte  
„ ces termes : *Les uns disoient, c'est un homme de bien. Les autres :*  
„ *non, c'est un séducteur.* La question fut de chercher un moyen pour  
„ discerner les bons Prophetes d'avec les mauvais. Pour la résoudre, je  
„ proposai une marque infaillible, utile également aux doctes & aux  
„ ignorants, qui consistoit à savoir, si le *Docteur nouveau venu* de-  
„ meuroit dans la communion de l'Eglise. De ce principe je tirai deux  
„ conclusions : l'une générale &c. l'autre particulière, dans laquelle  
„ ayant ramassé diverses propositions extravagantes des anciennes &  
„ nouvelles hérésies, j'en mêlai quelques-unes qui sont mentionnées  
„ dans la Réponse du Sr. Calaghan, & dis qu'il les falloit examiner à  
„ ces quatre regles du *Credo* : & si elles s'en trouvent heurtées, on

(a) Avis au lecteur pag. 5.

V. Cl. „ devoit dire hardiment : c'est un faux Docteur , un Séducteur , un Hé-  
 III. Pe. „ rétique. Mais parce que les peuples manquent souvent d'une sainte  
 N XXXIII „ hardiesse pour tirer cette conclusion , encore que les principes soient  
 „ bien avérés , par un scrupule diabolique , fonde sur la crainte de ju-  
 „ ger , & condamner son prochain contre la justice & la charité ,  
 „ particulièrement quand la vie semble n'être pas dissolue , j'en for-  
 „ mai deux objections , & répondis à la première ; qu'après avoir  
 „ bien reconnu par les caracteres de la vraie Eglise , que c'étoient des  
 „ rebelles , & non pas des enfants légitimes , il les faisoit charger gé-  
 „ néralement , & dire sans scrupule & sans crainte , que c'étoit des  
 „ Pontifes du Diable , des Portes d'enfer , des Séducteurs , &c Et je  
 „ monstrois qu'en cela , il n'y avoit ni témérité ni détraction con-  
 „ tre la justice & la charité. Quant à la seconde objection , je fis voir  
 „ qu'un homme hérétique , pouvoit être chaste , modeste , libéral ,  
 „ voire prodigue dans ses aumônes , mais non pas solidement ver-  
 „ tueux , ou véritablement saint ; voire qu'il n'y avoit point d'hé-  
 „ réarque qui n'emportât pour apanage ces trois crimes énormes ,  
 „ la superbe , l'hypocrisie , & la discorde entre les freres ; & partant  
 „ qu'ils pouvoient sans trembler , ranger toute cette sorte de gens inquiets  
 „ & remuants parmi les fourbes & les séducteurs.

Il est donc constant , mes Révérends Peres , par la propre confes-  
 sion de votre P. Brisacier , qu'un Docteur de la Faculté de Paris étant  
 venu dans son voisinage pour être Pasteur d'une Paroisse considérable ,  
 sans qu'il eût dit un seul mot ni contre lui ni contre aucun de votre  
 Société , ayant su seulement qu'il étoit ami de Messieurs de Port-Royal ,  
 il l'a traité en pleine chaire lui & ses amis , de fourbes , de séducteurs ,  
 de faux Docteurs & d'hérétiques : & que par un esprit de sédition il  
 avoit entrepris de faire croire à ses auditeurs , qu'en cette rencontre  
 ils devoient juger que la crainte de condamner leur prochain contre  
 la vérité & la justice , étoit un scrupule diabolique dont ils se devoient  
 débarrasser , & qu'il les avoit exhortés à charger généralement ces gens-  
 là , & à dire d'eux sans scrupule & sans crainte , que c'étoit des Pontifes  
 du Diable , des Portes d'enfer , des séducteurs , &c. Et qu'en cela il n'y  
 avoit ni témérité ni détraction , contre la justice & la vérité.

#### §. 2. Réponse au Sermon du P. Brisacier.

Un Pasteur ne pouvoit pas demeurer dans le silence après une diffama-  
 tion si scandaleuse. Celui-ci n'eut pas besoin d'y travailler lui-même.  
 Un de ses amis qui l'avoit suivi par un motif de pitié pour travailler

avec lui au salut des ames , répondit pour lui à ce Sermon outrageux. V. Cl. Il le fit avec tant de modération , que tout le monde en fut édifié, III. P<sup>e</sup>. & persuadé de l'innocence de ceux qu'on leur avoit dépeints sans raison. N. XXXIII son avec des couleurs si noires. Et lorsque M. Lescot, Evêque de Chartres , exhorta M. Calaghan à ne point poursuivre le P. Brisacier par les voies de la justice , ce fut en lui représentant que la Réponse au Sermon l'avoit assez justifié (a).

S. 3. *Libelle diffamatoire en latin contre cette Réponse.*

Si votre P. Brisacier en fût demeuré là , on auroit cru que ce n'auroit été qu'une faillie indiscrette , que ses Supérieurs auroient improuvée , & dont il se seroit repenti lui-même. Mais se vantant , comme il fait par-tout de sa valeur guerriere , il n'étoit pas homme à reculer.

Le prélude à sa Replique fut un Libelle latin fait par un autre Jésuite de Blois , où ce Religieux traite un Prêtre & un Docteur de Sorbonne , comme un scélérat à qui on feroit grace de ne le condamner qu'à être pendu & étranglé. Ce livret latin étoit rempli de tant d'excès qu'il rendit la cause de votre Prédicateur plus méchante encore qu'elle n'étoit auparavant. Car il n'y eut personne dans Blois qui fût le latin qui le pût lire sans étonnement , & qui ne fût touché ou de confusion & de honte , s'il étoit ami des Jésuites qui le répandoient ; ou d'indignation contre les Auteurs d'une satyre si outrageuse , s'il considéroit plus l'intérêt de Dieu que celui de la Compagnie qui l'avoit produite.

On ne pouvoit desirer de témoin plus authentique de ce décri général , que le P. Brisacier lui-même , & le trouble prodigieux dont son esprit fut agité , lorsqu'il reconnut combien cette piece infame ruinoit d'honneur ceux qui l'avoient mise au jour. Il s'avisa pour arrêter un peu cette aversion publique d'employer tout ce que la dissimulation la plus hardie , & la plus indigne d'un Chrétien peut trouver de fictions & d'artifices pour couvrir une action noire par un voile encore plus noir. Ce fut de publier une Lettre qu'il écrivoit à son Libraire de Paris , dont le but étoit de faire douter , si ce n'étoit point ces Messieurs qui avoient fait eux-mêmes cette satyre latine contre eux-mêmes , pour en faire retomber le blâme sur lui. Cette Lettre est rapportée toute entiere dans l'*Innocence & la vérité défendue* , p. 74. & elle finit

(a) Seconde Lettre de M. de Calaghan.

V. CL. par ces termes. *Imprimez, je vous prie, cette Lettre en mon nom. Je vous*  
 III. Pe. *en donne mon aveu & suis votre affectionné Serviteur, Jean de Brisfa-*  
 N.XXXIII *cier, de la Compagnie de Jesus. Ce 1 Août 1651. Et on y fait cette*  
 réflexion.

„ Je ne doute point que le Lecteur qui aura considéré avec atten-  
 „ tion ce que j'ai rapporté de ce Libelle latin, n'ait cru qu'on ne  
 „ pourroit rien ajouter à cet excès. Mais je ne fais s'il ne jugera point  
 „ que ce que le P. Brisfacier a osé faire par cette Lettre, est encore  
 „ plus étonnant, & offense en quelque sorte encore davantage la rai-  
 „ son, la sincérité & la pudeur. Car quoiqu'il ne se soit peut-être  
 „ jamais fait de Libelle diffamatoire, où le venin de la médisance la  
 „ plus atroce, de l'insolence la plus altière, & de la vengeance la  
 „ plus cruelle ait plus paru, que dans celui-là; néanmoins c'est en  
 „ soi une chose assez ordinaire à la malice des hommes passionnés,  
 „ de déchirer par toutes sortes d'outrages ceux qu'ils haïssent. Mais  
 „ qu'après qu'un homme a fait composer par un de ses amis & pu-  
 „ blier une invective sanglante contre son adversaire, où il le traite  
 „ avec la dernière indignité depuis le commencement jusqu'à la fin,  
 „ & où il se fait donner de grandes louanges; il ait assez peu de  
 „ front & de conscience, lorsqu'il voit que cette piece réussit contre  
 „ son attente, & le charge lui-même de confusion, pour en vouloir  
 „ rejeter la honte sur son adversaire, en voulant faire croire qu'il  
 „ en est l'Auteur, c'est un tour de fourberie si étrange, que je ne  
 „ pense pas qu'on en ait jamais vu d'exemple depuis que le Démon  
 „ à répandu sa malice dans l'ame des hommes, & les a rendus ca-  
 „ pables de blesser la vérité par toutes sortes d'artifices & de men-  
 „ songes.”

§. 4. *Jansénisme confondu du P. Brisfacier. Image abrégée des excès de*  
*ce Livre.*

Quelque temps après la repartie du P. Brisfacier parut sous ce ti-  
 tre : *Le Jansénisme confondu par le P. de Brisfacier, de la Compagnie*  
*de Jesus, avec la Défense de son Sermon fait à Blois le 29 Mars*  
*dernier. A Paris chez Florentin Lambert au Cloître des Jésuites, 1651.*

On a déjà vu de quelle forte il y soutient les plus furieux empor-  
 tements de son Sermon. Tout le reste est du même air. On en  
 pourra juger par quelques endroits particuliers qu'on rapportera dans  
 la suite.

On y verra un Religieux transporté d'une haine si violente qu'il  
 ne

ne crut pas qu'un seul Docteur de Sorbonne fût un digne objet de V. Cl. sa colere, & qu'il a fallu que pour contenter la grandeur de son animosité, il ait enveloppé avec lui tous les amis : qu'il les ait même marqués par leur propre nom pour les mettre au rang des hérésiques; & qu'il ait représenté le Port-Royal comme une retraite d'hérétiques & de schismatiques, & un lieu de perdition & de naufrage.

N. XXXIII

M. Arnauld

M. le Maître.

On y verra qu'il n'en est pas demeuré là, que les vivants n'ont pas suffi pour rassasier sa vengeance, qu'il l'a portée jusques dans les sépulchres des morts qui reposent en Jesus Christ, & dont la mémoire est en bénédiction parmi les personnes d'honneur & de piété qui les ont connus; que sa haine irréconciliable a été troubler leurs cendres, & lui a inspiré de renouveler contre la pureté de leur foi & l'éminence de leur vertu les plus insignes calomnies, que ses confreres avoient produites dans leurs profanes satyres, & qui avoient été tant de fois, & si invinciblement étouffées.

On y verra qu'il a passé encore plus outre: que ce Jésuite, qui fait tant le brave & le généreux, & qui se donne si souvent le nom de *soldat*, a été si lâche que d'attaquer de simples filles qui étoient à quarante lieues de lui, & qui n'avoient aucune part à sa dispute contre un Docteur de Sorbonne: que la violence de sa passion n'a pu être arrêtée ni par la considération de leur sexe, que les plus barbares auroient épargnée; ni par celle de leur profession toute sainte, que les moins religieux auroient regardée avec respect; ni par celle de leur innocence, que les plus insignes calomniateurs auroient traitée avec plus de retenue; ni par celle de leur singuliere piété, que les plus libertins auroient fait conscience d'outrager; ni par celle de leur pudeur, que les plus insolents & les plus injurieux auroient eu honte de faire rougir.

§. 5. *Le Jansénisme confondu du P. Brisacier, censuré par M. de Gondy Archevêque de Paris.*

Comme ce dernier excès contre les Religieuses de Port-Royal, étoit sinon le plus grand, au moins le plus odieux & le plus inexcusable de tous, ce fut aussi ce qui engagea plus particulièrement M. de Gondy, Archevêque de Paris, de censurer le Livre de votre P. Brisacier.

La premiere pensée des Religieuses fut de ne s'en plaindre qu'à Dieu. Mais ayant su que M. l'Archevêque avoit été averti des diffamations scandaleuses de ce Livre, & qu'il l'avoit déjà mis entre les mains d'un pieux Docteur de Sorbonne pour l'examiner, elles crurent que Dieu

V. Cl. leur donnoit lui-même l'occasion de se jeter aux pieds de leur Pere;  
 III. Pe. pour lui demander justice contre des invectives si sanglantes qui bles-  
 N.XXXIII soient également l'intégrité de leurs mœurs & la pureté de leur foi.  
 La Mere Marie Angelique Arnauld, qui étoit alors leur Abbessé, lui en écrivit ; & comme il la connoissoit depuis long-temps , & qu'il faisoit une estime singulière de sa piété, sa Lettre fut fort bien reçue.

Mais aussi-tôt que vous en fûtes avertis , mes Révérends Peres, vous remuâtes tout Paris pour empêcher qu'on ne touchât à un Livre dont vous faisiez beaucoup d'état, parce que l'Auteur y avoit ramassé tout ce que vous aviez accoutumé de dire de mal contre une Maison & des personnes qui étoient le plus grand objet de votre aversion & de votre jalousie.

Sachant que la Censure étoit résolue, vous fîtes de nouveaux efforts pour en empêcher la publication, & vous employâtes les premières personnes de l'Etat & de l'Eglise, pour les rendre sollicitateurs d'une affaire que vous leur aviez tellement déguisée, que lorsque M. de Paris eut fait entendre de quoi il s'agissoit, ils lui avouerent que ce qu'il vouloit faire étoit très-juste & très-raisonnable. Et ainsi malgré tout votre crédit, la Censure qui est du 29 Décembre 1651, fut publiée au commencement de l'année suivante dans toutes les Eglises Paroissiales de la ville & fauxbourgs de Paris; & imprimée & affichée aux portes de toutes les autres Eglises. Mais il est bon qu'on voie encore ici ce qu'elle a d'essentiel.

„ Entre tous ces tristes événements, un qui est arrivé depuis peu  
 „ nous a très-sensiblement touchés. N'a guere certain Livre a été mis  
 „ au jour sous ce titre : *Le Jansénisme confondu, par le P. Brisacier;*  
 „ avec la *Défense de son Sermon, fait à Blois le 29 Mars dernier;*  
 „ où cet Auteur, sous prétexte de défendre la sainte doctrine de l'E-  
 „ glise, a tellement exercé sa passion, que non content d'user d'un  
 „ style très-piquant contre ceux qu'il tient pour adversaires, il s'est tant  
 „ oublié que de charger une Communauté de Religieuses de cette  
 „ ville, d'innuité de calomnies & d'opprobres, jusques à l'accuser  
 „ d'hérésie, quant à la doctrine; & quant aux mœurs, d'impureté :  
 „ disant même en la page 6 de la quatrième Partie : *Que suivant les*  
 „ *regles prescrites aux filles du S. Sacrement (qu'elles seront tenues*  
 „ *d'observer) on fera une nouvelle Religion, qu'on appellera, les filles*  
 „ *impénitentes, les désespérées, les asacramentaires, les incommuniantes,*  
 „ *les fantastiques &c. les Vierges folles, & tout ce qu'il vous plaira,*  
 „ *dont l'original sera à Port-Royal, & autre part la copie : nous taxe*  
 „ de connivence à ces désordres prétendus; attendu que cela ne pour-

„ roit être ainsi, que nous ne fussions coupables des mêmes crimes, V. Cl.  
 „ d'autant que ce Monastere de Religieuses est sous notre pleine ju-III. Pe.  
 „ risdiction, visite & correction. Mais comme nous sommes fort en-N.XXXIII  
 „ clins à pardonner les injures faites à notre personne, aussi sommes-  
 „ nous étroitement obligés de faire réparer celles qui choquent notre  
 „ dignité, & encore plus de protéger l'innocence des Vierges con-  
 „ sacrées à Notre Seigneur, que S. Cyprien appelloit la plus illustre  
 „ portion de son héritage, & la fleur la plus odoriférante de toutes  
 „ celles de son Eglise. C'est pourquoi nous avons cru devoir inces-  
 „ samment remédier à un si grand scandale, pour en empêcher les  
 „ effets, & éviter les pernicieuses conséquences. De-là est, qu'après  
 „ avoir vu & considéré le dit Libelle, & icelui fait voir & examiner  
 „ par personnes doctes & pieuses; nous l'avons condamné, & con-  
 „ dammons par ces présentes, comme injurieux, calomnieux, & qui  
 „ contient plusieurs mensonges & impostures : déclaré & déclarons  
 „ lesdites Religieuses de Port-Royal pures & innocentes des crimes  
 „ dont l'Auteur a voulu noircir la candeur de leurs bonnes mœurs,  
 „ & offenser leur intégrité & religion, de laquelle nous sommes as-  
 „ surés avec une entiere certitude. Et pour obvier aux mauvaises im-  
 „ pressions que cet Auteur a voulu donner à ses Lecteurs au contraire,  
 „ nous avons défendu & défendons &c.

§. 6. *Lettre d'importance du P. Brisacier contre cette Censure de l'Archevêque de Paris.*

Un si rude coup, mes Révérends Peres, vous devoit rendre plus  
 sages, & vous obliger à commander au moins à votre Déclamateur  
 outrageux de demeurer dans le silence, si vous n'aviez pas eu assez  
 d'humilité pour lui enjoindre de déclarer publiquement qu'il se sou-  
 mettoit à la Censure, & se repentoit de ses excès.

Mais comme il étoit dans une disposition bien opposée, qui se trou-  
 voit conforme à votre génie, vous le laissâtes agir selon son humeur  
 martiale. Il n'eut pas plutôt vu cette Censure, qu'il fit imprimer à  
 Paris, par le même Libraire, demeurant au Cloître de votre Maison  
 Professe qui débitoit son *Jansénisme confondu*, une Lettre datée de  
 Blois, du 6 Janvier, pour faire croire qu'il n'avoit pas encore vu la  
 Censure publiée le 7, mais qu'il avoit seulement été averti qu'on en  
 vouloit faire une. Il lui avoit donné ce titre insolent: *Lettre d'Im-  
 portance sur le Livre du Jansénisme confondu, composé par le Révérend  
 Pere Brisacier*. Vous eûtes d'abord, Mes Peres, quelque retenue.



V. CL. Vous ne donniez cette *Lettre d'importance* qu'à vos amis : mais étant  
 III. Pe. devenus plus hardis quelques jours après, vous permîtes à votre Li-  
 N.XXXIII braire de la vendre publiquement. On eut d'autant plus de sujet d'en  
 admirer l'insolence, qu'on reconnut aisément qu'elle étoit antidatée,  
 & qu'il falloit nécessairement qu'elle eût été écrite après la Censure ;  
 car ce qui y est dit qu'on objectoit au P. Brisacier, *que les Religieuses*  
*de Port - Royal sont taxées dans son Livre d'hérésie & d'impureté ; ce*  
*qui ne pourroit être sans que Monseigneur l'Archevêque en fût aussi cou-*  
*pable, d'autant que ses Religieuses sont sous sa juridiction, est pris vi-*  
*siblement de la Censure : ce qui fit appliquer à ce Jésuite cette pa-*  
*role d'un ancien Pere : Voluntatem eum habere mentiendi, artem fin-*  
*gendi non habere.*

S. 7. *Défense de la Censure de Monseigneur l'Archevêque, contre*  
*cette Lettre d'importance.*

Il n'étoit pas juste que cette *Lettre d'importance* demeurât sans Ré-  
 ponse ; & qu'on laissât triompher l'insolence d'un Jésuite du juge-  
 ment si équitable d'un Archevêque. On la fit donc & on y donna ce  
 titre : *Défense de la Censure que Monseigneur l'Archevêque de Paris a*  
*faite, du Livre du P. Brisacier Jésuite, pour la justification du Mo-*  
*naftere de Port - Royal. Contre une Lettre imprimée & publiée sous ce*  
*titre : Lettre d'Importance sur le Livre du Jansénisme confondu, com-*  
*posé par le Révérend Pere Brisacier. Avec un Extrait des principales in-*  
*juries, impostures & calomnies dont ce Livre est rempli (a).*

Il seroit trop long de rapporter ici même en abrégé, tout ce que  
 l'Auteur de cette Défense a remarqué de faux ; d'impertinent & d'ou-  
 trageux dans cette nouvelle Lettre du P. Brisacier. Le Public pourra  
 juger de son aveuglement & de son emportement, par le premier des  
 six reproches qu'il fait contre la Censure. *C'est, dit-il, que les Ca-*  
*tholiques en ont été surpris & également touchés de douleur & d'étonne-*  
*ment.* Et voici la réflexion qu'on y a faite. Si les Catholiques sont  
 surpris de cette Censure, & en sont touchés de douleur, celui qui  
 l'a faite avec l'avis de son Conseil, celui qui a ordonné qu'on la pu-  
 bliât dans toutes les Paroisses de Paris, comme un remède nécessaire  
 à un scandale public, n'est donc plus Catholique selon cet Auteur.  
 Quelle hardiesse ! Ou plutôt quel attentat, non seulement contre l'au-  
 torité, mais aussi contre la personne de Monseigneur l'Archevêque

(a) [ Voyez ci-dessus Chap. I. I. Exemple. ]

de Paris. Il a cessé d'être Catholique ; il a perdu cette qualité si précieuse, si-tôt qu'il a employé sa puissance épiscopale à réprimer les excès & la violence d'un Jésuite ! S'il avoit souffert que par le Libelle N. XXXIII le plus injurieux & le plus sanglant qui fut jamais , imprimé dans Paris même , débité dans le Cloître des Jésuites , & portant en tête le nom d'un Jésuite , l'innocence & la réputation de toute une Maison Religieuse fussent impunément outragées , il seroit parfaitement Catholique ; & tous les Catholiques , que les Jésuites par un privilege rare de leur Société , font toujours entrer dans tous leurs intérêts & dans toutes leurs querelles , l'auroient comblé de bénédictions & de louanges. Peut-être même qu'ils lui auroient fait la grace de ne le pas rayer du nombre des Catholiques , s'il avoit bien voulu se laisser tromper par quelque fantôme de satisfaction , où ils se seroient joués de lui , comme ils ont fait d'autres Evêques en de pareilles occasions , en niant hardiment , ainsi qu'ils font dans cette Lettre , qu'il soit dit un seul mot dans ce Livre des filles de Port-Royal. Mais parce qu'il a été assez juste , pour ne pas souffrir que la piété de ces Vierges consacrées à Dieu fût noircie par de si atroces impostures ; assez généreux , pour protéger la foiblesse de ces humbles Religieuses contre la violence & le crédit d'une Compagnie qui travaille plus à se faire craindre qu'à se rendre digne d'être aimée ; & assez éclairé pour ne se pas laisser surprendre aux illusions & aux équivoques des rétractations fantastiques & imaginaires dont ces bons Pères le vouloient payer ; c'est-à-dire , parce qu'il a été un équitable Archevêque , un charitable Pere , & un Juge clair-voyant , il a cessé , selon eux , d'être Catholique.

§. 8. Du Livre intitulé : *L'Innocence & la Vérité défendue*, &c.

On se pouvoit contenter de la *Défense de la Censure* , & de l'Extrait qu'on y avoit fait des atroces calomnies dont est rempli le *Jansénisme confondu* de votre P. Brisacier , pour en faire avoir de l'horreur : mais on jugea qu'il étoit bon d'instruire davantage le public sur l'énormité des médisances qu'on n'avoit fait que rapporter , & d'éclaircir divers points de Théologie qu'il avoit pris pour sujet de ses outrageuses déclamations.

C'est ce que l'on fit dans le Livre intitulé : *L'Innocence & la Vérité défendues* , contre les calomnies & les faussetés que les Jésuites ont employées en divers libelles pour déchirer les vivants & les morts , & décrier la doctrine sainte de la Pénitence & de la Grace ; & que le P. Brisacier a recueillies , y en ajoutant beaucoup de nouvelles , dans son Li-

V. CL. *vre censuré par M. l'Archevêque de Paris, intitulé : Le Jansénisme*  
 III. Pe. confondu.

N.XXXIII Je ne savois pas que le P. Brisacier eût rien répondu à ce Livre. Mais ayant voulu voir ce qu'on disoit de ce Pere dans le nouveau Catalogue de vos Ecrivains, j'y ai trouvé ce qui suit : *Edidit idiomate gallico : Jansenismum confusum, in Advocato Domini Calagban. Parisiis apud Florentinum Lambert 1651.* On dissimule que ce Livre eût été censuré par l'Archevêque de Paris comme plein d'injures & de calomnies ; mais on marque en ces termes qu'il n'avoit pas laissé de le soutenir : *Item Innocentiam & Veritatem recognitas in probationibus invincibilibus malæ fidei Domini Calagban, pro responso ad Librum inscriptum : Innocentia & Veritas defensa; ipsi adscriptum Parisiis.*

Je ne me souviens point d'avoir jamais vu ce Livre : mais vous me feriez plaisir, mes Révérends Peres, de me faire savoir où je le pourrai trouver ; car ce sera sans doute une pièce rare, & où ce brave Jésuite aura signalé la hardiesse ordinaire à vos Ecrivains, de faire passer les plus méchantes couleurs dont ils appuyent leurs calomnies, pour des *preuves incontestables* de la mauvaise foi de leurs adversaires : témoin votre P. Tellier, qui s'étoit vanté de la même sorte, qu'il feroit voir par des *preuves incontestables* la mauvaise foi des Moralistes, qui avoient débité pour de bonnes pièces les Lettres supposées à Dom Jean de Palafox & au B. Louis Sotelo ; & qui vient d'apprendre à sa grande confusion, que toute la ville de Rome fait maintenant que l'original de la première de ces deux Lettres s'est trouvé depuis peu dans les Archives du S. Office, & que l'original de la seconde est dans les Archives de la Congrégation de *Propaganda Fide*.

S. 9. *Liste des plus grossières calomnies du P. Brisacier dans son Jansénisme confondu.*

Pour éviter une longueur ennuyeuse, je réduirai ces calomnies à divers exemples : Je renverrai, pour la plus grande partie des passages du *Jansénisme confondu* à la *Défense de la Censure* de M. l'Archevêque de Paris, à la fin de laquelle ils se trouvent mot pour mot, & je n'en rapporterai que quelques-uns, parce qu'ils m'ont paru plus importants que les autres.

# I. E X E M P L E.

Après avoir reconnu, selon la vérité, qu'il ne peut ni ne doit ap-

peller les personnes hérétiques, quoique leurs opinions fussent des V. Cl. hérésies, il se condamne lui-même en appelant en vingt endroits de III. Pe. son Livre M. de Calaghan & ses amis, des hérétiques, des hypocrites, N. XXXIII des béréfiques; des pestes de la Religion; des personnes révoltées contre l'Eglise leur Mere; séparés de sa communion, excommuniés, dont tous les Catholiques doivent fuir la conversation, rejeter la communion, refuser l'absolution; des opiniâtres incurables, d'une opiniâreté diabolique; des perdus, déçus de la foi, de l'espérance, & de la charité, dignes de l'enfer & du feu qui sont les apanages des hérétiques.

## II. EXEMPLE.

Que le Sr. Calaghan & ses amis font dans une nouvelle Eglise, pleine d'abominations & d'impiétés, où les hommes se tuent eux-mêmes, & où les Vierges accusent Dieu de leurs impudicités & de leurs adulteres.

## III. EXEMPLE.

J'ai cru devoir mettre dans cet exemple le passage entier de votre Ecrivain, parce qu'il est trop important, comprenant seul un grand nombre de calomnies atroces.

„ Ne trouvez pas mauvais que je publie dans mes Ecrits, que  
„ vous êtes en vérité, nonobstant toutes vos oppositions, des sectai-  
„ res, des Prélats du Démon, & des portes d'enfer. Ce sont des ti-  
„ tres, que je ne vous donne pas par forme d'injure, mais par né-  
„ cessité. Vous m'y obligez, en sorte que je ne saurois vous ôter  
„ cette qualité par ma réponse, sans faire injure à la vérité, si vous  
„ êtes opiniâtres.

„ *Oui vous l'êtes*, parce que vous abolissez les indulgences, le culte  
„ de la Vierge & des Saints, les basses messes, les confessions des  
„ péchés véniels, les Sacraments de Pénitence & d'Eucharistie, les  
„ vertus théologiques & morales.

„ *Oui vous l'êtes*, parce que vous ôtez à notre liberté son indiffé-  
„ rence, à notre volonté les graces suffisantes, & à notre ame la  
„ puissance de garder les Commandements de Dieu, que vous dites  
„ être impossibles.

„ *Oui vous l'êtes*, puisque vous égalez les Curés & les Prêtres  
„ avec les Evêques, & les Evêques avec le Pape; puisque vous tenez  
„ que les Evêques cessent d'être Evêques, & par même raison, les

V. CII. „ Rois cessent d'être Rois, & les Magistrats ne sont plus Magistrats

III. P. „ quand ils sont en péché mortel.

N.XXXIII „ *Oui vous l'êtes*, quand vous dites que depuis 400 ans il n'y a  
 „ plus d'Eglise „ que Dieu prend plaisir à la détruire; qu'il faut  
 „ suivre les mouvements intérieurs, contre les Loix de Dieu, des  
 „ Princes & de l'Eglise.

„ *Oui vous l'êtes*, par les pénitences extravagantes, indiscrettes &  
 „ déraisonnables que vous imposez: de ne point boire de vin du  
 „ tout à des gens qui travaillent à la terre; de garder un silence  
 „ étroit sans parler, à des personnes de ménage; de se tenir des heu-  
 „ res entières le ventre nud sur terre à des femmes incommodées,  
 „ dont les unes sont mortes, les autres sont folles, les autres mani-  
 „ festent leur péché par leur prière.

„ *Oui vous l'êtes*, par une infinité d'autres visions que vous avez  
 „ empruntées de Luther, de Calvin, de Wiclef, & de tous les au-  
 „ tres hérétiques dont vous êtes sectaires.

„ *Oui vous l'êtes*, parce que vous ne renoncez à ce que vous possé-  
 „ dez que pour bâtir le trésor de l'Antechrist, & faire fond dans la  
 „ nouvelle boîte à Perrete pour combattre l'Eglise.”

On peut voir la réfutation de ces calomnies dans l'Innocence & la  
 Vérité défendues IV. Partie art. 1. qui a pour titre: *Le P. Brisacier*  
*convaincu de vingt-deux Impostures, en vingt-deux Chefs d'accusa-*  
*tion d'erreur ou d'hérésie qu'il impose fausement à M. Calaghan & à*  
*ses amis.*

#### IV. E X E M P L E.

Il reproche à ses adversaires, d'être des chiens muets & des héré-  
 tiques impudents, qui recherchent les bons morceaux, les Abbayes  
 & les Prieurés; & au R. Desmarest en particulier, d'avoir troqué  
 douze Chres toujours avec réserve de pension; ce qu'on a déjà fait  
 voir ci-dessus être d'impudents mensonges.

#### V. E X E M P L E.

Diffamations scandaleuses, fausses histoires, & calomnies abomi-  
 nables touchant les vices infames, fondées sur de noires impostures  
 contre la doctrine.

VI. E X E M P L E.

V. CL.  
III. Pe.  
N. XXXIII

Que la Maison de Port-Royal est un lieu de perdition & de damnation; une retraite de Schismatiques & d'Hérétiques, qui rejettent les images, qui n'honorent point la Vierge &c.

VII. E X E M P L E.

Injures atroces contre les Filles de Port-Royal du S. Sacrement, fondées sur l'horrible calomnie d'une impiété & d'un blasphème exécrable qu'il dit être dans leurs Regles.

VIII. E X E M P L E.

Contre la mémoire du feu Abbé de S. Cyran, qu'il appelle le monstre de notre siècle, l'Apôtre de l'Evangile extravagant, un Maître illustre en extravagance, qui avoit perdu la foi, s'étoit révolté contre les Successeurs de S. Pierre, ne reconnoissoit plus d'Eglise depuis quatre siècles, & tenoit diverses erreurs & impiétés qu'il lui impute très-faussement.

IX. E X E M P L E.

Que les Sieurs Arnould Docteur de Sorbonne & le Maître, sont des hérésiarques, qui empestent & qui corrompent par contagion.

X. E X E M P L E.

Qu'il n'y a point de Catholique qui ne déteste les Heures de Port-Royal, comme une sentine d'erreurs, une grenade d'impiété, une voirie de toutes les Œuvres de Calvin, ramassées en bon françois sous le titre specieux d'Office de la Vierge : qu'il les faut porter à Charenton & à Geneve, pour y trouver faveur par l'affinité. Et que si elles ont eu quelque cours, elles l'ont pris de ce canal boueux & de cette porte d'enfer.

Comme il sera bon de tenir registre de vos calomnies, je ne crois pas que l'on trouve que ce soit trop, si je compte pour trente celles que l'on peut tirer du seul Livre de votre P. Brisacier.

V. Cl.

III. Pe.

N. XXXIII

§. 10. *Qu'on ne peut dire des excès du P. Brisfacier, que ce sont des fautes d'un particulier auxquelles la Compagnie n'a point pris de part.*

Tout ce que pourroient dire vos meilleurs amis, mes Révérends Peres, est que ces excès du P. Brisfacier sont les fautes d'un particulier, qu'on ne doit point reprocher à la Compagnie.

Cela seroit vrai si la Compagnie n'y avoit point pris de part, & qu'elle eût fait ce que les regles du Christianisme l'obligeoient de faire en une pareille rencontre, qui étoit d'arrêter la licence effrénée de ce calomnieux Ecrivain.

Mais comment pourroit-on supposer qu'elle n'y a point pris de part ? 1°. Nul Jésuite ne peut faire imprimer de Livre qu'avec la permission du Provincial qui ne la donne que sur l'approbation de deux ou trois de vos Théologiens. S'il y en a qui s'exemptent de cet assujettissement, ce ne peut être que quand un Livre paroît sans nom ou sous un faux nom : comme on peut bien croire que votre P. Théophile Raynauld n'eut pas la permission de son Provincial, pour faire imprimer son *Hipparchus Negotiator*, où il parle si fortement contre votre commerce. Mais le *Jansénisme confondu* de votre P. Brisfacier, plein de tant de faussetés, de calomnies & d'impertinences, portant dans le frontispice, *par le P. Brisfacier de la Compagnie de Jesus*, on ne peut douter que le Règlement de vos Constitutions n'y ait été observé.

2°. On a fait imprimer les Extraits de deux ou trois Lettres qui n'ont point été contredites, qui font voir l'estime que l'on faisoit de ce Livre dans la Compagnie ; l'une est du P. Millet de la Fleche, du 8. Novembre 1651 à un Ecclésiastique : *Le P. Brisfacier a fait une Réponse au Libelle que les Jansénistes ont imprimé contre lui. Elle est excellente, & accommode comme il faut le Sieur Calaghan qui en est le sujet.* Dans une autre du même Jésuite au même Ecclésiastique : *Nos Libraires n'ont point encore la Réponse du P. Brisfacier ; & comme il n'y en a au College qu'un Exemplaire que chacun veut voir ; je n'ai pu vous l'envoyer. Je vous conjure de le faire venir de Paris ; car je n'ai point encore vu d'ouvrage de cette matière, qui confonde les Jansénistes au point qu'il le fait. Il est fort docte & très-éloquent* Dans une troisieme Lettre, qui est d'une personne de Blois du 20 Décembre 1651. *Je crois facilement, Monsieur, ce que vous m'écrivez avoir appris de bonne part, que les Jésuites de la Maison Professe de*

*Saint Louis ont eu entre eux diverses conférences pour examiner le Li. V. Cl. tre du P. Brisacier, avant que de le donner au Public. Car un des III. P<sup>es</sup>. premiers hommes de cette ville lui ayant dit qu'il s'étonnoit qu'il eût N.XXXIII mis tant d'injures dans son Livre; qu'il ne comprenoit pas comment ses confreres l'avoient souffert: ce Pere lui a répondu, qu'il n'y avoit rien mis que ces Peres n'eussent trouvé bon. Je sais aussi certainement qu'un des principaux Peres de cette Société, & qui a été Provincial, a dit à un Ecclésiastique, qui lui faisoit la même plainte, que c'étoit le premier Livre du P. Brisacier, & qu'il eût été trop cruel d'éteindre un premier enfant. Et dans une quatrieme de Poitiers du 2 Décembre 1651. Le P. Paulin (Confesseur du Roi) témoigne faire grande estime du Livre du P. Brisacier son Confrere, & sur-tout admirer beaucoup sa modération & sa retenue. Car en le présentant lui-même à une personne de condition, il l'a assuré qu'il verroit une réponse toute remplie de modestie & de charité, au lieu des injures qu'on lui a dites.*

3°. Ce Livre portant au frontispice qu'il se débitoit dans le Cloître de votre Maison Professe de Paris, par Florentin Lambert votre Libraire, comment pourriez-vous faire croire que vous n'y avez point pris de part?

4°. Si cela étoit, vous n'auriez eu qu'à le défavouer, quand vous sûtes que M. l'Archevêque de Paris le vouloit censurer. Et bien loin de cela, vous employâtes tout votre crédit pour empêcher cette censure: & vous permîtes à ce Pere de faire imprimer dans votre même Cloître où étoit imprimé son Livre, cette Lettre d'importance, qui est la piece la plus insolente que l'on se puisse imaginer, comme nous venons de le faire voir.

5°. Ce n'est pas tout. Vous nous apprenez par le Catalogue de vos Ecrivains, qu'il poussa sa hardiesse jusqu'à prétendre dans un second Livre, soutenir par des preuves incontestables tout ce qu'il avoit dit de calomnieux dans le premier. Et ne disant rien dans cet endroit de votre Catalogue qui ne donne une idée fort avantageuse de votre P. Brisacier, n'est-ce pas faire entendre que vous ne trouvez rien que de bon dans ces deux Livres, qui sont les seuls qu'il ait faits?

6°. La conduite que vous avez tenue envers la personne ne prouve pas moins, que vous ne vous êtes pas retractés du jugement avantageux que vous avez fait d'abord de son Sermon & de son Livre. Après des actions si scandaleuses vous auriez dû au moins le reléguer dans quelque College obscur pour y pleurer ses excès. Vous



V. CL. avez fait tout le contraire. Il n'étoit que Prédicateur de votre College  
 III. Pe. de Blois, lorsqu'il se dechaina avec tant d'empportement contre un  
 N.XXXIII Docteur de Sorbonne, qui ne lui avoit jamais donné le moindre sujet de plainte. Au lieu de l'en punir, il en fut récompensé par la charge de Recteur du même College, à laquelle il fut élevé quelque temps après. Et ce fut dans cette dignité qu'il combla la mesure de ses criminelles calomnies, par son *Jansénisme confondu*. S'il fut mortifié par la Censure de M. l'Archevêque de Paris, & par le Livre de *l'Innocence & la Vérité défendues*, qui fit voir à toute la France les impertinences, les erreurs & les impostures de son Livre, vous n'en fûtes que plus portés à lui donner de plus grands emplois. Vous le fites passer du Rectorat de Blois à un beaucoup plus honorable, qui fut celui de Rouen, où il se signala par un différent qu'il eut avec les Curés de cette ville, qui le couvrit de confusion; & vous le mîtes depuis sur le plus grand théâtre de votre Compagnie à l'égard de la France, en le faisant Supérieur de votre Maison Professe de Paris. Ainsi vos amis ne peuvent vous excuser par cette maxime qui est souvent vraie, mais qui ne l'est pas en cette rencontre, qu'on ne doit point imputer au Corps les fautes d'un particulier. Il n'y a donc pas moyen de vous échapper. Vous ne sauriez empêcher qu'on ne vous impute les excès scandaleux de votre P. Brisacier, à moins que d'en demander pardon à Dieu & à l'Eglise, en reconnoissant que non seulement ce Pere, mais tous les autres qui, de vive voix ou par écrit, ont publié les mêmes choses pour décrier de pieux Ecclésiastiques & de saintes Religieuses, ne l'ont pu faire sans blesser la vérité & la justice.

## CHAPITRE VII.

*Calomnies accompagnées de fourberies pour les faire plus facilement recevoir.*

**I**L n'y a guere de calomnies plus diaboliques que celles qu'on accompagne de fourberies pour les rendre plus croyables, & les faire recevoir plus facilement. Ces fourberies sont de diverses sortes: & c'est ce que l'on comprendra mieux par les exemples que vos Ecrivains nous en ont fournis, mes Révérends Peres; car ils en ont employé contre nous de toute maniere,

## I. E X E M P L E.

V. Cl.

III. Pe.

N. XXXIII

Ne trouvant pas dans nos ouvrages de véritables sujets d'accusation, vous vous êtes avisés de faire vous-mêmes des Ecrits impertinents, pleins d'erreurs & de folies, ou sous le nom de personnes qui nous écrivoient comme étant d'intelligence avec nous, ou sous notre nom même.

Ce fut la première machine que vous employâtes contre le Livre de la Fréquente Communion. Vous fîtes tomber entre les mains de M. Arnauld un paquet où il y avoit une Lettre décachetée, avec un billet de celui qui le lui adressoit, qui lui demandoit pardon de ce qu'il l'avoit ouverte, & de ce que l'ayant trouvée si belle il en avoit retenu une copie. Mais quand ce Docteur vit en la lisant qu'elle étoit écrite au nom d'un Ministre prétendu Réformé, qui lui faisoit de grandes congratulations, de ce qu'il travailloit à leur exemple à la réforme de l'Eglise, & qui le louoit de ce qu'il n'avoit pas dit d'abord tous ses sentiments; quoiqu'il fût encore jeune & peu soupçonneux; il n'eut pas de peine à découvrir une tromperie si grossière. Il se douta bien que cette Lettre, qui n'étoit que manuscrite, seroit bientôt imprimée, comme elle le fut en effet; & que cela ne tendoit qu'à faire croire au peuple que ce Livre approuvé par tant d'Evéques, avoit été fait par une intelligence secrète avec les Ministres de Charenton, ou qu'au moins ils en pouvoient tirer de grands avantages. Mais tout le monde se moqua de cette supercherie.

## II. E X E M P L E.

Le mauvais succès de cette première tentative, ne vous a pas rendus plus retenus, & vous avez fait encore pis dans la suite. Car pour mieux tromper les simples, & leur donner tout lieu de croire que nous étions effectivement coupables des erreurs que vous nous imputiez, vous avez eu la malice de nous faire parler nous-mêmes, en répandant sous notre nom, des Ecrits remplis de tout ce que vous aviez cherché inutilement dans nos véritables ouvrages. Le premier de cette nature est celui auquel vous donnâtes pour titre: *Le Manifeste des Jansénistes, composé par l'Assemblée de Port-Royal*. Mais on en découvrit aussi-tôt les insignes friponneries d'une manière si claire & si convaincante, par la Réponse que l'on y fit, & que l'on vous

V. CL. adressa , (a) que vous n'en reçûtes que de la honte ; & on n'a plus  
 III. Pe. osé depuis , que je sache , en faire aucune mention.  
 N.XXXIII

### III. E X E M P L E.

Vous n'avez pas mieux réussi dans un autre , auquel vous donnâtes pour titre : *Lettre circulaire des Prêtres de Port-Royal , adressée aux Disciples de S. Augustin* , à laquelle vous aviez joint divers *Règlements & Constitutions* , que vous feigniez que ces Prêtres leur donnoient. Vous la fîtes publier en 1654 , par le Sr. Marandé , qui de Commis au Greffe de la Cour des Aides s'étoit érigé en Conseiller & Aumônier du Roi. Vous fîtes croire à ce pauvre homme , que cette *Lettre circulaire venoit originairement d'un Janséniste converti* (qu'on se gardoit bien de nommer) *qu'elle avoit été vue en diverses Provinces il y avoit déjà deux ans , & qu'il y en avoit tant de copies à Paris , que ce n'étoit plus une chose secrète , mais publique & connue de la plupart des curieux*. Il avoit néanmoins quelque peine de publier une telle piece. Et c'est ce qui lui fait ajouter : *Comme j'aime la sincérité , & qu'il n'est pas raisonnable d'imposer aucune chose à personne , je la présente ici telle qu'elle est , pour en laisser le jugement aux habiles. Que si ceux dont elle porte le nom la désavouent , je ne prétends pas les en rendre coupables , quelques fortes conjectures qui me pussent persuader le contraire , si elles n'étoient certaines & assurées.*

Il auroit été plus excusable s'il en fût demeuré là. Mais il a tout gâté lorsqu'il s'est avisé de nous marquer ses fortes conjectures , tant elles sont extravagantes & indignes d'être réfutées. Mais ce qui revient à mon sujet , est de rapporter quelques-unes des principales calomnies de l'impudent Auteur de cette Lettre circulaire.

1°. Il fait signer cette Lettre par les Prêtres de Port-Royal ; & par conséquent par des personnes appliquées à la conduite de Vierges consacrées à Dieu , & obligées par vœu à la pratique des conseils évangéliques , qui est ce que les Catholiques appellent *œuvres de surérogation*. Et ce Fourbe fait dire à ces Prêtres dès le commencement de cette Lettre : *Nous pouvons innocemment prendre la même route que Calvin , qui ne se fût pas établi si heureusement qu'il a fait , s'il n'eût abattu l'orgueil des Moines , & attaqué la doctrine gênante des œuvres de surérogation & des mérites , qui fait leur pain quotidien.*

(a) [ Voyez cette Réponse ci-dessus V. Classe III. Part. N. VI. sous ce titre : *Réponse aux Peres Jésuites , touchant . . . . Le Manifeste &c.* ]

2°. Il fait dire à ces mêmes Prêtres de Port-Royal, qu'une des V. CL. principales fins de l'union entre les Disciples de S. Augustin doit être de III. P détruire les Religieux, & que c'est pour cela qu'il faut détruire la N. XXXIII doctrine des mérites, parce que tant qu'elle subsistera, ceux qui ont soin de leur salut s'adresseront aux Moines qu'ils croient être les seuls dépositaires des secrets de Dieu, & ils s'appliqueront à faire beaucoup d'aumônes aux pauvres, entre lesquels les Moines tiennent le premier rang. Y eut-il jamais de plus folles impostures?

3°. Il feint que ces Messieurs de Port-Royal se déclarent eux-mêmes hypocrites & menteurs; ce qui auroit été un beau moyen pour attirer bien du monde à eux. Hypocrites, en leur faisant dire, que pour s'établir dans l'estime des peuples, il est à propos de bien régler ses mœurs, au moins quant à l'extérieur: Menteurs, en leur faisant avertir leurs associés, qu'en beaucoup de points importants ils peuvent dire le contraire de ce que ce fourbe suppose qu'ils pensent, & leur faisant prendre cette précaution à l'égard de cette piece même: Que si par malheur elle tomboit en des mains ennemies, tous les Disciples la désavoueraient, ou de bouche, ou même par écrit, s'il est expédient pour le bien de cette union.

4°. Enfin il a l'effronterie de leur faire avouer les erreurs & les hérésies dont vous avez accoutumé de les accuser, & qu'ils ont toujours fait voir être de pures calomnies: & quelques-unes mêmes que vous n'aviez pas eu la hardiesse de leur imputer. Il est bon de mettre ici une liste des principales.

*Que la grace donne à la volonté une nécessité d'agir antécédente.*

*Qu'il n'y a de liberté que celle qui est opposée à la contrainte.*

*Que la grace n'a jamais d'effet dans les réprouvés, & que même nulle grace ne leur est donnée.*

*Que la grace fait tout en nous & sans nous.*

*Que c'est un orgueil criminel de dire que nous ayons aucune part aux actions de piété, & que nous puissions avoir aucun mérite.*

*Qu'il faut abolir la doctrine du mérite aussi-bien que celle des œuvres de surérogation.*

*Que les mortifications des Moines sont gênantes, & ne servent de rien à nous sommes en grace; & que si nous n'y sommes pas, ce sont autant de péchés mortels.*

*Que si le Concile de Trente témoigne le contraire, il n'est pas œcuménique, & n'étoit composé que de Moines violets & autres.*

*Que quand on a reçu une fois la grace efficace c'est une grande marque de prédestination.*

V. CL. On peut donc mettre encore ces neuf impostures sur le compte  
 III. P<sup>e</sup>. de vos calomnies.  
 N.XXXIII

#### IV. E X E M P L E.

Le Sr. *Marandé* qui a le premier fait imprimer cette Lettre circulaire, dit *qu'il faudroit être pire qu'un Démon pour supposer une piece semblable à ses plus grands adversaires*. Or il est plus clair que le jour qu'elle a été supposée aux Prêtres de Port-Royal. On vous laisse, mes Révérends Peres, à en tirer la conclusion. Mais on ajoute que s'il a fallu être pire qu'un Démon pour l'avoir forgée, il n'a pas fallu être moins méchant, pour en faire l'usage qu'en a fait votre P. *Meynier* dans un Livre qui porte son nom, où il avoit entrepris de prouver que Port-Royal étoit Calviniste sur le sujet, de l'Eucharistie. Il avoit besoin pour cela de supposer qu'on ne croyoit pas à Port-Royal que le Concile de Trente fût œcuménique. Il assure sans façon que cela étoit ainsi, & que Port-Royal l'avouoit à ses confidents. *Il faut*, dit-il, *reconnoître que le sacrifice de la Messe sert pour les morts, comme le Concile de Trente l'a décidé, ou croire, comme dit Port-Royal dans sa Lettre circulaire, que le Concile de Trente n'étoit pas œcuménique, & n'étoit composé que de Moines violets & autres*.

Sont-ce là des choses que l'on puisse sans crime attribuer à ses adversaires, à moins qu'on ne soit bien assuré qu'ils en sont coupables? Mais ce Jésuite étoit si peu assuré que les Ecclésiastiques de Port-Royal le fussent de ce qu'il leur impose, que dans un autre endroit de ce même Livre, trente pages plus bas, il est contraint de confesser que Port-Royal désavouoit cette Lettre circulaire (a). Or le premier qui l'avoit publiée étoit demeuré d'accord : *que si ceux dont elle porte le nom la désavouent, on ne devra pas croire qu'elle est d'eux, si on n'en a des preuves d'une évidence certaine & assurée*. Quelle est donc l'évidence qui a obligé le P. *Meynier* à n'avoir aucun égard à ce désaveu? C'est que nous (Jésuites) sommes résolus de soutenir toujours qu'elle est de Port-Royal, quoi que Port-Royal en puisse dire, & quel que désaveu qu'il en puisse faire. Car c'est ce que signifie la manière dont il en parle en la page 58. *La Lettre circulaire que le Port-Royal désavoue, & que même après ce désaveu les sages & les savants (c'est-*

(a) [ M. Arnauld l'avoit fait en 1655. dans sa seconde Lettre d'un Duc & Pair &c. Voyez cette Lettre ci-dessus, IV. Classe, IV. Part. N. II. ]

à-dire nous autres Jésuites) soutiennent être un ouvrage de cette secte, V. Cl. donne cette louange à Geneve, &c.

III. Pe.

N'est-ce pas mettre à bout la patience du genre humain? Car qui ne pourra-t-on point rendre coupable, si on devient criminel par les friponneries de ses ennemis? Qui sera le Théologien Catholique, qu'on ne pourra point rendre suspect de toutes les hérésies que l'on voudra, s'il suffit pour cela de forger une Lettre sous son nom, dans laquelle on lui fasse avancer ces hérésies? Et si après qu'il l'aura désavouée, on n'a qu'à se moquer de son désaveu, en disant: *Que quoi-qu'il la désavoue, les sages & les savants soutiennent qu'elle est de lui.*

# V. E X E M P L E.

Après avoir fait en France, mes Révérends Peres, tout l'usage que vous avez pu de cette abominable Lettre circulaire dont nous venons de parler, vous vous êtes avisés depuis quelques années de la répandre dans les Pays-Bas Espagnols & Hollandois. Et pour en venir plus aisément à bout, vous l'avez détachée du gros livre des Inconvénients d'Etat du sieur Marandé, & vous en avez fait un Livre de quinze ou seize feuillets, sous ce titre: *L'origine & les causes du Jansénisme, avec certains réglemens & instructions, mises au jour par le sieur Marandé, Conseiller & Aumônier du Roi, au livre des Inconvénients d'Etat du Jansénisme dédié au Roi.*

Ce Libelle (qui n'est qu'un Extrait des *Inconvénients d'Etat* du sieur Marandé) a deux parties. La premiere n'est qu'un amas d'impertinences, de faussetés & d'impostures contre M. Jansénius, & M. de S. Cyran. La seconde, qui commence à la page 12, est ce qui en fait le capital, & auquel le reste n'a servi que de préambule; car on voit assez que votre but n'a été que d'empoisonner les simples par les mensonges de la prétendue Lettre circulaire de Messieurs de Port-Royal. Mais pour les faire mieux recevoir, vous avez usé de deux ou trois supercheries.

1°. En mettant un avis du sieur Marandé sur cette Lettre, vous n'en avez laissé que les douze premieres lignes, & vous en avez retranché tout ce qui faisoit voir qu'il n'en parloit qu'en doutant, & qu'il déclaroit qu'on la devoit regarder comme une piece supposée, si ceux dont elle portoit le nom la désavouoient.

2°. Vous avez mis au bas du frontispice de cet Extrait: *A Paris, chez Sebastien Cramoisi 1654, avec privilege.* Cela devoit marquer en la place où il est mis, que cet Extrait a été imprimé à Paris chez Cramoisi sur la Morale. Tome XXXV.

V. Cl. moiſi ; ce qui eſt une fauſſeté pour l'autoriſer davantage. Car c'eſt le III. P. gros livre de Marandé qui a été imprimé à Paris par Cramoiſi, à ſon N.XXXIII grand dommage, en 1654, au lieu que l'Extrait n'a été imprimé qu'aux Pays - Bas, plus de douze ans depuis ; & vous auriez eu honte de le faire voir à Paris.

3°. Vous n'avez pas ſeulement retranché la plus grande partie de l'Avis au Lecteur du ſieur Marandé, mais vous avez entièrement ſupprimé la *Lettre circulaire*, ſignée, à ce que diſoit l'Impoſteur, *par les Prêtres de Port-Royal*, qui dans le Livre de Marandé ſert d'entrée aux prétendus *règlements & inſtructions*. Et ç'a été pour faire croire d'une part, que ces *règlements & inſtructions* étoient différents de la Lettre circulaire que Port-Royal avoit déſavouée, & dont Montalte avoit dit dans la ſeizieme Provinciale : *Que vous attribuez à vos adverſaires des Ecrits pleins d'impiété, comme la Lettre circulaire des Janséniſtes, dont le ſtyle impertinent rend cette fourbe trop groſſiere* ; & afin d'un autre côté, que le nom des Eccléſiaſtiques de Port-Royal ne paroiffant point à la tête de ces inſtructions impies & extravagantes, on pût croire plus facilement qu'elles auroient été dreſſées par quelques Janséniſtes obſcurs, qui n'auroient pas eu la même réputation de ſageſſe & de piété que ces Eccléſiaſtiques.

#### V I. E X E M P L E.

Cette Lettre circulaire ainſi déguifée ſous le nom de *ſecretes inſtructions des Janséniſtes*, vous eſt devenue enſuite un fond de calomnies auquel vous renvoyez ceux qui doutent de ce qu'il vous plaît de nous impoſer, ou dans vos entretiens ou dans vos libelles imprimés.

Car c'eſt vous certainement, mes Révérends Peres, qui avez fait imprimer à Liege le libelle qui a pour titre : *Réponſe à pluſieurs Queſtions touchant les Janséniſtes, &c.* Et voici ce que vous y dites ſur la queſtion neuvieme. “ Faut - il faire le même jugement de leurs Livres „ que de leurs entretiens ? R. Je crois qu'ils ſont infiniment plus per- „ nicieux, parce qu'ils ſont plus propres à pervertir ceux qui les li- „ ſent ; c'eſt pourquoi les Janséniſtes en ont marqué l'uſage & la diſ- „ tribution dans leurs ſecretes Inſtructions : *Quand il ſera fait*, diſent- „ ils (Inſtruction ſeconde, n°. 4.) *quelque Livre capable de bien inſinuer* „ *& appuyer la doctrine, les plus riches ſont exhortés d'en faire pro-* „ *viſion.* Et ailleurs (Inſtruction troiſieme, n°. 2.) *En outre, conti-* „ *nuent-ils, ils pourront faire couler les Ecrits ou Imprimés dans les* „ *bonnes maiſons* ”.

Mais l'usage que vous faites de cette Lettre circulaire, dans un au-V. Cl. tre de vos Libelles, qui a pour titre : *La secrète Politique des Jan-III. Pe. sénistes*, que vous fîtes aussi imprimer à Liege, sous le nom d'un Jan-N.XXXIII séniste converti, est encore bien plus étrange. On n'y cite que deux fois cette Lettre supposée avec la même assurance que si tout le monde convenoit qu'elle est de ceux sous le nom desquels on la fait courir. Et une de ces deux fois est pour nous attribuer l'hérésie de Calvin, contre la doctrine des mérites & les œuvres de surérogation, comme étant fort propre à ruiner le crédit des Religieux ; ce que ces imposteurs veulent faire croire être notre principal dessein. Mais ils la copient presque toute entière sans la nommer dans tout le reste du Libelle, afin que si on leur demande des preuves des impertinences, des fourberies, & de cent desseins, ou criminels ou ridicules qu'ils nous attribuent, ils n'aient qu'à renvoyer à cette Lettre circulaire des Prêtres de Port-Royal aux Disciples de S. Augustin, comme à notre propre ouvrage, où nous avons mis nos plus secrets sentiments. C'est ainsi que des pieces diaboliques que vous avez vous-mêmes forgées vous donnent moyen d'éventer notre prétendue politique, & de la découvrir à toute la terre, par le moyen de vos Colleges, qui sont répandus par-tout.

### CHAPITRE XIII.

*Autres fourberies employées par les Jésuites pour répandre leurs calomnies.*

**L**A premiere sorte de fourberie dont nous venons de parler, qui est de supposer à ses adversaires des Ecrits remplis d'erreurs & d'impertinences, étoit trop odieuse pour y revenir souvent. Il y en a d'autres qui ne le sont pas tout-à-fait tant, quoiqu'elles soient fort opposées à la sincérité chrétienne. Faire semblant de faire l'apologie d'une personne qu'on a dessein de déchirer ; lui faire écrire par un inconnu qui se dit de ses amis, afin de donner plus de crédit à ses mensonges ; promettre des preuves incontestables que l'on fait bien qu'on n'a point, & autres supercheries semblables qui se comprendront mieux par des exemples.



V. CL.

III. P<sup>e</sup>.

N.XXXIII

## I. E X E M P L E.

Rien n'est plus lâche, ni plus indigne, que de déchirer des gens de bien, en promettant au public de faire leur apologie. C'est à quoi vous vous trouvâtes réduits, mes Révérends Peres, lorsque le prélude de la Réponse que l'on promettoit de faire à votre P. Tellier, qui consistoit en deux *Lettres d'un Théologien*, vous fit connoître que vous étiez engagés dans une méchante affaire. Vous eûtes recours à une diversion, pour embarrasser celui que vous croyiez devoir être l'Auteur de cette Réponse. Un de vos Peres & le P. Tellier lui-même, ou un de ses amis, ramassa ce qu'il y avoit d'injurieux contre M. Arnauld dans le Livre d'un Ministre; ce qui se trouvoit de défavantageux à sa réputation dans le Factum d'un procès qui ne regardoit point ce Docteur, & tout ce que la malignité de ce Pere avoit répandu de fiel dans ses *Observations sur la nouvelle Défense du Nouveau Testament de Mons.* Votre dessein étoit d'en composer une satire, que vous vous imaginiez qu'il se croiroit obligé de réfuter: mais vous trouvâtes plus avantageux de lui donner un masque en la travestissant en Apologie, par ce titre, conforme à ce qu'ont fait depuis les faux Arnaulds: *Lettre Apologétique pour M. Arnauld, écrite à un Abbé de ses amis sur trois des derniers Livres qui ont été faits contre ce Docteur.* 1°. *L'Esprit de M. Arnauld.* 2°. *Observations sur la nouvelle Défense de la Version du Nouveau Testament imprimé à Mons.* 3°. *Réponse de M. des Lyons Docteur de Sorbonne, Doyen & Théologal de Senlis, aux Lettres de M. Arnauld.* Mais toute la Réponse que méritoit cette fourberie a été de vous dire, comme on a fait, qu'elle avoit eu pour modèle le baiser de Judas.

Voici cependant ce que le public fera bien aise de savoir à l'égard de M. des Lyons. C'est un Ecrit de ce Docteur signé de sa main dont la copie a été envoyée de Paris.

“ Un Docteur des plus anciens de la Maison de Sorbonne me fit voir l'Eté dernier, dans une Réponse de M. Arnauld à (a) quelque Libelle fait contre lui, deux ou trois lignes qui me regardoient, à cause de mon Factum, d'où on avoit tiré quelque objection à laquelle il repliqua à-peu-près en ces termes: *Qu'il ne veut pas répondre à ce qu'on lui objecte de M. des Lyons, parce qu'il veut respecter jusques aux cendres d'une amitié éteinte. Dieu sait de quel côté*

(a) [ C'est le III. Volume de la Morale Pratique, Chap. IX. pag. 149. ]

„*en est la faute.* Vous pouvez assurer que de mon côté ce n'est point V. CL.  
 „une amitié éteinte, & que je ferois bien fâché qu'elle le fût du sien : III. P.  
 „parce que sans croire que M. Arnauld ait été innocent & impeccable N.XXXIII  
 „dans le parti qu'il a pris contre moi pour ma niece, je ne laisse  
 „pas de croire qu'il est un des plus savants & des plus vertueux Doc-  
 „teurs de ce siècle. Ecrit le 10 Janvier 1692. Et signé des Lyons”.

## II. E X E M P L E.

Une autre supercherie est de contrefaire le Disciple de S. Augustin ; en écrivant à quelqu'un dont on a entrepris de faire condamner la conduite. C'est ce que vous avez fait depuis peu à deux pieux Ecclésiastiques du Diocèse de Gand, ayant fait courir en Flandres & en Brabant un Ecrit sous ce titre : *Lettre d'un Disciple de S. Augustin, adressée à M. Vanden Trappe Pasteur, & M. de le Tombe Vicaire de la ville d'Oudenarde.* Mais on fit bientôt après une Réponse à ce Libelle diffamatoire, qui vous couvrit de confusion (a). On y rapporte ce qui avoit donné naissance à cet Ecrit, qui ne vous fait pas d'honneur. C'est qu'un Capucin d'un esprit très-opposé à ceux de son Ordre dans la Province de Flandres, mais qui vous étoit tout dévoué, étant venu prêcher à Oudenarde, s'étoit étudié à décrier dans ses Sermons la conduite des ces deux Pasteurs, en s'emportant contre ceux qui diffèrent quelquefois l'absolution, & disant contre eux plusieurs extravagances ; ce qui alla si loin ; que M. l'Evêque de Gand se crut obligé de l'interdire, & ses Supérieurs le retirèrent d'Oudenarde, & l'envoyèrent en un autre Couvent. Ce coup vous fut rude ; ce Capucin n'ayant été que votre organe. Il n'y eut rien que vous ne missiez en usage pour rétablir ce Prédicateur. On courut de maison en maison pour avoir des Attestations en sa faveur. Le Magistrat prenant ses intérêts, l'on vit venir à la Maison de ville plusieurs personnes qu'on interrogea pour savoir si ces deux Ecclésiastiques ne leur avoient jamais refusé ou différé l'absolution, & quelle pénitence on leur avoit donnée : comme si ce qui se passe dans le Tribunal de la confession pouvoit être porté devant des Juges Séculiers. Quelques esprits peu soumis à ceux que Dieu a chargé de leur conduite, ou séduits par leurs ennemis, ayant déclaré comme il leur a plu, qu'on leur avoit différé ou refusé l'absolution, & les raisons de ce refus,

(a) [ Elle a pour titre : *Réponse à la Lettre qu'un faux Disciple de S. Augustin a adressée à M. Vanden Trappe &c.* in-12. pag. 23. 1692. Voyez aussi la cinquième Pièce du Procès de calomnie §. 5. Supra IV. Classe, IX. Part. N. VIII. ]

V. Cl. ou de ce délai, quelqu'un du Magistrat eut la hardiesse d'écrire à M. III. Pe. l'Évêque de Gand une Lettre assez longue, où il s'efforçoit de prouver par le témoignage des Saints Peres, que ce délai d'absolution n'est pas permis, & où il demandoit que le Capucin fût rétabli dans la fonction de prêcher. On peut juger qu'une telle Lettre ne pouvoit être reçue de ce Prélat qu'avec mépris. Voyant donc, mes Peres, que vous ne pouviez rien obtenir de lui, ni contre ces Pasteurs, dont il connoissoit la vertu, la prudence, & le zele, ni en faveur du Capucin des excès duquel il étoit trop bien informé, vous vous êtes avisés pour satisfaire votre passion, d'écrire une fausse Lettre sous le nom d'un Disciple de S. Augustin, afin de dire sous ce masque toutes sortes d'impostures, que vous feriez croire être les maximes du parti. On les peut voir réfutées dans la Réponse qu'on y a faite. Il n'y en a que deux, dont je crois devoir dire un mot.

L'une est ce que ce faux Disciple de S. Augustin a eu l'impudence d'imposer au Pasteur d'Oudenarde, d'avoir avancé en pleine chaire contre l'honneur de la Sainte Vierge, sur le sujet de la loi de la purification, ce qui ne peut avoir de fondement que la falsification honteuse du délateur des 31 Propositions, condamnées par un Décret de l'Inquisition sous le dernier Pontificat.

L'autre est ce qu'il fait dire à M. Arnauld contre la personne de son Roi; ce qui est une calomnie si effrontée, qu'on ne croit pas que le Diable même la pût avancer sans rougir. Car tous ceux qui connoissent ce Docteur, savent qu'en quelque état & en quelque pays qu'il se soit jamais trouvé, il a toujours fait paroître une si ardente & si violente affection pour son Roi, qu'il n'y avoit presque personne qui n'y trouvât de l'excès. On peut juger par-là ce que vous êtes capables de dire à l'oreille des Princes contre ceux que vous haïssez, puisque vous avez la hardiesse de publier de tels mensonges pour les rendre odieux, & de les attribuer à des gens de leur parti pour les faire mieux recevoir.

### III. E X E M P L E.

On peut mettre au nombre des fourberies propres à tromper les simples, la hardiesse qu'a un Auteur d'affurer le public qu'il a en main des preuves incontestables de la fausseté d'un fait qu'on a tout sujet de croire être véritable. C'est ce qui vous arrive souvent, mes Révérends Peres; mais je me contenterai d'en apporter quelques exemples des plus récents.

La Lettre du Martyr Sotelo vous a toujours fait mal au cœur : V. CL. l'idée qu'il y donne de vos Missionnaires n'étoit pas avantageuse à votre III. P<sup>e</sup>. Société, & vous avez bien vu qu'il vous feroit difficile de persuader N.XXXIII au monde qu'un homme à la veille de répandre son sang pour Jesus Christ eût voulu mentir pour vous décrier. Vous avez donc été réduits à prétendre qu'elle lui avoit été supposée. C'est à quoi à travaillé votre P. Bartholi tout du mieux qu'il a pu. Mais ayant été réfuté très-solidement, dans une des Préfaces du second Tome de la Morale Pratique, au lieu de rendre gloire à la vérité, ou au moins de garder le silence, vous vous êtes imaginés qu'en promettant des *preuves incontestables* de cette prétendue supposition, vous feriez croire à beaucoup de gens qu'il est au moins fort douteux si cette Lettre n'est point l'ouvrage d'un imposteur. Et jamais homme ne fut plus propre à faire de ces sortes de promesses que votre P. Tellier. Il s'étoit contenté de dire dans la première édition de sa Défense, *que la Lettre de Sotelo est une piece manifestement supposée* ; & il a ajouté dans la seconde qu'il le montrera par *des preuves incontestables*. En un autre endroit, sur ce qu'on lui avoit dit qu'on devoit croire que cette Lettre étoit certainement de ce saint Martyr, ou qu'il n'y auroit rien de certain dans les choses humaines. *C'est pousser, dit-il, l'exagération trop loin. Non, il y aura d'autres choses très-certaines sans celle-là. Et pour se borner seulement à ce qui est de notre sujet, en voici au moins trois qui demeureront très-constantes à l'avenir. 1°. Que la Lettre attribuée au P. Sotelo est l'ouvrage d'un imposteur ignorant & sans jugement. 2°. Que l'Auteur de la Morale Pratique est le plus inconsidéré de tous les hommes, de s'être engagé à soutenir une fourberie si grossière, & qui se découvroit de toutes parts. 3°. Qu'il n'y a ni sincérité ni justice dans son procédé, s'il ne se rétracte publiquement pour faire honneur à la vérité connue, & pour lever le scandale horrible qu'il a causé par-là tant aux Catholiques qu'aux Hérétiques.*

Votre Ecrivain pouvoit-il mieux prononcer contre lui-même l'Arrêt de sa condamnation ? Car étant forcé maintenant de reconnoître la vérité de la Lettre de ce bienheureux Martyr, puisqu'on en a fait voir aux Jésuites de Rome l'original qui se garde dans les Archives de la Propagande, il s'ensuit manifestement, que c'est lui qui s'est rendu coupable de calomnie, en accusant Collado de la lui avoir supposée : que c'est lui qui a ajouté la fourberie à la calomnie, en soutenant cette fausse accusation par une hardiesse si incroyable, qu'il n'y a presque personne qui n'y pût être trompé : & que c'est lui enfin qui ne peut, selon lui-même, espérer de salut, s'il ne leve par une

V. CL. réparation publique le scandale horrible qu'il a donné par-là, tant aux  
 III. P<sup>e</sup>. Catholiques qu'aux Hérétiques.  
 N.XXXIII

#### IV. E X E M P L E.

Vous avez soutenu avec encore plus d'opiniâtreté, que la grande Lettre de M. de Palafox au Pape Innocent X étoit l'ouvrage d'un imposteur. Vous avez passé plus avant. Vous avez eu la hardiesse d'accuser les Curés qui en avoient soutenu la vérité, d'avoir agi en cela contre leur propre conscience, sachant bien qu'elle étoit fautive.

Votre P. Tellier s'imaginant avoir bien prouvé contre les Curés de Paris, la prétendue supposition de la Lettre de M. de Palafox, par une chicanerie dont on a fait voir l'impertinence dans l'Histoire de ce Prélat (a), voici de quelle sorte il triomphe (b).

Je ne crains pas, après ce qu'on a vu jusqu'ici, que personne soit „ désormais en peine de savoir de quel côté étoit la *duplicité*, l'*impudence*, l'*effronterie* &c. C'est par des Histoires semblables à celles de „ la Lettre d'Angéopolis, qu'ils travaillent depuis quarante ou cinquante ans à irriter le monde contre une Société Religieuse, qui a „ le bonheur de ne leur déplaire pas moins, ni pour d'autres raisons, „ qu'elle déplait au parti Protestant. Jamais ils n'ont parlé avec plus „ de hardiesse que sur cette Lettre : jamais ils n'ont insulté à leurs „ adversaires avec de plus grandes marques de mépris : jamais ils „ n'ont publié plus affirmativement, qu'on étoit *demeuré accablé* par la „ force de leurs preuves, sans avoir jamais osé dire un seul mot pour „ sa défense. Avec tout cela étoient-ils effectivement persuadés, „ ou de la vérité de leur Lettre, ou de la mauvaise foi des Jésuites „ à cet égard ? N'étoient-ils pas informés du contraire par eux-mêmes ? „ *Quelle sera donc l'aversion*, pour me servir ici de leurs propres discours, *quelle sera l'aversion que toutes les personnes sinceres auront de „ la duplicité de ces gens-là* ?

Voilà, mes Peres, ce que j'appelle *fourberie*, payer de fierté & d'insolence lorsqu'on est accablé par le poids de la vérité. Car rien n'est assurément plus capable d'imposer aux simples. Mais Dieu a permis que tout cela n'ait servi qu'à vous écraser davantage. Car quelle aversion toutes les personnes sinceres n'ont-elles point eue de votre hardiesse à nier les choses les plus certaines, lorsqu'ils ont appris

par

(a) Tome IV, troisième Partie, onzième Section, Article III.

(b) Défense seconde édition p. 374.

par le troisieme volume de la Morale Pratique, qu'une copie authen- V. CL.  
tique de cette Lettre , qui vous a fait dire tant d'injures aux Curés III. Pe.  
de Paris , a été laissée en dépôt dans le Monastere des Carmes Dé- N. XXXIII  
chaussés de Madrid , par le S. Evêque qui l'avoit écrite au Pape In-  
nocent X, en 1648. Et ce qui pourra encore augmenter cette aver-  
sion , est , que Dieu a permis que l'Original de cette même Lettre  
ait été trouvé à Rome, depuis quelques mois, dans les Archives du  
S. Office (a).

Il est donc certain, Mes Peres, que vous avez calomnié tous ceux  
que vous accusez d'imposture sur le sujet de cette Lettre. Mais vous  
le faites d'une maniere si horrible, qu'il est bon de rapporter les pro-  
pres paroles de votre Défenseur pour vous en faire rougir. *La pos-  
térité*, dit-il, *pourra-t-elle voir sans étonnement que notre siecle ait  
laissé impunis de tels excès de calomnie, & qu'il y ait eu des gens ca-  
pables de les voir sans indignation? Que s'il falloit par les actions  
juger de la persuasion de l'esprit, n'auroit-on pas lieu de dire que cet  
exemple de la Lettre de M. de Palafox, ne fait pas seulement éclater  
l'innocence & la sincérité des Jésuites, mais qu'il confirme parfaite-  
ment ce qu'on a dit il y a long-temps de l'Auteur de la Morale Prati-  
que & de ses semblables, qu'ils ont raison d'invectiver contre l'art des  
équivoques, ou des restrictions mentales, parce qu'il n'y en a pas de  
plus inutile pour des gens déterminés, comme eux, à publier sans  
détour les plus insignes mensonges, & à nier de même les faits les  
plus avérés.*

Le public jugera à qui ce portrait ressemble le mieux, & ce vo-  
lume-ci pourra lui servir à en bien juger. Cependant vous ne trou-  
verez pas mauvais, Mes Révérends Peres, que par provision, nous  
mettions la supposition prétendue de la Lettre de M. de Palafox;  
sur le compte de vos calomnies, & votre hardiesse à la soutenir  
avec un air de confiance qui impose au monde, sur le compte de  
vos fourberies.

#### V. E X E M P L E.

Vous avez bien pu croire, mes Révérends Peres, qu'ayant à don-  
ner des exemples d'imposteurs, qui ont employé la fourberie pour  
faire recevoir leurs calomnies, on n'oublieroit pas les faux Arnaulds.

(a) [Ce fait a acquis le dernier degré de notoriété par la publication des pieces  
touchant la canonisation du Bienheureux Palafox, où cette Lettre est reconnue comme  
existante à Rome en original.]

V. CL. C'est cependant tout ce que j'en dirai ici. Car on en a déjà tant écrit ;  
 III. Pe. & on a mis dans un si grand jour cette affaire de ténèbres , que le  
 N.XXXIII public n'a pas besoin qu'on l'en instruisse davantage. J'en dirai peut-  
 être un mot sur une autre espece de calomnie.

## CHAPITRE XIV.

*Dialogues employés pour couvrir les calomnies & les faire mieux recevoir.*

**C**'Est une autre espece de fourberie , & des plus diaboliques , de faire entrer dans les dialogues les personnes que l'on veut noircir en les marquant par leur nom , afin de leur faire dire à eux-mêmes tout ce qui seroit plus capable de les faire passer pour des scélérats , ou au moins pour de mal-honnêtes gens. On ne peut guere imposer au public d'une maniere plus méchante. Car le bon sens fait juger à tout le monde , que la regle la plus essentielle des dialogues raisonnables , lors sur-tout qu'on y fait parler de véritables personnages , est de ne leur faire dire que ce que l'on fait bien être conforme à leurs sentimens. C'est ce que Cicéron a religieusement observé dans ses Livres de Philosophie. Quand il a voulu par exemple expliquer l'opinion d'Epicure touchant la nature des Dieux , il l'a fait soutenir par un grand Seigneur de Rome , qui faisoit profession de cette Philosophie. Ceux qui font le contraire , si c'est en des choses de peu d'importance , ne se font pas d'honneur : & si c'est en des choses fort atroces , ils doivent s'attendre que tout ce qu'ils y gagneront est qu'ils seront en exécration à tout ce qu'il y a de gens de bien dans le monde. Voici des exemples de l'un & de l'autre.

### L E X E M P L E.

Je ne vous attribue pas ce premier Exemple , mes Révérends Pères. Je veux croire que vous n'avez point de part à la piece dont je veux parler , quoique votre P. Daniel ait fait quelque chose d'assez ressemblant.

Ayant oui dire qu'on avoit imprimé dans le Mercure Galant , un Ecrit contre M. Descartes , j'ai voulu voir ce que c'étoit. Je l'ai vu,

& j'en ai été surpris. Car le dessein de l'Auteur ayant été de tourner V. Cl. M. Descartes en ridicule, il m'a paru qu'il s'y étoit très-mal pris, & III. Pe. que tout le ridicule retomboit sur lui. Que diroit-on d'un Peintre qui N.XXXIII pour faire depit à une fort belle personne auroit entrepris de la peindre d'une manière qui l'auroit fait paroître fort laide, & qui auroit été si mai habile, qu'il n'auroit fait aucune chose pour exécuter cette maligne pensée, que de faire un portrait fort laid à qui il auroit donné le nom de cette personne, mais qui n'auroit aucun de ses traits ? L'Auteur de ce bel ouvrage a eu le même dessein à l'égard de M. Descartes, & il l'a exécuté de la même sorte. Il a supprimé toutes ses grandes qualités qui le feront estimer dans la suite de tous les âges, pour nous le représenter sous deux caracteres qui lui conviennent aussi peu que la lâcheté à César & la stupidité à Cicéron. Car le but de ses Entretien avec son ami M. Chanut, où on lui fait dire cent impertinences auxquelles il n'a jamais pensé, a été de le faire regarder comme un de ces hommes sottement vains, qui n'ayant aucun mérite, & ne laissant pas d'être avidement amoureux de la gloire, ne s'occupent qu'à s'en procurer comme ils peuvent par toutes sortes de petits moyens. C'est l'un des grands traits de cette figure hideuse, qui ne fera jamais connoître à aucun homme de bon sens celui qu'on a voulu dépeindre. L'autre est encore plus impertinemment imaginé. Car y a-t-il de l'esprit à feindre que M. Descartes ait été assez sot pour croire les bruits ridicules qu'on a fait courir des Rosecroix ? On n'a pas prétendu, dirait-on, qu'il ait été assez simple pour croire cela. Ce n'est qu'une fiction pour divertir le monde. Mais ignore-t-on qu'il n'y a rien de plus fade, & de moins ingénieux, que de semblables fictions quand elles sont éloignées de toute vraisemblance : qu'il n'y a même rien de plus pernicieux au genre humain, quand on en fait le fondement d'une maligne satire ? Car qui est le médisant qui ne pût sans peine faire passer le plus honnête homme du monde pour un fort mal-honnête homme, si on souffroit qu'il lui donnât tel caractère que l'on voudroit par de semblables fictions ? Mais je suis assuré que pour donner de l'aversion de ceux qui emploient ces bas artifices pour contenter leur malignité, on n'a pas besoin de les représenter sous un autre visage que le leur propre. C'est ce que l'on verra encore mieux par l'exemple suivant.

## II. E X E M P L E.

Jamais piece ne fut d'un si méchant genre que celle qui a pour titre : *L'Histoire de Jansénius & de S. Cyran*, qui s'est débitée à Bruxelles,



V. Cl. il y a quelque temps, dans la boutique où se vendent tous vos libels.  
 III. P<sup>e</sup>. les, mes Révérends Peres.

N.XXXIII Le fourbe qui en est l'Auteur ne pouvoit se mieux faire connoître pour ce qu'il est, que par l'affectation qu'il a eue de vouloir d'abord qu'on le prit pour un homme fort sincere & fort équitable, qui ne diroit rien que de bien assuré. Il le fait d'un style qui le découvre d'autant plus qu'il se veut cacher. On n'a qu'à écouter ce qu'il dit dans sa Préface.

*Les parties alleguent tant de contrariétés & de contradictions au sujet de Jansénius, qu'on ne sait à quoi s'en tenir. On a outré de part & d'autre. Les ennemis de ce Prélat en ont trop dit de mal ; & ses amis en ont trop dit de bien.*

On voit bien que c'est une imitation de l'Auteur de la Lettre Apologétique pour M. Arnauld, que vous connoissez bien, mes Révérends Peres. C'est à peu près comme celui-là avoit débuté. Il y a eu des apologies en tout temps, comme il y a eu des satyres & des éloges. Mais, si je ne me trompe, on ne persuade guere ni en bien ni en mal, par la maniere dont on fait les apologies, les satyres & les éloges ordinaires. On loue trop dans les éloges, comme on blâme trop dans les satyres. Mais voyons comme notre Historien prétend avoir fait pour remédier aux défauts des uns & des autres.

*J'ai voulu m'éclaircir de tout, & je me suis informé sur les lieux. J'ai fait tout exprès divers voyages à Paris, à Louvain, à Ypres & à Leerdam.*

Toutes menteries. Il n'a fait aucun de ces voyages ; & il n'en a pas eu besoin pour ne dire que ce que tout le monde fait, & encore moins pour dire ce que personne ne fait, parce que ce sont de purs mensonges.

*Le P. Pierre de la Nativité, Provincial des Peres Carmes Chaussés d'Anjou, m'a donné le Certificat de M. de Razilly, qui s'est trouvé dans les assemblées où S. Cyran & ses complices machinoient le renversement de l'Eglise.*

Cet Auteur reconnoît par-là qu'il est Jésuite. Car le Carme qui a donné ce prétendu certificat, a dit à un homme d'honneur, qu'il l'avoit donné à des Jésuites de Flandres. C'est donc une conviction, mes Révérends Peres, que vous êtes Auteurs de ce Libelle, l'un des plus détestables qui ait jamais été fait.

*La pratique des anciens & des modernes autorise l'agréable maniere de raconter les choses en forme de Dialogue. J'ai cru que personne ne pouvoit plus naturellement entrer dans cet entretien que Jansénius & S. Cy-*

*ran, & que nuls ne pouvoient nous parler plus juste, que ceux qui en V. CL. ont fait les deux premiers rôles sur ce théâtre.* III. Pe.

Vit-on jamais une pareille impudence, ou plutôt une pareille folie? N. XXXIII  
Il est bien certain que M. Jansénius & M. de S. Cyran auroient mieux parlé que personne de ce qui leur est arrivé. Mais en est-il de même d'un Jansénius & d'un S. Cyran qu'un fourbe introduit sur son théâtre, à qui il fait dire tout ce qu'il lui plaît, en leur faisant avouer à eux-mêmes tout ce que leurs ennemis ont dit d'eux de plus méchant & de plus faux, & même ce qu'ils n'en ont pas dit, mais que ce nouvel imposteur invente tout de nouveau? Est-ce là cette *agréable maniere de raconter les choses en forme de Dialogue, autorisée par la pratique des anciens & des modernes*? En peut-on concevoir une plus diabolique? Il a cependant la hardiesse de s'en promettre une grande récompense de Dieu.

*Ma recherche & ma plume n'ont pour but que la recherche de la vérité, & la réduction de mes freres égarés, dans l'espérance que Dieu me fera miséricorde en vue de ma charité désintéressée.*

Peut-on excuser de blasphème un tel discours? Ces Jésuites de Flandres à qui le Carme dit avoir donné son certificat, savent bien que leur Libelle est plein de mensonges, & de mensonges très-criminels. Car ils y avancent une infinité de faits dans le dessein de noircir la mémoire de deux serviteurs de Dieu, qui ont vécu & sont morts dans une grande réputation de piété. Ils n'ont pu avoir ces faits par eux-mêmes, & on les défie d'alléguer les témoins dont ils les aient pu apprendre. Or c'est une des plus certaines regles de la justice, que tout homme qui publie des faits injurieux à la réputation du prochain, & qui n'en peut donner de preuves, doit être puni comme un calomniateur. C'est donc le nom qu'ils méritent; & ils sont assez simples pour se promettre que Dieu les récompensera de leurs calomnies?

Après cette Préface suit le Dialogue. Ce que l'Auteur y fait dire d'abord à son faux Jansénius & à son faux S. Cyran, n'est pas moins impie ni moins impudent.

Le faux Jansénius. *Nos vies ont été fort masquées: l'arbitre de ce lieu m'oblige à les dévoiler, & à parler tout un autre langage que n'a été celui que nous avons tenu pendant cette vie mortelle.*

Le faux S. Cyran. *Ce me sera un grand tourment que d'en venir à ce dévoilement. Mais puisque le grand Maître veut que nous en passions par-là, je veux obéir.*

Damnable prélude pour disposer son Lecteur à n'être pas étonné, si ce que lui disent ces personnages de théâtre, n'a nul rapport à ce

V. CL. que l'on fait de ces serviteurs de Dieu ! C'est, dit-il, qu'on ne les a  
 III. Pe. pas bien connus tant qu'ils ont vécu. Leur vie a été malquée ; ils pa-  
 N.XXXIII roilloient gens de bien sans l'être ; mais il fait entendre qu'il les fera  
 voir démaqués , & parler tout un autre langage que celui qu'ils tenoient pendant leur vie mortelle , y étant forcés par celui que le faux Jansénius appelle l'*arbitre de ce lieu* , & le faux S. Cyran le *grand Maître*. Mais qu'entend il par-là ? Est-ce Dieu , ou le diable ? Si c'est le diable , il a raison. Car c'est lui sans doute qui est Auteur de cette Comédie , & qui en fait parler les personnages de la manière qui convient fort bien à la qualité de Pere du mensonge que l'Evangile lui donne. Que s'il prétend que c'est Dieu qu'il a entendu par le *grand Maître* , auquel son faux S. Cyran témoigne *vouloir obéir , quoique ce lui soit un grand tourment* de découvrir son hypocrisie , qu'il avoit si bien cachée étant sur la terre , c'est ce que l'on vous soutient , mes Révérends Peres , être un nouveau blasphème contre Dieu : parce que c'est le faire auteur d'une fourberie non moins infame que l'a été celle de Douay. Car l'Auteur de ce Dialogue n'a pas fait dire moins de mensonges à ces deux personnages , que votre Pere de Waudripont en a fait dire à son faux Arnould.

Ce seul préambule fait assez connoître , que ces Entretiens du faux Jansénius avec le faux S. Cyran ne sauroient être qu'un amas confus de toutes sortes de faussetés , d'impostures & de calomnies. Ce seroit donc perdre le temps que de les vouloir réfuter. Je crois seulement en devoir examiner deux des plus insignes , dont je ferai deux exemples.

### III. E X E M P L E.

Tout le monde sait combien M. Jansénius a été fidelle à son Prince , & avec quel zele il a travaillé pour ses intérêts & pour sa gloire. C'est de quoi les Jésuites de France n'ont pas manqué de profiter. Car ce fut par-là qu'ils animèrent le Cardinal de Richelieu contre son Livre de la Grace , aussi-tôt qu'il parut. Ecoutons cependant ce que ce menteur effronté a l'impudence de faire dire à son faux Jansénius.

Le faux Jansénius. *On dit tout ici : je vous avoue que l'Espagne voyant Mastricht & Bois-le-Duc pris par les Anglois , permit de tenir une jainte , où l'Archevêque de Malines présida avec le Duc d'Arscot. Comme ce Prélat m'estimoit , il me fit entrer dans cette consultation. Pour avis je déclarai qu'il seroit mieux de se séparer du Roi d'Espagne , comme les Hollandois : mais qu'à l'exemple des Suisses , il faudroit faire un Canton ca-*

tholique, & qu'on ne devoit plus de serment à un Roi qui n'étoit pas capable de défendre ses peuples. Je fus si bête que de donner ce bel avis par écrit. III. Pe. N.XXXIII

Le faux S. Cyran. Jusques ici j'ai cru que c'étoit une calomnie de vos ennemis.

Le faux Jansénius. Non, non; c'est une vérité qui a pensé me coûter bien cher; & sans l'intercession de mon bon Archevêque, & la mort de l'Archiduchesse Isabelle, j'aurois mal passé mon temps. Mon bon Prélat, qui avoit donné caution pour moi, me conseilla de faire un piquant écrit contre la France, afin d'effacer ma tache, & afin de faire voir que j'étois bon Espagnol. . . . Dans le fond de l'ame j'étois bon François. Mais comme cette inclination n'avoit éloigné de l'Episcopat dont je voulois tâter à toute resse; je jugeai que je devois employer son antipathie pour me redresser.

Quelles preuves ne faudroit-il point avoir pour rendre croyables les trois crimes que ce fourbe fait avouer à son faux Jansénius! Le premier est une perfidie, digne du dernier supplice, contre son Roi. Le second une damnable hypocrisie contre Dieu. Le dernier une furieuse passion d'être Evêque, qui auroit été la cause de l'hypocrisie. Le premier auroit été facilement prouvé s'il étoit véritable. Car il fait dire à son faux Jansénius, qu'il avoit été si bête que de donner ce bel avis par écrit. Si ce fourbe avoit vu ce prétendu écrit, il n'auroit pas manqué de le donner, aussi-bien que l'attestation du Carme, dont nous parlerons dans l'exemple suivant. Que s'il ne l'a pas vu, d'où a-t-il appris qu'il ait été donné, & qu'il se soit fait une telle jointe?

#### IV. E X E M P L E.

Nous avons déjà vu que cet insigne menteur dit dans sa Préface: Que le P. Pierre de la Nativité, Provincial des Carmes Chaussés d'Anjou lui a donné le certificat de M. de Razilly, qui s'est trouvé dans les assemblées où S. Cyran & ses complices machinoient le renversement de l'Eglise.

Voyons donc ce qu'il en dit dans son Livre, où il fait jouer ce rôle à son faux S. Cyran p. 163.

Le faux S. Cyran. Si on ne déterre pas nos corps, on déterre nos pratiques. Nous croyons avoir tenu fort secretes nos assemblées. Un Poitevin nommé Razilly les a éventées.

Le faux Jansénius. Qui a révélé ce secret?

V. CL. Le faux S. Cyran. *Des Carmes Chauffés. Voilà le témoignage qu'un*  
 III. P<sup>e</sup>. Provincial & qu'un autre principal de leur Province en ont donné.

N.XXXIII Il met ensuite les attestations des deux Carmes, de la même année & du même jour, savoir de l'an 1687: 29 Juillet. L'un de ces Carmes signe *Frere Marc de la Nativité de la Vierge, Provincial des Carmes de Touraine*: & l'autre simplement *Nicolas de la Visitation* (a).

Le P. Marc dit que M. de Razilly, Gentilhomme de Touraine, lui avoit assuré, en 1652 & 1654, qu'il s'étoit trouvé vers l'an 1620, dans une Conférence composée de plusieurs personnes considérables dans l'Eglise, entre lesquels étoient M. du Verger, nommé depuis Abbé de S. Cyran, & M. Jansénius depuis Evêque d'Ypres en Flandres.

Pourquoi ne nommer que ces deux-là dans ce certificat? Pourquoi ne rien dire de ces autres personnes considérables dans l'Eglise dont cette Conférence étoit composée? Peut-on douter que ce ne soit, parce que le P. Hazart n'avoit besoin que de ces deux-là, pour soutenir ce qu'il avoit dit contre M. Jansénius? Pourquoi ne pas nommer le lieu où s'étoit tenue cette Conférence, & n'en pas marquer précisément la date, qu'il n'y auroit pas d'apparence que M. de Razilly eût oublié; mais dire simplement vers l'an 1620? Cela ne donne-t-il pas lieu de soupçonner que c'est un conte fait à plaisir pour obliger les Jésuites, & que l'on craint de trop circonstancier, pour ne pas tomber en quelque contradiction.

Il est aussi bien étrange qu'un Gentilhomme Poitevin ou de Touraine (car ils disent l'un & l'autre) se trouve dans une Conférence de plusieurs personnes considérables dans l'Eglise, sans qu'on nous dise pourquoi il s'y trouve, & ce qu'il y avoit à faire, ne s'y étant traité, à ce que dit le conte, que d'affaires ecclésiastiques.

D'où vient de plus que ce Gentilhomme n'auroit parlé de cette assemblée que trente ou trente-quatre ans depuis; & que c'est environ le même temps que le Sr. Filleau dit avoir découvert celle de Bourfontaine?

Mais

(a) [ Le P. Fontaine Jésuite, Confesseur de M. de Precipiano Archevêque de Malines, redonna au Public ces deux certificats en latin quelques années après, dans une Dissertation latine, publiée sous le nom de Jacques de Monbrun, où il examine si le Jansénisme est un fustôme. Mais il paroît douter de leur vérité. Voici comme il en parle. (I. Part. Chap. XIV. pag. 179.) *Acerbum Jansenii & fidi ejus Abbatis Joannis Vergerii, in omnium Ordinum Religiosorum animum magis producit, si verum sit testimonium, quod in quodam Archivo repertum hic subijcio.* M. le Gros a rapporté ces mêmes certificats en latin, dans sa Défense de la Vérité & de l'Innocence contre M. de Charancy, pag. 80 & 81, comme un exemple remarquable entre les plus infâmes calomnies. ]

Mais la réflexion qu'on fait faire au faux Jansénius après que le V. Cl. faux S. Cyran lui eut rapporté les deux Attestations de ces deux Car- III. Pe- mes, ne laisse pas lieu de douter que ce fourbe n'ait prétendu que N. XXXII cette Conférence étoit la même que celle de Bourgfontaine, qu'on a voulu fortifier par ces deux nouvelles Attestations: car si ce n'étoit cela qu'on a voulu faire entendre, à quoi reviendrait ce qu'il fait dire à son personnage de théâtre?

Le faux Jansénius. *Si les Jésuites d'Anvers eussent eu ces témoignages il y a quelques années, quand mes parents querellèrent l'incomparable Corneille Hazart, ils auroient remporté une illustre victoire sur les Jansénistes.*

Quel usage le P. Hazart auroit-il pu faire de ces Attestations, s'il s'y étoit parlé d'une autre assemblée que de celle qu'on lui soutenoit être un Roman diabolique, qu'il n'auroit point dû alléguer pour déshonorer la mémoire d'un très-bon Evêque?

On voit encore le dessein qu'a eu cet imposteur, de faire passer la prétendue Conférence dont parlent ces Carmes, pour celle de Bourgfontaine, par ce qu'il fait dire au même faux Jansénius en la p. 183.

Le faux Jansénius. *Corneille Hazart, l'Oracle d'Anvers, avoit écrit qu'A. A. s'étoit trouvé dans des Conférences préjudiciables à l'Eglise. A. A. prit ces deux A. pour lui, & il suscita mes parents pour faire procès à Hazart. Vous savez qu'ils n'en eurent que de la confusion, qui s'est augmentée depuis que les Carmes chauffés d'Anjou ont découvert les Conférences où nous nous sommes trouvés avec A. A. c'est-à-dire, avec Arnould Andilly, le pere ou le frere aîné d'Antoine Arnould.*

Mais c'est ce qui fait voir la fausseté de l'un & de l'autre récit, du Sr. Filleau, & du Carme; parce que se devant entendre de la même assemblée, ils se détruisent l'un l'autre.

Car Filleau assure positivement, qu'il n'y avoit que sept personnes dans l'assemblée dont il parle: six qu'il désigne par les premières lettres de leur nom & surnom; & le septieme cet Ecclésiastique de condition qu'il dit lui en avoir fait la découverte en 1653, ou 54. C'est donc une fausseté que M. de Razilly, Gentilhomme Poitevin se soit trouvé à cette Conférence. Et dès que cela est faux, il faut que ces Religieux soient des imposteurs, qui, pour complaire aux Jésuites, ont feint d'avoir été informés par ce Gentilhomme, qui avoit assisté à cette Conférence, de ce qui s'y étoit passé.

Tout ce que peut répondre le P. Marc, est que cela ne prouverien contre lui, parce qu'il fait bien que son récit est vrai, & que c'est celui de M. Filleau qui est faux. Mais les amis du Sr. Filleau diront

V. CL. la même chose en sa faveur; que ce Magistrat a été sincère, & que  
 III. Pe. c'est ce Carme qui ne l'est pas. Que conclura donc le public de la  
 N.XXXIII contradiction entre les deux Accusateurs de tant d'honnêtes gens, que  
 ce que conclut Daniel, de la variation entre les deux Accusateurs de  
 Susanne, qu'ils devoient tous deux être regardés comme de faux Ac-  
 cusateurs & de faux témoins?

J'avoue que j'avois appréhendé d'abord de faire un jugement témé-  
 raire en attribuant ces certificats à ces deux Religieux, sans en avoir  
 d'autre preuve, que de les avoir trouvés dans un Libelle si plein de  
 mensonges. J'ai donc voulu m'en assurer davantage. J'ai prié qu'on  
 s'enquit s'il y avoit des Religieux de ce nom dans la Province d'An-  
 jou ou de Touraine. Ce qu'on a découvert est, que le P. Nicolas de  
 la Visitation étoit mort, & que le P. Marc de la Nativité étoit pré-  
 sentement Prieur des Billettes à Paris. Un homme de bien l'est allé  
 voir; (a) l'a entretenu sur ce sujet, & voici ce qu'il en a écrit à la  
 personne qui l'avoit prié de s'enquérir de cette affaire.

“ Enfin le P. Marc de la Nativité, Prieur des Billettes de Paris, a ré-  
 „ pondu positivement qu'il avoit donné la déclaration dont est que-  
 „ stion à des Révérends Peres Jésuites de Flandres, & qu'il étoit tout  
 „ prêt de la donner encore pour le bien & l'utilité de l'Eglise. Voici  
 „ donc comme il parle. M. de Razilly m'a fait confidence pendant sa  
 „ vie, & me l'a confirmé étant au lit de la mort, qu'il s'étoit trou-  
 „ vé dans une Conférence où étoient M. de Bérulle, qui n'étoit pas  
 „ encore Cardinal, M. de Cospean qui depuis a été Evêque de Nan-  
 „ tes, M. Jansénius qui revenoit d'Espagne, & qui n'étoit pas encore  
 „ Evêque d'Ypres, & M. du Verger de Hauranne, depuis Abbé de S.  
 „ Cyran, dans laquelle il fut proposé de rétablir la Hiérarchie, &  
 „ abattre les Religieux: tous ayant conclu qu'il falloit le faire, chacun  
 „ fut prié de dire son sentiment pour les moyens d'y réussir. M. de  
 „ Bérulle dit, qu'il falloit établir des Congrégations de Prêtres de l'O-  
 „ ratoire, qui ayant plus de commerce avec les Séculiers, s'attireroient  
 „ leur confiance, & leur ôteroient peu-à-peu celle qu'ils avoient aux  
 „ Religieux. M. de Cospean dit qu'il falloit composer un livre du pou-  
 „ voir des Evêques sur les Religieux, pour les interdire & chasser  
 „ de leurs Diocèses lorsqu'ils le jugeroient à propos. M. Jansénius  
 „ dit qu'il falloit attaquer premièrement les Jésuites, parce que c'étoit  
 „ en eux que le peuple avoit plus de confiance; que pour cela, il  
 „ falloit remuer les matieres de *Auxiliis*, & qu'il seroit très-aisé de

(a) [C'étoit un Augustin réformé. Voyez les Lettres à Me. de Fontpertuis, du 27  
 Janvier & 5 Mai 1693. Tom. III. pag. 592. 634.]

„ faire voir qu'ils étoient Sémipélagiens. M. du Verger dit qu'il fal- V. Cl.  
 „ loit rendre les Sacrements de difficile accès par des préparations très- III. P.  
 „ difficiles, parce que c'étoit par le fréquent usage des Sacrements N. XXXIII.  
 „ que les Moines s'attiroient la confiance; moyens (ajoute le Pere  
 „ Marc) que chacun d'eux a effectués. M. de Bérulle par l'institution  
 „ de l'Oratoire: M. de Cospean par le livre de la juridiction des Evê-  
 „ ques, qu'il composa ou fit composer (& que le Pere Marc dit avoir  
 „ lu) Janfénius par son Augustin, & M. du Verger par l'éloigne-  
 „ ment de la confession & de la communion. Voilà mot pour mot  
 „ ce qu'il a dit ”.

En joignant ensemble ce que disent le Dialogiste dans son Libelle, les deux Carmes dans leurs certificats, & le P. Marc dans son entretien, on reconnoît sans peine que tout cela n'est qu'une feinte, pour redonner quelque vraisemblance à une fable aussi décriée qu'est le Roman diabolique de l'assemblée de Bourgfontaine.

Cela paroît 1°. par ce que le Dialogiste dit dans sa Préface; *qu'on machinoit dans cette assemblée le renversement de l'Eglise*: ce qui renouvelle l'idée d'une assemblée de Déistes, qui vouloient ruiner tous les mysteres de la Religion Chrétienne.

2°. Par ce qu'il dit dans son Libelle, que si le P. Hazart avoit eu ces certificats, il auroit remporté une illustre victoire sur le Janféisme. Il faut donc qu'il ait prétendu que ces certificats prouvoient la vérité de l'assemblée de Bourgfontaine, puisque c'est de celle-là qu'il s'agissoit dans le Procès contre le P. Hazart.

3°. Il dit en un autre endroit, qu'il y avoit dans l'assemblée dont parlent ces certificats un homme marqué par A. A. qu'il prétend être *Arnauld d'Andilly*. Or ces A. A. ne se sont trouvés jusques ici que dans la prétendue assemblée de Bourgfontaine.

4°. Il est donc clair que, selon l'Auteur du Libelle, les certificats qu'il rapporte désignent la même assemblée dont parle le Sr. Filleau; mais ils la désignent mitigée, fardée, & dégagée de ce qui en donnoit trop d'horreur. Ce n'est plus une assemblée de Déistes, qui avoient entrepris de persuader au monde *qu'il faut croire seulement qu'il y a un Dieu, sans Jesus Christ, sans Evangile, sans Rédemption, & sans Sacrements*. Et ce n'est plus un Ecclesiastique de condition qui découvre ce mystere de Satan, à un Avocat du Roi de Poitiers. tout cela étoit trop usé, & trop décrié. Au lieu d'un Ecclesiastique qui avoit assisté à cette assemblée, c'est un Gentilhomme, qu'on dit aussi y avoir assisté, & en avoir découvert le secret à deux Religieux, qui le nomment sans crainte d'en être défavoués, parce que c'est plus de trente



V. CL. ans après sa mort, & qui le débitent sous une autre forme plus de  
 III. Pe. trente ans après cette prétendue découverte. Ce ne sont plus des  
 N.XXXIII Déistes, mais seulement des gens qui avoient pour but de détourner  
*les fideles d'aller tant qu'ils font aux Eglises des Réguliers. Et c'est pour-*  
*quoi aussi ils font dire à leur Monsieur de Razilly, non qu'il étoit*  
*scandalisé de leur voir machiner le renversement de l'Eglise; mais seu-*  
*lement qu'il n'étoit pas édifié de leur conférence, vu qu'elle n'avoit*  
*pour motif que la passion & l'intérêt.*

5°. L'entretien du P. Marc, contenu dans la Lettre d'un homme  
 de bien qui lui a parlé sur son certificat, en fait voir manifestement la  
 fausseté. Il faut remarquer ce que dit d'abord le P. Marc, qu'il a  
*donné le certificat dont est question* daté du 9 Juillet 1687, à des Ré-  
*vérends Peres Jésuites de Flandres.* Pourquoi à des Jésuites plutôt qu'à  
 d'autres? Pourquoi à des Jésuites de Flandres plutôt qu'à ceux de  
 France? Cela ne fait-il pas au moins douter si ce n'est point une piece  
 suggérée? Il a témoigné *qu'il étoit tout prêt de le donner encore, pour*  
*le bien & l'utilité de l'Eglise.* D'où vient donc qu'ayant su cela dès  
 l'année 1652, il a été trente-sept ans sans en rien dire? Est-ce qu'il  
 n'a eu de zèle *pour le bien & l'utilité de l'Eglise,* que depuis que les  
 Jésuites de Flandres l'ont sollicité de leur donner quelque chose qui  
 les pût aider à soutenir leur P. Hazart, dans le temps qu'il étoit pour-  
 suivi par les parents de M. Jansénius?

6°. Il déclare plus nettement qu'il n'avoit fait dans son certificat,  
 quel avoit été le but dans cette assemblée dont M. de Razilly lui avoit  
 fait confidence. *Il y fut proposé, dit-il, de rétablir la Hiérarchie, &*  
*abattre les Religieux. Et tous ayant conclu qu'il le falloit faire, cha-*  
*cun fut prié de dire son sentiment pour les moyens d'y réussir.* Comme  
 tout cela n'est que chimérique, je n'ai pas besoin de faire considérer  
 que cette proposition pourroit avoir été faite fort innocemment: car  
 quel crime y auroit-il à vouloir rétablir la Hiérarchie & à exhorter  
 les fideles d'aller plutôt à leurs Paroisses, qu'aux Eglises des Réguliers?

Mais cela fait voir, comme j'ai déjà dit, que les Jésuites de Flan-  
 dres, qui ont tiré cette Attestation du Pêre Marc, touchant une as-  
 semblée où s'étoit trouvé M. de Razilly, pour donner quelque pro-  
 babilité à l'Assemblée de Bourgfontaine, n'ont rien gagné par-là, que  
 de fournir un nouvel argument qui découvre la fausseté de l'une par  
 l'autre; car ce que raconte le faux Razilly de l'Assemblée où on le  
 fait assister, n'ayant rien du tout qui revienne aux imputations du Déisme,  
 que le sieur Filleau nous débite de celle de Bourgfontaine, ces deux

réçits si manifestement contraires ne sont propres qu'à les faire confi- V. CL.  
dérer l'un & l'autre comme deux fourberies mal concertées. III. Pe.

7°. Le premier que le Pere Marc fait opiner en cette assemblée, te- N.XXXIII  
nue à ce qu'il dit vers l'an 1620, est *M. de Bérulle*, qui n'étoit pas  
*encore Cardinal*. Autre preuve que cela ne peut servir à autoriser l'As-  
semblée de Bourfontaine: car Filleau marque les six personnes qui  
y avoient assisté, par les premieres lettres de leur nom & surnom,  
à quoi il ajoute un septieme qui lui en révéla le secret en 1654. Or  
il n'y a point de P. D. B. qui marqueroient *Pierre de Bérulle*. Mais  
de plus, ce P. Marc ne pouvoit mieux rencontrer pour ôter toute  
créance à ce qu'il dit d'une assemblée dont il a prétendu qu'on devoit  
avoir méchante opinion, que d'y faire trouver M. de Bérulle. Est-ce  
que ce bon Carme s'est imaginé que c'étoit un bon moyen, de faire  
passer M. Jansénius & M. de S. Cyran pour de fort méchantes gens,  
de ce qu'ils s'étoient trouvés dans une assemblée avec un aussi saint  
homme qu'a été M. le Cardinal de Bérulle?

8°. L'avis qu'il lui attribue n'est pas moins impertinent pour ce  
dessein. M. de Bérulle dit (si nous en croyons le P. Marc) *qu'il*  
*falloit établir des Congrégations de Prêtres de l'Oratoire, qui ayant*  
*plus de commerce avec les Séculiers, s'attireroient leur confiance, & leur*  
*ôtéroient peu à peu celle qu'ils ont aux Religieux*. Quelle horrible ca-  
lommie, que M. de Bérulle n'ait institué l'Oratoire que par une basse  
jalousie contre les Religieux, & non par un desir sincere de servir  
l'Eglise?

9°. Ayant dit à la fin que chacun de ces Ecclésiastiques avoit ef-  
fectué le moyen qu'il avoit proposé, il dit que M. de Bérulle avoit  
effectué le sien par l'institution de l'Oratoire. Il faudroit donc qu'il ne  
l'eût institué qu'ensuite de cette assemblée, qu'il dit s'être tenue vers  
l'an 1620. Or la Congrégation de l'Oratoire a été instituée dès l'an  
1611. Ce Carme ne peut donc pas avoir appris de M. de Razilly ce  
qu'il dit; car il est tout-à-fait hors d'apparence que ce Gentilhomme  
se soit trouvé à une assemblée avec M. de Bérulle sans le connoître,  
& sans savoir que la Congrégation de l'Oratoire étoit établie il y avoit  
déjà dix ans; & qu'ainsi ce n'étoit pas une chose qui pût être pro-  
posée dans une délibération sérieuse, comme un moyen de parvenir à  
une fin, puisque les gens sages ne délibèrent que de ce qui est à faire,  
& non pas de ce qui est déjà fait.

10°. Le second des personnages de l'Assemblée du P. Marc est *M.*  
*de Cospean*, qui fut depuis cela Evêque de Nantes. M. de Razilly n'au-  
roit jamais appelé cet Evêque M. de Cospean, ou M. Cospean; car

V. CL. il auroit su qu'il avoit été d'abord Evêque d'Aire dès l'année 1607 ;  
 III. Pe. puis de Nantes en Janvier 1621, & ensuite de Lifieux en 1635. Or  
 N.XXXIII c'est supposer qu'il n'a rien su de tout cela, que de le faire parler  
 comme on fait : car dire de lui qu'il n'étoit alors, c'est-à-dire en 1621,  
 que M. de Cospean, c'est faire entendre qu'en 1621, on ne l'appel-  
 loit que M. Cospean, au lieu qu'il est certain qu'ayant été Evêque  
 d'Aire dès l'an 1607, on ne l'appelloit point en 1620 ou 21, par son  
 nom de famille, mais par le nom de son Evêché. Il n'y a point aussi  
 de vraisemblance que M. de Razilly eût dit en 1649, que M. de Cos-  
 pean avoit été depuis Evêque de Nantes, sans ajouter autre chose ;  
 car ce Prélat étant passé de l'Evêché de Nantes à celui de Lifieux, en  
 1635, & n'étant mort qu'en 1646, on le connoissoit beaucoup plus en  
 1649, par son Evêché de Lifieux, que par celui de Nantes.

11°. L'avis du faux Cospean n'est pas moins extravagant que celui  
 du faux de Bérulle. Ce faux Cospean dit, qu'il falloit composer un  
 Livre du pouvoir des Evêques sur les Religieux, pour les interdire  
 & chasser de leurs Diocèses lorsqu'ils le jugeroient à propos. Quelle  
 imposture d'attribuer cette pensée à M. Cospean ! Qui a jamais pré-  
 tendu que les Evêques eussent plus de pouvoir sur les Religieux que  
 sur les Prêtres du Clergé ? Or les Evêques ont-ils le pouvoir de chas-  
 ser de leurs Diocèses les Prêtres du Clergé, sans en donner d'autre  
 raison sinon qu'ils le jugent à propos ? Que fait de plus cela à la fin  
 que s'étoit proposée cette assemblée, de diminuer la créance que les  
 fideles ont aux Réguliers ? En auront-ils moins de créance en eux  
 quand ils seront plus soumis aux Evêques ? Est-ce à cela que le  
 commun du monde regarde, quand il choisit un Confesseur & un  
 Directeur ?

12°. Mais voici le comble de la hardiesse. Ce Carme assure que M.  
 de Cospean composa, ou fit composer ce Livre de la juridiction des  
 Evêques, & que lui P. Marc l'a lu. Il faut donc qu'il se résolve à  
 passer pour un calomniateur public, s'il ne nous dit quel est ce Li-  
 vre, & comment il fait que M. Cospean l'a composé ou fait composer.  
 13°. Son troisiemé personnage est M. Jansénius, *qui*, à ce qu'il dit,  
*revenoit d'Espagne*, lorsqu'il se trouva à cette assemblée. Preuve cer-  
 taine de fourberie ; car si en 1620, ou 21, M. de Razilly s'étoit  
 trouvé en une assemblée avec M. Jansénius, il auroit bien su qu'il ne  
 pouvoit pas alors revenir d'Espagne, puisqu'il n'y a été que deux fois,  
 l'une en 1624, & l'autre en 1625. Ce n'est donc pas de M. de Ra-  
 zilly que ce Carme a appris ce qu'il nous conte de cette assemblée ;  
 mais c'a été des Mémoires des Jésuites, ou de la lecture de leurs Li-

belles, où se trouve la même bévée: qu'en 1621, M. Jansénius se V. CL. trouva en une assemblée de méchantes gens en passant par la France au III. Pe. retour d'Espagne. N.XXXIIII

14°. L'avis prétendu de Jansénius est comme les autres, un moyen ridicule à l'égard de la fin que ce P. Marc dit que l'on s'étoit proposée. *M. Jansénius dit qu'il falloit attaquer premièrement les Jésuites, parce que c'étoit à eux que les peuples avoient plus de confiance, & que pour cela il falloit remuer les matieres de Auxiliis, & qu'il seroit très-aisé de faire voir qu'ils étoient Sémipélagiens.* Beau moyen sans doute pour faire qu'on n'aille plus tant à confesse aux Jésuites: comme si les femmes, qui font les deux tiers des personnes qui se confessent à ces Peres, & ceux qui n'ont point étudié, qui font les trois quarts du reste, prenoient beaucoup de part à des questions spéculatives auxquelles ils n'entendent rien. Et quand ce leur seroit une raison de quitter les Jésuites, ce ne leur en seroit pas une de quitter absolument les Réguliers, puisqu'il y en a tant qui sont sur ces matieres dans des sentiments contraires à ceux des Jésuites.

15°. Le dernier personnage de cette fable est Jean du Verger de Hauranne, qui a été depuis, dit-il, *Abbé de S. Cyran.* Autre preuve d'imposture; car il a été nommé à l'Abbaye de S. Cyran en 1620, & par conséquent on ne le nommoit point M. du Verger, mais M. l'Abbé de S. Cyran en 1621. Ce qu'il lui fait dire, qu'il falloit rendre les Sacrements de difficile accès par des préparations très-difficiles, parce que c'étoit par le fréquent usage des Sacrements que les Moines s'attiroient la confiance, est une calomnie rapetacée de ce qu'on avoit fait dire en l'assemblée de Bourgfontaine pour décrier le Livre de la Fréquente communion, comme si le dessein de le composer avoit été pris dans une assemblée de Déistes. On la tourne ici d'une autre maniere moins impie, mais plus extravagante. Car y a-t-il rien de plus fou, que de vouloir qu'on ait fait le Livre de la Fréquente communion, pour porter le peuple à aller moins aux Eglises des Réguliers qu'à leurs paroisses?

## CHAPITRE XV.

*Pieces Romanesques, remplies de calomnies outrées ; & autres pieces semblables, où on n'a pour but que de médire, sans aucune apparence de raison.*

V. CL. **O**N peut mettre au rang des Dialogues fabuleux dont nous ve-  
 III. Pe. nons de parler, des pieces Romanesques, où on n'a pour but que de  
 N.XXXIII débiter des fables & des fictions, pour déchirer des personnes de mé-  
 rite d'une maniere enjouée, sans se mettre en peine de donner même  
 de la vraisemblance à ce qu'on dit. A quoi on en peut joindre d'au-  
 tres, où sans tant de façon, on médit pour médire avec la dernière  
 impudence. Nous en trouverons des exemples dans la conduite de vos  
 Révérences & de vos associés.

## I. E X E M P L E.

Rien n'est plus commun parmi les dévots & les dévotes du Pays-bas, que l'infame libelle du *Pays de Jansénie*, dont on peut dire sans exagération qu'il n'y a pas un mot de vrai.

Si c'étoit l'ouvrage d'un libertin, qui auroit fait profession d'impiété, on ne s'en étonneroit pas : on avoueroit même qu'il n'auroit pas mal rencontré pour plaire à des gens qui lui ressembleroient, parce que ne faisant aucune conscience de mentir, rien n'est plus à leur goût que les médisances, pourvu qu'elles soient assez bien écrites, & qu'elles aient quelque chose de divertissant.

Mais l'on sait que l'Auteur de cet horrible libelle est un Religieux d'un Ordre austere, que l'on trouvera bon que je ne nomme point. Il le publia en France il y a plus de 30 ans. Il n'y fit pas beaucoup de mal, parce que les personnes dont il médisoit si outrageusement y étoient trop connues, de sorte qu'il y fut bientôt en exécration. Mais les Jésuites de Flandres, accoutumés à ramasser toutes ces pieces décriées chez leurs voisins, firent tant d'estime de celle-ci, parce qu'il n'y en avoit point eu de plus impudente, qu'ils en ont rempli tout leur Pays, l'ayant fait imprimer beaucoup de fois. L'édition que j'ai entre les mains est de 1688. C'est ce qu'on a de la peine à concevoir, que

que des Religieux qui disent tous les jours la Messe, ne craignent V. CL. point de vivre & de mourir, ayant la conscience chargée d'un aussi III. Pe. grand crime qu'est la diffamation scandaleuse de tant de gens de mérite N. XXXIII par des menfonges impudens.

Car l'Auteur de cette Satyre a très-bien su que tout ce qu'il conte de ce Pays de Jansénie, de ces hommes qui s'y pendent à des arbres, *des renards privés qui vivent avec les poules*, & dit-on sans leur faire mal, de ce débit qu'on y fait en moins de rien des Bibliothèques entières de Livres de Calvinien, & autres semblables fictions, ne sont que des inventions de son esprit. Les sentimens qu'il leur attribue ne sont que des conséquences pélagiennes de la doctrine des Saints Peres, dont il a l'effronterie de forger les dogmes qui s'enseignent dans les Ecoles de ce pays-là. Il n'a pas ignoré que c'est fausement qu'il impute ces dogmes à des gens qui les détestent: mais tout lui étoit bon pourvu qu'il servît au but qu'il avoit, de faire connoître, comme il dit à la fin de son Libelle, *combien les Janséniens étoient en abomination à tout le monde*. Les Jésuites qui ont adopté ce Livre ont su tout cela aussi-bien que lui. Et c'est sur quoi je demande encore une fois ce qu'on peut croire de Religieux qui se sont appliqués des vingt & trente ans à répandre ces médisances, sans que cela les ait empêchés d'approcher, tous les jours du Saint Autel? Est-ce qu'ils ont ôté les médisances les plus énormes du nombre des péchés mortels? Est-ce qu'ils les croient permises quand leur Société en a besoin pour se défendre contre les reproches les plus justes? Est-ce que les plus méchans moyens leur paroissent bons, pour une aussi bonne fin qu'est celle de perdre d'honneur ceux qu'ils prennent pour leurs ennemis?

Les personnes qui n'ont pas lu ce libelle, pourront croire que j'exagere, & que les médisances de ce Religieux, & des Jésuites ses approbateurs, ne sont pas si atroces que je les fais. On en pourra juger par la manière dont on y traite les Religieuses de Port-Royal, qui ont toujours eu une si grande réputation de piété & de sagesse, qu'elles en ont été louées par ceux mêmes qui les traitoient le plus mal pour d'autres raisons. Y eut-il donc jamais de plus diabolique calomnie que celle que l'on va entendre?

„ Les femmes qui sont ordonnées pour montrer à lire aux petites  
„ filles, sont paroître pour le moins autant de zele pour inspirer  
„ leur créance à ce petit monde. ”

Il entend par ces femmes, des Religieuses; comme il paroît par ce qu'il avoit dit plus haut: *Ils ne recoivent point de Moines, mais ils veulent bien des Moineses*. Écoutons donc la leçon qu'il fait faire

V. CL. à des Epouses de Jesus Christ. C'est ce qu'à peine on oseroit mettre en  
III. Pe. la bouche des coquettes les plus effrontées.

N.XXXIII „ Ne pensez pas , mes filles , disent - elles , que la grace de Dieu  
„ soit toujours avec nous. Hélas ! non : Il y a des temps misérables ,  
„ où *c'est bien force de pécher*. Que ferions-nous si Dieu se retire ?  
„ Cela pourtant arrive souvent. Sommes-nous pas bien malheureuses ?  
„ On nous commande la chasteté ; & quelquefois nous sommes desti-  
„ tuées des forces nécessaires pour la conserver. Retenez bien cela , mes  
„ filles , il y va de votre salut de ne l'ignorer pas ; & dans l'occasion  
„ vous en pourrez avoir besoin. Il y a des maris qui ne seroient pas  
„ si cruels à leurs femmes , s'ils avoient étudié la Théologie : car ils  
„ sauroient que la grace nous est souvent déniée , & qu'en ce cas  
„ là , il faut plutôt avoir pitié de nos foiblesses , que de se fâcher  
„ pour des fautes où nous tombons par l'absence d'un secours que  
„ Dieu nous refuse , ou pour nous châtier de nos infidélités , ou pour  
„ nous apprendre par une chute nécessaire que nous ne pouvons rien  
„ sans lui ”.

Après avoir forgé cette harangue dans la boutique de Satan , pour  
l'attribuer aux Epouses du Sauveur , voici le fruit qu'il en retire pour  
diffamer ces saintes Vierges.

„ C'est ainsi qu'elles forment la Jeunesse à cette patience , qui se  
„ résout aux dernières hontes du sexe , quand les sollicitations sont  
„ vives & les occasions présentes. Car quoiqu'elles n'aient pas  
„ dessein de faire des leçons d'impudicité à leurs petites Ecolieres , la  
„ doctrine pourtant va là (*c'est-à-dire , à l'impudicité*) & quand  
„ l'âge a meuri le corps , la nature fait bien en réveiller la mémoire ”.  
„ Ce n'a pas été encore assez. Il a fallu pousser plus loin l'impudence ,  
„ & assurer que cela se met en pratique parmi les Janséniens. C'est ce  
„ qu'il fait aussi-tôt après.

„ Aussi dans la Jansénie les gaillards ne manquent jamais d'alléguer  
„ leurs Docteurs à celles qu'ils veulent corrompre , & de leur dire  
„ qu'il y a des moments où *la résistance n'est point en notre pouvoir*.  
„ Cette impression jointe à la convoitise qu'on réveille par ces discours  
„ pernicieux ” (De qui sont-ils , méditant , ces discours pernicieux ,  
„ sinon de toi ?) “ fait croire à une misérable , que le moment où l'on lui  
„ parle est cet instant *qui n'est point en la disposition de la volonté* ,  
„ & qu'il est temps de se rendre , puisque Dieu n'est plus du parti  
„ de la vertu combattue ”.

Sérieusement , mes Révérends Peres , je ne fais que vous dire d'un  
tel excès , tant j'en suis frappé. Il y a trois choses très-certaines dans

la matiere de la grace. La premiere est, que S. Augustin & les autres V. Cl. Saints qui l'ont défendue contre ses ennemis, Pélagiens & Semipéla-III. Pe-  
giens, sont tous unanimement demeurés d'accord que la vraie grace<sup>N.XXXIII</sup>  
de Jesus Christ n'est pas donnée à tous les hommes : & c'est ce qui  
a été défini par un Concile d'Evêques d'Afrique rélégués en Sardaigne  
pour la foi de la divinité de Jesus Christ. *De gratia non dignè sentit;  
quisquis eam putat omnibus hominibus dari.*

La seconde est, que les Pélagiens pour rendre cette doctrine odieuse,  
en ont tiré cette fausse conséquence : si la grace est nécessaire pour  
faire le bien, & qu'elle ne soit pas donnée à tous, ceux qui ne l'au-  
roient pas ne seroient pas coupables de n'avoir pas fait le bien.

La troisieme est, que les mêmes Saints Peres ont nié cette consé-  
quence, & ont soutenu que l'absence de la grace n'excuse point ceux  
qui violent les Commandements de Dieu. Rien n'est plus clair que ce  
que S. Prosper en dit dans son Poëme contre les Ingrats.

*Non autem rectè , nec verè dicitur illos  
Qui sunt exortes divini muneris, & quos  
Gratia neglexit degentes mortis in umbra  
Peccati non esse reos , quia recta gerendi  
Non data sit virtus.*

De ces trois choses les Disciples de S. Augustin ont toujours sou-  
tenu la premiere & la derniere avec les Saints Peres, & ont rejeté  
la seconde qui est la conséquence des Pélagiens : & ce sont au con-  
traire les Molinistes qui soutiennent cette fausse conséquence : Que  
ceux qui n'auroient point la grace ne pécheroient point en violant  
les Commandements de Dieu.

Or que fait cet imposteur ? Par la plus mauvaise foi qui se puisse  
concevoir, il impute aux Janséniens une conséquence qu'ils ont tou-  
jours rejetée aussi-bien que les Saints Peres, & il en fait le principal  
dogme de leur prétendue Secte. C'est sa calomnie capitale. Et quelle  
preuve en donne-t-il ? Deux faits, qui sont deux mensonges de la der-  
niere effronterie.

Le premier ; que les Religieuses du Pays de Jansénie, ont grand soin  
d'enseigner ce dogme à leurs jeunes Ecolieres.

Le second ; que ce même dogme est si bien établi par tous les Doc-  
teurs de ce pays-là, que ceux qui veulent corrompre les femmes  
l'emploient pour les séduire, & pour les porter à satisfaire leurs bru-  
tales passions.



V. GL. Mais voici encore ce qui fait voir avec combien de malice ce calomniateur fait enseigner dans son Pays de Jansénie : *Que c'est bien N.XXXIII force de pécher contre la chasteté quand on est destitué des secours de la grace, & que les infidélités des femmes sont alors des chutes nécessaires, n'ayant pas été en leur pouvoir de résister à ceux qui les sollicitent.* Car a-t-il pu ignorer, que les Disciples de S. Augustin ont toujours enseigné après leur Maître, qu'il y a deux manières d'éviter ces sortes de péchés : l'une par des motifs humains que peut fournir l'amour propre, comme est le desir d'être estimé dans le monde, ou la crainte de l'infamie : l'autre par des vues chrétiennes que fournit la foi, l'amour de Dieu qu'on craint d'offenser ; la dignité de membre vivant de Jésus Christ que ces péchés feroient perdre ; celle de temple du S. Esprit qu'on auroit horreur de profaner. Or on n'a point besoin de grace pour éviter ces péchés par des vues d'amour propre, qui les ont fait éviter à un grand nombre de femmes payennes. On n'en a besoin que pour les éviter par un saint amour, comme S. Augustin le reconnoît quand il définit la grâce : *Inspiratio dilectionis, ut cognita sancto amore faciamus.* Rien n'est donc plus contraire à la doctrine de ceux que cet imposteur a entrepris de décrier, que ce qu'il leur attribue, par une horrible calomnie, pour avoir sujet de dire, que *les Maîtresses parmi eux forment la Jeunesse à cette patience qui se résout aux dernières hontes du sexe.*

C'est cependant, mes Révérends Peres, ce que vous répandez sans scrupule dans tout un pays, & que vous donnez en thème à vos jeunes Ecoliers, comme je l'ai déjà remarqué, pour les empoisonner de bonne heure par ces affreuses méditations. On connoît de vos dévotes à qui vous avez donné cette rare piece & d'autres semblables, comme d'excellents petits ouvrages, propres à les préserver de la contagion du Jansénisme, & à les affermir dans l'opinion avantageuse qu'elles ont de la Compagnie. Cette intention vous fait trouver tout bon, vrai ou faux, bien ou mal inventé. Il vous suffit, que le portrait hideux qu'on y fait de vos adversaires, en fasse avoir de l'aversion à bien des gens. Il ne paroît pas qu'aucun de vous en ait jamais témoigné quelque repentir. Mais sans y faire de réflexion, vous n'en dites pas la Messe moins dévotement, & vous ne vous en tenez pas moins assurés d'être sauvés. Vous vous imaginez n'en pouvoir douter après la révélation dont il est parlé dans l'Image de votre premier siecle, que dans les trois cents premières années il n'y auroit aucun Jésuite damné. Cela seroit bien consolant pour les dévots calomniateurs de votre Société, si deux autres révélations plus authentiques ne leur devoient donner

un plus grand sujet de crainte. Ce sont ces paroles foudroyantes de V. CL<sup>e</sup> S. Paul. *Né vous y trompez pas : ni les Fornicateurs , ni les Idolâtres , III. P<sup>e</sup>. ni les médifants ne seront point héritiers du Royaume de Dieu.* Et cel-<sup>N.XXXIII</sup>  
les de S. Jean dans l'Apocalypse : *Le partage des timides , des incrédu-<sup>I. Corinth.</sup>*  
*les , des exécrables , des homicides & de tous les menteurs , sera dans*<sup>6. 9. & 10.</sup>  
*l'étang brûlant de feu & de soufre , qui est la seconde mort.*<sup>Apoc. 218.</sup>

## II. E X E M P L E.

Il n'y a que deux ans , mes Révérends Peres , que des Religieux vos associés dans la ville de Liege , poufferent encore plus loin l'abominable peinture du Pays de Jansénie. Mais ce fut d'une maniere si impie que tout le monde en eut horreur. C'étoit dans une page imprimée qui avoit pour titre : *TABLE DE LA LOI NOUVELLE, donnée par le nouveau Moïse au peuple de Jansénie , découverte depuis peu : & au bas.* LIGNI. Ce sont quatre-vingt-deux méchants petits vers , si fots & si mal bâtis qu'on ne pourroit les lire qu'avec dégoût. C'est pourquoi j'ai cru qu'il suffiroit de mettre les six premiers & les huit derniers , pour juger jusqu'à quel excès de calomnie votre cabale s'emporte contre les Disciples de S. Augustin.

### TABLE DE LA LOI NOUVELLE.

*Donnée par le nouveau Moïse du Peuple de Jansénie , & découverte depuis peu.*

Un seul Dieu tu adoreras	Ainsi faisant tu passeras
En apparence seulement.	Pour un Tartuf premièrement.
Pour tout profit tu jureras	Puis de Tartuf tu deviendras
Et mentiras effrontément.	Janséniste parfaitement.
Aimer ton Dieu tu ne pourras	C'est où le train que tu prendras
Puisqu'il te damne absolument.	Te conduira certainement.
	Jusqu'à la fin que tu mourras
	Sans Dieu , sans foi , sans Sacre-
	ment.

&c.

## III. E X E M P L E.

Cela me fait souvenir , mes Révérends Peres , d'une autre piece de

V. CL. votre façon, bien différente de celle-là pour ce qui est de la politesse ;  
 III. P<sup>e</sup>. mais qui lui ressembloit beaucoup pour ce qui est de l'art de médire.  
 N. XXXIII C'étoit un ouvrage en vers latins contre une douzaine de personnes de piété qui s'étoient retirés au dehors de Port-Royal des champs pour y mener une vie de pénitence & de retraite, s'appliquant à divers travaux pour le bien du Monastere : car ils étoient presque tous Laïques. Ce fut quelqu'un de vos Poètes du College de Clermont qui s'avisa de les déchirer par une Satyre qui avoit pour titre : *Ars & disciplina Jansenistarum* (a). Il y fait d'une sainte solitude où on ne s'occupoit qu'à servir & louer Dieu, *un enfer des Poètes profanes*, & *un séjour d'ames damnées*. Il me suffira d'en rapporter quelques vers pour vous en faire rougir.

*Di prohibete nefas, sævamque in TARTARA pestem  
 E regno procul, & toto depellite mundo.  
 REGALEM invasit Plutonis regia PORTUM.  
 Sisyphus hic non unus habet sua saxa; nec unus  
 Visitur hic stitens vicinas Tantalus undas.  
 Cernitur hic pictorque malus, mendaxque Poëta  
 Torqueri assidua capitis vertigine; vana  
 Alter ut Ixion referens quoque præmia lingua,  
 . . . . . sua talia quemque  
 Supplicia exercent . . . . .  
 Cætera quid memorem funesto egressa BARATHRO  
 Monstra?*

N'est-ce point se rendre digne d'un véritable enfer, que de changer en un Palais de Pluton, une maison sainte consacrée à l'adoration continuelle de Jesus Christ sur nos Autels; & de vouloir faire passer les plus chrétiennes occupations des serviteurs de Dieu pour des supplices d'ames damnées?

#### IV. E X E M P L E.

Celui-ci est tout récent, & du même genre, quoique la forme en soit différente; car je ne fais s'il y eut jamais de calomnies plus effrontées. C'est le fameux Placard intitulé *Jansenismus omnem destruens*

(a) [ Voyez des *Observations* sur cet Ecrit, supra IV. Classe, III. Part. n. IX. ]

*Religionem.* Mais je n'en dirai rien davantage ici, parce que je me réserve à en parler dans la deuxième Partie (a).

V. CL.  
III. P.  
N. XXXIII

## CHAPITRE XVI.

*Le P. Boubours convaincu d'être non seulement calomniateur ; mais de l'être avec une opiniâtreté qui fait craindre qu'il ne soit endurci dans ce péché.*

**J**E pouvois traiter généralement ce point de l'opiniâtreté dans les calomnies qu'on a avancées, & en donner ensuite des exemples pris de plusieurs de vos Livres. Mais pour éviter une longueur ennuyeuse, j'ai mieux aimé me renfermer dans un seul de vos Ecrivains ; qui pourra faire juger de l'esprit qui domine dans votre Société, par l'applaudissement que vous donnez à la bonne opinion qu'il a de lui-même.

Tout le monde s'apperçoit que vous n'avez plus de quoi vous vanter d'avoir parmi vous de grands personnages, sur-tout à l'égard de la science ecclésiastique & des Livres de piété. Ce n'est plus à moi s'occupent ceux qui passent entre vous pour de beaux esprits. Votre P. Petau s'étant avisé d'écrire en françois sur la fin de ses jours ; la barbarie dans sa langue maternelle vous fit tant de honte, que cinq ou six de vos jeunes Religieux qui se flattoient d'avoir du génie, se firent une occupation sérieuse de la Grammaire Française, & trouverent plus d'agrément à étudier Vaugelas qu'à lire S. Augustin. Le P. Boubours s'est rendu le plus illustre entre ces Grammairiens, & il s'est acquis par-là un si grand nom dans votre Société, que c'est présentement sur lui qu'elle se repose davantage pour le soutien de

(a) [Ce que l'Auteur appelle la seconde Partie, ce sont les *Factums* & autres pièces qui dans la première édition étoient à la fin de ce volume. Il avoit dessein d'y joindre l'Ecrit à cinq parties, qu'il avoit composé sous ce titre : *Procès de calomnie intenté devant le Pape & les Evêques, les-Princes & les Magistrats, par les nommés dans le Placard intitulé : Jansenismus omnem destruens Religionem, contre les Auteurs, et Approbateurs & les Fauteurs de ce Placard.* Mais comme le volume auroit été trop gros, & que d'ailleurs cet Ecrit étoit nouvellement imprimé, on ne l'ajouta point aux autres pièces qui composent la suite ou la seconde Partie du VIII Tome de la Morale pratique. Voyez plus bas après le XX. Chapitre. Cet Ecrit à cinq parties, intitulé *Procès de calomnie &c.* fut réimprimé en 1714, dans un Recueil où il se trouve joint le *Fantôme du Jansénisme* ; & à un *Mémorial touchant l'accusation de Jansénisme, le Rigorisme, de Nouveauté.* [On le trouvera ci-dessus, IV. Classe, IX. part. n. VIII.]

V. Cl. sa réputation chancelante. Rien aussi ne vous a tant plu que la fable  
 III. Pe. qu'on a mise en diverses langues, où il est représenté comme un  
 N.XXXIII Cygne mélodieux d'une parfaite blancheur, que des canards sauvages  
 avoient en vain tâché de salir. C'est par-là cependant qu'on peut com-  
 mencer à convaincre de calomnie ce *rare & divin esprit, cet Arbitre*  
*du bon goût, & ce Maître en l'art d'écrire*, comme il est appelé par un  
 des Poètes qui a mis cette fable en vers françois. Car il n'oseroit  
 nier qu'il n'ait dit devant bien des personnes, le 20 Décembre 1691;  
 que *c'étoient les Jansénistes qui avoient fait courir de mauvais bruits*  
*contre lui, à cause qu'il travailloit à la traduction du Nouveau Testament*:  
 ce qui ne pouvoit regarder que M. Arnauld & ses amis; & ç'a été  
 le fondement de la fable: étant bien clair que ce sont eux que ces  
 Poètes entendent par les *canards sauvages* dont ils disent tant de mal.  
 Or on vous a soutenu, dans les *Avis importants à votre Pere Recteur*  
*du College de Paris*, (a) que ce reproche du P. Bouhours est une  
 noire imposture. C'étoit attribuer à Messieurs de Port-Royal une basse  
 & criminelle jalousie, qui les auroit portés à se venger par une mé-  
 disance atroce de ce qu'on auroit travaillé à un même ouvrage qu'eux.  
 On vous a soutenu que rien n'étoit plus éloigné de leur esprit, &  
 que c'étoit votre P. Bouhours qui les calomnioit en publiant fausse-  
 ment qu'ils l'avoient calomnié. C'est sur quoi ce Cygne mélodieux est  
 demeuré muet depuis plus d'un an, & qu'il a éprouvé, à son grand  
 regret, qu'il falloit autre chose que se *plonger dans les eaux* fabuleuses  
 de ses flatteurs, pour se laver d'une si honteuse tache.

Il faut donc qu'il croie, aussi-bien que ces conteurs de fables, qu'il  
 ne perd rien de sa beauté, pour être convaincu des plus horribles ca-  
 lomnies: car ne rougiroit-il point de les renouveler si souvent après  
 la confusion qu'on lui en a faite, s'il n'étoit persuadé qu'une piece  
 écrite poliment & en bons termes, n'en est pas moins estimable pour  
 être remplie de faussetés & de médisances énormes?

Le public est déjà informé de ce que je vais dire, par la troisieme  
 Dénonciation, où on répond à la premiere Lettre du P. Bouhours  
 sur le Péché Philosophique. Et ainsi supposant ce qu'on y trouvera  
 très-solidement prouvé, je rapporterai seulement le fait.

Votre P. Bouhours commença à se faire Auteur en 1668. Il vou-  
 lut d'abord se signaler par une piece d'éclat; ce fut par la fameuse

*Lettre*

(a) [Cet ouvrage fut fait à l'occasion de la Fourberie de Douay. Il en est parlé dans  
 la Préface Historique sur les Ecrits de la troisieme Part. de la V. Classe, Art. XVI. §.  
 V. n. 2.]

*Lettre à un Seigneur de la Cour*, contre la Requête présentée au Roi V. Cl<sup>e</sup> par les Ecclésiastiques de Port-Royal. On y répondit bientôt après III. Pe. par un Ecrit qui avoit pour titre : *Réfutation de la Lettre à un Seigneur de la Cour*. Elle y est presque toute rapportée & réfutée pied à pied ; & on y fait voir d'une manière convainquante, qu'elle ne roule toute que sur des faussetés, des contes ridicules, & de noires calomnies (a).

L'endroit où étoient les plus atroces, & en même temps les plus folles, est celui où ce Jésuite avoit entrepris de prouver, qu'on avoit raison de craindre que le parti des prétendus Jansénistes ne se soulevât contre les Puissances temporelles, comme avoient fait les hérétiques dans le siècle passé. Ce soupçon si outrageux ne manqua pas d'être réfuté comme il le méritoit. C'est ce que l'on peut voir dans la *Réfutation*, Tome XXIV.

Mais ce qui étoit le plus indigne non seulement d'un Chrétien & d'un Prêtre, mais d'un homme qui auroit eu quelque honneur, c'étoit les exemples particuliers dont il avoit prétendu appuyer une si horrible calomnie. Voilà comme il s'y prenoit.

*On peut juger de ce que pouvoient faire les Jansénistes, par ce qu'ils ont fait pendant les derniers troubles de la France. Ceux qui savent un peu le secret de la cabale, n'ignorent pas qu'ils mirent tout en usage pour entretenir le désordre de l'Etat & pour en profiter. On fait les offres qu'ils firent en ce temps-là à un grand Prince, dont la mémoire est en vénération. Je n'avance rien, Monsieur, que des personnes de foi ne soient prêtes de justifier, quand il plaira à Sa Majesté d'en être informée. Le sieur Brousse, fameux Janséniste, ne fit-il pas tout ce qu'il put, par ses Ecrits séditieux, pour animer les peuples pendant la Fronde ? N'a-t-on pas vu un de leurs Apôtres à la tête des troupes rebelles, transporté de son zèle apostolique, le glaive à la main, comme un autre S. Paul, donner sur un Régiment d'Irlandois qu'il défit à plate-couture ?*

On peut voir dans la troisième Dénonciation (b) de quelle sorte votre P. Bouhours fut confondu sur ces trois énormes calomnies. La première étoit prise d'un de vos Libelles, où on avoit eu l'impudence de dire, que Messieurs de Port-Royal avoient offert à feu Monsieur le Duc d'Orléans d'entretenir douze mille hommes pour faire la guerre au Roi. La seconde regardoit un Docteur de la Faculté de Paris, qui le démentit par une Lettre qui couvrit le calomniateur de honte. Et

(a) [ Voyez cette Réfutation ci-dessus, IV. Classe VIII. Part. n. V. ]

(b) [ Voyez cet ouvrage ci-dessus V. Classe, III. Part. n. XIV. ]

le P. Bouhours Jésuite. C'est ce qu'il a fait en 1684, en publiant un V. Ci. Livre sous ce titre : *Opuscules sur divers sujets*. Et il ne dissimule III. Pe. pas dans la Préface, que ce qui l'a porté à les publier, est la peur N.XXXIII qu'il a eue *qu'elles n'eussent le sort des feuilles volantes qui sont sujettes à se perdre*. Les plus considérables pieces de ce Recueil, & qu'il a cru sans doute les plus capables de lui conserver la réputation de bel esprit & d'Auteur poli, sont les deux qui regardent Messieurs de Port-Royal ; la *Lettre à un Seigneur de la Cour*, qu'il dit dans ce Recueil même avoir été faite contre la Requête que ces Ecclésiastiques présenterent au Roi en 1668, & une autre Lettre adressée à ces Messieurs sur le même sujet. La première fut réfutée bientôt après qu'elle fut publiée par l'Écrit dont j'ai parlé, qui avoit pour titre : *Réfutation de la Lettre à un Seigneur de la Cour*. Il en demeura accablé, & parce qu'il s'imagine qu'on a oublié tout cela, il la publie tout de nouveau en 1684, sans dire un seul mot de cette aventure, & en donnant lieu de juger à tous ceux de ce temps-ci, qui liront ces *Opuscules*, qu'il est demeuré victorieux de Messieurs de Port-Royal, & que leur Requête, si estimée lorsqu'elle parut, étoit tombée dans le mépris depuis ces deux Lettres du P. Bouhours ; parce que ces Messieurs qui avoient la réputation d'être si habiles, n'avoient eu rien à repliquer. Y eut-il jamais une plus lâche dissimulation & plus indigne de la sincérité chrétienne ?

Ce n'est pas néanmoins le dernier crime de votre P. Bouhours sur cette matiere. Dans sa première Lettre sur le Péché philosophique, adressée au Dénonciateur de cette hérésie, il s'étoit jeté sur la matiere de la grace par une récrimination très-mal fondée, que l'on avoit réstée par un Écrit à part. Ne trouvant rien de raisonnable à y repliquer, il s'avise d'y opposer pour toute réponse une troisième édition de la Lettre à un Seigneur de la Cour, avec toutes ses faussetés & ses impostures. Peut-on se rendre plus coupable de calomnie & devant Dieu & devant les hommes, que de s'opiniâtrer à publier tant de fois les plus atroces & les plus noires, après même qu'elles ont été le plus fortement réfutées ? C'est donc ce qu'il faut compter pour le quatrième crime de l'Auteur de la Lettre à un Seigneur de la Cour.

Mais ce qui aggrave ce péché, & qui en fait un cinquième plus excusable que les autres, est l'Avertissement que le P. Bouhours a bien mettre à cette nouvelle édition, sous le nom d'un de ses amis ; car il n'y eut jamais de piece plus sottement outrageuse. On en peut juger par cette entrée, qu'il ne faut que rapporter comme on a déjà

V. Cl. fait dans un autre Ecrit (a), pour être assuré qu'il n'y aura point d'honneur à être homme qui n'ait autant d'indignation de l'insolence & de l'emportement de ce Jésuite, que de compassion de sa folie.

III. Pe.  
N.XXXIII

Pour toute réponse, dit-il, au *Libelle des Jansénistes*, on a jugé à propos de faire reparoitre la Lettre à un Seigneur de la Cour, qui parut il y a vingt ans, lorsqu'il fallut les convaincre d'hérésie. Comme ils ne disent rien de nouveau pour se défendre du nom & de la qualité d'hérétiques, ce seroit une dépense inutile de composer une piece nouvelle sur ce sujet. A quoi bon changer de réponse, puisque M. Arnauld n'a point changé ni de doctrine ni de conduite? Il est aujourd'hui ce qu'il a toujours été, & l'âge ne l'a fait que confirmer dans ses premières erreurs. A la vérité l'Auteur de la Lettre pensoit d'abord à faire une réplique dans les formes. Ses amis l'en ont dissuadé; & comme il n'est pas Janséniste, ils n'ont pas eu de peine à lui faire entendre raison. Il a aisément conçu que la Lettre en disoit assez, & que pour battre un vieil hérétique, on ne devoit pas chercher d'autres armes que celles dont on l'a déjà battu. Tout le but est de savoir s'il y a des Jansénistes au monde, & si c'est une injure frivole ou une vérité sérieuse d'appeller hérétiques ces Messieurs.... Mais ce n'est pas là ce qui les embarrasse: au fond ils ne sont pas trop fâchés d'être hérétiques: par-là ils font parler d'eux.

Quoiqu'on vît assez combien ces fanfaronades sont ridicules, & quel crime c'est d'appeller *vieil hérétique* le Docteur dont il parle, on ne laissa pas de représenter l'un & l'autre au public dans la Réponse à cet Avertissement, qui avoit pour titre: *Le P. Bouhours convaincu de nouveau de ses anciennes impostures, faussetés, & calomnies*. Et c'est à quoi on renvoie pour abréger. (b).

Je ne fais de quoi il s'est avisé dans un autre Libelle, de se plaindre qu'on l'eût fait Auteur de cet *Avertissement*: cela ne lui peut servir pour se décharger de ce qu'il contient de calomnieux & de ridicule, puisqu'ayant trouvé bon qu'on le mît à la tête de sa Lettre, il en est aussi responsable que si c'étoit lui-même qui l'eût composé. Mais la maniere dont il en parle ne peut être que fort défavorable à votre Société, puisque c'est en nous apprenant qu'elle se tient heureuse d'avoir des élèves qui lui ressemblent, & qui ont aussi peu que lui de conscience & de jugement.

C'est dans vos Remarques sur la quatrième Plainte de M. Arnauld, que vous finissez en ces termes, en vous adressant à ce Docteur.

(a) [ Quatrième Plainte de M. Arnauld sur la Fourberie de Douay, §. X. pag. 28. ]

(b) [ Cet ouvrage a paru en 1691, & forme un volume in-12 de 458 pages. ]



*Pour ce qui est de certaines pieces dont vous faites Auteurs le P. Bouhours, comme est le Jugement sur le troisieme Volume de la Morale Pratique, & l'Avertissement sur la nouvelle édition de la Lettre à un Seigneur de la Cour; on sait que ces excellents petits ouvrages ne sont nullement de lui. Croyez-vous quel plaisir vous faites aux Jésuites, de voir qu'ils ont trois ou quatre Peres Bouhours, quelques-uns assez jeunes? C'est vous-même, Monsieur, qui leur rendez ce témoignage; & votre témoignage en ceci n'est point suspect. Gardez donc à l'avenir plus de mesures ayant affaire à plusieurs Peres Bouhours. Car on m'a assuré qu'ils sont las de vous épargner. Cependant ils ne vous diront point d'injures. C'est un droit, disent-ils, acquis à M. Arnauld.*

Vous ne pouvez, mes Révérends Peres, faire un portrait de vous-mêmes plus achevé, & plus ressemblant, & où il fût plus facile de remarquer tous vos caracteres.

Le premier est de regarder la hardiesse à médire, telle qu'elle est dans votre P. Bouhours en un degré éminent, comme une qualité si estimée parmi vous, qu'on vous fait plaisir de faire connoître au public que vous avez beaucoup d'Ecrivains de cette trempe. C'est ce qui vous fait dire, qu'on ne sauroit croire quel plaisir M. Arnauld a fait aux Jésuites, de voir qu'ils ont trois ou quatre Peres Bouhours, & quelques-uns assez jeunes. C'est lui-même, ajoutez-vous, qui leur rend ce témoignage, & son témoignage en cela n'est point suspect.

Le second est de trouver que tout ouvrage est bon, pourvu qu'il soit poliment écrit en françois, quelque rempli qu'il puisse être d'impertinences & de faussetés. C'est ce qui vous fait appeller le *Jugement & l'Avertissement d'excellents petits ouvrages*.

Le troisieme est une fanfaronade aussi ridicule que celle du faquin de la Comédie, qui chante victoire après avoir été bien battu, & menace de loin celui qu'il n'ose pas regarder en face. C'est le personnage que joue votre faiseur de remarques, en disant gravement à M. Arnauld qu'il doit garder à l'avenir plus de mesures, ayant affaire à plusieurs Bouhours qui sont las de l'épargner. Peut-on parler de la sorte sans avoir renoncé à toute pudeur, quand on est réduit depuis tant de temps à un silence honteux, non seulement sur la réfutation de ces deux petits excellents ouvrages, mais (a) sur cinq volumes importants qui couvrent la Société de confusion.

Le quatrieme est d'avoir le jugement si renversé par l'enivrement

(a) [ Ces cinq volumes sont les troisieme, quatrieme, cinquieme, sixieme & septieme volumes de la Morale Pratique. ]

V. CL. que cause l'orgueil à ceux qui sont remplis de l'amour d'eux-mêmes,  
 III. Pe. que l'on s'imagine ne point dire d'injures lorsque l'on dit les choses  
 N.XXXIII du monde les plus outrageuses. C'est cet étourdissement qui vous fait  
 assurer que vos jeunes Bouhours ne *diront point d'injures à M. Ar-*  
*nauld*, en même temps que vous nous apprenez que c'est un d'eux  
 qui est Auteur d'un *Avertissement*, où on a eu l'impudence d'appeller  
 ce Docteur *un vieil hérétique*, & d'ajouter, ce qui le feroit regarder  
 lui & ses amis comme des impies sans Religion & sans Foi; *qu'ils*  
*ne sont pas trop fâchés d'être hérétiques, parce que par-là ils font par-*  
*ler d'eux.*

Le cinquième d'être si accoutumé à dire des injures à vos adver-  
 saires, que vous ne pouvez promettre de ne leur en pas dire qu'en  
 leur en disant. C'est la contradiction où vous faites tomber vos jeunes  
 Bouhours, quand après avoir dit *qu'ils ne diront point d'injures à M.*  
*Arnauld*, vous ajoutez: *C'est un droit, disent-ils, qui lui est acquis.*  
 Car n'est-ce point une injure de dire d'un Docteur, qu'à force de dire  
 des injures il s'est acquis le droit d'en dire, quoique l'on vous ait tant  
 de fois défié, & que l'on vous défie encore, de rien trouver dans tous  
 ses ouvrages qui puisse passer pour injurieux, selon les véritables règles  
 de la Morale Chrétienne. Mais vous en avez d'autres, & en voici quel-  
 ques-unes.

1°. Tout ce que l'on dit de vous qui ne vous fait pas honneur est  
 injurieux, quelque bien prouvé qu'il puisse être.

2°. Tout ce que vous dites des autres, quoiqu'outrageux & destitué  
 de toutes preuves, n'est point injurieux.

3°. Vous n'avez qu'à promettre de ne point dire d'injures, & vous  
 en pourrez dire dans le même temps, sans que ce soient des injures.

## CHAPITRE XVII.

*Autres calomnies du P. Bouhours dans sa Lettre à Messieurs de  
 Port-Royal.*

**J**E pensois, Mes Révérends Pères, avoir achevé ce que j'avois à  
 dire de votre P. Bouhours. Mais ce qui me vient de tomber entre les  
 mains, m'oblige de lui faire une seconde correction sur son opiniâtreté  
 à médire.

C'est un Libelle imprimé nouvellement sous ce titre : *Lettre à Mes. V. Cl. seurs de Port Royal, sur leur esprit de révolte*. Il est sans nom d'Au-III. Pe-  
teur, & sans aucune marque ni du lieu, ni de l'année de l'impres- N.XXXIII  
sion. Mais pour savoir ce que c'est, il faut reprendre l'Histoire de  
plus haut.

Un Archevêque présenta au Roi en 1668 une Requête contre Mes-  
sieurs de Port-Royal, à l'occasion du Nouveau Testament de Mons. On  
n'y disoit rien que de fort foible contre cette traduction; mais on en  
traitoit fort injurieusement les Auteurs, en les faisant passer pour des  
hérétiques & pour des séditieux, prêts à se soulever contre les Puif-  
sances spirituelles & temporelles. Rien ne pouvoit être plus outrageux  
que ce qu'on disoit d'eux sur ce dernier point.

*Ils ne font que trop voir, disoit-on, qu'ils veulent suivre jusqu'au  
bout l'esprit des hérétiques, qui après avoir employé les arguments, la  
fausse éloquence & les calomnies tandis qu'ils sont foibles, prennent les  
armes dès qu'ils se sentent assez forts pour établir leur secte par la  
force. Et voici ce qu'on en donnoit pour preuve. Ils ont fait depuis  
long-temps un Traité exprès, où ils tâchent de prouver par des exem-  
ples de l'Antiquité faussement allégués, qu'il est permis pour les intérêts de  
leur mauvaise doctrine de s'élever contre les Puissances: maxime cruelle,  
& ennemie du Christianisme.*

Ces Messieurs se crurent obligés de se défendre contre des accusa-  
tions si atroces. Ils le firent par une Requête au Roi, qui fut présen-  
tée à Sa Majesté, signée de M. Arnauld & de M. l'Abbé de Lalanne,  
le jour de la Pentecôte de la même année 1668. Elle fut si bien re-  
çue & si estimée à la Cour, qu'elle ne contribua pas peu à disposer  
les esprits à la paix de l'Eglise, qui fut arrêtée quatre ou cinq mois  
après, & entièrement confirmée au commencement de l'année suivante.

Ils s'y défendirent avec beaucoup de force & de lumière contre cet  
esprit de révolte qu'on leur attribuoit. Et à l'égard de ce *Traité ex-  
près* qu'on leur imputoit d'avoir fait pour montrer *qu'il étoit permis,  
pour les intérêts de leur mauvaise doctrine, de s'élever contre les Puissan-  
ces*; voici ce qu'ils en dirent à Sa Majesté, après avoir avoué qu'on  
avoit raison d'appeller ce qu'on leur attribuoit, *une maxime cruelle &  
ennemie du Christianisme.*

*Qui ne croiroit, Sire, qu'un Archevêque parlant de la sorte avoit en-  
tre les mains ce méchant Livre, & qu'il n'a pas manqué de le faire  
voir à Votre Majesté en lui présentant sa Requête; une accusation si ca-  
pitale rendant criminel celui qui l'avance, si elle n'est accompagnée de  
pièces qui la justifient. Cependant, Sire, nous osons dire sans crainte qu'il*

V. CL. ne l'a pas fait; parce que nous sommes bien assurés que ce prétendu *Traité* III. P<sup>e</sup>. ne subsiste que dans l'imagination de M. l'Archevêque (a) N. & qu N.XXXIII nous n'avons jamais rien écrit qui puisse donner lieu à une si horrible médifance.

Nous venons de voir dans le Chapitre précédent, que le P. Bouhours prétendit se signaler en défendant la Requête de cet Archevêque, & combattant celle de Port-Royal, qu'il reconnoissoit avoir été fort estimée dans le monde. C'est ce qu'il fit par sa Lettre à un Seigneur de la Cour, qu'il a toujours regardée depuis comme son chef-d'œuvre. Il prétendit y justifier ce que l'Archevêque avoit dit de ce *Traité*, où on enseignoit qu'il étoit permis de s'élever contre les Puissances.

*Ils l'ont fait*, dit-il, *ce Traité contraire à l'obéissance qui est due aux Supérieurs. Ce n'est ni une vision ni une calomnie; c'est une chose réelle & véritable. Il fut imprimé l'an 1661. Il a pour titre: Lettre sur la constance, & le courage qu'on doit avoir pour la Vérité, &c.*

On fut si indigné de la hardiesse de ce Jésuite à soutenir cette accusation capitale contre la fidélité que l'on doit à son Roi, qu'avant que de réfuter entièrement cette Lettre à un Seigneur de la Cour, comme on fit bientôt après, on crut devoir traiter ce point en particulier, & on le fit en s'adressant à l'Archevêque même, que cet Ecrivain défendoit si mal. Cet Ecrit avoit pour titre:

LETTRE à MONSIEUR L'ARCHEVEQUE N. où l'on montre l'imposture insigne de son Défenseur touchant la Lettre sur la constance, & le courage qu'on doit avoir pour la Vérité.

Et voici, après un petit prélude, comme on entre en matière.

„ Après avoir lu la Lettre à un Seigneur de la Cour, qu'on a publiée  
 „ pour votre Défense & y avoir trouvé ces paroles: *Ils l'ont fait ce*  
 „ *Traité*. . . . Il a pour titre *Lettre sur la Constance* &c. J'ai eu une  
 „ extrême envie de voir cette Lettre, & j'ai été assez heureux pour  
 „ la rencontrer. Mais je vous avoue, Monseigneur, que depuis que  
 „ je suis au monde nulle hardiesse ne m'a plus épouventé que celle  
 „ de cet Accusateur. . . . Il est insigne dans sa calomnie, puisque l'on  
 „ ne voit autre chose dans toutes les pages de cette Lettre, qu'il  
 „ veut faire passer pour *insolente & impie*, qu'une exhortation toute  
 „ chrétienne & toute composée des Ecrits des Peres, à supporter  
 coura-

(a) [M. Arnauld supprime ici le nom de M. l'Archevêque d'Embrun, par ménagement, quoiqu'il fût dans les Ecrits qu'il cite ici.]

„ courageusement & constamment, les traitements les plus rigoureux V. CL.  
 „ pour la justice & la vérité : & à combattre pour cette vérité & III. Pe.  
 „ cette justice, non par les armes charnelles & humaines, mais par N.XXXIII  
 „ la patience, par l'humilité, par la prière, par la charité, & par  
 „ les autres armes toutes spirituelles & toutes saintes, toutes chari-  
 „ tables & toutes paisibles, dont l'Apôtre oblige les Chrétiens de  
 „ se servir contre l'Adversaire de leur salut. Prenez la peine, s'il vous  
 „ plaît, Monseigneur, de lire vous-même cette Lettre, & j'ose  
 „ vous assurer, que vous n'y trouverez autre chose, sinon qu'elle  
 „ enseigne à pratiquer par l'esprit & la force de Jesus Christ cette  
 „ doctrine si évangélique & si chrétienne, que les Ecclésiastiques de  
 „ Port-Royal expliquent en ces termes dans la Requête qu'ils ont  
 „ présentée au Roi. *On peut & on doit souffrir des Puissances, quand*  
 „ *Dieu permet qu'elles soient prévenues contre nous. Mais souffrir d'elles*  
 „ *dans ces rencontres n'est pas s'élever contre elles : rien n'est plus éloigné*  
 „ *de la révolte que la constance chrétienne. Car les hommes ne s'élèvent*  
 „ *contre les Puissances légitimes sous prétexte de défendre ce qu'ils appel-*  
 „ *lent vérité, que parce qu'ils manquent de fermeté, de courage &*  
 „ *de constance, pour s'exposer aux mauvais traitements qu'ils en appré-*  
 „ *bendent. C'est cette disposition qui fait les rebelles : au lieu que l'autre*  
 „ *est le plus ferme fondement de la fidélité des Sujets envers leurs Prin-*  
 „ *ces. Enseigner l'une, c'est une maxime cruelle, & ennemie du Chri-*  
 „ *stianisme. Mais on ne peut, sans un étrange blasphème, qualifier de*  
 „ *la même sorte la doctrine de ceux qui enseignent l'autre : puisque ce*  
 „ *sont deux vérités également constantes dans la Religion chrétienne ;*  
 „ *qu'il ne faut point s'élever contre les Puissances que Dieu a établies*  
 „ *sur nous, & qu'il faut souffrir toutes choses plutôt que de trahir*  
 „ *les mouvements de sa conscience. L'observation de ces deux regles*  
 „ *fait les véritables Chrétiens, & qui manque à l'une ou à l'autre est*  
 „ *indigne de ce nom. C'est par-là que la foi de Jesus Christ s'est répan-*  
 „ *due par toute la terre. La même vertu qui rendoit les premiers fideles*  
 „ *si parfaitement soumis aux Empereurs même Payens, les rendoit en*  
 „ *même temps comme insensibles aux plus cruels supplices, lorsqu'on*  
 „ *les vouloit forcer à faire la moindre chose qui blessât leur foi. C'est*  
 „ *ainsi qu'ils ont appris à soutenir la vérité, non en résistant, mais*  
 „ *en souffrant, non en versant le sang des autres, mais en répandant*  
 „ *le leur.* Voilà, Monseigneur, toute la doctrine de révolte & de  
 „ soulèvement contre les Puissances que l'on rencontre dans la Lettre  
 „ sur la Constance & la Vérité. Et c'est par une conduite singulière  
 „ de la Providence que le bel endroit que je viens d'extraire de la  
 „ *Ecrits sur la Morale. Tome XXXV.*

V. CL. „ Requête de ces Messieurs de Port-Royal, est comme un abrégé &  
 III. Pe. „ une justification de cette Lettre”. C'est ce qu'on fait voir ensuite  
 N.XXXIII par une analyse de tout ce qu'elle contient. Et il est marqué à la fin  
 que cet Ecrit est du 22 Juillet 1668.

On travailloit cependant à la Réfutation entière de la Lettre à un Seigneur de la Cour. Et elle fut donnée au public le 4 d'Août, treize jours après.

On y réfuta de nouveau ce que le P. Bouhours y avoit dit contre la Lettre sur la Constance ; & on le convainquit d'imposture plus fortement encore qu'on n'avoit fait dans l'autre Ecrit, où on traitoit cette matière en particulier. Et comme cette Réfutation entière de la Lettre à un Seigneur de la Cour est demeurée sans réplique, ce fut la raison qui fit croire qu'on n'avoit pas besoin de réfuter ce que ce Jésuite fit paroître quelque temps après contre le premier Ecrit, parce que toutes ses chicaneries avoient été réfutées par avance dans le second, comme je le ferai voir plus bas. Mais voici ce qui m'oblige présentement de parler de cette réponse du P. Bouhours.

J'ai déjà dit que la justification de la Lettre sur la Constance étoit adressée à l'Archevêque dont ce Jésuite avoit entrepris la défense. C'est pourquoi il donna pour titre à ce qu'il faisoit de nouveau pour montrer qu'il l'avoit bien défendu :

*Lettre à Messieurs de Port-Royal, contre celle qu'ils ont écrite à M. l'Archevêque.... pour justifier la Lettre sur la Constance & le courage qu'on doit avoir pour la vérité.*

Rien n'est plus ridiculement fanfaron que le début de cette Lettre. *Messieurs, je vous plains d'être si mal en Secrétaire. La Lettre que vous venez d'écrire à M. l'Archevêque,.... ne vous fait point d'honneur dans le monde. Où en êtes-vous réduits, Messieurs, de ne répondre qu'à un seul article de la Lettre à un Seigneur de la Cour, & d'y répondre misérablement?*

Que c'est un méchant personnage que de faire le fier & le triomphant, lorsqu'on n'a que des sottises à dire, & qu'on choque ouvertement le jugement du public ! Quelle confusion, de s'imaginer qu'on n'avoit pu répondre qu'à un seul article d'une Lettre qu'il vit, trois ou quatre jours après, réduite en poudre par une Réfutation qui l'accabla ! Mais quelle imprudence d'avoir laissé cet endroit dans cette *Lettre à Messieurs de Port-Royal*, lorsqu'en 1684, il l'a fait réimprimer parmi ses Opuſcules ; les curieux de Paris ayant dans leur cabinet de quoi se moquer de sa vanité !

C'est peut-être aussi de quoi il s'est aperçu un peu trop tard, en

réimprimant une troisième fois cette même pièce; ce qui m'a donné V. CL. occasion d'en parler: car m'ayant été envoyée en la forme que j'ai III. Pe. marquée au commencement de ce Chapitre, je ne savais d'abord ce N. XXXIII. que c'étoit. Mais m'étant douté que ce pouvoit être un des Opuscules du P. Bouhours, je les ai été consulter; & j'ai vu que je ne m'étois pas trompé: car c'est le troisième de ces Opuscules, mais avec deux changements bien considérables.

Le premier est, qu'au lieu du titre que je viens de rapporter: *Lettre à Messieurs de Port-Royal contre celle qu'ils ont écrite &c.* Il a mis celui-ci. *Lettre à Messieurs de Port-Royal sur leur esprit de révolte.*

L'autre est, qu'il en a retranché deux pages de fanfaronades, qu'il a bien vu, quoiqu'un peu tard, qui ne pouvoient que le rendre ridicule. Ce n'est pas néanmoins la principale raison de ce dernier changement. Il a eu une autre vue dans l'un & dans l'autre.

C'est qu'il n'a pas voulu que cet Ecrit, contre la Lettre sur la Constance, fût regardé comme une Réponse à ce qu'on avoit fait pour la justifier contre ce qu'il en avoit dit dans sa Lettre à un Seigneur de la Cour; parce qu'il a bien vu, qu'en comparant cette prétendue Réponse à l'Ecrit de ces Messieurs, c'est à lui qu'on pouvoit dire qu'il y avoit *répondu misérablement*. Car qu'y a-t-il, par exemple, de plus misérable, que de ne pas dire un mot de ce que l'on soutient dès le commencement de cet Ecrit; qu'il n'y a rien dans cette Lettre sur la Constance, que ce que ces Messieurs avoient dit dans leur Requête au Roi; *que l'on peut & que l'on doit souffrir des Puissances, quand Dieu permet qu'elles soient prévenues contre nous: mais souffrir d'elles dans ces rencontres, n'est pas s'élever contre elles*: & le reste que j'ai rapporté. Y a-t-il rien de plus misérable que ce procédé du P. Bouhours? Ces Messieurs l'ont accusé d'une *insigne imposture*, devant le Prélat qu'il avoit prétendu défendre, & ils ont prouvé son imposture par un Ecrit de vingt-trois pages. Ce Jésuite s'adresse à eux-mêmes pour justifier qu'il n'est point imposteur. Il le fait par une Lettre de cinquante-six pages, & dans ces cinquante-six pages il ne répond pas un seul mot aux preuves de ses accusateurs. Je dis pas un seul mot sans exagération. Ce n'est même que dans le titre de sa Lettre à Messieurs de Port-Royal, qu'il parle de celle contre laquelle il écrit: car il la laisse là dans toute sa Lettre, comme si elle ne le regardoit pas. Je ne fais s'il y eut jamais d'exemple d'une telle impertinence: dire dans un titre, que l'on écrit contre une certaine pièce, & ne nommer pas seulement cette pièce dans tout l'Ecrit.

Ce qui doit encore faire trouver bien honteux ce procédé du Jésuite

V. Cl. est, qu'il y avoit dans la Lettre, contre laquelle il disoit qu'il alloit III. Pe. écrire, des reproches qui devoient être bien sensibles à un homme N.XXXIII qui auroit eu un peu d'honneur à conserver. En voici par exemple un endroit.

*Ce ne sauroit être qu'en abusant misérablement de quelques paroles des Saints Peres, que cet Apologiste s'est avisé d'accuser l'Auteur de la Lettre sur la Constance, d'avoir porté directement les fideles à résister de toutes leurs forces aux Puissances legitimes. Et cette accusation se détruit de telle sorte par la seule lecture de ces passages, & par les réflexions dont ils sont précédés & suivis, qu'on ne sauroit concevoir comment cet homme a été assez hardi pour entreprendre une chose aussi insoutenable, aussi téméraire, & aussi ridicule que l'est celle qu'il a entreprise. Car seroit-il possible qu'un homme fut assez aveugle, & assez capable de prendre les choses à contre-sens, pour n'avoir point fait de mauvaise foi, & par une mechanceté préméditée, l'accusation qu'il a faite à ces Messieurs ? Ce Jésuite si glorieux auroit-il laissé passer sans réplique un reproche si sanglant, s'il avoit eu quelque chose de raisonnable à y opposer ? Ce n'est donc pas sans sujet, que dans la troisieme édition qu'il a fait faire de sa Lettre à Messieurs de Port-Royal, il a mis simplement au titre, sur leur esprit de révolte, au lieu de ce qu'il y avoit dans les deux premieres, contre celle qu'ils ont écrite pour justifier la Lettre sur la Constance. Ça été pour empêcher que ceux qui n'auroient que cette troisieme édition, qui se pourroit répandre plus que les deux autres, n'eussent la curiosité de confronter cette Lettre à Messieurs de Port - Royal avec l'Écrit contre lequel elle a été faite, parce qu'on n'auroit pu faire cette confrontation, sans admirer l'imprudence, ou plutôt l'effronterie du P. Bouhours, dans son accusation de révolte contre ces Messieurs.*

Il a eu la même raison de retrancher les deux premieres pages des éditions précédentes, parce qu'il y est parlé de sa Lettre à un Seigneur de la Cour ; ce qui auroit donné occasion de voir dans la Réfutation qu'on en a faite, de qu'elle sorte on a répondu à ce qu'il y avoit dit contre la *Lettre sur la Constance*, ce qui n'auroit pu tourner qu'à sa confusion. C'est ce qu'il sera bien aisé de faire voir. On n'a qu'à rapporter ce que le P. Bouhours dit sur ce sujet dans sa Lettre à un Seigneur de la Cour, & ce qu'on lui a répondu en s'adressant à l'Archevêque dont il avoit entrepris de défendre la Requête.



Paroles du P. BOUHOURS.

V. CL.

III. Pe.

N.XXXIII

*Ils l'ont fait ce Traité contraire à l'obéissance, que M. l'Archevêque leur reproche. Ce n'est ni une vision, ni une calomnie : c'est une chose réelle & véritable. Il fut imprimé en 1661. Il a pour titre, LETTRE SUR LA CONSTANCE qu'on doit avoir pour la Vérité, avec les sentiments de S. Bernard sur l'obéissance. qu'on est obligé de rendre aux Supérieurs, & sur le discernement qu'on doit faire de ce qu'ils commandent. Il est in quarto en petite lettre & contient trente quatre pages. Il est fait pour exciter le monde à soutenir le Jansénisme comme la foi, & à combattre la doctrine contraire comme une hérésie damnable. Il porte directement les fideles à résister de toutes leurs forces aux Puissances les plus légitimes, & à les regarder comme des persécuteurs, des Tyrans, & des Antechrists. Il ne s'est peut-être jamais rien fait dans l'Eglise de plus insolent ni de plus impie.*

Réfutation du P. BOUHOURS.

„ Il s'agit de prouver que les Ecclésiastiques de P. R. ont fait un  
 „ Traité exprès pour montrer qu'il est permis, pour l'intérêt de leur  
 „ doctrine, de s'élever contre les Puissances. Et ces termes par leur signi-  
 „ fication naturelle, & l'application que vous en faites, Monseigneur,  
 „ pour montrer que ceux que vous appelez Jansénistes, sont des  
 „ gens qui portent à la sédition & à la révolte, & qui sont prêts de  
 „ prendre les armes contre le Roi, marquent que ce Traité enseigne  
 „ formellement à se révolter contre les Rois. On n'y peut donner un au-  
 „ tre sens. Mais comme votre Apologiste se trouvoit dans l'impuissance  
 „ de justifier ce fait, il dissimulè adroitement ce que devoit contenir  
 „ ce Traité, & il en substitue un autre dont il exprime le sujet par  
 „ des termes équivoques. *Ils l'ont fait*, dit-il, *ce Traité contraire à*  
 „ *l'obéissance des Supérieurs* : comme si c'étoit celui dont il est question.

„ Mais il ne vous sauvera pas par-là, Monseigneur, de l'engage-  
 „ ment où vous vous êtes mis de produire un Traité dans lequel on  
 „ enseigne, dites-vous, à s'élever contre les Puissances. Il n'est point  
 „ question de Traités simplement contraires à l'obéissance qui est due  
 „ aux Supérieurs, ce que chacun entend à sa fantaisie, selon l'éten-  
 „ due qu'il donne à la puissance des Supérieurs. Tous les Traités  
 „ où l'on enseigne, par exemple, qu'il ne faut point signer les  
 „ faits dont on doute, sont en ce sens contraires à cette obéissance  
 „ prétendue ; & ainsi vous auriez dû dire, qu'ils ont fait cent Trai-

V. Cl. „tés de cette sorte. Mais il n'est point question de tout cela. Il  
 III. Pe. „faut trouver, Monseigneur, un Traité où ces personnes aient en-  
 N.XXXIII „seigné à *s'élever contre les Puissances*. On entend ce langage : chacun  
 „voit qu'il signifie, qu'ils ont enseigné, dans ce Traité, à se révolter  
 „contre le Roi. Il est impossible de former une autre idée en lisant  
 „ces paroles dans votre Requête.

„Qu'il est ridicule, Monseigneur, pour se tirer de ce mauvais pas,  
 „de nous renvoyer, comme fait votre Apologiste, à un Ecrit de la  
 „Constance chrétienne, fait non par les Ecclésiastiques de Port-Royal,  
 „mais par un de leurs amis, & d'en marquer les pages, le caractère  
 „& le volume ! Ce Traité enseigne-t-il à s'élever contre les Rois,  
 „& n'enseigne-t-il pas tout le contraire ? N'a-t-il pas pour but unique-  
 „ment de montrer, qu'il faut être disposé à tout souffrir plutôt que  
 „de trahir la vérité, ce qui enferme la résolution de tout endurer,  
 „opposée à l'esprit de rebellion qui s'élève contre les Puissances ; &  
 „celle de demeurer attaché à la vérité, opposée à la lâcheté qui porte  
 „à trahir sa conscience ? C'est ce que l'on vous a déjà fait voir par  
 „une Lettre que l'on vous a adressée, pour la justification de cet  
 „Ecrit, & sur laquelle on attend votre réponse, pour vous purger  
 „de la calomnie dont vous demeurerez convaincu, à moins que  
 „vous ne montriez *contre les preuves de cette Lettre*, que ce Traité  
 „enseigne effectivement à *s'élever contre les Puissances*, ou que c'est  
 „un autre dont vous avez entendu parler”.

Où est donc la conscience & l'honneur de votre P. Bouhours, mes  
 Révérends Peres ? Il y a plus de vingt-cinq ans qu'on lui a fait voir,  
 en réfutant la *Lettre à un Seigneur de la Cour*, que le seul moyen de  
 tirer un Prélat de l'embarras où il l'avoit jeté, étoit de montrer *con-*  
*tre les preuves* d'une Lettre écrite à ce Prélat, que le Traité de la  
 Constance chrétienne enseigne effectivement à *s'élever contre les Puif-*  
*sances*. Et il a eu la bassesse & la mauvaise foi de faire imprimer par  
 trois fois une méchante Lettre contre ce Traité de la Constance, sans  
 répondre quoi que ce soit aux preuves de la Lettre, par lesquelles  
 on avoit fait voir qu'il faudroit avoir perdu le sens, pour dire qu'on  
 enseigne dans ce Traité à *se soulever contre ces Puissances*.

Mais écoutons de quelle sorte on a réfuté les chicaneries du P.  
 Bouhours contre cette Lettre sur la Constance.

*Suite de la Réfutation du P. BOUHOURS.*

„C'est une fausseté à votre Apologiste de dire, que ce Traité de

„ la Constance est fait, pour exciter tout le monde à soutenir le Jansé-V. Cl.  
 „ nisme ; par où il entend la doctrine condamnée : au qu'il ne s'y III. Pe.  
 „ agit nullement des cinq Propositions, que cet Auteur condamne avec N.XXXIII  
 „ l'Eglise, & qu'on ne peut rapporter ces exhortations de ne pas  
 „ abandonner la vérité, qu'à la doctrine de S. Augustin en général,  
 „ qui a été tant de fois autorisée par le S. Siege ; ou au doute touchant  
 „ le fait, sur lequel il exhorte ceux qui l'ont de ne pas trahir leur  
 „ conscience par une souscription trompeuse.

„ Il y a encore plus de malice en ce qu'il ajoute, que l'on porte  
 „ directement les fideles, à regarder les Puissances légitimes, comme  
 „ des Persécuteurs, des Tyrans, & des Antechrists, ce qu'il met en  
 „ différents caracteres, comme si c'étoit les propres paroles de cet Ecrit :  
 „ & néanmoins ces termes ne s'y trouvent point, & il n'y en a point  
 „ qui puissent porter à ce sens & à cette idée, que par une consé-  
 „ quence également fausse & séditeuse.

„ Le fondement de cette calomnie est, que l'Auteur y a traduit  
 „ plusieurs passages de S. Cyprien, de S. Grégoire de Nazianze & de  
 „ S. Bernard, qui exhortent les fideles à demeurer fermes dans les  
 „ persécutions qui s'élevent dans l'Eglise, dont votre Apologiste vou-  
 „ droit faire croire qu'il applique aux Puissances présentes de l'Eglise,  
 „ & de l'Etat, ce que les Peres qu'il cite ont dit de ceux qui ont  
 „ persécuté l'Eglise de leur temps.

„ Mais cette application, Monseigneur, est de votre Apologiste,  
 „ & non de l'Auteur de ce Traité, qui compare seulement la disposi-  
 „ tion avec laquelle on doit souffrir les maux présents de l'Eglise,  
 „ avec celle que les Peres ont tâché d'inspirer aux fideles de leur temps :  
 „ & qui ne compare nullement les Princes qui faisoient alors souffrir  
 „ l'Eglise avec ceux de ce temps ici. Les maux sont en quelque sorte  
 „ les mêmes, quoique les causes en soient différentes. Mais comme  
 „ cette différence ne change en rien la disposition avec laquelle on  
 „ doit souffrir les unes & les autres, il est permis de se servir des  
 „ exhortations que les Peres ont faites pour porter les fideles à souffrir  
 „ avec patience les persécutions qui leur arrivoient de la part des  
 „ Princes infideles, hérétiques, violents, injustes, pour s'animer à  
 „ souffrir d'autres maux infiniment plus légers qui arrivent de la part  
 „ des Princes qui n'ont aucune de ces mauvaises qualités, & qui  
 „ sont simplement prévenus par la malice des Jésuites.

C'en est assez pour la justification de la Lettre sur la Constance.  
 Mais rien n'est plus solide ni plus chrétien, que ce que le Refuta-  
 teur du P. Bouhours ajoute ensuite.

V. CL. " Tant s'en faut , Monseigneur , que l'usage que l'Auteur de la  
 III. Pe. „ Lettre sur la Constance fait de ces passages soit contraire à l'obéis-  
 N.XXXIII „ sance qui est due aux Souverains , & à la tranquillité publique ,  
 „ qu'on peut dire au contraire qu'ils contiennent les fondements les  
 „ plus solides du repos des Etats , & de la fidélité inviolable que l'on  
 „ doit aux Princes. Car c'est une obéissance très-mal assurée que celle  
 „ que l'on fait dépendre du jugement avantageux que les sujets font  
 „ de leurs Rois. Il n'y a rien de si facile à de méchants esprits , que  
 „ de faire passer les meilleurs & les plus justes Princes dans la fantaisie  
 „ des peuples pour injustes & violents. On juge de ce qu'on appelle  
 „ juste ou injuste par rapport à soi , à ses passions , & à ses intérêts :  
 „ ainsi on donne souvent ces noms à ceux qui le méritent le moins ,  
 „ Il n'y a donc point de maxime plus séditieuse que d'attacher l'obéis-  
 „ sance des sujets envers leurs Rois à ces sortes de jugements , & de  
 „ leur permettre de se révolter , lorsqu'ils les croient tyrans & injustes.  
 „ Et par conséquent il n'y a point au contraire de maxime plus favo-  
 „ rable aux Princes , ni plus propre à affermir le repos de leurs Royau-  
 „ mes , que celle qui enseigne qu'il ne faut jamais se révolter contre  
 „ les Rois , quand même ils nous traiteroient injustement , & que  
 „ tout ce que l'on doit faire en ces rencontres est de souffrir d'eux  
 „ avec patience.

„ C'est donc en vain , Monseigneur , que votre Apologiste tâche de  
 „ rendre odieuse la traduction que cet Auteur a faite de quelques pas-  
 „ sages des Peres qui enseignent , qu'il faut souffrir avec humilité les  
 „ persécutions qui arrivent de la part même des Princes infideles , hé-  
 „ rétiques , & injustes. Les Princes sages ne s'offensent jamais de ces  
 „ instructions , parce qu'ils savent bien , que quoiqu'ils soient assez  
 „ distingués par leurs actions de ces Princes qui ont persécuté l'E-  
 „ glise , il est toujours bon que leurs sujets soient persuadés , que de  
 „ prétendues persécutions ne leur donnent aucun droit de se révol-  
 „ ter , & qu'ils n'ont point d'autres armes à y opposer que la souffrance.  
 „ Mais ce qui les blesse justement , & ce qu'ils jugent séditieux , est  
 „ que l'on enseigne qu'il est permis de s'élever contre les Princes qui  
 „ gouvernent injustement , auxquels de certains Auteurs donnent le  
 „ nom de Tyrans ; & que pourvu que l'on prenne avis de personnes  
 „ doctes , comme sont ces Peres , on peut se porter à des entreprises  
 „ si horribles qu'il n'est pas permis d'y penser. ( *Mariana de Rege &  
 „ Regis institutione* Lib. 1. c. 6. Lessius expliquant ce passage de  
 „ Mariana.)

„ En vérité , Monseigneur , si les Jésuites étoient sages , ils ne re-  
 mueroient

„ mueroient jamais ces matieres qui regardent la tranquillité des Etats, V. CL. :  
 „ & la fidélité due aux Rois, de peur de s'attirer par-là des reparties III. P.  
 „ d'autant plus fâcheuses qu'elles sont plus justes & plus véritables. N.XXXIII  
 „ Il ne feroit point besoin d'avoir recours à des conjectures extrava-  
 „ gantes, ou à de noires calomnies. On n'auroit qu'à rapporter les  
 „ maximes qui se trouvent dans leurs Livres, & qui sont autorisées  
 „ par leurs plus célèbres Auteurs”.

*N'est-ce pas*, mes Révérends Peres, avoir ruiné par avance tout ce qu'a dit votre P. Bouhours contre le *Traité de la Constance* dans sa misérable Lettre à Messieurs de Port-Royal, qu'il a fait imprimer par trois fois pour mieux répandre le venin de ses médisances? Car on n'a qu'à la lire pour reconnoître qu'il n'a fait qu'y étendre les chicaneries qu'il avoit employées en abrégé contre ce *Traité* dans sa *Lettre favorite à un Seigneur de la Cour*, dont on vient de voir une réfutation si solide.

On la doit donc regarder comme suffisamment réfutée. Mais j'en tirerai seulement, à mon ordinaire, divers exemples de calomnies.

#### I. E X E M P L E.

Votre P. Bouhours, avoit à prouver que la Lettre sur la Constance étoit le *Traité* où ces Messieurs avoient enseigné, *qu'il étoit permis pour l'intérêt de leur doctrine de s'élever contre les Puissances*. Et ne trouvant point que cela fût dans cette Lettre, ni aucune autre leçon de révolte, mais des maximes toutes contraires à cela, voici comme il s'y prend pour justifier cette horrible accusation. C'est qu'il ne faut pas juger d'eux par ce qui est dans ce Livre; mais qu'il en faut juger par ce qu'ils ont dans le cœur : la coutume des hérétiques étant de cacher leurs sentiments. On auroit de la peine à croire qu'il fût assez extravagant pour raisonner de la sorte, si on ne rapportoit ses propres paroles. Les voici; c'est à la page 10.

*Je fais bien que vous dites, que la résistance dont vous parlez doit être accompagnée d'humilité, de patience, & de douceur. Vous citez des passages pour cela, & vous exhortez même les fideles à mourir pour ce que vous appelez la foi & la vérité. Mais ces maximes, ces passages, & ces exhortations ne m'éblouissent pas. Je fais un peu quel est l'esprit & le langage des hérésiarques.*

Vit-on jamais une pareille folie? Il étoit obligé de montrer que la Lettre sur la Constance, est le *Traité* fait exprès par ces Messieurs, où ils avoient enseigné (comme on les en avoit accusés devant le

V. Cl. Roi) qu'il étoit permis pour l'intérêt de leur doctrine de s'élever contre les Puissances. C'est ce qu'il n'y trouvoit point, & il est contraint d'avouer, qu'il y trouvoit des maximes, des passages & des exhortations toutes contraires. *Mais tout cela*, dit-il, *ne m'éblouit point. Et pourquoi ? Parce que je connois un peu l'esprit & le langage des Hérésiarques.* C'est une noire imposture contre ces Messieurs, de les vouloir faire passer pour Hérésiarques ou hérétiques : & il est juste de la mettre en compte. Mais de quel usage peut-elle être ici ? Il ne s'agit point des personnes : il s'agit d'un Traité, dans lequel on accuse ces Messieurs d'avoir enseigné, *qu'il est permis pour l'intérêt de leur doctrine de s'élever contre les Puissances.* C'est ce qu'on n'y trouve point, & on y trouve tout le contraire. On en croira tout ce qu'on voudra ; mais je ne puis m'empêcher de dire, qu'il y a des fous qu'on enferme qui ne le sont pas tant que ce calomniateur, qui s'est cru quitte de l'obligation où il étoit de trouver dans ce Traité ce qu'il n'y trouvoit point, en disant gravement : *je sais un peu quel est l'esprit & le langage des Hérésiarques.*

## II. E X E M P L E.

C'est une suite de ce qu'il venoit de faire entendre, qu'il prenoit les Auteurs de la Lettre sur la Constance pour des Hérésiarques.

“ *Ils cachent leurs mauvais desseins sous de belles apparences. Ils ne se découvrent jamais tout-à-fait. Leurs Ecrits ont toujours deux faces, comme ces images qui représentent d'un côté un Saint & de l'autre un démon. Les plus pures maximes de l'Evangile y sont quelquefois mêlées avec les erreurs les plus impies. Ils sont mêmes pleins le plus souvent de contradictions manifestes.*”

C'étoit donc dans la Lettre sur la Constance qu'il falloit montrer ces contradictions : c'étoit par les passages de cet Ecrit qu'il falloit faire voir, qu'il parloit en quelques endroits comme les Saints & comme les plus grands ennemis de la révolte, & en d'autres comme le démon le plus appliqué à inspirer la révolte. Mais à l'impossible nul n'est tenu. Ne pouvant rien trouver de semblable dans l'Ecrit dont il s'agit, on est allé le chercher ailleurs.

*La vérité étoit enveloppée de paroles obscures & artificieuses dans les Livres de Nestorius. Pélage en a fait où il semble établir la grace qu'il vouloit détruire. On diroit que Calvin combat pour la Réalité dans sa Réponse au Cardinal Sadolet.*

Jusques à quand, mes Révérends Peres, abuserez-vous de la pa-

tiende du genre humain , par cette impertinente méthode d'appuyer V. Cl. vos calomnies , en imputant à vos adverfaires tous les crimes qu'il III. Pe. vous plaît , parce que d'autres en ont commis de semblables , il y a N.XXXIII environ treize cents ans , ou dans le dernier ſiècle ?

### III. E X E M P L E.

Votre P. Bouhours a voulu fortifier ſon extravagante application de la diſſimulation de Neſtorius , de Pélagé & de Calvin à l'Auteur de la Lettre ſur la Conſtance , par un reproche ſemblable qu'il fait à l'Auteur du Livre de la Fréquente Communion : mais ç'a été en médisant de ce Docteur & de ſes amis de la manière du monde la plus inſenſée.

*Et vous-mêmes , Meſſieurs , n'en avez-vous pas uſé ainſi dans votre Livre de la Fréquente Communion ? Vous y faites paroître tant de zèle pour l'honneur du plus auguſte de nos Sacrements , quelque deſſein que vous ayiez d'en abolir tout-à-fait l'uſage.*

Eſt-il poſſible , mes Révérends Peres , que vous ayiez ſouffert qu'on imprimât par trois fois une calomnie ſi folle & ſi exécrationnelle , contre des perſonnes de mérite qui ont tant travaillé en toutes manières pour l'adorable Sacrement de nos Autels ? Quel a été votre aveuglement ſi vous n'avez pas vu , qu'on ne pouvoit guere concevoir de médisance plus damnable , que d'imputer à des Eccléſiaſtiques qui ſervent de ſaintes Vierges dans une maiſon conſacrée à l'adoration perpétuelle de Jeſus Chriſt réſidant ſur nos Autels , le deſſein diabolique d'abolir tout-à-fait l'uſage du plus auguſte de nos Sacrements , ſelon les propres termes de ce calomniateur : & que voulez-vous que l'on croie de votre politique , ſi n'ayant pu ignorer l'énormité de cette fauſſe accuſation , vous vous êtes imaginé la devoir laiſſer paſſer , parce qu'elle ſerviroit à entretenir dans l'eſprit de vos dévots & de vos jeunes Religieux la méchante opinion qu'on a ſoin de leur donner de ces Meſſieurs dès leur Noviciat , en les leur faiſant regarder ſur le pied d'hérétiques , & même de Déiſtes , ſelon le Roman diabolique de Bourguſontaine , qui auroient entrepris d'abolir tous les Sacrements & tous les Myſteres de la Religion chrétienne ?

### IV. E X E M P L E.

Il continue à impoſer à l'Auteur de la Fréquente Communion.

“ Vous y dites tout ce qu'il vous plaît de l'obligation & de la

V. CL. „ pratique de l'ancienne Pénitence publique. En quelques endroits  
 III. P. „ l'usage de la Pénitence publique est *immuable*, & *autorisé par la*  
 N.XXXIII „ *doctrine de tous les Peres, par les Canons de tous les Conciles*. En  
 „ d'autres, *l'Eglise accorde aux fideles un usage plus facile, & moins*  
 „ *severe*. Voilà le procédé ordinaire des hérétiques. Vous agissez  
 „ tous de la sorte, pour avoir toujours par où vous échapper quand  
 „ on vous presse, & pour faire entrer vos erreurs plus facilement  
 „ dans les esprits ”.

Fausseté insigne qu'on ait jamais dit dans la Fréquente Communion, que *l'usage de la Pénitence publique est immuable*. Le lieu commun du procédé des hérétiques ne peut être appliqué à ces Messieurs sans calomnie, puisque c'en est une très-noire de supposer qu'ils soient hérétiques. Et tout cela est extravagant, puisqu'il ne peut être d'aucun usage pour montrer que votre P. Bouhours n'est pas imposteur, quand il a assuré, qu'ils avoient enseigné dans la *Lettre sur la Constance*, qu'il est permis pour l'intérêt de leur doctrine de se soulever contre les Puissances.

#### V. E X E M P L E.

On trouvera dans celui-ci qu'il tâche à s'échapper par une équivoque, & que cependant il demeure convaincu de son imposture par sa propre confession.

“ On ne doit pas, dit-il, s'étonner (c'est-à-dire, après ce que je  
 „ viens d'imputer faussement au Livre de la Fréquente Communion)  
 „ si dans votre *Lettre de la Constance*, ou plutôt de la *désobéissance*,  
 „ vous semez par-tout des maximes & des sentiments évangéliques.  
 „ La désobéissance toute pure feroit horreur aux ames simples. Vous  
 „ êtes trop habiles pour dire grossièrement, qu'il faut se soulever con-  
 „ tre les Puissances. Vous le dites finement ”.

C'est en vain que ce Sophiste tâche de tromper le monde en substituant le mot de *désobéissance*, de quoi il ne s'agit point, à celui de *révolte*, de quoi il s'agit. Car ces Messieurs n'avoient point été accusés par la Requête présentée contre eux au Roi, d'avoir fait un Traité où ils enseignoient à désobéir aux Puissances, mais où ils enseignoient à *s'élever contre les Puissances*. L'un est bien différent de l'autre. Les Princes n'étant pas impeccables, ils peuvent commander des choses qu'on ne pourroit faire sans blesser sa conscience: & alors on est obligé de ne leur pas obéir, mais il n'est jamais permis de se soulever contre eux. C'est de quoi le public avoit été averti dans la *Ré-*



*fatation de sa Lettre à un Seigneur de la Cour, & nous en avons plus* V. Cr.  
*haut rapporté l'endroit.* III. Pe.

Mais ce qu'il est plus important de faire remarquer, est qu'il se N.XXXIII  
 trouve réduit à dire des choses qui le convainquent d'avoir été un  
 imposteur, quand il assure que ces Messieurs avoient fait un Traité  
 exprès, pour montrer *qu'il est permis pour l'intérêt de leur doctrine de*  
*s'élever contre les Puissances.* Car il avoue ici qu'ils n'ont point ensei-  
 gné cela, parce que ce seroit enseigner trop grossièrement, qu'il faut  
 ou qu'il est permis de se soulever contre les Puissances. Rien n'est  
 plus clair que cette confession. *Vous êtes, dit-il, trop habiles pour dire*  
*grossièrement qu'il faut se soulever contre les Puissances. Mais vous le*  
*dites finement.* C'est donc lui qui a été assez mal-habile pour s'être  
 engagé à soutenir cette fausse accusation, que ces Messieurs avoient  
 fait un Traité exprès pour montrer *qu'il étoit permis pour l'intérêt de*  
*leur doctrine de se soulever contre les Puissances :* car si cela étoit dans  
 ce Livre, ils l'auroient enseigné non seulement finement, mais gros-  
 sièrement.

## VI. E X E M P L E.

Ne trouvant rien dans cette Lettre sur la Constance qui pût jus-  
 tifier son imposture, il tâche d'éblouir le monde par de vaines dé-  
 clamations appuyées sur des faussetés, & qui aboutissent toujours à des  
 exemples d'hérétiques.

“ *Vous dites le pour & le contre en même temps (c'est une faus-*  
 „ *seté) qu'il faut résister généreusement aux ennemis de la foi, & qu'il*  
 „ *faut souffrir humblement des ennemis de la foi. Vous pensez échap-*  
 „ *per par-là. Mais vous n'échapperez pas, Messieurs. Pour peu qu'on*  
 „ *connoisse les artifices des hérétiques, on n'a pas de peine à découvrir*  
 „ *les vôtres. Vous avez beau prêcher la patience, l'humilité, la prière*  
 „ *& la retraite, on ne vous croit pas moins rebelles & moins fac-*  
 „ *tieux pour cela.* ”

Ils n'en doutent point, mes Révérends Peres. Ils n'ont que trop  
 éprouvé qu'ils ont eu beau édifier l'Eglise par leur patience, par leur  
 humilité, par leurs travaux pour ses intérêts, & par une vie de prière  
 & de retraite; vous n'avez pas laissé pour cela de les décrier com-  
 me des hérétiques; des rebelles & des factieux, par une infinité de  
 Libelles, & de vive voix dans toutes les Cours où on a eu créance  
 en vous.

Mais pour revenir au Traité de la Constance dont il s'agit; dire

V. CL. comme vous faites aux Auteurs de ce Traité : *Vous avez beau y prêcher la patience, l'humilité & la retraite, on ne vous en croit pas moins rebelles, ni moins factieux pour cela* : n'est-ce pas comme si vous leur disiez : nous ne trouvons point ce que nous devrions y avoir trouvé, pour justifier l'accusation de *faction* & de *révolte*, que nous vous avons faite : mais nous ne vous en traiterons pas moins pour cela de rebelles & de factieux.

## VII. E X E M P L E.

Comme il ne pouvoit trouver dans le Traité dont il s'agit ce qu'il s'étoit engagé d'y faire voir, qui est qu'on y avoit enseigné *qu'il étoit permis de se soulever contre les Puissances*; & qu'il y a trouvé tout le contraire, qui est qu'on devoit souffrir la persécution sans jamais se révolter, c'est par-là que ce misérable Sophiste a prétendu faire voir, qu'on ne pouvoit porter les peuples plus fortement à la révolte qu'on avoit fait par ce Traité.

*Peut-on, dit-il, porter les peuples plus fortement à la révolte, que de leur dire qu'ils sont persécutés? Peut-on les y exciter plus artificieusement que de les exhorter à souffrir la persécution? Après leur avoir dit qu'ils sont persécutés, il est inutile de leur dire, qu'ils doivent souffrir de leurs persécuteurs : deux ou trois ames simples souffriroient peut-être; mais le reste se révoltera pour se délivrer de la persécution.*

Abominable pensée! capable de faire croire aux Libertins, que les Chrétiens des premiers siècles ont été des trompettes de sédition & de révolte, & qu'ils ont mérité par-là tous les tourments qu'on leur a fait souffrir. C'est ce que nous apprend, diront-ils, ce brave Jésuite. *Car peut-on porter les peuples plus fortement à la révolte que de leur dire qu'ils sont persécutés? Or c'est ce qu'ont fait, après les Apôtres dans leurs Epîtres, tous les Apologistes de la Religion Chrétienne, & ce que faisoient de vive voix tous les Pasteurs dans les assemblées des fideles. Et peut-on les exciter plus artificieusement à la révolte, que de les exhorter à souffrir la persécution? Les Empereurs payens avoient donc droit, selon ce Jésuite, de prendre les exhortations de souffrir la persécution, qui se trouvent dans les Ecrits des Apôtres, & dans les Apologies du Christianisme, pour d'artificieuses excitations à la révolte. Je n'en dis pas davantage, tant cela fait horreur.*

## VIII. E X E M P L E.

V. Cl.  
III. Pe.  
N.XXXIII

Continuation de cette méchante doctrine : qu'on ne peut exhorter les hommes à ne point obéir en des choses qui blesseroient leur conscience, que ce ne soit les exhorter à se révolter contre les Puissances qui les leur commanderoient.

Il faut remarquer que le Traité dont il s'agissoit ne regardoit point les peuples , mais seulement les Ecclésiastiques & les Théologiens , que l'on exhortoit à ne point abandonner par des vues temporelles la doctrine de S. Augustin tant de fois autorisée par l'Eglise , & de ne point mentir , en attestant un fait comme véritable dont on auroit au moins sujet de douter : & c'est ce que le P. Bouhours dissimule , ne parlant jamais que de *désobéissance* , sans avoir osé marquer en quoi elle consistoit.

*Après avoir , dit-il , excité les peuples à ne se point soumettre , pensez-vous les retenir en les priant de se laisser égorger ? (C'est le cas des Chrétiens des trois premiers siècles) Cela ne sert qu'à les animer davantage. (exécrable paradoxe!) Vous exhortez les fideles à ne point obéir aux Déclarations du Roi (touchant la signature d'un fait quand on ne le croit pas véritable) & vous les exhortez en même temps à souffrir les injustices & les violences qu'on leur fait. Croyez-moi , Messieurs , il y a danger que votre exhortation à la désobéissance ne fasse plus d'effet sur eux , que votre exhortation à la patience. Les hommes ont plus d'inclination à désobéir qu'à souffrir. L'amour propre qui nous porte à la rebellion , nous donne horreur de la souffrance. On se fait même aisément une conscience , quand il s'agit de la Religion ; & quelque criminelle que soit la révolte , on la croit juste , quand on se persuade qu'on ne peut obéir aux Puissances de la terre sans désobéir à Dieu.*

Jamais discours fut-il plus malicieux ou plus extravagant ? Les Puissances établies de Dieu n'étant pas impeccables , comme j'ai déjà remarqué , elles peuvent commander des choses à quoi on ne pourroit obéir sans blesser sa conscience. Que faut-il donc faire alors ? On a cru jusques ici qu'il faut faire deux choses à l'exemple des premiers Chrétiens : exhorter les fideles à ne point obéir à ces sortes de commandements : & les exhorter en même temps à souffrir les injustices & les violences qu'on leur pourroit faire pour n'y avoir pas obéi. C'est ce que ce Jésuite avoue que ces Messieurs à qui il écrit , ont fait dans la Lettre sur la Constance. Tout autre que lui auroit pris cela pour une entiere justification à l'égard de l'accusation qu'on leur avoit

V. CL. faite d'avoir un esprit de révolte. Mais au lieu de les croire par-là III. Pe. justifiés, c'est par-là même qu'il les condamne, par ce ridicule paradoxe. *N.XXXIII* Après les avoir exhortés à ne se point soumettre (c'est-à-dire, à ne point faire une chose où Dieu seroit offensé) pensez-vous les empêcher de se soulever en leur disant qu'ils doivent tout souffrir & ne se point soulever? Cela ne sert qu'à les, y animer davantage. Mais la proposition équivoque dont on l'appuye, n'est propre qu'à faire ou des séditieux ou des impies: quelque criminelle que soit la révolte, on la croit juste quand on se persuade qu'on ne peut obéir aux Puissances de la terre sans désobéir à Dieu.

Rien n'est plus équivoque, comme j'ai dit, que cette proposition. Car on croit qu'une chose est juste, ou avec raison ou par erreur. Dans le premier sens, ce seroit justifier toutes les séditions & toutes les révoltes sous prétexte de Religion. Dans le second sens, il n'y a que deux manieres d'empêcher les révoltes en détrompant de l'erreur qui les feroit croire justes. La premiere seroit la maxime des Libertins, qu'il faut toujours obéir à ceux qui sont les plus forts, sans se mettre en peine si en le faisant on désobéit à Dieu. Et ce ne seroit qu'en ce sens impie que cette proposition pourroit servir au P. Bouhours à condamner ces Messieurs. L'autre maniere est celle de S. Pierre & de tous les vrais Chrétiens, qui en disant qu'il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes, disent en même temps qu'il ne faut jamais se révolter contre les Puissances. C'est ce qu'on a fait, de l'aveu du P. Bouhours, dans la Lettre de la Constance. Il n'a donc pu sans impiété ou sans calomnie, le condamner comme une maniere artificieuse d'exciter à la révolte.

## IX. E X E M P L E.

On n'a qu'à se souvenir de ce que j'ai dit dans le Chap. VII, du sophisme des exemples, pour reconnoître combien les divers endroits de cette Lettre du P. Bouhours à Messieurs de Port-Royal que je m'en vas rapporter, sont d'impudentes calomnies, sans que je sois obligé d'y faire presque aucune autre réflexion.

Ces belles maximes de patience, dit-il, n'ont pas empêché les Huguenots de prendre les armes quand ils en ont eu l'occasion. Dans le temps que le feu Roi de glorieuse mémoire entreprit de les réduire, le Ministre du Moulin fit un Traité de la patience dans la persécution, intitulé du Combat Chrétien. Il leur recommandoit la patience, la douceur, l'humilité, & la priere: mais le fruit de ces exhortations chrétiennes fut de

*de faire des cabales , de lever des troupes , de fortifier des places & V. Cl.  
d'exciter des troubles dans tout le Royaume.* III. Pe.

Que conclut de-là votre P. Bouhours ? C'est que quoique Mrs. N.XXXIII  
de Port-Royal n'aient jamais rien fait de semblable , nous autres  
Jésuites nous ne les en croyons pas moins rebelles ni moins factieux.

#### X. E X E M P L E.

*Les disciples & les partisans de Jean Hus , qui aima mieux mourir  
que d'obéir à l'Eglise , firent des ravages étranges , & exercèrent des  
cruautés horribles dans la Bohême. Vous êtes trop versés dans l'Histoire  
Ecclésiastique , pour ne savoir pas que les principaux d'entre les  
Hussites étoient des Prêtres comme vous , & qu'ils s'appelloient les Prê-  
tres de Thabor , comme vous vous appelez les Prêtres de Port-Royal.  
Ces Prêtres de Thabor étoient , comme vous savez , selon la descrip-  
tion qu'en a faite un de leur Chefs qui les abandonna à la fin ,  
des gens d'une humeur violente & séditieuse , mais d'une mine douce  
& pacifique. Ils avoient un grand fond d'orgueil sous un extérieur  
humble & modeste.*

Donc ces Messieurs sont aussi méchants que ces Prêtres Hussites.  
Le P. Bouhours les en a convaincus par cette admirable preuve. Ils étoient  
Prêtres comme vous , & ils s'appelloient Prêtres de Thabor , comme  
vous vous appelez Prêtres de Port-Royal.

#### XI. E X E M P L E.

*Voilà , Messieurs , où l'hérésie mène insensiblement les peuples. On  
a beau citer des passages des Peres sur la patience des Martyrs : cela ne  
les arrête pas. Ces beaux passages ne vous ont pas empêché vous-mêmes  
d'animer le peuple pendant la Fronde , de prêter vos plumes aux mécon-  
tents , & d'offrir de l'argent & des troupes aux Chefs du parti.*

Jamais rien ne mérita mieux le mentiris impudentissime du P. Va-  
létien. Car il ne fait par-là que répéter les infames calomnies qu'il  
avoit marquées plus en détail dans la Lettre à un Seigneur de la Cour :  
sur quoi on n'a qu'à voir ce que j'en ai dit dans le Chapitre précédent.

Mais voici l'extrait d'une Lettre qui pourra faire voir combien la  
raison prétendue du Jansénisme avec la Fronde étoit mal fondée.

„ Il est bon que M. A. sache un point d'Histoire , que nous avons  
„ appris de la bouche même de M. le Cardinal de Retz pendant sa  
„ retraite à S. Mihiel. C'est qu'un jour , comme nous étions auprès

V. Cl. „ de lui pour l'entretenir, le P<sup>re</sup> Abbé de S. Michel lui demanda en  
 III. P<sup>e</sup>. „ riant, si pendant ses disgrâces il avoit reçu grand secours des  
 N. XXXIII „ Jansénistes, dont on disoit qu'il étoit appuyé. M. le Cardinal  
 „ répondit en souriant, que les Jansénistes étoient les plus pauvres  
 „ gens du monde en matière d'intrigues & d'affaires d'Etat : qu'ils  
 „ ne s'en vouloient point mêler, & que bien loin d'avoir reçu d'eux  
 „ quelque secours, ils avoient dégoûté plusieurs personnes de son  
 „ parti, & qu'ils leur refusoient l'absolution. Il ajouta : J'avois de  
 „ plus deux Théologiens avec moi pendant ma disgrâce qui passaient  
 „ pour Jansénistes ; ils ne voulurent jamais que je prisse l'argent que  
 „ les Espagnols m'offroient : & quoique je ne crusse pas en ce temps-  
 „ là que c'eût été un grand crime de recevoir des ennemis de l'Etat  
 „ de quoi subsister dans le besoin, je me rendis à ce qu'ils me disoient,  
 „ ce qui m'engagea à emprunter de mes amis. Voilà ce que j'ai cru  
 „ vous devoir écrire pendant qu'il m'en souvient, laissant à votre  
 „ patron d'en faire tel usage qu'il jugera à propos”.

#### X I I. E X E M P L E.

Les calomnies du temps passé ne lui suffisoient pas : il les étend à l'avenir.

*Ces beaux passages n'empêcheront pas aussi vos sectateurs de troubler la tranquillité publique, & de faire peut-être dans la France ce que les disciples de Jean Hus ont fait dans la Bohême. Il y a assez de rapport entre l'esprit des Hussites & celui des Jansénistes ; & je ne doute pas, Messieurs, que si on vous avoit laissé faire, vous n'eussiez fait avec le temps votre Thabor de Port-Royal. Quand les hérétiques sont foibles, ils font des Libelles diffamatoires contre les Puissances qui ne leur sont pas favorables : mais quand ils se sentent un peu forts, ils ont recours aux armes pour se venger & pour s'établir. Il y a bien de l'apparence qu'après avoir publié tant d'Ecrits si injurieux au Pape, aux Evêques & au Roi (insigne imposture) vous pousseriez les choses plus loin, aussi bien que les Hussites, si vous aviez affaire à un Empereur Sigismond. Mais par la grace de Dieu notre grand Monarque n'a pas moins de vigueur pour vous pousser, que d'autorité pour vous abattre. Trois ou quatre mois après la publication de cette Lettre du P. Bouhours à Messieurs de Port-Royal, l'événement fit voir à sa honte, la fausseté de ses malignes prophéties, & ôta tout prétexte à la plus grande de ses médisances, qui étoit l'accusation d'hérésie. Dieu permit que le sujet des contestations s'éclaircît entièrement. Il y avoit déjà long-*

temps que toutes les personnes de bonne foi demouroient d'accord V. Cl. qu'il ne s'agissoit point des cinq fameuses Propositions, parce que tout III. Pe. le monde les condamnoit, & qu'ainsi on convenoit du droit : mais N. XXXIII seulement de savoir si on étoit obligé de croire qu'elles étoient dans le livre de Jansénius, selon le sens hérétique que l'on y avoit condamné, ce qui n'étoit qu'un fait. Les Jésuites ne se soucioient pas à quoi on réduisit la dispute, pourvu qu'ils y pussent attacher le crime d'hérésie. Et c'est ce qu'ils faisoient, ou en prétendant que le fait étoit inséparable du droit, & qu'il en faisoit partie, c'étoit la marotte de M. de Marca; ou en soutenant qu'on devoit au fait aussi-bien qu'au droit une foi divine, comme les Jésuites l'avoient soutenu dans leur fameuse These du mois de Décembre 1661.

Mais ces deux dernieres prétentions avoient été si bien ruinées par des Ecrits solides, & si fort décriées parmi les Savants, que M. de Pérefixe, quelque lié qu'il fût avec le P. Annat, n'eut pas plutôt pris possession de l'Archevêché de Paris, qu'il fit un Mandement pour la signature où il déclaroit qu'il n'y avoit, que des malicieux ou des ignorants qui pussent dire qu'on dût autre chose au fait de Jansénius *qu'une foi humaine ecclésiastique.*

Cela ne laissa pas d'apporter encore beaucoup de trouble aux consciences tendres : car pour peu que l'on fût sincere, on voyoit assez que l'on ne pouvoit, sans mentir à l'Eglise, assurer qu'on croyoit un fait, quoique ce ne fût que de foi humaine, si on en doutoit : & ce que d'habiles Théologiens avoient écrit de part & d'autre sur ce fait de Jansénius, en avoit fait douter bien des gens. La décision de l'Eglise n'étoit pas seule capable de les tirer de ce doute ; parce que tous les Théologiens, jusques à ces derniers temps, étoient convenus que l'Eglise n'est pas infailible dans la décision de ces sortes de faits.

Les Lettres que dix-neuf Evêques des plus considérables du Clergé de France écrivirent sur ce sujet au Pape Clément IX & au Roi, acheverent de persuader toutes les personnes équitables, que l'on se devoit contenter d'une soumission de respect à l'égard du fait. Et ce fut sur ce pied-là que la paix fut rétablie dans l'Eglise de France, du commun consentement des deux Puissances, à la fin de l'année 1668, & au commencement de la suivante.

N'est-ce donc pas une insigne mauvaise foi de publier en 1684, & depuis encore, une Lettre faite avant la paix, pleine de faussetés, connues pour telles par tous les habiles gens dès le temps qu'elle fut publiée? Mais n'est-ce pas ajouter l'impudence à la mauvaise foi, que de faire réimprimer cette même Lettre, après que par tout ce qui s'est

V. Cl. passé à la paix, on a vu plus clair que le jour, que tout ce qu'elle  
 III. Pe. contient ne sont que de pures calomnies ? On en pourra juger par la  
 N.XXXIII fin de cette Lettre à Messieurs de Port-Royal : c'est un digne couron-  
 nement de cet amas monstrueux d'injures & de menfonges. J'en ferai  
 mon dernier exemple.

#### XIII. E X E M P L E.

*Il n'appartient qu'à d'habiles gens comme vous, d'accorder l'opiniâtreté des hérétiques, avec la constance des premiers fideles, la révolte avec le martyre. Il ne vous reste plus qu'à faire une vertu de la désobéissance. De quoi n'êtes-vous point capables ? Après avoir fait une doctrine saine & orthodoxe d'une doctrine hérétique & condamnée, vous pouvez faire tout ce qu'il vous plaira. Je suis &c.*

Dieu vous le pardonne, mes Révérends Peres. Ne craignez-vous point qu'on ne vous repique, qu'il n'appartient qu'à d'effrontés calomniateurs, d'adresser une longue Lettre à des Ecclésiastiques de mérite sur leur esprit de révolte, & de leur dire à la fin, qu'ils ont su accorder le martyre avec la révolte ; sans que dans toute cette Lettre il y ait la moindre preuve de ce prétendu esprit de révolte, à moins qu'on ne prenne pour preuve de cette outrageuse accusation, des menfonges impudents, des injures grossières & de ridicules paralogismes.

Mais avant que de finir ce que j'avois à vous dire de cet esprit de révolte dont votre Pere Bouhours nous accuse, je ne dois pas omettre une chose qui le peut couvrir d'une éternelle confusion. C'est ce que M. de Pavillon, Evêque d'Alet, fit entendre à M. le Prince de Conti, qu'il étoit obligé de réparer, de son propre bien, les dommages qu'il avoit faits par les guerres civiles, dans lesquelles il s'étoit laissé engager ; ce que ce pieux Prince & véritablement pénitent voulut qu'on achevât de faire après sa mort même, comme il paroît par son Testament. Car si quelque chose est capable de détourner les Grands de faire la guerre à leur Souverain, lorsqu'ils ont un peu de conscience, c'est sans doute l'appréhension de s'engager par-là dans de si terribles dédommagements. Or vous avez accoutumé de mettre dans tous vos Libelles ce saint Prélat à la tête des prétendus Jansénistes. Il faut donc avouer qu'il n'y a point de Théologiens dont les maximes puissent mettre les Rois plus à couvert des révoltes, & détourner davantage les sujets de faire la guerre à leurs Souverains.



## CHAPITRE XVIII.

*Des calomnies que l'on commet en accusant les autres de calomnie.*

**I**L me reste à donner des exemples d'une autre sorte de calomnies, V. CL. dont je n'ai point encore parlé en particulier. C'est quand on accuse III. Pe. un autre d'être calomniateur, & que c'est à tort : car, comme les Cu-N.XXXIII rés de Paris l'ont très-judicieusement remarqué, l'accusation de calomnie a quelque chose de particulier que n'a point l'accusation des autres crimes. Celui par exemple qui auroit accusé une honnête femme d'avoir empoisonné son mari, ne pourroit pas être condamné comme empoisonneur, quelque preuve que l'on eût qu'il l'en auroit accusée de mauvaise foi. Au lieu que tout homme qui reproche à son adversaire d'être calomniateur, le devient lui-même, quand il le lui reproche sans raison. Et il est bien aisé de trouver la cause de cette différence : c'est que quiconque reproche un crime à celui qui n'en est pas coupable, est calomniateur. Or la calomnie est un crime. On est donc calomniateur quand on reproche ce crime à celui qui n'en est pas coupable.

Combien, Mes Peres, cela pourroit-il augmenter le nombre des calomnies dont on a entrepris de vous convaincre dans ce volume, si on s'étudioit à en faire une exacte recherche ! Mais je me contenterai d'en rapporter quelques exemples.

## I. E X E M P L E.

Wendrock ayant traduit en latin les Lettres Provinciales, il avoit également justifié dans ses notes, & que Montalte n'avoit point imposé à vos Auteurs, & que ce qu'il en avoit repris étoit très-digne de l'être. Quelque temps après les Curés de Paris ayant dénoncé à leur Archevêque & à la Sorbonne, la monstrueuse Apologie des Casuistes, le Pere Annat entreprit de les confondre par son Recueil des impostures de leur Journal. Et un des reproches qu'il leur fit, est, que n'ayant point désavoué les Lettres au Provincial, ils étoient coupables de toutes les impostures dont il disoit que ces Lettres étoient remplies. Et voici ce que lui répondirent ces zélés & savants Pasteurs.

V. CL. Nous vous répondons, mon Révérend Pere, que votre Morale étant  
 III. Pe. pleine de maximes extravagantes & impies, tout le monde a droit de la  
 N.XXXIII traiter de ridicule & de criminelle; & qu'ainsi le décri que ces Lettres  
 en ont fait a été juste & avantageux à l'Eglise. Nous n'avons au reste  
 aucun intérêt ni aucun engagement à la défense de cet Auteur. Mais  
 vous n'êtes pas raisonnable, quand vous nous voulez obliger, par votre  
 seule autorité, à le croire rempli de falsifications & d'impostures. Vous  
 citez vous-même Wendrockius qui les a traduites en latin, & ainsi vous  
 ne pouvez ignorer, qu'il a répondu dans ses notes à toutes les chicaneries  
 que vous avez avancées contre ces Lettres. On ne voit pas que vous y  
 ayez satisfait. Et cependant vous voulez par provision que nous ajou-  
 tions foi à vos accusations; & que, si nous ne le faisons, vous croyez  
 avoir droit de nous appeller les plus grands menteurs du monde.

Le P. Annat a vécu plus de dix ans depuis, sans que ni lui, ni  
 aucun de ses confreres, ait eu un seul mot à repliquer à une réponse  
 si sage. Car on ne doit compter pour rien le misérable Livre de *Nota  
 in notas Wendrockii*, qui ayant été méprisé de tout le monde, a en-  
 core été condamné à Rome. Ainsi le public est demeuré en possession  
 de regarder comme des chicaneries, tout ce que vous aviez dit contre  
 les prétendues falsifications des Lettres Provinciales.

C'est l'état où le P. Tellier a trouvé ce différent en 1686. Et voilà  
 l'occasion qu'il a eue d'en parler à la fin de sa Défense des nouveaux  
 Chrétiens. Il suppose ridiculement : Que ceux qui ont été capables  
 d'imputer à M. de Palafox les mensonges de sa grande Lettre, de sou-  
 tenir comme légitime la fausse Lettre de Sotelo, & de canoniser le Mé-  
 morial de Collado sont indignes de toute créance. Et de-là il conclut,  
 que l'on doit juger, qu'il y a autant & plus de mensonges dans les  
 Lettres Provinciales & dans le Wendrock. Mais de peur qu'on ne  
 crût que ce n'est que par conjecture qu'on peut soupçonner que ces  
 deux Livres sont pleins de mensonges, il ajoute aussi-tôt : Ce n'est  
 pas que l'on prétende mettre cela au rang des problèmes. C'est une chose  
 démontrée depuis long-temps, & qui se peut encore démontrer toutes les  
 fois qu'il en sera besoin.

Il est vrai que c'est une chose démontrée il y a long-temps. Mais  
 à la confusion de qui, mes Révérends Peres, sinon à la vôtre ? Car  
 les Curés de Paris ayant défié le P. Annat de montrer ces impostures  
 dont il disoit que les Provinciales étoient pleines, c'étoit alors qu'il  
 étoit besoin de les faire voir. Or il ne l'a point fait, ni personne

pour lui. On peut donc regarder comme une chose démontrée, qu'il V. CL. n'y en a point (a). III. Pe.

Il fera bon néanmoins d'opposer encore au P. Tellier un argu- N.XXXIII ment semblable au sien, mais dont l'antécédent sera aussi certain, que l'antécédent du sien est faux & injuste.

On ne peut excuser de calomnie ceux qui s'opiniâtrent à faire passer de très-bonnes pièces & très-authentiques pour des pièces malicieusement fabriquées, & indignes de créance, & qui prennent sujet de-là de traiter leurs adversaires d'imposteurs.

Or c'est ce qu'a fait votre P. Tellier avec la dernière confiance, à l'égard de la grande Lettre de Dom Jean de Palafox, & de celle du Martyr Sotelo, qu'on n'a jamais pu douter raisonnablement qui ne fussent d'eux, avant même qu'on en eût trouvé les originaux à Rome : à l'égard du Mémorial de Collado, qu'on a pleinement justifié dans le volume précédent : & à l'égard des Provinciales & de Wendrock.

Ne trouvez donc pas mauvais, mes Révérends Peres, que nous mettions sur votre compte ces quatre ou cinq calomnies.

## II. E X E M P L E.

On a si bien prouvé dans le sixième volume que vos Missionnaires de la Chine ont permis à leurs nouveaux Chrétiens des cultes superstitieux & idolâtres, qu'ils avoient voulu faire passer, par des déguisements & des mensonges, pour des honneurs purement civils, qu'on ne s'attend pas que vous entrepreniez d'y répondre. On a donc droit de mettre encore sur le compte de vos calomnies, tout ce que vous avez dit dans votre Défense des nouveaux Chrétiens pour décrier comme d'insignes calomniateurs, ceux qui, par le zèle de la gloire de Dieu, vous ont dénoncés par leurs Requêtes au S. Siege, & par leurs ouvrages à toute l'Eglise, comme ayant fait dans ce grand Empire un mélange monstrueux de Christianisme & de Paganisme.

(a) [ Le P. Daniel l'a tenté depuis dans ses *Entretiens sur les Provinciales*; mais l'*Apologie des Provinciales*, que l'on y opposa, a fait voir aux Jésuites qu'il n'y avoit que de la confusion à gagner pour eux de ce côté-là. Cette Apologie parut en 1697; on l'attribue universellement à Dom Petit-Didier, Bénédictin de la Congrégation de S. Vannes, depuis Abbé de Senones, & Evêque de Macra; quoiqu'il l'ait défavouée. ]

V. Cl.

III. Pe.

N.XXXIII

## III. E X E M P L E.

Ce que je viens de dire du sixieme volume de la Morale Pratique, que les preuves des faits sur lesquels vous aviez accusé de calomnie ceux qui les avoient rapportés, sont des preuves que vous êtes vous-mêmes calomniateurs, se peut dire, mes Peres, du quatrieme & du cinquieme volume. Car on n'a pas oublié de quelle maniere votre P. Tellier avoit traité l'Auteur du second volume de la Morale Pratique, pour avoir dit que vous aviez persécuté des Evêques très-pieux dans les Indes Orientales & Occidentales. *On vous a fait*, dit-il, *mention de Dom Hernando Guerrero dans les Philippines, de Dom Bernardin d'Almanza dans le Pérou, de Dom Bernardin de Cardenas dans le Paraguay, de Dom Jean de Palafox dans le Mexique, comme ayant été persécutés par les Jésuites. Mais on le forcera malgré qu'il en ait, de repasser dans tous ces endroits-là, & d'y faire pour ainsi dire amende honorable à la vérité & à la charité qu'il a si indignement violées.*

Il n'y a donc point de milieu. Il faut que vous, ou vos adversaires soient de grands calomniateurs. Ils le sont, s'il est faux que les Jésuites aient persécuté ces saints Evêques. Et c'est vous qui l'êtes, mes Révérends Peres, s'il est vrai qu'ils les ont persécutés; puisqu'on ne peut guere calomnier davantage des gens de bien qui n'ont dit que la vérité, que de leur imputer de l'avoir indignement violée aussi bien que la charité, jusques à se vanter qu'on les forcera de leur en faire faire amende honorable. Or outre ce qu'on a dit en abrégé de ces persécutions dans le troisieme volume, on a prouvé dans le quatrieme celles de Dom Jean de Palafox, & dans le cinquieme celles de Dom Bernardin de Cardenas & de Dom Philippe Pardo, d'une maniere si convaincante, que vous ne ferez jamais croire à ceux qui les auront lus, qu'on n'a pu se plaindre que vous les ayez persécutés sans violer indignement la vérité & la charité.

## IV. E X E M P L E.

Le quatrieme volume, qui est l'Histoire de Dom Jean de Palafox, contient un grand nombre de faits particuliers, propres à faire voir par qui la vérité a été indignement violée, ou par ceux qui se plaignent que vous avez maltraité ce saint Evêque, ou par vous, mes Peres, qui traitez d'imposteurs ceux qui s'en plaignent.

Vos Peres d'Espagne présenterent au Roi en 1652, un Mémoire très-

très-injurieux à ce Prélat, pour demander à Sa Majesté la suppression V. Cl. d'un Bref du Pape, qui les avoit condamnés dès l'an 1648. Ce Mé. III. Pe. morial est tout entier dans la réfutation qu'en fit M. de Palafox, qu'il N. XXXIII adressa au Roi d'Espagne par une grande Lettre, en se plaignant que les Jésuites répandoient par-tout contre lui cette piece, écrite d'un style aigre & piquant, & semée d'injures & de calomnies. Je me contenterai d'en rapporter quatre points.

1°. Ils représentoient ce saint homme dès l'entrée de leur Mémo- Vo. 4. pag. 146.  
rial, comme un ennemi des Religieux, qui les avoit très-grièvement of-  
fensés, cherchant continuellement des occasions de les mortifier, & in-  
ventant tous les jours de nouveaux moyens d'exercer leur patience.

2°. Ils étendoient cette calomnie à tout le temps de son Episco- pag. 148.  
pat, & à l'égard de tous les Religieux. Nous recourons, disoient-ils,  
à Votre Majesté au nom de toutes les Religions, & particulièrement  
des Indes, qui se plaignent de l'Evêque d'Angéopolis, à cause des inju-  
res qu'elles en ont reçues depuis qu'il est entré dans la nouvelle Espagne.

3°. Comme ils l'avoient taxé en d'autres Libelles d'être cruel, ils pag. 154.  
employoient divers mensonges dans ce Mémo-rial pour lui imputer une  
conduite cruelle envers cinq ou six Chanoines de sa Cathédrale, que  
la P. Rada appelle dans sa Lettre les dévots de la Compagnie, qui par  
une entreprise schismatique avoient déclaré son Siegé vacant. Il les fit  
mettre, disoient-ils, dans une rude prison, où ils souffrirent pendant  
trois ans une suspension de vie dans d'affreux cachots, sans pouvoir jouir  
de la lumière du soleil; & il les a fait absoudre en vertu des Cédules  
de Votre Majesté, quoiqu'elle ne l'eût pas ordonné. On peut voir ce que  
répondit le Prélat, & comme il convainquit vos Peres de quatre ou  
cinq mensonges dans ce peu de lignes. Mais le dernier a quelque  
chose de singulier. Il est très-vrai que ce fut par l'ordre de Votre  
Majesté que ces Chanoines excommuniés se firent absoudre. Les Jésuites  
s'y opposeront fort; & on prouvera que c'est une chose publique, qu'ils  
offrirent de mettre en dépôt vingt mille écus pour leur défense. Voilà  
une libéralité fort chrétienne; offrir une si grande somme d'argent pour  
empêcher que des excommuniés se fassent absoudre.

4°. Il ne faut pas s'étonner, si vous criez tant que la Morale Pra-  
tique est préjudiciable à l'Eglise, diffame les Religieux, & donne de  
grandes prises aux hérétiques; vos Peres d'Espagne en avoient dit au-  
tant dans ce Mémo-rial, des Ecrits que ce saint Evêque avoit été obligé  
de faire pour défendre contre vous sa personne, sa dignité & sa ju-  
risdiction, ou sur des matieres de piété. Ils disoient dans le 4. article, pag. 164.  
que l'Evêque par ses Ecrits avoit fait un grand tort aux Ordres Reli-

V. CL. gieux, à l'Eglise Catholique, & à la Nation Espagnole. Et dans le 39;  
 IH. Pe. qu'un de ses Livres qui avoit pour titre: S. Jean l'Aumônier, étoit une  
 N.XXXIII piquante & malicieuse satire contre tous les Ordres Religieux: &  
 qu'un autre de ses Livres, au jugement d'un Ministre de la nouvelle Espa-  
 gne, donnoit de grandes prises aux hérétiques contre les Religieux, &  
 que ce Ministre disoit ne savoir pas, comment cela pouvoit s'accorder  
 avec la sainteté. Cela prouve également & que cet Evêque passoit  
 pour un Saint dans la nouvelle Espagne, & que sa sainteté n'empêchoit  
 pas qu'il ne fût calomnié par les Jésuites & par leurs dévots.

### V. E X E M P L E.

Si jamais accusation de calomnie a dû passer elle-même pour calomnie, c'est ce que firent vos Peres à Rome dans cette même affaire d'Angélopolis. Ils y employoient toutes sortes de chicaneries en 1652, pour faire révoquer ou en tout ou en partie le Bref de 1648, qui les avoit condamnés. Une des plus insignes fut d'accuser le Docteur *Mangano*, Agent de l'Evêque, très-sage & très-pieux Ecclésiastique, de les avoir calomniés, lorsqu'il avoit représenté au S. Siege, qu'ils n'avoient pas encore obéi au Bref. Ils lui reprocherent d'avoir mille fois allégué ce fait. *Procurator Episcopi allegavit in Memoriali oblato, Patres Brevi sibi notificato nunquam paruisse: Milliesque coram Sacra Congregatione inculcavit executionem Litterarum Apostolicarum, esse à Jesuitis retardatam.* Et c'est ce qu'ils soutenoient être une manifeste calomnie, parce qu'ils s'y étoient soumis, disoient-ils, aussi-tôt que l'Evêque le leur avoit notifié. Mais on n'a qu'à voir ce qui a été dit sur ce sujet dans l'Histoire de Dom Jean de Palafox page 567 pour admirer quelle étoit votre hardiesse sur tout cela; puisqu'on vous y a convaincus par vos propres actes, que loin d'une part de vous soumettre au Bref lorsqu'il vous fut signifié, vous n'eûtes recours à l'Evêque pour vos Approbations, qu'en protestant, que ce n'étoit qu'en vous soumettant à la juridiction ordinaire, & non au Bref de Sa Sainteté; & de l'autre que dans le même temps que vous traitiez à Rome de calomniateurs ceux qui se plaignoient que vous retardiez l'exécution du Bref, vous travailliez actuellement en Espagne à le faire supprimer, par des Mémoires présentés au Roi.

Ce fait est si étrange & d'un genre de mauvaise foi si peu croyable, s'il n'étoit confirmé par des pieces authentiques, qu'il m'a paru que je ne pouvois mieux finir que par-là, le dénombrement de vos calomnies.

On en auroit pu rapporter beaucoup davantage ; mais j'ai cru que V. Cl. cela suffisoit non seulement pour satisfaire à l'obligation que vous III. Pe. nous avez imposée , de faire connoître les Jésuites & leurs adversaires N. XXXIII pour ce qu'ils sont , afin qu'on ne s'y trompe pas ; mais aussi pour deux autres fins que je me suis proposées dans ce volume : l'une , de remédier autant qu'il est possible aux mauvais effets de vos calomnies : l'autre , de porter vos Supérieurs , ou , à leur défaut , les Chefs de l'Eglise à travailler sérieusement à la réformation de votre Société. Ce sont deux points , mes Révérends Peres , que je vous supplie de trouver bon que je traite dans les deux derniers Chapitres de ce Volume.

## CHAPITRE XIX.

*Que ça été pour remédier aux maux que les Jésuites font à l'Eglise par leurs calomnies , qu'on a été obligé d'en rapporter tant d'exemples.*

Votre P. Tellier reconnoît qu'il y a plus de soixante ans qu'on a eût de continuelles plaintes des Jésuites à la Cour de Rome & à celle de Madrid. Car c'est-là , dit-il , qu'on a présenté d'abord toutes ces informations contre eux. C'est-là qu'elles ont été examinées avec soin dans les Congrégations & dans les Conseils. Il y a du moins soixante ans que l'on n'y voit que Lettres sur Lettres , Requêtes sur Requêtes , Mémoires sur Mémoires , questions sur questions au sujet de ces Missionnaires. Déf. ch. 3.  
Art. 1. pag.  
108.

Il nous a laissé deviner en cet endroit par qui ces plaintes ont été faites : mais on l'a appris à votre confusion , mes Révérends Peres , dans les volumes précédents.

Ça été dans le Japon par de très-pieux & très-sages Missionnaires de l'Ordre de S. François ; & en particulier par le bienheureux Martyr Louis Sotelo , qui se préparant à être brûlé pour la foi de Jésus Christ , écrivit au S. Siege une très-belle & très-longue Lettre , où il représente le tort que vos Missionnaires faisoient à la Religion par leur avarice , par leur ambition , & par les traverses qu'ils faisoient aux autres Religieux.

Ça été dans le même pays , par le savant & zélé Missionnaire Diego Collado , un des ornemens de l'Ordre de S. Dominique , qui

V. CL. soutint si fortement, & à Rome & en Espagne, la cause des trois Religions, de S. François, de S. Dominique & de S. Augustin, contre les injustes prétentions de votre Compagnie, & son avidité à s'enrichir par le commerce, qu'il vous fit perdre votre procès sur tous ces chefs par la célèbre Bulle d'Urbain VIII, de l'an 1633.

Ç'a été dans les Indes par le bon Evêque Dom Mattheo de Castro, qui fut obligé d'aller trois fois à Rome pour se plaindre des persécutions que vous lui faisiez.

Ç'a été dans la Chine par de très-pieux & très-zélés Missionnaires des Ordres de S. Dominique & des S. François ; Jean Baptiste de Moralès, Antoine de Sainte Marie, Dominique Navarrete, Vittorio Ricci, qui se sont plaints au Saint Siege de votre mauvaise conduite dans ce grand Empire.

Ç'a été dans les Philippines par deux saints Archevêques de Manille, Dom Hernando Guerrero, & Dom Philippo Pardo, que vous avez fait traiter par des Gouverneurs dévoués à votre Société, de la maniere du monde la plus indigne.

Ç'a été dans l'Amérique Septentrionale par Dom Jean de Palafox, l'un des plus saints Evêques de ce dernier siecle, & que l'on s'attend de voir bientôt mis au nombre des Bienheureux par le S. Siege.

Ç'a été dans l'Amérique Méridionale, par Dom Bernardin de Cardenas, Evêque de Paraguay, qui n'a pas été moins célèbre par ses vertus religieuses & épiscopales, que par la maniere barbare & inhumaine dont il a été traité par vos Peres de ce pays-là, appuyés du crédit de toute la Compagnie.

Ç'a été dans le Pérou par Dom Bernardin d'Almanza, Archevêque de Sainte Foi, dont on peut voir l'Histoire dans le premier volume de la Morale Pratique p. 167.

Ç'a été en France par les meilleurs Evêques de ce temps ; M. de Solminihac, Evêque de Cahors ; M. de Caullet, Evêque de Pamiers, & beaucoup d'autres qu'il n'est pas nécessaire de nommer.

Ç'a été dans ce même Royaume, par une Congrégation de saintes Filles, que vous avez détruite avec des circonstances si barbares qu'elles ont tiré des larmes de tous ceux qui en ont entendu parler.

Et c'est enfin (ce que j'ai voulu réserver pour le dernier) par les Evêques François & leurs Missionnaires, établis par le S. Siege Vicaires Apostoliques dans les Royaumes infidèles des extrémités de l'Orient. On a vu dans le vingt-troisième Chapitre du troisième volume de quelle sorte vos Missionnaires les ont traités dans le Tonquin & la Cochinchine. Mais ce qu'on en a appris de nouveau par le bruit public qui



ert à Rome , est quelque chose de plus étrange. La Sacrée Congrégation croyoit avoir rétabli la paix entre les nouveaux Chrétiens de III. P<sup>e</sup>. & deux Royaumes, en chassant de l'un & de l'autre vos Missionnaires, qui ne s'étant jamais voulu soumettre aux Bulles des Papes , y ont toujours entretenu un funeste schisme. Mais si les bruits qui ont couru à Rome se confirment , on y doit être bien étonné des nouvelles que l'on dit y avoir été reçues, que le schisme de l'Eglise du Japon continue encore , & qu'un de vos Peres chassés de la Cochinchine par l'ordre du Pape Innocent XI ayant eu l'audace d'y retourner , y a commis de si étranges excès & si préjudiciables à cette nouvelle Chrétienté , que ce qui en pourra retarder la punition , c'est la faiblesse que l'on aura de les croire , tant ce que l'on en dit est horrible (a).

Rien n'est plus foible que ce que vous opposez à des accusations appuyées sur des témoignages de tant de personnes si dignes de foi. *les commencèrent*, dit votre P. Tellier , *dès les premières années d'Urbain VIII, & elles ont été depuis répétées sous chacun de ses Successeurs jusqu'à Innocent XI. Où sont donc les anathèmes qu'ils ont lancés contre ces ouvriers d'iniquité ? Où sont au moins les Commissaires qu'ils ont envoyés sur les lieux pour informer de l'état de ces Missions ? Quelles marques enfin ont-ils donné, je ne dis pas de tenir les Jésuites pour convaincus de tant d'excès, mais de les en soupçonner seulement ? Ne verra-t-on point que tous ces Papes ont été d'intelligence avec les coupables pour fomenter ainsi leurs désordres par une connivence criminelle ?*

Je ne fais , mes Révérends Peres, s'il y eut jamais des gens plus hardis à avancer les plus grandes faussetés , comme des vérités certaines : connues de tout le monde. Votre Défenseur ose supposer comme on fait certain , que les Jésuites ayant été accusés de divers excès , dès les premières années d'Urbain VIII , & sous chacun de ses Successeurs jusqu'à Innocent XI , nul d'eux ne les en a cru coupables , & ne les en a pas même soupçonnés. Le soutiendrez-vous encore après les preuves qu'on vous a données du contraire ?

Pour commencer par Urbain VIII, s'il n'avoit point ajouté foi aux plaintes que les Missionnaires des trois Ordres de S. Dominique , de S. François , & de S. Augustin faisoient de votre conduite dans le Japon , pourquoi vous auroit-il fait perdre votre procès par sa Bulle du 2 Février 1633 , comme on l'a fait voir dans le volume précédent ?

(a) [ Voyez sur ce sujet les Lettres de l'année 1693 écrites par M. Arnauld à M. de Vaucaux Tom. III. pag. 587. 614. 628. 643. 653. 657. 727. 736 &c. ]

V. CL. La réception favorable que ce même Pape fit à Jean Baptiste de III. Pe. Moralès à la fin de son Pontificat, ne fait-elle pas voir qu'il ne le N.XXXIII crut point un menteur, dans le rapport qu'il lui faisoit des permissions que donnoient vos Missionnaires de la Chine, à leurs nouveaux Chrétiens, de rendre à leurs Ancêtres, & à leur Maître Confucius des cultes superstitieux & idolâtres?

Innocent X son Successeur, se fût-il mis en peine de condamner par son Décret de 1645, ces mêmes cultes superstitieux, s'il n'eût eu au moins de violents soupçons, qu'il y avoit des Missionnaires dans la Chine qui les permettoient à leurs Néophytes?

Peut-on douter que ce même Pape Innocent X, & les Cardinaux qu'il avoit commis pour connoître du fameux différent entre M. de Palafox & les Jésuites d'Angélopolis, soutenus dans cette méchante cause par toute la Société, ne soient demeurés convaincus, de ce que ce saint Prélat avoit dit de vous dans les deux Lettres qu'il avoit écrites à Sa Sainteté : que vous l'aviez déchiré par des Libelles diffamatoires dont vous remplissiez la nouvelle Espagne : que vous aviez eu l'impudence de le faire excommunier par de faux Conservateurs achetés à prix d'argent : que vous l'aviez contraint de s'enfuir dans les montagnes parmi les serpents & les scorpions, pour se soustraire aux desseins barbares formés contre sa personne : que vous aviez fait déclarer son Siege vacant par des Chanoines de la Cathédrale dévoués à votre Société : que vous aviez eu l'insolence de déshonorer sa personne & sa dignité par une infame mascarade représentée deux diverses fois : & autres choses de cette nature qu'on n'a jamais douté à Rome qui ne fussent véritables?

Quand on vous a accusés sous le Pape Clément IX, de continuer toujours à trafiquer, malgré les défenses sous de si grandes peines qui vous en avoient été faites par la Bulle d'Urbain VIII de 1633, s'il n'en avoit rien cru, auroit-il renouvelé ces mêmes défenses sous de plus grandes peines encore, avec des clauses plus particulières, pour vous ôter tout prétexte d'éluder une loi si sainte, & si conforme aux sacrés Canons?

Mais nous voici arrivés au temps depuis lequel vous n'ignorez pas, que les plaintes que vous avez contraint les Vicaires Apostoliques de l'Orient de faire de vous ont été trouvées si justes & si bien fondées, qu'il n'y a peut-être jamais rien eu qui ait plus irrité le S. Siege contre votre Compagnie. C'est ce que l'on peut voir dans le vingt-troisième Chapitre du troisième volume de la Morale Pratique. Quel a donc dû être l'étonnement des Romains quand on leur a fait remarquer

dans le Livre de votre P. Tellier , qu'ayant avoué que les *Jésuites* ont V. Cl. été accusés de beaucoup d'excès dès les premières années du Pontificat d'Ur-III. Pe. bain VIII , & depuis sous chacun de ses Successeurs jusqu'à Innocent XI, N.XXXIII il assure, qu'on ne sauroit faire voir qu'aucun de ces Papes ait donné des marques, que non seulement il les ait tenus pour convaincus de ces excès, mais qu'il les en ait seulement soupçonnés. De sorte, dit-il, que pour les en croire coupables, il faudroit croire aussi que tous ces Papes ont été d'intelligence avec eux pour fomenter leurs désordres par une connivence criminelle. Quand ce Livre ne seroit pas rempli, comme il est, d'une infinité de méchantes choses, y a-t-il de censure qu'il ne méritât pour un mensonge si infigne ? Car vous avez très-bien su qu'il y a longtemps que les Papes & les Cardinaux, sur-tout ceux de la Congrégation de la Propagation de la foi, vous connoissent pour ce que vous êtes, & qu'ils n'ont point pris pour des faussetés, les plaintes que l'on fait depuis près d'un siècle dans toutes les parties du monde des Missionnaires de la Compagnie.

La seule chose que votre Défenseur a pu dire sans blesser la vérité, est que quelque connoissance qu'on ait eu de vos excès, vous n'avez point encore été punis autant que vous le méritiez. C'est ce qu'il exprime par ces paroles : *Où sont les anathèmes que les Papes ont lancés contre ces ouvriers d'iniquité qui désoloient dans tout l'Orient le troupeau de Jesus Christ ?* Laisant-là ces exagérations outrées, dont vous vous servez pour rendre incroyables les véritables excès dont vous avez été accusés par de grands serviteurs de Dieu, cela veut dire que les Papes à qui on a fait connoître la mauvaise conduite de vos Missionnaires du Japon, de la Chine, du Tunquin, de la Cochinchine, ne les ont point nommément frappés d'anathème. Cela est vrai. Mais s'ensuit-il de-là, que tous ces Papes les aient cru innocents des choses dont les accusoient de très-gens de bien, qu'on ne pouvoit pas soupçonner de les avoir inventées ? Y eut-il jamais de conséquence plus mal tirée ? Car qui ne fait que ce que l'on punit dans les particuliers, n'est presque jamais puni en ce monde, & est laissé au jugement de Dieu, quand ce sont de grands Corps qui en sont coupables ? L'expérience n'apprend que trop ce qu'a dit un ancien Poëte : *Quidquid multis peccatur inultum est.*

Cela n'est pas sans raison : & le plus judicieux des Saints Peres en a fait une regle de la Discipline Ecclésiastique à l'égard de l'anathème & de l'excommunication. Il soutient qu'on n'en doit point user contre celui qui *habet sociam multitudinem* ; parce qu'il vaut mieux tolérer les méchants, que d'exposer l'Eglise à être déchirée par le schisme, ou

V. CL. troublée par de fâcheuses divisions. Ce n'est pas seulement une spéculation générale qu'on pourroit vous appliquer ; nous apprenons de M. de Palafox que c'est la principale raison qui fait qu'on tolère à Rome dans votre conduite ce qu'on voudroit bien y corriger. C'est dans un Mémoire qui se garde avec la grande Lettre dans le Couvent des Carmes déchauffés de Madrid. Il y parle en ces termes : *Lorsque j'écrivis cette Lettre, j'avois plus d'égard, comme je l'ai protesté à Sa Sainteté dans la Lettre même, AU BIEN DES JÉSUITES, & à la défense de ma dignité qu'à ma propre satisfaction. Cette Lettre, qui venoit de deux mille lieues, fut rendue au Pape si promptement, qu'il y a sujet de s'en étonner, & de croire que ce fut la volonté de Dieu que cela arrivât de la sorte. Mon Agent m'assura, qu'un des premiers Ministres de Sa Sainteté lui avoit dit qu'on desiroit beaucoup la réforme de ces Peres ; mais que l'on craignoit, qu'à cause de leur grand pouvoir dans le temporel & auprès des Princes, il n'arrivât quelque grand embarras.*

Voilà, mes Peres, ce qui vous procure cette impunité dans vos désordres, que vous voudriez que l'on prit pour une preuve de votre innocence. Votre grand pouvoir dans le temporel & auprès des Princes, fait que presque tout le monde vous ménage : les uns par un motif plus spirituel, de peur d'être cause que vous ne troubliez la paix de l'Eglise ; les autres en beaucoup plus grand nombre, par leur propre intérêt, pour ne pas s'attirer sur les bras de si redoutables ennemis.

Mais quel est, mes Peres, le plus grand moyen qui vous rend d'une part si redoutables, & qui de l'autre vous fait avoir tant de crédit auprès des Princes ? Si on y prend garde, on trouvera que c'est cet art de tromper, de fourber, de calomnier, que votre Professeur (a) du College Romain a mis au nombre des vertus intellectuelles.

Il faut, mes Peres, que je m'explique nettement. Ce n'est point ma pensée d'attribuer à chaque Jésuite en particulier cet esprit de tromperie par rapport aux choses qui ne regarderoient que sa personne ou ses propres intérêts. Je veux même croire qu'il n'y en a presque aucun qui ne fit scrupule de blesser la vérité dans les rencontres où la Société ne seroit pas intéressée : mais je ne puis me dissimuler ce que les engagements où je me suis trouvé depuis tant de temps m'ont fait connoître de votre conduite. Ceux qui parmi vous paroîs-

(a) [Le P. Senapa. Voyez dans le Recueil des Ecrits sur la Fourberie de Bouay, celui qui a pour titre : *Remarques sur la Lettre du P. Waudripont*, pag. 80. On y donne un Extrait des Ecrits du P. Senapa.]

paroissent les mieux disposés à être sinceres , en ce qui ne touche que V. Cl. leur personne , ne sont plus les mêmes dans les choses qui touchent III Pe. la Compagnie. L'amour déréglé de votre Corps vous possède de telle sorte, qu'il n'y a presque rien que vous ne sacrifiez à cette Idole. Il faut bien sur-tout que vous vous foyez imaginé qu'il vous étoit permis de mentir pour soutenir son honneur & ses intérêts , puisque vous le faites si souvent sans qu'il paroisse que vous vous en foyez jamais repentis.

Le misérable avantage que vous y trouvez est ce qui vous aveugle , & qui est cause que vous le faites sans remords. Car c'est par-là que vous vous défendez contre les accusations les plus justes & les mieux fondées , & que vous vous flattez de défarmer ceux qui vous les font , en les faisant passer pour des calomniateurs. On en voit partout des exemples dans ces volumes: je n'en marquerai que trois ou quatre en peu de mots.

Lorsque la grande Lettre de M. de Palafox parut à Paris la première fois en 1658, (a) dans quelque étonnement que l'on fût que des Religieux eussent été capables de si étranges excès , on n'eut pas le moindre doute que ce que disoit de vous un si saint homme ne fût véritable. Quel moyen de sortir d'un si mauvais pas , n'étant pas d'humeur à reconnoître vos fautes , & à vous en humilier ? Votre P. Annat le trouva bientôt. Il assura que cette Lettre avoit été supposée à ce Prélat par un imposteur. Et votre P. Tellier a soutenu la même chose avec encore plus de hardiesse , dont il faut que vous rougissiez maintenant , puisqu'outre tant d'autres preuves , l'original de cette Lettre vient d'être trouvé à Rome dans les Archives du S. Office.

Vous n'avez pas eu d'autre moyen d'empêcher la mauvaise opinion que donnoit de votre Société le Bienheureux Martyr Sotelo dans sa Lettre au Pape. Car à qui auriez-vous pu persuader que se disposant au martyre, il eût voulu mentir pour vous décrier ? Il ne vous restoit donc que de l'attribuer de même à un faussaire. Vous l'avez fait, & pour comble de hardiesse, vous en avez chargé le pieux Dominicain qui l'avoit présentée au Pape , en lui imputant d'avoir bien su qu'elle n'étoit pas de ce saint Martyr. Mais ç'a été encore à votre confusion , comme on l'a fait voir dans le volume précédent.

Ce vous a été une chose bien sensible , qu'un Evêque d'une aussi grande réputation de piété qu'a été M. de Solminihac Evêque de Ca-

(a) On la trouve en latin à la fin du Journal de S. Amour, & dans le Livre intitulé: *Tuba Magna* &c.

V. CL. hors, eût fait dire avant que de mourir à d'autres Prélats dont il con-  
 III. Pe. noissoit le zele , qu'ils vous devoient regarder comme un fléau de  
 N.XXXIII l'Eglise , & ne vous donner aucun emploi dans leurs Dioceses. L'ar-  
 de calomnier est venu à votre secours , & votre P. Tellier a eu le  
 front d'affurer , que c'étoit *un pur mensonge de l'Abbé du Ferrier*.

Ce n'est pas seulement en vous défendant que vous employez la ca-  
 lomnie : c'est encore plus en attaquant ceux que vous avez entrepri-  
 de perdre. On a vu en combien de manieres vous vous en servez  
 dans vos Livres : mais les traits des méchantes langues sont encor  
 plus pernicieux à l'Eglise. C'est par-là que vous vous êtes rendus si  
 puissants auprès des Princes. Il n'y a presque point de Cour que vous  
 n'ayiez empoisonnée par vos médisances , en faisant croire aux Sou-  
 verains & à leurs Ministres , qu'il y va de leur conscience , de tra-  
 vailler de tout leur pouvoir à éteindre une nouvelle secte , aussi perni-  
 cieuse aux Etats qu'à la Religion. C'est l'idée que vous leur donnez  
 de ce que vous appelez Jansénisme , & vous le représentez sous tant  
 de diverses formes , qu'il n'y a personne à qui vous ne le puissiez  
 appliquer selon vos divers besoins.

Quel moyen donc , mes Révérends Peres , d'empêcher les maux  
 que vous faites à l'Eglise par la licence que vous prenez de calom-  
 nier tant de gens ; ce qui y cause des troubles qu'on ne peut trop  
 déplorer ?

Le meilleur seroit sans doute d'obtenir de Dieu qu'il vous fit avoïr  
 de l'horreur d'une si abominable conduite , & si indigne de Chrétiens  
 & de Prêtres. Mais en attendant qu'il vous fasse cette grace , le seul  
 qui reste pour se défendre de vos calomnies , & en arrêter les mé-  
 chants effets , est de faire en sorte qu'on n'y ajoute point de foi. Car  
 elles vous seront inutiles & ne nuiront à personne , si on a droit de  
 présumer que ce que vous dites pour vous excuser , & pour accuser  
 les autres , sont des mensonges & des faussetés. C'est ce qui seroit mo-  
 ralement impossible , s'il falloit pour cela les réfuter toutes l'une après  
 l'autre. Car outre que celles qu'on peut connoître sont en trop grand  
 nombre , les plus dangereuses sont celles dont on n'a point de con-  
 noissance distincte , si ce n'est quelquefois par quelque hasard extraor-  
 dinaire que Dieu permet , afin que l'on reconnoisse plus certaine-  
 ment , que vous êtes de ceux dont parle le Prophete Roi , *qui sagit-  
 tant in occulto rectos corde*. Ce sont des médisances étudiées que vous  
 répandez en secret , en les disant à l'oreille des personnes qui ont cré-  
 ance en vous. Vous les répétez si souvent , & les variez en tant de  
 manieres , qu'il est presque impossible qu'ils n'en croient une partie.

& qu'il n'en reste, au moins dans leur esprit, de fâcheux soupçons V. CL. contre ceux que vous avez entrepris de décrier. Et ces soupçons vous III. P<sup>e</sup>. suffisent pour porter les Princes dont vous pouvez avoir la confian- N.XXXIII ce, à ne leur faire aucune grace, à les exclure des bénéfices & des charges de l'Eglise, & souvent même à les traiter d'une manière plus dure.

Mais il n'est pas nécessaire pour se défendre de vos calomnies, de les réfuter toutes. Il suffit de vous en avoir convaincus d'un fort grand nombre, pour vous faire regarder par toutes les personnes judiciaires, comme des gens indignes qu'on ajoute aucune foi à tout ce qu'ils disent ou écrivent de désavantageux à l'honneur du prochain, à moins qu'ils n'en apportent des preuves incontestables. C'est ce que le bon sens a fait juger aux plus sages des Législateurs, qui en ont fait cette règle de Droit : *Semel improbitatis convictum, & aliàs improbum eodem genere præsumi*. Que celui qui a été une fois convaincu d'avoir commis une méchante action (comme est la calomnie) est présumé méchant dans le même genre de méchanceté. Or on ne doit point avoir de créance à celui qu'on peut présumer être calomniateur. Ne vous plaignez donc point, mes Révérends Peres, de ce qu'on a employé un volume entier, pour vous convaincre d'avoir été calomniateurs en une infinité de rencontres importantes. On ne l'a point fait pour décrier votre Compagnie ; mais par la nécessité où on s'est trouvé de ne pouvoir autrement empêcher les maux infinis que causent à l'Eglise les plumes envenimées de vos Ecrivains, & les méchantes langues de vos semeurs de mensonges, qui semblent avoir pris pour leur devise depuis long-temps cette parole des Israélites dans un Prophète : *Posuimus mendacium spem nostram, & mendacio protecti sumus*. (Is. XXVIII. 15.)

Mais comme on doit gémir de vous voir dans cet état, je vous proteste, mes Peres, que c'est très-sincèrement que l'on souhaite que Dieu vous fasse la grace d'en sortir par une solide conversion. Et c'est de quoi nous parlerons dans le Chapitre dernier.

## CHAPITRE XX.

*Du desir sincere que doivent avoir tous les gens de bien , que les Jésuites travaillaissent tout de bon à réformer leur Compagnie.*

V. CL. **V**ous nous avez assez fait entendre, mes Révérends Peres, qu'on  
 III. Pe. ne vous fait pas plaisir de dire de votre Société, qu'elle auroit besoin  
 N.XXXIII qu'on la réformât. On vous a déjà dit qu'on ne s'en étonne pas. L'idée fastueuse que vous avez d'elle ne souffre pas que vous regardiez autrement que comme une injure, de vouloir qu'on travaillât à la réformer. Mais c'est cela même qui fait qu'elle a plus besoin de l'être. Car les personnes les plus intelligentes ont toujours regardé l'orgueil comme le plus dangereux des maux de votre Compagnie, & le plus universellement répandu. Or pouvez-vous le mieux faire connoître, qu'en prétendant qu'on ne puisse parler de la réformer sans lui faire tort, & en voulant que l'on croie, que vous n'avez point à craindre ce qui est arrivé à tant de Religions si saintement établies, qui après moins de deux cents ans sont notablement déchues de leur première ferveur : au lieu que vous vous vantez qu'il n'y a pas sujet de craindre que votre Société, après même plusieurs centaines d'années, ne soit pas aussi parfaite que vous vous la figurez présentement ; parce que vous nous la représentez comme une riche boutique d'Apothicaire, bien garnie d'aromates qui préservent de la corruption. Ce sont les propres termes d'un de vos Auteurs : (a) *Societati Jesu non est periculum, ne post multas annorum centurias sibi multum dissimilis appareat. Habet enim aromata à putredine præservantia.*

Mais le public vous souffriroit-il, si vous témoigniez être encore dans une vanité si mal fondée ? Vous avez réduit vos adversaires dans la nécessité, ou de passer pour de fort méchantes gens, ou de vous faire connoître pour tels que vous êtes. Votre P. Tellier a dit fièrement qu'il n'y avoit point de milieu. Il falloit donc qu'ils parlaissent, pour ne vous pas donner occasion, s'ils s'étoient tûs, de les perdre d'honneur, & de les rendre par-là inutiles à l'Eglise. Ils l'ont fait, & vous voyez, mes Peres, ce qui en est arrivé. Les preuves incontesta-

(a) *Imago primi Seculi*, pag. 145.



bles dont ils ont appuyé tout ce qu'ils avoient à prouver, ont per- V. Cl.  
suadé tout le monde de la vérité de ce que vous aviez appelé des III. P.  
*calomnies aussi atroces qu'insensées* ; & votre silence depuis tant d'an- N. XXXIII  
nées, après des menaces si fieres de confondre vos adversaires, a été  
un surcroît de preuves, qui a confirmé dans l'esprit de tout le monde  
ce jugement du public.

On auroit eu grand sujet d'être content de ce succès, mes Révé-  
rends Peres, si on n'avoit eu pour but que de rabattre vos vains  
triumphes, & vous faire connoître pour tels que vous êtes. Mais ce  
n'a point été à cela que l'on s'est borné. Ce n'a été qu'un moyen pour  
parvenir à la fin que doivent avoir tous les Chrétiens dans la correc-  
tion fraternelle. Ils ne la doivent pas faire, dit S. Augustin, pour  
l'amour d'eux-mêmes; mais pour l'amour de ceux qu'ils reprennent,  
afin de les gagner à Dieu par le profit que l'on espere qu'ils tireront  
des réprimandes qu'on leur fait. *Si amore tui id facis, nihil facis. Si  
amore illius quem corripis facis, optimè facis.* Il est vrai, mes Peres,  
que vous rejettez bien loin dans votre *Défense* cette sorte de charité,  
& vous voulez que les remontrances de cette nature ne puis-  
sent être qu'un effet de haine & non pas d'amour. Mais ce même  
Saint nous apprend qu'on ne peut avoir cette pensée sans con-  
tredire l'Evangile. Car que voudroient dire ces paroles de Jesus Christ :  
*Si te audierit, lucratus es fratrem tuum*? Ne nous marquent-elles pas  
qu'on gagne à Dieu celui qu'on reprend, quand il profite de la re-  
préhension, & que c'est par l'amour que l'on a pour lui qu'on le doit  
reprendre afin de le gagner à Dieu?

Il est vrai que tous ceux qui reprennent n'ont pas ce dessein, qu'il  
y en a beaucoup qui le font par colere & par vengeance. Mais  
quand ils ne disent rien que de juste & de véritable, on n'a pas droit  
de leur imputer de mauvaises intentions. On en doit laisser le juge-  
ment à Dieu, & présumer qu'ils en ont de bonnes, tant que l'on  
n'a point de preuves du contraire. Ce n'est pas sur-tout à ceux que ces  
repréhensions regardent à rechercher par quel esprit on les leur fait.  
Il leur suffit qu'elles soient justes pour se croire obligés d'en profiter;  
& ils doivent même ne point s'arrêter à ceux qui les avertissent de  
leurs défauts, & de leurs égarements, mais remonter jusques à Dieu,  
qui se sert de qui il lui plaît pour nous porter à nous corriger, & à  
revenir dans la bonne voie.

Pouvez-vous trouver mauvais, mes Révérends Peres, qu'on ait de  
vous cette espérance? Quoiqu'on y voie peu de disposition, la main  
de Dieu n'est pas raccourcie : & quelque opposition que l'on ait dans

V. Cl. presque toutes vos Ecoles à la toute-puissance de la grace, Dieu peut;  
 III. Pe. quand il lui plaira, vous en faire sentir les effets. Il y a même pré-  
 XXXIII sentement des conjonctures propres à vous réveiller, & on en peut re-  
 marquer deux genres différents.

Les menaces de Dieu précédent souvent ses consolations. Il fait craindre sa colere à ceux qu'il veut retirer de leurs désordres, & les attirer à lui par une véritable conversion. Saul est renversé avant que d'être changé de persécuteur en Apôtre. Considérez donc premièrement le sujet que vous avez de trembler. Car pouvez-vous penser sans frayeur au renversement dont votre Société est menacée par le schisme qui y est déjà tout formé ? La plupart des membres sont révoltés contre le Chef, (a) qui ne manque pas d'avoir son parti au dedans & au dehors. Pouvez-vous donc ne pas appréhender cette parole de la vérité : *Tout Royaume divisé contre lui-même sera détruit, & toute maison divisée contre elle-même tombera en ruine.* Ce qui doit augmenter la crainte de tous ceux qui aiment votre Compagnie, c'est que le parti le plus nombreux soutient une très-méchante cause. Car ils ne dissimulent pas que la raison qu'ils ont de vouloir déposer leur Général, est qu'il a publié un Livre contre le Probabilisme. Et ce qui est surprenant est, qu'il ne fait en cela que suivre l'esprit & le sentiment de *Mutius Vitellius*, un de vos Généraux que vous avez le plus loué. Seriez-vous donc assez malheureux pour travailler vous-mêmes à vérifier les prophéties de vos Généraux aux dépens même de la ruine de votre Société ? C'est ce que vous ferez, mes Peres, si vous continuez à faire un crime au Chef de votre Compagnie d'avoir combattu un dogme si pernicieux, après qu'un autre de vos Généraux, pour porter plus efficacement tous les Supérieurs à empêcher qu'il ne se répandit dans vos Ecoles, leur a prédit, que s'ils négligeoient d'en arrêter le cours, il étoit à craindre qu'il ne perdît pas seulement la Société, mais qu'il ne causât aussi de très-grands maux à l'Eglise de Dieu. C'est dans une Lettre du 4 Janvier 1637. dont voici les propres termes, qu'on ne vous répète encore une fois qu'afin que vous en profitiez, " Il est bien à craindre que les opinions trop li-  
 „ bre de quelques-uns des nôtres, principalement en ce qui regarde  
 „ les mœurs, NE PERDENT PAS SEULEMENT LA SOCIÉTÉ, mais ne causent  
 „ aussi de très-grands maux à toute l'Eglise de Dieu. Que les Supé-  
 „ rieurs travaillent de tout leur pouvoir à empêcher que ceux qui  
 „ enseignent, ou qui écrivent, n'usent de ces regles & de ces manie-

(a) L'Evêque Gonzalez.

tes dans le choix des opinions : *On le peut soutenir. CELA EST V. CL. PROBABLE. Cela n'est pas sans défenseurs.* Mais qu'ils s'attachent III. Pe. „ aux opinions LES PLUS SURES, qui sont enseignées communément par les Docteurs les plus graves, & de plus grande réputation, & qui soient les plus propres à entretenir la piété ”.

Voilà, mes Peres, ce que votre Société a fait imprimer parmi les lettres de vos Généraux. Et c'est par-là que Dieu vous a avertis qu'il alloit de la ruine de votre Compagnie, si vos Supérieurs ne travailloient de tout leur pouvoir à empêcher, que le Probabilisme ne se répandît dans vos Ecoles. Comment donc pouvez-vous ne vous pas regarder comme étant à la veille de votre perte, selon Dieu, quelque puissants que vous vous croyiez selon le monde; puisque le Probabilisme qui la doit causer, selon votre Pere Viteleschi, s'est tellement établi parmi vous, que votre Général d'à présent n'a pu entreprendre de remédier à un si grand mal, qu'il n'ait tellement irrité contre lui la plupart de ses sujets, qu'ils ne cachent pas le dessein qu'ils ont de le déposer.

C'est, mes Peres, ce que j'ai cru vous devoir représenter, non pour vous insulter, c'est au contraire pour vous donner occasion de recourir aux moyens qui peuvent détourner les maux dont la colere de Dieu vous menace. Il est vrai que pour les détourner, ce n'est pas assez de quitter ce mauvais dessein contre votre Général, que vous voulez lapider pour une bonne œuvre. Il faut remonter à la source. Il faut penser sérieusement à ce que Dieu a fait connoître à l'Eglise par un grand nombre de ses serviteurs dans toutes les parties du monde, de votre conduite jalouse, ambitieuse, & intéressée : de cet esprit d'orgueil, que l'on voit tellement régner dans la Compagnie, qu'on ne peut douter que S. François Borgia n'ait été sur cela un véritable prophete : de cet art de calomnier & de médire, qu'on a reconnu avoir été jusques-ici un des plus grands moyens que vous employiez pour vous faire craindre, & pour opprimer ceux qui vous résistent. Si on a dit tout cela de vous sans l'avoir prouvé, vous faites bien de n'y avoir aucun égard. Mais si on ne peut lire les volumes précédents de la Morale Pratique sans en être convaincu, & principalement ce dernier qui regarde la calomnie; peut-on aimer chrétiennement votre Société, sans être porté à prier Notre Seigneur qu'il vous ouvre les yeux pour reconnoître les véritables causes de vos maux, & qu'il vous donne un cœur pénitent, qui en soit sensiblement touché, & qui vous engage à y remédier par une véritable réformation, & un heureux changement & d'esprit & de conduite?

V. CL. Je fais bien que vous pourrez dire la même chose de nous, & faire  
 III. Pe. autant de vœux pour notre changement que nous en faisons pour le  
 N.XXXIII vôtre. Mais ne vous imaginez pas que cela vous suffira pour jeter le  
 public dans l'embarras, & le réduire à ne savoir quel parti prendre.  
 La solidité de nos preuves, & votre silence forcé depuis tant d'années,  
 l'ont déjà déterminé en notre faveur. Il n'y auroit que des répliques  
 solides qui pourroient le faire hésiter. Mais il se tient bien assuré  
 qu'il n'y en peut avoir. Car il y a des choses si claires, que pour  
 peu qu'on ait de sens, on juge assez qu'on n'y peut rien oppo-  
 ser de raisonnable.

L'autre conjoncture de ce temps-ci, très-propre à inspirer à votre  
 Compagnie un desir sincère de se réformer, est ce que l'on fait pré-  
 sentement à Rome & en Espagne, pour la béatification de Dom Jean  
 de Palafox. Les procédures peuvent être longues; mais autant qu'on  
 en peut juger, le succès en est infaillible.

Son changement d'un honnête homme selon le monde en un par-  
 fait Chrétien a été si merveilleux; tout ce qu'il a fait ensuite, &  
 avant que d'entrer dans l'Etat Ecclésiastique, & depuis que des gens  
 de bien l'eurent obligé de s'y engager, a été si totalement consacré à  
 Dieu; son application à tous les devoirs d'un Pasteur tout occupé du  
 salut de son troupeau, l'a rendu un modèle si accompli des plus saints  
 Evêques; sa patience & sa générosité dans les plus rudes persécutions,  
 ont été en même temps si humbles & si héroïques; ses mortifications  
 continuelles, son amour pour la pauvreté, & sa charité envers les  
 pauvres ont eu quelque chose de si extraordinaire; le règlement de sa  
 vie extérieure a été si édifiant; & ce qu'il a écrit de sa vie intérieure  
 est rempli de sentiments si lumineux, & de transports si enflammés  
 du feu de l'amour divin; & enfin tout ce que l'on fait de lui, nous  
 fait tellement voir Jésus Christ agissant, parlant, écrivant dans un de  
 ses serviteurs, & le remplissant de toutes sortes de graces, qu'on ne  
 peut douter que l'on ne le voie bientôt (a) exposé à la vénération  
 des fideles, comme un de ces rares exemples de sainteté, que Dieu  
 donne à son Eglise dans tous les temps, pour être une preuve illus-  
 tre, que son esprit ne l'a point abandonnée, & que parmi la corrup-  
 tion de ces derniers siècles, elle est toujours cette Epouse unique &  
 cette

(a) [M. Arnauld a cru cette Canonisation plus prochaine qu'elle n'a été. Voilà plus  
 de 80 ans qu'on y travaille, & que les Jésuites ont trouvé moyen de l'empêcher. Mais  
 il y a lieu d'espérer qu'enfin l'Eglise aura bientôt cette consolation.]

cette Arche mystérieuse où il faut se retirer pour n'être point emporté V. Cl.  
par les eaux du Déluge.

III. Pe.

Ceux qui n'ont rien lu de la vie de ce saint homme pourroient N.XXXIII  
croire que j'exagere. C'est ce qui m'a fait penser qu'ils seront bien aises de trouver ici quelque chose qui leur fasse voir, que ce que j'en ai dit est bien au-dessous de l'idée qu'ils en auront, quand ils auront considéré ce que Dieu lui a fait écrire de sa propre vie sous ce titre humiliant : "Vida interior de un peccador arrepentido". *La vie intérieure d'un pécheur repentant.* Il y fait toujours parler ce pécheur. Je n'en rapporterai qu'un endroit ou deux.

„ A peine cesse-t-il un moment, sur-tout quand il est seul, de parler de Dieu & de le louer sans aucune peine : au contraire il en a beaucoup, & il faut qu'il se fasse de grands efforts pour n'en pas parler, & ne le pas louer avec beaucoup d'amour & de tendresse en toutes choses, grandes ou petites ; & cela avec une fort grande joie. Il a toujours eu ces sentiments. Il a seulement reconnu que ses œuvres ne correspondent pas à cet amour.

„ Souvent lorsqu'il fait réflexion sur celui qui parle, & sur celui à qui il parle, c'est-à-dire, le plus méchant de tous les hommes, à la bonté même, un ver de terre à Dieu ; il rentre en lui-même, il pleure, & il gémit de son effronterie ; que la poussière parle à Dieu, un pécheur, un misérable, un perdu ; il craint, & il dit : Seigneur, que j'ose vous parler, que j'ose vous aimer, vous Seigneur, Dieu immense, Créateur de toutes choses, moi qui suis un rien, & moins qu'un rien ; & ce qui m'afflige le plus, moi qui suis méchant & le mal même. Qu'est-ce que cela, Seigneur ? Comment cela se peut-il faire ?

„ Mais aussitôt cette bonté l'anime & tire de lui ces paroles : Seigneur, n'est-il pas juste de vous aimer ? Comment donc ne vous aimerai-je pas ? Seigneur, à qui est-ce que je me dois sinon à vous ? Comment donc pourrois-je me refuser à vous ? Seigneur, vous êtes venu pour chercher les pécheurs. Je suis le plus grand de tous les pécheurs. Seigneur, vous êtes descendu vers nous, afin que nous vous parlions, que nous vous adorassions, que nous vous priassions. Pourquoi ne vous parlerois-je pas & ne vous adorerois-je pas ? Seigneur, mon cœur ne peut vivre sans aimer. Et qui est-ce, Seigneur, que mon cœur doit aimer si ce n'est vous ? Seigneur, vous nous avez appris à parler à votre Pere, en nous ordonnant de dire NOTRE PERE &c. Ne suis-je donc pas obligé de vous aimer & de vous adorer, vous & votre Pere, vous appelant Pere,

V. Cl. „ Seigneur, Rédempteur, Créateur, & l'objet de l'amour de toutes  
 III. Pe. „ les créatures ” ?

N.XXXIII „ Se peut-on imaginer des sentiments plus vifs d'adoration & d'amour ?  
 En voici d'humilité & de reconnoissance de la grace, qui ne sont pas  
 moins touchants.

„ Il s'afflige quelquefois voyant qu'il ne fait rien de considérable,  
 „ & que tout ce qu'il fait est tellement un ouvrage de la grace, qu'à  
 „ peine peut-il dire qu'il lui appartienne ? Mais il ouvre aussi-tôt les  
 „ yeux, en disant : si ce que je fais étoit à moi, que seroit-ce autre  
 „ chose venant de moi que misère & corruption ? Mais si je le fais parce  
 „ que Dieu me donne la grace de le faire, il est beaucoup meilleur  
 „ m'étant donné de sa main, que s'il venoit de la mienne ; & il est  
 „ d'autant meilleur qu'il y a moins de moi & qu'il est plus de Dieu.

„ On lui donna à entendre une fois à propos de cela, & il lui est  
 „ demeuré dans le cœur”. (Il nous marque par-là que ce qu'il va  
 „ dire, est ce que Notre Seigneur lui avoit dit intérieurement). “ Si un  
 „ pauvre homme vouloit s'habiller lui-même pour paroître devant le  
 „ Roi, & qu'il ne trouvât que de vieux haillons rapetassés ; mais  
 „ que lorsqu'il seroit dans cette angoisse, le Roi venoit lui-même &  
 „ qu'il lui donnât de riches habits ; cet homme ne seroit-il pas in-  
 „ sensé, s'il ne regardoit pas cela comme une grande faveur. Si  
 „ l'homme n'est revêtu de ma grace, il n'est que pauvreté & misère.  
 „ Je m'approche de lui ; je l'habille & l'orne pour moi. Qui peut  
 „ douter qu'il ne soit vêtu plus avantageusement ? Laissez-vous ha-  
 „ biller. C'est-là ce qui est bon, ce qui est avantageux, ce qui est  
 „ utile. Que pouvez-vous avoir de vous-mêmes que des misères ? Si  
 „ vous faites quelque chose de bon, il vient de moi, & le mal seul  
 „ vous appartient.

„ Mon ame tire de-là cette conclusion, qui la remplit d'une telle  
 „ joie, qu'elle ne se peut contenir, & elle adore cette vérité. Je me  
 „ dois donc tout à Dieu ; tout ce que je ferai de bon appartient à  
 „ Dieu ; tout vient de Dieu. Il m'a tout donné ; je lui dois tout, & je  
 „ veux être éternellement à lui. Donc *quid habes quod non accepisti ?*  
 „ *Si autem accepisti, quid gloriaris quasi non acceperis ?* Je dois donc  
 „ pleurer ma misère pendant toute ma vie, & adorer une si grande  
 „ miséricorde. Je veux m'éloigner de moi-même, & me fuir moi-  
 „ même, en ce que je suis par moi-même, parce que je ne suis que  
 „ misère ; & vivre seulement en Dieu où se trouve la miséricorde &  
 „ la grace”.

Ne sont-ce pas là, Mes Peres, des sentiments & des paroles d'un

Saint à canoniser ? Attendez-vous donc qu'il le fera. Et vous n'auriez V. CL. guere d'amour pour l'Eglise, si vous n'en aviez de la joie : car rien III. Pe. ne lui fait plus d'honneur, & ne confond davantage les nouvelles Sec. N.XXXIII  
tes, qui étant sorties d'elle par un déplorable schisme, ne la veulent pas reconnoître pour ce qu'elle est, que de voir qu'elle porte encore de ces fruits miraculeux de la grace, semblables à ceux des premiers siècles, qui ont répandu par toute la terre la bonne odeur de Jesus Christ.

Je puis donc supposer que vous serez bientôt obligés de vous rendre au jugement que l'Eglise portera de ce nouveau Saint. Et c'est ce que je regarde comme un moyen propre à vous faire rentrer en vous-mêmes, pour remédier efficacement aux maux intérieurs de votre Société. Car comme les miracles faits au nom de Jesus Christ par les Apôtres, furent une occasion à plusieurs des Juifs qui l'avoient crucifié de se repentir de leur crime, & d'en obtenir le pardon par le mérite du sang qu'ils avoient répandu ; la glorification de son serviteur vous en pourra être une aussi de vous repentir de la maniere injurieuse dont vous l'avez traité & durant sa vie, & après sa mort pendant près de cinquante ans : & d'en faire une réparation publique, comme ce que vous avez établi dans le dernier chapitre de votre Défense vous doit faire reconnoître que vous y êtes obligés. Il ne faut qu'un pas pour passer de-là à vous faire songer tout de bon à la réformation générale de votre Société. Car comme dans les maladies corporelles il ne suffit pas d'en arrêter quelques effets si on n'en ôte la cause : il en est de même des maladies spirituelles, l'orgueil, l'ambition, l'avarice, l'injustice, l'inclination à rompre, à mentir, à calomnier, & autres semblables vices, qui peuvent regner dans les Communautés aussi-bien que dans les particuliers. Ce seroit peu de chose que de vous résoudre à réparer quelques excès que ces vices auroient pu faire commettre ; il faut travailler sérieusement à extirper les vices mêmes par les vertus opposées.

C'est ce que tant de bonnes ames qui vous connoissent demandent à Dieu pour votre Compagnie, dans la vue du grand bien qui en reviendrait à l'Eglise. Que si nous étions assez heureux pour le voir arriver bientôt, on auroit lieu de croire que les prieres du saint homme que vous avez tant persécuté y auroient beaucoup contribué, comme les prieres de S. Etienne contribuerent à la conversion d'un de ses plus ardents persécuteurs. Car puisque les Peres ont remarqué contre les anciens ennemis de l'intercession des Saints, qu'ils ont encore plus de charité regnant dans le Ciel avec Jesus Christ qu'ils n'en avoient

V. CL. étant sur la terre, nous devons faire le même jugement de ce grand  
 III. Pe. imitateur de leur sainteté. Or voici ce que l'esprit de Dieu lui a fait  
 N.XXXIII dire de ses dispositions intérieures sur votre sujet. C'est dans le 26  
 Chapitre de sa Vie intérieure, où il parle de la grande affaire qu'il  
 avoit eue avec vous, quoiqu'il ne vous nomme pas. *Il regarde, dit-il, comme une grace singulière, que parmi ses traverses il ait conservé son ame sans trouble, & sans aucune haine contre ses ennemis, ayant au contraire redoublé l'amour qu'il avoit pour eux; ce qui le porta à faire un Traité, qui a été imprimé depuis, de l'utilité des persécutions & de l'amour des ennemis.* A quoi il ajoute, *que s'étant fait contre lui une infinité de satyres, il n'avoit point voulu permettre que personne y répondit; n'en ayant aucune peine, mais un vrai desir de faire du bien à ceux qui en étoient les Auteurs.*

La charité qui lui donnoit un vrai desir de faire du bien à ceux qui le traitoient le plus mal dans leurs satyres, n'est pas diminuée depuis qu'elle a reçu sa dernière consommation dans le ciel. Et le bien qu'il vous desiroit, comme il paroît par ses deux Lettres au Pape, est que votre Société changeant d'esprit & de conduite, se rendit aussi utile à l'Eglise, qu'elle lui sera préjudiciable tant qu'elle se conduira par un esprit tout opposé à celui de son Institut, en recherchant sa propre gloire, au lieu de ne rechercher que la plus grande gloire de Dieu.

C'est donc sérieusement, mes Révérends Peres, que l'on vous exhorte à avoir recours à ce nouveau Saint, qui a si bien connu, lorsqu'il étoit en ce monde, les vrais besoins de votre Compagnie, & qui les connoît encore mieux présentement en les voyant en Dieu. Ne rejetez pas cet avis par une vaine présomption de votre justice, qui vous feroit croire qu'il n'y a point d'Ordre Religieux dans l'Eglise, qui ait moins besoin que le vôtre, qu'on le réforme ou qu'il se réforme lui-même. Si vous êtes dans cette pensée, comme un de vos Ecrivains a fait entendre que vous y étiez, pensez à cette parole de  
 Apoc. 3. , Jesus Christ à un des sept Evêques de l'Apocalypse : *Vous dites, je suis riche, je suis comblé de biens, & je n'ai besoin de rien; & vous ne savez pas que vous êtes malheureux, & misérable, & pauvre, & aveugle, & nud; & appréhendez ce que Notre Seigneur dit à ce même Evêque, qu'il étoit prêt de le vomir de sa bouche.* Prévenez cette terrible menace, en vous humiliant sous la puissante main de Dieu, & commencez par donner des preuves de l'humilité qui vous est si nécessaire pour guérir le plus grand de vos maux qui est l'orgueil, en ne rougissant pas de prendre pour intercesseur auprès de Notre Seigneur, celui que par un aveuglement déplorable vous avez pris au-



refois pour votre plus grand ennemi , lorsqu'il ne travailloit qu'à V. Cl. faire du bien à votre Société , comme il l'assure dans un ouvrage III. Pe. que l'on ne doute point qui n'entre dans le procès de sa canonisation; N. XXXI. H. ant on y trouve de preuves d'une sainteté extraordinaire.

Faites, mon Dieu, que nous puissions voir les effets de cette intercession. Ranimez l'esprit de Jesus dans la Compagnie qui fait gloire de porter le nom de Jesus. On a dit de son saint Instituteur, *qu'il emua ciel & terre pour empêcher qu'on n'obligeât ceux de sa Compagnie d'accepter aucune Dignité Ecclesiastique , & qu'il remontra pour ce sujet, que l'esprit de son Ordre étoit un esprit d'humilité & de pauvreté.* paroît-il maintenant quelque chose de cet esprit ? N'y voit-on pas avec douleur l'accomplissement de ce qu'a prophétisé bientôt après un autre Saint, le troisieme de ses Généraux : *Qu'il viendrait un jour, que l'ambition y regneroit, & que l'orgueil s'y élèveroit d'une maniere effrénée que personne ne le pourroit arrêter.* Mais ce que les hommes ne peuvent , vous le pouvez , Seigneur , & il vous sera facile , quand vous le voudrez , de rendre le calme à l'Eglise , en changeant esprit turbulent de cette Société, en un esprit de tranquillité & de paix , qui la portera à réparer par une conduite humble & sincere, les maux qu'elle y a fait depuis tant de temps par son ambition , ses artifices & ses calomnies. Ainsi soit-il.

*Diverses pieces pour servir à l'Instruction du Procès sur la matiere de la Calomnie.*

Pour achever l'Instruction de ce Procès sur la matiere de la calomnie, il ne me reste plus qu'à m'acquitter de la promesse que j'ai faite, de ramasser diverses pieces sur le même sujet, qui ayant été imprimées séparément , seroient présentement difficiles à recouvrer , & pourroient même avoir le sort des feuilles volantes qui sont sujettes se perdre.

Voici donc les pieces qui feront la suite de ce huitieme volume.

I. De toutes les calomnies qu'on a employées pour décrier les Disciples de S. Augustin, il n'y en a point de plus horrible que celle de l'assemblée de Bourfontaine. On en a parlé en divers endroits, dans la seconde Lettre de M. Arnould , (a) dans la seizieme Provinciale, & dans la Réponse à M. Mallet. Mais l'occasion qu'on a eue

(a) [Seconde Partie , n. XVI. Voyez cette Lettre, VI. Classe, IV. Part. n. II,]

V. CL. de faire connoître plus amplement la méchanceté des Auteurs de cette  
 III. P<sup>e</sup>. fable, est le Procès que les Parents de feu M. Jansénius Evêque d'Y-  
 B. XXXIII pres firent au Pere Hazart, Jésuite d'Anvers, qui l'avoit débitée com-  
 me une vérité, avec d'autres calomnies contre ce même Prélat, dans  
 un gros livre écrit en flamand. Les diverses chicaneries de ce Jésuite  
 obligerent de faire quatre Factums, que nous donnerons ici sous ce  
 titre général : *Réfutation du Roman Diabolique de l'Assemblée de Bourg-*  
*fontaine (b).*

II. Il y avoit déjà long-temps que les contestations touchant la grace  
 sembloient être apaisées en France par la paix que le Pape Clément  
 IX avoit rétablie dans cette Eglise en 1669, lorsque les Jésuites de  
 Liege y firent imprimer en 1677, un Libelle furieux rempli des plus  
 impudents mensonges qui se puissent imaginer. La Réfutation de ce  
 Libelle sera la seconde des pieces que l'on mettra à la fin de ce volu-  
 me. Elle a pour titre : *Réfutation de plusieurs calomnies contenues dans*  
*un Libelle imprimé à Liege en 1677, sous ce faux titre : Réponse d'un*  
*Docteur de Sarbonne &c. seconde Edition. A Troyes 1680 (c).*

III. Les Jésuites ne se sont malheureusement engagés dans ce Procès  
 de la Morale Pratique qu'après avoir porté feu M. l'Evêque de Malaga  
 à publier une Plainte Catholique qu'ils répandirent aussi-tôt par-tout.  
 Comme ils y avoient fait traiter M. Arnould d'une maniere très - ou-  
 trageuse, les amis de ce Docteur lui conseillerent de s'en plaindre à  
 ce Prélat même, dont il falloit que les Jésuites eussent surpris la re-  
 ligion. Il le fit avec toute la retenue & tous les égards, que l'on  
 devoit avoir pour une personne d'une naissance fort distinguée, & qui  
 avoit dans toute l'Espagne une grande réputation de piété (d).

Si on n'avoit appréhendé de faire ce volume trop gros, on auroit  
 ajouté aux pieces que l'on vient de marquer plusieurs autres Ecrits  
 sur cette même matiere. Il semble même qu'aucun n'y devoit entrer  
 plus naturellement, que les cinq *Procès de calomnie &c.* faits contre  
 les trois intimes Placards dont le premier a pour titre : *Jansenismus*  
*ovinem destruens Religionem &c.* Mais il y a si peu de temps qu'ils  
 sont imprimés, qu'on en trouve encore aisément, & on peut pour  
 les uns & pour les autres attendre quelque autre occasion pour les  
 donner de nouveau au public (e).

(b) [ Transporté ci-dessus n. XI. ]

(c) [ Transporté ci-dessus n. X. ]

(d) [ Transporté ci-dessus n. XXVI. ]

(e) [ Voyez ces cinq Pieces ci-dessus, IV. Cl. 2<sup>e</sup>, IX. Part. ]

# T A B L E

## D E S C H A P I T R E S

CONTENUS DANS CE HUITIEME VOLUME.

CHAPITRE I. <i>Quelles sont les Calomnies dont on prétend parler dans ce Livre.</i>	pag. 10
II. <i>Comment se répandent les Calomnies les moins excusables.</i>	17
III. <i>Quand &amp; comment l'ignorance ou l'inadvertence peut excuser de Calomnie ceux qui publient des choses fausses.</i>	24
IV. <i>Des Calomnies qui n'ont pour fondement que la supposition d'une hypocrisie non prouvée.</i>	27
V. <i>Vingt-quatre Calomnies fondée aussi pour la plupart sur des accusations d'hypocrisie non prouvée, qui se trouvent dans le Livre intitulé: ARTIFICES DES HÉRÉTIQUES.</i>	42
VI. <i>Calomnie des Jésuites de Mons, contre les Peres de l'Oratoire, &amp; contre une Fille de qualité, à qui ils ont imposé de ne pas croire que la Sainte Vierge fût Mere de Dieu. Sentence de M. l'Archevêque de Cambrai contre cette imposture.</i>	53
VII. <i>Que c'est un Sophisme propre à autoriser toutes sortes de Calomnies, d'apporter pour preuve d'une accusation infamante qui regarde un fait, des exemples d'autres personnes.</i>	62
VIII. <i>Calomnies fondées sur des noms de Sectes qu'on n'a jamais pu prouver qui eussent quelque chose de réel.</i>	70
IX. <i>Suite du même sujet.</i>	78
X. <i>Calomnies fondées sur de prétendus Actes Juridiques, ou sur de fausses dépositions extorquées par de mauvaises voies.</i>	82
XI. <i>Calomnies dont est rempli le Livre du P. Brisacier, intitulé: JANSÉNISME CONFONDU, censuré en 1652 par M. de Gondy Archevêque de Paris.</i>	100
XII. <i>Calomnies accompagnées de fourberies pour le faire plus facilement recevoir.</i>	116

CHAPIT. XIII. <i>Autres fourberies employées par les Jésuites pour répandre leurs calomnies.</i>	pag. 123
XIV. <i>Dialogues employés pour couvrir les Calomnies &amp; les faire mieux recevoir.</i>	130
XV. <i>Pieces Romanesques remplies de Calomnies outrées, &amp; autres pieces semblables, où on n'a pour but que de médire sans aucune apparence de raison.</i>	144
XVI. <i>Le P. Boubours convaincu d'être non seulement Calomniateur, mais de l'être avec une opiniâtreté qui fait craindre qu'il ne soit endurci dans ce péché.</i>	151
XVII. <i>Autres Calomnies du P. Boubours dans sa Lettre à Messieurs de Port-Royal.</i>	160
XVIII. <i>Dés Calomnies que l'on commet en accusant les autres de Calomnies.</i>	181
XIX. <i>Que ç'a été pour remédier aux maux que les Jésuites font à l'Eglise par leurs Calomnies qu'on a été obligé d'en rapporter tant d'exemples.</i>	187
XX. <i>Du désir sincère que doivent avoir tous les gens de bien, que les Jésuites travaillassent tout de bon à réformer leur Compagnie.</i>	196

FIN DU TOME TRENTE-CINQUIEME.



# Œ U V R E S

*DE MESSIRE*

ANTOINE ARNAULD,

DOCTEUR DE LA MAISON ET SOCIÉTÉ

*DE S O R B O N N E.*



# OEUVRES

DE MESSIRE

TOINE ARNAULD,

DOCTEUR DE LA MAISON ET SOCIÉTÉ

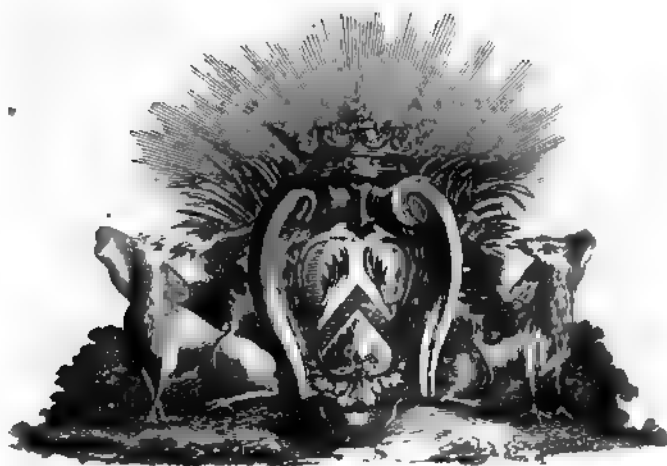
DE SORBONNE.

---

TOME TRENTE-SIXIEME,

*Contenant les six premiers Nombres de la sixieme Classe.*

---



A PARIS, & se vend à LAUSANNE,  
chez SIGISMOND D'ARNAY & COMPAGNIE.

---

M. DCC. LXXX.

---

*Les Ecrits contenus dans ce Tome sont :*

**S I X I E M E C L A S S E.**

- N<sup>o</sup>. I. Avertissement produit au Conseil du Roi pour Messire Vincent Ragot, Prêtre, Docteur en Droit canonique, Promoteur de l'Eglise & Diocese d'Alet: contre Messires Jacques Joseph de Maynard de l'Estang, Prêtre, Doyen & Chanoine de l'Eglise Cathédrale du dit Alet, & François Rives, aussi Prêtre & Chanoine de la même Eglise. . . . . page 1
- N<sup>o</sup>. II. Eclaircissement sur quelques faits calomnieux, par lesquels les Sieurs de l'Estang & Rives ont prétendu noircir M. l'Evêque d'Alet. . . . . 175
- N<sup>o</sup>. III. Factum de Messire Vincent Ragot, Promoteur du Diocese d'Alet, tant pour lui que pour le Syndic du Clergé du dit Diocese, & Messire Nicolas Pavillon, Evêque d'Alet, en tant qu'il y a & peut avoir intérêt: contre le prétendu Syndic de quelques Gentilshommes & quelques Ecclésiastiques & Réguliers de ce Diocese. . . . . 283
- N<sup>o</sup>. IV. Eclaircissement sur la défense des danses, & de la profanation des Fêtes. . . . . 475
- N<sup>o</sup>. V. Eclaircissement sommaire, sur le procès intenté par des Gentilshommes du Diocese d'Alet, contre leur Evêque & leurs Curés. . . . . 479
- N<sup>o</sup>. VI. Réponse à quelques difficultés proposées de la part des Gentilshommes syndiqués du Diocese d'Alet, contre leur Evêque & leurs Curés. . . . . 487
-



# *VI. CLASSE*

CONTENANT

*ES ÉCRITS DE M. ARNAULD*

SUR DIVERS POINTS

DE DISCIPLINE ECCLÉSIASTIQUE, D'HISTOIRE ET  
DE POLITIQUE.





# P R É F A C E

## HISTORIQUE ET CRITIQUE

SUR LES ECRITS DE M. ARNAULD

*Contenus dans la sixieme CLASSE, touchant divers points de la Discipline ecclésiastique, d'Histoire & de Politique.*

### A R T I C L E I.

*Ecrits composés par M. Arnauld pour la défense de M. Pavillon Evêque d'Alet, contre quelques Ecclesiastiques Séculiers & Réguliers & quelques Gentilshommes de son Diocèse.*

IL n'y a personne qui ignore la réputation de zèle & de sainteté que s'est acquise M. Pavillon Evêque d'Alet, pendant les trente-sept ans qu'il a gouverné son Diocèse. Mais comme en tous temps, & sur-tout dans un siècle aussi corrompu que le nôtre, on ne sauroit s'opposer aux désordres accrédités sans éprouver de fortes contradictions, on ne fera point étonné de toutes celles qu'on va voir qu'a éprouvées M. d'Alet dans ce qu'il a entrepris pour réprimer ceux qui régnoient dans son Diocèse. On en trouve l'Histoire dans le Chapitre X. du premier Livre, & dans la suite du second de la Vie de ce saint Prélat, publiée en trois volumes in-12. en 1738.

Il y est fait singulièrement mention des deux principaux Procès qu'il eut à soutenir à ce sujet; le premier contre le Doyen & trois (a) Chanoines du Chapitre de sa Cathédrale; & le second contre quelques Gentilshommes, quelques Ecclesiastiques & quelques Réguliers de son Diocèse, qui se réunirent & se syndiquèrent contre lui.

Nous n'entrons point dans le détail de ces Procès. Mais nous ne pouvons nous dispenser de rendre compte des Ecrits produits au Conseil du Roi à ce sujet, parce que quoique tous publiés & imprimés dans le temps sous le nom de M. Ragot, Promoteur de M. l'Evêque d'Alet, il est certain que M. Arnauld les avoit composés. Voici ce que dit à ce sujet l'Auteur

I.  
M Arnauld  
est Auteur  
de ces  
Ecrits.

(a) Il n'y avoit d'abord qu'un Chanoine (de River) réuni au Doyen, & il n'est fait mention que de ces deux dans les *Passimis*. Mais dans la suite il s'y en joignit deux autres, dont il est fait mention dans l'Arrêt.

de la Vie de ce Prélat, après avoir rapporté ce qui s'étoit passé dans les divers Tribunaux des Provinces, avant l'évocation de l'affaire au Conseil d'Etat du Roi.

„ Dès que l'affaire, dit-il, (a) fut entre les mains des Commissaires du  
 „ Conseil (nommés par le Roi) on travailla fortement de part & d'autre  
 „ à instruire le procès, & à éclaircir les points contestés. M. d'Alet eut  
 „ le bonheur de trouver pour le défendre l'homme du monde le plus ca-  
 „ pable de débrouiller une affaire de cette nature, & de dissiper tous les  
 „ nuages dont on affectoit de l'obscurcir. C'est le célèbre M. Arnauld, Doc-  
 „ teur de Sorbonne, qui se prêta à cette bonne œuvre, dans le temps de  
 „ la plus cruelle persécution qu'il ait eu à soutenir au sujet du Formulaire,  
 „ & lorsque se voyant pressé de tous côtés par une multitude d'ennemis  
 „ impitoyables, il sembloit ne pouvoir suffire à parer les coups qu'on lui  
 „ portoit de toutes parts. Ce grand homme, qui étoit alors caché chez Madame  
 „ de Longueville, parut oublier ses propres affaires, pour ne travailler qu'à  
 „ celle de M. d'Alet. Occupé toute sa vie à combattre l'erreur & à défendre  
 „ la vérité, il crut ne pouvoir faire un plus saint usage des rares talents  
 „ que Dieu lui avoit donnés, qu'à rendre service à l'Eglise dans la person-  
 „ ne d'un de ses plus saints Evêques. Il se fit apporter les Mémoires, les  
 „ procédures, & généralement tous les Ecrits qui avoient rapport à cette  
 „ affaire, pour en séparer ceux dont on ne pouvoit faire usage sans mani-  
 „ fester des crimes qui auroient fait perdre la vie à quelques Gentilshom-  
 „ mes, à des Notaires & aux autres personnes qui en étoient coupables.  
 „ C'est ce que ce charitable Ecrivain étoit aussi éloigné de demander que  
 „ le saint Evêque dont il entreprenoit la défense. Les excellents *Factums*  
 „ & autres pieces que l'on trouve dans la *Défense de l'Eglise d'Alet*, (b)  
 „ sont les fruits du travail de ce savant Docteur, qui fit de plus sur cette  
 „ affaire plusieurs autres Ecrits qui n'ont pas vu le jour. On sent à la  
 „ lecture de toutes ces pieces, qu'elles sont de main de maître. Ceux qui  
 „ aiment à voir les difficultés du Droit canon bien développées & les re-  
 „ gles de l'Eglise expliquées avec solidité, y trouveront de quoi se satisfaire.  
 „ Ils s'y instruiront d'ailleurs de la plus grande affaire ecclésiastique qui ait  
 „ été portée au Conseil du Roi”. Ce jugement est rapporté & confirmé par  
 M. Racine dans son Histoire Ecclésiastique (Tom. XII. Art. XXVIII. N.  
 VII. pag. 442 in-4°.

II. L'Auteur de la Vie de M. d'Alet n'explique pas quels sont en particulier  
 Ecrits con- ces Ecrits que M. Arnauld composa en faveur de ce Prélat, dans le cours  
 tre le des procès dont il s'agit. Mais de la manière dont il s'explique, on voit  
 Doyen & qu'il le croit Auteur de tous ceux qui se trouvent dans la *Défense de l'E-*  
 un Chanoi- *glise d'Alet*, à laquelle il renvoie. On ne doit en excepter qu'une première  
 ne de la Ca-  *Réponse* que fit ce Prélat aux plaintes des Gentilshommes syndiqués. Il  
 thédrale nous apprend lui-même dans une Lettre à M. de Périfixe Archevêque de  
 d'Alet. Paris, du 26 Juillet 1663, que le Roi lui ayant fait donner communication  
 de ces plaintes, il n'employa que trois ou quatre jours pour y répondre.  
 Cette réponse, faite à Alet dans ce court intervalle, ne sauroit avoir M.

(a) Vie de M. d'Alet. (par M. de la Chasseigne Docteur de Sorbonne.) Tom. I. Suite du Liv. II. Chap. XV. pag. 126 & suiv.

(b) C'est un Volume in-4°, imprimé à Paris en 1666, qui réunit les Ecrits dont nous allons parler.

**Arnauld pour Auteur.** (a) Les premiers Ecrits de M. Arnauld, publiés pour la défense de M. d'Alet sont ceux qui furent produits dans le cours du procès qui lui fut suscité par le sieur de l'Estant Doyen de son Chapitre, & le Sieur Rives Chanoine. Le plus considérable de ces Ecrits parut en 1665, sous ce titre : *Avertissement produit au Conseil du Roi, par M. Vincent Ragot Evc. où l'on justifie la conduite de M. l'Evêque d'Alet & des Officiers de son Diocèse, contre les calomnies publiées par les Sieurs de l'Estant & Rives & leurs adhérents &c.* Cet Ecrit fut imprimé en deux formats, in-folio (50. pag.) & in-4°. (108. pag.) Il est divisé en deux parties; la première contient la discussion des faits; la seconde *les moyens de droit*. On trouve dans la première un portrait admirable de la conduite de M. d'Alet dans son Diocèse, depuis vingt-cinq ans qu'il en avoit le gouvernement. *Les moyens de Droit*, déduits dans la seconde, se réduisent à cinq questions, dont les principales concernent les dispositions Canoniques contre ceux qui transportent à des Juges séculiers la juridiction de l'Eglise, dans une cause purement ecclésiastique, & la nature & les effets de l'absolution *ad cautelam*, selon les Canons & les Ordonnances du Royaume. On y prouve que, selon le Droit commun, cette absolution n'a d'autre effet que de donner droit de comparoître en justice, ou de faire d'autres Actes judiciaires devant les Tribunaux Ecclésiastiques, ou tout au plus, selon quelques nouveaux Canonistes, de rétablir l'Excommunié dans son premier état; mais à deux conditions: la première, que cette absolution sera donnée par quelque Supérieur de l'excommunié, comme le Pape, le Primat ou le Métropolitain; la seconde, que l'on apportera des preuves, au moins *semi-pleines*, de la nullité de l'excommunication dont il sera question d'absoudre. Cet Avertissement fut suivi d'une *Addition* de vingt-sept pages, contenant la réfutation des principales faussetés répandues dans les Ecritures produites par les adversaires de M. l'Evêque d'Alet. Peu de temps après la publication de cet Avertissement, M. Ragot présenta une Requête à Nosseigneurs de l'Assemblée générale du Clergé de France, qui se tenoit à Paris cette même année (1665). Il leur représente que cette affaire est une de celles où les Evêques sont plus obligés, selon les Canons, de s'assister les uns les autres, pour le maintien de leur dignité & de leur juridiction. Cette Requête étoit accompagnée non seulement de l'*Avertissement* dont nous venons de parler, mais encore de la *Réponse* aux plaintes des Gentilshommes composée à Alet en 1662, renouvelées dans les Ecritures des Sieurs de l'Estant & Rives; & enfin d'un *Eclaircissement* sur quelques faits calomnieux (ajoutés aux anciens) par lesquels ces deux Messieurs avoient prétendu noircir la réputation de leur Evêque. Cet Eclaircissement forme le second ouvrage composé par M. Arnauld sur cette affaire, auquel on doit joindre néanmoins la Requête présentée à l'Assemblée Générale du Clergé, qu'on ne peut douter avoir aussi M. Arnauld pour Auteur (b). Ces deux premiers Ecrits furent suivis d'un troisième, intitulé: *Factum ou Replique de M. Vincent Ragot Evc. à la Réponse imprimée des Sieurs de l'Estant & Rives*. Cette Replique est divisée en deux parties,

(a) M. Arnauld renvoie si souvent à cette Réponse, comme renfermant les principaux éclaircissements, sur les faits du Procès, que nous n'avons pu nous dispenser de la donner à la fin du premier Ecrit de cette VI. Classe, Lettre B.

(b) On trouve cette Requête à la suite de l'Avertissement, &c. N. I. Append. Lettre A.

comme l'Avertissement : la première *touchant les moyens de fait* : la seconde *touchant les moyens de droit*. Les Auteurs de la *Réponse* sont convaincus dans la première de quarante-une *faussetés* palpables, & on y prouve en même temps la vérité de tous les faits avancés dans l'*Avertissement*. Les questions de droit ne sont pas traitées avec moins de solidité dans la seconde partie. Elles concernent principalement l'excommunication, le transport de la Jurisdiction Ecclésiastique aux Tribunaux séculiers, les règles à observer dans les Censures, la nature & les effets de l'absolution *ad cautelum* &c. Cette dernière question y est traitée avec beaucoup d'étendue & de sagacité. Ce qui y est dit sur la source de la Puissance Ecclésiastique mérite une attention particulière, aussi bien que la réfutation de ce paradoxe du Sieur de l'Estang, que la Puissance séculière est *seule* Juge des Réglements & de la Police extérieure de l'Eglise. La matière des Appels comme d'abus y est discutée avec beaucoup de précision. On distingue sur cet objet ce qui est une suite inséparable & un effet ordinaire de la Puissance temporelle, d'avec ce qu'on doit regarder comme une *concession de tolérance* de la part de la Puissance ecclésiastique, ou comme des *remèdes extraordinaires* pour suppléer aux remèdes naturels & ordinaires que les malheurs des temps ne permettent pas d'employer. M. Arnauld y examine pareillement, s'il est des cas où les Magistrats puissent être excommuniés, lorsqu'ils se rendent coupables de crimes soumis à cette peine par les Canons. Mais en se décidant pour l'affirmative, il ajoute que jamais cette excommunication ne peut porter préjudice à l'exercice de leur autorité temporelle. Quant aux *interdits généraux*, M. Arnauld, sans les condamner absolument, avoue qu'ils étoient *incommuns dans l'Antiquité*, & qu'ils ont *quelque chose de dur*, qui doit ne les faire employer qu'avec une extrême discrétion : attendu qu'ils tombent sur les innocents comme sur les coupables. M. Arnauld relève ici avec beaucoup de force un abus nouvellement introduit dans quelques Parlements, de donner pouvoir à un excommunié de se faire absoudre de l'excommunication, ou de l'interdit, devant tel Evêque qu'il voudra, en prétendant que cette absolution les rétablit dans la participation des choses saintes, ou dans l'exercice des fonctions du saint Ministère ; & cela, avant d'avoir examiné la validité ou l'injustice de ces Censures, & hors le cas d'une injustice & d'une nullité manifeste. On voit par la récapitulation que fait M. Arnauld dans la conclusion de cet ouvrage des principales questions qui y sont traitées, que l'affaire qui y a donné lieu ne doit pas être considérée comme particulière à M. l'Evêque d'Alet ; mais qu'elle regarde beaucoup plus l'intérêt général de l'Eglise & de l'Ordre Episcopal.

III.  
Jugement  
de l'affaire  
en faveur  
de M. d'A-  
let.

M. Racine (a) rapporte que les Commissaires du Roi furent étonnés de la clarté, de la solidité & de la conviction de ces Mémoires, & que malgré tout le crédit & les intrigues du Pere Annat & de ses confrères, qui appuyèrent de toutes leurs forces les adversaires de M. d'Alet, ce Prélat gagna son procès, d'abord provisoirement devant les sept Commissaires nommés par le Roi, qui, le 9 Avril 1666, mirent les *parties hors de cours & de procès, sans dépens*, & ensuite définitivement par un Arrêt du Conseil du 12 Mai suivant, qui confirma le jugement des Commissaires, & en ordonna l'exécution ; l'un & l'autre (b) furent imprimés dans le temps

(a) Histoire Ecclésiastique Tom. XII. Art. XXVIII. N°. 7. pages 142. in-4.

(b) On les trouve aussi dans la Vie de M. d'Alet Tom. III. pag. 196 & suiv.

en 16 pages in-4°. sous ce titre : *Jugement définitif & Arrêt rendu sur les différends d'entre MM. J. J. de Maynard de l'Estang, Chanoine & ancien Doyen de l'Eglise d'Alet, François Rives & Antoine d'Haultpoul Chanoines, & Antoine Montlaur Précenteur de la dite Eglise & consorts d'une part ; & M. Vincent Ragot, Prêtre, Docteur en Droit canonique, Promoteur de l'Eglise & du Diocèse d'Alet d'autre part.* Ce jugement est précédé d'un *Avis*, où il est dit que ce procès ayant fait un grand éclat dans le public, & ce qui y avoit donné lieu pouvant être d'un grand usage pour le rétablissement de plusieurs points importants de la Discipline ecclésiastique, le Promoteur s'étoit cru en quelque sorte dans l'obligation de faire connoître au public le jugement qui en avoit été rendu, & de donner une idée abrégée de toute l'affaire. Il distingue d'abord l'affaire principale d'avec les incidents. La première avoit pour objet les Réglemens que M. l'Evêque d'Alet avoit fait publier le 11 Mai 1663, dans la visite de son Eglise Cathédrale. Ces Réglemens avoient été l'origine & le fondement du Procès, & des Appels simples & comme d'abus que le Sieur de l'Estang & trois de ses consorts en avoient interjeté. Les incidents du Procès concernent l'excommunication des Sieurs de l'Estang & Rives, pour avoir porté une cause toute ecclésiastique à un Tribunal Séculier, l'absolution à *cautele* qu'ils en avoient obtenue contre toutes les règles, le trouble qu'ils avoient excité à cette occasion dans le service public de l'Eglise Cathédrale, & l'emprisonnement du Sieur de l'Estang, qui en avoit été la suite. Tous ces objets sont discutés dans l'*Avertissement* & le *Factum* publiés par le Promoteur d'Alet.

MM. les Commissaires ne jugerent pas à propos d'entrer dans la discussion de l'excommunication, ni dans les difficultés de l'absolution à *cautele*. Mais ayant examiné avec grand soin les autres différends en dix-huit ou vingt séances, ils rendirent deux Jugemens le même jour 9 Avril 1666. Par le premier ils jugerent l'affaire principale, confirmèrent les Ordonnances de visite de M. l'Evêque d'Alet du 11 Mai 1663 ; & les ayant trouvées très-canoniques & conformes aux règles de l'Eglise, ils anéantirent les appellations tant simples que comme d'abus qui en avoient été interjetées, & mirent à ce sujet toutes les parties hors de cour & de procès, sans dépens.

Quant aux incidents & aux différends particuliers qui n'avoient point de suite, ils ordonnerent 1°. que pour un plus grand respect pour les Censures, & en tant que besoin étoit ou seroit, les Sieurs de l'Estang & Rives recevroient l'absolution de l'excommunication, & dispense de l'irrégularité qu'ils pourroient avoir encourue, par une personne constituée en dignité, déléguée par M. l'Evêque d'Alet. 2°. Ils déchargèrent le Chapitre de la Cathédrale de cette Eglise des emprunts faits mal à propos en son nom par les Sieurs de l'Estang & Rives, nommément de la somme de 5383 livres, confirmèrent les Officiers nommés par le même Chapitre, & tinrent pour bien destitués ceux dont MM. de l'Estang & Rives demandoient le rétablissement. 3°. Ils débouterent le Sieur de l'Estang des demandes qu'il avoit faites contre M. l'Evêque d'Alet, d'un droit de pêche sur la rivière d'Aude, & d'avoir une clef d'une des portes de la ville ; le condamnèrent en tous les dépens, dommages & intérêts de l'emprisonnement du Sieur *Salva*, Trésorier du Chapitre ; délivrèrent le Sieur de *Monmuffon*, Viguiier d'Alet, des persécutions qu'on lui faisoit depuis trois ans ; déclarèrent son emprisonnement nul, & ordonnerent que l'érou en seroit rayé & biffé.

Ces deux Jugemens furent confirmés par l'Arrêt du Conseil du 12 Mai suivant. Mais comme il n'y avoit que le premier qui intéressât le public & la postérité, à cause des Ordonnances de visite que MM. les Commissaires avoient fait annexer à la minute de leur Jugement, pour les autoriser autant qu'il étoit en leur pouvoir, on crut ne devoir faire imprimer que ce premier Jugement. Les Ordonnances de visite qui sont à la tête, comprennent cinq pages d'impression; vient ensuite le Jugement de MM. les Commissaires au sujet des appellations de ces Ordonnances, où l'on trouve le détail de toutes les procédures & le vu de toutes les pieces auxquelles les appellations avoient donné lieu; & enfin l'Arrêt du Conseil du 12 Mai. Cet Arrêt, en confirmant le *Jugement des Commissaires*, déclare qu'il a été rendu après un long & sérieux examen du mérite du différent & du droit des parties, & attendu que de l'exécution de ce Jugement dépendoit la paix & le repos du Diocèse d'Alet, il ordonne qu'il sera exécuté selon sa forme & teneur.

Nous ne croyons pas devoir grossir cette Collection par la réimpression de ce Jugement définitif. Mais il est à propos de faire observer qu'on y trouve une piece importante relative aux Ordonnances du 11 Mai 1663. C'est une Requête que le Promoteur d'Alet présenta à MM. les Commissaires, le 8 Avril, veille de leur Jugement, pour réfuter les interprétations calomnieuses que les Sieurs de l'Estang & Rives avoient données à ces Ordonnances, & les fausses intentions qu'ils avoient imputées au Prélat. Ces Ordonnances étoient si sages & si modérées, que malgré toute la passion du Sieur de l'Estang, il n'osa attaquer que cinq des dix-neuf Articles qu'elles renfermoient. Ce qu'il oppoisoit aux deuxieme, troisieme, quatrieme & neuvieme Articles, n'étoient que de méprisables chicanes, sur l'équivoque de certains termes, qui dans la Province se prenoient dans un autre sens qu'à Paris; de frauduleuses dissimulations; ou des interprétations malignes, évidemment opposées au texte & aux intentions connues du Prélat. Le Promoteur n'eut autre chose à faire pour détruire ces plaintes, que d'exposer le texte même de l'Ordonnance, & la conduite publique de M. d'Alet. Il s'étendit davantage sur le seizieme Article. L'Evêque y défendoit aux Habituez du Chapitre d'aller à confesse à Pâques, sans sa permission ou celle de l'Archiprêtre de la ville leur Curé, à d'autres Confesseurs qu'à ceux qu'il avoit désignés pour cet effet. Le Doyen dissimulant que ces Confesseurs désignés étoient au nombre de dix, & que d'ailleurs l'Ordonnance laissoit la liberté de s'adresser à tous Confesseurs qui étoient approuvés généralement, absolument & sans restriction pour tout le Diocèse, représentoit cette loi comme très-odieuse, & comme gênant la confession d'une maniere intolérable. Le Promoteur, après avoir rétabli les faits dans sa Requête, ajoute que M. d'Alet n'avoit tâché dans cet Article que de suivre les regles de l'Eglise, & la conduite de S. Charles, en conservant d'un côté aux Pénitents toute la liberté que l'Eglise veut qu'ils aient; & en s'appliquant sérieusement d'un autre, à faire en sorte qu'ils n'abusassent pas d'un Sacrement aussi nécessaire, en proportionnant, autant qu'il étoit possible, les qualités des Confesseurs aux besoins des Pénitents. Cette Requête fut trouvée si judicieuse & si raisonnable, que les Commissaires en adjugerent les conclusions le même jour (tendantes à ce qu'il ne fût pas permis de donner à l'Ordonnance d'autre interprétation que celle qu'elle renfermoit) & la firent signifier aux parties à cet effet.



M. l'Evêque d'Alet obtint un jugement également favorable, dans le second procès qu'il eut à soutenir contre 17 ou 18 Gentilshommes de son Diocèse, auxquels se réunirent quelques Ecclésiastiques & quelques Réguliers.

Ce second Procès, qui duroit comme le précédent depuis plus de trois ans, dans les Tribunaux de la Province, fut évoqué au Conseil le 15 Septembre 65, plus de trois mois avant l'évocation du premier; l'une & l'autre évocation avoit été faite d'après les *compromis* passés devant Notaire par les deux Parties, par lesquels elles consentoient que leur Procès fût retenu & réglé par les Commissaires qui seroient nommés par le Roi. M. d'Alet ratifia personnellement ce compromis, par une Lettre (a) qu'il écrivit à MM. les Commissaires, aussi-tôt après leur nomination. Il y représentoit l'importance de cette affaire pour le bien général de l'Eglise, & en particulier pour le repos de son Diocèse. Mais persuadé qu'elle ne devoit, selon les regles, être terminée que par des Juges Ecclésiastiques, & par le Concile de la Province, & le Conseil auquel elle étoit évoquée, quoique composé de quatre Evêques de deux Abbés, n'étoit néanmoins qu'un Tribunal séculier, il évita de dire *seul mot dans sa Lettre, qui pût faire entendre qu'il regardoit ces Messieurs comme Juges légitimes.* (b).

Ces Commissaires étoient MM. de Vertamont & Boucherat Conseillers d'Etat, l'un Président & l'autre Rapporteur de la Commission; l'Archevêque d'Arles (de Monteil de Grignan), les Evêques de Chartres (Neufville de Villeroy), de Mende (Serroux Italien), & de Macon (Colbert de S. Pouange); les Abbés le Camus & de S. Michel, tous Conseillers d'Etat.

Le premier Ecrit qui leur fut présenté fut un *Factum* en deux parties, de 240 pages in-4to. Il contenoit une ample instruction du Procès, avec les sous & les autorités qui justifioient la conduite de M. l'Evêque d'Alet & des Ecclésiastiques de son Diocèse, contre les accusations des Gentilshommes, des Ecclésiastiques & des Réguliers syndiqués. Ce *Factum* ne fut distribué aux Commissaires qu'en 1666. On y donne d'abord une idée générale de la conduite de ces Gentilshommes, & de leurs adhérents, qui tous ne s'étoient point réunis de leur autorité privée, & contre les regles ordinaires, que par intérêt commun de se maintenir dans leur vie déréglée, contre tous les moyens, que la charité & le zèle de leur Evêque lui avoient fait employer pour les en retirer.

On verra dans l'Ecrit même les preuves de ce que nous venons d'avancer, & tout le détail du procédé de part & d'autre. M. Arnauld y discute la sagacité & la solidité ordinaire, tous les objets de plaintes de ce prétendu Syndicat, & justifie contre chacun de ces objets, la sainteté & la sagesse des maximes qui avoient dirigé la conduite de M. l'Evêque d'Alet; la juste application qui en avoit été faite aux cas particuliers, par ses divers coopérateurs. Ces objets rouloient sur les points les plus importants de Discipline ecclésiastique, tels que l'imposition de la Pénitence publique sur les crimes publics & scandaleux; les regles de l'Eglise dans la direction des consciences, & dans l'administration des Sacrements; les cas où l'on refuse l'Absolution; l'impossibilité où sont les Confesseurs de rendre compte public de leur conduite individuelle à ce sujet, attendu le secret de la Confession; la nécessité de punir, par les Censures & l'excommunication.

IV.  
Factum de  
M. Vincent  
Ragot &c.  
contre le  
Syndic de  
quelq Gen-  
tilshom-  
mes &c. du  
même Dio-  
cèse.

(a) Vie de M. d'Alet, Tome I. Suite de la seconde Partie page 128.

(b) Ibid. page 134.

tion, l'obstination des pécheurs à persévérer dans les crimes publics scandaleux ; l'esprit de l'Eglise qui doit diriger l'usage de ce dernier remède , &c. On trouve dans ce *Factum* aussi-bien que dans ceux dont nous avons rendu compte, relativement au premier Procès, des principes lumineux pour distinguer ce que les Tribunaux séculiers peuvent faire légitimement, en matière de police & de Discipline extérieure de l'Eglise, d'avec les entreprises qui ruineroient toute cette Discipline si elles étoient autorisées.

Ce *Factum* est divisé en six Eclaircissements. Les deux premiers contiennent la Réponse aux plaintes présentées au Roi par les Gentilshommes syndiqués. Dans le troisième on expose les cas publics & notoires qui avoient obligé de refuser l'Absolution, ou de prononcer l'interdit & l'excommunication contre quelques-uns de ces mêmes Gentilshommes. On voit dans le quatrième l'étrange persécution qu'ils avoient suscitée aux meilleurs Prêtres du Diocèse, pour s'être opposés à leurs désordres, selon le devoir de leur ministère. Le cinquième représente les abus énormes de la fréquentation des cabarets, des danses scandaleuses, & des autres désordres publics, que les Gentilshommes syndiqués avoient entrepris d'autoriser, autant par libertinage, que par pique contre leur Evêque, & pour ruiner tout le bien qu'il s'efforçoit de faire dans son Diocèse ; & enfin le sixième & dernier Eclaircissement, réfute les prétentions schismatiques de quelques Réguliers réunis aux Gentilshommes, pour l'exercice des fonctions publiques du S. Ministère, sans la permission de l'Ordinaire, & même contre sa défense. M. Arnauld combat à la page 145 & suivantes la prétention singulière de ces Réguliers, que l'Evêque ne pouvoit être Juge dans ces sortes de différends, sous prétexte qu'il s'agissoit de son propre intérêt. A cet effet il distingue dans les Evêques, comme on doit distinguer dans les Magistrats, les causes personnelles, dont ils ne peuvent pas être Juges, d'avec celles qui concernent les droits généraux attachés à leur dignité, dont il seroit absurde de leur ôter la connoissance.

La seconde partie du même *Factum* contient la Réponse aux nouvelles plaintes produites au Procès par les syndiqués. M. Arnauld y rapporte ces plaintes dans leur entier, & met la Réponse à côté. Comme elles rouloient toutes sur des faits individuels, & que les Réponses ne contiennent qu'une discussion des mêmes faits, nous avons cru devoir supprimer les unes & les autres, comme peu utiles & peu intéressantes pour la postérité. Nous ne donnons que le préambule & la conclusion de cette seconde partie, qui en donne une idée générale. Nous avons aussi supprimé dans ce *Factum* les noms propres des Gentilshommes, dont M. Arnauld a été obligé d'exposer les désordres scandaleux, en ne laissant que les lettres initiales de leur nom.

V.  
Eclaircissements sur  
les Danses  
&c.

On trouve à la fin de ce *Factum* un *Eclaircissement sur la défense des danses & de la profanation des Fêtes.*

C'est un Recueil de certificats de quatre Evêques de Languedoc (de Comenges, de Pamiers, de Carcassonne & de Mirepoix) du Senechal & du Curé de Limoux, qui prouvent qu'il n'y a rien de plus honteux, de plus scandaleux, & de plus contraire que la manière dont les danses se pratiquent en ces quartiers-là, tandis que les Gentilshommes les reprétoient comme des divertissements innocents, dont M. l'Arceve ne pouvoit faire un crime que par une censure excessive, & des sentiments singuliers, différents de ceux de tous les autres Evêques.

Ce premier Eclaircissement fut suivi d'un second, qui contenoit le Sommaire de tout le Procès. On y représentoit en racourci, l'injustice punissable de la vexation exercée par une partie de la Noblesse d'Alet contre leur saint Evêque, & la témérité avec laquelle, non contents de se plaindre de la conduite qu'on tenoit à leur égard, ils s'érigeoient en censeurs généraux de tout ce qui se faisoit dans le Diocèse. On y réduit tout ce différent à deux Chefs principaux : aux regles enseignées dans ce Diocèse pour la dispensation des Sacrements, & à l'application de ces regles. Quant aux regles en elles-mêmes, on y fait voir que M. d'Alet n'en prescrivait point d'autres sur cette matiere, que celles qui étoient renfermées dans les *Avis de S. Charles*, que l'Assemblée du Clergé de France de 1656 venoit d'approuver & de faire imprimer à ses dépens, pour les opposer aux maximes relâchées des nouveaux Casuistes.

VI.  
Eclaircissement sommaire sur le Procès intenté par les Gentils-hommes.

Quant aux autres cas qui formoient l'objet des plaintes des syndiqués contre M. d'Alet & ses Ministres, ce Prélat les fit proposer à la Faculté de Théologie de Paris, & ils furent tous décidés conformément à la pratique de son Diocèse. Ces cas sont au nombre de 29. La décision fut signée par trente Docteurs des plus célèbres, aux mois de Décembre 1665, de Janvier & de Février 1666; c'est-à-dire dès le premier temps que le Procès fut évoqué au Conseil. Les Résolutions de ces cas furent aussi-tôt imprimées à Paris chez *Savreux avec Privilège du Roi*; & il y en a eu depuis plusieurs autres Editions. Comme M. d'Alet avoit eu soin d'exposer dans le Mémoire à consulter qu'il fit présenter aux Docteurs, tous les cas qui avoient donné lieu aux plaintes portées au Roi & à son Conseil, contre lui & contre son Clergé, la conformité des sentiments de ces Docteurs avec le sien servit merveilleusement à mettre la bonté de sa cause dans le plus grand jour; & ces Résolutions furent pour ainsi dire la regle du jugement de Messieurs les Commissaires (a).

Cet Eclaircissement sommaire fut suivi d'une Réponse également sommaire aux principales difficultés des adversaires de M. d'Alet. On voit dans le vu des pieces de l'Arrêt du 23 Juillet, que les deux dernières méritèrent une attention particuliere de la part des Juges.

VII.  
Réponse à quelques difficultés proposées de la part des Gentils-hommes.

Cette Réponse est le dernier des Ecrits publiés dans le cours de ce Procès. Les deux premières difficultés roulent sur la notoriété de fait. Les Défenseurs des Gentilshommes, abusant de la pratique ordinaire de la Magistrature de France, qui ne permet pas aux Ministres de l'Eglise d'agir dans l'exercice public de leur ministère, sur une simple notoriété de fait, & qui exige une notoriété de droit, ou un jugement légal, avoient prétendu contre toute raison, l'étendre à l'exercice secret du Ministère, dans le Sacrement de Pénitence. M. Arnauld réduit la maxime en question à ses justes bornes, & fait voir qu'elle n'avoit aucune application au cas présent. Il discute ensuite les autres difficultés sur l'Interdit, la Pénitence publique, l'Excommunication &c; & les résout toutes avec la même sagesse. Cet Ecrit n'avoit que huit pages d'impression.

Ce second Procès eut la même issue que le premier : il fut unanimement jugé en faveur de M. d'Alet, d'abord par MM. les Commissaires, & ensuite par le Conseil d'Etat du Roi. L'Arrêt est du 23 Juillet de la même année 1666. Il est en forme de Règlement sur les différends du Diocèse d'Alet; & fut en faveur de M. d'Alet.

(a) Vie de M. d'Alet Tom. I. suite de la seconde Part. pag. 64 & 65.

imprimé dans le temps en 69 pages in-4to, avec un très-grand nombre de notes marginales qui en expliquent les dispositions, & qui renvoient aux différents endroits du *Factum*, ou des autres pieces qui y sont relatifs. Nous avons tout lieu de croire que les notes sont l'ouvrage de M. Arnould. Néanmoins comme elles sont inséparables de l'Arrêt, & que cet Arrêt est lui-même fort étendu, nous ne l'insérerons pas dans cette Collection. Mais nous ne pouvons nous dispenser d'en rapporter en abrégé le dispositif & d'y joindre ce que nous trouvons dans les pieces & les notes de plus propre à éclaircir les points intéressants qui faisoient l'objet du Procès. Entre les pieces insérées en entier dans cet Arrêt, celle qui mérite le plus d'attention est la Requête du Promoteur d'Alet, présentée au Conseil d'Etat le 23 Juin 1666. Cette Requête contient une récapitulation de ce qui avoit été dit de plus important, tant par M. d'Alet dans sa Réponse aux premières plaintes de la Noblesse de l'an 1662, que par son Promoteur dans les Ecritures produites au Procès. Elle renferme en outre diverses explications, qui sont quelquefois appellées dans l'Arrêt, *Déclaration de M. d'Alet*. Ces Déclarations étoient faites par le Promoteur au nom du Prélat, pour réfuter les interprétations qu'on donnoit à sa conduite, ou pour apporter quelque tempérament à ses précédentes Ordonnances. Nous en rapporterons les principales, en rendant compte des différents articles du dispositif de l'Arrêt auxquels elles sont relatives. Mais auparavant il est à propos de dire un mot de deux pieces des Gentilshommes syndiqués contenues dans l'Arrêt, qui sont singulièrement remarquables, en ce qu'elles prouvent qu'ils ont eux-mêmes reconnu leur tort avant le jugement du Procès; & qu'ils se sont défaits des premières prétentions qui en avoient fait l'objet.

La première concerne leurs dernières demandes & conclusions. On fait observer dans les notes marginales sur ces demandes, que les Gentilshommes se défiant de leur propre cause, y avoient changé l'état de la question, & y substituoient la qualité de *Défendeurs*, à celle de *Demandeurs* qu'ils avoient d'abord prise. Et en effet, " le sujet de leurs plaintes & ce qui  
 „ les avoit obligés à former entre eux un syndicat étoit, comme ils le  
 „ dirent eux-mêmes dans l'Acte qu'ils en firent dresser, & qui est rapporté  
 „ dans le même Arrêt, les Difficultés que M. d'Alet & les Curés & Confesseurs  
 „ de son Diocèse, faisoient naître tous les jours dans les Confessions; les vexant  
 „ dans leur temporel & droits honorifiques &c. C'est-à-dire, que ces Curés &  
 „ les Confesseurs ne voulant pas trahir leur ministère, leur représentoient  
 „ dans les confessions l'obligation qu'ils avoient de restituer le bien mal  
 „ acquis, de payer le salaire aux pauvres gens qu'ils faisoient travailler, de  
 „ satisfaire aux artisans, & aux marchands incommodés des avances qu'ils  
 „ leur avoient faites, de quitter le péché &c. De sorte que les véritables  
 „ conclusions qu'ils auroient dû prendre, auroient été, que continuant à  
 „ prendre ou à retenir le bien du prochain injustement, & à vivre dans le  
 „ vice, les Curés fussent tenus de leur donner l'Absolution, & de les ad-  
 „ mettre aux Sacraments; ou en tout cas, qu'il leur fût permis d'aller se  
 „ confesser aux Augustins de Candier, & aux Jacobins de Quillan syndiqués,  
 „ avec lesquels ils se seroient accommodés, ou à tels autres que bon leur  
 „ auroit semblé". Au lieu de ces dernières conclusions que les Gentilshommes auroient eu honte sans doute d'exprimer ainsi, ils cherchèrent à s'excuser des accusations contenues à leur charge dans les Ecritures & *Factum*, imprimées & distribuées sous le nom du Promoteur; & demandoient qu'elles fussent rayées

**E** biffés &c. & qu'en cas que M. l'Evêque d'Alet ou son Clergé persiflassent à les soutenir, il fut ordonné qu'il en seroit informé à la Requête & poursuite de ce Prélat. Par ce procédé, observe l'Auteur des notes, les Gentilshommes syndiqués se départoient évidemment de leurs premières plaintes & de leurs premières poursuites, & se donnoient le ridicule d'avoir fait le plus grand bruit pendant quatre ou cinq ans, d'avoir soulevé tout le Diocèse, de s'être vantés d'avoir cinq ou six cents Actes pour la preuve de leurs plaintes, pour se réduire sur le point du jugement, à demander qu'il fût fait enquête sur un objet tout différent, c'est-à-dire sur les accusations intentées contre eux-mêmes; & cela à la Requête & poursuite de M. l'Evêque d'Alet, qui ne le demandoit pas.

La seconde piece des mêmes Gentilshommes, rapportée dans l'Arrêt du 23 Juillet, ne prouvoit pas moins la foiblesse de leur cause. C'étoit une Requête qu'ils firent présenter au Conseil à la veille du jugement, des plaintes & de l'instance principale qu'ils avoient intentée contre le Clergé du Diocèse d'Alet, à la suite de celle du Promoteur du 23 Juin 1666. Ils y reconnoissoient que pour satisfaire à ces plaintes, le Promoteur, tant en son nom qu'au nom du Syndic du Clergé & sous le nom de son Evêque, avoit rapporté des maximes qu'ils ne pouvoient s'empêcher de reconnoître pour véritables; en conséquence ils demandoient au Roi, d'employer son autorité pour les faire exécuter par toutes sortes de voies canoniques &c. Il faut bénir Dieu, dit à ce sujet l'Auteur des notes, de ce qu'il a dessillé enfin les yeux de ces Messieurs, pour leur faire reconnoître la vérité qu'ils combattent depuis si longtemps : car les maximes contenues dans la Requête du Promoteur ne leur étoient pas nouvelles, c'étoient celles-là même qui avoient donné lieu à leurs plaintes, qu'ils avoient d'abord qualifiées des singulieres, & de contraires à l'esprit universel de l'Eglise.

Après ce que nous venons d'observer sur les dernières Requêtes des parties de M. l'Evêque d'Alet, on ne sera point étonné des dispositions de l'Arrêt du Conseil qu'elles avoient en quelque sorte prévu. Il étoit en effet évident que des adversaires si animés & appuyés d'un aussi grand crédit que celui du P. Annat, & du P. Ferrier, qui faisoient leur propre affaire de celle des Gentilshommes d'Alet contre leur Evêque, ne revenoient sur leurs pas, & n'abandonnoient leurs plaintes, que parce qu'ils n'avoient pu les prouver, & pour prévenir la peine des calomniateurs, qui auroit pu & dû être prononcée contre eux, s'ils y avoient persisté. C'est sans doute par le même motif, que dans le cours même du procès, ils avoient défavoué des pieces produites pour leur propre défense, parce qu'ils n'avoient pu en prouver le contenu (a).

Nous verrons au contraire que M. d'Alet, marchant toujours sur la même ligne, ne varia jamais dans ses conclusions, & eut la consolation de voir presque toutes les dispositions de l'Arrêt définitif fondées sur ses demandes ou sur ses déclarations.

- Le premier Article de cet Arrêt concerne les danses publiques. Le Promoteur d'Alet avoit déclaré au nom de l'Evêque, dans sa Requête du 23 du

IX.  
Principales  
dispositions  
de ce Juge-  
ment.

(a) Voyez l'Avertissement pag. 54 & suiv. où il est parlé de quelques Ecrits produits par les parties qu'elles furent obligées d'abandonner. Voyez aussi la Requête que M. Ragot devoit présenter à l'Assemblée du Clergé de 1665, & qu'il ne présenta pas, parce que les productions qui en faisoient le principal fondement avoient été défavouées

Art. p. 53. mois de Juin précédent, qu'il étoit vrai qu'il avoit ordonné la cessation du Service Divin, lorsqu'on profanoit par des danses impudiques & honteuses, telles qu'étoient la plupart des danses du pays, la sainteté des fêtes annuelles & de patron; après néanmoins avoir tenté toute sorte de voies pour déraciner un mal si scandaleux par lui-même, & qui en attire tant d'autres après lui: ajoutant que ce qui l'avoit principalement obligé à se servir de ce moyen étoit, qu'il lui avoit paru que c'étoit un péché auquel toute la Communauté participoit. & que les Seigneurs, les Juges & les Consuls, qui étoient obligés d'empêcher ces désordres, & qui en avoient été souvent avertis, bien loin d'y apporter quelque remède, avoient autorisé ce dérèglement par leur connivence, & quelquefois même par leur exemple. Cependant, poursuit le Promoteur au nom du Prélat, il est tout prêt de se départir de l'usage de cette Ordonnance, s'il plaît à S. M. d'enjoindre aux Seigneurs des lieux, Juges & Consuls, de tenir la main à ce que les Ordonnances d'Orléans & de Blois sur cette matière soient exécutées de point en point; à peine d'en répondre en leur propre & privé nom, & autres peines portées par ces Ordonnances. &c.

L'Arrêt du Conseil faisant droit à cette demande, " ordonne, suivant  
 " la déclaration du Sieur Evêque d'Alet, qu'à l'avenir le Service Divin  
 " ne cessera plus dans les Eglises de ce Diocèse, pour raison des danses es  
 " jours de Fêtes & Dimanches; S. M. conformément aux Ordonnances d'Or-  
 " léans & de Blois, faisant néanmoins prohibitions & défenses à toutes  
 " personnes, de quelque qualité & condition quelles soient, de faire danses  
 " publiques es jours de Dimanches & Fêtes annuelles & solennelles, & de  
 " faire en quelque temps que ce soit aucunes danses publiques, dissolues &  
 " & scandaleuses, à peine d'être procédé contre les contrevenants, suivant  
 " la rigueur des Ordonnances, même contre les Juges & Procureurs de S.  
 " M. en cas de connivence.

Le second Article du dispositif de l'Arrêt du Conseil, concernant les Inter-  
 dits prononcés contre ceux qui n'avoient pas satisfait au devoir Paschal,  
 est également conforme à la demande & à la déclaration de M. d'Alet. Ce  
 Prélat avoit déclaré par la bouche de son Promoteur, dans la Requête du  
 23 Juin, que quoique le Canon omnis utriusque sexus du Concile de Latran,  
 Arrêt &c. p. 50. renouvelle au Concile de Trente, prononce indifféremment l'interdit, contre tous  
 ceux qui ne satisfaisoient pas au devoir Paschal, cependant il ne l'avoit employé,  
 comme il ne prétendoit l'employer à l'avenir, contre ceux qui ne s'étoient pas  
 acquittés de ce devoir, que pour des cas spécialement ordonnés par l'Eglise, ou  
 qui étoient si graves & si scandaleux, qu'il ne pourroit s'en dispenser sans ri-  
 nuer entièrement la Discipline ecclésiastique; en y apportant néanmoins toutes les  
 précautions, & toutes les adresses de charité dont il pourroit s'aviser, pour ré-  
 duire les coupables à leur devoir. & en se réservant à lui seul l'autorité de les  
 interdire par écrit, & selon les formes canoniques, dans les cas absolument  
 nécessaires.

Ibid. p. 57. Conformément & en exécution des Canons, & suivant cette déclaration,  
 " l'Arrêt du Conseil ordonne que les interdits en question ne seront décer-  
 " nés contre les particuliers, que pour des cas graves & scandaleux, ou  
 " spécialement ordonnés par l'Eglise, & selon les formes canoniques, &  
 " par écrit, & qu'ils ne pourront être dénoncés par les Curés, sans un  
 " ordre exprès de l'Evêque, dont ils seront tenus de donner copie".

Il en est de même du troisième Article concernant l'impolition des Péniten-  
 ces publiques. M. l'Evêque d'Alet avoit déclaré dans sa réponse à la pre-

miere des plaintes de la Noblesse, (a) & son Promoteur l'avoit répété en son nom dans la Requête du 23 Juin, qu'on avoit toujours suivi dans le Arrêt &c. ! *Diocèse d'Alet*, pour l'imposition des Pénitences publiques, *l'esprit du Con.* pag. 53. *cile de Trente*, & la pratique de S. Charles; que l'Evêque n'avoit jamais ordonné d'en imposer que pour de très-grands péchés publics & scandaleux, comme blasphèmes contre Dieu, yvrogneries fréquentes, impuretés dont le scandale avoit été public, & cas semblables; duels, travaux notables & scandaleux, défendus aux jours de Fêtes & de Dimanches, & danses publiques & scandaleuses, lorsqu'elles se faisoient d'une manière dissolue & impudique; & que dans ces cas-là même, il n'avoit jamais contraint personne par citation & jugement d'accepter ces pénitences, quoiqu'elles ne consistassent pour l'ordinaire qu'à demander pardon en général du scandale qu'on avoit donné, sans jamais exprimer en particulier le péché pour lequel on faisoit cette pénitence.

Ces sages regles furent ratifiées par l'Arrêt du Conseil. Il y fut ordonné *Ibid.* p. 68. que "suivant cette déclaration du Prélat, & en exécution des Canons, on n'imposeroit des pénitences publiques que pour de grands péchés publics & scandaleux; & que les Confesseurs ne pourroient contraindre les Pénitents par citation ou jugement, de les accepter".

4°. Les Gentilshommes syndiqués s'étoient plaints que les Confesseurs du Diocèse d'Alet refusoient d'écouter les confessions de ceux qui se presentoient &c. M. l'Evêque avoit déclaré que c'étoit une calomnie; qu'il y avoit bien de l'apparence que c'étoit plutôt du refus ou du délai de l'absolution dont on se plaignoit, que du refus de la confession, & que si on lui avoit porté cette plainte, il auroit été, comme il le seroit toujours, disposé d'en faire justice; qu'au *Ibid.* p. 50. surplus il avoit souvent déclaré aux Curés & aux Confesseurs de son Diocèse, qu'on ne pouvoit refuser l'absolution pour de prétendus péchés du fait desquels le Pénitent ne convenoit pas... si d'ailleurs la chose n'étoit notoire; c'est à dire, *Ibid.* p. 51. d'une évidence si grande & si constante, qu'on ne pouvoit en disconvenir dans le voisinage, quelque détour & quelque couleur qu'on voulût y donner.... Mais que Sa Majesté seroit suppliée de remédier à des abus aussi réels, que ceux dont on se plaignoit étoient chimériques; c'est-à-dire, d'empêcher par son *Ibid.* p. 54. autorité, le scandale & l'abus insupportable de quelques pécheurs enclercs (de son Diocèse) qui avoient la hardiesse de se présenter aux Prêtres iniques dans les Eglises & les Confessionaux mêmes avec des Notaires ou des Sergents, & de les sommer de leur donner l'absolution.

En faisant droit à cette déclaration & à cette demande, l'Arrêt du Conseil ordonne "que les Confesseurs ne pourront refuser d'écouter les confessions *Ibid.* p. 68. de ceux qui se présenteront à eux, ni refuser l'absolution pour de prétendus péchés qui ne sont pas notoires & manifestes, & du fait desquels les Pénitents ne conviennent pas; autrement les Pénitents se pourroient pourvoir par devant leur Evêque; & à son refus, par devers & à qui il appartient de droit; avec défenses toutefois à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, de faire, ni dans le Confessional ni même dans l'Eglise, aucun Acte de sommation de les écouter en confession, de leur accorder l'absolution, ou de dire les causes de leur refus, &c.

Le cinquieme Article de l'Arrêt concerne le choix des Confesseurs. M. l'Evêque d'Alet avoit déclaré sur ce sujet, tant dans les Conférences de son

(a) Voyez le Factum contre la Noblesse, premiere Partie page 24. 25. & 26. & seconde Partie page 30.

Arrêt p. 53 & 54. Diocèse, & dans les Lettres Pastorales qui se lisoient tous les ans au Prône les *Dimanches de Carême*, que dans la Requête de son Promoteur, que quoi que d'un côté, selon l'esprit de l'Eglise, il souhaitât que ses Diocésains s'adressassent autant que faire se peut à leurs Curés, il avoit eu de l'autre grand soin d'ordonner aux Curés d'accorder facilement à leurs Paroissiens la permission d'aller se confesser à d'autres, qui eussent la piété & la capacité nécessaires pour les aider à faire une bonne confession; & qu'en cas de refus, les Pénitents étoient en droit de recourir à l'Evêque, qui seroit toujours très-disposé, comme il l'avoit toujours été, de leur donner le choix d'un nombre considérable de Confesseurs, dont ils n'auroient point sujet de se plaindre, & pour qui ils ne témoigneroient point de répugnance.

Ibid. p. 68. L'Arrêt du Conseil dans son dispositif sur cet Article, copia les termes mêmes que nous venons de rapporter de la déclaration de M. l'Evêque d'Alet, en ordonnant que les Curés seroient tenus d'accorder facilement à leurs Paroissiens la permission d'aller se confesser à d'autres &c.

Ibid. p. 54. M. l'Evêque d'Alet s'étoit expliqué clairement en diverses occasions, (a) sur les confessions faites durant le cours de l'année hors de son Diocèse, même à des Réguliers non approuvés de lui. Il convenoit que l'usage universel, confirmé par le consentement de tous les Evêques, pour la commodité publique, étoit de regarder comme valides les confessions de ceux qui se trouvoient de bonne foi hors du Diocèse, comme pour des voyages, des affaires, ou autres occasions; & qu'on faisoit seulement réitérer les confessions de ceux qui étoient allés hors du Diocèse pour être reçus sans changer de vie, & sans se convertir (IN FRAUDEM ET DEDITA OPERA) en fraude & exprès pour pouvoir plus facilement déguiser leurs péchés à des Confesseurs inconnus; pour se dispenser des véritables regles de la conscience, & pour se soustraire à la pénitence que leurs péchés méritoient.

Ibid. p. 65. En rapprochant cette déclaration de l'Article de l'Arrêt du Conseil qui y est relatif, on voit évidemment que le Conseil l'a adoptée en entier, quoi qu'il n'en ait exprimé que la substance, en déclarant " que les confessions qui se font de bonne foi hors le Diocèse durant le cours de l'année, même à des Réguliers non approuvés par l'Evêque Diocésain, ne feront point réitérées, mais seulement celles qui se feront in fraudem & dedita opera.

Ibid. p. 52. Un septieme objet des plaintes contre M. l'Evêque d'Alet étoit l'établissement qu'il avoit fait pour le bien spirituel de son Diocèse, d'une Congrégation ou Assemblée ordinaire de quelques Ecclésiastiques, pour décider en commun & selon l'esprit de l'Eglise, les diverses difficultés qui pouvoient survenir dans le gouvernement des ames, ou proposées par les fideles & les Pasteurs. Quoique cette Congrégation fût de la même nature que celles qui se tenoient pour le même sujet dans d'autres Diocèses, & en particulier à Paris deux fois la semaine, les adversaires de M. d'Alet l'avoient représentée comme un nouveau Tribunal contentieux, erigé sans autorité, & où il citoit journellement ses Diocésains. Ce Prélat reclame contre cette fautive accusation, & déclare par la bouche de son Promoteur, qu'il n'avoit jamais prétendu ériger cette Congrégation en Tribunal; qu'il n'y avoit jamais juridiquement cité personne, & qu'il avoit seulement quelquefois fait avertir

(a) Réponse aux premières plaintes de la Noblesse, pag. 9. Factum contre la Noblesse, pag. 37 & suivantes.



*avertir des particuliers laïques de s'y trouver comme à une Direction intérieure & volontaire, & pour leur propre soulagement; que s'il tenoit son Officialité, & qu'il prit connoissance par lui-même des affaires contentieuses qui s'y traitoient ordinairement, on ne pouvoit y trouver à redire sans injustice, puisque c'étoit un droit inséparable de son caractère, confirmé aux Evêques par tous les anciens Canons, & dans lequel ils avoient été maintenus par les Déclarations du Roi.*

“ L'Arrêt du Conseil se contente d'ordonner à ce sujet, que l'Evêque <sup>pag. 67.</sup>  
d'Alet ne pourra traiter & connoître dans la Congrégation d'aucune af-  
faire contentieuse par citation ou autrement, mais seulement en son Offi-  
cialité, laquelle il pourra lui-même tenir, conformément à la Déclaration  
du mois de Mars précédent ”.

Un huitieme Règlement général ordonné par le même Arrêt du Conseil sur les représentations de M. d'Alet ou de son Promoteur, concerne les Absolutions à cautele & les Monitoires. Il y est dit, qu'à l'avenir ces absolutions ne pourront être octroyées que par les formes de Droit, & qu'aucunes Censures ou Monitoires ne seront décernés par l'Evêque ou son Official, sinon pour causes graves, & suivant les Canons, l'Ordonnance d'Orléans & la Déclaration du mois de Mars 1666. donnée sur la demande du Clergé.

Le neuvieme Article de l'Arrêt concerne les Réguliers. Il y est ordonné que, conformément & en exécution des Canons, les Augustins & autres Réguliers ne pourront s'ingérer d'écouter les Confessions, ni prêcher dans les Eglises du Diocèse qui ne sont pas de leur Ordre, sans en avoir obtenu la permission de l'Evêque, & qu'ils ne pourront prêcher dans les Eglises de leur Ordre, sans s'être présentés en personne à l'Evêque pour lui demander sa bénédiction, ou contre sa volonté.

L'Article des quêtes des Mendiants forme le dixieme de l'Arrêt, & fut pareillement dressé sur les déclarations de M. d'Alet. Il porte que les Capucins des Diocèses voisins de celui d'Alet seront tenus de se présenter avec respect à <sup>pag. 66.</sup>  
l'Evêque, pour lui faire connoître leurs besoins, & que suivant sa déclaration, il leur donnera la permission de quêter; sans néanmoins qu'ils puissent s'ingérer dans les affaires & conduite du Diocèse, & sans qu'ils puissent faire ladite quête qu'après avoir obtenu ladite permission.

M. d'Alet s'étoit plaint du Syndicat des Gentilshommes, comme d'une entreprise contre le Gouvernement, très-nuisible dans le cas présent à la tranquillité publique du Diocèse. L'Arrêt du Conseil faisant droit à cette plainte, ordonna que les Gentilshommes du Diocèse d'Alet & tous autres, ne pourroient se pourvoir à l'avenir contre leurs Evêques ou leurs Curés, par la voie du Syndicat; sauf aux particuliers de se pourvoir en cas de sujet de plaintes par appel simple, ou par appel comme d'abus, ainli qu'il appartiendra.

Enfin le dernier Article en forme de Règlement que nous trouvons dans l'Arrêt du 23 Juillet, concerne l'accusation formée contre M. d'Alet & ses Coadjuteurs au sujet des droits Seigneuriaux. L'Arrêt ordonne que les <sup>pag. 67.</sup>  
Patrons fondateurs des Eglises, Seigneurs & hauts Justiciers & autres jouiront pleinement & paisiblement des droits, honneurs & prérogatives, comme tyres, sépultures & autres semblables qui leur appartiennent légitimement, en v. rtu des concessions particulieres de l'Eglise, des Ordonnances & des Arrêts & régle-  
ments des Cours Souveraines, avec défenses à toutes personnes de les troubler en la possession & jouissance desdits droits.

Ecrits sur la Discipline. Tome XXXVI.

Ibid. p. 55. M. l'Evêque d'Alet avoit plusieurs fois déclaré, qu'il n'avoit jamais prétendu troubler qui que ce fût dans la jouissance de ces droits. Ainsi ce dernier Article étoit encore conforme à ses déclarations. Tout ce qu'il avoit ajouté, c'est qu'il auroit souhaité qu'on ne mit point d'armes & d'écussons au dedans des Eglises (ou qu'on se contentât de les mettre sur une bande d'étoffe) & qu'il avoit aussi donné avis aux Dames de quelques lieux disposées à l'écouter, de se mettre à la tête du rang des femmes, mais sans y contraindre qui que ce soit. Ce qui n'étoit, comme l'on voit, que des conseils que les Seigneurs étoient les maîtres de suivre ou de ne pas suivre, & qui ne pouvoient jamais former l'objet d'une plainte juridique.

Voilà toutes les dispositions par forme de Règlement général, contenues dans l'Arrêt du 23 Juillet 1666. Nous avons cru devoir les rapporter avec les éclaircissements tirés des déclarations de M. d'Alet, afin que le lecteur ne demeurât pas en suspens sur les grandes questions qui avoient été traitées dans les Ecrits de M. Arnauld, produits dans le cours de ce procès, & qu'il y trouvât presque toutes les maximes pratiquées par M. d'Alet & défendues par ce Docteur, solennellement canonisées par cet Arrêt.

Quant aux autres Articles du dispositif du même Arrêt, ils ne concernent que des affaires particulières & personnelles, qui de même se trouvent tout conformes aux vues de M. d'Alet, aussi-bien qu'aux conclusions de son Promoteur, & à celles du second jugement des Commissaires du 9 Avril précédent, confirmé par l'Arrêt du Conseil du 12 Mai suivant. Tels sont en particulier l'ordre donné à tous les excommuniés ou interdits du Diocèse d'Alet, de se pourvoir par devant leur Evêque, pour obtenir l'absolution de l'excommunication & la levée des interdicts; & qu'en cas de refus, ils se retireroient par devers le Métropolitain, ou tel autre à qui de droit il appartien droit; que toutes les parties qui avoient appelé comme d'abus des Ordonnances de M. d'Alet, ou autres, seroient mises hors de Cour & de Procès; qu'il seroit fait main levée des saisies ou sequestres mis sur les biens & fruits de l'Evêque ou des Curés du Diocèse; qu'ils seroient déchargés des dépens auxquels ils pouvoient avoir été condamnés; que les emprisonnements seroient nuls, les écroux rayés & biffés; que tous Procès & différends civils & criminels, émus & à émuvoir, où l'Evêque d'Alet, ses officiers & domestiques, ou son Promoteur ont ou auront intérêt, avec leurs circonstances & dépendances, seroient évoqués au Conseil, & renvoyés en la première Chambre des Enquêtes du Parlement de Toulouse; (a) & enfin, que pour nourrir la paix & entretenir une bonne correspondance & union dans le Diocèse d'Alet, toutes les autres demandes & plaintes des parties seroient mises hors de Cour & de Procès, sans dépens, dommages & intérêts respectivement prétendus ou adjugés.

X. Suites de ce Jugement. Un Jugement tel que celui dont nous venons de rendre compte fut une espèce de prodige. On convient que la plupart des Commissaires sur l'avis desquels il fut porté étoient peu instruits des bonnes règles, & ne parloient qu'avec chagrin de la sévérité & de la fermeté de M. d'Alet. Le Roi lui-même étoit pour lors très-mécontent de la conduite de ce Prélat dans l'affaire du Formulaire, & le P. Annat avec le P. Ferrier avoient fait tout ce qu'ils avoient pu pour le perdre dans son esprit (b). Néanmoins un fond de droi-

(a) Nous verrons plus bas que cet Article fut modifié par un second Arrêt du Conseil.

(b) Vie, Tome I. Suite de la seconde Part. pag. 135 & 136. On voit dans cette

ture de la part du Roi, & le respect universel qu'inspiroit la vertu de M. d'Alet, engagea le Monarque à défendre au P. Annat de se mêler de cette affaire; & à ordonner aux Commissaires de s'appliquer sans prévention à rendre la justice à qui elle feroit due, & à dire leur avis avec une entière liberté. Ils s'y appliquèrent en effet avec ardeur. Au lieu de douze séances qu'ils croyoient d'abord y employer, ils en mirent trente deux. On avoue toutefois que leur travail fut fort abrégé par les Mémoires qu'on leur fournit. *L'Eclaircissement sommaire* leur mettoit sous les yeux, en quatre pages, tous les points essentiels de l'affaire, & la Requête du Promoteur du 23 Juin 1666. leur fournit un plan général de Jugement, qu'ils n'eurent la plupart du temps qu'à copier. Les Résolutions des vingt-neuf cas de conscience par les Docteurs de Sorbonne, qui décidoient en faveur de M. d'Alet presque tous les objets du Procès, acheverent de déterminer les Juges, & de les convaincre du bon droit de ce Prélat. Le *Prince de Conti*, Madame la *Duchesse de Longueville* &c. qui connoissoient par eux-mêmes la sainteté de M. d'Alet, & sa sagesse dans le gouvernement des ames, employèrent tout leur zèle & tout leur crédit en sa faveur; & l'on vit enfin la vertu & l'innocence triompher du crédit jésuitique porté pour lors au plus haut point (a). L'Auteur de la Vie de M. d'Alet nous apprend l'impression que cet Arrêt fit sur le public, & en particulier sur les Syndics des Gentilshommes. (b) Ils remuerent, dit-il, ciel & terre pour obtenir un nouvel Arrêt, en explication du premier, qui leur fût favorable; & il fallut, pour se délivrer de leurs importunités, leur accorder une nouvelle audience, où ils déduisirent de nouveau leurs griefs. Elle se tint chez M. Boucherat. M. l'Abbé le Camus & quelques autres des Commissaires, eurent ordre de s'y trouver. M. Ragot y fut appelé aussi. Mais les demandes des Syndics de la Noblesse furent si ridicules & si impertinentes, qu'elles ne firent que leur attirer une nouvelle indignation de la part des Juges. M. le Tellier les congédia, en leur disant de ne plus penser qu'à exécuter l'Arrêt; & M. le Chancelier (Seguier) fit dire à M. d'Alet, que comme toutes les affaires de son Diocèse étoient contenues dans cet Arrêt, & qu'il les avoit bien étudiées, on n'auroit qu'à s'adresser à lui sur toutes les difficultés qui pourroient survenir sur son exécution. M. l'Abbé le Camus exhorta les Gentilshommes à la paix; en leur disant que les Commissaires, en confirmant les regles générales, n'avoient pu juger de l'application, & qu'ils avoient dû l'abandonner à la lumiere & à la prudence des Confesseurs, qui n'étoient comptables qu'à Dieu de ce qui se passoit dans le secret du Tribunal de la Pénitence, & auxquels il les exhorta de prendre confiance.

Le peu de disposition qui paroissoit néanmoins dans les Gentilshommes syndiqués de se soumettre à l'Arrêt, fit craindre au Promoteur qu'ils ne fussent naître de nouvelles difficultés, & qu'ils ne suscitassent au Prélat quelques nouvelles vexations de la part du Parlement de Toulouse, de qui il avoit éprouvé tant d'injustices. Ce fut pour les prévenir qu'il sollicita & obtint

Vie, & dans les Factums mêmes, que c'étoit le P. Annat qui avoit présenté au Roi les plaintes des Gentilshommes; que la Société en corps faisoit sa propre affaire de celle des adversaires de M. d'Alet; que quelques-uns logeoient dans leurs Maisons; que leurs Ecrits étoient composés ou par les Jésuites ou de concert avec eux, qu'ils en étoient les plus zélés distributeurs &c. Ibid. 37. 49 &c.

(a) Vie de M. d'Alet Tome I. Suite de la seconde Part. pag. 134. 135. 136 137.

(b) Ibid. pag. 137 & suiv.

un nouvel Arrêt du Conseil, portant défense à ce Parlement de prendre à l'avenir aucune connoissance des affaires du Diocèse d'Alet, & aux parties de s'y pourvoir. (a) Il semble que cet Arrêt révoqua le renvoi qui avoit été fait des mêmes affaires à la première Chambre des Enquêtes du même Parlement, par l'Arrêt du 23 Juillet précédent.

Ces dernières dispositions subjuguèrent la Noblesse, qui ne tarda pas à se rendre. Les principaux d'entr'eux se présentèrent pour recevoir l'absolution des Censures, & furent accueillis avec charité (b). Il n'y en eut que trois qui différèrent plus long-temps à se soumettre, entretenus dans leur révolte par les fausses nouvelles qu'on leur écrivoit de Paris. Mais les Augustins de Candiés & les Capucins de Limoux ne témoignèrent pas la même soumission. M. d'Alet fut obligé pour les réduire, de recourir de nouveau à l'autorité du Roi. On peut voir dans sa Vie (c) trois Lettres qu'il écrivit à ce sujet aux Commissaires qui avoient fait rendre l'Arrêt, & au Ministre qui s'étoit chargé de le faire exécuter. M. d'Alet reconnoît dans ces Lettres, que l'Arrêt du 23 Juillet ne contenoit que *l'exécution des Canons & des regles les plus communes de l'Eglise, qu'il avoit toujours tâché de suivre, autant que l'état présent de l'Eglise pouvoit le lui permettre*. Il auroit cependant désiré que la clause qui concernoit les Augustins de Candiés eût été plus claire. Ils abusoient de quelques termes, pour en conclure qu'il leur étoit permis de confesser dans leurs Eglises sans sa permission. Cette interprétation étoit contraire à l'intention des Commissaires. Mais pour leur ôter ce prétexte, M. d'Alet propoisoit de donner un nouvel Arrêt, qui expliquât nettement cet Article. Nous ignorons s'il l'obtint.

XI.  
La pratique  
de la Pénit.  
publique  
autorisée  
de nouv.

Nous finirons cet Article par quelques observations sur une des principales pratiques de M. l'Evêque d'Alet, qui avoit fait le plus crier contre lui, & qui fut confirmée par l'Arrêt du Conseil du 23 Juillet. C'étoit celle des Pénitences publiques pour les péchés publics & scandaleux. Cette sainte pratique fut de nouveau autorisée sept ou huit ans après (en 1674) par la *Défense* que M. de Gondrin Archevêque de Sens en fit publier. Cette *Défense* fut approuvée par neuf ou dix des plus célèbres Evêques de France. M. d'Alet un de ces Approuvateurs, y rend témoignage, que depuis son fameux procès comme auparavant, c'est-à-dire, *depuis plus de trente ans, la Pénitence publique pour les péchés publics, en la manière que l'enseignoit ce livre étoit pratiquée dans son Diocèse, avec fruit & édification, sans tous ces inconvénients par lesquels on voudroit, dit-il, aujourd'hui la décrier*.

M. le Camus, pour lors Evêque de Grenoble, Approuvateur du même ouvrage, ne put s'empêcher d'observer dans son Approbation, qu'il étoit *si clair & si constant que l'Eglise avoit toujours autorisé la Pénitence publique pour les péchés publics, qu'il étoit également surpris qu'il fallût composer des livres pour éclaircir une vérité si incontestable*; & qu'il y eût des personnes qui osassent l'attaquer.... Ce que nous pouvons ajouter, poursuit-il, c'est qu'ayant eu l'honneur en 1668. d'être du nombre des Commissaires du Conseil d'Etat nommés par Sa Majesté pour lui donner nos avis sur les plaintes de quelques Gentilshommes contre M. l'Evêque d'Alet, nous représentâmes unanimement qu'il n'y auroit

(a) Vie d'Alet Ibid. pag. 140.

(b) Voyez le projet de Lettre Pastorale sur le sujet du Bref contre le Rituel. n. 5. & 6.

(c) Ibid. Tom. III. pag. 304 & suiv.

rien de plus conforme aux ordres de l'Eglise, & aux Canons des Conciles que d'imposer des pénitences publiques pour de très-grands péchés publics scandaleux &c. & ensuite Sa Majesté confirma par l'Arrêt de son Conseil les Ordonnances de ce saint Prélat, que nous pouvons nommer sans flatterie le Pere & le modele des Evêques de France.

L'Auteur du Livre même de la Défense de la Pénitence publique pour les péchés publics, publié par l'ordre de M. l'Archevêque de Sens, comme nous l'avons dit, après avoir prouvé qu'elle étoit autorisée par les Canons des anciens & des nouveaux Conciles, ajoute qu'elle l'étoit aussi par l'usage & la pratique actuelle de la plupart des Diocèses de France.

Il en apporte les preuves de plus de vingt, dont le dernier est celui d'Alet. Il observe à ce sujet, que la pratique de ce Diocèse avoit été authentiquement approuvée par l'Arrêt du Conseil du 23 Juillet 1666, après un long examen de l'affaire; & ajoute que ce même Prélat ayant établi clairement l'obligation de suivre cette discipline, dans son Rituel publié en 1667, un an après cet Arrêt du Conseil, cette même discipline fut approuvée par vingt-neuf des plus éclairés & des plus célèbres Evêques du Royaume, dans l'ample Approbation qu'ils donnerent à cet Rituel en 1669, comme ne contenant que les plus sâres regles de l'Evangile, & les maximes les plus saintes proposées par les Canons. Le même Auteur cite aussi sur ce sujet, ce qui est rapporté de la pratique de la Pénitence publique dans le *Faÿum* contre la Noblesse d'Alet premiere partie, pag. 26 & suivantes.

On doit ajouter à tout ce que nous venons de dire, au sujet des procès que M. l'Evêque d'Alet eut à soutenir contre quelques-uns de ses Diocésains, & sur les heureuses suites du Jugement favorable qui en fut porté par le Conseil d'Etat, ce que M. d'Alet en dit lui-même deux ans après dans sa Lettre Pastorale sur le Bref subreptice contre son Rituel. (a). On doit surtout consulter les nombres V. VI. VII. VIII. & IX, où ce Prélat prend à témoin les auteurs même de ces procès, qu'ils n'avoient eu d'autres raisons pour les lui susciter, que parce qu'il n'avoit pu dissimuler leurs désordres, ni leur accorder des choses qui eussent ruiné la Discipline de l'Eglise; que ceux qui avoient paru les plus emportés avoient ouvert les yeux à la vérité, lorsqu'ils avoient été prêts de paroître devant le Tribunal du Souverain Juge, & que les plaintes qui avoient été portées au Roi, contre les maximes chrétiennes qu'il avoit pris pour regle de sa conduite dans le gouvernement de son Diocèse, ayant été jugées calomnieuses ou déraisonnables, ces maximes n'en avoient été depuis que plus estimées, soutenues avec plus de force, & pratiquées avec plus de fidélité.

(a) On trouvera cette Lettre dans cette Collection VI. Classe n. VII.

## ARTICLE II.

*Autres Ecrits faits par M. Arnauld en faveur de M. l'Evêque d'Alet.*

L'Auteur de la Vie de M. Pavillon Evêque d'Alet nous apprend, que ce Prélat après avoir travaillé avec la plus grande application, pendant vingt-I.  
Part qu'a

eu M. Arn. huit ans d'Episcopat à instruire les Curés de son Diocèse, & les Clercs de son  
aux Instruc Séminaire de la doctrine & de la Discipline de l'Eglise, prit la résolution de ré-  
ctions du diger en corps d'ouvrage, & d'incorporer dans son Rituel le précis de ces  
Rituel d'A- solides instructions, pour perpétuer autant qu'il étoit en lui dans son Dio-  
cet.) cèse, un bien qui en avoit renouvelé toute la face. " Comme ce travail,

" ajoute le même Auteur, demandoit plus de loisir que ne lui en laissoient  
" les affaires continuelles dont il étoit accablé dans le gouvernement de  
" son Diocèse, il envoya en 1665 tous les matériaux à son Promoteur, qui  
" étoit pour lors à Paris ( à la poursuite des procès dont nous avons par-  
" lé ) & le chargea de les remettre à M. de Barcos, Abbé de S. Cyran,  
" l'homme de ce temps le plus verlé dans la science des Canons & de la  
" Discipline de l'Eglise. M. d'Alet le pria dans la Lettre qu'il lui écrivit à  
" ce sujet, de remettre le tout en ordre, d'y travailler de concert avec M.  
" Arnauld, & sur-tout de n'y rien laisser qui ne fût conforme à l'esprit  
" de l'Eglise... L'Abbé de Barcos travailla suivant les intentions de notre  
" saint Evêque, & M. Arnauld revit l'ouvrage. L'un & l'autre furent char-  
" més de la lumière, de la piété & de l'onction qu'ils trouverent dans les  
" excellentes instructions qu'on leur avoit mises en mains; & en leur don-  
" nant un bel ordre, ils ne crurent pas y devoir faire aucun changement....  
" & se contenterent d'y faire leurs remarques, & de les soumettre au juge-  
" ment de M. d'Alet.... M. Pavillon profita des lumieres de ces grands  
" Maîtres, pour mettre la dernière main à son Livre, & le renvoya à Paris  
" un peu après, où il parut enfin imprimé en 1667".

Nous trouvons de nouveaux éclaircissements sur cet objet, dans une Let-  
tre manuscrite de M. du Vaucel, ancien Secrétaire & Théologal d'Alet, écrite  
à Mademoiselle de Joncoux le 27 Juin 1702. Il y est dit que " comme les Ecrits  
" françois dont on se servoit pour l'instruction des Séminaristes (d'Alet) étoient  
" assez imparfaits, & mal digérés, le saint Prélat eut la pensée de faire dresser  
" des Instructions qui fussent comme un petit cours de science ecclésiastique  
" & de morale. J'ai su, continue M. du Vaucel, qu'ils s'adressa pour cela d'abord  
" à feu M. Arnauld, qui s'en excusa sur d'autres ouvrages dont il étoit  
" occupé. Ce fut donc M. de Barcos qui accepta la commission, & qui dressa  
" les premières Instructions sur les Sacrements &c, qui font la première Partie  
" du Rituel. On les examina à Alet, & on les envoya ensuite à M. Ar-  
" nauld, qui les abrégéa & y changea plusieurs choses, ce qui ne plut pas à  
" M. de Barcos, quand il le fut dans la suite.

" M. Lancelot étant venu à Alet ( en 1667. ) le B. H. Prélat se servit  
" de cette occasion pour engager M. de Barcos à dresser les Instructions sur le  
" Symbole, l'Oraison Dominicale, & le Décalogue. Je reçus ces Instructions,  
" qui me furent envoyées par M. Lancelot: nous trouvâmes l'ouvrage fort  
" beau & fort bon dans le fond.... Après qu'on eut reçu ces Instructions  
" à Alet, on pria M. de Barcos, de vouloir bien en dresser quelques-unes  
" sur la matière de la Grace, auxquelles il en ajouta ensuite sur la Prédes-  
" tination. (a). La grande affaire de la Régale étant survenue, on ne fut

(a) Les Instructions sur le Symbole, sur l'Oraison Dominicale & le Décalogue devoient former la seconde Partie du Rituel d'Alet, & les Instructions sur la Grace & la Prédestination la troisième. Ces dernières furent imprimées séparément en 1696, sous ce titre : Exposition de la foi touchant la Grace.

pas en état de songer à les publier, non plus que les précédentes. Elles demeurèrent entre les mains de M. le Moine, alors Directeur du Séminaire, qui s'en servit pour expliquer cette matière aux Séminaristes, ce qu'il ne put faire que trois ou quatre ans avant la mort du B. Prêlat".

La revision des Instructions du Rituel d'Alet par M. Arnauld, est un fait dont on convient universellement. (a) M. du Vaucel après l'avoir encore attesté dans une seconde Lettre du 8 Juin 1697, à la même Mademoiselle de Joncoux, ajoute qu'un jour étant revenu d'Alet à Paris, & s'entretenant du saint Evêque, & de son Rituel avec M. Arnauld, ce Docteur lui dit, *que ce Rituel étoit l'ouvrage le plus solide que nous eussions dans l'Eglise*. M. d'Alet approuva les changements faits par M. Arnauld, & le remercia de ses soins & de son travail.

Il renouvela ses remerciements dans une Lettre du 17 Février 1668, où il dit entre autres choses : " La continuation de vos bontés pour nous mérite bien une nouvelle assurance de ma gratitude, & que je vous remercie du soin que vous avez pris pour la Morale, comme si vous aviez réussi. J'entre dans les sentiments de nos amis à ce sujet ; & je prendrai mon temps pour faire la proposition de cet ouvrage à MM. nos Théologaux de S. Paul & d'Alet ; & je crois que cela réussira heureusement, si nos amis ont la bonté de vouloir y mettre la dernière main, & faire sur le plan que ces Messieurs dresseront, ce qu'ils ont eu la bonté de faire pour le Rituel".

Il est question dans cette Lettre des Instructions sur les Commandements de Dieu, sur la foi, l'espérance, la charité &c, qui devoient faire la seconde Partie du Rituel d'Alet. M. Arnauld avoit examiné & corrigé cette seconde Partie comme la première, de concert avec les autres Théologiens de Port-Royal, & il ne s'agissoit plus que de déterminer les dernières formalités qui en devoient accompagner la publication. Mais les contradictions qu'avoit essuyé en 1667 ce qui avoit déjà paru du Rituel, arrêta le Prêlat, & l'empêcha d'autoriser de son vivant cette nouvelle preuve de son zèle pour l'instruction de son peuple.

Voici l'histoire de ces contradictions. M. Arnauld a eu tant de part à cette affaire, que nous ne pouvons nous dispenser de la raconter avec quelques détails. On fait avec quels applaudissements le Rituel d'Alet fut reçu par tous ceux qui avoient des lumières & qui aimoient la vérité. Tous convenoient qu'on n'avoit encore rien produit de pareil en ce genre, pour le fond de la doctrine, & la solidité des Instructions. La plupart des Evêques du Royaume, & ceux mêmes des pays étrangers qui en eurent connoissance, se réjouirent de voir enfin paroître un ouvrage tel qu'on le desiroit depuis long-temps. Plusieurs se proposèrent de le donner à leurs Diocèses, en l'accordant à l'usage particulier de leurs Eglises : ils en écrivirent au saint Evêque (b) des Lettres remplies d'éloges pour ce Livre, & ils en parlèrent de même à tous ceux qui s'intéressoient au bien des âmes.

Mais ce fut par ces raisons-là même que l'ouvrage excita la jalousie, & réveilla l'envie de ceux qui étoient ennemis de la saine doctrine & de ses défenseurs. Ils entreprirent de faire condamner le nouveau Rituel. Les circonstances y étoient favorables, ils les firent. La Cour de Rome étoit alors d'Alet, indisposée contre M. d'Alet, parce qu'il étoit à la tête de ceux qui s'oppo-

II.

Décret de l'Inquisition contre

le Rituel

(a) Dupin Tome III. pag. 244. Vie de M. d'Alet Tom. III. pag. 6. &c.

(b) Vie de M. d'Alet, Tom. III. pag. 7 & suiv.

soient à la signature pure & simple du nouveau Formulaire d'Alexandre VII, Dès le 22 Avril 1667, ce Pape avoit nommé neuf Commissaires pour faire le procès au saint Prélat & aux trois autres Evêques qui lui étoient unis dans la même cause.

Clément IX ayant succédé peu de temps après à Alexandre VII, les partisans du nouveau Formulaire, & ceux qui se croyoient intéressés à le faire valoir, cherchèrent à en imposer au nouveau Pontife, & ils n'y réussirent que trop. Ils en arracherent le 9 Avril 1668, un Décret qui condamne le Rituel d'Alet, avec des qualifications aussi fausses qu'elles étoient odieuses; & qui ordonne d'en livrer tous les exemplaires au feu. (a). Ce Décret révolta tous les Evêques de France, & singulièrement ceux qui étoient occupés alors à la paix qui fut conclue peu de temps après. Ils en portèrent leurs plaintes à la Cour de France & au Nonce. Ces plaintes firent impression. Le Nonce promit en particulier à M. l'Archevêque de Sens, que le Décret seroit supprimé; & ce fut une des conditions de la paix, qui fut terminée sur la fin de la même année, par le concours des deux Puissances.

Les Jésuites à qui ces vues de paix déplaisoient beaucoup, parce qu'ils trouvoient mieux leur compte dans le trouble, cherchèrent à les traverser, en faisant imprimer furtivement le Bref contre le Rituel, malgré les promesses du Nonce, & probablement contre son intention. Ils le répandirent à Paris, à Toulouse & ailleurs, & il courut bientôt par toute la France. Ils eurent même l'impudence de le répandre à Alet, & de le faire afficher dans les autres villes, & dans les Bourgs les plus considérables de ce Diocèse. M. Pavillon ressentit le coup qu'ils lui portoient, & les mauvais effets que ne pouvoit manquer de produire une conduite si irrégulière & si odieuse, mais si digne de ceux qui la tenoient. Il crut qu'il étoit de son devoir de les arrêter, par tous les moyens possibles. La voie d'Appel comme d'abus au Parlement lui étoit ouverte; son esprit toujours porté à la modération, ne lui permit pas de la prendre. Il se borna à dresser des projets de Lettres au Pape & au Roi, pour se plaindre de l'injure qu'on lui avoit faite, & pour défendre la doctrine de l'Eglise, qui étoit attaquée par la condamnation de son Rituel. Il voulut même donner à ce sujet une Instruction Pastorale, & s'adressa pour cet effet à M. Arnauld. (b). Ce Docteur se prêta à ses desirs; il composa la Lettre Pastorale, qui fut adoptée par le Prélat & approuvée par son Conseil.

Ces réclamations & ces défenses demeurèrent néanmoins secrètes pendant plus d'un an. M. d'Alet craignoit qu'en les publiant, il ne mit quelques obstacles à la paix, à laquelle on travailloit, & pour laquelle il faisoit les vœux les plus ardents. Les Evêques qui en étoient les médiateurs, profitèrent de cette suspension pour aviser aux expédients les plus propres à concilier, s'il étoit possible, les intérêts de la vérité avec la délicatesse de la Cour de Rome. Celui que proposa M. Felix Vialart, Evêque de Châlons, fut de faire approuver le Rituel par autant d'Evêques que l'on en trouveroit de disposés à faire cette démarche, & de le faire réimprimer avec ces Approbations. On fit

(a) Vie de Pavillon. Ibid. Relation de la paix de Clément IX. Tom. I. pag. 300 & suiv. Tom. II. pag. 119 &c.

(b) Le P. Bezé, Bibliothécaire de S. Charles à Paris atteste ce fait, qu'il a lu, dit-il, in manu. Cet ouvrage manuscrit.



part de cette ouverture à M. le Tellier Secrétaire d'Etat; il estimoit beaucoup l'ouvrage; il la goûta, & ajouta seulement, que pour mettre le Rituel hors de prise à la critique la plus maligne, il croyoit qu'il convenoit de le revoir avant que d'en faire une seconde Edition, & d'y changer quelques expressions, sans toucher au fond de la doctrine. Ce Ministre en fit la proposition à M. l'Evêque de Comminges qui étoit venu à Paris, à l'occasion de sa translation à l'Evêché de Tournai. M. de Choiseul entra dans le plan; il en écrivit à M. d'Alet au mois de Juillet 1669, & lui promit de ne confier la révision du Rituel, (a) qu'à MM. Arnauld & de Lalane; que ces théologiens n'y feroient que les changements qui paroîtroient nécessaires pour contenter les plus difficiles, & qu'on n'en arrêteroît aucun sans sa permission.

Cette proposition fit d'abord quelque peine à M. d'Alet. Il appréhendoit que l'on n'affoiblît un peu les saintes maximes de son Rituel; ou qu'au moins ses ennemis ne prissent occasion des changements qu'on y feroit, pour faire courir le bruit qu'il avoit été obligé de se rétracter. Il fit part de ses peines & de ses appréhensions à ses amis, & il y eut à ce sujet plusieurs lettres écrites de part & d'autre. Le Prélat n'acquiesça à ce qu'on desiroit que par une Lettre, par laquelle M. de Sacy lui mandoit qu'on se contenteroit d'adoucir quelques expressions, d'éclaircir certains endroits qui auroient pu donner lieu, sinon à des difficultés réelles, du moins à diverses ohicanes, & d'en présenter d'autres sous une face assez favorable, pour n'effrayer qui ne ce soit mal-à-propos. Tel fut le plan que l'on suivit. C'est M. de Choiseul alors Evêque de Tournai, qui nous l'apprend dans une Lettre à M. Arnauld, du 22 Août 1680. "Vous savez, lui écrit ce Prélat, toute l'histoire du Bref de Clément IX contre le Rituel de feu M. l'Evêque d'Alet; vous vous souvenez que le Roi témoigna qu'il ne prendroit pas plaisir qu'on publiât ce Bref; que plusieurs Evêques & plusieurs Docteurs s'assemblerent chez M. de Châlons, pour revoir ce Rituel; vous y étiez, j'y étois aussi; qu'on y changea quelque chose; que ces changements furent approuvés par M. d'Alet; qu'on publia ensuite le Rituel, avec ces changements, après quoi vingt-neuf Evêques l'approuverent; que tout cela se fit de concert avec un Ministre d'Etat, (b) qui étoit dépositaire des sentiments de Sa Majesté; qu'enfin le Pape écrivit à son Nonce de ne point publier son Bref, de le supprimer même, & de retirer tous les exemplaires qu'il pourroit recouvrer".

Ce récit est exact; mais il ne dit pas tout. Il est vrai que la révision du Rituel fut faite en 1669, & qu'elle fut approuvée cette même année par 27 Evêques. Mais les changements dont parle M. de Choiseul, ne furent inférés que dans la troisième Edition de cet ouvrage, qui ne parut qu'en 1677, avec l'approbation de deux nouveaux Evêques, M. Colbert Evêque de Luçon, & M. de Bassompierre, Evêque de Saintes. Voici ce qui avoit occasionné ce retardement, suivant l'Auteur de la Vie de M. d'Alet (c). Clément IX ayant été informé du peu de cas que l'on faisoit de son Bref en France, & du dessein qui avoit été pris de faire réimprimer le Rituel avec l'approbation

(a) Vie de M. d'Alet Tom. III. page 21.

(b) Le P. Quesnel, qui nous a conservé ce fragment de Lettre dans la Préface de ses *Avis sincères aux Catholiques des Provinces-Unies*, croit que ce Ministre étoit M. de Comte de Lyonne, chargé des affaires étrangères.

(c) Vie de M. d'Alet Tome III. pag. 26.

d'un grand nombre d'Evêques, écrivit au Roi, pour le prier de lui épargner cet affront. Louis XIV ordonna en conséquence à M. le Tellier, de détourner M. Pavillon de penser à cette seconde Edition. Le Ministre en parla au Promoteur du Prêlat, qui étoit alors à Paris; mais il en parla un peu trop tard. Savreux, qui avoit le Privilege pour l'impression de l'ouvrage, dont il avoit déjà fort avancé la seconde Edition, continua son travail & le finit sans attendre les changements projetés. Les ordres contraires ne lui furent pas même signifiés; & cette seconde Edition parut sans aucune opposition.

III.  
Projet de  
Lettre Past.  
pour la dé-  
fense du  
Rituel.

M. Pavillon profita de cet incident pour prendre la défense de son Rituel. M. le Tellier lui ayant sans doute écrit à ce sujet, (a) il lui répondit : " Je dois justifier la doctrine de mon Livre, & défendre l'autorité épiscopale, qui est si vivement blessée & attaquée dans cette affaire. Ni menaces, ni défenses, ni rien en un mot ne peut m'empêcher de m'acquitter de mon devoir. Si j'ai attendu un an sans me plaindre de cet outrage, ce n'est que parce que MM. de Sens & de Châlons m'ont assuré qu'ils avoient parole positive de M. le Nonce, qu'on nous donneroit satisfaction sur ce point, dès que la paix seroit conclue. C'est ce qui a arrêté ma Lettre au Pape & au Roi, & la publication de la Lettre Pastorale que j'ai faite pour défendre la doctrine de l'Eglise, sur-tout depuis que j'ai appris qu'un grand nombre d'Evêques avoient résolu d'entrer dans cette défense, par l'approbation de mon Rituel &c". Il dit en finissant cette Lettre : Je n'ai que deux moyens de remédier à de si grands maux; l'un, que le Pape étant mieux informé de la doctrine de mon Rituel, révoque la Censure; l'autre, de publier l'Approbation des 29 Evêques, & ma Lettre Pastorale. Ne pouvant espérer le premier, mon parti est pris de me servir du second, que j'ai en main.

Cette Lettre fut remise à M. le Tellier, & celui-ci répondit au Prêlat qu'il feroit ce qu'il jugeroit à propos. M. Pavillon profita de cette liberté, si nous en croyons l'Auteur de sa Vie (b). Il publia sa Lettre Pastorale, & y joignit l'Approbation des Evêques. Le P. Quesnel a cru le contraire lorsqu'il a publié cette Lettre Pastorale en 1704, à la suite de ses *Avis sinceres aux Catholiques des Provinces-Unies*. Il ne la donne que comme un projet qui n'avoit pas encore paru. Les raisons qu'il en apporte dans l'Avertissement des mêmes *Avis* (page 8.) sont 1°. Que la copie sur laquelle il donnoit ce projet " n'étoit pas tout-à-fait dans l'état où la Lettre devoit paroître; M. d'Alet ayant eu dessein, ajoute-t-il, d'y faire quelques changements; comme d'en ôter l'extrait de la Lettre de M. de Péréfixe Archevêque de Paris, sur son Rituel. 2°. Parce que n'ayant point été publiée dans les formes, elle n'étoit pas revêtue de toute la forme d'un Mandement épiscopal. Il est cependant certain, continue-t-il, que c'étoit la résolution du Prêlat de la publier; que vers le mois de Juillet, il l'envoya signée de son nom à Toulouse, pour la faire imprimer, & qu'on en avoit déjà tiré la première feuille. Mais ayant su, c'est toujours le P. Quesnel qui parle, qu'on travailloit sérieusement à la paix de l'Eglise de France, il fit arrêter l'impression, ne voulant pas que son intérêt en quelque façon particulier, pût troubler cette négociation".

M. Varet, qui a composé sur les Mémoires originaux la *Relation de ce*

(a) Vie d'Alet Tom. III. pag. 28.

(b) Vie de M. d'Alet Tom. III. pag. 30.

qui s'est passé dans l'affaire de la paix de l'Eglise sous le Pape Clément IX, imprimée en 1706, est aussi du même sentiment au sujet de la non publication de la Lettre Pastorale dont nous parlons, puisqu'il ne la donne dans le second volume de sa Relation, que sous le même titre, de projet de *Lettre Pastorale* &c, au lieu que l'Auteur de la Vie l'intitule : *Lettre Pastorale de M. l'Evêque d'Alet, contre le Bref qui condamne son Rituel*. Mais ce qui prouve que cette Lettre est la même dont M. Pavillon parloit à M. le Tellier, c'est que dans les trois ouvrages que nous venons de citer, cette piece est absolument la même mot pour mot, & qu'on n'y apperçoit aucun des retranchements que le P. Quesnel supposoit avoir été faits par le Prélat. Dans les deux premières Editions, cette Lettre étoit accompagnée de sommaires, que l'Auteur de la Vie de M. d'Alet a jugé à propos de supprimer.

pag 460.  
Tom. III.  
pag. 181.

Le P. Quesnel ajoute dans les *Remarques* qui sont à la tête des *Avis fineres* &c, " qu'il ne doute point qu'il n'y ait dans le monde des copies de cette Lettre corrigée; & si l'on peut un jour en recouvrer une, on pourra, dit-il, dans quelque occasion, la donner dans sa perfection".

La Providence nous a mis en état de remplir les vœux du P. Quesnel, & de donner au public cette Lettre Pastorale, avec les changements que M. l'Alet avoit dessein d'y faire. Nous la tirons d'une copie originale, qui est peut-être la même que M. d'Alet avoit envoyée à Toulouse pour la faire imprimer. Elle est en effet signée de la propre main de ce Prélat, contre-signée par M. Pega son Secrétaire, & datée du 20 Juillet 1668. (a). On y trouve en particulier au nombre XIII, aujourd'hui XII, le retranchement de l'extrait de la Lettre de M. de Pérefixe, & plusieurs autres corrections.

Cette copie originale s'est trouvée dans la Bibliothèque des Jésuites de Paris, & elle a été déposée lors de leur destruction au Greffe du Parlement, où nous l'avons copiée. Il est écrit en marge de cet original : *Cette piece est le M. Arnauld, composée à la priere de l'Evêque d'Alet. Elle ne fut pas publiée à cause de la négociation pour la paix de l'Eglise que l'on traitoit en ce temps-là.*

IV.  
M. Arnauld  
en est l'Au-  
teur.

Elle se trouve chargée en marge de plusieurs additions ou changements, la plupart écrits de la main de M. Arnauld, lesquels ne se trouvent dans aucun des trois imprimés que nous avons cités, & nous la donnons avec tous ces changements. Les principaux sont aux n. 4. 5. & 11.

Voilà tout ce qu'il nous convient de dire ici du Rituel d'Alet. Ceux qui voudront connoître plus en détail l'histoire de cet ouvrage & de ses suites, peuvent consulter de plus la Lettre 127 de M. Godeau Evêque de Vence; les *Difficultés proposées à M. Steyaert* IX Partie, page 289. & suivantes; l'*Histoire Ecclesiastique* de M. Dupin, tom. 3. pag. 144. 147, & le *Recueil de ce qui est passé entre MM. les Evêques de S. Pons & de Toulon, sur le Rituel d'Alet* (vol. in-12. de 313. pages) & la suite de ce *Recueil*, in-12. page 156; trois Lettres de M. de S. Pons à M. de Toulon, des 25 Avril, 19 Août & 19 Décembre 1678, in-4°. le cinquieme volume de l'*Histoire du Cas de conscience* page 392; les deux suppléments de M. l'Abbé Gorjet au Dictionnaire de Moreri, à l'Article de M. de Montgaillard Evêque de S. Pons; les *Observations sur les maximes des Régalistes*, imprimées en 1681. page 66. & suivantes; la Lettre de l'Auteur des *Hexaples* au P. Lallemand Jésuite, imprimée

(a) Aucun des Exemplaires imprimés ne porte la date du jour du mois de Juillet.

en 1715. pag. 95. & suivantes; enfin la troisième Lettre de feu M. Colbert Evêque de Montpellier à M. l'Evêque de Marseille ( de Belfunce ) dans le Recueil des Lettres de M. Colbert, page 24. & suivantes.

Nous ajouterons seulement ici, une anecdote sur le même sujet, qui ne se lit dans aucun des ouvrages que nous venons de citer. Nous la tirons de quelques Lettres de M. l'Abbé de Pontchâteau écrites à M. de Neercassel Evêque de Castorie, & des Réponses de ce Prélat. M. d'Alet, peu de temps avant sa mort, avoit composé une Lettre au sujet des traverses qu'il avoit souffertes à l'occasion de son Rituel, qu'il comptoit envoyer au Pape Innocent XI. Cette Lettre étoit du 26 Octobre 1677, & on l'a imprimée dans la Vie de ce Prélat ( Tom. 3. pag. 168. ) M. Pavillon y disoit entre autres choses, qu'il consentoit à un nouvel examen de son Rituel, pourvu que Sa Sainteté voulût bien le faire elle-même, & qu'il souscrivait d'avance à tout ce que la lumière & la sagesse lui feroient juger avoir besoin de correction. „ Mais, continue-t-il, pour cette censure si atroce & si injurieuse de l'In- „ quisi tion, je supplie avec d'autant plus d'instance Votre Sainteté de vou- „ loir la révoquer, que je vois avec douleur, que sous prétexte de cette „ condamnation vague & indéfinie de notre Rituel, la plupart des vérités de „ la Morale chrétienne sont par-tout traitées indignement par ces Docteurs „ relâchés &c”. Peu de temps après avoir achevé cette Lettre, M. d'Alet fut attaqué de la maladie dont il mourut, le 8 Décembre suivant. La Lettre fut cependant envoyée à Rome par M. Caulet Evêque de Pamiers, qui avoit assisté son illustre Confrère dans les derniers moments de sa vie. Mais Innocent XI, qui apprit la mort de M. Pavillon en même temps qu'il reçut sa Lettre, se crut par cette raison même, dispensé d'y répondre. M. de Pontchâteau ne pense point qu'il en fût moins dans l'obligation de réparer l'outrage fait par l'Inquisition au Rituel d'Alet, & de venger la mémoire de son respectable Auteur.

Il étoit à Rome, & il y étoit au nom de M. d'Alet & pour l'affaire de son Rituel. Il vit le Pape, le fit revenir des préventions qu'on lui avoit suggérées, & le fit consentir à recevoir favorablement la nouvelle Edition qu'on venoit de faire de l'ouvrage si injustement maltraité. M. de Pontchâteau se hâta de faire part de cette nouvelle à M. de Neercassel. Sa Lettre est du 20 Avril 1678, & dès le 25 du mois suivant, le Prélat lui en témoigna sa joie dans la réponse qu'il lui adressa : *Sit Deus benedixit, y dit-il, ob istam benevolentiam quâ S. D. N. excepit librum illustrissimi Aletensis Episcopi. Rem mihi gratissimam feceris, si approbationes ejus miseris.* M. de Pontchâteau avoit mis aussi dans ses intérêts M. Favoriti Secrétaire des Brefs, & celui-ci, qui a souvent donné des marques non équivoques de la protection qu'il accordoit aux gens de bien, n'avoit pas manqué de parler comme il le devoit à Innocent XI, & du Rituel, & de feu M. d'Alet. Il le fit savoir à M. de Pontchâteau, & cet Abbé en manda encore la nouvelle à M. de Neercassel le 20 Mai de la même année. „ J'ai eu occasion, dit-il, d'écrire à M. Fa- „ voriti, j'en ai reçu des Lettres pleines de bons sentiments, & très-pieux. „ Il me dit encore que l'on fera quelque chose pour honorer la mémoire „ de M. l'Evêque d'Alet. C'est au sujet de son Rituel, dont il paroît „ deux nouvelles Editions (la quatrième & la cinquième tout à la fois, approu- „ vées par trente Evêques”).

Ces espérances étoient flatteuses sans doute; mais nous ne voyons pas que l'effet y ait répondu. On ne peut douter à la vérité des bonnes in-

entions d'Innocent XI; mais ceux qui avoient surpris le Bref contre le Rituel conservoient encore assez de crédit à la Cour de Rome, pour empêcher S. d'accorder la satisfaction que le Nonce lui-même avoit promise à M. d'Alet en 1668. Cette satisfaction n'a jamais été donnée depuis; & quoique le Nonce qui résidoit en France eût supprimé, par l'ordre de Clément IX, le Bref injurieux du 9 Avril 1668, ce Bref, qui viole également la justice & la vérité, n'en a pas été moins répandu; & les ennemis de la vraie doctrine de l'Eglise, n'ont pas moins continué à s'en servir pour insulter à ses plus zélés défenseurs. On trouve le Rituel d'Alet, non seulement dans l'Index imprimé à Rome en 1683, mais encore dans celui de 1757, quoique dirigé sous les yeux, & par les ordres d'un Pape aussi éclairé que Benoît XIV. Tant il est rare & difficile dans cette Cour, de venir sur de premiers engagements.

L'Auteur de l'Histoire de Port-Royal en six volumes fait mention (Tom. VI. V. 3. 34) d'une *espèce de Factum* que fit M. Arnauld en 1667, pour la défense du Rituel d'Alet, contre le Bref de Rome qui le condamnoit, & il fait l'analyse qu'il réduit à six chefs. En confrontant cette analyse avec la Lettre 169 de M. Arnauld (Tom. 3. pag. 92. & suivantes de la première édition) adressée à M. des Lyons Doyen de Senlis, on voit évidemment que c'est cette Lettre que l'Historien de Port-Royal appelle une *espèce de Factum*. Elle fut en effet écrite en 1677, à ce qu'il paroît à l'occasion d'une nouvelle Censure du Rituel d'Alet, que M. l'Evêque de Foulon s'étoit avisé de publier, & contre laquelle M. de Montgaillard Evêque de S. Pons s'éleva avec force, comme on peut le voir dans le Recueil des pièces publiées à ce sujet, dont nous avons parlé ci-dessus. On la trouve dans cette VI. Classe n. II.

### ARTICLE III.

#### *Ecrits sur divers points de Discipline.*

1. Et ouvrage est en deux parties; la première contient l'*Esprit & les principes* de l'Eglise sur la réception gratuite des filles dans les Monastères. La conduite canonique de l'Eglise pour la réception des filles dans les Monastères. La seconde Partie contient *diverses réflexions sur les sentiments de l'Eglise, représentés en la première Partie*, & en tire les conséquences pratiques les plus importantes. Cet ouvrage parut pour la première fois en 1668. (a), muni de l'Approbation de 9 Evêques, & de 8 Docteurs de Sorbonne des plus célèbres.

Ils font tous les plus grands éloges de l'ouvrage & de l'Auteur, & parlent avec beaucoup de force contre l'abus qui y est combattu.

M. Godeau Evêque de Vence appelle cet abus, *une détestable coutume, qui a été introduite presque dans tous les Monastères de filles*. M. l'Evêque de Tulle, appelle *abus des plus enracinés*. M. de Montgaillard Evêque de S. Pons, une

(a) Il s'en est fait depuis plusieurs éditions: la seconde est de 1670. Il y en a une troisième à Bruxelles en 1674.

*conduite simoniaque, introduite dans la plupart des Communautés, & un désordre entièrement opposé à l'esprit du Christianisme, & à la sainteté de la Profession Religieuse.* M. Pavillon Evêque d'Alet, trouve l'Ecrit fondé sur les principes des vérités évangéliques, & sur l'autorité d'une constante & non interrompue Tradition de plus de douze siècles; & M. Vialart, Evêque de Châlons, ajoute qu'il n'y a point de vérités plus recommandées dans toute la Tradition. Ces expressions ne sont qu'un abrégé de celles des Conciles & des Auteurs Ecclésiastiques cités dans l'ouvrage. On doit néanmoins distinguer, comme fait l'Auteur, des abus de différente nature sur cette matière.

Le crime de simonie défendu par le droit divin, & mauvais par lui-même, consiste à exiger de l'argent ou quelque autre chose temporelle pour un bien spirituel, tel que l'entrée en Religion.

Tout Monastère riche, ou en état d'entretenir plus de sujets qu'il n'en a, & qui refuse celui qui se présente, & qui a d'ailleurs les dispositions nécessaires pour se sanctifier dans l'état Religieux, uniquement parce qu'il refuse, ou qu'il est dans l'impuissance de payer une certaine somme d'argent, ou autres choses temporelles, estimables à prix d'argent, se rend véritablement coupable du crime de simonie, de quelque prétexte qu'il couvre son exaction; parce qu'il est évident dans ce cas, qu'il n'exige cet argent ou autre chose que pour l'entrée en Religion.

Il en est de même d'un Monastère pauvre & hors d'état d'entretenir de nouveaux sujets, lorsqu'il exige de ceux qui se présentent, & qui sont appelés à l'état Religieux, au-delà de ce qui peut être nécessaire pour leur entretien. Il se rend coupable d'une véritable simonie, pour tout ce qu'il exige d'excédant. Tous les Canonistes, même les plus relâchés, tels que Suarez, Filiucius, Roderic, Renauld &c, sont d'accord sur ces deux points.

Les Canons traitent encore de simonie tout pacte & toute convention par laquelle on exige de l'argent ou quelque autre chose temporelle, pour l'entrée dans les Monastères; lors même qu'on n'exige que ce qui est nécessaire pour l'entretien d'un nouveau sujet, & que le Monastère est hors d'état d'y pourvoir. Mais dans ce cas ce n'est point une simonie contre le droit divin, & mauvaise par elle-même. Elle n'est mauvaise que parce qu'elle est défendue, & elle est défendue parce qu'elle a l'apparence de la simonie, & qu'elle y sert de voile, de prétexte ou d'occasion (a).

L'abus d'exiger par un pacte pour l'entrée en Religion une dot ou autre chose temporelle, ne s'est proprement introduit dans l'Eglise que vers le VIII<sup>e</sup> siècle. Le second Concile de Nicée, de l'an 787, est le premier qui l'ait condamné dans son 19<sup>e</sup> Canon de l'Action huitième. Les monuments ecclésiastiques, jusqu'à cette époque, ne font aucune mention de pareilles exactions, & nous mettent seulement sous les yeux les règles observées dans les Monastères, d'y recevoir indifféremment les pauvres & les riches, & de n'exiger autre chose que les dispositions nécessaires pour former un bon sujet. Mais depuis le huitième siècle, nous trouvons dans plusieurs Conciles des Canons qui condamnent l'abus dont il s'agit. Il se trouve pareillement défendu dans les Règles & les Constitutions des principaux Ordres établis depuis, telles que les Constitutions de l'Ordre de Fontevault, des Religieuses de l'Ordre de Cîteaux, les Statuts de l'Ordre des Chartreux, les Règles des Religieuses de l'Annonciade de Sainte Croix de Poitiers &c.

(a) Estius in 4 Sent. Dist. 25. Sentent. 9. 14.

Cet abus étoit si universellement répandu au commencement du XIII<sup>e</sup> siècle, que le quatrième Concile Général de Latran de l'an 1215, sous Innocent III, jugea nécessaire de défendre généralement ces sortes de conventions, même aux Monastères pauvres, parce que les riches couvroient leur avarice du prétexte de la pauvreté.

La Puissance temporelle se joignit à la Puissance spirituelle pour proscrire cet abus. On trouve dans le quatrième volume des Mémoires du Clergé, un grand nombre d'Arrêts & d'Ordonnances qui déclarent simoniaques & de nul effet de pareilles conventions. Il y en a néanmoins qui permettent aux Monastères pauvres, d'exiger des *pensions viagères* & *modiques*, ou une somme capitale de 8000 livres pour Paris, & 6000 pour les Provinces, pour présenter ou assurer ces pensions. Encore convient-on que ce n'est que par une *tolérance abusive*, & contraire à la pureté de l'ancienne discipline. (a) Elle est la disposition de la Déclaration du mois d'Avril 1693, qui d'ailleurs prescrit l'exécution des saints Décrets, Ordonnances & Réglements qui défendent d'exiger aucune chose, directement ni indirectement, en vue & considération de la réception, de la prise d'habit ou de la Profession (b), comme il arrive toutes les fois que ce qu'on exige n'est pas nécessaire pour l'entretien du sujet.

Le P. Mabillon a donné au public un petit Traité intitulé : *Dots des Religieuses*. Il y répond à la question qui lui avoit été faite, si l'on peut par autorité publique les dots des Religieuses ; & en cas que cela se fasse, si les Princes & les Magistrats séculiers peuvent en faire un Règlement. Après avoir rapporté tout ce qui a été statué en divers siècles sur cette matière, il conclut qu'il lui semble qu'au lieu d'exiger des dots, on feroit mieux de fixer le nombre des Religieuses, & de ne recevoir des dots que des surméraires. (c).

Le Traité de la Conduite canonique de l'Eglise pour la réception des filles, &c. est le fruit de quelques remarques de M. Arnauld & de M. Hermant, Chanoine de Beauvais, recueillies par un de leurs amis, & mises en ordre par M. Hermant. (d) C'est à ce dernier qu'on attribue en entier la première partie. La seconde est de M. Arnauld, qui y est très-reconnoissable au style. Il fut composé plus de dix ans avant sa publication, à la prière d'un Evêque, qui vraisemblablement est M. de Buzenval Evêque de Beauvais, lequel, dans son Approbation, dit l'avoir lu & vu pratiquer depuis long-temps. M. Hermant dit aussi dans la Préface (pag. 8.) qu'il l'a composé par ordre de celui à qui il l'avoit soumis selon l'ordre de la Hiérarchie ; ce qui ne peut s'entendre que de M. l'Evêque de Beauvais. M. Besoigne, dans l'Histoire de Port-Royal en six volumes, dit de cet ouvrage, qu'il est très-important & pour la matière & pour la précision avec laquelle elle est traitée. (e). Il est dit dans le frontispice, qu'il a été composé par Messire Antoine Godefroi, Docteur en Théologie. Mais ce n'est-là qu'un faux nom formé des noms de Baptême des deux véritables Auteurs, Antoine Arnauld & Godefroi Hermant.

Nous n'avons aucun éclaircissement à donner sur ce projet de Mandement, II. Projet d'un

(a) Mémoires du Clergé Tome IV. pag. 1612. 1633.

(b) Ibid. pag. 1574.

(c) Histoire Littéraire de la Congrégation de S. Maur, Art. de Dom Mabillon pag. 68 n. 39.

(d) Vie de M. Hermant in-12. pag. 99 & 100.

(e) Histoire de Port-Royal Tom. VI. pag. 64.

Mandem. imprimé pour la première fois dans le VIII. volume des Lettres de M. Ar-  
Episcopal nauld ( page 487. & suivantes. ) On y trouve des maximes importantes  
sur la né- sur la vocation à l'état ecclésiastique, & sur les dispositions nécessaires pour  
cessaire des en remplir les fonctions. Nous ignorons le temps où il a été composé, &  
Séminaires l'Evêque pour lequel il étoit destiné.

III. La réponse de M. Arnauld à la Consultation qui lui fut faite par M. de  
Réponse à Buzenval Evêque de Beauvais, au sujet de la pension que M. le Chevalier  
une Consul de Novion avoit sur son Evêché, a été imprimée pour la première fois dans  
tat. touch. le VIII. volume de ses Lettres ( pag. 238. ) Nous n'avons autre chose à y  
la transl. y ajouter que le *Mémoire à consulter*, nécessaire pour une plus parfaite intel-  
ou l'extinc. ligence de la Réponse. L'un & l'autre est du commencement de l'année  
d'une pen- sion sur l'E- 1668, & par conséquent avant les négociations pour la paix de Clément IX.  
vêché de Beauvais.

## A R T I C L E   I V .

*Ecrits. de M. Arnauld pour la Duchesse de Longueville, contre la Duchesse de Nemours, au sujet du différent sur la Souveraineté du Comté de Neuchatel.*

I.  
Idée gène-  
rale de ce  
différent.

ON fera étonné de trouver dans la Collection des Oeuvres de M. Arnauld, des Ecrits de la nature de ceux dont il s'agit. Mais la surprise cessera, lorsqu'on verra le goût & la manière dont les questions y sont traitées. C'est la Théologie qui y parle, selon l'expression de l'Avocat de la Duchesse de Nemours (a) : nous ajouterons que c'est la raison & l'équité naturelle éclairée par la Théologie. C'étoit en effet par ces principes qu'on devoit décider les questions principales, qui faisoient l'objet du procès, & qui étoient toutes très-intéressantes.

Voici le fait. *Henri d'Orléans, Duc de Longueville*, Comte Souverain de Neuchatel. avoit épousé deux femmes. Il avoit eu de la première une fille, *Marie d'Orléans*, mariée en 1657 au Duc de Nemours; & de la seconde deux fils, *Jean Louis Charles Duc de Longueville*, & *Charles Paris Comte de S. Paul*. Henri étant mort en 1663, son fils aîné devint héritier de Neuchatel; mais ayant depuis été ordonné Prêtre, il fit donation de cette Souveraineté ( en 1668 ) à son frere cadet, avec la clause de retour de plein droit en cas de prédécès sans enfants. Le cas étant arrivé en 1672, le Comté de Neuchatel revenoit de plein droit à Jean Louis Charles, qu'on appelloit l'*Abbé d'Orléans*. Mais celui-ci étant tombé dans un état de démence, Anne Genevieve de Bourbon Condé, Duchesse de Longueville sa mere, fut nommée sa curatrice, sur l'avis des parents, confirmé par Arrêt du Conseil. En cette qualité elle demanda & obtint des trois Etats de Neuchatel, la mise en possession & l'investiture de ce Comté. La Duchesse de Nemours avoit renoncé à cette Souveraineté en faveur de son pere & de ses deux freres par son contrat de mariage. Mais attendu l'état de l'Abbé d'Orléans, qu'elle prétendoit le rendre incapable de toute propriété, elle se donna, après

(a) Réponse à la Réplique de Madame de Nemours sur la troisième Question page 1.



après la mort du Comte de S. Paul , pour héritière du Comté de Neuchatel , & soutenoit subsidiairement la nullité de sa renonciation. Déboutée de ses demandes par les trois Etats de Neuchatel , au jugement desquels elle avoit elle-même soumis la décision de ce différent , elle eut recours , après coup , à leur prétendue incompétence , & soutint qu'étant sujets , ils ne pouvoient connoître de cette affaire. Cette prétention étoit contraire au droit commun de toutes les nations , & à la possession constante des trois Etats de Neuchatel , & la Duchesse de Nemours ne l'appuyoit que sur des maximes inouïes , & d'une très-pernicieuse conséquence. Et comme elle n'en appelloit , ni n'en pouvoit appeler à aucun autre Tribunal , elle entreprit de se faire justice à elle-même , & voulut s'emparer de la Souveraineté de Neuchatel à force ouverte. La Duchesse de Longueville étoit pleinement en droit de se maintenir dans la possession légitime de ce Comté , par les voies que les Loix de toutes les nations donnent aux Souverains. Mais touchée des suites funestes , & des malheurs inséparables d'une pareille guerre , son éminente piété lui fit préférer la voie de l'Arbitrage que les Loix lui permettoient , & dont la charité lui fit un devoir ; & elle soumit ses droits les plus certains & les plus indubitables au jugement arbitral de Louis XIV. La Duchesse de Nemours n'osa refuser un pareil Arbitre. Le Roi nomma cinq Conseillers l'Etat pour l'examen de cette affaire ; & c'est pour leur instruction que les Ecrits dont il s'agit furent composés.

Le premier fut principalement destiné à prouver la compétence des trois Etats de Neuchatel , dans le jugement qu'ils avoient prononcé , comme l'unique objet qui restoit proprement à décider. Mais il fallut auparavant exposer tout ce qui s'étoit passé dans cette affaire. L'Auteur ne revint à la question de la compétence qu'à la 50e page de son Mémoire. Il y réduit tout le différent à deux questions également simples , dit-il , & aisées à décider : l'une générale , savoir , si lorsqu'une Souveraineté héréditaire se trouve en dispute entre plusieurs prétendants ( qui n'entreprennent point de la décider par la voie des armes ) c'est aux Etats du pays à en juger : l'autre particulière , s'il y avoit quelque raison pour priver les Etats de Neuchatel de ce droit dans le cas dont il s'agissoit. M. Arnauld décide la première question , qui intéresse , dit-il , toutes les Souverainetés du monde , par la nature même de la Souveraineté , qui n'étant soumise qu'à soi-même & aux Loix qu'elle s'est faites , ne peut recevoir un Maître que de soi-même & de ces mêmes Loix. Et il résout la seconde , en faisant voir que bien loin qu'il y eût quelque traité , par lequel les Etats de Neuchatel eussent été privés de ce droit naturel de la Souveraineté , ou par lequel ils y eussent renoncé , il étoit si constant au contraire qu'on ne pouvoit le leur contester , que les gens de Madame de Nemours l'avoient eux-mêmes d'abord reconnu , & que ces Etats n'avoient plusieurs fois fait usage. L'Avocat de la Duchesse de Nemours ayant néanmoins soutenu le contraire , dans les Défenses qu'il opposa au Mémoire instructif , & dans sa Réplique , M. Arnauld consacra en entier la seconde partie de la Réponse à ces Défenses , & la Réponse à la Réplique sur la première question , à combattre les paradoxes & les faussetés que cet Avocat avoit avancé à ce sujet. Il y fit voir en particulier que c'étoit à Madame de Nemours à justifier par titres & par possession , la prétendue incompétence des trois Etats de Neuchatel , attendu que le droit commun de toutes les nations étoit , que les différends pour la Souveraineté fussent jugés dans le pays & par les Etats du pays : que ce droit n'étoit pas du nombre des Loix pure-

ment positives, qui peuvent varier; que c'étoit un droit des gens, qui se tiroit si directement des principes d'équité connus de tout le monde, & de l'intérêt commun, que toutes les nations s'étoient unies en ce point sans aucun concert &c. Cette question, si importante en elle-même & qui intéresse toutes les nations, n'est pas la seule de cette nature qui soit traitée dans le *Mémoire instructif*, & dans ceux qui le suivirent. Le principal, pour ne pas dire le seul titre de Madame de Nemours dans sa prétention à la Souveraineté de Neuchâtel, étoit la prétendue incapacité de l'Abbé d'Orléans de rien posséder en propre, attendu son état de démence. M. Arnauld fut obligé de le réfuter avec un soin particulier. Après avoir distingué l'administration de la propriété, & la démence de naissance & perpétuelle, de celle qui n'est que par accident & dont on peut espérer la guérison, il soutient que la maxime de la Duchesse de Nemours étoit aussi inouïe en elle-même que pernicieuse dans ses conséquences; qu'elle intéressoit également les particuliers & les Souverains; qu'il n'y auroit rien de plus capable de mettre le trouble dans les familles, & dans les Etats, que de prétendre que l'incapacité accidentelle de l'administration des biens & des Souverainetés, en faisoit perdre la propriété; qu'il n'y avoit aussi ni Loix ni coutumes qui l'autorisassent, & qu'au contraire les Loix, les exemples & la raison même, faisoient voir que les maladies de corps & d'esprit ne devoient faire perdre, ni aux particuliers ni aux Souverains, la propriété de leurs possessions actuelles, ni celles qui pouvoient leur échoir à titre d'hérédité. Cette question est solidement traitée dans le *Mémoire*, dans toute la VII partie de la *Réponse aux défenses de Madame de Nemours* & dans la *Réponse à la Replique sur la sixième question*.

Il parut dans le même temps un abrégé du *Mémoire instructif* de 12 pages in-4°. Mais comme il ne contient rien qui ne soit dans le grand *Mémoire*, (qui avoit 64 pages) & qu'il n'étoit fait que pour ceux qui n'avoient pas le temps de lire un si long Ecrit, nous ne le donnons pas dans cette collection.

Au reste, quoique le *Mémoire instructif* ne fût point signé, & qu'on pût le regarder comme un *Ecrit particulier*, il fût néanmoins remis au Rapporteur le 31 Décembre 1673; (a) & il n'a jamais été désavoué par Madame la Duchesse de Longueville, comme l'Avocat de sa partie (b) a voulu quelquefois le faire entendre.

III. Le second Ecrit publié dans le cours de cette affaire, étoit une *Réponse aux défenses* que Madame de Nemours avoit opposées au *Mémoire instructif*. Elle contient en entier les Défenses de cette Duchesse, avec la *Réponse en* forme de notes marginales, & est divisée en sept parties. Nous avons déjà vu qu'on y traite dans la seconde partie, la question importante de la compétence des trois Etats de Neuchâtel, pour connoître du différent de la Souveraineté, & pour en juger en dernier ressort. Il s'agit dans la troisième de la valeur des renonciations aux droits prétendus, acquis par la nature. M. Arnauld y examine si l'on peut regarder comme tels la succession aux biens paternels par portions égales, & ce qu'on doit penser des coutumes qui adjugent à l'aîné des familles, une portion supérieure à celles des cadets, ou des filles. Il applique ces observations dans la quatrième partie aux Souverainetés, & il demande si leur indivisibilité n'est pas plus utile aux peuples.

(a) *Repliques aux Réponses de Madame de Nemours.*

(b) *Réponse aux Défenses de Madame de Nemours. I. Part. en plusieurs endroits, & dans la Réponse à la Replique de Madame de Nemours.*

que le partage qui en feroit fait à plusieurs. Il s'agit dans la cinquième & la septième partie de diverses questions particulières ; par exemple : si les femmes étoient exclues de la Souveraineté de Neuchâtel , s'il y avoit des héritiers mâles : si la qualité d'héritière énoncée dans l'acte du Comte de S. Paul , étoit une vraie institution en faveur de la Duchesse de Nemours ; & enfin si la clause de retour de cette Souveraineté , stipulée par la donation de l'Abbé d'Orléans au Comte de S. Paul , devoit être privée de son effet , en conséquence de l'état légal de cet Abbé : toutes questions décidées autant par les principes de la justice & de l'équité naturelle , que par ceux de la Jurisprudence.

quoique l'Avocat de Madame de Nemours fût un homme à talents distin-

& qu'il tint, au jugement de M. Arnauld , un rang considérable ( dans l'ordre ) par son esprit & sa manière d'écrire nette & aisée , ( a ) il ne pouvoit pas d'être du nombre de ceux qui s'accoutument à trouver des raisons pour proposer les choses les plus fausses & les moins vraisemblables , du même genre dont on proposeroit les plus claires & les plus constantes ; à revenir sans cesse à la charge avec les mêmes raisonnements & les mêmes maximes , à quel point qu'on les eût détruites ; à répéter sans cesse les mêmes faits & les mêmes raisons , en faisant semblant de répondre à quelques endroits moins importants des écrits de son adversaire , sans répondre un seul mot à ce qu'ils contenoient de plus clair & de plus décisif ; & à triompher ensuite comme s'il avoit tout fait lui , & que ses adversaires n'eussent plus que le silence pour partage. ( b ).

Les écrits de ce caractère ne méritoient guère de réponse. Le défenseur de la Duchesse de Longueville se fit néanmoins un devoir d'en opposer à son adversaire ; moins , dit-il , pour l'instruction des Juges , que pour celle du public , aux yeux duquel il croyoit qu'il étoit important de ne laisser aucun voile qui pût obscurcir la réputation de justice & d'équité de la Duchesse de Longueville , & qui pût nuire aux bonnes œuvres auxquelles elle étoit spécialement consacrée. Ce fut là le principal motif des *Repliques aux Réponses* & des *Réponses à la Replique* , qui furent les derniers écrits produits en l'occasion de cette Princeesse.

M. Arnauld se trouva obligé d'y traiter de nouveau plusieurs des grandes questions qui entroient dans le procès , quelque solidement qu'elles fussent approfondies dans ses précédents écrits ; & fit voir en même temps , sur-tout dans les *Réponses à la Replique* , les généreux sentimens qui , dans cette affaire , comme dans toute autre , dirigeoient les démarches de la Duchesse de Longueville. Elle n'y avoit aucun intérêt temporel , de l'aveu de sa part ; elle prétendoit même se servir de ce motif pour lui faire perdre sa cause. Mais elle y avoit des intérêts bien plus considérables , & qui la touchoient autrement. C'étoit ceux de la justice , de son devoir , de sa conscience , qui ne lui permettoient pas de souffrir l'usurpation des biens légitimes d'un prince incapable de se défendre lui-même , & dont elle étoit la curatrice : c'étoit de la charité qu'elle devoit à Madame de Nemours , qu'elle servoit essentiellement en l'empêchant de consommer cette injustice : c'étoit ceux de l'intérêt des peuples , & de la tranquillité publique de l'Etat de Neuchâtel , & même de toute la Suisse : & c'étoit enfin plusieurs autres raisons d'honneur & de conscience qui faisoient plus d'impression sur son esprit , que

IV.

Repliq. aux

Réponf. de

Madame de

Nemours.

[ n. 14. ]

Réponf. à

sa Replique

[ n. 15. ]

a) Nous ignorons le nom de cet Avocat.

b) Réponse à la Replique de la Duchesse de Nemours pag. 3 & 4.

tous les intérêts humains. Il faut lire dans l'ouvrage même, la manière dont M. Arnauld expose tous ces motifs.

V. Si de pareils intérêts rendoient plus respectable & plus intéressante pour le public la cause de la Duchesse de Longueville, on ne peut douter qu'ils ne fissent une impression particulière sur l'esprit & le cœur de M. Arnauld, que tant de raisons d'ailleurs attachoient à cette Princesse, & qui prenoit toujours un si grand intérêt au bien public, & à la cause de la justice & de la piété. Quelque occupé qu'il fût pour lors à ses Ecrits de controverse

contre les Calvinistes, il ne crut pas indigne de sa plume, & encore moins de ses sentiments, de consacrer une partie de son temps à la défense d'une cause telle que celle de la Duchesse de Longueville. Il vint à cet effet passer quelque temps, avec M. Nicole, chez cette Princesse, chez laquelle ils avoient été reçus l'un & l'autre avec tant de bonté durant les temps difficiles qui avoient précédé la paix de Clément IX. C'est M. Goujet Auteur de la Vie de M. Nicole, qui nous apprend cette circonstance, en ajoutant que ce Théologien travailla avec M. Arnauld aux *Factums* contre Madame de Nemours. (a) Nous n'aurions aucune peine à donner à M. Nicole l'abrégé du *Mémoire instructif*, & on y trouve son goût & son style; mais nous ne saurions en dire autant des autres pieces, qui nous paroissent toutes porter sensiblement le caractère particulier de la plume de M. Arnauld, notamment cette force & quelquefois même cette dureté d'expressions pour qualifier les injustices, dont M. Nicole avoit un éloignement marqué. Le jugement de M. l'Abbé Goujet a été suivi néanmoins par quelques autres. Le Bibliothécaire de S. Charles à Paris a écrit sur l'exemplaire de ces Ecrits déposé dans cette Bibliothèque, qu'ils avoient été composés par MM. Arnauld & Nicole. L'Auteur de la véritable Vie de la Duchesse de Longueville &c. (b) se contente de dire que de fameux Théologiens y travaillèrent; ajoutant, qu'ils y mirent beaucoup d'esprit, mais qu'étant peu Jurisconsultes, & la Jurisprudence & la Théologie ayant une différente manière de raisonner, la bonne cause qu'ils soutenoient n'en auroit peut-être pas retiré de grands avantages, si le Roi ne fût intervenu pour faire cesser la dispute; & de cette sorte, dit-il, la possession de la Principauté de Neuchatel continua d'être à Madame de Longueville.

C'est tout ce que cet Auteur dit sur cette affaire, qu'il paroît avoir peu connue, puisqu'il dit que Madame de Nemours prétendit à la Principauté de Neuchatel, depuis la mort de son frere le Duc de Longueville. Ce n'étoit pas après la mort du Duc de Longueville, mais après celle du Comte de S. Paul. D'ailleurs ce n'est pas le Roi qui intervint dans cette affaire pour faire cesser la dispute; c'est Madame de Longueville qui supplia le Roi de vouloir bien être l'Arbitre de ce différent; & ce n'est qu'après qu'il eut nommé des Commissaires pour l'examiner, que les *Factums* pour Madame de Longueville furent composés. Du reste, nous laissons aux Jurisconsultes de profession à juger, si les Auteurs de ces Ecrits y montrent peu de connoissance de la Jurisprudence, & si leur Théologie rend leur manière de raisonner moins solide & moins convaincante. Tout homme de bons sens peut même juger s'il étoit possible

(a) Vie de Nicole &c. Chap. 13.

(b) Livre sixieme pag 137 de l'édition de 1739. L'Abbé de Villefore, Auteur de cette Vie, l'a écrite avec un esprit de politique & d'ambition qui la rend peu exacte. Voyez le Recueil des pieces sur Port-Royal imprimé en Octobre 1740.

d'exposer avec plus de clarté & de solidité, la bonté de la cause dont il s'agit. L'Avocat de Madame de Nemours ne paroît pas en avoir porté le même jugement que l'Auteur de la Vie de Madame de Longueville : il observa au contraire que les Auteurs de ces Ecrits n'ignoroient pas les termes de Droit, quoiqu'ils ne fussent pas de leur profession ; & s'il ajoute que la *Théologie* parloit dans leurs Ecrits, & en particulier dans les *Réponses aux Défenses de la Duchesse de Nemours*, (a) c'est par un trait de raillerie, ou de mauvaise humeur, qui annonçoit, de même que tout son procédé, l'embarras où il se trouvoit pour leur répondre, sur-tout sur les questions qui se décidèrent plus par les principes de l'équité & de la droite raison, que par ceux des loix positives de la Jurisprudence.

Du reste ce n'étoient pas ici les premiers ouvrages de ce genre que M. Arnauld eût composé. Nous l'avons vu en 1662 publier un *Factum pour les Imprimeurs de l'Ecrit des Nullités du troisieme Mandement des Grands Vicaires de Paris* ; & un autre pour les Curés de cette capitale, contre la These des Jésuites de la même année. L'Apologie & plusieurs Mémoires publiés les années suivantes en faveur des Religieuses de Port-Royal, sur leurs intérêts tant spirituels que temporels, sont incontestablement de M. Arnauld. Nous avons vu dans le dernier paragraphe de la Préface historique sur les Ecrits de la V. Partie de la IV Classe, qu'il composa vers le même temps des Mémoires & des *Factums* pour MM. *Thiboust* & le *Fournier*, dans le procès qui leur fut suscité au Grand Conseil, par des dévolutaires.

On vient de voir le grand nombre d'Ecrits du même genre qu'il composa en 1666, pour M. l'Evêque d'Allet, dans son procès contre quelques Ecclesiastiques & quelques Gentilshommes de son Diocèse, dans lesquels, outre les questions canoniques qui en font le principal objet, on trouve néanmoins divers points de Jurisprudence, qui sont plus naturellement de la compétence d'un Jurisconsulte que d'un Théologien. Il est dit dans la Relation d'un voyage de M. Arnauld à Angers, en 1672, qu'il y composa un *Factum pour la Duchesse de Liancourt*, que nous n'avons pu trouver. M. Fouillou dans son Catalogue, parlant d'un *Factum* pour M. *Gantius*, Professeur de Philosophie à Louvain, dit que M. Arnauld y a eu beaucoup de part. (b) La discussion que fait ce Docteur dans les huit ou neuf derniers Chapitres de la premiere Partie de l'*Apologie des Catholiques*, du procès fait en Angleterre à Mylord Staffort, &c. au sujet de la prétendue conspiration contre la vie du Roi, étoit beaucoup plus du ressort d'un Jurisconsulte que d'un Théologien. On a vu dans les Ecrits de la troisieme partie de la cinquieme Classe, les quatre *Factums* qu'il composa en 1688, pour les petits neveux de Jansénius ; dans lesquels il eut souvent besoin de recourir aux principes de la Jurisprudence ; & l'on trouve dans les huit volumes de la Morale pratique, des questions de fait & de droit que M. Arnauld n'auroit pu traiter comme il a fait, si sa plume n'avoit été exercée à ces sortes d'Ecrits, & s'il n'avoit eu que des notions superficielles sur la Jurisprudence civile & criminelle.

Quoi qu'il en soit des connoissances & des talents de M. Arnauld sur ces VI. sortes d'objets, c'est du moins un préjugé favorable pour lui, qu'il ait gagné Jugem. du procès en

(a) Réponse à la Replique pag. 1. Item Réponse à la Replique sur la troisieme Question pag. 1.

(b) Voyez l'*Anatomic de la Sentence contre le P. Quesnel* pag. 37, où le même fait est infinué.

faveur de toutes les causes de ce genre pour lesquelles il a écrit, lorsqu'on a laissé le cours libre à la justice, & qu'elles ont été jugées dans des Tribunaux légitimes. Nous avons vu que sur ses Mémoires, M. l'Evêque d'Alêt gagna son procès sur tous les points, dans des circonstances très-peu favorables pour ce Prélat. Le différent de Madame de Longueville avec Madame de Nemours, fut pareillement décidé en faveur de la première, par le Jugement arbitral prononcé en plein Conseil d'Etat, le Roi présent, sur le rapport des Commissaires, au mois d'Avril 1674. Ce Jugement parut aussi-tôt imprimé sous le titre de *Lettres Patentes*. Comme cette pièce est très-courte, nous la joignons par Appendice à la fin du dernier Ecrit composé par M. Arnauld sur ce procès.

Il y est dit expressément, qu'il n'a été porté qu'après l'examen de toutes les pièces, titres & mémoires produits respectivement par les parties, pour induire & contredire tous les moyens & toutes les raisons alléguées de part & d'autre.

Ce différent terminé, Madame de Longueville publia le 19 du même mois d'Avril, une amnistie générale en faveur de tous ceux qui avoient manqué à leur devoir en ces derniers mouvements, depuis le 12 Juin 1672, à la charge qu'à l'avenir ils se contiendroient dans les bornes du respect dû à leur Souverain, & s'acquitteroient du devoir de bons & fidèles sujets & serviteurs.

En conséquence du Jugement arbitral, la Souveraineté de Neuchatel fut possédée en propriété, sans aucune contestation, par M. l'Abbé d'Orléans, jusqu'à sa mort arrivée en 1694. Elle entra pour lors dans les mains de la Duchesse de Nemours; & après sa mort en 1707, elle échut au Marquis de Brandebourg, aujourd'hui Roi de Prusse, qui en est en possession.

Nous observerons avant de finir, que quoique les titres que la Duchesse de Nemours faisoit valoir pour s'approprier la Souveraineté de Neuchatel, fussent également applicables aux autres biens dont l'Abbé d'Orléans héritoit du Comte de S. Paul son frere, s'il étoit vrai, comme le prétendoit l'Avocat de cette Duchesse, qu'elle fût l'unique héritière du Comte, & que l'Abbé fût mort civilement, & incapable de rien acquérir en propriété, nous ne voyons pas qu'elle ait néanmoins élevé aucune prétention à ce sujet. Comme ces biens étoient en France, où les Tribunaux avoient reconnu la curatelle de la Duchesse de Longueville sa mere, sur tous les biens de l'Abbé d'Orléans, la Duchesse de Nemours n'avoit aucune espérance d'être écoutée. Elle se flatta d'un meilleur succès pour le Comté de Neuchatel, situé en pays étranger. Mais elle fut trompée dans ses espérances.

Nous finirons cet Article par un trait du désintéressement & de l'esprit de religion, avec lequel Madame de Longueville administroit la Souveraineté de Neuchatel. Il y avoit un fond de 12000 livres de rente par an, provenant des biens Ecclésiastiques, qui avoit été annexé à cette Principauté, lorsque la Religion catholique y avoit été abolie. Madame de Longueville l'employoit en entier en bonnes œuvres, qu'elle écrivoit sur son livre, avec le feing des personnes à qui elle l'appliquoit. C'est M. Arnauld qui nous apprend ce fait, dans un fragment de sa Remontrance au Roi, (n. VII.) qu'on trouvera au n. III. de la IX partie des Ecrits de la IV. Classe. On peut voir aussi dans le second volume de ses Lettres pag. 240, l'idée abrégée qu'il y donne de la vie de cette grande Princesse.

## ARTICLE V.

ou *Factum* de M. Arnauld au sujet de Mademoiselle Perette des Lyons,  
 & de M. des Lyons son oncle.

férent entre M. Arnauld & M. des Lyons, Doyen & Théologal de I.  
 sujet de Mademoiselle Perette des Lyons sa niece, qui a donné lieu aux Ancienne  
 Factum dont il s'agit ici, a fait tant d'éclat, & a donné lieu à amitié de  
 réclamations contre M. Arnauld, que nous ne pouvons nous em- M Arnauld  
 en rendre compte avec une juste étendue, pour mettre tout Lecteur & de M.  
 à portée d'en juger. des Lyons.

Lyons étoit depuis très-long temps lié d'amitié avec M. Arnauld.  
 adhérer à la Censure de 1656, travailla depuis à un accommodement à  
 reprises, & a toujours témoigné la plus grande estime pour ce  
 On le voit dans un grand nombre de lettres réciproques imprimées  
 emier volume de cette Collection (a); & l'on verra bientôt que le dif-  
 me dont il s'agit, n'empêcha pas M. des Lyons de déclarer long-  
 uis, que son ancienne amitié pour M. Arnauld n'étoit nullement  
 & qu'il l'avoit toujours regardé comme un des plus savants & des  
 eux Docteurs de son siecle.

rent dont il s'agit commença dès 1674. Mademoiselle des Lyons fille de II.  
 yons de Theuville, Avocat du Roi de Pontoise, & frere du Doyen Origine du  
 , après avoir été dix ans sous la conduite de son oncle, passa différent  
 us celle de M. Hermant, Chanoine de Beauvais, patrie de sa mere, entre ces  
 avoit conséquemment de grands rapports. Mademoiselle des Lyons deux amis.  
 depuis un voyage & un séjour considérable à Paris, M. Hermant  
 Arnauld d'en prendre soin, & ce fut à sa recommandation, & sur  
 gnage, que M. Arnauld se chargea de sa conduite. (b) Mademoiselle  
 s ayant témoigné peu de temps après avoir envie d'être Religieuse à  
 al, & voulant auparavant régler ses affaires avec son pere, touchant  
 uvoit lui revenir de la succession de sa mere, pour en faire quel-  
 à ce monastere, M. des Lyons n'entrant pas dans ces vues, en écri-  
 Arnauld, & en reçut les deux Lettres que nous donnons ici, (c)

vez en particulier les Lettres 14. 16. 156. 157. 158. 239 &c.  
 moire dressé par M. Nicole en 1691. Supplément au Nécrologe de Port-Royal

nier Lettre de M. Arnauld à M. des Lyons, Doyen de Senlis.

du 22. Septembre 1675.

is autre chose de Mademoiselle votre niece, sinon qu'elle témoigne avoir  
 e Religieuse de Port-Royal, & qu'elle voudroit bien avant d'y entrer  
 ses affaires. Car elle fait bien que ce ne seront pas les Religieuses de Port-  
 es poursuivront, si elle y est une fois entrée; & elle seroit bien aise, Dieu  
 donné du bien, d'en faire part à la Maison où il l'appellera pour y passer le  
 vie. Pour de traité, elle ne peut pas en avoir fait avec les filles de Port-  
 qu'elles n'en font jamais avec personne; prenant ce qu'on leur donne pour

d'après M. des Lyons, qui les a rapportées dans sa réponse à la lettre de M. Arnauld du 1 Octobre 1677. pag. 3.

Le projet d'entrer à Port-Royal ayant été rompu, selon M. des Lyons lui-même, de la part de la famille, *pour certaines considérations* (a) qu'il ne paroît pas désapprouver, & Mademoiselle des Lyons cherchant un autre Monastere où elle pût s'engager, continua à demander à son pere raison de son bien. M. Arnauld fait mention dans sa grande Lettre du 1 Octobre 1677, d'une *Sentence arbitrale* signée par le pere en 1675, par laquelle il s'engageoit à payer à sa fille six cents livres de rente, sur ce qui lui étoit dû; mais elle n'eut point d'exécution. Mademoiselle des Lyons proposa pour lors de prendre M. l'Evêque de Beauvais pour nouvel Arbitre, & lui donna à cet effet un *blanc signé*, par lequel elle lui remettoit tous ses intérêts. Le pere refusa de s'en rapporter au jugement de ce Prélat, sous différents prétextes que M. Arnauld discute dans sa grande Lettre; mais dans le vrai, parce qu'il craignoit que plusieurs Ecclésiastiques de mérite, qui étoient auprès de M. de Beauvais, & qui étoient favorables à Mademoiselle des Lyons, tels que M. *Tristan* Archidiacre, MM. *l'Evêque & Hermant* Chanoines &c, n'inspirassent à ce Prélat les mêmes sentimens.

Mademoiselle des Lyons étant dans ces circonstances retournée à Senlis, & étant embarrassée pour avoir de quoi subsister, proposa à M. *Gontin* Supérieur du Séminaire de cette ville, de lui céder 12000 francs sur la succession de sa mere, à condition que le Séminaire s'engageroit à lui faire 600 livres de pension viagere; & à lui donner encore une somme pour payer ses dettes.

Mais

les personnes qu'elles ont reques; & rien, si on ne leur donne rien: ce qui arrive souvent. Voila tout ce que je fais de cette affaire. Je crois bien que Mademoiselle votre niece se peut croire plus riche qu'elle n'est en effet: mais il est assez étrange qu'à l'âge où elle est, on ne l'ait pas encore détrompée, en lui rendant compte de son bien. Il faudroit bien qu'on l'eût fait, si elle avoit voulu se marier. Doit-elle moins avoir ce qui lui appartient, pour se vouloir donner à Dieu?

Je suis, Monsieur, tout à vous.

A. ARNAULD.

*Deuxieme Lettre du même au même. Du 26; Septembre 1675.*

J'ai reçu, Monsieur, votre Lettre touchant les prétentions de Mademoiselle votre niece. Je vous dirai franchement que je suis tenté de croire qu'elle se trompe, en se croyant plus riche qu'elle n'est; & qu'on est bien aise aussi qu'elle ne sache point ce qu'elle a, afin que se donnant à Dieu, il en demeure davantage à ses freres & sœurs, qui demeurent dans le monde. Mais je ne fais que faire à cela: car comme on reçoit ici les filles qui n'ont rien, quand on les croit bien appelées, il me paroît injuste que celles qui ont du bien, ne contribuent pas à donner moyen de faire charité aux pauvres. Néanmoins si Mademoiselle votre niece me consulte, je la porterai volontiers à se contenter d'une pension viagere. Mais il me semble aussi que vous devriez de votre côté ne pas souffrir qu'on donnât le moins qu'on peut à Jesus Christ. Il y a aussi un milieu entre un compte rendu par justice & un compte rendu à l'amiable, qui pourroit détromper cette fille, en lui faisant voir que son bien ne monte pas à beaucoup près si haut qu'elle pense.

Je suis tout à vous.

A. ARNAULD.

(a) Justification de M. Arnauld. Avertissement pag. 19.



Mais avant de signer le contrat, Mademoiselle des Lyons en ayant parlé à M. Arnauld, il ne put l'approuver, qu'à condition qu'on y mettroit que le pere en feroit averti, & qu'on lui donneroit quinze jours pour voir s'il voudroit prendre les 12000 livres aux mêmes conditions. M. des Lyons pere en ayant eu communication, ne voulut point profiter de la clause qui y avoit été mise en sa faveur. Et toutefois, de concert avec son frere le Doyen de Senlis, il se plaignit hautement de cette donation, & en fit un si grand bruit, que pour les satisfaire, M. Arnauld en ménagea la rupture, & y réussit.

Cette condescendance ne put néanmoins déterminer le pere à rendre compte à sa fille, du bien qui lui revenoit de la succession de sa mere; & le procès à ce sujet continuant toujours, M. des Lyons l'oncle qui dirigeoit toute l'affaire, par l'entiere confiance que son frere avoit en lui, écrivit plusieurs lettres à M. Arnauld, le priant d'engager sa Niece à renoncer au compte qu'elle exigeoit, & à se soumettre absolument à la discrétion de son pere. La principale de ces lettres, datée du 9 Août 1677, est remplie d'invectives contre sa niece, & de choses capables de donner des soupçons fort défavantageux à sa personne. Il lui faisoit un crime en particulier de la demande qu'elle faisoit à son pere du bien de sa mere; prétendant que toutes les loix civiles & la Jurisprudence du Royaume qui l'y autorisoient, devoient être regardées en cela comme contraires au droit naturel; attendu qu'une fille, en quelque état ou en quelque âge qu'on pût la considérer, devoit une entiere soumission à son pere, & que la reconnoissance dont elle lui étoit redevable pour son éducation, ne lui permettoit pas de rien exiger de lui, que ce qu'il vouloit bien lui donner.

C'est pour répondre à cette dernière lettre, que M. Arnauld écrivit celle du 1 Octobre, qu'il ne finit que le 10 Novembre, à cause de plusieurs affaires qui l'obligèrent de l'interrompre. III.  
Grande let-  
tre de M.  
Arnauld à  
M. des Ly-  
ons à ce su-  
jet.

Il la montra d'abord à M. Nicole, qui la trouva bien. Mais comme il connoissoit les dispositions de M. des Lyons, & qu'il ne le croyoit pas en état d'en faire un bon usage, il ne conseilla pas à M. Arnauld de l'envoyer. On convint néanmoins de la montrer à Madame la Duchesse de Longueville & à quelques autres amis, & d'en passer par leur avis. (a) M. Nicole mit par écrit les raisons pour lesquelles il ne croyoit pas que la Lettre dût être envoyée. Elles furent examinées en présence de la Duchesse par MM. de la Chaise & Poncet, hommes-sages & de bon sens, & confrontées avec la Lettre de M. Arnauld, qui fut lue en deux séances, pour ne rien faire précipitamment. Il fut conclu qu'on pouvoit envoyer la Lettre, en y changeant seulement quelques mots. (b).

Les motifs de cette décision furent mis par écrit en forme de Lettre vraisemblablement adressée à M. Nicole, signée par MM. de la Chaise & Poncet, de même que par la Duchesse de Longueville, qui ajouta ces mots à sa signature: *J'approuve tout ceci.* Nous avons sous les yeux l'original de cette Lettre, qui a été imprimée en 1735, dans le Supplément au Nécrologe de Port-Royal pag. 283 & suivantes. IV.  
M Arnauld  
ne l'envoie  
qu'après  
l'avoir faite  
examiner  
par plu-  
sieurs amis.

Il y est dit qu'au premier abord, & ne sachant que fort grossièrement de

(a) Mémoire dressé par M. Nicole en 1691. Supplément au Nécrologe de Port-Royal pag. 196.

(b) Ibidem.

quoi il étoit question , on se sentit porté pour la suppression ; attendu que s'agissant de disputes entre des gens de bien , qui ont toujours quelque chose de peu édifiant , le meilleur parti étoit de les terminer le plutôt qu'on pouvoit. On changea néanmoins d'avis à mesure qu'on lut la lettre de M. Arnauld. *La justice , la vérité & la raison y brilloient si vivement par-tout , qu'il n'y avoit pas moyen de s'en défendre , & toutes les voix allèrent à la donner.*

“ Les raisons en furent , que la justice & la charité le demandoient également ; que ni l'une ni l'autre ne permettoient qu'on abandonnât une pauvre orpheline , dont la cause parloit d'elle-même ; sur qui les parents vouloient exercer une nouvelle manière de tyrannie , en prétendant qu'elle manquoit contre ces loix & contre sa conscience , parce qu'elle demandoit de quoi vivre à ceux qui lui en devoient ( donner ) , quand elle n'auroit pas son bien : une fille qu'on charge de toutes sortes d'injures ; à qui l'on ne veut pas laisser la liberté d'habiter dans le lieu de sa naissance ; à qui on voudroit fermer la bouche aux plaintes , après la lui avoir fermée au pain ; & qui étant tombée par l'ordre de Dieu , ce semble , entre les mains d'une personne , qui par son autorité & par sa liaison avec de si cruels persécuteurs , paroïsoit plus propre qu'aucun autre à lui faire avoir justice , ne pouvoit en être abandonnée.

“ D'un autre côté , disoit-on , la même justice & la même charité n'obligent-elles pas M. Arnauld , de ne rien oublier pour remettre son ami , un homme de bien & de mérite , dans le bon chemin dont il s'écarte en tant de manières ? N'y a-t-il pas la même apparence que c'est l'ordre de la Providence qui l'y engage ; & faudra-t-il qu'il souffre tranquillement , parce qu'un homme est de ses amis , que ce même homme appuie un pere barbare , & qu'il agisse en barbare lui-même ; qu'il viole toutes sortes de loix ; qu'il se rende coupable de mille jugements téméraires , & d'autant de calomnies ; qu'il laisse tous les Tribunaux du monde , & qu'il prétende appuyer le bouleversement de toutes sortes de Jurisprudence , & de la nature même , sur la parole de Dieu qu'il n'entend pas , & sur celle des Peres qu'il tourne à l'envers ? Qu'appelle-t-on correction fraternelle , si ce n'est là qu'elle s'emploie ? Et quels sont les esprits où l'on est obligé d'apporter de la lumière , & les cœurs où l'on doit faire revivre la charité , si ce ne sont ceux-là ? Il se présenta véritablement quelque petite difficulté sur les expressions dures & quelque air peu civil , qui paroît par-ci par-là dans la lettre. Mais premièrement n'en mérite-t-on point , quand on se les attire ? Le plus souvent les gens n'en valent que mieux pour être matins ; & peut-on assez faire voir à la moitié de ceux qui crient , la nature de leurs excès , qu'en les appelant par leur nom ? On convint néanmoins , par égard pour l'avis de M. Nicole , qu'avant d'envoyer la lettre , M. Arnauld se donneroit la peine , non seulement d'en ôter tout ce qu'il pouvoit y avoir de dur & de peu civil , comme de dire que M. le Doyen avoit des maximes particulières en matière de justice ; ce qu'il disoit à l'égard des Casuistes relâchés ; & ce qu'il oroyoit que sa niece étoit inspirée par Satan , & tout le reste ; que M. Arnauld diroit plus souvent , *Mlle votre niece* &c. ; qu'il y mettroit des termes de tendresse ; qu'il lui témoigneroit qu'il avoit regret , par l'amitié qu'il lui portoit , de le voir engagé dans une chose injuste ; qu'il étoit fâché d'avoir à combattre ses sentiments ; mais qu'il croiroit manquer à cette même amitié & à la liaison qui avoit toujours été entre eux , s'il ne faisoit toutes choses pour le désabuser ;

qu'il le conjuroit de ne le point trouver mauvais ; & que pour lui , M. Arnauld , il le supplioit de croire que quoi qu'il dit , & quoi qu'il en arrivât , il auroit toujours pour M. le Doyen , les sentiments d'un véritable ami & d'un véritable Chrétien ". Tout cela fut en quelque sorte dicté par Madame la Duchesse de Longueville , & MM. de la Chaife & Poncet ne firent que signer avec cette Princesse.

Cette discussion fit différer l'envoi de la lettre jusques vers les fêtes de Noël. Il y a tout lieu de croire qu'on y fit auparavant tous les changements dont on étoit convenu chez Madame de Longueville ; puisque M. des Lyons convient , que *l'original qu'il avoit reçu écrit de la main de M. Arnauld , étoit rayé , effacé , & corrigé en plusieurs endroits.* (a) Mais il paroît d'un autre côté , que Mademoiselle des Lyons en eut une copie , où ces changements n'avoient point été faits ; ou que la copiant sur l'original , elle rectifia ce qui avoit été rayé , & le rétablit dans le texte. C'est cette copie qu'elle léposa entre les mains de son Confesseur , les derniers jours de sa vie ; (b) & que M. Gontin donna au public deux ou trois ans après ; & c'est aussi ce qui donna lieu à M. des Lyons , de traiter l'Editeur de *faussaire , par les altérations & les changements qu'il y avoit faits.* M. des Lyons ne jugea pas propos de spécifier ces changements & ces altérations , *comme inutiles , dit-il , au procès ;* ce qui prouve qu'ils ne tomboient sur aucun point essentiel. Il y a même tout lieu de croire , que la plupart des différences que M. des Lyons trouvoit entre l'original & l'exemplaire que M. Gontin avoit fait imprimer , n'étoient que des fautes d'ignorance ou d'inadvertence , que Mademoiselle des Lyons avoit fait elle-même dans la copie remise à M. Gontin , qui étoit toute de sa main ; ou d'autres qui s'étoient glissées dans l'impression. Nous n'en excepterons que deux endroits , les seuls proprement qui sont relevés par M. des Lyons , & qui sont vraisemblablement du nombre de ceux que M. Arnauld avoit corrigés. Nous en avons fait la remarque aux endroits de la Lettre qui y sont relatifs. Comme nous n'avons pu nous procurer l'original , nous la donnons sur l'édition qu'en fit faire M. Gontin. Mais notre exemplaire s'est trouvé corrigé à la main par quelqu'un d'intelligent , & nous y avons ajouté la correction de toutes les autres fautes d'impression ou d'orthographe qui lui avoient échappé.

Cette Lettre ne paroît pas avoir changé les dispositions de M. des Lyons l'égard de sa niece. Le procès durant toujours , Mademoiselle des Lyons n'ayant rien de quoi subsister , & son pere continuant à se plaindre de sa conduite à son égard , on convint de tenir une assemblée chez M. Arnauld , pour tâcher de parvenir à un accommodement. M. le Nain Maître des Requêtes , Magistrat des plus éclairés & des plus integres de son temps , & M. Issali célèbre avocat , furent choisis pour arbitres. M. le Doyen de Senlis y assista.

Les deux Médiateurs , plus attentifs à rétablir la paix dans cette famille divisée , qu'à juger le différent sur les regles écrites de la justice , proposèrent d'engager Mademoiselle des Lyons d'abandonner le bien de sa mere , qui se montoit à 24000 livres , pour 600 livres de pension viagere que son pere promettrait de lui donner , & dont son oncle seroit caution. M. Arnauld ne pouvoit pas qu'on lui fit assez de justice ; mais étant peu propre , selon la

V.  
Prétendues  
altérations  
de cette  
lettre dans  
l'impression.

VI.  
M. Arnauld  
travaille à  
accomoder  
ce différent

(a) Réponse de M. des Lyons aux Lettres de M. Arnauld pag. 2.  
(b) Ibidem pag. 82.

remarque de M. Nicole, à tenir ferme pour des intérêts temporels, il consentit à la proposition de ces Messieurs, en donna avis à Mademoiselle des Lyons, & la détermina à s'en contenter. Mais cette Demoiselle ayant fait depuis ses réflexions; & voyant d'un côté, qu'on n'avoit pas assez ménagé ses intérêts, & de l'autre que son oncle ne vouloit pas répondre du paiement de la pension, prit le parti de quitter Paris, & d'écrire à M. Arnauld les raisons qui l'empêchoient de se soumettre à ce qui avoit été résolu. (a).

VII.  
Madlle. des Lyons même des extraits, avoit toujours exhorté Mademoiselle des Lyons à *contrirefuser de buer le plus qu'elle pourroit, à mettre la paix dans sa famille, à se contenter pour se rendre cet effet de mettre ses affaires dans un état passable, à ne jamais parler de son aux avis de pere que fort respectueusement, à se réconcilier avec lui &c.*, voyant qu'elle M. Arn. il étoit peu docile à ses avis, & qu'elle s'obstinoit à refuser de consentir à ce sa condui e qui avoit été déterminé par les arbitres, prit le parti de lui écrire une dernière Lettre, où il lui déclara que si elle persistoit dans ses dispositions, il renonceroit absolument à sa conduite. Cette Lettre est du premier Janvier 1679. M. des Lyons l'a rapportée en entier dans sa réponse à la grande Lettre de M. Arnauld, pag. 90. Elle se trouve aussi dans l'un des Factums de M. Gontin.

Pour la mieux comprendre, il faut savoir que Mademoiselle des Lyons n'ayant pu faire profession à Port-Royal, *parce que ses parents y mirent obstacle, ni ailleurs par infirmité de corps*, & demeurant néanmoins toujours engagée par le vœu qu'elle avoit fait d'entrer en Religion, M. Arnauld profita de cette dernière circonstance, pour lui représenter tout ce que cet engagement exigeoit d'elle dans la position où elle se trouvoit. Sa lettre est si propre à faire connoître ses vraies dispositions dans cette affaire, & à le décharger de toutes les fautes que Mademoiselle des Lyons peut avoir faites depuis cette époque, que nous croyons devoir la donner ici dans son entier. Elle étoit conçue en ces termes.

„ Comment ne tremblez-vous pas, en pensant au jugement terrible de  
 „ Dieu contre Ananie & Saphire ? Il leur étoit libre, comme leur dit S.  
 „ Pierre, de retenir leur bien, & de ne le point donner à Dieu. Mais parce  
 „ qu'ils avoient promis d'en mettre le prix aux pieds des Apôtres, Dieu  
 „ les tua sur le champ, pour n'avoir accompli qu'une partie de ce qu'ils  
 „ avoient promis. N'êtes-vous pas dans le même état ? Qu'avez-vous fait,  
 „ quand vous avez fait vœu d'être Religieuse ? Ne lui avez-vous pas promis  
 „ par-là de quitter tout votre bien, pour l'amour de Dieu, par le vœu  
 „ de l'obéissance ; & de lui consacrer votre corps, par le vœu de chasteté ?  
 „ Qui vous a donné la liberté de n'observer que ce dernier vœu, en vous  
 „ dispensant des deux autres ? Vous êtes aussi attachée à votre sens, que  
 „ si vous n'aviez point promis d'obéir ; & vous tenez à votre bien avec autant  
 „ de passion, que si vous ne vous en étiez pas volontairement dépouillée,  
 „ en promettant à Dieu d'y renoncer à la face de l'Eglise. Quand il n'y auroit  
 „ que cet article, & l'indifférence où vous paroissez être pour votre vœu, je  
 „ vous déclare, ma très-chère Sœur, que tant que vous serez dans cette disposition,  
 „ & que vous ne ferez pas tout votre possible pour satisfaire à

(a) Tous ces faits sont tirés du Mémoire de M. Nicole de 1691. rapporté dans le Supplément au Nécrologe de Port-Royal pag. 196. & de l'Avertissement qui est à la tête de la Justification de M. Arnauld, pag. 16 & 17.

» ce que vous avez promis à Dieu , je ne puis me charger de votre con-  
 » science, ni vous dissimuler que je ne vous crois pas en état de communier.  
 » Vous savez que c'est ce que vous a dit un Religieux dans le dernier Ju-  
 » bilé , & que je vous ai déclaré qu'il avoit raison. Mais parce que j'ai cru  
 » que vous pouviez prendre quelque temps pour accommoder vos affaires,  
 » je vois bien que le Diable se sert de cela pour vous endormir , & vous  
 » empêcher d'accomplir votre vœu. J'en prendrois sur moi le péché , si  
 » je ne vous en avertissois , & si je ne vous faisois entendre que l'arrêt d'ob-  
 » prit où vous êtes, est contraire à votre vœu d'obéissance, qui est comme  
 » fait devant Dieu , dès que vous avez promis de le faire ; que la répugnance  
 » que vous avez à vous défaire d'un peu de bien , pour être plutôt en état de  
 » rendre à Dieu ce que vous lui avez promis , est contraire à votre engagement  
 » à faire vœu de pauvreté ; & que l'éloignement que vous avez de soulager  
 » les besoins de vos parents , & de vous remettre bien avec eux , en leur  
 » quittant quelque chose de votre bien , plutôt qu'à des étrangers , est con-  
 » traire à l'esprit de charité qui doit animer tous les Chrétiens , & sans  
 » lequel il n'y a point de salut. Si vous ne venez , ou ne m'écrivez autre-  
 » ment que vous n'avez fait , je ferai obligé de déclarer que je ne me mêle plus  
 » de vos affaires , & qu'on ne me doit rien imputer de votre conduite ,  
 » parce qu'il ne vous a pas plu de vous rendre à mes avis. Je prie Dieu ,  
 » ma très-chère Sœur, qu'il vous donne les lumières qui vous sont nécessaires ».

Il paroît que cette dernière Lettre fit quelque impression sur Mademoiselle des Lyons. Elle alla du moins peu de temps après, se présenter aux Chartreuses de Salles pour y remplir son vœu. *Toute la Communauté ayant remarqué en elle une piété, une modestie, un zèle & une affection au service de Dieu singuliers, promit de la recevoir, après qu'elle auroit réglé ses affaires. Le Supérieur lui en fit même la promesse par écrit ; & le tout est prouvé par un certificat authentique daté du 24 Octobre de la même année. (a).*

VIII.  
 Mort de  
 Madelle.  
 des Lyons.  
 Procès cri-  
 minel qui  
 en est la  
 suite.

Mademoiselle des Lyons étoit morte à Loyn huit jours auparavant, le 15 du même mois. M. Gontin qui l'avoit assistée à sa mort, revint à Senlis muni de son testament où il étoit nommé légataire universel : il étoit d'ailleurs nanti des diverses obligations, par lesquelles Mademoiselle des Lyons reconnoissoit avoir reçu de lui en différents temps, des sommes considérables. La famille s'inscrivit en faux contre ces actes, & en ayant porté des plaintes au Prevot de Senlis, M. Gontin fut décrété de prise de corps le 31 Décembre de la même année : ce Décret fut converti au mois de Février suivant, en ajournement personnel. M. Gontin obtint le 22 Octobre de la même année au Parlement de Paris, un Arrêt de défense. Le procès fut appointé à la Tournelle, toutes choses demeurant en état. Le Lieutenant-Général de Senlis, parent de M. des Lyons, prononça le 30 Décembre suivant, un nouveau Décret de prise de corps contre M. Gontin & contre Tarteron Notaire, qui avoit dans son étude les obligations suspectées de faux. Les deux décrétés en appelèrent au Parlement de Paris, & accusèrent dans leurs écritures le Lieutenant-Général de Senlis, d'avoir fait enlever violemment & sans Décret, les minutes de ces actes, sans les avoir fait parapher, sans laisser aucun procès verbal, pour tenir lieu de décharge, & sans avoir observé aucune des formalités nécessai-

(a) Ce certificat se trouve dans la Réponse de M. des Lyons pag 91. & dans le Factum de M. Gontin ; il est du 24 Octobre 1679 & signé par le Supérieur, la Prieure, la Sous-Prieure, & la Cellierie de la Chartreuse de Salles.

res en pareil cas pour la sûreté d'un dépôt public. Ce nouveau Décret de prise de corps fut cassé au Parlement de Paris le 23 Janvier 1681, & l'affaire renvoyée devant le Lieutenant criminel de Crespi, pour vérifier les charges & informations, & juger définitivement le procès.

Ce nouveau Tribunal cassa & annulla les procédures du Lieutenant-Général de Senlis; déchargea M. Gontin des accusations formées contre lui; le rétablit dans son premier état, & débouta de leurs demandes les héritiers naturels de Mademoiselle des Lyons. Les parties appelèrent de ce jugement, il y eut diverses sentences interlocutoires & définitives, prononcées dans le cours de cette même année 1681, & de la suivante 1682. Mais nous ignorons quel fut en dernier ressort le jugement de cette affaire.

## IX.

Publicat. de la grande lettre de M. Arn. & de quelques autres.

Il n'en est rien dit dans les pieces publiées de part & d'autre dans le cours de ce procès, qui nous sont tombées entre les mains. Mais nous trouvons dans un *Mémoire sommaire de l'affaire qui se poursuivoit à la Tournelle, publié par M. Gontin vers la fin de 1681*, une réponse de M. Arnauld à la Lettre qu'il lui avoit écrite le 4 Janvier 1680, dans laquelle M. Gontin retrancha néanmoins la phrase par laquelle M. Arnauld lui permettoit d'employer, pour la justification de Mademoiselle des Lyons, la grande Lettre qu'il avoit écrite à son Oncle le 1. Octobre 1677; parce que cette Lettre n'étoit pas encore connue du public. Mais l'année suivante le même M. Gontin donna cette première Lettre en entier, avec la grande Lettre du 1 Octobre 1677, une seconde du 29 du même mois adressée au même M. des Lyons, & enfin la Réponse que M. Arnauld avoit faite à la lettre de M. Gontin du 4 Janvier 1680, le tout en forme de Factum, pour servir (selon le titre) dans la cause pendante à la Tournelle contre M. le Procureur Général & les *freres des Lyons appellants & défendeurs*.

## X.

Plaintes de M. des Lyons à ce sujet.

M. des Lyons fit de vives plaintes de la publication de ces Lettres, & de la permission que M. Arnauld en avoit donnée, à plusieurs des amis de ce Docteur, afin qu'ils le déterminassent à chanter, comme il le disoit, la *pallinode*, à donner un désaveu de ses Lettres, ou à déclarer au moins qu'il ne prenoit aucune part à ce qu'il débitoit contre les parents de Mademoiselle des Lyons. Il écrivit en particulier plusieurs Lettres à cet effet M. Chassebras, Docteur de Sorbonne & Curé de la Magdeleine à Paris, qui ont été imprimées dans le Supplément au Nécrologe de Port-Royal page 191. & suivantes. On voit par ces Lettres & par quelques Mémoires qui les accompagnent, que ni M. Chassebras ni les autres amis n'entroient pas dans toutes les vues de M. des Lyons, & qu'ils trouvoient que M. Arnauld n'enseignoit rien que de juste dans sa grande Lettre, nommément lorsqu'il y disoit que les *enfants (majeurs) n'étoient pas tenus d'obéir à leurs parents à l'égard des engagements ou de l'état qu'ils peuvent prendre, non plus qu'à l'égard de l'emploi des biens qui peuvent leur appartenir.* (a)

M. des Lyons voyant les amis communs peu disposés à lui procurer la satisfaction qu'il desiroit, les menaça de publier pour sa défense, mais malgré lui, disoit-il, un Factum qui feroit du bruit & du scandale; mais qu'il prétendoit être nécessaire, pour réparer le grand tort que la Lettre de M. Arnauld du 1 Octobre lui faisoit & à sa famille. (b) Ces amis firent ce qu'ils purent pour l'en détourner: ils lui représenterent que s'il s'avisait de traiter M. Ar-

(a) Supplément au Nécrologe pag. 192.

(b) Ibid. pag. 191.

nauld dans des Ecrits publics, aussi outrageusement qu'il le faisoit dans ses lettres, ce Docteur le supporteroit patiemment; mais que s'il se trouvoit par hasard qu'il n'eût pas tant de tort, & que dans le fond le parti qu'il avoit pris, de soutenir la niece contre l'oncle & le pere, fût le plus juste, M. le Doyen n'y trouveroit pas son compte (a).

Cependant ces mêmes amis ayant fait part à M. Arnauld des demandes de M. des Lyons, ce Docteur retiré pour lors dans le pays étranger, depuis le mois de Juin 1679, chargea l'un d'entr'eux de faire en son nom à M. des Lyons la déclaration suivante (b).

“ M. Arnauld me prie de vous dire, qu'il ne prend aucune part aux affaires pécuniaires qui peuvent être entre l'Oncle & celui dont il se plaint. Car si sa conduite a été aussi mauvaise que l'on dit, il ne prétend point la soutenir; mais pour l'honneur de la personne qui est morte (Mademoiselle des Lyons) il se croit obligé en conscience de ne la pas abandonner; & ce seroit le faire que de rétracter ce qu'il en a dit dans sa longue Lettre. C'est tout ce qu'il peut dire là-dessus, si ce n'est qu'il se souvient qu'il a répondu à une lettre que lui avoit écrite celui dont on blâme la conduite, il y a plus de dix-huit mois; mais c'étoit seulement sur ce que cet homme se plaignoit qu'on avoit fait des informations très-scandaleuses sur son sujet, non au regard des affaires pécuniaires, mais sur ce l'on comprend assez par le mot de scandale. Or c'est, comme il a déjà dit, ce qu'il ne peut souffrir: on peut d'ailleurs s'assurer qu'il n'a pas la moindre pensée de se mêler davantage en aucune manière de cette affaire”.

Cette déclaration, qui doit être du commencement de 1682, n'empêcha pas M. des Lyons de publier le *Factum* dont il avoit menacé. Il parut dans le cours de cette même année, ou peut-être la suivante, en 109 pages in folio, sans date & sans nom de ville & d'Imprimeur. Il est intitulé: *Réponse de M. des Lyons Docteur de Sorbonne, Doyen & Théologal de Senlis, aux Lettres de M. Arnauld aussi Docteur de Sorbonne, imprimées & produites par M. Jean Gontin, Prêtre Dauphinois, Curé de S. Hilaire de Senlis.*

Pour servir au procès pendant en la Tournelle pour François des Lyons Ecuyer, sieur de Theuville & ses enfants, demandeurs & intimés.

Contre le dit Gontin, Robert Tarteron Notaire, prisonniers es prisons de la Conciergerie, & Fabry solliciteur, accusés & appellants.

Cette Réponse est composée de treize Lettres, adressées à M. Arnauld par M. des Lyons. Elles sont toutes sans date, & ne paroissent avoir été écrites que pour être données au public, & servir de réponse à la grande Lettre de M. Arnauld. M. des Lyons y avoue que ce ne sont pas des réponses régulières; qu'elles n'ont été écrites, ni dans le temps, ni dans le style, ni dans les autres formes qui s'observent entre amis. Il prétend néanmoins justifier ce procédé, par l'exemple de M. Arnauld, qui, dit-il, avoit violé lui-même toutes les règles; ne lui ayant envoyé sa grande Lettre, finie le 10 Novembre 1677, que vers les fêtes de Noël, après lui avoir fait courir la ville & les champs. Pour juger de la valeur de ce reproche, il faut se rappeler les motifs qui avoient retardé l'envoi de cette Lettre, & ceux pour lesquels M. Arnauld l'avoit communiquée auparavant à quelques amis intimes, de la ville ou des champs, motifs dont assurément M. des Lyons n'avoit point

XI.  
Déclar. de  
M. Arn sur  
ces plain-  
tes.

XII.  
M. des Ly-  
ons publie  
néanmoins  
sa Rép. à la  
grande let-  
tre de M.  
Arnauld.

(a) Ibid. pag. 193.

(b) Elle se trouve dans le Supplément au Nécrologe de Port-Royal pag. 194 & 195.





freres, qui depuis un an, dit-il, l'ont maltraité coup sur coup, d'une manière épouvantable, savoir M. des Lyons Théologal de Senlis, célèbre par son *Traité du Roi boit*, qui l'a accablé d'un gros *Factum*.

Il parle de ce même *Factum* six ans après dans une lettre à M. Minutoli, & nous apprend à ce sujet que M. Alix en avoit envoyé un exemplaire à M. Leers, Libraire fameux de Rotterdam, qui n'avoit voulu ni l'imprimer, ni le communiquer à M. Jurieu; tant il est opposé, ajoute-t-il, à nos autres Libraires; c'est-à-dire, ennemi de tout ce qui sent le libelle & le déchirement du prochain.(a).

M. Bayle reparla de cette affaire, mais avec plus d'injustice qu'il ne l'avoit encore fait, dans son fameux *Dictionnaire historique & critique* publié en 1696. Le P. Quesnel crut devoir le relever dans l'Avertissement de la Justification de M. Arnauld qu'il publia en 1702; s'en rapportant à son équité, & se flattant que quand il seroit instruit des faits, & qu'il y auroit fait réflexion, il jugeroit lui-même qu'il avoit pris trop facilement parti contre M. Arnauld dans cette affaire. Le Pere Quesnel rapporte le texte de Bayle, où il dit que Mademoiselle des Lyons fut assez adroite pour engager M. Arnauld à des démarches qui ne lui font pas d'honneur, & qu'il fut mal servi dans cette occasion de la faculté qu'on nomme discernement des esprits, lorsqu'il se laissa tromper par cette hypocrite. Le P. Quesnel réduit ensuite tout ce que M. Arnauld avoit fait dans cette affaire, à cinq ou six démarches, dans lesquelles il fait voir, que bien loin d'y trouver quelque chose qui ne lui fit point d'honneur, il n'y donna que des preuves de sa bonté, de sa sagesse, de sa charité, de sa déférence pour les vues des autres, & par-tout de quoi faire rougir ceux qui avoient cru cette historiette propre à lui causer de la confusion. Au reste, dans tout ce morceau, le P. Quesnel ne fit que copier ce qu'il avoit dit dix ans auparavant de cette même affaire, dans ses *Avis importants au Recteur des Jésuites du College de Paris* &c pag. 40. & suivantes; & dans ces mêmes Avis il n'avoit fait que raconter le fait avec simplicité, d'après ce qu'il en avoit appris, non de M. Arnauld qui oublie aisément, dit-il, ces sortes de faits particuliers & inutiles, mais de personnes qui s'en souviennent mieux que lui, & dont la sincérité est hors de tout soupçon. Nous ne pouvons douter qu'une de ces personnes ne soit M. Nicole, qui avoit eu, comme nous l'avons vu, une connoissance particuliere de cette affaire dans le temps même qu'elle se passoit. Il y a même tout lieu de penser que son Mémoire écrit en 1691, que nous avons cité plusieurs fois, & qui est imprimé dans le *Supplément au Nécrologe de Port-Royal*, a été dressé pour mettre le P. Quesnel lui-même en état de parler de cette affaire avec plus d'exactitude; & l'on voit en confrontant ce que ce dernier en dit, avec le Mé-

XVI.

moire de M. Nicole, qu'il n'a fait presque autre chose que le copier. Si Bayle, qui n'avoit ni les mêmes passions ni les mêmes intérêts que les Jésuites, jugea du différent de M. Arnauld avec M. des Lyons, de la manière que nous venons de le voir, personne ne sera étonné que ces implacables ennemis de M. Arnauld en aient parlé avec plus d'injustice & de malignité que ce célèbre Critique. Il y a même tout lieu de penser que Bayle n'en parla, comme il fit dans son *Dictionnaire*, que par une suite de l'idée que les Jésuites en avoit donnée dans plusieurs Libelles, auxquels on n'avoit pas jugé à propos de repliquer, ou dont la réplique enlevée dans des gros ouvrages sur d'autres matieres, avoit échappé à ce Savant. Il est néan-

Usage que les Jésuites font de cette histoire.

(a) Lettres de Bayle Tom. I pag 292 & 293.  
Ecrits sur la Discipline. Tome XXXVI.

moins remarquable, que les Jésuites n'en parlèrent d'abord que *d'une manière vague & inintelligible*, sans doute parce que l'affaire étant toute récente, ils n'osoient en prendre plus ouvertement avantage contre M. Arnauld; de peur de n'en recevoir que de la confusion, auprès de toutes les personnes équitables, à portée d'en être instruites. Le Jésuite Auteur de la *Lettre à M. Arnauld sur ses deux Plaintes touchant la fourberie de Douay*, à laquelle le P. Quesnel répond dans ses *Avis importants &c.* n'avoit fait que glisser le nom de M. des Lyons, à la suite de quelques autres critiques des ouvrages de M. Arnauld. Mais le P. Quesnel, pour empêcher, autant qu'il étoit en lui, que les Jésuites ne bâtissent dans la suite *quelque historiette* à leur façon sur ces reproches généraux, crut devoir éclaircir ce fait une fois pour toutes; M. Arnauld ne jugeant pas à propos de le faire lui-même.

Et en effet, le P. Tellier ayant trois ou quatre ans auparavant glissé aussi le nom de M. des Lyons, dans sa *Défense des nouveaux Chrétiens*, avec celui du P. Mallebranche, pour le mettre au nombre de ceux que M. Arnauld, selon lui, n'oseroit accuser d'avoir manqué de charité à son égard, ce Docteur se contenta de lui répondre (a) : *On ne dira rien ici de ces deux derniers; peut-être que M. Arnauld voudroit respecter les cendres d'une amitié éteinte, Dieu sait par la faute de qui.* Le même P. Tellier, ou un de ses amis, revint à la charge peu de temps après, dans la prétendue *Lettre Apologétique pour M. Arnauld sur trois des derniers livres faits contre ce Docteur*, dont le troisieme étoit la *Réponse de M. des Lyons &c. aux Lettres de M. Arnauld.* Ce Jésuite voyant, par les deux Lettres de ce Docteur au Landgrave de Hesse-Rhinfels, qui n'étoient que le prélude de la réponse qu'il promettoit de faire à la *Défense des nouveaux Chrétiens*, qu'il s'étoit engagé dans une méchante affaire, eut recours à cette espèce de diversion, afin d'obliger ce Docteur de renoncer à la réponse annoncée, pour travailler à sa propre Apologie. Il ramassa à cet effet tout ce qu'il trouva de désavantageux à la réputation de ce Docteur dans ces trois Libelles, & en particulier dans la Réponse de M. des Lyons &c. Ce Docteur n'eut garde de donner dans le piège; il ne s'amusa point à réfuter les calomnies répandues dans ce Libelle; & toute la réponse qu'on y fit, & qu'elle méritoit, fut de lui dire que cette prétendue *Lettre apologétique n'avoit eu pour modèle que le baiser de Judas* (b).

XVII.  
Déclarat.  
de M des  
Lyons en  
faveur de  
M. Arn.

C'est tout ce que M. Arnauld répondit à ce méchant Libelle; tant il respectoit les cendres mêmes de l'ancienne amitié de M. des Lyons pour lui. Il y ajouta seulement la copie d'un Ecrit que cet ancien ami avoit signé deux ans auparavant, le 10 Janvier 1692, à l'occasion du petit mot que M. Arnauld avoit dit de lui en 1689, dans le Chapitre IX. du III. volume de la *Morale Pratique*, que nous avons rapporté ci-dessus. Ce petit Ecrit est conçu en ces termes.

„ Un Docteur des plus anciens de la Maison de Sorbonne me fit voir  
„ l'Été dernier, dans une Réponse de M. Arnauld à quelque libelle fait  
„ contre lui, deux ou trois lignes qui me regardoient, à cause de mon  
„ *FaSum*, d'où on avoit tiré quelque objection à laquelle il repliqua à peu  
„ près en ces termes: *qu'il ne veut pas répondre à ce qu'on lui objecte de M.*  
„ *des Lyons, parce qu'il veut respecter jusqu'aux cendres d'une amitié éteinte;*  
„ *Dieu sait de quel côté en est la faute.* Vous pouvez assurer que de mon côté  
„ ce n'est point une amitié éteinte, & que je serois bien fâché qu'elle le fût

(a) Tome III. de la *Morale Pratique* Chap. IX. in fine.

(b) Tom. VIII. de la *Morale Pratique*. Chap. XIII. I. Exemple.

du sien, parce que, sans croire que M. Arnauld ait été innocent & impeccable dans le parti qu'il a pris contre moi pour ma niece, je ne laisse pas de croire qu'il est un des plus savants & des plus vertueux Docteurs de ce siècle. Ecrit le 10 Janvier 1692. (Et signé) des Lyons.

Quoique M. Arnauld ni aucun de ses amis n'eût pas jugé à propos de répondre au Libelle dont nous venons de parler, parce que par son faux titre & les infâmes calomnies qu'il renfermoit, il s'étoit assez d'écrit lui-même sans qu'on eût besoin de le réfuter, un Auteur respectable (le P. Gerberon) put néanmoins qu'il seroit bon d'instruire le public de la vérité de cette histoire.

XVIII.

Ecrit du P.

Gerberon

sur cette

histoire.

de dont les Jésuites abusoient tous les jours de plus en plus, pour décrier ce Docteur. C'est ce qu'il fit dans un ouvrage imprimé (selon le frontispice) à Cologne en 1691 (a). Comme c'est le premier Ecrit public où l'on soit entré dans quelque détail sur cette affaire, qu'on y trouve des traits qu'on ne lit point ailleurs, & que cet ouvrage est peu connu, nous allons en rapporter ce que nous y trouvons de particulier (b). L'Auteur, après avoir raconté en abrégé cette histoire telle que nous l'avons rapportée, & l'avoir finie par la déclaration que fit M. Arnauld à Mademoiselle des Lyons dans sa lettre du 1 Janvier 1679, qu'il ne pouvoit plus se mêler de ses affaires ni de sa conduite, ajoute ce qui suit : " Il est vrai que Mademoiselle des Lyons, abandonnée de M. Arnauld, prit ce conseil de M. Gontin, Directeur du Séminaire de Senlis, & qu'elle eut tant d'égard pour lui, qu'à sa mort (neuf mois après) où il se trouva, elle le fit son Légataire universel ; ce qui l'engagea dans un grand procès avec les parents de cette Demoiselle, auquel M. Arnauld n'eut aucune part ".

" Il est vrai encore que lorsqu'il fut question de rendre témoignage de la conduite de M. Gontin à l'égard de la donation (de douze mille francs à la charge d'une pension de six cents livres) qu'il avoit acceptée pour le Séminaire dont il étoit Directeur, & à laquelle il avoit renoncé fort généreusement (à la prière de M. Arnauld) ce Docteur ne put lui refuser avec justice de lui en donner un favorable (en répondant à sa Lettre du 4 Janvier 1683) & s'il lui permit de se servir d'une certaine lettre (celle du 1 Octobre 1677) il n'agit que selon les devoirs du Christianisme, qui oblige à préférer la justice & la vérité à toutes choses.

" Que si M. Gontin a abusé depuis de la créance de cette Demoiselle, c'est de la sentence des Juges qu'on le doit apprendre, & cela ne regarde en aucune sorte M. Arnauld. Si M. des Lyons, d'ami qu'il étoit de ce Docteur, a eu de très-grands emportements contre lui, cela nous marque en quels excès peut tomber une personne que la passion pour sa famille aveugle. Que les Jésuites tirent avantage de tout ce que la passion a fait dire contre ce Docteur, & qu'ils appuient toutes les calomnies dont ses ennemis le noircissent, jusqu'à relever si haut l'histoire de Mademoiselle Perette des Lyons, ce n'est pas quelque chose de surprenant pour ceux qui les connoissent ".

Au reste, on voit dans ces paroles du P. Gerberon, aussi-bien que dans

(a) *Examen de la Réponse aux plaintes contre la conduite de M. l'Archevêque de Malines &c.* in-12. pag. 117. Cet ouvrage fut attribué au P. Gerberon par le Promoteur de l'Archevêque de Malines, & le P. Gerberon ne reclama point contre cette attribution : *Processus &c. contra D. Gabr. Gerberon &c.* pag. 18.

(a) Ibidem Addition pag. 114 & suiv.

ce que M. Nicole & le P. Quefnel ont écrit sur cette même affaire, qu'aucun d'eux ne s'est chargé de justifier Mademoiselle des Lyons, depuis que M. Arnauld n'a plus été chargé de sa conduite, & encore moins M. Gontin; qu'ils ont seulement prétendu faire l'apologie des démarches de M. Arnauld, & des principes qui les ont dirigées, qui ne dépendoient nullement de celle de cette Demoiselle ni de M. Gontin. C'étoit, disoient-ils, *un labyrinthe dans lequel ils ne vouloient pas s'engager*; s'en remettant volontiers sur ce sujet à la sentence des Juges, devant qui ce procès paroissoit encore pendant le temps qu'ils écrivoient. Ceux qui ont écrit depuis en faveur de M. Arnauld, s'en sont tenus aux mêmes bornes; & nous ne prétendons point aller plus loin, n'ayant pas de nouvelle lumière à ce sujet.

XIX. Il seroit à desirer que tous les Historiens qui ont parlé de cette affaire eussent gardé la même modération. On devoit l'attendre en particulier du P. Nicéron Barnabite, lequel néanmoins en faisant l'éloge de M. des Lyons Doyen de Senlis, dans son XI. volume des *Mémoires pour servir à l'histoire des hommes illustres*, n'a parlé de ce différent que d'après de faux Mémoires. Et quoiqu'il prétende ne rendre compte que du Factum de M. des Lyons, & ne rien dire qu'il n'ait puisé dans cet ouvrage, on est néanmoins bien informé qu'il ne l'a voit jamais vu, & qu'il n'a pas même fait difficulté d'en convenir. (a) On ne peut après cela que voir avec étonnement le portrait défavantageux qu'il fait de Mademoiselle des Lyons, & ce qu'il reproche à M. Arnauld, de l'avoir soutenue dans toutes ses démarches irrégulières; de lui avoir procuré tant qu'il put de la protection, & de l'avoir justifiée par ses Ecrits. Au reste, cette surprise cessera, si l'on fait attention, que dans cet article le P. Nicéron ne paroît avoir fait qu'un extrait de ce qui se trouvoit sur cette même affaire, dans le Journal (Jésuitique) de Trevoux du mois d'Octobre 1730, p. 1734. & suiv.

M. l'Abbé Goujet, Chanoine de S. Jacques de l'hôpital à Paris, se crut obligé de relever le P. Nicéron, & de prendre la défense du Docteur injustement calomnié. Il le fit par une longue lettre adressée au P. Nicéron lui-même, où il rend un compte détaillé & très-exact de toute cette affaire, d'après, comme il l'avoue lui-même, trois principaux Ecrits, où elle avoit été éclaircie par des Auteurs très-instruits: c'étoit les *Avis importants au P. Recteur du College des Jésuites de Paris*, l'*Avertissement qui est à la tête de la justification de M. Arnauld publiée en 1702*; & enfin les *Lettres même de M. Arnauld* publiées par M. Gontin; c'est-à-dire, sa grande Lettre à M. des Lyons du 1. Octobre 1677.

Cette Lettre de M. l'Abbé Goujet fut imprimée en 1732, dans la seconde partie du huitième Tome de la *Bibliothèque raisonnée des ouvrages des Savants de l'Europe*. Mais comme cet ouvrage étoit rare & peu connu en France, on réimprima cette même Lettre en 1735, dans le Supplément au Nécrologe de Port-Royal (pag. 178. & suivantes). Au surplus, la principale apologie de M. Arnauld dans cette affaire, est sa propre lettre à M. des Lyons du 1. Octobre 1677. Tous ceux qui l'ont lue sans partialité, en ont porté ce jugement; & si on la compare avec la Réponse de M. des Lyons, on sera convaincu que ce dernier n'a fait tort qu'à lui-même, & non à M. Arnauld, en la donnant au public.

(a) C'est ce que certifie l'Editeur du Supplément au IX. Vol. des Lettres de M. Arnauld pag. 71.

## ARTICLE VI.

*Ecrits publiés à l'occasion des Assemblées du Clergé de 1680 & 1681. touchant la Régale &c.*

## §. I.

*Histoire abrégée de la Régale.*

**L**E droit de Régale dont il est ici question, est celui par lequel le Roi de France jouit pendant la vacance des Sieges Episcopaux soumis à ce droit, jusqu'à l'enregistrement du serment de fidélité du nouvel Evêque à la Chambre des Comptes, de tous les revenus temporels de l'Evêché, & confère de plein droit, tous les bénéfices qui sont à la nomination de l'Evêque, excepté les Cures. I. Nature & origine de la Régale.

L'origine de ce droit est fort obscure. Il paroît que les Rois de France ne jouissoient d'abord que des fruits des fiefs relevant de la Couronne, attachés à certains Evêchés, en vertu de la loi générale du Royaume qui leur donnoit ce droit sur tous les fiefs, jusqu'à ce que l'héritier du défunt eût prêté le serment de fidélité. Ce droit s'étendit ensuite aux autres revenus de l'Evêque à titre de garde & de conservation. (a) Le plus ancien titre que M. de Marca reconnoisse de ce dernier droit, est une Ordonnance de Louis VII. dit le Jeune, de l'année 1161. Encore prétend-on (b) que les Rois de France ne jouissoient de ces revenus qu'à proportion des charges & des frais nécessaires pour leur conservation.

Le second Concile de Lyon, tenu l'an 1274 en présence des Ambassadeurs de tous les Princes Chrétiens, & en particulier de Philippe le Hardi Roi de France, est le monument le plus précis que nous ayons sur cette matière, & la loi qui a fixé l'usage de la Régale jusqu'à la Déclaration de 1673. Ce Concile tolère l'usage de la Régale, dans les Eglises où elle étoit anciennement établie *ex fundatione, vel ex antiqua consuetudine*. Mais il défend sous peine d'excommunication, de l'étendre à des Eglises qui en étoient exemptes. La possession a été depuis ce temps-là le principe sur lequel on a décidé toutes les contestations sur la Régale. Les Ordonnances de nos Rois & les Arrêts du Parlement n'en reconnoissoient point d'autre. Tout ce qu'ont fait de plus les Ordonnances, c'est de développer & d'étendre les droits compris sous le terme de Régale; le Concile de Lyon ne s'expliquant pas sur ce sujet. On croit communément que du temps de ce Concile, la collation des Bénéfices n'étoit pas comprise dans le droit de Régale, ni même la jouissance de tous les revenus, mais seulement à proportion des frais de la garde & de la conservation.

Quoi qu'il en soit, Philippe VI. dit de Valois est le premier qui se soit ex-

(a) Traité de la Régale Liv. XI. Chap. XII. pag. 182.

(b) Traité de la Régale par M. de Pamiers Liv. I. Chap. X. pag. de la troisième édition.

pressément attribué le droit de conférer, *pleno jure*, les Bénéfices vacants en Régale, (a) dans ce qu'on appelle la *Philippine* de l'an 1334.

II. Il est incontestable que les Rois de France ne jouissoient pas anciennement de ce droit de Régale sur toutes les Eglises de leur Royaume. Les Registres de la Chambre des Comptes, & plusieurs Ordonnances de nos Rois en fournissent une preuve incontestable. Les Eglises de Languedoc & de la Province de Narbonne, sont nommément exceptées dans les Lettres Patentes de Philippe le Bel de l'an 1303, confirmées en 1310, & dans celles de Charles V. de l'an 1373.

Tentative pour l'étendre à toutes les Eglises de France.

*Pibrac*, Avocat Général du Parlement de Paris, est regardé comme le premier qui, en 1585, ait tenté de rendre la Régale universelle, & de l'étendre à toutes les Eglises du Royaume. Le projet d'Edit qu'il présenta à ce sujet ne fut pas adopté. Vingt-trois ans après le Parlement de Paris fit une nouvelle tentative, en 1608, par un Arrêt donné en forme de règlement, sur les conclusions de l'Avocat général *Servin*, au sujet d'un procès en Régale touchant le Diocèse de Belley, nouvellement réuni à la Couronne. Sans s'arrêter, comme ci-devant, à la coutume & à la possession, il y déclara que le Roi avoit le droit de Régale sur ce Diocèse, comme sur tous les autres de son Royaume.

Le Clergé de France ne manqua pas de faire des Remontrances au Roi contre cet Arrêt; & il n'a cessé d'en faire depuis dans presque toutes ses Assemblées, comme d'un Règlement contraire à la décision du second Concile de Lyon, faite à la requisition du Roi de France & en présence de ses Ambassadeurs. Louis XIII. publia néanmoins une Ordonnance en 1629, où il est dit, peut-être pour la première fois, que la Régale appartient au Roi de France à cause de sa Couronne, & qu'il entend en jouir ainsi que par le passé; c'est-à-dire, dans les Eglises où il étoit en possession d'en jouir; ce que les Officiers du Roi devoient prouver. Les contestations touchant les Eglises qui s'en prétendoient exemptes, & nommément celles de quatre ou cinq Provinces (Provence, Dauphiné, Languedoc, Guienne & Bretagne) demeurèrent suspendues. Il y eut seulement divers Arrêts du Conseil qui soumirent à un nouveau joug les Archevêques & Evêques qui se prétendoient exemptes de la Régale, en les obligeant de prouver eux-mêmes leur exemption.

III. Edit de 1673 qui la rend universelle.

Ce ne fut qu'en 1673, au mois de Février, que le Roi publia cette fameuse Déclaration qui établit l'universalité de la Régale, & qui l'étendit sur deux tiers des Diocèses du Royaume qui jusques-là en avoient été exemptes.

» Cette extension étoit fondée sur ce principe, que le droit de Régale est  
 » inaliénable & imprescriptible, & appartient au Roi universellement dans  
 » tous les Archevêchés & Evêchés de son Royaume, à la réserve seulement de  
 » ceux qui en sont exemptes à titre onéreux. La Déclaration porte en même temps, que les Prélats qui n'auront pas prêté le serment de fidélité & obtenu des Lettres Patentes de main levée enrégistrées à la Chambre des Comptes, seront tenus d'y satisfaire dans deux mois, passé lequel temps, les Bénéfices sujets au droit de Régale dépendants de leur collation, seront déclarés vacants & impétrables en Régale.

On a vu dans le temps que M. de Boucherat Conseiller d'Etat, qui avoit été pendant plus de vingt ans Commissaire Rapporteur de l'instance de la Régale, avoit été d'avis, dans le Rapport qu'il en fit en plein Conseil du Roi,

(a) Mémoire dressé par ordre du Clergé en 1655. par M. de Marca.

de maintenir les Eglises qui jusques-là avoient été exemptes de la Régale, dans leur possession & leur liberté. (a).

M. d'Aguesseau, Intendant de Languedoc, étoit du même avis, (b) & M. le Tellier, depuis Chancelier, fut toujours aussi porté pour la douceur dans cette affaire, & en particulier pour qu'on laissât mourir en paix le saint Evêque d'Alet, avant que d'exécuter le nouvel Edit dans son Diocèse (c).

Mais le parti opposé prévalut; & il fut résolu de donner à la nouvelle Déclaration, toute son exécution. Le très-grand nombre des Evêques intéressés s'y soumirent sans résistance. Plusieurs néanmoins, en faisant enrégistrer leur serment, y ajoutèrent des *clauses protestatoires*, ou firent depuis des *actes dérogatoires*. D'autres refuserent de faire enrégistrer leur serment, & se contenterent de souffrir que leurs Chapitres le fissent pour eux, (d) & d'autres enfin firent des protestations secrètes qu'ils déposèrent dans les Archives de leurs Diocèses. Mais la plupart de ceux qui gardèrent le silence, ne le firent que par des motifs de crainte ou de prudence, dans la persuasion que leur résistance seroit inutile & ne serviroit qu'à leur attirer des persécutions & des traverses, qui les empêcheroient de faire du bien dans leurs Diocèses (e).

M. Pavillon Evêque d'Alet, après avoir été plus de deux ans à examiner cette affaire, & à consulter Dieu sur la conduite qu'il devoit y garder, fut le premier de qui la Cour éprouva une résistance ouverte. Un jeune Tonfuré nommé la Gorée ayant été pourvu en Régale de la Trésorerie de sa Cathédrale, quoiqu'elle fût déjà remplie par un titulaire depuis plusieurs années, se présenta pour en prendre possession au mois de Mai 1675; & sur le refus du Chapitre, se fit mettre en possession par un Prêtre du Diocèse de Narbonne, en présence d'un Notaire. Le Prélat, par une Ordonnance du 30 du même mois, lui défendit, sous peine d'excommunication *ipso facto*, de s'ingérer dans les fonctions de ce Bénéfice, & d'assister au chœur en vertu de sa prise de possession. IV.  
M. l'Evêq.  
d'Alet refu-  
se de sou-  
mettre à  
l'Edit.

M. d'Alet porta cette affaire à l'Assemblée générale du Clergé, qui depuis peu venoit de s'ouvrir à S. Germain en Laye. Il lui adressa une Lettre le 8 Juillet de la même année, pour l'engager à faire au moins des Remontrances au Roi, à l'exemple des Assemblées précédentes, sur l'extension de la Régale à toutes les Eglises. Il y joignit son Ordonnance du 30 Mai, pour leur faire voir qu'elle n'étoit fondée que sur les motifs que les Assemblées du Clergé avoient elles-mêmes fait valoir en faveur des Eglises exemptes. M. d'Alet accompagna cette Lettre à l'Assemblée, de quatre autres écrites à M. l'Archevêque de Paris (de Harlay) qui en étoit Président, au Cardinal de Bonzi Archevêque de Narbonne, son Métropolitain, qui faisoit sa résidence ordinaire à Paris, & à MM. les Evêques de Montpellier & de Beziers, Députés de la Province à l'Assemblée générale.

La crainte de déplaire à la Cour avoit tellement saisi tous les esprits, qu'aucun de ces Prélats n'osa porter l'affaire à l'Assemblée, ni même répondre clai-

(a) Relation de ce qui s'est passé dans l'affaire de la Régale pag. 8.

(b) Vie de M. Pavillon Tom. III. pag. 66. Relation pag. 92.

(c) Ibid. pag. 68.

(d) Traité de la Régale Liv. IV. Chap. II. n. I. pag. 290. Lettre de M. de Pamiers à M. le Procureur Général du 6. Juin 1680. Recueil pag. 88.

(e) Bref d'Innocent XI. au Roi, du 29. Déc. 1679. Recueil pag. 45.

rement à M. d'Alet sur ce sujet. M. de Harlay néanmoins, par un de ces tours de politique qui lui étoient familiers, après bien des délais, en fit commencer la lecture à la fin d'une longue séance où il espéroit que les Prélats fatigués y feroient peu d'attention. Trompé dans ses espérances, & s'apercevant que cette lecture faisoit impression sur les Auditeurs, il leva le siège & congédia l'Assemblée en disant : *Je ne doute point, Messieurs, que votre avis ne soit que j'en parle au Roi; je le ferai.* L'Assemblée se sépara en effet, sans prendre aucune délibération positive sur une affaire qui avoit fait un des objets les plus importants de ses précédentes Assemblées. (a)

Au commencement de l'année suivante 1676. M. d'Alet ayant appris par une voie sûre, qu'on avoit expédié des provisions pour le Doyenné de sa Cathédrale, & pour plusieurs Canoncats, tant de sa Cathédrale que de sa Collégiale, tous remplis & possédés pacifiquement depuis plusieurs années, & que les pourvus en Régale se dispoient à en venir prendre possession, crut devoir les prévenir en publiant, le 5 Mars, une Ordonnance générale, portant défense à ses Chapitres de recevoir aucun de ces pourvus &c.

M. d'Alet exposa les motifs de cette Ordonnance dans plusieurs Lettres qu'il écrivit vers le même temps au Roi, au Cardinal de Bonzi, à M. de Bezons Conseiller d'Etat, ancien Intendant de Languedoc &c. Mais ses démarches ne produisirent d'autre effet que de lui attirer un Arrêt du Conseil (du 23 Juin 1676) qui cassa son Ordonnance du 5 Mai précédent, & des Lettres de cachet qui exilèrent trois de ses principaux Coopérateurs (son Archidiacre, son Promoteur & son Théologal.)

Le reste de cette année & la suivante se passèrent en combats fort indécents. Chaque pourvu en Régale éprouvant une vigoureuse opposition de la part de M. d'Alet & de ses Chapitres, se pourvoyoit au Conseil & en obtenoit des Arrêts qui le maintenoient dans la jouissance des revenus de son Bénéfice, qui après tout étoient le principal objet de l'ambition des Régalistes. Vers le milieu néanmoins de l'année 1677, la Cour, sur l'avis de M. le Tellier Chancelier, prit la résolution de suivre une autre méthode, & d'engager les pourvus en Régale à s'adresser aux Métropolitains, après néanmoins avoir pris auparavant la précaution de s'affurer de leur disposition à suivre le système de la Cour.

M. l'Ev. de  
Pamiers,  
fait le même  
refus.

Ce qui contribua peut-être le plus à opérer ce changement, fut la conduite de M. Caulet Evêque de Pamiers, qui après de longues délibérations, se joignit enfin à M. d'Alet, & résolut de s'opposer, comme lui, à l'introduction de la Régale dans son Diocèse. Le Sr. Paulet, Prêtre séculier du Diocèse de Laon, ayant été pourvu en Régale de l'Archidiaconé de sa Cathédrale qui en est la première dignité, & se disposant à en venir prendre possession, M. de Pamiers crut devoir le prévenir, en publiant le 27 Avril 1677. une Ordonnance pleinement conforme à celle de M. d'Alet du 5 Mars de l'année précédente, pour défendre généralement à ses Chapitres de recevoir *aucuns pourvus en Régale, dans les Bénéfices de leurs Eglises.*

Les Jésuites, ennemis de ce Prelat depuis long-temps, envenimerent cette démarche, & la présentèrent au Roi sous les couleurs les plus odieuses. Ceux même de Pamiers eurent l'audace d'écrire en Cour qu'il avoit prêché contre

(a) Vie d'Alet T. m. III. pag. 44 & 45. Lettre de M. d'Alet à M. de Bezons Conseiller d'Etat. Relation de la Régale pag. 41.



contre la profession des armes. Ce Prélat en prit occasion d'écrire une Lettre au Roi, le 29 juin de la même année, où après avoir réfuté cette grossière calomnie comme elle le méritoit, il justifia avec la même force son Ordonnance du 27 Avril. Mais sa Lettre ne fut pas rendue, & les vexations allèrent en augmentant.

Les Evêques d'Alet & de Pamiers étant dans ce temps-là les Evêques de France qui jouissoient de la plus grande réputation de sainteté & de régularité, on eut honte de n'opposer à leurs Ordonnances sur cette matière, que des Arrêts du Conseil. On crut réussir plus aisément à les subjuguier en leur opposant le jugement de leurs Métropolitains. M. de Montpezat Archevêque de Toulouse, se déclara le premier, par une Ordonnance du 1 Septembre 1677, qui cassa celle de M. de Pamiers du 27 Avril précédente. On prétend que la pièce lui fut envoyée toute dressée par le P. de la Chaize, Jésuite, Confesseur du Roi. VI.  
Les Archevêques de Toulouse & de Narbonne cassent les Ordonnances de leurs suffragants.

M. de Pamiers y opposa d'abord un *Acte de protestation*, (daté du 18 Octobre 1677) de se pourvoir où & par devant qui il appartiendrait. (a) Il y joignit le 27 du même mois une Ordonnance qui confirma les précédentes; attendu les nullités évidentes du jugement de son Métropolitain. (b)

A Narbonne ce ne fut d'abord que l'Official Métropolitain qui s'avisa de recevoir l'Appel des Ordonnances de M. d'Alet, & de les déclarer nulles, & de nul effet. Son jugement est du 22 Septembre 1677.

M. d'Alet y opposa le 22 Octobre suivant, une nouvelle Ordonnance, qui confirme les précédentes, & qui déclare le jugement de l'Official nul & incompetent. (c) Il écrivit en même temps à son Métropolitain & à tous ses Evêques Comprovinciaux, pour se plaindre de cette entreprise. (d) M. l'Archevêque de Narbonne, pour couvrir l'incompétence de son Official, publia lui-même une Ordonnance le 5 Novembre de la même année, où sans faire droit à la requisiion de son Promoteur, de convoquer le Concile Provincial contre M. d'Alet, avec les permissions requises, il cassa l'Ordonnance de ce Prélat du 22 Octobre précédent. (e).

M. d'Alet qui avoit déjà écrit plusieurs Lettres, (f) à Innocent XI, pour se plaindre des maux généraux de l'Eglise, & des vexations particulières qu'il éprouvoit au sujet de la Régale, dressa le 12 du même mois de Novembre, un *Acte d'Appel au S. Siege*, dans toutes les formes, de l'Ordonnance de son Métropolitain, & de tout ce qui pouvoit s'ensuivre. Mais VII.  
Appel des deux Evêques au S. Siege.

(a) Relation &c. pag. 144 164.

(b) Ibid. pag. 185.

(c) Ibid. pag. 176. 181.

(d) Ibid. pag. 182 & suivantes.

(e) Ibid. pag. 188.

(f) M. d'Alet avoit écrit une première Lettre à Innocent XI. le 3 Novembre 1676, pour le féliciter de son exaltation; une seconde le 29 Juin suivant, qui devoit lui être commune avec plusieurs de ses confrères; une troisième le 30 Juillet de la même année, pour supplier à cette seconde qui ne fut pas rendue; cette troisième fut envoyée & remise par M. l'Abbé de Pontchâteau, avec les *Ades* & les *Mémoires* touchant la Régale. M. d'Alet écrivit une quatrième lettre le 25 Octobre de la même année pour lui recommander la même affaire. Vie de Pavillon Tom. III. pag. 121 & suiv. Relation &c. pag. 89. 110. 124. 125. 133 & 216.

cette démarche fut la dernière de ce Prélat, Dieu l'ayant appelé à lui le 8 Décembre de la même année 1677 (a).

M. l'Evêque de Pamiers interjeta un pareil Appel au S. Siege de l'Ordonnance de M. l'Archevêque de Toulouse. Il paroît être du mois de Septembre 1677; mais il ne fut signifié à que le 26 Octobre suivant. (b) M. de Pamiers l'envoya à Rome au Cardinal Cibo, qui lui en accusa la réception par une Lettre du 8 Décembre 1677. Ces Appels embarrassèrent la Cour & les Evêques politiques. On ne pouvoit en nier la régularité, puisqu'ils étoient conformes à la discipline reçue dans le Royaume. La Cour d'ailleurs en avoit ouvert la voie, en engageant les Régalistes à se pourvoir contre les Ordonnances des Evêques d'Alet & de Pamiers, par Appel simple aux Métropolitains, plutôt que par Appel comme d'abus aux Parlements. On ne chercha à s'en tirer dans la suite, qu'en jettant des nuages sur la réalité, ou plutôt sur la forme de ces Appels (c).

La mort de M. d'Alet fit tomber tout l'orage sur M. de Pamiers, qu'on traita avec toute sorte de rigueur. On avoit eu pour M. d'Alet au moins le ménagement de ne point faire saisir son temporel; mais celui de M. de Pamiers fut saisi sans miséricorde, & on lui ôta jusques aux herbes de son jardin. Ce fut en vertu d'un Arrêt du Conseil du 28 Novembre 1677, qui fut exécuté vers le milieu de Mars de l'année suivante. Les Jésuites n'ignoroient pas que ce Prélat n'ayant point de patrimoine, on le réquiescoit à vivre d'aumônes. Il en reçut en effet abondamment. Tout le monde fait le crime qu'on voulut faire à M. le Pelletier des Touches, auprès de Louis XIV, du présent de 2000 écus qu'il fit à ce Prélat, & la réponse de Louis XIV au P. de la Chaize, qui sollicitoit une Lettre de cachet contre lui. " Lorsque j'ai fait saisir le temporel de M. l'Evêque de Pamiers, je n'ai pas prétendu qu'il mourût de faim; ni empêcher qu'on l'assistât. Il ne fera jamais dit que pendant mon regne on punisse une personne pour avoir fait l'aumône. (d).

VIII. Innocent XI saisi par l'Appel de l'affaire de la Régale, & rempli de zèle pour le bien, & sur-tout pour les privilèges & les libertés de l'Eglise, écrivit trois Brefs consécutifs à Louis XIV, pour le prier & l'exhorter par tous les motifs capables de faire impression sur un Roi juste & Chrétien, à rendre aux Eglises d'Alet & de Pamiers, & à toutes celles qui étoient pareillement exemptes du droit de Régale, leurs anciennes immunités. (e) Le Roi répondit au premier Bref 1°. Que le droit de Régale dans toutes les Eglises de son Royaume, étoit un droit inséparable de sa Couronne; 2°. Que ses Prédécesseurs en avoient

(a) Relation pag. 201.

(b) Relation p. 186. Recueil de pieces pag. 144. Vie manuscrite pag. 354 & suiv. Inventaire des pieces. Vie manuscrite, par Blond.

(c) On voit l'embarras du Promoteur de l'Assemblée du Clergé de 1682, & de M. l'Archevêque d'Albi, Rapporteur de cette affaire, dans le Procès verbal de cette Assemblée pag. 21. Col. II. pag. 165. Col. I. édition in-fol. On insiste en particulier sur ce que l'Acte d'Appel de M. de Pamiers n'avoit jamais paru en public, & que M. l'Archevêque de Toulouse nioit qu'il lui eût été signifié, comme l'affirmoit M. de Pamiers. Mais on ne dit point, & on ne pouvoit point dire la même chose de l'Appel de M. d'Alet. (Voyez la Relation pag. 200 & 201.)

(d) Vie manuscrite Liv. IV. Chap. IV.

(e) Voyez ces trois Brefs à la tête du Recueil des pieces sur la Régale. Le premier est du 12 Mars 1678. Le second du 21 Septembre suivant, & le troisième du 29 Décembre 1679.

*joui de cette sorte pendant leur regne, & le lui avoient transmis comme une partie de leur succession ; (a) & qu'ainsi il ne pouvoit s'en délistier.*

Innocent XI repliqua dans un second Bref, que ses Conseillers lui en avoient visiblement imposé sur ces deux chefs, attendu 1°. Que le droit de Régale n'étoit & ne pouvoit être *un droit inséparable de la Couronne, puisqu'il concernoit les choses saintes*, sur lesquelles les Puissances séculières ne pouvoient acquérir aucun droit que par la concession & l'autorité de l'Eglise. 2°. Que bien loin que l'Eglise eût accordé aux Rois de France en particulier, le droit de Régale sur toutes les Eglises de leur Royaume, le second Concile général de Lyon (tenu à la priere de Philippe le Hardi, (b) en présence de ses Ambassadeurs, & suivant les vœux de toute la France) avoit défendu de l'étendre à d'autres Eglises qu'à celles dans lesquelles il étoit établi *par une ancienne coutume*; & que cette défense avoit toujours été reçue & observée en France, avec une singulière vénération, par les Rois eux-mêmes, qui avoient déclaré *impies & sacrilèges* ceux qui la violoient.

Ce second Bref étant resté sans réponse, quinze ou seize mois après Innocent XI en adressa un troisième au Roi, où se plaignant de son silence, & de ce que bien loin d'avoir eu quelque égard à sa priere, *les choses empiraient de jour en jour*, il insista de nouveau sur les motifs pressants exposés dans les deux premiers. Il ajouta dans ce troisième Bref, *qu'à l'avenir il ne traiteroit plus cette affaire par Lettres; que ce seroit à Jesus Christ & non au Pape que le Roi auroit à faire*; mais qu'il ne pouvoit lui dissimuler qu'il craignoit extrêmement qu'il n'éprouvât la vengeance du ciel; qu'il la lui dénonçoit expressément de nouveau pour la troisième fois, quoiqu'à regret; mais qu'il ne négligeroit pas les remèdes que sa place lui mettoit en mains, & qu'il ne pourroit omettre sans se rendre coupable. (c) Ces expressions, les seules qu'on pouvoit accuser d'être trop fortes, furent envenimées par les Jésuites & leurs partisans, qui les firent envisager comme une troisième monition canonique, & le prélude d'une excommunication en forme, qui dispenseroit les sujets du Roi du serment de fidélité; choses qui n'étoient jamais venues dans la pensée du Pontife. Mais dans le vrai ce qui offensa le plus, c'est que le Pape, dans ce dernier Bref, désignoit assez clairement l'Archevêque de Paris & le Jésuite Confesseur du Roi, comme les principaux Conseillers qui l'avoient engagé dans cette mauvaise affaire; quoique *leur dignité, dit-il, leur charge & la bonté singulière dont le Roi les honore*, (d) les obligeât à une conduite toute opposée. Il les appelle en conséquence, DES ENFANTS SANS FOI, *qui n'avoient que des vœux & des affections terrestres*, & qui par des suggestions utiles en apparence, & pernicieuses en effet, ébranloient les fondements de la Monarchie, affermie sur la vénération des choses saintes.

L'idée qu'Innocent XI donnoit à Louis XIV de ces deux Conseillers étoit fondée sur l'opinion publique, & sur la notoriété des faits. Personne en effet n'ignoroit en France, que M. de Harlay ne fût, avec le P. de la Chaize, le seul de qui le Roi prenoit conseil sur les affaires ecclésiastiques. (e) Ce Prélat Paris & d'au

IX.  
Personnage  
de M. l'Ar-  
chev. de

(a) Bref du 21 Septembre 1678. Rec. pag. 23.

(b) I. Bref. Recueil pag. 5.

(c) Recueil pag. 47. 49.

(d) Ibid. pag. 39.

(e) Voyez les Lettres que M. de Pamiers leur écrivit en 1679 & 1680. Recueil de pièces, pag. 77 & 91.

P. de la  
Chaise  
dans cette  
affaire.

qui depuis vingt ans avoit présidé à toutes les Assemblées du Clergé, s'étoit acquis un tel degré de crédit, qu'il exerçoit réellement l'autorité patriarcale dans toute l'Eglise de France. Une fausse opinion d'habileté & de science, augmentoit encore ce crédit; quoique, selon M. Arnauld, elle ne fût fondée que sur une grande facilité de parler de toutes choses, sans solidité & sans jugement, avec la même confiance que s'il en eût été le mieux instruit. On peut y joindre cet art d'intrigue & de politique, à qui tous les moyens sont bons, pourvu qu'ils conduisent aux fins qu'on se propose. (a).

Ces deux personnages, qui vouloient se rendre les maîtres despotiques de toutes les places & de toutes les affaires ecclésiastiques, & qui ne pouvoient souffrir les entraves que mettoit à leurs desseins la paix de l'Eglise conclue en 1669, regarderent l'affaire de la Régale, comme une des plus propres à anéantir en grande partie les fruits de cette paix, & à détruire, ou du moins à diminuer dans l'esprit du Roi, le fond de vénération qu'il avoit conçu pour la sainteté de MM. d'Alet & de Pamiers, qui en avoient été les principaux objets. Le désintéressement parfait de ces Prélats, & leur fermeté inébranlable, lorsqu'il s'agissoit des intérêts de l'Eglise & de leur devoir, les assuroit d'avance qu'ils ne se soumettroient pas au nouveau joug de la Régale; & ils se promettoient de faire passer d'autant plus aisément leur fermeté dans l'esprit du Roi, pour une rébellion & une défobéissance contre son autorité, qu'ils se flattoient avec quelque fondement que ces Prélats seroient les seuls qui auroient le courage de lui résister.

Les Jésuites se promettoient de plus dans cette affaire, d'exercer leur vengeance particulière contre M. de Pamiers, avec qui ils avoient eu de vifs démêlés, & qui avoit excommunié trois d'entre eux, pour s'être rendus indépendants de son autorité dans l'exercice du S. Ministère. Le P. Rapin, dans cette audacieuse Lettre qu'il écrivit au Cardinal Cibo, contre la mémoire de M. de Pamiers le 30 Août 1683, (b) ne laisse pas ignorer le vrai motif de la Société, dans l'affaire suscitée à ce Prélat au sujet de la Régale. " Il falloit empêcher, dit-il, ( pag. 49. & 50. ) qu'un Evêque Janséniste, ne conférât à des Jansénistes, les Bénéfices qui vaqueroient dans son Eglise". Il pouvoit ajouter, & chasser de leur place les dignes Ecclésiastiques, dont ce Prélat aussi-bien que M. d'Alet, avoit abondamment pourvu les Chapitres: car on fait bien qu'on ne se contentoit pas de donner en Régale les Bénéfices qui venoient à vaquer dans ces deux Diocèses, mais qu'on donnoit encore ceux dont les pourvus par ces Evêques jouissoient tranquillement depuis plusieurs années, sous prétexte que le défaut d'enrégistrement de leur serment de fidélité les rendoit vacants de plein droit.

Le fait que le P. de la Chaise & ses Confrères fussent les principaux moteurs de l'affaire de la Régale, pour se venger des Evêques d'Alet & de Pamiers, & avoir une nouvelle occasion d'étendre leur crédit, étoit si incontestable & si notoire, que le rédacteur des procès verbaux de l'Assemblée du Clergé a été forcé d'en faire l'aveu. (c).

(a) Lettre d'un Chanoine à un Evêque du 9 Août 1680.

(b) Voyez sur cette Lettre le quatrième Chapitre du VIII. Volume de la Morale Pratique I Exemple.

(c) „ Le P. de la Chaise, chargé de la feuille des bénéfices, & les Jésuites ses confrères, passaient pour être les principaux auteurs de la Régale. Ils en vouloient, „ dit-on, de longue main à Messieurs d'Alet & de Pamiers. Ils connoissoient leur rôle.

Après ce que nous venons d'observer, on ne sera point étonné de la conduite de M. de Harlay dans toute cette affaire. Piqué du troisième Bref de Innocent XI, il résolut de profiter de sa qualité de Président de l'Assemblée ordinaire du Clergé de cette même année 1680, pour en tirer vengeance. ne put néanmoins rien faire durant ses séances, qui ne furent que deingt jours. Mais le dernier jour, comme tous les Evêques alloient prendre congé du Roi, il dressa à la hâte une Lettre à ce Monarque qu'il fit signer par la plupart des membres de l'Assemblée, dans l'anti-chambre du Roi, sans seulement donner le temps de la lire. C'est cette fameuse Lettre du 10 juillet 1680, que M. Arnauld a si ingénieusement & si vigoureusement commentée dans sa *Lettre d'un Chanoine à un Evêque* du 9 Août de la même année. Nous en parlerons dans le § suivant, nous contentant de dire que dans cette Lettre, qui n'est remplie que de déclamations, le Prélat artisan n'osa point toucher au fond de l'affaire de la Régale, & qu'il borna à se plaindre de ce qu'il appelloit le procédé du S. Pere.

Le fond de l'affaire de la Régale fut réservé à une autre Assemblée du Clergé. On en convoqua une extraordinaire pour le mois de Mars de l'année suivante 1681. Les Prélats députés eurent ordre d'y examiner huit propositions relatives au fond & à la forme de cette affaire. Cette Assemblée se tint à Paris au Palais Archiépisopal. On y fit d'abord lecture d'un *Mémoire présenté au Roi par les Agents du Clergé de France, contenant leurs plaintes de ce qui avoit été fait en Cour de Rome, & que l'on avoit tenté d'exécuter en France depuis six mois, contre la disposition des Canons, contre les Limites de l'Eglise de France, & les loix du Royaume.*

Les faits dont il étoit question, concernoient principalement ce qui s'étoit passé dans le Diocèse de Pamiers, depuis la mort de M. de Caulet arrivée le 10 Août de l'année précédente 1680. Le Chapitre de la Cathédrale ne pouvant regarder comme valides, les Provisions de ceux qui avoient été pourvus en Régale, nomma des Grands Vicaires pour gouverner le Diocèse, le siége vacant, sans appeler les Régalistes à sa délibération.

Ces Messieurs s'étoient contentés jusques-là de jouir des fruits des Bénéfices dont ils avoient pris possession civile. Mais la mort du Prélat les rendant plus hardis, trois d'entre eux se présentèrent avec une forte escorte, deux jours après l'élection des Grands Vicaires, pour être reçus à exercer les fonctions des Bénéfices dont ils avoient été pourvus. Pour toute réponse, le P. Daubarede, le premier de ces Grands Vicaires, dénonça de nouveau en chaire l'excommunication fulminée contre eux par feu M. de Pamiers. Cette démarche fut soutenue par tout le Chapitre. L'Archevêque de Toulouse, sur le faux exposé de son Promoteur, que le P. Daubarede s'étoit ingéré de lui-même dans les fonctions de Grand Vicaire, à cause seulement de sa qualité d'Archidiaque, sans aucune convocation de Chapitre, nomma à sa place le 4 Septembre le Sieur Fortassin son Aumônier, pourvu en Régale du Doyenné de la Collégiale de Pamiers, sans citer auparavant le Chapitre, pour s'assurer du

deux à défendre les droits de leurs Eglises. Ils firent exiger de l'un au bout de 36 ans, & de l'autre au bout de 32 ans d'Episcopat, de faire clore la Régale dans leurs Diocèses, qui n'y avoit jamais été ouverte, puisqu'avant la Déclaration de 1673 il n'avoit pas été question de Régale dans leurs Provinces". Collection des procès verbaux des Assemblées du Clergé de France, à Paris chez Després 1772. Tome V. pag. 362.

fait, & sans le fommer de s'assembler pour faire une nomination de Grands Vicaires, contre la disposition expresse du Concile de Trente, qui forme le droit commun en cette matiere. Il n'y eut point de violences qu'on n'exercât à Pamiers, pour faire reconnoître l'autorité de ce nouveau Grand Vicaire, tant sur les Chapitres & sur les Curés, que sur les Maisons Religieuses & les simples particuliers. Les Grands Vicaires, les Chanoines Réguliers de la Cathédrale furent exilés; & on chassa de leurs Bénéfices plusieurs Curés qui refuserent de reconnoître le sieur *Fortassin*. Plusieurs Religieux & Laïques furent bannis ou emprisonnés pour le même sujet. Les dignes Ecclésiastiques exilés furent remplacés par des sujets pour la plupart scandaleux, qui changerent toute la face de ce Diocèse, que M. de Caulet avoit laissé dans l'état le plus édifiant.

Pour remédier à tous ces maux, autant qu'il étoit possible, le P. *Cerle* un des Grands Vicaires, qui avoit prévenu l'exil en se cachant, donna plusieurs Ordonnances contre celles de l'Archevêque de Toulouse & de son prétendu Grand Vicaire. Les nullités des pouvoirs de ce dernier y étoient si évidemment démontrées, qu'il se vit obligé de se démettre au bout de trois mois, pour donner lieu à une nouvelle nomination de Grand Vicaire. Elle fut ordonnée par le Parlement de Paris le 28 Novembre de la même année, qui cassa l'élection des Grands Vicaires faite par le Chapitre de Pamiers le 9 Août précédent, sous prétexte qu'on n'y avoit pas appelé les pourvus en Régale. Le même Arrêt ordonna que le Chapitre s'assembleroit trois jours après sa signification, pour procéder à une nouvelle élection.

L'illusion de cet Arrêt étoit notoire. Il étoit impossible aux Chanoines du Chapitre de Pamiers, de s'assembler pour procéder à une nouvelle élection, puisque les anciens étoient tous exilés ou cachés, à l'exception d'un seul qui n'étoit pas capitulant, parce qu'il n'étoit pas dans les Ordres. Les Régalistes étoient eux-mêmes tous absents, à l'exception du Sr. le *Juge*, lequel indépendamment du vice de son titre, ne pouvoit avoir voix en Chapitre, n'ayant fait ni Noviciat ni profession. L'Archevêque de Toulouse, avec lequel cet Arrêt avoit été concerté, ne laissa pas de publier une Ordonnance le 24 Décembre pour suppléer, dit-il, à la négligence du Chapitre, lequel, selon le certificat du Juge-mage de Pamiers, n'avoit pas nommé de Grand Vicaire trois jours après la signification de l'Arrêt, comme il lui étoit ordonné. Ce Prélat y désigna pour Grand Vicaire M. l'Evêque de Léon, nommé à l'Evêché de Pamiers.

Ce dernier Prélat n'ayant pas voulu accepter cette commission, ni le nouvel Evêché de Pamiers, l'Archevêque de Toulouse ne trouva d'autre sujet disposé à accepter le Grand Vicariat de Pamiers, que le Sr. *Dandaure* son Portecroix, dont les exploits ne furent ni moins violents ni moins injustes que ceux du Sr. *Fortassin*. Cette nomination fut faite le 11 Janvier 1681.

Le Pape de son côté ayant appris la mort de M. de Pamiers, & la conduite du Chapitre & des Grands Vicaires qu'il avoit nommés, leur adressa des Brefs pour les en féliciter, & les exhorter à demeurer fermes & constants à soutenir leurs droits, *confirmant en tant que de besoin cette nomination, & déclarant nulle & de nulle autorité*, toute autre nomination qui pourroit être faite durant la vacance du Siege. Le S. Pere écrivit aussi à l'Archevêque de Toulouse, le même jour 2 Octobre 1680, pour lui reprocher la hardiesse qu'il avoit eue *d'absoudre indifféremment tous ceux qui s'étaient intrus dans les Bénéfices du Diocèse de Pamiers, sous le titre injuste & nouveau de la Régale, avoient été déclarés par le dernier Evêque liés des Censures pro-*

*annuées par le Concile général de Lyon ; & cela au préjudice de l'Appel qu'il ne pouvoit ignorer que ce Prélat avoit interjeté au S. Siege , & que le S. Siege avoit reçu.*

Un autre Bref du premier Janvier 1681 , adressé au P. Cerle, au Chapitre & aux Chanoines Réguliers de la Cathédrale de Pamiers , s'explique encore plus énergiquement touchant le Grand Vicaire, qui auroit pu être nommé au préjudice de ceux du Chapitre, *soit par les Régalistes, soit par le Métropolitain, soit par quelqu'autre Puissance. Nous déclarons, dit le Pape, que tout ce qu'un pareil Grand Vicaire auroit pu ci-devant faire ou ordonner, & tout ce qu'il pourroit dans la suite faire ou ordonner ( Confessions Mariages &c. ) en cette qualité, sera attentatoire, invalide & de nulle valeur ; & qu'il encourra par le seul fait l'excommunication réservée à notre personne.*

Le P. Cerle encouragé par ce Bref , publia la même année deux Ordonnances ; la première pour prescrire l'exécution du Bref du premier Janvier, ordonner au Sr. Dandaure *de ne plus troubler le Diocèse, & de faire cesser par sa retraite le schisme qu'il y entretenoit ; le tout sous peine d'excommunication.* Il défendoit sous la même peine à tout le Clergé Séculier & Régulier & à tous les autres fideles, *de le reconnoître pour Vicaire Général, & de le favoriser en quelque maniere que ce fût.* La seconde Ordonnance du P. Cerle servoit de Réponse aux Ordonnances de M. l'Archevêque de Toulouse des 24 Décembre & 11 Janvier précédents, & prouvoit qu'elles étoient évidemment nulles & de nulle valeur. XIII.

C'étoit sur ces faits que l'Assemblée extraordinaire du Clergé du mois de Mars 1681, devoit délibérer. Il y avoit une autre affaire, dont nous ne dirons ici qu'un mot. C'est celle qui concernoit le Couvent de Charonne. Ce Couvent, par sa fondation, avoit droit de nommer sa Supérieure. L'Archevêque de Paris, sous prétexte du dérangement des affaires temporelles de cette Maison, y avoit nommé successivement deux Abbesses perpétuelles sur le Brevet du Roi. Mais prévoyant ensuite la difficulté qu'il auroit d'obtenir du Pape leur confirmation, il fit disparaître la première nomination, & leur donna de nouvelles Provisions sous la forme d'une Commission provisionnelle & pour un temps, qui dans le fond devoit opérer le même effet.

Innocent XI avoit adressé un Bref à ces Religieuses, le 7 Août 1680, pour déclarer nulles & de nulle valeur, les provisions en question, & autoriser les Religieuses à faire l'élection libre d'une Supérieure triennale, selon leurs Constitutions.

Le Parlement de Paris reçut le 24 Septembre de la même année, le Procureur général appelant comme d'abus du Bref du 7 Août, & fit défense de l'exécuter. Le Pape de son côté condamna au feu l'Arrêt du 24 Septembre, par un Bref du 18 Décembre suivant. Pour terminer ce procès, la Cour avoit dispersé les Religieuses de ce Monastere, & supprimé leur Maison (a).

L'Assemblée extraordinaire du Clergé, convoquée pour juger de tous ces faits, étoit composée de 42 Evêques, qui se trouvoient à Paris pour les affaires de leurs Diocèses, dit le Procès verbal. (b) Six d'entre eux, sous la présidence de l'Archevêque de Rheims, furent nommés Commissaires pour en faire XIV. Demande au Roi d'un Concile national.

(a) Voyez sur cette affaire l'Ecrit intitulé : *Recueil de diverses pieces concernant le Monastere de Charonne &c.* 1681. On y trouve en particulier une Lettre d'un Officier de la Cour de Rome du 22 Novembre 1680, où l'on réfute l'Arrêt du Parlement du 24 Septembre de la même année.

(b) Ce Procès verbal fut imprimé dans le temps. M. Dupin l'a inséré dans le troisième Tome de son Histoire du XVII. Siècle.

l'examen. Ce Prélat en rendant compte du travail des Commissaires le 15 Mai 1681, le fit avec beaucoup d'adresse. Il y laissa d'abord à l'écart tout ce qui s'étoit passé dans le Diocèse d'Alet, & supposa que tous les Evêques du Royaume s'étoient soumis à l'Edit de Février 1673, à l'exception de feu M. de Pamiers. Il observa ensuite qu'il n'étoit pas question du droit de Régale, dont les Rois de France étoient en possession depuis long-temps dans plusieurs Diocèses, mais seulement de son extension dans les Diocèses qui jusques-là en avoient été exempts; & après avoir exposé les prétentions du Roi & de ses Officiers sur ce sujet, il rend témoignage que le Clergé de France a toujours été persuadé que le droit de Régale est une servitude, qui, principalement en ce qui regarde la collation des Bénéfices, ne pouvoit être imposée que par l'Eglise même, ou de son consentement; ajoutant que le second Concile de Lyon n'ayant toléré la Régale, que dans les lieux où elle étoit pour lors établie, & ayant défendu de prétendre davantage, sous peine d'excommunication.... les Eglises qui jusques-là s'étoient conservées dans leur liberté naturelle & canonique, avoient eu raison de se défendre jusqu'à la Déclaration de 1673 (a) qui soumettoit indifféremment toutes les Eglises du Royaume à cette nouvelle servitude.

Après un pareil aveu, il ne restoit qu'une seule question à examiner, savoir si la Déclaration de 1673 étoit pour les Eglises exemptes une loi irrévocable, & un jugement définitif, qui ne leur laissât d'autre parti que celui de la soumission. M. de Rheims le fit entendre, en supposant que cette Déclaration étoit un Jugement contradictoire, prononcé par le Conseil du Roi, dont le Clergé n'avoit pu se défendre de reconnaître la juridiction. Mais il n'osa le décider, & il conclut son Rapport en disant que diverses considérations, prises singulièrement de la nature de cette Assemblée extraordinaire, avoient déterminé la Commission à penser qu'il n'y a point d'autre parti à prendre dans cette occasion, que de demander au Roi un Concile National, ou du moins une Assemblée générale de tout le Clergé du Royaume, pour y discuter des matières aussi importantes que celles dont il étoit question. L'avis des Commissaires forma le vœu & la résolution de l'Assemblée.

XV.  
Convocat.  
d'une As-  
semblée  
générale du  
Clergé.

L'Assemblée générale fut en effet convoquée. Le Roi en accorda la permission. Mais il évita dans sa Lettre aux Agents du Clergé du 15 Juin 1681, de la qualifier de Concile National, quoiqu'il semble qu'on la suppose telle dans le modèle de Procuration qui fut envoyé dans toutes les Provinces pour les Députés à l'Assemblée générale. (b).

Rien en soi n'auroit été plus canonique dans cette occasion que l'Assemblée d'un Concile national, si on avoit pu se flatter que l'esprit & les règles de l'Eglise y seroient observées. Mais on voit dès la première démarche, dans la Lettre même du Roi qui en permet la convocation, qu'on laisse à l'écart ce qui devoit former le principal objet de ses délibérations. Et en effet, le fond de la question qu'il s'agissoit de décider, selon que l'Assemblée extraordinaire du mois de Mai en avoit elle-même jugé, étoit de savoir si une portion considérable des Eglises de France, qui jusques-là avoient été exemptes de la Régale, étoient obligées de s'y soumettre; & si le corps du Clergé

(a) Procès verbal pag. 3. Col. 1.

(b) Sa Majesté a permis l'indiction & convocation d'une Assemblée générale extraordinaire du Clergé, représentant le Concile National. Procès verbal pag. 1. Col. 1.



gé ne devoit pas venir à leur secours, pour les préserver de cette nouvelle servitude, à laquelle la Déclaration du Roi de 1673 vouloit les assujettir.

Toutes les autres questions touchant les Brefs du Pape écrits à cette occasion, & touchant les procédures faites à Pamiers & à Toulouse, étoient des dépendances & des conséquences de la première. On fait néanmoins entendre dans la Lettre du 16 Juin, que le Clergé n'a demandé à s'assembler, *que pour aviser aux moyens de maintenir les libertés de l'Eglise Gallicane, & sa juridiction, contre diverses entreprises de la Cour de Rome.* C'est-à-dire, qu'au lieu de délibérer sur les moyens d'exempter les Eglises de France de la servitude que le Roi leur imposoit, on vouloit les obliger au contraire à délibérer contre les moyens employés par le Pape pour les maintenir dans leur liberté canonique & naturelle.

Tous les autres préliminaires de l'Assemblée furent assortis au premier. On trouve le même dessein dans le modèle de Procuration envoyé dans les Provinces, par ordre de la Cour; ce qui étoit jusqu'alors sans exemple. On prétend que la Cour régla pareillement la nomination des Députés à l'Assemblée générale; qu'on ne laissa point aux Assemblées Provinciales, la liberté ordinaire & naturelle pour le choix des Députés. On ajoute même que plusieurs des bons Evêques de France refuserent de se trouver à ces Assemblées Provinciales, pour ne prendre aucune part à cette affaire. (a).

Ce fut le même esprit qui dirigea toutes les opérations de l'Assemblée. On n'en voit aucune qui tendit efficacement à appliquer le remède à la racine du mal, & à faire connoître au Roi les surprises qu'on lui avoit faites dans tout le cours de cette affaire. On n'y fut occupé qu'à réparer les *contraventions* qu'on prétendoit qui avoient été commises *par la Cour de Rome, aux Décrets du Concordat, & à procurer la conservation des maximes & des libertés de l'Eglise Gallicane* (b), contre les Brefs du Pape, qui dans le fond ne tenoient qu'à cette même conservation; & cela en convenant que les maximes qui avoient dirigé toutes les démarches des Evêques d'Alet & de Pamiers, relatives à la Régale, & celles que le Pape revendiquoit dans les Brefs par lesquels il étoit venu à leur secours, étoient les mêmes dans le fond que celles que le Clergé de France avoit toujours soutenu, & qu'il soutenoit encore.

M. Chéron, Promoteur de l'Assemblée, en fit expressément l'aveu dès son XVI.  
ouverture, dans son Discours du 4 Novembre 1681, aussi-bien que M. l'Archevêque de Rheims, dans son Rapport du 11 Décembre suivant. "Le Pape, dit le premier, en parlant de l'affaire de la Régale (c), ne fait que Conformité des principes de cette Assemblée.  
répéter dans tous ses Brefs au Roi, une partie des moyens que le Clergé de France avoit représentés dans les Remontrances, & particulièrement dans avec ceux du Pape & des Evêques d'Alet & de Pamiers.  
les Mémoires donnés & produits par l'Assemblée de 1655. Je dis une partie des raisons, ajoute M. Chéron, car celles du Clergé sont encore plus fortes que celles du Pape" (d). Il en fait l'énumération; voici les principales : *Que la Régale n'est pas un droit de la Couronne né avec la Monarchie; que dans le fait elle n'avoit jamais été universelle; que conformément au second Concile de Lyon, l'usage & la possession avoient fait presque toujours la décision*

(a) *Ecclaircissement touchant la Régale* &c. pag. 13. Vie de Pavillon Tom. II. pag. 495. l'Eglise de France affligée pag. 8.

(b) Procès verbal pag. 1.

(c) Ibid. pag. 16. Col. I.

(d) Ibid. pag. 16 & 17.

*Sur les contestations de la Régale; qu'en particulier la collation des Bénéfices étoit un droit spirituel, que les Laïques ne pouvoient posséder sans la concession de l'Eglise; qu'elle étoit une servitude, & un joug insupportable à l'Eglise, & que le Clergé avoit toujours été de ce sentiment. M. de Rheims ajouta, dans son Discours du 11 Décembre (a), qu'elle étoit singulièrement onéreuse, par la possession où le Roi se trouvoit de conférer de plein droit les Bénéfices, dont les titulaires exerçoient nécessairement & en leur nom, une fonction spirituelle qui suppose une juridiction, laquelle ne peut émaner que de la Puissance ecclésiastique; & que néanmoins ils l'avoient exercée jusques-là sans avoir eu recours à l'autorité de l'Eglise (b).*

On convenoit également que dans l'exercice de la Régale, les Officiers du Roi tomboient dans plusieurs autres abus, soit en étendant la Régale à d'autres Bénéfices qu'à ceux qui étoient purement en la collation des Evêques; soit en faisant nommer aux Bénéfices des sujets qui souvent n'avoient ni l'âge, ni les degrés, ni les autres capacités prescrites par les saints Canons (c).

XVII.  
Etat de la  
Question  
sur la Régale.

D'après ces principes, il étoit indubitable que la Régale n'étoit légitime, sur-tout quant à la collation des Bénéfices, qu'en vertu du consentement exprès ou tacite de l'Eglise (d); que jusqu'à la Déclaration de l'an 1673, l'Eglise n'avoit donné son consentement que pour les Diocèses où l'usage & la possession l'avoient introduite, & que pour en rendre légitime l'extension générale à toutes les Eglises, il étoit nécessaire que l'Eglise y donnât son consentement.

Toute la différence qu'il y avoit entre les Evêques d'Alet & de Pamiers, & ceux de leurs Confrères dont les Diocèses avoient été jusques-là comme les leurs exempts de la Régale, c'est que les derniers s'étoient soumis à la nouvelle loi, au mépris du Concile général de Lyon qui avoit défendu aux Evêques, sous peine d'excommunication, de consentir à l'extension de la Régale aux Eglises dans lesquelles elle n'étoit point établie par une ancienne coutume; au lieu que MM. d'Alet & de Pamiers ne croyant pas qu'il leur fût permis en conscience, comme Evêques particuliers, de déroger à cette loi générale de l'Eglise, qui jusques-là avoit été consacrée par le concours des deux Puissances, & qui avoit fait règle sur cette matière, se crurent obligés de s'y opposer de tout leur pouvoir, sur-tout à cause du préjudice qui en résultoit pour le bien spirituel de leurs Diocèses.

XVIII.  
Fautes im-  
putations  
sur ce sujet.

C'étoit indubitablement là le seul état de la question, Les Evêques d'Alet & de Pamiers, ni le Pape Innocent XI n'ont jamais prétendu, comme on pa-

(a) Discours de M. de Rheims.

(b) Ibid. pag. 66. Col. II.

(c) Ibid. pag. 67.

(d) Comme il y avoit deux objets de différente nature dans la Régale, les revenus temporels, & la collation des bénéfices, on doit distinguer aussi deux raisons différentes de la nécessité du consentement du Clergé pour l'établissement de la Régale. Quant au premier, le Roi ne pouvoit enlever au Clergé ses revenus temporels sans son consentement, qu'en violant les droits de la propriété, que les Souverains sont obligés de respecter; & quant au second, savoir la collation des Bénéfices de plein droit, le Roi ne pouvoit se l'attribuer sans le consentement de l'Eglise, que par une usurpation sur la Puissance Ecclésiastique; parce que cette espèce de collation donnoit le droit & la mission nécessaire pour exercer des fonctions spirituelles, qu'on ne peut recevoir que de l'Eglise.

roit le leur imputer dans les Actes de l'Assemblée dont il s'agit, que la Régale en elle-même, & dans les lieux où elle étoit établie par un ancien usage, fût illégitime & contraire à la loi divine (a), & encore moins qu'elle fût une hérésie (b). Ce que ces deux Evêques, aussi-bien qu'Innocent XI, pouvoient regarder comme une erreur, c'est que le droit de Régale, sur-tout quant à la collation de plein droit des Bénéfices auxquels il y avoit des fonctions spirituelles essentiellement attachées, fût un droit imprescriptible & inséparable de la Couronne; & que le Roi fût en droit de l'établir dans toutes les Eglises de son Royaume, sans le consentement du Clergé: & sur cet article, les Actes de l'Assemblée de 1682 font foi, que le sentiment de ces deux Evêques & d'Innocent XI étoit le même que celui de tout le Clergé de France de leur temps.

Toute la différence ne consistoit donc que dans la conduite. Les deux Evêques d'Alet & de Pamiers furent les seuls qui s'opposèrent ouvertement à l'introduction de la Régale dans leurs Diocèses. Les Evêques des autres Eglises également exemptes, ou gardèrent le silence, ou n'y opposèrent que des protestations & des actes dérogatoires secrets, qui ne produisirent aucun effet. Le grand nombre se soumit par crainte & par politique, & chercha à canoniser sa soumission en traitant l'affaire de la Régale, d'affaire de très-petite conséquence, obscure dans le fond (c), & qui ne méritoit pas qu'on s'exposât aux désagréments qui feroient les suites infaillibles de la résistance.

C'est dans cette supposition que M. le Tellier, Archevêque de Rheims, ne craignit pas de dire, en parlant de ces Prélats timides ou politiques, qu'ils ne devoient pas assurément hasarder le repos de leurs Eglises pour une affaire de cette nature, ni les exposer aux malheurs dans lesquels celle de Pamiers étoit tombée; & que ce procès ayant été jugé (par le Roi) & perdu par le Clergé, il ne restoit à ce dernier d'autre ressource que la soumission (d).

L'Assemblée du Clergé de France s'expliqua dans le même goût dans la Lettre qu'elle écrivit au Pape, pour lui rendre compte de ses résolutions sur la Régale. Elle y avoua nettement qu'elle avoit renoncé à ses droits pour les transporter au Roi; mais en ajoutant qu'elle ne l'avoit fait que pour céder à la nécessité des temps: & que l'exemple des Saints de tous les siècles apprenoit qu'en pareil cas, & pour le bien de l'unité, l'Eglise pouvoit se relâcher de la rigueur de sa discipline, lorsque c'étoit sans préjudice de la foi & de la règle des mœurs.

Innocent XI, dans sa Réponse du 11 Avril 1682, convint du principe général, mais non de son application. Il observa en particulier, que les Evêques n'étant que les gardiens & non les maîtres des droits spirituels de leurs Eglises, ils n'étoient pas en droit d'en faire ainsi la cession aux Puissances temporelles; que de plus cette cession s'étoit faite dans des circonstances qui non seulement ruinoient la Discipline Ecclesiastique, mais encore mettoient l'intégrité de la foi en grand danger d'être altérée; les Edits Royaux attribuant au Roi le droit de conférer les Bénéfices, non parce qu'il en auroit reçu le pouvoir de l'Eglise, mais comme un droit essentiel & toujours inhérent à la Couronne (e).

L'Assemblée du Clergé ne jugea pas à propos de repliquer à ce Bref d'Innocent XI; mais dans sa Lettre circulaire aux Evêques du Royaume, elle re-

(a) Procès verbal pag. 18. Col. I.

(b) Ibid. pag. 75. Col.

(c) Ibid. pag. 80. Col. II.

(d) Ibid. pag. 76.

(e) Ibid. pag. 189.

clama contre cette dernière imputation faite aux Edits du Roi, *de sentiments, dit-elle, si hétérodoxes, & si éloignés des siens*; ajoutant que l'Edit de 1673 ne disoit pas que le droit de conférer les Bénéfices *ne dérivait pas de quelque concession de l'Eglise: qu'il n'assuroit pas qu'il étoit inséparable de la Couronne & de la même antiquité; mais seulement que ce droit étoit un des anciens droits de la Couronne: ce qui ne veut pas dire, dit l'Assemblée, qu'il lui soit essentiel, mais qu'il est de la nature de ces droits qui par le laps du temps, s'unissent pour l'ordinaire à la puissance royale & s'y identifient, de quelque espèce qu'ils puissent être, & quelle qu'en soit l'origine.* Elle ajoute qu'ayant déclaré plusieurs fois, que la servitude de la Régale, sur-tout quant à la collation des Bénéfices, ne pouvoit être imposée aux Eglises qu'en vertu d'une concession de l'Eglise, ou au moins de son consentement, le Roi n'avoit point témoigné être mécontent de cette Déclaration, qui avoit été divulguée dans toute la France & dans tout l'Univers chrétien: d'où elle conclut que cette Déclaration, & la cession expresse que les Evêques de France avoient fait de leur droit sur ce sujet, garantissoient l'Eglise de l'erreur que le Pape objectoit (a).

M. Bossuet justifie la conduite de l'Assemblée par les mêmes observations. Il dit que quoique cette Assemblée n'eût pas cru pouvoir aller jusqu'à trouver bon le droit du Roi, & quelque clair, ajoute-t-il, que nous croyions le nôtre, ç'aurait été être trop ennemi de la paix de le regarder tellement comme inconcessable, qu'on ne voulût pas même entrer dans de justes tempéraments; & qu'au surplus l'Assemblée en rapportant les maximes du Parlement (qui alloient plus loin que celles de l'Edit de 1673) l'avoit fait sans les approuver; & que si le tempérament qu'elle prit pour apaiser de si grands différends ne fut pas hors de toute critique, il satisfait du moins le Roi, & sauva l'atteinte qui étoit donnée aux droits les plus essentiels de l'Eglise (b).

XIX.  
Fin de l'af-  
faire de la  
Régale.

La mort des deux Evêques qui seuls eurent le courage de tout souffrir plutôt que de s'affujettir au nouveau joug, fit cesser le combat faute de combattants. Le nouvel Evêque d'Alet, Louis Alphonse de Valbelle, ayant fait sa soumission, fut nommé Député à l'Assemblée de 1681; & depuis sa nomination, nous ne trouvons plus de résistance dans ce Diocèse. Pour celui de Pamiers, la longueur de la vacance du Siege, & le courage du Chapitre de la Cathédrale qui avoit seul droit de le gouverner pendant ce temps-là, fit durer le combat plus long-temps. Personne ne voulut de cet Evêché. Les Evêques de Lombez & de Léon qui y furent nommés successivement, refuserent l'un & l'autre. L'Abbé de Bourlemont qui leur succéda, donna sa démission deux ans après, à cause des difficultés qu'il éprouva, soit pour avoir des Bulles, soit pour rétablir la paix dans ce Diocèse. Le fameux Abbé Decamps qui y fut ensuite nommé, en garda long-temps les Provisions sans pouvoir jamais obtenir la confirmation du Pape. Pendant tout ce temps-là il y eut un schisme ouvert dans ce Diocèse. Le P. Cerle d'un côté, nommé Grand Vicaire par le Chapitre, en exerça les droits jusqu'à sa mort, arrivée le 16 Août 1691 (c);

(a) Voyez les Œuvres de M. Bossuet de la nouvelle édition Tom. IX. pag. 379. & suivantes.

(b) Ibidem pages 299, 302 & 308. Voyez aussi la Collection des Procès verbaux de l'Assemblée du Clergé de France Tom. V. pag. 363.

(c) Le P. Cerle fut condamné à Toulouse à être décapité en 1681, & aux galères six ans après, pour sa fermeté à soutenir les droits de l'Eglise de Pamiers.

& d'un autre côté les Grands Vicaires nommés par M. l'Archevêque de Toulouse prétendoient être seuls dépositaires du Gouvernement.

Ce schisme scandaleux ne finit que par la nomination de M. de Verthamont, qui obtint ses Bulles pour ce Diocèse au commencement du Pontificat d'Innocent XII. L'Assemblée du Clergé de 1682 termina l'affaire de son côté, en donnant un Acte formel de consentement à l'extension de la Régale à toutes les Eglises du Royaume, aux termes de la Déclaration du 10 Février 1673 (a).

M. l'Archevêque de Rheims proposa ce consentement formel comme le moyen de dissiper tout ce qui paroissoit obscur sur l'extension de la Régale. L'Acte est motivé sur la nécessité de prévenir les divisions qu'une plus longue contestation pouvoit exciter entre le Sacerdoce & l'Empire, & sur le desir de témoigner au Roi la reconnoissance du Clergé. Cette reconnoissance avoit pour objet l'Edit du mois de Janvier précédent, que le Clergé avoit sollicité comme un moyen de terminer l'affaire de la Régale. L'Edit portoit 1°. Que tous les pourvus en Régale seroient obligés de se présenter aux Ordinaires pour en obtenir l'approbation & la mission canonique, avant de pouvoir faire aucunes fonctions de leur Bénéfices. 2°. Que le Roi n'exerceroit en Régale que les droits des Evêques défunts, ainsi & en la forme qu'ils avoient accoutumé d'en user de leur vivant. Cet Edit fut présenté par M. l'Archevêque de Rheims, comme une juste compensation de la liberté que les quatre Provinces avoient perdue par l'Edit de 1673 (b).

Les Eglises de Cambrai, d'Arras & de S. Omer, furent les seules qui furent exceptées du droit de Régale (avec celles d'Amiens & d'Auxerre, qui depuis long-temps en étoient exemptes à titre onéreux.)

L'Archevêque de Cambrai demanda l'Acte de cette exemption à l'Assemblée du Clergé, prétendant qu'elle étoit prouvée par des titres anciens & une possession immémoriale. L'Assemblée lui accorda sa demande, du consentement du Roi. Il n'en auroit pas fallu davantage pour prévenir tous les malheurs qui désolèrent les Diocèses d'Alet & de Pamiers, dont les titres n'étoient pas moins solides que ceux que M. de Cambrai alléguoit. Mais les auteurs de tous les troubles n'en vouloient point à ces Evêques Flamands, comme ils en vouloient aux deux Evêques de Languedoc.

L'Assemblée de 1682, en consentant à l'universalité de la Régale, ne prononça aucun jugement sur tout ce qui s'étoit passé à cette occasion dans les Autres Ré-Diocèses d'Alet & de Pamiers. Elle convint même qu'elle n'en étoit point Juge, solut. de l'Ass. de 1682. & que les parties intéressées n'avoient point reconnu son Tribunal, ni produit aucun des Actes nécessaires pour en juger (c). Il y eut néanmoins une Commission établie pour en rendre compte, & pour en faire le rapport par forme d'instruction. Mais tout ce qui en résulta, ce fut un Acte de Protestation du 6 Mai 1682, signifié à l'Auditeur du Nonce en France, contre les Brefs d'Innocent XI du 2 Octobre 1680 & 1 Janvier 1681, en tout ce qu'ils pourroient contenir, ou qu'ils pourroient opérer de contraire aux droits de l'Eglise Gallicane, ou aux coutumes & usages reçus dans cette Eglise, & de préjudiciable aux anciens Canons (d).

Cette Protestation comprend aussi les Brefs du même Pape du 7 Août &

(a) Voyez cet Acte dans le Procès verbal pag. 83.

(b) M. Arnauld dit que cette compensation étoit très-mal entendue, & n'étoit pas dans l'ordre. Mémoire sur la longue vacance des Sieges.

(c) Procès verbal de l'Assemblée de 1682 pag. 160. Col. I. pag. 169. Col. I.

(d) Ibid pag. 185. Col. II.

15 Octobre 1680, touchant l'affaire des Religieuses de Charonne, dont l'Assemblée du Clergé ne prétendit pas non plus se rendre *Juge*, (a) & qui d'ailleurs venoit d'être terminée par un Arrêt du Conseil, qui ordonnoit l'extinction de cette Communauté, la dispersion des Religieuses & la vente de leur Maison (b). Les Evêques s'abstinrent même à ce sujet de toutes Remontrances au Roi, sans doute comme inutiles, & incapables de remédier aux malheurs d'une Maison dont il ne restoit plus, disent-ils, qu'un triste & inutile souvenir.

La plus importante opération de l'Assemblée de 1682, fut la célèbre Déclaration en quatre Articles, sur la Puissance Ecclésiastique, &c. datée du 19 Mars 1682. Elle fut faite sur le rapport de M. Gilbert de Choiseul, Evêque de Tournai. Comme l'objet de cette Déclaration est dogmatique, & que nous en avons parlé à sa place naturelle (c), nous nous contenterons d'observer ici que Dieu se servit évidemment dans cette occasion des passions des hommes pour faire rendre un témoignage éclatant aux quatre importantes maximes, consacrées dans cette Déclaration. Car il n'est pas douteux que de la part des premiers moteurs de cette affaire (l'Archevêque de Paris, le P. de la Chaize & ses Confreres) le principal motif ne fût celui de mortifier le Pape Innocent XI, & d'arrêter tout court les démarches qu'il auroit pu faire pour continuer de s'opposer aux injustices & aux violences exercées dans le Diocèse de Pamiers à l'occasion de la Régale.

La condamnation de la Morale relâchée fut un autre objet dont plusieurs membres de l'Assemblée desiroient qu'elle s'occupât (d). M. l'Archevêque de Rheims fit à ce sujet un discours assez étendu, le 25 Février 1682, & fit envisager cette opération comme une suite de l'engagement qu'elle avoit contracté en 1655, que d'autres objets l'empêcherent d'exécuter pour lors. Il y eut à ce sujet des Commissaires nommés, & une Liste de propositions dressée, qui devoit être imprimée, & remise à chacun des Commissaires (e). Il fut même ordonné dans la dernière séance, que ces propositions dont la condamnation devoit être proposée à l'Assemblée, seroient incessamment distribuées à tous les Députés, & insérées dans le Procès verbal.

Cette résolution ayant concouru avec l'ordre du Roi pour la suspension de l'Assemblée, jusqu'au premier du mois de Novembre suivant, n'eut point d'exécution. La reprise indiquée n'eut pas lieu non plus, & il n'est pas douteux que les partisans & les protecteurs de la Morale dénoncée, qui dans ce temps-là décidoient de toutes les affaires ecclésiastiques, n'aient eux-mêmes sollicité les ordres pour empêcher qu'ils ne se rassemblaient au terme indiqué. Un nouveau motif qui arrêta la reprise de l'Assemblée, fut la résolution qu'elle avoit prise de s'occuper de la Jurisdiction des Evêques, & des entreprises des Réguliers sur leur autorité. Elle avoit déjà nommé des Commissaires à ce sujet, & avoit résolu dans la séance du 26 Mai 1682, d'insérer dans son Procès verbal, les Articles qui avoient été résolus sur cette matière à l'Assemblée de 1655, & dont la publication ne fut empêchée que par des considérations politiques, & par l'appréhension que l'on eut d'interrompre en ce temps-

(a) Procès verbal de 1682 pag. 176. Col. I. & Col. II.

(b) L'Eglise de France affligée, pag. 151 & 152. Procès verbal de 1682 pag. 169. Col. II. in fine.

(c) Préface Historique du Tom. X. sur les Ecrits de la seconde Classe Art. VIII. §. IV.

(d) Procès verbal de 1682 pg. 89. Col. I. & suiv. & pag. 90. Col. I.

(e) Ibid. pag. 196.

la médiation de la paix générale (a). Ces Articles avoient été depuis égarés & heureusement retrouvés (b). Mais les partisans de la Morale relâchée également intéressés à empêcher l'exécution de cette seconde résolution, trouverent le moyen de faire disparoître du Procès verbal de 1682, les Articles de 1655, aussi bien que la Liste des Propositions de Morale dont on devoit poursuivre la Censure. Cette dernière affaire fut consommée à l'Assemblée du Clergé de 1700. On peut voir à ce sujet le Procès verbal de cette Assemblée dans les Œuvres posthumes de M. Bossuet ( Tome III. page 85. de l'Appendice.)

## §. II.

*Ouvrages de M. Arnauld sur la Régale & les opérations des Assemblées du Clergé de 1680, 1681 & 1682.*

Le premier Ecrit qui soit sorti de la plume de M. Arnauld, au sujet de l'affaire de la Régale, qui duroit déjà depuis quelques années, est sa *Lettre d'un Chanoine à un Evêque*. Ce n'est pas que ce Docteur fût indifférent sur cette affaire (c). On peut voir la manière dont il s'explique à ce sujet dans sa *Lettre* du 29 Décembre 1678, plusieurs mois avant sa sortie du Royaume. Il y est question d'une déclaration que M. de Pomponne lui faisoit demander par sa niece la Mere Angelique de S. Jean, comme il n'avoit ni écrit ni pris aucune part à l'affaire de la Régale. On croyoit cette déclaration nécessaire pour sauver la Maison de Port-Royal du renouvellement de persécution dont elle étoit menacée. Le Ministre s'étoit persuadé que pourvu qu'on ne mentît point, il n'y avoit rien qu'on ne pût dire pour appaiser la colère du Roi. *N'est-il pas vrai*, faisoit-il dire à M. Arnauld, *que vous n'avez point agi dans cette affaire ? Vous le pouvez donc dire. Oui*, repiquoit M. Arnauld, *si on me le demandoit & que je ne pusse me dispenser de répondre : & dans ce cas même, je pourrois bien être obligé d'ajouter, que ce n'a pas été faute de bonne volonté, & que ç'a été seulement pour n'en avoir pas eu l'occasion. Mais c'est toute autre chose*, ajoutoit-il, *de l'aller dire sans qu'on me le demande.... C'est beaucoup si on se peut persuader qu'on en sera quitte devant Dieu en demeurant dans le silence ; au lieu qu'il semble qu'il n'y a point d'Evêque en France, ni de Docteur de quelque nom, qui ne dût élever sa voix pour faire comprendre au Roi combien les injustices dans lesquelles de misérables flatteurs engagent sa conscience, sont horribles devant Dieu & devant les hommes, &c.*

Ce que nous venons de rapporter éclaircit ce que M. Arnauld fait entendre dans la *Lettre d'un Chanoine*, &c. que les prétendus Jansénistes avoient été jusques-là des spectateurs oisifs de cette fameuse contestation : ce qui

(a) Procès verbal pag. 184. Col. I.

(b) Ibid. pag. 182. Col. II.

(c) Le P. Quésnel, dans sa Lettre à M. Van Susteren, Vicaire Général de Malines, du 5. Décembre 1703 fait mention pag. 21 & suiv. de quelques papiers écrits ou imprimés qu'on lui avoit enlevés concernant la matière de la Régale. „ M. Arnauld avoit, dit-il, „ à ce sujet des amis des deux côtés, & chacun avoit soin de lui envoyer tout ce qui „ se publioit d'Ecrits de part & d'autre, afin qu'il fût instruit de tout, & qu'il pût „ répondre avec une pleine connoissance de l'état de l'affaire, soit à des Evêques & „ à des Magistrats de France, ou à des Officiers de la Cour de Rome, qui, selon leurs „ différentes vues & leurs intérêts opposés, vouloient l'engager à leur écrire son sen- „ timent ”.

ne veut dire autre chose, sinon qu'ils n'avoient point publié d'Ecrit, parce qu'ils n'en avoient pas eu l'occasion; car d'ailleurs M. Arnauld & ceux qui pensoient comme lui étoient persuadés, que MM. d'Alet & de Pamiers avoient la meilleure cause qui fut jamais, & que ces Prélats n'avoient & ne pouvoient avoir en vue que la gloire de Dieu & la conservation des droits de leurs Eglises (a).

II. Avec de pareils sentimens, on ne doit point être étonné du zèle avec lequel M. Arnauld s'éleva contre la Lettre de l'Assemblée du Clergé du 10 Juillet 1680; ou plutôt contre les dispositions que M. de Harlay, qui en étoit le seul Auteur, ne craignit pas d'y manifester. M. Arnauld trouva cette Lettre à Bruxelles dans les derniers jours du même mois de Juillet, au retour d'un voyage qu'il venoit de faire en Hollande; & à cette occasion, dit l'Auteur de la Relation de sa retraite, pag. 27. il composa la Lettre d'un Chanoine à un Evêque (b).

Pour juger avec équité de la force & de la vigueur avec laquelle cette Lettre est écrite, il ne faut pas perdre de vue le personnage que faisoit pour lors dans l'Eglise de France, M. de Harlay, Archevêque de Paris, seul Auteur de la Lettre du Clergé que M. Arnauld réfute, & le seul contre lequel ce Docteur dirige proprement tous ses traits. Ce Prélat, totalement décrié dans le Royaume pour la licence de ses mœurs, étoit pourtant venu à bout par ses souplesses & ses complaisances pour les Jésuites, & sur-tout pour le P. de la Chaise, Confesseur du Roi, de s'emparer de l'esprit de ce Prince, & de diriger seul toutes les affaires ecclésiastiques du Royaume. Il avoit des audiences toutes les semaines sur ce sujet, & le Roi ne consultoit que lui, principalement sur tout ce qui avoit rapport aux contestations sur la Régale & sur le Jansénisme. Ce n'est pas que ce Prélat s'embarrassât beaucoup de ces affaires en elles-mêmes; mais elles lui étoient en quelque façon nécessaires pour entretenir son crédit, & ménager celui du Confesseur du Roi, & dès-lors il s'y livroit avec la même ardeur que le zèle le plus pur auroit pu lui inspirer. L'animosité de ce Prélat avoit singulièrement éclaté l'année précédente 1679, contre Port-Royal & contre M. Arnauld; & c'est ce qui avoit obligé ce Docteur de quitter la France. Cette retraite, bien loin d'apaiser M. de Harlay, n'avoit fait que l'irriter davantage, parce qu'elle mettoit ce Prélat dans l'impuissance de lui nuire, & qu'elle procuroit à M. Arnauld une liberté plus grande que jamais de le faire connoître au public pour ce qu'il étoit, comme il le fit en effet par la Lettre d'un Chanoine dont nous sommes occupés, où ce Prélat est peint au naturel & avec tous ses traits.

Il parut dans le même temps deux Lettres d'un Clerc tonsuré (René) de l'Archevêché de Paris à MM. les Archevêques & Evêques, & à MM. les autres Ecclésiastiques de l'Assemblée du Clergé de France, qui avoient signé la Lettre au Roi du 10 Juillet 1680. La première est datée du 25 du même mois, & la seconde du 15 Septembre suivant. Le frontispice porte fictivement qu'elles étoient imprimées à Paris, chez Frédéric Léonard, &c. avec Privilège de Sa Majesté.

On

(a) Voyez le Tom. II. des Lettres de M. Arnauld pag. 31. 341 & 342. 761. Tom. III. pag. 201. 383 & 384. 391.

(b) Tous les Catalogues s'accordent sans contradiction à attribuer cet ouvrage à M. Arnauld.



On voit dans ces deux Lettres que tout le public portoit le même jugement que M. Arnauld de la Lettre du 10 Juillet & de son Auteur. René ne craint pas de dire qu'elle a été un sujet de gémissement pour tous les gens de bien; qu'elle servoit de matière à toutes les Gazettes de l'Europe, & d'entretien à tous ceux & celles qui les lisent; qu'elle avoit même été inférée en entier dans celles d'Angleterre, qu'un Prince du Sang ne put s'empêcher de dire après l'avoir lue, que si la Cour alloit à Charenton, les Evêques (qui avoient signé cette Lettre) seroient tout prêts de la suivre. Tout le monde disoit, que ceux qui l'avoient signée en étoient honteux; qu'ils la désavouoient, & déclaroient hautement qu'ils avoient été surpris; que le Président l'ayant fait premièrement souscrire à ses confidens, l'avoit ensuite présentée aux autres qui l'avoient signée sans examen.

L'Auteur de ces deux Lettres relève principalement l'horrible calomnie contenue dans la Lettre au Roi, qu'il y avoit des esprits brouillons & séditieux, qui faisoient tous les jours courir des bruits extravagants contre l'honneur de Sa Majesté. . . . & qui faisoient tous leurs efforts pour exciter la méfintelligence entre la Royauté & le Sacerdoce; il fait voir qu'une telle accusation étoit aussi injuste & extravagante, qu'injurieuse à l'honneur du Roi; que s'il couroit des bruits défavantageux, ce n'étoit que contre M. de Harlay, Auteur de la Lettre. Il rapporte à ce sujet l'extrait d'un Plaidoyer composé par M. Paru, pour la défense de l'honneur prétendu de ce Prélat, imprimé à Paris, chez Sébastien Mabre Cramoisy, & présenté au Roi au mois de Juillet 1664. On y trouve le nombre & la qualité des accusateurs de ce Prélat; vingt Religieuses, des Religieux de trois ou quatre Ordres différents, des Curés, des Prêtres, des Docteurs en Théologie, des Juges, des Magistrats, des Officiers & des premières Compagnies du Royaume qui formoient contre lui, dit son Avocat, une ligue criminelle, & qui se plaignoient dans un Acte authentique du 11 Octobre 1663, de visites faites à une Supérieure de l'Hôtel Dieu de Pontoise à heures indues & par des portes furtives, par ceux qui n'avoient droit d'en faire; que de jour & de canoniques; de sorties scandaleuses dans la nuit avancée, &c. Le Parlement avoit déjà commis deux Genovefains pour informer de ces désordre; mais le Roi, pour arrêter le cours d'une procédure si scandaleuse, évoqua cette affaire à son Conseil par un Arrêt du 7 Décembre 1663. Le P. Annat & l'Evêque de Séz, depuis Successeur de M. de Harlay dans l'Archevêché de Rouen, furent commis par la Cour pour supprimer cette procédure, & procurer au Prélat une purgation au moins négative.

L'Auteur des Lettres se borne à ce trait comme suffisant pour prouver l'imprudence de M. de Harlay, de rappeler de pareils bruits, dans des circonstances où ils n'étoient rien moins que détruits par sa conduite subséquente.

On voit par-là, que quelque fortement que parle M. Arnauld dans sa Lettre d'un Chanoine à un Evêque, contre le même Archevêque, il en disoit moins qu'il n'en étoit dit dans des Actes publics & authentiques.

La bile de M. de Harlay contre les prétendus Jansénistes, avoit été excitée depuis peu par le personnage qu'il avoit appris que M. de Pontchâteau venoit de faire à Rome. Cet illustre Abbé avoit été chargé par M. l'Evêque d'Alet, d'y faire un voyage sur la fin de 1677. Il y porta la Lettre de ce Prélat à Innocent XI, du 30 Juillet de la même année, & les Actes & Mémoires concernant l'affaire de la Régale, aussi-bien que la grande Lettre contre la Morale relâchée signée par plusieurs Evêques. Le bon accueil qu'on

fit à Rome dans ce premier voyage à M. de Pontchâteau, l'engagea à en faire un second au mois de Mai 1679; mais une imprudence de M. l'Evêque d'Angers donna lieu de l'y découvrir. L'Ambassadeur de France en fut instruit. Il en donna avis à la Cour, & M. l'Abbé de Pontchâteau reçut ordre de la part du Roi de se retirer de Rome. Ces faits étoient tout récents lorsque M. de Harlay composa sa Lettre au Roi du 10 Juillet 1680. M. de Pontchâteau étoit parti de Rome sur la fin du mois de Juin précédent, & arriva de Rome à Bruxelles au milieu d'Octobre de la même année, à peu près dans le temps qu'on donna au public la Lettre de M. Arnauld à un Chanoine (a).

Nous avons vu dans le §. précédent (N. VIII.) que les trois Brefs d'Innocent XI. au Roi, touchant l'affaire de la Régale, qui donnerent lieu à la Lettre du Clergé du 10 Juillet 1680, étoient peut-être les plus Apostoliques qui fussent venus de Rome depuis long-temps, & sur-tout le troisième (du 29 Décembre 1679.) Les Procès-verbaux des deux Assemblées du Clergé des mois de Mars & Octobre 1681, font foi qu'ils ne contenoient d'autres maximes que celles dont le Clergé avoit toujours fait profession. Il fallut, pour y trouver quelque chose de reprehensible, envenimer *quelques traits de sens que l'esprit de Dieu inspire le plus souvent aux personnes les plus douces*, lorsqu'elles les étoient nécessaires *pour rompre les obstacles qui empêchent la vérité d'entrer dans les cœurs des Princes, qu'on a prévenus contre elles* (b). On les voulut faire passer dans l'esprit du Roi pour des menaces d'excommunication, & des procédures canoniques contre sa personne, qui tendoient à introduire un schisme dans le Royaume, & à dispenser les sujets du serment de fidélité. Rien n'étoit plus éloigné des intentions d'Innocent XI. Mais il falloit rendre ce Pape odieux, pour arrêter les effets naturels que son zèle ne pouvoit manquer d'opérer sur l'esprit de ce Prince, s'il n'avoit pas été si fortement prévenu. M. de Harlay & le P. de la Chaise y trouvoient en même temps leur avantage; parce qu'ils se proposoient de faire retomber tout l'odieux qu'ils prétendoient à ces Brefs, sur les prétendus Jansénistes qu'ils en faisoient passer pour les Auteurs, ou du moins pour les sollicitateurs. Les expressions dont le Pape se servoit dans le dernier des trois pour désigner M. de Harlay & le P. de la Chaise, acheverent de les irriter. Il fut résolu de s'en venger avec éclat, & de le faire au nom de l'Assemblée. Mais pour y réussir, il falloit user de surprise. Vraisemblablement la Lettre du 10 Juillet n'auroit jamais été adoptée, si on en avoit mûrement délibéré dans une Assemblée régulière & ordinaire. M. de Harlay qui ne pouvoit l'ignorer, la proposa tumultueusement dans la dernière séance de l'Assemblée, & ne la fit signer, comme nous l'avons dit, à la plupart des Evêques & des Députés de l'Assemblée qui dans l'antichambre du Roi, dans le moment où ils alloient avoir leur audience de congé, & sans leur donner non seulement le temps de l'examiner, ce qui n'étoit pas possible en pareille circonstance, mais même celui de la lire (c).

### III. Considérat.

L'Assemblée extraordinaire du Clergé qui se tint à Paris au mois de Mars

(a) Relation de la retraite de M. Arnauld pag. 29 & 30.

(b) Considérations &c second Point.

(c) Ces circonstances sont extraites d'une lettre du 9 Août 1680, par laquelle M. Arnauld adresse à un ami ses Remarques sur le fond de la Lettre du Clergé du 10 Juillet précédent, & en annonce d'autres sur les fautes de langage: ce qui forme les deux Parties de la Lettre d'un Chanoine &c.

& de Mai de l'année suivante 1681, & l'indication faite à sa demande, d'une sur les Assemblée générale représentant un Concile national pour le mois d'Octobre, faire de suivant, donnerent lieu à M. Arnauld de composer un nouvel Ecrit sur les l'Eglise. c. principaux objets qui devoient y être traités, & sur-tout touchant la Régale. [n. 17.] C'étoit comme un Mémoire instructif où les Evêques auroient pu puiser d'excellentes vues relativement à cette importante affaire. Cet ouvrage est incontestablement de M. Arnauld. Il en fait lui-même l'aveu dans plusieurs de ses Lettres (a), & tous les Catalogues le lui attribuent (b). Il étoit à Delft, en Hollande lorsqu'il le composa, au mois d'Août 1681. M. du Vaucel venoit de lui apporter de France d'amples Mémoires, qui contenoient tout ce qui s'étoit passé à Pamiers touchant l'affaire de la Régale. Ses amis, en les lui envoyant, lui témoignaient le desir qu'ils avoient qu'il prévint l'Assemblée du Clergé qui alloit se tenir sur cette affaire, par quelque Ecrit qui éclaircit la matière de la Régale, & qui pût détourner les Evêques de prendre part aux violences & aux injustices qu'on faisoit à Pamiers, à cette occasion. M. Arnauld, après avoir bien examiné ce qu'il devoit faire, se crut enfin obligé de composer l'Ecrit intitulé : *Considérations* (c). Il expose lui-même dans une Lettre à M. du Vaucel du 20 Octobre de l'année suivante, les motifs qui l'y avoient déterminé. "On ne l'a point fait, dit-il, par aucune complaisance humaine. On n'a eu en vue que la défense de la vérité & de la justice, & on en a abandonné la suite à Dieu." (d) Car M. Arnauld prévoyoit bien que ce nouvel ouvrage irriteroit les Auteurs du mal, & lui attireroit de nouvelles persécutions de leur part. Il en différa néanmoins de plusieurs mois la publication, sur les avis qu'il reçut d'un projet d'accommodement avec le Pape, touchant la Régale, & même touchant les autres objets des contestations, & des conférences établies à Rome sur ce sujet depuis l'arrivée du Cardinal d'Estrées, que le Roi y avoit envoyé.

Comme on n'avoit d'autre but dans les *Considérations*, &c. dit-il à ce sujet, que de contribuer au bien & à la paix de l'Eglise, on les avoit supprimées sur le bruit qui courroit que les choses alloient se terminer heureusement, & à la satisfaction de tout le monde. Mais, ajoute-t-il, ayant vu tout le contraire de ces belles espérances..... on a cru que ce seroit retenir la vérité en injustice, que de ne pas publier ce petit Ecrit, où l'on éclaircit beaucoup de choses dont on n'a point encore parlé à fond dans l'affaire de M. les Evêques (d'Alet & de Pamiers.) C'est ce que M. Arnauld écrivoit vers le milieu de l'année 1682. (e) On peut voir le détail de ce projet d'accommodement dans les *Mémoires historiques sur Port-Royal des Champs*, Tom. II. p. 478. & suivantes. M. Arnauld qui connoissoit les esprits, n'espéroit rien de ces négociations pour le bien général, tant que le Roi continueroit à donner uniquement sa confiance sur ces matières à deux personnes telles que M. de Harlay & le P. de la Chaise; quoi qu'il ne crût pas difficile d'obtenir des adoucissements pour quelques particuliers, & même son retour en France. Mais il comptoit pour rien ces accom-

(a) Tom. II. pag. 147. 164. 173. 196. 277.

(b) Relation de la retraite pag. 36. Bibliothèque du P. le Long, n. 2776.

(c) Tom. II. pag. 165.

(d) Relation de la Retraite pag. 36.

(e) Tom. II. pag. 147.

modements particuliers, tant qu'on ne pourroit pas espérer une paix générale (a).

Ce fut une brouillette particulière entre M. de Harlay & le P. de la Chaise qui donna lieu à ce Prélat de parler d'accommodement. On proposa à cette occasion à M. Arnauld d'écrire une Lettre à l'Archevêque de Paris. M. Arnauld rejeta cette proposition, & en exposa naïvement les motifs dans une Lettre à l'un de ses amis (b). Lorsque ce Prélat vit sa politique échouer contre la simplicité de ce Docteur, il en devint plus furieux que jamais, & fit évanouir toutes les espérances de paix. M. Arnauld n'hésita plus dès-lors à publier ses *Considérations*, &c. (c).

La publication de cet ouvrage, dans lequel on n'eut pas de peine à reconnaître le style & le caractère de M. Arnauld, acharna de nouveau contre lui les ennemis de l'Eglise & de toute vérité, & fit dire à M. de Harlay qui en étoit le Chef, qu'il avoit cinquante mille livres à employer pour faire prendre ce Docteur, & qu'il falloit que lui ou M. Arnauld pérît (d). Les deux prétendus crimes que ce Prélat poursuivoit dans M. Arnauld étoient 1°. D'avoir publié les *Considérations*, &c. 2°. D'empêcher l'accommodement de la France avec Rome. Sur cette dernière imputation ce Docteur en appelle au témoignage de M. du Vaucel, son intime correspondant pour tout ce qu'il écrivoit à Rome dans ce temps-là. Vous savez, lui dit-il, si ce dernier crime a quelque apparence (e).

L'Ecrit des *Considérations* fut débité à Paris d'une manière singulière. On avoit trouvé le moyen d'en faire parvenir un bon nombre dans cette capitale, avant l'arrivée des Evêques, & lorsque l'Assemblée fut ouverte, on alloit le matin en jeter des paquets dans les boutiques des Libraires; on en adressoit des exemplaires sous enveloppe à tous les Prélats de l'Assemblée; on les faisoit porter à leurs logis par les premiers Savoyards qu'on trouvoit dans les rues; on en jettoit dans leur Carrosse, ou l'on entroit dans leur maison sous quelque prétexte, & on y laissoit un exemplaire de l'ouvrage, sans que personne s'en aperçût (f).

IV.  
Principaux  
objets traités dans les  
*Considérations*.

M. Arnauld examine quatre points dans ses *Considérations*. 1°. La Régale en elle-même. 2°. Les Brefs que le Pape avoit écrits à ce sujet au Roi. 3°. Ce qu'on avoit fait à cette occasion dans le Diocèse de Pamiers. 4°. Enfin l'affaire de Charonne. Mais avant tout & dans une espèce d'exorde, il se présente à l'Evêque de l'Assemblée à qui il adresse ces *Considérations*, l'étroite obligation où il étoit de dire sa pensée sur ces quatre points, avec une sincérité chrétienne & une liberté sacerdotale, sans en être empêché par la crainte de quelque disgrâce ou de quelque persécution; ni même par la tentation plus subtile d'être traversé dans ses saintes résolutions pour le bien de son Diocèse, & pour le salut des âmes.

En traitant le premier point, M. Arnauld ne fait que le Commentaire du

(a) Lettres du 26 Avril, 22 Mai & 16 Juillet 1682. Tom. II. pag. 135. 136. 143-151.

(b) Tom. II. des Lettres pag. 146. Mémoires historiques &c. Tom. II. pag. 488.

(c) Ibid. pag. 490.

(d) Lettre du 20 Octobre 1682. Tom. II. pag. 164 & du 29 Janvier 1683. p. 196.

(e) Lettre du 13 Novembre 1682. Tom. II. pag. 173.

(f) Vie de M. Caulet, par M. Besoigne pag. 289.

Discours de M. l'Archevêque de Rheims, à l'Assemblée extraordinaire du mois de Mars de la même année ; & il observe que quoique cette Assemblée ne fût qu'une préparation à l'Assemblée générale, & que ce Prélat ne se fût point proposé *de rien dire d'une manière décisive*, il avoit néanmoins *posé des fondemens si indubitables*, qu'il n'avoit laissé que fort peu de chose à terminer à l'Assemblée générale, ayant réduit tout ce qui pouvoit être un *sujet de dispute & matière à délibération*, à cette unique question, savoir si les Eglises des quatre ou cinq Provinces qui avoient eu droit jusques en 1673 de se conserver dans *leur liberté naturelle & canonique* touchant la Régale, avoient perdu ce droit par la Déclaration du Roi de cette même année.

M. de Rheims ne s'étoit pas expliqué sur cette dernière question. Content d'avoir établi les principes, il avoit laissé *la Conclusion* à tirer à l'Assemblée générale, comme plus autorisée & représentant toute l'Eglise Gallicane. Il se conduisit avec la même adresse dans l'exposé qu'il fit des raisons que les Officiers du Roi oppoient aux principes du Pape & du Clergé. Ce Prélat n'en négligea & n'en affoiblit aucune ; mais il ne jugea pas à propos ni de les réfuter, ni même d'en porter son jugement. M. Arnauld y suppléa dans *ses Considérations*, en reprenant chacune de ces raisons, que M. de Rheims avoit réduites à neuf, & les réfutant avec une clarté qui ne laisse rien à désirer. De sorte qu'on peut regarder cette première Partie des *Considérations* comme un excellent plaidoyer sur la Régale. Les raisons y sont mises dans tout leur jour, & les objections réfutées avec cette force & cette clarté qui étoient propres à M. Arnauld.

Le second point est traité beaucoup plus succinctement. M. Arnauld y observe que dès qu'il étoit constant que tous les principes établis dans les trois Brefs du Pape au Roi étoient les mêmes que ceux du Clergé de France, ce Clergé bien loin d'incidenter & de chercher querelle au Pape, sur quelques expressions peut-être trop fortes, mais qu'il étoit aisé de justifier, ne pouvoit se dispenser de le remercier du fond de ses démarches, qu'on ne pouvoit regarder que comme d'importants offices qu'il avoit voulu rendre aux Eglises du Royaume exemptes de la Régale, pour les maintenir *dans leur liberté naturelle & canonique*. M. Arnauld ajoute, qu'il y avoit long-temps qu'il n'étoit venu de Rome des Brefs aussi Apostoliques, & qu'on avoit admiré à la Cour même, le *style majestueux*, l'*air de piété*, le *zele apostolique*, la *grande lumière*, la *tendresse & la force* qui éclatent de toutes parts dans ces nouveaux Brefs.

M. Arnauld raisonne avec la même force & la même justesse, en parlant des vexations exercées dans les Diocèses d'Alet & de Pamiers au sujet de la Régale, qui sont l'objet du troisième point. Les principes des Evêques & du Clergé de ces deux Diocèses n'étant point différents de ceux des autres Evêques de France, comme ce Docteur l'avoit fait voir en traitant le premier point, il en conclut qu'il étoit du devoir des Evêques de l'Assemblée de représenter au Roi les surprises faites à sa religion, tant sur le fond de la Déclaration de 1673, que sur les traitements aussi injusts que durs, qu'on avoit fait sous son nom à des Evêques & à des Ecclésiastiques d'une piété singulière, pour n'avoir pas cru pouvoir abandonner des droits reconnus justes & légitimes par tout le Clergé de France, & défendus comme tels jusqu'à la dernière Déclaration de 1673. Il ajoute que par l'effet rétroactif que les Officiers du Roi avoient donné à la Déclaration de 1673, contre des Prélats qui

étoient en pleine & paisible possession de leurs droits, l'un depuis trente six ans & l'autre depuis trente ; & en étendant nommément cet effet à tous les Bénéfices qu'ils avoient conférés, sous prétexte qu'ils étoient vacants en Régale, on alloit au-delà de la lettre de la Déclaration, & on exerçoit à leur égard une vexation inique, des plus injustes & des plus déraisonnables, sur-tout dans l'Eglise de Pamiers, dont les Chanoines Réguliers, ne pouvoient être remplacés que par des sujets reçus dans leur corps après les épreuves ordinaires, qui devoient précéder le Noviciat & la Profession. L'injustice de tous ces procédés, des exils, des saisies du temporel, &c. qui en avoient été la suite, est évidemment démontrée, quand même l'extension de la Régale prescrite par la Déclaration de 1673, pourroit avoir quelque fondement légitime (a).

On lit avec intérêt dans ce troisieme point, le détail de tout ce qui s'étoit passé dans le Diocèse de Pamiers ; & on y trouve avec une juste censure de la conduite des Régalistes & de leurs protecteurs, une apologie complète de la conduite du Chapitre & des Grands Vicaires qui le gouvernoient, le Siege vacant, aussi bien que de celle du Pape qui étoit venu à leur secours.

Le quatrieme point contient une discussion également lumineuse de l'affaire des Religieuses de Charonne.

On peut dire en particulier de l'ouvrage des *Considérations*, avec peut-être plus de raison que d'aucun autre, ce que le célèbre M. d'Aguesseau disoit en général des ouvrages polémiques de M. Arnauld (b) qu'ils sont comme autant de *Plaidoyers*, où ce Docteur a toujours en vue d'établir ou de réfuter, d'édifier ou de détruire, & de gagner sa cause par la seule supériorité du raisonnement. M. Charlas réfugié à Rome écrivoit trois ans après, que les *Considérations* étoient une défense claire & solide de la liberté des Eglises sur cette matière (c).

On ne peut douter que cet ouvrage n'ait beaucoup contribué à empêcher les Evêques de l'Assemblée de 1682, d'aller aussi loin que l'Archevêque de Paris & le P. de la Chaîsse vouloient les mener. La justice des démarches des Evêques d'Alet & de Pamiers, & de leur Clergé, étoient mises dans un si grand jour, qu'ils ne pouvoient la condamner sans se déshonorer. Tout ce que leur politique & leur dévouement à la Cour leur permit, fut de garder le silence sur ce sujet, & de déclarer qu'ils n'en étoient pas les Juges.

Il semble que M. le Coadjuteur de Rouen, Président de la Commission en cette partie, fait allusion à l'Ecrit des *Considérations* dans son Discours du 5 Mai 1682, sans pouvoir en dire autre chose, sinon que les réflexions qui y étoient déduites, avec assez de chaleur (d) laissoient un juste soupçon, que les Auteurs anonymes qui l'avoient produit, étoient les véritables Auteurs de Brefs du Pape. C'étoit un des stratagèmes employés pour se débarrasser de ces Brefs. On trouve dans la nouvelle édition des Procès verbaux des Assemblées du Clergé, la citation expresse des *Considérations sur les affaires de l'Eglise &c.*, & de quelques autres Ecrits, avec cette observation, que toutes ces pièces

(a) *Considérations &c.*

(b) Œuvres de Daguesseau Tom. I. pag. 401.

(c) *Quo in Opusculo (Considérations sur les &c.) de hac ipsâ materiâ solidè ac dilucidè pro Ecclesiarum libertate actum est. Causa Regaliâ penitus explicata &c. Prefatio pag. 6.*

(d) Procès verbal pag. 177. Col. I.

toient d'être consultées ; & qu'elles fournissent des réflexions qui pouvoient servir à éclaircir ce point considérable de l'Histoire de l'Eglise Gallicane. (a). eut-être néanmoins que le Coadjuteur parle des autres Ecrits publiés sur la Régale , ou des Religieuses de Charonne , auxquels M. Arnauld n'eut aucune part. On apperçoit même dans plusieurs , des manuscrits ultramontains dont M. Arnauld étoit fort éloigné : tels sont 10. *Observations sur le Procès verbal de l'Assemblée extraordinaire &c. des mois Mars & de Mai 1681*, publiées cette même année en 227 pag. in-12. d'autres *Observations sur les principales maximes que les Défenseurs de la Régale ont voulu établir en des Discours manuscrits ou imprimés*, & dans le Procès verbal de l'Assemblée... du mois de Mai 1681, datées du 15 Août 1681. 6. pages in-12. ). On doit juger différemment de quelques autres Ecrits, qui parurent à peu près dans le même temps sur la même matière. Le premier fut le *Traité de la Régale*, imprimé pour la première fois à Lyon, chez Aubin, en 1680. ( b ) ( sous le nom de Cologne, par l'ordre de M. l'Evêque de Pamiers, pour la défense des droits de son Eglise. Le P. Alexandre, dans sa *Dissertation sur le droit de Régale*, insérée dans son *Histoire Ecclésiastique*, ( c ) entreprit de réfuter ce Traité. Mais on lui a reproché de l'avoir fait d'ouvrage anonyme ou pseudonyme, en dissimulant qu'il portoit en tête le nom de M. l'Evêque de Pamiers, sans que personne eût réclamé contre, afin de pouvoir avec plus de liberté déclamer contre M. Charlas, Grand Vicair de M. de Pamiers, qui a réfuté à son tour le P. Alexandre, & qui étoit très-instruit sur cette affaire. Il nous assure non seulement que c'étoit l'ouvrage ou propre ou adopté de ce Prélat, mais encore qu'il le fit distribuer comme tel : *tamquam proprium publicè distribuit* ( d ). Mais comme il ne l'avoit publié que pour sa satisfaction particulière, & qu'il avoit cru en conséquence devoir s'y borner à une simple exposition de ce qu'il croyoit nécessaire pour sa défense, on en donna une seconde édition en 1681, si considérablement augmentée, dit-il, qu'elle forme en quelque sorte un nouvel ouvrage. On défendit en effet dans cette seconde édition avec plus d'étendue qu'on ne l'avoit fait dans la première, sur la Régale des autres Eglises, & on disputa plus amplement les objections & difficultés dont cette matière étoit susceptible, touchant même la pratique des Eglises anciennement assujetties à la Régale. La première édition porte le titre que nous venons d'indiquer. Mais la seconde est intitulée : *Traité général de la Régale* ( e ). M. Besoigne, dans son *Histoire de Louis le Grand*, nous assure que M. Arnauld fit imprimer à Bruxelles vers ce temps, le *Traité de M. de Pamiers sur la Régale* ( f ) ; ce qui doit peut-être s'entendre de l'édition augmentée, & imprimée sous le titre de *Traité général de la Régale*. ( g ).

a) Tom. V. pag. 337.

b) Suite de l'Innocence opprimée &c. pag. 103.

c) Histoire du XIII. & du XIV. Siècle. Part III.

d) *Causa Regalia penitus explicata, seu Responsio ad Dissertationem Reverendissimi Patris F. Natalis Alexandri &c. Leodii 1685. Cum Superiorum permissu*, pag. 98.

e) C'est un vol. in-4. de plus de 700 pages.

f) Ibid Préface pag. 5 & 6.

g) Histoire de Port-Royal Tom. VI. pag. 82.

h) Il se fit cette même année 1681 une seconde & une troisième édition du Traité

Le même M. Besoigne fait M. Arnauld Editeur de la *Relation de ce qui s'est passé touchant l'affaire de la Régale, dans les Diocèses d'Alet & de Pamiers, jusqu'à la mort de M. l'Evêque d'Alet*. Cette Relation, qui n'est presque qu'un Recueil de pièces, fut pareillement imprimée en 1681, & vraisemblablement en Hollande. M. Arnauld y étoit pour lors avec M. du Vaucel, Théologal d'Alet, exilé pour cette même affaire, & qui sans doute étoit venu joindre ce Docteur pour l'engager, muni de toutes ces pièces, à composer les *Considérations* &c. Ce fut aussi le même M. du Vaucel, qui apparemment toujours de concert avec M. Arnauld, publia cette même année 1681, le *Recueil de diverses pièces & Lettres concernant la Régale & le Diocèse de Pamiers* (voir in-18. de 500 pages.) On imprima vers le même temps l'*Inventaire des pièces* &c. sur la même affaire, en trois parties, format in-4to., qu'on ne peut attribuer qu'aux mêmes Editeurs. M. Arnauld devoit avoir toutes ces pièces sous les yeux en travaillant à ses *Considérations*, n'ayant pu sans ce secours y parler de cette affaire dans un aussi grand détail, & avec autant d'exactitude qu'il le fait.

La cause de MM. d'Alet & de Pamiers sur la Régale étoit si évidente, que divers Auteurs Protestants se déclarèrent en leur faveur.

Il parut en 1683, deux *Lettres à M. N. La première sur un Livre qui a pour titre : CONSIDÉRATIONS SUR LES AFFAIRES DE L'EGLISE* (14. pag. in 24) La seconde touchant les *Remarques sur la Lettre de M. Spon au Révérend Père de la Chaise Jésuite*, (44. pages.) Ces deux Lettres sont d'un Protestant. L'Auteur y avoue au commencement de la première, qu'il "a été persuadé par les raisons qui y sont alléguées (*dans les Considérations* &c.) qu'après le Règlement sur la Régale, fait au Concile de Lyon, & l'exécution de ce Règlement durant l'espace de près de 400 ans, le Roi ne pouvoit, sans faire quelque sorte de breche à la discipline de l'Eglise Romaine, étendre son droit de Régale, au-delà des bornes prescrites par ce Concile, sans une nouvelle concession d'un autre Concile postérieur". Cet aveu est d'autant plus remarquable de la part de cet Auteur, qu'il se livre ensuite à une critique très-sévère & très-injuste, contre ceux qui s'opposèrent à une pareille extension. "Une institution purement humaine, dit-il, méritoit-elle le vacarme qui en a été fait? Ou plutôt ne valoit-il pas mieux, après quelques Remontrances faites au Roi sur une chose indifférente en elle-même, se soumettre humblement à ses ordres; au lieu de tenir un *procédé fier, tendant à sédition, & si opposé au respect dû à Sa Majesté*"? Nous n'avons rapporté ce jugement que pour faire voir l'injustice & la contradiction où entraîne souvent l'esprit de préjugé. Il est moins étonnant qu'un Auteur Protestant traite, comme il fait, de bagatelle les droits de Régale, & nommément la collation des Bénéfices. "Quel inconvénient y a-t-il que le Roi, de pleine autorité, les confère à des Ecclésiastiques de mérite, & qu'en attendant le choix des personnes qui en soient dignes, il emploie les fruits de ces Bénéfices en œuvres pies, selon qu'il le juge à propos"? Ce sont ses termes.

M. Basnage, autre Protestant, dans son *Histoire des ouvrages des Savants*, (Janv. 1689.) en rendant compte du *Traité singulier des Régales* &c., de M.

de la Régale, à Bruxelles ou en Hollande sous le nom de Cologne, avec le simple titre de *Traité de la Régale*, qui, selon M. Charlas, ne convient qu'à la première édition, & non à la seconde, considérablement augmentée.



M. François Pinsson ancien Avocat au Parlement de Paris, (a) prit également parti sur cette question, en contredisant l'Auteur qu'il analysait, & en lui prêtant des sentiments opposés à ceux de son ouvrage. Il parut à ce sujet un fort bon Ecrit intitulé : *Eclaircissement touchant la Régale &c.* (in-12. pag. 45.) M. du Vaucel qui en étoit l'Auteur, y réfute l'article du Journal dont nous venons de parler, & le *Traité* même de M. Pinsson, & joint à cette réfutation des réflexions & des anecdotes intéressantes. M. Arnauld trouva cet *Eclaircissement* très-solide, mais il fut mal satisfait des éloges qu'on donnoit à l'Auteur de l'Histoire des ouvrages des Savants. (b) M. Leibnitz jugea encore plus faiblement que ces deux Protellants dont nous venons de parler du différent sur la Régale. Un habile homme de Paris, dit-il, fort célèbre parmi les Savants, & connu particulièrement du Cardinal d'Estrées, (c), ayant demandé mon sentiment sur cette matière, je ne pus que lui répondre que la présomption étoit pour la liberté des Eglises, ou la Régale n'avoit pas encore été introduite; & que je ne croyois pas qu'on pût prouver aisément que ce qu'on appelle Régale fût une suite naturelle de la Puissance Royale, ni qu'elle appartienne aux Rois IPSO JURE, ou de plein droit, là où ils ne l'avoient point acquise exprès. Il trouvoit d'ailleurs les procédures des Parlements de France, & autres Officiers Royaux à ce sujet fort étranges & fort précipitées.

Le P. Gerberon publia aussi en 1688, un Ecrit in-12. de 219. pages, intitulé : *L'Eglise de France affligée &c.* Il y parle fort au long, mais non pas toujours avec toute l'exactitude qu'on pourroit désirer (d) comme l'avoue son Editeur, des vexations exercées au sujet de la Régale, de l'affaire de Charonne, & généralement de presque toutes les persécutions qu'on exerçoit pour lors contre des gens de bien. Son Ecrit étoit daté du 18 Octobre 1686; mais il ne parut qu'environ deux ans après.

Quoique dans l'affaire de la Régale comme dans bien d'autres, les Jésuites trouvaient mieux leur compte à employer leur crédit & leurs intrigues que leurs Ecrits, ils ne négligèrent pas néanmoins ce dernier moyen. Ils firent courir d'abord sur la fin de l'année 1687, une Lettre adressée par un Jésuite François, au P. Joseph Franch, Recteur du Collège de Lucerne, comme pour lui rendre compte de l'état actuel de l'affaire de la Régale. Cette Lettre, qui fut fort répandue à Rome, & qu'on attribua, non sans fondement, au fameux P. Rapin, (e) étoit des plus injurieuses aux Evêques d'Alet & de Pamiers, & à quelques autres Evêques que l'Auteur supposoit unis à ces Prélats dans la même cause. Le Jésuite françois faisant allusion à la Censure que les Evêques d'Alet, de Pamiers, de Commenges, de Couserans & de Bazas, avoient publiée en commun le 24 Octobre 1658, contre l'Apologie des Casuistes, attribue cette Censure à un complot formé, dit-il, depuis dix ou douze ans, (f) dans une assemblée de plusieurs Evêques imbus des nou-

VI.

Deux Lettres du P. Rapin, au sujet de la Régale remplies d'impostures.

(a) M. Charlas nous assure que M. Pinsson composa cet ouvrage par ordre de la Cour, pour justifier l'extension de la Régale à toutes les Eglises de France. *Causa Regalia &c.* pag. 666.

(b) Lettre du 13 Mai 1689. Tom. III. pag. 201.

(c) Voyez la Lettre de Leibnitz au Prince Ernest du 27 Avril 1683. Tom. IV. des Lettres de M. Arnauld pag. 188.

(d) Avertissement pag. 2.

(e) Tom. III. des Lettres de M. Arnauld pag. 596.

(f) Il écrivoit en 1681.

celles opinions de Jansénistes, de réformer l'Eglise selon leurs idées, & de commencer pour cet effet à rendre odieux, & à perdre même les Jésuites, comme les plus ardents & les mortels ennemis de leurs (prétendus) nouveaux dogmes. Il attribue au même complot, l'excommunication des Jésuites de Pamiers prononcée le 5 Février 1668, sans faire attention que ces deux événements étoient antérieurs à l'époque du complot qu'il supposoit. Par une inconséquence encore plus grossière, il attribuoit au même complot, la résolution des mêmes Prélats, de ne point s'assujettir au nouveau joug de la Régale; & il s'efforçoit de la faire envisager comme une occasion favorable, dont les prétendus Jansénistes, à la tête desquels il mettoit ces deux Evêques, vouloient se servir pour élever l'étendard du Schisme, & se séparer à l'ombre même, disoit-il, de la protection du Souverain Pontife, qu'ils avoient implorée.

Cet Ecrivain forcené avançoit avec la même impudence, que pour gagner les Officiers du Pape, M. l'Evêque de Pamiers avoit envoyé à Rome deux Députés (M. Dorat, Archevêque de Dax dans son Diocèse, dépouillé de son Bénéfice par un Régaliste, & le Sieur la Borde) avec une grosse somme d'argent, au moyen de laquelle M. Favoriti, Secrétaire d'Innocent XI, s'étoit engagé de faire réussir leur projet. Mais que le premier, la Borde, honnête de s'être prêté à une pareille intrigue, qui ne tendoit, selon le Jésuite, qu'à tout bouleverser en France, étoit venu en faire l'aveu au Jésuite François Pénitencier de Notre Dame de Lorette, qui l'avoit convaincu de l'obligation où il étoit, sous peine de damnation, de découvrir au Roi tous ces mystères d'iniquité, *omnia impietatis arcana*; & qu'on l'avoit conduit à cet effet à Paris, au mois de Février 1681, sous bonne escorte, pour le mettre à l'abri des violences que les Jansénistes se préparoient à lui faire.

Nous avons sous les yeux l'exemplaire de cette Lettre Jésuitique, avec la Réponse qui y fut faite à Rome même, par quelqu'un des Ecclésiastiques de Pamiers qui y étoient réfugiés, & vraisemblablement par M. Dorat lui-même. L'une & l'autre avoient été envoyées à M. Arnauld par M. du Vaucel. (a) On eut la patience dans cette Réponse de détruire article par article toutes les fables dont le Jésuite François entretenoit son confrère de Luderie. Comme nos Lecteurs nous dispensent sûrement d'entrer dans le même détail, nous ne parlerons que de deux articles. L'un, de la prétendue somme d'argent donnée à M. Favoriti pour gagner les Officiers de la Cour de Rome. L'autre, de la trahison du Sr. la Borde. Le premier, dit l'Auteur de la Réponse, est une impudente calomnie; & qui pourra s'assurer à l'avenir d'être à l'abri de la langue de pareils hommes, puisqu'ils ont été assez hardis que d'attaquer un aussi digne Prélat que M. Favoriti? Mais, ajoute-t-il, son intégrité, sa générosité & sa fermeté sont trop connues, non seulement à Rome, & en Italie, mais même au-delà des monts, pour que toute leur malignité puisse jeter le moindre nuage sur sa réputation. Bien loin d'avoir demandé, ou reçu de l'argent des Ecclésiastiques de Pamiers, il est certain au contraire qu'il leur a fait plusieurs fois de vives instances pour en recevoir du sien dans leur extrême indigence; & indépendamment de cette générosité, il suffit de dire pour le venger de tout soupçon sur une pareille imposture, qu'il est notoire à Rome, que depuis 27 ans qu'il y est employé dans de grandes négociations, & dans des Charges très-importantes.

(a) Tom. III. des Lettres de M. Arnauld pag. 623.

antes, & quoiqu'il ait toujours joui de l'amitié & de la confiance d'Alexandre VII. de Clément IX, & d'Innocent XI, bien loin de s'y être enrichi, il y est dans un état qu'on peut appeller pauvre.

Quant au premier, la Borde, son histoire est maintenant assez connue. (a) On trouve en particulier dans la Vie de M. Caulet Evêque de Pamiers par M. Besoigne Docteur de Sorbonne, que le pere de la Chaise, & l'Ar- pag. 282.  
chevêque de Paris chargerent un Carme nommé *Camboulas*, qui étoit pour lors à Rome, de gagner cet imposteur; qu'il résista quelque temps, mais enfin qu'il se rendit sur une Lettre qu'il reçut du P. de la Chaise; & que pour mieux cacher son jeu, il prit congé de M. Dorat, lui fit entendre qu'il alloit se faire Chartreux, & lui extorqua une somme pour faire son voyage, outre celle de 1300 livres qu'il lui avoit volée auparavant.

M. Dorat, ou l'Auteur de la Réponse à la Lettre adressée au Jésuite de Luvergne, ne jugea pas à propos d'y insérer ces derniers faits. Il se contenta, pour réfuter les mensonges renfermés dans cette lettre, d'assurer que le Sieur la Borde étoit venu à Rome qu'au commencement de 1680; que ce fut pour éviter une Lettre de cachet, expédiée contre lui pour avoir fait emprisonner, sous les formalités de la justice, le Sieur Brau, Prébendé de la Cathédrale; mais qu'il n'avoit, comme le prétendoit l'Auteur de la Lettre au P. Franck, ni Lettre de recommandation, ni ordre, ni procuration de M. l'Evêque de Pamiers, pour poursuivre à Rome l'affaire de la Régale, ni pour se joindre à M. Dorat, qui y avoit été envoyé à cet effet plus de deux ans auparavant. Il ajoute que le Sieur la Borde s'étoit à la vérité déclaré d'abord de vive voix & par écrit, contre l'extension de la Régale aux Diocèses exempts. Mais que peu de temps après son arrivée à Rome, il avoit écrit au P. de la Chaise, pour lui offrir d'agir en faveur de cette même cause qu'il avoit qualifiée auparavant de *très-injuste*; que son Confesseur à Rome, à qui il étoit ouvert de ce dessein, lui en avoit fait un cas de conscience; mais que le Sieur la Borde s'étant adressé au Pénitencier de Notre Dame de *Lorette*, celui-ci avoit dissipé toutes ses peines, & l'avoit engagé par des promesses ou par des menaces, non à découvrir de prétendus mystères d'iniquité, qui n'avoient aucune réalité; mais à trahir ceux qui ne lui avoient fait que du bien, & à inventer contre eux toute sorte d'impostures. C'est de ce la Borde dont parle M. Arnauld à la fin des *Considérations* &c. & c'est lui en particulier qui inventa la fable de ces prétendues Lettres fabriquées à Rome par les gens de feu M. de Pamiers, qui abusant de sa facilité, avoient porté avec eux des blancs signés de ce Prélat: imposture contre laquelle M. le Tellier Archevêque de Rheims, ne fut pas lui-même assez en

(a) On la trouve en détail dans la Vie manuscrite de M. de Pamiers, par le P. Sabaret, Chanoine Régulier de cette Eglise, Chap. XIII. pag. 489 & suiv. que M. Besoigne n'a fait qu'abrégé. Il y est dit que le Sieur la Borde étoit Ecclésiastique, mais non dans les Ordres sacrés, M. de Pamiers ne l'en ayant pas jugé digne: mais qu'il l'avoit fait son économe, parce qu'il étoit fort intelligent pour les affaires; qu'il l'avoit ensuite envoyé à Paris, pour solliciter ses amis en faveur de son Eglise, & qu'à cette occasion il lui donna connoissance de toutes ses affaires; qu'il vint ensuite à Rome pour éviter l'exil, & qu'après la mort du Prélat, étant fort intéressé & cherchant à faire fortune, il vint en France découvrir au P. de la Chaise tout ce qu'il savoit, en y ajoutant beaucoup d'impostures.

pag. 363.

garde. (a) Cette dernière imposture fut découverte peu de temps après. Le Secrétaire de M. de Pamiers se trouvant pour lors à Rome, M. Dorat prouva en présence du Pape & du Cardinal d'Estrées, que les Lettres de M. de Pamiers que l'imposteur l'accusoit d'avoir fabriquées à Rome, étoient véritablement de ce Prélat, en confrontant le caractère de ces Lettres originales, avec celui de ce Secrétaire, dont le Prélat s'étoit toujours servi, & qu'on fit écrire devant le Pape. (b) Le mépris & l'indignation du public que cette découverte attira au Sieur la Borde, n'empêcherent pas les Jésuites de continuer à faire usage des Mémoires calomnieux qu'ils l'avoient engagé de présenter au Roi. Ils l'obligèrent même en 1693, d'écrire à M. Dorat lui-même, pour confirmer ses impostures, lui reprocher sa prétendue mauvaise conduite à Rome, & l'engager à s'en désister, sous peine d'encourir les plus grands effets de la vengeance du Roi, si jamais il tomboit entre ses mains. (c) Cette Lettre fut écrite à l'occasion des plaintes que M. Dorat venoit de faire au Pape, du renouvellement que le P. Tellier avoit fait dans sa *Défense des nouveaux Chrétiens* de la calomnie du Sieur la Borde, l'accusant sous mots couverts, d'avoir abusé de sa commission, & du nom de l'Evêque qui l'avoit député à Rome, pour fabriquer de fausses pièces, & satisfaire sa haine particulière. M. Dorat offrit de prouver la fausseté de cette imposture, comme il l'avoit, dit-il, déjà fait sous Innocent XI, qui en avoit été si convaincu, qu'il traita d'insigne calomniateur celui qui en avoit été le premier inventeur. (d) Cette Lettre du 10 Août 1693, contient 14 pages in-folio : il s'en trouve une copie authentique dans les Archives de la Maison Professe des Jésuites de Paris, transportées en 1762 au Greffe du Parlement. Elle est accompagnée d'une Lettre du Cardinal de Janson, du 4 Février 1712, qui atteste la fidélité de cette copie, & sa conformité avec l'original. Nous ignorons à quel dessein cette Eminence donna cette attestation, qui devoit avoir été concertée avec M. Dorat, seul possesseur de l'original. Peut-être étoit-ce pour rendre service à M. Dorat à la Cour de France, constatant par cette lettre, l'excès d'impudence de ce traître, & de cet imposteur ; & que les Jésuites s'en faussent, par le moyen du P. Tellier, afin d'empêcher cet effet. Nous ne parlerons pas ici de la Lettre du P. Rapin au Cardinal Cibo, datée du 30 Août 1683, qui fut d'abord imprimée en latin & puis en françois. On peut voir ce qu'en dit M. Arnauld dans le IV. Chapitre du VIII. volume de la *Morale Pratique*, premier, second & troisième Exemple. Il en avoit dit un mot dans le Chapitre XIV. du III. volume du même ouvrage, & il en parle dans plusieurs de ses Lettres. Le dessein du P. Rapin, dans cette nouvelle Lettre, étoit d'indisposer Innocent XI, par le moyen de son Secrétaire d'Etat, contre la cause des Evêques d'Alet & de Pamiers touchant la Régale, & contre leurs Défenseurs ; mais elle produisit un effet tout opposé. Le P. Rapin qui dans sa lettre de 1681, au Recteur de Lucerne, avoit vou-

(a) Voyez le Discours de ce Prélat à l'Assemblée du mois de Mai 1681. dans l'Histoire du XVII. Siècle de M. Dupin, Tom. III. pag. 470.

(b) Vie de M. Caulet, Evêque de Pamiers, par M. Besoigne Docteur de Sorbonne, pag. 282 & 283. Vie manuscrite pag. 492.

(c) Ibid. pag. 283

(d) Requête manuscrite présentée à la Congrégation du S. Office en 1693, contenant des observations contre l'Apologie de la Défense des nouveaux Chrétiens, n. IX.

lu faire entendre, quoique d'une manière fort maladroite; que les Jésuites ne prenoient aucune part à l'affaire de la Régale, se démasqua dans cette nouvelle Lettre au Cardinal Cibo. Après y avoir avancé un tissu de calomnies contre MM. de Pamiers & d'Alet, il ne craint pas de dire, pour faire l'apologie de Louis XIV, dans l'extension qu'il fit de la Régale aux Diocèses de ces deux Prélats, que le principal motif de ce Monarque, avoit été *d'empêcher que ces Evêques Jansénistes, ne conférassent à des Jansénistes les Bénéfices qui vauqueroient dans leurs Eglises*, & pour en dépouiller ceux qu'ils en avoient même déjà pourvus.

M. Arnauld s'est fort occupé pendant plusieurs années dans les Lettres VII. qu'il écrivoit à Rome à M. du Vaucel, des moyens de terminer le diffé- Dernieres rent que l'affaire de la Régale & celle des IV. Articles qui en fut la suite avoit vues de M. occasionné entre la Cour de Rome & celle de France, qui ne fut terminée Arnauld sur que sous Innocent XII, après avoir duré plus de dix ans. Il insistoit sur l'affaire de l'injustice & l'inutilité de la prétention de Rome, qui exigeoit une rétracta- la Régale. tion des IV. Articles expresse ou virtuelle; ou du moins un compliment à ce sujet; qui sauvât le point d'honneur. Elle n'avoit pas droit, disoit-il, *de dominer ainsi sur la foi d'une grande Eglise, plus savante & plus éclairée qu'aucune autre particulière*. Il n'en étoit pas de même de ses plaintes sur l'extension de la Régale. M. Arnauld reconnoissoit qu'elles étoient *très-justes*. Mais au lieu d'un compliment qu'elle exigeoit sur ce point, qui ne remédioit à rien, il desiroit qu'elle travaillât à réparer le mal qu'on avoit fait; savoir 1°. à porter le Roi à renoncer à l'extension de la Régale; on à convenir qu'il la tenoit du Pape ou de l'Eglise Gallicane. 2°. A récompenser l'Eglise de la plaie que la Régale faisoit à sa discipline. 3°. De rétablir au moins l'Eglise de Pamiers dans son premier état. *Voilà qui est solide & qui se peut obtenir (a)*, dit M. Arnauld, & ce qu'en effet la France avoit offert autrefois, & que Rome avoit refusé.

Les brouilleries qui s'élevèrent entre la Cour de Rome & celle de France à l'occasion de la Régale, ne firent que croître depuis l'Assemblée de Sentim. de 1682, destinée à les terminer. Le Roi ayant nommé à des Evêchés deux M Arnauld Ecclésiastiques du second ordre, qui y avoient assisté, Innocent XI leur sur ce qu'on refusa les Bulles. Le Roi de son côté défendit à tous les autres nommés proposa pr. d'avoir recours à Rome pour ce sujet, jusqu'à ce que le Pape en eût accordé aux défor- dé aux deux premiers. Et comme la Cour ne se contentoit pas à chaque dres que- vacance de Siege, d'y nommer un nouvel Evêque, mais qu'à cette occasion, produit en elle faisoit des translations doubles & triples, le nombre des Evêques nom- France la més, qui se trouvoient sans Bulles, s'accrut prodigieusement en cinq ou six ans longue va- de temps, & M. Talon Avocat Général, en comptoit 35 au mois de Jan- cancé de- vrier 1688. (b). tant d'Evê- chés.

Dans ces circonstances, un nouveau sujet de contestation vint augmenter [n. 18.] les troubles. Le quartier des Ambassadeurs à Rome jouissoit de ce qu'on appelle les *Franchises*. Tout le monde convient qu'elles donnoient lieu à de grands abus. Plusieurs Papes (Jules III. Pie IV. Grégoire XIII. Sixte V.) avoient en conséquence publié des Bulles pour les révoquer, mais inutile-

(a) Tom. III des Lettres pag. 168. 178. 191. 194. 264.

(b) Arrêt du 23 Janvier 1688. pag. 6.

ment. Innocent XI en publia une nouvelle ; & pour la rendre plus efficace ; il joignit la peine d'excommunication aux peines temporelles que ses Prédécesseurs avoient uniquement prononcées. Les autres Puissances Catholiques parurent se soumettre à la Bulle d'Innocent XI. Mais la Cour de France prétendit avoir des titres particuliers pour se maintenir dans l'ancien usage des *Franchises*. Elle envoya à Rome un nouvel Ambassadeur ( le Marquis de Lavardin ) avec ordre de ne tenir aucun compte de la nouvelle Bulle. Ce Seigneur y fit son entrée accompagné d'une troupe redoutable de Gentilshommes , & d'autres gens armés ; & fit de son quartier une place d'armes dans la Capitale d'un Souverain étranger. Innocent XI n'y opposa que les armes spirituelles. Le Marquis de Lavardin ayant reçu la sainte communion dans l'Eglise nationale de S. Louis, la nuit de Noël 1687, le Pape le regardant comme *notoirement excommunié* en vertu de sa dernière Bulle, publia dès le 26, une Ordonnance où il déclara cette Eglise *interdite* pour ce seul sujet. Le Marquis de Lavardin protesta le 27 contre cette Ordonnance, & en porta ses plaintes à la Cour de France.

La Bulle & l'Ordonnance furent décriées au Parlement de Paris le 23 Janvier suivant, & sur le Requisitoire des gens du Roi., M. Talon portant la parole, il intervint un Arrêt par lequel elles furent déclarées *nulles & abusives* ; l'Acte d'Appel au futur Concile, que le Promoteur général en avoit interjeté la veille enregistré au Greffe de la Cour, & le Roi supplié non seulement d'employer son autorité pour *conserver les Franchises*, &c., mais encore d'ordonner la tenue des *Conciles Provinciaux*, du même d'un *Concile National* ou une *Assemblée des notables de son Royaume*, afin d'aviser aux moyens les plus convenables pour remédier aux *désordres* que la longue vacance de plusieurs *Archevêchés & Evêchés* y avoit introduit, & pour en prévenir le progrès & l'accroissement. Et cependant de défendre à ses sujets, en la manière que le dit Seigneur Roi le jugeroit à propos, d'avoir aucun commerce, & d'envoyer de l'argent en *Cour de Rome*.

Cette cessation de commerce ne concernoit que les choses temporelles, ou le recours à Rome pour des points de discipline de pure institution ecclésiastique. Les gens du Roi l'avoient expressément déclaré dans leur Requisitoire : Nous reconnaitrons le successeur de S. Pierre comme le premier & le chef des Evêques, y disent-ils ; nous conserverons très-religieusement la communion & la correspondance avec l'Eglise de Rome (comme le centre de l'unité de l'Eglise) mais nous nous défendrons avec autant de modération que de vigueur, des insultes, des entreprises & des nouveautés contraires aux droits du Roi. &c.

Quoique l'affaire des *Franchises* fût en elle-même tout-à-fait étrangère à celle de la vacance des Sieges, le Parlement néanmoins les unit ensemble, comme on vient de voir, & fit même de la dernière, l'objet des principales dispositions de son Arrêt. Les Gens du Roi en avoient fait autant dans leur Requisitoire ; & sous le prétexte peu solide que la révocation des *Franchises* troubloit la correspondance qui devoit être entre le Sacerdoce & la Royauté, & avoit été faite en vue de susciter un Schisme dans l'Eglise, ils indiquent les IV Articles de 1682, en justifierent la doctrine, comme de vérités constantes, enseignées par tous les Peres, & déterminées par tous les Conciles ; se plaignirent de l'injuste refus des Bulles, fait à ceux qui avoient assisté à

l'assemblée de 1682, & proposèrent la nécessité de recourir à un remède prompt & efficace, pour prévenir les suites fâcheuses de la longue vacance des Sieges, à laquelle le refus des Bulles donnoit lieu. Ce seroit, disaient-ils, chose très-avantageuse que toutes les affaires ecclésiastiques fussent traitées dans le Royaume, sans que l'on fût obligé d'avoir recours à Rome. Mais ils demandèrent du moins qu'il ne fût plus question d'y recourir pour la confirmation des Evêques; & que ceux qui seroient nommés par le Roi, fussent ordonnés par le Métropolitain assisté des Evêques de la Province, selon l'ancienne discipline. C'étoit rompre le Concordat dans une de ses principales clauses. Il étoit naturel d'en conclure le rétablissement de la Pragmatique Sanction, & de ces élections canoniques; les Gens du Roi ne purent s'empêcher de s'informer. Mais pour se conformer aux vues politiques de la Cour, en fai-

visager comme rompues les clauses qui dans le Concordat étoient stipulées en faveur du Pape, ils prétendirent qu'on devoit conserver celles qui étoient en faveur du Roi, & notamment le droit de nommer aux évêchés de son Royaume, comme autorisé par un consentement tacite de l'Eglise Gallicane, par une possession de près de deux siècles. Ils prétendirent même que le droit du Roi représentoit celui que tous les fideles avoient commencé de se destiner un chef, lequel ne pouvant plus s'exercer en commun, devoit passer en la personne du Souverain, sur qui les sujets se reposoient pour le gouvernement de l'Eglise, dont l'Eglise étoit la plus noble partie.

Les Gens du Roi ne purent cependant se dissimuler qu'un pareil changement, dans la discipline de l'Eglise, auroit souffert de grandes difficultés, n'avoit été résolu que par la Puissance temporelle; ils ajoutèrent donc, s'il devoit être accompagné de quelque tempérament, s'il avoit besoin d'être concerté avec les Evêques, l'on pourroit supplier le Roi d'assembler ou les Conciles Provinciaux, ou même, si besoin est, un Concile national. Cette proposition conditionnelle devint absolue dans leurs Conclusions, & fut adoptée par l'Arrêt, comme nous l'avons vu. (a)

C'est cet Arrêt qui donna lieu à l'Ecrit de M. Arnauld dont nous sommes occupés. Il en avoit eu connoissance trois jours après, comme on le voit par la Lettre du 26 du même mois au Prince d'Orléans. Il y parle de faire des Franchises, avec autant de sagesse que de modestie, & nous apprend que l'Arrêt du 23. Janvier n'avoit été rendu qu'en suite d'une consultation de Docteurs, contre l'Interdit de l'Eglise de S. Louis à Rome. Mais il laisse à l'écart la rupture du commerce avec Rome & la demande d'un concile, pour chercher les moyens de remédier à la vacance des Sieges. Ce n'est point là le seul dont il s'occupe dans l'Ecrit en question. Il est en outre de Lettre, & il annonce dès la première ligne, que c'est une réponse à la demande qu'on lui avoit faite de ce qu'il pensoit sur cette matière. Nos lecteurs ne nous apprennent pas quel est celui qui le consultoit, mais il est très-vraisemblable que c'étoit M. de Pomponne son neveu, qui pour lors étoit dans le Ministère.

P 21. 22

On voit par les Lettres de M. Arnauld & M. du Vaucel du 30. Novembre 1690, &

M. Arnauld observe en premier lieu, que quoique le refus de Bulles de la part du Pape fût injuste, parce que ceux à qui il les refusoit n'avoient eu dans l'Assemblée de 1682 que voix *consultative*, il n'étoit pas néanmoins certain qu'il ne les eût refusées qu'à cause des IV. Articles; le Pape ayant de plus sujet de se plaindre de ce que l'Assemblée de 1682 avoit terminé l'affaire de la Régale au préjudice de l'Appel qui le faisoit de cette affaire. 2°. Que le rétablissement de l'ancien usage de consacrer les Evêques *sans la participation* (ou la confirmation) du S. Siege, étoit une si grande affaire, que, selon l'esprit de l'Eglise, on ne pouvoit en délibérer que dans un Concile national. 3°. Que cette affaire étoit de nature à jeter une infinité d'âmes dans un très-grand trouble, à moins qu'on ne s'y prit d'une manière si chrétienne, & *pour la forme & pour le fond*, que toutes les personnes de piété en pussent être édifiées. 4°. Que le principal objet de la délibération du Concile, ne devoit pas être de remédier au mal présent, en remplissant les Sieges vacants, par la confirmation des Métropolitains sans Bulles de Rome, mais à faire un *Règlement pour l'avenir*, qui pût prévenir de semblables désordres. 5°. Que si par ce Règlement on rétablisoit l'ancien usage de la confirmation par les Métropolitains, ou par le Concile de la Province, il *faudroit absolument* rétablir les élections; étant constant que les Rois de France ne jouissent du droit de nomination aux Evêchés que par le *Concordat*, à condition que le Pape confirmeroit sa nomination, & percevroit les Annates, & que dans le contrat chacun ayant donné à l'autre ce qui ne lui appartenoit pas, rien ne paroîtroit de plus mauvaise foi, que de retenir un mauvais droit, sans même accomplir la condition sous laquelle il a été accordé.

M. Arnauld discute ensuite les raisons pour & contre, savoir s'il étoit à propos de laisser au Roi la nomination aux Evêchés, en supprimant la confirmation du Pape & les Annates: & il avoue que les raisons pour lui paroissent très-foibles, & les raisons contre, convaincantes. La difficulté étoit de porter le Roi à renoncer à ce droit; mais M. Arnauld étoit persuadé qu'elle pourroit être levée par les représentations des Evêques animés d'un vrai zèle pour l'Eglise, & d'une vraie charité pour le Prince. "Il est vrai, poursuit-il, qu'il n'y a rien de semblable à attendre tant que les meilleurs Evêques de ce temps-ci auront pour maxime de se contenter de faire le bien qu'ils peuvent dans leurs Diocèses, sans oser ouvrir la bouche (sur les maux généraux.) Mais qui peut s'assurer, dit-il, que ce silence durera toujours?" Et en conséquence il ne pouvoit approuver l'expédient qu'on lui avoit proposé, d'engager les Eglises & les Chapitres à céder au Roi le droit de nomination, pour se délivrer du joug des Annates. Il y a bien de la différence entre tolérer un mal lorsqu'on ne peut l'empêcher, & consentir à un mal par un acte positif, qui ôteroit à l'Eglise toute espérance d'y pouvoir jamais apporter remède. "Ces nominations seroient regardées après cela, dit-il, par tous ceux qui ne pensent qu'à pousser au-delà de toutes bornes la Puissance Royale, comme un droit inaliénable de la Couronne; & quand Dieu nous donneroit un autre S. Louis, il ne pourroit y renoncer".

M.

du 4 Octobre 1691, qu'il envoyoit souvent des Mémoires sur ces matieres à M. de Pomponne, nouvellement rappelé dans le Ministère.



M. Arnauld finit cet Ecrit par tracer en peu de mots les objets qui devoient être traités dans le Concile, si on vouloit tout de bon l'assembler, & qu'on y procédât conformément à l'esprit de l'Eglise.

Il est à présumer que les réflexions de M. Arnauld firent impression; & comme on n'étoit pas disposé à suivre les sages conseils qu'il proposa, on prit le parti de renoncer au projet d'un Concile, & à celui de faire confirmer & sacrer par les Métropolitains les Evêques nommés par le Roi, à qui le Pape refusoit les Bulles.

Cependant la brouillerie avec la Cour de Rome ne faisoit que croître; il y eut différentes propositions d'accommodement portées au Pape par l'entremise du Cardinal d'Estrées & du Marquis de Lavardin, dans le cours de cette année 1688. Et comme le Pape refusa de les recevoir de leurs mains, le Roi dépêcha à Rome secrètement un homme de confiance, chargé d'une Lettre de créance de sa main pour Sa Sainteté, qui devoit l'informer de ses plus secrètes intentions, sans en rien communiquer, ni au Cardinal ni au Marquis. Le Pape ayant pareillement refusé de donner audience à cet Envoyé secret, le Roi de France regarda ces divers refus comme des insultes & des hostilités, dont il devoit tirer vengeance par les armes. Il publia à ce sujet un manifeste dans sa Lettre au Cardinal d'Estrées du 6 Septembre 1688, qui fut imprimé dans le temps. Il n'y alléguait néanmoins que des motifs purement politiques, & protesta qu'il ne feroit la guerre au Pape qu'en séparant la qualité de Chef de l'Eglise, de celle d'un Prince temporel, & en demeurant toujours attaché au S. Siege, comme au centre de l'unité de l'Eglise.

Le 27 du même mois de Septembre, le Parlement de Paris reçut l'Appel au futur Concile universel, que le Procureur Général (Achilles de Harlay) venoit d'interjetter, de toutes les procédures; Actes, jugements & autre usage des armes spirituelles, que le Pape pourroit avoir fait ou faire à l'avenir au préjudice du Roi, des droits de sa Couronne & de ses sujets. (a)

L'Assemblée de 26 Evêques tenue à l'Archevêché de Paris le 30 du même mois applaudit à cet Appel, que le Président (M. de Harlay) représenta comme une procédure ecclésiastique, & une sage précaution, pour suspendre tous les effets de la mauvaise volonté du Pape, ou les rendre inutiles; mais on ne fit aucune mention des moyens proposés au mois de Janvier précédent, pour prévenir les suites de la vacance des Sieges, qui dura jusqu'au Pontificat d'Innocent XII. Il est à remarquer qu'entre ces 26 Evêques, il y en avoit huit sans Bulles.

La question traitée par M. Arnauld dans cet Ecrit fut renouvelée sous la Régence du Duc d'Orléans en 1718. Les plus célèbres Canonistes de France furent consultés à ce sujet. On a imprimé leurs savants Mémoires en 1767, dans le supplément aux différentes collections des Oeuvres de van Espen. (b)

M. Talon Avocat Général du Parlement de Paris, dans son Requisitoire du 23 Janvier 1688, au sujet de la Bulle contre les Franchises "reproche à Innocent XI, de n'avoir point cessé depuis qu'il étoit assis sur la Chaire de S. Pierre, d'entretenir commerce avec tous ceux qui s'étoient déclara-

VIII.

Mémoires  
envoyés à  
Rome sous

(a) On peut voir les réflexions de M. Arnauld sur la Lettre au Cardinal d'Estrées, & l'Appel du Parlement, dans ses Lettres du 30 Septembre & 30 Novembre 1688. Tom. III. pag. 133 & 148.

-(b) IV. Part. Append. ad n. V.

Innocent XI. sur divers objets de réforme.

» rés publiquement disciples de Jansénius .... de les avoir comblés de ses  
» graces , d'avoir fait leurs éloges , de s'être déclaré leur Protecteur &c. »  
Il faut avouer que si ces faits étoient une matiere légitime de reproche , ils  
n'étoient pas sans fondement. Innocent XI, par un effet de son amour pour  
la vérité & pour la justice , s'élevant au dessus des maximes constantes de  
la politique Romaine , favorisa en effet de saints Evêques , & de savants &  
pieux Docteurs , contre lesquels on avoit fait prendre injustement à ses Pré-  
décesseurs de funestes engagements. Les saints Evêques d'Alet & de Pamiers &  
M. Arnauld le Docteur , furent principalement de ce nombre. Nous avons  
parlé ci-dessus des Brefs honorables de ce Pape aux deux Evêques que nous  
venons de nommer , aussi-bien que de la Réponse qu'il fit faire à M. Ar-  
nauld par le Cardinal Cibo. Nous trouvons même dans un Ecrit fait au  
sujet du démêlé de la France avec la Cour de Rome touchant les Franchi-  
ses , (a) que ce fut le Cardinal d'Estrées , ou son Docteur , qui engagea ces  
Evêques avec quelques autres , & M. Arnauld lui-même , à écrire à Innocent  
XI sur son exaltation , & qui leur procura les Lettres très-honorables que ce Pape  
leur envoya. La correspondance avoit toujours continué depuis , & elle de-  
vint plus vive & plus efficace , depuis que M. du Vaucel Théologal d'Alet ,  
& fidelle correspondant de M. Arnauld , eut fixé son séjour à Rome en 1682.  
C'est par son canal que M. Arnauld communiquoit tout ce qu'il croyoit de  
plus utile pour le bien de l'Eglise , à ce qu'il y avoit pour lors à Rome  
de plus éclairé & de mieux intentionné dans le sacré College.

Les Mémoires dont il est question dans cet Article , sont le fruit de cette  
correspondance. M. Arnauld les adressa à M. du Vaucel vers la fin de l'an  
1688 , ou au commencement de 1689 , avant la mort d'Innocent XI , arri-  
vée le 12 Août de cette dernière année. Ils ont été imprimés pour la pre-  
mière fois dans le VIII volume des Lettres de M. Arnauld , page 519.

Les sujets de réforme qu'on y indique , montrent tout-à-la-fois , &  
la confiance qu'avoit M. Arnauld dans les bonnes dispositions d'Innocent  
XI , & les égards qu'on avoit à Rome pour ses avis. Mais la prompte mort  
de ce Pape empêcha tous ces projets d'avoir leur exécution.

Nous voyons dans les Lettres de M. Arnauld à M. du Vaucel , & ail-  
leurs , (b) qu'il envoyoit souvent à Rome de pareils Mémoires pour être  
montrés aux Cardinaux &c. Mais ils ne sont pas parvenus jusques à nous.

(a) Lettre d'un Ecclesiastique , dans laquelle on répond à un Libelle italien qui a  
pour titre : *Des sept Douleurs* &c. 1688. pag. 10.

(b) Lettres de M. Arnauld du 30 Novembre 1690. du 5 Octob. 1691 &c. Lettre du  
P. Quesnel à M. Van Susteren , n. VI. pag. 21.

## ARTICLE VII.

de M. Arnauld sur divers sujets d'Histoire ou de Littérature.

## §. I.

contre le Professeur Dubois, intitulé : Le Calomniateur de soi-même &c. ce qu'il s'étoit donné la voix à lui-même, pour être élu Doyen de S. Pierre de Louvain. (n°. XXI.)

Sieur Nicolas Dubois, Professeur de l'Ecriture Sainte dans l'Université de Louvain, y faisoit depuis plus de 20 ans le personnage le plus fin. Livré aux Jésuites, dont il étoit l'espion & l'instrument, pour persécuter & opprimer tous les membres de cette savante Ecole, qui étoient opposés à leur nouveau système, il étoit devenu l'objet de l'indignation & du mépris de tous les gens de bien. Pour s'en dédommager, il cherchoit autant qu'il pouvoit, à se procurer des dignités ecclésiastiques qui étoient en imposition au vulgaire, & faire redouter son crédit. Le Doyenné de S. Pierre de Louvain, l'un des plus considérables Bénéfices des Pays-bas, venu à vaquer en 1685, il trouva le moyen de se faire promettre la majorité des suffrages qui lui étoient nécessaires pour être élu ; mais comme il n'avoit au moins la pluralité, il s'avisa de ne donner au scrutin qu'un bulletin blanc, afin de réserver sa voix pour lui-même, & former la pluralité en sa faveur, à l'ouverture du scrutin. Cette affaire forma un procès, porté tout d'abord au Conseil de Brabant en 1688. Le Sieur Dubois avoit même instruit le public des principales circonstances de cette affaire, par une Lettre imprimée dans le temps, qu'il adressa (selon le titre) à une personne de qualité, touchant ce qui s'étoit passé le 10 & 13 du mois d'Avril 1685, dans le Chapitre de S. Pierre à Louvain, au sujet de l'élection d'un nouveau Doyen. Cette Lettre, datée du 16 du même mois d'Avril, contenant 4 pages in-4to, donna lieu à deux Ecrits qu'on attribue à M. Ernest Ruhtens, compagnon de retraite de M. Arnauld, & depuis Chanoine de Ste. Eglise de Bruxelles, & Aumônier de S. Altesse la Duchesse de Bavière Gouvernante des Pays-bas. Ces deux Ecrits, (a) d'une trentaine de pages chacun, petit in-12, réfutèrent les vains prétextes dont le Sieur Dubois se servoit pour colorer l'odieuse de son procédé ; & faisoient voir combien il étoit opposé aux Canons & à l'esprit de l'Eglise. Mais le crédit des Jésuites valant sur ces raisons, devint contagieux. Un ambitieux, Chanoine Régulier de la maison de S. Sulpice de Liau en Brabant, de l'Ordre du Val

a) Réflexions sur la conduite du Sieur Dubois dans l'élection d'un nouveau Doyen du Chapitre de l'Eglise Collégiale de S. Pierre à Louvain 1685.  
Histoire de l'intrusion du Sieur Dubois dans la Chaire de l'Ecriture Sainte qu'il profesoit dans l'Université de Louvain, &c. 1685.

des Ecoiliés, s'en servit au mois de Décembre 1687, pour se faire élire Prieur de cette maison; & n'eut pas honte de justifier sa démarche en pleine Assemblée, en disant que *M. Dubois ayant fait la même chose pour le Doyenné de S. Pierre de Louvain, il pouvoit bien suivre son exemple.* L'Assemblée, tout d'une voix, ayant regardé la prétention de cet ambitieux comme extravagante, & contraire à toutes loix divines & canoniques, procéda à une nouvelle élection, en faveur de *M. Pluymers*, Chanoine Régulier du même Prieuré.

Cette affaire ayant été portée au Conseil Souverain de Brabant, *M. Pluymers* y produisit un Factum, où après avoir exposé le fait, il réduisoit toute la question à savoir, si un Religieux dans l'élection de la première charge de son Monastere, & une élection qui se faisoit par scrutin, selon l'usage le plus ordinaire présentement de l'Eglise, avoit pu, en se trouvant en parité de voix avec un autre, se donner sa voix à lui-même (laquelle il prétendrait s'être réservée par le moyen d'un billet blanc) pour avoir la pluralité des voix.

L'Auteur de ce Factum faisoit mention dans l'exposé du fait, de l'usage qu'avoit fait pour sa justification, le compétiteur de *M. Pluymers* de l'exemple du *Sieur Dubois*, & employoit pour le réfuter, les raisons qu'on avoit opposées à ce dernier, dans les deux Ecrits dont nous avons parlé. Il n'en fallut pas davantage pour engager le *Sieur Dubois*, à publier un *Motif de droit touchant son élection au Doyenné de S. Pierre à Louvain, contre le Factum de M. Pluymers &c.* Dans cet Ecrit, qui est un vrai Libelle diffamatoire, le *Sieur Dubois* ne craint pas de traiter *M. Pluymers* de calomniateur, pour avoir dit un mot de sa conduite dans l'affaire du Doyenné de S. Pierre, d'après son compétiteur, d'après *M. Dubois* lui-même, & d'après la notoriété publique. Cet Ecrit attaquant en même temps les Auteurs des Ecrits publiés en 1685 contre lui, comme des infames, qui fouloient aux pieds le droit divin & humain, *M. Arnauld* prit la plume pour le confondre, & donna à ce sujet l'Ecrit intitulé : *Le Calomniateur de soi-même &c.* C'est *M. Petit-pied* Docteur de Sorbonne, qui nous l'apprend dans un catalogue manuscrit des Ecrits composés par *M. Arnauld* depuis sa sortie de France en 1679. *M. Arnauld* parle lui-même de cette affaire, avec l'indignation qu'elle mérite, dans sa lettre à *M. du Vaucel* du 23 Janvier 1688. imprimée dans le Tome III. pag. 61.

## §. II.

*Ecrit au sujet du Roi d'Angleterre Jacques II. intitulé : Le véritable portrait de Guillaume Henri de Nassau &c.*

I. On est d'abord étonné du ton & de l'objet de l'Ecrit dont on vient de voir le titre. Et en effet, *M. Arnauld* n'étoit ni dans le goût ni dans l'usage de s'occuper de ces sortes d'affaires politiques (a). Mais la nature de l'événement lui fit faire une exception. Le détronement du Roi Jacques en étoit un des plus extraordinaires dans ses circonstances, ses motifs, & ses

(a) On peut voir ce qu'il dit sur ce sujet dans sa lettre à la Mere Angelique de S. Jean sa niece, du 22. Mai 1682. Tom. II. pag. 143.

ites. Il intéressoit d'ailleurs singulièrement la Religion. Le Catholicisme ont le Roi faisoit profession étoit la principale, pour ne pas dire l'unique cause de sa disgrâce. Ses ennemis n'en ont allégué d'autre que le prétendu violément qu'il avoit fait des loix de l'Etat en faveur des Catholiques. Un parti puissant avoit déjà fait les plus grands efforts sous le regne de Charles II. son frere, pour faire passer en loi le *Bill d'exclusion*, par lequel tout Prince atholique étoit déclaré incapable de posséder le Trône d'Angleterre. Ce *bill* avoit été solennellement rejeté en 1685, par la grande majorité des suffrages (a). Mais l'esprit de fanatisme qui en avoit enfanté le projet, n'étoit pas éteint, & il ne tenoit pas à ceux qui en étoient animés qu'on ne lui donnât une entière exécution, & qu'on ne le regardât comme une loi fondamentale du Royaume. C'est par ce principe qu'ils ont justifié l'entreprise du Prince d'Orange, en soutenant que par cela seul que Jacques II. faisoit profession publique de la Religion Catholique, *il n'étoit pas Roi légitime*, quoiqu'il fût reconnu par les trois Royaumes) & que son héritier présomptif avoit droit de revendiquer sa Couronne.

Le détronement du Roi Jacques intéressoit la Religion par un autre endroit. Ses Auteurs & ses Apologistes ne pouvoient le justifier, & ne le justifioient en effet, (b) qu'en donnant atteinte aux maximes évangéliques sur l'étendue du respect & de la soumission due aux Souverains, dans tout ce qui n'intéresse que le temporel. M. Arnauld venoit de défendre ces maximes avec zèle dans son *Apologie pour les Catholiques*, comme le *fondement inébranlable de toutes les véritables Monarchies*, & le plus sûr rempart du bonheur & de la tranquillité publique. Selon ces maximes, *les Rois n'ont point de Supérieurs sur la terre; il n'y a que Dieu qui les puisse punir au regard des choses mêmes où ils n'auroient pu sans péché violer les Loix*; & dans aucun cas, même dans celui de l'oppression & de la persécution pour cause de Religion, les sujets ne peuvent se révolter & prendre les armes contre leur Prince légitime, & encore moins le détroner, ou attenter à sa vie.

M. Arnauld avoit établi ces principes, comme ayant toujours été donnés pour très-certains, tant parmi les Sages du Paganisme, que parmi les Chrétiens. L'Auteur de la *Politique du Clergé de France*, que M. Arnauld combat dans son *Apologie*, sembloit même s'en faire honneur, à l'exclusion des Catholiques, en disant des Protestants de ce Royaume, que c'étoit *le seul parti de la fidélité duquel le Roi pût être parfaitement assuré; parce que c'étoit LE SEUL qui lui eût fait serment de fidélité SANS EXCEPTION ET SANS RÉSERVE*. M. Arnauld, pour venger les Catholiques, & en particulier ceux de France,

(a) Histoire de la Maison de Stuart par Hume, Tom. VI. pag. 38.

(b) Voyez l'*Apologie pour Leurs Sérénissimes Majestés Britanniques*, contre un infâme Libelle intitulé: *Le vrai portrait de Guillaume de Nassau &c. A la Haye*, chez Abraham Troyel &c. 1689. pag. 22. 25. 31. 38. 42. 44. &c.

L'*Histoire des Révolutions d'Angleterre sous le regne de Jacques II. jusqu'au couronnement de Guillaume III.* A Amsterdam, chez Henri des Bordes, 1689.

G. V. M. *Dissertatio de sanctitate summi Imperii civilis, quâ examinatur an Summo Imperanti, quibusdam in casibus resistere, eumque imperio exuere & debellare civibus liceat.* Trajecti ad Rhenum 1689. La *Défense de la Nation Britannique* (par Jacques Ibadie &c. 1693.)

L'*Abrégé de l'Histoire d'Angleterre* &c.

(c) Tom. I. Chap. III. pag. 29 & 30.

de cette outrageante accusation, avoit confondu l'accusateur, en le convainquant que c'étoit au contraire son propre parti, qui, par ses principes & sa conduite, étoit véritablement suspect de mettre des bornes & des exceptions à son serment de fidélité.

Le détronement du Roi Jacques, & les principes par lesquels les Protestants en faisoient l'apologie, décidoient solennellement ce dernier point de fait en faveur de M. Arnauld, & il étoit naturel qu'il en tirât avantage pour la cause qu'il défendoit. Les circonstances particulieres de deux filles qui se déclarent contre leur pere, d'un gendre qui le détrône, d'une multitude de sujets & d'amis comblés des bienfaits de leur Souverain qui le trahissent &c. réunissoient dans l'attentat contre Jacques II, le violement des loix les plus sacrées de la nature, à celui des maximes les plus pures de la Politique & de la Religion.

Si l'on joint à ces considérations générales, le caractère particulier de M. Arnauld, qui brûloit de zele contre tout ce qui violoit les premieres loix de l'humanité & de la justice, & qui étoit rempli d'un amour si ardent pour son Roi, qu'il ne pouvoit en voir attaquer l'honneur ou la gloire sans prendre feu, en sorte que dans sa vieillesse, on se servoit quelquefois de ce moyen pour le réveiller de ses assoupissemens (a), on sera moins étonné de la force & de la véhémence qu'il mit dans le titre & dans le corps de l'Ecrit dont nous sommes occupés. (b)

Il faut encore observer que M. Arnauld le composa dans les premiers moments où il venoit d'apprendre la consommation de l'entreprise: on ne peut en effet le placer ni plutôt ni plus tard que dans les premiers mois de 1689; puisque d'un côté il y est question de la retraite du Roi Jacques en France, où il arriva les premiers jours de Janvier de cette année; & que de l'autre il y est parlé du Prince d'Orange, comme ne prenant point encore le titre de Roi d'Angleterre, ce qu'il fit néanmoins sur la fin du mois de Février suivant. (c)

D'après ces observations nous laissons aux Lecteurs équitables & éclairés, à juger du fond & de la forme de l'Ouvrage dont il s'agit. Nous dirons seulement que les Ecrivains impartiaux, même Anglois, ne font point difficulté de juger aujourd'hui de l'entreprise contre Jacques II, à peu près comme en jugeoit M. Arnauld, & d'avouer qu'elle étoit une vraie conspiration; inspirée par le fanatisme, l'emportement & la fureur; c'est-à-dire par le même esprit qui avoit conduit Charles I son pere sur l'échaffaud; (d) que la nation Britannique fit dans cette occasion un sacrifice éclatant de tous les devoirs de la vie privée; (e) des sentimens naturels; (f) des principes d'honneur & de

(a) Histoire de Port-Royal par Racine, pag. 174.

(b) On fait que M. Arnauld se croyoit autorisé dans ces occasions de se servir d'expressions qui répondoient à la nature du forfait. On connoit sa Dissertation de l'an 1679 pour la justification de certains termes que le monde estime durs. Voyez aussi sur ce sujet le Chap. I. du Liv. XII. contre Mallet, la Morale Pratique Tom. III. Chap. IX & X. & enfin la XI. Lettre Provinciale.

(c) Il fut couronné le 24 Février 1689.

(d) Histoire de la Maison de Stuart &c. par M. Hume, Tom. VI. pag. 21. 287. 307.

(e) Ibid. pag. 303.

(f) Ibid. pag. 307.

te &c. à l'intérêt prétendu de la Religion & de la Patrie (a); que  
ues II, contre lequel les Apologistes de la conspiration forment les ac-  
tions les plus graves, fut plus malheureux que coupable; que dans sa vie  
te, sa conduite fut irréprochable, & qu'il ne lui manquoit pour faire un  
lent Roi, que de l'affection & du respect pour la Religion (dominante de  
ition (b). Ils avouent également que la supposition du Prince de Galles,  
ul titre que le Prince d'Orange pouvoit alléguer pour colorer son entre-  
, étoit une imposture ridicule, qui n'étoit fondée que sur des bruits &  
oupçons populaires, sans preuves du moindre poids, & contre une évidence  
ait incontestable. (c)

uant au style, un Ecrivain célèbre de nos jours l'a jugé indigne de M.  
auld, & plus ressemblant à celui du P. Garasse qu'à celui de ce Docteur  
, sans faire attention que c'est par le mérite & le fond de la cause défen-  
par M. Arnauld, qu'on doit principalement juger de ses expressions; au  
que dans l'ouvrage du Jésuite, elles sont intolérables à tous égards;  
e que l'amas d'injures grossières & extravagantes qu'il emploie tient lieu  
oute raison.

et Ecrivain en a pris néanmoins occasion de mettre en doute que l'Ecrit  
véritablement de M. Arnauld; mais les preuves de ce fait sont au dessus  
oute critique; il est expressément attesté par M. Guelphes, compagnon de  
ite de ce Docteur "Lorsque le Prince d'Orange, dit-il, (e) envahit  
Couronne d'Angleterre, M. Arnauld fit contre lui un Livre intitulé : Le  
Prince d'Orange, nouvel Absalom, nouvel Hérode &c. M. Arnauld l'envoya,  
oute-t-il, à Paris à un de ses amis. On le fit voir à M. de la Reynie  
Lieutenant de police) qui en parla au Roi, & le Roi ordonna qu'il  
it imprimé. On en envoya ensuite des exemplaires dans toutes les Cours  
l'Europe".

II.  
M. Arnauld  
est le véri-  
table au-  
teur de cet  
Ecrit.

e grand Racine, dans son Histoire de Port-Royal (page 172.) n'hésite  
également d'attribuer le même ouvrage à M. Arnauld, sans le trouver  
gne de sa plume. "Lorsque le Prince d'Orange, dit-il, se fut rendu  
maître de l'Angleterre, les Jésuites qu'on regardoit par-tout comme les  
rincipales causes des malheurs du Roi Jacques, ne furent pas, à ce qu'on  
réteind, les derniers à vouloir se rendre favorables le nouveau Roi. Mais  
I. Arnauld, qui avoit tant d'intérêt à ne pas s'attirer son indignation, ne  
ut retenir son zèle; il prit la plume & écrivit avec tant de force pour  
éfendre les droits du Roi Jacques, & pour exhorter tous les Princes Ca-  
roliques à imiter la générosité avec laquelle le Roi l'avoit recueilli en  
rance, que le Prince d'Orange exigea de tous ses alliés, & sur-tout des  
Espagnols, de chasser ce Docteur de toutes les terres de leur Domination".

Arnauld résidoit dans ce temps-là à Bruxelles, capitale des Pays-bas Es-  
pagnols.) "Ce fut alors qu'il se trouva dans la plus grande extrémité où il

a) Ibid. pag. 303.

b) Ibid. pag. 321. 322.

c) Ibidem pag. 297 Puffendorf, Histoire Universelle, Tom. III. pag. 318.

d) *Essai sur l'Histoire générale* &c. Tom. XVII. de la Collection complete des  
vres de Voltaire, seconde édition in-8. pag. 62.

e) Relation de la retraite de M. Arnauld dans les Pays-bas, pag. 46.

„ se fût trouvé de sa vie; la France lui étant fermée par les Jésuites; & „ tous les autres Pays par les ennemis de la France” (a). Le fils du grand Racine que nous venons de citer nous apprend, (b) que le *nouvel Absalom* fut imprimé par ordre de Louis XIV, & que son pere y reconnoissoit l'éloquence de Démosthène contre Philippe; & l'on fait, ajoute-t-il, quelle admiration il avoit pour Démosthène.

III. M. Guelphes que nous venons de citer, fait mention au même endroit, De quelq. autres E- (c) d'un autre Ecrit que M. Arnauld avoit composé dans le même temps crits sur le contre le Prince d'Orange. Mais, dit-il, il ne fut pas imprimé, & nous n'en même sujet avons aucune connoissance d'ailleurs.

M. Arnauld parle avec éloge de deux autres Ecrits faits sur le même sujet, dans sa Lettre du 13 Mai de la même année 1689 adressée à M. du Vaucel. (d) „ N'a-t-on point vu à Rome, dit il, deux Lettres admirablement bien faites „ contre ces rebelles d'Angleterre? L'une, qui est la plus ancienne, d'un Mi- „ lord absent de la Convention, à un de ses amis. L'autre d'un Evêque Pro- „ testant à un Milord. On ne doute point que les titres ne soient feints, & „ qu'elles n'aient été faites à Paris par une personne bien informée de tou- „ tes les loix d'Angleterre, & de tout ce qui s'y est passé dans les derniers „ mouvements. Il y a plus de jeu d'esprit dans la première; mais la der- „ nière, qui est de 12 pages in-4to. de lettre fort menue, est une pièce „ assommante contre tout ce qu'a fait la Convention contre leur Roi, & contre ce chimérique pacte original entre le Roi & le peuple (e)”.

M. Arnauld fait mention d'un troisième Ecrit, dans une Lettre du 13 Mars de

(a) Bayle s'est trompé en disant (Lett. Tom. I. pag. 342.) que M. Arnauld n'a été recherché ni inquiété de personne dans le Pays-Bas Espagnol, pour la *Satyre du nouvel Absalom*. Mais il a raison dans ce qu'il ajoute, qu'il ne le fut à Liege que pour son prétendu Jansénisme. Le fait est, que malgré ce que le Prince d'Orange exigea de ses alliés, M. Arnauld fut plus d'un an après la publication du *Nouvel Absalom*, tranquille dans sa retraite à Bruxelles, en conséquence des recommandations que M. Casoni, favori d'Innocent XI. fit en sa faveur au Marquis de Castanaga pour lors Gouverneur des Pays-bas. Ce ne fut qu'au mois d'Avril de l'année suivante 1690 qu'il fut obligé d'en sortir, sur les ordres de la Cour d'Espagne, obtenus par des intrigues particulières. Encore ne fut-ce que pour quelques mois, au bout desquels il regagna sa retraite dans un très-grand secret, & ne la quitta plus jusqu'à sa mort. Voyez les lettres de M. Arnauld. Tom. III. pag. 124. 225. 283 & suivantes. *Anatomie de la Sentence contre le P. Quesnel*, pag. 37.

(b) Mémoires sur la vie de Jean Racine, Tom. I. pag. 149.

(c) Relation de la Retraite. pag. 46.

(d) Tom. III. des Lettres de M. Arnauld pag. 202. Item pag. 222.

(e) Les deux Ecrits dont parle ici M. Arnauld sont distingués de ceux que le P. de Sainte Marthe, depuis Général de la Congrégation de S. Maur, publia la même année 1689. Le premier avoit pour titre: *Entretiens touchant l'entreprise du Prince d'Orange sur l'Angleterre, où l'on prouve que cette action fait porter aux Protestants les caracteres de l'Antichristianisme que M. Jurieu a reproché à l'Eglise Romaine. A Paris chez Arnoul Seneuse in-12.* Ce Livre est dédié au Roi d'Angleterre (Jacques II.) On y prouve que les Protestants dès le commencement ont tendu à secouer le joug de l'autorité législative des Rois, à révolter leurs sujets & à troubler leurs Etats.

Deux ans après (en 1691) le P. de Sainte. Marthe donna une *Suite des Entretiens* &c. C'est une Réponse à un Libelle de Jurieu, intitulé: *Religion des Jésuites*. Le P. de Sainte-Marthe y étoit accusé de mauvaise foi, touchant un fait qu'il rapporte de Pierre Char-



e la même année écrite au Prince de Hesse Rhinfels, (a) qu'il dit lui avoir été envoyé de Paris avec les deux autres. Mais il est à présumer que le troisième Ecrit étoit son propre ouvrage, *Le véritable portrait &c.* qui, comme nous l'avons vu, avoit été réellement imprimé à Paris. Il y en a eu deux éditions, l'une in-4to. l'autre in-8vo. C'est sur la première que nous le donnons dans cette Collection. M. Arnauld semble s'en avouer l'Auteur dans une Lettre à M. du Vaucel du 1<sup>er</sup> Juillet 1689. (Tom. III. pag. 222.)

M. Arnauld avoit écrit au Prince de Hesse le 18 Janvier de la même année (b) tout ce qu'il pensoit sur ce qu'il appelloit *la tyrannie du Prince d'Orange*, avec toute sa candeur naturelle. Le Prince lui fit connoître dans sa réponse, qu'il étoit d'un sentiment tout opposé. M. Arnauld ne fut pas convaincu par les raisons du Prince; mais il garda le silence sur sa réplique, & s'en excusa en quelque sorte dans sa lettre du 13 Mars suivant. (Tom. III. pag. 174.) Il s'en expliqua plus ouvertement dans sa Lettre à M. du Vaucel du 11 du même mois. (ib. pag. 172.)

Nous ne connoissons qu'une Réponse anonyme publiée contre l'Ecrit de M. Arnauld. Elle est intitulée: *Apologie pour Leurs Sérénissimes Majestés Britanniques &c.* & parut très-promptement après l'Ecrit de M. Arnauld. Elle fut attribuée dans le temps à M. Jurieu, (c) & le ton furieux & passionné qui y regne d'un bout à l'autre, s'accorde assez avec le caractère & le style connu de cet Auteur. Il eut honte néanmoins de se nommer, & profita du voile qui le couvroit, pour déclamer avec la plus grande hardiesse contre le Roi Jacques, & contre le Ministère de France. C'est à ce Ministère qu'il attribue le *véritable portrait &c.* Il fait même assez clairement entendre (pag. 97. & 98.) que c'étoit M. le Comte d'Avaux, dernier Ambassadeur de France à la Haye, qui en étoit l'Auteur, ou du moins qui en avoit fourni les Mémoires. Du reste, l'Anonyme avoue sans déguisement, que c'étoit le *Catholicisme* du Roi Jacques qui le rendoit incapable de porter la couronne d'Angleterre, & que c'étoit-là proprement le seul titre du Prince d'Orange. (d) Il n'en soutient pas avec moins de hardiesse les calomnies les plus grossières contre Jacques II. jusqu'à l'appeller un *monstre de fourberie & de hardiesse, un Prince &c. un pere dénaturé, &c.* (e).

Il n'osa plus répéter néanmoins ce que M. Arnauld avoit relevé de la *Poétique du Clergé de France*, que les Protestants font seuls serment de fidélité à leurs Souverains, sans réserve & sans condition. Il avoue même qu'ils n'en font point, & qu'ils ne sont point obligés d'en faire de pareils aux Rois d'Angleterre; parce que les loix, dit-il, ont mis des bornes à leur autorité; que

entier. La vérité de ce fait est invinciblement démontrée dans cette *Suite des Entre-tiens &c.*

(a) Tom. III. pag. 174.

(b) Ibid. pag. 157.

(c) Placcius dans ses Anonymes. Lettre de M. du Vaucel à M. Van Heussen, du 1<sup>er</sup> Juillet 1689. Lettre de M. Arnauld au Landgrave de Hesse, Tom. III. pag. 208.

(d) *Apologie pour Leurs Sérénissimes Majestés Britanniques &c.* pag. 38. 71. 75. 129. 132.

(e) Il l'accuse de l'embrasement de Londres, du prétendu empoisonnement de Charles II. son frere, du massacre de deux mille honnêtes gens, complices de la conspiration du Duc de Montmouth; d'avoir débauché le Chapelain, la nourrice &c. de la Princesse d'Orange &c. Ibid. pag. 62. 65. 67. 69. 112. 128.

les Rois n'y sont point absolus, ni maîtres de toute la Souveraineté (a); que le Parlement en jouit en partie, & qu'il y a même des occasions où le Roi d'Angleterre & son peuple sont comme deux parties en procès, dont le Parlement doit être le Juge (b). Il ne se borne pas à dégrader ainsi la Souveraineté particulière des Rois d'Angleterre; il soutient en général, que chaque peuple est maître de sa Couronne en particulier; que les peuples ont légitimement dans tous les temps transporté la Puissance Souveraine d'une Maison à l'autre; & pris dans les familles royales un héritier au préjudice de l'autre, le cadet au dessus de l'aîné, le fils à la place du père (c); que l'intérêt de la Religion & de l'Etat autorise à réprimer les violences des Souverains (d), &c. C'est par ces principes qu'il ose, au moins indirectement, justifier l'attentat contre Charles I, & faire envisager la conduite de Jacques II, comme le conduisant au même terme (e).

Telles sont les maximes du seul Ecrivain qui ait entrepris de répondre à l'Ouvrage de M. Arnauld. Ce Docteur dit un mot de cette Apologie du Prince d'Orange par Jurieu, dans sa Lettre 712. (Tome III. p. 204.) adressée à M. du Vaucel. Il s'en explique avec plus d'énergie dans celle qu'il écrit dans le même temps au Landgrave de Hesse. Il ne faut que lire, dit-il, l'Apologie du Roi Guillaume par Jurieu, pour voir combien sa cause est mauvaise: car il ne l'appuie d'une part que sur des calomnies aussi exécrables qu'insensées contre le Roi d'Angleterre; comme qu'il a empoisonné son frère, & que c'est lui qui a fait brûler la ville de Londres; & de l'autre, que sur des maximes pernicieuses au genre humain, en donnant pouvoir aux peuples de se déclarer contre leurs Rois (f). M. Arnauld repart dans une autre Lettre à M. du Vaucel de cette Apologie, aussi-bien que du Portrait du Prince d'Orange qu'on y attaque. "Le Roi Jacques, y dit-il, est très-bien justifié dans le Portrait, &c." que Jurieu n'a fait que confirmer par son Apologie emportée. . . . Ce seroit une grande honte que l'on fit quelque estime dans Rome d'une pièce si infame (g).

V. La crainte que nous venons de voir qu'avoit M. Arnauld qu'on ne désapprouvât pas à Rome l'entreprise du Prince d'Orange, n'étoit pas tout-à-fait sans fondement. Les différends de cette Cour avec celle de France, qui duroient déjà depuis plusieurs années, avoient inspiré une telle prévention, pour ne pas dire une telle haine contre la France, aux principaux Ministres de la Cour Romaine, qu'ils étoient accusés de travailler à s'en venger, & à la réduire, comme ils disoient, à la raison, en favorisant les projets de ses ennemis, au préjudice même du bien général de la Catholicité. Il paroît du moins qu'ils appuyèrent la ligue d'Augshourg, & l'entreprise même du Prince d'Orange contre le Roi d'Angleterre, sur les assurances trompeuses que leur donnoit ce Prince, qu'il n'avoit d'autre dessein que d'humilier la France, & d'empêcher qu'elle ne se liguât avec le Roi Jacques, pour oppri-

(a) Apologie pour Leurs Sérénissimes Majestés Britanniques &c. pag. 44.

(b) Ibid. pag. 40. 83. 139.

(c) Ibid. pag. 72.

(d) Pag. 25. 31.

(e) Pag. 36.

(f) Tom. III. des Lettres de M. Arnauld pag. 208.

(g) Ibid. pag. 222.

Sentiments  
de la Cour  
de Rome  
sur l'entre-  
prise du  
Prince d'O-  
range.  
Plaintes de  
M. Arnauld  
à ce sujet.

reste de l'Europe. Un Auteur qui paroît très-instruit (a), prétend que le Prince d'Orange avoit envoyé secrètement à Rome *Jacob Duck*, traiter de cette affaire avec les Cardinaux de la faction Gênoise (*Cibo*, *Fransone*, *Duraffo*, *Impériali* & quelques autres) qui formoient le conseil d'Innocent XI; & sur-tout avec *Casani*, Secrétaire des Brefs & favori intime, qui seul, dit cet Auteur, se chargea de travailler plus que tous les autres ensemble, pour favoriser les desseins du Prince d'Orange. On prétend même, que ce Prince fit compter à ce dernier des sommes considérables pour le mettre en état de gagner les autres Officiers de la Cour de Rome, outre une bonne pension qu'il lui fit payer régulièrement. Ce fait est probable, vu le désintéressement & la probité connue de M. Casani; sur-tout on l'entend d'un argent reçu pour son propre intérêt. D'autres prétendent que ce fut au contraire Innocent XI, qui déboursa de l'argent pour soutenir les troupes, qui devoient être commandées par le Prince d'Orange, pour obtenir l'élection du Prince *Clément de Bavière* à l'Archevêché de Cologne, contre le Cardinal de *Furstenberg* soutenu par la France, tandis que le Prince *Clément* étoit soutenu par l'Empereur, le Prince d'Orange, &c. (b). qu'il y a de certain c'est que c'étoit une opinion fort répandue parmi les Catholiques d'Angleterre, que les Ministres du Pape étoient en commerce avec le Prince d'Orange; qu'ils s'en étoient laissés misérablement tromper; & adoptoit à Rome les idées de ce Prince, & des Anglois républicains; Nonce du Pape auprès du Roi Jacques (*M. Dadu*) étoit soupçonné d'être trempé dans l'entreprise de son gendre; & que sur ses suggestions, Jacques II. avoit écrit à Jacques II., pour l'empêcher d'accepter le secours de la France, qui lui offroit, pour se défendre contre les entreprises du Prince d'Orange, dont la France étoit mieux instruite qu'on ne l'étoit à Rome.

M. Arnould qui nous instruit de ces faits (c). Il les avoit appris par divers canaux, & en particulier par un Prêtre & par un Capucin, qui vint en France ce même temps d'Angleterre à Bruxelles, où étoit ce Docteur. Il parla vivement dans plusieurs de ses Lettres à M. du Vaucel résidant à Paris; en lui représentant combien les préventions des Romains contre la France étoient déraisonnables, & combien grand étoit le préjudice que cela faisoit au bien général de la Religion & de la Catholicité, la faveur que la France accordoit au Prince d'Orange, & les préjugés qu'elle avoit même contre Jacques II. Ces préjugés alloient jusqu'à blâmer ouvertement la conduite de ce Monarque, & jusqu'à l'accuser d'avoir donné lieu à son déclin par les faveurs indiscrettes, disoit-on, qu'il avoit accordées aux Dissidens de son Royaume. Mais ce ne pouvoit être là son vrai crime aux yeux des Romains. C'étoit plutôt d'avoir refusé d'accéder à la ligue d'Utrecht, & de n'avoir pas rompu avec la France. M. Arnould ne le dit pas à M. du Vaucel, & ne craint pas de faire l'apologie du Roi

(a) Son ouvrage est intitulé : *Les Intrigues du Prince d'Orange, & ses négociations avec toutes les Cours Souveraines de l'Europe, pour parvenir à l'usurpation de la Couronne de France, & la politique avec laquelle il s'y maintient.* Manuscrit de près de 400 pag. in-4.

(b) *L'Etat du Siege de Rome &c.* imprimé à Cologne chez Pierre Marteau, au commencement de ce siècle, Tom. II. pag. 13.

(c) Voyez le troisième vol. de ses Lettres, pag. 148. 159. 162. 163. 170.

d'Angleterre sur ces différents objets (a). Il convient cependant que ce Prince avoit été trop vite sur certains points ; & sur-tout qu'il avoit fait une grande faute en mettant le P. *Peters*, Jésuite, dans son Conseil privé, & en le rendant le principal arbitre de ses faveurs (b) ; mais il regardoit cette dernière démarche comme la seule chose qu'on pouvoit proprement lui reprocher (c). Dans de telles circonstances il ne trouvoit rien de plus lâche de la part de la Cour de Rome, que de s'être réjouie de ce que le Roi Jacques avoit fait en faveur de la Religion Catholique, & pour en rendre l'exercice plus libre en Angleterre, avant l'invasion du Prince d'Orange, & d'y avoir même contribué ; & de le blâmer ensuite depuis cette invasion. Rien de plus étrange, ajoutoit-il, de la part de la Cour de Rome, que d'aimer mieux par haine contre la France, que le Roi d'Angleterre ne fût point rétabli, que de l'être par la France ; & de s'être réunie aux autres Princes pour mettre obstacle à ce rétablissement, pour lequel la France faisoit les plus grands efforts (d).

M. Arnauld, en combattant ces injustes dispositions des Romains, ne cessoit de leur représenter, que rien au contraire ne seroit plus naturel & plus louable de la part du Souverain Pontife, que d'employer tout son crédit auprès des Puissances Catholiques, & sur-tout auprès de l'Empereur sur qui il avoit le plus d'ascendant, pour les engager à s'opposer à une entreprise aussi injuste & aussi inhumaine, que celle du détronement du Roi Jacques, & pour travailler à son rétablissement (e). Le zèle de M. Arnauld sur ce sujet étoit très-vif ; mais il ne venoit que de son grand amour pour la Religion, & de sa haine pour l'injustice. Il étoit convaincu que le principal but du Prince d'Orange, ou du moins celui qu'il faisoit le plus valoir, & qui lui avoit le mieux réussi, étoit l'oppression de la Catholicité en Angleterre, & le triomphe des Sectes séparées de l'Eglise. Il ne trouvoit conséquemment rien de plus juste & de plus naturel de la part des Princes Catholiques, que de se réunir pour s'opposer à un pareil projet, comme les Princes Protestants s'étoient ligués pour en procurer l'exécution ; & rien de plus digne du zèle du Souverain Pontife que de favoriser cette première réunion. Elle ne devoit néanmoins avoir pour objet, selon M. Arnauld, aucun intérêt politique ; ni encore moins l'oppression des Protestants. On ne devoit point non plus s'y proposer d'employer la force & la violence pour la conversion des sectaires : ces moyens bien loin de persuader, & de faire aimer la vérité, n'étant propres qu'à en inspirer de l'éloignement (f). L'unique fin qu'on devoit, selon lui, avoir en vue, étoit le bien général de la Catholicité ; & sur-tout le devoir de s'opposer à une oppression & à une violence aussi contraire à toutes les loix divines & naturelles, que celle du détronement du Roi Jacques. M. Arnauld ayant fait part de ses vues sur ce sujet au Landgrave de Hesse-Rhinfels, ce Prince fit un Traité pour les combattre ; & pour prouver que la guerre du Prince d'Orange contre son beau pere n'étoit pas une guerre de Religion. M. Arnauld fit des Remarques sur ce Traité pour prouver le con-

(a) Voyez en particulier les Lettres 693. 694. 695. 699. 702. du Tom. III.

(b) Ibid. pag. 146.

(c) Ibid. pag. 171.

(d) Ibid. pag. 164. 167. 171. 177.

(e) Ibid. Tom. III. pag. 160. 171. 180.

(f) Ibid. pag. 184.

raire. Nous n'avons qu'un fragment du *Traité & des Remarques*, qui nous ont regretter de n'avoir pas l'ouvrage entier (a). Le Prince, quoique d'un avis différent de celui de M. Arnauld, ne put s'empêcher de louer son intention, & de le qualifier dans ce même *Traité*, de *Docteur Catholique, très-vieux, très-savant, très-renommé, & très-zélé pour la Religion*.

M. du Vaucel, dans une de ses réponses à M. Arnauld, parut restreindre ses *sentiments des Romains sur l'Angleterre*, à ceux de quelques curieux & du peuple. M. Arnauld reçut avec joie cette restriction (b). Mais il semble qu'elle ne devoit s'appliquer qu'à ce qu'il y avoit de plus odieux dans ces sentiments; ainsi que dans une Lettre postérieure (c), M. du Vaucel convenoit que les Romains en général, & les Ministres même du Pape, desiroient l'accroissement de la puissance du Prince d'Orange; non, sans doute, en tant qu'elle pouvoit servir au triomphe de l'hérésie; mais en ce qu'elle étoit capable de faire plier la Cour de France, & de l'obliger de se mettre à la raison pour en venir à une bonne paix. Voilà donc à quoi se terminent les souhaits des Romains, explique M. Arnauld; c'est-à-dire que pour humilier la France, ils jugent à propos de souffrir qu'on fasse à la Religion Catholique le plus grand préjudice qu'on n'ait jamais fait; en empêchant d'une part qu'il n'y ait en Angleterre une succession de Rois Catholiques, comme la naissance du Prince de Galles l'avoit fait paraître; & en faisant de l'autre une loi irrévocable, que dans un Royaume héréditaire, quelque droit incontestable qu'on eût à la Couronne par sa naissance, cela seul qu'on est de la Religion dont ont été quarante ou cinquante Rois, soit incapable de l'être. Seroit-ce une bonne paix que de l'avoir à ce prix là; Rome en seroit-elle contente?

Tout ce que dit M. Arnauld dans les différentes Lettres que nous venons de citer, est, comme on voit, très-analogue à ce qu'il établit dans son *Portrait de Guillaume Henri de Nassau*, & très-propre à le confirmer & à l'éclaircir. La mort d'Innocent XI. arrivée le 2 Août 1689, termina cet objet particulier de la correspondance entre M. Arnauld & M. du Vaucel. Les dispositions d'Alexandre VIII. son successeur, ne fournirent plus à ce Docteur les mêmes facilités qu'il avoit sous Innocent XI. de faire parvenir ses vues au Souverain Pontife, & à ses principaux Ministres, en les communiquant à M. du Vaucel.

### §. III.

#### *Réponse de M. Arnauld à une consultation sur les études monastiques.*

La courte Réponse de M. Arnauld à quatre questions qui lui furent faites sur la contestation qui s'étoit élevée entre l'Abbé de la Trappe & le P. Mabillon touchant les études monastiques, est tout ce que nous avons de lui sur cette matière. Il paroît qu'il la fit au commencement de cette dispute, apportée au premier Tome des *Œuvres posthumes du P. Mabillon*, publiées en 1724. On y trouve aussi un Ecrit de M. Nicole sur le même sujet, mais

(a) Ibid. pag. 241.

(b) Ibid. pag. 194.

(c) Ibid. pag. 221.

beaucoup plus étendu. M. Nicole paroît être le premier qui ait mis au fait de cette dispute M. Arnauld & le P. Quesnel son compagnon de retraite. *Cette contestation (a) est si célèbre & entre des gens si célèbres*, dit-il, dans sa Lettre au P. Quesnel du 28 Avril 1692, *que vous ne devez pas l'ignorer*. Il en écrivit aussi à M. Arnauld le 16 Juin suivant (b). Ce Docteur avoit lu pour lors au moins le Livre de l'Abbé de Rancé sur ce sujet. M. Nicole insiste dans ces deux Lettres sur l'inutilité de cette dispute, qu'il réduit à une question de mots. Pour mettre ces deux Auteurs d'accord, il disoit qu'il suffisoit de changer la signification d'un mot. Il n'y a qu'à avouer, dit-il, *que les Bénédictins ne sont plus ni Bénédictins, ni Solitaires, selon la signification précise de ce mot.... mais qu'ils sont de bons Ecclésiastiques & de vrais Clercs, par la permission, approbation & commandement de l'Eglise*. Or l'Abbé de la Trappe n'interdisoit point les études aux Clercs. Dailleurs, ajoutait-il, sur 4000 Religieux que l'Abbé de la Trappe attaque, il n'y en a pas 40 qui fassent une vie d'étude; & ceux qui la font, sont les plus exacts de tous à la plupart des devoirs monastiques, & sur tout à l'Office. Or l'Abbé de la Trappe convenoit que les Supérieurs pouvoient accorder la permission d'étudier à un certain nombre de Religieux, lorsqu'ils les y croyoient appelés par une vocation extraordinaire. Ce n'est donc pas des grandes études que l'Abbé de Rancé devoit travailler à retirer les Moines Bénédictins, continue M. Nicole; c'est d'autres occupations & amusements qui les détournent des devoirs monastiques.

Du reste, tout le monde admira dans cette dispute, la douceur & la justesse d'esprit du P. Mabillon: on fut fâché de ne pas trouver le même caractère dans son antagoniste.

#### §. I V.

*Dissertation sur ce que raconte Hégésippe de S. Jacques le Mineur, Evêque de Jérusalem.*

Cette Dissertation a été composée par M. Arnauld, peu de temps après la publication du premier volume de M. de Tillemont sur l'Histoire Ecclésiastique; c'est-à-dire en 1692. Mais elle ne fut imprimée qu'au mois de Juillet 1701. (en 19 pages in-4to.) avec le titre que nous rapportons ici, & avec cette addition; *par M. Arnauld de la Maison & Société de Sorbonne, avec les Remarques de M. de Tillemont*. On y ajouta l'Avertissement qu'on trouve en tête de la Dissertation, lequel en explique le sujet & l'occasion. Elle fut réimprimée in-12. en 1727, à la fin du VIII volume des Lettres (pag. 527. & suivantes) mais on en supprima l'Avertissement; & on y donna le titre *de Lettre à M. de Tillemont*, à qui en effet cette Dissertation étoit adressée en forme de Lettre.

M. Arnauld avoit fait connoître son sentiment sur ce sujet à M. de Tillemont long-temps avant la publication de son premier volume. Aussi voit-on dans sa Note X. sur S. Jacques le Mineur, même dans la première édition (c),

(a) Lettre quarante-troisième entre les nouvelles Lettres de M. Nicole.

(b) Ibid. Lettre quarante-quatrième.

(c) Tom. I. pag. 674.

les égards de ce célèbre Historien pour M. Arnauld, & en même temps son amour pour la vérité. " Des personnes très-éclairées, dit-il, en parlant de  
" ce Docteur, pour qui nous avons le plus de respect, & dont nous sou-  
" haiterions de pouvoir suivre le sentiment en toutes choses, voudroient  
" qu'on se débarrassât de cette difficulté & des autres qui se rencontrent dans  
" le récit d'Hégésippe, en abandonnant entièrement cet Auteur, qui, quoi-  
" que vénérable par son antiquité, n'est pas néanmoins tout-à-fait original,  
" n'ayant vécu que près d'un siècle après la mort de S. Jacques, & qui  
" semble, disent-ils, avoir cru assez légèrement, comme Papias, ce qu'il avoit  
" oui dire à des personnes mal informées. M. de Tillemont expose dans la  
suite de cette Note les raisons qu'il avoit de ne pas se rendre tout-à-fait au  
sentiment de M. Arnauld.







# AVERTISSEMENT

PRODUIT

## AU CONSEIL DU ROI

Pour MESSIRE VINCENT RAGOT, PRÊTRE, DOCTEUR  
en Droit Canonique, Promoteur de l'Eglise & Diocèse d'Alet,  
défendeur & demandeur.

CONTRE

*Messires Jacques Joseph de Maynard de l'Estant, Prêtre, Doyen &  
Chanoine de l'Eglise Cathédrale du dit Alet, & François Rives, aussi  
Prêtre & Chanoine de la même Eglise, demandeurs & défendeurs.*

Où l'on justifie la conduite de M. l'Evêque d'Alet, & des Officiers  
de son Diocèse, contre les calomnies publiées par lesdits Sieurs  
de l'Estant & Rives, & leurs adhérents, & on fait voir quelles  
ont été les faussetés, les violences & les emportements desdits  
Sieurs de l'Estant & Rives.

[ Composé par M. Arnauld, donné sur l'édition de 1665. ]

# THE UNIVERSITY

OF THE

STATE OF NEW YORK

IN SENATE,  
January 1, 1881.

REPORT

OF THE  
COMMISSIONERS OF THE LAND OFFICE,  
IN RESPONSE TO A RESOLUTION PASSED BY THE SENATE,  
MAY 1, 1879.

ALBANY:  
J. B. LIPPINCOTT & CO.,  
PRINTERS,  
1881.

THE UNIVERSITY OF THE STATE OF NEW YORK



# AVERTISSEMENT

QUE PRODUIT

PAR DEVERS LE ROI

MESSIRE VINCENT RAGOT, Prêtre, Docteur en Droit Canonique, Promoteur de l'Eglise & Diocese d'Alet, défendeur & demandeur.

CONTRE

Messires Jacques Joseph de Maynard de l'Eslang, Prêtre, Doyen & Chanoine de l'Eglise Cathédrale du dit Alet, & François Rives, aussi Prêtre & Chanoine de la même Eglise, demandeurs & défendeurs.

A ce qu'il plaise à Sa Majesté & à Nosseigneurs de son Conseil, faisant droit sur l'instance, casser, révoquer, & annuler l'Arrêt du Parlement de Grenoble, du 21 Août dernier 1664, & tout ce qui s'en est ensuivi, comme contraire à la disposition des SS. Canons; & en conséquence déclarer par l'Arrêt qui interviendra, que les absolutions ad cautelam, obtenues par lesdits sieurs de l'Eslang & Rives, n'ont pu avoir d'autre effet que de les rendre capables de défendre leur droit en justice: ordonner qu'ils se pourvoiront en Cour de Rome pour être absous, conformément à la Sentence de la Cour ecclésiastique d'Alet, du 9 Novembre 1663, ou par devant le sieur Evêque d'Alet, ainsi que Sa Majesté le trouvera plus à propos; & sur le surplus mettre les parties hors de Cour & de procès, & condamner lesdits sieurs de l'Eslang & Rives aux dépens.

A Ne juger des choses que par les sentiments ordinaires des hommes. VI. Cl.  
mes, il y auroit sujet de s'étonner que la piété de M. l'Evêque d'Alet N°. I.  
étant connue de toute la France, il se soit élevé depuis peu une si

VI. CL. horrible tempête, pour renverser tout le bien qu'il a établi dans son  
 N°. I. ~~Diocèse avec des travaux incroyables.~~ Mais si on les considère par des  
 vues plus hautes & plus divines, on cessera d'en être surpris, & on  
 trouvera au contraire, qu'il n'étoit pas possible qu'une aussi grande  
 vertu que celle de ce Prélat, ne rencontrât d'aussi grands obstacles  
 dans une aussi sainte entreprise, qu'est celle de faire une guerre ouverte  
 à tous les scandales & à tous les vices, & de faire refleurir dans tous  
 les états & dans toutes les familles, le premier esprit de la piété  
 chrétienne.

Quand le Démon n'est attaqué que foiblement, il peut aussi ne tra-  
 verser que foiblement ceux qui l'attaquent: mais quand il voit que  
 c'est tout de bon qu'on veut ruiner son empire, & lui ravir les ames  
 qu'il regardoit comme sa possession & son domaine, il n'y a point d'ef-  
 forts qu'il ne fasse pour maintenir son royaume, & pour empêcher  
 l'établissement de celui de Jesus Christ.

Il y a vingt-cinq ans que M. d'Alet travaille avec une vigilance in-  
 fatigable à la sanctification des ames, que le souverain Pasteur a con-  
 fiées à ses soins. Il n'y a rien de plus saint que sa conduite, soit pu-  
 blique, soit particulière. Toute sa vie n'est qu'une oraison & une ac-  
 tion continuelle; & Dieu lui fait la grâce de remplir d'une manière  
 merveilleuse ces deux devoirs d'un parfait Prélat, selon S. Grégoire:  
*Sit Præsul actione præcipuus, contemplatione suspensus.*

Il est aussi occupé de Dieu dans la prière, que les Religieux les  
 plus détachés de toutes choses; qui n'ont à penser qu'à eux-mêmes.  
 Et il s'applique de telle sorte à tous les besoins spirituels & temporels  
 de son Diocèse, qu'il semble qu'il s'est oublié soi-même, pour ne pen-  
 ser qu'au salut des autres, & que les soins de Marthe ne lui laissent  
 aucun moyen de jouir de la part de Marie.

Jamais Evêque n'a mieux accompli le commandement du Sage, de  
 connoître le visage de son troupeau. Il est presque toujours en visite;  
 & il ne demeure dans Alet que quand il y est arrêté, ou pour quel-  
 ques affaires importantes, ou parce que le mauvais temps empêche  
 l'accès des montagnes. Et alors même, comme il a pourvu la ville  
 d'Alet de personnes qui y font réglément les instructions, tous les Di-  
 manches & toutes les fêtes qu'il n'officie & ne prêche point dans la  
 Cathédrale, ou dans l'Eglise paroissiale, il va dans les villages voisins  
 pour en reconnoître l'état, & nourrir les pauvres gens de la parole  
 de Dieu; ce qu'il fait d'une manière admirable & toute pleine d'ac-  
 tion, & souvent en un même jour deux ou trois fois en divers lieux.

Dans ses visites il entre dans un détail qui n'est pas imaginable. Il

a soin de tout , & rien ne lui échappe dans une Paroisse. Il fait com- VI. Cl.  
ment Dieu est servi dans chaque famille : si on prie Dieu publique- N°. I.  
ment le soir & le matin : comment les peres & les meres élèvent leurs  
enfants , traitent leurs serviteurs , & quel soin ils en ont. Il s'informe  
s'il n'y a aucun scandale dans le lieu , ou danger de scandale ; & il  
y met tout l'ordre qui lui est possible , pour empêcher l'impureté , le  
cabaret , les jeux de hasard , les jurements , l'usure , l'injustice publi-  
que , ou particuliere connue , le travail aux jours défendus ; & tout  
cela non pas superficiellement , mais maison par maison , & famille  
par famille.

Il n'y a point d'années qu'il n'aille plusieurs fois dans tous les quar-  
tiers de son Diocese , où il tient les Conférences ecclésiastiques , &  
donne ordre à tous les lieux d'alentour. Il fait de plus des visites ré-  
gulières généralement par-tout , en usant du droit épiscopal avec une  
telle modération , qu'il en fait la plus grande partie à ses dépens avec  
des fatigues incroyables , y ayant peu de lieux considérables où il  
n'aille deux ou trois fois l'année , & souvent par des chemins si diffi-  
ciles qu'il a couru fortune d'y perdre la vie.

Il a outre cela des Ecclésiastiques que l'odeur de sa piété a attirés  
à Alet , qui , pendant qu'il est dans un lieu , vont dans les autres ap-  
prendre l'état des choses ; de sorte que réglément tous les mois une  
fois , il a un compte exact de son Diocese. Il fait s'il s'y est fait quel-  
que injustice , si quelqu'un est mort sans Sacraments , s'il y a eu quel-  
que scandale qu'on lui voulût cacher , & autres choses semblables.

Il y a aussi plusieurs filles ou veuves de condition , qui se sont don-  
nées à Dieu sous la conduite de ce Prélat , & qu'il a fait instruire  
pour les rendre capables de former les jeunes filles dans la piété , &  
pour apprendre aux femmes mêmes à vivre chrétiennement dans leurs  
ménages. Elles sont pour cela des especes de Missions. Elles vont dans  
les villages. Elles enseignent dans les lieux où elles tiennent leurs éco-  
les à toutes celles de leur sexe la doctrine chrétienne , leurs devoirs  
envers Dieu , envers elles-mêmes , envers leurs maris , leurs enfants ,  
leurs domestiques , leurs peres & meres. On voit des fruits merveil-  
leux de ces pieuses filles , & on peut dire qu'elles ont les prémices de  
l'esprit de leur vocation. Elles ne prennent rien de qui que ce soit ,  
& M. d'Alet fournit tout ce qui est nécessaire à leur subsistance & à  
leur entretien.

• Son zele n'a pas été satisfait de ces différentes manieres de travail-  
ler à la sanctification de son peuple , soit par lui , soit par les autres.  
Comme le ministère de la parole est la fonction la plus attachée à l'E-

VI. CL. pifcopat, il a cru qu'il en étoit redevable à tous fes enfans ; & pour  
 N°. I. y fatisfaire avec plus d'exactitude, il a comme trouvé le moyen d'être  
 en même temps en plufieurs lieux, inftruifant à la même heure tout  
 fon Diocefe, & auffi-bien les Palteurs que le peuple. Et voici en quelle  
 maniere cela fe pratique.

Il a établi des Conférences eccléfiastiques, qui fe tiennent tous les  
 mois en divers lieux du Diocefe, par des Eccléfiastiques qu'il y envoie  
 exprès, & l'on traite en ces Conférences toutes les matieres de prati-  
 que, dont la connoiffance eft néceffaire aux Curés & aux peuples,  
 fur les Sacrements, fur les Commandemens de Dieu & de l'Eglife, fur  
 les obligations de chaque état & de chaque condition, fur les vertus,  
 fur les péchés, &c.

C'eft M. d'Alet qui difpofe la matiere & les demandes qui font en-  
 voyées à ces Conférences, & pendant le mois, les Eccléfiastiques tra-  
 vaillent à faire les réponfes qu'ils donnent par écrit à la Conférence  
 fuivante, en laquelle on leur donne les réponfes de M. d'Alet, qu'on  
 leur explique, afin qu'ils les poffèdent mieux. Ces Conférences font  
 divifées en quatre inftructions, dont chacune eft compofée de trois  
 ou quatre demandes & réponfes, & d'une réflexion de pratique. Ces  
 inftructions, qui font toujours très-édifiantes, fe font au peuple à mē-  
 me jour par toutes les paroiffes du Diocefe, en la maniere marquée  
 par les Ordonnances fynodales & fuivant l'efprit du Concile de Trente,  
 qui veut qu'on inftruisse les peuples d'une maniere proportionnée à  
 leur capacité avec breveté & facilité ; & Dieu a tellement béni cette  
 conduite, que même les fimples fideles du Diocefe font inftruits non  
 feulement des myfteres de la foi, mais auffi des véritables regles de  
 la Morale chrétienne, au lieu que le plus fouvent ils n'entendent rien  
 du tout aux discours étudiés que les Prédicateurs leur font, n'y ayant  
 rien de plus rare que de favoir fe proportionner à l'intelligence du peup-  
 le, & de bien choifir les inftructions qui lui font propres.

Les Carêmes il fait fouvent lui-même des projets de fermons fur  
 les Evangiles pour les lieux où l'on prêche, qu'il donne à ceux qui  
 ont cet emploi. Et dans chaque Carême généralement en toutes les  
 paroiffes du Diocefe, après qu'on eft revenu du travail, on fait fur  
 le foir trois fois la femaine, outre le Dimanche, une inftruction pour  
 réveiller l'efprit de pénitence, & difpofer ces peuples à la communion  
 de Pâques.

Voilà une partie de ce qu'il fait pour le falut de fon peuple, fans  
 parler des prieres continuelles qu'il adrefse à Dieu pour attirer fur lui  
 les bénédictions du ciel. Mais étant perfuadé qu'un des principaux de-

voirs d'un Evêque est de rendre son sacerdoce fécond, en procurant VI. CL. à l'Eglise des Ministres prudents & fidèles, qui soient les *coopérateurs* N°. I. *de ses travaux*, & les *compagnons de ses combats*, comme les appelle S. Paul, c'est à quoi il s'est appliqué dès son entrée dans l'Episcopat de la manière du monde la plus solide, & la plus conforme aux Canons. Dans cette vue, il a acheté de son propre bien, le lieu où est maintenant le Séminaire, qu'il a fait rebâtir & accommoder à grands frais. Il y fait venir des jeunes gens de son Diocèse, dans lesquels il voit quelque disposition pour servir l'Eglise; & s'ils n'ont pas de quoi fournir ou à leur vivre, ou au reste de leur entretien, ou à l'un & l'autre ensemble, ce qui arrive ordinairement, on leur donne ce qui leur manque. On ne prend de ceux qui ont moyen de payer que quarante écus pour toute pension. Entre les autres qui peuvent donner quelque chose, & non pas tout, on s'accommode à leur pouvoir. Des uns, on se contente de vingt écus; des autres, qu'ils s'habillent seulement; & on fournit aux autres le vivre & le vêtement.

Il observe religieusement le conseil de l'Apôtre, de ne pas facilement imposer les mains. Avant que de leur donner la Tonsure, il les éprouve premièrement huit mois ou un an dans ce Séminaire, pour reconnoître leur esprit & leurs inclinations; & si on juge qu'il y a quelque espérance qu'ils puissent servir l'Eglise, on les applique dans les lieux à faire les écoles chrétiennes, & à élever les enfants selon les règles de l'Evangile pendant un an ou deux; & quand on a vu qu'ils s'y sont bien gouvernés (car on veille sur eux très-soigneusement) on les fait revenir au Séminaire, & on leur donne la Tonsure. On les tient là pendant deux ou trois ans, durant lesquels on leur enseigne la doctrine de l'Eglise, & une Théologie morale bien différente de celle des Casuistes. Après toutes ces épreuves, si on les juge capables, M. l'Evêque d'Alet leur confère les Ordres, & ne regardant que la vertu & non pas le bien, pour s'accommoder à la coutume présente de l'Eglise, il leur procure un titre patrimonial, s'ils n'en ont pas.

Ce Séminaire sert encore à recevoir tous les Ecclésiastiques qui viennent des Diocèses voisins pour y faire des retraites, ou dans le dessein de s'instruire *de la doctrine qui est selon la piété*, comme parle l'Ecriture, ou d'y faire un renouvellement de vie. Il y en vient aussi des autres quartiers du Royaume, ou dans le même dessein, ou pour servir le Diocèse. On en prend tout le soin imaginable. On les entretient de tout les six mois, & les années entières, pour les rendre capables de servir les âmes: de sorte qu'il n'y eut jamais de plainte

VI. CL. plus injuste que celle que les Gentilshommes révoltés ont faite contre

N°. 1. M. d'Alet, de ce qu'il y a quelques annexes sans service ; au lieu qu'il faut reconnoître qu'il n'y a peut-être jamais eu d'Evêque qui ait plus travaillé à fournir son Diocèse de bons Ecclésiastiques, & que sinobitant tous les soins, il n'a pu encore en mettre par-tout, on ne s'en doit prendre qu'à la très-grande pauvreté du pays, qui empêche la plupart des personnes de faire étudier leurs enfants, & de les mettre en état d'entrer au Séminaire, quoiqu'il fasse tout ce qu'il peut pour suppléer à ce défaut par les écoles qu'il a établies, au moins dans les principaux lieux, & les Régents qu'il forme dans le Séminaire pour instruire les enfants, & leur enseigner non seulement à lire & à écrire, mais encore la langue latine, n'épargnant aucune dépense nécessaire pour ce sujet, même à l'égard des étrangers, quand on les juge propres pour rendre service au Diocèse.

On reçoit aussi à bras ouverts dans le Séminaire les Curés, les Vicaires, & autres Ecclésiastiques du Diocèse, qui veulent y venir demeurer quelques jours pendant l'année, pour renouveler & raffermir en eux, comme parle S. Paul, l'esprit de Dieu & la grace de leur profession. Ordinairement pendant chaque année il y a quarante ou cinquante de ces personnes qui y font de ces retraites, le tout aux dépens de M. d'Alet, qui croit n'avoir aucun bien qui ne soit à tout son Clergé autant qu'à lui ; ne s'estimant, selon les Canons, que le simple économe du revenu de l'Eglise.

C'est dans ce même esprit, que hors même ces retraites, il ne veut point que les Curés & les Vicaires logent ailleurs qu'à l'Evêché, quand ils viennent à Alet pour les affaires de leurs Eglises. Il les reçoit tous avec une charité inconcevable, & son cœur leur est encore plus ouvert que sa maison. Ils trouvent toujours en lui un véritable père, qui les aide à porter leur charge, & à faire en sorte qu'ils ne manquent, s'il se peut, à aucun de leurs devoirs ; qui est toujours prêt de les soutenir & de les défendre, quand on les traverse injustement dans les fonctions de leur ministère ; qui les anime dans leurs bons desseins ; qui les fortifie dans leurs faiblesses, & qui a autant de douceur & d'indulgence pour les bons, que de juste sévérité pour les méchants & les scandaleux.

Sa charité pour les besoins temporels de ceux à qui Dieu l'a donné pour père, n'est pas moindre que sa vigilance pour leurs besoins spirituels. Outre cinq ou six mille livres qu'il faut pour la subsistance de sa maison, & les frais de ses voyages ; & ce qu'on se feroit employer misérablement pour soutenir des procès qu'il ne pourroit pas abandonner



ner sans trahir sa conscience, tout le reste de son bien est pour les pauvres. Il y a consommé son patrimoine, qui étoit fort considérable ; & outre son revenu annuel, quelques - uns des Ecclésiastiques qui ont du bien y emploient aussi le leur, tout étant commun parmi eux, & nul n'y prenant que le vivre & le vêtement. Il fait acheter toutes les années pour de grandes sommes du linge pour les pauvres, des étoffes pour leur faire des habits, & des couvertures pour leur donner plus de facilité d'exécuter ce qu'il a ordonné avec beaucoup de sagesse, que les enfants ne couchent point ensemble depuis qu'ils ont atteint l'âge de cinq ou six ans, & qu'ils ne couchent pas aussi avec leurs peres & leurs meres.

Il marie ou aide à marier quantité de pauvres filles. Il met plusieurs enfants en métier, & il fait assister plusieurs familles ruinées dans les villes & dans les villages. Ce sont-là les aumônes ordinaires : mais elles augmentent de beaucoup, quand il arrive quelque stérilité ou générale ou particulière. Et il y a trois ans qu'il a nourri pendant quatre mois, avec l'aide des Curés qu'il a portés à imiter son exemple, la plus grande partie des peuples de son Diocèse, qui sans cela seroient morts de faim.

Il est aussi ménager envers lui - même que libéral envers les autres. Il observe religieusement les réglemens des Conciles, qui veulent que les meubles d'un Evêque soient pauvres, & que sa table n'ait rien de superflu. Son train est tout-à-fait modeste & édifiant. Il n'a point de livrées ; mais il a quelques enfants de bonne famille qu'il élève dans la piété & l'humilité chrétienne, qui lui rendent dans cet esprit les services dont il ne se peut passer, & qu'il fait aussi instruire avec grand soin par un Ecclésiastique qui en a la charge.

L'ennemi de notre salut n'a pu souffrir une si sainte conduite, & il a suscité toutes sortes de personnes pour traverser des desseins si contraires à ceux qu'il a de perdre les hommes.

Les alliés & les partisans de quelques Officiers concussionnaires, que le zèle de ce Prélat a fait punir pour délivrer son peuple de leurs brigandages, ont aigri contre lui la plus grande partie du Parlement de Toulouse.

Des gentilshommes, accoutumés à une vie de libertinage, & à opprimer les sujets du Roi par des injustices manifestes, ont regardé comme une injure & comme une servitude la nécessité que leur Prélat, ou plutôt que la loi de Dieu leur imposoit de cesser leurs exactions, & de restituer ce qu'ils avoient notoirement mal acquis.

Ceux qui deshonoreroient le Christianisme par des scandales publics,  
*Ecrits sur la Discipline. Tome XXXVI.*

VI. CL. n'ont pu endurer qu'on les avertît de leur devoir, & qu'on leur refusât  
N°. I. ce qu'on ne pouvoit leur accorder qu'à leur condamnation.

La défense des danſes, qui ſe faiſoient d'une manière très-diffolue, & l'exécution des Ordonnances de nos Rois, qui défendent la fréquentation des cabarets pendant l'Office divin, & en tout temps à tous ceux qui ſont habitués dans les lieux, & qui puniſſent la profanation des Dimanches & des fêtes, ont fait ſoulever toute la jeunefſe débauchée contre des réglemens ſi ſalutaires.

Des Bénéficiers entrés dans leurs bénéfices par des voies manifeſtement & ouvertement illicites, ſ'en ſont pris à ce ſaint Evêque, de ce qu'ils ne trouvoient point de Prêtre entre ceux qu'il a approuvés, qui les vouluſſent abſoudre dans un ſi mauvais état.

Enfin ceux que leur profeſſion devoit porter davantage à contribuer de tout leur pouvoir pour arrêter ces déſordres, ont le plus contribué à les augmenter. Des Réguliers, prévenus des méchantes maximes de la morale corrompue, n'ont pu ſouffrir qu'on en enſeignât, & qu'on en pratiquât une plus pure, & qu'on ne leur permit pas de traiter les ames avec les relâchemens pernicieux, que les nouveaux Caſuiſtes ont introduits dans l'Egliſe. De ſorte que les uns voulant danſer & perlévérer dans leurs vices, & les autres voulant abſoudre les danſeurs & les vicieux, il ſ'eſt formé de tout cela une horrible tempête contre M. l'Evêque d'Alet.

Mais l'ouvrage du Démon n'auroit pas été achevé ſ'il n'avoit donné un Chef à cette maligne conſpiration; & voici de quelle ſorte il en a trouvé un, & par quels degrés une perſonne qui a paru autrefois des plus affectionnées à M. l'Evêque d'Alet, a été précipitée juſqu'à ſe déclarer ſon plus mortel ennemi, & le protecteur de tous les dérèglemens auxquels il a tâché de remédier.

Mefſire Jacques Joſeph de *Maynard de l'Eſtang*, Doyen du Chapitre d'Alet, a demeuré trois ans dans l'Evêché. C'eſt M. l'Evêque d'Alet qui l'a fait Prêtre, & qui lui a procuré le Doyenné. Il a témoigné pendant tout ce temps-là beaucoup d'eſtime pour la conduite de M. d'Alet, & pour les réglemens du Diocèſe. Mais ce qui fit remarquer en lui un eſprit peu ſolide, eſt l'attache qu'il avoit dès-lors à certaines dévotions affez mal réglées, qui mal édiſoient pluſieurs perſonnes, & d'autres fantaiſies qu'il a eues depuis, de faire allumer des feux devant la porte de ſa maiſon, de faire tirer quantité de boîtes pendant l'Office, pour honorer, diſoit-il, Dieu & ſa Sainte Mere; d'aller de maiſon en maiſon, porter aux malades de l'eau d'une certaine Notre-Dame, &

de leur en faire prendre avec des cérémonies superstitieuses & autres VI. C.  
semblables. N°. I.

Après la mort de M. d'Angiers, Vicaire Général, M. d'Alet, qui regarde tout son bien comme étant aux pauvres, dit à M. le Doyen, qu'il ne croyoit pas pouvoir en conscience tenir maison à l'Evêché, pendant qu'il étoit en ses visites, comme il y étoit presque toujours, & qu'ainsi il le prioit de prendre un logis à la ville.

C'est ce qui commença à indisposer M. de l'Estang, pere de M. le Doyen, Conseiller au Parlement de Toulouse, dans la crainte que son fils ne s'engageât en de grandes dépenses, au lieu que demeurant à l'Evêché il ne lui coûtoit rien.

Il se mit aussi dans l'esprit qu'on lui faisoit tort, de ne l'avoir pas fait Vicaire Général, comme étant, à son avis, plus capable que personne, de faire valoir & entretenir la discipline du Diocèse, tant à cause de sa piété, que de son crédit, & du pouvoir qu'avoient ses parents dans le Parlement de Toulouse & dans le pays. C'est ce qu'il témoignoit assez librement à des personnes à qui il ouvroit son cœur. Mais comme ces considérations humaines & politiques ne sont pas des raisons pour M. d'Alet, qui le pussent porter à engager en des emplois si difficiles des personnes qu'il n'en auroit pas jugé capables, il a toujours cru que M. le Doyen, dont il connoissoit la portée, se devoit renfermer dans la fonction de sa charge de Doyen, en faisant en sorte que l'Office divin se célébrât dans la Cathédrale avec la révérence & la modestie requise, & que toutes choses se passassent dans le Chapitre selon les regles de l'Eglise. C'est ce que M. l'Evêque d'Alet lui a représenté souvent avec des paroles toutes pleines de bonté & d'affection, mais qui au lieu de guérir cet esprit malade de la trop bonne opinion conçue de lui-même, n'ont servi, par un secret jugement de Dieu, qu'à l'indisposer davantage.

Il étoit néanmoins difficile qu'il perdît tout d'un coup l'estime & la vénération qu'il avoit conçue depuis long-temps pour un si digne Prélat; & l'altération qu'il pouvoit avoir dans l'esprit, & que peut-être il se dissimuloit à lui-même, avoit besoin de quelque occasion extraordinaire qui la fît éclater au dehors. Mais ces sortes d'occasions ne manquent guere d'arriver à ceux qui, par des passions secretes, se sont séchés au dedans de toute l'onction du S. Esprit; parce que Dieu permet ordinairement qu'étant ainsi préparés à recevoir le feu de la division, le Démon ait le pouvoir de jeter une étincelle qui cause en un moment un très-grand embrasement, & qui dissipant l'apparence d'une vertu peu folide, fait paroître au dehors les personnes telles qu'elles sont au

**VI. CL.** dedans sans le savoir. L'occasion qui a fait éclater les mécontentemens  
**N°. I.** de M. le Doyen, & qui l'a engagé aux étranges excès où il s'est porté ensuite, est capable de faire connoître à tout le monde quel est l'esprit qui le pousse dans cette affaire.

Le Chapitre d'Alet a le bonheur, aussi-bien que plusieurs autres de ces quartiers-là, de ne s'être point soustrait, par de prétendus privilèges & des exemptions mendiées, de la dépendance de son Evêque ; & jamais il n'a eu plus de sujet d'estimer ce bien que maintenant, qu'il peut tirer tant d'avantage des lumières, & de la conduite de son Prélat. M. d'Alet commença donc sur la fin du mois d'Avril 1663, à y faire la visite avec toute l'autorité que Jesus Christ lui a donnée. Et comme il tâche toujours de faire les choses de la manière la plus charitable & la plus douce, il témoigna dès le premier jour de cette visite, qu'il seroit bien aise de ne rien faire que de concert, & qu'ainsi il vouloit bien que le Chapitre nommât deux Chanoines, & que lui en prendroit deux autres, avec lesquels on aviserait en particulier à ce qui seroit plus expédient pour le bien de l'Eglise Cathédrale. Le Chapitre nomma M. le Doyen & M. Rives, auxquels il ne fut donné autre pouvoir que de faire rapport au Chapitre de ce qui se feroit dans les conférences particulières, s'il se trouvoit quelque difficulté dans les Ordonnances ; mais ils n'y en trouverent point. Ils agréèrent & approuverent tout. Et lorsqu'on signifia ces Ordonnances le onze de Mai, M. le Doyen s'opposa à quelques-uns, qui les vouloient faire consulter avant que de les recevoir.

Il demeura tout les mois de Mai & le mois de Juin dans cette bonne disposition ; mais voici un accident qui la renversa, & qui lui fit trouver une infinité d'abus dans ces Ordonnances, dans lesquelles il n'avoit rien trouvé auparavant que de louable, & d'avantageux pour la gloire de Dieu & pour le bien de l'Eglise.

Il avoit un valet qu'il avoit autrefois chassé pour ses impuretés, & que le maître qu'il avoit servi depuis avoit été aussi obligé de chasser pour le même sujet. Ce valet, qu'il avoit repris à son service avec l'assiction des gens de bien, n'en étant pas devenu plus sage, continuoît à solliciter plusieurs femmes & filles, & à leur tenir des discours infâmes, & même impies. On en avertit M. le Doyen, afin qu'il y mit ordre, mais sans effet. M. l'Evêque d'Alet lui en parla plusieurs fois, & le conjura de le vouloir congédier pour faire cesser ce scandale ; mais ce fut en vain. Il s'opiniâtra à le garder, & le rendit si insolent par l'appui qu'il lui donnoit, qu'il se porta en quelques occasions jusqu'à menacer les Officiers de la Justice de leur casser la

tête, & de tuer M. Ragot Chanoine & Secrétaire de M. d'Alet. Com- VI. CL.  
me on vit que la tolérance rendoit ce garçon plus audacieux & plus N°. I.  
scandaleux, on informa de ses déportements, & sur cette informa-  
tion ayant été décrété de prise de corps, on se saisit de lui, & on le  
conduisit dans les prisons de la Justice temporelle d'Alet. Le Chef de  
cette Justice, qui porte le nom de *Viguiér*, est un très-homme de  
bien, qui de Xaintes où il étoit Procureur du Roi en l'Election, vint  
à Alet à pied il y a cinq ou six ans, sans autre dessein que de se met-  
tre sous la conduite de M. d'Alet pour vivre chrétiennement; ce qui  
porta ce Prélat à lui donner cette Charge, qu'il exerce non seule-  
ment avec une intégrité exemplaire, mais d'une manière très-sainte;  
de sorte qu'il n'y a pas le moindre sujet de soupçonner qu'il n'ait agi  
dans cette affaire comme dans toutes les autres par le seul zèle de  
la justice.

Cependant M. le Doyen étant averti de la prise de son valet, s'en  
vint tout transporté à l'Evêché, menaça la main haute le *Viguiér* de  
le faire repentir de cette action, & quelques autres personnes qui se  
trouverent là d'avoir aidé à la faire, & protesta qu'il ne sortiroit point  
qu'il n'emmenât son valet. On l'avertit avec respect de l'insulte qu'il  
faisoit à la Justice, & à la Maison épiscopale en l'absence de M. l'E-  
vêque, qui étoit en visite, & on le pria de vouloir se retirer, ce  
qu'il fit enfin avec peine, & en se retirant il cria à la porte contre  
toute vérité, qu'on l'avoit maltraité, prenant deux de ses valets à té-  
moin, dont l'un avoit été si hardi que de lever la main pour donner  
un soufflet au Chef de la Justice, si on ne l'eût arrêté.

Voilà l'étincelle qui a allumé le feu que le démon souffle depuis  
ce temps-là pour mettre tout en trouble dans le Diocèse d'Alet. Voi-  
là ce qui a ouvert les yeux au Sieur de l'Etang pour sortir de l'aveu-  
glement où il dit qu'il avoit été jusqu'alors. M. d'Alet lui avoit paru  
un Saint; mais il a cessé de l'être à son égard aussi-tôt qu'on a voulu  
réprimer les dérèglements de son valet. Ceux d'entre les Ecclésiasti-  
ques de la Cathédrale qu'il avoit le plus improuvés, à cause de la  
résistance qu'ils apportoit à l'établissement de la discipline, sont de-  
venus tout d'un coup ses meilleurs amis, parce qu'on n'a pas permis  
à son valet la continuation de ses débauches; & le zèle du *Viguiér*  
pour les arrêter, a fait que les Ordonnances de M. d'Alet n'ont plus  
été supportables.

Car s'étant allé plaindre au Chapitre de cet emprisonnement, &  
le Chapitre n'ayant vu aucune raison qui l'obligeât de prendre part  
à une si vilaine affaire, il chercha d'autres moyens de se venger,

VI. CL. tant de cet outrage qu'il croyoit avoir reçu, que de ses mécontente-  
 N°. 1. ments prétendus; & il pensa sur-tout à se rendre maître du Chapitre, à quoi il aspirait depuis long-temps.

Pour réussir dans ces desseins, il se joignit aux plus emportés de ces Gentilshommes, qui par un attentat criminel ont d'eux-mêmes, sans aucune autorité, créé des Syndics contre M. d'Alet, pour se procurer l'impunité dans les vices & dans les désordres; & il se ligua aussi avec les Réguliers, qui se sont déclarés les fauteurs & les appuis de cette cabale révoltée; de sorte qu'il ne faisoit rien sans le conseil de ces gens-là.

Il attira ensuite dans sa faction Maîtres Jean Fabres & François Rives, Chanoines capitulants, & quelques habitués de l'Eglise Cathédrale, qui ne pouvoient souffrir la discipline & le bon ordre (ils se sont néanmoins reconnus depuis, excepté le sieur Rives) & après avoir consulté avec eux de quelle sorte ils se conduiroient dans cette entreprise, qui ne tendoit qu'à troubler celui qui ne respiroit que leur salut, ils ne trouverent rien de plus spécieux, & qui lui pût donner plus de peine, que l'appel de ses Ordonnances de visite publiées le 11 de Mai précédent, il y avoit près de deux mois.

Il faut avouer que ce Doyen ne pouvoit pas employer un moyen plus proportionné à ce malheureux dessein, que celui qu'il y employa d'abord, qui fut une insigne fausseté. C'est le premier pas que lui fit faire celui qui est menteur dès le commencement, & le pere du mensonge, selon l'Evangile. Car n'ayant que deux capitulants de son parti qui eussent formé ce projet, dont il n'osoit s'ouvrir aux autres, & voulant néanmoins pouvoir faire cet appel au nom du Chapitre, il supposa une délibération capitulaire du 30 Avril précédent, prise au sujet de la visite qui à peine étoit encore commencée, & en laquelle M. d'Alet n'avoit encore rien ordonné. Et par cette délibération les sieurs de l'Estang & Rives se font députer à Toulouse, pour consulter lesdites Ordonnances, & en appeler, quoique M. le Doyen les eût approuvées, & qu'il se fût opposé, comme il a été dit, à ceux qui les vouloient faire consulter. Mais il étoit plus facile de feindre cette délibération, que de la faire trouver dans le Registre des délibérations capitulaires; parce qu'il y en avoit plusieurs de suite depuis ledit jour 30 Avril: de sorte qu'ils furent obligés, par une falsification bien grossière, de faire insérer celle-ci à la marge & entre-lignes, par le Secrétaire qui étoit de leur cabale. Et M. le Doyen, suivant la coutume du Chapitre, jusqu'alors observée, la signa seul comme Président.

Cette piece est si visiblement fautive, que ceux mêmes qui l'ont VI. Cl.  
fabriquée en rougissent maintenant, quoique ce soit le fondement de N°. I.  
tout ce qu'ils ont fait ensuite. Car en conséquence de cette préten-  
due délibération, M. le Doyen fit dresser le 15 Juillet 1663, un Acte  
l'appel des Ordonnances de visite de M. d'Alet, tant en son nom qu'en  
celui du Chapitre, qui n'est qu'un tissu de faussetés & d'impostures si  
grossières, que la manière même pleine de fraude & de tromperie dont  
elles sont exprimées, les découvre à tout le monde.

Il n'ose pas dire ouvertement qu'il ait témoigné trouver à redire à  
ces Ordonnances, lorsqu'elles furent lues dans le Chapitre l'11 Mai  
1663, parce qu'il auroit été convaincu de mensonge par plusieurs  
personnes qui savent le contraire. Et néanmoins c'est ce qu'il veut  
faire entendre par ce discours entortillé & plein d'équivoques : *Que*  
*M. l'Evêque d'Alet ne peut ignorer que l'11 Mai étant entré en leur*  
*Chapitre pour parler des affaires d'icelui, il leur auroit fait lecture*  
*de certaine Ordonnance par lui rendue contre ledit Chapitre, contenant*  
*vingt articles, tous quasi contraires à la police générale du Royaume, &*  
*à l'usage & possession des Chapitres Cathédraux, & notamment de ce-*  
*lui d'Alet; occasion de quoi, après la dite lecture, le Sieur constituant,*  
*comme Chef dudit Chapitre, auroit demandé copie pour y déduire ses*  
*intérêts, &c.*

Il est difficile de deviner dans cet embarras affecté de paroles em-  
broüillées, ce que M. le Doyen prétend que M. l'Evêque d'Alet ne  
peut ignorer.

Est-ce simplement qu'étant entré dans le Chapitre l'11 Mai 1663,  
il y a fait lire une Ordonnance? Cela est vrai; mais si on en demeure  
là, ce ne seroit pas un sujet de faire un Acte.

Est-ce que M. d'Alet ne peut pas ignorer, que cette Ordonnance  
n'ait été rendue contre le Chapitre? Mais c'est ce qu'il ignore, parce  
que cela est faux & impertinent; cette Ordonnance, qui ne contient  
que des réglemens pour l'avenir très-prudents & très-charitables,  
étant pour le Chapitre, & non point contre le Chapitre. Autrement il  
faudroit dire que la Regle de S. Benoît est une Ordonnance rendue  
contre les Religieux; celle de S. Augustin une Ordonnance rendue con-  
tre les Religieuses; & même que l'Evangile est une Ordonnance ren-  
due contre les Chrétiens.

Est-ce que M. d'Alet ne peut ignorer, que quasi tous les articles de  
cette Ordonnance ne soient contraires à la police générale du Royaume,  
& à l'usage & possession des Chapitres Cathédraux, & notamment de  
celui d'Alet? Mais c'est encore ce qu'il ignore, parce que cela est tout

VI. CL. à-fait contraire à la vérité pour ce qui est de la police générale du N°. I. Royaume , & de l'usage du Chapitre d'Alet , qui n'ayant aucun privilège ni exemption , ne peut prétendre , comme il ne le prétend pas aussi , être dans la même indépendance de leur Evêque que les Chapitres exempts.

Est-ce au moins que M. d'Alet ne peut ignorer , que M. le Doyen n'ait témoigné lorsqu'on lut ces articles l'11 Mai , qu'ils lui sembloient *contraires à la police générale du Royaume , & à l'usage du Chapitre d'Alet* ? Mais c'est ce qui est très-faux , puisqu'au contraire il s'opposa à ceux qui les vouloient faire consulter avant que de les recevoir ; & ainsi ces mots : *occasion de quoi il en demanda copie* , contiennent une fausseté manifeste ; parce qu'ils font croire que ce qui lui en a fait demander copie étoit qu'il trouvoit des abus dans presque tous les articles ; au lieu qu'il en jugeoit très-avantageusement alors , & que ce n'a été que la passion & le dépit qu'il a conçu de l'emprisonnement de son valet , qui lui en a fait faire depuis un jugement tout contraire.

Le discours qui suit n'est pas moins embarrassé. Il dit *que comme Chef du Chapitre , & au nom d'icelui , il auroit demandé copie pour y déduire ses intérêts , qui n'étoient autres que de faire rétracter ladite Ordonnance , comme extraordinairement préjudiciable aux libertés dudit Chapitre ; mais qu'il avoit préssenti que ledit Seigneur n'étoit pas en volonté de leur faire justice sur ledit rétractement.*

Cette qualité de *Chef du Chapitre* que M. le Doyen se donne , n'est qu'une marque de sa vanité , qui lui faisoit dire en parlant du Chapitre & des Chanoines , *mon Chapitre , mes Chanoines*. Car ce Chapitre n'a point d'autre Chef que l'Evêque même , qui en est appelé *Prælat* par la Bulle de la sécularisation , & le Doyen n'est que le premier des Chanoines sans aucune supériorité sur les autres.

Mais comme cela importe peu au différent présent , il vaut mieux considérer que quelque hardiesse qu'il eût prise d'altérer la vérité dans cet Acte , il n'ose pas dire *que l'11 Mai il ait demandé à M. d'Alet au nom du Chapitre , qu'il rétractât son Ordonnance , comme extraordinairement préjudiciable aux libertés dudit Chapitre.*

Mais il a recours à de prétendues intentions qu'il dit maintenant avoir eues , & à des explications sous-entendues de ces intentions cachées. *J'ai , dit-il , demandé copie de l'Ordonnance ( c'est tout ce qu'il y a de vrai ) pour déduire les intérêts du Chapitre ( c'est l'intention cachée ) qui n'étoient autres que de faire rétracter ladite Ordonnance , c'est l'explication sous-entendue de cette prétendue intention. Et tout cela*



ela n'ayant point paru, & M. le Doyen n'ayant pas ouvert la bouche VI. Cl. pour demander à M. d'Alet cette rétractation, il veut que l'on croie N°. I. que par une lumière prophétique, *il avoit pressenti que M. d'Alet n'étoit pas en volonté de faire justice sur ledit rétractement.*

Ce n'est pas encore- là la fin des *pressentiments* de M. la Doyen. Car au lieu que les hommes du commun déclarent & témoignent ce qu'ils veulent, & font parler les autres pour savoir aussi quelle est leur volonté, celui-ci, par une conduite plus mystérieuse, ne fait que *pressentir*, & *faire pressentir*. Ayant, dit-il, *pressenti*, que *ledit Seigneur n'étoit pas en volonté de leur faire justice sur ledit rétractement*, *ledit Sieur de l'Etang Doyen lui auroit fait pressentir que ledit Chapitre avoit délibéré d'en interjetter appel.*

Que de détours & de circuits pour déguiser un mensonge ! Si M. le Doyen prétend avoir déclaré à M. d'Alet l'11 Mai, ou en quelque autre temps avant l'emprisonnement de son valet, *que le Chapitre avoit délibéré d'interjetter appel de ses Ordonnances*, que ne le dit-il nettement, & que ne marque-t-il quand & en présence de qui il a fait cette déclaration ; au lieu d'aller chercher ce tour ridicule, *qu'il avoit fait pressentir*, sans nous dire ni comment ni par qui ? Mais que ce soit déclaration, que ce soit *pressentiment*, que ce soit tout ce qu'il voudra, c'est une horrible fausseté ; n'étant pas possible qu'il ait fait entendre à M. d'Alet en quelque manière que ce soit, *que le Chapitre avoit délibéré d'appeller de ses Ordonnances*, puisqu'il est très-faux que le Chapitre ait jamais fait une telle délibération ; comme il paroît assez par la falsification qu'on a faite dans les Registres pour l'y faire trouver en l'y inférant à la marge, & par le désaveu qu'en a donné le Chapitre ; & de ce qu'il faudroit, si elle étoit vraie, que le Chapitre eût donné pouvoir à deux Chanoines d'appeller d'une Ordonnance qui n'étoit pas encore faite, ce qui auroit été une conduite ridicule.

Cependant cette imposture manifeste est le fondement de la manière injurieuse dont il parle de M. l'Evêque d'Alet dans la suite de cet Acte. Car supposant ce qui est faux & impossible, qu'on lui avoit fait savoir *que le Chapitre avoit délibéré d'interjetter appel de ses Ordonnances*, il dit, *que dès le moment qu'il en avoit eu connoissance, s'imaginant que c'étoit lui faire injure de s'en prendre à ses ordres, & notamment lorsqu'ils sont rédigés par écrit, & par lui décrétés, il auroit témoigné être fâché contre ledit Sieur Doyen & autres, ne le pouvant faire contre tout le Chapitre en corps, jusqu'à lui donner des sujets de craindre les Censures ecclésiastiques, suspension & privation des Sacre-*

V. Cl. ments ; & ce pour user de son droit , & du remede naturel & public  
N°. I. que l'appellation fournit.

Il faut n'avoir guere de crainte de Dieu pour avancer de telles calomnies contre l'Oint du Seigneur , & en prendre sujet de le faire passer pour un homme emporté qui ne pense qu'à venger ses propres injures. On dit qu'ayant su que le Chapitre avoit délibéré d'appeller de ses Ordonnances , il a menacé des Censures ecclésiastiques ceux qui useroient de ce droit. Ces menaces supposent donc qu'il ait eu connoissance de la délibération que le Chapitre avoit faite d'appeller de ses Ordonnances. Or cette délibération n'a jamais été. Et par conséquent ces prétendues menaces ne sont qu'une pure calomnie ; outre que c'est un fait calomnieux de lui attribuer une disposition qu'il a fait voir être bien éloignée de son esprit ; puisqu'il n'a pas eu la moindre pensée de punir d'aucune Censure l'appel effectif que M. le Doyen a interjeté de ses Ordonnances , quoiqu'il fût accompagné de tant de faussetés si criminelles.

Mais c'est un étrange jugement de Dieu , que M. le Doyen n'ait pu s'empêcher de découvrir dans cet Acte même la plaie de son cœur , & ce qui l'a précipité dans tous ces excès. Car bâtissant toujours sur la même imposture de la connoissance qu'avoit M. d'Alet qu'on vouloit appeller de ses Ordonnances , il dit , *que son mécontentement s'augmentant de jour à autre , il avoit dénié de lui faire justice*, sur les plaintes qu'il lui avoit faites touchant l'affaire de son valet , dont il fait un grand narré , comme si M. d'Alet , qui ne venge jamais les injures qu'on lui a réellement faites , avoit pu venger un dessein que M. le Doyen n'avoit peu-être pas encore formé , & qui certainement étoit entièrement inconnu à M. d'Alet ; & comme si ce Prélat étoit obligé d'ajouter plus de foi aux récriminations de M. le Doyen contre les Officiers de sa Justice , dont la probité lui est connue , qu'aux informations juridiques de ces Officiers contre les débauches du valet , & les emportements du maître.

Enfin il finit cet Acte par la fausseté capitale qui en fait le principal. Car après avoir feint qu'il étoit à craindre *que M. d'Alet n'attentât quelque chose en vertu de l'Ordonnance de l'11 Mai , sous prétexte que ladite appellation ne lui avoit pas été dénoncée par écrit*, comme si elle avoit été faite auparavant de vive voix , il ajoute , *que le Sieur Doyen lui a déclaré que tant lui que ledit Chapitre , est appellant , comme il appelle dès-lors comme dès maintenant , tant de ladite Ordonnance dudit jour 11 Mai , que d'autres y dénommées . . . & ce par devant le Sieur Official Métropolitain de Narbonne.*

Il n'y a point de fausseté qu'on ne doive tolérer dans l'Eglise, si VI. CL. l'on souffre qu'un Prêtre, oubliant ce qu'il doit à Dieu, à sa conf- N°. I. science, à son caractère, ose déclarer par un Acte public, *qu'un Chapitre est appellant des Ordonnances de son Evêque* lorsqu'il n'en est point appellant, & qu'il n'a donné ni à cet homme, ni à qui que ce soit procuration pour en appeller.

Ce fut aussi ce qui surprit étrangement le Chapitre, lorsqu'il apprit que M. le Doyen avoit fait signifier à M. d'Alet cet Acte faux & injurieux le 25 Juillet. Sur quoi s'étant assemblé le 8 Août suivant, cet Acte fut défavoué, & il fut ordonné à la pluralité des suffrages, que le Chapitre iroit témoigner à M. l'Evêque d'Alet, le déplaisir qu'il avoit qu'on se fût servi de son nom pour un si mauvais effet, & sur une fausse délibération: ce qui fut exécuté. Et en même temps, pour ôter toute occasion à ceux qui prenoient le prétexte de ces Ordonnances de troubler tout dans le Diocèse, il fut résolu à la pluralité des voix qu'on les consulteroit, & que si le Conseil y trouvoit quelque chose contre le droit du Chapitre, on supplieroit M. d'Alet de les vouloir changer ou modifier. Ce qui lui ayant été rapporté, il témoigna qu'il approuvoit cette conduite des Chanoines, & qu'il étoit disposé de modifier où réformer ses Ordonnances, s'il étoit jugé qu'il eût passé son pouvoir, ou entrepris quelque chose contre les droits légitimes du Chapitre.

Si M. le Doyen n'avoit eu pour but que de maintenir le droits de sa Compagnie contre les Ordonnances qu'il y eût jugé préjudiciables, cette ouverture lui donnoit tout ce qu'il pouvoit desirer. Mais ce n'est pas ce qu'il cherchoit, & il n'y avoit rien de plus contraire à ses véritables desseins. On eût par-là conservé la paix, & il ne vouloit que le trouble. On eût gardé le respect que l'on devoit à un Prélat, qui ne se sert de son autorité que pour le bien de l'Eglise, & il ne pensoit qu'à décrier sa conduite. Les Gentilshommes syndiqués & les Réguliers révoltés n'auroient tiré aucun avantage de ce commencement de division qui auroit aussi-tôt été apaisé; & l'engagement où il s'étoit mis avec eux l'obligeoit de l'entretenir & de la pousser le plus avant qu'il pourroit. Le conseil étoit pris de plaider & de thicaner. La proposition d'une voie si raisonnable, & qui paroïssoit même si peu avantageuse à l'honneur de M. d'Alet, puisqu'on mettoit en compromis l'équité de ses Ordonnances, ne fut pas capable de l'en détourner.

Il prit des Lettres d'appel au Métropolitain de Narbonne, & il les fit intimer avec des emportements qui firent bien connoître que ce

VI. CL. n'étoit pas le zele de la justice qui le faisoit agir. Car ce fut avec N°. I. des menaces de tout renverser, & qu'on se repentiroit de s'être attaqué à lui.

Cependant comme il est indubitable, que, selon les Canons & Ordonnances du Royaume, les Ordonnances de visite doivent être exécutées nonobstant & sans préjudice de l'appel, le Promoteur d'Alet présenta Requête au Juge Métropolitain, pour le faire ainsi déclarer: ce qu'il fit au pied de la Requête le 29 du mois d'Août 1663.

Cet appointment ayant été signifié à Messieurs de l'Estang & Rives, ils en interjeterent appel à Rome, & leverent des Lettres de *Quadrimestre* qui furent enrégistrées sous le nom de M. le Doyen seul, le 29 Octobre 1663, le Chapitre s'étant opposé à ce qu'elles fussent enrégistrées sous le nom de M. Rives comme Syndic. Et s'étant ensuite pourvus à Rome, ils en ont rapporté un Bref appellatoire du 22 Janvier 1664, adressé à MM. les Evêques d'Albi, de Vabres, & de S. Papoul, ou à leurs Officiaux, où il est dit, que cet appel est à *sententia definitiva, sive decreto definitivo, per dilectum filium Judicem Metropolitanum Narbonensem latâ seu lato; quâ vel quo confirmata fuerunt decreta, & ordinationes venerabilis fratris Episcopi Electensis, Capitulo dictæ Ecclesiæ præjudicialia*. Ce qui fait voir la nullité de ce Bref; parce que le Métropolitain n'ayant donné ni décret ni sentence définitive pour confirmer les Ordonnances, mais seulement un appointment provisionnel, & de style, c'est comme s'ils n'avoient rien obtenu. Mais parce qu'à Rome, conformément au Concile de Trente, & suivant le Concordat, on ne donne des Brefs appellatoires qu'à *sententia definitiva, vel vim definitiva habente, vel à gravamine irreparabili*, cet appointment n'étant pas de cette qualité, ils avoient été réduits à exposer faux pour obtenir un Bref tel qu'il fût, lequel ils présenterent à M. l'Evêque d'Albi; & ils ont tâché depuis de l'étendre à une autre instance tout-à-fait différente de celle-ci, comme on verra dans la suite.

C'étoit trop peu à M. le Doyen d'avoir suscité à son Prélat ce procès des Ordonnances de visite; il lui avoit jusqu'alors trop mal réussi pour en être satisfait. C'est pourquoi il prit résolution de le troubler en plusieurs autres manieres, & de lui faire sentir autant qu'il pourroit les effets de son mécontentement. Dans cette pensée il fit fabriquer une Information contre le Chef de la Justice, qui s'appelle le *Vigui* en ces quartiers-là, comme il a déjà été dit, & fit ouïr pour témoins ses deux domestiques, qui l'accuserent de l'avoir obligé de sortir de la Maison Episcopale *le bâton en main & l'épée au côté*.

qui sont des marques de sa charge ; au lieu que dans la vérité c'étoit VI. CL. M. le Doyen qui étoit venu insulter à la Justice , comme on l'a fait N°. I. voir. Sur cette information , par le crédit de ses parents , qui sont au delà du nombre de l'Ordonnance , & des principaux Officiers du Parlement de Toulouse , aigris contre M. d'Alet , il obtint en ce Parlement Arrêt de prise de corps contre le *Viguier* , au préjudice de l'évocation qui commettoit les causes de M. d'Alet & de ses Officiers au Parlement de Grenoble. Et pour témoigner sa puissance , & entretenir son parti dans la rebellion , n'ayant pu faire saisir le *Viguier* , il fit publier cet Arrêt à son de trompe dans la ville d'Alet , & à la porte de l'Evêché. Pour se délivrer de cette vexation , il a fallu recourir au Conseil , où enfin après beaucoup de peines & de dépense l'affaire a été renvoyée à Grenoble , où elle est pendante.

Ce ne fut pas encore assez : M. le Doyen avoit nouvellement acheté une maison canoniale , située sur le bord de la rivière d'Aude , & contiguë à l'Evêché. Il prétendoit qu'en vertu de cette acquisition une partie du jardin de l'Evêché lui appartenoit , aussi-bien qu'une certaine grotte qui se trouvoit alors toute ruinée , & que celui qui y avoit bâti la maison avoit faite sur le fond de l'Evêché , par tolérance le feu M. l'Evêque d'Alet , dont il étoit Vicaire-Général & Officiel. Comme il voulut la remettre , M. d'Alet lui fit dire qu'elle étoit de l'Evêché , & qu'aucas qu'ils n'en pussent convenir ensemble amiablement , il seroit bien aise de faire vider ce différent par des arbitres. Ce que M. le Doyen refusa , & nonobstant les défenses qui lui furent faites par autorité de Justice de remettre cette grotte , sans attendre que l'instance qui est pendante à Grenoble fût vidée , il l'a bâtie , & s'en est mis en possession , comme il eût pu faire s'il avoit eu un Arrêt en sa faveur.

C'est sa maniere ordinaire d'agir. Il croit être au dessus de toutes les loix , & prétend devoir tout emporter par des voies de fait & de violence. C'est ce qu'il fit encore au même temps en deux ou trois affaires. Il s'imagina qu'il avoit droit de mettre une nasse dans la rivière vis-à-vis de sa maison , & il l'exécuta aussi-tôt. Mais les Officiers de M. d'Alet l'ayant fait abattre , parce que cet endroit de la rivière est réservé à l'Evêque par les Ordonnances de police , comme tant Seigneur de la ville & de tout le territoire , M. le Doyen s'en laignit en même temps à trois Tribunaux différents ; au Parlement de Toulouse , aux Requêtes , & au Maître des eaux & forêts , où fit assigner M. l'Evêque d'Alet ; & comme s'il eût eu Arrêt ou juge-

VI. Cl. ment en sa faveur, il fit remettre cette nasse, prévenant par ce moyen  
N°. I. l'Arrêt le plus favorable qu'il eût pu avoir en fin de cause.

De plus , proche la maison qu'il avoit acquise il y a trois masures, dont l'une est incontestablement de l'Evêché par la Bulle du partage fait entre l'Evêque & le Chapitre l'an 1321, & on prétend que les deux autres sont au Doyen & au Prévôt, par convention du Chapitre, à ce que l'on dit , sans néanmoins que cela se justifie par aucun Acte. Et comme on ne pouvoit pas bien demeurer d'accord quelle étoit celle de l'Evêché, & quelle celle du Doyen, il fut proposé de remettre ce différent à deux Architectes. Mais sans attendre cette décision, M. le Doyen s'empara non seulement de celle qu'il disoit être à lui , mais aussi de celle que lui-même assuroit être celle de l'Evêque. Il y fit bâtir , & les fit fermer à clef sous une même porte, nonobstant toutes les défenses qu'on lui en put faire , & l'instance que lui-même en avoit intentée , & il les possède encore.

Il prétendit aussi qu'il devoit avoir une clef d'une des portes de la ville, nommée la Portelle. Et sur ce que M. l'Evêque d'Alet, qui est Seigneur de la ville, l'avoit fait fermer, parce quelle étoit occasion de la profanation du Cimetière , il intenta un procès aux Requêtes & au Parlement; & ainsi en voilà cinq ou six qu'il intenta en même temps, savoir au commencement de Septembre 1663; & il se trouva même qu'en un seul jour il donna sept assignations différentes.

Mais comme il ne pouvoit soutenir tous ces procès sans le Chapitre, dont le nom lui étoit nécessaire, & qu'il en avoit été défavoué, & M. *Rives*, du nom duquel comme Syndic il s'étoit servi pour les intenter, ayant été destitué de la qualité de Syndic par la pluralité des voix, il pensa qu'il vaincroit cet obstacle en formant un procès criminel au Parlement de Toulouse contre les Chanoines qui ne secundoient pas aveuglément toutes ses entreprises, parce qu'il étoit assuré d'y trouver tout support, tant par le grand nombre de ses parents, que par l'appui des principaux Officiers de cette Cour, passionnés contre M. d'Alet à cause de l'affaire de Pierre *Aostenc*, Receveur des tailles du Diocèse d'Alet, qui étant beau fils du Président *Cironis*, & neveu du Sieur de *Fresuls* Conseiller à la grand chambre, dont on connoît assez le crédit, a été condamné à mort à la requête du Syndic de la Province de Languedoc, ensuite de la plainte que M. d'Alet avoit faite aux Etats de Languedoc des concussions, pilleries, & malversations commises par ledit Aostenc en l'exercice de sa charge.

Mais comment faire un procès au Parlement de Toulouse con-

re des Ecclésiastiques sur des causes personnelles, & en des matieres VI. CL<sup>l</sup> purement ecclésiastiques, sans qu'il y eût aucun jugement rendu par N<sup>o</sup>. I. l'Eglise dont on pût appeler comme d'abus; puisque les Canons excommunient ceux qui l'entreprennent, & que les Ordonnances du Royaume défendent en termes exprès, *de se pourvoir pour les causes ecclésiastiques devant des Juges Séculiers, & à eux d'en connoître, si ce n'est par appel comme d'abus seulement, & non en simple demande par requête.* Mais la passion est aveugle, & Dieu permet, par un juste jugement, que celui qui fouloit aux pieds en tant de manieres le respect qu'il devoit à son Evêque, s'engageât lui-même dans les Censures de l'Eglise par un excès visible & grossier.

Car il choisit pour le sujet de ce procès, qu'il vouloit faire à ses confreres afin de les chasser du Chapitre, la cause du monde la plus ecclésiastique, & qu'on pouvoit moins transférer de plein droit à des Juges Séculiers, sans vouloir ôter à l'Eglise toute sa juridiction. Il alla imaginer que de ce que deux Chanoines demeuroient l'un à l'Evêché, & l'autre au Séminaire dont il est Directeur, ce lui étoit une raison pour leur faire ôter leur voix dans l'affaire des Ordonnances de M. d'Alet; comme si la demeure d'un Chanoine dans la maison épiscopale, qui est le lieu où ils devoient tous demeurer, selon le véritable esprit de l'Eglise, pour ne faire qu'un corps conduit & gouverné par son véritable Chef, étoit une raison de lui ôter le droit qu'il a de prendre part aux Ordonnances que l'Evêque fait pour le règlement de son Eglise, & d'y former des difficultés s'il y en a, ou de les embrasser avec une soumission respectueuse, s'il n'y trouve rien que de saint & de louable.

On ne vit jamais de prétention plus mal fondée. Mais quoi qu'il en soit, on ne peut nier que s'il étoit si aveuglé que de la poursuivre, ce ne dût être au moins devant le Tribunal de l'Eglise, comme étant certainement une cause personnelle entre Ecclésiastiques, & dans une matiere purement ecclésiastique. Cependant ne considérant autre chose, sinon qu'il n'y avoit que le Parlement de Toulouse où il pût faire valoir une demande si injuste, il l'y fit porter d'abord par M. Rives le fidelle compagnon de sa révolte. Car M. le Doyen a reconnu par un acte postérieur, que c'est lui qui a fait faire & présenter cette Requête sous le nom de M. François Rives, pour faire chasser du Chapitre non seulement Messieurs Ragot & Hardy qui y sont seuls nommés; mais aussi sous le nom d'adhérants à ces deux-là, tous les autres capitulants, hors les trois qui s'étoient ligués contre M. d'Alet, savoir le Doyen, Rives & Fabre, dont l'un, savoir ce dernier, a

VI. Cl. quitté les deux autres, & s'est réuni au corps du Chapitre. De sorte  
 N°. I. que M. le Doyen prétendoit que des Juges Séculiers, de plein droit  
 & sans appel comme d'abus ôtaient, à deux Chanoines le droit d'opiner sur les Ordonnances de leur Evêque, sans autre cause sinon qu'ils demeuroient dans la maison épiscopale; & non seulement cela, mais qu'ils en privassent encore tous les autres capitulants, qui n'étoient pas aussi emportés que lui contre leur Evêque, comme les adhérents de ces deux-là. Et c'est ce qu'il obtint du Parlement de Toulouse, par le crédit de M. de l'Étang son pere; de sorte qu'il fit signifier ensuite de cette Requête, les défenses portées par ce Parlement non seulement à Messieurs Ragot & Hardy nommés dans la Requête, mais aussi à *Messieurs d'Arse, de Monfaucon, & de Pradines leurs adhérents.*

On a voulu un peu colorer dans cette Requête le transport si injurieux à l'Eglise de sa juridiction à des Juges Séculiers, en disant *que c'étoit un règlement dont la Cour étoit seule compétente.* Mais c'est au contraire le comble de l'outrage que l'on pouvoit faire à l'Eglise. Car c'est dire nettement, que ni l'Evêque, ni le Métropolitain, ni le Pape même ne sont pas *compétents* pour juger si des Chanoines ont, ou n'ont pas le droit d'opiner touchant les Ordonnances de leur Evêque, à cause seulement qu'ils demeurent dans la maison épiscopale. Il n'y a que des Laïques, si on en croit M. le Doyen, qui soient Juges *compétents* de ce différent: ce qui n'est pas seulement un simple artentat par voie de fait contre la juridiction de l'Eglise; mais un dogme erroné, qui ôte à l'Eglise le droit de juger d'une matière purement ecclésiastique, pour l'attribuer aux seuls Juges Séculiers.

Mais outre le violement de la juridiction ecclésiastique, qui est le défaut capital de cette Requête, elle est encore toute pleine de faussetés. M. le Doyen, sous le nom de M. Rives, s'y plaint *que les délibérations capitulaires ne s'y font pas librement & canoniquement à la pluralité des voix & suffrages des capitulants.* Et la liberté canonique qu'il vouloit introduire pour remédier à ce prétendu désordre, étoit, que de neuf capitulants il y en eût six d'exclus, par les plus impertinentes raisons qui se puissent jamais alléguer, & que tout se passât par le caprice de lui, & de deux autres, auxquels il auroit voulu réduire tout le Chapitre.

Il demande l'exécution des délibérations du 30 Avril, du 4 Mai, & du 9 Août. Et il est faux qu'il y ait eu en pas un de ces jours-là des délibérations capitulaires & canoniques; & sur-tout celle du 30 Avril est manifestement supposée, comme on a fait voir ci-dessus.



dit qu'on a *mendié une souscription & signature de M. Olivier VI. CL.*, *détenu prisonnier dans les prisons épiscopales d'Alet*; ce qui est N°. I. naligne imposture pour décrier une conduite très-chrétienne & édifiante. Car il est faux que M. d'Arse ait jamais été prisonnier; mais s'étant mis volontairement en pénitence par une humilité louable, pour rectifier son entrée au Canoniat dont il s'étoit, & que M. l'Evêque d'Alet lui avoit rendu; & n'assistant point à l'Assemblée en surpelis ni aux Chapitres, il s'étoit joint par un acte particulier aux autres Chanoines contre les entreprises de M. le Doyen, & néanmoins on ait compté sa voix tant qu'il n'a pas assisté aux Chapitres, ni qu'on y ait eu aucun égard pour conclure à la pluralité des Assemblées capitulaires.

dit que le Trésorier & le Secrétaire étoient tout-à-fait à la dévotion de Messieurs Ragot & Hardy; & il se sert de ce faux prétexte, pour couvrir la supposition & la nullité de certaines prétendues décisions qui ne furent jamais, en se plaignant que le Secrétaire ne pas voulu expédier. Et cependant c'est une si fausse supposition que le Secrétaire & ce Trésorier lui fussent suspects, pour être trop attachés à Messieurs Ragot & Hardy, que le Chapitre les ayant otés de la charge, M. le Doyen & ses adhérents, trois jours seulement après la Requête, en présenterent une autre au Parlement de Toulouse pour les y faire maintenir; & c'est un des articles du procès, prétendu que le Chapitre ne les a pu déposer.

demande que les mandemens tirés par le Syndic, qui étoit alors le bon ami, soient acquittés, & cela pour ruiner le Chapitre, & se servir de son bien pour l'opprimer; & il allègue, que c'est la coutume du Chapitre, ce qui est une fausseté inexcusable, surtout bien, comme on l'a justifié par trois actes produits au Parlement, que la coutume du Chapitre est, que le Trésorier ne peut signer les mandemens qu'ils ne soient signés de cinq Chanoines, & que il est porté par le contrat qu'on fait avec lui; de sorte qu'il ne peut être responsable s'il eût consenti aux nouvelles entreprises de M. le Doyen.

fin il se plaint, & c'est le principal sujet de la Requête, que Messieurs Ragot, Hardy, & leurs adhérents ne se sont pas abstenus d'assister aux assemblées du Chapitre, où il s'agissoit de se pourvoir contre les Ordonnances rendues par M. l'Evêque d'Alet contre ledit Chapitre. Mais on a déjà fait voir qu'il est faux que ces Ordonnances de M. l'Evêque d'Alet aient été rendues contre le Chapitre. Et de plus, l'avis de Messieurs ayant été que l'on feroit consulter ces Ordonnances, & les écrits sur la Discipline. Tome XXXVI.

VI. CL. que si le Conseil y trouvoit quelque chose de contraire aux droits légitimes du Chapitre, on prieroit M. d'Alet de les réformer, ce que M. d'Alet avoit aussi agréé, n'étoit -ce pas un visible emportement, de trouver mauvais qu'ils eussent opiné sur ce sujet en une manière qui étoit si peu avantageuse à M. d'Alet, que M. le Doyen lui-même s'y étoit opposé au commencement, comme n'étant pas assez respectueuse envers ce Prélat?

L'Ordonnance que contre toute justice M. le Doyen obtint sur cette Requête au Parlement de Toulouse par le crédit de ses parents le 22 Septembre 1663, ayant été signifiée le 26, non seulement à Messieurs Ragot & Hardy, qui y sont seuls nommés; mais aussi aux autres capitulants qu'il vouloit exclure, au premier Chapitre qui se tint ensuite il les en voulut faire sortir; afin que ne restant plus que les deux qui s'étoient ligués avec lui pour le rendre maître du Chapitre, il y dominât sans résistance, & pût faire consumer en procès contre M. l'Evêque d'Alet la plus grande partie du revenu du Chapitre. Mais ces Messieurs n'ayant pu se résoudre à une chose si injuste, & voulant au moins avoir conseil pour délibérer ce qu'ils avoient à faire, c'en fut assez à M. le Doyen pour continuer à outrager l'Eglise, en transportant sa juridiction à des Séculiers, d'une manière encore plus odieuse qu'il n'avoit fait la première fois. Car comme si le délai que ces Messieurs s'étoient procuré en ne voulant pas délibérer le même jour, eût été un cas privilégié, tel qu'auroit pu être un assassinat, qui leur eût fait perdre le privilege de leur caractère, il leur en fit un procès criminel au Parlement de Toulouse sur un procès verbal qu'il dressa, où il les accusoit, comme il avoit déjà fait par la Requête précédente, *de s'être cabalés & monopolés pour s'ingérer à connoître des affaires concernant les différens*, qu'il présupposoit faussement être *entre M. l'Evêque & le Chapitre*, quoique suspects & recusés; & il demandoit sur cela *qu'on décrêtât contre eux un ajournement personnel*, comme contre des criminels. Mais nonobstant tout son crédit, ce procédé fut trouvé si extraordinaire, & cette demande si visiblement injuste, que le Parlement la rejeta, & renvoya seulement, par son Arrêt du 6 Octobre les parties en jugement, où Messieurs le Doyen & Rives les firent assigner.

Ce procédé des Sieurs de l'Estang & Rives étant venu à la connoissance du Promoteur d'Alet, il crut qu'il trahiroit son ministère s'il ne maintenoit en cette rencontre la juridiction ecclésiastique, foulée aux pieds par ces deux personnes, contre la disposition des Canons renouvelés par le dernier Concile Provincial de Narbonne au Chapitre

2. & par la 32<sup>e</sup>. Ordonnance synodale du Diocèse d'Alet, qui dé- VI. CL  
 endent de recourir aux Juges Séculiers pour des causes purement N°. I.  
 ecclésiastiques, ou personnelles entre les Ecclésiastiques, à peine d'ex-  
 communication *ipso facto*; & contre les Ordonnances du Royaume,  
 qui en interdisent la connoissance aux Juges Séculiers, si ce n'est par  
 appel comme d'abus seulement; mais non en simple demande par Re-  
 quête. C'est pourquoi après avoir vu que les avertissements qu'on leur  
 avoit donnés étoient inutiles, & qu'ils vouloient persévérer dans leur  
 mauvais état, il les fit assigner devant la Cour ecclésiastique d'Alet,  
 pour se venir voir déclarés avoir encouru l'excommunication, & l'ir-  
 régularité ensuite pour avoir célébré depuis.

Ils firent ce qu'ils purent par diverses chicanes pour empêcher qu'on  
 ne rendit jugement sur cette affaire, voyant bien que dans le fond  
 leur cause étoit si mauvaise, que si elle se jugeoit, il étoit impossible  
 qu'ils ne fussent condamnés.

Ils proposerent des récusations personnelles contre le Sieur Pellicier  
 Lieutenant en l'Officialité, qui avoit commencé d'en connoître, savoir  
 qu'il plaidoit contre le Chapitre. Mais quoiqu'elles ne fussent pas pro-  
 posées en forme, & qu'il ne s'agit pas du Chapitre, mais de deux par-  
 ticuliers, néanmoins il les admit & s'abstint, & ce fut l'Official lui-  
 même qui s'en chargea.

Ils en proposerent aussi de générales contre toute la Cour ecclé-  
 siastique d'Alet, prétendant qu'elle leur étoit suspecte, parce qu'ils  
 avoient appelé des Ordonnances de M. l'Evêque d'Alet. Mais le Pro-  
 moteur fit voir que cette prétention étoit ridicule; parce que cela  
 supposé, il n'y auroit qu'à se rendre appellant de l'Ordonnance d'un  
 Evêque, pour se soustraire tout-à-fait de sa juridiction, & de celle  
 des Officiers du Diocèse: ce qui est manifestement contraire au Droit  
 canonique, qui a décidé en termes exprès *c. Romana Ecclesia. §. cum*  
*vero, de appellationibus, in sexto*, que celui qui a appelé de son Evê-  
 que au Métropolitain touchant une affaire, ne laisse pas de demeurer  
 soumis à la juridiction de son Evêque pour toutes les autres af-  
 faires: *Cum is qui ad Remensem Curiam super aliquâ causâ vocem ap-*  
*pellationis emitit, nihilominus in causis aliis Ordinarii sui jurisdictioni*  
*subjiciatur*. Et il la ruina encore par la signification qu'il leur fit d'un  
 Arrêt du Parlement de Toulouse au rapport de M. de Frefals, entre  
 M. l'Evêque d'Alet & Messieurs du Chapitre de S. Paul, qui plaidant  
 actuellement contre M. d'Alet, avoient demandé un autre Official,  
 prétendant que celui d'Alet leur étoit suspect. Mais ils furent débou-

VI. Cl. tés de cette demande, & avec raison ; parce que , par les Canons , l'Of-  
N°. I. ficial est Juge competent *in causa proprii Episcopi*.

Néanmoins les Sieurs de l'Estang & Rives, sur de si méchantes raisons, releverent appel à Narbonne, avant que la sentence fût rendue par l'Official d'Alet, & le firent signifier, prétendant l'arrêter par-là.

Mais le Promoteur leur soutint que cet appel étoit nul & de nul effet, aussi-bien que les inhibitions faites en conséquence, par deux fondements certains & indubitables. Le premier, qu'il étoit décerné & signé par le Sieur de Vilars, qui étoit incompetent, parce que M. l'Archevêque de Narbonne avoit révoqué sa commission & son pouvoir à l'égard des affaires où le Promoteur d'Alet avoit intérêt, à cause du procès qu'ils avoient ensemble. Or par l'Article 11 du Règlement des Cours ecclésiastiques de Narbonne, les Lettres d'appel sont nulles & de nul effet, & tout ce qui s'en ensuit, si elles ne sont signées par le Juge ou son Lieutenant : d'où il conclut que le Sieur de Vilars n'étant point Juge compétent au regard du Promoteur d'Alet, les Lettres d'appel qu'il avoit signées étoient nulles & de nulle valeur.

Le second fondement étoit, que quand même le Sieur de Vilars eût été compétent, & qu'ainsi les Lettres d'appel eussent été valables, ce qui n'étoit pas, l'appel néanmoins n'auroit en aucun effet suspensif, mais seulement dévolutif, s'agissant de la discipline, & du point le plus essentiel de la discipline.

Ainsi tout ce que les Sieurs de l'Estang & Rives avoient pu alléguer pour empêcher l'Official d'Alet de prononcer sur la requisiion du Promoteur, ayant été jugé tout-à-fait déraisonnable, il intervint sentence du 9 Novembre 1663, qui les déclara excommuniés & irréguliers.

Ces Messieurs avoient si peu cru jusques alors, que cette instance fût une dépendance de celle des Ordonnances de visite, comme ils l'ont prétendu depuis sans raison, que dans tout ce procès ils n'en dirent pas un seul mot. Au contraire, cette sentence leur ayant été signifiée, ils en releverent appel comme d'abus à Toulouse, le 21 du dit mois de Novembre, & ils y firent assigner le Promoteur, quoiqu'ils fussent bien que par un Arrêt du Conseil du Roi, il étoit défendu au Parlement de Toulouse de connoître des causes de M. d'Alet & de ses Officiers, & qu'elles étoient toutes évoquées au Parlement de Grenoble. Mais cela n'empêcha pas que, par un attentat à l'autorité du Roi, ils n'en obtinssent, le même jour 29 Novembre, un

Arrêt sur Requête, qui les renvoyoit devant M. l'Evêque d'Alet pour VI. Cl. leur être pourvu d'absolution *ad cautelam*, & à son refus par de N°. I. vant tel autre Evêque du ressort, ou leur Vicaire - Général que bon leur sembleroit.

En vertu de cet Arrêt, quoique nul par incompétence à cause de l'évocation, Messieurs le Doyen & Rives se présentèrent à M. l'Evêque d'Alet avec un Notaire & deux témoins, pour le requérir de leur départir cette absolution. Ce Prélat leur répondit, qu'ils devoient se pourvoir par Requête pour demander ladite absolution. A quoi M. le Doyen ayant reparti, *que ce n'étoit pas son Conseil, & qu'il prenoit cette réponse pour refus*, M. d'Alet leur repliqua qu'il ne les refusoit point, mais qu'ils devoient se pourvoir en forme: ce que Messieurs de l'Estang & Rives n'ayant point voulu faire, ils se retirèrent par devers un des Vicaires-Généraux de l'Archevêché de Toulouse le Siege vacant, lequel, par attentat & sans pouvoir, leur départit ladite absolution *ad cautelam*, le 14 Décembre 1663.

Cette prétendue absolution étoit notoirement nulle, & ne pouvoit sur-tout rétablir dans leurs fonctions ceux qui l'avoient obtenue, 1°. Parce que M. d'Alet n'ayant pas refusé de la leur départir, ils n'avoient pas pu se retirer ailleurs, non pas même à Narbonne, le Métropolitain ne pouvant connoître qu'après l'appel. 2°. Que quand même M. d'Alet leur auroit refusé cette absolution, ils n'auroient pas dû se retirer à Toulouse, qui est d'une autre Province ecclésiastique, qui n'a aucune autorité sur la Suffragance de Narbonne. 3°. Que quand même cette absolution seroit légitime, ce qui n'étoit pas, tout son effet n'eût été que de rendre les Sieurs de l'Estang & Rives habiles à converser, & à poursuivre leur appel en justice, parce que, selon les Canons, les excommuniés *non habent vocem*. 4°. Et enfin que quelque étendue qu'on voulût donner à cette absolution, contre les Canons, elle ne les pouvoit jamais rendre habiles à faire leurs fonctions; puisque la même sentence qui les déclare excommuniés, les déclare aussi irréguliers. Or l'irrégularité demande une dispense particulière.

Mais quoique par toutes ces raisons cette absolution fût nulle, & qu'elle ne pût rétablir les Sieurs de l'Estang & Rives dans les fonctions de leurs Ordres; néanmoins comme ils ne gardent aucune mesure, & qu'ils foulent aux pieds les regles les plus saintes de l'Eglise, ils se vanterent qu'ils iroient troubler l'Office de l'Eglise Cathédrale le jour de Noël, & les fêtes suivantes; & pour assurer leurs prétentions par quelque chose de positif, ils célébrèrent la sainte Messe.

VI. CL. C'est ce qui donna lieu à M. l'Evêque d'Alet de faire une Ordon-  
 N°. I. nance le 24 Décembre, en étant requis par son Promoteur, par la-  
 quelle il leur faisoit défenses, sous peine d'une autre excommunication  
*iplo facto*, de se servir de ladite absolution par eux obtenue d'un des Vica-  
 res Généraux de l'Archevêché de Toulouse, comme étant nulle & inva-  
 lide, & aux Chanoines de l'Eglise Cathédrale de les admettre aux di-  
 vins Offices, ni de les célébrer en leur présence; comme aussi à tous Pré-  
 tres Séculiers ou Réguliers sous les peines de droit, & à tout le peuple  
 du Diocèse de converser avec eux; & que si au mépris des Censures &  
 de cette Ordonnance, il étoit rien attenté par lesdits de l'Estang & Ri-  
 ves, il enjoignoit au Promoteur de faire procéder contre eux par la ri-  
 gueur des Canons, pour réprimer leur contumace, & prévenir le trouble  
 qu'ils pourroient causer au divin service.

M. l'Evêque d'Alet n'étoit point avant cela entré dans cette affaire.  
 Car la sentence de l'Official qui déclaroit M. le Doyen & cet autre Cha-  
 noine excommuniés & irréguliers, avoit été rendue en son absence, &  
 sans qu'il y prit aucune part. Mais sans juger du fond de cette ex-  
 communication, & laissant à ceux qui s'en plaignoient les voies légi-  
 times de droit, pour s'en faire relever s'ils eussent été bien fondés  
 dans leurs plaintes, il crut avec raison qu'il devoit s'opposer à l'abus  
 qu'ils vouloient faire d'une absolution *ad cautelam*, nulle en toutes  
 manières, qui alloit à énerver toute la discipline de l'Eglise, & à  
 rendre toutes ses Censures illusoires.

Cette Ordonnance empêcha bien que Messieurs le Doyen & Rives ne  
 vinssent troubler le service de l'Eglise Cathédrale le jour de Noël,  
 parce qu'ils en appréhenderent les suites. Mais n'y ayant pas déferé  
 pour cela, & ayant au contraire continué de dire presque tous les  
 jours la Messe, soit à Limoux, soit ailleurs, ce mépris si scandaleux  
 de l'autorité ecclésiastique obligea le Promoteur, pour le réprimer,  
 d'en faire informer, & sur l'information faite & rapportée, ayant été  
 décrété ajournement personnel par M. l'Official d'Alet contre lesdits  
 Sieurs de l'Estang & Rives, il le leur fit intimer le 14. Février de l'an-  
 née 1664, & en même temps des provisions du Parlement de Greno-  
 ble en cassation de ce qui avoit été fait à Toulouse par incompétence,  
 & au préjudice de l'évocation.

Cette intimidation leur fit changer de conduite. Ils se pourvurent à  
 Narbonne, y releverent appel de l'Ordonnance de M. d'Alet du 24  
 Décembre, & du décret qui s'en étoit ensuivi; & en même temps  
 présentèrent Requête pour avoir l'absolution *ad cautelam*, non seule-  
 ment de l'excommunication déclarée par la sentence de l'Official du 9

Novembre 1663, mais aussi de celle de M. d'Alet du 24 Décembre, VI. Cl. N°. I.

Cette conduite bizarre & qui se contredisoit, surprit tous ceux qui en eurent connoissance. Car d'une part, en relevant leur appel devant le Juge Métropolitain de l'Ordonnance du 24 Décembre, qui n'étoit qu'une suite & une dépendance de la sentence qui les avoit déclarés excommuniés, ils témoignaient regret de leur appel comme d'abus, duquel ils se désistoient tacitement. Et de l'autre, il paroissoit qu'ils vouloient en même temps soutenir l'absolution *ad cautelam*, qu'ils avoient obtenue du Vicaire-Général de Toulouse; puisque cette Ordonnance n'avoit autre but que de la casser & de l'annuler, ou plutôt de la déclarer nulle, comme elle l'étoit notoirement: mais demandant en même temps une autre absolution *ad cautelam*, c'étoit faire connoître qu'ils étoient convaincus de la nullité de celle qu'ils avoient obtenue à Toulouse.

En conséquence de cette Requête, ils firent assigner le Promoteur d'Alet à Narbonne, & obtinrent en même temps cette nouvelle absolution *ad cautelam*. Mais ils prétendirent sans raison qu'elle les rétabliroit dans leurs fonctions, qu'ils vinrent exercer effectivement à Alet au scandale de toute l'Eglise Cathédrale. Cet incident obligea le Promoteur d'aller à Narbonne, & de présenter une Requête au Juge Métropolitain, en explication de cette absolution qu'il avoit donnée aux Sieurs de l'Etang & Rives, & ce Juge rendit son Ordonnance le 20 du mois de Février 1664; par laquelle il renvoya les parties en jugement sur le fond, & expliquant l'absolution *ad cautelam* qu'il avoit donnée, il fit inhibitions & défenses aux dits Sieurs de l'Etang & Rives de célébrer la sainte Messe, ni faire aucune fonction ecclésiastique sur les peines de droit, qu'autrement par lui n'en eût été ordonné: qu'il seroit informé des contraventions par le premier Prêtre gradué requis; & cependant permit à l'Official d'Alet de procéder à l'instruction de l'incident criminel, jusqu'à sentence définitive exclusivement, & sans préjudice de l'appel.

Cette Ordonnance ayant été signifiée à Messieurs le Doyen & Rives, ils se pourvurent de nouveau au Métropolitain pour la faire rapporter. Mais comme elle étoit dans l'ordre, ils furent renvoyés en jugement, où ils firent assigner le Promoteur d'Alet. Il se transporta à Narbonne: mais lorsque le temps des assignations fut échu, & qu'il s'attendoit que ces Messieurs feroient plaider leur appel, il fut fort surpris de voir que se défiant de leur cause, & n'ayant aucune espérance d'y réussir, ils firent faire des défenses au Juge Métropolitain d'en

VI. Ct. connoître, le 13 Mars 1664, par un nouvel appel comme d'abus adressé  
N°. I. au Parlement de Grenoble, qu'ils firent signifier au dit Promoteur le  
lendemain 14 Mars; ce qui fit cesser toutes les poursuites devant le  
Métropolitain.

Ces tours & ces détours de chicane, qui ne peuvent procéder que  
d'une conduite fort irrégulière, font bien voir la qualité de leur es-  
prit, & qu'ils n'agissent que par les mouvements d'une passion aveu-  
gle. Et néanmoins ils n'en demeurèrent pas encore là, & l'espérance  
qu'on avoit eue que ce nouvel appel comme d'abus, quoique très-  
mal fondé, pourroit donner quelque fin à cette affaire, par l'établisse-  
ment d'un Tribunal où elle pourroit être traitée à fond, ne fut pas de  
longue durée. Car le Promoteur ne fut pas plutôt de retour à Alet,  
que le 18 dudit mois de Mars au matin (c'est-à-dire, quatre jours  
seulement depuis que ces deux Messieurs l'avoient fait assigner au Par-  
lement de Grenoble) ils le firent assigner par devant M. l'Evêque  
d'Albi, sans que les Lettres en vertu desquelles il fut assigné mar-  
quaient de quoi il s'agissoit, ni qu'elles fissent mention de la date du  
Bref déléatoire; comme il est de l'ordre & du style inviolablement  
observé. Néanmoins dans l'incertitude où étoit le Promoteur de quoi  
pouvoit être le rescrit adressé à M. l'Evêque d'Albi, il comprit qu'ils  
s'en vouloient servir pour cette affaire, puisqu'ils avoient pris de lui  
une absolution *ad cautelam*.

Mais la surprise dont ils avoient usé pour obtenir cette absolution  
étoit bien facile à découvrir. Car elle étoit qualifiée non seulement  
de la sentence de l'Official d'Alet, mais aussi de l'Ordonnance de M.  
l'Evêque, qui ne faisoit que menacer d'excommunication; & de celle  
du Juge Métropolitain, qui n'a jamais eu pensée, que l'on fache, de  
décerner aucune Censure contre les Sieurs de l'Estang & Rives; ce qui  
faisoit assez voir qu'ils avoient eux-mêmes dressé cette absolution  
comme il leur avoit plu, & que M. l'Evêque d'Albi les en avoit crus  
sur leur parole, sans savoir de quoi il étoit question; ce qui paroî-  
tra encore mieux par la suite.

Le Promoteur avoit toute l'évidence qu'on sauroit avoir, que M.  
d'Albi ne pouvoit être Juge de la seconde instance de déclaration d'ex-  
communication; & de ce qui s'en étoit ensuivi: 1°. Parce que les Sieurs  
de l'Estang & Rives n'avoient pu avoir le temps de recourir à Rome  
depuis l'appel qu'ils avoient relevé au Métropolitain, qui n'étoit que  
du 16 Février. 2°. Parce qu'ils avoient saisi le Parlement de Toulouse,  
& puis celui de Grenoble, de cette instance, par les appellations com-  
me d'abus qu'ils y avoient relevées; & ainsi quand même le Bref eût  
été



té pour ce sujet, M. d'Albi ne pouvoit procéder, suivant la maxime VI. Cl. eque en France, que l'appel comme d'abus arrête & anéantit la ju- N°. I. risdiction des autres Tribunaux.

Le Promoteur ayant signé sa Réponse à l'intimation qui lui fut faite les Lettres de M. d'Albi, de la part des Sieurs de l'Eftang & Rives, il trouva ce dernier sur le perron de l'Eglise Cathédrale en surpélis, & voyant qu'il s'en alloit à l'Office, il lui protesta, que, si au préjudice de cette Réponse, ils alloient troubler le service de l'Eglise par leur présence, il feroit exécuter le décret de prise de corps qu'il avoit obtenu contr'eux, faute d'avoir obéi à l'ajournement personnel, & à la main mise décernée ensuite.

Cette protestation les arrêta le matin. Mais s'étant fait accompagner par quinze hommes ou environ, vers l'heure de Complies, que le Chapitre avoit commencées, ils entrèrent au chœur, prirent leur place, & ayant refusé d'en sortir sur la requisition qui leur en fut faite de la part du Chapitre, on cessa l'Office commencé. Ensuite de quoi ayant persisté dans le refus de vouloir sortir, le Chapitre en Corps sortit de l'Eglise, & fut contraint par l'opiniâtreté de ces deux excommuniés, d'aller chanter Complies dans la chapelle de l'Evêché, & ces Sieurs de l'Eftang & Rives, avec Messire Antoine Maulaur, Præcenteur, qui a depuis demandé pardon de cette faute, chanterent Complies dans l'Eglise Cathédrale, au grand scandale des habitants d'Alet, qui s'étoient assemblés en divers endroits, pour voir à quoi aboutiroit ce vacarme si extraordinaire.

Cette entreprise de Messieurs de l'Eftang & Rives, si injurieuse à l'Eglise, & la résolution où ils avoient témoigné d'être de continuer à aller à l'Office, fit résoudre le Promoteur de se saisir d'eux en conséquence du décret de prise de corps, dont il les avoit avertis qu'il seroit obligé de se servir; parce qu'en l'absence de M. d'Alet, qui prêchoit à S. Paul pendant ce Carême-là, & qui de plus étoit allé pour une affaire importante à l'extrémité de son Diocèse vers le Rouffillon, il ne voyoit point d'autre voie pour empêcher que l'Eglise Cathédrale ne demeurât sans Office le lendemain, qui étoit le jour de S. Joseph, & le jour de S. Benoît, patron de cette Eglise, qui étoit trois jours après.

Mais si ce dessein étoit juste, l'exécution en paroïssoit impossible, par le soin qu'ils avoient pris d'opposer la force à la justice, en se faisant si bien escorter. Et en effet, quelque volonté que l'on eût d'arrêter leurs insultes, comme on étoit fort éloigné de vouloir user de force pour repousser tant de gens, il les eût fallu souffrir. Mais Dieu

VI. CL. aveuglant M. le Doyen pour son propre bien, s'il l'avoit su reconnoître, permet qu'ayant laissé son escorte dans l'Eglise, & s'étant approché seul de la Maison Episcopale, il rendit lui-même sa prise facile: car un seul Clerc du Séminaire l'ayant saisi, le conduisit sans violence & sans scandale, non dans les prisons de la Cour ecclésiastique, mais dans une des chambres de l'Evêché, afin qu'il y fût moins incommodé. Et le lendemain matin M. l'Official d'Alet l'étant allé trouver pour l'interroger, il refusa de répondre & de prêter serment, comme il a toujours fait depuis, quoiqu'il ne soit ni exempt ni privilégié: ce qui seul a fait durer sa prison pendant trois mois, parce qu'on l'auroit élargi s'il avoit répondu comme il y étoit obligé, avec quelques protestations qu'il eût voulu faire. De sorte qu'il ne s'en doit prendre qu'à lui-même & de ce qu'il a été arrêté, & de ce qu'il est demeuré prisonnier pendant quelque temps: car il s'est attiré le premier par son inflexible résolution à vouloir troubler le service de l'Eglise, contre les protestations qu'on lui avoit faites de se servir de la voie de la justice pour empêcher ce scandale; & il s'est aussi volontairement procuré le dernier, en s'opiniâtrant sans raison à ne vouloir pas reconnoître son Juge, contre lequel, s'il avoit sujet de s'en plaindre, il avoit la voie d'appel, & cependant on l'auroit mis en liberté.

Quoique cet emprisonnement eût été fait dans les formes, & que par les Loix & par les Ordonnances du Royaume les décrets de prise de corps ne soient pas suspendus par les appellations quelles qu'elles soient, néanmoins on ne laissa pas de qualifier cette prise d'attentat, & de s'en servir pour rendre odieuse la conduite de M. l'Evêque d'Alet, par la plus grande de toutes les injustices, puisqu'il n'y a eu aucune part, n'étant pas à Alet, comme il a déjà été dit, lorsqu'on fut contraint de prendre cette résolution sur le champ, pour empêcher le scandale du lendemain, qui étoit le jour de S. Joseph; & ayant souvent déclaré, *que comme cette détention de M. le Doyen, non plus que la sentence par laquelle lui & le Sieur Rives ont été déclarés excommuniés, n'avoient été faites ni par son ordre, ni par son commandement, ni de son su, il étoit prêt de s'en remettre à des Evêques, à des Docteurs & à des Avocats, pour voir & juger s'il avoit été mal procédé par les Officiers de sa Justice ecclésiastique; & que s'ils avoient été gravés, il leur feroit faire toute la réparation & satisfaction qu'ils pourroient souhaiter.*

Les parents de M. le Doyen portèrent aussi-tôt leurs plaintes de son emprisonnement à M. l'Evêque d'Albi, quoique sa commission n'eût rien de commun avec ce fait-là, & que le recours à ce Prelat

le fit au préjudice des appels comme d'abus relevés par eux, & des VI. Cl. assignations en conséquence il n'y avoit que huit jours. Mais il leur N°. 1. suffisoit que ce moyen, quoiqu'illégitime, leur eût paru propre pour troubler & pour vexer le Promoteur, par le support qui leur étoit assuré auprès de M. d'Albi. Ils lui exposèrent par plusieurs Requêtes plusieurs faits calomnieux & très-faux touchant cet emprisonnement : ils demanderent qu'il en fût informé, & qu'il lui plût ordonner que le Sieur de l'Estang seroit élargi. Ce que M. l'Evêque d'Albi ordonna aussi-tôt le 21 du mois de Mars sans aucun examen, ne s'étant pas appliqué à cette affaire, & s'en étant remis à quelques-uns de ses Officiers tout-à-fait dévoués aux intérêts dudit Sieur de l'Estang (comme le Promoteur lui a depuis souvent représenté dans la sollicitation de cette affaire, mais toujours assez inutilement) & il ajouta, *qu'à cet effet les portes de la prison seroient enfoncées.*

Avec cette Ordonnance, M. de l'Estang, pere du Doyen, vint à Alet. Il y arriva le 26 Mars avec grand nombre de personnes, & quelques Gentilshommes de ceux qui se sont ligués contre M. l'Evêque d'Alet, qui avoient assemblé quantité de gens armés pour enfoncer les portes de l'Evêché, & signaler par leurs excès le ressentiment qu'ils avoient contre leur Prélat.

Lorsqu'il fut devant la porte de l'Evêché, il fit intimer cette Ordonnance par un certain Curé du Diocèse de Cahors, célèbre par les raverfes qu'il a données à M. l'Evêque de Cahors, soi disant Commissaire de M. l'Evêque d'Albi. Il fut répondu à cette Ordonnance par M. Pellicier, Vicaire Général de M. l'Evêque d'Alet : *Qu'il offroit de satisfaire à ladite Ordonnance, quand il lui apparoitroit que Monsieur l'Evêque d'Albi est Commissaire délégué du Pape, touchant les faits pour lesquels le Sieur Doyen a été emprisonné & est détenu ; & protesta contre tout ce qui seroit fait & attenté au préjudice de ladite offre, déclaration & requisition.* Il n'y avoit rien de si raisonnable que cette réponse, puisque l'Ordonnance même qu'on vouloit exécuter, portoit en termes exprès, Dieu l'ayant ainsi permis pour confondre ceux qui en vouloient abuser, que cet élargissement ne se devoit faire *qu'en cas que ledit Sieur de l'Estang seroit détenu pour les causes & dépendances de l'appel relevé au S. Siege ;* ce qui n'étoit pas.

La fermeté que les Officiers de l'Evêché témoignèrent en cette occasion en l'absence de M. d'Alet, surprit & arrêta M. de l'Estang pere, & toute sa troupe. Et Dieu ayant jeté le trouble & la confusion dans leurs conseils, ils se retirèrent sans oser rien entreprendre, après s'être transportés jusqu'à une lieue de la ville de S. Paul, &

VI, CL avoir de-là envoyé signifier l'Ordonnance de M. l'Evêque d'Albi à M.  
N°. I. l'Evêque d'Alet, quoiqu'elle ne le regardât pas, les choses dont ils se  
plaignoient s'étant faites en son absence & à son insu.

Le Promoteur n'étoit pas à Alet lorsqu'on tenta d'y exécuter cette  
Ordonnance : car tout cela se passa le 26 du mois de Mars, & il  
étoit à Albi dès le 24 ; où ayant vu le Bref qualifié & restreint com-  
me il a été marqué au commencement, il présenta Requête le 26 du  
dit mois de Mars à M. l'Evêque d'Albi, par laquelle il lui remontra  
qu'on l'avoit évidemment surpris, & que sa commission ne regardoit  
en façon quelconque l'instance de l'excommunication, mais seulement  
celle des Ordonnances de visite. On lui déduisit si au long & si net-  
tement le fait, & la différence de ces deux instances, qu'on le mit  
en état de ne pouvoir douter de son incompetence, qu'en se voulant  
aveugler soi-même. On la justifia encore par tous les Actes qui sont  
produits au procès sur ce sujet.

On lui fit voir que son Bref n'étoit que sur un appel interjeté  
„ d'un Décret ou Sentence définitive du Juge Métropolitain : que ce  
„ Bref étant daté du 22 Janvier 1664, il ne pouvoit pas compren-  
„ dre l'appel relevé au Métropolitain de l'excommunication, & de-  
„ ce qui s'en étoit ensuivi le 16 Février suivant ; le Pape ne pouvant  
„ pas lui avoir délégué la connoissance d'une instance & d'un appel  
„ qui n'étoit pas encore, ce qui ne pouvoit être plus convaincant :  
„ que lesdits Sieurs de l'Estang & Rives avoient manifestement reconnu  
„ par cet appel, relevé au Métropolitain, plus d'un mois après la date  
„ de leur Bref, qu'il n'y avoit aucune liaison de l'appel dont étoit  
„ le Bref, avec celui dont ils appelloient au Métropolitain : de plus,  
„ qu'ils n'avoient pas interjeté appel du Métropolitain à Rome sur le  
„ fait de l'excommunication, mais qu'ils lui avoient fait faire des dé-  
„ fenses d'en connoître par un appel comme d'abus, ainsi qu'il a été  
„ dit : & partant qu'il n'avoit pu valablement leur départir l'absolution  
„ *ad cautelam*, le Pape ne lui ayant donné aucun pouvoir sur ce fait :  
„ que la surprise étoit d'autant plus manifeste, que l'absolution qu'il  
„ avoit donnée étoit non seulement de la sentence de l'Official d'Alet,  
„ mais encore des excommunications décernées par M. d'Alet, & par  
„ le Juge Métropolitain, qui n'en avoit fulminé aucune : qu'il étoit  
„ clair que ce Bref avoit été obtenu sur les Lettres de quadrimestre  
„ enrégistrées au Sénéchal de Limoux le 29 Octobre, qui n'étoient  
„ qualifiées que d'un appointement du Juge Métropolitain, rendu le  
„ 29 d'Août au pied d'une Requête, qui ordonnoit provisoirement l'e-  
„ xécution des Ordonnances de visite, nonobstant l'appel & sans pré-

„ judice ; ce qui découvroit la nullité du Bref qui étoit à *sententiâ* VI<sup>e</sup> Cl.  
 „ *definitivâ* ; jamais le Métropolitain n'ayant donné aucune sentence N<sup>o</sup>. I.  
 „ définitive entre les Sieurs de l'Etang & Rives , & le Promoteur : que  
 „ quand même toutes ces raisons n'auroient point de lieu , y ayant  
 „ pour cette affaire deux appels comme d'abus relevés par lesdits Sieurs  
 „ de l'Etang & Rives , il n'en pouvoit connoître. Concluoit donc  
 „ le Promoteur à ce qu'il plût audit Seigneur Evêque d'Albi , se dé-  
 „ clarer incompétent , & ce faisant rétracter les Ordonnances par lui  
 „ données ”.

Sur cette Requête , M. d'Albi , qui jusqu'alors avoit entretenu le Promoteur de mille belles espérances , & qui même étoit demeuré d'accord qu'on l'avoit surpris , commença à trouver beaucoup de difficultés où il n'y en avoit aucune ; & pour éluder la demande du Promoteur , que son conseil voyoit si puissamment établie dans la justice , après un appointement de *soit montré* au Promoteur d'Albi , & à l'Avocat dudit de l'Etang , on fit que par une seconde Ordonnance il renvoyoit la décision de cette compétence en jugement.

Mais après avoir insisté si fortement sur cette incompétence , & l'avoir prouvée par tant d'actes , il est certain , suivant les regles de toute la Jurisprudence , que M. l'Evêque d'Albi ne pouvoit rien ordonner , que ces fins de non procéder ne fussent premièrement vidées , & qu'il ne se fût déclaré compétent. Et néanmoins , par un support extraordinaire , M. de l'Etang pere , après plusieurs actes , s'étant retiré d'Alet , comme il a été dit , & étant venu à Albi , remit entre les mains de ce Prélat les informations qu'il avoit fait fabriquer contre le Promoteur , sur lesquelles , par la faveur de son conseil absolument dévoué à la passion dudit Sieur de l'Etang & à ses intérêts , il obtint décret de prise de corps , à *trois jours de vue* , contre le Promoteur & contre Messire George Brun , Clerc , qui avoit fait la capture ; & d'ajournement personnel contre Messires Guillaume de Pradines Archidiacre , François Hardy Théologal , Olivier d'Arse Sieur de Belloc , & Crescens Pech , Chanoine de l'Eglise Cathédrale , & contre Messire Simon Pellicier Archiprêtre d'Alet , & Vicaire Général de M. l'Evêque , sans qu'on en puisse deviner de cause , si ce n'est que ceux-là , pour n'en courir pas les peines des Canons , cessèrent l'Office & se retirèrent de l'Eglise Cathédrale , & que celui-ci refusa au prétendu Commissaire de M. l'Evêque d'Albi de lui faire remettre les Sieurs de l'Etang & Rives , jusqu'à ce qu'on eût fait voir que le rescrit lui donnoit pouvoir pour ce fait-là , ainsi qu'il est porté dans l'acte qu'il fit sur ce sujet audit Commissaire.

Ce style est  
tout-à-fait  
nouveau.

VI. Cl. On n'en demeura pas là, & l'injustice passa encore plus avant : car N°. I. le même jour, qui étoit le 1 d'Avril 1664, M. l'Evêque d'Albi, sur une autre Requête que lui présenta M. de l'Estant, pere du Doyen, cassa l'emprisonnement fait de la personne dudit Sieur Doyen, sur ce fondement, *que le Promoteur avoit refusé d'en bailler copie*, ce qui étoit manifestement contre la vérité : car ç'avoit été à Alet qu'on avoit demandé cette copie le 26 de Mars, pour exécuter l'Ordonnance d'élargissement; & ainsi le Promoteur n'avoit garde de l'avoir refusée, puisqu'alors il n'étoit pas à Alet, étant à Albi dès le 24. Et de plus, au même temps que M. l'Evêque d'Albi formoit son Ordonnance sur ce prétendu refus, il avoit sur sa table le décret de prise de corps, & le procès verbal de la capture, que le Promoteur lui avoit remis depuis six jours, pour justifier son incompétence, aussi-bien que l'acte du Vicaire Général d'Alet. Cela paroît incroyable, qu'un Evêque fasse une Ordonnance injurieuse à un homme d'honneur, dans la supposition qu'il a refusé de montrer des pieces, lorsqu'il a lui-même ces pieces entre les mains, qui lui ont été données par cette même personne depuis peu de jours. Et néanmoins il n'y a rien de plus vrai, puisque le reçu du Sieur Promoteur d'Albi produit au procès en fait une pleine foi.

Cette conduite si peu équitable donna lieu au Promoteur d'Alet, pour se délivrer d'une si étrange oppression, d'interjetter appel en Cour de Rome, avant que les fins de non procéder sur l'incompétence fussent vidées, & de prendre des Lettres à la Chancellerie, afin d'être reçu à jouir du délai de quatre mois, pour faire foi de son appel, & empêcher l'exécution des Ordonnances & des décrets de M. l'Evêque d'Albi. Ces Lettres furent intimées, & les défenses qu'elles contenoient faites aux Sieurs de l'Estant & Rives, le 7 du mois d'Avril, & audit Seigneur d'Albi, le 9.

Et néanmoins, au préjudice de cet appel, le 20 du même mois, qui étoit la veille de l'enregistrement de ces Lettres, M. de l'Estant pere, fit signifier l'Ordonnance de M. d'Albi dont il est parlé ci-dessus, par laquelle il cassa l'emprisonnement de M. le Doyen, & ordonne qu'il sera élargi, à quoi faire le Promoteur & le Géolier seront contraints par corps. Pour l'exécution de quoi il s'étoit pourvu à Limoux pour avoir l'assistance du bras séculier. Et il fit en même temps notifier le décret d'ajournement personnel à Messires de Pradines Archidiacre, Hardy Théologal, d'Arse & Pech Chanoines, & à Messire Pellicier Vicaire Général, sans parler du décret de prise de corps contre le Promoteur & Brun, Clerc.

M. d'Alet n'étoit point en cause, parce qu'il n'avoit eu aucune part **VI. Cl.** à l'emprisonnement dont ils se plaignoient, comme il a déjà été dit. **N°. I.** Et néanmoins leur but étant de se servir de tous ces procès pour décrier sa conduite, M. de l'Estang pere, lui fit signifier le même jour, 20 Avril, de la part de M. le Doyen son fils, un acte qui avoit été dresse le 17, & qui étoit tout plein de déguisements.

1°. Il y représentoit contre toute sorte de vérité, que c'étoit M. l'Evêque d'Alet qui avoit fait emprisonner son fils, & que cela s'étoit fait sans aucune forme de justice, l'un & l'autre étant très-faux.

2°. Il se plaignoit que cet emprisonnement avoit été fait au préjudice de deux appels comme d'abus relevés par son fils à Toulouse & à Grenoble, ne prenant pas garde que ce n'étoit pas les Officiers de M. d'Alet qui contrevenoient à ces appels, mais que c'étoit son fils même, qui, au préjudice de ces appels & des assignations données en conséquence aux Parlements de Toulouse & de Grenoble, sans désistement de l'un ni de l'autre, avoit fait encore assigner le Promoteur d'Alet à Albi, & étendu la commission de M. l'Evêque d'Albi au-delà de ses limites, pour se prévaloir du support qu'il y prétendoit contre la justice, à l'oppression de la discipline. Et de plus, que les appels comme d'abus étant dévolutifs seulement, & non pas suspensifs, selon les Ordonnances, ils ne pouvoient pas empêcher l'effet d'un appointment de prise de corps, qui d'ailleurs se peut toujours exécuter nonobstant l'appel.

3°. Il déclaroit par cet acte, *qu'il étoit obligé de s'en aller à Grenoble pour y poursuivre l'élargissement du Sieur de l'Estang son fils, avec d'autant plus de sujet, que ni M. d'Alet, ni ses Officiers, n'avoient pas voulu déférer aux Ordonnances de M. l'Evêque d'Albi, portant cassation de cet emprisonnement.* Sur quoi est à remarquer, 1°. que l'acte que l'on faisoit signifier à M. d'Alet étoit du 17 Avril, & que l'Ordonnance de M. d'Albi portant cassation de l'emprisonnement, n'a été signifiée que le 20 du même mois; ce qui fait voir la maniere d'agir de ces Messieurs, qui font des plaintes le 17 d'Avril de ce que les Officiers d'Alet n'ont pas déféré à une Ordonnance qui ne leur avoit pas encore été signifiée, & qui ne le devoit être que trois jours après. En second lieu, il ne tenoit qu'au Sieur de l'Estang son fils de sortir de prison, en répondant à l'Officiel d'Alet, qui est son Juge naturel, avec telles protestations qu'il eût voulu, n'ayant pas pu être élargi autrement sans abandonner la juridiction de l'Eglise, qui est le fondement de la discipline.

4°. Il y avançoit que M. d'Alet & ses Officiers s'étoient vantés de

VI. C<sup>L</sup>. le retenir en prison par chicane, & de le consumer en frais à Grenoble.

N<sup>o</sup>. I. Ce qui étoit une fausseté manifeste, vu même qu'ils ne pouvoient pas deviner qu'il voulût aller à Grenoble, & que le Promoteur ayant été assigné pour un même fait en trois Tribunaux différents, il étoit préalable de faire régler le Juge par le Conseil.

5°. Il concluoit cet acte par une sommation qu'il faisoit à M. d'Alet, d'avouer ou désavouer son Promoteur. Mais on eût eu bien plus de droit de sommer celui qui faisoit cet acte, de déclarer s'il vouloit soutenir les procès intentés en si grand nombre par son fils, & être tenu des frais & dépens; parce que le Sieur Doyen étant fils de famille, & les bénéfices se trouvant engagés par ses dettes pour cinq ou six ans, il n'avoit pas de quoi rembourser tant de frais qu'il faisoit faire si mal à propos.

Le Promoteur ayant eu connoissance de la signification de ces deux actes, & particulièrement du premier, il eut recours au Sénéchal de Limoux pour faire révoquer *l'assistance du bras séculier*, qu'on y avoit obtenue par surprise, & faire faire des défenses de rien attenter au préjudice de l'appel au Pape, sous prétexte des Décrets & Ordonnances de M. d'Albi.

„ Il fit représenter le lendemain, que l'on plaideroit la Requête, que ces  
 „ décrets de prise de corps & ajournements personnels étoient absolu-  
 „ ment abusifs, pour avoir été faits par un Juge notoirement incom-  
 „ pétent, & par un Juge de commission, qui cesse d'être Juge dès qu'il  
 „ y a appel; parce qu'il y a cette différence entre les Juges naturels, &  
 „ les Juges de commission, que par l'appel les Juges naturels ne cessent  
 „ pas d'être Juges; au lieu que les Juges par commission, si l'appel est  
 „ à *gravamine irreparabili*, comme étoit celui dont il s'agissoit, n'ont  
 „ plus de juridiction. Et de plus, que M. d'Albi ayant procédé au pré-  
 „ judice des appels comme d'abus qui lui avoient été notifiés, & des  
 „ instances très-fortes & très-bien fondées qu'on avoit faites sur son  
 „ incompétence, qui n'avoient point été viduées, tout ce qu'il avoit  
 „ fait étoit absolument nul & de nul effet ”.

Messieurs les Gens du Roi ayant conclu aux mêmes fins, les Lettres de quadrimestre furent enrégistrées, & *défenses faites aux Sieurs de l'Estang & Rives de rien faire ni attenter, sous prétexte des Décrets & Ordonnances du Seigneur Evêque d'Albi, à peine de nullité & cassation, & cinq-cents livres d'amende, & autres arbitraires.*

M. le Doyen, ou son Agent, appella de ce jugement à Grenoble, le vingt-deuxième du même mois, par acte signifié le même jour. Et cependant il aimait mieux demeurer en prison, que de répondre avec les exceptions



ptions pour être élargi. Et par un dernier mépris de la Justice ec- VI. CL.  
 iastique, & de son caractère, ayant présenté au Parlement de Gre- N°. I.  
 de une Requête pleine de faux faits, le 27 du mois de Mai, &  
 enu sur cette Requête, *qu'il se remettroit incessamment dans les pri-  
 de la Conciergerie pour y être détenu jusqu'à avoir obéi à droit, à  
 et de quoi il étoit enjoint au Géolier des prisons ecclésiastiques de lui  
 vir les portes*; il choisit plutôt de s'aller remettre dans des prisons  
 alieres avec bien des peines & des fatigues, que de reconnoître le  
 ge que le privilege de son Sacerdoce lui avoit donné. Il ne fit néan-  
 ins signifier ce Décret qu'un mois après sa date, parce qu'il espé-  
 un Arrêt du Conseil, qu'il avoit effectivement obtenu, mais dont  
 e crut pas se devoir servir: de sorte que les espérances s'étant éva-  
 iées de ce côté-là, il fit intimer ce Décret du Parlement de Greno-  
 , & il vouloit à toute force sortir revêtu de son surpélis & de son  
 uisse, si ceux qui l'étoient venu mettre dans une liberté passagere,  
 avant son procédé ridicule, ne s'y fussent opposés. Ils ne purent  
 rtant empêcher qu'à la tête de vingt chevaux, le parassol en main  
 me un étendart, il ne fit deux tours de la ville d'Alet pour se faire  
 , & qu'il n'entrât à Limoux en cet équipage.

Étant arrivé à Grenoble, au lieu de poursuivre son appel comme  
 us, voulant consumer le Promoteur en frais & en chicanes, il  
 na Requête de cassation de son emprisonnement, & fit ordonner  
 avant toutes choses les parties viendroient plaider sur cet incident,  
 it il étoit impossible de bien juger, sans savoir au préalable si l'ex-  
 mmunication avoit été bien déclarée, & si l'Ordonnance de M.  
 éque d'Alet du 24 Décembre, étoit fondée en droit. Mais il es-  
 oit obtenir tout ce qu'il voudroit dans la troisième Chambre de  
 noble, par la faveur de la Dame de Bressac, sœur de M. le Prési-  
 t Pourroy, & de M. Guillet son cousin germain, pourvu de la charge  
 vocat Général, qui faisoient leur fait propre de la cause de M. le  
 yen, à cause d'un procès de grande importance que Madame de  
 ssac avoit à Toulouse contre son beau frere, auquel M. Guillet est  
 i fort intéressé, parce que M. de l'Estang pere est des Juges de  
 procès, qui ayant été partagé devoit encore être jugé par les mé-  
 s Juges du partage sur de nouveaux actes produits au Conseil. Cet  
 brèt fut cause que la Dame de Bressac, le Président Pourroy, & le  
 ur Guillet, qui avoient grand nombre de parents dans cette cham-  
 & dans le Parlement, firent leur propre affaire de celle de M. de  
 tang, qu'ils sollicitèrent tous les Juges de porte en porte, & qu'ils  
 firent solliciter par tous leurs parents & par leurs amis, & que

*Ecrits sur la Discipline. Tome XXXVI.* F

VI. CL. même ce fut chez M. Guillet que se faisoient les consultations des Avocats: de sorte qu'il n'y avoit aucune apparence qu'on pût espérer justice contre une si grande faveur.

C'est ce que l'Avocat du Promoteur représenta par une Requête, dans laquelle il soutint de plus, que la Dame de Bressac ayant actuellement de service dans cette chambre, le Sieur du Bonnet son beau frere, & les Sieurs de Saint Germain & Aveison ses oncles & cousins germains, qui sont aussi parents du Sieur Guillet, il n'étoit pas juste que cette cause, où le Sieur de l'Estant est partie, y fût traitée; & qu'il ne servoit de rien de dire que le Sieur de l'Estant n'y avoit point de parents, puisque la Dame de Bressac, le Président Pourroy, & le Sieur Guillet, faisant de cette cause leur propre cause, leurs parents devoient être considérés comme parents du Sieur de l'Estant, & que pour preuve il n'étoit besoin que des sollicitations faites par eux, & en général & en particulier, & que s'il étoit nécessaire, il seroit prouvé que le Sieur Guillet n'avoit pas seulement sollicité de porte en porte, mais encore dans le Palais, & même fait sortir de la chambre quelques-uns des Conseillers avec lesquels il avoit contesté sur cette affaire.

Mais quelque juste que fût cette Requête du Promoteur, & quoi qu'elle ne tendît qu'à faire renvoyer cette affaire en une autre chambre, elle fut rejetée; & par le même support, pour lui ôter le temps & le moyen d'avoir justice & de se pourvoir en l'Assemblée des chambres ou autrement, les Sieurs de l'Estant & Rives contraignirent son Avocat de plaider la cause de la cassation d'emprisonnement deux jours seulement après qu'il eut présenté cette Requête. Et on y agit avec tant de précipitation, que la cause n'ayant pu être jugée dans l'Audience du matin, elle fut remise à l'après-dinée; ce qui est tout-à-fait extraordinaire, & une marque bien visible de la faveur & du support que M. le Doyen avoit trouvé dans cette Chambre, par l'entremise de Madame de Bressac. C'est pourquoi il ne lui fut pas difficile d'obtenir l'Arrêt contre lequel on s'est pourvu au Conseil, par lequel, contre tout ordre judiciaire, sans prononcer sur l'abus prétendu de la déclaration d'excommunication, & de l'irrégularité de l'Ordonnance de M. l'Evêque d'Alet, du 24 Décembre 1663, & de celle du Juge Métropolitain de Narbonne, l'emprisonnement est déclaré nul & de nul effet, & les Sieurs de l'Estant & Rives rétablis dans leurs fonctions d'Ordres & de Bénéfices; & pour le fond, qui n'étoit pas encore instruit, les parties renvoyées après la S. Martin. Voici les termes de cet Arrêt.

*La Cour ayant aucunement égard à la Requête desdits Sieurs Doyen & VI. CL. Rives, sans s'arrêter aux emprisonnements faits de leurs personnes qu'elle N°. I. a déclaré nuls & de nul effet, les a rétablis dans les fonctions de leurs 21. Août 1664. Ordres & Dignités, & dans la possession & jouissance de tous les revenus de leurs bénéfices, & arrérages d'iceux. Enjoint à tous fermiers & autres personnes saisies desdits revenus de leur en faire le paiement, à peine d'y être contraints par toutes voies de justice dues & raisonnables, même par emprisonnement de leurs personnes. Et sur les appellations comme d'abus, attentats, & rétablissement des Officiers du Chapitre d'Alet, ordonne que les parties en viendront à la première Audience après la S. Martin; & qu'à ces fins les autres Chanoines de la dite Eglise seront assignés; & a condamné ledit Promoteur en la moitié des dépens, les autres réservés.*

On peut faire quelques remarques sur cet Arrêt, qui feront voir avec quelle brouillerie & quelle confusion il a été rendu. 1°. Il n'a pas été si-tôt prononcé qu'il l'a fallu réformer: car le Président avoit prononcé l'emprisonnement abusif; mais comme cela étoit insoutenable, parce que le vice de l'emprisonnement, qui a été fait dans toutes les formes, ne pouvoit venir que du vice du fond qui étoit laissé indéci, on changea le prononcé sur le Registre, & on y mit, *sans s'arrêter aux emprisonnements &c. qu'elle a déclaré nuls & de nul effet.*

2°. On a prononcé sur une affaire dont on ne connoissoit pas seulement le fait; puisqu'on parle dans cet Arrêt des emprisonnements des Sieurs de l'Estang & Rives, & qu'on les déclare nuls & de nul effet, comme si l'un & l'autre avoient été emprisonnés; au lieu qu'il n'y a eu que le Doyen seul. Cela fait voir avec combien peu de soin cette affaire a été examinée.

3°. Dans les qualités de cet Arrêt on y met M. l'Evêque d'Alet; & dans l'Arrêt de renvoi à la huitaine, du 14 Août, qui est celui qui règle les qualités, il n'y a que le Promoteur en cause. Aussi personne n'a jamais plaidé ni occupé pour M. l'Evêque d'Alet, mais pour le Promoteur seul. Et M. le Doyen a si bien connu qu'il étoit la seule partie, qu'il a fait divers actes à M. d'Alet pour le sommer de déclarer s'il avoit son Promoteur, qu'il accuse dans ces actes de faire faiblement des procès, parce qu'il n'a aucun bien.

4°. Le Promoteur est condamné à la moitié des dépens, ce qui est contraire aux Ordonnances, l'Edit du mois d'Octobre 1625 défendant de condamner les Promoteurs aux dépens, sinon en cas de calomnie manifeste, comme on ne condamne pas aux dépens les Procureurs du Roi, ce qui a été confirmé par plusieurs Arrêts du Conseil.

VI. Cl. 5°. Comme il ne s'agissoit dans cette cause que de l'emprisonnement  
 N°. I. de M. le Doyen, qui étoit un incident, que sans raison & seulement pour vexer le Promoteur, il avoit fait détacher du fond par la faveur qu'il avoit trouvée dans cette Chambre, comment a-t-on pu sur cela le rétablir dans les fonctions de ses Ordres; puisque l'emprisonnement sur lequel seul on avoit à prononcer, ne l'interdisoit ni ne l'excommunioit, & qu'il est certain qu'on l'auroit pu mettre en prison mal à propos, si on n'y avoit pas gardé les formes de la justice, quoiqu'il fût très-valablement excommunié? Comme au contraire il arrive tous les jours, qu'on déclare interdits ceux qui ont omis volontairement de satisfaire au commandement de l'Eglise touchant la Communion paschale, quoiqu'on n'eût pas droit pour cela de les mettre en prison.

6°. Enfin, il n'y a rien de moins soutenable & de plus pernicieux à l'Eglise, que le motif de cet Arrêt, qui a été, comme on l'a appris du plaidoyer de M. l'Avocat Général, & de plusieurs Conseillers, que l'absolution *ad cautelam*, donnée par le Sieur de la Font, Vicaire Général de Toulouse le siége vacant, ayant été jugée bonne & valide, & qu'elle rétablissoit les Sieurs de l'Estant & Rives dans leurs fonctions, on avoit eu tort de leur faire un crime d'avoir célébré après cette absolution, & conséquemment que l'emprisonnement ne pouvoit subsister.

Et c'est ce qu'on prétend qui fait la nullité de l'Arrêt: car cette absolution du Sieur de la Font ayant été déclarée nulle & invalide par l'Ordonnance de M. l'Evêque d'Alet, du 24 Décembre 1663, & les Sieurs de l'Estant & Rives en ayant reconnu eux-mêmes l'invalidité, en se pourvoyant au Métropolitain au mois de Février suivant, & prenant de lui une nouvelle absolution *ad cautelam*; & ayant depuis relevé appel comme d'abus au Parlement de Grenoble tant de ladite Ordonnance du 24 Décembre 1663, que de l'Ordonnance du Métropolitain de Narbonne, par laquelle il leur faisoit défenses de célébrer ou de faire aucune autre fonction en vertu de son absolution *ad cautelam*; n'est-il pas visible que pour juger de la validité ou de l'invalidité de l'emprisonnement, il étoit absolument nécessaire de juger préalablement s'il y avoit abus ou non dans ces Ordonnances de M. d'Alet, du 24 Décembre 1663, & du Métropolitain du 20 Février 1664, qui avoit de plus ordonné, *qu'il seroit passé outre par l'Official d'Alet à l'instructive criminelle, pour la contravention à l'Ordonnance du 24 Décembre.*

7°. On voit encore la même chose d'une autre manière. L'absolu-

tion *ad cautelam* du Sieur de la Font ne peut être valide, si l'Arrêt du VI. CL. Parlement de Toulouse du 24 Novembre, en vertu duquel elle a été N°. I. donnée, est absolument nul, comme ayant été donné par attentat. Or c'est ce qu'a soutenu le Promoteur, & c'est un des points du procès. Il l'a donc fallu juger, avant que de casser l'emprisonnement sur la prétendue validité de cette absolution *ad cautelam*. Or ce même Arrêt, qui n'a cassé cet emprisonnement qu'en supposant que cette absolution étoit valide, a renvoyé pour les *attentats*, aussi-bien que pour les *abus*, après la S. Martin; ce qui enferme une contrariété manifeste: car si le Parlement de Grenoble eût cassé, après la S. Martin, l'Arrêt de Toulouse du 24 Novembre, comme donné par attentat, que fût devenu son Arrêt du 21 Août? Et cependant y eut-il jamais un attentat plus visible, que celui de cet Arrêt de Toulouse du 24 Novembre 1663, puisque dès le 17 Novembre 1662, l'évocation générale avoit été intimée au Sieur Rives, qui étoit pour lors Syndic du Chapitre d'Alet, & qu'en conséquence il avoit été assigné au Parlement de Grenoble, & que cette évocation avoit été derechef signifiée au Sieur de l'Estang, à la Requête de M. d'Alet, & encore depuis à l'un & à l'autre à la Requête du Promoteur en l'Evêché d'Alet; & que pour le Parlement de Toulouse, elle lui avoit été intimée dès le 22 Juin de la même année 1662, & souvent depuis, comme on l'a plusieurs fois justifié au Conseil.

8°. Enfin si le Parlement de Grenoble eût jugé le fond, & eût déclaré n'y avoir point eu de transport de juridiction, & y avoir eu abus dans la sentence de l'Official d'Alet, déclaratoire d'excommunication & d'irrégularité, quoiqu'en cela il eût jugé sa propre cause, il y eût eu plus de lieu de le souffrir sans se plaindre; parce que s'agissant d'un fait particulier, la conséquence n'en auroit pas été si grande. Mais sans juger du fond ayant cassé un emprisonnement, & rétabli des Ecclésiastiques dans les fonctions de leurs Ordres & bénéfices, sur ce fondement qu'une absolution donnée *ad cautelam* par un Vicaire Général d'une autre Métropole en conséquence d'un Arrêt d'un Parlement, rétablit dans les fonctions, c'est une plaie si pernicieuse à l'Eglise, qu'elle ne peut être dissimulée.

Car si cela a lieu, que deviendront les Censures, & à quoi servira la distinction des Provinces ecclésiastiques, & la gradation des Sieges? Cet Arrêt préjuge deux choses: la première; qu'il est permis à un excommunié, pour se faire absoudre, de recourir à tel Evêque ou Vicaire Général que bon lui semblera. La seconde, que ces absolutions *ad cautelam* remettent ceux à qui elles sont données dans le libre exer-

VI. CL. cice de leurs fonctions ecclésiastiques, comme ils étoient avant l'ex-  
 N°. I. communication. Le premier détruit entièrement la police de l'Eglise, & l'ordre hiérarchique, met une horrible confusion dans l'état ecclésiastique, donne l'impunité aux crimes, & rend les Supérieurs sans autorité. Car s'il est permis d'avoir recours à l'Evêque ou Vicaire Général que l'on veut, qui est celui qui demeurera sans absolution, quelque criminel qu'il soit ? Et c'est ce qui a été souvent condamné au sujet des *visa* par les Evêques de France, & par une Déclaration du Roi, comme étant contraire aux Canons : en conséquence de quoi plusieurs Arrêts du Conseil ont déclaré nuls les *visa* donnés par autre que le Métropolitain sur le refus de l'Evêque Diocésain ; & M. d'Alet a obtenu un Arrêt du Conseil confirmatif de l'Ordonnance, par laquelle il avoit déclaré nul un *forma dignum* donné par le Vicaire Général de Mirepoix.

Le second renverse entièrement toute la discipline de l'Eglise, rend les Censures illusoires & inutiles, & ôte aux Prélats, qui par-là deviendront toujours plaignants, tout moyen de réformer leur Clergé, & de faire observer les Canons dans leurs Diocèses. Un Curé, par exemple, qui scandalise sa paroisse par le soupçon qu'il donne d'un mauvais commerce avec l'une de ses paroissiennes, & qui pour ce sujet, après les monitions canoniques, n'ayant pas voulu faire cesser le scandale, aura été excommunié par son Evêque, se rendra appelant au Métropolitain, ou comme d'abus de cette excommunication, & en conséquence de son appel il obtiendra une absolution *ad cautelam*, ou du Métropolitain, ou du premier Evêque, ou Vicaire-Général du ressort ; & cela sans aucune difficulté, & même sans ouïr les parties. Si donc cette sorte d'absolution le remet dans ses fonctions, il les viendra continuer dans sa paroisse, & continuera aussi ses fréquentations & son mauvais commerce avec sa paroissienne, sans que son Evêque lui puisse ni dire ni faire quoi que ce soit ; & s'il l'entreprend, il est certain, supposé l'abus qu'on veut introduire, que ce Curé le fera casser par attentat à cause de l'appel, & il ne se mettra pas en peine de faire vider l'appel de son excommunication, en étant absous suffisamment : au contraire il en éludera le jugement par toutes voies : il formera des incidents même déraisonnables, afin que ce qu'il aura demandé lui étant refusé, il ait occasion d'appeler encore, & d'éterniser ainsi cette affaire, afin de consumer en frais & en soin son Evêque & ses Officiers, qui n'y avanceront pas davantage pour cela. Voilà l'effet de l'abus qu'on prétend faire des absolutions et

*cautelam*, qui est inévitable, & encore plus pernicieux dans la prati- VI. Cl.  
que qu'on ne le peut exprimer. N°. I.

Ces raisons, outre la considération des parentés de Madame de Bressac, qui avoit fait son *fait propre* de cette affaire, obligerent d'une part le Promoteur à se pourvoir au Conseil du Roi contre cet Arrêt, comme l'on dira plus bas; & firent juger de l'autre à M. l'Evêque d'Alet, qu'il devoit employer l'autorité de son caractère, pour arrêter autant qu'il étoit en lui les suites funestes d'un si grand abus. C'est ce qui le porta à adresser aux Chanoines & Bénéficiers de son Eglise Cathédrale, & aux habitants d'Alet une Monition canonique, „ où après avoir exposé ce qui s'étoit passé jusqu'alors dans cette af-  
„ faire, & de quelle sorte les Sieurs de l'Estang & Rives avoient sur-  
„ pris un Arrêt qui les rétablissoit dans leurs fonctions en vertu d'une  
„ absolution *ad cautelam* du Vicaire Général de Toulouse, laquelle  
„ étant nulle & invalide de soi, & quand même elle eût été valide,  
„ ne leur pouvant donner que la liberté de converser, & de se dé-  
„ fendre en justice, ainsi qu'il a été déclaré par le Juge Métropoli-  
„ tain, elle n'avoit pu être validée par l'Arrêt d'une Cour séculière,  
„ ni recevoir d'autres effets que ceux qu'elle a par le Droit canoni-  
„ que; & que par conséquent elle ne pouvoit pas les rendre capa-  
„ bles de faire leurs fonctions, & de célébrer la sainte Messe”, il finit par ces paroles: *Ce que pourtant nous avons appris non sans affliction qu'ils vouloient faire, persévérant dans la dureté de leur cœur, & dans leur obstination à ne se point reconnoître, & revenir à l'Eglise leur Mere, laquelle ils continuent de scandaliser par leur rebellion, & ruinent sa discipline, en rendant ses Censures, qui en sont les nerfs, illusoires & inutiles. Nous, pour ne point adhérer à une telle profanation, & soutenir, selon l'obligation de notre Ministère, autant qu'il est en nous, la juridiction ecclésiastique, en attendant de pouvoir remédier par les voies de droit à leur attentat, vous déclarons qu'ayant toujours vers eux les entrailles de Pere, & le cœur ouvert pour les accueillir avec toute sorte d'amour & de tendresse, quand ils voudront revenir à nous, & rentrer dans les devoirs de véritables enfants de l'Eglise, vous ne pouvez cependant, sans vous rendre coupables d'une grande désobéissance à l'Eglise, sans encourir les peines portées par les Canons, & sans vous rendre participants avec eux de la profanation des divins Mysteres & Offices ecclésiastiques, assister à la Messe qu'ils diront, ni aux Offices qu'ils feront, ou auxquels ils assisteront.*

Cependant Messieurs de l'Estang & Rives se préparoient à faire servir leur Arrêt, pour triompher de l'autorité de l'Eglise. Dans ce

VI. C<sup>1</sup>. deffein ils arriverent dans la ville d'Alet un lundi 26 Septembre.  
 N<sup>o</sup>. I. jour de S. Michel de l'année paffée 1664, environ les trois heures après midi, comme on fonnoit le dernier coup de Vêpres à l'Eglife Cathédrale. Ils étoient accompagnés de M. Christophle de l'Eftang, Confeiller en la grand Chambre du Parlement de Touloufe, pere du Doyen; du Sieur Marc Forés, Confeiller au Sénéchal de Limoux; de plusieurs Gentilshommes, & autres gens.

Dès qu'ils furent defcendus en la maifon du Doyen, M. de l'Eftang pere envoya dire aux Consuls de le venir trouver; ce qu'ayant fait, il leur dit qu'il étoit venu pour faire exécuter l'Arrêt que fon fils avoit obtenu, qu'il falloit qu'ils l'accompagnaffent à l'Eglife avec M. Forés député par le Parlement de Grenoble pour l'exécution de cet Arrêt.

Comme ils alloient à l'Eglife, M. Antoine Pega, Prêtre & Secretaire de M. l'Evêque d'Alet, qui ce jour-là étoit abfent & en vifite à une lieue & demie d'Alet, felon la coutume, furvint accompagné du Sieur de Laur Eccléfiastique, & ayant rencontré les Sieurs de l'Eftang & Rives qui étoient avec M. de l'Eftang pere, & le Sieur Forés, le refte de la troupe venant après, il leur dit que M. l'Evêque d'Alet en s'en allant avoit laiffé une Monition qu'il leur venoit notifier; & l'ayant enfuite lue, M. de l'Eftang pere dit au Sieur Forés, qu'il le falloit arrêter, & en effet il lui mit la main fur le bras, puis le tenant & le fecouant tous trois, favoir Messieurs de l'Eftang pere & fils, & le Sieur Forés, ils lui arracherent par violence l'original de cette Monition, quoiqu'il leur en eût offert copie. Et l'ayant enfuite conduit en la maifon du Doyen avec tous les Gentilshommes de leur Compagnie, & autres qui étoient accourus à la lecture de cette Monition, ils refusèrent de rendre cet original; & M. de l'Eftang pere requit le Sieur Forés de le retenir & d'en charger fon procès verbal; ce qui obligea le Sieur Pega de fe tourner vers les Consuls, pour les requérir auffi de fe reflouvenir de la violence & du mauvais traitement qu'on lui avoit fait, enfuite de quoi il fe retira.

Après cette premiere action, Messieurs le Doyen & Rives, fans attendre les autres Chanoines de l'Eglife Cathédrale, qui étoient allés délibérer fur la fignification qui leur avoit été faite de l'Arrêt, s'en allerent à l'Eglife accompagnés comme deffus. Etant à la porte, les Consuls refusèrent d'entrer, tant parce que les autres Chanoines n'y étoient pas, & qu'ils avoient déjà entendu les Vêpres de la paroiffe, que parce qu'ils ne penfoient pas pouvoir communiquer *in divinis* avec lesdits Sieurs de l'Eftang & Rives. M. de l'Eftang pere fit tous fes efforts  
 par



prieres & par menaces pour les faire entrer ; mais voyant qu'il VI. C.  
pouvoit réussir, il les obligea de demeurer sur le perron de l'E. N°. L.  
se avec leurs robes & leurs livrées consulaires, les menaçant de les  
re mener prisonniers à Grenoble ; où il disoit pour les intimider,  
il avoit fait arrêter le Sieur de Monmuffon Viguiier d'Alet, & qu'il  
feroit couper la tête. Et comme il apprit que le Viguiier étoit ar-  
ré de Grenoble, il dit qu'il falloit donc qu'il eût violé les prisons,  
qu'il iroit le prendre quelque bien caché qu'il fût dans l'Evêché,  
ques dans la chambre de M. d'Alet. Néanmoins ces menaces & ces  
silences n'empêcherent pas que les Sieurs de l'Etang & Rives ne fus-  
t réduits à dire Vêpres tout seuls, nuls des Bénéficiers ne s'étant  
pu joindre à eux, & le peuple même étant sorti de l'Eglise aulli-  
: qu'ils y entrèrent.

M. de l'Etang pere obligea ensuite les Consuls envers lesquels il  
renouvella ses menaces, d'accompagner le Sieur Forés dans un logis  
la ville où il se retira ; & là ayant demeuré près de cinq heures  
bout avec leurs robes & leurs livrées, attendant que le Sieur Forés  
t achevé son procès verbal, M. de l'Etang pere revint qu'il étoit  
la nuit, & commença d'abord à son ordinaire à menacer les Cons-  
s, & entr'autres le premier de le faire conduire à Grenoble, de lui  
re perdre son assistance aux Etats de la province &c. Après quoi il  
obligea de signer sur une feuille détachée & peu écrite, disant qu'il  
oit achever le verbal, & qu'on n'y mettroit rien que de véritable :  
que les Consuls n'osent refuser, étant tout effrayés soit des mena-  
de ce Conseiller, soit du nombre des Gentilshommes & autres  
: qui l'accompagnoient.

demeura dans Alet depuis le lundi au soir jusqu'au soir du jeu-  
& pendant tout ce temps - là il n'y eut point d'Office à la Ca-  
ale ; parce que menaçant les Chanoines & les Bénéficiers de  
informer contre eux, de les faire décréter à Grenoble ; & d'ail-  
ces Ecclesiastiques voulant déférer à la Monition de M. d'Alet,  
bsenterent tous, pour n'être pas contraints de se trouver à l'E-

occupation ordinaire tant qu'il fut à Alet, étoit d'aller par  
s une baguette à la main ; accompagné de ses Gentilshommes  
es gens armés, disant tout haut, qu'il feroit pendre, en-  
aux galeres, mettre en prison ; ce qui remplit les habitants de

recevoit aussi plusieurs visites des Gentilshommes syndiqués  
M. l'Evêque d'Alet ; en sorte que par la ville, qui n'est com-  
ts sur la Discipline. Tome XXXVI.

VI. Cl. posée que de 60 ou 80. maisons, on ne rencontroit que Gentils-  
 N°. I. hommes & autres traîneurs d'épées de leur suite, ce qui tenoit tous  
 les bourgeois dans une si grande consternation, que presque aucun  
 n'osoit venir à l'Evêché, où M. d'Alet arriva sur le soir du jour  
 de S. Michel.

Entre les autres violences réelles que ce Magistrat, qui les devoit  
 punir dans les autres, commit à Alet en trois jours de temps qu'il y  
 demeura, outre celle d'avoir maltraité un Secrétaire de M. d'Alet  
 pour avoir signifié une Monition canonique, & d'avoir obligé les Con-  
 suls à lui donner un seing en blanc, il en fit trois remarquables, &  
 qu'il accompagna de faussetés très-insignes.

La première fut, de faire prendre prisonnier le Sieur de Salva, Tré-  
 sorier du Chapitre, dans la place d'Alet, qu'il avoit environnée de ses  
 gens, sous prétexte de la contrainte portée par l'Arrêt, quoique ce  
 Trésorier offrit de payer & de livrer comptant tout ce qu'il avoit en-  
 tre ses mains, & qui pouvoit être dû aux Sieurs de l'Estang & Rives,  
 demandant seulement qu'à cet effet on le laissât aller à sa maison, où il  
 avoit les départements, l'argent, & le blé : ce qu'on refusa de faire.  
 Et quoiqu'il se portât mal, sans avoir égard ni à son indisposition,  
 ni à son offre qu'il réitéra par acte, on le conduisit à Luraguel, qui  
 est un château appartenant à un parent de M. de l'Estang, dont il  
 avoit deux ou trois cadets avec lui; & de là on l'amena à un autre  
 château, quelques offres qu'il pût faire de payer ce qu'on lui deman-  
 doit. Mais depuis, pour colorer une conduite si visiblement tortion-  
 naire, au lieu que par l'exploit en original qu'on a entre les mains, il  
 paroît que le Sieur Salva a répondu qu'il étoit prêt de payer, on a  
 falsifié une copie de ce même exploit, pour lui faire répondre que les  
 distributions qu'on lui demandoit avoient été diverties; & c'est ce que  
 M. le Doyen a eu la hardiesse d'avancer dans sa dernière Requête au  
 Conseil, pour surprendre, comme il a fait, par cette étrange fausseté, la  
 religion du Roi.

La seconde violence fut à l'occasion du même Trésorier du Chapi-  
 tre. Sa femme s'étant mise en devoir de faire tout ce qui se peut en  
 ces occasions pour délivrer son mari, & ayant donné au homme For-  
 melle Notaire, une minute d'acte pour mettre au net sur son re-  
 gistre, contenant ses diligences, M. de l'Estang pere se transporta  
 chez ce Notaire avec plusieurs Gentilshommes, fit rayer de cet Acte  
 l'exposé, le menaça de le faire pendre à cause qu'il étoit fait men-  
 tion audit exposé de ses violences; & après l'avoir obligé de dressez  
 cet acte comme il voulut, il le contraignit, à force de menaces, &

disant qu'il le vouloit amener prisonnier à Toulouse, de lui en don- VI. CL.  
ner un expédié, " où il est dit que les témoins ont signé, & que N°. 1.  
la femme du Sieur Salva ne fait signer, quoique les témoins n'eus-  
sent pas signé, non plus que la Demoiselle Salva, qui fait fort  
bien signer & écrire ". Et ni elle ni les témoins n'avoient garde de  
per cet acte en la maniere que M. de l'Estant l'avoit fabriqué; puis-  
qu'il étoit contraire à leurs intentions, & à la minute, & que personne  
leur vint dire de le signer.

La troisieme fut au même sujet. Cette Demoiselle ayant protesté  
ens cet acte, *qu'à faute par lesdits Sieurs de l'Estant & Rives de vou-*  
*ir mettre son mari en liberté, & compter avec lui, elle alloit consi-*  
*der ce qui leur pouvoit appartenir entre les mains du Sieur Gerould,*  
*marchand d'Alet,* le Sieur de l'Estant pere s'en alla chez ce marchand,  
voulut obliger par plusieurs menaces de signer qu'il avoit ladite  
consignation, on ne sait à quel dessein: & comme il vit qu'il n'en  
vuloit rien faire, & qu'il ne s'étonnoit pas de ses menaces, il lui  
commanda de le suivre, en lui disant qu'il le faisoit prisonnier. Mais  
le marchand lui ayant demandé en vertu de quoi, & se plaignant  
ostement de cette violence, il le laissa à la fin, en lui disant qu'il  
apprendroit bien à obéir.

Ils se sont depuis voulu servir, par une autre supercherie, de la dé-  
claration que ce marchand avoit faite ce jour-là, qu'on ne lui avoit  
core rien consigné, pour montrer que cette consignation n'étoit  
qu'en l'air, comme le Sieur Doyen a osé dire dans sa Requête au Roi;  
quoiqu'il sache bien le contraire; puisque le 3 Octobre, Louis Salva  
pere de celui qu'il avoit fait emprisonner par une horrible vexation,  
fit signifier un acte, pour lui certifier que la Demoiselle Salva al-  
loit consigner la somme de 160 livres, & 70 septiers de bled entre  
les mains de ce marchand, qui étoit plus qu'il ne pouvoit leur être  
utile; ce qui fut exécuté ce jour-là même, ne l'ayant pu être aupara-  
nt à cause des violences du Sieur de l'Estant pere.

On ne peut douter après un tel procédé, qui avoit jeté l'épou-  
vante dans tous les esprits, que les habitants d'Alet connoissant l'hu-  
eur violente de ce Conseiller en la grand Chambre du Parlement de  
Toulouse, qui est une qualité dans les provinces qui donne tout pou-  
voir de tout faire impunément, n'aient cru avoir un sujet raisonnable  
à tout appréhender, & de céder à ce torrent. C'est pourquoi ayant  
fait faire des informations, on peut bien juger qu'il ne manqua pas de  
témoins qui ont dit ce qu'il a voulu.

Mais tous ces emportemens ne furent pas capables d'intimider le

VI. CL. Promoteur ; ni de lui faire abandonner les intérêts de l'Eglise. Car N°. I. ayant appris que le Sieur Forés faisoit fonction de Commissaire sans avoir fait apparoir de la commission, il la lui fit demander par acte ; & ayant vu par la copie qui lui en fut donnée qu'elle étoit adressée *au premier Magistrat non suspect*, il présenta audit Sieur Forés des causes très-pertinentes de récusation, & lui protesta de nullité de tout ce qu'il avoit fait, pour les causes contenues en l'acte dressé sur ce sujet, qui a été produit au procès.

La passion de M. le Doyen contre M. l'Evêque d'Alet n'auroit pas été satisfaite, s'il ne se fût adressé à lui-même par un acte qu'il fit à Limoux le dernier Septembre, & qu'il lui fit signifier le 1 d'Octobre, dans lequel il fait un crime aux Chanoines d'Alet, qui étant en plus grand nombre font le corps du Chapitre, de ne s'être jamais joints avec lui pour appeller des Ordonnances de visite ; & il suppose ridiculement que de ne lui avoir pas adhéré en cela, c'est avoir *commis plusieurs entreprises & attentats, pour applaudir audit Seigneur Evêque.*

Il suppose, que pour empêcher la continuation chimérique de ces prétendus attentats, il a dû se pourvoir au Parlement de Toulouse ; au lieu qu'on a déjà montré qu'il ne l'a pu faire qu'en violant tous les Canons, qui défendent de transporter aux Séculiers la juridiction de l'Eglise.

Il suppose, que c'est M. d'Alet, qui l'a fait excommunier, pour ce transport de juridiction, quoiqu'il sache bien que M. d'Alet étoit absent, & qu'il n'y a point eu de part.

Il suppose, que la sentence par laquelle il est déclaré excommunié, a été rendue sans avoir égard aux récusations qu'il avoit proposées, & à l'appel qu'il avoit relevé à Narbonne ; au lieu qu'elle ne fut rendue qu'après avoir déferé aux récusations personnelles contre M. Pellicier ; avoir jugé impertinentes celles qui regardoient toute la Cour Ecclesiastique d'Alet ; & avoir montré que son appel étoit nul & de nul effet ; & de plus qu'il ne pouvoit pas empêcher la sentence.

Il suppose, qu'il n'a eu recours au Vicaire-Général de Toulouse pour se faire absoudre *ad cautelum*, qu'après le refus de M. d'Alet ; ce qui est faux, ce Prélat ne l'ayant point refusé, mais averti seulement qu'il devoit demander cette absolution par Requête : ce qui ne lui étoit point un sujet de violer l'ordre de l'Eglise, en s'adressant à des Prêtres d'une autre Province, qui ne lui pouvoient donner cette absolution que par un très-grand abus.

Il suppose, que le Juge Métropolitain l'ayant aussi absous *ad cau-*

*telam*, il s'étoit bientôt après rétracté: ce qui n'est point véritable, VI. Cl.  
le Métropolitain n'ayant point révoqué l'absolution qu'il lui avoit don- N°. I.  
née, mais déclaré seulement, ce qui est indubitable, que, selon les Ca-  
nons. & le vrai esprit de l'Eglise, ces sortes d'absolutions ne rétablif-  
sent point dans les fonctions des Ordres, mais donnent seulement pou-  
voir de converser, & de se défendre en justice.

Il suppose, que ne s'en voulant pas tenir à cette sentence du Mé-  
tropolitain, il s'étoit adressé à M. d'Albi, qu'il appelle *Commissaire*  
*apostolique*, en cette partie délégué: au lieu qu'il ôta la connoissance de  
cette affaire à M. l'Archevêque de Narbonne par un appel comme d'a-  
bus au Parlement de Grenoble; ce qui lioit les mains à M. d'Albi,  
quand il eût été véritablement *Commissaire apostolique*, délégué en cette  
partie, ce qui n'étoit pas, n'ayant eu aucun pouvoir du Pape par son  
rescrit de juger de cette affaire, mais seulement de ce qui regardoit  
l'appel des Ordonnances de visite.

Il suppose que par un très-grand mépris de l'autorité du S. Siege,  
& dudit Seigneur Commissaire apostolique, M. d'Alet l'avoit fait igno-  
minieusement emprisonner: ce qui est doublement faux, parce que  
d'un côté M. l'Evêque d'Alet n'a eu aucune part à cet emprisonne-  
ment; & que de l'autre des Lettres de M. d'Albi, qui ne faisoient  
point apparoir qu'il fût Commissaire apostolique en cette partie, ni  
sa nouvelle absolution *ad cautelam*, à laquelle on n'étoit point obligé  
d'avoir égard avant que son pouvoir fût reconnu, ni même une au-  
tre absolution de cette nature quelque valable qu'elle eût été, n'em-  
pêchoient point dans l'ordre de la Justice, qu'on ne se servit d'un  
décret de prise de corps obtenu dans toutes les formes, pour arrê-  
ter le scandale que deux Prêtres avoient déjà fait, & qu'ils vouloient  
encore continuer, en troublant le service de l'Eglise contre la dé-  
fense qui leur en avoit été faite par leur Evêque, & par leur Métro-  
politain.

Il suppose, qu'ayant été détenu prisonnier l'espace de trois mois &  
plus, il auroit été contraint, lassé d'une si longue détention, d'avoir  
recours au Parlement de Grenoble pour obtenir son élargissement: ce qui  
est une fausseté manifeste, ayant pu être élargi dès le lendemain de  
son emprisonnement sans avoir recours à des Juges Séculiers, s'il ne  
se fût opiniâtré; comme il a toujours fait depuis par un insupportable  
mépris de l'Eglise, de ne point répondre à l'Official d'Alet, qui est  
son Juge naturel, n'étant ni exempt ni privilégié.

Il suppose, que par une longue poursuite au Parlement de Greno-  
ble, il en a obtenu un Arrêt contradictoire, qui le remet en ses bon-

VI. CL. *neurs*, dignités & prééminences. Et il dissimule que cet Arrêt n'a N°. 1. point décidé le fond de l'affaire; que cet Arrêt n'empêche point qu'on ne le puisse encore regarder comme ayant été déclaré très-légitimement excommunié; & que c'est ce qui fait voir qu'il n'a été obtenu que par faveur & par surprise, en ce que ne jugeant point du fond, il rétablit néanmoins des excommuniés dans les fonctions de leurs Ordres, par une supposition très-fausse & contraire à tous les Canons, que ce doit être là l'effet d'une absolution *ad cautelam*, donnée par une personne sans pouvoir.

Il suppose, que M. d'Alet ayant appris cet Arrêt de Grenoble, avoit menacé de l'emprisonner en haine & mépris de l'autorité du Parlement: ce qui est une imposture; M. l'Evêque d'Alet s'étant contenté d'avertir son peuple & les Ecclésiastiques de ce qu'il a cru être de leur devoir, selon l'esprit & les Canons de l'Eglise.

Il suppose, que M. d'Alet a dû parler dans cette Monition de l'absolution *ad cautelam* donnée par M. d'Albi, comme si c'étoit sur cela qu'étoit fondé l'Arrêt de Grenoble: au lieu qu'on sait qu'on n'y a eu aucun égard, parce que l'incompétence de cet Evêque étoit trop visible & trop manifeste; mais seulement à celle du Sieur de la Font, Vicaire-Général de Toulouse, dont il paroît que M. le Doyen a honte maintenant de se servir.

Enfin il suppose, que cette voie d'une monition paternelle, d'où M. l'Evêque d'Alet a été obligé de se servir pour ne pas abandonner les intérêts de l'Eglise, est une voie d'autorité qui les réduit lui & son compagnon dans une oppression insupportable: au lieu qu'elle leur ouvre le vrai moyen de se donner la paix à eux-mêmes en la donnant à l'Eglise, & de trouver dans les entrailles d'un Prélat si plein d'amour & de charité, le repos qu'ils ne trouveront jamais dans la malheureuse envie de contenter leurs passions, qui les agite depuis si long-temps.

C'est ce qu'ils auroient dû apprendre de la réponse que M. d'Alet fit à leur acte, & qui se trouve dans l'acte même, parce qu'il la dicta sur le champ à celui qui le vint trouver dans sa Maison Episcopale pour le lui signifier. Il ne s'émut point de tant de fausses & injurieuses suppositions, mais il se contenta de répondre avec une sagesse & une modération très-édifiante: *Que Jesdits Sieurs de l'Evang & Rives savent fort bien le contraire du contenu en leur acte, & comme il étoit absent de la présente ville, étant dans le cours de sa visite depuis plusieurs jours lorsqu'ils ont été déclarés excommuniés; & lorsque le Sieur Doyen fut arrêté prisonnier, il prêchoit le Carême à Saint Paul; & qu'*

ni par son ordre, ni par son commandement, ni de son Ju, VI. CL. N°. I.  
 ces choses ont été faites : Que depuis, sur les plaintes qu'ils lui en-  
 portées, il leur a souvent offert de remettre à des Evêques, à des  
 ers, & à des Avocats, pour voir & juger s'il avoit été mal pro-  
 ar les Officiers de sa Justice ecclésiastique ; & que s'ils avoient été  
 , il leur feroit faire toute la réparation & satisfaction qu'ils  
 ient souhaiter ; comme aussi si lesdits Officiers avoient bien procédé  
 re avec toute l'indulgence possible ce qu'on jugeroit pour leur réta-  
 ient : Qu'au lieu d'accepter ces voies si chrétiennes, & éviter par  
 ven les troubles & les désordres que cause leur division, ils au-  
 eu recours à la Justice séculière, & obtenu divers Arrêts, lesquels  
 : par provision, sans avoir encore vu le fond de leur affaire,  
 abliroient dans leurs fonctions sous prétexte de l'absolution ad cau-  
 : Qu'il est vrai que, selon les Canons, cette sorte d'absolution ne  
 nt capable que de contester en Justice, & non de faire les fonctions,  
 que cela énerveroit l'effet des Censures, & empêcheroit les Supé-  
 ecclésiastiques d'en faire usage à l'avenir pour quelque nécessité que  
 t être, il a cru être obligé de les sommer de ne point faire les  
 ms, & d'avertir les Bénéficiers de son Chapitre, & les peuples de  
 le, qu'il estimoit que l'Arrêt obtenu par les Sieurs Doyen & Rives,  
 : jugeoit par le fond, ne pouvoit les rétablir dans leurs fonctions :  
 dénie avoir agi par voie de fait pour s'opposer audit Arrêt : Que  
 nal-à-propos qu'ils l'accusent de ne reconnoître aucune autorité,  
 s'il n'a pas empêché l'exécution dudit Arrêt, non plus que résisté à  
 i est émané de M. l'Evêque d'Albi, Commissaire délégué par Sa  
 té pour le fait des Ordonnances de visite dudit Chapitre, n'étant  
 ement délégué pour la déclaration de l'excommunication desdits  
 Doyen & Rives, dont est question : Qu'il leur offre encore de re-  
 : à des Evêques, à des Docteurs, & à des Avocats tous les diffé-  
 concernant le transport de la juridiction ecclésiastique, & le vio-  
 des Censures, qui est le seul intérêt qu'il a en cette affaire, ne pré-  
 nt point opiniâtrément soutenir le procédé de ses Officiers, & pro-  
 t contre lesdits de l'Estang & de Rives du scandale qu'ils causent  
 trouble qu'ils donnent tant aux Ecclésiastiques, que Séculiers de  
 sante ville.

Il étoit resté dans les cœurs de ces deux Prêtres la moindre étin-  
 de piété, auroient-ils pu n'être pas touchés de cette réponse de  
 Prélat, si pleine de charité ; & n'auroient-ils pas accepté l'offre  
 continuoît de leur faire, de convenir d'Evêques, de Docteurs, &





appris que la Requête que son Avocat avoit présentée à Grenoble pour VI. Cr. faire renvoyer cette affaire en une autre Chambre, avoit été rejetée, N°. I. il en écrivit à Paris pour s'en plaindre au Conseil, & chargea un Avocat d'y représenter l'état de cette affaire, les sollicitations de Madame de Bressac, & de M. l'Avocat Général Guillet, le nombre de leurs parents dans le Parlement, & en particulier dans cette troisième Chambre, ainsi qu'il étoit porté par la Requête présentée à cette Chambre, & comme la dite Dame avoit fait son fait propre de cette affaire. Sur quoi intervint Arrêt au Conseil au rapport de M. de la Renie le 22 Septembre 1664, par lequel le Roi ordonna, *que par le premier Maître des Requêtes de son hôtel trouvé sur les lieux, Conseiller de Cour Souveraine, ou autre Juge royal sur ce requis, il sera informé des parentés, & fait propre dans deux mois, pour l'enquête vue & rapportée au greffe du Conseil, être ordonné ce qu'il appartiendra par raison; & cependant défenses à la dite troisième Chambre du Parlement de Grenoble de plus avant connoître du différent des parties, & à icelles d'y faire aucunes procédures à peine de nullité, cassation des procédures, dépens, dommages & intérêts.*

Cet Arrêt supposoit l'affaire en l'état qu'elle paroïssoit par la Requête présentée à la troisième Chambre du Parlement de Grenoble le 19 Août. Mais le Promoteur ayant eu avis à Alet où il étoit, que cette Chambre avoit passé outre, & qu'il y avoit eu Arrêt le 21 avec la plus grande précipitation du monde, il écrivit de nouveau à Paris pour se pourvoir contre cet Arrêt. Et cependant étant allé à Grenoble au commencement du mois de Novembre, avant que les deux mois portés par l'Arrêt du Conseil du 22 Septembre fussent expirés, il y présenta Requête, à laquelle il attacha cet Arrêt du Conseil pour avoir permission de l'exécuter.

On le retint deux ou trois jours dans les Chambres de ce Parlement; & comme les sollicitations de Madame de Bressac & de M. l'Avocat Général Guillet avoient été publiques, & avoient blessé les plus gens de bien de ce Parlement, pour remédier à l'avenir à de semblables choses, on arrêta, toutes les Chambres assemblées, qu'il seroit défendu à tous les Officiers du Parlement de solliciter ni directement ni indirectement, & que tous s'y obligeroient par serment; ce qu'ils exécuterent sur le champ: & depuis ils n'ont permis d'opiner à aucun Officier, qui fut pour lors absent, qu'il n'eût auparavant prêté ce serment.

La permission d'exécuter l'Arrêt du Conseil ayant été obtenue, le Promoteur le fit signifier, & le mit ensuite entre les mains du Juge

VI. CL. royal de la ville de Grenoble, pour le mettre à exécution, & faire  
 N°. I. l'enquête *du fait propre*. Car le procureur de M. le Doyen convint d'abord des parentés & alliance de Madame de Bressac & de M. Guillet; mais il nia *le fait propre*. On prit donc des Lettres du Commissaire pour faire assigner les témoins pour *le fait propre*. On les remit entre les mains d'un Sergent, lequel après les avoir gardées deux jours, dit *qu'il ne les pouvoit exploiter, parce que M. du Bonnet Conseiller audit Parlement, beau frere de la Dame de Bressac, & M. Guillet, l'avoient menacé de le maltraiter, & de le faire mettre en prison s'il le faisoit*. On tenta les autres Sergents, & on leur promit tout l'argent qu'ils demandoient. Quelques-uns refuserent même d'accepter; d'autres prirent les Lettres, & les rendirent ensuite avec la même réponse que le premier. Ce qui obligea le Promoteur, après diverses comparutions qu'il fit devant ce Juge pour ce sujet, de lui demander qu'il lui plût enjoindre à son Greffier d'aller lui-même faire injonction à tous les Sergents de la ville qu'ils eussent à assigner les témoins. Il le fit, mais les Sergents refuserent d'obéir, ayant plus d'appréhension de ces Messieurs parents de Madame de Bressac, que du Juge: de sorte que le Promoteur ne pouvant faire autre chose, demanda acte de tout ce que dessus pour lui servir au Conseil, ce qui lui fut accordé; & il en a fait remettre le procès verbal au greffe du Conseil, pour lui servir d'enquête.

Pendant ce temps-là l'Avocat du Promoteur au Conseil, ayant représenté les nullités de l'Arrêt du Parlement de Grenoble du 21 Août, & la grande plaie qui étoit faite à la discipline de l'Eglise par cet Arrêt, en ce que sur le fondement d'une absolution *ad cautelam* il rétablissoit des excommuniés dans les fonctions de leurs Ordres, la matiere discutée par Messieurs de Lauzon, de Morangis, & de Boucherat, Conseillers d'Etat, au rapport de M. Molé Maître des Requêtes Commissaire à ce député, intervint Arrêt le 24 Octobre 1664, par lequel il est ordonné *qu'aux fins de la Requête dudit Promoteur (qui étoit la cassation de l'Arrêt de Grenoble) les parties seroient assignées au Conseil à six semaines, pour au rapport du Sieur Commissaire qui sera à ce député, leur être fait droit ainsi qu'il appartiendra par raison; & conformément audit Arrêt du Conseil du 22 Septembre dernier, il sera informé du fait propre, & parentés contenues en icelui. Cependant fait Sa Majesté défenses auxdits de l'Eslang & Rives de mettre à exécution ledit Arrêt du Parlement de Grenoble du 21 Août dernier, & de faire aucune fonction ecclésiastique, ni de s'immiscer en la possession & jouissance de leurs Bénéfices*.

Avant que de signifier cet Arrêt, M. l'Evêque d'Alet fit tout ce qu'il

put pour faire rentrer ces deux Chanoines dans leur devoir. Il y eut VI. C<sup>ps</sup>. pour cela diverses propositions d'accommodement ; & M. de l'Estang N<sup>o</sup>. 1. pere, que la mort subite de son gendre avoit touché, ayant témoigné qu'il nommeroit pour arbitre M. l'Evêque de Commenges, M. d'Alet dit qu'il remettroit aussi entièrement la cause de ses Officiers entre les mains de ce Prélat, & tout l'intérêt que lui-même y pouvoit avoir. Cette franchise donna de la défiance à M. de l'Estang. Il voulut des préalables qu'il savoit bien qu'on n'accorderoit pas, parce qu'ils ruinoient entièrement la discipline, pour avoir lieu de rompre tout traité. De certaines gens qui trouvoient de l'avantage dans cette division, faisoient espérer à M. le Doyen tout support du côté de la Cour, & ne lui promettoient pas moins que l'accablement entier de M. d'Alet. C'est pourquoi il n'avoit garde de s'en remettre à des Arbitres, parce qu'il connoissoit bien qu'il n'avoit aucun droit, & que ses violences & les calomnies qu'il avoit publiées contre son Evêque, ne méritoient pas un médiocre châtement.

Ainsi toutes les voies que la charité avoit pu suggérer pour faire rentrer ces Messieurs dans un accommodement, ayant été inutiles, on leur fit signifier cet Arrêt. M. le Doyen s'en vint incontinent à Paris ; se mit entre les mains de ceux qui lui avoient promis toute sorte d'appui ; & il prit pour conseillers deux Ecclésiastiques, que leur vie & leur conduite a rendus infames.

Le premier est le Sieur de Sournia, Chanoine de Narbonne, qui s'est fait députer à Paris, pour soutenir contre son Archevêque le prétendu indult de son Chapitre de tenir des Cures avec des Canoncats ; ce qui est contre tout droit divin & humain. Sept ou huit mois après qu'il fut venu à Paris, il fit venir de Narbonne une concubine qu'il y entretenoit depuis 20 ou 25 ans au grand scandale de toute la ville, & dont il a eu deux filles, qui sont dans un Monastere de Languedoc. Aussi-tôt que cette femme fut arrivée, il la logea à l'hôtel de Toulouse, qui est l'auberge où il demeure. Il la fit passer pour sa niece, la faisant appeller Madame de S. Marcel, qui est le nom d'une Cure qu'il possède avec son Canoncat dans le Diocèse de Narbonne ; & c'est ainsi qu'elle étoit appelée à Narbonne, pour apprendre à toute la province combien il est nécessaire qu'il ait une Cure avec sa Prébende, puisqu'elle lui sert encore à entretenir les deux freres de cette misérable, dont l'ainé se nomme le Marquis de S. Marcel. Elle a demeuré deux ans & demi avec lui dans cet hôtel de Toulouse, jusqu'à ce qu'ayant paru un Ecrit sur l'affaire qu'il a avec M. de Narbonne, où sa vie est dépeinte, sur l'avis qu'il eut que M. le Curé de S. Eustache en

W. C. être informé, & qu'il devoit venir chez lui pour en chasser cette  
 S. L. fièvre prénuptiale, qui va impudiquement quitta comme une Princesse,  
 & se fait porter à terre. Il prit cette vaine, & la mit dans une  
 maison tout proche de-là, où il est sans cesse. Voilà quel est le prin-  
 cipal conseiller de M. le Doyen, parce que cet Ecclésiastique scandaleux  
 a conçu une haine mortelle contre M. l'Evêque d'Alet, à cause des  
 réprimandes qu'il a faits en une Cure qu'ils possédoient dans le Diocèse d'Alet,  
 sans qu'on ait pu savoir par quel titre, & que ce Prélat a été obligé  
 d'interdire son pere & ses freres qui sont de son Diocèse, pour n'avoir  
 pas satisfait au commandement de l'Eglise de communier à Pâques,  
 & ne s'être pas mis en état qu'on les y pût recevoir, le pere n'ayant  
 pas voulu faire les restitution auxquelles il a été condamné par un  
 jugement solennel dont il n'a point réclamé, ni les enfants réparer  
 les scandales publics qu'ils ont donnés. Toutes ces causes, outre une  
 vie débauchée naturellement ennemie de la pureté, l'ont tellement aigri  
 contre M. d'Alet, qu'il n'en parle jamais qu'avec des emportements  
 effroyables; & que c'est chez lui que se dressent tous les actes des Gen-  
 tilshommes foudroyés, & des Réguliers révoltés contre ce Prélat; le  
 démon n'ayant pu trouver d'instrument plus propre à répandre les ca-  
 lomnies dont il a tâché en vain de noircir une vie si pure & si sainte.

L'autre fidelle conseiller de M. le Doyen, est un nommé la Rade,  
 qui s'étant instruit dans la Théologie de l'Eglise collégiale de S. Paul,  
 dont il est entièrement incapable; & ayant été interdit des Sacrements  
 & de l'entrée de l'Eglise par M. l'Evêque d'Alet, parce que n'étant  
 pas Prêtre, il avoit été trouvé dans la visite de la paroisse de S. Paul  
 au nombre de ceux qui n'avoient pas communier à Pâques, il se vint  
 jeter à Toulouse entre les bras de ceux qu'il savoit n'aimer pas M.  
 d'Alet, & qui se sont servis de lui pour décrier ce Prélat par les plus  
 noires calomnies en toutes sortes de matieres. Ils s'en vint ensuite à  
 Paris loger dans le College de Clermont, où il trouva des Directeurs  
 qui le porteront à prendre les Ordres, tout interdit qu'il étoit par son  
 Evêque pour la cause du monde la plus juste.

Un des conseils qu'on lui donna pour le pouvoir faire, fut de trou-  
 ver quelque ami qui lui prêtât un Bénéfice hors du Diocèse d'Alet,  
 pour se faire ordonner sur ce titre. Mais ayant trouvé moyen de per-  
 muter la Théologie avec une Cure du Diocèse de Rennes; on lui fit  
 obtenir par surprise un dimissoire de M. l'Evêque de Rennes, sur le-  
 quel néanmoins il ne put recevoir les Ordres à Paris, parce que Messieurs  
 les Vicaires-Généraux qui avoient oui parler de lui n'y voulurent pas  
 consentir. De sorte qu'il fut réduit à employer le crédit de ses bons

amis auprès de M. l'Evêque de Babylone, qui demeure dans le faux-VI. Cr.  
 bourg S. Germain, lequel le fit Sous-Diacre sans la permission & contre N°. I.  
 la volonté de Messieurs les Vicaires Généraux de Paris : & quoique M.  
 l'Evêque de Rennes ayant appris qui étoit ce la Rade, le sommât  
 de lui rendre son dimissoire, pour empêcher qu'il ne prît le Diacon-  
 nat & la Prêtrise, il passa outre étant demeuré caché, & n'ayant paru  
 devant ce Prélat qu'étant déjà Prêtre, après quoi s'en étant allé en  
 la Cure pour s'en mettre seulement en possession, il la donna à un jeu-  
 ne homme de 23 ans, chargée d'une pension de cent écus, outre  
 une autre de même somme, que celui de qui il la tenoit s'étoit ré-  
 servée, quoiqu'elle ne soit affermée que 800. l. tout cela ne se faisant  
 que pour pallier la vente qu'il a faite de ce Bénéfice, dont il a touché  
 une somme considérable d'argent six mois après. C'est encore une des  
 personnes du monde à qui le diable à inspiré une plus horrible passion  
 contre M. l'Evêque d'Alet. C'est lui qui fournit les Mémoires aux Gen-  
 tilshommes, aux Réguliers, & à tous ceux qui le haïssent. Il travaille  
 les nuits entières à composer des Ecrits, & à inventer des calomnies  
 contre ce Prélat; & s'il étoit nécessaire, on nommeroit bien les per-  
 sonnes à qui on les y a vu porter.

M. le Doyen, avec un si bon Conseil, fit dresser la Requête pleine de  
 mensonges & de calomnies, sur laquelle est intervenu l'Arrêt du Con-  
 seil d'Etat. Il la présenta à plusieurs de Messieurs les Maîtres des Requêtes  
 du quartier de Janvier qui la refuserent. Il n'y en eut qu'un qui s'en vou-  
 lût charger. Mais en ayant conféré, selon l'ordre du Conseil, avec M.  
 Molé qui avoit donné l'Arrêt précédent, il demeura d'accord qu'on ne  
 pouvoit ordonner qu'un *sommairement oui*, & joint, les défenses de  
 l'Arrêt du 24 Octobre demeurant. Ce qui ne plaissant pas à M. le  
 Doyen, il chercha une autre voie pour venir à bout de ses injustes  
 prétentions.

On fait quelle étoit alors la disposition de la Cour envers M. d'A- le 25. Août  
 let, à cause de la Lettre qu'il avoit écrite à Sa Majesté. Ceux qui 1664.  
 témoignent en toutes occasions que leur grand desir seroit d'accabler  
 ce Prélat, n'avoient garde de manquer celle-ci. Ils présentèrent M.  
 le Doyen d'Alet aux Puissances, comme le Martyr du Formulaire. On  
 ne parla que de violences, d'oppression, de vexation, de persécution  
 à cause du Formulaire. Et ainsi pour avoir justice, on résolut qu'il  
 falloit présenter un placet au Roi, où on ne manquât pas de bien  
 faire valoir cette raison capitale du Formulaire, comme étant le vrai  
 sujet de l'excommunication & de l'emprisonnement de ce *pauvre Doyen si*

VI. CL. cruellement persécuté pour l'avoir signé, à ce qu'ils disoient, en conséquence de la Déclaration de Sa Majesté.

C'est ce que lui, & le Sieur Rives exécuterent peu de jours après dans un placet qu'ils présenterent au Roi, où ils supposent que M. d'Alet les a excommuniés, & ensuite emprisonné le Doyen, poussé d'un ressentiment extrême, de ce qu'ils avoient signé le Formulaire en conséquence du Bref de Sa Sainteté & des Déclarations du Roi. Comme cette fausseté est capitale, & qu'elle fait voir manifestement l'esprit de la cabale qui fait jouer tant de ressorts contre M. l'Evêque d'Alet, il est bon de représenter ce placet entier, afin que Sa Majesté juge par les faussetés qu'il contient, & sur-tout par celle qui regarde la signature du Formulaire, qui est la plus impudente de toutes, de quelle sorte on a surpris la religion.



# P L A C E T

## P R É S E N T É A U R O I

*Par les Sieurs de l'ESTANG & RIVES.*

SIRE,

Messieurs Joseph de Maynard de l'Estang Prêtre Docteur en Théologie VI. Cl.  
ne & Doyen en l'Eglise Cathédrale d'Alet, & François Rives N°. I.

Chanoine (a), Syndic dudit Chapitre, ont recours à votre  
Majesté, avec toute la soumission possible, pour la supplier très-humble-  
ment de les tirer (b) de l'oppression la plus infigne qui puisse ja-  
mais être faite à des Ecclésiastiques par leur Evêque, lequel (c) poussé  
d'un ressentiment extrême de ce qu'ils se sont portés appellants de quel-  
ques Ordonnances par lui rendues dans l'esprit d'une (d) doctrine par-  
ticulière, & contre (e) l'usage de l'Eglise, & les (f) privileges dudit  
Chapitre, & de ce (g) qu'ils ont signé le Formulaire en conséquen-

ce, ne l'est point, c'est une fausse qualité qu'il se donne pour agir au nom du  
Roi qui l'a défavoué.

Ils appellent oppression la simple résistance qu'on a faite à leurs attentats con-  
traire la Jurisdiction de l'Eglise en général, & la liberté du Chapitre d'Alet en particu-  
lier. Ils ont voulu réduire à deux ou trois personnes, & en exclure tous les autres  
causes du monde les plus impertinentes.

Il assigne calomnie contre un saint Evêque, qui leur a laissé toute liberté d'appel-  
ler les Ordonnances, & a même trouvé bon qu'on les fit consulter, s'offrant de  
se soumettre lui-même, si le Conseil trouvoit qu'elles contiennent quelque chose contre  
les droits légitimes du Chapitre.

On voit aisément d'où viennent ces termes : C'est ainsi qu'on décrie ce qu'on  
raisonnablement combattre. Le mot de *doctrine particulière* suffit aujourd'hui  
pour rendre suspects les plus saintes vérités : mais il est ici bien mal employé, puis-  
qu'il s'agit de réglemens où il n'y a pas un mot de doctrine, mais seulement de  
discipline.

On ne peut rien rétablir dans la discipline de l'Eglise, qu'on ne ruine par cette  
faute. Car il suffira de dire que cela est *contre l'usage*, puisque s'il étoit en usage,  
il n'y auroit pas nécessité de le rétablir.

Le Chapitre d'Alet n'a aucuns privileges ni exemptions, & ainsi c'est une illu-  
sion de dire que ces Ordonnances sont *contre les privileges dudit Chapitre*.

Autre cause du ressentiment de M. d'Alet contre les suppliant, qui en haine de  
ce qu'ils prétendent, les a excommuniés & emprisonnés, qui est, *qu'ils avoient*

VI. CL. ce du Bref de Sa Sainteté, & des Déclarations de votre Majesté, les a  
 N°. I. (h) excommuniés, & déclarés nulles les absolutions qu'ils avoient  
 reçues (i) à son refus tant du Grand Vicaire de Toulouse, & du (k)  
 Métropolitain de Narbonne, que du Sieur Evêque d'Albi (l) commis  
 par un Bref de sa Sainteté à cet effet, & au préjudice desquelles &  
 des Arrêts par eux obtenus, il y a (m) détenu le dit Doyen prison-  
 nier pendant plus de (n) trois mois dans sa maison épiscopale avec  
 toute (o) la dureté imaginable, jusqu'à lui ôter la consolation (p)  
 d'entendre la sainte Messe, afin qu'il n'eût pas le moyen (q) de por-  
 ter

*signé le Formulaire en conséquence de la Déclaration du Roi du mois d'Avril 1664. C'est  
 ce qu'on a cru devoir toucher davantage Sa Majesté, & c'est une horrible imposture,  
 comme on fera voir plus bas.*

(h) Il est faux qu'on les ait excommuniés, ou pour avoir appelé des Ordonnances,  
 ou pour avoir signé le Formulaire. Et il est encore faux que c'ait été autre que l'Offi-  
 cial d'Alet à la requisition du Promoteur qui les a déclarés excommuniés, pour avoir  
 transporté la Jurisdiction ecclésiastique à des Juges séculiers, contre les Canons & les  
 Ordonnances du Royaume; M. d'Alet qui étoit alors absent n'ayant point eu de part  
 à cette sentence.

(i) Ils supposent faussement que M. d'Alet leur ait refusé l'absolution *ad cautelam*;  
 mais ç'auroit été ruiner toute la discipline de l'Eglise, que d'approuver celle qu'ils  
 ont été recevoir dans une autre Province par le Grand-Vicaire d'un Chapitre le Siege  
 vacant.

(k) Etrange fausseté, que M. d'Alet ait déclaré nulle l'absolution *ad cautelam* don-  
 née par le Métropolitain; puisque ce sont eux au contraire qui ont appelé comme d'a-  
 bas de l'Ordonnance par laquelle ce Métropolitain a renfermé l'absolution *ad cautelam*  
 qu'il leur avoit donnée dans son usage légitime.

(l) Autre fausseté, que M. l'Evêque d'Albi ait été commis par un Bref de Sa Sain-  
 teté à cet effet, c'est-à-dire, pour juger de la validité de l'excommunication : au lieu  
 qu'il n'a été commis que pour juger de l'appel des Ordonnances : de sorte qu'il ne faut  
 pas s'étonner si on n'a pas eu d'égard à ce qu'il a voulu attenter sur une autre affaire  
 sur laquelle il étoit notoirement incompétent.

(m) Ce n'est point M. d'Alet qui a fait emprisonner M. le Doyen. Il étoit absent  
 lorsque cela se fit, pour empêcher la continuation du scandale qu'il avoit déjà commen-  
 cé de faire en troublant le service de l'Eglise Cathédrale. Et cependant on fait croire  
 au Roi, que non seulement c'est M. d'Alet qui l'a fait emprisonner; mais de plus qu'u-  
 ne des principales causes pour lesquelles ce Doyen a été emprisonné, est *qu'il avoit  
 signé le Formulaire en conséquence de la Déclaration de Sa Majesté*; ce qu'on fera voir  
 être un mensonge plein d'effronterie.

(n) M. le Doyen ne s'en doit prendre qu'à lui-même, s'il a été trois mois en pri-  
 son. Il en seroit sorti dès le lendemain, s'il avoit voulu reconnoître l'Official d'Alet,  
 comme il y étoit obligé, sauf à lui d'appeller de ce qu'il auroit ordonné.

(o) Il est très-faux qu'on ait usé envers lui d'aucune dureté. Il étoit aussi-bien logé  
 & aussi-bien traité (à la détention près) que M. l'Evêque d'Alet.

(p) Etant excommunié pour de très-justes raisons, il n'y a rien de plus ridicule que  
 de faire passer pour une extrême dureté de ce qu'on ne lui faisoit pas entendre la  
 Messe.

(q) Il n'a pas été un moment prisonnier qu'il n'en ait porté ses plaintes; mais il  
 s'est long-temps opiniâtre à les porter devant un Juge dont l'incompétence étoit ma-  
 nifeste.



r ses plaintes , & le priver (r) des aliments les plus nécessaires. VI. Cl. edit Sieur Evêque s'est aussi (s) adressé au Parlement de Grenoble , N°. I. où il a beaucoup d'amis, croyant y pouvoir continuer ses vexations. Mais Dieu a éclairé les Juges , & leur a fait donner un Arrêt contradictoire après quatre Audiences (t) à l'avantage des Suppliants ; ce qui a obligé le dit Sieur Evêque de présenter sa Requête en votre Conseil privé , sur laquelle il a obtenu un Arrêt (u) par surprise qui sursoit l'exécution, & ordonne qu'ils seront interdits de leurs fonctions ecclésiastiques , & privés des revenus de leurs Bénéfices ; ce qui se réduiroit (x) à la dernière extrémité. Et ne pouvant y obtenir la justice qui leur est due en votre Conseil privé , à cause de la protection extraordinaire , des parents & amis dudit Sieur Evêque d'Alet , ils implorent l'autorité royale de votre Majesté ; & lui demandent la grace de leur donner des Commissaires de votre Conseil royal tels qu'il leur paraîtra à votre Majesté , afin que sur le rapport qui lui sera fait de l'état déplorable où ils sont réduits , & de la vérité de ce qu'ils osent proposer à votre Majesté , qu'ils offrent de justifier par une infinité de pièces authentiques , il plaise à votre Majesté leur pourvoir ainsi qu'elle

(r) On lui portoit tous les jours pour sa nourriture comme à M. d'Alet. S'il appelloit cela manquer des aliments nécessaires, il faut qu'il étende bien loin cette prétendue nécessité.

(s) Quelle fausseté ! Ce sont eux qui ont quitté le Tribunal de l'Eglise pour s'adresser à la Justice séculière , & qui ont porté cette cause au Parlement de Grenoble , ils osent dire que c'est M. d'Alet qui s'y est adressé , croyant y pouvoir continuer ses vexations , parce qu'il y a beaucoup d'amis : au lieu que ce sont les amis que M. le Doyen y a trouvés par des considérations humaines & temporelles , qui lui ont fait obtenir l'Arrêt insoutenable qui y a été rendu. C'est d'où est venue la prétendue lumière qui a éclairé ces Juges.

(t) On fait croire par-là à Sa Majesté que cet Arrêt a jugé le fond : au lieu qu'il est que sur un incident , qui n'a pu être valablement jugé qu'en jugeant le fond.

(u) On n'a aucun lieu d'accuser de surprise l'Arrêt du Conseil du 24 Octobre dernier , qui a été donné avec une très-grande connoissance de cause , & par de très-habiles gens , pour empêcher la ruine de la discipline de l'Eglise , qui suivoit nécessairement de cet Arrêt de Grenoble.

(x) Cette extrémité est imaginaire , n'étant pas vrai qu'ils soient privés , comme ils font entendre à Sa Majesté , de tout le revenu de leurs Bénéfices. Car M. le Doyen ne libère tout le revenu de son Doyenné , c'est-à-dire 700 écus au moins ; & il ne perd que la présence , qui vaut environ 100 écus , ce qui est distribué *inter presbiteros* par la Bulle de sécularisation. Mais quand ils perdroient tout , ils n'ont qu'à rentrer dans leur devoir pour jouir de tout.

(y) Cela est bien croyable qu'un Evêque éloigné depuis vingt-cinq ans de 200 lieues de Paris , ait tant de faveur au Conseil du Roi , qu'on ne puisse obtenir justice contre lui , lors même qu'on est appuyé par des gens qui sont plus capables d'empêcher qu'on n'obtienne justice contre ceux qu'ils protègent , que de les laisser opprimer faute de crédit.

VI. CL. le jugera juste & raisonnable. Et ils continueront leurs vœux & prières pour la prospérité & santé de votre Majesté.

C'est le comble de la hardiesse de finir ce placet en s'offrant de *justifier par une infinité de pieces authentiques la vérité de ce qu'ils y ont osé*, c'est leur terme, *exposer à Sa Majesté*. On laisse les autres mensonges qu'on a marqués en peu de paroles, & qu'on est assuré qu'on ne sauroit couvrir en aucune sorte. On s'arrête à celui qu'ils ont cru devoir faire plus d'impression sur Sa Majesté, qui est que M. d'Alet avoit excommunié & emprisonné le Doyen de son Eglise, en haine de ce qu'il avoit signé le Formulaire en conséquence de la Déclaration du Roi. Par quelles *pieces authentiques* justifieront-ils ce fait, non seulement faux, mais impossible, comme il est aisé de le montrer par la seule inspection des dates ? Car ces Messieurs ont été déclarés excommuniés le 9 Novembre 1663. Les absolutions, auxquelles ils se plaignent qu'on n'a pas eu égard, sont du mois de Décembre de la même année, ou de Février & de Mars de la suivante. L'emprisonnement du Doyen est arrivé le 18 Mars 1664. Et la Déclaration du Roi pour la signature du Formulaire n'est que du mois d'Avril suivant, & n'a été publiée dans le Lahguedoc qu'au mois de Juillet, & dans le Diocese d'Alet qu'au mois d'Août.

Voici donc ce qu'on a osé faire accroire à Sa Majesté, pour faire entrer le Jansénisme dans cette affaire, ce qui est un remede souverain pour relever les causes les plus déplorées. On lui dit comme une chose qui se peut prouver par des *pieces authentiques*, que la signature du Formulaire que l'on suppose que ces Messieurs ont faite en conséquence de la Déclaration de Sa Majesté ( ce qui n'auroit pu être au plutôt, quand même leur zele auroit prévenu la publication de cette Déclaration dans la province, qu'environ le mois de Mai de l'an 1664. ) a été cause que M. d'Alet les a excommuniés, a refusé de déférer à des absolutions données en leur faveur, & a fait emprisonner l'un d'eux ; qui sont toutes choses qui étoient arrivées les unes un mois ou deux, les autres quatre, les autres six avant la Déclaration du Roi sur le sujet du Formulaire. N'est-ce pas attribuer à M. d'Alet un merveilleux don de prophétie, de vouloir qu'il ait eu de si vifs ressentiments d'une chose qui n'étoit pas encore arrivée, & qu'il l'ait punie si sévèrement trois ou quatre mois avant qu'elle eût pu se faire ?

Mais celui qui leur a donné ce beau conseil de se faire honneur de la signature du Formulaire, comme étant la cause des persécutions qu'ils avoient souffertes, ne songeoit pas qu'ils avoient eux-mêmes par

avance détruit ce mensonge par deux *pièces bien authentiques*. Car il est VI. Cl. si faux que la signature du Formulaire ait rien contribué à les faire ou N°. I. excommunier, ou emprisonner, que le 20 d'Octobre dernier, c'est-à-dire onze mois & plus depuis l'excommunication, & sept depuis l'emprisonnement, ils firent signifier un Acte à M. d'Alet comme j'ai dit, où bien loin de se plaindre qu'il les eût persécutés, excommuniés, emprisonnés, pour avoir signé le Formulaire, ils se plaignent au contraire qu'ils ne l'ont pas encore signé, & ils le somment de *vouloir faire porter ledit Formulaire en un lieu de liberté, afin qu'ils y puissent faire leur signature suivant la Déclaration de Sa Majesté du mois d'Avril 1664*, laquelle ils firent ensuite devant le Sénéchal de Limoux le 29 du même mois d'Octobre, comme il paroît par l'extrait de leur signature qu'ils ont eux-mêmes remise au procès.

Ce placet n'eût donc été propre qu'à attirer l'indignation de Sa Majesté sur ceux qui le lui présentoient, si elle eût été avertie des faussetés qu'il contenoit. Mais comme il n'y a point de personnes si intelligentes & si éclairées qui ne puissent être trompées par de fausses suppositions, celles de ce placet n'étant contredites par personne, & étant au contraire accompagnées de recommandations très-puissantes, eurent leur effet ; & la bonté du Roi se trouva portée à tirer deux Ecclésiastiques de la *plus insigne oppression qui fut jamais*. Car c'est ainsi qu'il en devoit juger, à ne lire que leur placet, ou leur Requête.

On avoit déjà commencé d'instruire le procès devant M. Pelletier de la Houffaye, qui avoit été nommé par M. le Chancelier dans les formes ordinaires. Mais ce placet rempli de mensonges ayant donné à Sa Majesté une très-fausse idée de cette affaire, elle crut en devoir prendre un<sup>e</sup> soin particulier : de sorte que M. le Chancelier eut ordre de nommer M. Voisin Prévôt des Marchands, auquel le Roi en même temps ordonna de se charger de la Requête du Doyen d'Alet, pour la rapporter au Conseil du Commerce devant Sa Majesté.

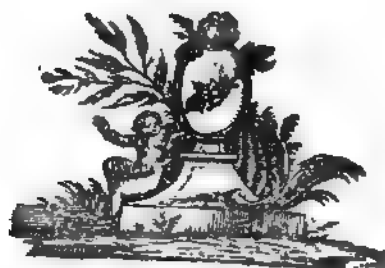
Le Promoteur en eut avis. Il fut trouver M. Voisin, & le supplia de lui donner communication de cette Requête pour y répondre sur le champ, ce qu'il lui refusa en disant qu'il en devoit faire ce jour-là même le rapport au Roi. Le Promoteur lui représenta l'importance de cette affaire : qu'elle regardoit toute l'Eglise : que M. le Doyen vouloit faire préjuger une question sur une Requête sans ouïr parties, où il s'agissoit d'un des plus importants points de la discipline. Il en convint, mais il ajouta qu'il ne pouvoit faire autre chose. Et ainsi sans que le Promoteur ait été oui, le Roi touché par les plaintes de ces

## 28      A V E R T I S S E M E N T

VI. Cl. deux excommuniés, qu'il supposoit véritables, rendit le 13 Mars l'Ar-  
 N°. 1. rêt qui leve les défenses portées par celui du 24 Octobre; ayant cru  
 que cela étoit nécessaire pour les tirer *de la dernière extrémité*, où  
 ils faisoient entendre *qu'ils étoient réduits*: mais ce fut sans toucher  
 au fond de l'affaire, qui demeure toujours indécis; puisqu'il n'a été  
 rien prononcé sur l'instance, qui n'est autre que la cassation de l'Ar-  
 rêt du Parlement de Grenoble, du 21 Août 1664, comme étant ca-  
 pable, s'il n'y est pourvu, de renverser toute la discipline de l'Eglise,  
 ainsi qu'on verra par la seconde partie de cet Avertissement, qui con-  
 tiendra les moyens de Droit.

VINCENT RAGOT PRÊTRE, PROMOTEUR D'ALET.

RONSIN.



# SECONDE PARTIE

## D'AVERTISSEMENT

C O N T E N A N T

ES MOYENS DE DROIT QUE MET ET PRODUIT PAR DE-  
VERS LE ROI ET NOSSEIGNEURS DE SON CONSEIL,

Messire Vincent Ragot, Prêtre, Docteur en Droit Canonique, Pro-  
moteur de l'Eglise & Diocese d'Alet, Défendeur & Demandeur ;

C O N T R E

Messires Jacques Joseph de Maynard de l'Estang, Prêtre, Doyen &  
Chanoine de l'Eglise Cathédrale du dit Alet, & François Rives, aussi  
Prêtre & Chanoine de la même Eglise, Demandeurs & Défendeurs.

— Les moyens de Droit qui font voir la justice de la cause du Pro-VI. CL.  
oteur, se peuvent réduire à cinq questions. N°. I.

La premiere générale, si c'est un sujet légitime, de déclarer un  
ecclésiastique excommunié, d'avoir transporté à des Juges séculiers  
jurisdiction de l'Eglise dans une cause purement ecclésiastique.

La seconde particuliere, si Messieurs de l'Estang & Rives se sont  
à effet rendus coupables de ce transport de la jurisdiction de l'E-  
glise, qui est puni de l'excommunication par les Canons.

La troisieme, si ayant été absous *ad cautelam*, ou par un Grand  
icaire de Toulouse, ou par M. d'Albi, ils ont pu ensuite faire les  
ctions de leurs Ordres.

La quatrieme, si le Chapitre les a dû croire légitimement rétablis,  
communiquer avec eux *in divinis*, sur cette prétendue absolution

VI. CL. de M. d'Albi, sans être plus informés du pouvoir de cet Evêque & N°. I. de la validité de l'absolution.

La cinquieme, s'il y a de véritables griefs dans les Ordonnances de visite de M. l'Evêque d'Alet, & si ces prétendus griefs peuvent excuser la conduite scandaleuse & emportée que M. le Doyen a tenue sur ce sujet.

## I. Q U E S T I O N G É N É R A L E .

La première question est de savoir, si un Ecclésiastique peut, pour une cause purement ecclésiastique, intenter une action, ou traduire d'autres Ecclésiastiques en première instance par devant des Juges Laïques, & s'il y a des peines canoniques, & principalement celle de l'excommunication, décernées contre ceux qui commettent cette faute non seulement par le Concile de Narbonne, mais aussi par d'autres Décrets & Canons de l'Eglise.

Il est constant qu'il a toujours été défendu dans l'Eglise aux Ecclésiastiques, d'intenter des actions pour des causes purement ecclésiastiques contre leurs Confreres, & de les traduire devant les Tribunaux séculiers, & que l'Eglise a imposé des peines canoniques, & même celle de l'excommunication contre ceux qui commettent de telles fautes.

Je pourrais commencer par le second Concile de Rome sous S. Sylvestre, qui parle ainsi au Canon seizieme. *Nemo Clericus, aut Diaconus, aut Presbyter propter causam suam qualibet intret in curia: quod si quis Clericus in curia intraverit anathema suscipiat, nunquam rediens ad matrem Ecclesiam.* Et c'est des Cours séculieres que ce Concile parle, & dans lesquelles il défend aux Ecclésiastiques, sous peine d'anathême, de faire décider leurs causes. Mais il est douteux si ce Concile n'est point supposé, quoiqu'on puisse dire que ce Canon ayant été depuis inséré dans le Droit Canonique, on le peut alléguer comme étant d'ailleurs très-conforme aux autres Canons.

Mais en voici qu'on ne peut soupçonner de fausseté. Le Concile Général de Calcédoine, au Canon neuvieme, rapporté par Gratien en la cause onzieme, question première. *Si quis Clericus adversus Clericum habeat negotium, non deserat proprium Episcopum. Et ad secularia percurrat judicia: sed prius actio ventiletur apud Episcopum proprium, vel certe consilio ejusdem Episcopi apud quos utraque partes voluerint iudicium obtinebunt. Si quis autem præter hac fecerit, canonicis correptionibus subiacet.* Et le même Concile a pourvu au cas

que l'on pourroit alléguer, & aux difficultés qui se pourroient trou- VI. Cl.  
ver si l'Evêque étoit partie en la cause, & que ce fût contre lui N°. L  
que l'on auroit à agir. *Quod si Clericus habet causam adversus Episcopum propriam, vel adversus alterum, apud Synodum Provinciae judicetur. Quod si adversus ejusdem Provinciae Metropolitanum Episcopus aut Clericus habet quarelam, petat Primatem Dioceseos, aut sedem regia urbis Constantinopolitanae, & apud ipsam judicetur.*

Les mêmes Ordonnances & les mêmes Défenses ont été faites en plusieurs autres Conciles, & particulièrement en ceux de France, comme entr'autres dans celui d'Angers de l'an 453, qui semble avoir été tenu en partie pour s'opposer à l'exécution d'un Edit de l'Empereur Valentinien III. publié à Rome l'année précédente 452, par lequel il étoit à craindre qu'on n'eût voulu priver le Tribunal Ecclésiastique de sa Jurisdiction pour les causes qui lui étoient propres, comme étoient celles des Clercs, en y réservant seulement la connoissance des causes qui regardoient la Religion & la Foi.

Et on voit qu'environ le même temps, Léon Archevêque de Bourges, Eustoche Archevêque de Tours, & Victurius Evêque du Mans, écrivant à d'autres Evêques, leur parlent en ces termes sur ce même sujet : *Censuimus ut quicumque prætermissio Sacerdote Ecclesiae suae ad disceptationem venerit secularem, sacris liminibus expulsus à caelesti arceatur altario. Neque ullus post hanc definitionem, quae communi cedit arbitrio quidquam sibi ultra præscriptum vindicare nitatur. Ita fiet ut & qui ante erraverunt congrua emendatione se corrigant, & quisquis sub observatione Clericali caelesti servire probatur officio, exclericum habendum se norit, si prætermissio Sacerdotum judicio secularem adierit potestatem.* Il paroît que ces trois Evêques rendent compte aux Evêques de la Province de Tours, auxquels ils écrivent, d'un Décret nouveau de quelque Concile; & il n'y a pas d'apparence que ce soit de celui d'Angers; parce que Cariathon, qui est l'un de ceux à qui ils écrivent, y avoit assisté. De sorte que ce seroit plutôt de quelque Concile tenu à Bourges, où ces deux Evêques Eustoche & Victurius de la Province de Tours ayant assisté, ils auroient jugé en devoir informer leurs Collegues.

Le Concile d'Arles que le P. Sirmond nomme le second, & qu'il croit avoir été tenu du temps de S. Léon, quoique d'autres le fassent plus ancien, ne parle pas avec moins de force sur ce sujet en son Canon trente-unième. *Si quis Clericorum religionis negotia, vel spirituales causas Ecclesiae ad secularia patrocinia relictâ Synodo trans-*

VI. Cl. *re præsumpserit, excommunicatione omnium ac detestatione dignus beatus I. beatur.*

Le Concile de Vannes en Bretagne de l'an 465. Chap. IX. *Clericis nisi ex permisso Episcoporum suorum secularia judicia adire non liceat. Sed si quis fortasse Episcopi sui iudicium cœperit habere suspectum. . . aliorum Episcoporum audientiam non secularium potestatum debet ambire. Aliter à communione habeatur alienus.*

Le Concile d'Agde de l'année 506. Chap. VIII. que Gratien rapporte en la cause vingt-unieme, Question cinquieme. *Placuit ut Clericus si relicto officio suo propter distractionem ad secularem fortasse confugerit, & is ad quem recurrit solatium ei defensionis impenderit, cum eodem de Ecclesiæ communione pellatur.*

Le Concile d'Auxerre de l'an 578. Chap. XXXV. défend aussi à tous les Ecclésiastiques d'attirer un autre Ecclésiastique devant les Juges séculiers.

Et le Concile de Mâcon de l'an 581. Chap. VIII. y ajoute de grandes peines. *Va nullus Clericus ad iudicem secularem quemcumque alium fratrem de Clericis accusare, aut ad causam dicendam trahere quocumque modo præsumat; sed omne negotium Clericorum aut in Episcopi sui, aut in Presbyterorum vel Archidiaconi præsentia finiatur. Quod si quicumque Clericus hoc implere distulerit, si junior uno minus de quadraginta ictus accipiat, sin certè honoratior triginta dierum Conclusionem mulctetur.*

Le Concile de Vernon tenu l'an 755 sous le Roi Pepin, renouvelle au Chap. XVIII ce Canon du troisieme Concile de Carthage: *Qui relicto Ecclesiastico iudicio publicis judiciis se purgare voluerit, etiamsi pro illo prolata fuerit sententia, locum suum amittat. Hoc in criminali iudicio. In civili verò perdat quod evicit, si locum suum obtinere voluerit. Cui enim ad eligendos iudices undique patet Ecclesiæ auctoritas, ipse se indignum fraterno consortio iudicat, qui de universa Ecclesia malè sentiendo, de iudicio seculari poscit auxilium: cum privatorum Christianorum causas Apostolus ad Ecclesiam deferri, atque illuc terminari præcipiat.*

Bochel, dans son livre intitulé: *Decreta Ecclesiæ Gallicanæ*, rapporte un Synode tenu à Langres en 1004. qui traitant des cas réservés où il y a Censure annexée, met celui-ci. *Omnes qui impediunt Ecclesiasticam Jurisdictionem. . . perturbantes recurrentes ad forum Ecclesiasticum super casibus ad ipsam de jure vel de consuetudine spectantibus & compellunt ipsos ad desistendum, vel in foro seculari litigandum, ipso jure sunt excommunicati.*



Et pour montrer qu'en ces derniers temps même, l'Eglise s'est VI. Cl. toujours conservée dans la possession de cette discipline, on peut N°. I. voir ce qui en a été ordonné par les Conciles du dernier siècle.

Le second Concile de Treves de l'année 1549 Chap. XVI. en parle ainsi : *Districte præcipiendo mandamus, ut nullus ecclesiasticam personam trahere ad iudicium sæculare præsumat. Clericus verò actor alium Clericum trabens ipso facto sententiam excommunicationis incurrat.*

Celui de Rouen de l'an 1581 en parle ainsi. *Cum & canonicis & regis Constitutionibus jurisdictio Ecclesiastica semper sejuncta fuerit à seculari tam in personalibus civilibus, quam in criminalibus causis... monemus Dominos Judices seculares, ut dictis Canonibus pareant, nec falcem in alienam messem mittant. .... Præcipitur verò omnibus Ecclesiasticis, sub pœna excommunicationis, ne coram Judicibus laïcis litigent in casibus ad Judices Ecclesiasticos pertinentibus, sive actores, sive rei sint. Quod si sententiam excommunicationis non veriti fuerint, aliis canonicis pœnis gravissimè puniantur.*

Le Concile de Rheims tenu en l'an 1583 fait aussi défenses aux Ecclésiastiques, sous les peines portées par les Canons, de plaider devant les Juges séculiers en des matieres purement ecclésiastiques.

Le Concile de Tours tenu en 1585 a fait aussi ce Décret. *Sacrorum Conciliorum decretis jurisque communis dispositione cum sit cautum ne Clericus adversus Clericum habens negotium Pontificem suum relinquat, & ad secularem Judicem trahat, omnibus Ecclesiasticis cunctisque sint dignitatis, status, qualitatis, aut conditionis ne Clericos saltem in sacris Ordinibus constitutos in actionibus quarum cognitio & iudicium fori est Ecclesiastici, relicto proprio Episcopo, ad Judices seculares trahat, sub pœna anathematis prohibemus, cui eos ipso jure & facto subjacere declaramus, aliis à jure statutis nihilominus puniendos.*

Enfin le Concile de Narbonne de l'an 1609, qui oblige encore d'une maniere plus particuliere tous les Ecclésiastiques de cette Province, a renouvelé tous ces Canons anciens & nouveaux, lorsqu'il ordonne dans son quarante-deuxieme chapitre, que les Ecclésiastiques qui intenteront un procès à leurs confreres, en des matieres ecclésiastiques, seront excommuniés ipso facto. (a) *Les gens d'Eglise, dit ce Chapitre, ne comparoîtront devant aucun Juge séculier pour plaider leurs causes, si elles sont personnelles ou des affaires ecclésiastiques, la Jurisdiction desquelles appartient au Juge spirituel, si ce n'est pour demander leur renvoi par devant leur Supérieur : que si on le leur refuse appelleront à leur Juge compétent, n'obéissant au commandement de ce Juge séculier à pei-*

(a) Ce Concile est imprimé en latin & en françois.

VI. Cl ne d'excommunication, laquelle encourent de fait les Auteurs ecclésiastiques ou laïques. Ce qui a été renouvelé dans les Ordonnances Synodales du Diocèse d'Alet n°. 32 en ces termes. *Conformément au Décret du dernier Concile de cette Province, touchant la Jurisdiction Ecclésiastique, nous défendons à toutes personnes, tant ecclésiastiques, que laïques, de recourir aux Juges séculiers pour les causes purement ecclésiastiques, sur peine d'excommunication qu'ils encourent par le seul fait.*

Et ainsi il est indubitable que si Messieurs le Doyen & Rives ont en recours aux Juges séculiers pour une cause purement ecclésiastique, on a dû, selon les loix de l'Eglise, les déclarer excommuniés, & qu'ils ne peuvent s'en défendre qu'en niant le fait, ce qui fait la seconde question, sur laquelle il fera fort facile de les convaincre.

## II. QUESTION PARTICULIERE.

La seconde question est de savoir, si les Sieurs de l'Estang & Rives ont en effet transporté la Jurisdiction Ecclésiastique à des Juges séculiers, & sont tombés par ce moyen dans les Censures de l'Eglise.

Il n'y a rien de si clair, comme on a déjà vu dans la première partie de cet Avertissement. Mais pour ôter les nuages que ces Messieurs tâchent de répandre sur cette affaire, afin de couvrir leur crime & l'attentat qu'ils ont commis contre l'Eglise, il ne faut que la représenter encore en peu de paroles, & dans une hypothèse détachée de leurs personnes.

Un Evêque dont le Chapitre n'a aucune exemption ni privilège, fait des Ordonnances pour le règlement de ce Chapitre, qui y sont requies d'abord. Mais environ deux mois après, une autre affaire ayant aigri le Doyen contre l'Evêque, il se résout d'appeller de ces Ordonnances, & de neuf Capitulants que comprend ce Chapitre n'en ayant pu gagner que deux sur une fausse délibération, il fait signifier à l'Evêque un appel de ses Ordonnances au nom de tout le Chapitre.

Cette hardiesse étonne les autres qui n'étoient point de cet avis. Ils réclament contre cette fausse délibération : ils désavouent cet appel fait en leur nom. Et néanmoins pour le bien de la paix, ils veulent bien que l'on consulte ces Ordonnances, & qu'on prie l'Evêque de les réformer, si l'on y trouve quelque chose de contraire aux droits légitimes du Chapitre.

Voilà donc deux avis dans ce Chapitre : de neuf Capitulants, trois veulent appeller des Ordonnances, & les six autres veulent seulement qu'on les fasse consulter; mais ils n'empêchent pas que les trois autres

n'en appellent si bon leur semble , pourvu que ce soit en leur parti- VI. Cl. culier , & non pas au nom de tout le Corps. Et c'est ce que le Chef N°. I. des trois autres ne peut souffrir. Il ne se contente pas qu'on le laisse appeller , s'il lui plaît , de ces Ordonnances, en son nom & de ses deux adhérents : il veut à toute force en appeller au nom du Chapitre , & pour cela chasser les six qui ne sont pas de son avis , afin de faire eux trois tout le Chapitre.

Ce dessein seul n'est-il pas aussi injuste qu'extravagant ; & peut-il tomber que dans un esprit emporté & ennemi de toute justice ? Mais les moyens qu'on emploie pour l'exécuter sont encore plus étranges. On ne trouve rien à reprendre dans ces six Chanoines ; leurs mœurs sont irréprochables , & leur vie sans tache ; comment dont les chasser & leur ôter le droit qu'ils ont d'opiner des affaires ecclésiastiques qui se proposent dans le Chapitre ? L'un d'eux , dit-on , demeure à l'Evêché , & un autre au Séminaire , il faudra dire qu'ils nous sont suspects comme étant à l'Evêque. Cette prétention est ridicule , sur-tout ne s'agissant point d'une cause personnelle de l'Evêque , mais des Ordonnances qu'il a faites pour le bien de son Eglise : n'y ayant pas seulement la moindre raison de s'imaginer , que parce qu'un Chanoine demeure dans la Maison Episcopale , qui devrait être la demeure de tous les Chanoines , il n'ait plus de droit de dire son avis sur des Ordonnances que l'Evêque propose ; d'y remarquer les difficultés s'il y en trouve , ou de les embrasser avec respect s'il n'y en trouve point.

Il n'y eut donc jamais rien de si absurde que cette pensée : outre que celui qui la propose n'en doit pas être cru s'il n'allegue des Loix & des Canons qui l'autorisent.

Mais toute impertinente que fût cette proposition , on n'avoit pas encore tout ce qu'on vouloit par-là. Car quand ces deux Chanoines auroient été exclus , il en restoit quatre qui auroient fait encore la plus grande partie du Chapitre. Comment donc les exclure ? Il faut dire que les deux qui demeurent à l'Evêché ou au Séminaire nous étant suspects , & les quatre autres étant de même avis que ces deux-là , ne voulant pas non plus qu'eux appeller des Ordonnances , mais seulement les faire consulter , ils doivent être chassés aussi-bien qu'eux en qualité de leurs adhérents.

Voilà une extravagance toute nouvelle , & dont les plus grands chicaneurs ne s'étoient jamais avisés jusques ici : car qui a jamais oui dire que six Juges s'étant trouvés du même avis , s'il se découvre que l'un d'eux est parent de ma partie , j'aie droit de demander que non seulement celui-là ne soit plus Juge , mais que les cinq au-

VI. CL. tres ne le soient plus aussi comme adhérents de celui-là ? Cela est si hors de raison, que celui qui se servoit d'un prétexte si ridicule auroit parlé plus sincèrement, s'il avoit soutenu que ces quatre Chanoines méritoient d'être exclus du Chapitre en tout ce qui regardoit ces Ordonnances, parce qu'ils n'avoient pas adhéré aux trois qui en avoient appelé, & qu'ils vouloient seulement qu'on les consultât ; c'est-à-dire : je veux que ceux qui sont de mon avis soient seuls du Chapitre, & que les autres, quoiqu'en plus grand nombre, n'en soient pas.

Il faut donc n'avoir eu ni honneur ni conscience, pour entreprendre une cause si injuste ; mais il faut avoir eu l'esprit obscurci par d'étranges ténèbres, pour ne pas voir qu'on s'engageoit dans les Censures de l'Eglise, en la portant à des Juges séculiers : car y eut-il jamais une cause plus ecclésiastique que celle-là, & qui appartint davantage à la Jurisdiction de l'Eglise ?

Il s'agit du droit d'opiner dans des matières ecclésiastiques ; ce qui est tellement ecclésiastique, que cela est même attaché aux Chanoines qui sont dans les Ordres sacrés privativement aux autres. La cause est donc entre personnes ecclésiastiques sans aucune difficulté. Il n'y a aussi rien de séculier mêlé en cela. Il ne s'agit point de possessions & d'héritages. Il n'est question que de savoir, si on ravira à des Chanoines le droit qu'ils ont par l'Eglise & non par les Princes, de considérer devant Dieu les Ordonnances de leur Evêque, & de ne s'y pas opposer lorsqu'ils les trouvent justes & saintes.

Un Prêtre est assez injuste pour les vouloir contraindre à s'y opposer : car c'est sa prétention, puisqu'il veut qu'ils souffrent qu'il s'y oppose au nom du Corps dont ils font la plus grande partie. Et parce qu'ils ne consentent pas à une si grande injustice, il s'adresse à des Juges séculiers pour les y forcer, & par une flatterie criminelle, il ose dire qu'il n'y a que des Juges séculiers qui soient *compétents* pour cela. Si ce n'est pas là violer les Canons qui défendent de transporter aux séculiers la Jurisdiction de l'Eglise, quand est-ce qu'on les violera ? Sur-tout quand on a été jusqu'à cet excès que de faire un crime à des Prêtres devant ces mêmes Juges séculiers, de ce qu'ils n'ont pas trahi aussi-tôt les intérêts de leur caractère en se soumettant à ce joug, & qu'on a demandé contre eux pour ce sujet *un Décret d'ajournement personnel*.

Mais c'est, dit-on, au Parlement de Toulouse qu'il s'est adressé ; & ce sont les Juges Souverains de la Province.

Cette excuse aggrave son crime devant Dieu, & ne le diminue

point devant les hommes : car il ne s'est adressé au Parlement de VI. CL. Toulouse , que parce qu'il a cru qu'il n'y avoit que ce Tribunal en N°. I. France , qui , par le support qu'il y a à cause de ses parents , pût appuyer une si injuste prétention que la sienne : & c'est ce qui le rend plus criminel , mais qui n'empêche pas qu'il n'ait violé les Canons en s'y adressant.

Car on demeure d'accord , que le Parlement de Toulouse a dans sa Province la Jurisdiction souveraine du Roi : mais on ne peut pas dire pour cela qu'on s'y puisse adresser en premiere instance dans une cause pareille à celle que le Doyen y a portée ; étant certain & constant non seulement par le Droit Canonique , mais aussi par la Jurisprudence observée en France selon les Ordonnances , que les Parlements mêmes ne peuvent connoître en premiere instance que des matieres possessoires , & des autres , par les voies d'appel comme d'abus ; & que c'est en ces deux cas seulement qu'il est permis d'aller aux Tribunaux séculiers pour les causes ecclésiastiques , sans qu'il soit permis d'étendre le prétexte du possessoire au-delà de ce qui est porté par les Ordonnances ; ce qui est défendu par l'Edit de 1610 , en ces termes : *Enjoignons à nos Cours de Parlement de laisser à la Jurisdiction ecclésiastique les causes qui sont de leur connoissance , même celles qui concernent les Sacrements , & autres causes spirituelles & purement ecclésiastiques , sans les attirer à eux sous prétexte de possessoire , ou pour quelque autre occasion que ce soit.* Ce qui est encore rejeté dans une Ordonnance du feu Roi de l'an 1629 , confirmative de cet Edit de 1610 , & dans une autre de 1657. Or en la cause dont il s'agit , qui étoit certainement entre Ecclésiastiques , & sur un sujet purement ecclésiastique , il n'y avoit nul possessoire à juger , ni nul appel comme d'abus interjeté ; & le mot de *possessoire* dont ces Messieurs se sont servis dans leur Requête au Roi , pour pallier leur entreprise criminelle , est une pure illusion condamnée par les Edits , qui défendent de se servir de ce faux prétexte , hors les cas portés par les Ordonnances , pour entreprendre directement ou indirectement sur la Jurisdiction de l'Eglise. Et par conséquent cette couverture étant ridicule , & étant clair qu'ils ont eu recours en premiere instance aux Juges Séculiers pour une cause purement ecclésiastique , tant en la matiere qu'au regard des personnes , on ne peut nier qu'ils n'aient encouru l'excommunication portée par le Concile de Narbonne & par tant d'autres Canons.

VI. CL.  
N°. I.

### III. Q U E S T I O N .

La troisieme question est de sçavoir , si les Sieurs de l'Estant & Rives ont pu se rétablir dans les fonctions de leurs Ordres , sur l'absolution *ad cautelam* qu'ils avoient reçue à Toulouse , ou sur celle que M. l'Evêque d'Albi leur avoit accordée.

Pour bien décider cette question , il faut établir deux choses. La premiere , les effets de l'excommunication majeure. Et la seconde , la fin des absolutions données *ad cautelam*.

Les effets de l'excommunication sont marqués par le Canon neuvieme du Concile de Vernon de l'an 755 , sous le Roi Pepin. *Si quis cum excommunicato communicaverit scienter , sciat se excommunicatum esse. Et ut sciatis qualis sit modus istius excommunicationis , in Ecclesiam non debet intrare , nec cum ullo Christiano cibum vel potum sumere , nec ejus munera quisquam accipere debet , vel osculum porrigere , nec in oratione se jungere , nec salutare , antequam ab Episcopo suo fuerit reconciliatus.*

Et c'est ce que les Canonistes ont renfermé dans ce vers.

*Os , orare , vale , communicatio , mensa negatur.*

Ce qui fait voir que l'excommunié dénoncé doit être privé de toutes sortes de graces & de communion avec les fideles , soit dans la priere publique ou particuliere , soit à l'Eglise aux Offices divins , soit à la participation des Sacrements , soit dans la conversation , soit dans le commerce.

Il doit être privé de toute grace , selon ces paroles du Fils de Dieu dans l'Evangile : *Sit tibi sicut Ethnicus & Publicanus*. C'est pourquoi le Concile de Constance défend de favoriser en rien les excommuniés. Il doit être privé de toute conversation & communication , par les mêmes paroles , & par celles de S. Paul : *Cum hujusmodi nec cibum sumere* , & de S. Jean , *nec adei dixeritis*. Et il ne faut que lire les Canons rapportés par Gratien dans la Cause onzieme , question troisieme , pour être convaincu de cette vérité ; & c'est aussi ce qui est porté dans le cinquieme Livre des Capitulaires de Charlemagne : *Cum excommunicatis non licet communicare*. Et dans le sixieme Livre : *Si quis à communione Sacerdotali fuerit auctoritate suspensus , hunc non solum à Clericorum , sed etiam à totius populi colloquio placuit excludi*. Et c'est pour cela que trois choses ont été ordonnées par l'Eglise. La premie-

publier les noms des excommuniés. La seconde, d'en tenir re-VI. CL.

comme il est porté en plusieurs Ordonnances de France. La N°. I.

ne, de les afficher même aux portes des Eglises, selon les pa-

lu Canon *Cura sit omnibus*, Cause onzieme, question troisieme.

ensuit de-là, que l'Eglise desirant par toutes sortes de privations

er les personnes excommuniées, elle ne leur a voulu faire au-

race, non pas même celle de leur permettre d'agir en jugement,

1 premiere instance, soit en cause d'appel, comme Innocent III

de expressement dans ses Lettres nouvellement imprimées, Livre

eme, Lettre quatre-vingt-quatorzieme. *Personam standi in judicio*

*libent ii qui sunt excommunicationis vinculo adstricti.* Et dans le

re *Per tuas*, de sentent. *Excom. Excommunicatus vocem non ha-*

*bellandi, ut pote ab Ecclesia separatus.*

endant comme les excommuniés pouvoient l'avoir été injuste-

& qu'il paroïssoit dur que dans ce doute on les privât généra-

de toute grace, on a introduit deux sortes d'absolutions pour

er cette rigueur: l'une qu'on a appelée *ad effectum*, & l'autre

*cautelam.*

premiere est celle qui donne moyen de recevoir quelque grace

ue dans un rescrit: car un excommunié de lui-même en

incapable, & tout rescrit obtenu en sa faveur étant nul; com-

la eût causé beaucoup de désordres & de procès, dans les

où les excommunications étoient plus communes qu'elles ne

aujourd'hui, on a établi l'usage de mettre dans tous les rescrits

olution de l'excommunication & des autres Censures, *ad ef-*

, c'est-à-dire, pour rendre capable de la grace accordée par

Siege.

olution *ad cautelam* est de même nature, quoique pour un

effet, savoir pour donner moyen à un appellant d'une Sentence

mmunication de comparoitre en Justice, & de poursuivre les

, ou généralement de donner pouvoir à un excommunié de faire

l'autre acte judiciaire, dont l'excommunication d'elle-même l'au-

endu incapable.

ret, dans son Traité de l'Abus livre 7. chapitre 2. n°. 39. & 40.

loit que c'est-là l'origine des absolutions *ad cautelam*. Car il

premièrement la maxime du Droit Canonique, que les excom-

niés n'ont point de pouvoir d'agir en Justice. Par la disposition,

il, du Droit Canon, l'excommunié par l'Eglise n'étoit plus capa-

d'agir; *Personam in judicio standi legitimum non habebat*: l'ex-

VI. CL. „ ception d'excommunication *repellebat actorem ab agendo : sive in*  
 N°. I. „ *prima instantia , sive in causa appellationis*”.

„ Et il dit ensuite , que c'est ce qui a fait introduire les absolutions  
 „ *ad cautelam*. Cette exception, dit-il, & fin de non recevoir pour  
 „ empêcher les excommuniés d'agir , quoiqu'ils fussent appellants  
 „ des Sentences d'excommunication , donnerent lieu aux absolutions  
 „ *ad cautelam* , introduites , *ut litigantes legitimam personam haberent*  
 „ *standi in judicio , ut testabiles vel testes esse possent , denique ut lis cum*  
*eis legitimo Marte decurrere possit C. 36 , de testibus l. properandum §.*  
*illo dubio de judiciis*. Et il ajoute plus bas , que pour être absous *Ad*  
*CAUTELAM , AUT AD EFFECTUM AGENDI* , on a recours aux Juges  
 & Magistrats civils , marquant ainsi que l'absolution *ad cautelam* , est  
 la même chose que l'absolution *ad effectum agendi* : c'est-à-dire qu'elle  
 est donnée pour pouvoir agir en Justice , & qu'ainsi elle est de mé-  
 me nature que celle des rescrits qu'on appelle *ad effectum* , qui cer-  
 tainement ne rétablit point dans les fonctions des Ordres , mais est  
 seulement pour l'effet des grâces qu'elle rend capable de recevoir.  
 Ainsi dans le chapitre , *Veniens de testibus* , le Pape Innocent III veut  
 qu'on absolve *ad cautelam* des Chanoines qui étoient excommuniés ,  
 afin qu'ils pussent témoigner de ce qui s'étoit passé dans le Chapitre.  
*Quia verò qua in Capitulo aguntur non facile possunt nisi per Canonicos*  
*ipsos probari ; volumus ut ad cautelam absolvatis eosdem , ut vocati ad*  
*testimonium liberè valeant pro utraque parte testari*.

On peut voir la même chose dans le Canon *per tuas. de Sent.*  
*Excom.* pourvu qu'on l'entende bien , & qu'on ne confonde pas l'ab-  
 solution simple qu'on donnoit en satisfaisant ou en donnant caution  
 de satisfaire , avec l'absolution *ad cautelam* , qui sont deux choses fort  
 différentes. Car il paroît par ce Canon , que quand celui qui a été ex-  
 communié prétend que l'excommunication est nulle ; ou pour avoir  
 été décernée après un appel légitime , ou pour contenir une erreur  
 intolérable , comme s'il avoit été excommunié pour une bonne action ,  
 on le doit admettre à la preuve ; la règle de ne pas écouter un ex-  
 communié n'ayant pas de lieu en ce cas-là. *Quamquam* , ajoute le Pa-  
 pe , *Apostolica Sedes , etiam tales consueverit absolvere ad cautelam*.

Ce qui fait voir que l'absolution *ad cautelam* , que l'on accordoit à  
 Rome même à ces personnes qui sembloient n'en avoir pas besoin ,  
 ne les mettoit qu'au même état qu'ils étoient ailleurs avant que d'avoir  
 prouvé la nullité de l'excommunication , qui est , comme dit le Pape ,  
 que hors les actes qu'ils avoient à faire pour cette preuve , ils devoient  
 être évités dans tout le reste. *In quibus casibus* , dit-il , *ad probationem*  
*eorum*



*orum etiamsi absolutionem non petat, debet admitti : sed donec de ipsis VI. CL.*  
*confiterit in aliis evitari debet.* N°. I

Quant à ce que le Pape ajoute, què dans les autres cas, celui qui *implore point la grace de l'absolution ne doit point être oui, pour ne pas donner lieu de mépriser le jugement de l'Eglise, & de devenir lui coupable par ce mépris*, cela se doit entendre de l'absolution simple, lorsque l'excommunication ne faisoit qu'une partie du procès; comme quand un homme avoit été excommunié pour n'avoir pas comparu devant son Evêque, ou pour n'avoir pas satisfait à quelque obligation, on ne souffroit pas alors que celui qui avoit été excommunié se justifiât dans l'affaire principale, dont l'excommunication étoit une annexe, qu'il n'eût auparavant demandé humblement d'être absous en satisfaisant à sa faute, ou au moins en donnant caution s'il y satisferoit en la manière que le Métropolitain l'ordonneroit. C'est le cas sur lequel le Pape avoit été consulté par l'Archevêque de Sens, à qui un Archiprêtre excommunié par l'Evêque d'Auxerre s'étoit présenté, & avoit donné une suffisante caution d'obéir à ce qui lui seroit ordonné. Mais l'Archevêque l'ayant renvoyé à son Evêque, & l'ayant souvent prié d'absoudre cet Archiprêtre, l'Evêque refusant, il l'avoit absous, à quoi l'Evêque ne vouloit pas déférer. Or en cas-là on absolvait simplement, si ce n'est que celui qui avoit été excommunié ne soutint qu'il l'avoit fait *pro manifesta offensa*, auquel cas on lui donnoit huit jours pour le prouver, & s'il le justifioit, l'excommunié ne devoit être absous ni *ad cautelam* ni autrement, qu'il n'eût actuellement satisfait, comme il est porté par le chapitre *Solet de Sent. Excom. in Sexto*. Ce qui a trompé quelques Canonistes, est qu'ils ont entendu de l'absolution *ad cautelam*, des Décrets de Papes qui n'en parlent point, & qui portent seulement que l'excommunication décernée après un appel légitime étant manifestement nulle, on peut n'y point déférer. C'est ce qui paroît par le Chapitre *Ad presentiam de appellationibus*, lequel le Pape défend d'inquiéter un Prêtre qui avoit célébré une excommunication qu'on n'avoit décernée contre lui qu'après l'appel qu'il avoit interjeté au S. Siege. *Ideoque mandamus, quatenus prædictum Presbyterum pro eo quod post excommunicationem contra appellacionem factam divina cantavit, nullatenus inquietes, sed ad statum reducas omnia, in quo erat tempore appellacionis emissæ.* Le Pape dit dans ce même Chapitre, que deux Cardinaux à qui il étoit commis cette cause, avoient absous ce Prêtre de fait; quoiqu'il n'eût pas été excommunié de droit. *Licet R. Presbyter non esset excommunicatus de jure, de facto tamen fecerunt eum absolvi*; ce qui ne s'écrit sur la Discipline. Tome XXXVI. L

VI. Cr. s'entend point d'une absolution *ad cautelam* de la nature de celles qui  
 N°. I. ont été introduites depuis, & qui apparemment n'étoient pas encore en usage du temps d'Alexandre III, de qui est cette Décretale ; mais d'une absolution simple donnée par surabondance, & pour confirmer davantage ce Prêtre dans la nullité de son excommunication, laquelle seule ce Pape avoit considérée pour le déclarer innocent de ce qu'il avoit célébré, puisqu'il est visible qu'il l'avoit fait avant que d'être absous sur le témoignage que sa conscience lui rendoit, que son excommunication étoit manifestement nulle.

On doit dire la même chose du Chapitre *Dilectis filiis*, au même titre *de appellationibus*, par lequel les Chanoines de Sens sont déclarés innocents du crime qu'on leur imputoit, d'avoir communiqué avec leur Doyen, qui avoit été dénoncé excommunié par l'Archevêque. Mais il n'est point dit qu'il eût été absous *ad cautelam*, & que ce fût ce qui avoit donné droit à ces Chanoines de communiquer avec lui. Ce n'est point sur cela que le Pape fonde l'innocence de ces Chanoines, mais sur ce que le Doyen n'avoit été dénoncé excommunié par l'Archevêque qu'après l'appel qu'il avoit interjeté au S. Siege, auquel l'Official de Sens avoit reconnu qu'on devoit s'en déférer. *Licet Archiepiscopus post appellationem prædictam, de qua sibi per Officialis litteras innotuerat, Decanum denunciaverit evitandum : Senonenses tamen Canonicos ( qui saniori ducti consilio communicaverunt eidem, ut appellationi ad nos interpositæ magis quam denunciacioni ab Episcopo factæ deferrent ) inculpabiles judicamus.*

Le Chapitre *Ad reprimendam, de officio Judicis ordinarii*, ne parle point aussi de l'absolution *ad cautelam*, mais de l'absolution simple, que le Pape dit pouvoir être accordée par l'Archevêque à celui qui avoit été justement excommunié, mais en l'obligeant par serment de satisfaire à son Evêque sur les choses pour lesquelles il avoit été excommunié, & en le faisant retomber dans l'excommunication s'il y manquoit. Car il faut remarquer que les excommunications étoient alors beaucoup plus communes qu'elles ne sont aujourd'hui ; & comme il a été dit, elles ne faisoient souvent qu'une annexe de la cause principale. D'où il arrivoit qu'encore même que les excommunications fussent justes, celui qui avoit été excommunié devoit être absous, non pas seulement *ad cautelam*, mais simplement, avant que l'on jugeât le fond de l'affaire. Mais il falloit aussi qu'il se mit en état de recevoir l'absolution en la demandant humblement, & s'obligeant au moins par serment à satisfaire à ce qui lui seroit ordonné. De sorte

ne ce n'étoit pas tant une grâce qu'une nécessité de se faire absou- VI. CL.  
re, comme il paroît en ce qu'on n'y obligeoit pas absolument ce- N°. I.  
ui qui demandoit à prouver que l'excommunication étoit tout-à-fait  
nulle, mais seulement celui qui disoit qu'elle étoit injuste.

C'est ce qu'enseigne Innocent III. dans ses Lettres nouvellement  
imprimées livre I. Lettre 137. à l'Archevêque de Rouen. *Cum quis  
conqueritur se, post appellationem ad nos legitimè interpositam, excom-  
municatione fuisse notatum, semper utriuslibet partis probationes sunt  
admittendæ, antequam ad decernendum super hoc aliquid procedatur :  
per quas denique apparebit, an absolutione indigeat conquerens, vel de-  
cunciandus sit potius non ligatus. In reliquo verò casu, cum videlicet  
excommunicatum quis se asseverat injustè, vix unquam ejus est antequam  
absolutus fuerit, probatio admittenda : nisi tunc tantum, cum asserit in  
excommunicationis sententia intolerabilem errorem fuisse patenter expres-  
sum, ad quod probandum admittitur antequam absolutionis gratiam  
consequatur. Verùm si proponat, se simpliciter excommunicatum injustè,  
et Episcopus ad probandum quod justè ipsum excommunicaverit suas  
ostulet probationes admitti, non est ante absolutionem illius aliquate-  
nus audiendus, cum etsi pro certo constaret in illum rationabiliter ex-  
communicationis sententiam promulgatam, nihilominus ei esset absolu-  
tio secundum formam Ecclesiæ impendenda HUMILITER POSTULANTI.*

On peut objecter avec plus de couleur le Chapitre *Venerabiles*, de  
l'ent. *Excommunicat.* où le Pape dit qu'il relâche *ad cautelam*, une  
sentence de suspension décernée par l'Archevêque de Tours contre  
l'Evêque du Mans : *Ipso Episcopo in præsentia Procuratoris Archiepis-  
ci Turonensis præstante corporaliter juramentum quod parebit mandatis  
sive idem Archiepiscopus sibi propter hoc fecerit, si constiterit ipsum in  
pro quo fuit lata prædicta sententia culpabilem extitisse.* Mais il y a  
rien de la différence entre la suspension & l'excommunication, &  
l'une se relâche plus facilement que l'autre : & néanmoins cet Evê-  
que n'obtint cette grâce qu'étant présent, après avoir été oui en  
présence du Procureur de sa partie, & ensuite du serment qu'il fit  
qu'il satisferoit à tout ce que l'Archevêque ordonneroit, s'il se trou-  
voit qu'il eût tort en ce qui avoit donné lieu à cette Sentence.

Mais rien ne fait mieux voir que ces absolutions *ad cautelam*, ne  
loient point rétablir dans les fonctions des saints Ordres, que la ma-  
nière dont elles ont été données en France, qui montre évidemment  
qu'on ne les considéroit que pour un effet civil. Car avant l'Edit de  
Melun du Roi Charles IX. ces absolutions *ad cautelam* se donnoient  
par les Juges séculiers, & s'inséroient comme une clause de forme

VI. CL. & de style dans les reliefs d'appel des Cours Souveraines. Or qui N°. I. peut croire que si l'effet de ces absolutions eût été de rendre à un Prêtre le droit d'offrir le Sacrifice qui lui avoit été ôté par l'Eglise, des laïques eussent osé l'entreprendre? Que si aujourd'hui ce ne sont pas les Juges eux-mêmes qui les donnent, au moins c'est par leur ordre qu'elles se donnent, & par des personnes qui n'ont d'ordinaire nulle autorité; de sorte qu'ils ont en effet aussi peu de droit que des laïques de rétablir dans des fonctions spirituelles & sacrées, ceux à qui leur Evêque les a interdites par l'autorité de Jesus Christ, dont il est revêtu. Et ainsi on ne pourroit regarder cet usage que comme un horrible abus, & une profanation visible du droit divin, si on ne restreignoit ces sortes d'absolutions dans leurs véritables bornes, en ne leur donnant pour effet que celui pour lequel elles ont été introduites, par l'aveu de ceux mêmes qui ont écrit le plus à l'avantage des Parlements, comme Feuret dans son Traité de l'Abus; c'est-à-dire, pour donner droit aux excommuniés qui prétendoient l'avoir été injustement, de poursuivre leur appel, & de se défendre en Justice: *Ut litigantes legitimam personam haberent standi in judicio*: ou comme ce même Auteur dit en un seul mot, *ad effectum agendi*.

Les Sieurs de l'Estang & Rives, dans leur Avertissement, dont le Promoteur n'a eu communication que depuis deux jours, n'opposent à tout cela que ce raisonnement, qu'ils disent être invincible. L'absolution *ad cautelam* opere quelque chose. Or on n'a pas besoin en France d'absolution pour agir en Justice. Donc il faut que cette absolution ait un autre effet, qui est le rétablissement dans les fonctions. Et pour prouver qu'on n'a pas besoin en France d'absolution pour agir en Justice, ils avouent que par le Droit Canonique un excommunié n'a pas ce droit, & que cela est établi par beaucoup de Décrets de Papes. *Mais comme nous ne déférons point si facilement en France*, ajoute-t-il, *à ces prétentions ambitieuses des Auteurs du Décret, & que leurs Constitutions n'y sont reçues qu'autant qu'elles n'entreprennent point sur nos libertés*, ET SUR LA JURISDICTION SÉCULIÈRE, celle-ci n'a jamais trouvé de sectateurs parmi nous, & nos Magistrats n'ont jamais souffert que par l'autorité des Canons, les Juges de l'Eglise s'attribuassent LEURS JUSTICIABLES, & leur interdisent, sous ce prétexte, l'entrée DE LEURS TRIBUNAUX, où les matieres qui s'y traitent n'ont rien de commun avec ces Censures Ecclésiastiques. Sur quoi ils citent le Feron, Tiraqueau, Chopin & autres Jurisconsultes allégués par Feuret dans son Traité de l'Abus, Livre VII. chapitre 2 n. 39.

Mais tout cela se résout sans peine par la distinction des deux Tri

bunaux Ecclésiastiques & Séculiers, qui ont leurs Loix & leurs Coutu- VI. Cl.  
 mes différentes. Car tout ce qu'ils alleguent, qu'un excommunié ne N°. I.  
 perd point le droit d'agir en Justice, n'est vrai qu'au regard des Tri-  
 bunaux Séculiers; & ce n'est qu'en cela qu'on n'a pas reçu les Dé-  
 crétales qui obligeoient les Juges Laïques d'avoir égard à cette excep-  
 tion : *Repellendo excommunicatos ab agendo, patrocinando & testifican-*  
*do in suis judiciis & curiis.* Voilà ce qui n'a pas été reçu en Fran-  
 ce; parce que les Juges Ecclésiastiques qui multiplioient, il y a trois  
 ou quatre cents ans, les excommunications à l'infini, se servoient de  
 ce prétexte pour s'attribuer une infinité de causes toutes temporelles;  
 voulant par exemple, que lorsqu'un homme refusoit de répondre à  
 son créancier qui le pressoit de payer, en disant qu'il étoit excom-  
 munié, cette cause leur fût renvoyée, & par-là ils se rendoient Ju-  
 ges de l'affaire dont l'excommunication étoit un accessoire. Mais ce-  
 la ne fait rien pour le Tribunal Ecclésiastique, comme les Auteurs  
 mêmes que ces Messieurs alleguent le font voir manifestement. Car  
 ils ont tout pris de Feuret, qui parle ainsi au lieu allégué.

„ Par la disposition du Droit Canon, l'excommunié par l'Eglise n'é-  
 „ toit plus capable d'agir : *Personam in judicio standi legitiman non*  
 „ *habebat* : l'excommunication repellebat *actorem ab agendo, sive in*  
 „ *prima instantia, sive in causa appellationis*; ce qui avoit lieu non so-  
 „ lum in foro Ecclesiastico, sed etiam in *Curiis secularibus*, comme le  
 „ remarque Barthole sur la Loi *Placet, C. de Sacros Ecclesias.* même  
 „ que le Pape Alexandre IV, in *cap. decernimus de senten. excom.* veut  
 „ que le Juge d'Eglise puisse obliger le Magistrat Séculier d'avoir  
 „ égard à cette exception, *repellendo excommunicatos ab agendo, pa-*  
 „ *trocinando & testificando in suis judiciis & curiis.* Le Feron sur la  
 „ coutume de Bourdeaux tit. de *retractu* §. 7. traite cette question.  
 „ Tiraqueau aussi. *De retractu gentil. gloss. 9. §. n. 276. An is qui*  
 „ *Decreto Pontificis Censuris Ecclesiasticis confixus est exceptione excom-*  
 „ *municationis ab agendo repelli possit.* Et l'un & l'autre sont d'accord  
 „ *moribus Galliarum & de generali consuetudine Franciæ, hujusmodi*  
 „ *excommunicationis exceptionem in foris secularibus non admitti.* Ce  
 „ qui est approuvé par la glose dudit Chapitre *Decernimus*, qui est  
 „ presque en mêmes termes, *banc exceptionem excommunicationis non*  
 „ *observari amplius in foro seculari.* Et tel est le sentiment com-  
 „ mun des Interpretes. Boer *quest. 43. Faber §. ult. instit. de excep.*  
 „ Joannes Impertus *Inst. Forens. lib. 1. c. 25. Chopinus, de moribus*  
 „ *And. parte 2. quest. 1.* ”

Toutes ces autorités font voir que tout le changement qui est ar-

VL CL. N°. I. rivé touchant le droit que l'excommunié peut avoir ou n'avoir pas d'agir en Justice, est qu'au lieu qu'autrefois, par la reconnoissance de Barthole, il en étoit privé non seulement dans le for Ecclésiastique, mais même dans les Cours Séculières, il s'est depuis introduit un autre usage en France, qui est, qu'il n'en est plus privé qu'au regard de la Justice de l'Eglise, & non au regard de la Justice Séculière, comme ils marquent en termes exprès en disant, *que cette exception n'est plus reçue in foris secularibus*. D'où il s'ensuit d'une part, qu'elle y étoit autrefois reçue, & de l'autre qu'elle est encore reçue *in foro Ecclesiastico*, selon cette maxime, *exceptio firmat regulam*.

C'est donc abuser grossièrement de toutes ces autorités, qui ne prouvent autre chose, sinon que le reproche qu'on peut faire à un homme qu'il est excommunié, n'empêche pas le cours des affaires séculières & temporelles, qu'il peut avoir devant les Juges Séculiers, pour en conclure qu'il en est de même dans les affaires ecclésiastiques, & qui d'elles-mêmes appartiennent à la Jurisdiction de l'Eglise; au lieu qu'à l'égard de celles-là, la disposition canonique qui ôte aux excommuniés le pouvoir d'agir est toujours demeurée en son entier, & par conséquent les dits de l'Estang & Rives ont fort mal prouvé que l'absolution *ad cautelam*, qui leur avoit été accordée, ne pouvoit pas avoir pour effet de leur donner droit d'agir en Justice, puisqu'ils l'avoient sans cela, ce qui est très-faux, sinon dans les causes séculières & temporelles & non dans les ecclésiastiques & spirituelles, telle qu'est celle de la nullité prétendue de leur excommunication, qui se doit juger par les Canons de l'Eglise, soit qu'elle se traite dans les Tribunaux de l'Eglise, comme elle s'y doit traiter par sa nature, soit qu'elle soit renvoyée par appel comme d'abus à une Cour souveraine, ne changeant pas pour cela de nature, & se devant toujours examiner par les regles de l'Eglise, selon lesquelles nous avons fait voir que l'absolution *ad cautelam* donne seulement à l'excommunié le droit d'agir en Justice, qu'il n'auroit pas sans cela dans les causes ecclésiastiques.

Que s'il y a des Canonistes nouveaux qui ont donné plus d'étendue à ces sortes d'absolutions, & qui ont cru qu'elles rétablissent dans les fonctions sacrées par manière de provision, ils ont enseigné en même temps, que pour avoir cet effet, il étoit absolument nécessaire qu'elles eussent plusieurs conditions qui ont toutes manqué aux deux absolutions *ad cautelam*, que les Sieurs de l'Estang & Rives prétendent avoir obtenues. Et ainsi dans l'opinion même de ces Auteurs,

ils n'ont eu aucun droit de se rétablir dans les fonctions de leurs Ordres. VI. Cl.

Ce sera le second point que l'on traitera dans cette troisième quest. N°. I. tion, afin qu'il n'y reste aucune difficulté, & qu'il paroisse clairement que le procédé de ces Messieurs est entièrement insoutenable, dans l'opinion même de ceux qu'ils s'imagineroient leur être plus favorables.

Ils auroient pu, par exemple, alléguer le P. *Gibalin* Jésuite, qui, dans son *Traité des Censures* c. 10. quest. 2. p. 399. prétend que l'absolution *ad cautelam* met au même état que si on n'avoit point été excommunié. Mais leur cause n'en est pas meilleure, selon ce Jésuite même, qui a bien vu que ces absolutions ruineroient toute la discipline ecclésiastique si elles avoient cet effet, & qu'en même temps on les donnât avec la facilité avec laquelle ces Messieurs ont obtenu celles dont ils font un usage si profane.

Premièrement, ce Jésuite déclare en termes exprès, que les absolutions *ad cautelam* ne se peuvent donner que par celui qui auroit excommunié, ou par son légitime Supérieur auquel on auroit appelé, & non par un inférieur, quoique Ordinaire. Car après avoir mis ce titre : *Quis possit absolvere ad cautelam?* Il répond, 1°. Que celui à qui on a donné le pouvoir d'absoudre des Censures, n'a pas pour cela le pouvoir d'absoudre *ad cautelam*; parce que cette absolution est extraordinaire, & qu'elle a été introduite contre la disposition du Droit; de sorte qu'on ne l'entend pas quand on parle simplement d'absolution. Et il répond en second lieu, que celui même qui a excommunié peut absoudre *ad cautelam*, ou son Supérieur à qui on a appelé, & non un inférieur, quoique Ordinaire. Sur quoi il allégué *Covarruvias*, très-célebre Canoniste.

Cela étant, les deux absolutions *ad cautelam* dont les Sieurs de l'Estang & Rives se sont voulu prévaloir sont absolument nulles, & ne leur peuvent de rien servir, puisque l'une & l'autre ont été données par des personnes sans autorité. La première par un Grand Vicaire de Toulouse, qui n'a aucun pouvoir dans la Province de Narbonne. Et la seconde par M. l'Evêque d'Albi, en vertu d'un rescrit nul par soi-même, pour avoir été donné sur une fausse supposition, & qui de plus ne lui donnoit aucun pouvoir sur cette affaire de l'excommunication, mais sur une autre toute différente, qui étoit l'appel des Ordonnances de visite.

Ils ont voulu soutenir dans leur Avertissement le prétendu pouvoir de M. l'Evêque d'Albi; mais ils ne l'ont pu faire que par des déguisements & des faussetés étranges.

VI. CL. 1°. Ils dissimulent une des principales raisons du Promoteur ; qui N°. I. est , que ce Bref suppose qu'on a appelé à *Sententia definitiva* ; ce qui est très-faux , n'y ayant point eu de Sentence définitive à Narbonne sur l'appel des Ordonnances , mais seulement un appointment de style qu'elles seroient observées sans préjudice de l'appel , ce qui rendoit le Bref nul.

2°. Pour éluder une raison invincible contre la prétendue connexion de cette affaire de l'excommunication avec l'appel des Ordonnances , qui est , que jamais eux-mêmes , dans toutes les procédures qui ont précédé la Sentence d'excommunication & long-temps depuis , n'ont allégué cette prétendue connexion , ils commettent une horrible fausseté dans leur Avertissement , qui est , qu'ils font entendre que l'Officiel se devoit tenir incompetent ; *parce* , disent-ils , *que le principal* , ( par où ils entendent l'appel des Ordonnances ) *dont l'excommunication étoit un accessoire , étoit dévolu en Cour de Rome* , comme s'ils lui eussent représenté cette raison d'incompétence , & qu'il n'y eût point eu d'égard ; au lieu qu'ils n'ont jamais pensé à lui proposer cette raison frivole & ridicule , comme on peut voir par toutes les pieces qu'ils ont eux-mêmes produites ; & que bien loin de cela , depuis même qu'ils ont reçu le Bref de Rome , qui délègue M. d'Albi pour l'appel des Ordonnances , qui fut le 1. de Mars , ils ont si peu cru qu'il eût été établi par-là Juge de l'excommunication , que le 14 du même mois , ils firent intimer au Promoteur un relief d'appel comme d'abus obtenu le septieme à la Chancellerie de Castres , par lequel ils l'assignent au Parlement de Grenoble , & où ils exposent qu'on les a excommuniés ( non pour avoir appelé des Ordonnances de M. d'Alet , comme en effet cela est très-faux ) mais *en baine* , comme ils disent , *de l'instance pendante au Parlement de Toulouse* , pour un prétendu règlement entre les Chanoines. De sorte qu'il est visible que depuis même avoir reçu leur Bref , ils ont porté l'affaire de l'excommunication au Parlement de Grenoble , comme reconnoissant bien que ce Bref ne donnoit point de pouvoir à M. d'Albi d'en juger.

3°. Enfin par une autre fausseté encore plus horrible , ils disent en plusieurs endroits de leur Avertissement , que le Promoteur a reconnu M. d'Albi , *en lui présentant une Requête , afin qu'il lui plût déclarer que l'absolution ad cautelam n'étoit que pour ester en jugement* : ce qui est une insigne supposition ; jamais le Promoteur n'ayant présenté d'autres Requêtes à M. d'Albi , qu'aux fins de non procéder , pour l'obliger de se déclarer incompetent , & ayant appelé à Rome de ce qu'il avoit passé outre sans avoir fait droit sur ses Requêtes , & sans même s'être déclaré compétent. Ainsi on ne voit que trop par toutes ces

super-



supercheries & ces faussetés, que l'absolution *ad cautelam* qu'ils ont VI. Cl. obtenue de M. d'Albi, a été donnée par une personne qui n'a eu au- N°. I. ; cune autorité légitime de la leur accorder; ce qui la rend nulle & de nul effet, sur-tout au regard du rétablissement dans les fonctions des Ordres, par l'aveu de ceux mêmes qui ont étendu plus loin l'effet de ces sortes d'absolutions.

La seconde condition que le P. Gibalin requiert pour les absolutions *ad cautelam*, sans laquelle il reconnoît qu'elles n'auroient point d'effet, parce qu'elles feroient abusives, est, que celui qui les demande se puisse plaindre avec couleur de la nullité, & non seulement de l'injustice de l'excommunication. *Dubium non debet esse tantum de justitia Censuræ, sed de valore. Qui enim tantum excipit se fuisse injustè excommunicatum, nisi ea injustitia sit substantialis, & secum inferat nullitatem, fatetur se esse excommunicatum, atque ita indiget simplici absolutione, ut Covarruvias observat.*

Or comment ces Messieurs auroient-ils pu accuser de nullité l'excommunication qu'ils ont encourue, puisque le droit est certain; n'y ayant rien de plus clair que ce qui en est porté dans le Concile de Narbonne, & en tant d'autres Canons; & que le fait est constant & notoire, comme on le vient de montrer dans la seconde question?

La troisieme condition est, qu'il ne suffît pas de prétendre qu'une excommunication est nulle, pour se faire absoudre *ad cautelam*; mais qu'il faut marquer en particulier en quoi on met cette nullité, & non seulement cela, mais le prouver au moins en cette maniere qu'on appelle demi-pleine, *Semiplenè*; c'est-à-dire, qui fasse voir qu'il y a grande apparence que l'excommunication est nulle, si on n'en est pas encore entièrement convaincu. *Observant autem, dit le P. Gibalin, Covarruvias & Sayrus ex sensu Canonistarum communiori, nullitatis quam prætendit qui idcirco absolutionem ad cautelam petit, causam nominandam in specie, & aliquam saltem in universum probandam esse, imo & semiplenè, quia alioquin pro validitate sententiæ latæ præsumitur. Et si simpliciter proposita nullitate Censuræ, ejus absolutio cuicumque illam petenti concederetur, quamvis ad cautelam, sæpius tum Censuræ, tum Judices illuderentur.*

Ainsi, par l'aveu des Jésuites mêmes, les Censures de l'Eglise & les jugemens ecclésiastiques ne feroient qu'une illusion, si sans spécifier la prétendue nullité d'une excommunication, & sans en apporter des preuves on en accordoit l'absolution *ad cautelam* à tous ceux qui la demanderoient.

Or c'est ce qu'ont fait les Sieurs de l'Estrang & Rives. Ils ont pro-  
Ecrits sur la Discipline. Tome XXXVI. M

VI. CL. posé en l'air à des Juges séculiers qu'on les a injustement excommuniés; & sans apporter aucune preuve de la justice de leurs plaintes, ils se font absoudre *ad cautelam*, par un Prêtre d'une autre Province; c'est-à-dire, selon leur prétention, qu'une personne sans autorité & sans connoissance de cause leur rend le pouvoir d'exercer les fonctions les plus sacrées dont ceux qui tiennent à leur égard l'autorité de Jesus Christ les avoient justement privés. Ils ont agi de même envers M. l'Evêque d'Albi; car ils l'avoient si peu informé de la qualité de l'excommunication dont ils se vouloient faire absoudre, quoiqu'il n'eût aucun légitime pouvoir le faire, qu'ils se sont fait même absoudre de celle du Métropolitain, quoiqu'il n'en eût décerné aucune contr'eux.

Il est donc ridicule de prétendre que de telles absolutions les aient pu rétablir dans les fonctions de leurs Ordres; & on ne pourroit le prétendre sans faire un jeu de la puissance de l'Eglise. Car qui ne voit que les plus justes & les plus nécessaires Censures seront réduites à rien, & ne seront qu'un vain fantôme dont les méchants se moqueront, s'ils s'en peuvent délivrer par un moyen si facile, & rentrer aussi-bien que les plus saints dans la participation des choses saintes & dans les fonctions mêmes du Sacerdoce, après avoir été retranchés non seulement de l'Autel, mais aussi de l'Eglise, par les Sentences les plus légitimes d'excommunication?

Ce désordre est si visible & si insoutenable, que ceux qui ont le plus travaillé pour justifier que les Parlements peuvent ordonner ces absolutions *ad cautelam*, ne l'ont pu faire que dans une hypothèse toute contraire à l'usage d'aprésent, & en supposant qu'ils ne doivent user de ce pouvoir que dans les excommunications manifestement injustes. C'est ce que l'on peut voir par le discours que feu M. du Puy fait sur ce sujet dans ses Notes sur le Traité de M. Pithou des Libertés de l'Eglise Gallicane Art. 36.

“ Le Roi, dit-il, comme Protecteur de l'Eglise, & exécuter des  
 „ saints Canons, ayant droit de juger de l'abus & nullité des Excom-  
 „ munications & Censures Ecclésiastiques, peut en même temps éta-  
 „ blir, enjoindre & ordonner des moyens requis & nécessaires pour  
 „ corriger l'abus, & empêcher l'effet extérieur de telles Censures.  
 „ Or la révocation ou absolution à cautele étant un moyen convena-  
 „ ble pour corriger l'abus, prévenir & arrêter l'effet des Censures  
 „ nulles & abusives, & pour délier *in foro exteriori* seulement, ceux  
 „ qui sont injustement détenus; il s'ensuit donc que le Roi & ses Ma-  
 „ gistrats peuvent enjoindre telles absolutions, & ordonner, mais  
 „ non pas appliquer ce remede pour guérir le mal extérieur; autre-

ment leurs Arrêts seroient vains & illusoires. Et cela n'est point VI. Cc.  
 „ toucher aux *Censures justes & légitimes*, ni usurper la puissance spi- N°. 1.  
 „ rituelle ; mais c'est interposer l'autorité du Roi, à ce que les Pré-  
 „ lats n'abusent de leur puissance, & montrer le respect qu'ils portent  
 „ à l'Eglise de recourir à elle pour défaire ce que quelques-uns de  
 „ de ses Ministres ont fait *inconsidérément contre la disposition de ses*  
 „ *loix*. Ce n'est point engendrer le mépris des Clefs de s'adresser à  
 „ ceux mêmes qui en ont *abusé*, pour délier un lien qui *ne lie que*  
 „ *superficiellement*. Car l'excommunication injuste & inique ne lie ni  
 „ n'oblige intérieurement l'excommunié, qui n'a nul besoin d'absolution in  
 „ *foro conscientia*, mais seulement in *foro exteriori*, pour ôter le scru-  
 „ pule & scandale public. D'ailleurs le Roi doit interposer son auto-  
 „ rité contre l'oppression & l'injustice, & est obligé en conscience de  
 „ protéger ses sujets en leurs vies, biens & honneurs. Or c'est une  
 „ oppression & manifeste injustice d'user de l'excommunication, contre ce  
 „ que Dieu en a ordonné ; & l'excommunication injuste, est une espece  
 „ de violence qui flétrit l'honneur d'un homme innocent, le rend odieux  
 „ à tous, le prive de la société civile, lui ôte l'exercice de sa Reli-  
 „ gion, & lui cause plusieurs autres maux temporels, auxquels le Sou-  
 „ verain doit s'opposer pour maintenir le repos entre ses sujets, &  
 „ les garantir par tous moyens, même par la force, puisqu'elle leur  
 „ est donnée de Dieu pour être employée à la défense des peuples.  
 „ C'est l'opinion de tous les Théologiens & Canonistes ; & entre les  
 „ principaux Gerson Tract. Circa maximam excom. & irregular. confi-  
 „ der. 10. en parle ainsi : *Contemptus clavium non semper invenitur apud*  
 „ *illos qui nec dum non obediunt sententiis excommunicationum promul-*  
 „ *gatis per Pontificem vel suos, sed etiam non est judicanda esse apud*  
 „ *illos, qui per potestatem secularem adversus tales pratensas sententias*  
 „ *tueri se procurant. Lex enim naturalis dicat, ut possit vis vi repelli.*  
 „ *Constat enim quod tales excommunicationes non debent dici jus, sed vis*  
 „ *& violentia, contra quas fas habet liber homo vel animus se tueri*”.

Voilà ce que le plus zélé défenseur du pouvoir des Parlements a  
 pu trouver de plus favorable pour autoriser le droit qu'ils s'attribuent  
 d'ordonner des absolutions à cautele. Il le fonde uniquement sur l'o-  
 bligation qu'ont les Rois & les Magistrats de corriger l'abus, & arrê-  
 ter l'effet des Censures nulles & abusives ; d'empêcher que les Prélats  
 n'abusent de leur puissance, & de recourir à l'Eglise pour défaire ce  
 que quelques-uns de ses Ministres auroient fait *inconsidérément contre la*  
*disposition de ses loix*, & pour délier un lien qui ne lieroit que *superficiel-*  
*lement* parce que l'excommunication injuste & inique ne lie ni n'oblige

VI. Cl. *intérieurement l'excommunié qui n'a pas besoin d'en être absous dans le*  
 N°. I. *tribunal de la conscience. Et enfin il déclare, que ce n'est point toucher*  
*aux Censures justes & légitimes ni engendrer le mépris des Clefs, mais*  
*seulement protéger les innocents contre une oppression manifeste, telle qu'est*  
*l'excommunication quand on en use contre ce que Dieu en a ordonné.*

Or de-là il s'ensuit, 1°. Que si les absolutions à *cautele* ne sont pas seulement pour donner droit de comparoître en Justice, mais aussi pour rétablir dans l'usage des choses saintes, & même dans les fonctions sacerdotales, ce seroit un désordre horrible & insoutenable, que des Magistrats séculiers ordonnassent qu'on les donneroit à toutes sortes d'excommuniés sans connoissance de cause, & sans juger en aucune sorte si l'excommunication a été juste ou injuste. Car puisque ceux qui sont les plus favorables aux Parlements reconnoissent qu'ils ne doivent user de ce moyen que *pour arrêter l'effet des Censures nulles & abusives, & non pour toucher à celles qui sont justes & légitimes*, il faut qu'ils soient persuadés qu'une Censure est nulle & contraire aux loix de l'Eglise, avant que d'entreprendre d'en arrêter l'effet par ces sortes d'absolutions. Or c'est ce qu'ils ne peuvent pas savoir quand ils n'examinent rien; & par conséquent on ne peut les ordonner sans examen à tous ceux généralement qu'on excommunie, & prétendre en même temps qu'elles rétablissent dans la participation des choses saintes sans une visible oppression de l'Eglise, & sans avoir moins d'égard à la puissance des Clefs qu'elle a reçue de Jesus Christ, qu'au pouvoir qu'ont les moindres Juges de retenir en prison ceux qui sont accusés de crimes, & qui manquent de satisfaire à leurs dettes. Car il est bien certain que les Parlements ont plus de droit d'empêcher les emprisonnements injustes, que d'arrêter les Censures abusives. Et cependant ils se condamneroient eux-mêmes d'une injustice visible, si sous prétexte qu'ils ne doivent pas souffrir qu'on emprisonne injustement les sujets du Roi, ils élargissoient généralement & sans connoissance de cause tous ceux que les Magistrats subalternes tiennent en prison, & aussi-bien ceux qui y seroient avec justice, que ceux qui y seroient à tort. Qui ne voit donc que c'est un abus incomparablement plus visible, d'anéantir sans discernement toutes sortes d'excommunications, quelque justes qu'elles puissent être, par des absolutions à *cautele*, sous prétexte qu'on doit empêcher qu'on n'en use contre ce que Dieu en a ordonné à l'oppression des innocents ?

Il s'ensuit en second lieu, que les absolutions à *cautele* que les Sieurs de l'Estang & Rives ont obtenue d'un Grand-Vicaire de Toulouse, & de M. l'Evêque d'Albi, on ne sont point telles qu'ils aient pu préten-

dre qu'elles leur donnoient droit de rentrer dans leurs fonctions , ou VI. Cl. font manifestement abusives ; puisqu'ils se les ont fait donner , sans ap- N°. I. porter la moindre preuve qui ait dû raisonnablement faire juger que leur excommunication étoit nulle , & *qu'elle ne les lioit que superficiellement* , qui est le seul cas auquel on doit user de ces sortes d'absolutions , par l'aveu de M. du Puy.

Il s'ensuit enfin que l'Arrêt du Parlement de Grenoble du 21 Août 1664 , qui , remettant après la S. Martin à juger de la validité ou de l'invalidité de l'excommunication des Sieurs de l'Etang & Rives , les a rétablis par avance dans les fonctions de leurs Ordres , se détruit manifestement , selon même les raisonnements de M. du Puy , si avantageux aux Juges laïques. Car des séculiers qui avouent n'avoir pas encore examiné si une Censure est valide ou invalide , & qui remettent à un autre temps à en juger , ne peuvent pas dire que renvoyant au S. Autel des Prêtres excommuniés pour y offrir le Sacrifice , ils ne font qu'arrêter l'effet d'une Censure nulle , & qui ne lie que superficiellement. Or c'est tout ce que peuvent les séculiers par l'aveu de ceux qui leur sont les plus favorables. Et par conséquent il n'y eut jamais d'Arrêt plus injurieux à l'Eglise que celui-là , & qui ruine d'une manière plus grossière son autorité divine.

Pour reprendre donc en peu de paroles tout ce qui a été traité dans cette troisième question ; on peut considérer les absolutions à *cavele*.

Ou selon leur véritable usage , qui est seulement de donner droit de comparoître en Justice , ou de faire d'autres actes judiciaires ; & alors on les peut donner avec moins de cérémonie , & moins d'autorité , parce que leur effet est moins considérable.

Ou selon le sentiment de quelques nouveaux Canonistes , qui croient que ces sortes d'absolutions rétablissent au même état qu'on étoit avant l'excommunication ; mais qui reconnoissent aussi en même temps , que pour avoir cet effet , il faut qu'elles soient données par celui même qui a excommunié , ou par son Supérieur , comme est le Métropolitain , le Primat ou le Pape ; & qu'il faut de plus que l'excommunication dont on demande d'être absous , soit présumée nulle & invalide par des preuves qui le justifient en particulier.

Et ainsi de quelque manière que l'on considère ces absolutions à *cavele* , on ne peut excuser d'un sacrilège visible , le procédé des Sieurs de l'Etang & Rives , qui , s'étant engagés eux-mêmes dans les liens de l'excommunication , ont osé s'ingérer non seulement à participer au Sacrifice , mais à l'offrir eux-mêmes sans en être légitimement déliés. Car selon le premier & le véritable sentiment qu'on doit

VI. CL. avoir de ces absolutions, leur crime est constant, puisqu'elles ne leur  
 N°. I. donnoient droit que d'agir en Justice, & non point de faire aucune  
 fonction sacrée : & selon l'autre sentiment il n'est pas excusable, puisqu'ils n'ont observé aucune des conditions que ces Auteurs requierent à ces absolutions pour être valides ; n'ayant obtenu celles dont ils se prévalent que de gens sans autorité & sans pouvoir, qui leur ont accordé tout ce qu'ils ont voulu sans aucune connoissance de cause, & sans avoir pris la moindre peine d'examiner la validité ou invalidité de l'excommunication dont ils se plaignoient : ce qui est un manifeste violement des Canons ; puisque lors même qu'ils ont permis de se plaindre d'une excommunication comme étant injuste, & d'en appeller au Supérieur, ce n'a été qu'en ordonnant que toutes choses feroient examinées avec grand soin, & que nul ne devoit avoir la présomption de communiquer avec celui qui avoit été excommunié avant que sa cause eût été jugée. C'est ce que porte le dix-septieme Canon du Concile de Sardique, selon qu'il est rapporté par Gratien. *Causa 11 quæst. 3. c. 4. Episcopus qui aut justè aut injustè Presbyterum aut Diaconum abjecit patienter accipiat, ut negotium discutiatur, ut vel probetur sententia ejus à plurimis vel emendetur. Tamen priusquam omnia diligenter & fideliter examinentur, eum qui fuerit à communione separatus ante cognitionem nullus alius debet præsumere ut communione societ.*

D'où l'on peut voir de quelle sorte les Sieurs de l'Estang & Rives veulent avoir droit de renverser toutes les loix de l'Eglise, & celles mêmes qui sont les plus favorables à celui qui se plaignoit d'avoir été mal excommunié, lorsqu'ils avancent dans leur Avertissement cette fausse maxime comme le fondement de leur conduite : *Qu'il n'est pas juste que pendant le doute de la nullité & iniquité de l'excommunication laxée, celui qui est excommunié souffre la peine & la disgrâce d'une personne injustement excommuniée* : au lieu que l'Eglise a toujours jugé au contraire qu'il étoit juste que pendant ce doute l'excommunié demeurât dans cette humiliation, jusqu'à lui ôter toute espérance de rétablissement, s'il n'attendoit pour en sortir que sa cause eût été fidèlement & soigneusement examinée par une autorité supérieure, comme il est ordonné par le 4 Canon du Concile d'Antioche, par le quatorzieme de celui de Sardique selon le Grec, & par le vingt-neuvieme du Code des Canons de l'Eglise d'Afrique. *Placuit universo Concilio, ut qui excommunicatus fuerit pro suo neglectu, sive Episcopus, sive quilibet Clericus, & tempore excommunicationis suæ ANTE AUDIENTIAM, communionem præsumpserit, ipse in se damnationis judicetur sententiam protulisse.*

## IV. Q U E S T I O N.

VI. CL.  
N°. I.

La quatrième question consiste à savoir si le Chapitre d'Alet a dû croire les Sieurs de l'Estang & Rives légitimement rétablis, & communiquer avec eux *in divinis* sur la prétendue absolution *ad cautelam* de M. l'Evêque d'Albi, sans être plus informés du pouvoir de cet Evêque, & de la validité de cette absolution.

Cette question est très-importante pour la décision du procès, & très-facile à vider.

Je dis en premier lieu, qu'elle est très-importante, & qu'elle suffit seule pour justifier le Promoteur. Car si les Chanoines & les Bénéficiers de la Cathédrale d'Alet n'ont pas dû croire ces Messieurs légitimement rétablis sans une plus ample information du pouvoir de M. l'Evêque d'Albi, ils ont donc été obligés de les éviter, pour ne pas encourir les peines portées par les Canons contre ceux qui communiquent avec des excommuniés, & par conséquent ils ont dû cesser l'Office quand ces excommuniés ont voulu de force le faire avec eux : comme c'étoit un scandale qui n'étoit pas à souffrir, le Promoteur auroit manqué à son devoir, s'il ne l'avoit empêché par la seule voie qu'il le pouvoit faire, en exécutant un Décret de prise de corps très-légitimement obtenu.

Je dis en second lieu que cette question est très-aisée à vider, puisqu'il est marqué en termes exprès par le Droit Canonique *Sicut nobis. e Sent. excom.* que des personnes ayant une fois été excommuniées, on les doit toujours traiter en excommuniés, & les éviter, & les faire éviter comme tels, si l'on n'est assuré par une voie légitime, qu'ils n'ont été absous *nisi legitime de illorum absolutione constiterit.*

Or les Sieurs de l'Estang & Rives avoient été déclarés excommuniés par une Sentence très-juridique de l'Official d'Alet. L'absolution *à cautele* qu'ils avoient obtenue à Toulouse, avoit été déclarée nulle & de nul effet par une Ordonnance de M. l'Evêque d'Alet, signifiée au Chapitre. Et sur l'appel que ces Messieurs en avoient interjeté à Narbonne, il leur avoit été défendu de faire aucunes fonctions avant que leur cause fût examinée, ce qui est conforme au Canon du Concile de Sardique. Voilà donc trois jugements ecclésiastiques, auxquels les Chanoines & Bénéficiers de la Cathédrale d'Alet étoient obligés de déférer, à moins que d'en être dispensés par une autorité supérieure.

On leur apporte sur cela une absolution *ad cautelam* de M. l'Evê-

VI. Cl. que d'Albi, qui se dit Commissaire Apostolique en cette part, accompagnée de Lettres d'allignation au Promoteur pour comparoître devant lui. Il est certain qu'un Commissaire qui n'a qu'une autorité déléguée n'a aucun pouvoir d'agir, avant que son autorité soit reconnue, & qu'elle ne le peut être que par l'exhibition du rescrit qui la lui donne. Or ce rescrit en vertu duquel M. d'Albi avoit donné cette absolution *ad cautelam*, n'avoit point encore été signifié au Chapitre d'Alet ni au Promoteur, & par conséquent ils ne pouvoient en conscience déférer à cet acte contre trois autres jugements ecclésiastiques, parce que ce Prélat n'avoit encore que préparé les choses pour se faire reconnoître, en citant le Promoteur devant lui pour lui faire voir le Bref de sa délégation. Et ainsi ces deux excommuniés s'étant présentés le jour même de cette citation, par une précipitation inexcusable, pour célébrer avec eux le service divin, ils étoient obligés de les éviter, pour ne point encourir les peines des Canons, puisqu'il est certain que *nullo modo illis legitime constabat de illorum absolutione* : le pouvoir de celui qui prétendoit les avoir absous, ne leur étant point encore suffisamment connu, & ne le pouvant être que par l'inspection du Bref de sa délégation, qu'il n'avoit point encore communiqué.

Ces Chanoines avoient de plus la regle de Droit, *de verisimili notitia*, qui les empêchoit de croire que M. d'Albi pût avoir reçu au 12 de Mars un pouvoir du Pape qui l'établît Juge de la validité de l'Ordonnance de M. l'Evêque d'Alet, dont Messieurs de l'Estang & Rives avoient appelé au Métropolitain, qui n'avoit rendu son jugement que le 22 Février, par lequel il leur défendoit de faire aucune fonction. De sorte qu'il y avoit impossibilité morale que M. l'Evêque d'Albi, qui citoit le Promoteur le 12 Mars, eût été délégué du Pape pour juger de cette affaire, comme en effet il s'est trouvé qu'il n'a jamais eu aucun pouvoir pour cela, mais seulement pour l'appel des Ordonnances de visite.

Il n'y eut donc jamais d'entreprise plus irrégulière & plus téméraire que celle de M. le Doyen, & il ne s'en doit prendre qu'à lui-même, si on a été contraint de la réprimer par son emprisonnement. Il prétend faire juger une affaire par un Juge délégué pour une autre affaire. Il engage ce Juge sans pouvoir à lui donner une absolution *ad cautelam*. Et sur cela seul, sans que ce prétendu Commissaire eût pu encore justifier sa commission, & lorsqu'il avoit seulement cité les parties pour communiquer son rescrit, avant qu'il ne pût être reconnu, il veut que des Chanoines oubliant tout ce qu'ils doivent à leur Evêque & à leur Métropolitain, fassent aux pieds leurs Ordon-

nances



ances qui leur avoient interdit de communiquer avec lui, & qu'eux- VI. Cl.  
nêmes s'engagent par-là dans les Censures qu'encourent tous ceux qui N°. I.  
communiquent avec des excommuniés. *Nisi ipsis de illorum absolutione  
legitimè confiterit.*

Il faut ignorer entièrement l'esprit de l'Eglise, ou reconnoître que  
es Ecclésiastiques de la Cathédrale d'Alet étoient plus obligés de dé-  
érer aux ordres de leur Evêque & de leur Archevêque, qu'à l'avis  
ontraire d'un délégué, qui n'a jamais eu de titre légitime pour cette  
affaire, mais qui certainement n'en avoit point encore à leur égard,  
à commission ne leur ayant point été signifiée, & nul d'eux ne sa-  
hant ce qu'elle portoit. Ils n'étoient donc point encore dispensés d'ob-  
server les jugements de leurs légitimes Supérieurs. Ils ne pouvoient  
onc sans péché chanter l'Office divin avec des personnes qui ne  
eur devoient passer que pour excommuniés, quand même celui qui  
es avoit absous auroit eu le pouvoir de le faire; parce que n'en étant  
as suffisamment informés, ç'auroit été à leur égard comme s'il n'eût  
oint été. Et ainsi tous les Canons qui défendent sous peine d'excom-  
munication de communiquer avec les excommuniés, les obligeoient à  
aire ce qu'ils ont fait; & M. le Doyen n'en a pu attendre autre  
hose que par une extrême ignorance des loix ecclésiastiques, ou  
ar un horrible aveuglement, qui lui faisoit croire qu'on devoit passer  
ar dessus toutes les loix, plutôt que d'entreprendre de le choquer.

On ne peut donc blâmer le Promoteur, de ce que par une conduite  
ussi juste que nécessaire, en se saisissant d'une seule personne, selon  
e pouvoir qu'il en avoit, il a empêché un très-grand & très-inévitable  
candale, puisqu'il falloit nécessairement, ou que les Chanoines d'A-  
let fussent des prévaricateurs des Loix de l'Eglise en chantant l'Office  
divin avec des excommuniés dont l'absolution leur étoit au moins  
ncertaine; ou qu'une Cathédrale demeurât sans service en des jours  
rès-solemnels, & le peuple troublé dans ses dévotions, par l'image  
ffreuse de cette funeste brouillerie entre ceux qui ne lui doivent  
onner que des exemples de charité & de paix: *Neceffe est ut ve-  
niant scandala, sed va homini illi per quem scandalum venit.*

## V. Q U E S T I O N.

La cinquieme & dernière question est de savoir s'il y a de véri-  
tables griefs dans les Ordonnances de visite de M. l'Evêque d'Alet;  
& si ces prétendus griefs peuvent excuser la conduite scandaleuse &  
emportée que M. le Doyen a tenue sur ce sujet.

*Ecrits sur la Discipline. Tome XXXVI.*

N

VI. CL. A entendre parler M. le Doyen dans l'Acte injurieux du 15 Juil.  
 N°. I. let 1664, qu'il fit signifier à M. d'Alet pour lui déclarer qu'il appelloit de ses Ordonnances, on croiroit qu'il n'y en eût presque aucune qui ne contiennent d'insupportables abus. Car c'est en ces termes qu'il en parle, en se plaignant *qu'on avoit fait lecture de certaine Ordonnance rendue contre le Chapitre, contenant vingt Articles tous quasi contraires à la police générale du Royaume, & à l'usage & possession des Chapitres Cathédraux, & notamment de celui d'Alet.* Et cependant il a lui-même produit la consultation qu'il avoit fait faire à Toulouse la veille, sur laquelle seule il avoit fait ce grand bruit: & il se trouve par cette consultation, qu'on n'avoit pu trouver à redire qu'à trois Articles des vingt que cette Ordonnance contient; & encore de ces trois, il y en a deux que l'on ne reprend que parce qu'on les a pris à contre-sens, & qu'il n'a pas plu à M. le Doyen, qui savoit fort bien en quel sens ils avoient été dressés, de le faire entendre à son Avocat, étant bien aise de se servir de son ignorance pour contenter sa passion.

C'est ce qu'il est important de faire voir. Et pour le montrer avec plus d'évidence, on rapportera 1°. les propres termes de chaque article des Ordonnances auquel on a trouvé à redire; 2°. le prétendu grief contre cet article qui a été proposé par le Conseil de M. le Doyen; & en troisieme lieu on fera voir combien ce prétendu grief est ridicule & mal fondé.

*Second Article des Ordonnances de M. d'Alet.*

„ Qu'à l'avenir lorsque quelqu'un des Bénéfices du dit Chapitre  
 „ sera litigieux, les distributions ne seront point délivrées à aucun  
 „ des prétendants, quelque service qu'ils puissent rendre; mais quel-  
 „ les seront retenues par le Trésorier & Granatier, jusqu'à ce que  
 „ le possesseur ait été jugé, à peine d'en répondre en leur propre  
 „ & privé nom.

*Prétendu grief contre cet Article.*

„ Le Conseil soussigné, délibérant sur l'Ordonnance de visite ren-  
 „ due par M. l'Evêque d'Alet contre le Chapitre Cathédral, est d'a-  
 „ vis en premier lieu, qu'il y a plusieurs articles en ladite Ordon-  
 „ nance qui grevent ledit Chapitre; entre lesquels est l'Article se-  
 „ cond, qui ordonne absolument sans détermination de temps, que

les Bénéfices qui sont litigieux soient mis *foras*, parce que cela ne VI. Cr.  
 , peut avoir lieu que contre ceux qui ne sont pas possesseurs; étant N°. I.  
 , constant que quiconque a joui paisiblement d'un Bénéfice pendant  
 , l'an & jour, doit jouir contre tout dévolutaire de la faveur de  
 , la *Regle de annali*, & par conséquent il ne peut être déserté de  
 , la possession, que *contradictorio judicio definitivo aut interlocutorio*.

## R É P O N S E.

Ce Conseil avoue donc qu'on ne peut trouver à redire à cet article, qu'au cas qu'il comprît ceux qui auroient été pendant un an en possession paisible du Bénéfice. Or M. le Doyen savoit bien que cet article ne s'entendoit que des personnes qui sont pourvues en même temps après la mort du titulaire, ou autre vacance du Bénéfice avant un an de paisible possession, & non de celui qui auroit la possession paisible d'une année; & que ce règlement n'avoit été fait que pour se conformer à l'usage des Chapitres de la Province, autorisé par divers Arrêts du Parlement de Toulouse, & pour éviter que le Chapitre ne payât deux fois, comme il lui étoit souvent arrivé. Et ainsi n'y eut jamais de plus mauvaise foi, que celle d'un Prêtre qui ose prendre de travers les Ordonnances de son Evêque contre sa propre connoissance, pour fonder sur cette méprise, qu'il dissimule par une malice affectée, une opposition scandaleuse à ces Ordonnances, comme étant extraordinairement préjudiciables au Chapitre, quoiqu'il fût très-bien que celle-ci dont il se plaint par la plume de son Avocat, n'avoit été faite que pour le bien du Chapitre, étant bien clair que M. l'Evêque n'y pouvoit avoir aucun autre intérêt.

*Quinzième Article des Ordonnances de M. d'Alet.*

“ Comme aussi nous défendons auxdits habitués de se promener & arrêter à la place, carrefours & autres lieux publics; conformément à notre Ordonnance sur ce faite, sous les peines y portées, que nous enjoignons à notre Promoteur de faire incessamment déclarer contre les contrevenants.

*Prétendu grief contre cet Article.*

En second lieu, est d'avis qu'il y a grief au quinzième Article, d'ordonner des peines aux habitués de ce Chapitre, en cas ils

VI. CL. „ viendront à se promener & arrêter à la place, carrefours & autres  
 N°. I. „ lieux publics; cela étant trop & sans aucune modification : les pro-  
 „ menades de soi n'étant pas mauvaises, même quelquefois étant né-  
 „ cessaires, soit pour aborder quelqu'un, & en faire rencontre, qu'on  
 „ ne vouloit pas aller querir chez soi, ou par d'autres occasions. A  
 „ raison donc de ce, il y a trop de contrainte à cette injonction; &  
 „ il semble qu'il devoit suffire au Sieur Evêque d'avertir les Chanoines  
 „ de n'en pas abuser; mais absolument leur défendre les promenades  
 „ & arrêter auxdits lieux; c'est leur imposer une nécessité en une cho-  
 „ se libre, ce qui ne peut être qu'avec quelque sorte d'injustice.

## R É P O N S E.

Si M. le Doyen avoit fait consulter ces Ordonnances par quelque esprit de justice, & non par une pure passion de se venger, il auroit averti cet Avocat, que cet article ne regarde que les Ecclésiastiques qui perdent les journées entières ou des temps notables dans les places, carrefours & autres lieux publics sans nécessité; & il auroit reconnu de bonne foi, que ce règlement n'a été dressé que sur les instances que lui-même en a souvent faites, aussi-bien que plusieurs autres personnes, qui ne pouvoient voir qu'en gémissant, que plusieurs des habitués du Chapitre passassent les journées entières, ou deux ou trois heures de suite dans la place d'Alet, quelquefois même avec le surpelis, au scandale des habitants de la ville, qui étant pauvres & réduits à la nécessité de travailler incessamment pour gagner leur vie, ne pouvoient souffrir sans murmurer, que des Ecclésiastiques qui étoient obligés de leur donner l'exemple d'une vie chrétienne, & en particulier de fuir l'oïveté, passassent ainsi leur vie dans la fainéantise, n'étant pas d'ailleurs pour la plupart selon le monde de meilleure condition qu'eux. M. le Doyen fait fort bien que ce n'est qu'en cette manière qu'on a entendu cette Ordonnance, comme l'expérience l'a fait voir jusques ici, & qu'ainsi tout ce que cet Avocat y oppose *de la nécessité d'aborder quelqu'un*, & autres semblables inconvénients est entièrement ridicule, puisque ce n'est pas de quoi il s'agit, mais d'une perte notable de temps en des promenades non seulement inutiles, mais indécentes & scandaleuses dans les places publiques & dans les carrefours; ce que l'Ecriture nous donne pour un des principaux caracteres de cette femme débauchée dont il est parlé dans les Proverbes, qui est la figure de toutes les ames qui quittent Dieu pour se prostituer à l'amour du monde : *Garrula & vaga quietis impatiens, nec valens in*

*omo consistere pedibus suis , nunc foris , nunc in plateis , nunc juxta VI. Cl.  
ingulos insidians.* N°. L

Les Peres n'ont pas parlé avec moins de force contre cette oisiveté & cette légèreté si préjudiciable & si mal séante à des Ecclésiastiques : & entr'autres , S. Jérôme dans sa Lettre à Népotien , opposant un bon Ecclésiastique à un déréglé , donne pour marque de l'un , qu'il aime le silence & la retraite ; & de l'autre , qu'il se plaît dans les foires , dans les carrefours & dans les places publiques ; & il joint à cela le babil & l'impudence , comme étant les compagnes inséparables de cette envie de courir. *Tu aurum contemnis* , dit-il , *alius diligit : tu calcas opes , ille sectatur : tibi cordi silentium , mansuetudo secretum : illi verboritas , attrita frons , cui nundina , fora placent , & platea. In tanta morum discordia quæ potest esse concordia ?*

Mais comme rien n'est davantage du devoir des Evêques que de faire observer les Canons , que peut-on trouver à redire à une Ordonnance si raisonnable en elle-même , qui n'est qu'un renouvellement de ce qui a été ordonné par de très-saints Conciles de l'Eglise ? Il n'y en a guere qui ait plus travaillé à régler la vie & les mœurs des Ecclésiastiques que le quatrième Concile de Carthage. Et c'est ce Concile qui fait deux Canons exprès , savoir le quarante-septième & le quarante-huitième de ce qui a été ordonné par M. d'Alet : *Clericus per plateas , & andronas , nisi certa & maxima Officii sui necessitate non ambulet. Clericus qui non pro emendo aliquid in nundinis vel in foro deambulat , ab Officio suo degradetur.*

Le Pénitenciel d'Ecbert Archevêque d'Yorc , Chapitre troisième. *Clericus absque Prioris sui jussu , si per plateas civitatis inutiles decursus peragat , pœnitentiam agat.*

Et le Concile de Narbonne de l'an 585 , qui est une loi qui oblige encore plus particulièrement toute la Province de Narbonne , fait le même régleme[n]t au Canon troisième , comme ayant déjà été fait par les anciens Canons. *Nam & hoc secundum priscorum Canonum finitum , ut nullus Clericus , Subdiaconus , Diaconus , vel Presbyter in plateis resideat ; certè nec in plateis stare , & famulis diversis commisceri. Quod si quis facere præsumpserit , repellendum omnino ab Officio & execrandum. Si non emendaverit , & à communione & ab Officio privetur.*

Qui n'admirera donc l'aveuglement de M. le Doyen , qui en communiquant cette consultation , a bien voulu que tout le monde fût qu'une des raisons qui l'a porté à s'opposer avec tant de violence aux Ordonnances de son Evêque , a été pour empêcher qu'il n'arrêtât un désordre qui scandalisoit le peuple , & qui a été condamné en propres termes

VI. CL. il y a plus de mille ans par les Canons de l'Eglise , & en particulier N°. I. par ceux de la Province de Narbonne ?

*Scizieme Article des Ordonnances de M. d'Alet.*

„ Faisant droit sur les plaintes & requisiions de notre Promoteur  
 „ contre ceux des dits habitués qui se vont confesser à des Prêtres non  
 „ approuvés par nous pour leurs Confessions , & même hors le Dio-  
 „ cese, contre nos défenses expresses , & contre ceux qui n'ont point  
 „ satisfait à la Confession annuelle , &c. Nous avons fait & faisons  
 „ très-expresses inhibitions & défenses à tous les habitués dudit Cha-  
 „ pitre DEMEURANT OU RESIDANT DANS ALET , de s'aller confesser à  
 „ d'autres Prêtres qu'à ceux qui sont approuvés par nous pour ouïr  
 „ leurs Confessions , si ce n'est par la permission du Sieur Archiprêtre  
 „ d'Alet , ou par la nôtre par écrit , à peine de suspension *ipso facto*,  
 „ s'ils sont dans les Ordres sacrés, ou d'interdit aussi *ipso facto* à nous  
 „ réservé s'ils sont dans les moindres Ordres , ou dans la Cléricature  
 „ seulement , &c. ”

*Grief prétendu contre cet Article.*

„ En troisieme lieu , le Conseil Souffigné estime qu'il y a un grief  
 „ qualifié en l'article seizieme , dans lequel ledit Sieur Evêque veut  
 „ astreindre tous les habitués du Chapitre de se confesser à certains Prê-  
 „ tres par lui désignés , & non à d'autres , ni ailleurs , quoiqu'ap-  
 „ prouvés ; parce qu'il semble que cela choque les anciens Canons ,  
 „ & la coutume universelle de l'Eglise , qui veut qu'il soit permis à un  
 „ chacun de s'aller confesser indifféremment à tous Confesseurs approu-  
 „ vés, *ne periculum imminet animarum* ; ce qui arriveroit si le dits  
 „ Confesseurs étoient préfix & en petit nombre. Et quand bien ledit  
 „ Sieur Evêque auroit le pouvoir de faire une Ordonnance contraire  
 „ à la police générale de l'Eglise ; il ne seroit pas expédient qu'il la  
 „ fit , à cause de beaucoup d'inconvénients tous les jours.

R É P O N S E.

Cet Avocat allegue hardiment les anciens Canons qu'il n'a jamais  
 lus. S'il avoit seulement ouvert Bochet , qui a fait une compilation  
 des Statuts Provinciaux & Synodaux de l'Eglise de France divisée par  
 matieres , il auroit reconnu que M. l'Evêque d'Alet n'a rien fait en

la que d'autres saints Evêques n'aient fait avant lui dans cette pro-VI. CL. re espece. C'est ce qui se voit par ce Décret de Gautier Evêque de N°. I. oitiers, dans son Synode de Pan 1304. (a) *Cum cura & sollicitudo totius Diœcesis nobis incumbere dignoscatur, præcipimus, quod Abbates, Abbatissæ, Priores & alii Prælati qui præsunt conventibus vel capitulis tam secularibus quam regularibus immediatè nobis subiectis, Archipresbyteri, Decani & sacerdotes curati, NOBIS VEL POENITENTIARIIS NOSTRIS CONFITEANTUR, EL ILLIS QUOS SPECIALITER DEDERIMUS CONFESSORES:.... Item inhi-*  
*emus ne Canonici in locis collegiatis constituti, vel aliæ personæ in con-*  
*ventualibus & Ecclesiis \*\*\* vel Congregationibus Ecclesiasticis seculari-*  
*us vel regularibus non exemptis constitutæ, quibus non præest à nobis Su-*  
*erior curam habens ipsorum specialiter animarum aliquem eligant Con-*  
*fessorem, nec ab eo recipiant Ecclesiæ Sacramenta, nec ea aliqui sibi mi-*  
*strent, vel ipsorum confessiones audiant in foro pœnitentiali absolvendo,*  
*QUIBUS HOC NON TUERIT A NOBIS SPECIALITER INJUNCTUM, vel quibus*  
*b Episcopo Pittavensi cura ipsorum commissa non fuerit animarum.*

Un autre Evêque de Poitiers nommé Aimery, dans un Synode de 367. (b) ordonna la même chose, défendant aux Abbés, Abbeses, prieurs & autres Supérieurs des Couvents ou des Chapitres, tant séculiers que réguliers, comme aussi aux Doyens, Archiprêtres & Curés, de se confesser à d'autres qu'à lui ou à ses Pénitenciers, ou à ceux qu'il leur donneroit pour Confesseurs. *Item cum cura & sollicitudo omnia Diœcesis nobis pertinere dignoscatur, præcipimus quod Abbates, &c. nobis vel nostris Pœnitentiariis confiteantur, VEL ILLIS QUOS SIBI DEDERIMUS CONFESSORES. Et inhi-*  
*bemus ne aliquis eos absolvat, nisi à Sede Apostolica, vel ejus legato, vel à nobis habeant potestatem.* Ce qui se doit entendre d'un pouvoir spécial que le Pape eût donné pour une cause légitime d'absoudre une certaine personne, comme il arrive dans les cas réservés au Pape.

Nous apprenons des Instructions de S. Charles pour les Confesseurs, qui ont été imprimées par l'ordre de l'Assemblée générale du Clergé de France de l'année 1677. qu'il observoit la même conduite, ne ne laissant pas aux Ecclésiastiques le pouvoir de se confesser à toutes sortes de Prêtres même approuvés, mais seulement à ceux qu'il réputoit particulièrement pour entendre leurs Confessions, comme fait S. d'Alc, en suivant l'exemple de ce grand Saint. Car dans les instructions à ceux qui doivent administrer le Sacrement de Pénitence

(a) Decreta Bechelli Lib. II. Tit. 7. cap. 144.

(b) Ibid. cap. 146.

VI. C<sup>t</sup>. dans la Ville & Diocèse de Milan, il avertit chaque Confesseur de ne  
 [ N<sup>o</sup>. I. ] *confesser personne du Clergé séculier, s'il n'a été particulièrement député pour le faire.* Nous voyons encore que dans les instructions aux Confesseurs Réguliers, il dit : *Que ceux qui sont députés pour confesser n'étant pas tous doués d'une égale suffisance, les Supérieurs des Monastères doivent marquer à leurs Confesseurs quelle sorte de personnes ils doivent confesser, & de quels cas ils doivent absoudre, selon la plus grande ou moindre capacité de chacun d'eux.* Et même au temps des Jubilés, où l'on s'imagine par une erreur assez commune, que tout Prêtre peut absoudre, il y avoit beaucoup de Confesseurs à qui il ne donnoit le pouvoir de confesser qu'avec limitation ; & il remarque en particulier que les Curés ne pouvoient absoudre que ceux de leur Paroisse ; ce qui a lieu à plus forte raison en un autre temps, comme il dit expressément dans une autre instruction.

Le Clergé ayant donné tant d'éloges à ces Instructions de Saint Charles, il est bien étrange qu'un Avocat ose dire, *que la coutume universelle de l'Eglise veut qu'il soit permis à un chacun de s'aller confesser indifféremment à tous Confesseurs approuvés.* Néanmoins il a eu ensuite quelque honte de sa hardiesse. Car il n'ose pas assurer que M. l'Evêque d'Alet n'ait pas eu le pouvoir de faire cette Ordonnance ; mais il se réduit à dire, que quand il l'auroit pu faire, il n'auroit pas été expédient qu'il la fit, à cause de beaucoup d'inconvénients : comme s'il étoit meilleur Juge de ce qui est avantageux à la sanctification des Ecclésiastiques du Diocèse d'Alet, qu'un Evêque qui travaille depuis 25 ans avec une vigilance infatigable, & une charité apostolique à trouver les moyens les plus propres pour les faire entrer dans l'accomplissement de leurs devoirs, sur lesquels Dieu les jugera. M. le Doyen même fait bien que ce règlement n'a été fait que par le mouvement d'un zèle très-sincère pour le bien des âmes, & qu'il n'a eu pour but que d'empêcher la profanation du Sacrement de Pénitence que faisoient quelques-uns des habitués du Chapitre, s'allant confesser sacrilègement hors du Diocèse à Limoux & ailleurs, à des Confesseurs non approuvés, pour fuir la discipline du Diocèse, & avoir plus de liberté de mener une vie peu conforme à la sainteté de leur état, & de vieillir dans leurs mauvaises habitudes. Et enfin cet article de l'Ordonnance de visite ayant été envoyé de la part de M. l'Archevêque de Narbonne à M. Grandin pour le faire consulter, ce Docteur l'ayant examiné avec cinq autres de ses Confrères, ils répondirent, comme on l'a appris par la lettre qui en fut écrite au Vicaire-Général de Narbonne, que *quoique cette Ordonnance parût d'abord sévère, elle pouvoit*

*néan-*



néanmoins être fort juste & nécessaire pour affermir la discipline du Dio- VI. Cl.  
cese & procurer le salut du Clergé, qui a besoin de Confesseurs habiles & N°. I.  
spirituels, & partant bien choisis : qu'on la pouvoit appuyer de la prati-  
que de S. Charles, selon qu'il est marqué dans les Actes de son Eglise, &  
par d'autres plus anciens réglemens des Synodes de France, rapportés par  
Bochel, & par la raison même. Qu'à la vérité le nombre des Confesseurs  
dépûtes pour le Clergé du Chapitre pourroit être si petit que les cons-  
ciences en pourroient être gênées, ce qui les empêchoit de prononcer abso-  
lument sur ce cas, parce qu'ils ignoroient cette circonstance : & que cela  
dépendoit moins de la doctrine que de la prudence ; de sorte qu'il falloit  
beaucoup s'en remettre aux lumières & jugement d'un bon Evêque appli-  
qué fidèlement à la sanctification de son Clergé.

On ne pouvoit rien répondre sur ce sujet de plus judicieux & de  
plus solide. Car en effet, la seule chose qui pourroit faire de la peine,  
est que le nombre des Confesseurs étant trop petit, les consciences  
n'en fussent gênées. Mais c'est ce que M. d'Alet a eu grand soin d'évi-  
ter. Car n'y ayant en tout que vingt-huit personnes dans le Chapitre  
d'Alet, il a nommé dix Confesseurs fort éclairés & fort gens de bien,  
à chacun desquels ils se peuvent adresser à leur choix : ce qui sans  
doute doit suffire aux plus difficiles, pourvu qu'ils regardent la con-  
fession comme un moyen de se relever & de se corriger de leurs fau-  
tes, & non pas comme une simple décharge qui se doive toujours  
recommencer sans aucun amendement.

Mais comme il n'y a presque rien de tout ce qu'a fait M. d'Alet,  
pour travailler utilement à la réformation & à la sanctification de son  
Clergé, qui y puisse tant contribuer que ce choix des Confesseurs habiles  
& spirituels, qui soient chargés de sa conduite, il ne faut pas s'é-  
tonner si c'est aussi ce que le diable s'efforce le plus de rendre odieux  
pour en empêcher le fruit.

C'est sur quoi les Sieurs de l'Estang & Rives déclament avec plus  
d'emportement dans leurs Ecritures. Ils n'ont presque rien à dire sur  
les autres prétendus abus des Ordonnances de visite, & on voit bien  
qu'ils n'en parlent que pour n'être pas tout-à-fait muets, après avoir  
tant fait de bruit contre toutes ces Ordonnances. Mais sur cet arti-  
cle, il n'y a rien de pareil à la chaleur qu'ils témoignent.

Enfin, disent-ils, il n'y eut jamais rien de si extraordinaire que la  
restriction des Confesseurs portée par le seizième Article. On voit assez par ce  
qui a été dit, que c'est l'ignorance des Canons, & même de ce que Saint  
Charles a établi de notre temps, qui les fait parler ainsi. Mais pour les  
faire revenir de l'étonnement où ils témoignent être de ce choix des

VI. CL. Confesseurs comme d'une chose la plus extraordinaire du monde ; il  
 N°. I. ne faut que les supplier de savoir des Jésuites comment ils en usent dans leurs Maisons ; & s'il n'est pas vrai qu'il n'y a pour l'ordinaire que deux Confesseurs , auxquels tous les Religieux , au nombre quelquefois de plus de cinquante , soient obligés de se confesser ( sans parler des cas réservés au Supérieur ) ce qui est bien une autre restriction que celle de dix Confesseurs pour vingt-huit Ecclésiastiques : s'il n'est pas vrai que cette pratique est commune dans presque toutes les Communautés réformées : & si ceux qui ont établi ces réglemens ont eu pour but de gêner & de bourreler les consciences , ou plutôt de contribuer efficacement par ce moyen à leur avancement spirituel ?

Qu'ils aillent donc dire aux Jésuites & à ces Religieux , comme ils font à M. d'Alet : *Que cette contrainte est contraire aux Conciles & à la pratique universelle de l'Eglise : qu'il n'y a rien de si libre dans le Christianisme , & que rien ne le doit être tant que le choix des Confesseurs ; & qu'autrement le Sacrement de Pénitence seroit une gêne & une torture insupportable ; & comme dit le Concile de Trente , ESSET CARNIFICINA ANIMARUM , ET NON MEDICINA.* Que répondront ces bons Pères que M. d'Alet ne puisse répondre avec bien plus de raison ; puisque ce qu'il fait est bien moins contraint ? Diront-ils que cette conduite est propre à un état aussi parfait que le leur ? Il n'est donc pas vrai que cette discipline soit une gêne & une torture insupportable : il n'est donc pas vrai qu'il n'y ait rien qui doive être si libre que le choix des Confesseurs ; puisqu'il est utile que ce choix soit restreint , afin que la Confession soit plus salutaire à ceux qui ont plus d'obligation de s'avancer dans la perfection chrétienne. Il n'est donc pas vrai que donner dix Confesseurs à vingt-huit personnes , soit une chose contraire aux Conciles & à la pratique universelle de l'Eglise ; puisque la plupart des Religieux réformés croient pouvoir n'en donner que deux ou trois à quarante ou cinquante personnes ; sans rien faire de contraire aux Canons & à la pratique universelle de l'Eglise. A quoi on peut ajouter , que les Ecclésiastiques étant obligés par leur état d'être pour le moins aussi parfaits que les Religieux , quelle raison y auroit-il de s'imaginer qu'un Evêque établi de Dieu , pour travailler non seulement au salut , mais aussi à la perfection de son Clergé , n'ait pas autant de droit que les Supérieurs de Religion de se servir d'un moyen qu'ils ont trouvé avantageux à l'avancement des ames ?

Mais il ne faut pas omettre l'étrange falsification qu'ils font du Concile de Trente , en lui attribuant cette pensée , que si le choix des Confesseurs n'étoit tout-à-fait libre , la confession seroit *non une*

médecine, mais une bourrellerie des âmes. Au lieu que le Concile ne VI. Cl. dit autre chose Sess. 14. Chapitre 5. sinon que c'est une impiété de N°. 1. dire que la confession, telle qu'elle est commandée dans l'Eglise, soit impossible, ou de l'appeller une bourrellerie des consciences : *Sed & impium est, confessionem, quæ has ratione fieri præcipitur, impossibilem dicere, aut carnificinam illam conscientiarum appellare.* Or il est indubitable que la confession a été commandée par le Concile de Latran, sans laisser au Pénitent le choix des Confesseurs ; puisque le Concile ordonne que ce soit au propre Pasteur, à moins qu'on n'ait une juste cause de se confesser à un autre, après en avoir eu la permission du propre Pasteur. Et ainsi on ne peut excuser d'impiété le discours de ces deux Prêtres, qui veulent que la confession soit une bourrellerie des consciences, à moins qu'on n'ait une liberté effrénée de choisir tel Confesseur que l'on veut : ce qui n'étant point permis, comme il a déjà été dit, dans la plupart des Communautés Religieuses, il faut qu'ils jugent que les Supérieurs de ces Maisons sont des Bourreaux & non pas des Médecins des âmes, & qu'ils les accusent d'autoriser une pratique qui doit produire plus de sacrilèges que de véritables confessions. Car c'est encore ce qu'ils osent dire en ces termes : *C'est la pratique universelle de l'Eglise que l'on choisisse tel Confesseur que l'on veut ; & autrement n'est-il pas vrai de dire, que si ce choix n'étoit pas libre, l'on verroit tous les jours plus de sacrilèges que de véritables confessions?* Mais qui ne voit au contraire, que la plus grande cause des sacrilèges qui se commettent dans la confession, est l'ignorance, ou le peu de zèle des Confesseurs, qui souffrent que tant de personnes abusent de ce Sacrement en s'y présentant sans disposition, sans avoir le cœur converti à Dieu, & sans un véritable dessein de changer de vie ? Et ainsi quel moyen plus efficace peut prendre un Evêque pour empêcher ces sacrilèges qui perdent tant d'âmes, que de faire en sorte autant qu'il peut, que ceux sur-tout qui ont plus besoin de personnes sages & éclairées qui leur représentent leurs devoirs, & qui les y fassent entrer, comme sont les Ecclésiastiques, ne se confessent qu'à des Prêtres dont l'intelligence & le zèle lui soient connus ; les désignant en assez grand nombre, pour ne pas laisser aucun prétexte raisonnable de dire qu'on veuille gêner les consciences, & se réservant même, comme fait M. d'Alet, de donner permission d'aller encore à d'autres quand on la lui demandera pour quelque cause raisonnable, selon qu'il est marqué dans le Concile de Latran ?

Car c'est une fausseté punissable de dire, comme font les Sieurs de l'Estang & Rives, pour décrier la conduite de leur Evêque, que bien

VI. CL. *loin de suivre cette pratique du Concile de Latran, il semble que son*  
 N°. I. *dessein soit d'abolir l'usage des confessions, quoique, comme dit Pie V. dans*  
*son Catéchisme sur le Concile de Trente, l'on doive à ce Sacrement tout*  
*ce qui reste de piété chrétienne. C'est-à-dire que le diable a tellement*  
*troublé la vue de ces deux Prêtres passionnés, qu'au lieu que tout le*  
*monde admire le zèle de M. d'Alet, & les peines incroyables qu'il se*  
*donne pour faire refleurir la piété dans son Diocèse, il leur semble*  
*au contraire que son dessein est d'y éteindre tout ce qui y peut res-*  
*ter de piété chrétienne, en y abolissant l'usage des confessions. Peut-*  
*on s'imaginer une plus noire calomnie, mais qui fait voir en même*  
*temps combien la malice est impuissante pour noircir une vertu si*  
*pure, puisqu'on est réduit à l'attaquer par des impostures si hors*  
*d'apparence?*

On voit par-là quel est l'esprit qui les anime, & qui leur inspire cette maligne passion, de décrier ce qu'il y a de plus louable dans la conduite de ce Prélat, qui est le soir qu'il a pris, à l'exemple de Saint Charles, de rétablir quelque chose de la discipline ecclésiastique, dont le renversement, au jugement des plus gens de bien, est la cause des désordres qui ont inondé l'Eglise dans ces derniers siècles. C'est ce qui leur fait représenter dans ce même endroit de leur Avertissement, comme un étrange abus qui étoit à abolir le Sacrement de Pénitence, *que l'on diffère l'absolution*, quand les Confesseurs le jugent nécessaire pour le bien du Pénitent; comme si l'on pouvoit faire autrement en beaucoup de rencontres sans trahir les âmes, & les engager en des sacrilèges, ainsi que Saint Charles l'a remarqué si souvent dans ses Instructions aux Confesseurs, si hautement louées par l'Assemblée générale du Clergé de France. C'est ce qui leur fait dire par la suite du même décri accompagné d'une insigne fausseté, *que c'est de-là que naissent le grand nombre d'interdits & d'excommuniés que l'on voit dans le Diocèse d'Alet*, où l'on peut dire sans exagération qu'il y en a plus que dans tout le reste du Christianisme; n'y ayant point de Paroisse où l'on ne voie plusieurs personnes frappées de ce foudre du ciel, & des Censures ecclésiastiques, & le plus souvent pour des prétextes frivoles. Autant de men songes que de mots. Il y a plus de cent-trente Paroisses dans le Diocèse d'Alet, ou environ. S'il n'y en avoit donc aucune où il n'y eût plusieurs excommuniés & interdits, il faudroit qu'il y en eût au moins trois ou quatre-cents. Et cependant il n'y a pas en tout le Diocèse plus de quinze ou seize interdits au plus, & un seul excommunié; & cela pour des sujets importants, & qu'on ne peut appeler des *prétextes frivoles* sans avoir perdu tout sentiment de piété. Ce n'est donc pas un

jet de reproche, mais de louange à M. d'Alet, de ce qu'il y a quel- VI. CL. ues interdits dans son Diocèse ; parce que c'est une marque de sa N°. I. vigilance & du soin qu'il prend, selon le devoir de son caractère, d'arrêter les désordres par la crainte des Censures de l'Eglise. Mais c'est une marque de la bénédiction que Dieu donne à ses travaux, de ce qu'il n'y a pas plus de personnes qu'il soit obligé de traiter avec cette même sévérité.

Après que les Sieurs de l'Estang & Rives ont déchargé leur ve- in contre leur Prélat avec une si extrême insolence, il ne faut pas étonner s'ils le répandent encore contre ceux qu'il emploie à la con- uite des âmes, & s'ils apportent pour dernière raison contre cette ordonnance, *que les Confesseurs que M. d'Alet a nommés pour les Ecclé- astiques de la Cathédrale leur sont extrêmement suspects, étant tous ses Officiers ou ses domestiques, dans l'engagement de sa doctrine particu- ière, & dévoués à tous ses emportements. A quoi ils ajoutent, que si ans une matière contentieuse un Juge suspect doit être récusé, à plus orte raison l'Eglise doit dispenser un Pénitent de se confesser à une per- onne suspecte.* Mais tout cela n'est qu'une déclamation injurieuse & ans fondement. On n'a jamais obligé qui que ce soit dans le Diocèse d'Alet de se confesser à une personne qui fût suspecte ; & le moindre ujet que quelqu'un a eu d'en demander un autre, jamais cela ne lui été refusé. Mais n'y a-t-il qu'à charger d'injures des Prêtres choi- is par un Evêque très-pieux & très-éclairé pour confesser les Ecclésiasti- iques de la Cathédrale, & dire en l'air qu'ils sont suspects, pour le déchirer ensuite comme un Bourreau des âmes, qui les engage dans des sacrilèges ar une contrainte insupportable ? *Ils sont tous, disent-ils, ses Officiers ou domestiques.* Cela est faux, y en ayant plusieurs qui ne sont ni l'un ni l'autre, & auxquels par conséquent pourroient aller ceux qui, par un caprice sans raison, ne voudroient pas se confesser à ceux qui demeurent chez lui, ou qui sont ses Officiers. Mais qui jamais entendit parler d'une pareille folie, qu'un Prêtre soit justement suspect aux Ecclésiastiques d'une Cathédrale, ou parce qu'il demeure chez l'Evêque, & chez un Evêque dont la piété est réverée de toute la France, ou parce que ce Prélat l'a jugé digne de quelque emploi, par la connoissance qu'il a de sa suffisance & de sa vertu ? Les Evêques sont les Vicaires de Jesus Christ dans leurs Diocèses. Ils sont établis pour être la source & le principe de toutes les fonctions hiérarchiques, & les Directeurs de toutes les âmes que le S. Esprit a soumises à leur vigilance & à leurs soins, comme en devant rendre compte à Dieu, selon la parole de S. Paul. Ils les devroient toutes conduire par eux-mêmes s'ils le

VI. CL. pouvoient. Mais cela ne se pouvant, les Prêtres qui leur sont donnés N°. I. pour aides, ne doivent agir avec eux que dans l'unité d'un même esprit, comme le marque l'Apôtre, quand il dit, que *celui qui plante, & celui qui arrose ne sont qu'un*; & comme les Canons l'ordonnent, lorsqu'ils recommandent tant de fois aux Prêtres de ne rien faire que suivant les ordres & le conseil de leur Evêque. D'où peut donc venir une si extravagante pensée, que ce soit une raison qui rende un Prêtre suspect à des Ecclésiastiques pour le gouvernement de leur conscience, de ce qu'il est uni avec son Evêque, de ce qu'il demeure chez lui, de ce qu'il reçoit de plus près ses instructions & ses lumières, ou de ce qu'il est employé par lui aux plus importantes affaires du Diocèse? C'est pourtant ce que veulent ces deux prétendus réformateurs du Diocèse d'Alet. Si on les en croit, une des plus essentielles conditions à un Confesseur pour n'être point suspect au Chapitre, c'est de n'avoir que du mépris pour un des plus pieux Prélats de l'Eglise; c'est d'être ligué avec ses ennemis; c'est de lui faire cent méchants procès; c'est de le déchirer par toutes sortes de calomnies. A moins que cela, quelque vertu qu'ait un Prêtre, quelque exemplaire que soit sa vie, s'il a de l'estime & de la vénération pour son Prélat, il est *suspect & récusable*, parce qu'on pourra dire de lui, *qu'il est dans l'engagement de sa doctrine particulière, & dévoué à tous ses emportements*. Rien n'est à l'épreuve de ces termes mystérieux, & jamais celui qui est appelé *calomniateur* par excellence, n'en inventa de plus propres à diffamer les plus gens de bien. Si un Evêque a du zèle pour maintenir la discipline & la puissance de l'Eglise, on le fera passer pour un *emporté*; & ceux qui sont persuadés qu'il ne regarde que Dieu en cela, & qu'il n'a pour but que de satisfaire aux devoirs de son caractère, pour des gens *dévoués à tous ses emportements*. S'il a soin de ne nourrir les brebis de Jesus Christ que de la doctrine de Jesus Christ, & des maximes de l'Evangile, parce qu'on ne trouvera pas que cela soit fort conforme aux nouveaux relâchements d'une morale corrompue, on s'efforcera d'en donner de l'éloignement au peuple, en qualifiant tout cela de *doctrine particulière*; & ce sera assez pour rendre *suspects* tous ceux qui conduiront les âmes par ces maximes évangéliques, selon l'esprit de ce Prélat, en disant qu'il les faut fuir comme étant *dans l'engagement de sa doctrine particulière*.

Il y a encore un autre mot qui leur paroît fort commode pour décrier les réglemens les plus saints, qui est de se plaindre en l'air, qu'ils sont contraires à *l'usage de l'Eglise*, sans dire autre chose, mais voulant adroitement faire passer toutes sortes d'abus, *lorsqu'ils sont*

en coutume , & que la connivence des faux Directeurs les entretient VI. Cl. dans le monde , à la perte & à la ruine des âmes , pour le vrai usage N°. I. de l'Eglise. En voici un exemple illustre. Un fameux Casuite prétend que des Prêtres , après une confession d'un demi-quart d'heure , peuvent aller à l'autel le jour même qu'ils auroient commis les plus horribles infamies : & sur ce qu'il s'oppose à lui-même les Canons qui défendent un si étrange désordre , il répond *qu'ils sont abolis par la coutume générale de toute la terre*. De sorte , que selon l'esprit de ces gens-là , ce seroit s'opposer à l'usage de l'Eglise par une insupportable sévérité , que de condamner aujourd'hui une si abominable pratique.

Il n'y a donc rien qui marque un plus grand aveuglement que la manière pleine de fiel & d'aigreur dont les Sieurs de l'Étang & Rives combattent l'Ordonnance de M. d'Alet touchant le choix des Confesseurs qu'il a approuvés pour les Ecclésiastiques de sa Cathédrale. Mais c'est une étrange hardiesse de parler comme ils font au nom de ceux qui les ont tant de fois désavoués , & qui l'ont encore fait depuis peu par une délibération capitulaire du 14 Avril 1665 , & de l'avis même du Sieur Fabre Chanoine , qu'ils avoient gagné d'abord , & à qui Dieu depuis a fait la grace de reconnoître qu'il lui est bien plus sûr de suivre la voix d'un si bon Pasteur , que celle de ces deux brebis séduites , qui ne travaillent qu'à ravager la bergerie.

Enfin Dieu a permis , pour les remplir de confusion , qu'ils aient eux-mêmes découvert que ce n'est qu'un mouvement de vengeance qui a poussé M. le Doyen à traiter si outrageusement ce qu'il a autrefois approuvé quand il a eu l'esprit calme , & libre de passion. Car il a lui-même produit une Ordonnance de M. d'Alet du 5 Décembre 1660 , toute semblable , comme il dit lui-même , à celle du 11 Mai 1663 , touchant la nomination des Confesseurs. Pourquoi donc ce généreux défenseur des privilèges du Chapitre , comme il s'appelle lui-même , ne s'est-il point alors avisé de s'opposer à une pratique qu'il dit maintenant être *une gêne & une torture insupportable , & n'être propre qu'à engager en des confessions sacrilèges* ? Il avoue que cette Ordonnance de 1660 , fut signifiée au Chapitre d'Alet aussi-bien qu'aux autres. Pourquoi donc ne s'y opposoit-il pas ? Où étoit son zèle pour maintenir les prétendus droits de sa compagnie , qui lui fait dire aujourd'hui que les Chanoines qui ont souffert ce règlement en 1663 , *ont trahi leur conscience , en n'observant pas le serment qu'ils avoient fait en entrant dans le Chapitre lors de leur réception* ? D'où vient que toutes ces pensées ne sont pas venues dans l'esprit de M. le Doyen trois ans auparavant , lorsque M. d'Alet a établi cette même restriction des

VI. CL. *Confesseurs* ? Pourquoi ne trouvoit-il pas alors , & pendant tout le N°. I. temps que ce règlement a été observé , que cette *contrainte étoit contraire aux Conciles & à la pratique universelle de l'Eglise* , & quelle *rendoit la confession une bourrellerie des ames* ? La conduite de M. d'Alet a été la même en ces deux temps , & ces Ordonnances sur ce point toutes semblables. Rien n'a changé que l'esprit de M. le Doyen , & rien ne l'a fait changer qu'un mouvement de pique , qui lui a fait prendre pour un mépris insupportable de ce qu'on avoit osé emprisonner son valet à cause de ses débauches. Voilà ce qui lui a ouvert les yeux , & fait trouver tant de sujets de scandales , où il n'en avoit trouvé auparavant que d'édification & de louanges.

*D'une autre Consultation du 2. Octobre 1663.*

Voilà tous les griefs que M. le Doyen avoit trouvés dans les Ordonnances de M. l'Evêque d'Alet au mois de Juillet de l'année 1663. lorsque le lendemain de cette belle Consultation , il fit signifier à M. d'Alet cet acte si outrageux & si plein de faulxetés dont il a été parlé dans la première partie de cet Avertissement.

Mais parce que cet Avocat avoit dit à la fin du conseil qu'il donnoit, qu'il avoit omis d'autres griefs , *comme n'étant pas considérables*, ce sont ses propres termes , *qui pourroient être relevés en temps & lieu* , M. le Doyen , qui reconnoissoit sans doute combien ces trois chefs étoient foibles & mal fondés , s'avisa , trois mois après , de s'adresser pour la seconde fois à cet homme , qui paroissoit avoir un don si particulier de trouver des griefs où les autres n'en trouvent point. Néanmoins toute son industrie se termina à chicaner encore sur deux autres articles des Ordonnances de la manière du monde la plus basse , comme l'on verra après avoir représenté chaque article.

*Troisième Article des Ordonnances de M. d'Alet.*

„ Nous défendons aux Chanoines qui seront en tour pour nommer  
 „ & pourvoir aux Prébendes , d'y nommer & les pourvoir d'autres  
 „ personnes que de celles qui aient les qualités requises par la Bulle  
 „ de Sécularisation , à peine de nullité , & qui soient d'ailleurs d'une  
 „ vie exemplaire ; & au Chapitre de les admettre à la pointe , & de  
 „ leur donner aucunes distributions qu'ils n'aient acquis lesdites qua-  
 „ lités , & se soient rendus capables de rendre le service que leurs  
 „ bénéfices doivent à l'Eglise , selon ladite Bulle. Et conformément au



saint Concile de Trente, nous défendons aux pourvus de s'ingérer **VI. Cl.**  
de faire aucune fonction qu'ils ne se soient présentés par devant **N. I.**  
nous, & que nous n'ayions reconnu qu'ils aient leddites qualités  
requises par ladite Bulle, & qu'ils ne nous aient exhibé leurs Let-  
tres d'Ordres, & attestations de leur vie & mœurs, à peine de  
suspense *ipso facto*, à nous réservée s'ils sont dans les Ordres sacrés,  
& d'interdit, aussi *ipso facto*, à nous réservé, s'ils sont seulement  
dans les moindres Ordres, ou dans la Cléricature.

*Grief prétendu contre cet Article.*

“ Le Conseil soussigné ayant encore été requis de délibérer sur  
les griefs omis, estime qu'il y a grief dans le troisieme Article, en  
ce que le dit Sieur Evêque veut s'arroger un droit de supériorité  
& d'inspection sur les collations qui dépendent *pleno jure* du Cha-  
pitre, suivant la Bulle de Sécularisation. Car en cela *mittit falcem*  
*in messum alienam*, par entreprise de Jurisdiction. Car, ou le Cha-  
pitre a conféré le Bénéfice de sa collation à des personnes idoines  
& capables, qui ont les qualités requises par la fondation, ou a des  
inhabiles. Au premier cas, il n'y a rien à dire. Et au second cas, il  
faut venir par la voie.

R É P O N S E.

Voilà une plaifante façon de parler. *Il faut venir par la voie*,  
sans dire qu'elle est cette voie. Mais il paroît que cet Avocat ne  
connoît guere, ni l'autorité des Evêques, ni l'étendue de leurs de-  
voirs envers ceux que Jesus Christ a soumis à leur conduite. M. l'Evêque  
l'Alet visite le Chapitre de plein droit épiscopal, ni limité ni obs-  
curci par aucun des prétendus privileges de ceux qui se disent exempts.  
Il lui appartient donc de prendre garde que le Chapitre s'acquitte  
de ses obligations; & comme on ne peut introduire dans son Dio-  
cese aucun Ecclésiastique sans son su, & sans son approbation, &  
que nul n'y peut faire aucune fonction s'il ne l'en juge capable; qui  
peut trouver mauvais, qu'ayant à répondre devant Dieu & devant  
les hommes de tout son Clergé, il veuille savoir si ceux qui sont pour-  
vus des Bénéfices de son Diocèse sont capables de servir ces mêmes  
bénéfices selon l'esprit de l'Eglise?

La Bulle de Sécularisation ne contient pas un seul mot qu'on puisse  
lire avec la moindre couleur ôter quelque chose à M. d'Alet de ce  
droit épiscopal. Elle est au contraire entièrement pour l'Evêque, qui

VI. CL. ne consentit à cette sécularisation, sans quoi elle n'eût pu être faite.  
 N°. I. qu'à condition que toute son autorité lui seroit conservée. Il est vrai que les Canoniciens se confèrent tour-à-tour par l'Evêque & par le Chapitre; & pour les Prébendiers ou Bénéficiers, qu'on appelle à Paris Chapelains, les Chanoines présentent au Chapitre qui instruit, & tout ce que la Bulle en dit est, que ceux qu'on nommera, *Periti sint in cantu & in ceremoniis Ecclesie*. Ce qui suppose les autres qualités essentiellement nécessaires à un Ecclesiastique, comme est la bonne vie & des mœurs irréprochables. Or c'est à quoi l'Evêque est obligé de veiller, quelque droit de présentation qu'aient les Chanoines, tant pour l'intérêt de l'Eglise que pour celui des Chanoines mêmes, dont il répondra devant Dieu, s'il néglige à les porter à ce qui est de leur devoir; & s'il souffre qu'ils fassent entrer dans l'Eglise Cathédrale des personnes incapables pour la servir, comme il ne se fait que trop souvent. Il a donc dû l'empêcher, & il l'a pu non seulement par le droit annexé à son caractère, mais aussi par les Réglements de l'Eglise qui l'ont conservé aux Evêques, comme il paroît par le Concile de Trente, *Sess. 7. ch. 13. de Reform.* & *Sess. 14. ch. 13. de Reform.* & *Sess. 25. ch. 9. S. Ad hac liceat Episcopo*. Où il est déclaré, que qui que ce soit qui ait droit de présenter, l'Evêque les doit examiner, & rejeter ceux qui se trouveroient n'être pas capables. *Liceat Episcopo presentatos à Patronis, si idonei non fuerint repellere. Quod si ad inferiores institutio pertineat, ab Episcopo tamen juxta aliàs statuta ab hac sancta Synodo examinentur.*

Les Sieurs de l'Estang & Rives ont fait de cet Article dans leur Avertissement, la première des quatre objections qu'ils font contre les Ordonnances de visite. Mais ils ne font que copier l'avis de leur Avocat, si ce n'est que dans le dilemme qu'il fait à la fin : *Que si le Chapitre nomme des personnes idoines & capables, il n'y a rien à dire, sinon il faut venir par la voie*, ils marquent que cette voie est celle du dévolut. De sorte que voilà à quoi ils réduisent un Evêque qui a de plein droit toutes sortes de Jurisdiction sur un Chapitre. Ils veulent que ce Chapitre puisse introduire, s'il lui plaît, dans son Eglise des gens incapables, ignorants, vicieux, scandaleux, sans que l'Evêque le puisse empêcher; mais qu'il soit réduit après que cet homme aura pris possession de ce Bénéfice, quelque indigne qu'il en puisse être, de chercher un dévolutaire, qui fasse venir un dévolut de Rome, pour l'en chasser par un procès qui pourra durer plusieurs années, & où il faudra effuyer mille chicanes. C'est l'idée qu'ils ont de l'autorité d'un Evêque, & du soin qu'il doit avoir de ne point admettre

des personnes indignes dans son Clergé. Et parce que M. d'Alet ne VI. Cc.  
s'en croiroit pas déchargé devant Dieu s'il n'y veilloit d'une autre N. L.  
sorte, il leur plaît de le déchirer, & de représenter ses plus justes &  
plus salutaires Ordonnances, comme contraires aux Canons & à l'u-  
sage de l'Eglise. C'est leur langage ordinaire, & les termes vagues  
dont ils croient pouvoir couvrir leurs plus grands excès & leurs plus  
injustes diffamations.

*Neuvieme Article des Ordonnances de M. d'Alet.*

“ Et sur la représentation faite par notre Promoteur, que les dis-  
tributions des Chanoines & autres habitués dudit Chapitre, ne  
pouvoient plus se continuer au pied des années précédentes, at-  
tendu les divers frais, réparations, dons du Roi, & autres affaires  
urgentes que le dit Chapitre a été obligé de faire, qui l'ont em-  
pêché d'acquitter & de payer les intérêts des sommes par lui dues,  
outre les avances des sommes considérables faites par le Trésorier,  
en sorte que si on continuoit les dites distributions sur le même  
pied, on engageroit le fond de la menſe capitulaire. Nous avons  
ordonné que dans le mois, lesdits Chanoines conviendront des  
moyens & des expédients de satisfaire au payement desdites dettes,  
afin d'éviter l'engagement du fond de leur menſe, lesquels ils nous  
communiqueront dans ledit délai, pour iceux par nous vus &  
examinés être pourvu & ordonné ce qu'il appartiendra ”.

*Grief prétendu contre cet Article.*

“ Est d'avis de plus, qu'il y a grief dans l'Article neuvieme, dans lequel  
le dit Sieur Evêque ordonne que le Chapitre lui communiquera l'état  
des biens de la menſe capitulaire, pour par lui vu & examiné, y être  
pourvu & ordonné ce qu'il appartiendra: parce que par-là ledit  
Sieur Evêque veut remettre les choses en l'état qu'elles étoient  
avant la Bulle de Sécularisation, depuis laquelle les portions  
ont été faites, & les biens partagés en telle sorte, que le Sieur Evêque  
n'a rien à voir sur le patrimoine du Chapitre, sinon qu'on vint à  
l'avenir, par un notable abus, à les dissiper; auquel cas il y auroit  
les voies de droit pour se pourvoir; mais que sous ce prétexte il ait  
un droit de curatelle & d'intendance sur les revenus & rentes dudit  
Chapitre il n'y a propos ni apparence; & ce seroit donner une  
mortelle atteinte à la Bulle de la Sécularisation.

Il paroît que cet Avocat est frappé de l'idée de ces Chapitres qui, par le moyen de leurs prétendues exemptions, croient avoir tellement secoué le joug de l'autorité Episcopale, qu'ils tiendroient à injure que leur Evêque entreprît de leur donner quelque avis. Mais il n'en va pas de même à M. Alet. Graces à Dieu, on n'y a point troublé par des privileges l'ordre établi par Jesus Christ; l'Evêque y est reconnu sans difficulté pour le vrai & le légitime Supérieur du Chapitre. Or cela supposé, que pouvoit faire M. d'Alet que ce qu'il a fait en cette rencontre? On se plaint à lui que la menſe capitulaire s'en va tomber en déſordre que les Chanoines diſtribuent annuellement plus qu'ils n'ont de revenu, qu'ils ſont endettés, & qu'ils ſe mettent par-là hors d'état de pouvoir ſatisfaire à ce qu'ils doivent. Si ces plaintes étoient mal fondées, il auroit été bien facile au Chapitre de juſtifier le contraire. Mais ſi elles étoient véritables comme elles l'étoient, qui étoit plus obligé que l'Evêque de remédier à ce mal, & d'empêcher que le Chapitre ne diſſipât ſa menſe, & ne fit tort à ſes créanciers; ſur-tout au regard d'un Chapitre qui n'eſt point exempt, & qui reconnoît en toutes choſes l'autorité de ſon Prélat, qui peut aſſiſter quand il lui plaît à toutes ſes délibérations, de quelque affaire qu'on y parle, ſpirituelle ou temporelle?

Mais ſ'arroger cette intendance, dit cet Avocat, *c'eſt donner un coup mortel à la Bulle de Séculariſation*; ce qui eſt ridicule, puisſque cette Bulle n'en dit pas un ſeul mot. Mais il paroît que cet homme ne l'a jamais vue, & qu'il ne ſait pas ſeulement de quoi elle traite. Car il ſ' imagine que c'eſt par cette Bulle que la menſe capitulaire a été ſeparée de la menſe Episcopale, au lieu que cette ſeparation a été faite dès l'an 1318. & que la Bulle de Séculariſation n'eſt que de l'an 1532.

Quoi qu'il en ſoit, & en quelque temps que la menſe du Chapitre ait été ſeparée de l'Episcopale, cette ſeparation ne fait pas qu'il ſoit permis au Chapitre de faire ce qu'il lui plaira de ſon fond. Il n'en eſt pas le maître, mais ſeulement l'adminiſtrateur. Et l'Evêque, qui eſt le Supérieur du Chapitre, a tellement droit d'en empêcher l'aliénation, que le Chapitre même de ſon côté, quoiqu'inférieur, a droit par les Canons d'empêcher que l'Evêque n'alienât le fond de la menſe Episcopale. Or c'eſt viſiblement une aliénation du fond que de faire monter les diſtributions plus haut que le revenu. Et ainſi c'eſt une

prétention ridicule de se plaindre que M. d'Alet ait voulu prévenir VI. Cl. ce désordre, vu sur-tout qu'il l'a fait dans les termes du monde les N°. I. plus modérés, & qu'il ne peut avoir eu pour but en tout cela que l'intérêt même du Chapitre.

*Autre Article des Ordonnances de M. d'Alet, combattu par les Sieurs de l'Eftang & Rives.*

Le Conseil de M. le Doyen, quoique consulté à deux différentes fois, n'avoit osé marquer que cinq chefs des Ordonnances de M. d'Alet, auxquels il s'est imaginé qu'on pouvoit trouver à redire. Et encore de ces cinq chefs, M. le Doyen a été obligé d'en abandonner deux dans ses Ecritures; l'un touchant ceux qui perdent leur temps à se promener dans les places publiques & les carrefours; & l'autre pour empêcher que le Chapitre ne se mit au hasard de payer deux fois quand une Prebende est litigieuse. Mais comme il n'y en restoit que trois, & qu'il sembloit raisonnable que ce *généreux défenseur des intérêts du Chapitre* n'oublîât pas ses propres intérêts, il s'est avisé de combattre de nouveau un Article qui le regarde, qui est celui où M. d'Alet déclare que les Dignités du Chapitre sont obligés à la résidence. Il seroit bien aise, s'il y avoit moyen de se délivrer de ce joug, & de faire de son Doyenné un Bénéfice simple, comme on les appelle, qui lui laissât la liberté de se promener où il voudroit. C'est pour cela sans doute qu'il voudroit bien faire casser cet Article qui l'incommode.

*Quatrième Article des Ordonnances de M. d'Alet.*

„ Ayant égard aux réquisitions de notre Promoteur & dudit Cha-  
„ pitre comme en notre verbal, nous ordonnons, conformément au  
„ saint Concile de Trente, au Concile Provincial & à nos précédentes  
„ Ordonnances, que les Dignités de notre Eglise feront résidence  
„ actuelle & personnelle, hors le cas de droit, à peine de privation  
„ de tous les fruits, & autres plus grandes peines s'il y échet; &  
„ conformément audit Concile, que le tiers des fruits affectés auxdites  
„ Dignités, sera mis en distributions, qu'ils perdront au prorata des  
„ absences qu'ils feront pendant l'année.”

M. le Doyen combat cet Article comme contraire, à ce qu'il prétend, à l'usage de l'Eglise, qui n'oblige point, à ce qu'il dit, les Dignités des Chapitres à résider. *Et la raison en est*, dit-il, p. 106. de

VI. Cl. son Avertissement. *que le Doyen de Languedoc n'est point de charge d'ami,*

N°. 1. *ni d'ami par le Doyen sans l'Eglise. Il faut être bien aveugle pour n'avoir pas vu que cette charge est nulle ; puisque si elle étoit recevable, tous les Chanoines seroient obligés de résider ; étant certain qu'ils n'ont point d'autre charge. et aucune Jurisdiction dans l'Eglise. Ce n'est donc point à cela que la résidence est attachée, mais à cette loi naturelle & ecclésiastique, que l'on ne peut point recevoir en conscience le revenu d'un Benefice sans le servir, & qu'on ne peut pas le servir en étant ailleurs sans résidence. par exemple, que le Précenteur d'Alet, qui doit veiller au chant & à la célébration du service, crût s'acquiescer de son devoir en demeurant à Paris, ou même à Alet, sans assister au service. En qu'on n'y mette quelque Dignité qui auroit peu d'emploi, & dont qu'on ne se sert point particulier dans une telle Eglise, & qu'elle fût une partie considérable de la compagnie qui est destinée à y servir Dieu, pour l'obliger à y résider, selon l'esprit de l'Eglise.*

Mais ils en font dispenses par l'usage, dit le Sieur de l'Estant. Il peut être douteux si cette excuse sera reçue devant Dieu : mais ce qui est certain, est que cet usage étant de soi-même odieux, abusif & contraire au droit, ne peut être allégué pour autoriser la non résidence, s'il n'est contraire & établi par une possession immémoriale. Or quoi qu'il en soit des autres Eglises, cela n'est point certainement dans les Eglises de Languedoc ; & il n'en faut point d'autre preuve que le Concile Provincial de Narbonne de l'an 1609. dont M. d'Alet n'a fait que renouveler l'Ordonnance qui est dans le Chapitre XXX. De sorte qu'il n'y a rien de plus exorbitant que de voir deux Prêtres qui oient reculer sous l'Ordonnance de leur Evêque, parce qu'elle est conforme aux Canons qui ordonnent tous la résidence, & en particulier au dernier Concile de la Province, qui a travaillé très-utilement à empêcher cette monstrueuse distribution des biens de l'Eglise à des faiseurs, qui se croient dispensés de lui rendre des services qu'ils lui doivent. Mais on peut en particulier avertir M. de l'Estant, qu'il ne peut rien gagner à cette contestation ; parce qu'il est si certain que son Doyenné oblige à la résidence, qu'un Conseiller du Parlement de Toulouse ne s'en défie entre les mains de celui dont il le tient, que parce que M. d'Alet le voulant obliger à résider, il n'osa pas soutenir qu'il en fût dispensé, même à cause de sa charge.

Voilà tout ce que M. le Doyen, après deux ans de temps, a pu trouver de chicaneries, & dans sa tête, & dans celles de ses amis, pour décrier les Ordonnances de M. d'Alet, & faire croire qu'il a eu

grande raison de s'y opposer, comme étant, à ce qu'il dit dans ses *VI. Ocl. Ecritures, si préjudiciables aux Canons, & aux privilèges du Chapitre N°. I. d'Alet*, qu'il n'auroit pu y consentir sans trahir sa conscience, & violer le serment qu'il a fait de maintenir les droits du Chapitre. Qui ne rougira donc d'un emportement si déraisonnable, après avoir vu à quoi tout cela se réduit ?

Car où sont les Canons qui défendent à un Evêque de faire observer ceux qui condamnent dans les Ecclésiastiques une vie fainéante qui scandalise le monde ? C'est ce qu'a fait M. d'Alet par le cinquième Article de ses Ordonnances, que l'Avocat de M. le Doyen a jugé digne de censure.

Où sont les Canons qui lui défendent de veiller à ce qu'un Chapitre non exempt, ne donne point ce qu'on le peut obliger de rendre ? C'est le sujet du deuxième Article, que cet Avocat a encore osé censurer pour l'avoir pris à contre-sens ?

Où sont les Canons qui ordonnent qu'un Chapitre non exempt pourra dissiper sa menſe, & se mettre en état de frustrer ses créanciers, sans que l'Evêque auquel il est soumis de plein droit l'en puisse empêcher ? C'est de quoi se plaignent ridiculement les Sieurs de l'Eſtang & Rives, dans l'opposition qu'ils font au neuvième Article des Ordonnances de M. d'Alet, qui ne regarde uniquement que le bien & l'intérêt du Chapitre.

Où sont les Canons qui ôtent à un Evêque le droit qu'il a par son caractère, d'approuver ceux qui confessent sous son autorité, & de nommer dix Confesseurs d'une probité connue pour 28. Ecclésiastiques, afin qu'ils trouvent en eux de plus grands secours pour arriver à la perfection de leur état ? C'est contre ce Règlement si salutaire du seizième Article des Ordonnances de visite, que ces deux Prêtres font de plus horribles déclamations, & qu'ils traitent leur Prélat avec le plus d'insolence, jusqu'à l'accuser, par une imposture criminelle, de vouloir abolir l'usage des confessions, auquel on doit particulièrement se qui-*reste de piété dans l'Eglise.*

Où sont les Canons qui privent un Evêque du droit qu'il a, d'empêcher que l'on n'introduise dans son Eglise que des Ecclésiastiques de bonne vie & de bonnes mœurs, & qui aient les qualités nécessaires pour la servir ; & qui le réduisent, au regard même des Chanoines sur lesquels il a toute sorte de juridiction & d'autorité épiscopale, à les laisser pourvoir de gens incapables & vicieux, sans qu'il lui reste d'autre voie pour empêcher ce désordre, que celle qu'auroit le moi-

VI. CL. dre particulier qui voudroit se rendre dévolutaire? C'est le désordre  
 N°. I. que veulent établir les Sieurs de l'Étang & Rives, en haine de ce  
 que M. d'Alet l'a voulu prévenir par le troisieme Article de ses Ordon-  
 nances.

Où sont enfin les Canons qui dispensent de la résidence des Digni-  
 tés du Chapitre d'Alet, que les Canons y obligent; que nul usage  
 n'en a dispensés, & qui y sont particulièrement obligés par le dernier  
 Concile de la Province? C'est le quatrieme Article des Ordonnances  
 qui déplaît à M. le Doyen, parce qu'il trouveroit sans doute à se dé-  
 faire plus avantageusement de son Bénéfice, s'il ne falloit point y ré-  
 sider.

L'autre prétexte, *des privileges du Chapitre d'Alet*, n'est pas  
 moins impertinent; puisqu'il est faux que ce Chapitre ait ni exemp-  
 tions ni privileges, étant soumis en tout à l'autorité épiscopale, &  
 aux Loix communes de l'Eglise, qui ne lui donnent aucun droit de  
 ne pas obéir aux Ordonnances très-justes de son légitime Supérieur,  
 & d'un Supérieur tel qu'est celui que Dieu lui a donné par une singu-  
 liere miséricorde, & dont il seroit bien malheureux de ne pas révé-  
 rer la piété, qui répand *une odeur de vie pour la vie*, selon les paro-  
 les de l'Apôtre, en tous ceux qui sont informés d'une charité si  
 désintéressée, d'une vigilance si infatigable, & d'une conduite si  
 apostolique.

Aussi faut-il avouer que hors trois ou quatre personnes, le Clergé  
 d'Alet connoît son bonheur, & qu'il a la vénération qu'il doit pour  
 les éminentes qualités de son Pasteur. Il faut même espérer que ceux  
 à qui la passion a tourné l'esprit, & qui, par un aveuglement déplo-  
 rable, ne veulent plus voir en ce serviteur de Dieu les dons de grace  
 qui les avoient édifiés pendant tant de temps, reviendront à eux-  
 mêmes, & chercheront dans l'humiliation de la pénitence, le remede  
 à des plaies aussi dangereuses, que sont celles qu'ils se font par les  
 calomnies qu'ils répandent contre un des plus saints Ministres de  
 Jesus-Christ, & les efforts qu'ils emploient pour ruiner tout le bien  
 qu'il a établi avec tant de peine. Il est difficile de s'imaginer un plus  
 grand crime, ni de plus grand malheur que de persévérer dans un  
 si mauvais état. Et cependant c'est à quoi tendent toutes leurs pour-  
 suites, Ils ne travaillent avec tant de fatigues & tant de dépenses,  
 qu'à se procurer l'impunité dans leur révolte criminelle, & à triom-  
 pher de l'Eglise, après avoir foulé aux pieds ses plus saintes Loix.  
 Que leur pourroit-il arriver de plus funeste qu'une si misérable vic-  
 toire?



toire ? Et que peut-on faire au contraire qui leur soit plus avantageux VI. CL.  
 pour leur salut, que d'adjuger au Promoteur les Conclusions qu'il a N° L.  
 prises, qui se réduisent à les renvoyer ou à leur Evêque ou au Pape,  
 afin que s'étant humiliés autant qu'ils doivent, ils obtiennent par le  
 légitime usage des clefs de l'Eglise, ce qu'ils ont recherché inutile-  
 ment jusques ici de ceux qui n'avoient nulle autorité de les délier.

*Signé.*

VINCENT RAGOT Prêtre, Promoteur d'Alet.



M O D A M E X T U O T

---

# A D D I T I O N

## A L' A V E R T I S S E M E N T

Q U A P R O D U I T A U C O N S E I L D U R O I

Messire Vincent Ragot, Prêtre, Docteur en Droit Canonique, Promoteur de l'Eglise & Diocese d'Alet, Défendeur & Demandeur;

C O N T R E

*Messires Jacques Joseph de Maynard de l'Estang, Prêtre, Doyen & Chanoine de l'Eglise Cathédrale du diocèse d'Alet, & François Rives, aussi Prêtre & Chanoine de la même Eglise, Demandeurs & Défendeurs.*

C O N T E N A N T L E S P R I N C I P A L E S F A U S S E T É S R É P A N D U E S  
D A N S L E U R S E C R I T U R E S.

VI. CL.  
N°. I.

**S**I c'étoit ici une affaire commune & ordinaire, on pourroit se dispenser de représenter les faussetés dont les Sieurs de l'Estang & Rives ont rempli leurs Ecritures; parce qu'il est aisé d'en découvrir la plus grande partie par l'Avertissement du Promoteur. Mais comme il s'agit principalement de faire connoître à l'Eglise de quel esprit sont poussés ces deux Prêtres qui ont excité un si grand trouble, il est important de montrer par cet amas prodigieux de faussetés qu'ils avancent par-tout, & dont ils font le principal appui de leur mauvaise cause, que c'est l'esprit de mensonge qui les possède, & qui les porte à de si étranges excès contre un Prélat, qui, par le consentement de tout le monde, est aujourd'hui l'un des plus grands ornements de l'Eglise Gallicane.

On a déjà vu par l'Avertissement du Promoteur, que le Sieur de l'Estang, qui n'avoit rien trouvé à redire aux Ordonnances de M. d'Alet pendant le cours de sa visite, s'étant avisé deux mois après de s'y opposer pour se venger de l'affront qu'il croyoit avoir reçu par l'emprisonnement de son valet, il fabriqua une fausse délibération du Chapitre du 30 Avril, par laquelle il supposa que le Chapitre lui avoit donné pouvoir de *consentir & accorder, dissentir, opposer & appeller desdites Ordonnances de visite.*

Cette piece est si visiblement fausse, que le Sieur de l'Estang l'ayant produite au Conseil, & le Promoteur lui ayant déclaré qu'il alloit s'inscrire en faux contre cette prétendue délibération, tout ce qu'a pu faire le Sieur Doyen pour s'empêcher d'être condamné comme un faussaire, a été de déclarer qu'il ne s'en vouloit point servir. Et cependant, par une illusion insupportable qu'il a voulu faire au Conseil, non seulement il s'en sert dans toutes ses Ecritures, commençant par-là dans son Avertissement le narré de tout ce qui s'est passé, & fondant sur cette piece le sujet de la contestation; mais c'est la premiere de son inventaire, & la premiere de celles dont il a donné copie: & lorsqu'il est accablé au dedans par le poids de sa conscience qui lui reproche son crime, il se relève au dehors par une feinte confiance, & il ose dire que le Promoteur fait bien qu'il succomberoit dans cette inscription de faux, & qu'il ne l'a faite que pour fuir.

Mais il ne faut que considérer les réponses qu'il a faites aux faits & articles sur lesquels le Promoteur l'a fait interroger par devant Monsieur Voisin, Maître des Requêtes, Rapporteur de l'affaire, pour être pleinement convaincu de la mauvaise foi dudit Sieur de l'Estang dans la fabrication de cette piece.

1°. On lui a demandé *s'il n'est pas vrai que le Chapitre, pour correspondre à la bonne volonté de M. d'Alet, auroit VERBALEMENT prié le Doyen & François Rives Chanoine d'assister pour le Chapitre aux Conférences sur les matieres concernant la visite, pour en faire rapport au Chapitre?* A quoi il a répondu après avoir fait serment de dire vérité: *Que le Chapitre assemblé capitulairement avoit délibéré, après avoir recueilli les voix d'un chacun, & observé les formalités d'une Assemblée Capitulaire, savoir le son de la cloche & les avertissements qui se donnent à un chacun en particulier, assignant l'heure & le lieu où ladite Assemblée se doit faire, & qu'ainsi le Chapitre assemblé, OBSER-*

VI. CL. VANT DE POINT EN POINT TOUTES LES FORMALITÉS, *sur les propositions qu'avoit donné & fait ledit Sieur Evêque d'Alet dans sa première entrée & harangue, auroient délibéré que lui répondant & ledit Sieur Rives Syndic dudit Chapitre seroient députés de la part de tout le corps, pour représenter audit Sieur Evêque d'Alet, dans les conférences qui se devoient tenir pendant le cours de sa visite, les griefs, prétentions & desseins, en cas que ledit Sieur Evêque voulût préjudicier en quelque chose à l'usage de l'Eglise, & aux privilèges & statuts dudit Chapitre; & délibérèrent aussi qu'ils auroient le pouvoir de consentir, dissoudre, s'opposer & appeler de tout ce qui pourroit préjudicier à l'usage, privilèges & statuts dudit Chapitre, & en prendre conseil ainsi que bon leur sembleroit, pour faire tout ce qu'ils jugeroient en Justice, & se pourvoir ainsi & devant qui il appartiendrait. Il ne faut qu'examiner les circonstances dont le Sieur Doyen veut que cette délibération ait été accompagnée pour la convaincre de faux. Car si on y a observé toutes les formalités d'une Assemblée capitulaire, savoir le son de la cloche & les avertissements qui se donnent à chacun en particulier en assignant l'heure & le lieu, le Secrétaire n'auroit donc pas manqué de s'y trouver; & si on a observé de point en point dans cette Assemblée toutes les formalités, il n'aura pas manqué d'écrire sur le champ le résultat de la délibération capitulaire. Or il est faux que le Secrétaire ait été présent, & qu'il ait rien écrit, comme il paroît par la proposition du dit Secrétaire qui est produite au procès, dans laquelle il reconnoît qu'il n'y étoit pas, & que cette délibération lui a été remise quelque temps après par le Sieur Doyen. Et ainsi tout ce que ledit Sieur Doyen a dit dans sa réponse pour donner plus de poids à sa délibération, en fait voir plus manifestement la fausseté.*

2°. On lui a demandé: *S'il n'est pas vrai qu'en conséquence de cette députation VERBALE, ils ont assisté aux conférences.* Et il a répondu, *qu'ils y ont assisté en conséquence de la délibération prise capitulairement, ET NON PAS VERBALE SEULEMENT, comme l'on avance contre toute vérité.* Il veut donc que la députation en vertu de laquelle il a assisté aux conférences n'ait pas été *seulement verbale*. Et cependant il n'y a rien de plus certain qu'elle n'a pu être que verbale, puisque Salva, Secrétaire du Chapitre, qui est tout à lui, & qu'il a entrepris de faire rétablir dans cette charge dont le Chapitre l'a destitué, a reconnu, comme il a déjà été dit, qu'il n'étoit point à cette Assemblée, & que la délibération dont il s'agit lui a été remise long-temps après par ledit Sieur Doyen; ce qu'a avoué aussi le Sieur Rives, dans un Acte produit par le Sieur Doyen contenant ce qui s'est passé dans l'As-

Temblée du 1. Août, dans lequel il dit, que la délibération du 30 VI. CL<sup>re</sup> Avril avoit été remise quelque temps après par ledit Sieur Doyen devers N<sup>o</sup>. I. le Secrétaire, qui étoit alors absent. Et par conséquent il est constant que la députation des Sieurs Doyen & Rives ne fut faite que verbalement le 30 Avril, & que le Sieur Doyen s'est parjuré quand il a assuré le contraire avec une si incroyable hardiesse.

3°. On lui a demandé : *S'il n'est pas vrai qu'ayant pris la résolution de supposer la délibération du 30 Avril deux mois ou environ après sa date, comme il se trouvoit plusieurs délibérations dans le Registre mises de suite, il la fit décrire à la marge & entre ligne dudit Registre, comme elle se trouve encore, par le Secrétaire du Chapitre, qui étoit pour lors tout à sa dévotion. Il a répondu : Que cet article est impertinent ; & qu'il dénie que ladite délibération ait été mise en marge dudit Registre, comme l'on suppose ; étant dans l'ordre & date dans la suite des délibérations transcrites dans le Registre dudit Chapitre. C'est se sauver par une équivoque ridicule, pour faire douter d'une circonstance qui est une marque évidente de fausseté. Il ne s'agit pas des délibérations transcrites, mais des délibérations écrites la première fois. Il s'agit du Registre original des délibérations capitulaires, & non d'un second Registre où on les peut transcrire. Il s'agit de savoir si le Doyen ne s'étant avisé que fort tard de fabriquer cette délibération, il fut contraint, parce qu'il y en avoit d'autres écrites depuis le 30 Avril, de faire mettre celle-là par le Secrétaire qui étoit tout à lui à la marge & entre lignes. Or c'est ce qu'il ne peut nier, puisque ce Secrétaire a été obligé de l'avouer dans sa déposition, dont il a déjà été parlé, & que de plus l'Acte même de cette délibération prétendue que le Sieur Doyen a produit lui-même porte ces termes : *Ayant ledit Sieur Doyen, Signé, AU MARGE DU BROUILLARD des dites délibérations capitulaires, qui est en mon pouvoir comme Secrétaire dudit Chapitre. En foi de ce collationné sur ledit brouillard par moi Secrétaire dudit Chapitre, signé Salva.* Et dans un autre extrait de la même délibération expédiée authentiquement par le même Salva, dans la peur qu'il a eue qu'on ne lui imputât cette pièce fabriquée par le Doyen comme il lui a plu, il ajoute ceci : *Collationné sur la délibération couchée au marge du brouillard tenu par moi Secrétaire du Chapitre d'Alet soussigné, laquelle je y ai couchée sur l'attestation de la vérité en la teneur d'icelle, FAITE PAR MONSIEUR DE L'ESTANG Chanoine & Doyen audit Chapitre, moi Secrétaire alors absent, m'ayant ledit Sieur Doyen dans ledit Brouillard donné son seing & attestation de ladite teneur de délibération, en foi de ce signé SALVA Secrétaire.* Peut-on avoir une preuve plus con-*

VI. CL. vainquante , non seulement que cette prétendue délibération , n'ayant  
 N°. I. été supposée que long-temps après sa date , on a été contraint de  
 l'écrire à la marge du Registre primitif ( ce que le Sieur Doyen a osé  
 nier avec serment ) mais aussi qu'il en est le seul auteur & inventeur ,  
 l'ayant digérée & ajustée à sa fantaisie , puisque le Secrétaire té-  
 moigne qu'il n'en a écrit que ce qu'il lui en a dit ?

4°. La maniere dont il conte dans ses réponses , ce qu'il prétend  
 s'être passé dans cette visite , pour rendre cette délibération vraisem-  
 blable , est ce qui en découvre davantage l'imposture. Car il n'y a  
 rien non seulement de plus faux , mais de plus hors d'apparence. Il  
 suppose que M. d'Alet ayant pris résolution de faire sa visite , en avoit  
*conféré avec lui , & qu'il lui avoit promis plusieurs fois de ne faire ni*  
*ordonner rien de contraire à l'usage de l'Eglise , & aux privileges & sta-*  
*tuts du Chapitre.* Et il prétend , par une vanité ridicule , & pour faire  
 croire qu'il est maître du Chapitre & qu'il ne se gouverne que par  
 ses mouvements : Qu'à CETTE CONDITION lui répondant auroit dis-  
 posé le Chapitre à recevoir sa visite ; n'étant point en état ni disposés  
 qu'il ordonnât la moindre chose , crainte qu'il ne voulût aller contre les  
 privileges & statuts dudit Chapitre , & réformer beaucoup de choses qui  
 étoient contraires à l'usage de l'Eglise. On ne s'arrête point à cette  
 brouillerie de paroles qui lui fait dire tout le contraire de sa pensée.  
 Mais qui peut supporter l'injure qu'il fait au Chapitre d'Alet , en lui  
 attribuant une disposition si peu raisonnable & tout-à-fait schismatique ?  
 Car n'étant point exempt , mais soumis de plein droit à la visite de  
 l'Evêque , c'est une extravagante pensée de dire qu'il n'étoit pas dis-  
 posé à recevoir la visite de M. d'Alet , ni à souffrir qu'il ordonnât la  
 moindre chose , crainte qu'il ne voulût aller contre les privileges &  
 les statuts dudit Chapitre. Quoi ! cette crainte imaginaire que M.  
 d'Alet ne blessât des privileges fantastiques , & qui ne furent jamais ,  
 donnoit droit au Chapitre d'empêcher que M. d'Alet ne le visitât , &  
 ne fit les Ordonnances qu'il jugeroit à propos , selon le pouvoir qu'il  
 en a par toutes sortes de loix & divines & humaines ? Si cela est , il  
 n'y aura point d'Eglise Collégiale , il n'y aura point de Curé qui ne  
 puisse refuser la visite de son Evêque , & rejeter par avance ce  
 qu'il voudroit ordonner , dans la crainte qu'il n'ordonne quelque chose  
 de contraire aux loix de l'Eglise. Car il n'y a personne qui ne puisse  
 dire qu'il a cette appréhension , aussi-bien que le Chapitre d'Alet.  
 Mais si au contraire , tout le monde avoue que ce seroit une insolence  
 punissable à des inférieurs , de ne vouloir pas qu'un Supérieur leur or-  
 donne rien qu'après leur avoir promis qu'il ne blessera point leurs

droits, puisqu'ils ne doivent pas supposer qu'il le veuille faire, & VI. CL. qu'ils doivent attendre à voir les Ordonnances qu'on leur fait, pour N°. I. s'en plaindre avec modestie, s'il y avoit quelque chose qui leur fût préjudiciable, il n'y a personne qui ne juge que le Sieur de l'Etang fait un insigne outrage à sa compagnie, lorsqu'il feint, par un mensonge hors d'apparence, que sans lui elle eût empêché la visite de son Evêque, & n'eût pas souffert qu'il ordonnât la moindre chose. Et cependant c'est ce qu'il répète encore d'une manière plus étrange en la réponse au troisieme Article, où il suppose très-faussement, *qu'ayant fait rapport au Chapitre de tout ce qui s'étoit passé dans quelques conférences, ledit Chapitre auroit répondu, leurs voix recueillies & assemblés capitulairement, que lui répondant & ledit Sieur Rives ne devoient plus assister aux conférences, & qu'il falloit interjetter appel comme d'abus: ce qui est impertinent, puisqu'on ne pouvoit pas appeler d'une chose qui n'étoit pas encore; ces pourparlers n'étant pas des Ordonnances. Et pour se faire valoir comme ayant ramené le Chapitre qui vouloit éclater, il ajoute, que ledit Chapitre étoit irrité avec raison, & résolu de ne plus recevoir ledit Sieur Evêque d'Alet dans sa visite; mais qu'ils tâcherent de faire connoître au dit Chapitre qu'il falloit attendre & ne précipiter rien.* Quelle hardiesse d'attribuer à tout un Corps des pensées qui n'auroient pu tomber dans l'esprit d'aucun particulier, à moins qu'il ne fût insensé! Car n'étant point exempts, mais entièrement soumis à la juridiction de l'Evêque comme le moindre Curé, ils pouvoient bien appeler de ses Ordonnances lorsqu'elles eussent été dressées, si elles eussent été trouvées injustes; mais c'est une prétention schismatique de dire qu'ils eussent pu l'empêcher de continuer la visite, n'ayant même encore rien ordonné.

5°. On lui a demandé *s'il n'est pas vrai que les Sieurs de Maufaucan & Pech Chanoines, ayant trouvé à redire à quelques articles, il les avoit soutenus vigoureusement?* Il a déguisé autant qu'il a pu cette vérité, & néanmoins il a été contraint d'avouer *qu'il avoit prié les Sieurs de Maufaucan & Pech de ne s'alarmer point.* Il ne peut donc contester le témoignage du Sieur de Maufaucan (le Sieur Pech étant mort) puisqu'il reconnoît qu'il n'étoit pas prévenu pour les Ordonnances, quelques-unes mêmes l'ayant blessé pour ne les avoir pas assez bien considérées. Or c'est le Sieur Maufaucan qui a soutenu très-fortement, lors même qu'il étoit d'avis qu'on les consultât, que cette délibération du 30 Avril est fautive, comme ont fait aussi tous les autres qui y sont nommés, hors les deux que le Sieur Doyen avoit entraînés dans son parti. Et lui-même fut contraint alors de l'aban-

VI. CL. donner, n'ayant osé la soutenir, parce que la fausseté étant plus nouvelle, il en avoit plus de honte, de sorte qu'il dit en plein Chapitre, *qu'il s'en départoit, & qu'il ne vouloit pas s'en aider.* Mais il n'avoit garde de tenir parole, parce que cet acte étant le fondement de tout ce qu'il a fait, il ne pouvoit s'en départir sans ruiner entièrement sa mauvaise cause.

6°. On ne peut considérer cette piece en elle-même, qu'on n'y voie sur le front des caracteres de fausseté, tant elle est peu vraisemblable. Car il auroit fallu que le Chapitre d'Alet eût perdu le sens pour avoir agi de la sorte. M. d'Alet ouvre sa visite par des paroles de paix & de charité. On ne fait encore s'il ordonnera quelque chose, ni ce que c'est qu'il ordonnera; & le Chapitre, si nous en croyons M. le Doyen, par une précipitation sans raison & sans fondement, sans attendre que l'on pût voir & considérer ses Ordonnances au cas qu'il en fit, donne pouvoir à deux de son corps, sans les obliger à en plus parler aux autres, *de consentir, dissenter, opposer & appeller de la teneur desdites Ordonnances, ainsi qu'ils verront & jugeront être à faire, & sera jugé par l'avis & conseil qu'ils prendront à Toulouse.* Il n'y eut jamais d'exemple d'une pareille folie. Si le Chapitre eût envoyé les Sieurs de l'Estang & Rives à cinquante ou soixante lieues pour conférer sur des Ordonnances qui lui eussent été préjudiciables, cette facilité à leur donner un tel pouvoir auroit pu trouver quelque excuse. Mais entre personnes présentes, d'égale autorité, qui peuvent tous les jours conférer ensemble, & dire leur avis sur des Ordonnances qu'on leur doit proposer, & qui ne pourroient sans crime s'opposer à celles qui seroient justes; que, sans attendre à les voir, tous ceux qui sont également obligés de n'en juger qu'avec connoissance de cause, donnent pouvoir absolu à deux d'entr'eux de s'y opposer, & d'en appeller ainsi qu'ils jugeront bon être, ou que le plus chétif des Avocats de Toulouse le leur aura conseillé, sans plus en parler au Chapitre, ni lui communiquer ces prétendues consultations, ç'auroit été non seulement une extravagance inouïe, mais une prévarication criminelle contre tout droit divin & humain; puisque ceux qui auroient établi par un pur caprice ces deux plénipotentiaires, se seroient mis au hasard sans aucune nécessité, de voir décrier en leur nom, sur l'avis d'un Avocat ignorant, des Ordonnances dont ils n'avoient pu juger lorsqu'ils donnoient ce pouvoir, ne les ayant point vues, & qui leur auroient pu paroître, après les avoir vues, très-justes & très-canoniques.



Il est bien honteux à M. le Doyen que la considération de son valet l'ait précipité en tant d'excès. C'est aussi ce qu'il dissimule autant qu'il peut; mais il le fait dans son Avertissement pag. 14. d'une manière si grossière, qu'il ne faut que marquer les dates pour le convaincre de fausseté. Car après avoir raconté en la pag. 12 de quelle manière il appella à Toulouse des Ordonnances de visite, ce qui fut le 15. Juillet, il ajoute aussi-tôt après, que par ressentiment de cela, ce sont ses propres termes, *M. l'Evêque d'Alet le fit maltraiter par son Viguiier, lorsqu'il vouloit aller voir son valet qu'on avoit mis en prison*: ce qui arriva à la fin du mois de Juin. Et ainsi c'est une fausseté manifeste d'accuser M. d'Alet de l'avoir fait maltraiter par son Viguiier à la fin du mois de Juin, par ressentiment de ce qu'il avoit appelé des Ordonnances, ce qui ne fut fait que par un acte dressé le 15 Juillet, & signifié le 24.

## III. FAUSSETÉ.

Racontant en la pag. 15. du même Avertissement, ce qui s'étoit fait dans une assemblée du Chapitre du premier Août, il dit *que les moines attachés à leurs intérêts* (c'est ce qu'on peut dire de plus vrai, et de ceux dont S. Paul dit: *Quæ sua sunt querunt, non quæ Jesu isti*) & *aux droits de leur corps, soutinrent que la délibération du 30 Avril devoit être exécutée, & y conclurent.* Il ne se trouva que six moines dans cette assemblée. Deux favorisèrent l'entreprise de M. le Doyen, dont l'un depuis l'a abandonné; & les trois autres soutinrent constamment que la délibération du 30 Avril étoit fautive, & ne lui avoit point donné pouvoir d'appeler des Ordonnances du Chapitre. Or il est constant que le Doyen n'a qu'une voix de Chef; & ayant voulu prendre cette qualité de *Chef du Chapitre*, & d'appel de ces Ordonnances, non seulement les autres Chanoines mais même le Sieur Fabre, qui étoit alors de son parti, s'y opposa, & déclara, *que pour son regard, il n'avoit jamais entendu lui donner un pouvoir de prendre cette qualité; qu'au contraire il le regardoit comme n'étant que primus*. Et par conséquent y ayant partage de trois contre trois, il est manifeste qu'il y ait pu avoir de conclusion dans cette assemblée la Discipline. Tome XXXVI.

VI. CL. assemblée. Et ainsi cette prétendue conclusion du premier Août n'est N<sup>o</sup>. I. pas moins fautive que celle du 30 Avril.

IV. Faut s'en tenir à la fin de l'ouvrage.

Pour couvrir le transport de juridiction qui lui a fait entendre les Censures de l'Eglise, il veut faire croire qu'il n'a eu recours au Parlement de Toulouse, que parce qu'on l'opprimoit; au lieu qu'on a fait voir manifestement qu'il n'y a eu recours que pour opprimer les confreres, & leur faire ravir par des Juges Séculiers, sur des prétextes frivoles, un droit purement ecclésiastique, d'opiner sur les Ordonnances de leur Evêque. Il fait encore ce tort à l'Eglise dans son Avertissement pag. 23. de soutenir que le Parlement seul pouvoit connoître de ces matières. Mais en d'autres endroits il déguise tellement les choses, qu'à l'entendre parler, on diroit qu'il n'a été déclaré excommunié que pour avoir eu recours au Roi & à l'un de ses Parlements dans une extrémité d'oppression. Enfin, dit-il en la pag. 133. l'excommunication fulminée contre lesdits Sieurs de l'Estang & Rives est injurieuse à Sa Majesté, qui a la garde & la protection de l'Eglise. Les Rois sont obligés, par le serment qu'ils font à leur Sacre, de la défendre de toute leur puissance, & de la protéger en toutes rencontres.... Et c'est de là dont l'on tire cette maxime, que le recours est de droit public, & que c'est une table de refuge où TOUS LES OPPRIMÉS peuvent se retirer à l'abri, pour y trouver des remèdes provisionnaires. Ce qu'ayant prouvé par quelques autorités communes, il recommence ainsi: Les Rois sont les protecteurs des Evêques lorsqu'ils s'acquittent de leurs devoirs, & ils ont une sainte attache de les favoriser en toutes choses, & de punir avec sévérité ceux qui osent attaquer leur mitre & leur caractère. Mais quand ils viennent eux-mêmes à abattre l'autel où ils doivent sacrifier, & à rompre les chaînes de l'union de l'Eglise, en contrevenant aux Conciles, aux saints Canons, & aux Ordonnances de son protecteur & de son fils aîné, pourquoi ne sera-t-il pas permis AUX PARTIES OPPRIMÉES, de recourir à ce même protecteur de l'Eglise, & aux Cours Souveraines, qui sont les justes Dispensateurs de son autorité? Ils le peuvent sans doute, ils sont en droit de le faire, & il n'y a pas moins ex cela de l'intérêt de Sa Majesté de s'y opposer, qu'il y a de l'intérêt de l'Eglise d'arrêter cette licence, dont la suite seroit peut-être funeste à la Religion. C'est le sentiment de S. Chrysostôme, Hom. 25. sur la premiere aux Corinth. Il est donc vrai de dire que les Sieurs de l'Estang

*Et Rives avoient pu se retirer au Parlement de Toulouse, Et qu'ainsi VI. CL.  
l'excommunication prononcée contre eux étoit absolument invalide. N. I.*

Afin que cette conclusion ( que l'excommunication des Sieurs de l'Etang & Rives est absolument invalide & injurieuse à Sa Majesté ) puisse être tirée des principes qu'ils ont établis auparavant , & dont eux-mêmes l'ont tirée , il faut qu'ils ne se soient adressés au Parlement de Toulouse, que pour se tirer d'une visible oppression : il faut qu'ils aient eu droit de le faire, par cette raison, que *ce recours est une table de refuge où tous les opprimés peuvent se mettre à l'abri* : il faut que M. d'Alet, qui auroit mérité que le Roi le favorisât en toutes choses s'il s'étoit acquitté de son devoir, s'en soit tant oublié, que d'abattre l'autel sur lequel il devoit sacrifier, & de rompre les chaînes de l'union de l'Eglise, en contrevenant aux Conciles & aux Canons : il faut que la conduite de ce Prélat ait été si violente, qu'il ne fût pas moins de l'intérêt de Sa Majesté que de celui de l'Eglise, d'arrêter une licence dont la suite auroit pu être funeste à la Religion. Si tout cela étoit, ce ne seroit pas mal conclure. Donc les Sieurs de l'Etang & Rives se sont pu retirer au Parlement de Toulouse ( quoiqu'en ce cas-là même, ils l'auroient dû faire par appel comme d'abus. ) Donc l'ayant fait, on n'a pas dû les déclarer excommuniés. Mais si toutes ces suppositions, qui devroient être constantes pour appuyer cette conclusion, sont de pures calomnies : si jamais Evêque n'a plus mérité d'être favorisé du Roi, qu'un aussi bon Evêque que M. d'Alet : si ce Prélat n'a travaillé qu'à rétablir les Autels, & non pas à les abattre, qu'à inspirer la piété, & fonder la charité dans les cœurs, qui est le vrai lien de l'union de l'Eglise ; qu'à faire observer les Conciles & les saints Canons ; si ceux qui se plaignent avec tant de fausseté qu'on les opprimoit, ne se sont adressés aux Juges Laïques que pour opprimer leurs confrères, & pour réduire tout le Chapitre à la cabale de trois personnes, tous les autres en étant chassés, pour des raisons ridicules & impertinentes, comme on l'a fait voir dans la seconde question de la seconde partie de l'Avertissement du Promoteur ; n'est-ce pas perdre tout respect pour Sa Majesté, que de prétendre que la qualité qu'il a de Protecteur de l'Eglise, l'oblige de favoriser deux Prêtres, qui, par un attentat aussi contraire aux Ordonnances qu'aux saints Canons, ont renversé toutes les loix de l'Eglise, en transportant à des Magistrats séculiers, une cause purement ecclésiastique, pour le maintenir dans la domination tyrannique qu'ils vouloient exercer sur leurs confrères ? N'est-il pas juste, au contraire, de raisonner d'une manière toute opposée, & de dire : Le Roi est le Protecteur des Ca-



ions , renvoie lesdites parties par devant un autre que lui , de la Juris- VI. Cr.  
 diction du Diocèse ; ce qu'ils répètent encore en la pag. 274. N°. I.

On ne peut assurer un fait avec plus de confiance , & il- faut avouer que ce fait est très-important , puisque ce seroit en effet une conduite bien irrégulière , & une grande marque d'injustice , si l'Official d'Alet les avoit jugés après s'être lui-même reconnu incompétent , & avoir envoyé les parties devant un autre. Comme aussi on ne peut nier que si cette supposition est fautive , ce ne soit une imposture très-criminelle. Or il ne faut que lire l'acte même qu'ils produisent , pour en être convaincu.

„ JOSEPH DE BONNADONA , Prêtre Docteur en sainte Théologie ,  
 , Official de l'Evêché d'Alet , à un Prêtre Clerc tonsuré ou Sergent  
 , requis , Salut. Comme ce jourd'hui en bas écrit ( savoir le 27.  
 , Octobre 1663. ) en Audience PAR DEVANT M<sup>r</sup>. M<sup>re</sup>. SIMON PELLISSIER  
 , Prêtre , Docteur en sainte Théologie Assesseur , plaidé la Requête  
 , de Maître Vincent Ragot Prêtre , Promoteur audit Evêché d'une  
 , part , & M. Jacques Joseph de Maynard de l'Estang , Prêtre Cha-  
 , noine & Doyen , & François Rives Prêtre , aussi Chanoine en l'E-  
 , glise Cathédrale dudit Alet , assignés d'autre : Oui Digeon pour le-  
 , dit Promoteur , Salva pour lesdits de l'Estang & Rives , qui ont dît  
 , & requis comme au Registre : appointé. LES PARTIES SONT REN-  
 , VOYÉES PAR DEVANT AUTRE QUE PAR DEVANT NOUS EN LA JURIS-  
 , DICTION ECCLÉSIASTIQUE DU PRESENT DIOCESE , pour leur être fait  
 , droit , elles ouies ainsi qu'il appartiendra. ”

Voilà ce qu'ils ont produit pour prouver que le Sieur Bonnadona , Official d'Alet , les a jugés après s'être reconnu incompétent , & avoir envoyé les parties par devant un autre que par devant lui. Et cependant il est clair qu'ils n'ont pu se servir de cette pièce pour ce dessein , que par une insigne supercherie , à cause que le nom de *Joseph de Bonnadona Official d'Alet* est à la tête , tous les actes de l'Officialité portant le nom de l'Official , lors même qu'ils sont rendus par autre que par lui & en son absence ; comme toutes les Sentences du Châtelet de Paris portent le nom du Prévôt de Paris , encore que la plupart soient rendues en son absence par le Lieutenant Civil ou par d'autres Juges. Mais il est visible d'ailleurs par le corps de la pièce , que celui qui y parle n'est point le Sieur Bonnadona Official , mais le Sieur Pellissier Lieutenant ou Assesseur de l'Officialité , qui avoit tenu l'Audience , & qu'ainsi ces paroles (*les parties sont renvoyées par devant autre que par devant nous*) ne se peuvent entendre de l'Official , mais du Sieur Pellissier son Assesseur. De forte qu'elles ne marquent

V. Quelle est la source de l'erreur dans l'arrêt du Promoteur, p. 24. Que les Sieurs de l'Estang & Rives ayent été assignés devant la Cour Ecclesiastique d'Alet, et soient ce qu'ils furent par lettres citantes pour empêcher qu'il ne fût rendu Jugement sur cette affaire. A quoi on ajoute: Ils proposent les récusations personnelles contre le Sieur Pellissier Lieutenant en l'Officialité, qui avoit commencé l'enquête; savoir qu'il plaideroit contre le Chapitre. Mais ces récusations ne furent pas proposées en forme, & qu'il ne s'agit pas du Chapitre, mais de deux particuliers; néanmoins il les admit, & valurent; & ce fut l'Official lui-même qui s'en chargea.

On est donc ce qu'on représente comme le comble de l'injustice, que le même Juge qui étoit lui-même reconnu incompetent a jugé ensuite en demandant ses propres lumières? Le Sieur Bonnadona & le Sieur Pellissier ne font-ils qu'une seule & même personne? Et le procès qu'avoit le Sieur Pellissier avec le Chapitre d'Alet en qualité d'Archiprêtre, qui fut la seule cause pour laquelle il se récusait, avoit-il rien de commun avec le Sieur Bonnadona qui n'avoit aucun procès avec ce Chapitre? Et enfin peut-on prétendre, sans une fausseté manifeste, que le Sieur Pellissier en se récusant avoit aussi récusé toute la Cour Ecclesiastique d'Alet, & par conséquent l'Official; puisque l'acte même que produisent les parties, & qui est leur unique fondement, porte expressément le contraire, savoir, que les parties seroient renvoyées par devant autre que par devant lui (Sieur Pellissier) en la Jurisdiction Ecclesiastique dudit Diocèse? Et ainsi cette affaire n'étant pas renvoyée devant tout autre que le Sieur Pellissier, mais par devant un autre en la Jurisdiction Ecclesiastique du Diocèse d'Alet, c'est une imposture visible de dire que le Sieur Bonnadona Official, que la récusation personnelle proposée contre le Sieur Pellissier ne regardoit point, se soit jamais reconnu incompetent, comme les Sieurs de l'Estang & Rives l'osent dire tant de fois dans leurs Ecritures, par une hardiesse qui ne se peut concevoir.

## VI. FAUSSETÉ.

Une autre fausseté que les Sieurs de l'Estang & Rives emploient pour montrer la nullité de la Sentence qui les a déclarés excommuniés, est qu'elle a été rendue au préjudice de l'appel au Métropolitain. Car c'est un artifice honteux de dissimuler comme ils font, qu'on leur fit voir lorsqu'ils présenterent ces Lettres d'appel qu'elles étoient nulles & de nul effet, parce qu'elles n'étoient signées que du Sieur de Villars, qui n'avoit aucune autorité au regard du Diocèse d'Alet,

qu'ayant un procès avec le Promoteur d'Alet, & ainsi ne de-VI. Cl. être son Juge, M. l'Archeveque de Narbonne avoit révoqué N°. 1. mission à l'égard des affaires où ce Promoteur auroit intérêt. que les Sieurs de l'Estang & Rives reconnoissent eux-mêmes leurs endroits de leur Avertissement; & ainsi ils agissent de foi quand ils se plaignent si souvent qu'on les a excommuniés au préjudice de cet appel, qui étoit absolument nul, parce que onzieme Article du Règlement des Cours Ecclésiastiques de France, les Lettres d'appel sont nulles & de nul effet, & tout s'en ensuit, si elles ne sont signées par le Juge ou son substitué.

### VII. FAUSSETÉ.

Il n'y a pas plus de raison dans la plainte qu'ils font encore, que la Sentence a été rendue au préjudice d'un appel comme d'abus de Toulouse. Car il est faux qu'ils eussent signifié avant l'ordonnance aucun appel en forme, ce qu'ils n'ont fait que près d'un an après la Sentence. Ils ont bien dit qu'ils en appelloient; mais l'ordonnance en appelle n'est pas un appel qui lie les mains au Juge d'Appel. Et de plus; l'évocation générale accordée par le Roi à l'Archeveque d'Alet de toutes les causes de lui & de ses Officiers au Parlement de Grenoble, qui avoit été dûment signifiée au Parlement de Toulouse, le rendoit si certainement incompetent, qu'on n'eût pas dû s'écarter quand même l'appel eût été en forme.

### VIII. FAUSSETÉ.

Ils ne représentent si sérieusement dans leur Avertissement p. 31, que l'ordonnance qui les a déclarés excommuniés est nulle, parce qu'elle est rendue au préjudice de leurs appellations en Cour de Rome du 10. Mars 1711. au sujet de la contestation: ce qui rendoit, ajoute-t-il, l'Official d'Alet incompetent, à cause que le principal dont l'excommunication étoit un accessoire, étoit dévolu en Cour de Rome, qu'il n'y a personne qui pût contester chose en lisant leurs Ecritures, sinon qu'ils ont représenté cette raison pour empêcher que l'Official d'Alet ne pallât l'ordonnance; mais qu'il n'y a pas eu d'égard. Et cependant il n'y a rien de tout cela. Ils reconnoissent alors, comme ils ont fait long-temps, que l'appel des Ordonnances de visite, & le sujet pour lequel ils ont été excommuniés étoient deux affaires toutes séparées, & qui

VI. CL. se devoient juger séparément. C'est pourquoi parmi tous les faux pré-  
 N°. I. textes qu'ils ont recherchés pour empêcher l'Official d'Alet de procé-  
 der contre eux, ils ne se sont jamais avisés de cette mauvaise raison,  
 que cette affaire de l'excommunication n'étoit qu'un accessoire de  
 l'appel des Ordonnances dont le Pape étoit faisi. Ils ne l'ont pas  
 même alléguée après la Sentence rendue dans l'appel qu'ils en inter-  
 jeterent comme d'abus au Parlement de Toulouse quinze jours après  
 cette Sentence, où ramassant tous les moyens qu'ils avoient pour in-  
 firmer cette Sentence, ils ne proposent que ces quatre. 1°. *Quelle*  
*étoit rendue au préjudice de l'instance pendante par devant la Cour.* 2°. *Au*  
*préjudice de l'appel relevé par devant le Métropolitain.* 3°. *Qu'on leur*  
*a ôté la liberté de recourir au même Métropolitain, leur enjoignant de*  
*se pourvoir en Cour de Rome.* 4°. *Pour avoir été rendue par des Juges*  
*suspects, au préjudice des récusations.* Voilà tous les moyens qu'ils  
 avoient pour combattre cette Sentence; & non seulement ils n'y met-  
 tent point celui qui auroit dû être le principal, que l'affaire dont  
 celle-ci n'étoit que l'accessoire étoit dévolue à Rome; mais l'un de  
 ces moyens, savoir le troisieme, est tout contraire à cela, puisqu'ils  
 se plaignent qu'on leur a ôté la liberté de recourir au Métropolitain  
 en leur enjoignant de se pourvoir à Rome pour se faire réhabiliter,  
 à cause qu'ils étoient irréguliers. Ils ne croyoient donc pas que cette  
 affaire de l'excommunication fût déjà dévolue à Rome, puisqu'ils pro-  
 posent pour un de leurs principaux griefs contre la Sentence, de ce  
*qu'on les renvoyoit à Rome, & qu'on les empêchoit de s'adresser au*  
*METROPOLITAIN*, comme en effet ils s'y adresserent bientôt après,  
 tant ils étoient éloignés de croire que cette affaire ne fût qu'un acces-  
 soire de l'appel des Ordonnances. Et ainsi c'est une plainte tout-à-fait  
 injuste, de dire que l'Official d'Alet a eu grand tort de les juger au  
 préjudice d'une raison qu'ils ne lui ont jamais alléguée, & qu'ils  
 n'auroient pu lui alléguer que très-faussement. Cependant il est à  
 remarquer que ce sont ces quatre dernières faussetés que l'on vient  
 de représenter, qui font toutes les prétendues nullités de l'excommu-  
 nication des Sieurs de l'Etang & Rives.

#### IX. FAUSSETÉ.

Pour colorer le mépris qu'ils ont fait de la Jurisdiction de l'Eglise,  
 en appelant au Parlement de Toulouse, & non au Métropolitain, de  
 la Sentence d'excommunication qui avoit été rendue contre eux, ils  
 feignent qu'ils avoient relevé leur appel à Narbonne, mais qu'ils  
 avoient



avoient été surpris d'y voir deux Officiaux, l'un nommé le Sieur VI. CL. d'Agen pour les seules affaires du Diocèse d'Alet, & l'autre pour N°. I. codices de tous les autres Suffragants : & ils représentent cela comme une bigarrerie sans raison, & qui n'auroit point d'autre cause, sinon que M. d'Alet ( ce sont leurs paroles en la page 281 ) pour être plus absolu dans son Diocèse, a obtenu de M. de Narbonne de commettre le Sieur d'Agen, sa créature, pour Officiel Métropolitain des seules affaires du Diocèse d'Alet. Il est bien honteux à des Prêtres de chercher de si faux prétextes pour noircir leur Evêque par une maligne interprétation des choses les plus innocentes. On a déjà dit que le Promoteur d'Alet ayant un procès contre l'Officiel de Narbonne, il n'étoit pas juste qu'il fût son Juge : & ainsi M. de Narbonne en a dû nommer un autre, comme il a fait, pour les affaires où il auroit intérêt. Et ce Prélat ne pouvoit pas mieux témoigner qu'il n'affectoit rien dans ce choix, qu'en donnant cette commission à son Vicaire Général, qui n'en est pas moins homme de bien pour avoir été quelque temps à Alet. Mais pour montrer que ce n'est point cela qui a empêché les Sieurs de l'Etang & Rives d'appeller à Narbonne, mais seulement le support qu'ils savoient bien qu'ils trouveroient au Parlement de Toulouse, à cause des parents du Sieur Doyen, c'est qu'ils l'ont fait depuis devant le même Sieur d'Agen, lorsqu'ils appellerent à lui de l'Ordonnance de M. d'Alet, du 24 Décembre ; ce qui fait bien voir qu'ils ne le croyoient point absolument dévoué à M. d'Alet, puisqu'ils le prenoient pour Juge de son Ordonnance, & qu'ainsi ce n'est point cela qui les a empêchés d'appeller au Métropolitain de la Sentence d'excommunication à laquelle M. d'Alet n'avoit point de part, mais la seule facilité d'obtenir tout ce qu'ils vouloient au Parlement de Toulouse.

# X. F A U S S E T É.

Parlant de l'Ordonnance de M. d'Alet, contre l'abus qu'ils faisoient de l'absolution *ad cautelam* du Grand Vicaire de Toulouse, ils disent p. 22, Qu'ils auroient pu n'y pas déférer, comme étant nulle, attaquable & abusive ; & que néanmoins, comme ils ont voulu avoir de la commission même pour ses égarements, ils se seroient abstenus de célébrer dans le Diocèse d'Alet, & se seroient contentés de le faire dans celui de Narbonne, par la permission du Vicaire Général. C'est le style le plus modeste qu'ils emploient envers un Evêque dont la vie édifie toute l'Eglise. Ils ne croiroient pas avoir bien relevé la prétendue

Ecrits sur la Discipline. Tome XXXVI. 6

VI. CL. soumission qu'ils se vantent de lui rendre, qu'en disant qu'ils en ont même pour ses égarements. Il faut l'injurier pour se faire un plus grand mérite d'une chimérique déférence, & d'un véritable violement des plus constantes Loix de l'Eglise. Car c'est une des plus anciennes & des plus indubitables dispositions du Droit canonique, que celui qui est excommunié dans un Diocèse l'est en tous les autres. Et ainsi la même raison qui les faisoient abstenir de célébrer dans le Diocèse d'Alet, les en devoit aussi faire abstenir dans celui de Narbonne; & nul ne leur en pouvoit donner permission qu'après un jugement canonique. C'est pourquoi aussi c'est une fausseté que le Vicaire Général de Narbonne la leur ait donnée. Ils lui font injure de lui imputer cette faute contre la discipline de l'Eglise: & il seroit en droit, s'il vouloit, de leur en demander réparation.

### XI. FAUSSETÉ.

Ils falsifient les paroles de cette Ordonnance de M. d'Alet, pour prouver, contre toute sorte de vérité, que c'est lui qui les a traduits au Parlement de Grenoble. Et pour preuve (disent-ils en parlant de cette Ordonnance en la p. 291.) que le dit Sieur Evêque a lui-même traduit les Sieurs de l'Etang & Rives au Parlement de Grenoble, il dit que sur l'appel comme d'abus, ils ont dû se pourvoir en icelui, attendu son évocation générale. Au lieu que l'Ordonnance de M. d'Alet porte seulement ces termes dans l'exposé qui contient la réquisition du Promoteur: Que les Sieurs de l'Etang & Rives ayant été déclarés avoir encouru l'excommunication, se seroient rendus appellants comme d'abus de cette sentence au Parlement de Toulouse, lequel bien qu'incompétent, même pour nos causes civiles & seculieres, attendu l'évocation d'icelles & de tous autres au Parlement de Grenoble, dûment intimée, auroit rendu Arrêt, &c. Comment peut-on dire que M. d'Alet les a traduits par-là au Parlement de Grenoble? Leur témoigne-t-il en aucune sorte, qu'ils ont dû se pourvoir en ce Parlement, comme ils le lui font dire en falsifiant ses paroles? Marque-t-il autre chose, sinon l'incompétence du Parlement de Toulouse? Or leur fermoit-on pour cela la voix de s'adresser à la Justice Ecclésiastique, comme ils firent bientôt après, où on les suivit très-volontiers sans les faire aller en aucune sorte au Parlement de Grenoble, jusqu'à ce qu'eux-mêmes s'y sont adressés?

J'ai honte de m'arrêter à une autre induction ridicule qu'ils tiennent de cette Ordonnance de M. d'Alet, pour l'accuser d'une dis-

*imulation indigne de sa vertu*, en ce qu'il a dit, *que la Sentence qui les VI. C12*  
*a déclarés excommuniés*, n'avoit été rendue, *ni par son ordre, ni par son N°. I.*  
*commandement, ni de son su.* Ils prétendent que cela est contraire aux  
défenses qu'il leur fait dans cette Ordonnance de faire leurs fonctions. Et  
en la pag. 70. exagérant sur une autre occasion, cette contrariété  
prétendue, ils parlent ainsi: *M. d'Alet osa bien dire que tout ce qui s'é-*  
*toit passé, s'étoit fait sans son ordre, quoique dans la même réponse*  
*il témoigne lui-même, qu'il en a eu une entière connoissance; & il*  
*avoue, qu'il est celui qui a le plus d'intérêt dans cette affaire: de sorte*  
*que de toutes manieres, le Conseil voit l'inégalité de sa conduite, & que*  
*dans son emportement, à peine peut-il être d'accord avec lui-même.*  
Est-il possible qu'ils ne voient pas qu'il faut qu'ils soient eux-mêmes  
bien emportés pour traiter si injurieusement un Evêque, sur un sujet  
si frivole, & pour ne se pas appercevoir qu'ils se figurent des con-  
trariétés imaginaires dans les choses du monde qui s'allient le mieux?  
Jamais M. d'Alet n'a dit qu'il n'avoit pas eu de connoissance de l'ex-  
communication des Sieurs de l'Etang & Rives, depuis que la senten-  
ce avoit été rendue contre eux. Car comment auroit-il pu ignorer ce  
qui étoit su de tout le Diocèse, & même de toute la Province,  
par les clameurs qu'ils en avoient faites par-tout? Mais ce qu'il a  
dit, & ce qui est très-véritable, est, *qu'étant dans le cours de la visite*  
*depuis plusieurs jours, lorsque cette sentence fut rendue, cela ne s'étoit*  
*fait, ni par son ordre, ni par son commandement, ni de son su.* Ne  
faut-il pas être frappé d'étourdissement, comme parle l'Ecriture, pour  
trouver qu'il y a de la contrariété, entre cette vérité, *que la chose*  
*ne s'est point faite de son su, & cette autre vérité, qu'il l'a sue après*  
*qu'elle a été faite;* qui est tout ce qu'ils tirent de ces actes, dont ils  
prennent sujet de l'accuser d'une dissimulation indigne de sa vertu, &  
de lui reprocher un emportement qui l'empêche d'être d'accord avec  
lui-même?

## XII. F A U S S E T É.

On ne fait si ce que l'on va remarquer peut être appelé fausseté ou igno-  
rance; mais il peut être l'un ou l'autre, quoiqu'il soit difficile de ne pas  
suspçonner de mauvaise foi une si étrange altération du Droit canonique,  
qu'est celle dont ils ont voulu autoriser leur absolution *ad cautelam*,  
comme leur ayant donné droit de se rétablir dans toutes leurs fonc-  
tions. Ils disent qu'il n'y a qu'un cas où l'on doive refuser cette sorte  
d'absolution, qui est lorsque ceux qui la requéreroient, auroient été

VI. CL. excommuniés *pro manifesta offensa*. Auquel cas seulement, disent-ils ?

N°. I. pag. 141. les absolutions *ad cautelam* ne comprennent pas les crimes exécrables, cap. *venerabilibus* 7. de *sentent. excom. in 6*. Et par conséquent, ladite absolution peut être appliquée à tous les autres cas. Voilà comment ils veulent montrer qu'on a dû leur accorder l'absolution *ad cautelam*, parce qu'ils n'ont pas été excommuniés, à ce qu'ils prétendent, *pro manifesta offensa*; c'est-à-dire, selon leur glose, pour un cas exécrable; ce qui ne forme point d'autre idée dans notre langue, que de quelque crime honteux & énorme, tels que sont ceux que Tertullien appelle des monstres. Mais il est bien aisé de faire voir l'absurdité de cette interprétation, par le Chapitre même qu'ils citent, qui est le 7. de *sent. excom. in 6*. Car peut-on dire que ces mots, *manifesta offensa*, ne comprennent que les cas exécrables; puisque dans le même Chap. *Venerabilibus*, qu'ils allèguent pour appuyer cette fausseté, il est dit que celui-là est censé avoir été excommunié *pro manifesta offensa*, qui s'est vanté qu'il ne comparoitroit point devant son Supérieur Ecclésiastique, devant lequel il auroit été assigné. *Secus autem*, dit le Pape Innocent IV. dans ce Chapitre, *si se contumacem confiteatur, vel aliis de contumacia sua confitet, quia forte prodixerat in iudicio quod minime compareret. Tunc enim (cum manifesta sit contumacia, & MANIFESTA reputetur OFFENSA) non est ei (nisi primo expensarum satisfactione ac de stando iudicio cautione prestita) absolutio impendenda*. Il est donc certain que par le Chapitre auquel les Sieurs de l'Étang & Rives nous renvoient, pour y apprendre ce que c'est que d'être excommunié *pro manifesta offensa* c'est l'avoir été pour une *manifeste offense*, que de n'avoir pas voulu comparoitre devant son Juge, lorsqu'on l'a voué, ou qu'on en est convaincu. C'est à eux à voir s'ils prétendent que ce cas est exécrable. Mais qu'ils en jugent ce qu'ils voudront, il est certain que c'est un moindre péché, que de porter à des Juges séculiers une cause purement ecclésiastique, ce qui est défendu par tant de Canons, à peine d'excommunication. Et par conséquent, puisqu'ils avouent que ceux qui sont excommuniés *pro manifesta offensa*, ne doivent point être rétablis dans leurs fonctions par une absolution *ad cautelam*, il s'ensuit qu'ils ne l'ont point dû être, par le propre Chapitre qu'ils allèguent, & dont ils n'ont pu rien tirer à leur avantage, qu'en le falsifiant par cette glose extravagante, que ces mots de *manifesta offensa*, ne comprennent que des cas exécrables.

XIII. F A U S S E T É.

VI. CL.  
N°. I.

Voici encore une autre fausseté , de même nature que la précédente ; c'est-à-dire qui regarde la doctrine. Ils supposent que M. d'Alet leur a refusé l'absolution *ad cautelam* (ce qui n'est pas vrai, leur ayant seulement dit de la demander d'une autre manière qu'avec un Notaire & des témoins.) Et pour lui faire un crime de ce refus, ils prétendent que , *selon Saint Thomas, en la 3. part. quæst. 24, le bénéfice d'absolution DOIT être imparti, etiam invito & contumaci ab Episcopo, si videat consulere saluti illius, etiamsi justè fuit excommunicatus.* Jamais rien ne fut plus mal allégué. 1°. Cela n'est point dans la troisième partie de la Somme de S. Thomas, mais dans le Supplément, qui a été pris de ce qu'il a fait étant jeune sur le Maître des Sentences, & qui n'a pas la même autorité que la Somme. 2°. On a changé le *peut* en *doit*; le passage portant seulement : *Quod etiam manente contumacia potest aliquis discretè excommunicationem justè latam remittere, si videat saluti illius expedire, in cujus medicinam excommunicatio lata est.* 3°. Ce pouvoir même étant attaché à cette condition, que cela serve au salut de celui qui a été justement excommunié, il est visible que cette possibilité est fort métaphysique, & que tout ce qui est dit dans cet Article, regarde plus une spéculation théologique, qu'une règle de pratique. Car c'est un cas sans doute tout-à-fait extraordinaire, qu'il soit utile au salut d'une personne qu'on a justement excommuniée, d'être rétablie dans la Communion des Fidéles, quoiqu'elle ne le veuille pas, & quelle demeure dans son opiniâtreté. Il faudroit une lumière prophétique pour attendre de tels miracles. Cela passe les règles communes de la prudence chrétienne, qui doit juger que c'est être bien indigne d'une aussi grande grace, que celle d'être réuni au Corps de Jesus Christ, que de ne daigner seulement pas la demander. Quoi qu'il en soit, nul excommunié ne se peut servir de ce passage pour se plaindre qu'on ne l'ait pas absous, puisqu'il ne peut pas prouver que son Evêque ait jugé que cela lui fût utile pour son salut.

XIV. F A U S S E T É.

Toutes les fois qu'ils parlent de l'absolution *ad cautelam*, qui leur fut accordée à Narbonne, après l'appel qu'ils y interjetèrent de l'Ordonnance de M. d'Alet, du 24. Décembre 1663, ils ne manquent pas de faire entendre, que celui qui la leur donna, déclara par le même acte, qu'il les rétabliroit dans les fonctions de leurs Ordres.

VI. C<sup>te</sup>. En la pag. 45. ils disent qu'ils reçurent une seconde absolution à N<sup>o</sup>. I. Narbonne. Avec défenses à toutes personnes, ce sont leurs propres termes, de les troubler dans les fonctions de leurs Ordres & de leurs bénéfices, à peine d'excommunication ipso facto. Et ils se plaignent en la page suivante, que peu de jours après, le Promoteur arracha du même Official, une Ordonnance toute contraire, par laquelle il déclare qu'ils se devoient abstenir d'exercer les fonctions de leurs Ordres.

En la page 145. Le Métropolitain leur accorda une seconde fois l'absolution ad cautelam, & les rétablit dans toutes leurs fonctions & dignités. Et reconnoissant qu'il a déclaré depuis le contraire, ils disent, que la révocation d'une chose déjà jugée, sans un nouveau fait, est absurde.

Et en la page 294. Ils disent qu'ils se seroient pourvus à l'Official Métropolitain, lequel les anroit une seconde fois absous ad cautelam, & fait défenses de rien attenter au préjudice, AVEC PERMISSION DE CONTINUER LEURS FONCTIONS, & que le même Official, quelques jours après, par un changement surprenant, & une légèreté blâmable dans un Juge, a rétracté la même Ordonnance, pour plaire audit Sieur Evêque d'Albi, & déclaré qu'ils ne pouvoient s'ingérer dans la fonction de leurs Bénéfices.

Qui pourroit croire après cela, que l'Ordonnance de l'Official Métropolitain, laquelle ils produisent pour prouver ce fait, ne contient pas la permission d'exercer les fonctions de leurs Ordres, & des défenses de les y troubler, comme ils l'assurent si hardiment? Et cependant il ne faut que lire cette Ordonnance pour être convaincu du contraire. Car voici tout ce qu'elle contient après le vu des pieces. Tout considéré, Nous dit Vicaire Général & Official, par notre Ordonnance mise en blanc de la dite Requête, ayant aucunement égard à icelle, vu le consentement dudit Procureur Fiscal, avons fait & faisons inhibitions de rien attenter au préjudice des appels, sur les peines de droit. Et cependant avons accordé auxdits de l'Etang & Rives, l'absolution des excommunications contre eux laxées par ledit Sieur Evêque ou son Official, ad cautelam & cum reincidentia, s'il y échet. D'AGEN signé en l'Original.

Où est la permission de continuer dans leurs fonctions, qu'ils supposent si expressément que cet Official leur avoit accordée par cette Ordonnance? Il paroît au contraire, que l'ayant demandée par leur Requête, & l'Official n'en ayant fait aucune mention dans l'Ordonnance, quoiqu'elle y fût énoncée dans le vu des pieces, c'est une marque qu'il la leur avoit refusée. Mais au moins ce qu'on peut dire est avantageux pour les Sieurs de l'Etang & Rives, & qui n'est pas assez expliqué sur ce point, &

quête du Promoteur , & ayant déclaré qu'il n'entendoit point qu'ils VI. CL. fissent aucune fonction ecclésiastique , qu'autrement par lui n'en eût N°. I. été ordonné , c'est un emportement sans raison , de l'accuser , comme ils font, *d'un changement surprenant, & d'une légèreté blâmable.*

XV. F A U S S E T É.

Le Sieur Doyen ne parle jamais de son emprisonnement qu'il n'accompagne le récit qu'il en fait de plusieurs faussetés. Voici ce qu'il en dit en la page 168. *La passion de M. l'Evêque d'Alet a été si puissante sur lui, & il a été si peu maître de ses mouvements, qu'il a fait emprisonner avec violence* CE GÉNÉREUX DÉFENSEUR DES DROITS DE L'EGLISE ET DES PRIVILEGES DU CHAPITRE D'ALET DONT IL EST DOYEN ; *qu'il l'a détenu plus de trois mois dans les prisons de sa maison, comme le plus criminel de son Diocèse, avec une sévérité si étonnante, qu'on lui a dénié sa subsistance des journées toutes entières, & que l'on l'a menacé des fers & du cachot, s'il ne vouloit pas se soumettre audit Sieur Evêque, approuver tout ce qu'il avoit fait & souscrire à sa doctrine.* Et en la page 58 il dit, que *M. d'Alet l'étant venu visiter dans sa prison, lui avoit fait entendre que le seul moyen de rompre ses fers étoit d'approuver tout ce qu'il avoit fait.*

Il faut être bien ennemi de la vérité pour avancer tant de mensonges. M. le Doyen fait fort bien que lorsqu'on fut contraint de le retenir prisonnier, M. l'Evêque d'Alet prêchoit le Carême en la ville de Saint Paul ; & même ce jour-là une affaire importante l'avoit obligé d'aller à l'extrémité de son Diocèse. Il fait que son emprisonnement n'a point été une affaire préméditée , puisqu'il se fit le jour même qu'il arriva à Alet , & qu'il vint troubler le service de l'Eglise sur une prétendue absolution de M. d'Albi ; ce qu'on ne pouvoit pas prévoir qu'il feroit. Et cependant dissimulant tout cela, il prend sujet de cette action, à laquelle M. d'Alet n'a point de part , de le traiter avec outrage , & de le représenter comme un homme emporté que la passion domine , & qui n'est pas maître de ses mouvements.

Voilà les couleurs dont il peint un des plus sages Prélats de l'Eglise. Mais en récompense il fait un autre portrait qui doit attirer le respect de tout le monde. Car qui ne révéleroit un *généreux défenseur des droits de l'Eglise, & des privilèges du Chapitre d'Alet* ? C'est l'éloge que ce *généreux* Doyen se donne à lui-même ; & peu s'en faut qu'il ne s'estime un autre S. Thomas de Cantorbie , & qu'il n'égale sa prison aux persécutions & au martyre de ce Saint. Mais le mal est, que ces

VI. Cl. droits de l'Eglise qu'il prétend avoir défendus ne sont qu'en idée ;

N°. 1. n'ayant au contraire travaillé qu'à asservir l'Eglise, & la dépouiller de sa Jurisdiction, & que les privilèges du Chapitre d'Alet n'ont garde de l'avoir en pour défenseur, puisque ces privilèges ne furent jamais, & qu'ils sont aussi chimériques que cette étonnante sévérité qu'il reproche à M. d'Alet d'avoir exercée envers lui, en lui déniaut sa subsistance des journées toutes entières : ce qui est un mensonge horrible, ayant toujours été aussi-bien traité que M. d'Alet, à la détention près.

Mais c'est le comble de la hardiesse de dire qu'on l'a menacé des fers & du cachot, s'il ne vouloit pas se soumettre audit Sieur Evêque, approuver tout ce qu'il avoit fait, & souscrire à sa doctrine ; & d'assurer que M. d'Alet lui-même lui a fait entendre que c'étoit le seul moyen de rompre ses fers. Il fait bien qu'il n'a tenu qu'à lui de sortir de prison dès le lendemain, puisqu'il n'avoit pour cela qu'à répondre à l'Official d'Alet, qui est son Juge naturel, & qu'ainsi la longueur de sa prison n'a été l'effet que de son entêtement, & d'un entêtement tout-à-fait déraisonnable ; puisque n'étant ni exempt ni privilégié, il n'avoit aucun droit de se soustraire à la Jurisdiction de la Cour Ecclésiastique d'Alet, mais seulement d'en appeler s'il se trouvoit grevé en quelque chose. Et c'est ce qu'il reconnoit lui-même en partie, lorsque mêlant le vrai & le faux, il dit que M. d'Alet lui fit entendre que le seul moyen de sortir, étoit d'approuver tout ce qu'il avoit fait, de se soumettre, & de répondre par devant son Official. Il n'y a que ce dernier de vrai. Car c'est la seule condition qu'on lui a toujours demandée pour sortir, qu'il répondit devant l'Official ; ce qui étoit tellement dans l'ordre, que ç'auroit été ruiner toute la Jurisdiction de l'Eglise, que de l'élargir sans cela. Mais ce qui marque le plus de venin est, qu'on l'ait menacé des fers & du cachot, s'il ne souscrivait à la doctrine de M. d'Alet. Y eut-il jamais une malignité plus diabolique que d'inventer de tels mensonges destitués de toute preuve, afin de faire passer un saint Evêque pour un nouveau dogmatiste, qui a une doctrine particulière contraire à celle de l'Eglise, qu'il fait souscrire par force & en menaçant des fers & des cachots ? Il ne restoit plus que cela pour achever la couronne de ce généreux défenseur, non seulement des droits de l'Eglise, mais aussi de sa foi & de sa doctrine, qui a mieux aimé, si nous l'en croyons, s'exposer aux fers & aux cachots, que de souscrire la prétendue mauvaise doctrine de M. d'Alet, qu'on lui vouloit faire signer par de si terribles menaces. Que peut-on dire à un tel homme de plus salutaire, que ce que dit Simon Pierre à un autre Simon. *Pœnitentiam age ab hac nequitia*



*quittia tua , & roga Deum si fortè remittatur tibi hæc cogitatio cordis VI. Cl. tui. In felle enim amaritudinis & obligatione iniquitatis video te esse. N°. I.*

## XVI. F A U S S E T É.

Le Sieur Doyen prétend que son emprisonnement n'a pas été fait dans les formes ; parce qu'il n'y a point eu de Sergent Royal, celui qu'on a dit avoir assisté nommé Ichard ayant déclaré n'y avoir été présent. Quand cela seroit vrai, l'emprisonnement ne laisseroit pas d'avoir été dans les formes ; parce qu'il fut pris à la porte de l'Evêché , auquel cas on n'avoit pas besoin de Sergent. Mais il est vrai néanmoins que Ichard y étoit présent ; & si on a extorqué de lui une déclaration contraire , on en a reconnu la foiblesse , puisqu'on ne l'a osé produire , parce que le Promoteur l'auroit fait déclarer fausse , y ayant trop de témoins qui peuvent déposer qu'il y étoit.

Mais de plus , comment le Sieur Doyen peut-il soutenir qu'il n'y avoit point de Sergent quand il fut pris , puisque par un acte passé par devant Notaires aussi-tôt après qu'il fut arrêté , lequel il a lui-même produit au procès , se plaignant de la manière dont on l'avoit arrêté , il dit : *que le Sieur Promoteur l'a conduit dans l'Evêché en sortant de la Cathédrale AVEC DES SERGENTS , très-ignominieusement & avec violence.* Qu'il s'accorde s'il peut avec lui-même. Il se plaint dans cet acte de cette circonstance , comme faisant partie de l'ignominie qu'il a soufferte ; qu'on l'a conduit dans l'Evêché *avec des Sergents.* Et parce que depuis il s'est imaginé que ce seroit un défaut contre les formes s'il n'y avoit point eu de Sergent ; il soutient dans ses Ecritures , contre son propre témoignage , qu'il n'y en avoit point.

## XVII. F A U S S E T É.

Les Sieurs de l'Estang & Rives , ne pouvant répondre aux raisons convaincantes par lesquelles le Promoteur a fait voir que M. l'Evêque d'Albi étoit incompetent pour l'affaire de l'excommunication , ils se sont avisés , pour les éluder , de lui reprocher d'agir en cela de mauvaise foi , puisque lui-même a reconnu ce Prélat en qualité de Juge de cette affaire ; *en lui présentant une Requête , tendante à déclarer que l'absolution par lui donnée n'avoit d'autre effet que de leur donner la faculté d'ESTER en jugement.* Mais on a déjà fait voir que cela étoit très-faux , & que jamais le Promoteur n'a présenté aucune Requête à

VI. CL. M. d'Albi , par laquelle il l'ait reconnu pour Juge; ne lui en ayant  
 N°. 1. adressé qu'une seule , par laquelle il demandoit uniquement , qu'il lui  
 plût reconnoître que le Bref de Rome , qui étoit nul , pour avoir été  
 donné sur un faux exposé , ne lui donnoit aucun pouvoir pour l'affaire  
 de l'excommunication , & que de plus les Sieurs de l'Estant & Rives  
 l'ayant portée à des Parlements par des appels comme d'abus desquels  
 ils n'avoient point désisté , il n'en eût pu connoître , selon la Juris-  
 prudence de France , quand sa commission auroit été légitime.

### XVIII. FAUSSETÉ.

Il n'y a rien de plus étonnant , que de voir l'assurance avec laquel-  
 le ils osent dire , que les sollicitations de Madame de Bressac , de M.  
 Guillet & autres parents de la dite Dame , envers les Juges de la troi-  
 sieme Chambre du Parlement de Grenoble , sont toutes faussetés ; *étant*  
*vrai* , disent-ils page 208 , *que la dite Dame de Bressac & ses parents ,*  
*n'ont jamais eu aucun commerce avec les Sieurs de l'Estant & Rives , &*  
*n'ont appuyé leurs intérêts ni directement ni indirectement.* Cette hardies-  
 se à nier une chose si certaine n'est fondée que sur ce qu'on n'a pu  
 faire ouïr les témoins , par le crédit des mêmes personnes qui ont fait  
 obtenir l'Arrêt du 21 Août ; ayant empêché qu'aucun Sergent n'ait  
 osé les assigner , comme il paroît par l'acte qui fut accordé au Pro-  
 moteur par le Juge de Grenoble , qu'il a remis au Greffe du Conseil  
 pour lui servir d'enquête. Car cet acte fait foi , que le Promoteur étant  
 allé à Grenoble pour exécuter l'Arrêt du Conseil , qui lui donnoit  
 pouvoir d'informer du *fait propre* , il l'avoit mis entre les mains du  
 Juge Royal de Grenoble : qu'ensuite ayant pris des lettres pour faire  
 assigner les témoins , il les avoit remises entre les mains d'un Sergent ,  
 lequel après les avoir gardées deux jours , dit , *qu'il ne les pouvoit exploi-*  
*ter , parce que M. du Bonnet , Conseiller audit Parlement , beau-frere de*  
*la Dame de Bressac , & M. Guillet , l'avoient menacé de le maltraiter ,*  
*& de le faire mettre en prison s'il le faisoit :* Qu'on tenta les autres  
 Sergents , & qu'on leur promit tout l'argent qu'ils demandoient : Que  
 quelques-uns refuserent même d'accepter ; que d'autres prirent les let-  
 tres , & les rendirent avec la même réponse que le premier : Que cela  
 obligea le Promoteur de demander à ce Juge , qu'il lui plût enjoindre  
 à son Greffier d'aller lui-même faire injonction à tous les Sergents de  
 la ville qu'ils eussent à assigner les témoins : Que ce Greffier le fit ;

mais que les Sergents refuserent d'obéir, ayant plus d'appréhension de VI. Ces Messieurs, parents de Madame de Bressac, que du Juge. N°. 1.

Quand vingt témoins auroient déposé touchant les sollicitations de cette Dame & de ses parents, en seroit-on plus assuré qu'on l'est par ce procès verbal ? Car s'il étoit vrai, comme l'osent assurer les Sieurs de l'Estang & Rives, qu'ils n'eussent point sollicité cette affaire, pourquoi auroient-ils empêché que les témoins ne fussent ouïs ? Pourquoi auroient-ils arrêté le cours de la Justice par leur crédit ? Il est donc vrai que ce procès verbal, qui est en très-bonne forme & très-authentique, tient lieu d'enquête, & est plus fort qu'une enquête. Car, outre la vérité des sollicitations qui paroît assez par-là, il fait voir encore avec quelle chaleur on les a faites ; puisque des Migistrats se sont pu porter, par le mouvement de la même passion, à user de voies si indignes de leur qualité, pour empêcher par la terreur & par les menaces, qu'on ait pu procéder à une enquête juridique ordonnée par le Conseil.

Mais ce qui montre encore bien clairement que les sollicitations dont on s'est plaint ont été non seulement très-publiques, mais bien extraordinaires, est que les plus gens de bien en ayant été blessés, pour empêcher qu'il ne s'en fit plus de semblables à l'avenir, qui faisoient tort à la réputation du Parlement, on arrêta dès la S. Martin suivante, qu'il seroit défendu à tous ceux de la Compagnie de solliciter ni directement ni indirectement, & que tous s'y obligeroient par serment.

C'est à quoi les Sieurs de l'Estang & Rives devoient répondre, s'ils agissoient de bonne foi, & non pas s'arrêter à la méprise d'un Avocat du Conseil, qui, en l'absence du Promoteur, ayant mal pris les Mémoires qui lui avoient été envoyés, dans lesquels il étoit parlé des sollicitations du Président *Pourroi*, frere de la Dame de Bressac, s'étoit imaginé qu'il étoit de service à la troisième Chambre de Grenoble ; ce qui a été corrigé dans tous les actes que l'on a faits depuis, où on a parlé de cette affaire. Et il est si hors d'apparence que cela soit dit autrement que par mégarde, que l'avantage que les Sieurs de l'Estang & Rives pensent en tirer, en qualifiant cette méprise du nom de *mensonge parfait*, est tout-à-fait puérile. Les faussetés qu'on leur reproche ne sont pas de cette nature : elles sont toutes préméditées, & ils y persévèrent opiniâtrément par une résolution inflexible.

VI. Cl.  
N°. I.

XIX. FAUSSETÉ.

Telle est celle dont ils ont tâché de couvrir l'inhumanité qu'ils ont exercée envers le Sieur Salva, Trésorier du Chapitre, l'ayant entraîné malade de prison en prison, sous le faux prétexte qu'il ne vouloit pas leur payer ce qu'il leur étoit dû, quoiqu'il eût déclaré qu'il étoit prêt de le faire, & qu'on le laissât seulement aller à son logis où étoient les grains & l'argent. Pour colorer une si horrible injustice, ils lui font dire, *qu'il étoit prêt de donner ce qu'il pouvoit avoir, qui étoit très-peu de chose, le surplus ayant été diverti en vertu des délibérations du Chapitre* : ce qui est une fausseté que l'Avocat de cette personne ne manquera pas de confondre par des pieces authentiques.

Ils l'accompagnent d'une autre, pour faire croire qu'ils n'avoient pas sujet d'être contents de la consignation faite entre les mains d'un Marchand, de la somme de 160 livres & de 70 septiers de bled, qui est, *qu'ils n'avoient rien reçu depuis plus de deux années de leurs Bénéfices, qui sont de plus de trois ou quatre mille livres de rente*. Ils veulent peut-être se défaire de leurs Bénéfices, & c'est ce qui les porte à les faire monter si haut. Mais quand ils vaudroient cela tous les deux ensemble (car ce seroit une grande chimere s'ils l'entendoient de chacun en particulier) ils supposent deux choses très-fausSES : la première, qu'il y eût plus de deux années qu'ils n'en recevoient rien, lorsqu'ils pressèrent le Sieur Salva de les payer; car ce fut à la fin du mois de Septembre 1664 : & il ne leur pouvoit rien être dû que depuis leur excommunication, qui fut au mois de Novembre 1663. ce qui ne fait que dix ou onze mois. La seconde, que pendant ce temps-là, ils n'aient rien reçu de leurs Bénéfices; au lieu que le Sieur de l'Estant à toujours tiré librement le revenu de son Doyenné, qui vaut au moins sept cents écus; & qu'ainsi il ne lui pouvoit être dû non plus qu'au Sieur Rives, que les distributions, qui ne pouvoient aller à ce qui avoit été consigné.

Mais le Sieur Salva n'étoit pas un assez digne objet de leur haine. Il falloit que les impostures dont ils se servent pour justifier les mauvais traitements qu'ils lui ont faits réjaillissent, contre celui qui est le principal but de leurs médisances. C'est par-là qu'ils se sont imaginés qu'ils rendroient moins incroyable l'extravagant procédé qu'ils attribuent à ce pauvre homme, d'avoir mieux aimé souffrir les rigueurs d'une cruelle prison que de se dessaisir de ce qu'il avoit entre les mains, qu'il lui étoit indifférent de donner à qui que ce fût, pour-

vu qu'il en fût valablement déchargé, comme il l'étoit sans doute VI. CL<sup>1</sup> en payant en vertu d'un Arrêt. *L'on voit bien*, disent-ils, p. 223. N<sup>o</sup>. I. que ledit *Salva*, qui est domestique & Maître d'hôtel de M. d'Alet (cela est faux, il y a long-temps qu'il ne l'est plus) est trop exact à obéir à ses ordres pour n'avoir pas préféré la prison à la nécessité de n'y obéir pas; c'est-à-dire de ne concourir pas avec son maître dans le dessein qu'il a eu d'abattre lesdits Sieurs de l'Estang & Rives par toutes sortes de voies, & entr'autres en leur retranchant les moyens de leur subsistance. C'est ainsi qu'on suppose à un Evêque, par un mensonge criminel, des desseins qu'il n'eut jamais, afin de pouvoir attribuer à une obéissance chimérique, la résolution opiniâtre qu'on veut faire croire, par une imposture qui choque le sens commun, avoir été prise par un Laïque chargé d'un ménage & d'une famille, de languir plutôt dans les plus rudes prisons, que de payer, en conséquence d'un Arrêt, une somme assez modique dont il n'étoit que dépositaire. Et néanmoins, si nous en croyons les Sieurs de l'Estang & Rives, cela est si clair, que pour toute preuve ils n'ont qu'à dire *qu'on voit bien* cela. Au lieu que tout ce que l'on voit, est, qu'il n'y a rien de plus digne de gémissement que l'aveuglement de ces deux Prêtres, qui semblent avoir renoncé à toutes les considérations de conscience & d'honneur, pour s'abandonner à la passion qui les transporte de médire de leur Prélat.

## X X. F A U S S E T É.

C'est ce qui paroît bien davantage dans la déclamation outragée de leur Avertissement, dont le Promoteur a porté sa plainte à Sa Majesté & à Messieurs de l'Assemblée du Clergé. C'est pourquoi on ne fera que toucher ici en peu de mots, ce qu'on peut voir plus au long dans cette Requête au Clergé, & dans les pièces qui l'accompagnent (a).

Leur dessein, dans cette invective envenimée, est de représenter M. l'Evêque d'Alet comme un persécuteur & un tyran, qui fait ressentir les atteintes de ses injustices & de ses violences à presque tous les Ecclésiastiques, tous les Ordres, & tous les Sexes de son Diocèse. C'est la calomnie capitale qu'ils tâchent d'appuyer par deux sortes de moyens. L'un est, de donner des couleurs malignes aux plus saintes pratiques de ce saint Evêque, en faisant un spectre hideux du soin qu'il a d'em-

(a) [ Voyez cette Requête &c. ci-après Append. A. ]

VI. CL. pécher l'abus des fausses pénitences, condamnées par tant de Conciles.

N<sup>o</sup>. I. Et l'autre, de renouveler les plus noires impostures que la cabale de quelques Gentilshommes a publiées contre ce Prélat, & les accompagner de quelques histoires si horriblement altérées, qu'ils font des crimes épouvantables à M. d'Alet & à ses Officiers, de ce qui ne leur peut être qu'un sujet de mérite devant Dieu, & de louange devant les hommes.

Si des Prêtres ont été punis pour leurs scandales, quoiqu'ils aient eux-mêmes acquiescé aux sentences rendues contre eux, on a la hardiesse de dire qu'on a suborné des femmes pour les accuser fausement, & pour les chasser, par cet artifice, de leurs Bénéfices & du Diocèse.

S'il y en a d'autres, qui ayant été arrêtés pour des crimes dont ils ont été convaincus, ont trouvé moyen de se sauver des prisons, on en prend occasion de reprocher à M. l'Evêque d'Alet une sévérité si terrible, que des Prêtres s'en désespèrent & se précipitent pour l'éviter.

Et enfin, si un malheureux ayant mené une vie débordée pendant plusieurs années, sans qu'on lui fit aucun mal ni aucun mauvais traitement, sinon qu'on s'étoit assuré de sa personne, & qu'on le menoit prisonnier du Diocèse de Castres à celui d'Alet, s'empoisonne par le chemin, on se sert de cet accident, qu'on ne peut imputer qu'à la malice consommée de ce méchant homme, pour transformer un saint Prélat en un nouveau Dioclétien, qui traite si cruellement des Prêtres innocents, qu'ils choisissent plutôt de perdre leurs âmes par le poison, que de laisser davantage leurs corps exposés aux supplices qu'on leur fait souffrir.

On ne s'arrête pas plus long-temps ni sur ces histoires, ni sur les calomnies qu'ils ont répandues contre M. d'Alet, avec une malignité tout-à-fait horrible, parce qu'on y a suffisamment répondu dans un *Eclaircissement* (a) attaché à la Requête que le Promoteur a présentée au Clergé, pour lui demander justice contre de si grands excès, qui regardent tous les Evêques; puisque s'ils souffrent qu'on outrage si insolemment celui qu'on peut dire être aujourd'hui l'un des plus grands ornements de leur College Apostolique, il n'y en aura aucun d'eux qui ose rien entreprendre d'un peu vigoureux pour le rétablissement de la discipline de l'Eglise, qui ne se doive attendre d'être aussi tôt déchiré de la même sorte, & réduit à employer en procès.

(a) [Voyez ci-après cet *Eclaircissement* &c. Append. B.]

& en chicanés, le bien & le temps qu'il doit employer aux besoins de son Diocèse. VI. CL  
N°. 1

C'est pourquoi on peut dire, que de l'événement de cette affaire, dépend ou le repos, ou l'accablement des bons Evêques. Car si l'on réprime l'audace de ces deux Ecclésiastiques qui se sont élevés contre leur Prélat d'une manière si scandaleuse ; si on leur fait sentir que les plus sages Rois peuvent être prévenus par des mensonges, mais qu'aussitôt qu'ils en sont éclaircis, ils en punissent plus sévèrement ceux qui les ont voulu tromper : si on contribue à les faire rentrer dans leur devoir, en ne leur ouvrant point d'autre porte pour se réconcilier à l'Eglise, après tant d'injures qu'ils lui ont faites, que celle de la pénitence & de l'humiliation, les bons Evêques pourront espérer que cet exemple donnera de la terreur aux méchants, & les rendra moins hardis à les traverser dans leurs bons desseins. Mais si au contraire Dieu permettoit, par un Jugement terrible contre ces deux Prêtres, que leurs insultes contre leur Evêque & contre l'Eglise demeurassent impunies ; qu'ils rentrassent dans leurs fonctions sans satisfaction & sans pénitence, & qu'ils se conservassent la malheureuse liberté de troubler, comme ils ont tâché de faire depuis deux ans, tout le bon ordre d'un Diocèse, les Prélats qui ont du zèle pour le bien des âmes & pour l'observation des Canons, n'ont qu'à s'armer de patience & à s'attendre qu'ils ne feront aucun bien considérable, qu'ils ne se trouvent accablés d'oppositions & de procès. Et comme il est besoin d'une extraordinaire fermeté d'esprit pour se vouloir bien exposer à de si rudes combats, il y a sujet de craindre que si un tel Evêque que M. d'Alet succomboit en apparence dans la personne de son Promoteur, en une si juste cause, cela ne refroidît le zèle de la plupart des Evêques, qui auroient de la peine à se résoudre de travailler sérieusement à la réformation de leur Diocèse, ne le pouvant faire sans être en butte à la calomnie, & continuellement troublés dans l'exercice de leur ministère, & principalement dans les Ordonnances qu'ils sont obligés de faire en diverses rencontres pour le règlement de la discipline.

*Signé,*

VINCENT RAGOT, *Prêtre, Promoteur d'Alet.*





# APPENDICE

## REQUÊTE

*A Nosseigneurs de l'Assemblée Générale du CLERGÉ DE  
FRANCE (a).*

[ De 1665. ]

Supplie humblement Vincent Ragot Prêtre, Promoteur de l'Eglise & Dio- APPEND.  
N°. I.  
cese d'Alet, disant :

Que s'il y eut jamais une affaire dans laquelle Messieurs les Evêques LETT. A.  
soient obligés de pratiquer les saints Canons (b), qui ordonnent aux Evê-  
ques de s'assister les uns les autres, pour réprimer ceux qui outragent leur  
dignité, & qui anéantissent leur juridiction; ils jugeront sans doute, que  
c'est celle que le suppliant est obligé de soutenir devant Sa Majesté contre  
les Sieurs de l'Etang & Rives, l'un Doyen & l'autre Chanoine de l'Eglise  
d'Alet.

Ces Ecclésiastiques, Messieurs, n'ont pas seulement eu l'insolence de  
ravir à l'Eglise sa juridiction, en portant en première instance à des Juges

(a) [ Il est fait mention de cette Requête dans le vu des pièces de l'Arrêt du Con-  
seil du 23 Juillet 1666, qui déterminait le procès contre les Gentilshommes. Il y est  
marqué en note, qu'elle avoit été dressée pour être présentée à l'Assemblée générale du  
Clergé, contre les calomnies avancées par les Sieurs de l'Etang & Rives. Mais comme  
ils désavouèrent depuis la production où étoient ces faits calomnieux, on ne la présen-  
ta pas. ]

(b) Concilium Valentinum tertium anni 855. cap. 13. Ut tanta inter nos, largiente Do-  
mino, charitas & unitas teneatur, ut quoties aliqui in populis, quibus regendis præesse  
dignoscimur, adversus Ecclesiam & Sacerdotalem auctoritatem contemptores & rebelles  
existunt, tanta instantia invicem & litteris & verbis juvare studeamus, ut pondere Eccle-  
siastici vigoris reclusi & pressi, vel ad humilitatem pœnitentiæ compellantur, aut si ab  
Ecclesia fuerint excommunicati, in nulla alia falsò & furtivè communicandi inveniant  
ocultatem.

Tricassinum secundum anni 878. cap. 9. Ut Episcopi nullo modo confratrum confa-  
erdorumque suorum parvi pendere audeant vexationes Ecclesiarumque pressuras, sed  
nanimiter conjuncti baculo pastoralis & apostolica auctoritate succincti in prælio pro  
omni Israël, id est, Christi Ecclesia, stare communiter non prætermittant.

APPEND. Laïques, sans appel comme d'abus, la cause du monde la plus ecclésiastique. Ils ne se sont pas contentés aussi de mépriser les Censures, en se réabliſſant par force dans leurs fonctions sur des absolutions *ad cautelam*, données par des Juges sans pouvoir & sans juridiction : mais pour combler tous leurs attentats, & détruire tout le bien que Dieu a établi dans le Diocèse d'Alet, par le ministère du saint Evêque qu'il lui a donné, ils ont entrepris de le déchirer par les injures les plus sanglantes, & par les plus détestables calomnies.

Il y avoit long-temps, Messieurs, que l'on savoit que ces deux personnes étoient liés d'intérêt & de faction avec la cabale des Gentilshommes du Diocèse; qui ont fait une ligue séditieuse pour se maintenir dans la liberté de continuer dans leurs désordres, dont Monseigneur l'Evêque d'Alet tâchoit de les retirer. On savoit aussi, que comme ils se servoient de ces Gentilshommes dans le Parlement de Toulouse, ils les avoient aussi aidés à fabriquer ces plaintes calomnieuses, que cette Noblesse liguée a osé porter même jusqu'aux oreilles de Sa Majesté, & que M. l'Evêque d'Alet a réfutées par une réponse si forte & si chrétienne, que Sa Majesté a été pleinement persuadée de son innocence, & de la malice de ces accusateurs; comme toute l'Eglise a été édifiée de la douceur & de l'humilité avec laquelle il repousse de si grands outrages.

Mais on ne s'étoit pas imaginé que leur hardiesse pût aller jusques à ce point, que de se rendre propres ces horribles calomnies, & de les publier eux-mêmes en des Ecrits juridiques signés de leurs noms, & dont ils sont obligés de répondre. C'est néanmoins ce que l'on a vu, Messieurs, avec un étonnement extraordinaire, dans l'Avertissement que lesdits Sieurs de l'Estant & Rives ont produit au Conseil du Roi, pour une affaire dans laquelle M. d'Alet n'est pas même partie; & que je soutiens seul contr'eux, par le devoir de la charge que j'exerce de Promoteur de l'Eglise & Diocèse d'Alet.

Il ne leur suffit pas d'accuser par-tout dans cet Ecrit M. l'Evêque d'Alet, d'aveuglement, d'égarement, d'endurcissement, d'emportement, de passion, d'obstination, de rébellion, de dissimulation, d'injustice, de violence, de conduite irrégulière, de *doctrina* & de route particulière, d'abus des Censures de l'Eglise: mais afin de faire entrer davantage ces injures dans l'esprit de ceux qui verront cet Avertissement, ils les attachent à des faits horribles & surprenants. Voici entr'autres l'extrait des lieux de cet Avertissement, où lesdits Sieurs de l'Estant & Rives ont ramassé tout leur venin.

*Copie des pages 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90 de l'Avertissement des Sieurs de l'Estant & Rives.*

84. „ Cette persécution est d'autant plus grande, & mérite davantage de  
 „ devenir l'objet de la justice & de la commiseration de Sa Majesté,  
 „ qu'ils ne sont pas seuls exposés à l'injustice, à la violence & à la conduite singulière dudit Sieur Evêque d'Alet; au contraire, presque tous  
 „ les Ecclésiastiques, tous les Ordres & tous les Sexes de son Diocèse  
 „ en ressentent les atteintes. L'on y voit depuis une longue suite d'années une infinité de pauvres gens interdits des Sacraments, dont les  
 „ Confesseurs & les Administrateurs abusent, jusqu'à s'en servir pour se  
 85. „ rendre maîtres de leurs intérêts domestiques. L'on a vu plusieurs per-

36. "sonnes être condamnées à des pénitences publiques, passer plusieurs  
 "Dimanches consécutifs à la porte des Eglises, presque tout nus, en  
 "chemise, & la torche au poing. L'on voit à tout moment M. l'Evê-  
 "que d'Alet refuser les signatures de Rome, & n'admettre jamais aucu-  
 "nes pensions, quoique légitimement & canoniquement établies. L'on  
 "entend prêcher dans toutes les Eglises, que les confessions faites hors  
 "du Diocèse, même en temps de Jubilé, & aux lieux où il y a des dé-  
 "votions particulières, sont des sacrilèges & des Confessions invalides.  
 "L'on y a vu faire des défenses de donner l'aumône aux Peres Capu-  
 "cins, à peine de péché mortel. L'on y a vu les pénitents être obligés  
 "de venir à confesse avec un Notaire, pour prendre Acte du refus des  
 "Confesseurs, lesquels bien souvent, faisant semblant, jusqu'à ce que les  
 "Notaires se fussent retirés, de vouloir confesser ceux qui se présentoient  
 37. "à eux, les refusoient ensuite avec scandale, par une illusion crimi-  
 "nelle d'un Sacrement si nécessaire, lorsque ces mêmes pénitents n'ont  
 "pas voulu se soumettre aveuglément aux sentiments de ces Confes-  
 "seurs, le plus souvent en des affaires purement temporelles. Et leur  
 "emportement a passé jusques à refuser par cette même raison, les  
 "Sacraments à des moribonds. L'on voit dans le même Diocèse les Agens  
 "du dit Sieur Evêque, vouloir obliger les femmes à se séparer de leurs  
 18. "maris, de lit, d'habitation & d'intérêt. L'on a vu publiquement refu-  
 "ser la sainte Communion à des personnes d'une probité connue. Il y a  
 "des preuves des Confessions qui ont été révélées; & ce qui est encore  
 "de plus épouvantable que tout ce qui vient d'être représenté, on a  
 "vu que le Promoteur du dit Sieur Evêque avoit fait accuser un pau-  
 "vre Prêtre par une femme, de l'avoir engrossée; & que lui ayant  
 "fait quitter le Diocèse & son Bénéfice tout ensemble, par son artifice,  
 "cette même femme étant à l'agonie, déclara la vérité de ce qui s'étoit  
 "passé, & la fausseté de cette accusation; ce qu'elle confirma du depuis,  
 19. "Dieu lui ayant rendu sa santé, pour rendre encore aujourd'hui té-  
 "moignage à la vérité s'il étoit nécessaire. L'on y a vu des Prêtres  
 "emprisonnés & détenus dans des cachots & dans des tours, avec une  
 "sévérité si terrible, que les uns se sont précipités, & les autres ont  
 "perdu leur ame par le poison, plutôt que de laisser davantage leurs  
 "corps exposés aux supplices qu'on leur faisoit endurer. Et enfin, l'on  
 20. "y prêche une doctrine si austère, & dispensée avec si peu de modéra-  
 "tion, que les extrémités où les peuples de ce Diocèse se sont jetés  
 "sont si extrêmes, que la bienfaisance même empêche lesdits Sieurs de  
 "l'Estang & Rives, de dire les choses qu'ils ont été capables d'exécuter".

APPEND.  
N<sup>o</sup>. I.  
LETT. A.

*Et dans la page 113 ils ajoutent :*

13. "Il semble que le dessein de M. l'Evêque d'Alet est d'abolir l'usage  
 "des Confessions; quoique, comme dit Pie V dans son Cathéchisme  
 "sur le Concile de Trente, l'on doive à ce Sacrement tout ce qui reste  
 "de piété chrétienne".

Je ne doute point, Messieurs, que vous n'ayiez été saisis d'horreur d'u-

ne si scandaleuse diffamation d'un des plus saints Evêques de ce siècle. Mais afin de vous en faire mieux connoître l'indignité, j'ai cru qu'il ne seroit pas inutile de vous présenter la réponse que M. d'Alet a faite aux plaintes des Gentilshommes, qui comprennent presque tous les chefs des reproches que les Sieurs de l'Estang & Rives renouvellent dans cet endroit, & d'y ajouter même quelque éclaircissement sur les faits nouveaux qu'ils allèguent, par lequel vous reconnoîtrez qu'on ne peut concevoir une plus grande & plus inexcusable malice que celle desdits Sieurs de l'Estang & Rives, d'avoir voulu ainsi noircir la réputation d'un saint Evêque, par de si exécrables impostures.

Après cela, Messieurs, vous trouverez bon que je vous représente, qu'il est absolument de votre honneur, & de l'intérêt de l'Eglise, de ne pas souffrir qu'on foule aux pieds si indignement votre dignité, en la personne d'un de vos Confreres.

M. l'Evêque d'Alet ne demande point de privilege. Comme il ne prétend point être infailible, il ne prétend point aussi être inviolable. Il est prêt de répondre de ses actions & de sa doctrine dans les formes de l'Eglise, contre qui que ce soit qui l'en voudra légitimement accuser; & si lesdits Sieurs de l'Estang & Rives croient être bien fondés dans ces horribles accusations qu'ils proposent contre lui, & qu'ils les veuillent soutenir comme véritables, selon les formes canoniques, M. d'Alet ne se servira jamais d'aucun moyen pour empêcher leurs poursuites.

Mais s'il est vrai au contraire, que ce sont des calomnies sans apparence & sans fondement qu'ils veulent publier pour le décrier, mais qu'ils n'oseroient & ne peuvent soutenir devant aucun Tribunal, il n'est pas juste que M. d'Alet soit privé du droit de tous les Evêques, & même de tous les particuliers, ni que lesdits Sieurs de l'Estang & Rives soient exempts des peines que les Loix civiles & ecclésiastiques ont établies contre les calomnieurs.

Vous savez, Messieurs, que le vingt-quatrième Canon des Apôtres ordonne expressément, que si quelque Clerc outrage un Evêque, qu'il soit déposé: *Si quis Clericus Episcopum contumeliâ affecerit, deponatur. Scriptum est enim, Principem populi tui non maledices*: que le Concile Elibérain, Chapitre soixante & quatorzième, refuse même la Communion à la mort aux calomnieurs des Evêques, des Prêtres, & des Diacres: *Si quis Episcopum, vel Presbyterum, vel Diaconum falsis criminibus appetierit & probare non potuerit, nec in fine dandam ei Communionem*. Ce qui est répété en propres termes dans les Capitulaires du Pape Adrien, chapitre soixante-deuxième.

Vous savez, Messieurs, que le premier Concile d'Arles, chapitre quatorzième, & le second, chapitre vingt-quatrième, excluent généralement de la Communion jusqu'à la mort, les faux accusateurs: que le Concile de Mâcon, de l'an 581 chapitre dix-huitième, les condamne à la Pénitence publique: que le faux témoignage est puni dans le Capitulaire de Théodulphe de l'an 797 chapitre vingt-septième, de sept ans de pénitence: que le Concile quatrième de Carthage, chapitre cinquante-cinquième, excommunie & exclut du Sacerdoce les calomnieurs; & que pour de simples médisances, qui n'approchent pas de ces calomnies atroces qu'on a avancées contre M. l'Evêque d'Alet, il est dit expressément au Canon cinquante-septième: *Clericus maledicus cogatur ad postulandam veniam; si noluerit, degradetur*.

Je ne rapporterai point la sévérité de quelques autres Loix ecclésiastiques & civiles, qui ont puni les calomnies de peines corporelles, & même du dernier supplice; ces remèdes sont trop éloignés de votre esprit, aussi-bien que de celui de M. l'Evêque d'Alet. Mais il est visible, Messieurs, que si ces excès commis par lesdits Sieurs de l'Etang & Rives demeurent entièrement impunis, votre dignité sacrée sera tous les jours exposée aux outrages des méchants, qui vous déchireront comme à leur plaisir, & empêcheront par ce décri scandaleux le fruit de vos travaux dans vos Diocèses, sans en appréhender de punition. Et c'est ce qui vous obligera sans doute de prendre dans cette cause la part que votre amour pour l'Eglise demande de vous; afin d'obtenir de Sa Majesté, que ces calomnies avancées par lesdits Sieurs de l'Etang & Rives, contre l'honneur de M. l'Evêque d'Alet, soient réparées par une satisfaction qui corresponde en quelque sorte à l'énormité de leurs actions.

Cette raison, Messieurs, seroit plus que suffisante, pour vous porter à vous intéresser dans cette affaire, & à appuyer de votre recommandation auprès de Sa Majesté, les justes poursuites que je fais contre lesdits Sieurs de l'Etang & Rives. Mais j'espère de plus, que lorsque vous aurez reconnu par l'Avertissement que je me suis cru obligé de vous présenter, le sujet de tout ce différent, vous demeurerez persuadés qu'il s'y agit de la ruine entière de toute la Jurisdiction ecclésiastique: & qu'ainsi le Clergé est obligé d'employer tous ses soins, pour obtenir du Roi un Règlement qui conserve à l'Eglise sa légitime puissance.

Il est certain, Messieurs, que l'Eglise en est absolument dépouillée, s'il est permis de porter en première instance, & sans appel comme d'abus, au Tribunal laïque, des causes purement ecclésiastiques, contre l'usage ordinaire du Royaume, sous prétexte de possesseur. Et cependant c'est ce qu'ont prétendu faire lesdits Sieurs de l'Etang & Rives, qui ont porté en première instance au Parlement de Toulouse la cause du monde la plus ecclésiastique, qui est de savoir, si c'est un sujet de priver des Chanoines d'un Chapitre non exempt du droit d'opiner sur des Ordonnances de leur Evêque, de ce que, suivant les Canons & la Discipline de l'Eglise, ils demeurent dans sa maison, & tâchent de suivre sa conduite.

Il est certain encore, Messieurs, que l'Eglise n'a plus de Jurisdiction, s'il est permis d'éluder ses Censures, qui sont les plus fortes armes dont elle se serve, par une absolution *ad cautelam*, en vertu de laquelle on se rétablit dans toutes les fonctions, quoiqu'elle ait été obtenue sans aucune connoissance de cause, & qu'elle ait été donnée par des personnes sans Jurisdiction.

Car ces sortes d'absolutions ne pouvant jamais manquer à personne, s'il est vrai qu'elles ont pour effet de rétablir dans les fonctions, toutes les excommunications des Evêques, pour quelques causes que ce soit, seront le jouet & la moquerie de tous les Ecclésiastiques déréglés; & il n'y a point d'Evêque qui voudrait user à l'avenir d'un pouvoir qu'il seroit si facile de rendre illusoire, & même ridicule: & ainsi voilà l'Eglise absolument privée du pouvoir de lier les pécheurs: pouvoir qu'elle ne tient pas des hommes, mais de Jesus Christ même, & qui lui a été accordé par ces paroles: *Quicumque ligaveris super terram erunt ligata & in calo.*

Et c'est pourquoi, Messieurs, il n'y a rien que le Clergé ne doive faire pour s'opposer aux desseins pernicieux de ces deux Ecclésiastiques, qui, pour

APPEND. se mettre à couvert de la juste sévérité de l'Eglise, ne prétendent rien moins  
 N°. I. que d'anéantir sa Jurisdiction, en faisant valoir une absolution *ad cautelam*,  
 LETT. A. obtenue sans connoissance de cause, de Juges sans jurisdiction & sans pou-  
 voir. Et l'unique moyen de le faire efficacement, est d'obtenir du Roi un  
 Règlement, par lequel il soit déclaré, ou que les absolutions *ad cautelam*  
 n'ont point pour effet de rétablir dans les fonctions; ou qu'elles sont nul-  
 les & de nul effet, à moins qu'elles ne soient accordées par le Supérieur lé-  
 gitime & avec connoissance de cause, & sur une preuve à demi pleine, *pro*  
*semiplenam probationem*, qui sont des conditions que les Canonistes les plus  
 favorables à ces absolutions exigent formellement, & selon lesquelles toutes  
 les absolutions desdits Sieurs de l'Estant & Rives sont visiblement nulles,  
 comme on l'a fait voir dans l'Avertissement présenté à Sa Majesté, & dont  
 j'ai joint une copie à cette Requête.

Ce Considéré, Messieurs, il vous plaise vous joindre en cause avec le  
 Suppliant, pour poursuivre la réparation des outrages faits à M. l'Evêque d'A-  
 let, & les Règlements susdits touchant les absolutions *ad cautelam* & le trans-  
 port de la Jurisdiction ecclésiastique, & le Suppliant continuera ses vœux &  
 ses prières pour votre prospérité.



## A V I S

## SUR LES PIÈCES SUIVANTES.

Monseigneur l'Evêque d'Alet ayant voulu apporter quelque ordre à la liste plusieurs Gentilshommes de son Diocèse, qui vivoient en un horrible état, & exerçoient des vexations inouïes sur les Sujets du Roi; & ayant craint pour cela d'interdire l'entrée de l'Eglise à quelques-uns d'eux: ces hommes, pour se conserver dans cette malheureuse liberté, firent diverses choses entr'eux, & créèrent des Syndics, dont l'emploi étoit de courir de village, pour solliciter les habitants de se plaindre de leurs Cures & de l'Evêque d'Alet.

Ces Réguliers à qui ce Prélat n'avoit pas voulu accorder la permission d'essayer, & quelques Ecclésiastiques qui ne pouvoient souffrir qu'on les obligât à un cléricatement, se joignirent à cette cabale, dans le dessein de ruiner la discipline que M. d'Alet a établie dans son Diocèse, par le travail de cinq années.

Le principal moyen qu'ils employèrent pour cela, fut de dresser un cahier de doléances, qu'ils envoyèrent au Révérend Pere Annat, avec une Lettre signée de douze ou seize de ces Gentilshommes. Ce Pere présenta cette pièce au Roi; & le Roi eut la bonté d'ordonner à Monseigneur l'Archevêque de Paris d'en donner copie à M. d'Alet, & de lui en envoyer copie. Il le fit, & d'une manière très-exacte. M. d'Alet lui écrivit la lettre imprimée ci-après, avec les réponses aux plaintes, lesquelles ayant été présentées au Roi par Monseigneur l'Archevêque de Paris, Sa Majesté, après les avoir examinées dans son Conseil, le chargea de sa part à M. d'Alet, qu'elle étoit pleinement satisfaite de ses réponses de sa conduite, & qu'elle se recommandoit à ses prières, auxquelles elle avoit de la confiance,

Il a ajouté à tout cela une Réfutation abrégée des nouvelles calomnies que les Rivaux de l'Evangile & Rives ont avancées dans leurs Ecritures contre la réputation de ce Prélat.



# L E T T R E

DE MONSEIGNEUR

## L'ÉVÊQUE D'ALET

*Ecritte à MONSEIGNEUR L'ÉVÊQUE DE RODEZ*

*[DE PEREFIXE] nommé par Sa Majesté, à l'Archevêché de Paris.*

MONSEIGNEUR,

APPEND. **I** L n'y a que trois ou quatre jours que j'ai regu votre dernière du 23  
 N°. 1. Juin, avec le Mémoire des plaintes qui se font contre moi. On n'a point per-  
 LETT. B. du de temps pour y répondre. Je vous envoie donc l'Ecrit de ces réponses,  
 sans art & ornement, mais non pas sans vérité, simplicité & bonne foi.  
 J'eusse bien désiré qu'il eût été plus court, pour ne pas exercer la patience  
 de ceux qui le liront ; mais vous savez, Monseigneur, qu'il est plus aisé  
 de faire des blessures que de les guérir. Quand on saura les personnes qui  
 en sont les auteurs en particulier, on tâchera de faire voir qu'on ne doit  
 pas toute créance à leur dénonciation, non plus qu'aux témoins qu'ils pour-  
 roient produire pour appuyer leurs accusations : car on m'a donné avis  
 qu'on fait courir ce Diocèse pour en chercher de tous côtés. Je ne me mets  
 pas beaucoup en peine de tout cela, dans l'espérance que Dieu me donne,  
 qu'il ne laissera pas l'innocence & la vérité long-temps dans l'oppression :  
 où s'il le permet ainsi, ce sera pour en tirer de plus grands avantages pour  
 son service & celui de son Eglise, par des voies qui paroissent au jugement  
 humain toutes contraires à ce dessein ; & aussi pour réduire la créature à  
 son premier néant, afin que la gloire de ses ouvrages en demeure à lui seul.  
 Je vous ai rendu compte, Monseigneur, par la précédente, des raisons de la  
 difficulté que je trouvois à l'entreprise du voyage en Cour, qu'il vous a  
 plu me proposer, lesquelles de jour en jour se fortifient par les soins que  
 l'on prend de faire des Assemblées de Gentilshommes avec des Religieux,  
 & autres qu'on croit indisposés contre moi, pour aviser aux moyens de me  
 pousser à bout. Quelques-uns des Gentilshommes se servent de leur autorité  
 pour attirer plusieurs de leurs vassaux, & autres de leur dépendance, pour  
 faire recevoir leurs dépositions devant des Notaires, sans autre forme de jus-  
 tice que nous sachions, pensant par-là faire réussir leur dessein, qui est de  
 secouer le joug de l'obéissance à l'Eglise en la personne de leur Prélat, qui  
 n'a



n'a jamais eu d'autre passion à leur égard, que celle de les tirer de leur mauvais état, & de leur faciliter la voie de leur salut, les instruisant des vérités chrétiennes, qui leur étoient fort nouvelles & étrangères, & leur marquant leur obligation d'y satisfaire. Ainsi, Monseigneur, j'oserois dire à leur égard en cette occasion, comme S. Paul, que je suis devenu leur ennemi en leur disant la vérité, & souhaite comme lui, quoique dans un degré de zèle & de charité extrêmement éloigné de la sienne, d'être anathème, sinon de Jesus Christ, au moins de mon Eglise, dont il est le premier & le principal Epoux, pour satisfaire leur desir, si je croyois pouvoir par ce moyen contribuer plus efficacement à leur véritable conversion. J'ai cru, Monseigneur, devoir ainsi verser mon cœur dedans le vôtre, par cette effusion de sentiments, afin que vous puissiez mieux connoître ma disposition intérieure en cette affaire & la sincérité de mes intentions, & vous induire à me faire autant de part à vos prières, comme en l'honneur de votre affection, pour obtenir de la bonté de Dieu, la grace de correspondre fidèlement à ses saintes volontés sur moi dans ces rencontres. Je suis enfin avec plus de respect, de cordialité, & de soumission que jamais,

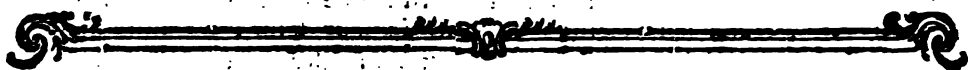
APPEND.  
N. I.  
LETT. B.

MONSIEUR,

Votre très-humble & très-obéissant  
Serviteur & Confesseur,  
NICOLAS Evêque d'Alet.

A Alet ce 25 Juillet 1663.





# P L A I N T E S

## CONTRE M. L'ÉVÊQUE D'ALET.

*Ceux qui ont envoyé ce Mémoire prouveront les faits qu'ils allèguent par Actes & témoins, quand il plaira à Sa Majesté leur nommer des Commissaires pour informer (a).*

### P R E M I E R E P L A I N T E

**APPEND. N° 1.** *M*onsieur l'Evêque d'Alet prêche, & fait prêcher dans son Diocèse, que les confessions de ses Diocésains, faites hors du Diocèse, sans sa permission ou celle de leur Curé, sont nulles. Le sujet du procès qu'il a présentement contre les Pères Capucins de Chalabre, du Diocèse de Mirepoix, vient de ce que le Gardien de ce Convent refusa de signer cette proposition: De-là vient que ceux qui ont été absents du Diocèse pendant quelque temps, sont obligés de refaire toutes les Confessions qu'ils ont faites hors du Diocèse; & s'ils le refusent, ils sont interdits, privés de l'usage des Sacrements & de l'entrée de l'Eglise. Il y a un grand nombre de personnes dans le Diocèse qui n'entrent point dans l'Eglise, & qui ne communient point à Pâques pour ce sujet. Le Sieur de la Palme, le Chevalier de Sournia sont de ce nombre. Et Madame de Coustaussa s'étant confessée au Prieur des Augustins de Caudies, fut obligée à l'heure de la mort de refaire sa Confession, pour pouvoir recevoir le saint Viatique.

(a) [ Ces plaintes furent présentées au Conseil du Roi en 1663. M. d'Alet en eut communication, les reçut le 23 Juin, & y répondit trois ou quatre jours après. Cette Réponse ayant été faite à Alet, dans un si court intervalle, ne peut avoir pour Auteur M. Arnauld, qui étoit pour lors à Paris. Nous ne pouvons néanmoins nous dispenser de la donner, comme la plus importante pièce de cette affaire, au jugement de M. Arnauld.]



## R É P O N S E

POUR M. L'ÉVÊQUE D'ALET.

*Quant à l'offre qu'on fait, de prouver par actes & par témoins, que tout ce qu'on avance contre M. d'Alet est véritable, on soutient, au contraire, qu'on ne sauroit prouver par témoins non suspects, ni par aucun acte véritable & légitime, aucun article de tous ceux que l'on allègue contre lui.*

**I**L est vrai que M. l'Evêque d'Alet enseigne & fait enseigner, que les confessions faites hors de son Diocèse par ses Diocésains, qui vont exprès les faire ailleurs, pour éviter la discipline du Diocèse, pour se dispenser des véritables règles de conscience, & pour frauder le devoir qu'ils sont obligés de rendre à leurs Pasteurs légitimes, sont illicites & même invalides, étant faites contre sa défense à des Confesseurs qui ne sont pas approuvés de lui; ces personnes les trompant elles-mêmes, & trahissant leur conscience, selon l'expérience journalière qu'il en a depuis qu'il est en charge: c'est pourquoy on les oblige à recommencer leurs confessions à cause de leur nullité.

APPEND.  
N°. I.  
LETT. B.

Mais il n'est pas vrai que M. d'Alet ait déclaré les Confessions de ceux qui se trouvent de bonne foi hors du Diocèse, pour des voyages & des affaires qu'ils peuvent avoir ailleurs, invalides: sachant que c'est l'usage universel, confirmé par le consentement de tous les Evêques, pour la commodité publique; & il n'a jamais obligé ces personnes, quand elles ont été de retour dans le Diocèse, de refaire ces confessions qu'elles avoient ainsi faites ailleurs, les ayant toujours cru valides.

Il est vrai que les Capucins de Chalabre, du Diocèse de Mirepoix, étant venus demander à M. d'Alet, il y a environ deux ans, la permission de continuer leurs quêtes dans son Diocèse, il les avertit qu'il avoit su que nonobstant les défenses portées par ses Ordonnances, de s'aller confesser hors de son Diocèse, pour les raisons susdites, ils recevoient ses Diocésains à confession, bien qu'ils fussent pleinement informés de cette défense, & qu'ils n'ignorassent point que quelques-unes de ces personnes avoient été refusées de leur Curé, pour des scandales publics qui duroient encore, & que l'un d'eux étoit interdit; & que le Pape s'étant déclaré sur cet article, de la nécessité de l'approbation des Ordinaires, à l'égard des Réguliers, il ne pouvoit pas leur accorder la quête, qu'ils ne promissent l'exécution de ce qui est contenu dans le Bref que Sa Sainteté a adressé à M. l'Evêque d'Angers, sur les différends qu'il avoit avec les Réguliers de son Diocèse, puisqu'ils étoient dans l'usage de le violer si ouvertement.

APPEND. Mais il n'est pas vrai que le procès soit intenté sur le sujet du refus de la  
 N° I. signature de ce Bref, ~~mais bien du refus que M. d'Alet leur a fait de leur~~  
 LETT. B. permettre de quêter, lequel étoit fondé, non seulement sur ce qu'ils n'a-  
 voient pas voulu promettre l'exécution de ce Bref, mais encore de ce qu'ils  
 continuoient de décrier sa doctrine & sa conduite, & sollicitoient publique-  
 ment les Diocésains, nonobstant ses défenses, de venir se confesser à eux,  
 promettant de recevoir tous ceux qui se présenteroient; outre qu'il ne  
 croyoit pas pouvoir être obligé de donner permission de quêter à des Re-  
 ligieux qui ne sont pas de son Diocèse; ceux qui en sont, & qui y sont éta-  
 blis depuis un long-temps, pouvant à peine y subsister, à cause de la très-  
 grande pauvreté des peuples.

Il se peut bien faire que les Confesseurs, suivant les regles de doctrine  
 qui leur ont été enseignées par M. d'Alet sur cette matiere, ont cru devoir  
 faire recommencer les confessions de ces personnes, à raison de leur inva-  
 lidité; mais il n'est pas vrai qu'il y en ait aucun d'interdit à cette occasion,  
 & on n'a pas même connoissance qu'il y en ait qui aient été refusés aux  
 Sacraments pour ce seul sujet. Quant au Sieur de la Palme, il n'est pas vrai  
 qu'il ait été refusé pour ne vouloir pas refaire sa confession; mais bien pour  
 être à scandale public dans le lieu de sa demeure; ce qu'ayant lui-même de-  
 puis reconnu, il a réparé volontairement le scandale public qu'il avoit donné  
 par une satisfaction publique, & a été reçu aux Sacraments.

Quant au Sieur Chevalier de Sournia, il est vrai qu'il a été refusé aux  
 Sacraments, pour plusieurs scandales connus dans tout le Diocèse auxquels il  
 a toujours refusé de remédier; & depuis peu de jours, il a été convaincu, &  
 condamné par Arrêt du Parlement de Toulouse pour l'un d'eux.

Pour la Dame de Coustaussa, on a appris qu'il y eut un différent entre son  
 Curé & le Prieur des Augustins de Caudies, sur ce que ce Prieur s'étoit in-  
 géré de l'ouir de confession, dans la maladie de laquelle elle mourut, sans  
 en avoir donné aucune connoissance au Curé, lequel de son mouvement, &  
 à l'insu de M. d'Alet, refusa de donner à cette Dame le Viatique, jusqu'à  
 ce qu'elle se fût confessée à lui; & le tout se passa, sans que M. d'Alet en  
 eût aucune participation, & sans que personne lui en ait jamais porté  
 plainte.

## P L A I N T E I I.

*Il permet, & même il approuve qu'on découvre les péchés secrets d'une femme  
 à son mari; qu'on publie des péchés occultes, nommant les personnes en pré-  
 sence de tout le peuple, & faisant faire des pénitences publiques, aussi-bien aux  
 femmes comme aux hommes, pour des crimes secrets. Il envoya lui-même son Vi-  
 gnier à un Médecin . . . . . pour lui donner avis que sa femme malversoit avec  
 un Gentilhomme, & pour lui déclarer qu'il le priveroit des Sacraments, s'il  
 souffroit que ce Gentilhomme entrât plus dans sa maison. Ce Médecin fut si sur-  
 pris de cette nouvelle, qu'il en fut malade à l'extrémité. Le Vicaire de Sournia,  
 nommé Seneferque, disant un Dimanche la Messe Paroissiale, se tourna vers le  
 peuple après avoir dit l'Evangile, & dit aux Magistrats, qu'il ne pouvoit ache-  
 ver la Messe, s'ils ne chassoient de l'Eglise une femme mariée qu'il nomma, &  
 deux hommes qu'il nomma de même, parce qu'ils avoient couché avec elle. Le  
 mari ayant oui ce que le Vicaire dit, l'attendit après la Messe pour le tuer, &*

*se retira dans sa maison pour tuer sa femme ; mais il en fut empêché, & cette femme s'étant retirée au Parlement de Toulouse pour demander réparation d'honneur, M. d'Alet, au lieu de punir ce Vicaire, obligea cette femme de renoncer au procès, sans recevoir aucune réparation d'honneur. La Demoiselle de ..... mariée, est interdite de l'Eglise, pour avoir refusé de faire pénitence publique à la porte de l'Eglise, parce qu'on l'avoit soupçonnée d'avoir eu un mauvais commerce avec un ..... son pere & sa mere sont privés des Sacrements, pour n'avoir pas voulu l'obliger à faire cette pénitence.*

APPEND.  
N°. I.  
LETT. B.

## R É P O N S E.

Il n'est pas vrai que M. d'Alet permette & approuve que l'on découvre les péchés secrets d'une femme à son mari, ni qu'on publie des péchés occultes en présence de tout le peuple, ni qu'il souffre qu'on nomme les personnes ; moins encore qu'il fasse faire des pénitences publiques à qui que ce soit pour des péchés secrets.

Il est vrai que le Viguier d'Alet, Chef de la Justice de ..... qui est de la temporalité de l'Evêché du dit Alet, allant ..... pour l'exercice de sa Charge, avertit secrètement ce Médecin, qu'il empêchât la fréquentation d'un jeune homme de la ville dans sa maison, dont tout le monde étoit scandalisé ; d'autant plus, que ce Médecin ayant déjà été averti par diverses personnes, & par M. d'Alet même, il n'y avoit pas remédié, sans pourtant que le dit Sieur Viguier lui ait dit qu'il y eût de la malversation, & il n'est pas vrai qu'il devint malade à cette occasion.

Quant au Vicaire de Sournia, nommé Seneferque, qui est mort depuis trois ans environ, on n'a eu aucune connoissance du fait posé dans le Mémoire, que par l'allégation qui y en est faite ; & il n'y a pas d'apparence qu'étant un homme vertueux & discret, il en ait usé de la maniere exprimée dans cet article, ce qui auroit mérité une punition exemplaire.

Chacun fait dans le Diocèse les raisons de la conduite qu'on a gardée ci-devant avec la Demoiselle de ..... il n'est pas vrai néanmoins, qu'on l'ait jamais voulu obliger de faire pénitence à la porte de l'Eglise, ni par conséquent, qu'on ait refusé son pere & sa mere aux Sacrements, pour ne l'avoir pas obligée à faire cette pénitence publique ; quoiqu'il soit vrai qu'ayant été interdite, aussi-bien que son pere & sa mere, dans le cours de la visite, avec quelques autres de la ville, pour n'avoir pas fait leur devoir Paschal, on a demandé d'eux, aussi-bien que des autres, pour être absous de cette Censure, qu'ils agréassent que le Prêtre qui les recevroit à l'Eglise témoignât de leur part à tout le peuple, le regret qu'ils avoient d'avoir donné mauvaise édification par leur désobéissance à l'Eglise, & la promesse qu'ils faisoient d'être à l'avenir plus soumis à ses ordres.

## P L A I N T E I I I.

*Ceux qui plaignent contre lui, qui appellent de ses Ordonnances & les font casser, ou qui ont des procès contre des personnes qu'il appuie sont privés des Sacrements & de l'entrée de l'Eglise, s'ils ne se désistent & ne se départent des Sentences ou des Arrêts qu'ils ont obtenus. Monsieur de Vila de Combesourde, ayant fait casser une de ses Ordonnances par le Métropolitain, est privé des Sa-*

APPEED. *crements, & interdit de l'entrée de l'Eglise, s'il ne se départ de la Sentence qu'il a obtenue. Un nommé Molins de Caudies, a été privé des Sacrements, pour avoir obtenu des Arrêts de la Cour des Aides contre des Officiers de M. d'Alet, N°. I. LETT. B. jusqu'à ce qu'il se soit départi de ces Arrêts. Maître de Quilhan, ayant fait condamner à mort par défaut le nommé Siau, fils d'un domestique de M. d'Alet, qui l'avoit excédé grièvement faisant la recette des deniers Royaux, a été privé des Sacrements, jusqu'à ce qu'il se soit départi de ses Arrêts. Le Curé de S. Félix, ayant obtenu au Sénéchal de Foix la provisionnelle de son Bénéfice, fut interdit & obligé de se départir de cette Sentence.*

## R É P O N S E.

Il n'est pas vrai que ceux qui plaident contre M. d'Alet, qui appellent de ses Ordonnances & les font casser, ou qui ont des procès contre des<sup>tes</sup> personnes qu'il apuye, &c. soient privés des Sacrements & de l'entrée de l'Eglise, s'ils ne se désistent & ne se départent des Sentences & des Arrêts qu'ils ont obtenu. Car il laisse aux Confesseurs à prendre garde si leurs pénitents plaident contre leurs consciences, ou avec un injustice manifeste, ou s'il y a quelque notable inimitié entre les parties; auquel cas on ne doit pas trouver mauvais si le Confesseur diffère l'absolution à ces personnes, jusqu'à ce qu'elles aient levé ces sortes d'empêchements; ce qui ne s'observe pas seulement dans les affaires qui regardent sa personne ou son ministère, mais encore dans toutes les autres, soit civiles, soit criminelles; les regles de l'Evangile & de l'Eglise les obligeant en cette pratique.

Quant au Sieur de Vila de Combefourde, quoiqu'il ait eu depuis longtemps plusieurs affaires pour raison de la discipline, & qu'il ait fait plusieurs entreprises sur l'autorité de l'Eglise, comme d'enterrer des morts sans Prêtres, & sans aucune Cérémonie Ecclésiastique, dans une Chapelle qui étoit interdite, & qu'il n'ait point voulu se reconnoître jusqu'à présent, & satisfaire à cette injure; le Vicaire de sa Paroisse l'ayant interdit, sans aucun ordre spécial de M. d'Alet, & en vertu du Canon (*Omnis utriusque sexus*) pour n'avoir pas fait son devoir Paschal; il n'en porta pas plutôt la plainte à M. d'Alet, qu'ayant incontinent examiné cette affaire & oui le Vicaire, il déclara cet interdit lâché contre les formes; & bien loin d'avoir défendu aux Confesseurs de le recevoir aux Sacrements, il lui en donna pour lors deux circonvoisins autres que son Vicaire, lesquels il agréa.

Pour Molins, il est vrai qu'il a été déclaré interdit: mais non pas pour avoir obtenu des Arrêts & des jugements en Justice, contre les Officiers de M. d'Alet; mais parce qu'il n'avoit pas satisfait à son devoir Paschal, à cause des inimitiés dans lesquelles il paroît encore persévérer, quelque soin qu'on ait pris de le vouloir pacifier avec ses parties, passant dans tout le Diocèse, au jugement même des Gentilshommes, pour un infigne chicaneur.

Quant au Sieur Maître de Quilhan, il est si éloigné de la vérité qu'il ait été privé des Sacrements pour l'obliger à se désister de ses Arrêts, qu'il est notoire que sans avoir renoncé à ses poursuites, & aux avantages de Justice qu'il avoit contre le Sieur Siau, il a été reçu; & qu'ayant remis à M. d'Alet il y a quelques années les affaires qu'il avoit avec le dit Sieur Siau, M. d'Alet donna Sentence en sa faveur, à laquelle le Sieur Siau n'a pas voulu acquiescer pensant être grévé.

Pour le Curé de S. Félix, il n'est pas vrai qu'il ait été interdit, pour n'a-

voir pas voulu renoncer au jugement rendu en sa faveur au Sénéchal de Foix, puisqu'il n'y en a obtenu aucun ; & que depuis sa prise de possession, il a joui paisiblement de ce Bénéfice pendant six ans, & en a fait les fonctions ; & si depuis il est tombé dans les Censures, c'est pour avoir célébré dans une Chapelle interdite de sa Paroisse, dont il avoit lui-même publié l'interdit ; ensuite de quoi il a été déclaré encore excommunié, pour avoir battu un Prêtre faisant ses fonctions.

APPEND.  
N°. I  
LETT. B.

## PLAINTÉ IV.

Ceux qui ont obtenu des Bénéfices par résignation en Cour de Rome, ou qui les résignent contre la volonté de M. d'Alet, sont interdits & privés des Sacrements, même à l'heure de la mort, s'ils ne se démettent du Bénéfice entre ses mains, & ne révoquent la résignation : le Sieur Bacholet Chanoine de S. Paul, étant grièvement malade, résigna son Bénéfice, & Monsieur Ragot vint de la part de M. d'Alet, lui déclarer qu'il étoit damné sans remission, & qu'on ne lui donneroit point le Viatique, s'il ne révoquoit la résignation qu'il avoit faite ; & il fut obligé de le faire. Papilaudi de la ville d'Alet, a été interdit, pour avoir accepté la résignation d'un Bénéfice, & n'a été admis aux Sacrements, qu'après avoir fait démission dudit Bénéfice. La Rade Théologal de S. Paul, pour avoir accepté & gardé son Bénéfice, contre la volonté de M. d'Alet, est interdit depuis plusieurs années. Rouyre, Prébendier d'Alet, a été privé des Sacrements pour le même sujet, & a été obligé de faire la démission de son Bénéfice.

## R É P O N S E.

Il n'est pas vrai que ceux qui ont obtenu des Bénéfices par résignation, ou qui les résignent contre la volonté de M. d'Alet, soient interdits & privés des Sacrements, s'ils ne se démettent entre ses mains de ces Bénéfices, ou ne révoquent la résignation, & moins encore à l'heure de la mort. Il est bien vrai que quand ils présentent à M. d'Alet les Provisions qu'ils en ont obtenu en Cour de Rome, il en examine le contenu, pour voir s'ils ont exposé la vérité au Pape, & si ces personnes ont les conditions requises par l'Eglise, pour tenir les Bénéfices dont ils se sont fait pourvoir, ou si les traités qu'ils ont fait avec le résignant, compermutant, ou autres, sont canoniques ; & s'il y reconnoît une défectuosité essentielle ou fort notable, il leur donne son refus par écrit, & y allégué les raisons d'icelui.

Pour le Sieur Bacholet Chanoine de S. Paul, il est vrai que le Sieur Vincent Ragot Promoteur de l'Evêché d'Alet, se trouvant à S. Paul lors de sa maladie, sur les plaintes qui lui furent faites par le Vicaire de la Paroisse du lieu, & Chanoine de la même Eglise que le dit Sieur Bacholet, que ses parents ne vouloient pas souffrir que le dit Sieur Vicaire eût la liberté de le visiter, & s'acquitter de toutes ses fonctions à son égard dans l'état où il se trouvoit réduit, il pria le Juge & les Consuls de l'accompagner, & de lui donner main forte, pour obliger les parents du malade de donner toute la liberté au dit Sieur Vicaire d'entrer dans sa maison, & de lui continuer ses assistances spirituelles. Et comme il apprit qu'on lui avoit fait résigner son Bénéfice à un Ecclésiastique qui n'en étoit pas digne, il lui remontra

**APPEND.** son obligation de conscience de révoquer cette résignation ; ce qui ne lui fut conseillé par aucun autre intérêt que celui de sa conscience. Et une marque évidente qu'on n'avoit autre but dans tout ce procédé, que de pour-  
**N°. 1.** voir au salut du dit Sieur Bachelot, & le tirer de la sujétion de ses parents, c'est que depuis, étant retourné en santé, il en a fait un remerciement particulier ; & il n'est pas vrai qu'on l'ait menacé de lui refuser le Viatique, puisqu'il l'avoit déjà reçu.

Quant au Sieur Papilaudy, il n'est pas vrai qu'il ait été interdit ; mais bien que s'étant présenté à M. d'Alet avec les Provisions d'une Prébende, il lui en refusa le *Visa*, parce qu'il n'avoit pas les qualités requises pour posséder & servir ce Bénéfice ; étant homme veuf, Marchand de sa profession, chargé d'enfants, & qui ne savoit point du tout de Latin, pour n'avoir jamais étudié ; ce qu'ayant lui-même reconnu depuis, il s'est soumis très-agréablement.

Quant au Sieur la Rade, il est vrai que M. d'Alet n'a pu approuver la promotion à la Théologale, quoiqu'il ait étudié en Théologie, n'ayant pas d'ailleurs les qualités de jugement & d'aptitude pour instruire publiquement, non seulement le peuple, mais encore un Chapitre nombreux comme celui de S. Paul : ce qui a paru dans quelques Prédications qu'il fit audit S. Paul, & au lieu de la Grâce, desquelles il ne reçut que de la confusion & du mépris de son Auditoire ; outre qu'il étoit parvenu à ce Bénéfice par des voies contraires aux saints Canons ; & il a été interdit pour s'être trouvé dans le cours de la visite, au nombre de ceux qui n'avoient pas satisfait au devoir Paschal.

Quant à Rouyre, il est vrai que son Confesseur ayant su qu'il avoit pris un Bénéfice du bas-Chœur de la Cathédrale d'Alet, valant au plus cinquante écus de revenu, qui avoit appartenu au dit la Rade, & sur lequel il s'étoit réservé cinquante livres de pension, bien que le dit Rouyre n'eût pas de quoi vivre d'ailleurs, consulta M. d'Alet, pour savoir s'il ne devoit pas remettre ce Bénéfice, si on ne lui vouloit point quitter cette pension, lequel répondit à ce Confesseur, qu'il étoit d'avis que le dit Rouyre n'avoit pu consentir à l'établissement de cette pension, & qu'il étoit obligé de quitter ce Bénéfice, puisque ce traité n'étoit pas selon l'esprit & l'intention de l'Eglise, qui ne permet pas qu'on charge de pensions les Bénéfices, si ce qui reste, la pension payée, n'est suffisant pour la subsistance & l'entretien du Titulaire ; à quoi le dit Rouyre ayant acquiescé, convaincu de cette obligation, M. d'Alet lui en a depuis procuré un autre de pareille nature & revenu, non chargé de pension.

#### [P L A I N T E V.]

*Comme on ne reconnoît point la Jurisdiction du Pape, dans les résignations des Bénéfices, ni dans les autres choses qui sont contre la volonté de M. d'Alet, on ne défère pas non plus à l'autorité du Roi dans l'exercice de la Justice. Il n'y a point de Sergent, de Notaire ni de témoin dans le Diocèse qui voudrait donner un exploit, faire un acte, ou déposer contre la volonté de M. d'Alet, de peur d'encourir quelques Censures, & d'être interdit de l'entrée de l'Eglise ; & on est obligé en ces occasions de faire venir à grands frais des Sergents, des Notaires & des témoins des Diocèses voisins. Quelques Arrêts qu'on obtienne contre lui &*  
*contre*



contre ses Ordonnances, on n'y défère point: ayant défendu aux Seigneurs de mettre des livres dans l'Eglise du lieu dont ils sont Seigneurs, pour le deuil de leurs peres ou femmes, s'ils le font après avoir obtenu des Arrêts du Parlement qui le leur permettent, l'Eglise est aussitôt interdite, sans avoir égard à ces Arrêts. Le Baron de Rasiguieres ayant été excommunié contre les formes, sur de faux rapports, & sur des témoignages extorqués en confession, le Parlement de Toulouse cassa cette Sentence d'excommunication comme abusive: Monsieur d'Alet ni ses Prêtres n'ont point acquiescé à cet Arrêt, ni voulu recevoir ce Seigneur à l'Eglise, dont on a exclu Madame sa femme, pour n'avoir pas voulu déposer contre son mari, ni se séparer d'avec lui, l'un & l'autre ont été obligés d'abandonner le Diocèse, & se sont retirés à Perpignan. Plusieurs autres ont fait de même, voyant que l'autorité ecclésiastique ni séculière n'a point de lieu dans ce Diocèse.

APPEND.  
N°. I.  
LETT. B.

## R É P O N S E.

Il n'est pas vrai que Monsieur d'Alet ne reconnoisse point la Jurisdiction du Pape dans les résignations des Bénéfices, & dans les autres choses qui sont contre sa volonté; car il a toujours reçu, avec un très-profond respect & une très-parfaite obéissance, toutes les signatures & rescrits qui lui ont été adressés, & les a toujours exécutés fidèlement & ponctuellement, lorsqu'il n'a pas reconnu qu'on eût exposé faux à Sa Sainteté, qui renvoie aux Evêques les rescrits, pour examiner si les personnes qui les ont obtenus sont capables; & si elles lui ont exposé la vérité; ce qui ne se rencontre pas assez souvent: de sorte que M. d'Alet a cru entrer dans l'esprit & dans l'intention de Sa Sainteté, quand il a donné des refus.

Il n'est pas vrai non plus qu'il ne défère pas à l'autorité du Roi dans l'exercice de la Justice, & qu'il n'y ait point de Sergent, de Notaire, de témoin dans le Diocèse, qui veuille donner un exploit, faire une acte, ou déposer contre sa volonté, de peur d'encourir quelques Censures, & d'être interdit de l'entrée de l'Eglise; & on soutient que les auteurs de ces accusations, ne peuvent marquer un seul exemple distinct & positif, par lequel ils puissent faire voir que Monsieur d'Alet a empêché directement ou indirectement l'exécution de quelque acte de Justice à son égard, moins encore qu'il ait usé d'aucune Censure, comme d'interdit ou autre, contre aucun Sergent, Notaire, témoin, & autres personnes semblables; comme au contraire, il pourroit faire voir par beaucoup d'actes qui lui ont été faits, & signifiés par des Notaires & Officiers de Justice, avec témoin de son Diocèse, qu'il leur a toujours laissé l'entière liberté, & facilité de lui en faire & notifier quand il leur a plu, quoique plusieurs fussent manifestement injustes; s'étant contenté de dire fort doucement à quelques-uns, fort peu en nombre & assez rarement, qu'ils prissent garde à la participation dans laquelle ils entroient de l'injustice qui lui étoit faite par ces actes; & ce pour la décharge de sa conscience & de la leur, comme leur Pasteur.

Il n'est pas vrai non plus qu'il n'ait pas déféré aux Jugements & Arrêts du Parlement de Toulouse, ou autre Justice donnés contre sa personne, ou contre ses Ordonnances, se contentant, en cas d'injustice évidente, de se pourvoir selon les formes par-tout où il appartient. Et pour l'exemple qu'on

**APPEND.** *allegue des lettres, Monsieur d'Alet ne fait point qu'on ait obtenu, ni qu'on lui ait fait signifier aucun Arrêt sur ce sujet, & il n'est pas vrai qu'aucune Eglise ait été interdite à cette occasion: & pour savoir le règlement qu'il a fait en cette matière, on en rapportera ici les propres termes; tirés de la quarante-troisième de ses Ordonnances Synodales, où l'on trouvera qu'il a suivi les ordres & l'esprit de l'Eglise dans cette disposition, en suivant celle du premier Concile de Milan tenu par S. Charles.*

**N<sup>o</sup>. I.**  
**LETT. B.**

*Et pour ce qui est des ceintures noires & armoiries, parce que cela est contraire à la révérence qu'on doit à la Maison de Dieu, & semble être une espèce de servitude & de dépendance qu'on lui veut imposer, & que d'ailleurs ces marques de deuil répugnent à la joie & à la solennité des grandes Fêtes, nous, défendons d'y peindre à l'avenir aucunes ceintures & armoiries pour les Seigneurs défunts, comme aussi de laisser dans l'Eglise la Chapelle ardente, ni représentation mortuaire, sinon aux jours des funérailles & services solennels qui se feront pour le repos des âmes.*

Il est vrai que Monsieur d'Alet a excommunié le Sieur de Rasguieres publiquement & nommément dans la Paroisse de son lieu, après l'avoir pendant plusieurs années averti & fait avertir charitablement, de se corriger des scandales qu'il continuoît de donner en matière d'impureté, non seulement dans tous les lieux dont il est Seigneur, mais encore dans plusieurs autres du Diocèse; ce que n'ayant voulu faire, mais ayant toujours persévéré dans ses désordres, selon la connoissance que Monsieur d'Alet en a pris dans le cours de ses visites, & par l'aveu que le dit Sieur de Rasguieres lui en a fait lui-même, aussi bien que plusieurs de ses plus proches qui lui en ont porté de grandes plaintes, & l'ont souvent prié instamment de le vouloir presser de s'amender, il a cru enfin qu'il étoit de son obligation, pour remédier à de si grands scandales, de traiter cette affaire juridiquement, & après y avoir gardé toutes les formes ecclésiastiques, de procéder lui-même à la Sentence d'excommunication. Il est vrai qu'au lieu de se reconnoître, il se pourvut au Parlement de Toulouse, où Monsieur d'Alet ne crut pas devoir répondre, cette matière étant toute ecclésiastique; si bien qu'il lui fut facile d'obtenir un Arrêt par défaut, qui ne fut néanmoins donné que le même jour que l'on fit signifier l'Arrêt d'évocation que Monsieur d'Alet avoit obtenu: & ainsi demeura dans son état d'excommunication, & persévérant dans les mêmes scandales sur tous les lieux dont il est Seigneur, se prévalant de l'autorité qu'il a pour surprendre & recevoir plusieurs filles & femmes, par des voies, tantôt basses & honteuses, & tantôt d'autorité, selon qu'il croit qu'elles seront plus efficaces, M. d'Alet a pensé qu'il étoit de son devoir de continuer toujours à le traiter comme excommunié, disposé qu'il est, quand il lui aura donné des marques de vraie repentance, de l'accueillir avec toute sorte de tendresse & de charité paternelle & pastorale.

Quant à Madame sa femme, il n'est nullement vrai qu'elle ait été interdite de l'entrée de l'Eglise, ni qu'on l'ait voulu obliger à déposer contre son mari, & à se séparer de lui; Monsieur d'Alet n'ignorant pas les règles de l'Eglise, qui prescrivent la conduite qui doit être gardée en ces rencontres. Et il est notoire que le dit Sieur de Rasguieres réside actuellement avec sa famille dans le Diocèse en l'une de ses terres.

Pour ce qu'on allegue que plusieurs autres se sont retirés du Diocèse,

parce qu'ils croyoient que l'autorité ecclésiastique ni séculière n'y avoit point de lieu ; pour y répondre , il faudroit savoir quelles sont ces personnes en particulier , parce qu'on n'en connoît point qui en soient absents pour ce sujet.

APPEND.  
N<sup>o</sup>. I.  
LETT. B.

## P L A I N T E V L

*Les refus d'absolution , les interdits , & les défenses d'entrer dans l'Eglise , sont si fréquentes pour des sujets semblables à ceux qu'on a allégués , qu'il ne reste dans tout le Diocèse que deux Gentilshommes , quoiqu'il y ait bon nombre de Noblesse , qui ne soient privés des Sacraments , & qui puissent entrer dans l'Eglise ; & des autres on fait état qu'il y a plus de huit mille personnes dans le Diocèse , qui n'est pas grand , qui ne se confessent , ni communient , ni n'assistent point à la Messe les Fêtes & les Dimanches depuis plusieurs années.*

## R É P O N S E.

Quant au délai ou refus d'absolution , il est vrai que Monsieur d'Alet recommande à tous les Confesseurs de son Diocèse la soigneuse pratique des règles de l'Eglise , dans la dispensation des Sacraments , & spécialement de celui de la Pénitence , pour n'en profaner pas l'usage , qui est de ne point absoudre. 1<sup>o</sup>. Tous ceux qui sont dans l'ignorance des principaux Mystères de notre foi , & que l'on reconnoît que cette ignorance est un effet de leur négligence , & manque d'affection pour ce qui regarde leur salut ; ou que ce sont des personnes si grossières , que l'on ne peut pas les instruire sur le champ. 2<sup>o</sup>. Tous ceux qui ont pris ou retienent injustement le bien d'autrui , & ne le veulent pas restituer selon leur pouvoir , en tout ou en partie ; ou qui ayant fait quelque tort au prochain en son honneur , refusent de le réparer. 3<sup>o</sup>. Ceux qui ont quelque inimitié & ne veulent pas se réconcilier avec leurs ennemis. 4<sup>o</sup>. Ceux qui sont dans l'occasion prochaine de quelque péché , par exemple d'impureté , ayant chez eux ou en leur disposition , la personne avec laquelle ils ont eu un commerce criminel , & ne la veulent pas congédier : ou bien quand ils se trouvent dans une condition dangereuse pour eux , dans laquelle eu égard à leurs dispositions , & à l'expérience qu'on a de leur vie passée , il leur est moralement impossible de s'empêcher d'offenser Dieu mortellement , & qu'ils ne la veulent pas quitter. 5<sup>o</sup>. Ceux qui sont dans quelque habitude de péché mortel , & qu'ils ne s'en corrigent point , & ne donnent aucune marque de leur véritable amendement ; puisque c'est la constante doctrine de l'Eglise , & dont la pratique a été soigneusement recommandée par S. Charles , dans les avis qu'il a dressés pour les Confesseurs de son Diocèse : & il est à remarquer que ce Saint veut qu'on étende encore ces refus ou délais de l'absolution à beaucoup de moindres cas. Or Monsieur d'Alet s'est contenté de proposer & recommander ces règles aux Confesseurs , dans les Assemblées des Curés & Conférences Ecclésiastiques de son Diocèse , ou par quelques Lettres Pastorales , sans leur déterminer pourtant l'application au cas d'aucun particulier , pour leur laisser l'entière liberté dans cette fonction. Que si peut-être il se trouvoit que depuis vingt-trois ans de son administration , quelques-uns de ses Officiers eussent donné billet portant défense , en son nom ou autrement , à quelques

APPEND. Curés ou Vicaires de recevoir aux Sacraments quelques-uns de leurs Paroissiens, ce n'a été que très-rarement, & pour des cas notaires & importants; N<sup>o</sup>. I. car la conduite & pratique ordinaire en ces rencontres, est de se contenter LETT. B. de dire ses sentiments sur les cas pour lesquels on le consulte.

Pour ce qui est des interdits, il n'est pas vrai qu'ils soient si communs, ni que Monsieur d'Alet les emploie pour des causes légères, comme on avance, puisqu'il n'interdit que pour des cas spécialement ordonnés par l'Eglise, ou pour d'autres qui sont si graves & si scandaleux, qu'il ne pourroit s'en dispenser sans ruiner entièrement la discipline; encore y porte-t-il auparavant toutes les précautions & toutes les adresses de charité dont il peut s'aviser, pour réduire à leur devoir les personnes; ce qui en rend le nombre si petit, que bien loin d'y en avoir huit mille comme on impose, il n'y en a pas vingt ou vingt-cinq de toutes sortes d'états, & conditions qui soient interdits, ou privés de l'entrée de l'Eglise, ce qui se fait toujours dans les formes canoniques & par écrit.

## P L A I N T E V I I.

*La plus grande partie des Annexes sont sans service. Et où l'on ne dit plus de Messe, ou tout au plus de quinze en quinze jours. De-là arrive que plusieurs n'entendent pas la Messe les Dimanches & les Fêtes, Et qu'ils ne sont point assistés pour le salut de l'ame pendant leurs maladies, Et meurent sans Sacraments. Si on refuse de payer le dîme n'ayant point de service, on les excommunique; s'ils mettent en procès l'Evêque ou le Curé pour ce sujet, on les prive des Sacraments; Et pour obliger les Diocésains à ne point plaider en ces occasions, il a obtenu une évocation générale de toutes ses affaires au Parlement de Grenoble, afin que la pauvreté ou difficulté du voyage les obligent à désister. Et quoiqu'il ait prétexté que dans le Parlement de Toulouse on avoit donné contre lui des Arrêts injustes en faveur de la Rade, Théologal de S. Paul, Et des Barons de Rennes Et de Rasguieres, par l'autorité de Messieurs de Fresals Et Cirouis, Conseillers dans ce Parlement; néanmoins les Arrêts que la Rade a obtenu au Conseil contre M. d'Alet, font voir la justice de ceux qu'on avoit donné à Toulouse, Et ces deux Seigneurs en obtiendront autant, s'ils veulent plaider au Conseil.*

## R É P O N S E.

Il est vrai qu'il y a quelques Annexes qui sont sans service, & où on ne dit pas la Messe tous les Dimanches & toutes les Fêtes chommables, pour ne pouvoir recouvrer des Vicaires capables: mais chacun fait dans le pays, & les plaignants mêmes, que M. d'Alet prend tout le soin qui lui est possible pour en mettre par-tout où il en est besoin, ayant un Séminaire exprès pour les aider à se former, quoique le Diocèse soit fort stérile en sujets à raison de la très-grande pauvreté, qui empêche la plus grande part des personnes de faire étudier leurs enfants, & de les mettre en état d'entrer au Séminaire, bien qu'il fasse tout ce qu'il peut pour suppléer à ce manquement, par les Ecoles qu'il s'effaie d'établir au moins dans les principaux lieux du Diocèse, formant à cet effet des Régents au Séminaire pour les instruire, non seulement à lire & écrire, mais encore à la langue latine,

n'épargnant pas la dépense nécessaire pour ce sujet, même à l'égard des étrangers, quand on les juge propres pour rendre service au Diocèse. Et cette rareté de Prêtres pour le service des Annexes, ne se trouve pas seulement dans le Diocèse d'Alet, mais encore dans tous les autres circonvoisins, qui sont bien plus commodes à servir, étant situés dans un beau & bon pays, au lieu que tout le monde sait qu'une grande partie de celui d'Alet est au plus haut des Pyrénées, d'où l'inclémence de l'air & l'âpreté des montagnes éloigne & rebute les étrangers.

APPEND.  
N<sup>o</sup>. I.  
LETT. B.

Or il est à remarquer que les lieux déstitués de la résidence d'un Vicaire sont en petit nombre, & composés de fort peu d'habitants, & que la plupart de ces Annexes sont proches du Chef de Paroisse, où ils peuvent commodément assister à tous les Offices. De plus, les Curés de ces lieux ayant ordre de les visiter en personne, deux fois toutes les semaines pour y célébrer la sainte Messe aux jours convenus, y faire la Doctrine chrétienne, visiter les malades, & leur rendre toutes les assistances nécessaires, & enfin pour s'informer de tout l'état de la Paroisse, on ne peut pas dire que les malades ou autres personnes aient manqué du secours nécessaire par la faute de M. d'Alet.

Il n'est pas vrai qu'on excommunie les personnes qui refusent de payer la dime faute de service, encore qu'on les admonête de s'acquitter de ce devoir pour ne point charger leurs consciences: ni qu'on les prive des Sacraments, s'ils mettent en procès l'Evêque ou le Curé pour ce sujet; vu qu'il ne s'en est pas même encore présenté la moindre occasion.

Quant à l'évocation que Monsieur d'Alet a obtenu au Parlement de Grenoble, si on avoit pris le soin de la lire, on auroit vu les causes qui l'y ont obligé; puisque l'affaire des Sieurs d'Aoustencs, si publique & connue de toute la Province, aussi-bien que du Conseil, a rendu comme parties intéressées un nombre considérable de Conseillers du Parlement de Toulouse, dans l'alliance desquels ils étoient entrés quelques années auparavant, pour en avoir la protection qu'ils croyoient nécessaire pour ne pas succomber au procès criminel que le Diocèse d'Alet leur avoit intenté. Il n'est donc pas vrai que Monsieur d'Alet ait pris ce prétexte pour obliger ceux qui avoient des différends avec lui de se désister de leur poursuite pour leur pauvreté, & pour la difficulté du voyage.

Quant à ce que l'on prétend que l'Arrêt que la Rade avoit obtenu par défaut au Parlement de Toulouse, est justifié & confirmé par un semblable que le Conseil lui a accordé, c'est une allégation sans fondement, puisque cette affaire y est encore pendante & indécise.

Et pour ce qui est des Sieurs de Rennes & de Rasguieres, personne n'ignore en ce pays les appuis qu'ils ont donné aux Sieurs d'Aoustencs dans la susdite affaire, & les fortes recommandations qu'ils y ont employées; ce qui leur a acquis la faveur des alliés des dits Sieurs Aoustencs dans toutes leurs affaires contre M. d'Alet: outre que ceux que le Sieur de Rasguieres a de son chef dans le Parlement, sont plus que suffisants pour fonder une évocation, suivant les Ordonnances.

## P L A I N T E V I I I.

*On se plaint dans tout le Diocèse, qu'on révèle le secret de la confession;*

APPEND. *Et on peut prouver par diverses personnes, qu'on y débite ces maximes touchant le sceau de la confession. 1°. Que le Curé Et le Vicaire peuvent Et même doivent découvrir les péchés d'un pénitent, à l'Evêque ou à tel autre qu'il lui plaira députer, sans le consentement du pénitent; parce qu'ayant la conduite de tout le Diocèse, il a droit de savoir les péchés de tous les Diocésains pour pourvoir à leur salut. 2°. Qu'on peut se servir de ce qu'on a appris en confession lorsqu'on refuse l'absolution au pénitent, parce qu'alors la confession n'est pas un Sacrement. 3°. Que le Confesseur peut Et doit obliger le pénitent à découvrir le complice de son crime, Et qu'on se peut servir de ce Sacrement pour obliger le pénitent à déposer en Justice contre le complice.*

## R É P O N S E.

Il n'est pas vrai qu'on se plaigne dans tout le Diocèse, qu'on révèle le secret de la confession, & qu'on y débite les maximes suivantes touchant le sceau de la confession. 1°. *Que le Curé Et le Vicaire, &c. Et on ne peut assez s'étonner de la hardiesse que les Auteurs de cet Ecrit ont pris d'imposer à un Evêque une erreur si grossière, & une impiété si exécrationnable, qui rendrait tout-à-fait odieux l'usage d'un Sacrement si nécessaire à tous les fideles, comme est celui de la Pénitence; d'autant plus que M. d'Alet a pris un soin particulier depuis le commencement de son administration jusqu'à présent, d'enseigner & d'inculquer en toutes sortes d'occasions, tant aux Ecclésiastiques qu'aux Laïques, l'obligation très-étroite que contractent les Confesseurs de garder inviolable le secret de la confession, non seulement à l'égard des crimes & notables péchés, mais encore des plus légers, & même des moindres choses qui peuvent donner en quelque manière que ce puisse être, la connoissance de ce qui est déclaré dans la confession; leur remontrant & leur faisant appréhender les peines que l'Eglise a imposées à tous les infracteurs de cette loi indispensable: ce qui se justifie par les matières des Conférences données aux Ecclésiastiques, & par les instructions chrétiennes que l'on en fait au peuple. 2°. Il n'est pas vrai aussi que M. d'Alet débite cette autre maxime qu'on peut se servir de ce qu'on a appris en confession lorsqu'on refuse l'absolution au pénitent, parce qu'alors la confession n'est pas un Sacrement; car il n'a jamais pensé à établir cette opinion, qu'il croit au contraire très-fausse, très-impie, & de très-pernicieuse conséquence. 3°. Il n'est point véritable non plus qu'il ait jamais établi cette proposition générale, que le Confesseur peut Et doit obliger le pénitent à découvrir le complice de son crime, Et qu'on se peut servir de ce Sacrement pour obliger le pénitent à déposer en Justice contre le complice. Il est bien vrai qu'il croit que le Confesseur peut & doit quelquefois obliger le pénitent à découvrir, & même à déposer en Justice certaines vérités, quand il reconnoît que le pénitent y a d'ailleurs obligation de conscience, comme pour délivrer un innocent de vexation, pour obéir aux ordres de l'Eglise qui fait publier des Monitoires, & pour découvrir & faire cesser des maux notables & publics; mais qu'il ne le doit faire qu'avec beaucoup de précaution & de prudence, & lorsque cette nécessité lui est comme évidente.*

# ÉCLAIRCISSEMENT

*sur quelques faits calomnieux, par lesquels les Sieurs de l'Estang & Rives ont prétendu noircir M. l'Evêque d'Alet.*

[ Composé par M. Arnould. ]

Les calomnies que les Sieurs de l'Estang & Rives ont ramassées dans un endroit de leur Avertissement rapporté ci-dessus, étant les mêmes dans le fond, que celles qui sont contenues dans les plaintes des Gentilshommes, la réfutation que M. d'Alet a faite de ces plaintes, peut aussi servir de réponse à ces calomnies.

VI. CL.  
N°. II.

Mais parce qu'ils y ont ajouté quelques nouvelles circonstances qui ne sont pas dans ces plaintes, il ne fera pas aussi inutile d'y ajouter quelques nouveaux éclaircissements, pour faire voir que si la passion de ces Ecclésiastiques ne peut être plus maligne, elle ne peut être aussi plus aveugle ; leurs impostures étant si grossières, qu'elles ne peuvent servir qu'à les couvrir de confusion.

Ce qu'ils prétendent prouver dans cet endroit de leur Avertissement rapporté ci-dessus, est, que presque tous les Ecclésiastiques, tous les Prêtres, & tous les sexes ressentent les atteintes de l'injustice & de la violence de Monsieur d'Alet : & tous les faits qu'ils allèguent ensuite, tendent qu'à justifier cette proposition générale. Il est donc utile d'examiner en détail toutes ces preuves.

## P R E M I E R E P R E U V E.

*On voit (disent-ils) dans le Diocèse d'Alet, depuis une longue suite d'années, une infinité de pauvres gens interdits des Sacrements.*

## R É F U T A T I O N.

On a fait voir ailleurs (a) que ce nombre infini ne monte qu'à

(a) [ Supra, Avertissement &c. pag. 108. ]

VI. CL. quinze personnes interdites, dans cent vingt Paroisses ou environ : &  
 N°. II. il n'y en a aucun dont la faute ne soit publique.

## P R E U V E II.

*Les Confesseurs s'y rendent maîtres des intérêts domestiques.*

## R É F U T A T I O N.

Il n'y a point de Confesseurs plus retenus en cette matiere que ceux du Diocese d'Alet. Mais si l'on appelle se rendre maître des intérêts domestiques, que de faire connoître aux pénitens l'obligation qu'ils ont de restituer le bien mal acquis, il est vrai que l'on tâche d'y être exact, parce que l'on tâche de sauver les ames, & non pas de les tromper.

## P R E U V E III.

*On a vu plusieurs personnes être condamnées à une pénitence publique, passer plusieurs Dimanches consécutifs à la porte des Eglises, presque tout nus en chemises, la torche au poing.*

## R É F U T A T I O N.

Ces circonstances que les Pénitents sont presque tout nus, & la torche au poing, sont fabuleuses & calomnieuses. Mais le décri que lesdits Sieurs de l'Estang & Rives font en cet endroit de la Pénitence publique, pratiquée dans l'Eglise plus de 1200 ans à l'égard des péchés publics, & rétablie dans le Concile de Trente, sur la demande des Ambassadeurs de France, dont les Mémoires furent expressément chargés de procurer ce rétablissement, enferme une erreur injurieuse à toute l'Eglise, & en particulier à celle de France.

## P R E U V E. IV.

*L'on voit à tout moment Monsieur d'Alet refuser des signatures de Rome.*

R É-



R É F U T A T I O N.

VI. Cl.  
N°. II.

C'est une pure calomnie. Il les refuse quand on a surpris le Pape , & non autrement. Ces calomniateurs devroient marquer en particulier des signatures que ce Prélat ait refusées, afin que l'on pût uger c'est à tort ou avec raison qu'il les a refusées.

P R E U V E V.

*L'on entend prêcher dans tout le Diocèse , que les confessions faites ors du Diocèse , même au temps du Jubilé , sont nulles. L'on y a vu aïre des défenses de donner l'aumône aux Peres Capucins à peine de péché mortel.*

R É F U T A T I O N.

Monsieur d'Alet a répondu exactement à ces points, dans la réponse aux plaintes des Gentilshommes.

P R E U V E VI.

*L'on y a vu les pénitents être obligés de venir à confesse avec un Notaire, pour prendre un acte du refus des Confesseurs, lesquels bien souvent faisant semblant, jusques à ce que les Notaires se fussent retirés, le vouloir confesser ceux qui se présentoiënt à eux, les refusoient ensuite vec scandale, par une illusion criminelle d'un Sacrement si nécessaire, orsque ces mêmes Pénitents n'ont pas voulu se soumettre aveuglément au intiment des Confesseurs, le plus souvent en des choses purement temporelles.*

R É F U T A T I O N.

On ne fait si ce fait est vrai ou faux. Mais vrai ou faux, il est ridicule. Si ces Confesseurs ont refusé, ou d'écouter, ou d'absoudre ces Pénitents, parce qu'ils ne les ont pas trouvés disposés à satisfaire quelque devoir essentiel, quel crime y a-t-il en cela? C'est, disent es Sieurs de l'Estant & Rives, que ce refus est fondé sur ce que ces Pénitents ne se vouloient pas soumettre aveuglément au jugement de ces Confesseurs, le plus souvent dans des choses temporelles. Et quoi, si ces

VI. Cr. Pénitents avoient tort, & que ces Confesseurs eussent raison : s'ils avoient  
 N°. II. volé, & qu'ils ne voulussent pas restituer : s'ils avoient fait une injustice manifeste, & qu'ils ne voulussent pas la réparer, les Juges étoient-ils donc obligés de suivre le jugement des criminels, & non pas les criminels celui des Juges ? N'est-ce pas une chose honteuse, qu'on ose proposer de telles accusations, qui sont non seulement calomnieuses, mais hérétiques ? Car de dire comme font les Sieurs de l'Étang & Rives, que les Confesseurs n'ont pas droit de refuser l'absolution quand il s'agit d'une chose temporelle, c'est une manifeste hérésie ; puisque c'est dire, ou que les choses temporelles ne sont pas matière de péché contraire à la Loi de Dieu, ce qui est hérétique ; ou que ces péchés ne sont pas soumis au jugement des Prêtres, ce qui est encore une hérésie.

## P R E U V E VII.

*Leur emportement a passé à refuser, par cette même raison, les Sacrements à des moribonds.*

## R É F U T A T I O N.

C'est encore une autre hérésie, que de soutenir qu'on ne doit jamais refuser l'absolution à des moribonds, pour des péchés qui regardent des choses temporelles. On est si réservé en ce point, dans le Diocèse d'Alet, que l'on ne refuse jamais l'absolution pour une chose temporelle, ni aux sains, ni aux malades, que lorsque le péché est clair & manifeste ; de sorte que les Sieurs de l'Étang & Rives, faisant un crime de ce qu'on la refuse quelquefois, il faut qu'ils prétendent qu'il n'est jamais permis de la refuser, ce qui est une hérésie.

## P R E U V E VIII.

*L'on voit dans le même Diocèse, les Agents dudit Sieur Evêque vouloir obliger les femmes à se séparer de leurs maris, de lit, d'habitation & d'intérêts.*

## R É F U T A T I O N.

Il y a des cas où l'on peut être obligé de le faire, comme quand on reconnoît qu'il y a eu quelque empêchement qui rend le mariage

nul ; mais que hors ces cas on l'ait jamais fait, c'est une impudente VI. CL. calomnie. Ainsi cette accusation est encore ou hérétique , ou calom- N°. II. nieuse.

P R E U V E I X.

*L'on a vu publiquement refuser la communion à des gens d'une probité connue.*

R É F U T A T I O N.

On n'a jamais refusé la communion à personne que pour des péchés publics ; & une preuve que cette accusation est une calomnie, c'est qu'on soutient qu'on n'en peut apporter aucun exemple.

P R E U V E X.

*Il y a des preuves des Confessions qui ont été révélées.*

R É F U T A T I O N.

Ces preuves n'ont point paru & ne paroîtront jamais. Mais quand il y en auroit, Monsieur d'Alet condamnant cette doctrine & cette oratique comme impie & détestable , & étant prêt de punir tous ceux qui en auroient été convaincus , n'est-ce pas un crime horrible que de la lui attribuer ?

P R E U V E X I.

*Et ce qui est encore plus épouvantable que tout ce qui vient d'être représenté , on a su que le Promoteur dudit Sieur Evêque avoit fait accuser un pauvre Prêtre par une femme de l'avoir engrossée ; & que lui ayant fait quitter le Diocèse & son Bénéfice par cet artifice , cette même femme étant à l'agonie déclara la vérité de ce qui s'étoit passé , & la fausseté de cette accusation ; ce qu'elle confirma depuis , Dieu lui ayant rendu sa santé pour rendre encore aujourd'hui témoignage à la vérité s'il étoit nécessaire.*

Il n'y a rien de plus effroyable que cette accusation , & si elle étoit vraie le Promoteur ne mériteroit rien moins qu'un honteux supplice ; & comme on ne la rapporte que pour montrer , que *presque tous les Ecclésiastiques , tous les ordres , & tous les sexes ressentent l'injustice & la violence de M. d'Alet* , il est clair que l'on prétend l'en rendre complice , & que ce que les Sieurs de l'Estang & Rives veulent dire , est que M. d'Alet fait suborner des femmes par son Promoteur , pour accuser des Prêtres de les avoir engrossées , afin de les dépouiller sous ce prétexte de leurs Bénéfices. Et ainsi , si on les en croit , M. d'Alet est l'un des hommes du monde le plus exécrationnable , & capable des plus noires méchancetés. Car on ne sauroit tirer une autre conclusion de ce récit tel qu'il est dans leur Avertissement.

Mais si cette accusation n'est qu'une détestable imposture , quelle conclusion faudra-t-il tirer contre les Sieurs de l'Estang & Rives , & quelle pénitence canonique seroit trop sévère pour expier un si grand crime ? Or tout le monde en pourra être juge en lisant ici le récit véritable de l'histoire qui sert de fondement à cette accusation.

Il y a environ douze ans qu'une certaine femme veuve , du lieu de Beluis au pays de Sault dans le Diocèse d'Alet , fut trouvée grosse par les Consuls du lieu qui la firent visiter. Elle accusa le Curé du lieu d'être auteur de sa grossesse ; ce qui ayant été dénoncé à Maître Simon Pellicier , pour lors Promoteur , de la part de ces Consuls & de cette femme , il en fit informer , & le procès fait & parfait à ce Curé selon les formes , il fut déclaré par Sentence convaincu de ce crime & condamné aux peines canoniques. Il se rendit appelant au Métropolitain , & de-là on porta l'affaire à des Commissaires Apostoliques. Mais voyant que le succès ne lui en pouvoit être favorable , il se soumit volontairement à une pénitence canonique qu'on lui imposa , qui consistoit en quelques jeûnes , & à demeurer quelque temps séparé de l'Autel.

En même temps il fut encore accusé d'abuser d'une autre femme qui étoit sa fille spirituelle. Et quoique la chose fût certaine , & qu'elle ait été vérifiée depuis en Justice , néanmoins on ne put alors l'en convaincre dans les formes.

Quelque temps après cet accommodement , cette femme qui avoit accusé ce Curé de l'avoir engrossée , étant devenue malade , les parents du Curé , qui sont puissants , firent tant par l'argent qu'ils donnerent au frère de cette femme , par menaces & autres voies , qu'ils tirèrent d'elle

une déclaration par devant un Notaire, par laquelle elle reconnoissoit VI. Cl. qu'elle avoit faussement accusé ce Curé; qu'il n'étoit pas l'auteur de N°. II. sa grossesse, & qu'elle lui demandoit pardon de cette injure.

Mais comme cet acte étoit visiblement extorqué, & qu'il ne pouvoit de rien servir contre une procédure faite dans les formes, ce Curé qui savoit d'ailleurs qu'il n'eût pas été difficile de le faire rétracter s'il en eût valu la peine, ne l'a jamais osé alléguer: & ce qui s'est depuis ensuivi fait bien voir quelle foi on y doit avoir.

Car ayant accompli en apparence sa pénitence, il fut rétabli en sa Cure, & il en a joui paisiblement huit ou dix ans depuis, quoique toujours décrié pour les débordemens, que l'on étoit obligé de souffrir, parce qu'on ne les pouvoit prouver. Mais Dieu voulut enfin délivrer son Eglise de ce scandale, & voici comment cela arriva:

Les Consuls & les Marguilliers de la Paroisse le surprirent une nuit avec cette malheureuse femme, dont il abusoit il y avoit quinze ou seize ans. Sur leurs plaintes le Promoteur Ragot en fit informer, & l'ayant fait mettre en prison, son procès lui fut fait conjointement par l'Official d'Alet & par le Lieutenant Criminel de Limoux, pour le cas privilégié. Dans cette procédure il fut convaincu d'excès & d'abominations horribles, sur lesquelles l'Official, par Sentence du mois de Juillet de la même année, le dépouilla d'Office & de Bénéfice; le condamna à une prison de deux ans, & à d'autres peines canoniques. Et comme le Lieutenant Criminel de Limoux étoit sur le point de rendre aussi son jugement pour le cas privilégié, les parents de ce misérable interjetèrent appel de sa procédure au Parlement de Toulouse, où personne ne poursuivant, l'affaire en est demeurée là. Mais pour la Sentence de l'Official, le Curé l'a trouvée lui-même si juste, qu'il s'y est soumis & elle est exécutée.

On peut juger par ce récit combien celui des Sieurs de l'Etang & Rives contient d'impostures inexcusables.

1°. Ils dissimulent malicieusement le nom du Promoteur d'Alet qu'ils accusent d'avoir suborné cette femme, pour faire retomber sur le Sieur Ragot cette accusation; au lieu qu'il ne l'étoit pas encore lorsque cette affaire s'est traitée, mais que c'étoit le Sieur Pellicier, homme d'une probité reconnue, & présentement Archiprêtre d'Alet.

2°. Ils font entendre que ce Curé a été chassé du Diocèse, & dépouillé de sa Cure, sur cette première accusation désavouée, au lieu qu'il n'en a été dépouillé que dix ou douze ans depuis, sur d'autres crimes abominables, dont il a été légitimement convaincu.

3°. Ils supposent que cette femme, dans la déclaration qu'elle a don-

VI. CL. née en faveur du Curé, a chargé le Promoteur d'Alet de l'avoir poussée N°. II, à cette fautive accusation; ce qui est une imposture, le Promoteur n'ayant fait simplement que sa charge, qui est de recevoir les plaintes & les dénonciations qu'on lui fait, & la femme n'ayant rien dit sur son sujet.

4°. Ils font valoir cette déclaration comme authentique; au lieu qu'elle est si visiblement nulle & extorquée, que celui même qui l'a tirée n'a osé s'en servir.

5°. Enfin ils représentent ce Curé comme un innocent opprimé; au lieu que sa vie notoirement scandaleuse, & les abominations dont il a été convaincu depuis, ne justifient que trop combien cette première accusation étoit véritable.

Voilà le sujet que les Sieurs de l'Etang & Rives prennent d'accuser M. d'Alet de faire imposer des crimes scandaleux à des Prêtres par des femmes subornées, & de les dépouiller sur cela de leurs Bénéfices.

#### P R E U V E XII.

*L'on a vu des Prêtres emprisonnés & détenus dans des cachots & dans des tours avec une sévérité si terrible, que les uns se sont précipités, & les autres ont perdu leurs âmes par le poison, plutôt que de laisser davantage leurs corps exposés aux supplices qu'on leur faisoit endurer.*

#### R É P U T A T I O N.

L'amour de la vie est si naturel, & les hommes endurent tant de choses pour la conserver, que de dire, comme font ici les Sieurs de l'Etang & Rives, qu'on se résout à perdre la vie plutôt que d'avoir le corps plus long-temps exposé aux supplices qu'on endure dans les prisons d'Alet, c'est dire que la cruauté de M. d'Alet surpasse de beaucoup celle des Turcs & des pirates d'Alger. Il faut donc voir quelle preuve on allègue d'une chose si incroyable. On produit pour cela deux histoires; l'une de personnes qui se sont, dit-on, précipitées; l'autre de personnes qui se sont empoisonnées.

Voici tout le fondement que peut avoir la première. Il y a environ cinq ou six ans qu'un Curé du Diocèse d'Alet nommé Etienne Arcen, fut accusé par ses Paroissiens de vivre scandaleusement avec une femme mariée de sa Paroisse, dont il avoit chassé le mari. Ce commerce duroit il y avoit quelques années; mais comme il n'y en avoit pas de preuves tout-à-fait claires, M. d'Alet s'étoit contenté en deux visites de

défendre à ce Curé de recevoir cette femme en sa maison, ou d'aller VI. CL. dans la sienne, hors le cas de nécessité, à peine d'excommunication, N°. II. puis de suspension, *ipso facto*. Mais le scandale continuant, & les habitants s'en étant plaints de nouveau, le Promoteur fut obligé d'en faire informer; & il n'eut pas de peine à trouver des témoins d'un crime aussi public que celui-là. De sorte que ce Curé s'étant rendu lui-même prisonnier, on lui en confronta trente cinq qui le convinquirent très-clairement de son désordre. Quand il se vit pris, il songea à se sauver, & comme il est extrêmement fort, il rompit un barreau de fer de deux pouces, & l'ayant fourré dans un trou de la muraille, il descendit avec ses draps, qu'il attacha à ce barreau, d'environ trois ou quatre toises de haut, & s'éleva par ce moyen. Ensuite ayant appelé comme d'abus au Parlement de Toulouse, & le Promoteur de son côté ayant obtenu permission de le faire refaisir, il fut remis en prison, où on lui eût achevé son procès, si M. le Prince de Conti, ayant été prié par des Gentilshommes qui portoient ce Curé, quoiqu'ils avouassent son crime, d'accommoder cette affaire, ne se fût rendu son intercesseur. M. d'Alet avoit grande peine de le retirer des mains de l'Official; mais son Altesse lui remontrant que ce Curé se soumettoit à toute la pénitence qu'il lui plairoit de lui ordonner, M. d'Alet y consentit. Ainsi ce Curé étant venu dans la Chapelle de l'Evêché en présence de M. le Prince de Conti, de plusieurs Gentilshommes & des principaux du Chapitre d'Alêt, entre lesquels étoit ledit Sieur de l'Estang, il confessa son inceste avec cette misérable, & il reçut ensuite la pénitence que M. d'Alet lui imposa, qui consistoit à demeurer deux ans chez les Capucins de Limoux, à mener la même vie qu'eux, & faire les mêmes exercices; qu'il feroit une démission de son Bénéfice dont il étoit privé par les Canons, & qu'il ne feroit aucune fonction ecclésiastique, ni ne prendroit aucun Bénéfice sans la permission de M. d'Alet.

Il se retira très-content aux Capucins de Limoux, où M. d'Alet fournissoit à sa subsistance & à son entretien; sa Cure étant si petite qu'à peine donne-t-elle à vivre au titulaire.

Mais il ne demeura guere en esprit de pénitence, & ces bons Peres ne contribuerent pas beaucoup à l'y entretenir. Il s'en alla de-là à Toulouse, où il poursuivit son Appel comme d'abus, & en releva un nouveau de la pénitence qui lui avoit été imposée. Et par le moyen des Gentilshommes qui l'assistoient, il fit tant, que ces Appels furent jugés. L'Arrêt portoit qu'il y avoit eu abus dans la procédure de l'Official, en ce que s'agissant d'un cas privilégié, il n'y avoit point appelé

VI. CL. le Juge Laïque; la pénitence fut déclarée nulle; & il fut dit, qu'à la N°. II. diligence du Procureur Général, il seroit incessamment informé contre ce Curé des faits dont il étoit question au procès. On se pourvut au Conseil qui fursit l'exécution de l'Arrêt, & après deux ans de chicanes, ce procès a été renvoyé au Parlement de Grenoble, où il est pendant.

Durant la procédure qui se faisoit au Conseil, où ce Curé étoit soutenu par les Gentilshommes syndiqués, ce misérable ayant commis des violences extraordinaires au lieu du Besu, on décréta prise de corps contre lui, & le Promoteur fit exécuter le décret. Il demeura environ quinze jours en prison; au bout desquels il trouva moyen de monter sur le toit, & de-là de descendre en bas. C'est ce que le Sieur de l'Etang appelle se précipiter; mais il se fit si peu de mal; qu'il a fait depuis plus de six cents lieues à pied.

Tout ce que l'on peut conclure de cette histoire est, que l'on n'enferme pas si bien les prisonniers à Alet, que ceux qui sont un peu adroits ne trouvent moyen de se sauver. Mais de dire comme ont fait les Sieurs de l'Etang & Rives, que l'on y fait souffrir de tels supplices, que les prisonniers se précipitent pour les éviter, c'est une calomnie aussi extravagante qu'elle est pleine de malignité.

L'autre histoire du Prêtre empoisonné est encore plus malicieusement rapportée. En voici la vérité.

Antoine Palac, Prêtre du Diocèse d'Alet, & Vicaire du lieu de Rouse, ayant été déferé pour la troisième fois, & convaincu d'inceste avec sa fille spirituelle devant la Cour ecclésiastique d'Alet, pour éviter la punition de son crime, s'évada de la prison, & se retira d'abord au Diocèse de Mirepoix, où il surprit les Supérieurs Ecclésiastiques, & obtint d'eux des Lettres de Vicariat d'un certain lieu nommé Fougas. Il n'y fut pas long-temps qu'il y débaucha une certaine femme, avec laquelle il se retira au Diocèse de Montpellier, la faisant passer pour sa sœur. Mais quelque temps après ayant dérobé une mule & un calice, il s'enfuit aux montagnes dans le Diocèse de Castres, où changeant de nom & se faisant appeler Antoine du Soulier, il trouva encore moyen de se faire Vicaire en une annexe de la Paroisse de Bouisafou appelée S. Salvi. Il continua de vivre dans ce lieu avec cette misérable femme à sa manière ordinaire, & il en eut plusieurs enfants, en faisant accroire au peuple de cette annexe, que le mari de cette femme ayant été condamné à la mort, la venoit voir la nuit. Mais enfin Dieu ne voulant pas que tant de crimes demeurassent plus long-temps impunis, permit qu'il fût reconnu par quelques personnes qui en donnerent avis



à M. l'Evêque d'Alet. Il en avertit incontinent M. l'Evêque de Castres, VI. Cr. à présent Archevêque de Toulouse, lequel, ayant fait venir ledit Palac, N°. II. & appris de sa bouche même la vérité de son crime, le fit arrêter prisonnier, & écrivit à M. d'Alet de l'envoyer prendre, comme son Diocésain. M. d'Alet donna cette commission au Chef de sa Justice temporelle qu'on appelle *Viguiers*, lequel, s'étant fait accompagner d'un Archer de Prévôt, & de quelques Recors, & ayant en main un décret de prise de corps avec l'attache du Lieutenant Criminel de Carcassonne, il se transporta dans la ville de Castres; où M. l'Evêque lui fit remettre le prisonnier entre les mains.

Il le fit incontinent monter à cheval, & le conduisit jusqu'à un lieu nommé la Prade, où il ne fut pas plutôt arrivé que le prisonnier demanda un Prêtre, & le Vicaire de Cuxat s'étant trouvé là, il le pria de ne le point abandonner. Le dîné ayant été apporté, le Sieur Palac ne voulut point du tout manger, quelque instance qu'on lui en fit. Mais sur la fin du repas il prit une figue qu'il alla manger dans un coin de la chambre, en se courbant comme s'il eût eu des tranchées, & ensuite il se fit donner du vin. On ne se douta alors de rien; mais après dîné le Viguiers étant monté à cheval avec toute son escorte & le prisonnier étant aussi accompagné de ce Vicaire de Cuxat qui les joignit après environ une heure de chemin, comme il marchoit un peu devant, on le vint avertir que le prisonnier se trouvoit fort mal. Il crut d'abord que c'étoit quelque ruse pour s'échapper; mais on lui rapporta un moment après que ledit Palac étoit si mal qu'il demandoit à se confesser, & en effet il se confessa. On eut beaucoup de peine à le porter au prochain village, où il ne se trouva ni Médecin, ni Chirurgien, ni Apothicaire: ce qui obligea le Viguiers d'en envoyer chercher au lieu le plus proche. Pendant ce temps le Vicaire de Cuxat ayant demandé du thériaque, le Viguiers s'enquit de lui si le Sieur Palac avoit pris du poison. A quoi le Vicaire répondit que cela se pourroit bien faire. Cela fut cause que plusieurs personnes du village s'étant assemblés en ce lieu, & même un Apothicaire qu'on avoit trouvé en un village voisin, on visita les hardes dudit Palac, & on trouva, entre autres choses, une pierre d'arsenic, & ledit Palac avoua lui-même en présence des assistants, qu'il s'étoit empoisonné, & qu'il n'avoit point à se plaindre ni du Viguiers, ni des autres qui l'avoient accompagné. On fit ce que l'on put pour le soulager; mais les remèdes furent inutiles, & il mourut quelque temps après. Le Viguiers dressa un procès verbal de tout cet accident, qui fut signé, non seulement de tous ceux qui l'avoient accompagné, mais aussi des principaux habitants du lieu.

VI. CL. Qu'y a-t-il en tout cela que l'on puisse imputer à M. d'Alet ? Quoi ! si  
 N°. II. un Prêtre misérable, après avoir vécu dans l'inceste & dans toutes sortes d'abominations, est arrêté prisonnier, & que voyant qu'il ne peut éviter d'être mis entre les mains du bras séculier, il prévienne par désespoir son supplice, il en faudra faire un crime à un saint Evêque, & l'accuser sur cela de tyrannie ? Qui a jamais oui parler d'une calomnie si impudente ?

Mais il est important de remarquer en combien de manières le Sieur de l'Estang a tourné cet événement pour le faire servir à sa passion. L'accident d'un Prêtre empoisonné lui a paru digne qu'il en fit usage pour noircir quelqu'un ; mais selon les rencontres il l'a employé fort diversement. Le Viguiier d'Alet s'étant rendu l'objet de sa haine par l'emprisonnement de son valet, il crut qu'il y avoit moyen de le rendre suspect de l'avoir empoisonné lui-même : & ainsi par le moyen de son pere, il fit faire & refaire plusieurs fois les informations au Juge du lieu où étoit mort ledit Palac ; ce qui obligea le Viguiier de se mettre deux fois prisonnier devant le Sénéchal de Carcassonne, & de faire tous les efforts pour obliger le Greffier d'y porter les informations. Mais le Sieur de l'Estang l'en empêcha toujours, voyant bien qu'elles ne pouvoient tourner qu'à sa confusion. Il fut donc contraint de faire prendre prisonnier ce Greffier, afin que par ce moyen les informations étant apportées, l'affaire fût jugée, & la malice des Sieurs de l'Estang pere & fils découverte. Mais ils le servirent d'une autre adresse pour l'empêcher, qui fut de présenter Requête sous le nom de M. le Procureur Général au Parlement de Toulouse, dont ils obtinrent Arrêt portant défenses au Sénéchal de Carcassonne de connoître de cette affaire. Ainsi ils se sont mis en état de continuer de traverser le Viguiier à Toulouse & à Grenoble sur le même prétexte ; ce qui l'a obligé de porter l'affaire au Conseil, où elle est encore.

Mais voici que le Sieur de l'Estang Doyen d'Alet s'avise maintenant de faire un autre usage de cet accident. Ce n'est plus le Viguiier qui a empoisonné le Prêtre. Il commence de reconnoître que cette accusation étoit trop ridicule. Il avoue que c'est ce Prêtre qui s'est empoisonné lui-même. Mais *c'est, dit-il, pour ne laisser pas plus long-temps son corps exposé aux supplices qu'on fait endurer dans les prisons d'Alet.* Par malheur pour M. de l'Estang, ce Prêtre n'y étoit pas encore entré, puisqu'il s'est empoisonné sur le chemin. Mais n'importe, M. le Doyen ne se met pas en peine d'ajuster si précisément ses calomnies. Il a le même droit que les Poètes de théâtre ; il ne lui faut que le fond de l'histoire : pour les circonstances il les ajuste comme il lui plaît. Voilà un Prêtre

empoisonné, cela lui suffit, il dispose de tout le reste. S'il faut noircir VI. Cl.  
& tourmenter le Viguier d'Alet, ce sera lui qui aura empoisonné ce N°. II.  
Prêtre, parce qu'il l'a conduit environ quatre ou cinq lieues de che-  
min. S'il faut décrier M. d'Alet, il avouera bien que c'est ce Prêtre qui  
s'est empoisonné lui-même; mais ne voulant plus se souvenir que cela  
s'est passé sur le chemin, il le mettra au nombre de ceux qu'on retient  
à Alet dans les cachots & dans les tours, avec une sévérité si terrible,  
que, si on l'en croit, c'est ce qui a porté ce malheureux à aimer  
mieux perdre son ame par le poison, que de laisser davantage son corps  
exposé aux supplices qu'on lui faisoit endurer.  
Messeigneurs les Evêques jugeront s'il leur plaît ce que méritent  
des Ecclésiastiques qui tâchent, sur de telles histoires, de faire passer  
un des plus pieux Evêques de l'Eglise pour un tyran, pour un subor-  
neur de faux témoins, & pour un homme si furieux qu'il n'y a point  
de condition & de sexe qui n'éprouve les atteintes de ses violences,  
de ses injustices & de ses emportemens.

*Signé,*

VINCENT RAGOT, Prêtre, Promoteur d'Alet.



# FACTUM ou REPLIQUE

De Messire Vincent Rugot, Prêtre, Docteur en Droit Canonique, Promoteur de l'Eglise & Diocèse d'Alet, Défendeur & Demandeur;

Contre A LA PRIÈRE DE  
De Messires Jacques Joseph de Maynard de l'Étang, Prêtre, Doyen & Chanoine de l'Eglise Cathédrale du dit Alet, & François Rives, aussi Prêtre & Chanoine de la même Eglise, Demandeurs & Défendeurs.

[ Composé par M. Arnauld. ]

## P R E M I E R E P A R T I E.

*Touchant les moyens de fait.*

VI. CL.  
N°. II.

**I**L n'y a rien de plus ordinaire que de voir des personnes s'entr'accuser réciproquement sur les mêmes faits, d'imposture & de calomnie. C'est un langage commun à ceux qui défendent la vérité, & à ceux qui soutiennent le mensonge, quoiqu'il soit juste dans les uns & criminel dans les autres.

Il ne faut donc pas s'étonner si dans le procès pendant au Conseil entre les Sieurs de l'Étang & Rives, & le Promoteur d'Alet, on entend de part & d'autre les mêmes accusations de fausseté & d'imposture. Mais il ne faut pas aussi se persuader que ces reproches communs rendent la cause commune, & qu'il n'y ait aucun moyen de discerner qui a raison ou qui a tort dans ces reproches mutuels, qui paroissent si semblables à ne les considérer qu'en général.

L'unique voie pour faire ce discernement si nécessaire est de n'en

demeurer pas dans ce général , mais de descendre au particulier , & VI. CL. examiner les preuves que chacun apporte pour faire ce reproche à sa N°. II. partie. Or c'est par-là qu'on reconnoitra sans peine que les accusations d'impostures que les Sieurs de l'Estang & Rives font au Promoteur d'Alet , ne sont elles-mêmes que des impostures & des faussetés qui n'ont aucun fondement ; & qu'au contraire le Promoteur d'Alet n'a fait aucune de ces sortes d'accusations qu'il n'ait justifié par des preuves convaincantes ; & qu'il a de plus cet avantage , que la nouvelle production de ses parties n'est qu'un renouvellement de ces anciennes impostures qu'ils produisent encore avec une confiance merveilleuse , sans répondre un seul mot à aucune des preuves tirées des pieces qui en ont fait voir la fausseté , & qu'ils ont accompagnées de nouveaux mensonges qu'il ne sera pas moins facile de renverser.

On fera donc voir trois choses dans la premiere Partie de cette Replique , qui regarde les faits.

La premiere, que le Promoteur n'a rien avancé dans son Avertissement que de véritable.

La seconde, qu'il n'a point reproché aux Sieurs de l'Estang & Rives d'avoir employé des impostures & des calomnies pour décrier la conduite de M. d'Alet & des Officiers de son Diocese , qu'il n'ait justifié au même temps , d'une maniere invincible , la vérité de ce reproche.

La troisieme, que la nouvelle production des Sieurs de l'Estang & Rives est encore toute pleine de nouvelles faussetés , & que ce n'est que sur ces faussetés qu'est fondé tout ce qu'on allegue dans les moyens de droit pour excuser la conduite criminelle de ces deux Ecclésiastiques , qui se sont engagés eux-mêmes dans les Censures de l'Eglise par une passion aveugle d'opprimer leurs Confreres & leur Prélat.

#### P R E M I E R P O I N T.

*Justification de tous les faits qu'on a avancés dans l'Avertissement du Promoteur d'Alet.*

Toutes les personnes équitables qui ont lu l'Avertissement du Promoteur d'Alet ont pu reconnoître qu'il n'y avance aucun fait tant soit peu important , qu'il ne le justifie par les pieces. Mais ce qui doit achever de convaincre les plus défiants , & de les assurer qu'il n'y eut jamais rien de plus sincere que ce récit , est la maniere dont les Sieurs

VI. CL. de l'Estang & Rives s'y prennent pour le rendre suspect d'imposture N°. II. & de calomnie.

Le titre de leur nouvelle piece porte que c'est une *Réponse servant de justification contre LES CALOMNIES ET IMPOSTURES publiées dans l'Avertissement de Maître Vincent Ragot*. Et dans l'Avis au lecteur, ils disent : *que ce qui les a obligés de publier cette Réponse, est que le Promoteur d'Alet prenant avantage de ce qu'ayant osé publier dans un prétendu Avertissement PLUSIEURS CALOMNIES ET IMPOSTURES, ils n'ont encore rien fait paroître de leur part pour répondre à ces calomnies*.

On doit donc s'attendre de voir dans cette piece une exacte & solide réfutation de ces prétendues *calomnies* qu'ils accusent le Promoteur d'avoir avancées contre l'honneur de tant de personnes, puisqu'à ce qu'ils disent, c'est-là principalement ce qui les a obligés de publier cette Réponse. Cependant on a beau la lire & la relire, on n'y trouve pas un seul mot qui fasse voir que le Promoteur d'Alet ait altéré l'histoire de ce différent par la moindre fausseté, bien loin de s'être rendu coupable d'imposture & de calomnie.

On dit bien en la page 15, *que le Promoteur a mêlé dans l'histoire du fait, des faits faux & supposés*. Et en la page 18, *qu'il a fait entrer des circonstances dans le fait contre la vérité des actes*. Mais on le dit en l'air & sans oser en apporter aucun exemple. Et pour montrer que ce n'est que l'impuissance de le faire qui a empêché de les marquer, c'est qu'on n'a pas laissé passer la moindre occasion de reprocher les moindres fautes, ou qu'on a prétendu telles, qu'on ne l'ait fait avec une affectation ridicule, & qui fait bien voir qu'on n'auroit pas manqué de découvrir en particulier *les impostures & les calomnies*, dont on ose dire en général que l'Avertissement du Promoteur est rempli, si on y en avoit trouvé aucune.

Car voici tout ce qu'on a pu trouver en matiere de fausseté, pour justifier que ce n'est pas sans raison qu'on accuse un Prêtre d'avoir publié tant de *calomnies*.

*Le Promoteur a dit que M. le Doyen d'Alet a demeuré cinq ans dans la Maison Episcopale, au lieu de trois*. Voilà une faute bien considérable; & cependant ceux qui la reprochent avouent qu'on l'a corrigée à la fin de l'Avertissement. Ce n'est donc pas là une de ces *calomnies* pour lesquelles il a fallu faire cette Réponse, afin que le Promoteur n'en tirât pas d'avantage, puisqu'il en avoit déjà fait une réparation publique.

En voici une plus importante. *On a qualifié*, disent-ils en la page 12, *M. Guillet Avocat Général, quoiqu'il ne le fût point*. Comme s'il

Il y avoit rien de plus ordinaire que de donner aux personnes le nom VI. Cl. des Charges qu'ils ont quand on parle d'eux, quoiqu'ils ne les eussent N°.II. pas au temps dont l'on parle. Néanmoins puisque l'on se contente de dire de lui, lorsqu'on en parle la première fois, qui est en la page 41 de l'Avertissement, *qu'il étoit pourvu de la Charge d'Avocat Général*, on marque assez que si on l'a appelé Avocat Général en un autre endroit, ce n'est que parce qu'il l'est maintenant, n'en étant alors que pourvu.

La dernière accusation, faite d'autre, est *qu'on a cité le livre dixième de Feuret, quoiqu'il n'y en ait que neuf en tout son Traité de l'Abus*, ce qui est visiblement une faute d'impression; puisque citant quinze ou seize lignes d'un Auteur en propres termes, il falloit nécessairement avoir le livre devant soi, & que quatre pages plus bas le même endroit est cité comme étant du livre septième.

Ceux qui sont réduits à faire des remarques si puériles pour trouver des faussetés dans l'Avertissement du Promoteur, montrent bien qu'ils n'ont nulle imposture effective à lui reprocher. Et ainsi il doit demeurer pour constant que la sincérité dans les faits est entièrement hors d'atteinte, & qu'il n'y a rien avancé, non seulement qui mérite le nom de *calomnie*, mais qui ne soit exactement véritable.

#### R É P U T A T I O N D' U N A U T R E R É P R O C H E.

*Qu'on a omis des circonstances considérables pour la décision du Procès.*

C'est une espèce de fausseté, que d'omettre avec artifice des faits importants pour bien entendre une affaire. Et c'est aussi un autre reproche que les Sieurs de l'Étang & Rives font au Promoteur avec encore plus de hardiesse, en ce qu'ils marquent ces circonstances qu'ils l'accusent d'avoir omises. Mais c'est aussi en cela qu'ils donnent un grand avantage, puisqu'il n'y a rien de si facile que de les confondre, en faisant voir qu'il est faux qu'on les ait omises.

*On a supprimé, disent-ils, page 15, les principales circonstances du fait & de la procédure, & qui pouvoient plus déterminer la nature des premières contestations pour le règlement des vocaux dans les délibérations capitulaires, le rétablissement des Officiers destitués, & le rétablissement & la réintégration des fruits & revenus du Chapitre en leurs mains; si elles étoient ecclésiastiques, ou purement temporelles; de la connoissance des Juges Ecclésiastiques ou Séculiers.*

Cette plainte a deux fondemens; l'un, qu'on a omis ces trois faits;

VI. CL. l'autre, qu'ils sont importants & décisifs de la contestation. Et cependant il est très-faux d'une part qu'on en ait omis aucun ; & il n'est point vrai de l'autre que les deux derniers regardent en aucune sorte la contestation du Promoteur avec les Sieurs Doyen & Rives.

On ne les a point omis. Car pour le premier, qui est le droit d'opiner dans les Assemblées capitulaires que M. le Doyen a voulu ravir à ses Confreres, outre ce qu'on en a dit dans la premiere partie de l'Avertissement en la page 12, c'est le sujet de la seconde question dans la seconde partie, où l'on a fait voir que M. le Doyen n'a pu avoir recours en premiere instance à des Juges séculiers pour opprimer ses Confreres en leur ôtant un droit purement Ecclésiastique, qu'en s'engageant lui-même dans les Censures de l'Eglise : de sorte qu'il est inconcevable qu'on ait pu accuser le Promoteur d'avoir supprimé ce qui fait une des principales parties de son Avertissement. Il a aussi peu supprimé les deux autres chefs de déposition des Officiers qu'ils veulent faire rétablir, & de cette prétendue réintégrande des fruits, dont ils parlent si souvent & avec tant de confusion, qu'on ne pourroit deviner ce qu'ils veulent dire si on n'avoit d'autre lumière de ce qu'ils entendent par une expression si embarrassée.

Car pour commencer par ce dernier, le sujet du procès qu'ils ont transformé en une réintégrande des fruits, a été seulement si le Trésorier devoit acquitter les Mandements tirés par le Sieur Rives qui étoit alors Syndic. Or c'est de quoi on a parlé en ces termes en la pag. 25 de l'Avertissement, où l'on fait voir l'injustice de la Requête que M. le Doyen avoit fait présenter par le Sieur Rives au Parlement de Toulouse pour se rendre maître du Chapitre.

“ Il demande par cette Requête ( ce sont les paroles de l'Avertissement ) que les Mandements tirés par le Syndic, qui étoit alors M. Rives son bon ami, soient acquittés, & cela, pour ruiner le Chapitre & se servir de son bien pour l'opprimer : & il allégué que c'est la coutume du Chapitre, ce qui est une fausseté inexcusable, sachant fort bien, comme on l'a justifié par trois actes produits au procès, que la coutume du Chapitre est, que le Trésorier ne peut acquitter les Mandements, qu'ils ne soient signés de cinq Chanoines, comme il est porté par le contrat qu'on fait avec lui ; de sorte qu'il en eût été responsable s'il eût consenti aux nouvelles entreprises de M. le Doyen ”.

Mais il faut remarquer que ce Trésorier qui refusoit d'acquitter ces Mandements étoit celui-là même qui fut déposé quelque temps après, & que M. le Doyen veut faire rétablir, par un caprice sans raison, quoi-



quoiqu'il eût dit dans cette Requête que ce Trésorier & le Secrétaire VI. CL. ont le rétablissement lui tient maintenant si à cœur, *étoient tout-à-* N°. II. *ait à la dévotion de Messieurs Ragot & Hardy ; & qu'il se fût servi de e faux prétexte pour couvrir la supposition & la nullité de certaines rétendues délibérations qui ne furent jamais , en se plaignant que ce ecretaire ne les avoit pas voulu expédier. Et c'est ce qu'on a dit dans e même endroit de l'Avertissement, en représentant que c'étoit une si usse supposition que ce Trésorier & ce Secrétaire lui fussent suspects , que e Chapitre les ayant ôtés de Charge pour lui ôter ce prétexte , M. e Doyen & ses adhérents , trois jours seulement après cette Requête , en résenterent une autre au Parlement de Toulouse pour les y faire main-* nir ; *& c'est un des articles du procès , prétendant que le Chapitre ne s a pu déposer.*

Il est donc visible qu'on n'a point supprimé en parlant des Requêtes de M. le Doyen au Parlement de Toulouse , ces deux chefs *es mandements tirés par le Syndic , & du rétablissement des Officiers.* Mais il n'est pas moins vrai que le Promoteur n'avoit aucune nécessité d'en parler, puisqu'ils ne regardent point son affaire , & qu'il n'y rien de plus faux que la supposition qu'ils font par toute cette Réponse , qu'on a pris sujet de les déclarer excommuniés à cause qu'ils étoient adressés au Parlement de Toulouse pour ces deux choses ; au eu qu'on ne les a jamais accusés d'avoir transporté la Jurisdiction ecclésiastique , qu'à cause de la violence qu'ils avoient voulu faire à leurs Confreres, en leur faisant ôter par des Magistrats séculiers un droit purement ecclésiastique. De sorte que c'est une manifeste supercherie de prétendre qu'au regard de tous ces trois chefs, *voix des Chanoines, mandements tirés par le Syndic, rétablissement des Officiers ,* on a dû examiner s'ils étoient ecclésiastiques ou purement temporels, de la connaissance des Juges Ecclésiastiques ou séculiers. Car puisque le Promoteur ne s'est jamais arrêté qu'au premier, qui regarde *les voix des Chanoines*, & que ce n'est que de celui-là seul qu'il a prétendu qu'on ne le pouvoit porter aux Juges séculiers hors le cas d'appel comme d'abus, nous se rendre coupable du transport de la Jurisdiction ecclésiastique, quel besoin avoit-il d'examiner si ces deux derniers étoient ecclésiastiques ou temporels ? Et n'est-il pas visible que ce n'est que pour brouiller toutes choses & pour détourner les esprits de la véritable question, qu'ilsoudroient qu'on se jetât en des questions si inutiles ?

Voici encore d'autres circonstances qu'ils se plaignent qu'on a supprimées.

*On a tû , disent - ils page 16 , les appellations interjetées pures & Ecrits sur la Discipline. Tome XXXVI.*

B b

VI. CL. *simples & comme d'abus, dont les Tribunaux Ecclésiastiques & Séculiers*  
 N°. II. *étoient respectivement saisis.*

Cela est très-éloigné de la vérité. Il n'y a aucune appellation ou simple ou comme d'abus que M. le Doyen d'Alet ait interjetée dont on n'ait fait mention dans l'Avertissement, & qu'on n'ait marquée précisément selon le temps qu'elle a été interjetée.

*On a tu, ajoutent-ils, les récusations pertinentes proposées contre les Officiers que l'on n'a pas osé rejeter comme inadmissibles, au préjudice desquelles néanmoins on n'a pas laissé de passer outre aux déclarations d'excommunication & d'irrégularité.*

Avec quelle conscience peut-on se plaindre qu'on n'a pas parlé d'une chose dont on a traité à fond en plusieurs endroits ? Car voici ce que l'on dit de ces récusations dans l'Avertissement page 27.

„ Ils proposerent des récusations personnelles contre le Sieur Pelli-  
 „ cier Lieutenant en l'Officialité, qui avoit commencé d'en connoître,  
 „ savoir qu'il plaidoit contre le Chapitre. Mais quoiqu'elles ne fussent  
 „ pas proposées en forme, & qu'il ne s'agit pas du Chapitre, mais  
 „ de deux particuliers ; néanmoins il les admit & s'abstint, & ce  
 „ ce fut l'Official lui-même qui s'en chargea.

„ Ils en proposerent aussi de générales contre la Cour ecclésiasti-  
 „ que d'Alet, prétendant qu'elle leur étoit suspecte, parce qu'ils avoient  
 „ appelé des Ordonnances de visite de M. l'Evêque d'Alet. Mais  
 „ le Promoteur fit voir que cette prétention étoit ridicule ; par-  
 „ ce que cela supposé, il n'y avoit qu'à se rendre appellant de l'Or-  
 „ donnance d'un Evêque pour se soustraire tout-à-fait de sa Jurisdic-  
 „ tion & de celle des Officiers du Diocèse : ce qui est manifestement  
 „ contraire au Droit Canonique, qui a décidé en termes exprès ; c.  
 „ *Romana Ecclesia S. cum vero, de Appellationibus in Sexto* : Que celui  
 „ qui a appelé de son Evêque au Métropolitain touchant une affaire,  
 „ ne laisse pas d'être soumis à la Jurisdiction de son Evêque pour tou-  
 „ tes les autres affaires. Et il la ruina encore par la signification qu'il  
 „ leur fit d'un Arrêt du Parlement de Toulouse, &c.

Il est encore parlé de ces récusations dans l'addition à l'Avertissement page 132, où l'on fait voir que par la plus étrange fausseté qui fut jamais, les Sieurs de l'Estang & Rives avoient supposé dans leurs Ecritures, que l'Official d'Alet les avoit jugés après s'être déclaré incompetent peu de jours auparavant.

Quelle sincérité peut-on attendre après cela de ceux qui osent dire, qu'on a tu les récusations pertinentes proposées contre les Officiers, & qui ont même mis à la marge pour faire valoir davantage cette plainte :

*Suppression des procédures les plus essentielles, comme des appellations & VI. Cl. des récusations? Au lieu qu'il n'y a rien sur quoi on les ait plus con- N°. II. fondus que sur ces deux chefs.*

Ils se plaignent encore dans cette Réponse : *qu'on a tu la nature de la commission de M. l'Evêque d'Albi, avec la clause attributive de la connoissance de toutes les circonstances & dépendances, questions incidentes & survenues de nouveau.*

Il n'est point vrai que ce Bref ait attribué à M. d'Albi la connoissance *des questions survenues de nouveau.* Et une attribution si générale étant contraire au Droit Canonique, auroit rendu le Bref nul. Mais pour ce qui est *des circonstances & dépendances*, comment peut-on se plaindre qu'on ait dissimulé que cela fût dans ce Bref, puisqu'on a prouvé si solidement que cette affaire de l'excommunication n'étoit nullement une dépendance de celle de l'appel des Ordonnances; mais que c'en étoit une toute séparée, comme M. le Doyen l'avoit lui-même reconnu dans toute sa conduite; ce qui est prouvé d'une manière invincible dans l'addition à l'Avertissement, en la huitième fausseté?

Enfin la dernière suppression dont ils se plaignent est, *qu'on a tu, disent-ils, le choix fait par M. l'Evêque d'Alet du Parlement de Grenoble, en conséquence de l'évocation qu'il avoit obtenue au Conseil privé du Roi.*

On n'a point dissimulé que les Sieurs de l'Estang & Rives n'eussent prétendu que c'étoit M. l'Evêque d'Alet qui les avoit traduits au Parlement de Grenoble; mais on a fait voir dans l'addition à l'Avertissement XI fausseté, *qu'ils avoient falsifié les paroles d'une Ordonnance de ce Prélat, pour prouver contre toute sorte de vérité, qu'il les avoit traduits en ce Parlement*: au lieu que ces paroles non falsifiées, marquoient seulement l'incompétence du Parlement de Toulouse, auquel ils s'étoient adressés pour se faire absoudre de l'excommunication.

Voilà toutes les suppressions dont on a accusé le Promoteur. On peut juger par-là quelle bonne foi on doit attendre des Sieurs de l'Estang & Rives; puisque par un aveuglement incompréhensible, ils ne craignent point d'avancer des choses qui peuvent être convaincues de faux par tous ceux qui ont des yeux, & qui peuvent lire dans les Ecritures du Promoteur tout ce qu'on l'accuse d'y avoir malicieusement supprimé.

VI. CL.  
N°. II.

S E C O N D P O I N T.

*Justification de tous les reproches de calomnie & de fausseté qu'on a fait aux Sieurs de l'Estang & Rives.*

Comme le Promoteur a eu autant de soin d'éclaircir la vérité que ses parties en ont eu de l'embrouiller & de l'obscurcir, sa conduite a été aussi bien différente de la leur. Car au lieu qu'ils se contentent de lui reprocher en général *des calomnies & des impostures*, sans en pouvoir marquer aucune en particulier, il a cru au contraire qu'il ne lui étoit pas permis de faire de semblables reproches à des Prêtres, sans les justifier en même temps par des preuves convaincantes. Et c'est ce qu'il a fait principalement dans l'addition à son Avertissement, où il a ramassé en vingt Articles, les principales faussetés qu'il a trouvées répandues dans les Ecritures de ses parties. C'est à quoi on avoit sujet d'attendre une réponse exacte, n'y ayant rien dont les hommes d'honneur soient plus obligés de se purger que de ces fortes d'accusations : & cela auroit été fort facile si elles avoient été mal fondées, puisqu'il n'y auroit eu qu'à faire voir sur chaque Article, qu'il n'y avoit rien que de vrai en ce qu'on accusoit de fausseté.

Mais parce que cette voie, qui étoit la seule voie qu'ils devoient prendre pour effacer une tache si honteuse, étoit absolument impossible, ils en ont trouvé une bien plus courte & bien plus facile, & qui seroit infiniment commode aux plus grands calomniateurs pour se faire croire innocents. Ils ne s'abaissent pas jusqu'à examiner en particulier aucune des faussetés dont on les a convaincus : & en cela ils ont fait une action de sagesse, parce qu'ils n'auroient pu en recevoir que de la confusion. Mais ils répondent en douze lignes à un Ecrit de trente pages, de la manière du monde la plus propre à justifier toutes sortes de faussetés. Il mettent à la marge, *Réponse à l'addition du prétendu Avertissement du Promoteur*. Ce mot de *prétendu* est assez mal appliqué en cet endroit aussi-bien que plus bas, où ce n'est plus l'Avertissement, qui est un *prétendu Avertissement*, mais l'addition à cet Avertissement qui est une *prétendue addition*. Car ayant eu peur que cette première marge ne fût pas suffisante pour détruire ce recueil de vingt faussetés toutes importantes, ils en ont ajouté aussi-tôt une autre en ces termes : *Réponse à la prétendue addition de l'Avertissement par elle-même*.

Voyons donc quelle sera cette réponse. *Premièrement l'on a passé*, disent-ils, *jusques à cet excès d'obstination & de témérité dans l'addition*

que l'on a publiée sous le nom du Promoteur à son premier Avertissement, VI. Cl.  
que de faire un recueil & un amas de prétendues faussetés. N°. II.

Si les Sieurs de l'Estang & Rives avoient fait voir qu'ils ont un privilege authentique d'avancer toutes sortes de faussetés sans qu'il soit permis de les en convaincre, on souffriroit avec moins de peine cette hardiesse inouïe d'appeler *un excès d'obstination & de témérité*, la déduction qu'on a été obligé de faire d'un si grand nombre de faussetés & d'impostures; mais tant qu'ils seront soumis aux loix communes des autres hommes, qu'on peut accuser de faux dans toutes sortes de procès quand ils en sont vraiment coupables, on ne prendra point pour *réponse à l'addition du Promoteur*, une aussi ridicule prétention que celle qu'ils témoignent avoir, qu'on ne peut découvrir leurs faussetés *sans un excès incroyable d'obstination & de témérité*.

2°. On se payera aussi peu de cette vaine défaite, qu'on a accusé *témérairement de tant de faussetés les Sieurs de l'Estang & Rives par des équivoques étudiées & des détours industrieusement concertés*. C'est cela au contraire qu'on peut appeler *des détours non industrieusement*, mais fort grossièrement concertés. Car quel détour & quelle équivoque peut-on trouver dans les reproches de fausseté que le Promoteur fait à ces deux Ecclésiastiques dans l'addition de son Avertissement? Il a dit sans détour & sans équivoque qu'ils avoient supposé une fausse délibération I. Fausseté. du Chapitre d'Alet du 30 Avril 1663, & on l'a si bien prouvé, qu'ils n'osent pas dire un seul mot pour en infirmer les preuves. Il a dit sans détour & sans équivoque, que c'étoit une calomnie manifeste contre l'honneur d'un saint Prélat, de l'accuser d'avoir fait maltraiter par son Juge le Doyen de son Chapitre, par ressentiment de ce qu'il avoit appelé de ses Ordonnances. Et il a confondu cette imposture en montrant que ce prétendu mauvais traitement étoit arrivé près d'un mois avant cet appel des Ordonnances. Il a fait voir très-nettement & d'une manière très-éloignée de détour & d'équivoque, que toutes les raisons qu'ils ont alléguées dans leurs Ecritures contre la nullité de leur ex-communication ne sont fondées que sur des faussetés insoutenables; & il l'a si bien justifié que quoiqu'ils les répètent dans cette dernière pièce, c'est sans oser attaquer aucune des preuves du Promoteur. On trouvera la même chose dans toutes les autres faussetés; de sorte qu'ils auroient bien mieux fait de s'en taire absolument, que de prétendre en éluder la conviction par ces mots en l'air d'équivoques étudiées, & de détours industrieusement concertés, qui ne sont que de misérables réfuges où se cachent ceux qui, se trouvant dans l'impuissance de combattre la vérité, n'ont pas assez d'humilité pour la reconnoître.

3°. Mais ce qu'ils ajoutent est encore plus déraisonnable. Ils se plaignent que le Promoteur ne leur a reproché tant de faussetés que pour détourner l'accusation justement faite par les Sieurs Doyen & Syndic contre lui, & la rejeter par une récrimination condamnable sur les accusateurs, avant que les accusés s'en soient eux-mêmes purgés.

Voilà de nouvelles regles de Jurisprudence. Un Promoteur qui a fait déclarer excommuniés deux Prêtres est l'accusé, & ces Prêtres excommuniés sont les accusateurs. Convaincre ces deux Prêtres de plusieurs faussetés, dont ils tâchent de pallier leur conduite criminelle, & d'énervier la discipline de l'Eglise, c'est une récrimination condamnable. Est-il possible qu'ils ne voient point que ce qu'ils disent en cet endroit contre le Promoteur ne peut être vrai que contre eux-mêmes ? Car étant certainement les accusés, & le Promoteur l'accusateur, c'est d'eux qu'on peut dire véritablement qu'ils ne l'accusent en fait d'impostures & de calomnies sans en apporter aucune preuve, que pour détourner l'accusation faite contr'eux par le Promoteur, & appuyée de preuves invincibles, & la rejeter par une récrimination condamnable sur l'accusateur avant que les accusés s'en soient eux-mêmes purgés.

4°. Enfin voici qui est encore plus décisif. Il y a néanmoins, disent-ils, tant de contradictions dans ce recueil qu'il se détruit de lui-même, sans qu'il soit nécessaire d'entrer dans un examen plus particulier. Et c'est ce qui leur a fait mettre à la marge, cet abrégé mystérieux d'une réponse bien facile : Réponse à la prétendue addition de l'Avertissement par elle-même. On s'attendoit sans doute qu'ils apporteroient au moins quelques exemples de ces contrariétés, qui font que le recueil des faussetés dont les accusés se détruit de soi-même. Mais on l'attendroit en vain : cela est trop commun de prouver ce qu'on avance. Ces Messieurs ne sont pas sujets à cette Loi. Ils en veulent être crus à leur parole. Et quand ils ont dit qu'une piece se détruit d'elle-même, il faut se persuader que cela est ainsi, & qu'elle ne mérite pas qu'on la lise.

5°. Néanmoins il y a beaucoup d'apparence qu'ils ne croient pas eux-mêmes ce qu'ils voudroient bien faire croire aux autres ; & c'est pour cela que ne pouvant empêcher qu'on ne soit frappé de tant de faussetés, ils se retranchent à dire que le Promoteur n'en a pu tirer grand avantage. Le plus grand avantage, disent-ils, qu'en peut tirer le Promoteur seroit de diviser s'il avoit pu les intérêts du Chapitre d'Alat, de ceux des Sieurs Doyen & Syndic, & de rendre leurs plaintes de publiques qu'elles sont, pures privées, particulieres & personnelles. En quoi il n'auroit pas encore beaucoup avancé, puisqu'il est constant .... qu'il est permis à un seul

*du Chapitre d'en poursuivre les intérêts, & de s'opposer aux sentiments de VI. Cl. la plus grande partie du Chapitre, quando justam habet contradicendi N°. II. causam.* Ce qu'ils prouvent avec soin par des autorités de Jurisconsultes & par des Arrêts.

C'est leur artifice ordinaire de prouver toujours inutilement ce qu'on ne leur conteste point, & de ne prouver jamais ce qu'on leur conteste. On n'a jamais nié que M. le Doyen ne pût appeler en son particulier des Ordonnances de visite de M. d'Alet. On l'a reconnu au contraire en termes exprès dans la seconde partie de l'Avertissement page 74, où l'on déclare que les Chanoines qu'il a voulu opprimer par son crédit dans le Parlement de Toulouse, *n'empêchoient pas que les Sieurs de l'Étang & Rives n'en appellassent si bon leur sembloit, pourvu que ce fût en leur particulier & non pas au nom de tout le corps.* Mais c'est <sup>Seconde Past. de l'A. vertifsem. pag. 74</sup> en cela qu'on a fait voir qu'étoit le comble de leur injustice, de ce que *pouvant appeler en leur nom des Ordonnances de M. d'Alet, ils ont voulu à toute force en appeler au nom du Chapitre; & pour cela chasser les six qui n'étoient pas de leur avis, afin de faire eux deux avec un troisieme qui les a depuis abandonnés, tout le Chapitre.*

C'est donc un avantage décisif de toute l'affaire d'avoir montré que la prétendue délibération du Chapitre d'Alet du 30 Avril 1663, est une pièce supposée; puisque c'est l'unique fondement qu'ils ont pris de s'adresser en premiere instance à des Magistrats séculiers pour ôter à des Prêtres un droit purement ecclésiastique, sous prétexte que de neuf capitulants, il y en avoit six qui s'opposoient à ce que les Sieurs de l'Étang & Rives supposoient faussement avoir été ordonné par tout le Chapitre le 30 Avril.

Néanmoins c'est une très-grande fausseté de dire que c'est le seul avantage qu'on puisse tirer de ce recueil de faussetés. Il n'y en a que deux, la premiere & la troisieme, qui regardent cette supposition, & tous les autres chefs du différent sont ruinés par d'autres. Car la cinquieme, la sixieme, la septieme & la huitieme font voir que tous les prétextes qu'ils ont allégués contre la Sentence qui les a déclarés excommuniés, ne sont appuyés que sur des mensonges. D'autres, comme la douzieme, la quatorzieme & la dix-septieme renversent ce qu'ils ont allégué pour la validité de leurs absolutions *ad cautelam*. La dix-huitieme justifie les raisons que le Promoteur a eues de se plaindre de l'Arrêt du Parlement de Grenoble. La quinzieme, la dix-neuvieme & la vingtieme font voir avec combien d'emportement ils osent calomnier un des plus dignes Prélats de l'Eglise: & toutes généralement vérifient ce qu'on a

VI. CL. dit en les proposant ; *que cet amas prodigieux de faussetés qu'ils avancent par-tout, & dont ils font le principal appui de leur mauvaise cause ; est une preuve sensible que c'est l'esprit de mensonge qui les possède, & qui les a portés à de si étranges excès.*

### TROISIEME POINT.

*Que la Réponse des Sieurs de l'Estant & Rives est pleine de faussetés ; ou nouvelles ou renouvelées.*

Pour donner plus de jour à ce recueil de faussetés, on les réduira en diverses classes, selon l'ordre des divers incidents de cette affaire ; n'y en ayant aucun que les Sieurs de l'Estant & Rives n'aient tâché d'obscurcir par des déguisements & des impostures continuelles.

### FAUSSETÉS

#### *Touchant l'appel des Ordonnances.*

#### PREMIERE FAUSSETÉ.

On en peut trouver neuf ou dix de compte fait dès l'entrée de la Réponse des Sieurs de l'Estant & Rives.

*Les premieres étincelles, disent-ils, de ce feu vif & dévorant dont M. l'Evêque d'Alet a prétendu consumer les Sieurs Doyen & Rives Syndic du Chapitre, comme des victimes expiatoires à la discipline ecclésiastique, & troubler toute l'économie du Chapitre par la destitution qu'il auroit procurée des Officiers canoniquement institués, & l'établissement de Réglements nouveaux & extraordinaires, parurent à l'occasion de la visite que fit M. l'Evêque d'Alet dans son Eglise Cathédrale. Et ils réduisent ensuite les sujets de plainte de cette visite à trois articles des Ordonnances : le seizieme touchant le choix des Confesseurs : le neuvieme pour empêcher la dissipation de la Mense Capitulaire : & le troisieme sur la collation des bénéfices.*

Mais comment trouver en tout cela les premieres étincelles de ce feu vif & dévorant dont on dit que M. d'Alet a prétendu consumer les Sieurs de l'Estant & Rives, comme des victimes expiatoires à la discipline ecclésiastique ? On ne les trouvera pas dans le seizieme Article des Ordonnances touchant les Confesseurs approuvés pour les Ecclésiastiques de la Cathédrale. Car ils ont produit une Ordonnance de M.  
d'Alet



t toute semblable, comme ils disent eux-mêmes, à celle du 11 Mai VI. Cr. 3, touchant la nomination des Confesseurs. Et ainsi comme ils n'en N°. II. ont pas été consumés, M. d'Alet n'avoit pas sujet de prétendre que c'est un feu capable de les consumer & de les rendre des victimes utiles à la discipline ecclésiastique.

Il pouvoit encore moins deviner touchant les deux autres chefs. comment se persuader que le soin que prend un Prélat d'empêcher un Chapitre dont il est sans contredit le véritable Supérieur, ne dissipe en fond, ou qu'il ne donne des Bénéfices à des personnes incapables d'être une occasion à des Prêtres de s'emporter à de si grands excès, & de s'engager dans les Censures de l'Eglise par un desir aveugle de braver sur leurs Confrères?

Il n'y a donc point d'autre feu vif & dévorant, qui ait consumé les bords de l'Étang & Rives, que celui de leur passion; & si on peut appeler des victimes expiatoires à la discipline ecclésiastique, c'est que parce qu'ayant voulu ruiner cette discipline, on a été contraint, quoiqu'avec regret, de leur déclarer que l'Eglise, pour expier l'attentat contre sa Jurisdiction, les avoit frappés de ses Censures.

## II. FAUSSETÉ.

C'est une autre fausseté, que M. d'Alet par les Réglements de visite, voula remettre entre ses mains la disposition entière de la mensuelle. On ne peut alléguer pour appuyer cette imposture que le même Article des Ordonnances, qui est rapporté dans la seconde partie de l'Avertissement du Promoteur p. 115. Et on n'a aussi qu'à lire pour reconnoître que ce n'est point se rendre maître du bien d'un Chapitre, que d'en empêcher la dissipation; & que c'est tout ce que fait M. d'Alet par cet article qu'on a si solidement soutenu, que c'est une honte que n'ayant rien à répliquer contre ce qu'on a dit pour le défendre, on ne laisse pas de renouveler les mêmes calomnies qu'on a déjà dites sans ressource.

## III. FAUSSETÉ.

Il en est encore une semblable d'ajouter que M. d'Alet, par ces Réglements, s'est voulu rendre maître de la dispensation des Bénéfices de l'Eglise Cathédrale. Il ne faut que lire ce qui a été dit sur ce troisième article des Ordonnances dans la seconde partie de l'Avertissement p. 12. pour rougir d'une accusation si mal fondée.

VI. CL.  
N°. II.

## IV. F A U S S E T É.

*Le Chapitre, disent-ils, ayant été informé de ces Réglemens tant par la lecture qui en fut faite lors de la visite, que par la communication qu'il en prit avant la signification, délibéra par Acte du 30 Avril d'en interjeter appel au Métropolitain de Narbonne.*

Il faut une étrange opiniâtreté pour soutenir une pièce aussi fautive que cette délibération du 30 Avril, lorsqu'on se trouve réduit à ne pouvoir dire un seul mot contre les preuves invincibles de cette infâme fausseté qu'on a apportées dans l'ADDITION, première FAUSSETÉ. Mais il faut être bien imprudent pour rendre cette fausseté encore plus visible, en l'accompagnant de circonstances entièrement impossibles. Car pour remédier à cet inconvénient, qu'un Chapitre eût donné charge à deux de son Corps d'appeler des Ordonnances de son Evêque lorsqu'il ne savoit pas encore ce que contenoient ces Ordonnances, ce qui auroit été une conduite folle & extravagante, ils supposent ici que le Chapitre ne délibéra par Acte du 30 Avril 1663 d'en interjeter appel, qu'après en avoir été informé tant par la lecture qui lui en fut faite lors de la visite, que par la communication qu'il en prit avant la signification. Or l'un & l'autre est impossible. Car comment le 30 Avril en auroit-il été informé par la lecture qui ne lui en fut faite que le 1<sup>er</sup> Mai, & la visite n'ayant commencé que le 29 Avril, auquel jour M. d'Alet ne fit que disposer les esprits à le recevoir chrétiennement, par un discours plein de charité qui commençoit par ces termes : *Pacificusne est ingressus tuus ? Pacificus.* C'est une fausseté de dire que le Chapitre eût avant ce jour-là, ou même ce jour-là, aucune communication de ces Ordonnances.

## V. F A U S S E T É.

Ils disent que par cette délibération du 30 Avril, le Chapitre délibéra d'interjeter appel des Ordonnances au Métropolitain de Narbonne, qui étoit un remède ordinaire & canonique, & qui ne pouvoit être blâmé que par ceux qui ne veulent reconnoître aucuns Supérieurs dans la Hiérarchie. Comme ils ont eux-mêmes fabriqué cette délibération, ils croient avoir droit de la tourner encore comme il leur plaît, & de l'altérer par de nouvelles faussetés. Car il n'est point vrai que le Chapitre délibéra par cet Acte, tout faux qu'il est, d'en interjeter appel au Métropolitain de Narbonne. L'acte n'est point une délibération d'ap-

*peller, ni au Métropolitain, ni ailleurs ; mais seulement un pouvoir VI. Ce vague & indéterminé, qu'ils ont feint avoir été donné aux Sieurs de N°. II. l'Estang & Rives avant que d'avoir eu communication des Ordonnances, de consentir, dissenter, opposer & appeller de la teneur desdites Ordonnances, ainsi qu'ils verront & jugeront être à faire, & sera jugé par l'avis & conseil qu'ils prendront à Toulouse. Voilà tout ce qu'il porte ; & ainsi c'est une nouvelle falsification de dire, que le Chapitre délibéra par cet Acte du 30 Avril d'en appeller au Métropolitain de Narbonne ; & un étrange emportement de prendre sujet de leur propre fausseté, de dire des injures à un saint Prélat, en l'accusant de ne vouloir reconnoître aucuns Supérieurs dans la Hiérarchie.*

## VI. FAUSSETÉ.

Je ne fais s'il y a beaucoup d'exemples d'une hardiesse pareille à celle des Sieurs de l'Estang & Rives sur le sujet de cette délibération du 30 Avril. On a fait voir dans l'ADDITION, première FAUSSETÉ, par six raisons convaincantes, la supposition de cette piece. Ils n'ont rien à y répondre, & néanmoins ils osent dire : *Que quoique l'on fût convaincu de la vérité de cette délibération, on a prétendu qu'elle n'étoit pas véritable, & qu'elle avoit été ajoutée dans le Registre en marge. Falloit-il donc que M. le Doyen obligeât de lui représenter encore le faux serment qu'il a fait, lorsqu'étant juridiquement interrogé : S'il n'étoit pas vrai qu'ayant pris la résolution de supposer la délibération du 30 Avril, deux mois ou environ après sa date, comme il se trouvoit plusieurs délibérations dans le Registre mises de suite, il la fit décrire A LA MARGE & entre-lignes dudit Registre, il a répondu : Que cet Article étoit impertinent, ET QU'IL DÉNIOIT QUE LA DITE DÉLIBÉRATION AIT ÉTÉ MISE EN MARGE DUDIT REGISTRE. Car ce qu'il dénie est si vrai qu'on l'en a convaincu par deux Actes authentiques de celui qui étoit alors Secrétaire du Chapitre nommé Salva, & qui est tellement à la dévotion, qu'ayant été canoniquement destitué, il a entrepris son fait & cause pour le faire restituer, L'un de ses Actes est l'Acte même de cette délibération prétendue qu'il a produit au procès, & qui finit par ces termes : Ayant ledit Sieur Doyen signé AU MARGE DU BROUILLARD desdites délibérations Capitulaires qui est en mon pouvoir comme Secrétaire dudit Chapitre. En foi de ce collationné sur ledit Brouillard, par moi Secrétaire dudit Chapitre, signé SALVA.*

L'autre Acte est un autre extrait de la même délibération, expédié authentiquement par le même Salva, qui, dans la peur qu'il a eue

**VI. CL.** qu'on ne lui imputât cette pièce fabriquée par le Sieur Doyen comme il lui a plu, a ajouté ceci à la fin. *Collationné sur la délibération couchée AU MARGE DU BROUILLARD, tenu par moi Secrétaire du Chapitre d'Alet soussigné, laquelle je y ai couchée sur l'attestation de la vérité en la tenur d'icelle FAITE PAR M. DE L'ESTANG Chançine & Doyen audit Chapitre, MOI SECRETAIRE ALORS ABSENT; m'ayant ledit Sieur Doyen dans ledit brouillard donné son seing & attestation de ladite tenur de la délibération. En foi de ce, signé SALVA, Secrétaire.*

Rien néanmoins n'est à l'épreuve de la hardiesse des Sieurs de l'Estang & Rives; & tout cela n'empêchera pas qu'ils ne disent éternellement: *Qu'on est convaincu de la vérité de cette délibération, & qu'il est faux qu'elle ait été ajoutée dans le Registre en marge.* Il faut croire qu'il y a des gens qui se persuadent à eux-mêmes les menfonges les plus grossiers à force de les assurer.

#### VII. F A U S S E T É.

Celle-ci est nouvelle, & n'est pas pas moins surprenante. Ils disent *qu'on n'a pas osé représenter le Registre, à la marge duquel on a soutenu que cet Acte étoit écrit, quoiqu'on s'en fût rendu maître.* Cela est inconcevable. Ils ont tellement ce Registre en leur pouvoir, parce qu'ils disposent entièrement de Salva qu'ils ont entrepris de faire rétablir, que le Chapitre d'Alet n'a pu jusques ici le faire rendre à ce Salva, le Sieur Rives ayant pris le fait & cause pour lui devant le Sénéchal de Limoux, & ensuite porté la cause au Parlement de Grenoble, où elle est encore, sans que le Chapitre ait pu jusques à présent se faire rendre ses Registres. Et cependant ils osent dire qu'on s'est rendu maître de ce Registre, & employer cette nouvelle fausseté pour insulter à celui qui les a convaincus d'une supposition punissable, comme s'il n'osoit représenter ce Régistre; au lieu que ce sont eux-mêmes qui le retiennent; & que de plus les expéditions qui en ont été délivrées par celui qui est tout à eux, ne laissent aucun doute que le Sieur de l'Estang ne se soit parjuré, lorsqu'il a dénié avec serment, *que cette délibération fut écrite à la marge de ce Registre.*

#### VIII. F A U S S E T É.

Cependant ils se persuadent qu'un homme qui se trouve convaincu de parjure dans ses réponses, n'en doit point avoir de confusion, & que toute la confusion en doit être à celui qui l'a fait interroger. *On a*

*passé, disent-ils, jusqu'à faire interroger par devant M. le Commissaire VI. C. le Sieur Doyen sur faits & articles, sur cette prétendue supposition & N°. II. autres, auxquels il a répondu & fait sa déclaration de la vérité de l'Acte, A LA CONFUSION DU PROMOTEUR, qui en avoit fait signifier les faits.*

S'il n'y a qu'à soutenir des faussetés avec hardiesse pour confondre celui qui fait interroger sur faits & articles, il faut avouer que M. le Doyen a tout-à-fait confondu le Promoteur. Mais si c'est un sujet de confusion de ne pouvoir soutenir ces faussetés que par des contradictions & des extravagances qui les rendent plus palpables, ceux qui prendront la peine de lire dans l'ADDITION, première FAUSSETÉ, l'examen qu'on a fait des réponses de M. le Doyen touchant cette supposition, jugeront sans peine à qui ces réponses doivent faire plus de confusion, ou à lui, ou au Promoteur.

#### IX. FAUSSETÉ.

On a fait voir par toute la suite de la conduite de M. le Doyen, Avertissement p. 11. Addition pag. 129. que n'ayant rien trouvé à redire aux Ordonnances de visite de M. d'Alet lorsqu'elles furent signifiées au Chapitre & long-temps depuis, il ne s'étoit porté à s'y opposer avec des emportements étranges, que par le ressentiment qu'il avoit eu de l'emprisonnement de son valet; & qu'il ne s'étoit pu empêcher de découvrir cette plaie de son cœur par la manière dont il a parlé en diverses pièces, de ce qui s'étoit passé dans cet emprisonnement, en se plaignant sans raison, que M. d'Alet l'avoit fait maltraiter par son Juge. Il a voulu se laver de ce reproche, & toujours à son ordinaire par une fausseté honteuse. Pour montrer qu'il a eu raison de se plaindre de l'emprisonnement de son valet, il dit pag. 17. *qu'on n'a pas osé lui faire son procès dans les formes.* Avec quelle conscience peut-on avancer des faits qu'on ne peut pas ignorer être très-faux? Le Viguiier d'Alet a fait le procès dans les formes à ce valet. Il a rendu sa Sentence contre lui. M. le Doyen en a appelé au Sénéchal de Limoux; il s'est saisi de la procédure & n'a osé poursuivre l'appel.

VI. CL.  
N°. II

## F A U S S E T É S

*Touchant la destitution des Officiers , dont ils demandent le rétablissement.*

## X. F A U S S E T É.

Quoique cet Article du procès ne regarde point le Promoteur , mais le Chapitre qui les a destitués , & les nouveaux Officiers qu'on a mis en leur place , néanmoins les Sieurs de l'Estant & Rives le prennent si souvent à partie sur cette affaire & y mêlent tant de faussetés , qu'il est à propos de les représenter avec les autres , en ramassant en ce lieu tout ce qu'ils avancent sur ce sujet en divers endroits de leur Réponse.

Ils disent en la page 6. *Que des Officiers canoniquement institués ont été destitués par la seule autorité de M. d'Alet , pour mettre en leur place de ses domestiques , & se rendre maître par ce moyen & dispensateur absolu des revenus du Chapitre.* Et en la page 19. *Que ces Officiers ont été injustement destitués & sans cause , de l'autorité de M. l'Evêque d'Alet dans le cours de sa visite.* Et en la page 49. *Qu'ils ont été destitués sans cause avec scandale & infamie , & d'autres institués en leur place , qui sont les domestiques de M. l'Evêque d'Alet , par les mains desquels il deviendrait le maître & le dispensateur absolu de la menſe capitulaire ; & de tout ſpirituel qu'il affecte de paroître , il deviendrait totalement attaché au temporel.* D'où ils concluent en la même page : *Qu'on doit condamner à cet égard ce Prélat & son Promoteur ſolidairement , pour la vexation & le trouble fait au Chapitre , en tous les dépens , dommages & intérêts.*

Ainsi on peut réduire tout ce qu'ils alleguent pour le rétablissement des Officiers , à ces quatre raisons. La premiere, qu'ils avoient été canoniquement institués , d'où ils inferent qu'ils n'ont pu être destitués. La seconde, qu'ils ont été destitués par la seule autorité de M. l'Evêque d'Alet. La troisieme , que ç'a été sans cause , avec scandale & avec infamie. La quatrieme , que ceux qu'on a mis en leur place sont domestiques de M. d'Alet , & que par leur moyen il deviendrait le maître absolu de la menſe capitulaire.

Or il est aisé de voir qu'il n'y a que du déguisement , de la fausseté & de l'imposture dans toutes ces quatre raisons.

La fausseté de la premiere consiste , en ce qu'ils dissimulent la

nature & la condition de ces emplois, & qu'ils n'en donnent point VI. C<sup>2</sup>.  
 d'autres idées, que comme d'Offices perpétuels & irrévocables, qui ne N<sup>o</sup>. II.  
 pourroient être ôtés que pour quelque crime, à ceux qui en auroient  
 été une fois pourvus. Or c'est ce qu'ils savent bien être très-éloigné de  
 la vérité. Les Officiers dont ils demandent le rétablissement sont, le Syndic  
 qui étoit le Sieur Rives, le Trésorier & le Secrétaire. Le Syndic  
 s'élit tous les ans, & il est au pouvoir du Chapitre de le continuer  
 ou de le démettre après ce temps-là. Le Trésorier n'est qu'un Rece-  
 veur laïque, avec lequel on a accoutumé de contracter pour un an,  
 qui étant passé, il est encore au pouvoir du Chapitre d'en prendre  
 un autre s'il le veut. Pour le Secrétaire, ce n'est qu'un simple em-  
 ploi que le Chapitre donne ou ôte avec toute sorte de liberté. Il  
 est donc ridicule de répéter si souvent que ces Officiers avoient été  
 canoniquement institués. Car cela ne fait pas que le même Chapitre qui  
 les avoit institués ne les ait pu destituer, même sans cause, puisque  
 le temps de chacun étoit déjà passé depuis quelques mois, sans qu'ils  
 eussent été confirmés.

## XI. F A U S S E T É

C'est pourquoi aussi connoissant assez la foiblesse de cette première  
 raison, ils l'ont voulu fortifier par cette seconde. *Que ces Officiers ont  
 été destitués par la seule autorité de M. l'Evêque d'Alet.* Cela seroit con-  
 sidérable si ce n'étoit pas une horrible fausseté. Car c'est une pure  
 supposition que cette destitution se soit faite par l'autorité de M. d'A-  
 let. Il ne suffit pas d'avancer de telles choses, il les faut prouver. Il  
 faut apporter les actes que M. d'Alet devoit avoir fait pour destituer  
 ces Officiers, si c'étoit par son autorité qu'ils eussent été destitués.  
 Mais c'est ce qu'on n'a garde de faire, puisqu'il n'y a rien de plus  
 chimérique. Ces Officiers, qui sont destituables *ad nutum* après que  
 leur temps est passé, ont été destitués par le Chapitre, canoniquement  
 & à la pluralité des suffrages. Il est vrai que les Sieurs de l'Estang  
 & Rives n'en furent pas d'avis. Mais cette destitution n'en a pas été  
 moins canonique, puisque dans toutes les Compagnies la pluralité  
 des voix fait l'avis de la Compagnie. Et ils ne peuvent pas contester  
 cette pluralité, puisqu'ils se plaignent eux-mêmes pag. 5. *que de neuf  
 Capitulants il y en a eu six qui ont jugé à propos de mettre d'autres  
 Officiers en la place de ceux-là.* Et ainsi c'est une imposture inexcusa-  
 ble d'avancer hardiment, *que cette destitution a été faite par l'autorité,  
 & même par la seule autorité de M. l'Evêque d'Alet, afin de n'être*

VI. Cl. pas obligés de reconnoître qu'ayant été faite par le Chapitre à la  
 N°. II. pluralité des voix, c'est une hardiesse inconcevable de la représenter  
*comme une vexation & un trouble fait au Chapitre.*

## XII. FAUSSETÉ.

La troisieme raison, qui est *que ces Officiers ont été destitués sans cause, avec scandale, & avec la derniere infamie*, n'a pas plus de solidité. Il n'y a ni scandale ni infamie à des Officiers qui ne sont établis dans des emplois que pour un temps, de ne les plus exercer après que ce temps est passé. Il ne faut point aussi de cause pour les destituer, lorsque cela dépend absolument de la volonté de ceux qui les ont institués. Quand on est en plein droit de faire une chose, on peut user de son droit sans en rendre compte à personne ; & & quoiqu'on n'agisse pas sans raison, on n'est point obligé de découvrir la raison qu'on a eu de faire ce qu'on a eu toute autorité de faire comme on l'a voulu.

Néanmoins il n'est pas difficile de deviner les causes qu'a pu avoir le Chapitre de destituer le Sieur Rives de la charge de Syndic. Son humeur chicaneuse, & qui ne tendoit qu'à prolonger les procès, ne plaçoit pas à la plus saine partie de ce Corps. C'étoit de plus une entreprise très-préjudiciable au Chapitre, que la possession où il se vouloit mettre de faire acquitter par le Trésorier des mandements signés de lui seul. La fausse délibération du 30 Avril qu'il avoit fabriquée avec le Doyen étoit aussi un motif suffisant au Chapitre de ne le pas continuer dans une charge dont il paroissoit assez qu'il avoit dessein de se servir pour opprimer ses Confreres, en faisant valoir au Parlement de Toulouse la qualité de Syndic, pour faire croire qu'il faisoit au nom du Corps, ce qu'il faisoit contre ce Corps par une cabale particuliere de lui & du Sieur Doyen.

Voy. l'Aver-  
tissement.  
pag. 25.

Pour le Trésorier & le Secretaire, il est bien étrange que les Sieurs de l'Estang & Rives se plaignent qu'on les a destitués sans cause, après qu'eux-mêmes se sont plaints d'eux au Parlement de Toulouse comme ne s'acquittant pas bien de leurs charges, *pour être*, disoient-ils, *tout à la dévotion des Sieurs Ragot & Hardy*. Croyoient-ils, ou ne croyoient-ils pas ce qu'ils disoient en parlant ainsi ? S'ils le croyoient, on leur a fait plaisir de destituer des Officiers qui leur étoient suspects. S'ils ne le croyoient pas & qu'ils aient parlé en cette maniere contre leur propre conscience, seulement pour rendre odieux des Chanoines qu'ils vouloient opprimer par le crédit qu'ils avoient au Parlement de Toulouse, comme disposant à leur fantaisie des Officiers  
 du



du Chapitre ; & les empêchant de faire leur devoir ; quelle foi VI. CL.  
pourra-t-on jamais ajouter à leur parole ? N°. II.

Mais dans quelque disposition intérieure qu'ils fussent alors à l'égard de ces Officiers , ç'a été au Chapitre une conduite très-sage de prendre cette occasion d'user du droit qu'il avoit de destituer ces Officiers pour leur ôter ce sujet de plainte s'ils l'avoient effectivement, ou pour faire connoître leur mauvaise foi s'ils ne l'avoient pas, & qu'ils eussent feint de l'avoir.

Néanmoins ce n'est point à ces raisons qu'est attachée la cause du Chapitre touchant le changement de ces Officiers. Il l'a fait parce qu'il l'a voulu, en ayant tout pouvoir & toute autorité : & il peut dire à ceux qui y trouveroient à redire. *Amice, non facio tibi injuriam. An non licet mihi de meo facere quod volo?*

### XIII. FAUSSETÉ.

La dernière raison est encore plus mauvaise que les autres , parce qu'elle est accompagnée d'une calomnie très-noire contre un saint Evêque. Celui à qui on a donné la recette des revenus du Chapitre , qui est ce qu'on appelle Trésorier , a été autrefois Maître d'hôtel de M. l'Evêque d'Alet ; mais il y a long-temps qu'il ne l'est plus , s'étant établi dans Alet d'où il est natif, s'y étant marié , & étant même gendre de celui à qui il a succédé dans cette charge , & que les Sieurs de l'Estang & Rives veulent faire rétablir. C'en est assez à ces esprits-égarés contre leur Prélat pour en prendre sujet de le déchirer d'une manière très-indigne, en le représentant comme un hypocrite , qui affectant de paroître spirituel , seroit totalement attaché au temporel , & ne ravailleroit qu'à s'emparer des revenus du Chapitre. Il leur plaît pour cela de supposer faussement que cet homme est encore domestique de M. d'Alet , & que c'est M. d'Alet qui l'a établi dans cette charge par sa seule autorité. Et sur ce double mensonge , ils ne craignent point de l'accuser de s'être voulu rendre le maître & le dispensateur absolu de la menue capitulaire , & même d'avoir fait enlever les fruits & les revenus du Chapitre pour les mettre entre les mains de l'un de ses Officiers , fin d'en disposer à sa volonté. De si grossières calomnies n'ont pas besoin d'être réfutées. L'Eglise seroit heureuse si tous ses Pasteurs étoient aussi détachés du temporel , que celui qu'on accuse par une basse médisance d'y être totalement attaché. Il est bien éloigné de prendre le bien d'autrui ; puisqu'il donne si libéralement le sien ; & il faudroit d'autres preuves que des impostures en l'air pour persuader au monde qu'un Prélat

VI. CL. qui s'est dépouillé d'un patrimoine très-considérable pour le soulage-  
 N°.II. ment de son peuple, voulût tourner à son profit la menſe capitulaire de ſon Chapitre, en autorifant les fripponneries qu'il auroit fallu pour cela qu'il eût fait faire à l'un de ſes domeſtiques.

Je ne m'étonne pas qu'un éportement de paſſion faſſe concevoir de telles penſées. Mais il faut être bien aveugle pour les produire en public, & pour propoſer ſérieuſement à des Juges, que *M. d'Alet & ſon Promoteur ſoient condamnés ſolidairement pour la vexation & le trouble fait au Chapitre, en tous les dépens, dommages & intérêts.* C'eſt bien abuſer de la patience des hommes. Ce qui a été fait légitimement par un Chapitre à la pluralité des voix eſt appelé *une vexation & un trouble fait à ce Chapitre.* Et celui qui devoit être puni exemplairement pour tant de vexations & de troubles qu'il a faits à ſa Compagnie, oſe demander qu'on faſſe payer les dépens de ſes entrepriſes criminelles à ceux mêmes que ces ſortes d'affaires ne regardent en aucune ſorte, & qu'on ne ſauroit montrer y avoir pris aucune part.

#### F A U S S E T É S

*Sur ce qui a été le ſujet de l'excommunication.*

#### XIV. F A U S S E T É.

Les Sieurs de l'Eſtang & Rives demeurent d'accord page 5, que de douze Chanoines dont eſt compoſé le Chapitre d'Alet, & de neuf Capitulants ſeulement, il n'y en avoit que trois qui vouluſſent appeller des Ordonnances de viſite, & que les ſix autres n'en vouloient point appeller, quoiqu'ils conſentiſſent de les faire conſulter, ce qu'ils diſſimulent toujours, parce que c'eſt ce qui fait davantage paroître leur injuſtice. Mais ſuppoſant que ces ſix Chanoines étoient domeſtiques & affidés de *M. d'Alet*, ils ajoutent que *M. d'Alet ſe ſeroit par eux rendu maître des Aſſemblées Capitulaires, ſi les Sieurs Doyen & Syndic (ce ſont leurs propres termes) n'y avoient apporté le remède convenable, en rendant les voix & les ſuffrages de ſes domeſtiques caduques, ſelon la diſcipline ordinaire des délibérations dans les matieres où Meſſieurs les Evêques ont intérêt.*

Dieu ſoit loué qui a tiré de leur bouche une confeſſion ſi avantageuſe à la vérité! Il eſt donc conſtant que de neuf Capitulants, il y en avoit ſix qui n'étoient point d'avis de l'appel. Et il eſt conſtant encore que ce ſont les Sieurs de l'Eſtang & Rives qui ont trouvé ce re-

meille convenable, de rendre caduques les voix & les suffrages de ces six VI. Cr. Chanoines pour faire eux seuls tout le Chapitre. Voilà ce qui est vrai; N°. II. mais ce qui est aussi la prétention du monde la plus injuste & la plus déraisonnable, & qu'ils n'appuyent, selon leur coutume, que sur deux faussetés manifestes.

La première est, que ces six Chanoines fussent domestiques de M. d'Alet, puisqu'eux-mêmes, dans la Requête qu'ils présenterent sur ce sujet au Parlement de Toulouse pour leur faire ôter leur voix, dirent seulement que les Sieurs Ragot & Hardy étoient domestiques de M. d'Alet (ce qui même n'étoit vrai que de Mr Ragot, Mr Hardy ne demeurant point à l'Evêché, mais au Séminaire) & ne prétendirent exclure les autres que comme adhérents de ces deux-là; "sic qu'on a fait voir dans la seconde partie de l'Avertissement page 77, être une extravagance toute nouvelle, & dont les plus grands chicaniers ne s'étoient jamais avisés jusques ici; puisqu'on n'a jamais oui dire que six Juges s'étant trouvés du même avis, s'il se découvre que l'un d'eux est parent de l'une des parties, j'aie droit de demander que non seulement celui-là ne soit plus Juge, mais que les cinq autres ne le soient plus aussi comme adhérents de celui-là". C'est sans doute ce qui les a portés à ne dire plus de ces six Chanoines, que deux d'entr'eux étoient domestiques de M. d'Alet, & les quatre autres leurs adhérents; mais à dire généralement que de neuf Capitulants, il y en avoit six ses domestiques & affidés, se réservant peut-être de se sauver par cette équivoque: que s'il n'y en a que deux, selon leur Requête au Parlement de Toulouse (ou plutôt qu'un selon la vérité) qui soient ses domestiques, les quatre ou cinq autres sont ses affidés. Mais il n'y eut jamais de récusation plus impertinente que celle-là; & on peut même dire qu'elle est schismatique. Car n'y ayant rien de plus louable à des Prêtres que d'avoir du respect, de la vénération & de la confiance pour leur Prélat, ce seroit leur inspirer un esprit de division & de schisme, que de prendre sujet de l'union qu'ils ont avec lui, de leur ôter le droit d'opiner sur les matières ecclésiastiques les plus importantes, comme s'il n'y avoit que ceux qui ont de l'aliénation pour leur Evêque qui pussent légitimement délibérer sur ses Ordonnances.

## XV. FAUSSETÉ.

L'autre fausseté dont ils appuyent la prétention qu'ils reconnoissent avoir eue d'ôter aux deux tiers des Capitulants le droit d'opiner sur

VI. C'est les Ordonnances de visite de M<sup>rs</sup> d'Alot; est que c'est la coutume des N<sup>rs</sup> II. Chapitres, que les domestiques des Evêques n'opinent point dans ces rencontres; *parce qu'ils ne doivent pas, disent-ils, opiner dans les matières où Messieurs les Evêques ont intérêt.* Mais cela n'est vrai que quand ils y ont un intérêt personnel: & c'est ruiner entièrement l'esprit de l'Eglise, que d'étendre cela à des Ordonnances où l'Evêque n'a point d'autre intérêt que de satisfaire aux devoirs de son caractère. Car, comme on a déjà représenté en deux endroits de l'Avertissement, sans que ces Messieurs y aient rien osé répliquer, quand il s'agit d'Ordonnances que l'Evêque fait pour le bien de son Eglise, il n'y a pas la moindre apparence de s'imaginer que la demeure d'un Chanoine dans la Maison épiscopale, qui est le lieu où ils devraient tous demeurer, selon le vrai esprit de l'Eglise, pour ne faire qu'un corps conduit & gouverné par son véritable chef, soit une raison de lui ôter le droit qu'il a de prendre part à ses Ordonnances, d'y former des difficultés s'il y en trouve, ou de les embrasser avec une soumission respectueuse s'il n'y trouve rien que de saint & de louable.

#### XV. F A U S S E T É.

Après avoir reconnu que de neuf Capitulants il y en avoit six d'un avis contraire au leur, ils ne laissent pas d'assurer qu'il y eut une *Délibération Capitulaire de se pourvoir au Parlement de Toulouse, pour en obtenir un Règlement par lequel les suffrages de ces six fussent déclarés caduques.* Ce Règlement n'étoit donc pas encore obtenu, & néanmoins ils prétendent que trois étant d'un avis & six d'un autre, l'avis des trois a fait la Délibération Capitulaire, & qu'ils ont eu droit ensuite d'agir au nom du Chapitre; ce qui est si ridicule & si contraire à la discipline de toutes les Compagnies, qu'on ne comprend pas comment ils ont osé découvrir si nettement une si impertinente prétention: & ce qui est encore plus étonnant est, que les deux tiers des Capitulants étant contr'eux, ils ne laissent pas de se plaindre au Parlement de Toulouse en ces propres termes: *Que les délibérations capitulaires ne s'y faisoient pas librement & canoniquement A LA PLURALITÉ DES VOIX ET SUFFRAGES des Capitulants.*

#### XVII. F A U S S E T É.

Ils supposent que dans cette prétendue délibération capitulaire de se pourvoir au Parlement de Toulouse pour dépouiller les deux tiers

du Chapitre du droit d'opiner, il y fut aussi résolu qu'on demanderoit VI. CL. *le rétablissement des Officiers du Chapitre que M. d'Alet*, à ce qu'ils disent, *avoit fait destituer*, quoique canoniquement institués, ensemble la réintégration & la restitution des fruits & revenus du Chapitre, que les Sieurs de Pradines Archidiacre, Jean Ragot Chanoine, & François Hardy aussi Chanoine, contre leurs propres intérêts & ceux du Chapitre, avoient fait enlever & mettre es mains d'un des Officiers de M. l'Évêque d'Alet. Ce sont toutes faussetés détruites manifestement par les pièces qui sont au procès. La délibération capitulaire de se pourvoir au Parlement de Toulouse prise par ces deux ou trois Chanoines qui s'imaginoient ridiculement faire tout le Chapitre, n'avoit garde de porter qu'on y demanderoit la restitution des Officiers, puisque dans la première Requête que le Sieur Rives, avoué par M. le Doyen, présenta ensuite de cette délibération, ces Officiers n'étoient point encore destitués, & qu'ils furent eux-mêmes en partie cause qu'on les destitua, comme il a déjà été dit, parce que le Sieur Rives s'y plaignoit que le Secrétaire & le Trésorier étoient tout-à-fait à la dévotion de Messieurs Ragot & Hardy, & que c'étoit pour cela que le Secrétaire n'avoit pas voulu expédier de certaines prétendues délibérations qui ne furent jamais, & que le Trésorier n'avoit pas voulu acquitter des mandemens tirés par le Syndic. Car le Chapitre irrité avec raison de cette imposture, pour leur ôter ce faux prétexte, usa de son droit; & comme ces Officiers ne sont institués que pour un an, lequel étoit déjà passé, il en créa d'autres en leur place, selon le pouvoir qu'il en a & qui ne lui peut être contesté, puisque toutes les Compagnies ont droit d'instituer leurs Officiers selon les conditions qu'il leur plaît. Mais ce fut alors que les Sieurs de l'Estang & Rives découvrirent leur mauvaise foi. Car au lieu qu'ils devoient savoir gré au Chapitre, qui, pour ne leur point laisser de sujet de plainte, ne s'étoit plus voulu servir des Officiers qu'ils témoignaient avoir pour suspects, comme étant tout-à-fait à la dévotion de ceux qu'ils avoient pris à partie, quoique sans sujet, ils changerent tout d'un coup de langage, & par une seconde Requête, ils demandèrent leur rétablissement, comme ils font encore.

## XVIII. FAUSSETÉ.

Une autre fausseté dans ce récit & qu'ils répètent par-tout dans cette Réponse, est qu'un sujet de leur prétendue Délibération Capi-

VI. CL. tulaire fût de demander la réintégrande & la restitution des fruits & N°. II. revenus du Chapitre, qu'ils disent que les affidés de M. d'Alet avoient fait enlever & mettre *ès mains d'un des Officiers de ce Prélat*. On a déjà montré que le fondement de cette imposture est, que le temps du Trésorier, avec lequel on ne contracte que pour un an, étant fini il y avoit déjà quelques mois, le Chapitre, à la pluralité des voix, en avoit établi un autre qui est gendre de celui-là, & qui a été autrefois Maître d'hôtel de M. d'Alet. C'est sur cela qu'ils ont fabriqué cette *réintégrande & restitution de ces fruits enlevés, & mis *ès mains d'un des Officiers de M. d'Alet**, qu'ils disent avoir résolu de demander au Parlement de Toulouse par la même Délibération Capitulaire dans laquelle ils prirent le dessein de se pourvoir en ce Parlement, pour opprimer leurs Confreres en les dépouillant de leurs voix. Et cependant il n'y a pas un seul mot de cette prétendue restitution de fruits dans l'une ou l'autre de leurs deux Requêtes à ce Parlement : & bien loin d'y demander qu'on conservât les revenus du Chapitre, ils les vouloient dissiper par l'acquit des mandemens tirés par le Sieur Rives, qui étoit alors Syndic, quoique le Syndic n'eût point ce pouvoir, & qu'il fût défendu au Trésorier par le contrat qu'on fait avec lui, d'acquitter aucuns mandemens qui ne soient signés par quatre ou cinq Chanoines. Mais comme cela a été justifié invinciblement par trois avis authentiques qu'on en a produits, ils n'ont plus osé parler de l'acquit des mandemens ; mais ils ont transformé cette méchante prétention qu'ils ne pouvoient soutenir, en une chimérique *réintégrande & restitution de fruits*, qu'ils voudroient faire croire avoir été enlevés au Chapitre, au profit de M. d'Alet, par ses domestiques & les affidés.

#### XIX. F A U S S E T É.

L'usage qu'ils font des faussetés précédentes, en fait une nouvelle plus importante encore que ces deux-là. Car pour embrouiller le sujet qui les a fait déclarer excommuniés, au lieu que le Promoteur l'a uniquement renfermé dans l'attentat qu'ils ont commis contre l'Eglise, en s'adressant à des Magistrats séculiers pour ravir à des Prêtres un droit purement ecclésiastique, tel que celui de délibérer sur les Ordonnances de leur Evêque, ils y mêlent sans cesse l'acquit des mandemens, qu'ils ont travesti en une prétendue *réintégrande & restitution*

Réponse p. de fruits, & le rétablissement des Officiers, comme si c'étoit aussi en cela  
6. 19. 21. que le Promoteur avoit mis le transport de la juridiction de l'Eglise,

& qu'il eût prétendu que les Magistrats séculiers ne sont pas Juges VI. C<sup>l</sup>. compétents de ces deux dernières affaires, ce qui est très-faux. N<sup>o</sup>. II.

XX. FAUSSETÉ.

Ce n'est pas seulement en cela qu'ils ont déguisé & embrouillé autant qu'ils ont pu le sujet de leur excommunication. Ils le font encore d'une manière plus grossière en la pag. 19. où ils mettent pour une des causes des excommunications prononcées contre les Sieurs Doyen & Syndic, d'avoir eu recours, pour la réparation des griefs, par appel simple au Métropolitain & par degrés au Pape. Ce qu'ils répètent en la pag. 20. où ils ont mis ces mots à la marge : *Premier prétexte des excommunications, l'appel simple & comme d'abus des Ordonnances de visite.* Sur quoi ils parlent en cette sorte, *Le premier prétexte n'est pas soutenable, pour avoir suivi les ordres de l'Eglise, s'être pourvu par appel au Métropolitain, & de lui au Pape par degrés, s'être servi des remèdes de Droit qui sont l'asyle des misérables & de ceux qui souffrent persécution. Et en cela l'on a bien témoigné que l'on ne reconnoissoit point de Supérieur dans le spirituel, non plus que dans le temporel, ni Métropolitain, ni Pape, ni Justice ordinaire, ni Souveraine.*

Il n'y a rien de plus facile que ces sortes de déclamations, lorsqu'on se donne la liberté d'avancer les impostures dont on a besoin pour en être le fondement. On n'auroit de même qu'à supposer que les Sieurs de l'Etang & Rives auroient volé & tué sur les grands chemins, pour en conclure que ce sont des scélérats, que l'Eglise peut abandonner aux Juges séculiers pour leur faire souffrir le dernier supplice. La conséquence seroit véritable, mais ce ne laisseroit pas d'être une horrible calomnie, à cause de la fausseté de la supposition. On avoue de même que si M. d'Alet excommunioit ses Ecclésiastiques pour s'être pourvus par appel simple au Métropolitain, & de lui par degrés au Pape, ou pour avoir appelé comme d'abus se croyant injustement persécutés, on auroit sujet de l'accuser de ne point reconnoître de Supérieur, ni dans le spirituel, ni dans le temporel, ni Métropolitain, ni Pape, ni Justice ordinaire, ni Souveraine. Mais cette accusation ne laisse pas d'être dans la bouche des Sieurs de l'Etang & Rives une détestable calomnie contre un saint Prélat; parce que le fondement sur lequel ils font ce reproche, qui est, *que le premier sujet qui les a fait déclarer excommuniés est l'appel simple & comme d'abus qu'ils ont interjeté des Ordonnances de visite,* est une grossière & honteuse fausseté.

Car ni M. d'Alet ni ses Officiers n'ont jamais, non seulement excom-

VI. CL. munié, mais pas même menacé de la moindre Censure les Sieurs de N°. II. l'Eftang & Rives, pour avoir appelé de ces Ordonnances au Métropolitain, & du Métropolitain par degrés au Pape. Et il est bien étrange qu'on ait osé avancer une telle imposture après l'avoir vue ruinée par avance dans l'Avertissement pag. 18, où pour réfuter ce qu'avoit dit M. le Doyen dans la signification de son appel : *que M. d'Alet avoit donné des sujets de craindre les Censures Ecclésiastiques, si on appelloit de ses Ordonnances*, on a montré *que c'étoit un fait calomnieux de lui attribuer une disposition qu'il a fait voir être bien éloignée de son esprit, puisqu'il n'a pas eu la moindre pensée de punir d'aucune Censure, l'appel effectif que M. le Doyen a interjeté de ses Ordonnances, quoiqu'il fût accompagné de tant de faussetés si criminelles.*

Ils n'ont eu garde aussi d'avoir été excommuniés pour avoir appelé comme d'abus de ces mêmes Ordonnances de Visite, puisqu'ils n'en ont jamais appelé comme d'abus, du moins qu'on sache; & ainsi en toutes manieres c'est une imposture criminelle pour surprendre le Conseil de Sa Majesté, en lui déguisant le vrai état de la question, d'avancer comme ils font : *que le premier prétexte des excommunications prononcées contre les Sieurs de l'Eftang & Rives, est l'appel simple & comme d'abus des Ordonnances de Visite.*

#### X X I. F A U S S E T É.

Ils ne commettent pas une moindre fausseté lorsqu'ils mettent entre les causes pour lesquelles on les a excommuniés, *de s'être pourvus par appel comme d'abus des Censures ou des excommunications prononcées par M. l'Evêque d'Alet ou ses Officiers.* Le fondement de cette imposture est, que s'étant pourvus par appel comme d'abus au Parlement de Toulouse contre la Sentence qui les avoit déclarés excommuniés, & s'étant fait absoudre *ad cautelam* en vertu d'un Arrêt qu'ils y avoient obtenu sur Requête, par le Grand Vicaire de l'Archevêché de Toulouse, M. l'Evêque d'Alet se crut obligé, pour ne pas laisser ruiner toute la discipline ecclésiastique, de faire une Ordonnance par laquelle *il leur faisoit défenses, sous peine d'excommunication ipso facto, de se servir de cette absolution, comme étant nulle & invalide.* Mais il n'y a qu'un dessein malicieux d'embrouiller toutes choses qui puisse confondre deux choses aussi différentes comme est *d'excommunier pour avoir appelé comme d'abus d'une Sentence d'excommunication*, & déclarer qu'une absolution *à cautele* donnée sans connoissance de cause par un Prêtre d'une autre Province, & sur l'Arrêt d'un Parlement incompetent à cause d'une



d'une évocation duement signifiée, ne peut point rétablir des excom- VI. Cl.  
muniés dans les fonctions de leurs Ordres, & leur défendre de s'en N°. II.  
servir à cet effet sous peine d'une autre excommunication *ipso facto*.  
Car outre que l'excommunication portée par cette Ordonnance n'étoit  
que comminatoire, cette menace même ne regardoit point leur appet  
comme d'abus, quoique mal fondé, mais le mauvais usage qu'ils  
vouloient faire, contre les loix de l'Eglise, d'une absolution nulle &  
invalide, & donnée sur l'Arrêt d'un Parlement incompetent.

## XXII. F A U S S E T É.

Ils continuent encore dans la même équivoque & dans la même  
imposture, lorsqu'ils supposent au même lieu, qu'une des causes pour  
lesquelles ils ont été excommuniés, a été *d'avoir suivi les routes de la*  
*Justice souveraine du Parlement de Grenoble*. Il est très-faux qu'on les  
ait excommuniés pour avoir plaidé à Grenoble. Mais y ayant obtenu  
un Arrêt provisionnel, qui remettoit à un autre temps le Jugement de  
la validité ou de l'invalidité de l'excommunication, M. l'Evêque d'Alet  
crut qu'il étoit de son devoir de déclarer, comme il fit par une Moni-  
tion, qu'un tel Arrêt ne leur pouvoit pas donner droit de se rétablir  
dans les fonctions de leurs Ordres.

## XXIII. F A U S S E T É.

Enfin pour couronner toutes les autres faussetés, ils n'ont pas dû  
oublier la signature du Formulaire, ni manquer à faire bien valoir  
que c'est pour cela qu'on les a excommuniés. Mais parce qu'on leur  
a reproché dans l'Avertissement page 63, qu'ils avoient surpris le Roi  
en lui faisant croire par le Placet qu'ils lui avoient présenté, *que M.*  
*d'Alet, par le ressentiment extrême qu'il avoit eu de ce qu'ils avoient*  
*signé le Formulaire, en conséquence des Déclarations de Sa Majesté, les*  
*avoit excommuniés, & détenu l'un d'eux prisonnier pendant trois mois;*  
ce qu'on a fait voir être une impertinence notable, parce que cette  
excommunication & cet emprisonnement sont arrivés long-temps avant  
la Déclaration du Roi touchant le Formulaire; ils ont tâché de remé-  
dier à cet inconvénient d'une manière tout-à-fait glorieuse à M. l'Evê-  
que d'Alet, puisqu'elle suppose qu'il a eu sur ces affaires un don de  
prophétie tout particulier. Ils disent en la pag. 43. *Que la signature*  
*du Formulaire a été l'une des principales causes de leur excommunication,*  
*quoiqu'elle ne soit survenue que la dernière, & dans la suite des temps.*

*Ecrits sur la Discipline. Tome XXXVI.*

E c

VI. CL. néanmoins la première dans l'intention, & le mouvement qui a fait agir.  
 N°. II. M. l'Evêque d'Alet, quoique la dernière dans l'exécution. On n'a dans l'intention que ce que l'on connoît, & le mouvement qui nous fait agir doit être dans notre esprit avant que d'être dans notre cœur. Si donc il est vrai que dans l'intention de M. d'Alet, la première cause qui les a fait excommunier, quoique la dernière dans l'exécution, soit la signature du Formulaire, qu'ils ont faite devant le Sénéchal de Limoux le 29 d'Octobre 1664., il faut qu'il ait prévu par une lumière prophétique le 9 Novembre 1663, lorsqu'ils furent déclarés excommuniés par l'Official d'Alet (car ils lui attribuent tout cela) que le Roi feroit une Déclaration pour la signature du Formulaire à la fin du mois d'Avril de l'année d'après, & que cette Déclaration porteroit, que dans les Diocèses où les Evêques ne feroient point signer, on signeroit devant les Juges séculiers, & que le 29 d'Octobre suivant les Sieurs de l'Estang & Rives iroient signer devant le Sénéchal de Limoux. Voilà ce qu'il faut que ce Prélat ait connu le 9 Novembre 1663. qui est le temps qu'ils furent déclarés excommuniés; & le 24 Décembre de la même année, lorsqu'ils furent menacés d'excommunication par son Ordonnance contre leur absolution, à sautele du Grand Vicaire de Toulouse, quatre mois avant la Déclaration du Roi. C'est ainsi que se voulant tirer d'un mauvais pas ils s'y enfoncent davantage. Car étant convaincus de l'absurdité de leur *Placet*, par l'ordre des dates, qui leur a fait voir que la signature pour laquelle ils disoient avoir été excommuniés & l'un d'eux emprisonné, n'étoit arrivée que long-temps depuis, ils ont cru qu'ils s'en sauveroient par cette maxime de Philosophie, que ce qui est le dernier dans l'exécution est le premier dans l'intention; ne s'étant pas aperçus que cela n'est vrai que dans les choses que nous nous proposons de faire & qui dépendent de nous; mais que dans celles que d'autres font & où nous n'avons aucune part, telle qu'étoit, au regard de M. d'Alet, la Déclaration du Roi, en vertu de laquelle Messieurs de l'Estang & Rives ont signé devant le Sénéchal de Limoux, il faut être Prophète pour les avoir dans l'intention plusieurs mois avant qu'elles soient arrivées.

*Touchant la Sentence de l'Official d'Alet, qui les a déclarés excommuniés.*

## XXIV. F A U S S E T É

Il n'y a rien de plus importun que d'avoir affaire à des personnes qui renouvellent toujours les mêmes mensonges, sans se mettre en peine si on les a ruinés, & sans oser répondre un seul mot aux raisons qui en ont fait voir la fausseté. C'est la conduite perpétuelle dans ce procès des Sieurs de l'Estang & Rives. Ils s'étoient plaints en plusieurs endroits de leur Avertissement : Qu'ayant proposé des récusations contre l'Official d'Alet, il les avoit trouvées *non* admissibles, qu'il s'étoit déclaré incompetent, & que néanmoins peu de jours après, démentant ses propres lumières, il n'avoit pas laissé de les juger. On a confondu de telle sorte cette fausseté capitale dans l'ADDITION page 133, qu'ils n'ont plus osé la répéter. Mais ils ne laissent pas de dire encore en général dans leur Réponse page 8. *Que le Lieutenant en l'Officialité & l'Official même, ayant été recusés sans qu'ils aient osé prendre connoissance des causes de récusation, ni les déclarer inadmissibles ou autrement, néanmoins tous ces recours innocents & ordinaires n'ont pu arrêter la poursuite du Promoteur, sur laquelle est intervenue la Sentence qui les a déclarés excommuniés.* Mais on a déjà montré dans le commencement de cette Replique que cette fausseté est entièrement détruite dans l'Avertissement du Promoteur page 27, où l'on a fait voir que de ces récusations, celles qui étoient personnelles contre le Sieur Pellicier Lieutenant en l'Officialité furent admises, & qu'il s'abstint de juger; mais que les générales contre toute la Cour ecclésiastique d'Alet furent rejetées, comme impertinentes & contraires au Droit canonique : de sorte que c'est un opiniâtre attachement à la calomnie, de ne pouvoir répondre à ce qu'on a dit sur ce sujet dans cet Avertissement, & ne pas laisser de soutenir encore avec une hardiesse inconcevable : qu'au préjudice des récusations pertinentes proposées contre les Officiers, que l'on n'a pas osé rejeter comme inadmissibles, on n'a pas laissé de passer outre aux déclarations d'excommunication & d'irrégularité. Et ce qui passe toute créance est, qu'ils osent dire en la page 30. *Que cela est constant dans le fait & la procédure.*

VI. CL.  
N°. II.

XXV. FAUSSETÉ.

Ils ne témoignent pas moins de confiance à renouveler une autre fausseté qu'ils avoient déjà souvent avancée, & sur laquelle ils ont déjà aussi été souvent confondus; qui est qu'on les a déclarés excommuniés au préjudice de l'appel. C'est ce qu'ils répètent par-tout dans cette Réponse, & c'est uniquement sur cela qu'ils fondent la nullité de leur excommunication. Ils disent en la page 7. *Qu'ayant été décernée au préjudice de l'appel, elle ne peut subsister ni avoir effet, selon les regles les plus austeres de la disposition canonique.* Et en la page 29. pour autoriser leurs absolutions à cautele, ils alleguent ce que dit M. Cujas : *que les Sentences d'excommunication décernées depuis & au préjudice des appellations, n'ont pas même besoin d'absolutions si fort autorisées;* & ce que disent les Papes Innocent IV. & Boniface VIII. *Que les Sentences d'excommunication rendues au préjudice de l'appel, ne sont pas valables;* telles qu'a été, ajoutent-ils en la page suivante, celle qui a été rendue contre les Sieurs de l'Estang & Rives. Et en la page 36. ils réduisent toute leur cause à cette maxime convenable, ce sont leurs termes, à la contestation du procès : *Qu'en cas d'excommunication prononcée depuis & au préjudice de l'appel, il suffit du moins de se pourvoir par absolution à cautele pour se procurer le rétablissement dans ses dignités & honneurs, fonctions & exercices.*

Pour avancer ce fait avec tant de hardiesse, & y établir comme ils font le fort de leur cause, ils devoient au moins se mettre en peine de satisfaire aux raisons qu'on avoit apportées dans l'Avertissement, & dans l'Addition, pour le convaincre de faux. Mais ils n'ont eu garde de l'entreprendre, parce qu'ils n'y auroient pas réussi. Car que pourroient-ils opposer à cette preuve convaincante de la page 134. de l'Addition contre le prétendu appel au Métropolitain : *Qu'on leur fit voir, lorsqu'ils présenterent ces Lettres d'appel, qu'elles étoient nulles & de nul effet, parce qu'elles n'étoient signées que du Sieur de Villars, qui n'avoit aucune autorité au regard du Diocèse d'Alet, à cause qu'ayant un procès avec le Promoteur d'Alet, & ainsi ne pouvant pas être son Juge, M. l'Archevêque de Narbonne avoit révoqué sa commission au regard des affaires où ce Promoteur auroit intérêt.* Or par l'onzieme Article du Règlement des Cours ecclésiastiques de Narbonne, les Lettres d'appel sont nulles & de nul effet, & tout ce qui s'en ensuit, si elles ne sont signées par le Juge ou son Lieutenant. D'où le Promoteur conclut dès-lors, que le Sieur de Villars n'étant point Juge compétent au regard du Pro-

*moteur d'Alet ; les Lettres d'appel qu'il avoit signées étoient nulles & de VI. Ce nulle valeur.*

C'est à quoi ils ne répondent point, parce que cela est sans réponse.

## XXVI. FAUSSETÉ.

Que s'ils se réduisent à leur prétendu appel comme d'abus au Parlement de Toulouse, & qu'ils prétendent que leur excommunication est nulle, parce qu'elle a été déclarée au préjudice de leur appel à ce Parlement, ils seront encore plus mal fondés. Car que peuvent-ils repliquer à ce qu'on dit dans l'ADDITION page 135, pour détruire cette plainte qu'ils avoient déjà faite dans leurs premières Ecritures : *Qu'il est faux qu'ils eussent signifié avant la Sentence aucun appel en forme, ne l'ayant fait que près d'un mois après la Sentence ? Ils ont bien dit qu'ils en appelloient au Parlement de Toulouse ; mais dire qu'on en appelle, n'est pas un appel qui lie les mains à un Juge ecclésiastique. Et de plus, l'évocation générale accordée par le Roi à M. d'Alet de toutes les causes de lui & de ses Officiers au Parlement de Grenoble, qui avoit été dûment signifiée au Parlement de Toulouse, le rendoit si certainement incompetent, qu'on n'auroit pas dû s'arrêter pour cet appel, quand même il auroit été en forme.*

## XXVII. FAUSSETÉ.

Mais ce qui est encore plus surprenant, est qu'ils osent encore avoir recours à un autre appel, au préjudice duquel ils voudroient faire croire qu'on les a jugés. C'est l'appel des Ordonnances de visite au Métropolitain, & par degrés du Métropolitain au Pape. Car parlant en la page 6. de la Sentence qui les a déclarés excommuniés à la poursuite du Promoteur, à cause du transport de la Jurisdiction Ecclésiastique au Tribunal séculier, ils se plaignent qu'elle a été rendue ; *qu'il y eut appel interjeté de cette procédure poursuivie à la Requête du Promoteur à l'Official de Narbonne, & ensuite & par degrés au Pape, qui auroit commis & député M. l'Evêque d'Albi pour juger les appellations.* Et en la page 37. parlant de l'absolution à cautela qui leur fut accordée par l'Official de Narbonne au mois de Février 1664, ils disent que ce fut *en connoissance de cause, dévolue par devant lui par l'appel des Ordonnances de visite* : voulant artificieusement faire passer pour une même chose, l'appel des Ordonnances de visite, & l'affaire de l'excommunication, quoique cette prétention ait été rui-

VI. CL. nre d'une manière invincible dans l'Addition page 135, où l'on a  
 N°. II fait voir que pendant toute la procédure de l'excommunication & long-temps depuis, ils ont eux-mêmes reconnu par toute leur conduite, que l'appel des Ordonnances de visite & le sujet pour lequel on les a excommuniés étoient deux affaires toutes séparées, & qui se devoient juger séparément. C'est ce qu'on leur a prouvé par deux raisons convaincantes. La première est, que parmi tous les faux prétextes qu'ils ont recherchés pour empêcher l'Official de procéder contre eux, ils ne se sont jamais avisés de cette mauvaise raison, que cette affaire de l'excommunication n'étoit qu'un accessoire de l'appel des Ordonnances dont le Pape étoit saisi.

La deuxième, que même après la Sentence rendue dans l'appel qu'ils en interjetèrent au Parlement de Toulouse, quinze jours après cette Sentence, entre les moyens qu'ils proposèrent pour l'infirmer, le troisième étoit : *Qu'on leur étoit la liberté de se pourvoir au Métropolitain, en leur enjoignant de se pourvoir à Rome pour se faire réhabiliter, à cause qu'ils étoient irréguliers. Ils ne croyoient donc pas que cette affaire de l'excommunication fût la même que celle de l'appel des Ordonnances de visite. Car cette dernière étoit déjà dévolue à Rome dès le 29 Octobre 1663. par l'appel qu'ils y avoient interjeté de l'appointment du Métropolitain pour l'exécution des Ordonnances par provision. Et par conséquent s'ils avoient cru que leur excommunication ne fût qu'un incident de l'appel des Ordonnances, & que l'un & l'autre dût être considéré comme une même affaire, ils n'auroient pas proposé comme un de leurs principaux griefs contre la Sentence qui les avoit déclarés excommuniés, de ce qu'on les obligeoit de se pourvoir au Cont de Rome (où ils s'étoient eux-mêmes pourvus touchant les Ordonnances) & qu'on les empêchoit de s'adresser au Métropolitain.*

Mais ils fournissent un nouveau moyen de ruiner cette fausse prétention par la contrariété qu'on trouve entre leur Avertissement non imprimé & leur Réponse imprimée. Car ils se plaignoient dans leur Avertissement page 31. que la Sentence d'excommunication avoit été rendue au préjudice de leurs appellations en Cour de Rome, du principal de la contestation; c'est-à-dire de l'appel des Ordonnances de visite, ce qu'ils rendoit, ajoutent-ils, l'Official d'Alen incompetent, à cause que le principal dont l'excommunication étoit un accessoire étoit dévolu en Cour de Rome. Et dans la Réponse imprimée page 37. ils prétendent que trois mois après, cette même cause étoit de la connaissance du Métropolitain, étant, disent-ils, dévolue par devant lui

par l'appel des Ordonnances de visite. De sorte qu'ils veulent que ce Vicar soit en cette qualité de Juge de cet appel des Ordonnances, qu'il leur accorda l'absolution à cautele au mois de Février 1664. comme ils le témoignent encore en la page 8. & 25. où ils disent, que leur seconde absolution à cautele est celle de l'Official de Narbonne, saisi de l'appel simple des Ordonnances de visite. Ce qui est tout-à-fait ridicule : puisque dès le mois d'Octobre de l'année d'apparavant, ils avoient appelé de lui au S. Siege ; & ainsi il ne pouvoit plus être leur Juge pour l'affaire sur laquelle ils avoient appelé de lui. C'est pourquoi le reconnoissant, comme ils faisoient alors, pour Juge de l'excommunication, ils reconnoissoient en même temps que cette affaire de l'excommunication dont il pouvoit être Juge par son propre aveu, & celle de l'appel des Ordonnances dont il ne pouvoit plus être Juge, puisqu'ils en avoient saisi le Pape, étoient deux affaires toutes séparées.

### F A U S S E T É S

Sur leurs absolutions à cautele.

### XXVIII. FAUSSETÉ.

Les Sieurs de l'Etang & Rives sont également hardis à avancer des faussetés qui font tout l'appui de leur mauvaise cause, & à supprimer les vérités qui en font voir l'injustice. En voici un exemple bien remarquable. L'une des principales raisons qu'on a employées pour faire voir la nullité de leur première absolution de cautele, que leur fut départie par le Vicaire Général de l'Archevêché de Toulouse, est, que ce Vicaire Général, qui n'avoit aucune supériorité au regard du Diocèse d'Alet, étant même d'une autre Province Ecclésiastique, ne pouvoit s'être attribué, ce pouvoir qu'en vertu de l'Arrêt sur Requête du Parlement de Toulouse. Or on a fait voir que cet Arrêt étoit absolument nul, parce que l'évocation de toutes les causes de M. d'Alet & de ses Officiers au Parlement de Grenoble, qui avoit été duement signifiée au Parlement de Toulouse long-temps auparavant, le rendoit notoirement incompétent pour toutes ces affaires : (a) car que les Sieurs de l'Etang & Rives ne pouvoient pas ignorer, puisqu'ils avoient fait assigner le Promoteur en ce Parlement, ensuite de l'appel.

(a) Cela paroît par le vu des piéces de l'Arrêt du Conseil imprimé pag. 67.

VI. CL. pel comme d'abus qu'ils y avoient interjeté de la Sentence d'excommunication, il fit écrire au bas de l'exploit cette réponse qu'il signa: *Qu'attendu son promotion générale au Parlement de Grenoble, il protestoit de nullité de ce qui seroit fait audit Parlement de Toulouse.* Et par conséquent cette absolution étoit d'un homme sans aucun pouvoir, n'en ayant certainement point selon les degrés de la Hiérarchie de l'Eglise, & ne s'en pouvant pas même attribuer aucun en vertu de la juridiction temporelle. On a dit & redit cette raison dans toutes les Ecritures du Promoteur. Mais les Sieurs de l'Estant & Rives n'ont point eu d'oreilles pour l'entendre ni de bouche pour y répondre, parce qu'ils s'en sont sentis accablés. Et cependant couvrant leur foiblesse d'une vaine confiance, ils n'ont pas laissé de mettre à la marge de la page 7: *Repon. aux moyens par lesquels l'on a voulu impugner l'absolution à cautele donnée par le Grand-Vicaire du Chapitre de Toulouse.*

Avertissem  
pag. 26-45.  
Et Addit. p.  
135. 137.

## XXIX. FAUSSETÉ.

Touchant l'absolution *ad cautelam* de l'Official Métropolitain, ils n'osent plus avancer une aussi étrange fausseté, qu'étoit celle qu'ils avoient avancée dans leurs Ecritures, en assurant hardiment qu'elle portoit une permission de continuer dans leurs fonctions, & des défenses de les troubler dans les fonctions de leurs Ordres & de leurs Bénéfices. Mais ils ne laissent pas de le supposer, en mettant cette absolution au nombre de celles qu'ils prétendent les avoir rétablis dans leurs fonctions, & accusant le Métropolitain d'avoir réformé la Sentence, parce qu'il déclara quel étoit l'effet de l'absolution à cautele. Ils disent sur cela qu'en termes de Droit, il n'a pas pu faire cette déclaration: *Quia semel functus est officio*, en la Loi *quod jussit ff. de re judicata*. Mais il ne faut pour ruiner cette défaite que ces paroles qu'ils mettent à la marge: *Interprétation captieuse de l'Official Métropolitain de Narbonne de l'absolution par lui donnée.* Ils avouent donc que la seconde Ordonnance est une interprétation de l'absolution par lui donnée. Il leur plaît d'appeler cette interprétation captieuse: ils n'en sont pas les Juges; mais il suffit qu'ils reconnoissent que c'est une interprétation. Or où ont-ils appris qu'en termes de Droit un Juge ne puisse pas interpréter la Sentence, en étant requis par l'une des parties? Il faut bien qu'eux mêmes aient cru qu'il le pouvoit, puisqu'après cette décl-



déclaration qui leur apprenoit le vrai effet de leur absolution à *cautele* VI. Cr. N. II. *tele*, ils s'adresserent à ce même Official pour en obtenir une contraire. Et ce n'est que pour n'y avoir pas réussi, parce qu'il n'y avoit plus lieu d'interpréter ce qui étoit aussi clair que légitime, qu'ils s'avisent maintenant de dire, *qu'il avoit rempli ses fonctions & son ministère par la première Ordonnance.*

## XXX. FAUSSETÉ.

M. l'Evêque d'Alet n'a fait que deux actes sur le sujet des absolutions à *cautele* des Sieurs de l'Estang & Rives. Le premier est son Ordonnance du 24 Décembre 1663, & le deuxième une Monition au mois de Septembre 1664. Ils parlent de ces deux Actes en la page 44. en les faisant passer pour deux Sentences d'excommunication distinguées de celles de l'Official. Mais ce qui est tout-à-fait absurde, est, que distinguant celle de ces pieces qui a précédé l'Arrêt du Parlement de Grenoble de celle qui l'a suivi, ils remarquent comme une chose importante en parlant de la première : *Que M. d'Alet n'a garde d'y faire mention de l'absolution à cautele accordée aux Sieurs Doyen & Syndic par M. l'Evêque d'Albi, Juge député de S. Siege Apostolique, laquelle subsiste encore, & que M. l'Evêque d'Alet avoue tacitement ne pouvoir enfreindre, ni la rejeter.* Voilà qui est merveilleux. Cette Ordonnance de M. d'Alet, qu'ils distinguent de celle qui a suivi l'Arrêt du Parlement de Grenoble, a été rendue le 24 Décembre 1663. L'absolution à *cautele* de M. d'Albi est du mois de Mars 1664. Et cependant ils voudroient que M. d'Alet en eût parlé trois mois auparavant. Et de ce qu'il ne l'a pas fait, c'est une marque, disent ils, *qu'il a tacitement avoué ne pouvoir l'enfreindre ni la rejeter.* Il y a des remarques plus judicieuses que celles-là; mais de plus ils ne devroient pas avoir oublié que M. d'Alet n'a point laissé de lieu de lui attribuer de prétendues approbations *tacites* de l'absolution à *cautele* de M. d'Albi, puisqu'il leur a déclaré en termes exprès, dans la réponse à un acte qu'ils lui firent signifier le 1. Octobre 1664: *Qu'il ne reconnoissoit point que M. l'Evêque d'Albi fût délégué du S. Siege pour la déclaration de l'excommunication des Sieurs Doyen & Rives dont il étoit question.*

VI, Cl.

N. II

FAUSSETÉS

*Touchant l'emprisonnement du Sieur Doyen.*

## XXXI. FAUSSETÉ.

Il est bien facile aux Sieurs de l'Estang & Rives, d'appeller *tortionnaire* & *déraisonnable*, l'emprisonnement que le Promoteur a été contraint de faire de la personne de l'un deux, pour arrêter le scandale qu'ils avoient déjà fait, & qu'ils vouloient continuer de faire dans la Cathédrale d'Alet. Mais il ne leur est pas moins difficile de justifier ces termes injurieux, que de répondre aux raisons par lesquelles on a fait voir que cette détention a été également juste & nécessaire. Ils n'ont recours pour le premier qu'à des faussetés, & pour le dernier qu'à un silence forcé.

Ils disent en la page 47. *Que la procédure de cet emprisonnement est toute extraordinaire, en ce qu'elle a été commencée par un prétendu ajournement personnel, décerné au préjudice des appellations simples, dont un délégué du S. Siege étoit saisi.* Mais tout cela n'a de fondement que dans cette prétention tant de fois ruinée, que l'appel des Ordonnances de visite, & la déclaration d'excommunication pour le transport de la Jurisdiction, ne soient qu'une même affaire : ce qu'eux-mêmes ont reconnu être faux par toute leur conduite, comme on l'a fait voir ci-dessus ; & ils en fournissent ici une nouvelle preuve. Car ils prétendent qu'au temps de cet ajournement, *un délégué du S. Siege étoit saisi des appellations simples des Ordonnances de visite* : & cependant eux-mêmes s'adressèrent non au délégué, mais au Métropolitain, pour se pourvoir contre cet ajournement personnel. Ils reconnoissoient donc que cette affaire n'étoit pas la même que celle des Ordonnances de visite, pour laquelle ils n'auroient pu s'adresser au Métropolitain, puisque le S. Siege en étoit saisi, par leur propre confession.

## XXXII. FAUSSETÉ.

Ils ajoutent pour un autre moyen contre la procédure de cet emprisonnement, que l'ajournement personnel en vertu duquel il a été fait, *a été tenu secret & sans signification.* Ce qui est une étrange fausseté, puisque ce décret d'ajournement personnel leur fut si bien signifié, qu'ils en interjetèrent appel à l'Official Métropolitain de Narbonne,

le seizième Février 1664. qui ordonna que nonobstant l'appel & sans VI. Eljy préjudice, l'instruction de cet incident criminel se feroit par l'Official N°. II. d'Alet, jusqu'à Sentence définitive exclusivement : ensuite de quoi l'Official décerna main mise, parce qu'ils n'avoient pas satisfait au décret d'ajournement personnel, & ensuite prise de corps.

## XXXIII. FAUSSETÉ.

Ils se plaignent encore que le décret de prise de corps a été aussi tenu secret & sans signification ; qu'il n'étoit que sauf si dans trois jours les parties ne comparoissent ; & que quand le Doyen a été emprisonné, on étoit encore dans les trois jours. Des trois parties de cette plainte, la première est puérile, puisqu'en la manière de procéder dans le ressort du Parlement de Toulouse, on ne signifie que les décrets de main mise, & non pas les prises de corps : & les deux autres sont détruites par les pièces mêmes qui sont rapportées dans l'Arrêt du Conseil, qu'il a fait imprimer au bout de cette Réponse. Car on peut voir par le vu des pièces page 68. que ce n'est point le décret de prise de corps, mais celui de main mise, qui porte trois jours, & qui est énoncé en ces termes : *Ordonnance de l'Official d'Alet, portant que le dit Sieur de l'Estant satisfera au décret d'ajournement personnel contre lui décerné par le dit Official dans trois jours, autrement qu'il seroit usé de main mise, du 22. Février 1664.* D'où il s'ensuit qu'il est très-faux qu'on fût encore dans les trois jours quand il a été emprisonné ; puis-que ces trois jours ont couru depuis le 22. Février, ensuite de quoi il s'est passé plusieurs jours avant le décret de prise de corps, en vertu duquel il a été emprisonné le 18. Mars.

## XXXIV. FAUSSETÉ.

Ils exagèrent, comme une circonstance de cette prison tout-à-fait étrange, en la page 11. & 48, qu'on a refusé à M. de l'Estant, père la consolation de voir son fils même une seule fois. Et cependant cela n'est point vrai. Car on lui permit de le voir, & il le vit pendant plus de deux heures. De sorte que cette dureté n'est pas moins fautive que ce qu'il ose dire encore, qu'on lui a refusé les *aliments nécessaires* ; au lieu qu'il est certain qu'à la détention près, on l'a toujours traité comme M. l'Evêque d'Alet.

Pour exagérer les vexations qu'ils disent avoir souffertes, ils se plaignent en la page 20, d'un retranchement entier & absolu de tous leurs revenus temporels: ce qui est très-faux, comme on l'a déjà montré dans l'Avertissement, M. le Doyen ayant toujours tiré librement tout le revenu de son Doyenné; c'est-à-dire 700 écus au moins, & n'ayant perdu que la présence, qui vaut environ 100 écus; ce qui est distribué *inter presentes*, par la Bulle de sécularisation.

Sur ce qu'on a dit au Sieur Doyen qu'il ne s'en doit prendre qu'à lui-même de ce qu'il a été près de trois mois en prison, puisqu'il ne tenoit qu'à lui de se mettre en liberté dès le lendemain, en reconnaissant la juridiction de la Cour ecclésiastique d'Alet, il ne peut pas nier que cela ne fût ainsi; mais il répond seulement que cette excuse est mauvaise, parce que c'étoit là son principal grief. Et c'est en cela même que son opiniâtreté a été plus déraisonnable, de ce qu'il a mis son principal grief en une fantaisie sans raison. Car n'étant ni privilégié, ni exempt, quel prétexte pouvoit-il avoir de ne pas reconnaître la juridiction de son Evêque, au moins pour une simple addition? Et quel inconvénient pour lui y avoit-il à la reconnaître comme il y étoit obligé, puisqu'il sortoit de prison en le faisant, & qu'il lui étoit permis de se pourvoir au Métropolitain, & par degrés au Pape, sur tous les sujets de plainte qu'il s'imaginoit avoir de ce qui avoit été fait contre lui par l'Official d'Alet?

Voilà quelles sont les faussetés dont ils se servent pour décrier la procédure de cet emprisonnement. Mais quoique des cinq questions qui sont traitées dans la deuxième partie de l'Avertissement, il y en ait une entière, savoir la quatrième, pour faire voir qu'on y a été forcé, & que le Doyen lui-même par sa mauvaise conduite a jeté le Promoteur dans cette nécessité, ils ont dissimulé à leur ordinaire ce point important, parce qu'ils ont désespéré d'y pouvoir rien répliquer qui pût satisfaire des personnes raisonnables. Il seroit inutile de répéter ici ce qui a été dit sur ce sujet dans cette quatrième question

pag. 84. mais on supplie les Juges d'y faire l'attention que mérite un VI. C. examen d'où dépend entièrement la décision du point du procès qui N°. II. regarde l'emprisonnement de M. le Doyen.

## F A U S S E T É S

*Touchant l'Arrêt du Parlement de Grenoble, & autres sujets.*

## XXXVIII. F A U S S E T É.

Quoiqu'on les ait convaincus de fausseté sur ce qu'ils avoient assuré dans leurs Ecritures, que c'étoit M. l'Evêque d'Alet qui les avoit traduits au Parlement de Grenoble, ils ne laissent pas de soutenir la même chose dans leur Réponse imprimée, avec encore plus de hardiesse. Car ils prétendent page 10. que M. le Doyen n'a porté les plaintes de son emprisonnement qu'au Parlement de Toulouse & à M. l'Evêque d'Albi. Mais enfin, ajoutent-ils, M. l'Evêque d'Alet, & son Promoteur s'étant pourvus au Parlement de Grenoble, en conséquence d'une évocation générale sur les appellations comme d'abus, & fait intimier les Sieurs Doyen & Rives, il lui auroit enfin fait ouvrir les prisons pour se rendre en la Conciergerie du Parlement de Grenoble, pour satisfaire aux Arrêts de ce Parlement, qui y auroit pourvu de la sorte & qu'il auroit lui-même choisi. Il n'y eut jamais de mensonge plus grossier. Ce fut M. le Doyen lui-même qui présenta au Parlement de Grenoble le 27. Mai 1664. une Requête pleine de faux faits, & qui obtenoit sur cette Requête que les portes des prisons ecclésiastiques lui fussent ouvertes, & qu'il se remettroit incessamment dans celles de la Conciergerie de ce Parlement. Et cependant ils ne craignent point d'assurer que le Doyen n'est sorti de la prison d'Alet, que parce que M. d'Alet les ayant fait intimier au Parlement de Grenoble, lui auroit enfin fait ouvrir la prison ecclésiastique pour le faire transporter en une prison séculière.

## XXXIX. F A U S S E T É.

Sur ce que le Promoteur avoit été obligé de se plaindre au Conseil du Roi, avant & depuis l'Arrêt du Parlement de Grenoble, & de ce que Madame de Bressac sœur de M. le Président Pourroy, & M. Guillet son cousin germain, pourvu de la charge d'Avocat Général, & qui ont un grand nombre de parents dans ce Parlement, avoient

VI. CL. fait leur *fait propre* de la cause de M. le Doyen, à cause d'un procès de grande importance que cette Dame avoit à Toulouse contre son beau-frere, auquel M. Guillet étoit aussi fort inétreffé, & que M. de l'Eftang pere étoit des Juges de ce procès: il fut ordonné par deux Arrêts du Conseil, *qu'il seroit informé des parentés & fait propre*. Par où le Conseil préjugeoit que si ce *fait propre* étoit bien prouvé, on ne devoit point avoir d'égard à cet Arrêt du Parlement de Grenoble. Il est donc question de savoir si ce qu'on a fait en exécution de cet Arrêt du Conseil, doit persuader les personnes équitables, qu'il n'y avoit rien de mieux fondé que la plainte qu'on a faite de ce *fait propre*. Les Sieurs de l'Eftang & Rives n'ont garde d'en demeurer d'ac-

Voyez l'Add. dit. XVII. Fauffeté. cord, puisque même ils osent dire en la page 13. *Que le Promoteur n'a pas fait la moindre diligence pour informer de ce fait propre*. Et à la même page: *Point d'exécution de l'Arrêt au chef des informations des parentés & alliances & du fait propre*: ce qui est une étrange fausseté. Car le Promoteur fut lui-même à Grenoble pour faire cette enquête, & le procès verbal en très-bonne forme qu'il en a rapporté & qu'il a remis au Greffe (a), fait voir que le crédit des mêmes personnes qui avoient fait obtenir l'Arrêt du 21 Août, avoit empêché qu'aucun Sergent ait osé assigner les témoins, parce qu'on les avoit menacés de les maltraiter s'ils le faisoient. Est-ce là n'avoir pas fait la moindre diligence pour informer du *fait propre*: & n'est-ce pas au contraire l'avoir prouvé plus fortement qu'on n'auroit fait par une enquête? Car, comme on l'a déjà représenté dans L'ADDITION page 146, outre la vérité des sollicitations qui paroît assez par le procès verbal, il fait voir encore avec quelle chaleur on les a faites, puisque des Magistrats se sont pu porter par le mouvement de la même passion, à user de voies si indignes de leur qualité, pour empêcher par la terreur & par les menaces, qu'on ait pu procéder à une enquête juridique ordonnée par le Conseil.

#### XL. F A U S S E T É.

M. l'Evêque ayant jugé à propos pour des raisons importantes, & dont il n'a point à rendre compte aux Sieurs de l'Eftang & Rives, de faire les saintes Huiles le Jeudi Saint dernier dans l'Eglise Paroissiale d'Alet, il leur a plu de fonder sur cela cette fausseté: *Qu'il avoit*

(a) Ce Procès verbal est énoncé dans la vu des pieces de l'Arrêt du Conseil qu'ils ont fait imprimer ensuite de leur Réponse pag. 72.

est en interdit son Eglise Cathédrale quoique innocente; de qu'ils répètent VI. C. L. ent en deux endroits, en la page 15. & en la page 25. Nul interdit N. II. ne se fait sans un acte par écrit. Il faut donc qu'ils produisent l'acte que M. d'Alet a dû faire, s'il est vrai qu'il ait interdit son Eglise; ou que ne le pouvant produire parce que cette prétendue interdiction est une chimère, ils passent en ce point comme en tant d'autres pour le manifestes calomniateurs de leur Prélat.

## XLI. FAUSSETÉ.

On a douté si on releveroit une fausseté que les Sieurs de l'Estang & Rives ont avancée pour décrier dans l'estime des gens du monde, le Promoteur d'Alet & le Sieur Ragot son cousin germain, Chanoine de la Cathédrale. Comme elle n'est point de conséquence pour le procès, on n'en auroit point parlé si on n'avoit cru qu'elle servira à faire connoître quel est la qualité de leur esprit, & combien il est oppolé à celui de Jesus Christ; puisqu'étant Prêtres, & par conséquent plus obligés de ne point régler leurs sentimens par les maximes du siècle, ils reprochent à d'autres Prêtres, quoiqu'avec mensonge, comme une chose honteuse, ce que de vrais Chrétiens tiendroient à honneur.

Dans la nécessité qu'on a eue de justifier la conduite de M. l'Eveque d'Alet que l'on tâche de décrier par tant de divers moyens, après avoir représenté plus au long sa vigilance épiscopale, on a dit en un mot touchant le règlement de sa famille: *Que son train est tout-à-fait modeste & édifiant: qu'il n'a point de livrée; mais qu'il a quelques enfants de bonne famille qu'il élève dans la piété & l'humilité chrétienne, qui lui rendent dans cet esprit les services dont il ne se peut passer, & qu'il fait aussi instruire avec grand soin par un Ecclesiastique qui en a la charge.* La réflexion qu'ils font sur cela est également fautive & maligne. Ils disent page 9. que le Promoteur a fait cette remarque de dessein, pour relever la condition où lui & son cousin M. Jean Ragot, Chanoine de l'Eglise Cathédrale d'Alet, se sont vus autrefois réduits. Ils croient par-là les avoir bien humiliés, mais ils se trompent beaucoup. Ces Messieurs s'estimeroient heureux que cela eût été, & regarderoient comme une grace singulière que Dieu leur auroit faite d'avoir eu une si sainte éducation. Elisée n'a point été deshonoré pour avoir été serviteur d'Elie; & il n'y a qu'un esprit de Payen qui puisse trouver de la honte dans une condition que J. C. lui-même s'est attribuée, en nous assurant qu'il est venu pour servir & non pas pour

VI. C'EST ÊTRE SERVI. La seule servitude honteuse & indigne d'un Chrétien est N°. II. celle du péché : tout ce qui en éloigne est glorieux à un vrai fidele ; & comme ce peut être sans doute un grand avantage pour le salut d'être dans l'enfance dans une si sainte famille , si les Sieurs Ragot y avoient été, bien loin d'en rougir, ils s'en glorifieroient. C'est donc déjà un sujet de confusion aux Sieurs de l'Estang & Rives d'avoir fait un tel reproche, mais c'en est un autre de ce qu'il est faux. Car M. Ragot le Chanoine étoit déjà Bénéficiaire de Rheims lorsqu'il fut trouver M. d'Alet, y étant attiré par l'odeur de sa piété ; & le Promoteur étoit Prêtre, & avoit eu des emplois considérables en d'autres Diocèses. De sorte que le dessein qu'on a eu de les piquer est doublement vain ; parce qu'on en a pris pour sujet, ce qui est tout-à-fait éloigné de la vérité, & ce qui ne les auroit point piqués quand il seroit véritable.

#### CONCLUSION.

Il est difficile de n'être pas surpris de voir ensemble tant de fautes. Il ne semble pas que cela pût humainement arriver, & que des personnes qu'on avoit déjà convaincus d'en avoir tant avancé, pussent avoir si peu de crainte des hommes, s'ils n'étoient pas touchés de celle de Dieu ; que de s'y engager encore davantage dans une manière de se défendre si honteuse & si indigne de gens d'honneur. Mais c'est un des plus terribles jugements de Dieu, & dont il punit dans la plus grande colere ceux qui combattent la vérité ; que de les abandonner à l'esprit d'erreur & de mensonge : quoiqu'il le fasse quelquefois par miséricorde, en permettant que ceux qui mettent leur confiance en ces armes de ténèbres soient couverts d'une telle confusion, que Dieu accomplit en eux, par une grâce singulière, cette parole du Prophete Roi : *Imple facies eorum ignominia, & quærent nomen tuum, Domine.*

C'est la meilleure priere que l'on puisse faire pour les Sieurs de l'Estang & Rives : & on y sera encore plus porté quand on aura vu dans la seconde partie de cette Replique les égarements & les erreurs où ils se sont engagés dans les moyens de Droit dont ils ont tâché de soutenir leur mauvaise cause.



## SECONDE PARTIE

*Touchant les moyens de Droit.*

Puisque les Sieurs de l'Etang & Rives ont réduit tout ce qu'ils VI. CL. avoient à dire touchant les moyens de Droit à deux questions ; l'une N°. II. qui regarde la validité de leur excommunication ; & l'autre, les absolutions à cautele ; on veut bien les suivre dans cette division, & réduire aussi tout à ces deux points.

### PREMIER POINT.

*De la validité de la Sentence, qui a déclaré excommuniés les Sieurs de l'Etang & Rives.*

#### §. I. Du vrai état de la question.

Qui ne feroit instruit de cette affaire que par les Ecrits des Sieurs de l'Etang & Rives, il feroit impossible qu'il y comprit rien ni dans le fait ni dans le droit. Car ils ont eu un soin merveilleux de tout brouiller & de ne proposer jamais aucune question qu'environnée de tant de fausses circonstances qu'on ne pourroit jamais en décider aucune dans la vérité ; à s'en tenir à ce qu'ils en proposent.

C'est pourquoi avant que de représenter ce qui est véritablement en question, il est nécessaire de remarquer ce qui n'y est pas, & ce qu'ils ont voulu faire croire fausement y être.

1°. Ils font trois ou quatre sortes d'excommunications qu'ils supposent avoir été décernées contre eux. Et tout cela est chimérique, comme on a montré dans la première partie de cette *Replique*, *Faussetés* 19. 20. 21. 22. 23. Car il s'y agit uniquement au regard de l'excommunication, de celle que l'Official d'Alet leur a déclaré qu'ils avoient encourue, selon les Canons de l'Eglise, pour avoir transporté une cause purement ecclésiastique au Tribunal séculier.

2°. Les Requêtes par lesquelles ils ont fait ce transport de Jurisdiction contenant plusieurs chefs, dont l'un étoit certainement de la

*Ecrits sur la Discipline. Tome XXXVI.* G g

VI. CL. Jurisdiction ecclésiastique, & d'autres pouvoient être de la séculière ;  
 N°. II. ils supposent faussement qu'on a compris tous ces chefs comme faisant partie de ce transport de Jurisdiction, ce qu'on a fait voir encore dans la premiere partie de cette Replique, Fausseté dix-neuvieme, être un déguisement artificieux & plein de malice, pour ôter aux Juges la véritable connoissance de ce différent.

Mais on les supplie de voir ce qu'on en a dit dans la seconde partie de l'Avertissement du Promoteur, question seconde ; & on ne doute point qu'ils ne reconnoissent que tout ce que l'on doit considérer sur ce point, est compris en abrégé dans ces paroles.

“ Il s'agit du droit d'opiner dans des matieres ecclésiastiques, ce  
 „ qui est tellement ecclésiastique, que cela est même attaché aux Cha-  
 „ noines qui sont dans les Ordres sacrés privativement aux autres. La  
 „ cause est donc entre personnes ecclésiastiques sans aucune difficulté.  
 „ Il n'y a aussi rien de séculier mêlé en cela. Il ne s'agit point de pos-  
 „ sessions & d'héritages. Il n'est question que de savoir si on ravira à  
 „ des Chanoines le droit qu'ils ont par l'Eglise & non par les Prin-  
 „ ces, de considérer devant Dieu les Ordonnances de leur Evêque, &  
 „ de ne s'y pas opposer lorsqu'ils les trouvent justes & saintes. Un  
 „ Prêtre est assez injuste pour les vouloir contraindre à s'y opposer ;  
 „ car c'est sa prétention, puisqu'il veut qu'ils souffrent qu'il s'y oppose  
 „ au nom du corps dont ils font la plus grande partie. Et parce qu'ils  
 „ ne consentent pas à une si grande injustice, il s'adresse à des Ju-  
 „ ges séculiers pour les y forcer, & par une flatterie criminelle, il  
 „ ose dire qu'il n'y a que des Juges séculiers qui soient *compétents* pour  
 „ cela. Si ce n'est pas là violer les Canons, qui défendent de trans-  
 „ porter aux séculiers la Jurisdiction de l'Eglise, quand est-ce qu'on  
 „ les violera ; sur-tout quand on a été jusqu'à cet excès que de faire  
 „ un crime à des Prêtres devant ces mêmes Juges séculiers, de ce qu'ils  
 „ n'ont pas trahi aussi-tôt les intérêts de leur caractère en se soumet-  
 „ tant à ce joug, & qu'on a demandé contr'eux pour ce sujet un  
 „ décret d'ajournement personnel ” ?

Voilà uniquement ce qui les a fait déclarer excommuniés : & ils le reconnoissent assez, en ce qu'ils n'ont osé ouvrir la bouche pour combattre ce qui est dit en cet endroit. Et ainsi on ne doit regarder que comme des effets de leur mauvaise foi, tout ce qu'ils répètent sans cesse, d'un rétablissement d'Officiers destitués ; d'une réintégration & restitution des fruits ; des appels simples & comme d'abus ; de la signature du Formulaire, comme étant entré dans les causes de cette excommunication, de laquelle il s'agit en ce procès.

*§. 2. De la brouillerie que les Sieurs de l'Eftang & Rives ont affectée en traitant ce point de l'excommunication, afin de ne se pas expliquer nettement sur la question générale.*

VI. C<sup>e</sup>  
N<sup>o</sup>. II.

Quoique les Sieurs de l'Eftang & Rives aient renfermé dans une seule question tout ce qui regarde l'excommunication qu'ils ont encourue pour avoir transporté la Jurisdiction de l'Eglise à des Juges séculiers, il est certain néanmoins que cette question en comprend deux. La première générale; si c'est une cause légitime de déclarer un Ecclésiastique excommunié, d'avoir transporté à des Juges séculiers la Jurisdiction de l'Eglise dans une cause purement ecclésiastique? La seconde particulière; si les Sieurs de l'Eftang & Rives se sont en effet rendus coupables de ce transport de la Jurisdiction de l'Eglise, qui est puni de l'excommunication par les Canons? Et c'est ainsi qu'on les a divisées dans la seconde partie de l'Avertissement du Promoteur.

Mais ils n'ont eu garde de suivre la même voie, parce qu'ils eussent été obligés de s'expliquer nettement sur la question générale, ce qu'ils n'osoient faire, y trouvant des précipices de tous côtés.

Car s'ils avoient pris la hardiesse de nier ouvertement ce qu'on y a établi par tant de Canons, & principalement par ceux des Conciles de France de presque tous les siècles, qu'on ne peut, sans encourir les Censures de l'Eglise, porter aux Juges séculiers ce qui est de la Jurisdiction Ecclésiastique, ils se seroient déclarés ennemis de l'Eglise, & par cela même ils n'auroient que trop fait voir qu'ils auroient bien mérité d'être frappés de ses anathèmes.

Et si au contraire ils étoient demeurés d'accord de la proposition générale, que nul Catholique ne peut contester, ils craignoient avec raison qu'il ne leur fût impossible de faire voir dans l'hypothèse particulière, qu'ils n'avoient pas fait ce qui est si sévèrement puni de tant de Canons.

Ils ont donc mieux aimé demeurer dans la confusion, afin de se sauver tantôt par l'un & tantôt par l'autre, soutenant quelquefois qu'ils n'ont point transporté la Jurisdiction de l'Eglise, & insinuant d'autres fois assez clairement, que quand ils l'auroient fait, l'Eglise n'auroit pas pu pour cela les frapper de ses Censures.

VI. CL.  
N°. II.

§. 3. *Hérésie que les Sieurs de l'Eftang & Rives ont avancée pour montrer qu'ils n'ont pu être excommuniés, à cause du transport de la Jurisdiction ecclésiastique.*

Et en effet, à considérer leurs principales preuves, il est visible qu'ils ont mis le fort de leur cause dans cette prétention schismatique, que l'Eglise ne peut excommunier ceux qui transportent la Jurisdiction à des séculiers. Mais c'est ce qu'ils n'ont pu établir qu'en se jettant en des erreurs, & même en des hérésies manifestes. Car peut-on appeler autrement qu'une hérésie, ce qu'ils avancent en la page 21. *Que la Justice souveraine du Roi est la source de l'une & de l'autre Jurisdiction, spirituelle & temporelle?* C'est le principe qui a fait le schisme d'Angleterre, C'est sur cela que les Anglois ont fait un même Chef de l'Etat & de l'Eglise, & qu'ils ont même donné cette qualité à une femme: & c'en est aussi une suite nécessaire. Car si la Justice souveraine du Roi étoit la source de la Jurisdiction spirituelle, aussi-bien que de la temporelle, ce seroit donc du Roi que les Evêques tiendroient leur Jurisdiction spirituelle; & ainsi, non seulement il seroit Pape au regard de tous les Evêques de son Royaume, mais encore plus que Pape, puisque selon la véritable doctrine de l'Antiquité que l'Eglise Gallicane a particulièrement conservée, ce n'est point du Pape, mais de Jesus Christ même que les Evêques tiennent leur Jurisdiction.

Et c'est ici où l'on peut voir que les Sieurs de l'Eftang & Rives n'ont aucun principe certain, mais se laissent aller à toutes sortes de sentiments, pourvu qu'ils les croient favorables à leur mauvaise cause. Car au lieu qu'en cet endroit, pour s'exempter du reproche qu'on leur a fait d'avoir transporté la Jurisdiction ecclésiastique à des séculiers, ils se sont portés jusqu'à cet excès que de soutenir qu'on ne peut pécher en cela, quand on s'adresse à la Justice souveraine du Roi, parce que *c'est la source, à ce qu'ils prétendent, de l'une & de l'autre Jurisdiction, spirituelle & temporelle*; au contraire, en un autre endroit ayant à relever le pouvoir de M. d'Albi délégué du Pape, ils s'engagent dans les opinions des Ultramontains censurées par la Sorbonne, en soutenant en la page 9 & 28. *Que le souverain Pontife est la source de toute la puissance & Jurisdiction spirituelle & ecclésiastique.* Et en la page 26. *Qu'on ne doit pas juger de la validité des Actes émanés de la Puissance souveraine ecclésiastique, qui juge tout le monde chrétien, & n'est jugée de personne.* Par où ils renversent les trois plus grands fondements des libertés de l'Eglise Gallicane: l'un, que les Evêques tiennent leur puissance &

leur Jurisdiction immédiatement de Jesus Christ l'autre, qu'il n'y a point. VI. C<sup>l</sup>. dans l'Eglise de Puissance tellement souveraine, qu'elle ne puisse être N<sup>o</sup>. II. jugée par les Conciles généraux; & le dernier, que les Evêques ont droit de juger si les Actes émanés de cette puissance sont conformes à l'Ecriture, à la Tradition & aux Canons.

§. 4. *Autre erreur sur le même sujet.*

Une autre erreur qu'ils établissent encore en la même page 21, pour montrer que le transport de la Jurisdiction ecclésiastique n'a pu être un juste sujet de les déclarer excommuniés, est *que les Parlements sont les seuls Juges des réglemens & de la police extérieure de l'Eglise.* Ils ne disent pas seulement que les Parlements peuvent quelquefois être Juges de ces matieres, ou par les appels comme d'abus, qui sont des remèdes extraordinaires à des persécutions injustes; ou par la tolérance de l'Eglise, qui a souffert depuis quelques siècles, que de certaines matieres, qui régulièrement devroient être jugées par les Prélats de l'Eglise, le soient par les Parlements; mais ils affectent de telle sorte la connoissance de ces choses aux Magistrats séculiers, qu'ils veulent *qu'ils en soient les seuls Juges*: ce qui est une erreur visible & insupportable, qui ne peut avoir de fondement que dans l'hérésie de certains hérétiques de ces derniers temps, qui ont ôté toute Jurisdiction à l'Eglise, & tout pouvoir de faire des loix, ne lui ayant laissé que celui d'annoncer la parole de Dieu, & d'administrer les Sacrements. Mais il n'y a rien de plus manifestement contraire à l'Ecriture Sainte que cette erreur, puisque le premier Concile assemblé par les Apôtres a fait des loix pour régler la police extérieure de l'Eglise Chrétienne, & que c'est de-là que tous les autres Conciles se sont mis en possession de la même autorité, presque tous leurs Canons n'étant autre chose que des réglemens touchant cette même police extérieure de l'Eglise.

Il faut donc que la cause de ces deux excommuniés soit bien déplorable, puisqu'ils ne la peuvent défendre qu'en se précipitant en de tels abîmes, & en s'engageant de soutenir une maxime aussi visiblement hérétique, qu'est celle de dire *que les Parlements sont les seuls Juges des réglemens & de la police extérieure de l'Eglise.*

§. 5. *Mépris schismatique des Canons de l'Eglise.*

Les deux erreurs précédentes où les Sieurs de l'Estant & Rives ont été obligés de se jeter, sont assez voir qu'ils mettent le fort de

VI. CL. leur cause, non pas à montrer qu'ils n'ont point transporté la juridiction ecclésiastique à des Séculiers ; mais dans cette prétention erronée, qu'il leur a été libre de le faire sans qu'ils aient pu encourir pour ce sujet aucune Censure de l'Eglise. Mais voici ce qui le montre encore davantage.

Car n'ayant pas daigné répondre un seul mot à tous les Canons qui ont été rapportés dans la première Question de la seconde Partie de l'Avertissement du Promoteur, lorsqu'ils traitent ce premier point, ils s'avisent en un autre endroit, savoir en la page 44, de s'objecter le Décret du Concile provincial de Narbonne, & l'Ordonnance synodale du Diocèse d'Alet ; & ils répondent, non pas en niant qu'ils n'aient fait ce qui est défendu par ces Ordonnances synodiques ; mais en prétendant qu'ils n'ont point été obligés d'y avoir égard, comme étant de nulle valeur & de nulle autorité. *La première excommunication, disent-ils, ne peut avoir eu d'autre fondement que la Bulle IN CENA DOMINI, qui soumet à l'excommunication ceux qui se pourvoient dans les Jurisdictions séculières & royales, laquelle n'est point reçue en France ; quoique l'on en ait allégué une autre cause, fondée sur un prétendu Décret du Concile provincial de Narbonne, & une Ordonnance synodale du Diocèse d'Alet, qui n'ont autre principe ni autre fondement que le règlement de cette Bulle publiée IN CENA DOMINI.* Ils soutiennent donc clairement & nettement, que comme ils ne l'ont point soumis à la Bulle *in cœna Domini*, qui n'est pas reçue en France, ils n'ont point aussi été obligés d'observer ce qui est porté dans le Concile provincial de Narbonne de l'an 1609, ni le règlement conforme à ce Concile qui en a été fait dans leur propre Diocèse. Ainsi pour mieux connoître à quoi ils prétendent n'être pas obligés, il est important de représenter encore ici les propres paroles de ce Décret du Concile de Narbonne.

*Les gens d'Eglise, dit ce Concile au Chapitre quarante-deuxième, ne comparoîtront devant aucun Juge séculier pour plaider leurs causes, si elles sont personnelles ou des affaires ecclésiastiques, la juridiction desquelles appartient au Juge spirituel, si ce n'est pour demander leur renvoi par devant leur Supérieur. Que si on la leur refuse, ils appelleront à leur Juge compétent, n'obéissant au commandement de ce Juge séculier à peine d'excommunication, laquelle encourent de fait les auteurs ecclésiastiques ou Laïques. Et voici encore ce que portent les Ordonnances synodales du Diocèse d'Alet n°. 32. Conformément au Décret du dernier Concile de cette Province touchant la juridiction ecclésiastique, nous défendons à toutes personnes tant ecclésiastiques que laïques, de*

*recourir aux Juges séculiers pour les causes purement ecclésiastiques, sur VI. CL. peine d'excommunication qu'ils encourent par le seul fait.* N°. II.

Ainsi la question, selon eux-mêmes, est réduite non pas à savoir s'ils ont violé ces Ordonnances, mais à savoir s'ils ont pu les violer impunément. C'est ce qu'ils soutiennent, en ne donnant non plus d'autorité à ce Concile de leur Province canoniquement assemblé, confirmé par le S. Siege & publié par toute la Province, qu'à la Bulle *in Cœna Domini*, qui n'est pas reçue en France. Ils ne se mettent pas en peine de prouver (ce qui en effet leur seroit impossible) *qu'ils n'ont pas eu recours à des Juges séculiers pour une cause purement ecclésiastique* (ce qui leur est défendu par ce Concile sous peine d'excommunication) mais ils croient avoir droit de se moquer de la défense de ce Concile, comme n'ayant *d'autre principe ni d'autre fondement que la Bulle IN CœNA DOMINI*.

Cette hardiesse seroit plus supportable, si on la pouvoit attribuer à une simple ignorance des Canons de l'Eglise. Mais étant impossible qu'ils les aient ignorés, après qu'on en a cité un si grand nombre dans la première Question de la seconde Partie de l'Avertissement du Promoteur, & qu'on a vu à la tête de tous les Canons tirés presque tous des Conciles de l'Eglise Gallicane, un Décret exprès de l'un des plus grands & de plus célèbres de tous les Conciles qui aient été assemblés dans l'Eglise de Jesus Christ, qui est celui de Calcédoine, le plus nombreux de ces quatre que les Papes dans leur profession de foi ont protesté de recevoir comme les quatre Evangeliques, il n'y a QU'UN ESPRIT de schisme & de révolte contre l'Eglise qui ait pu rejeter si insolemment le Décret du Concile de Narbonne, qui n'est qu'un simple renouvellement de tant de Canons que les Papes ont dit tant de fois avoir été formés par le Saint Esprit, & consacrés par la vénération de tout l'univers : *Spiritu Dei conditos, & totius mundi reverentiâ consecratos*.

#### §. 6. Conséquence erronée d'une maxime mal entendue.

Ils font encore paroître le même dessein de combattre tous les Canons de l'Eglise qui ont menacé de Censures ceux qui transporteroient sa juridiction à des Séculiers, par cette maxime erronée qu'ils proposent généralement en marge de la page 22. *Que Juges & parties ne peuvent être excommuniés pour avoir fait ou demandé justice.* Car si cela est, comme tous ceux qui s'adressent à des Juges ne le font, à ce qu'ils prétendent, que pour demander justice, il sera donc

VI. Cl. permis à tout Ecclésiastique de s'adresser par requête à des Juges séculiers pour quelque cause purement ecclésiastique que ce puisse être, sans se mettre en peine des Canons qui le défendent sous peine d'excommunication; puisqu'il n'aura qu'à dire *qu'il l'a fait pour demander justice*, & que, selon la nouvelle Jurisprudence de ces deux EXCOMMUNIÉS, *Juges & Parties ne peuvent être excommuniés pour avoir fait ou demandé justice*. Mais il est important de considérer le fondement qu'ils prennent pour établir cette erreur, parce qu'elle n'est fondée que sur une maxime qui n'est vraie qu'en un sens, selon lequel elle ne leur sert de rien, & qui est fausse dans un autre sens, selon lequel seul elle leur pourroit servir de quelque chose.

*Si les Magistrats, disent-ils, & les Officiers du Roi ne sont point sujets aux excommunications & autres Censures ecclésiastiques, quand ils se réduisent dans les fonctions ordinaires de leurs charges, dont nous avons les preuves dans le recueil de celles des libertés de l'Eglise Gallicane au Chapitre cinquieme, aussi les Parties, pour se pourvoir en la Justice royale, ou ordinaire ou souveraine, ne peuvent ou ne doivent être soumis aux Censures ecclésiastiques ni aux excommunications.*

Il y a une équivoque dans ces paroles *Que les Juges ne sont point sujets aux Censures de l'Eglise, quand ils se réduisent dans les fonctions ordinaires de leurs charges*. Car si par les fonctions ordinaires de leurs charges, on entend ce qu'ils peuvent faire avec équité & justice, il est bien certain qu'on ne les peut pas alors excommunier, puisqu'on ne le peut faire que pour quelque crime.

Si on entend aussi ce qu'ils sont en possession de faire depuis long-temps, quoique peut-être on pût douter que ce fût avec justice, ce seroit aussi agir contre l'esprit de l'Eglise que d'user contre eux de Censures dans ces rencontres; parce que n'étant pas persuadés qu'ils fassent mal, les Censures ne feroient que les irriter, & employant l'autorité qu'ils possèdent contre celle de l'Eglise pour maintenir leur sentiment, il n'en pourroit arriver que de la confusion & du trouble.

Et c'est à quoi se réduit tout ce qu'on voit sur ce sujet dans les preuves des libertés de l'Eglise Gallicane; tout cela consistant en des Edits ou des Arrêts qui déclarent abusives les Censures décernées contre les Officiers du Roi dans les cas de conflit de juridiction, comme dans le procès fait à un Clerc surpris en crime sans habit clérical, ou à un Prêtre pour un cas énorme & exécration.

Mais si on entendoit généralement, que quoi que fassent les Juges en tant que Juges, soit justement, soit injustement, dans les matie-



les mêmes: ou ils seroient notoirement incompetents & encore que VI. CL.  
leurs excès fussent tout à fait manifestes & incapables de pouvoir N. III  
être excusés par aucune possession ou coutume, c'est une proposition  
insoutenable, qu'ils ne pussent jamais alors être excommuniés.

Mais ce qui a donné sujet à quelques personnes de les exempter,  
ce semble, généralement des Excommunications & des Censures, est  
qu'ils ont considérés les Excommunications selon les effets que plu-  
sieurs Canonistes leur donnoient ordinairement; qui est, que des Ju-  
ges excommuniés ne pouvoient plus faire aucunes fonctions de Juges,  
parce que personne ne devoit plus avoir de communication avec  
eux, même pour les choses temporelles & civiles. Or il est certain  
que les Rois ont pu empêcher que leurs Magistrats ne fussent excommu-  
niés: en prenant l'excommunication en ce sens & lui donnant cet  
effet: car l'autorité de l'Eglise étant spirituelle & n'ayant de pouvoir  
que sur les âmes, elle n'a pas de droit d'ôter aux Magistrats une  
puissance temporelle qu'ils ne tiennent que des Rois; encore moins  
d'ôter aux Rois mêmes leur puissance royale, qu'ils ne tiennent que  
de Dieu.

M. du Puy, dans ses notes sur les libertés de l'Eglise Gallicane de  
M. Pitou, a fort bien su reconnaître le véritable pouvoir de l'Eglise  
dans les Censures, & les séparer des abus qu'on y avoit introduits  
au préjudice de l'autorité séculière: car voici ce qu'il dit sur le quin-  
zieme Article de ces Libertés, „ L'on ne nie pas que les Rois & les  
„ Puissances séculières ne soient sujettes aux Puissances de l'Eglise;  
„ mais en la sorte qu'on en usoit anciennement & durant les pre-  
„ miers siècles de l'Eglise. Car ils faisoient distinction, & très-bien,  
„ entre la sujétion de la personne des Rois, & la sujétion de leur  
„ puissance. Ils disoient que Jesus Christ a ordonné que toutes per-  
„ sonnes quoique éminentes, fussent sujettes à leur ministère, mais non  
„ pas leur puissance. . . . L'exemple de l'Empereur Théodose est  
„ excellent pour cela. Saint Ambroise en usa si bien & avec tant  
„ de modération, qu'il a rendu la mémoire de son action mémora-  
„ ble à la postérité. Saint Ambroise fermant la porte de l'Eglise à l'Em-  
„ pereur ne laissa pas de prêcher l'obéissance qu'on lui devoit. Il  
„ obéissoit à ses Loix & à ses Officiers. L'Empereur ne sentit au-  
„ cune diminution en sa puissance; il étoit obéi par tout son Empire  
„ comme s'il n'en étoit point failli. L'on voit en ce fait la pratique de  
„ la primitive Eglise. Cette pureté, cette charité s'est du tout chan-  
„ gée. . . . On a enseigné aux peuples que les Rois n'étoient plus  
„ Rois après l'excommunication. On n'a pas permis, mais on a per-

VI. Cl. „ furés, aux peuples, de ne les plus reconnoître; qu'il leur étoit per-  
 N°. II „ mis d'en élire d'autres: & le mal a été si avant, qu'ils ont écrit  
 „ qu'il étoit permis de les tuer. . . . L'on ne doit trouver étrange  
 „ après cela si nous soutenons que nos Rois ne peuvent être excom-  
 „ munies, PUISQUE L'ON EN VIENT A DE SI DAMNABLES CONSÉ-  
 „ QUENCES.”

C'est ainsi que les plus grands défenseurs de l'autorité royale, comme Guillaume Barclai, ont raisonné sur le sujet de ces excommunications; demeurant d'accord que si on renferme l'excommunication dans ses vraies bornes, & qu'on la regarde comme une peine purement spirituelle, il est indubitable que tous les Chrétiens en qualité d'enfants de l'Eglise y peuvent être sujets; quoiqu'il soit vrai qu'en la considérant même de cette sorte, on n'en doit user, selon la règle de Saint Augustin, qu'avec beaucoup de modération & de prudence envers des personnes qui en pourroient entraîner plusieurs autres dans la séparation & dans le schisme, s'ils se portoit plutôt par les Censures de l'Eglise à s'irriter qu'à se corriger, comme il est souvent à craindre.

Tout cela fait voir qu'il n'y a rien de plus mal fondé que l'imagination qu'ont eue les Sieurs de l'Estant & Rives que cette maxime mal entendue, qu'on ne peut excommunier les Officiers du Roi, leur pouvoit servir à se soustraire de la puissance des Clefs de l'Eglise, en faisant impunément & sans avoir sujet de craindre aucune Censure, ce qui est défendu par tant de Canons sous peine d'excommunication. Car 1°. cette maxime, que les Juges ne peuvent être excommuniés, à besoin d'explication, & n'est pas vraie généralement lorsqu'on en demeure à l'effet spirituel de l'excommunication sans l'étendre à des effets temporels, dans lesquels ils ne dépendent que du Roi & non de l'Eglise.

2°. Les raisons de prudence qui font que l'Eglise doit être fort réservée à excommunier ceux qui sont en autorité pour éviter les divisions & les schismes, n'ayant point de lieu au regard des particuliers, ces derniers sont très-mal fondés de la vouloir contraindre d'user envers eux de la même conduite dont elle juge à propos d'user envers les premiers.

3°. De cette maxime mal appliquée & étendue des Juges aux parties, il s'ensuivroit nécessairement qu'il ne pourroit jamais y avoir de transport de la Jurisdiction Ecclésiastique; & ainsi l'on se moqueroit des Conciles & des Canons de l'Eglise, & on les rendroit tout-à-fait illusoires.

4°. L'Eglise a toujours pris un soin plus particulier de la conduite VI. CII.  
des Ecclésiastiques, que de celle des Laïques. Et comme les mêmes N°. II.  
péchés sont plus grands en ceux qui sont obligés à une plus grande  
sainteté, elle a été plus exacte à réprimer par ses Censures les dé-  
sordres & les vices de ses Ministres que ceux des séculiers. Et ainsi  
c'est une conséquence tout-à-fait déraisonnable de vouloir que l'Egli-  
se n'ait pas pu déclarer excommuniés deux Prêtres qui ont transporté  
sa juridiction contre la défense de tant de Canons, parce qu'elle  
laisse au jugement de Dieu & de leur conscience, les Juges sécu-  
liers auxquels ils se sont adressés.

5°. Et enfin des Magistrats Laïques qui ne sont pas si obligés que  
des Ecclésiastiques ni de savoir les Canons, ni de maintenir les droits  
de l'Eglise, sont plus excusables s'ils écoutent ceux qui leur portent  
des affaires purement ecclésiastiques. Mais des Prêtres sont tout-à-fait  
inexcusables de violer les Canons qui le leur défendent, & de trahir  
les intérêts de leur caractère sans aucun prétexte d'oppression, mais  
voulant au contraire opprimer les autres. C'est pourquoi quelque pri-  
vilege qu'on donne aux Juges, on n'en peut rien conclure en faveur  
de ces lâches déserteurs de leur Sainte Mère, pour les mettre à cou-  
vert de ses foudres, & ils peuvent bien en être frappés sans préju-  
dice de ce que disent ici les Sieurs de l'Etang & Rives, & qui est  
très-véritable, qu'ils ne doivent être lancés que sur des têtes criminelles.

S. 7. *Application sans jugement d'une histoire de S. Louis à la  
contestation présente.*

Il faut bien manquer de preuves & de raisons pour en aller cher-  
cher dans des histoires qui n'ont aucun rapport à la contestation  
présente, & dont on ne peut rien tirer par induction qui ne soit  
entièrement contraire à ceux qui les alleguent. C'est ce que font les  
Sieurs de l'Etang & Rives, en débitant avec grande pompe comme  
une piece fort convaincante, ce que Joinville rapporte du Roi S.  
Louis. *Que les Prélats de France lui ayant un jour fait plainte de ce  
que l'on ne déferoit pas assez aux excommunications, & que l'on négli-  
geoit d'en rechercher l'absolution, priant le bon Roi d'enjoindre à ses  
Officiers de contraindre ses sujets soumis à l'excommunication d'en  
impêtrer le relâchement & l'absolution de l'Eglise; il leur fit répon-  
se, qu'il le feroit volontiers à l'égard des personnes qui lui paroi-  
troient valablement excommuniés, & avec juste cause, & qu'on trou-  
veroit tortionnaires à l'Eglise & à son Prême.* Sur quoi ces Prélats

A son pro-  
chain.

VI. Ce ayant répliqué, qu'il n'appartient pas aux Officiers du Roi d'examiner les  
 N<sup>o</sup>. II causes des excommunications, qui doivent être réservées à l'examen du  
 for intérieur & pénitenciel, il leur répondit qu'il ne la feroit point  
 qu'à cette condition, & que ce seroit contre Dieu & raison qu'il fit  
 contraindre à se faire absoudre ceux, à qui les Clercs auroient fait tort.  
 & qu'ils ne fussent puis en leur bon droit; leur rapportant ce qui s'é-  
 toit passé à l'égard du Comte de Bretagne, qui tout excommunié qu'il  
 étoit par les Prélats de sa Province, avoit plaidé contre eux pendant sept  
 ans par devant le Pape, auquel il avoit fait voir l'injustice de l'excom-  
 munication & la justice de ses prétentions, pour raison de quoi il les  
 auroit condamnés à lui en faire réparation, dont les Prélats de France  
 demeurèrent satisfaits.

S'ils n'ont rapporté cette histoire que pour montrer qu'il peut y  
 avoir des excommunications injustes, c'est bien inutilement, puisque  
 jamais le Promoteur n'a nié une chose qui n'est que trop certaine.  
 Mais on ne leur fera pas ce tort de leur attribuer d'avoir voulu con-  
 clure de-là que leur excommunication est injuste, parce qu'il y en  
 peut avoir d'injustes. Les premiers principes du sens commun ne souff-  
 rent pas que l'on raisonne de la sorte. Que s'ils en ont voulu tirer  
 cette conséquence, que des Magistrats Séculiers peuvent quelquefois  
 connoître des causes de l'excommunication, ce seroit encore en vain,  
 puisque l'on ne leur a pas contesté que selon l'usage reçu dans ce  
 Royaume, ils n'en pussent quelquefois connoître par appel comme d'a-  
 bus. Et néanmoins cela même ne se peut pas prouver par cette histoire :  
 car S. Louis ne prétendit point que ses Officiers devoient connoître  
 des causes de l'excommunication quand les excommuniés se plain-  
 droient à eux; mais il refusa seulement d'employer la puissance royale  
 contre les excommuniés, pour les contraindre à se faire absoudre dans  
 l'an, en réparant le tort qu'on leur imputoit, qu'il ne fût s'ils avoient  
 été valablement excommuniés. Mais dans les deux points capitaux de  
 cette affaire on ne peut rien tirer de cette histoire, qui ne soit entière-  
 ment opposé aux prétentions des Sieurs de l'Étang & Rives.

Le premier, qui est celui sur lequel ils l'ont allégué, regarde le trans-  
 port de la Jurisdiction ecclésiastique à des Juges séculiers. Or com-  
 ment pourroient-ils appuyer leur attentat contre l'Église par cet exem-  
 ple de S. Louis? Y trouvent-ils que ce saint Roi vouloit que l'on regar-  
 dât la Justice royale comme étant la source de l'une & l'autre jurisdiction,  
 spirituelle & temporelle? C'est le fondement hérétique qu'ils prennent  
 pour principe de leur justification. Mais on ne croit pas qu'ils aient  
 assez de hardiesse pour l'attribuer à S. Louis. Et il paroît bien au con-

traire par cette histoire, qu'il laissoit aux Juges Ecclésiastiques la con- VI. CL.  
noissance des affaires qui étoient de leur juridiction, puisqu'il ne se N°. II.  
mêla point du procès du Comté de Bretagne son vassal contre les Evê-  
ques de sa Province, & qu'il le laissa juger au Pape sans en prendre  
connoissance.

Le second chef du procès consiste à savoir, si des Juges séculiers, sans connoissance de cause & n'entendant qu'une partie, peuvent ordonner qu'un excommunié se fera absoudre à *cantete* par tel Evêque que bon lui semblera; & si l'on doit croire qu'une absolution obtenue de cette sorte le rétablisse dans toutes ses fonctions. Or que fait cette histoire pour appuyer une prétention si préjudiciable à l'ordre de la Hiérarchie, & si pernicieuse à l'Eglise, quoiqu'ils l'y emploient aussi en la page 40? On y peut au contraire remarquer deux choses qui la ruinent entièrement.

La première est que ce Comte de Bretagne, demeura sept ans excommunié pendant qu'il plaidoit contre les Evêques de sa Province. Or de là il s'ensuit, ou que les absolutions à *cantete* ne s'accordoient pas alors avec cette facilité *indiscrette*, avec laquelle on voudroit qu'elles s'accordassent aujourd'hui, puisque autrement un si grand Prince n'auroit pas manqué d'obtenir une chose qu'il auroit pu obtenir si facilement, & qui lui auroit été si avantageuse; ou plutôt que ces sortes d'absolutions, qui étoient certainement en usage dès ce temps-là, ne donnant que le pouvoir de contester en Justice, on ne laissoit pas de tenir pour excommuniés ceux qui les avoient obtenues; & que c'est ce qui fait dire à S. Louis que ce Comte ayant plaidé sept ans *tout excommunié* contre les Evêques de Bretagne, avoit enfin gagné sa cause.

La seconde chose qui fait bien voir que c'est un abus à des Laïques de faire donner sans connoissance de cause des absolutions à *cantete*, qui rétablissent au même état que si on n'avoit point été excommunié, est le refus que fit S. Louis d'employer l'autorité séculière pour obliger les excommuniés à se faire absoudre dans l'an, sans avoir pris connoissance de la validité ou de l'invalidité de l'excommunication. Car il est indubitable que dans le doute on doit plutôt présumer en faveur des jugements de l'Eglise que contre ses jugements: & par conséquent il doit être plus permis d'agir sans connoissance de cause en les confirmant qu'en les anéantissant. Et cependant ce grand Prince ne crut pas qu'il pût agir sans connoissance de cause en faveur des Prélats, & en appuyant leurs excommunications. Il auroit donc encore été bien plus éloigné de croire que des Juges séculiers pussent anéantir par provision toutes les censures de l'Eglise par des absolutions à *cantete*

VI. CL. qu'ils feroient donner par tel Evêque que bon leur sembleroit sans avoir  
 N°. II. pris aucune connoissance juridique de la justice ou de l'injustice de ces Censures.

§. 8. *Arrêt allégué tout-à-fait hors de propos.*

Si l'on a fait voir qu'il y a peu de jugement dans l'application d'une histoire de S. Louis à la contestation présente, il est aisé de montrer qu'il y en a encore moins dans le rapport qu'ils font d'un Arrêt de 1316 pour prouver qu'ils n'ont pas dû être excommuniés pour avoir transporté la Jurisdiction de l'Eglise. Car c'est le sujet de la premiere question qu'ils traitent en cet endroit. Or que fait à cela un Arrêt du Parlement de Paris contre l'Official d'Auch, qui avoit interdit tout un village pour une violence faite au Curé? Et ce qui fait bien voir combien cela est éloigné de cette premiere question, est qu'ils ont mis à la marge de la page 24, qu'ils alleguent cet Arrêt *pour montrer que les Parlements peuvent juger de la validité des excommunications par la voie d'abus* : ce qui n'est point du tout le sujet du différent.

Mais de plus, il n'est point question dans cet Arrêt d'une excommunication, mais d'un *interdit local*, comme eux-mêmes le reconnoissent. Or il y a grande différence entre l'une & l'autre : l'excommunication étant de soi-même beaucoup plus favorable que l'interdit, parce que ç'a toujours été l'usage de l'Eglise, d'user de Censures personnelles pour maintenir la Discipline ecclésiastique ; au lieu que les interdits des lieux entiers étoient inconnus dans l'Antiquité, & ont quelque chose de dur, en ce que la punition qu'on y exerce en interdisant le service divin dans un lieu entier, tombe sur les innocents aussi-bien que sur les coupables. Et c'est sur cela qu'étoit fondé cet Arrêt contre l'Official d'Auch, comme M. Charles du Moulin le témoigne dans les paroles qu'ils en citent, puisqu'il remarque qu'il est d'autant plus considérable qu'il a été rendu avant la Pragmatique Sanction & avant le Concile de Basle : *De interdictis leviter non ponendis*, ce qui ne s'entend que des interdits locaux.

§. 9. *Deux Décrets du Concile de Basle, qui sont répétés dans la Pragmatique & le Concordat, fort impertinemment objectés.*

„ Mais certes, ajoutent-ils, peut-on aujourd'hui & après les ré-  
 „ glements si utiles, & si salutaires du Concile de Basle, & de la  
 „ Pragmatique Sanction : *De excommunicatis non vitandis*, & de inter-

„ *dictis leviter & indifferenter non ponendis*, répétés dans le Concordat VI. Cl.  
 „ sous les mêmes rubriques, douter que le Roi ou ses Juges souve- N°. II  
 „ rains n'aient pas la liberté toute entière, à l'exemple du Roi Saint-  
 „ Louis, d'examiner les causes & les motifs des excommunications,  
 „ au mépris desquels Décrets si utiles & si salutaires, introduits par  
 „ l'un de nos Conciles François, & qui fait partie des Libertés de  
 „ l'Eglise Gallicane, l'on a interdit tout commerce & spirituel &  
 „ temporel aux Sieurs Doyen & Syndic par un excès de rigueur  
 „ extrême. Et pour leur faire garder, pour ainsi dire, leur ban &  
 „ leur proscription, l'on a tenu le Doyen prisonnier en vive Géole,  
 „ & en maison privée dans le Palais Episcopal pendant trois mois,  
 „ contre tous les ordres publics”.

Il est difficile de comprendre à quel dessein les Sieurs de l'Estrang & Rives alleguent ces deux Décrets du Concile de Basle ( qu'ils appellent assez peu judicieusement un de nos Conciles François, puisque c'est le dégrader en quelque sorte que de le rendre de général qu'il a été, particulier à une Nation. ) Mais il est aisé de montrer que c'est tout-à-fait hors de propos, à quoi que ce soit qu'ils les appliquent.

Car premièrement il ne s'agit point de savoir si le Roi & ses Juges ont la liberté toute entière d'examiner les causes & les motifs des excommunications, quand on a recours à eux par appel comme d'abus en cas d'oppression. Et on a déjà fait voir dans la première partie de cette Replique, Fausseté 21, que c'est une imposture grossière d'avoir feint qu'ils ont été excommuniés, pour avoir appelé comme d'abus des Censures décernées contr'eux.

2°. Il n'y a rien de plus chimérique que de dire comme ils font, qu'après ces Décrets du Concile de Basle : *De excommunicatis non vitandis*, & *de interdictis leviter & indifferenter non ponendis*, on ne peut douter que le Roi ou ses Juges souverains n'aient pas la liberté toute entière d'examiner les causes & les motifs des excommunications; puisque s'ils ont cette liberté en cas d'oppression, ce n'est point en vertu de ces Décrets, qui n'en parlent en aucune sorte, ni le Roi, ni les Magistrats n'y étant pas seulement nommés.

3°. C'est une autre illusion, ou plutôt une calomnie manifeste, de dire que M. d'Alet ou ses Officiers aient rien fait au mépris de ces Décrets si utiles & si salutaires. Et la preuve qu'ils apportent de cette accusation est d'une part une fausseté, & de l'autre une équivoque ridicule. L'équivoque consiste en ce qu'ayant vu dans le titre de l'un de ces Décrets le mot d'*interdit*, de *interdictis leviter non ponendis*, ils ont cru avoir bien prouvé qu'on a violé des Décrets si salutaires; parce

VI. C<sup>l</sup>. disent-ils, qu'on a interdit tout commerce spirituel & temporel aux Sieurs N<sup>rs</sup> H<sup>s</sup> de l'Étang & Rivas. Mais c'est une ignorance grossière, s'ils n'ont pas su que le mot d'*interdictum* dans le titre de ce Décret n'est pris que pour un *interdit local*, & qu'ainsi tout ce qui est défendu, est que les Evêques ne se portent point légèrement, & sans avoir des causes très-importantes, à soumettre à l'interdit, qui est une cessation du Service divin, toute une Paroisse, ou toute une ville, ou toute une Province; parce qu'il s'étoit glissé beaucoup d'abus avant le Concile de Basle dans l'indiscrette facilité avec laquelle on se portoit à ces interdicts.

Mais il y a de la fausseté mêlée dans le fait, en ce qu'ils disent qu'on leur a interdit tout commerce & spirituel & temporel. Car ils ne sauroient montrer qu'on leur ait interdit aucun commerce que le spirituel, essentiellement annexé à l'excommunication, quand elle est publiquement dénoncée.

4°. Que s'ils prétendent que cela même est contraire à cet autre Décret du même Concile & de la Pragmatique Sanction : *De excommunicatis non vitandis*, ils feront paroître une autre ignorance non moins honteuse que la première. Car il est expressément marqué dans ce Décret, que les excommuniés avec lesquels le Concile permet la communication, ne sont que ceux qui pourroient être tombés dans les Censures de l'Eglise pour avoir fait des choses qui sont défendues sous peine d'excommunication, *ipso facto*, mais qui ne sont pas nommément excommuniés, parce que l'Eglise ne les a pas frappés en particulier d'anathème, ou qu'elle n'a pas déclaré, en les marquant par leur nom, qu'ils ont encouru l'excommunication portée par les Canons. De sorte que c'est une erreur manifeste d'étendre à ces derniers ce qui n'est dit que des premiers, comme il se voit clairement par les termes du Décret (a) : & ainsi c'est sans aucun jugement que les Sieurs de l'Étang

(a) Statuimus insuper, quòd ad vitandum scandala & multa pericula, subveniendamque conscientiarum timoratis, quòd nemo deinceps à communicatione, alicujus in Sacramento:um administratione vel receptione aut aliis quibuscumque divinis vel extra, prætèxtu cujuscumque sententiæ aut censuræ ecclesiasticæ, seu suspensionis aut prohibitionis ab homine vel à jure generaliter promulgatæ, teneatur abstinere: vel aliquem vitare, vel interdictum ecclesiasticum observare: nisi sententia, prohibitio, suspensio vel censura hujusmodi fuerit, vel contra personam, Collegium, Universitatem, Ecclesiam, vel locum certum aut certam à Judice publicatam, vel denunciata specialiter & expresse: aut si aliquem ita notoriè in excommunicationis sententiam constiterit incidisse, quòd nulla possit tergiversatione celari, aut aliquo juris suffragio excusari; cum à communicatione illius abstinere volumus, juxta Canonicas Sanctiones. Per hoc tamen hujusmodi excommunicatos, suspensos, interdictos seu prohibitos non intendimus in aliquo relevare, nec eis quomodolibet suffragari. Concilium Basl. & Concord.



L'Eſtang & Rives alleguent ce Décret en leur faveur, & qu'ils préten- VI. Cl.  
dent qu'on l'a violé, ſoit en les déclarant excommuniés, ſoit en leur N°. II.  
interdiſant les fonctions de leurs Ordres, ſoit en faiſant éviter leur  
communion dans les choſes ſaintes; puisqu'ils peuvent bien apporter  
des raiſons frivoles pour montrer qu'ils n'ont pas dû être excommu-  
niés, mais qu'ils ne peuvent pas nier qu'ils n'aient été nommément &  
publiquement déclarés tels, & par conſéquent hors du nombre de ceux  
dont le Concile de Baſle permet de ne pas éviter la communion.

5°. *La vive géole*, dans laquelle ils ſe plaignent hors de propos qu'on  
a détenu le Sieur Doyen, a auſſi peu de rapport à ces deux Décrets  
du Concile de Baſle, qu'au Décret des Apôtres, de ne point manger  
de viandes étouffées. De ſorte que ç'auroit été auſſi pertinemment rai-  
ſonner de dire, que le Concile de Jeruſalem ayant défendu de man-  
ger du ſang, on n'a pas laiſſé au mépris d'une déſenſe ſi ſalutaire de  
détenir le Doyen d'Alet *prifonnier en vive géole*, que de dire comme ils  
font, que ceux qui l'ont empriſonné, parce qu'étant nommément ex-  
communié il ne laiſſoit pas de faire les fonctions de ſes Ordres, l'ont  
fait au mépris des Décrets ſi utiles & ſi ſalutaires par leſquels le Con-  
cile de Baſle a déclaré qu'on n'étoit pas obligé de fuir la converſation  
de ceux qui ne ſeroient pas nommément excommuniés, ou qu'on ne  
devoit pas ſe porter légèrement à interdire toute une Paroiſſe, ou toute  
une ville.

§. 10. *Lieu commun, qu'on ne doit point excommunier légèrement,  
très-mal appliqué en cette rencontre.*

Ils finiſſent par un lieu commun, qu'on ne doit point excommu-  
nier légèrement. Il n'y a rien de plus vrai. Mais le mal eſt qu'ils ne ſau-  
roient appliquer cette maxime générale à leur affaire particulière, ſans  
ſ'élever au deſſus de tous les Canons, & prendre à partie tous les grands  
Evêques de l'Antiquité, qui ont jugé que c'étoit une juſte cauſe de  
frapper des Cenſures de l'Egliſe ceux qui ſeroient ce qu'ont fait les  
Sieurs de l'Eſtang & Rives. Car l'Official d'Alet ne les a point excom-  
muniés par ſon propre Jugement; mais ſur un fait notoire, ſur des  
Requêtes préſentées à des Juges ſéculiers, pour ravir à des Prêtres  
un droit purement eccléſiaſtique, & les contraindre de ſouffrir qu'on  
s'oppoſât, au nom d'un Corps dont ils faiſoient la plus grande partie;  
aux Ordonnances de leur Evêque: il a déclaré juridiquement que, ſelon  
les Canons des Conciles & en particulier du dernier de Narbonne,  
qu'on ne peut nier avoir force de loi dans la Province, ceux qui

VI. CL. avoient fait cette injure à l'Eglise avoient encouru l'excommunication.  
N°. II.

C'est ce qu'on avoit déjà représenté dans la première & seconde question de la seconde partie de l'Avertissement du Promoteur, & c'est à quoi les Sieurs de l'Estang & Rives devoient satisfaire comme ils s'y étoient engagés par leur Réponse. On vient de voir tout ce qu'ils ont pu trouver pour cela, car on a rapporté fidèlement toutes leurs raisons, & on se persuade que toutes les personnes intelligentes jugeront qu'il n'y a rien de plus capable de convaincre de la justice de leur excommunication que les vains efforts qu'ils ont faits pour la faire paroître injuste.

Car ils n'ont pu implorer pour cela que le mensonge, l'erreur & l'impertinence. Le mensonge, en obscurcissant le vrai motif de leur excommunication par le mélange de plusieurs autres sujets, pour lesquels ils ont feint malicieusement & contre toute vérité, qu'on les avoit excommuniés.

L'erreur, en se jettant dans des principes hérétiques & schismatiques & tout-à-fait injurieux à la piété des Rois Chrétiens & Catholiques, qui ne doivent pas souffrir une flatterie aussi criminelle qu'est celle de ces deux Prêtres qui leur veulent faire croire, que leur *Justice Royale est la source de l'une & l'autre Jurisdiction, spirituelle & temporelle.*

L'impertinence, en alléguant un exemple du Roi Saint Louis, un Arrêt du Parlement de Paris, & deux Décrets du Concile de Basle & du Concordat, qui sont aussi propres à justifier qu'ils n'ont pas été valablement excommuniés, qu'à prouver qu'il n'est pas jour en plein midi.

§. XI. *Qu'ils ont condamné eux-mêmes tous leurs faux principes par le reproche qu'ils font au Promoteur, de s'être rendu coupable d'un véritable transport de Jurisdiction, en ce qu'il a défendu dans son Avertissement les Ordonnances de Visite de M. d'Alet.*

Avant que de finir ce premier point, il est important de remarquer la contradiction tout-à-fait étrange, où sont tombés les Sieurs de l'Estang & Rives, sur le sujet du transport de Jurisdiction, pour lequel ils ont été déclarés excommuniés. Car Dieu a permis, que se laissant emporter à une passion aveugle de charger le Promoteur de reproches imaginaires, ils aient renversé eux-mêmes tous les faux principes qu'ils avoient pris pour fondement de leur justification, & qu'ils aient fourni un nouveau moyen de les convaincre du crime qu'ils s'efforçoient

le pallier en voulant faire retomber ce même crime sur un autre. Et VI. Cl.  
voici le sujet qu'ils en ont pris. N°. II.

Ils n'ont présenté aucune requête ni aucune écriture au Conseil du Roi, qu'ils n'y aient parlé d'une manière très-injurieuse des Ordonnances de Visite de M. l'Evêque d'Alet. C'est sur cela qu'ils traitent plus outrageusement ce Prélat, jusqu'à l'accuser d'avoir fait, par l'un des articles de ces Ordonnances, *que la Confession n'est plus qu'une bourrellerie des moines*, & à lui imputer d'en vouloir abolir l'usage, quoiqu'on doive à ce Sacrement tout ce qui reste de piété chrétienne. Ils ont aussi produit au Procès les griefs qu'ils ont prétendu avoir trouvés dans ces Ordonnances sur la consulation d'un Avocat de Toulouse.

Il auroit donc fallu que le Promoteur eût abandonné l'honneur de son Evêque, si indignement traité, s'il n'eût entrepris la défense de ses Ordonnances, contre des accusations si préjudiciables à sa réputation. Et c'est ce qui l'a obligé de faire voir dans la deuxième Partie de son Avertissement, que tous ces prétendus griefs n'ont de fondement que dans l'ignorance ou l'aveuglement de ces injustes calomniateurs.

Et en effet, il a tellement ruiné toutes ces basses chicaneries, qu'ils n'ont plus osé les soutenir. Mais pour couvrir la honte d'un silence auquel ils n'ont été réduits que par la force de la vérité, ils s'avisent maintenant de dire, que ce n'est pas le lieu de parler de ces Ordonnances, & qu'on ne pourroit entrer dans cet examen au Conseil du Roi, sans un véritable transport de juridiction.

„C'est bien inutilement, disent ils en la page 43, que le Promoteur, en la deuxième Partie de son prétendu Avertissement s'engage dans une cinquième question, pour savoir s'il y a de véritables griefs dans les Ordonnances de Visite de M. l'Evêque d'Alet. Car les Sieurs Doyen & Syndic s'étant pourvus, par l'ordre du Chapitre, pour raison de ces griefs des Ordonnances de Visite par appel simple au Métropolitain, & de lui successivement au Pape, qui auroit député M. l'Evêque d'Albi pour juger ces appellations, C'EST FAIRE UN VERITABLE TRANSPORT DE LA JURISDICTION QUE D'ENTRER DANS CET EXAMEN AU CONSEIL DU ROI; pour raison de quoi le Promoteur devroit bien plutôt être sujet à l'excommunication que les Sieurs Doyen & Syndic, qu'il y veut soumettre injustement, pour s'être pourvus par devant leur juge naturel, lorsque le Promoteur n'en veut reconnoître aucun, ni ecclésiastique, ni séculier, ni ordinaire, ni souverain.”

VI. CL. Avant que d'examiner le fond de ce reproche, il est bon d'en re-  
N°. II. présenter les faussetés & les contradictions.

1°. Après avoir dit qu'ils ont appelé des Ordonnances de Visite au Métropolitain, & de lui au Pape, on ne peut entendre que l'un ou l'autre, quand ils ajoutent, qu'on les a excommuniés, *pour s'être pourvus par devant leur Juge naturel*, comme si leur appel simple, au Métropolitain & au Pape, avoit été la cause de leur excommunication: ce qui est une horrible calomnie, comme on l'a déjà fait voir dans la premiere Partie de cette Replique, vingtieme *Fausseté*.

2°. Il n'y a pas de sens commun, de reprocher à une personne, d'avoir encouru l'excommunication, pour avoir fait le Conseil du Roi juge des matieres purement ecclésiastiques, & l'accuser en même temps & dans la même période, *de ne reconnoître aucun Juge, ni Ecclésiastique, ni Séculier, ni Ordinaire, ni Souverain*.

3°. Mais l'un & l'autre est également faux & calomnieux; puisque, d'une part, le Promoteur n'a jamais refusé de reconnoître ses véritables Juges selon la nature de chaque matiere; & que de l'autre, il n'a parlé dans son Avertissement des Ordonnances de Visite de M. d'Alet, que pour repousser les calomnies des Sieurs de l'Estang & Rives, & non pour engager le Conseil du Roi d'en connoître, comme il paroît par ses Conclusions qui n'en parlent en aucune sorte.

4°. Et enfin, il y a encore une autre contradiction dans ce reproche. Car ils supposent, en la page 20, *qu'ils ont appelé comme d'abus de ces Ordonnances de Visite de M. d'Alet*. Or si cela est, ce sont eux qui en ont porté l'examen à des Juges séculiers: & ainsi la connoissance en a pu être dévolue au Conseil du Roi, puisqu'eux-mêmes prient Sa Majesté, en la page 43, de juger des appels comme d'abus qui sont intervenus dans cette affaire.

Il n'y avoit donc aucun lieu de faire ce reproche au Promoteur, d'avoir transporté la juridiction de l'Eglise, en faisant entrer le Conseil dans l'examen de ces Ordonnances: mais Dieu a permis qu'ils s'y soient portés, pour les convaincre eux-mêmes de la fausseté des principes dans lesquels ils avoient mis le fort de leur cause. Car, après avoir prétendu qu'il n'y avoit point de transport de Jurisdiction quand on s'adressoit à la Justice souveraine du Roi en tout ce qui regarde les réglemens & la police extérieure de l'Eglise, ils soutiennent tout le contraire en cet endroit, ayant même mis à la marge, comme une chose fort considérable: *Griefs des Ordonnances de Visite, comme purement Ecclésiastiques, ne doivent être traités en cette Instance, sans tomber par le Promoteur dans le blâme du transport de*

la Jurisdiction dont il accuse, quoique sans sujet, les Sieurs Doyen & VI. CL. Syndic. N°. II.

On peut donc tomber dans le blâme du transport de la Jurisdiction, en s'adressant à la Justice souveraine du Roi, contre ce qu'ils avoient prétendu auparavant.

Il y a donc des Réglements touchant la police extérieure de l'Eglise (tels que sont les Ordonnances de Visite de M. d'Alet) qui sont *purement Ecclésiastiques*, & qui ne peuvent être traités devant des Juges séculiers, sans tomber dans le blâme du transport de la Jurisdiction, contre l'erreur qu'ils avoient avancée, que les Parlements étoient les *seuls Juges de la police extérieure de l'Eglise*.

C'est donc, selon eux, un véritable transport de la Jurisdiction, de faire entrer le Conseil du Roi dans l'examen de réglemens purement ecclésiastiques, quoiqu'ils regardent la police extérieure de l'Eglise : ce qui est bien opposé à ce fondement capital de leur justification ; qu'on peut s'adresser aux Parlements pour tout ce qui regarde la police de l'Eglise, parce que *la Justice Royale est la source de l'une & l'autre Jurisdiction, spirituelle, & temporelle*.

On peut donc craindre l'excommunication quand on transporte en cette manière la jurisdiction de l'Eglise, puisque le Promoteur, à ce qu'ils disent, *y devoit être sujet*, pour avoir, à ce qu'ils supposent fausement, fait entrer le Conseil du Roi dans l'examen des griefs des Ordonnances de Visite de M. l'Evêque d'Alet.

Voilà de quelle sorte la vérité se fait reconnoître par ses ennemis mêmes, selon cette belle parole de S. Augustin : *O violentia veritatis, quæ suos non in carne sed in corde torquet inimicos, ut eam confiteantur inviti !* Ainsi tous les principes d'erreur sur lesquels ils avoient établi le fort de leur cause étant détruits par eux-mêmes, il doit demeurer pour constant que la Sentence qui les a déclarés excommuniés est très-juste & très-légitime ; & tout ce qui reste à voir est, si l'on peut dire, selon l'esprit & les regles de l'Eglise, que les absolutions à cautele qu'ils se vantent d'avoir obtenues, les ont rétablis dans le même état où ils étoient avant leur excommunication : ce qui est le sujet du second Point.

VI. CL.  
N°. II.

S E C O N D P O I N T.

*Des absolutions A CAUTELE, que les Sieurs de l'Eſtang & Rives diſent avoir obtenues, & qu'ils prétendent les avoir rétablis au même état où ils étoient avant qu'être excommuniés.*

§. 1. *Des trois absolutions que les Sieurs de l'Eſtang & Rives diſent avoir obtenues, & qu'ils n'ont pas la moindre couleur de ſe prévaloir de la ſeconde.*

Après avoir montré dans le premier Point, que les Sieurs de l'Eſtang & Rives n'ont pu trouver rien de ſolide, pour faire voir qu'ils n'ont pas été valablement & légitimement déclarés excommuniés, il ſ'enſuit qu'ils n'ont pu ſans un ſacrilege manifeſte, ſ'ingérer dans les fonctions de leurs Ordres, à moins qu'ils n'en aient reçu de l'Egliſe un nouveau pouvoir par une abſolution légitime.

Et c'eſt auſſi ce qu'ils prétendent, alléguant pour cela qu'ils ont été rétablis dans toutes leurs fonctions par trois différentes abſolutions à cautele.

La premiere, du Grand-Vicaire du Chapitre de Toulouſe, le Siege Archiépiſcopal vacant, en vertu d'un Arrêt du Parlement de cette ville-là.

La deuxième, de l'Official Métropolitain de Narbonne par devant qui ils avoient appellé de l'Ordonnance de M. l'Evêque d'Alet, contre cette prétendue abſolution du Grand-Vicaire de Toulouſe.

Et la troiſieme, de M. l'Evêque d'Albi, qu'ils prétendent avoir été délégué par le Saint Siege, pour connoître de cette excommunication : ce qu'on a fait voir être faux par des preuves convaincantes dans l'Avertiſſement du Promoteur (a).

Mais réſervant à d'autres endroits de montrer les nullités de la premiere & de la troiſieme, il n'y a rien de plus abſurde que de ſe prévaloir de la deuxième pour ce qui regarde leur rétablifſement dans les fonctions de leur Sacerdoce, puisſque le même Juge qui la leur a accordée, leur a juridiquement déclaré qu'il n'entendoit point qu'elle leur ſervit que pour avoir droit de conteſter en Juſtice, & qu'il leur défendoit de célébrer la Sainte Meſſe, ni de faire aucune fonction eccléſiaſtique ſur les peines de Droit, qu'autrement par lui n'en eût été ordonné.

(a) Avertiſſement I. Partie pag. 28. 33. 36. II. Part. pag. 88. Addition pag. 144.

Et il n'y a rien de plus ridicule, que de prétendre que l'Official de VI. Cl. Narbonne n'a pas pu faire cette déclaration, comme étant contraire à la sentence par laquelle il les avoit absous à *cautele*. Car puisqu'ils ont été eux-mêmes contraints d'avouer, en la page 38, que c'est au moins le sentiment de quelques personnes, que les absolutions à *cautele*, dans leur origine n'ont été introduites que pour donner la liberté & le droit aux personnes inquiétées, de se défendre en jugement : n'ayant aucune preuve que cet Official ne soit pas de ce sentiment, qui est certainement le plus conforme à l'esprit de l'Eglise, comment peuvent-ils dire qu'il y ait de la contrariété entre sa sentence, qui n'a dit autre chose sinon qu'il les absolvait à *cautele*, & sa déclaration qui a réstreint l'effet de cette absolution dans ses véritables bornes?

S'ils pouvoient donc prétendre avec quelque sorte de couleur avoir été rétablis dans les fonctions de leurs Ordres, ce ne pourroit être que par la premiere & la dernière de ces trois absolutions; c'est-à-dire, par celle du Grand Vicaire de Toulouse, & par celle de M. l'Eveque d'Albi. C'est donc à ces deux-là qu'il se faut uniquement arrêter, & voir s'ils ont satisfait aux preuves qu'on a déjà apportées pour montrer que ces prétendues absolutions n'ont pu les rétablir dans les fonctions de leur Sacerdoce, tant par la raison générale, que les absolutions à *cautele* n'ont point cet effet, que par les raisons particulières, qui ont fait voir que quand quelques-unes le pourroient, ce seroit renverser toute la discipline de l'Eglise que de l'attribuer à celles-ci, qui ont été données sans aucune autorité légitime, sans connoissance de cause, & sans aucune preuve que leur excommunication fût nulle.

§. 2. *Qu'ils ont dissimulé les plus fortes preuves, rapportées par le Promoteur contre leurs prétendues absolutions.*

Mais comment auroient-ils satisfait à tout ce qu'on a dit contre ces absolutions, puisqu'ils en ont dissimulé les plus fortes preuves, dans la peur qu'ils ont eue, que ceux qui les eussent lues dans leur Réponse, n'en fussent demeurés entièrement convaincus?

On a déjà dit que le Promoteur a ruiné l'avantage qu'ils pensent tirer de ces absolutions à *cautele*, par deux sortes de preuves; les unes générales, qui font voir que selon le vrai esprit de l'Eglise, elles ne doivent avoir pour effet que de donner droit à l'excommunié de contester en Justice: & les autres particulières, qui étoient encore plus décisives, & moins sujettes à réplique. Car sachant bien qu'il y a des Canonistes qui ont donné plus d'étendue à ces sortes d'absolutions,

VI. CL. & qui ont cru qu'elles rétablissent dans les fonctions sacrées par m-  
 N°. II. nière de provision, il a montré par ces Canonistes mêmes, que, pour  
 Avertissem. avoir cet effet, il étoit absolument nécessaire qu'elles eussent plusieurs  
 II. Part. P. conditions qui ont toutes manqué à ces deux absolutions *ad cautelam*,  
 86. que les Sieurs d'Estang & Rives prétendent avoir obtenues; & qu'ainsi,  
 selon l'opinion même de ces Auteurs, ils n'ont eu aucun droit de se  
 rétablir dans les fonctions de leurs Ordres.

Et descendant au particulier, il a fait voir que les conditions né-  
 cessaires pour rendre légitimes ces sortes d'absolutions, qui ont man-  
 qué à celles-là sont premièrement : Qu'elles soient données par une  
 personne qui en ait le pouvoir; ce qui ne convient qu'au Prélat  
 même qui a excommunié, ou à son Supérieur, soit par lui-même,  
 soit par son délégué. Secondement, qu'il y ait lieu de prétendre que  
 non seulement l'excommunication est injuste, mais qu'elle est nulle.  
 Troisièmement, qu'on marque en particulier les griefs qui la font ju-  
 ger nulle, & qu'on les prouve au moins de cette sorte de preuve qui  
 s'appelle *demi plein*.

Et après avoir montré les défauts essentiels de ces deux absolutions  
 au regard de tous ces points, il a conclu cette question par ces pa-  
 roles : „ Et ainsi, de quelque manière que l'on considère ces absolu-  
 „ tions *à cautele*, on ne peut excuser d'un sacrilège visible le procédé  
 „ des Sieurs de l'Estang & Rives, qui, s'étant engagés eux-mêmes dans  
 „ les liens de l'excommunication, ont osé s'ingérer non seulement à  
 „ participer au Sacrifice, mais à l'offrir eux-mêmes sans en être légi-  
 „ timement déliés. Car, selon le premier & le véritable sentiment  
 „ qu'on doit avoir de ces absolutions, leur crime est constant, puis-  
 „ qu'elles ne leur donnent droit que d'agir en Justice, & non point de  
 „ faire aucune fonction sacrée. Et selon l'autre sentiment, il n'est pas  
 „ excusable, puisqu'ils n'ont observé aucune des conditions que ces  
 „ Auteurs requièrent à ces absolutions pour être valides, n'ayant ob-  
 „ tenu celles dont ils se prévalent que de gens sans autorité & sans  
 „ pouvoir, qui leur ont accordé tout ce qu'ils ont voulu, sans au-  
 „ cune connoissance de cause, & sans avoir pris la moindre peine  
 „ d'examiner la validité ou l'invalidité de l'excommunication dont  
 „ ils se plaignoient : ce qui est un manifeste violement des Canons;  
 „ puisque lors même qu'ils ont permis de se plaindre d'une excom-  
 „ munication comme étant injuste, & d'en appeler au Supérieur, ce  
 „ n'a été qu'en ordonnant que toutes choses seroient examinées avec  
 „ grand soin, & que nul ne devoit avoir la présomption de commu-  
 „ niquer



., niquer avec celui qui avoit été excommunié , avant que sa cause VI. Cl.  
 .. eût été jugée. N°. II.

Il est donc clair qu'on a ruiné leurs prétentions touchant leur rétablissement dans les fonctions du Sacerdoce , par deux sortes de preuves : l'une , en montrant que ce n'est point là l'effet de ces sortes d'absolutions , selon l'esprit de l'Eglise : l'autre , en faisant voir que quand elles auroient cet effet , ce ne pourroit être , selon le sentiment même de ceux qui le leur attribuent , qu'étant accordées par celui qui auroit excommunié , ou par son Supérieur , ou son Délégué , avec connoissance de cause , & après avoir apporté des preuves , au moins *demi pleines* , de la nullité de l'excommunication.

Or que font ces Messieurs dans leur Réponse ? Ils ne traitent que le premier Point , de l'effet en général des absolutions à *cautele* , parce qu'ils ont trouvé plus de moyen de l'embrouiller. Mais , pour le second qui les détruit sans ressource , ils sont devenus des gens qui n'ont point d'oreilles pour entendre , parce qu'ils n'ont point trouvé de repartie dans leur bouche , selon la parole du Prophete.

§. 3. *Reproche mal fondé touchant le Commentateur  
 des Libertés de l'Eglise Gallicane.*

Cette honteuse dissimulation des plus fortes preuves du Promoteur , les a engagés à lui faire un reproche très-mal fondé , touchant les Notes de M. du Puy sur le Traité de M. Pithou , des Libertés de l'Eglise Gallicane.

*C'est bien hors de propos , disent-ils page 39 , que le Promoteur emploie pour sa défense , l'Auteur du Commentaire de M. Pierre Pithou sur les Libertés de l'Eglise Gallicane en l'article 36. pour en induire la restriction des absolutions à cautele à la seule faculté d'ester à droit , & de comparer en jugement.*

C'est agir de bien mauvaise foi , que de supposer qu'on s'est servi des paroles d'un Auteur pour prouver une chose , lorsqu'on s'en est servi pour en prouver une toute différente. Mais c'est par nécessité que les Sieurs de l'Étang & Rives en ont usé ainsi ; leur étant impossible de rien repliquer aux véritables conséquences qu'on a tirées de cet endroit des Notes de M. du Puy.

Car , quoiqu'on eût pu tirer avantage de ce qu'il enseigne : *Que les absolutions à cautele ont été anciennement ordonnées , pour donner moyen à ceux qui se vouloient pourvoir contre les Censures , de défendre*

*Ecrits sur la Discipline. Tome XXXVI.*

K k

VI. CL. leurs causes & d'ester en jugement, parce que, pendant qu'ils étoient excommuniés justement ou injustement, toute audience leur étoit déniée, néanmoins on ne l'a pas fait, parce qu'il paroît dans la suite étendre davantage l'effet de ces absolutions; mais on s'est uniquement arrêté à ce qu'il reconnoît, & par où même il commence son discours : *Que la forme d'absolutions à cautele, est une sorte d'accommodement, pour ôter toute occasion aux infirmes de mépriser les Censures & l'autorité des Prélats, & qu'autrement elle n'est pas nécessaire, pour ce qu'elle intervient sur des CENSURES INIQUES ET NULLES, QUI N'OBLIGENT POINT EN CONSCIENCE : & c'est un grand œuvre de charité, & méritoire, de donner une telle absolution, comme de foulager ceux qui sont vexés injustement.*

Ce n'est que sur cette confession, & sur un grand discours où il l'étend encore davantage, que l'on a conclu; qu'il n'y a rien de plus abusif que la prétention des Sieurs de l'Estang & Rives : ce que l'on a fait en ces termes :

Avertissem.  
II. Part. p.  
91. 92.

„ Voilà ce que le plus zélé Défenseur du pouvoir des Parlements a  
 „ pu trouver de plus favorable, pour autoriser le droit qu'ils s'attribuent, d'ordonner des absolutions à cautele. Il le fonde uniquement  
 „ sur l'obligation qu'ont les Rois & les Magistrats, de corriger l'abus,  
 „ & arrêter l'effet des Censures nulles & abusives; d'empêcher que les  
 „ Prélats n'abusent de leur puissance, & de recourir à l'Eglise pour  
 „ défaire ce que quelques-uns de ses Ministres auroient fait inconsidérément  
 „ contre la disposition de ses loix, & pour délier un lien qui ne lie  
 „ roit que superficiellement; parce que l'excommunication injuste & inique  
 „ ne lie ni n'oblige intérieurement l'excommunié, qui n'a pas besoin d'en  
 „ être absous dans le tribunal de la conscience. Et enfin il déclare, que  
 „ ce n'est point toucher aux Censures justes & légitimes, ni engendrer le  
 „ mépris des clefs, mais seulement protéger les innocents contre une oppression  
 „ manifeste, telle qu'est l'excommunication, quand on en use contre  
 „ ce que Dieu en a ordonné ”.

„ Or de-là il s'ensuit premièrement : Que si les absolutions à cautele  
 „ ne sont pas seulement pour donner droit de comparoître en justice,  
 „ mais aussi pour rétablir dans l'usage des choses saintes, & même  
 „ dans les fonctions sacerdotales, ce seroit un désordre horrible &  
 „ insoutenable, que des Magistrats séculiers ordonnassent qu'on les  
 „ donneroit à toutes sortes d'excommuniés sans connoissance de  
 „ cause, & sans juger en aucune sorte si l'excommunication a été  
 „ juste ou injuste. Car, puisque ceux qui sont les plus favorables aux  
 „ Parlements, reconnoissent qu'ils ne doivent user de ce moyen que

„ pour arrêter l'effet des Censures nulles & abusives , & non pour tou- VI. CL.  
 „ cher à celles qui sont justes & légitimes , il faut qu'ils soient persua- N°. II.  
 „ dés , qu'une Censure est nulle & contraire aux loix de l'Eglise , avant  
 „ que d'entreprendre d'en arrêter l'effet par ces sortes d'absolutions.  
 „ Or c'est ce qu'ils ne peuvent pas savoir quand ils n'examinent rien ;  
 „ & par conséquent on ne peut les ordonner sans examen , à tous  
 „ ceux généralement qu'on excommunie , & prétendre en même temps  
 „ qu'elles rétablissent dans la participation des choses saintes , sans  
 „ une visible oppression de l'Eglise , & sans avoir moins d'égard à la  
 „ puissance des clefs qu'elle a reçue de Jesus Christ , qu'au pouvoir  
 „ qu'ont les moindres Juges , de retenir en prison ceux qui sont  
 „ accusés de crimes , & qui manquent de satisfaire à leurs dettes.  
 „ Car il est bien certain que les Parlements ont plus de droit d'empê-  
 „ cher les emprisonnements injustes , que d'arrêter les Censures abusi-  
 „ ves ; cependant ils se condamneroient eux-mêmes d'une injustice  
 „ visible , si , sous prétexte qu'ils ne doivent pas souffrir qu'on emprisonne  
 „ injustement les sujets du Roi , ils élargissoient généralement ,  
 „ & sans connoissance de cause , tous ceux que les Magistrats subal-  
 „ ternes tiennent en prison , & aussi-bien ceux qui y seroient avec  
 „ justice , que ceux qui y seroient à tort. Qui ne voit donc que c'est un  
 „ abus incomparablement plus visible , d'anéantir sans discernement toutes  
 „ sortes d'excommunications , quelque justes qu'elles puissent être , par  
 „ des absolutions à *catele* , sous prétexte qu'on doit empêcher qu'on en  
 „ use contre ce que Dieu en a ordonné , à l'oppression des innocents ” ?  
 „ Il s'ensuit en second lieu , que les absolutions à *catele* que les  
 „ Sieurs de l'Estang & Rives ont obtenues d'un Grand Vicaire de Tou-  
 „ louse , & de M. l'Evêque d'Albi , ou ne sont point telles qu'ils aient  
 „ pu prétendre qu'elles leur donnoient droit de rentrer dans leurs  
 „ fonctions ; ou sont manifestement abusives , puisqu'ils se les ont fait  
 „ donner , sans apporter la moindre preuve qui ait dû raisonnablement  
 „ faire juger que leur excommunication étoit nulle , & qu'elle ne les  
 „ lioit que *superficiellement* , qui est le seul cas auquel on doit user de  
 „ ces sortes d'absolutions , par l'aveu de M. du Puy. ”  
 „ Il s'ensuit enfin que l'Arrêt du Parlement de Grenoble du 21  
 „ Août 1664 , qui , remettant après la S. Martin à juger de la vali-  
 „ dité ou de l'invalidité de l'excommunication des Sieurs de l'Estang  
 „ & Rives , les a rétablis par avance dans les fonctions de leurs  
 „ Ordres , se détruit manifestement , selon même les raisonnements  
 „ de M. du Puy , si avantageux aux Juges laïques. Car des Séculariers  
 „ qui avouent n'avoir pas encore examiné si une Censure est valide

VI. CL., ou invalide, & qui remettent à un autre temps à en juger, ne peu-  
 N°. II. „ vent pas dire, que, renvoyant au saint Autel des Prêtres excommu-  
 „ niés pour y offrir le Sacrifice, ils ne font qu'arrêter l'effet d'une Cen-  
 „ sure, & qui ne lie que superficiellement. Or c'est tout ce que peu-  
 „ vent les Séculariers, par l'aveu de ceux qui leur font les plus favo-  
 „ rables. Et par conséquent il n'y eut jamais d'Arrêt plus injurieux  
 „ à l'Eglise que celui-là, & qui ruine d'une manière plus grossière  
 „ son autorité divine ”.

Voilà ce que les Sieurs de l'Estang & Rives devoient réfuter pour  
 agir en gens d'honneur, & non pas supposer, par une imposture gros-  
 sière, *qu'on avoit employé ces Notes de M. du Puy, pour en induire la*  
*restriction des absolutions à cautele, à la seule faculté d'ester à droit, &*  
*de comparoir en jugement* : ce que le seul endroit où on les cite fait  
 voir être faux, puisque ce n'est que dans le deuxième Point de la troi-

Avertissem. sième question, dans lequel on entreprend de montrer les nullités des  
 II. Part. P. absolutions à cautele des Sieurs de l'Estang & Rives, quand même il  
 77. seroit vrai que ces sortes d'absolutions, étant légitimement données,  
 pourroient rétablir dans les fonctions des Ordres.

S. 4. *Que, pour donner plus de poids à leurs absolutions à cautele, ils*  
*supposent toujours faussement, qu'ils ont été excommuniés au préjudice*  
*de leur appel.*

Mais au moins, disent-ils au même endroit, *l'Auteur de ces Notes*  
*demeure d'accord, que, dans le cas des excommunications injustes, telles*  
*qu'il reconnoît être celles prononcées depuis, & au préjudice de l'appel*  
*(comme étoient celles prononcées contre les sieurs Doyen & Syndic) il*  
*suffit de la moindre absolution, QUALEM QUALEM ABSOLUTIONEM, selon*  
*le sentiment de M. Cujas, sur le Chapitre Ad præsentiam ib. de Appell.*

Ils disent trois choses dans cette Réponse. La première, que dans  
 le cas des excommunications injustes, il suffit de la moindre absolution.

La seconde, que les excommunications décernées depuis, & au  
 préjudice de l'appel, sont de ce nombre.

La troisième, que la leur est telle, n'ayant été excommuniés, à ce  
 qu'ils prétendent, qu'au préjudice de leur appel.

Mais, sans s'arrêter aux deux premières, il suffit, pour leur rendre  
 inutiles ces maximes générales, de leur soutenir, que la troisième est  
 une fausseté manifeste, étant tout-à-fait contraire à la vérité, comme  
 on l'a déjà montré dans la première Partie de cette Replique, *Faussetés*

24. & 25. qu'ils n'aient été déclarés excommuniés qu'après en VI. Cl. avoir appelé, & au préjudice de leur appel. N°. II.

Et cependant tout ce qu'ils ont allégué du Droit canonique, pour défendre leurs absolutions à *cautele*, n'a de fondement que dans ce mensonge tant de fois ruiné.

Ils citent, page 27, le Chapitre *Capitulum sanctæ crucis : de rescriptis*. Et c'est, comme ils le déclarent eux-mêmes, pour établir cette règle : *Que les excommunications étant fulminées au préjudice des appellations, l'absolution en doit être plus facilement & plus constamment accordée.*

Ils citent le Chap. *Veniens 38 ; de testibus*. Et c'est pour montrer (ce sont leurs paroles) que l'excommunication, au préjudice de l'appel, ne vaut.

Ils citent, page 28, le Chapitre, *ad præsentiam de appel.* où il est dit (c'est la réflexion qu'ils y font eux-mêmes) que l'excommunication étant prononcée, *post appellationem interpositam*, & celui qui avoit été excommunié depuis, & au préjudice de l'appel, ayant fait quelques fonctions, qu'il n'en peut, ni n'en doit être excommunié.

Ils alleguent, page 29, M. Cujas sur ce même Chapitre. Et c'est aussi pour lui faire conclure, qu'à l'égard des excommunications prononcées depuis, & au préjudice de l'appel, il ne faut pas des absolutions si autorisées.

Ils citent en la même page, deux Chapitres, *De sententia excommunicationis*, au Sexte, pour montrer, disent-ils, que les Papes Innocent VI & Boniface VIII en font des décisions générales, que les sentences d'excommunication, rendues au préjudice de l'appel, ne sont pas valables, & que les absolutions à *cautele* & indéfinies en sont d'exécution absolue & indéfinie.

Ils disent, que la glose du Chapitre *Præsenti de sentent. excom. in 6.* sur le mot *ad cautelam*, marque onze cas de l'absolution à *cautele* : dont le premier est, si l'excommunication est prononcée au préjudice de l'appel, comme il a été fait, ajoutent-ils, à l'égard des Sieurs Doyen & Syndic, depuis, & au préjudice, non seulement de leur appel simple au Supérieur, & par degrés au Pape, mais même au préjudice de l'appel comme d'abus, & comme de Juge incompetent, suspect & récusé.

Et enfin, ils emploient le témoignage du Promoteur, en son Avertissement, pour montrer, que les excommunications prononcées au préjudice de l'appel n'ont pas besoin d'absolution, ce que le Promoteur, ajoutent-ils, confirme lui-même par l'autorité du Chapitre *Dilectis filiis, de Appell. aux Décrétales*.

Voilà tout ce qu'ils ont pu trouver dans le Droit Canonique, pour

VI. CL. appuyer leur mauvaife cause : & c'eft ce qui fait voir davantage N°.II. combien elle eft infoutenable. Car il eft vifible que tout cela ne leur fert de rien , s'il n'eft constant , qu'ils n'ont été excommuniés que depuis , & au préjudice de leur appel. Et c'eft auffi ce qu'ils ofent affurer avec une hardieffe merveilleufe, en la page 30. Cela *eft constant*, difent-ils, *dans le fait & la procédure*. Il eft donc clair que leur cause eft entièrement déplorée , fi ce qui feul y peut donner quelque couleur fe trouve faux. Or il n'y a rien de plus faux , comme on l'a juftifié dans l'Avertiffement page 4 ; dans l'Addition page 120 , & dans la premiere partie de cette Replique , Fauſſetés 24 , 25 , 26.

§. 5. *Remarques ſur l'abus qu'ils font de quelques Chapitres  
du Droit canonique.*

Après avoir montré que tout ce qu'ils alleguent du Droit canonique leur eft entièrement inutile , parce qu'il n'eft appuyé que ſur cette fauſſe ſuppoſition , qu'ils ont été excommuniés au préjudice de leur appel , quoiqu'il ne fût pas néceſſaire de rien dire davantage ſur ce ſujet , on ne laiffiera pas d'y faire encore quelques remarques.

1°. Ils prétendent, page 27, que dans le Chap. *Capitulum ſanctæ crucis, de Reſcriptis* , il s'agit d'une abſolution à *cautele*, à cauſe de ces mots de la gloſe *Prædictas ſententias relaxetis ad cautelam quantum ad illam ſententiam quæ lata fuit poſt appellationem*. Mais ils ont pris la raiſon de douter pour la raiſon de décider , comme il paroît par ces mots , qu'ils ont retranchés du commencement de cette période. *Vel dicas, Si vis, prædictas ſententias, &c.* & par ce qui eft à la fin : *& ideo abſolutio ad cautelam fieri debet SED NON CREDO, quia quoties aliqui abſolvuntur ad cautelam illud exprimitur . . . . unde prima ratio verior videtur.*

2°. Ils difent page 38 , que c'eſt de l'abſolution à *cautele* qu'il eft parlé dans le Chapitre *Veniens, de Teſtibus* , & non pas de l'abſolution pure & ſimple , comme a voulu dire le Promoteur , puisqu'il eft dit dans ce texte , *Canonicos ad cautelam abſolvatis*. Mais il ne faut que ſavoir lire , pour reconnoître qu'ils impoſent au Promoteur ; puisque bien loin de dire ce qu'on lui impute , que dans le Chapitre *Veniens, de Teſtibus* , il n'eſt point parlé de l'abſolution à *cautele* , mais de l'abſolution pure & ſimple , il eſt dit expreſſément tout le contraire en ces termes dans la ſeconde partie de l'Avertiffement page 80. „ Ainſi , dans le Chap. *Veniens de Teſtibus* , le Pape Innocent III veut „ qu'on abſolve *ad cautelam* , des Chanoines qui étoient excommu-

niés, afin qu'ils pussent témoigner de ce qui s'étoit fait ; dans le Chap. VI. Cl.  
 „ *Volumus ut ad cautelam absolvatis eosdem, ut vocati ad testimonium* N°. II.  
 „ *liberè valeant pro utraque parte testari*”.

3°. Que s'ils vouloient répondre, comme ils témoignent à la marge le vouloir faire, à la distinction du Promoteur, dans son Avertissement, des absolutions pures & simples, & à cautele, ils ne devoient pas lui imposer ce qu'il ne dit pas, mais réfuter ce qu'il dit véritablement, qui est, que dans le Chap. *per tuas*, de *sent. excom.* il est parlé une fois de l'absolution à cautele, lorsqu'il est dit (en parlant de ceux qui ayant été excommuniés *post appellationem*, aut *per intolerabilem errorem*, n'ont pas besoin d'absolution). *Quamquam Apostolica Sedes etiam tales consueverit absolvere ad cautelam*: mais que c'est de l'absolution simple qu'il est parlé dans les autres endroits du même Chapitre, & sur-tout dans celui où il est dit : *Verum in aliis nisi formam absolutionis imploret non debet audiri, ne sententiam ecclesiasticam contemnere videatur* ; & *per hoc amplius ex suo contemptu ligatur*. Et c'est ce qui se confirme par l'histoire même de S. Louis, rapportée par Joinville. Car quand les Prélats prioient le Roi d'interposer son autorité, afin que les excommuniés fussent obligés de se faire absoudre dans l'an, étant clair que ce qu'ils demandoient au Roi n'étoit pas à l'avantage des excommuniés, on ne le peut pas entendre des absolutions à cautele qui leur auroient été fort avantageuses, sur-tout comme on les donne maintenant; mais des absolutions simples, qu'on n'accordoit point, qu'on n'eût satisfait & réparé les torts pour lesquels on avoit été excommunié, ou donné caution de le faire: ce qui faisoit que beaucoup d'excommuniés ne se pressoient point de se faire absoudre; parce qu'ils croyoient, & quelquefois avec raison, comme S. Louis le représenta aux Prélats, que c'étoit à eux-mêmes que les Ecclésiastiques faisoient tort, en les voulant contraindre par des Censures à céder ce qu'ils ne devoient point.

4°. Quand il est dit dans les Décrétales, que les excommunications sont nulles quand elles sont décernées après l'appel, cela s'entend après un appel légitime: *post appellationem legitimam*. *Glof. in cap. ad presentiam. De appellationib. Si constat appellationem fuisse legitimam. Ib. post appellationem legitimè promulgatam. In C. dilectis filiis, eodem tit.* Et ainsi ce n'est pas assez de dire en l'air; J'ai appelé. Mais il faut montrer que l'appel, qu'on prétend avoir interjeté est légitime & dans les formes. Or c'est ce que ne peuvent dire les Sieurs l'Estang & Rives de leurs prétendus appels, ou simples, ou comme d'abus. Car, pour le simple, on leur a déjà dit & redit, sans qu'ils y aient pu

VI. CL. rien repliquer, que les Lettres qu'ils en présenterent étoient nulles & N°. II. de nul effet, parce qu'elles n'étoient signées que du Sieur de Villars, dont la Commission étoit révoquée pour toutes les causes où le Promoteur d'Alet, avec qui il étoit en procès, pouvoit avoir intérêt: & que, par le onzieme article du Règlement des Cours Ecclésiastiques de Narbonne, les Lettres d'appel sont nulles & de nul effet, & tout ce qui s'ensuit, si elles ne sont signées par le Juge ou son Lieutenant. Et quant à l'appel comme d'abus au Parlement de Toulouse, ils ne fauroient faire voir qu'ils en aient fait signifier aucun en forme. Et de plus, l'évocation générale, accordée par le Roi à M. l'Evêque d'Alet, de toutes les causes de lui & de ses Officiers au Parlement de Grenoble, qui avoit été duement signifiée au Parlement de Toulouse, & même au Sieur Rives, comme Syndic du Chapitre d'Alet, rendoit certainement nuls tous les appels comme d'abus à ce Parlement.

5°. C'est donc en vain qu'ils disent, qu'on na pas dû passer outre au préjudice de leurs appellations des Officiers de M. l'Evêque d'Alet en l'Officialité, parce qu'elles étoient qualifiées de Juge suspect & refusé. Car il faudroit qu'ils eussent fait signifier des appellations légitimes & en forme, afin qu'on eût dû considérer comment elles étoient qualifiées. Mais n'ayant représenté que des Lettres nulles & de nulle valeur, pour être à *non Judice*, il est ridicule de prétendre qu'on ait dû s'y arrêter, de quelque maniere qu'ils les eussent qualifiées.

6. Et néanmoins on a considéré très-exactement ce qu'ils avancent; que tous les Officiers de la Cour Ecclésiastique d'Alet leur étoient suspects, parce qu'ils avoient appelé des Ordonnances de visite de M. l'Evêque d'Alet. Mais on fit voir dès-lors que le contraire étoit décidé par le Droit Canonique en termes formels. *C. Romana §. cum verò; de Appell. in 6. Cum is qui ad Remensem Curiam super aliqua causa vocem appellationis emittit, nihilominus in causis aliis Ordinarii sui jurisdictioni subjiatur.* Et on leur fit aussi signifier un Arrêt du Parlement de Toulouse, au rapport de M. de Fresals, entre M. l'Evêque d'Alet & MM. du Chapitre de S. Paul, qui, plaidant actuellement contre M. d'Alet, avoient demandé un autre Official, prétendant que celui d'Alet leur étoit suspect: ce qui leur avoit été refusé. Ils n'ont pu rien trouver dans leur Réponse pour éluder l'autorité de cet Arrêt, qui est aussi clair contre eux que s'il avoit été donné dans leur propre cause. Mais ils tâchent de se défendre du Chapitre *Romana*. Ils disent que le Chapitre *Ad hæc: de Appell.* est contraire à ce Chapitre *Romana*. Si cela



cela étoit, le Chapitre *Romana* étant postérieur, & dans le cas même VI. CL. de l'appel de l'Evêque au Métropolitain, & pour la France, il s'y fau- N°.II. droit tenir, suivant ces maximes: *Posteriora jura derogant prioribus*; & *Specialia derogant generalibus*. Mais il est bien aisé d'accorder ces deux Décrets, & de montrer que le Chapitre *Ad hac* ne favorise en rien l'insoutenable prétention des Sieurs de l'Estang & Rives, qui vouloient que l'appel qu'ils avoient interjeté des Ordonnances de visite leur donnât droit de rejeter toute la Cour Ecclésiastique d'Alet. Au lieu que le Chapitre *Ad hac*, permet seulement de récuser la personne particulière d'un Juge dont on a appelé dans une autre affaire, quand on a des raisons pour le tenir suspect, comme lorsqu'on l'a pris à partie: ce qui se faisoit très-souvent autrefois; mais qui ne se fait plus maintenant qu'en cas de dol, de fraude & de concussion. Mais il est ridicule d'étendre cela à toutes les autres personnes d'une Cour Ecclésiastique, puisque la glose sur le Chapitre *Ad hac*, déclare manifestement le contraire en ces termes: *Sed quid fiet tunc de causis illis super quibus convenitur pendente appellatione? Episcopus tunc delegabit causam aliis, sicut fit cum alias tamquam suspectus recusatur*. Celui donc qui a appelé n'est pas exempt dans les autres affaires de la Cour ecclésiastique de son Evêque, puisque s'il récuse une des personnes de cette Cour, ou la personne même de son Evêque comme lui étant suspecte, l'Evêque lui en peut donner une autre. Et ainsi ce Chapitre *Ad hac* ne peut servir de rien aux Sieurs de l'Estang & Rives, puisque leur appel des Ordonnances de visite n'étoit point l'appel d'une Sentence que l'Official eût rendue contre eux: de sorte que l'Official d'Alet n'étant point du tout mêlé dans cette affaire des Ordonnances, il étoit ridicule de prétendre qu'ils le pussent récuser comme leur étant suspect, à cause seulement qu'ils avoient appelé des Ordonnances de l'Evêque, puisque même par le Droit Canonique l'Official, qui n'est pas tant Official de l'Evêque que de l'Evêché, peut être Juge *in causa proprii Episcopi*. Et cela ne pouvoit recevoir de difficulté après l'Arrêt du Parlement de Toulouse qui leur avoit été signifié, qui conservoit à l'Official d'Alet le droit de juger les Chanoines de S. Paul, quoiqu'ils fussent actuellement en procès avec M. l'Evêque d'Alet.

Ils alleguent en second lieu la trois cent vingt-troisième des Questions de Joannes Galli, qui sont rapportées & commentées par M. Charles du Moulin, pour montrer, disent-ils, qu'il n'est pas toujours véritable que l'exemption par appel n'ait pas lieu *in foro ecclesiastico*. Il faudroit donc qu'il fût parlé dans cette Question de Joannes Galli, du

*Ecrits sur la Discipline. Tome XXXVI.* L I

VI. CL. Tribunal ecclésiastique. Et cependant cela est faux , puisqu'il n'y est N°.II. parlé que du Tribunal séculier. Mais en tout cela même ils ne peuvent trouver que leur condamnation. Car il est vrai que Joannes Galli fait mention d'un Arrêt qui dit , qu'en pays de Coutume celui qui a appellé à une Cour souveraine dans une cause , est exempt , dans les autres causes du Juge dont il a appellé. Mais du Moulin remarque , dans une note à la marge , que c'étoit une ancienne Jurisprudence , qui a été changée depuis. *Tunc enim Domini locorum formidabiliores erant. Hodie tota tyrannis ad unum redigitur. Nec est justum esse exemptum in aliis ex sola appellatione. Et sic stylus mutatus est.*

Il est donc ridicule d'alléguer une Coutume qui n'est plus , & qui a été trouvée injuste. Et en effet , on se moqueroit maintenant d'une personne , qui , ayant appellé d'une Sentence du Châtelet de Paris , prétendrait être exempt , pendant cet appel , de la Jurisdiction du Châtelet en toutes ses autres affaires. Et par-là on peut juger que les Sieurs de l'Estant & Rives se sont condamnés eux-mêmes , quand ils ont voulu se fortifier par l'exemple de ce qui se fait dans les Cours civiles , pour autoriser cette fausse imagination , qu'ayant appellé des Ordonnances de M. d'Alet , ils pouvoient récuser toute la Cour ecclésiastique d'Alet , dans un manifeste violement des Canons , qu'ils avoient commis depuis.

Enfin , ils ont recours à la fausseté tant de fois ruinée , que lorsqu'ils vouloient récuser toute la Cour ecclésiastique d'Alet , il s'agissoit de l'appel même des Ordonnances. *Aux termes mêmes* , disent ils , *du Chapitre Romana* , la disposition en a été restreinte , quand il s'agit d'une contestation principale & indépendante de celle dont est appel. *Mais en la contestation des Sieurs Doyen & Syndic* , il s'agissoit non seulement d'une contestation dépendante de celle dont étoit l'appel ; mais de l'appel même. Cette hardiesse est inconcevable. Lorsque le Promoteur les fit appeller devant l'Official d'Alet pour les faire déclarer excommuniés , à cause de transport de Jurisdiction , il ne leur vint jamais dans l'esprit de dire que cette cause étant la même que celle des Ordonnances de visite , sur laquelle ils avoient appellé à Rome , elle y étoit dévolue , & qu'ils n'en devoient répondre que devant un Délégué du S. Siege. Ils ne l'ont pas même dit après la sentence , lorsqu'ils en appellerent comme d'abus au Parlement de Toulouse. Ayant reçu leur Bref touchant l'appel des Ordonnances le premier Mars 1664 , ils portèrent encore sept jours après leur affaire de l'excommunication au Parlement de Grenoble , par un appel comme d'abus signifié le quatorzième ensuivant. Et aujourd'hui sans pouvoir rien répondre à

toutes ces preuves , ils osent dire , avec une confiance merveilleuse, VI. Cc.  
 que, lorsqu'ils récusent l'Official d'Alet , qui étoit requis par le Promo- N°. II.  
 teur de les déclarer excommuniés , il s'agissoit non seulement d'une  
 contestation dépendante de celle des Ordonnances dont étoit appel ,  
 mais de l'appel même ?

§. 6. *Combien est frivole ce qu'ils repliquent à ce qui avoit été répondu  
 à l'objection qu'ils avoient faite dans leurs Ecritures , que les absolu-  
 tions à cautele seroient inutiles , si elles ne donnoient que le pouvoir  
 de contester en Justice.*

Les Sieurs de l'Estang & Rives avoient prétendu prouver , dans leur  
 Avertissement , que l'absolution à cautele devoit rétablir dans les fonc-  
 tions , par ce raisonnement qu'ils s'imaginoient être invincible : *L'ab-  
 solution à cautele opere quelque chose. Or on n'a pas besoin en France  
 d'absolution pour agir en Justice. Il faut donc qu'elle rétablisse dans les  
 fonctions.* Mais le Promoteur leur a répondu , dans la seconde partie de son  
 Avertissement page 80 , que toutes les autorités qu'ils avoient prises de  
 Feuret , pour prouver qu'un excommunié n'a pas besoin en France d'ab-  
 solution pour agir en Justice , ne parloient que du Tribunal séculier ,  
*in foro seculari* , comme elles portoient toutes , & non pas du Tribu-  
 nal ecclésiastique : & que ce n'est qu'au regard des Tribunaux sécu-  
 liers qu'on a cessé d'observer les Décrétales , qui obligeoient les Juges  
 laïques , aussi bien que les Juges ecclésiastiques , d'avoir égard à cette  
 exception : *reppellendo excommunicatos ab agendo , patrocinando , &  
 testificando in suis Judiciis & Curiis.*

Or que font-ils dans leur Réponse ? Ils proposent froidement la  
 même raison page 39 : *Que nous n'avons pas besoin en France des abso-  
 lutions à cautele , pour rendre les parties capables de se défendre en Jus-  
 tice , sans aucune distinction du Tribunal ecclésiastique & séculier ; &  
 prouvant seulement cette proposition par un témoignage de Monsieur  
 Charles du Moulin , qui fait voir l'abus qu'ils en font , puisque du  
 Moulin y parle expressement du Tribunal séculier : sed quia Ecclesiastici  
 abutentur hac exceptio (il faut hac exceptione) NON EST RECEPTA  
 IN FORO SECULARI IN GALLIA.* Il est vrai qu'ils ajoutent deux choses ,  
 pour appuyer cette autorité de du Moulin , qui sont dignes d'être  
 remarquées.

La première , que M. Charles du Moulin n'a fait que suivre en cela  
 l'esprit & les mouvements du Roi S. Louis , dans la Réponse aux Prélats  
 de son Royaume , qui est rapportée par Joinville ; en ce que le Roi

VI. CL. dit, que le Comte de Bretagne ayant plaidé sept ans entiers contre les N°. II. Prélats de sa Province, il les avoit fait condamner à lui faire réparation. Mais comment du Moulin qui parle, en parlant expressement de ce qui se fait *in foro seculari*, auroit-il pu suivre l'esprit du Roi S. Louis, puisque la cause du Comte de Bretagne, dont parloit ce Roi, ne s'étoit traitée que dans le Tribunal ecclésiastique? Et c'est ce qui fait voir qu'on n'en peut point conclure, que les excommuniés eussent droit de contester en Justice sans être absous, du moins *ad cautelam*, si ce n'est quand ils s'engageoient de prouver qu'ils avoient été excommuniés, *post appellationem legitimam, aut per intolerabilem errorem. In quibus casibus*, dit le Pape Innocent III (Per tuas. De sent. excom.) *ad probationem eorum etiam si absolutionem non petat debet admitti*. Et néanmoins ce Pape ajoutant : *quamquam Apostolica Sedes etiam tales consueverit absolvere ad cautelam*, il y a tout lieu de croire que ce Comte de Bretagne, dont le procès se traitoit à Rome, avoit été absous à *cautele*. De sorte qu'on peut plutôt, comme il a déjà été remarqué, se servir de cet exemple, pour montrer que l'absolution à *cautele* ne rétablisoit pas dans la participation des choses saintes, & que c'est pour cela que S. Louis disoit que *ce Comte avoit plaidé sept ans tout excommunié*. Mais quoi qu'il en soit, les Papes ayant toujours été extrêmement jaloux de faire observer les Décrétales, il est ridicule de croire qu'on ne les ait pas observées dans l'affaire de ce Comte, qui fut jugée par le Pape. Or eux-mêmes avouent, dans leur Avertissement, *que, par le Droit Canonique un excommunié n'a pas droit d'agir en Justice, & que cela est établi par beaucoup de Décrets de Papes*. Et ils ne prétendent que cela n'a pas lieu en France (ce qui est vrai pour tous les Tribunaux séculiers) que parce que *nous ne déférons pas si facilement* (ce sont leurs termes) *à ces prétentions ambitieuses des Auteurs du Décret, & que leurs Constitutions n'y sont reçues qu'autant qu'elles n'entreprennent point sur nos Libertés & sur la Jurisdiction séculière*. Or peut-on dire que les Papes jugeant à Rome la cause de ce Comte de Bretagne, aient eu les mêmes vues contre eux-mêmes, & pour ne pas observer leurs propres Décrets?

La seconde chose qu'ils apportent pour appuyer l'autorité de M. Charles du Moulin est, qu'il est, disent-ils, *autorisé du suffrage de ce grand Chancelier de l'Université de Paris, Jean Gerson*. Sur quoi ils alleguent ce passage de du Moulin : *Hodie & jam à trecentis annis propter nimium abusum Censurarum* (ils ont omis en cet endroit le relatif *quem*) *Joannes Gerson tract. de potest. Eccles. ante centum & viginti annos*

*acriter reprehendit, exceptio excommunicationis prorsus spernitur in foro VI. CLA  
seculari. N°. II.*

On ne voit pas en quoi ils veulent dire que du Moulin est autorisé par Gerson. Si c'est simplement en ce que Gerson reprend l'abus des **Censures**, cela est tout-à-fait hors de propos; car ce n'est pas de quoi il s'agit. Mais si c'est pour montrer que *l'exception de l'excommunication n'est pas reçue en France*, il est vrai que l'omission du relatif *quem* dans le passage de du Moulin, semble faire retomber sur Gerson, quoique d'une manière fort barbare, ce qui est dit de l'exception de l'excommunication. Mais, outre que le contraire paroît en remettant le *quem*, on ne peut attribuer à Gerson qu'il ait dit que cette exception étoit rejetée depuis trois cents ans, dans les Tribunaux séculiers, puisque Barthole, qui n'a précédé Gerson que de cent ans, témoigne qu'elle y étoit encore reçue de son temps.

Mais de plus, tout cela ne leur sert de rien, puisque du Moulin ne parle que des Juges séculiers. *Exceptio excommunicationis prorsus spernitur in foro seculari*. Ce qui fait voir, au contraire, qu'il n'en est pas de même des Tribunaux de l'Eglise, & des causes qui se doivent juger par le Droit canonique.

Et il n'y a rien de plus pitoyable que la réplique qu'ils font enfin à cette différence des deux Tribunaux, qui fait voir l'inutilité de toutes leurs allégations, qui ne parlent que de ce qui s'observe *in foro seculari*. Car si bien, disent-ils page 41, cette différence pouvoit être reçue en France, ce ne pourroit être qu'à l'égard des excommunications qui subsistent de droit; mais non pas à l'égard de celles, ou qui ont été prononcées sans cause, ou qui l'ont été depuis, & en haine des appellations, lesquelles sont nulles & sans effet, même selon la disposition canonique; comme sont les excommunications & les censures prononcées contre les Sieurs Doyen & Syndic.

Parler ainsi, & se faire son procès à soi-même, c'est la même chose. Car on demeure d'accord, que selon le Droit canonique, celui qui se plaint d'avoir été excommunié au préjudice d'un appel légitime, peut être oui, quoiqu'il ne soit pas absous; mais c'est seulement pour être admis à la preuve de ce qu'il avance, quoique cependant on doive l'éviter dans tout le reste comme un excommunié : *ad probationem eorum, etiam si absolutionem non petat, debet admitti, sed donec de ipsis constiterit, in aliis evitari debet. c. per tuas. De sent. excom.* Or il n'a pas été au pouvoir des Sieurs de l'Estang & Rives de prouver ce qu'ils répètent sans cesse, qu'ils ont été excommuniés au préjudice d'un appel légitime : & par conséquent, tant qu'il ne sera point constant que

VI. CL. la plainte qu'ils en font est juste, ce qui ne sera jamais, *donec de ipsi*  
 N°. II. *constiterit*, on les doit éviter comme des excommuniés, selon les  
 textes mêmes du Droit canonique qu'ils allèguent en leur faveur.

§. 7. *Que la différence qu'ils apportent entre les absolutions AD EFFEC-*  
*TUM, & les absolutions à cautele, ruine entièrement celles qu'ils ont*  
*obtenues.*

Sur ce que le Promoteur a dit dans son Avertissement, que comme l'absolution *ad effectum* qu'on met dans les rescrits, n'est que pour rendre l'impétrant capable de la grace que le S. Siège lui accorde, ainsi l'absolution *à cautele* n'est que pour donner moyen à un excommunié de comparoître en Justice, & de poursuivre ses droits, ou de faire quelque autre acte judiciaire, dont l'excommunication d'elle-même l'auroit rendu incapable; ils n'ont pu trouver d'autre réponse à cette comparaison, sinon, *qu'il y a bien de la différence entre l'une & l'autre: l'absolution à cautele étant donnée en connoissance de cause, l'autre n'étant que de style.*

Voilà donc, selon eux-mêmes, ce qui fait que l'absolution *à cautele* rétablit dans les fonctions, & que celle *ad effectum* n'y rétablit pas; en ce que la première est donnée *en connoissance de cause*, & l'autre non. Pouvoient-ils mieux confirmer ce que le Promoteur a soutenu, qu'il ne faudroit plus parler de discipline ecclésiastique, si des absolutions *à cautele*, données sans connoissance de cause, pouvoient rétablir dans les fonctions sacrées? Ils l'avouent, & ils reconnoissent qu'il faut pour cela qu'elles soient données *en connoissance de cause*, & que, sans cela, elles ne pourroient non plus rétablir dans les fonctions que les absolutions *ad effectum*. Mais cet aveu est leur condamnation; car jamais rien ne fut donné avec moins de *connoissance de cause*, que les absolutions qu'ils prétendent avoir obtenues. Le Grand Vicaire de Toulouse n'a su, de cette affaire, que ce qu'il leur a plu lui en dire: & sans aucune information, s'ils disoient vrai ou faux, il leur a accordé tout ce qu'ils demandoient. Le Métropolitain n'en a pas été mieux informé; mais aussi a-t-il déclaré, que son absolution ne leur donnoit droit que de contester en Justice. Et pour M. d'Albi, il savoit si peu de quoi il s'agissoit, que son absolution portoit, qu'il les absolvoit non seulement de l'excommunication déclarée par la Sentence de l'Official d'Alet, mais aussi de celle du Juge Métropolitain, qui n'a jamais eu en pensée de décerner contre eux aucune Censure.

S. 8. *Que l'abus des reliefs d'appel, qui portoient injonction d'absolution à cautele, montre que c'en est un de faire la même injonction sur une simple Requête, & sans connoissance de cause.*

VI. Cl.  
N°. II.

Il est assez étrange que les Sieurs de l'Estant & Rives aient si peu de considération pour les intérêts de l'Eglise, qu'ils osent se prévaloir des abus mêmes qui s'étoient introduits contre la liberté ecclésiastique, & qui ont été depuis retranchés par les Ordonnances de nos Rois. C'est ce qu'ils font, quand ils alleguent, page 34, comme une chose qui leur est favorable: *Que les anciens Formulaires des lettres de Chancellerie, de relief, d'appel comme d'abus des excommunications, portoient toujours la clause de mandement au Juge d'appel, de faire absoudre à cautele l'appellant pendant l'appel, & à ce faire contraindre les Ecclésiastiques par saisie de leur temporel, & les parties par emprisonnement de leurs personnes.*

Mais cet abus fut corrigé par l'Edit de Melun, de l'an 1580; article vingt-troisième, en ces termes: *Défendons aux Gardes des Sceaux de nos Chancelleries, d'expédier aucunes lettres d'injonction, de bailler le bénéfice d'absolution à ceux qui auront été, par les Ecclésiastiques, excommuniés.* Et l'Arrêt de la Cour sur cet Edit porte ceci sur cet article: *Seront les absolutions à cautele baillées & octroyées par les formes de Droit, pourvu que les requérants être absous ne soient excommuniés* PRO MANIFESTA OFFENSA.

Il paroît donc que c'est un abus contraire aux Ordonnances, même selon l'Arrêt de vérification, que les absolutions à cautele se donnent indifféremment à tous ceux qui les demandent sans connoissance de cause, & sans savoir s'ils sont ou ne sont pas excommuniés *pro manifesta offensa*. Car puisque les Sieurs de l'Estant & Rives soutiennent, qu'au temps que les reliefs d'appel portoient cette injonction, ce n'étoient pas les Juges laïques qui absolvoient à cautele, mais qu'ils enjoignoient seulement aux Prélats de donner ces absolutions, l'abus n'étoit donc qu'en ce que cette injonction se faisoit sans connoissance de cause, & sans ouïr que la partie qui appelloit. Ce seroit donc le même abus, si l'on souffroit, que, sur une simple Requête de l'appellant comme d'abus, sans ouïr sa partie, les Juges laïques lui donnassent pouvoir de se faire absoudre à cautele, par tel Evêque qu'il lui plairoit: ce qui est encore un surcroît d'abus, comme on le montrera plus bas. Qu'importe à l'Eglise que l'on ruine tous les nerfs de sa discipline, ou par des reliefs d'appel, ou par des Arrêts sur Requête, si les violateurs

VI. CL. des Canons y trouvent une égale facilité de se moquer de ses Censures, & si l'un se fait avec aussi peu d'examen est de connoissance que l'autre? Un exemple fera voir que cet abus est insoutenable. Il est porté par le même Edit de Melun : *Qu'ès Lettres de relief d'appel, ne seront mises aucunes clauses portant élargissement de ceux qui seront prisonniers par autorité des Juges ecclésiastiques, & ne pourront les appellants être élargis, jusqu'à ce que par Arrêts de nos Cours de Parlement, les informations vues, en ait été ordonné.* Il y a bien de la différence entre le pouvoir qu'ont les Juges Ecclésiastiques de mettre en prison, & celui qu'ils ont d'excommunier. Ils tiennent le premier des Rois & des Princes; mais ils ne tiennent le dernier que de Jésus Christ.

Puis donc que, selon les Ordonnances, on ne peut rompre les chaînes matérielles de ceux qu'ils retiennent en prison qu'avec connoissance de cause, & les informations vues, comment peut-on croire que les Parlements aient droit d'agir avec moins d'égard, & de prendre moins de précautions quand il s'agit de rompre les chaînes spirituelles dont Jésus Christ seul leur a donné le pouvoir de lier les ames; & que sur la simple Requête d'un excommunié, sans avoir vu les charges, ni oui les raisons de la Cour ecclésiastique, ils lui puissent donner moyen de se rétablir dans les fonctions les plus sacrées, malgré toutes les défenses de celui qui lui tient la place de Jésus Christ sur la terre, selon le titre que donne Saint Cyprien à chaque Evêque dans son Eglise : *Unus ad tempus Judex vice Christi.*

§. 9. *Que les Sieurs de l'Estang & Rives ruinent les absolutions que leur ont données le Grand Vicaire de Toulouse & M. l'Evêque d'Albi, en se mettant en peine de prouver qu'un Juge délégué peut absoudre à cautele.*

Il arrive souvent que ces Messieurs se mettent en peine de prouver des choses qu'on ne leur a jamais contestées; mais qui ne peuvent servir que contre eux-mêmes.

Ils alleguent, page 28, une remarque de du Moulin comme leur étant avantageuse, qui est; *que l'absolution à cautele peut être donnée non seulement par le Juge ordinaire, ou supérieur, mais aussi par le Juge délégué.* On en demeure d'accord; mais on conclut qu'il faut donc que celui qui donne ces absolutions soit, *ou le Juge ordinaire, ou le supérieur, ou un délégué.* Et en effet, il faut bien que cela soit ainsi, puisque l'absolution même à cautele est un acte de juridiction, & qui, par conséquent, est certainement nul, s'il est d'une personne qui n'ait aucune



aucune juridiction , ni ordinaire, ni déléguée; suivant cette maxime VI. C<sup>l</sup>  
très-certaine : *nullus est major defectus quam potestatis.* N<sup>o</sup>. II.

On les prie donc de dire en quelle de ces trois qualités le Grand Vicaire du Chapitre de Toulouse les a absous à cautele. Ils ne diront pas qu'il fût leur Juge ordinaire , & moins encore qu'il fût le Supérieur de M. d'Alet, dont le Diocèse est d'une autre Province. Il reste donc que ce fût un Délégué. Mais de qui? Ce n'étoit ni de l'Archevêque de Narbonne , ni du Pape , qui seuls peuvent donner une autorité déléguée dans le Diocèse d'Alet. Ce ne pouvoit être que de Nosseigneurs du Parlement de Toulouse. De sorte qu'il devoit dire en les absolvant , *auctoritate Parlamenti quâ fungor in hac parte.* Mais comment des Juges séculiers auroient-ils pu donner une autorité spirituelle qu'ils n'avoient pas, si ce n'est qu'ils aient recours au dogme hérétique qu'ils ont avancé dans une autre occasion : *que la Justice royale est la source de l'une & l'autre Jurisdiction, spirituelle & temporelle?* Mais cela même ne leur pourroit pas suffire en cette rencontre, puisque le Parlement de Toulouse n'avoit sur ce sujet aucune autorité temporelle, à cause de l'évocation de toutes les causes de M. d'Alet & de ses Officiers au Parlement de Grenoble.

Puis donc que l'absolution à cautele, étant un acte de juridiction, ne peut être donnée que *par un Juge ordinaire, ou supérieur, ou délégué*, selon leur propre division, il s'ensuit :

1<sup>o</sup>. Que ç'a été un attentat visible au Parlement de Toulouse, qui étoit même incompétent à cause de l'évocation, de donner pouvoir à des Evêques, ou à des Prêtres, de faire un acte de juridiction spirituelle, lequel certainement ils ne pouvoient faire d'eux-mêmes.

2<sup>o</sup>. Que ce Grand Vicaire de Toulouse a trahi les intérêts de son caractère, lorsqu'il s'est mêlé d'absoudre sur une telle commission des Prêtres d'un autre Diocèse, & d'une autre Province, sur lesquels il n'avoit aucun pouvoir.

3<sup>o</sup>. Que ç'a été un sacrilège à ces deux Prêtres de s'ingérer dans les fonctions sacrées, sous prétexte d'une absolution si manifestement abusive.

4<sup>o</sup>. Que l'Ordonnance de M. l'Evêque d'Alet du 24 Décembre 1663, contre cette prétendue absolution, a été très-canonique, & très-digne de sa suffisance & de son zele.

5<sup>o</sup>. Que le Promoteur d'Alet auroit manqué à son devoir, s'il n'avoit fait informer des sacrilèges de ces deux Prêtres, & s'il n'avoit travaillé par toutes les voies dues & légitimes, d'en empêcher la continuation.

VI. Cr. Quant à l'absolution de M. l'Evêque d'Albi, elle n'est pas moins N°. II évidemment nulle, par le même défaut de pouvoir; non qu'il ne l'eût eu, s'il avoit été véritablement député du Saint Siege pour cette affaire, mais parce qu'il n'en a point été député. Et ainsi c'est fort en vain qu'ils prouvent qu'un délégué du Saint Siege peut absoudre à *cautele*, & ils n'avoient que faire pour cela de se servir des maximes des Ultramontains : que la puissance du Pape est la source de toute la puissance & la juridiction spirituelle & ecclésiastique (ce qui ne se peut dire sans dégrader les Evêques, en voulant qu'ils tiennent du Pape ce qu'ils ne tiennent que de Jesus Christ) comme ils n'avoient pas besoin d'ajouter, qu'à l'égard des députés du Pape, il ne peut y avoir de restriction de pouvoir, comme à l'égard des députés d'un Prince Souverain : d'où il s'ensuivroit que les facultés d'un Légat ne pourroient être restreintes, contre ce qui s'est toujours observé en France. Tout cela étoit inutile. Car on n'a jamais nié que M. l'Evêque d'Albi ne pût absoudre à *cautele*, s'il avoit été véritablement délégué du Pape, pour juger de l'affaire de l'excommunication; mais on a opposé deux choses à sa délégation prétendue.

La premiere, que son Bref étoit nul, parce qu'il contenoit une fausseté essentielle, sans laquelle il n'auroit point été donné. Car il étoit qualifié d'appel à *sententia definitiva sive decreto definitivo per dilectum filium Judicem Metropolitamum lata seu lato, qua vel quo confirmata fuerunt decreta & ordinationes venerabilis fratris Episcopi Elettensis Capitulo dictæ Ecclesiæ præjudicialia*. Or il est faux que le Juge Métropolitain eût donné aucun Décret, ou Sentence définitive, pour confirmer les Ordonnances de vilite, mais seulement un appointment provisionnel & de style. Et cette fausseté avoit été cause du rescrit, parce que, conformément au Concile de Trente & au Concordat, on ne donne à Rome des Brefs appellatoires, qu'à *sententia definitiva, vel vim definitiva habente, vel à gravamine irreparabili*; ce que n'étoit point certainement cet appointment provisionnel. Et, par conséquent, le rescrit adressé à M. d'Albi, étoit nul & de nul effet, par le Chapitre *Super litteris. de rescriptis*, où il est décidé que la fausseté de l'exposé d'un rescrit le rend nul en deux cas, qui se rencontroient tous deux en cette occasion : l'un, si cette fausseté y a été insérée par fraude & par malice, & non par simplicité & par ignorance (car alors le Pape ordonne, *ut qui hoc modo falsitatem exprimunt, vel suprimunt veritatem, in sua perversitatis pœnam nullum ex his litteris commodum consequantur*.) Or il est bien certain que ce n'a point été par simplicité & par ignorance, qu'ils ont supposé au Pape qu'ils appel-

loient d'une Sentence définitive, rendue par le Juge Métropolitain, VI. Cl. pour confirmer les Ordonnances de visite de M. d'Alet. Car ils favoient N°. II. très-bien qu'il n'en avoit point rendu de telle. L'autre cas est quand la fausseté est cause qu'on a obtenu le rescrit, que, sans cela, on n'auroit point obtenu : ce qui est aussi arrivé dans cette occasion, parce qu'on ne donne point à Rome, comme il a déjà été dit, de Brefs appellatoires, que d'une Sentence définitive, ou qui tient lieu de définitive, ou d'un grief irréparable. Et ainsi il est certain que les Sieurs de l'Estang & Rives n'en auroient point obtenu, s'ils avoient exposé, selon la vérité, que le Juge Métropolitain n'avoit donné sur ces Ordonnances qu'un appointement provisionnel, & de style.

La seconde chose qu'on a opposée à cette prétendue commission de M. d'Albi est, que, quand ce Bref n'auroit pas été subreptice, il ne lui auroit donné aucun pouvoir de juger d'une affaire toute différente de celle dont il est parlé dans ce Bref, & qui étoit arrivée depuis qu'ils avoient écrit à Rome pour en obtenir ce rescrit : car leur appel est du mois de Septembre 1663, & ils n'ont été déclarés excommuniés que le 9 Novembre ensuivant. Et c'est en vain qu'ils prétendent, que quoiqu'il ne soit parlé dans ce Bref que des Ordonnances de visite, il n'a pas laissé de donner à M. d'Albi, droit de juger de l'excommunication, à cause de la clause ordinaire, *cum omnibus suis incidentiis, dependentiis, emergentiis, annexis & connexis*. Car il est indubitable que cette clause de style ne comprend que les incidents qui entrent dans un procès, & non pas un procès différent, tel qu'étoit celui de l'excommunication, comme on l'a fait voir par leur propre reconnoissance; puisqu'après qu'ils eurent reçu le Bref de Rome, qui délègue M. d'Albi pour l'appel des Ordonnances de visite, qui fut le 1 Mars 1664, & qu'ils eurent pris des Lettres de M. d'Albi en représentation du rescrit, le douze, ils croyoient si peu qu'il eût été établi par le Bref, Juge de l'excommunication, que le 14 du même mois, ils firent intimer au Promoteur un relief d'appel comme d'abus, obtenu le 7 à la Chancellerie de Castres, par lequel ils l'assignent au Parlement de Grenoble. De sorte qu'il est visible, que depuis même avoir reçu leur Bref, & l'avoir présenté à M. d'Albi, ils ont porté l'affaire de l'excommunication au Parlement de Grenoble, comme reconnoissant bien que ce Bref ne donnoit point de pouvoir à M. d'Albi d'en juger.

VI. CL.  
N°. II.

§. 10. *Que l'ancienne procédure des Parlements fait voir que les absolutions à cautele ne pouvoient être données que par l'Ordinaire de celui qui avoit été excommunié , ou par son Supérieur.*

Ce qu'on a dit jusques ici est plus que suffisant pour détruire les prétendues absolutions à cautele des Sieurs de l'Estant & Rives. Mais il est de l'intérêt de l'Eglise de représenter encore ici un peu plus au long , combien c'est un étrange abus que la coutume qui s'est introduite depuis peu dans les Parlements contre tout droit divin & humain, de donner pouvoir à un excommunié de se pourvoir devant tel Evêque qu'il voudra choisir de tout le ressort , pour se faire absoudre à cautele , en prétendant qu'une telle absolution donnée par une personne qui n'a aucune juridiction sur celui qu'il absout, ne laisse pas d'anéantir la Sentence de son véritable Supérieur, en le rétablissant dans la participation des choses saintes , & même dans les fonctions des Ordres.

Il est plus clair que le jour que cette coutume est horriblement abusive, & que nulle puissance sur la terre ne la peut autoriser, parce qu'elle contient un manifeste renversement de la Hiérarchie de l'Eglise établie par Jesus Christ. Car chaque Evêque étant chargé de la portion du troupeau dont il doit répondre à l'Eglise, c'est à lui qu'il appartient de droit divin d'exercer sur ceux qui lui sont commis la puissance de lier & de délier, qui fait une des principales parties de son ministère. Et il est visible que ce seroit troubler cet ordre divin & mettre toutes choses dans une étrange confusion, si une personne étant excommuniée par son Evêque, se pouvoit faire rétablir par tel autre Evêque qu'il voudroit dans la participation des choses saintes qui lui auroit été interdite par son vrai Pasteur. Ce désordre est condamné par tous les Canons ; mais il suffit de faire voir l'esprit de l'Eglise dans le premier & le plus saint de ses Conciles généraux, qui n'a fait que confirmer en ce point la Tradition Apostolique. Voici ce qui est porté sur ce sujet dans le cinquieme Canon du Concile de Nicée : *De iis qui communione privantur, seu ex Clero, seu ex laico ordine, ab Episcopis uniuscujusque Provincia servetur hac sententia secundum Canonem qui pronunciat, ut hi qui ab aliis abjiciuntur ab aliis non recipiantur.* Les Peres de ce Concile n'établissent rien de nouveau ; ils ne font que donner une nouvelle autorité à l'ancien Canon, qui défendoit à chaque Evêque de recevoir dans sa communion celui qui avoit été excommunié par un autre. Mais parce qu'il pouvoit arriver qu'un Evêque

se portât par colere ou par quelqu'autre passion à excommunier une VI. Cl.  
 personne innocente, voici le remede que ce Concile y apporte : *In-* N°. II.  
*quiratur autem ne similitate, aut contentione, aut aliqua molestia Epif-*  
*copi, sint excommunicati. Ut hoc ergo decentius examinetur, rectè habere*  
*visum est, ut singulis annis per unamquamque Provinciam bis in anno*  
*Synodi fiant, ut omnes in unum convenientes Episcopi Provincia ejusmodi*  
*quaestiones examinent.*

Ce n'est donc qu'au Concile de la Province où le Métropolitain présidoit, qu'il étoit permis de délier ceux qu'on auroit jugé avoir été injustement liés ; mais ç'auroit été un violement des Canons qui auroit été sévèrement puni, si un Evêque seul l'avoit entrepris.

Voilà l'ordre de l'Eglise ; & tout le changement qui y est arrivé est, qu'au défaut des Conciles provinciaux, celui qui se croit excommunié injustement peut en appeller au Métropolitain, & par degrés au Pape ; mais il n'y a personne qui n'avoue que ce seroit un attentat à un Evêque de remettre dans la communion & dans la participation des choses saintes, celui que son collègue, dont il n'est point Supérieur, en auroit retranché.

Ces principes étant certains & indubitables, comment pourroit-on soutenir cette nouvelle pratique qui s'est indroduite depuis peu dans les Parlements, de donner pouvoir à un excommunié sur sa simple Requête, *de se faire absoudre à cautele par quelque Evêque qu'il lui plaira* de choisir, en donnant pour effet à cette absolution, un rétablissement dans l'usage de tous les Sacrements, & même des fonctions hiérarchiques ? Car supposons qu'un Evêque du Mans soit choisi pour absoudre en cette maniere un excommunié par l'Evêque d'Orléans : d'où cet Evêque du Mans auroit-il reçu le pouvoir de donner cette absolution ? Il ne l'a pas de lui-même, puisque tous les Canons ont déclaré le contraire. Il ne l'a pas du Parlement qui auroit donné cet Arrêt, puisque ce seroit une hérésie pire que celle d'Angleterre, de vouloir que des Laïques donnassent aux successeurs des Apôtres le pouvoir de délier, qui est une des principales parties de leur puissance sacerdotale. Il seroit encore plus ridicule de vouloir qu'il l'eût de l'excommunié qui l'a choisi. Et par conséquent n'ayant cette puissance de personne, il ne peut sans sacrilege délier celui que son confrere à lié ; & rétablir dans la communion des choses saintes, celui qu'il en a retranché.

Aussi faut-il reconnoître pour la justification des Parlements, que la procédure qu'ils ont gardée jusqu'à ces derniers temps, est une preuve manifeste que cette nouvelle maniere de se faire absoudre par

VI. CL. qui l'on voudra, est un abus tout-à-fait insoutenable. Car pour mon-  
 N<sup>o</sup>. II. trer qu'ils étoient autrefois entièrement persuadés, selon le vrai esprit de l'Eglise, qu'il n'y avoit que l'Ordinaire de l'excommunié qui le pût absoudre même à *cautele*, c'est que ces injonctions d'absoudre à *cautele*, soit par Arrêt, soit par les reliefs d'appel, s'adressoient toujours aux Prélats qui avoient excommunié, comme pouvant seuls délier celui qu'ils avoient lié. Et c'est pour cela qu'ils usoient d'un procédé qui paroît assez violent; qui est de saisir le temporel des Evêques jusqu'à ce qu'ils eussent donné ces absolutions à *cautele*: mais qui fait voir d'autant mieux, que puisqu'ils en venoient à un moyen si dur, c'étoit un signe évident qu'ils n'en avoient point d'autre, parce qu'ils étoient persuadés, que nul autre Evêque non Supérieur à celui-là, n'avoit le pouvoir d'absoudre ceux qu'il auroit excommuniés. Car s'ils eussent vu que tout autre l'eût pu faire en vertu d'un Arrêt, ils eussent sans doute pris cette voie, qui paroît bien plus douce, & bien plus facile.

Mais on voit le contraire par tous les Arrêts généralement qui sont rapportés sur ce sujet, dans le recueil des preuves des Libertés de l'Eglise Gallicane, soit dans le cinquieme & le sixieme Chapitre, soit dans le huitieme qui est tout de cette matiere. Il n'y en a aucun qui donne la liberté à l'appellant comme d'abus de choisir tel Evêque qu'il voudra pour se faire absoudre. Ils veulent tous qu'on s'adresse au Prélat même qui a excommunié: si ce n'est qu'il y en a un qui enjoint à des Religieux de Paris qui avoient été excommuniés par le Nonce du Pape, de se faire absoudre par M. de Paris, qui étoit le Prélat Ordinaire & Diocésain, parce que le Parlement ne reconnoît point que le Nonce du Pape ait aucune Jurisdiction en France.

Et c'est ce qui se voit encore par ce que portoient les reliefs d'appel, quoique par abus. Car l'injonction d'absoudre à *cautele*, qui y étoit insérée, s'adressoit toujours au Prélat qui avoit excommunié, comme les Sieurs de l'Estang & Rives le reconnoissent eux-mêmes, lorsque parlant en la page 34 de ces anciens formulaires, ils disent: *qu'ils portoient toujours la clause de mandement AU JUGE D'APPEL, de faire absoudre à cautele l'appellant pendant l'appel, & à ce faire contraindre les Ecclésiastiques par saisie de leur temporel, & les parties par emprisonnement de leurs personnes.* A quoi eussent été bonnes ces voies odieuses de *saisies* & d'*emprisonnements*, si on en eût eu une aussi aisée, qu'est ce choix de quelque Prélat que l'on veut, pour se faire absoudre?

On dira peut-être, que c'est pour épargner davantage les Evêques qu'on s'est réduit à ce dernier moyen, & qu'il est plus doux de faire absou-

dre à *cautele* par un autre Prélat, une personne qui se plaint d'avoir VI. Cl. été injustement excommuniée, que de les contraindre de l'absoudre N°. II. eux-mêmes par des amendes & par saisie de leur temporel.

Mais il n'y a point d'Evêque qui soit digne de porter ce nom, qui ne doive mieux aimer d'être exposé à perdre tout son temporel en faisant son devoir, que de souffrir un si étrange renversement de la Hiérarchie de l'Eglise, & une source de tant de sacrilèges en ceux qui rentreroient dans la participation des choses saintes, sous prétexte de ces absolutions illégitimes, données par des gens sans autorité & sans pouvoir.

C'est même ce qui rend ce nouvel usage qu'on veut introduire plus pernicieux, de ce qu'il paroît plus doux. Des Magistrats qui ont de la conscience peuvent être arrêtés par l'image d'un procédé odieux quand il s'agit de contraindre un Evêque par saisie de son temporel à faire une fonction spirituelle; & il faudroit au moins de grandes raisons pour les y porter. Mais s'ils étoient une fois persuadés, par la tolérance d'une mauvaise coutume, que ce fût une chose légitime de donner pouvoir à un excommunié de se faire absoudre par tel Evêque qu'il voudroit, comme on n'apperçoit d'abord en cela qu'une apparence de miséricorde & de bonté, ils s'y porteroient sans peine & sans rien examiner, comme le Parlement de Toulouse a fait en cette rencontre & en plusieurs autres.

Les bons Evêques seroient aussi moins frappés d'une perte temporelle, que de la ruine de la discipline ecclésiastique. S'ils étoient convaincus qu'un homme auroit été justement excommunié, il leur seroit plus supportable d'être inquiétés dans leur temporel, en le retenant toujours dans les liens dont ils sauroient qu'il ne pourroit sortir qu'à la perte de son ame, sans une satisfaction convenable, que de le voir trompé par une fausse absolution, qui ne pourroit servir qu'à le rendre plus incorrigible & plus criminel.

C'est donc une chose tout-à-fait intolérable, que cette liberté que quelques Parlements commencent à vouloir donner à des excommuniés, de se faire absoudre à *cautele* par tel Evêque qu'ils voudroient choisir. C'est un abus qui est tellement contraire aux plus anciens Canons, dont les Parlements tiennent à gloire de se dire les Protectors, qu'on doit juger qu'il n'y a rien aussi de plus contraire aux vraies Libertés de l'Eglise Gallicane, qui consistent principalement dans la conservation de ces Canons: & ils ne pourroient même, comme on vient de le faire voir, introduire cet usage sans ruiner leur ancien esprit, qui paroît, par tout ce qui nous reste de témoignages,

VI. CL. avoir été entièrement éloigné de ce choix monstrueux que fait un ex-N°. II. communie de celui par qui il lui plaît de se faire absoudre.

L'Auteur du Traité de l'abus, qui a recherché avec grand soin tout ce qui pouvoit servir à établir le droit que les Cours souveraines prétendent avoir touchant les absolutions à *cautele*, n'a pu trouver que deux Arrêts assez récents, où contre l'ancienne Jurisprudence, on ait fait absoudre à *cautele* un Prêtre excommunié, par un autre que par son Evêque. C'est de lui que les Sieurs de l'Estant & Rives ont pris ces deux Arrêts, rendus au Parlement de Paris en 1623, au profit de M. Pierre Garende, Grand Archidiacre d'Angers; par l'un desquels il fut renvoyé pour être absous à CAUTELE, pendant la décision de l'appel, à M. l'Evêque de Maillelais; & par l'autre, à M. Ruellé Conseiller à la Grand Chambre, Grand Vicair de M. l'Archevêque de Lyon, qui étoit Primat. Mais, s'ils avoient eu le soin qu'ils devoient avoir de s'informer des droits de l'Eglise, & d'en conserver les intérêts, ils se seroient bien gardés de citer ces deux Arrêts en plaidant au Conseil du Roi, puisque M. Miron, Evêque d'Angers, s'y étant pourvu pour en empêcher l'exécution, il en obtint Arrêt le 24 Février 1624, par lequel Sa Majesté, pour bonnes & grandes considérations, se réserve à soi ce différend, & cependant lui fit main levée du revenu temporel de son Evêché saisi à la requête du dit Garende. Et pour montrer que ces Arrêts du Parlement paroissent contraires aux Ordonnances des Rois pour la juridiction de l'Eglise, il est ajouté dans cet Arrêt du Conseil: *Que sadi- te Majesté veut & entend que son Edit, fait sur les Remonstrances des Prélats & Députés de son Clergé au mois de Septembre 1610, vérifié en la Cour de Parlement de Paris le 30 Mai 1612, soit exécuté; faisant défenses à tous les Juges & Officiers de prendre connoissance des choses spirituelles, & purement ecclésiastiques, conformément audit Edit.*

Dans les  
Mémoires  
du Clergé  
T. II. p. 137

#### C O N C L U S I O N.

On peut voir, par tout ce qui a été dit dans la seconde Partie de cette Replique, que cette affaire regarde plus l'intérêt de l'Eglise, & de l'Ordre Episcopal, que celui du Promoteur d'Alet. Il n'y a agi que par le devoir de sa Charge. Et, quoi qu'il en arrive, il aura cette consolation devant Dieu, de n'avoir eu en vue que son service, & la conservation de la discipline de l'Eglise. Mais ce seroit assurément une étrange plaie qu'on y feroit, si l'on souffroit que des Prêtres eussent violé impunément tant de Canons, qui défendent, sous de si grandes peines de transférer à des séculiers la juridiction de l'Eglise en



en des causes purement ecclésiastiques; si l'on autorisoit cet abus VI. Cl. étrange, qu'on a commencé d'introduire dans ces derniers temps, de N°. II. donner liberté à un excommunié, de se faire rétablir dans l'usage des Sacrements, par tel Evêque qu'il vaudra choisir; si on laissoit impunie l'usurpation que des Prêtres ont faites de leurs fonctions, après en avoir été légitimement interdits, sous prétexte d'une absolution si illégitime, & qui n'étoit fondée que sur un Arrêt d'un Parlement incompetent; si, au lieu de louer le zèle d'un Promoteur, qui a tâché de réprimer ces excès par des voies justes & légitimes, on l'inquiétoit pour avoir fait son devoir, & si, enfin, on jugeoit qu'on fût obligé d'avoir égard à des Brefs subreptices, & tout-à-fait nuls, comme étant obtenus par une fausseté substantielle, pour consentir qu'un Evêque, qui n'a même aucun pouvoir, par ces Brefs, sur une affaire, parce qu'il n'y en est point parlé, entreprenne d'anéantir, par des absolutions à *cautele*, sans connoissance de cause, les sentences les plus légitimes.

Voilà les maux que l'on feroit à l'Eglise & à l'autorité épiscopale; si on adjugeoit aux Sieurs de l'Estang & Rives leurs injustes prétentions. Au lieu qu'il n'en arrivera que du bien à tout le monde, & à eux-mêmes, si l'on accorde au Promoteur ce qu'il demande (comme il l'espère de l'équité de ses Juges) puisque, ne souhaitant que leur salut, il desire seulement qu'ils soient renvoyés à leur vrai Pasteur, pour recevoir, de sa sagesse & de sa bonté, des remèdes convenables à leurs plaies, & la grace de l'absolution, qu'ils ont recherchée en vain de ceux qui ne la leur pouvoient pas donner sans renverser toutes les Loix de l'Eglise.

*Signé,*

VINCENT RAGOT, *Prêtre, Promoteur d'Alet.*





# FACTUM

De Messire Vincent Ragot, Prêtre, Docteur en Droit Canonique, Promoteur de l'Eglise & Diocese d'Alet, tant pour lui que pour le Syndic du Clergé dudit Diocese, & Messire Nicolas Pavillon, Evêque d'Alet, en tant qu'il y a & peut avoir intérêt.

*Contre le prétendu Syndic de quelques Gentilshommes, & quelques Ecclésiastiques & Réguliers de ce Diocese.*

*Contenant une ample Instruction du Procès pendant entr'eux au Conseil du Roi, avec les raisons & autorités qui justifient la conduite dudit Seigneur Evêque d'Alet, & des Ecclésiastiques de son Diocese.*

PRÉSENTÉ PAR LE DIT PROMOTEUR

*A Messieurs les Commissaires, nommés par Sa Majesté pour le jugement du Procès, pour lui servir d'AVERTISSEMENT (a)*

[ Composé par M. Arnauld. ]

**I**L est difficile de s'imaginer une vexation plus injuste, que celle VI. Cl. que la plupart des Gentilshommes du Diocese d'Alet font à leurs N°. IV. Pasteurs & à leur Evêque ; mais il n'y a point aussi de persécution plus glorieuse devant Dieu, que celle que souffrent ces Prêtres de Jesus Christ ; puisque c'est seulement pour avoir tâché de satisfaire à leur devoir, & d'accomplir, autant que Dieu leur en a donné de lumière & de force, les obligations les plus essentielles de leur Ministère.

(a) [ Donné sur l'édition faite à Paris en 1666. ]

VI. CL. Si M. l'Evêque d'Alet s'étoit contenté de joindre à une vie exem-  
 N°.IV. plaire, un soin superficiel des ames que Dieu lui a commises, il n'auroit reçu que des applaudissements de toute la Noblesse de son Diocèse ; & ceux qui le décrivent aujourd'hui, auroient tenu à gloire d'avoir un Evêque si pieux, parce que sa piété étant demeurée en lui-même, ne les auroit point troublés dans leurs injustices & dans leurs passions criminelles. Et quand même ce Prélat auroit fait les plus beaux réglemens du monde, pour réformer les abus & arrêter le débordement des vices, s'il n'avoit point trouvé de Coopérateurs fidèles pour exécuter ses ordres, personne ne se seroit plaint de ces loix infructueuses, qui auroient laissé les plus dérégles dans la malheureuse impunité qu'ils souhaitent.

Mais parce que M. d'Alet s'est appliqué sérieusement à procurer le salut de ceux dont il doit répondre à Jesus Christ, en travaillant à empêcher, autant qu'il se pourroit, la profanation des Sacrements, qui fait trouver le poison où on doit trouver le remède, & que Dieu, bénissant les soins qu'il a pris de former des Ecclésiastiques, a donné assez de zèle & de force à plusieurs de ses Curés, pour mettre en pratique, autant que Dieu leur en donnoit d'ouverture, ses saintes instructions. Comme, d'un côté, ils ont rendu de très-grands services à plusieurs bonnes ames, qu'ils ont mises dans le chemin d'une vie vraiment chrétienne, ils se sont attirés, de l'autre, une cruelle guerre, de la part de ceux qui *baïssent la lumière*, parce que leurs œuvres étoient mauvaises, selon la parole de l'Evangile, & qui ont regardé comme une chose insupportable, qu'on les voulût assujettir aux Loix de Dieu & de l'Eglise.

Voilà le véritable sujet du procès que les Gentilshommes du Diocèse d'Alet ont fait à leurs Curés : car ce Prélat ayant vu, qu'une patience de vingt années ne pouvoit rien gagner sur ces ames endurcies, se crut obligé, pour délivrer lui-même son ame, & n'être pas chargé de leur sang quand il comparoitra devant le Souverain Juge, d'instruire, dans ses Conférences, les Curés & les Confesseurs de son Diocèse, de l'obligation qu'ils avoient de porter efficacement, ceux d'entre les Gentilshommes qui étoient leurs paroissiens, à changer de vie, & à réparer le tort qu'ils avoient fait au prochain, ou le scandale qu'ils avoient causé.

Quelques-uns des Curés, voulant obéir à Dieu qui leur parloit par la bouche de leur Prélat, se mirent en devoir de faire connoître à cette noblesse ses obligations : mais ils n'en reçurent que des mépris & des rebuts. De sorte que, ne pouvant, sans trahir leur mi-

histère & violer les plus saintes regles de l'Eglise, les admettre aux **VI. Crs**  
**Sacrements**, qu'ils ne pouvoient, en l'état où ils étoient, recevoir **N°. IV.**  
 sans privilege, ils furent obligés de les leur refuser. Et M. d'Alet  
 les ayant trouvés, dans le cours de ses visites, dans cette disposition  
 d'impénitence, & voyant que quelques-uns d'entr'eux avoient passé  
 jusqu'à trois, quatre, six & huit ans sans se mettre en état de parti-  
 ciper aux Sacrements, & que tous ses avertissements & ses remon-  
 trances réitérées avoient été inutiles à leur égard, il fut contraint  
 d'interdire l'entrée de l'Eglise à quelques-uns d'eux, & il en excom-  
 munia seulement un, dont la vie étoit horriblement scandaleuse.

Ce procédé si canonique, qui n'avoit point d'autre source que la  
 charité d'un vrai Pasteur, & point d'autre fin que le salut de ces  
 ames égarées, les irrita au lieu de les ramener. Ils appréhenderent  
 qu'on ne diminuât ce pouvoir tyrannique, qu'ils avoient exercé jus-  
 qu'alors sur leurs vassaux : ils craignirent, comme ils le disoient eux-  
 mêmes, de n'être plus Rois dans leur pays, & que M. d'Alet & les  
 Curés ne les troublassent dans cette licence, à laquelle ils étoient ac-  
 coutumés.

C'est pourquoi, comme s'il eût été question de remédier à un  
 mal très-pressant, ils firent diverses assemblées, en divers lieux du  
 Diocèse, avec grand éclat, sans permission du Roi, ni du Gouver-  
 neur, ni du Lieutenant de Roi de la Province, ni d'aucun Magis-  
 trat, & coururent de village en village, pour solliciter les habitants  
 de se plaindre de leurs Curés, à qui, par ce moyen, ils suscitèrent  
 plusieurs procès.

Ce procédé si violent & si injuste, porta les deux Archiprêtres  
 du Diocèse d'aller eux-mêmes à Toulouse, pour se plaindre au Par-  
 lement de ces entreprises, & des vexations étranges que l'on faisoit  
 aux Curés, & ils y présentèrent Requête pour en obtenir des dé-  
 fenses. C'est à quoi ils se réduisoient, & non pas à porter cette cause  
 dans ce Parlement ; puisqu'après avoir montré que les Curés dont  
 on se plaignoit, & qu'on accusoit d'une insupportable sévérité dans  
 l'administration du Sacrement de Pénitence, ne suivoient que des re-  
 gles constantes, & autorisées par le sentiment de toute l'Eglise, & par-  
 ticulièrement de l'Eglise Gallicane, ils ajoutent ensuite ; *que, s'il y a*  
*des pénitents qui croient que les Confesseurs, pour s'y attacher, méritent*  
*punition, ils devroient au moins reconnoître, que ce n'est pas un crime*  
*privilegié, pour lequel ils puissent les traduire au Tribunal séculier : mais*  
*en tout cas, s'ils abusent de la sainteté de ces regles, ou se servent mal*  
*des Ordonnances de leur Evêque, leur donnant un sens contraire à son*

VI. CL. *intention, ils doivent les appeller devant leurs Supérieurs Ecclésiastiques?*

N°. IV. *ce qu'ils évitent pourtant malicieusement, parce que, sachant que les Ecclésiastiques ne peuvent répondre de ces matieres devant le Tribunal séculier, sans encourir les Anathêmes & Censures qui sont portées contre ceux qui soumettent les Sacrements à son autorité, ils pensent que par ce moyen, ils pourront facilement faire condamner par défaut, & sous des prétextes controuvés, ceux qu'ils savent n'avoir pas la liberté de s'y venir défendre.*

Mais quoique cette Requête, qui fut imprimée dès-lors, eût été donnée à tous les Conseillers de la grand' Chambre, & à plusieurs des autres, on ne put jamais obliger ce Parlement d'y rien répondre; parce que, d'une part, elle étoit si juste qu'on ne la pouvoit rejeter, ne s'agissant que d'en obtenir des défenses, & non point de le rendre Juge de cette affaire, puisqu'il y étoit, au contraire, déclaré expressément, que les Curés ne s'y pouvoient défendre sans encourir les Censures de l'Eglise, & que, de l'autre, il y avoit une faction trop forte contre M. d'Alet, pour en pouvoir rien tirer de positif pour réprimer ceux qui combattoient sa conduite.

Ce fut sans doute ce qui donna encore plus de hardiesse à ces Gentilshommes, & qui les porta à se lier plus étroitement, en créant des Syndics, par un attentat manifeste contre l'autorité du Roi, pour s'employer avec plus d'ardeur & plus de persévérance à tourmenter les Curés.

Quelques Réguliers, à qui M. l'Evêque d'Alet n'avoit pas jugé à propos, pour des raisons importantes, de donner la permission de prêcher & de confesser, se joignirent à cette cabale; & elle se grossit encore de quelques Ecclésiastiques déréglés, qui ne pouvoient souffrir qu'on les voulût obliger de vivre cléricallement, & de n'entrer dans les Bénéfices que par des voies légitimes.

Le principal moyen que ces Gentilshommes crurent devoir employer, pour ruiner la discipline que M. d'Alet avoit établie dans son Diocèse par un travail de vingt-trois années, fut, de la rendre odieuse par une infinité de calomnies. Et afin qu'elles portassent un plus grand coup, ils eurent la témérité de les adresser au Roi; s'imaginant que Sa Majesté en étant prévenue, il seroit plus difficile d'effacer les impressions défavantageuses qu'elle auroit prise de la conduite de ce Prélat.

Ils dressèrent, dans ce dessein, un cahier de plaintes, qu'ils envoyèrent au Révérend Pere Annat, avec une lettre signée de seize ou dix-huit de ces Gentilshommes. Ce Pere présenta cette piece au Roi,

Mais, quoique Sa Majesté pût être surprise par le récit de tant de faits, VI. CL. qui étoient rapportés avec une si étrange hardiesse, qu'une personne N°. IV. moins judicieuse & moins équitable y eût pu d'abord ajouter foi, elle entrevit, par la lumière si pénétrante de son esprit, au travers de ces impostures, qu'il n'y avoit pas d'apparence que la conduite d'un Prélat fût telle qu'elle étoit représentée dans cet Ecrit calomnieux. Et pour s'en assurer davantage, elle mit ces plaintes entre les mains de M. l'Archevêque de Paris, en lui ordonnant d'en écrire à M. d'Alet, & de lui en envoyer copie. M. de Paris s'acquitta de cette commission d'une manière très-obligeante, & M. d'Alet lui envoya, avec la lettre qui a été imprimée, les réponses au cahier des Gentilshommes, qui ayant été présentées au Roi par M. l'Archevêque de Paris, Sa Majesté, après les avoir examinées dans son Conseil, le chargea d'écrire de sa part à M. d'Alet, qu'Elle étoit pleinement satisfaite de ces réponses & de sa conduite, & qu'Elle se recommandoit à ses prières, auxquelles elle avoit bien de la confiance.

Pendant que ces Gentilshommes faisoient jouer cette machine à la Cour, pour perdre leur Evêque dans l'esprit de Sa Majesté, si la simple exposition de la vérité n'eût dissipé leurs calomnies, il arriva au même temps une rencontre particuliere, qui fit éclater leurs mauvais desseins.

Quelques Curés, qui n'avoient pas été de ces chiens muets qui sont maudits par l'Ecriture, ayant publié un Monitoire, & reçu ensuite des dépositions contre un de ces Gentilshommes syndiqués, dont la vie est si débordée, que M. d'Alet a été obligé de l'excommunier pour ses désordres tout-à-fait horribles & scandaleux, ce Gentilhomme obligea, par contrainte & par menaces, quelques particuliers ses vassaux, de désavouer leurs dépositions, & de changer même la marque qu'ils avoient pris pour feing, afin de pouvoir par-là convaincre ces Curés de fausseté.

Ce procédé si étrange, porta celui des Syndics du Clergé, qui étoit chargé de pourvoir aux affaires qui pourroient arriver, à présenter, sans le su de M. d'Alet, une Requête au Parlement de Toulouse, contre la Noblesse liguée, sur laquelle Requête intervint Arrêt du 5 Octobre 1663, par lequel les parties furent renvoyées en jugement huitaine après la Saint Martin, pour après avoir été ouïes, ensemble le Procureur Général de Sa Majesté, leur être fait droit ainsi qu'il appartiendroit; & fut ordonné que cependant, l'Acte du prétendu syndicat des Gentilshommes seroit remis au Greffe du Parlement, avec défenses à toutes personnes de troubler les Curés, Vicaires & autres Ecclésiast-

VI. CL. tiques dudit Diocèse, dans les fonctions de leurs charges, à peine de N°. IV. quatre mille livres d'amende; & à tous Notaires, de recevoir aucunes plaintes, ni informer contre les dits Ecclésiastiques, à peine de nullité, & sur les peines portées par les Ordonnances : ce qui auroit été aussi ordonné par Arrêt du Conseil d'Etat, du 5 Novembre de la même année, rendu sur les plaintes faites à Sa Majesté par M. le Prince de Conti, des entreprises des dits Gentilshommes. Cet Arrêt du Parlement de Toulouse fut signifié au Sieur de *Rennes*, l'un des dits Syndics, aussi à l'insu de M. d'Alet. Mais il arriva, par une surprise, que l'Huissier qui étoit chargé de faire cette signification à ce Syndic prétendu de la Noblesse, n'ayant ordre que de notifier les inhibitions portées par le dit Arrêt, excéda sa commission, & lui donna assignation au Parlement de Toulouse. La surprise fut reconnue & désavouée expressément par l'Huissier même, dès le lendemain, comme il paroît par les pieces que ce Gentilhomme a produites au procès, de sorte qu'il n'avoit eu aucun lieu de s'en servir.

Mais, nonobstant cela, les Gentilshommes ligués crurent qu'ils devoient prendre ce mauvais prétexte, pour se servir contre M. d'Alet, de l'autorité d'une brigue puissante qu'ils ont au Parlement de Toulouse, où ils avoient plus de trente des principaux Officiers qui étoient ou leurs parents, ou ennemis déclarés de M. l'Evêque d'Alet, à cause de l'affaire de Pierre A. Receveur des Tailles du Diocèse d'Alet, condamné à mort, à la Requête du Syndic de la Province de Languedoc, ensuite de la plainte que ledit Sieur Evêque avoit faite aux Etats, des concussions, pilleries & malversations commises par le dit Aost. en l'exercice de sa charge dans le dit Diocèse : ce qui a fait de puissants ennemis à M. l'Evêque d'Alet dans le Parlement de Toulouse, parce que ce Receveur est appuyé d'une puissante brigue au dit Parlement, ayant épousé la fille du Président Cironis. Ces Gentilshommes, voulant donc se servir de ces avantages, présentèrent une Requête au Parlement, pleine d'une infinité de faux faits, & qui contenoit une partie des mêmes impostures dont ils avoient rempli le Mémoire envoyé au Roi, & quelques-unes de nouvelles.

M. l'Evêque d'Alet ayant été averti de ces procédures, & ne pouvant espérer aucune justice au Parlement de Toulouse, tant à cause du grand nombre de parents que ces Gentilshommes y avoient, qui excède celui de vingt, sans comprendre la brigue du Sieur de *Fresals*, qui est tout-à-fait opposée à M. d'Alet, pour les causes qui ont été marquées; & de plus, s'agissant de matieres purement spirituelles, & qui regardoient la conscience, pour lesquelles le Parlement de Tou-

louse



l'ouïe est entièrement incompetent, il crut; que pour faire cesser tous ces troubles, & la persécution qui lui étoit suscitée, & à ses Ecclesiastiques, il se devoit mettre sous la protection du Roi & de son Conseil. VI. Cr. N. IV.

Il ne s'agit pas de punir ces Gentilshommes de leurs excès (a). Car, quoiqu'ils soient notoires & publics, & qu'il y en ait peu qui ne se puissent prouver par des actes authentiques, ce n'a jamais été l'intention de M. l'Evêque d'Alet, d'entreprendre cette poursuite criminelle. Il les considère toujours comme ses enfants: il n'a pour eux que des entrailles de Pere. Plus leur état est misérable, & plus il se croit obligé de travailler à les en tirer: & il espere qu'en souffrant en esprit d'humilité & de pénitence, les outrages qu'ils lui font, il pourra peut-être attirer enfin la miséricorde de Dieu sur eux. Que s'il découvre leurs excès, ce n'est pas pour leur insulter, ni pour aigrir contr'eux, ceux qui ont le pouvoir de les en punir; mais c'est seulement pour empêcher que la conjuration qu'ils ont faite entr'eux, ne mette un obstacle au soin qu'il desire prendre pour leur conservation & pour leur salut.

Il ne s'agit pas non plus d'examiner, si la conduite que M. d'Alet garde dans son Diocèse, est canonique & conforme à l'esprit de l'Eglise. Il en a rendu compte à Sa Majesté, en répondant, comme Elle avoit désiré, aux plaintes calomnieuses de ces Gentilshommes, & Elle lui a rendu témoignage, lui faisant écrire, par M. l'Archevêque de Paris, qu'elle en étoit pleinement satisfaite.

Il s'agit seulement de savoir, s'il est permis à des Gentilshommes de faire des assemblées, & de créer des Syndics, sans permission de Sa Majesté, ou de ceux qui ont son autorité dans la Province? S'il leur est permis, sous un prétexte qui ne manque jamais, de s'assembler, de persécuter, par une infinité de voies, les Curés & les Vicaires, pour leur faire trahir leur ministère, & de faire leurs efforts pour troubler tout un Diocèse, & y détruire le travail & l'application de vingt-cinq ans; d'obliger un Evêque à relâcher des regles saintes & sacrées de l'Evangile, contre son devoir & sa conscience.

(a) [ Les Gentilshommes syndiqués prétendirent dans leur Requête au Conseil d'Etat, rapportée à la page 25 & suiv. de l'Arrêt définitif du 23 Juillet 1666, que M. l'Evêque d'Alet & son Clergé, dans leur Requête présentée au Conseil le 24 Mars 1665, & dans le *Passum* imprimé sous le nom du Promoteur, s'étoient départis des diverges accusations formées contr'eux; & abusèrent pour cet effet de ce qui est dit ici, qu'il ne s'agit pas de punir &c. On réfuta cette prétention dans une note marginale sur cet endroit de l'Arrêt du 23 Juillet, en disant qu'on s'en étoit si peu départi, que ce *Factum* n'avoit été donné qu'au public que pour faire connoître en détail, ce qui n'étoit représenté qu'en gros dans la Requête du 24 Mars 1665. ]

VI. C.  
N°.IV.

## ECLAIRCISSEMENTS PARTICULIERS.

Après avoir donné cette idée générale de l'affaire des Gentilshommes, il est nécessaire d'en expliquer tous les points en particulier, afin de ne laisser aucune couleur à la calomnie, de se cacher sous des accusations vagues, ou de se prévaloir de certains faits si malicieusement proposés, que ce qui semble en apparence devoir faire blâmer la conduite d'un grand Evêque, est au contraire ce qui en doit donner une singulière vénération.

Mais, afin qu'il y ait moins de confusion dans ces Eclaircissements, on les divisera en six parties.

La première sera, des plaintes que ces Gentilshommes ont osé proposer à Sa Majesté.

La seconde, de celles qu'ils ont inférées dans leur Requête au Parlement de Toulouse.

La troisième, des cas particuliers, publics & notoires, qui ont empêché que les Gentilshommes, nommés dans le syndicat, n'aient été reçus aux Sacrements : ce qui les a portés à exciter tout ce trouble.

La quatrième, de l'étrange persécution qu'ils ont faite à l'un des meilleurs Prêtres du Diocèse d'Alet, pour donner quelque couleur à leurs calomnies.

La cinquième, des désordres qu'ils ont voulu autoriser, pour faire de la peine à M. d'Alet, en ruinant la discipline qu'il a tâché d'établir.

La sixième, des prétentions schismatiques de quelques Réguliers, que ces Gentilshommes ont compris dans leur syndicat, de prêcher & de confesser dans le Diocèse d'Alet, contre le gré de l'Evêque, ou de quêter, n'en étant pas.

## PREMIER ECLAIRCISSEMENT.

*Des Plaintes présentées au Roi, & réfutées par M. d'Alet.*

Ce n'est que pour renvoyer aux Réponses de M. d'Alet que l'on parle ici de ces plaintes : car il n'y a rien à ajouter aux justifications si nettes, si sincères & si modérées de ce charitable Pasteur qui ne respire que le salut de ceux qui le persécutent, lors même qu'il est obligé de se défendre de leurs outrages.

Comme ces Réponses ont déjà été imprimées par deux fois, il

seroit inutile de les répéter ici. Mais il est absolument nécessaire de VI. C2.  
les lire , comme la plus importante piece de cette affaire ; parce N°. IV.  
qu'elle comprend tout ce que ces Gentilshommes ont pu trouver de  
plus spécieux , pour décrier la conduite de ce Prélat. De sorte que ces  
calomnies étant ruinées , comme Sa Majesté a déjà jugé , dans son Con-  
seil , qu'elles l'étoient entièrement par cette Réponse , il n'y a pas lieu  
de douter , que toute cette tempête ne soit un ouvrage de ténèbres &  
de cabale , qui n'a pour fondement que le mensonge & l'imposture , &  
pour but , que de se procurer une licence effrénée dans les injustices &  
dans les désordres.

Mais ce qui est plus considérable est , que , selon toutes les loix , &  
civiles & canoniques , des personnes qui ont été convaincues de  
calomnies si manifestes contre leur Prélat , en des matieres si importan-  
tes , non seulement ne doivent plus être ouïs , mais on est obligé de  
les condamner à réparer de tels excès par une satisfaction publique.

Et c'est ce qui fait voir l'aveuglement horrible de ces personnes. Ils  
se plaignent qu'on ne les reçoit pas aux Sacrements : & ils y appor-  
tent un nouvel obstacle , qui les met encore plus hors d'état de les  
recevoir qu'ils n'étoient auparavant. Car s'il est dit d'Herodes , qu'é-  
tant repris par Saint Jean de tous les maux qu'il avoit faits , il ajouta  
à ses autres crimes , celui de mettre ce Saint en prison : *Adjecit & hoc  
super omnia , & inclusit Joannem in carcere* ; on peut dire aussi de  
ces Gentilshommes , qu'étant repris par leur Evêque de leurs crimes  
& de leurs désordres , ils ont ajouté pour surcroît à tous leurs au-  
tres péchés , de s'emporter comme des phrénétiques contre le Méde-  
cin qui les veut guérir , & de noircir , par des impostures atroces , la  
sainteté de sa conduite. Or comment veulent-ils après cela qu'on les  
admette à la participation des Saints Mysteres , qui ne pourroient que  
leur donner la mort dans un si mauvais état ? Il est ordonné par un  
des plus anciens Conciles de l'Eglise : *Que , si quelqu'un ne peut prou-* Concil. Eli.  
*ver les crimes qu'il auroit imposés fausement à un Evêque , ou à un* bes. l. c. 74.  
*Prêtre , ou à un Diacre , on ne lui doit pas donner la communion même*  
*à la mort.* Voilà ce que mérite cette criminelle témérité , selon ce Ca-  
non , qui a été renouvelé par le Pape Adrien I , dans ses Capitulaires  
Chap. 62. Il suffit , pour tomber dans la peine de ce Canon d'avoir  
imposé un crime à un Ministre de Jesus Christ , & de ne le pouvoir prouver.  
On ne demande point d'autre marque de la fausseté de l'accusation ,  
parce que tout accusateur est censé calomniateur s'il ne prouve ce qu'il

VI. C<sup>on</sup>. avance: Or, comment pourroient-ils, par exemple, prouver les erreurs  
N<sup>o</sup>. IV. grossières & détestables qu'ils attribuent à M. d'Alet contre le sceau de  
de la confession? M. d'Alet leur a répondu: *Qu'on ne peut assez s'éton-*  
*ner de la hardiesse qu'ils avoient prise, d'imposer à un Evêque une erreur*  
*si grossière. & une impiété si exécrationnable, qui rendoit tout-à-fait oisieux l'u-*  
*sage d'un Sacrement si nécessaire à tous les fideles, comme est celui de la*  
*Pénitence; d'autant plus, qu'il a pris un soin particulier, depuis le com-*  
*mencement de son administration jusqu'à présent, d'enseigner & d'incu-*  
*quer en toutes sortes d'occasions, tant aux Ecclesiastiques qu'aux Laïques,*  
*l'obligation très-étroite que contractent les Confesseurs, de garder inviola-*  
*ble le secret de la confession; non seulement à l'égard des crimes & re-*  
*tables péchés, mais encore des plus légers, & même des moindres de ces*  
*qui peuvent donner, en quelque manière que ce puisse être, la connai-*  
*sance de ce qui est déclaré dans la confession; leur remontrant, & leur*  
*faisant appréhender les peines que l'Eglise a imposées à tous les infir-*  
*meurs de cette loi indispensable: ce qui se justifie par les maximes des*  
*Conférences données aux Ecclesiastiques, & par les Instructions cénatu-*  
*res que l'on en fait au peuple.*

Qu'ont-ils répliqué à cela, & que peuvent-ils y répliquer? En un  
il n'y a point, dans l'Eglise, de Confesseur, à moins qu'il ne soit entiè-  
rement ignorant, ou étrangement corrompu, qui les puisse absou-  
dre, ou leur donner aucune espérance de pardon, s'ils ne satisfont à  
une méditation si criminelle, par une réparation publique; puisqu'il  
feroit une hérésie de croire qu'une personne soit capable d'absoudre  
en ne voulant pas se dedire d'une diffamation scandaleuse contre l'hon-  
neur d'un Evêque.

Cependant voilà une image de l'embaras où se sont souvent trou-  
vés les Cures du Diocèse d'Alet, & de ce qui a été leur tourment  
eux des pecheurs impénitents. Ils ne se sont trouvés dans l'impuissance  
d'absoudre ces Gentilshommes, que comme ils s'y trouvoient une année  
auparavant, avant qu'ils eussent dévoué de à leurs crimes une partie  
leur Front. Et comme en leur refusant l'absolution dans ces cas ils  
ne tenoient que suivre les regles indépendantes de la conscience hu-  
aine, ils n'ont suivi que les mêmes regles, lorsque, pour se rendre plus  
raisons, ils n'ont pas voulu qu'ils se rendent encore plus culpables  
qu'ils étoient, par la profanation des choses saintes.

## SECOND ECLAIRCISSEMENT

VI. CL.  
N°.IV.

*Contenant la Réponse à d'autres plaintes des Gentilshommes, dans une Requête au Parlement de Toulouse.*

Ces plaintes des Gentilshommes, dans leur Requête au Parlement de Toulouse, étant presque les mêmes en substance que celles qu'ils avoient déjà envoyées en Cour, on auroit pu se passer d'y répondre, s'il n'avoit été avantageux de faire voir en particulier, qu'en ôtant les mensonges & les faussetés dont ils altèrent plusieurs des faits qu'ils rapportent, il n'y a que des sujets d'approbation & de louange, en ce qu'ils prennent, ou par ignorance ou par malice, pour des marques d'une conduite fort blâmable.

Et, pour agir avec plus de sincérité, on imitera le procédé de M. d'Alet, en rapportant leurs propres paroles, & joignant à chaque Article la réfutation de leurs vains ou malicieux reproches.

## I. P L A I N T E .

*Que les Curés & les Vicaires du Diocèse d'Alet, ayant depuis longues années, pris une conduite toute particulière, & contraire à l'esprit universel de l'Eglise, en la direction des consciences de leurs Paroissiens, & en l'administration des Sacraments, se sont portés à cet excès de rigueur, &c.*

## R É F U T A T I O N .

Il n'y a rien de plus injuste & de plus pernicieux que ces accusations vagues, de conduite toute particulière, & contraire à l'esprit universel de l'Eglise, en la direction des consciences, & en l'administration des Sacraments. C'est un moyen assuré de décrier tout ce qu'un saint Evêque tâchera de faire, pour réformer les abus qu'il aura trouvés dans son Diocèse; pour ôter du Clergé les vices qui le déshonorent; pour en bannir l'avarice, la débauche & l'impureté; pour arrêter les débordements qui se sont glissés, comme dit Saint Charles, dans presque toutes les conditions, & qui font que presque personne ne s'y peut sauver; & enfin, pour rétablir au moins quelque chose de cette ancienne discipline, que les Peres ont appelée *disciplinam deificam*, & dont la ruine n'a pas été seulement le sujet des gémissements des gens

VI. CL. de bien , mais aussi l'une des principales causes de tant d'hérésies, qui  
N°.IV. ont déchiré le sein de l'Eglise dans ces derniers temps , comme le Concile de Trente le reconnoît & le déplore.

Les lâches Ecclésiastiques , & les mauvais Chrétiens , qui ne pourront souffrir le joug d'une discipline un peu plus exacte que l'ordinaire , quoique beaucoup au dessous de celle de l'Eglise dans sa première vigueur , ne manqueront jamais de se conserver dans la possession de leur ancienne licence, s'il suffit pour cela de dire , comme font aujourd'hui ces Gentilshommes ligués ; *qu'on tiënt sur eux une conduite toute particulière , & contraire à l'esprit universel de l'Eglise* , en s'imaginant ridiculement , qu'on doit juger de *l'esprit de l'Eglise* , non par ses Regles & par ses Canons , mais par ce qui se fait ; ou qui se souffre communément dans l'Eglise.

Car il est indubitable que le nombre des Pasteurs , ou mercenaires qui ne pensent qu'à leurs intérêts , ou négligents qui ne veillent que lâchement à la conduite de leur troupeau ; ou peu éclairés , qui ne sont guere touchés de ses maux , parce qu'ils en connoissent peu la grandeur ; ou foibles , qui n'ont pas assez de force pour s'opposer aux déréglemens dont ils gémissent , a toujours été , & sera toujours incomparablement plus grand , que le nombre de ceux qui ont un zele ardent pour la beauté de la maison de Dieu , une vigilance infatigable pour le salut de leurs brebis , une lumière pénétrante pour en connoître les besoins , & une fermeté apostolique pour faire observer , malgré l'opposition & les clameurs des hommes charnels , ce que l'Ecriture & les Canons leur apprennent être nécessaire pour bien conduire les ames que Jesus Christ leur a confiées. Et ainsi il faut avouer , quoiqu'avec douleur , que nous ne sommes point si heureux qu'il n'y ait par toute l'Eglise , un très-grand nombre de Dioceses & de Paroisses , où les vraies regles de la conduite des fideles sont très-peu connues , ou très-négligées , ou très-imparfaitement observées. Il n'y a donc rien de plus dangereux & de plus déraisonnable , pour ne pas user d'un terme plus fort , que de prendre le violement des vraies regles , & des plus importantes au salut des ames , ou la négligence de les observer lorsqu'elle est commune & répandue en beaucoup de lieux , pour la seule conduite que les Evêques puissent tenir ; en sorte qu'ils ne puissent les faire observer plus exactement , sans que les Laïques mêmes aient droit de les accuser , *d'avoir une conduite toute particulière , & contraire à l'esprit universel de l'Eglise*.

Cette prétention est pire que les désordres mêmes dont on se veut procurer l'impunité ; parce que ce seroit rendre les maux de l'Eglise

ntièrement incurables, & ôter toute espérance d'y voir jamais de véri- VI. Cl.  
 able réformation. N°. IV.

Quand S. Charles, poussé de l'esprit de Dieu, entreprit de travailler, en vrai Pasteur, dans la conduite des ames du Diocèse de Milan, la première chose qu'il y fit, comme il le témoigne lui-même dans ses Harangues synodales fut de déraciner beaucoup d'abus qui régnoient alors presque par-tout, ainsi qu'on l'apprend des plaintes qu'en font les plus grands hommes de ce temps-là, & de rétablir un très-grand nombre de points de la discipline ecclésiastique, qui ne s'observoient nulle part. Tous les Laïques avoient donc droit de reprocher à ce saint Cardinal, ce que ces Gentilshommes ligués osent reprocher à M. d'Alet, *qu'il avoit une conduite toute particuliere, & contraire à l'esprit universel de l'Eglise.*

Mais, quoiqu'il ait trouvé de très-grandes oppositions à ses bons desseins, il ne paroît pas que ceux qui ne pouvoient souffrir le joug salutaire, qu'il se croyoit obligé de leur imposer pour satisfaire à sa charge, aient eu la témérité d'attribuer leurs relâchements à l'Eglise. Ils se contentoient d'alléguer leur possession, & de prétendre qu'on ne devoit pas les y troubler, ni les contraindre d'être meilleurs que leurs Peres. Et c'est ce que ce Saint foudroie par ces paroles, dans la Harangue qu'il fit à l'entrée de son deuxième Concile Provincial. *Il ne faut pas, dit-il, que nous cessions de faire ce que notre charge demande de nous, parce que le soin que nous prenons, & les réglemens que nous faisons comme Pasteurs, blessent l'esprit de ceux qui sont enfants de perdition, & que nous entendons dire ces paroles populaires, par lesquelles on couvre d'ordinaire la corruption des mœurs, comme avec des feuilles de figuier : nous ne sommes plus en un temps où l'on puisse souffrir la vérité des anciens Canons. Nous avons vécu de la sorte : nos Peres ont vécu de la sorte. Pourquoi prendrons-nous maintenant une nouvelle façon de vie ? Méprisons toutes ces paroles, & tout ce que l'on peut dire de semblable.*

M. l'Evêque d'Alet se doit estimer heureux, qu'on ne puisse faire contre sa conduite, que des plaintes semblables à celles que l'on a faites autrefois contre la conduite du grand S. Charles ; & il n'a qu'à suivre l'exemple du même Saint, en continuant de travailler comme lui, nonobstant ces vains murmures, au rétablissement solide de la discipline chrétienne, autant que la foiblesse de ce siècle le peut souffrir.

VI. CL.  
N°. IV.

## II. PLAINT E.

*Que les Curés se sont portés à cet excès de rigueur contre les Dîcésains, que d'en mettre, ou faire mettre une partie en interdit; d'en priver une autre partie de la participation des Sacrements, de la Sainte Eucharistie & de la Pénitence, & de faire excommunier ensuite ceux qui n'ont pas été à confesse au temps pascal.*

## R É F U T A T I O N.

C'est à cela que les Gentilshommes appliquent le reproche général qu'ils font aux Curés, d'avoir une conduite toute particulière, & contraire à l'esprit universel de l'Eglise. Et c'est ce qui enferme une erreur visible, & même une hérésie, de la manière qu'il est proposé. Car ils ne disent pas qu'on a interdit ces personnes, ou qu'on leur a différé l'absolution (ce qu'ils appellent priver des Sacrements) sans cause légitime; parce qu'ils seroient obligés, pour justifier cette accusation, d'alléguer les causes pour lesquelles on l'auroit fait, & de montrer qu'elles ne sont pas légitimes; ce qu'ils n'ont garde de faire, n'y pouvant trouver que leur condamnation, comme il paroîtra dans la suite de ces éclaircissements. Mais ils mettent simplement cette *conduite toute particulière, & contraire à l'esprit de l'Eglise*, en ce qu'il y a des personnes qu'on a interdites, & d'autres à qui on a refusé l'absolution. Or on ne peut dire que cela soit contraire à l'esprit de l'Eglise, sans lui ravir l'usage des clefs, & ne lui laisser qu'un ministère servile, d'absoudre, indifféremment & aveuglément, tous ceux qui le demandent, dans quelque disposition qu'ils puissent être: au lieu qu'on ne peut nier, sans hérésie, que les Ministres de l'Eglise n'aient aussi-bien reçu de Jésus Christ, le pouvoir de retenir les péchés aux pécheurs impénitents ou qui ne sont pas encore assez bien disposés, pour en recevoir l'absolution, que de les remettre aux pécheurs vraiment pénitents.

Ce n'est donc que sur le mauvais usage de la puissance de lier & de délier, qu'on peut accuser les Curés du Diocèse d'Alet, de conduite particulière & d'une insupportable rigueur. Or la conduite qu'ils tiennent, n'est autre que celle qui est contenue, & qui leur a été enseignée dans les Conférences du Diocèse, qui sont entre les mains de tout le monde. Il faut donc montrer, ou que ces Conférences sont contraires à l'esprit de l'Eglise, ou que, si on est obligé d'avouer qu'elles ne contiennent rien qui ne soit très-canonique & très-saint, les  
Curés



Curés & les Vicaires ne s'y sont pas conformés, & qu'ils ont fait des VI. Cr. choses qui y sont contraires. Et c'est ce qu'on est assuré qu'on ne fera N°. IV. point voir par des preuves juridiques.

Mais comme cette accusation est presque le fondement de toutes les autres, on ne la peut mieux ruiner, que par la réponse que M. l'Evêque d'Alet y a faite lui-même, en réfutant les plaintes des Gentilshommes, où il reconnoît, qu'en plusieurs cas, il a jugé à propos que l'on différât l'absolution, & il marque même quels ils sont. De sorte que, découvrant lui-même sa conduite dans ces rencontres, qui comprennent toutes celles qui ont fait soulever ces Gentilshommes; il faut, ou qu'ils les combattent dans ces points particuliers, s'ils ont assez de témérité pour cela; ou que, dans l'impuissance de le faire, ils se dédisent de leurs calomnies. Voici donc ce que porte cette Réponse.

„ Quant au délai ou refus de l'absolution, il est vrai que M. d'Alet <sup>Replique à la sixième</sup> recommande à tous les Confesseurs de son Diocèse, la soigneuse <sup>Plainte.</sup> pratique des regles de l'Eglise, dans la dispensation des Sacraments, & spécialement de celui de la Pénitence, pour n'en profaner pas l'usage, qui est, de ne point absoudre, 1°. Tous ceux qui sont dans l'ignorance des principaux mystères de notre foi, & que l'on reconnoît que cette ignorance est un effet de leur négligence, & man- que d'affection pour ce qui regarde leur salut; ou que ce sont des per- sonnes si grossières, que l'on ne peut pas les instruire sur le champ. 2°. Tous ceux qui ont pris ou retiennent le bien d'autrui, & ne le veulent pas restituer selon leur pouvoir, en tout ou en partie; ou qui, ayant fait quelque tort au prochain en son honneur, refu- sent de le réparer. 3°. Ceux qui ont quelques inimitiés, & ne veu- lent pas se réconcilier avec leurs ennemis. 4°. Ceux qui sont dans l'occasion prochaine de quelque péché, par exemple, d'impureté, ayant chez eux, ou en leur disposition, la personne avec laquelle il ont eu un commerce criminel, & ne la veulent pas congédier; ou bien, quand ils se trouvent dans une condition dangereuse pour eux, dans laquelle, eu égard à leurs dispositions, & à l'expérience qu'on a de leur vie passée, il leur est moralement impossible de s'empêcher d'offenser Dieu mortellement, & qu'ils ne la veulent pas quitter. 5°. Ceux qui sont dans quelque habitude de péché mortel, & qui ne s'en corrigent point, & ne donnent aucune marque de leur véritable amendement; puisque c'est la constante doctrine de l'Eglise, & dont la pratique a été soigneusement recommandée par S. Charles, dans les Avis qu'il a dressés pour les Confesseurs de son

VI. CL. „ Diocèse : & il est à remarquer , que ce Saint veut qu'on étende  
 N°. IV. „ encore ces refus, ou délais de l'absolution, à beaucoup de moindres  
 „ cas. Or M. d'Alet s'est contenté de proposer & recommander ces  
 „ règles aux Confesseurs, dans les Assemblées des Curés & Conféren-  
 „ ces Ecclésiastiques de son Diocèse, ou par quelques Lettres Pasto-  
 „ rales , sans leur déterminer pourtant l'application au cas d'aucun  
 „ particulier, pour leur laisser l'entière liberté dans cette fonction”.

Les Curés s'en sont expliqués de la même sorte, dans leur Requête au Parlement de Toulouse , où ils déclarent : “ Qu'on les persécute,  
 „ quoiqu'ils n'aient autre pensée que de sanctifier leurs Paroissiens, par  
 „ la fidelle dispensation des Sacraments; n'exerçant autre sévérité envers  
 „ eux , que celle que leur prescrivent les SS. Décrets, qui ne leur  
 „ permettent point d'absoudre ceux qui, étant en état de péché mor-  
 „ tel , n'en veulent pas sortir; tels que sont les personnes , qui, ayant  
 „ injustement ravi les biens ou l'honneur du prochain, ne veulent le  
 „ restituer; qui ne se veulent faire aucune violence pour sortir de l'ha-  
 „ bitude d'un péché, quand ils y croupissent depuis long-temps; qui  
 „ refusent de se réconcilier avec leurs ennemis, ou sortir de l'occa-  
 „ sion prochaine quand ils y sont engagés : ne pouvant, les Confes-  
 „ seurs, se départir de cette conduite, sans blesser le sentiment uni-  
 „ nime de toute l'Eglise, & spécialement des Prélats de l'Eglise Gal-  
 „ licanne, qui délibérèrent, en leur Assemblée générale de l'année  
 „ 1655, que le livre des Avis aux Confesseurs de S. Charles Borro-  
 „ mée, où ces quatre cas sont contenus, fût imprimé aux dépens du  
 „ Clergé, afin que quelque Confesseur ne vînt à errer, par ignorance,  
 „ contre des maximes si nécessaires à suivre”.

C'est contre cette première Requête des Curés, aussi-bien que contre la seconde, que les Gentilshommes ont présenté celle d'où sont tirées les plaintes auxquelles on répond ici. Pourquoi donc disent-ils en l'air, que ces Curés ont *une conduite toute particulière dans l'administration des Sacraments*, puisqu'ils déclarent si nettement quelles sont les maximes qu'ils suivent dans l'administration de la Pénitence, & en quoi consiste ce que l'on veut faire passer, dans leur conduite, pour un excès de rigueur? Pourquoi ces Censeurs téméraires de leurs Pasteurs, ne marquent-ils pas en particulier ce qu'ils trouvent à redire, ou en toutes, ou en quelqu'une de ces maximes? Et s'ils n'y peuvent rien reprendre, quel crime ont commis des Prêtres, de suivre, avec autant de charité que de fermeté, des règles si saintes & si salutaires? Ne méritent-ils pas qu'on leur adresse ces paroles de S. Cyprien, contre de semblables pécheurs insolents, *qui querelloient les Prêtres & les Evêques,*

*de ce qu'on ne leur vouloit pas permettre de recevoir aussi-tôt le Corps du VI. CL. Seigneur, avec des mains toutes souillées, & de boire son Sang avec N°. IV. une bouche corrompue? Furieux & insensé, dit ce saint Martyr, confi- De lapsis. dere combien ta folie est grande! Tu t'animes de colere contre celui qui tâche de détourner la colere de Dieu de dessus toi. Tu menaces celui qui implore pour toi la miséricorde du Seigneur, qui sent ta plaie, laquelle toi-même tu ne sens pas, & qui répand des larmes pour toi, lorsque peut-être tu n'en répands pas pour toi-même. Ne vois-tu pas que tu augmentes encore ton crime; que tu le fais monter jusqu'à son comble? Penses-tu pouvoir appaiser l'indignation de Dieu contre toi, puisqu'on ne sauroit appaiser la tienne contre les Pontifes & les Ministres de Dieu? Ecoute plutôt ce que nous disons: Pourquoi te rends-tu sourd à nos paroles, & aux préceptes salutaires que nous te donnons? Pourquoi fermes-tu les yeux pour ne pas voir le chemin salutaire de la pénitence, que nous te montrons? Pourquoi l'ame qui est blessée & malade refuse-t-elle les remedes souverains que nous lui présentons, & que nous enseignons aux autres, après les avoir appris des Ecritures divines?*

Voilà pour ce qui regarde ceux que ces Gentilshommes se plaignent qu'on a privés de la participation des Sacrements, & qu'ils distinguent de ceux qu'ils disent qu'on a mis en interdit. A les entendre dire, qu'on a exercé un tel excès de rigueur envers les Diocésains d'Alet, qu'on en a mis une partie en interdit, & qu'on en a privé une autre partie des Sacrements, il semble qu'il n'y ait presque plus, dans le Diocese d'Alet, que des interdits, ou des personnes qu'on n'absout point. Mais, sans parler de ces derniers, dont la conduite dépend du secret de la Confession, le nombre des interdits, qu'on a voulu faire passer pour infini, ne passe pas quinze ou seize, dont aucun ne l'a été que très-canoniquement, ou pour n'avoir pas fait son devoir paschal, en gardant l'ordre prescrit par le Canon *Omnis utriusque Sexus*, après la publication que M. d'Alet, selon l'ordre de l'Eglise, en fait faire au commencement du Carême, dans toutes les Paroisses; ou en exécutant les Ordonnances de M. d'Alet, rendues contre ceux qui étoient tombés dans quelque péché public & scandaleux, & qui, ayant été cités à la Congrégation de ce Prélat, n'ont pas voulu se soumettre, & réparer le scandale qu'ils avoient donné.

Mais ce que supposent ces Gentilshommes, qu'on excommunie ceux qui n'ont pas fait leur devoir paschal, est une autre fausseté. Car il est notoire que M. d'Alet, depuis vingt-cinq ans qu'il est Evêque, n'a excommunié que sept ou huit personnes, & tous pour des crimes publics,

VI. CL. dans lesquels ils persévéroient ; & nul pour n'avoir pas fait son devoir  
N°. IV. paschal.

On les marquera tous ; mais sans les nommer , afin qu'on puisse mieux juger quelle est la sagesse & la modération de M. d'Alet , dans l'usage qu'il fait des Censures de l'Eglise.

Il y a eu un habitant de Caudiés , & deux autres de basse condition , qui ont été excommuniés pour concubinage public.

Entre les Gentilshommes , il y en a un , qui , ayant été aussi excommunié après les Monitions canoniques , pour un concubinage public , a tiré , par la miséricorde de Dieu , un si grand avantage de cette sévérité salutaire , que sa constante & solide conversion a réjoui les Anges , & édifié l'Eglise , n'étant pas moins à présent un exemple de piété , qu'il l'avoit été auparavant d'une vie licencieuse.

Un autre a été retranché de la communion des fideles , pour un inceste scandaleux ; tenant une fille dans sa maison , qu'on savoit être sa filleule , de laquelle il avoit plusieurs enfants.

Un autre , qui se rendoit indigne du nom chrétien , par un concubinage public , qu'il ne vouloit point quitter , n'eut pas plutôt été frappé de cette foudre spirituelle , qu'il se trouva mal , & mourut dans huit jours d'une maladie extraordinaire , qui étoit une espece de fueur de sang , qui se cailloit ensuite , & faisoit une croûte sur tout son corps , en sorte qu'il faisoit horreur : ce qui l'ayant fait rentrer en lui-même , & reconnoître celui qui frappoit son corps pour sauver son ame , comme S. Paul dit de l'incestueux de Corinthe , il se reconnut , & dit à son Médecin , que son mal venoit de Dieu ; qu'il n'y avoit point de remede dans la Médecine , & qu'on voyoit en sa personne , ce que c'étoit que de ne pas obéir à son Evêque.

Un autre a été déclaré avoir encouru l'excommunication du Canon *Si quis snadente* , contre ceux qui outragent les Ecclésiastiques , pour avoir donné un soufflet au Vicaire de son village , à cause qu'il n'avoit pas laissé porter un des bâtons du poêle , à la procession du jour du Saint Sacrement , à l'un de ses Officiers , qui étoit un yvrogne scandaleux , & qui n'avoit pas fait son devoir paschal.

Enfin tous ceux-là , ou étant morts , ou ayant été absous , il y en a un qui est encore présentement dans les liens de l'excommunication : mais parce que c'est un des principaux de ces Gentilshommes syndiqués , on sera obligé d'en parler dans la suite de ces éclaircissements , & de faire voir , par son exemple , qu'un si effroyable débordement de vice , ayant été puni si tard , après une si longue patience , & tant d'avertissemens charitables , qui n'avoient produit qu'un plus

criminel endurcissement, il y auroit plus de sujet de se plaindre de la trop VI. CL.  
grande douceur de M. d'Alet, que de sa trop grande sévérité. N°. IV.

Peut-on, après cela, parler de ceux que M. l'Evêque d'Alet s'est trouvé obligé d'excommunier; à moins qu'on ait dessein, non pas de former une accusation contre sa conduite, mais de faire l'éloge de son zele épiscopal?

### III. PLAINT E.

*Que les Curés ont obligé plusieurs, de se présenter aux Confessionnaux avec Notaires & témoins, pour faire voir qu'il ne tient pas à eux qu'ils ne rendent leurs devoirs à l'Eglise.*

### R É F U T A T I O N.

Après avoir fait un crime aux Curés & aux Vicaires du Diocèse d'Alet, de ce qu'ils ont plus de soin que n'en ont ailleurs plusieurs Prêtres, qui connoissent peu les devoirs de leur ministère, de ne point donner *le Saint aux chiens*, en recevant aux Sacrements ceux qui n'y apportent pas les dispositions nécessaires, qui consistent principalement dans une véritable conversion, & une résolution sincère de quitter le péché, & les occasions prochaines qui y engagent; il n'est pas étrange qu'on leur fasse encore un autre crime, du procédé irrégulier de quelques pécheurs endurcis, qui, par une profanation sacrilège du Sacrement de Pénitence, ont voulu que ce jugement divin que le Prêtre exerce en la place de Jesus Christ, soit en retenant, soit en remettant les péchés, ne soit qu'une action de valet, dont ils doivent rendre compte devant un Notaire & des témoins; afin que tout ce qu'il fait pour le bien des âmes, par la connoissance qu'il a de leur état, selon les regles de l'Evangile & de l'Eglise, & le mouvement de sa conscience, soit soumis à la censure des laïques, comme l'affaire du monde la plus séculière.

Mais, afin de mieux connoître l'esprit de ceux qui ont introduit cet usage, il est bon de représenter quelle en a été l'origine. Dans la visite générale que M. d'Alet fit de son Diocèse en 1650, ayant reconnu, par plusieurs plaintes des pauvres gens, qu'on les ruinoit par des prêts & autres contrats usuraires, on fit publier des Monitoires en toutes les Paroisses, contenant, en divers articles, toutes les especes d'usures qui se pratiquoient dans les prêts d'argent, de grains; dans les ventes de laines, dans le louage ou société de toute sorte de bétail, &c.

VI. CL. Les Curés & les Vicaires reçurent les révélations & les dépositions de N°. IV. tous les plaignants, & des autres qui avoient connoissance de ceux qui pratiquoient ces usures, & ensuite ils les envoyèrent à M. d'Alet, qui fit faire un état pour chaque personne contre qui on avoit déposé, où étoit le nom des déposants, le fait dont ils déposoient, & de quels lieux ils étoient; & on envoya cet état aux Curés & aux Vicaires des personnes accusées de ces usures, avec ordre de leur faire voir ces dépositions, & de faire venir ceux qui avoient déposé pour éclaircir la vérité de ce qu'ils avoient dit.

Cependant M. l'Evêque d'Alet fit diverses Conférences, où il expliquoit toutes les conditions nécessaires, pour rendre justes & exempts de péché, les divers contrats que l'on reconnut avoir été exercés dans ce Diocèse; & il marquoit en même temps, les commerces & les contrats qui étoient injustes d'eux-mêmes, les défauts qui étoient intervenus dans ceux qui d'eux-mêmes sont justes, & les regles qu'il falloit garder pour faire faire les restitutions.

Il réduisit même ces Conférences en instructions, par demandes & réponses, afin d'en instruire les peuples; à quoi Dieu donna une telle bénédiction, que, quoique le Diocèse soit assez petit, & qu'il n'y ait aucune ville considérable, la plus grande n'étant que de deux cents feux ou environ, il s'y fit néanmoins, en peu de temps, plus de cinquante mille livres de restitution, au grand soulagement des pauvres, à qui principalement on avoit fait beaucoup de tort, par ces contrats injustes & usuraires.

Mais comme plusieurs Gentilshommes, & quelques-uns des principaux des Paroisses, se trouvoient obligés à ces restitutions, la cupidité les aveuglant, & préférant à leur salut la conservation d'un bien très-injustement acquis, ils ne voulurent point se soumettre à cette loi si certaine & si commune : *non dimittitur peccatum nisi restituatur ablatum.*

Trois des principaux d'entre les Marchands, qui avoient le plus commis de ces usures, & qui s'étoient par-là beaucoup enrichis, ayant été surpris de maladies assez subites, l'un d'eux n'ayant pu même témoigner, que par signes, qu'il vouloit qu'on fit les restitutions selon les ordres de M. d'Alet, les deux autres l'insérèrent dans leurs testaments. Les héritiers de ceux-là, avec quelques-uns de la Noblesse, & autres, des plus riches des lieux, ne voulant point restituer, demeurèrent sans recevoir les Sacraments. Enfin, après quelques années, pour les réveiller d'un assoupissement si préjudiciable à leur salut, on commença à en déclarer quelques-uns interdits de l'entrée de l'Eglise de la terre,

en vertu du Canon du Concile de Latran *Omnis utriusque sexus*. Et VI. CL. n'étant point touchés de l'apprehension qu'ils devoient avoir d'être exclus de celle du ciel, par la persévérance dans leur injustice, qui leur en fermoit la porte, ils s'accorderent, par le conseil de quelques chicaniers, de faire des Actes aux Curés & aux Vicaires, ayant derrière eux un Notaire & des témoins, lorsqu'ils se présentoient au Confessionnal, afin de les obliger à leur dire pourquoi il les refusoient, & prendre sujet de-là de les tourmenter, & de les traduire devant les Juges séculiers, devant lesquels ils n'auroient pu contester sur des choses aussi spirituelles qu'est l'administration du Sacrement de Pénitence, sans encourir les Censures de l'Eglise.

Ceux qui se trouvoient dans d'autres cas, pour lesquels on ne les pouvoit recevoir aux Sacraments, ne voulant pas faire ce qui leur étoit nécessaire pour n'en être pas tout-à-fait indignes, suivirent l'exemple de ces usuriers. Et voilà comme cet usage profane, de demander avec un Notaire & des témoins l'absolution de ses péchés, à celui qui tenant la place de Jésus Christ ne doit absoudre que ceux qu'il juge être en état d'être absous au Ciel, lorsqu'ils sont absous sur la terre, s'est introduit dans le Diocèse d'Alet.

#### IV. P L A I N T E.

*De leur refuser sans sujet l'absolution durant longues années après avoir ouï leurs péchés, même pendant le temps du Jubilé universel de l'année 1661.*

#### R É F U T A T I O N.

C'est une calomnie, que les Curés du Diocèse d'Alet refusent l'absolution *sans sujet*. Ils ne le font que pour des causes pour lesquelles on le doit faire selon les regles de l'Eglise, comme ils l'ont déclaré dans leur Requête imprimée au Parlement de Toulouse.

Mais la pensée que ces Gentilshommes ont eue qu'ils rendroient ce refus odieux, leur faisant entendre qu'il y en a à qui on l'a refusée pendant plusieurs années, & après avoir ouï leurs péchés, ne peut être fondée que sur une erreur ou une ignorance grossière.

Car c'est une erreur de s'imaginer, que quand les pécheurs ont découvert leurs péchés au Prêtre, il n'aït plus de droit de leur refuser l'absolution, comme si son ministère ne consistoit qu'à les écouter & à les absoudre, en quelque disposition qu'ils se trouvent. Au lieu que

VI. CL. c'est au contraire le fondement de l'obligation qu'ils ont de découvrir  
N°. IV. leurs plaies à leur Médecin, afin qu'il puisse juger par les regles de  
la Médecine céleste, de quels remedes il doit user pour les guérir;

Ambr. l. 2. évitant sur-tout de ne pas admettre facilement les ames impures à la partici-  
de penit. c. 9. *pation de l'Eucharistie*, comme dit S. Ambroise; & de ne pas donner le  
*poison pernicieux d'une communion précipitée, au lieu du remede salutaire*  
*que le retardement apporte, comme le Clergé de Rome écrit à S. Cyprien:*  
*pro salutaribus dilationum remediis properatæ communicationis venena.*

C'est encore un autre sujet de plainte aussi mal fondé, de représenter  
ce refus des Sacrements comme une rigueur insupportable, parce qu'il  
dure quelquefois plusieurs années.

Il n'est point nécessaire d'alléguer, que les pénitences canoniques  
sont presque toutes de plusieurs années, & qu'il y en avoit même  
qu'on ne réconcilioit qu'à la mort, comme tous ceux entr'autres qui  
étoient tombés dans les crimes capitaux pour lesquels ils avoient déjà  
fait pénitence. De sorte que si un pécheur touché vivement de l'hor-  
reur de ses péchés, avoit un mouvement de Dieu de se soumettre à  
cette rigueur salutaire, après de longs désordres, on ne devroit que  
louer le Prêtre ou l'Evêque qui suivant cet instinct de grace si rare en  
ce temps, le laisseroit pendant quelques années dans les pleurs de  
la pénitence, pour affermir davantage son retour à Dieu, & lui donner  
lieu de recevoir avec plus de confiance le pardon de ses crimes.

Mais ce n'est pas de quoi il est question présentement. Il s'agit de  
personnes à qui on refuse l'absolution, ou parce qu'ils ne veulent pas  
restituer du bien notoirement mal acquis, ou parce qu'ils ne donnent  
aucune marque qu'ils se repentent sincèrement de leurs péchés, puis-  
qu'ils ne veulent se faire aucune violence pour se détacher des habi-  
tudes qu'ils en ont contractées, ni se séparer des occasions prochai-  
nes qui les y engagent. Or que fait à cela le temps de plusieurs années,  
pendant lesquelles on refuse de les admettre aux Sacrements, demeurant  
en cet état, sinon les rendre plus coupables & plus indignes de les  
recevoir, par la longue persévérance dans cette mauvaise disposition?

C'est donc une des plus grandes louanges qu'on puisse donner à  
la conduite de M. d'Alet, de faire connoître qu'il est inflexible envers  
les pécheurs endurcis; qu'il ne se laisse point gagner par une fausse  
miséricorde, pour leur accorder une fausse & inutile paix, comme  
parle Saint Cyprien, *pernicieuse à ceux qui la donnent, & infructueuse à*  
*ceux qui la reçoivent: IRRITA & falsa pax periculosa dantibus, &*  
*nihil accipientibus profutura*; & que le nombre des années pendant les-  
quelles



Quelles on est contraint de les priver des Sacrements, lui donne bien VI. Cr? sujet de gémir & d'attirer sur eux autant qu'il peut par ses prières, N°. IV. la grace d'une véritable conversion, mais non pas de prendre la longueur du temps qu'ils ont continué & qu'ils continuent dans leur endurcissement pour une raison de souffrir comme par lassitude, qu'ils ajoutent à leurs autres péchés, la profanation des Sacrés Myſteres.

Enfin, la considération du Jubilé n'est pas plus avantageuse à ces Gentilshommes pour colorer une plainte si déraisonnable. Est-ce donc qu'ils croient que les Prêtres soient moins obligés pendant les Jubilés qu'en un autre temps, de ne pas laisser approcher des saints myſteres ceux qui en sont indignes, & qui n'y pourroient trouver que leur mort & leur condamnation? L'ancienne forme des Bulles par lesquelles les Souverains Pontifes départent ces graces, est qu'ils les accordent *verè pœnitentibus & confessis* : à ceux qui seront vraiment pénitents, & qui se seront confessés de leurs péchés. Or c'est être moqueur & non pas pénitent, selon ces Saints, que de retomber encore dans les crimes pour lesquels on fait pénitence. *Irrisor est, non pœnitens, qui adhuc agit quod pœnitet.*

Ce seroit donc bien abuser du Jubilé, qui doit porter les hommes à la pénitence, que de s'en servir pour les entretenir dans l'impénitence, & leur ôter le sentiment de leurs maux par une fausse réconciliation. Mais il n'y a rien que M. d'Alet n'ait fait pour rendre autant qu'il pouvoit tous ses Diocésains capables de recevoir avec fruit cette grace de l'Eglise; & il a eu cette consolation de voir qu'au regard de plusieurs, les semences qu'il a jetées ont porté des fruits de vie; Dieu ayant daigné par sa grace, donner l'accroissement à ce qu'il avoit planté & arrosé.

Le Jubilé ne se donnoit qu'en divers temps aux divers endroits du Diocèse; & quinze jours avant qu'il s'ouvrit, M. l'Evêque d'Alet, ou de pieux Ecclésiastiques de sa part, instruisoient les peuples avec un grand soin des dispositions nécessaires pour profiter de cette grace de l'Eglise, & des obstacles qui la rendroient inutile si on ne travailloit à les lever. Dieu a donné une bénédiction particulière à la vigilance pastorale de cet excellent Prélat & à ses saintes instructions. Ce temps s'est trouvé véritablement au regard d'un grand nombre de personnes de ce Diocèse, un temps de Jubilé; c'est-à-dire un temps de rémission. Dieu y a fait voir la puissance de sa grace par des conversions solides; par de dignes fruits de pénitence; par des restitutions considérables; par des réconciliations sinceres. Mais si parmi ces sujets de joie on en a eu de gémissements, en voyant des ames endurcies qui

VI. Ce n'ont point été touchées de tant d'exemples si édifiants. Les âmes à trembler dans l'attente de l'effroyable jugement de Dieu ; puisqu'au lieu de se servir de tous les moyens qu'il leur présente pour les attirer à la pénitence, elles ne travaillent qu'à amasser un trésor de colère pour le jour de la colère. Mais c'est le comble de leur endurcissement de quereller leurs Pasteurs, parce qu'ils ne se font pas rendre indulgents à leur perte & à leur ruine, & d'alléguer le temps du jeûne, qui est un temps où les pécheurs doivent plus sérieusement penser à retourner à Dieu, comme une raison qui devoit obliger les Prêtres de Jésus Christ de les admettre à la participation des Sacraments, sans user d'aucune discrétion, & en violant les regles les plus constants de la conduite des âmes.

### V. PLAINTES.

*De leur faire souffrir des pénitences publiques pour des fautes légères sans distinction de sexe ni de qualité ; obligeant les uns à demeurer au portail de l'Eglise la torche allumée à la main pendant plusieurs Dimanches consécutifs ; les uns nus pieds, les autres sans pourpoint, & les femmes la tête couverte d'un sac. Et à demander publiquement pardon à toute la Paroisse avec manifestation des cas les plus secrets & les plus scandaleux.*

### RÉFUTATION.

Tout cela n'est qu'un ramas de vérités très-édifiantes, & de fautes possibles, pour rendre la vérité odieuse par le mélange du mensonge.

Il est vrai que M. d'Allet a rétabli la pénitence publique pour les peccés publics, & en cela on ne peut que louer son zèle, puisqu'il n'a fait que suivre l'esprit, non seulement de toute l'Eglise universelle, mais de l'Assemblée de Concile Oecuménique qui l'a ordonné en ces termes express dans la session 24 chapitre 8. *Apertius monetur, de eo Canone, ubi continetur, publicam esse contritionem. Quando igitur ad aliquam peccati publici manifestationem, crimen contritionem fuerit utile alioquin, illud non solum, sed etiam, si sit adhibendum, bene contritionem per se contra contritionem manifestam contritionem oportet, ut quod exemplum, in hoc mundo, non sit, et contritionem contritionem, ad eum remanere.*

M. Charles a reconnu combien il étoit utile à la réformation des mœurs des fidèles, de faire exécuter ce décret à l'insu du Concile de Trente, d'obliger les pecheurs publics à la pénitence publique.

puisqu'il a pris tant de soin de le renouveler en plusieurs de les VI. Cl.  
Ordonnances. N°. IV.

Dans le premier Concile de Milan il en parle de cette sorte : *Les Pasteurs, dit-il, imposeront pénitence publique à ceux qui pécheront publiquement, ainsi qu'il a été ordonné par le Concile de Trente ; & ils ne prendront point la hardiesse de changer cette pénitence publique en une particulière & secrète, si l'Evêque ne leur en donne le pouvoir.* Il dit la même chose dans son Rituel & dans ses Avis aux Confesseurs, écrits en langue vulgaire, qui ont été imprimés par ordre du Clergé. Il leur défend en termes exprès, de ne pas prendre la hardiesse de changer la pénitence ou satisfaction publique, en quelque autre pénitence secrète & particulière, sans en avoir une permission expresse de l'Archevêque. Et il remarque en un autre endroit, que c'est un des chefs que les Evêques doivent contraindre les Réguliers d'observer, notwithstanding leurs exemptions & leurs privilèges ; *de ne point dispenser les pécheurs publics de la Pénitence publique sans le consentement de l'Evêque.*

On ne peut donc que louer M. l'Evêque d'Alet d'avoir imité le grand Saint Charles dans le rétablissement de la pénitence publique. Mais il est bon de considérer en particulier, avec quelle sagesse & quelle discrétion il a fait ce saint rétablissement.

1°. Il est très-faux qu'on ait jamais imposé pénitence publique pour des fautes secrètes ; & c'est une noire calomnie de dire, comme font ces Gentilshommes, qu'elle se fait *en demandant pardon à toute la Paroisse avec manifestation des cas les plus secrets & les plus scandaleux.* Ils n'en sauroient apporter aucun exemple : & une imposture si criminelle mérite une punition exemplaire.

2°. On a tort de s'en prendre aux Curés pour ce qui regarde les pénitences publiques ; puisqu'il ne s'en ordonne aucune que par l'ordre de M. l'Evêque d'Alet.

3°. Ces pénitences publiques ne consistent, pour l'ordinaire, qu'en ce que le Curé ou le Vicaire, ou au Prône, ou avant que de commencer la Messe, le peuple étant déjà assemblé, dit : *Voici un tel, qui est ici pour témoigner le regret qu'il a d'avoir commis telle faute* (qui n'est jamais qu'une faute publique : & même souvent on ne dit pas pourquoi ; mais seulement en général, du scandale donné, afin qu'on ne puisse prendre aucun avantage de cette déclaration) *& pour demander pardon à toute la Paroisse du scandale qu'il a donné. Il s'est présenté à Monseigneur, qui lui a ordonné telles prières, tels jeûnes, telles aumônes à l'Eglise.* C'est ce qu'on a voulu faire passer pour des amendes. Cependant, la personne qui s'est soumise à cette pénitence, est à ge-

VI. CL. nous dans l'Eglise, qui témoigne, en disant *oui*, qu'elle est dans ce regret ; qu'elle demande pardon , & qu'elle veut accomplir la pénitence que M. l'Evêque d'Alet lui a imposée. Qu'y a-t-il en cela qui ne soit très-louable & très-édifiant pour l'Eglise ? Ces sortes de pénitences s'ordonnent pour des blasphèmes , batteries , yvrogneries , impuretés , dont le scandale a été public ; comme si une fille ou une veuve étoit accouchée au su de tout le voisinage ; pour les duels , pour les travaux défendus , quand ils ont été notables & publics , aux jours de Fêtes & Dimanches ; pour les danses aux jours défendus , & pour celles qui se font d'une manière dissolue , comme elles se faisoient & se font encore ordinairement dans le Diocèse d'Alet.

4°. Il n'est point vrai qu'on ait obligé des femmes de se tenir à la porte des Eglises , *la tête couverte d'un sac*, quoiqu'il n'y eût rien en cela qui n'ait été autrefois pratiqué dans l'Eglise , avec l'édification de tous les fideles , puisque le sac & la cendre étoient les marques les plus ordinaires des vrais pénitents : *In cinere & sacco volutari*, comme parle Tertullien. Et S. Jérôme , décrivant la pénitence que fit Sainte Fabiole , pour s'être remariée du vivant de son mari , parce qu'elle s'étoit imaginée , par erreur , que , l'ayant pu quitter à cause de ses adulteres , elle avoit pu aussi en épouser un autre , il dit : *Que , pour confesser publiquement cette faute , elle se couvrit d'un sac , & qu'à la vue de toute la ville de Rome , ayant les cheveux épars , le visage plombé & les mains sales , elle baissa humblement sa tête , couverte de poudre & de cendre , sous la discipline de l'Eglise : le Pape , le peuple & les Prêtres fondant en larmes avec elle*. Et ce Pere remarque aussi au même lieu , que le Roi Achab ne fit révoquer l'Arrêt que le Prophete Elie avoit prononcé contre lui , pour le meurtre de Naboth , qu'après avoir témoigné le repentir qu'il en avoit , *en déchirant ses vêtements , en se couvrant d'un cilice , en se revêtant d'un sac , en jeûnant & marchant la tête baissée contre terre*.

Ce n'auroit donc pas été un mal , quand quelques femmes , touchées de douleur pour quelque faute considérable , auroient voulu imiter l'exemple de cette Sainte & de ce Roi , *en se couvrant d'un sac* ; & il y a quelque sorte d'impiété , de représenter comme une chose blâmable , & tout-à-fait ridicule , une humiliation qui a été si saintement pratiquée , par tant d'ames pénitentes. C'est néanmoins une fiction de ces Gentilshommes , & tout ce qu'il y a de réel est , que , selon l'ancien usage de l'Eglise de Narbonne , Métropolitaine de celle d'Alet , on oblige les femmes & les maris , de demeurer à la porte de l'Eglise pendant quelque temps , les Dimanches & Fêtes ,

**Lorsqu'ils ont étouffé leurs enfants, en les mettant dans le lit avant l'an & jour.** VI. Cl.  
N°. IV.

5°. Il n'est pas vrai non plus que les hommes soient *sans pour-point* : cela ne s'observe point pour les pénitences publiques ; mais il est arrivé trois ou quatre fois, que M. d'Alet, ayant à absoudre des personnes qui avoient été nommément excommuniées pour de grands crimes, il a cru devoir observer ce qui est porté sur ce sujet dans le Pontifical, qui est sa règle. Que si c'est cela même qui leur semble digne de répréhension & de censure, on ne peut avoir que de l'indignation contre la témérité criminelle de ces Laïques, qui osent faire un crime à un Evêque, de ce qu'il observe, dans la réconciliation des excommuniés, ce que l'Eglise veut expressément que l'on y observe ; parce qu'il leur plaît d'en juger, non par l'amour de l'humiliation, qui doit être dans le cœur d'une personne qui demande à rentrer dans le sein de l'Eglise, après en avoir été exclue pour ses crimes ; mais par les sentiments d'orgueil dont ils sont possédés, qui leur donnent de l'horreur des humiliations les plus justes & les plus nécessaires, pour guérir les ames superbes.

6°. Ce qu'ils ajoutent, que les pénitents sont aux portes des Eglises nus pieds, & la torche à la main, ne s'est fait qu'en Capfir, qui est une partie du Diocèse d'Alet, qui étoit d'Espagne, & qui n'est de France que depuis la paix. Ce furent les Peres Fournier & Bouché Jésuites, qui, des le commencement de l'Episcopat de M. d'Alet, ayant été envoyés en Mission dans ce pays, qui est le plus haut pays habité de toutes les Pyrénées, où les hommes vivoient dans une étrange licence, crurent devoir frapper l'esprit de ce peuple par quelque chose de surprenant, pour leur donner horreur des meurtres, qui y étoient fort ordinaires, parce qu'ils demeuroient impunis, ne s'y faisant point de justice. C'est ce qui porta ces deux Peres, dont le dernier vit encore, & a un extrême respect pour M. l'Evêque d'Alet, d'obliger ceux qui étoient coupables de meurtres, de faire pénitence publique, les pieds nus & la torche au poing, afin que ce spectacle extraordinaire fit plus d'impression sur ces gens grossiers.

M. l'Evêque d'Alet a continué de faire faire, en ce pays-là, des pénitences publiques à ceux qui y commettent des meurtres, quand cela arrive, & il a soin aussi de les obliger de dédommager les veuves & les enfants ; mais non pas d'être nus pieds, & d'avoir une torche à la main. Et il est certain que le soin que M. l'Evêque d'Alet a pris d'instruire ce peuple sauvage, ne manquant jamais de le visiter deux ou trois fois l'année, l'ayant rendu plus traitable, & ces péni-

VI. CL. tences lui ayant fait concevoir plus d'horreur des meurtres , ils n'y N°. IV. sont pas si fréquents. A quoi on peut ajouter une chose assez étrange, qui est , que ce peuple , ne sachant point le françois , mais parlant une langue composée du catalan & du languedocien , qui est fort différente de la françoise , M l'Evêque d'Alet ne laisse pas de se faire entendre à ces bonnes gens , comme quelques - uns qui entendent leur jargon en ont été assurés ; leur ayant fait répéter ce qu'ils avoient compris des discours de ce Prélat , pour lequel Dieu leur a donné une singulière vénération.

Voilà la vérité de tout ce qui regarde l'usage de la pénitence publique dans le Diocèse d'Alet. De sages Payens en seroient édifiés ; & de mauvais Chrétiens en sont scandalisés. Ils sont un sujet d'accusation contre leurs Pasteurs , de ce qui leur devrait être un sujet d'estime & de vénération. Et Dieu l'a permis afin que cet aveuglement fit connoître à tout le monde leur méchante disposition , selon cette parole d'un Ancien : *Bonæ res neminem scandalisant , nisi malam mentem.*

#### VI. P L A I N T E.

*De faire passer pour nulles , abusives & sacrilèges , les confessions faites dedans & dehors le Diocèse , à des Réguliers , quoiqu'approuvés ; & de punir par amende , ceux qui ont été à confesse dans les lieux du voisinage , lors des Fêtes votives , pour y gagner les Indulgences.*

#### R É P U T A T I O N.

Il n'est pas besoin de rien ajouter sur cet Article , à ce qui y a été répondu par M. l'Evêque d'Alet , dans l'éclaircissement des plaintes présentées à Sa Majesté : car il y fait voir , qu'il n'est pas vrai qu'il ait jamais déclaré invalides les confessions de ceux qui se trouvent de bonne foi hors du Diocèse , pour des voyages & des affaires qu'ils peuvent avoir ailleurs ; mais il reconnoît en même temps , qu'il enseigne & fait enseigner , que les confessions , faites hors de son Diocèse , par ses Diocésains , qui vont exprès les faire ailleurs , pour éviter la discipline du Diocèse , pour se dispenser des véritables règles de conscience , & pour frauder le devoir qu'ils sont obligés de rendre à leurs Pasteurs légitimes , sont illicites , & même invalides , étant faites , contre sa défense , à des Confesseurs qui ne sont pas approuvés de lui ; ces personnes se trompant elles-mêmes , & trahissant leur

conscience, selon l'expérience journaliere qu'il en a depuis qu'il est en VI. Cl.  
Charge. N°. IV.

Et en effet, ce seroit donner la liberté aux pécheurs envieillis, de continuer dans leurs désordres, que d'autoriser cette illusion: car les Curés n'ayant point d'autre moyen de les faire rentrer en eux-mêmes, que par les exhortations qu'ils leur font dans l'administration du Sacrement de Pénitence, par le délai de l'absolution, & par la crainte de l'interdit, ce qui en réduit plusieurs, ils sont privés de ce seul moyen de travailler au salut des ames de ces pécheurs, quand ils suivent les mauvais conseils qu'on leur donne, de s'adresser à des Religieux, qui ne refusent personne, étant bien aises d'attirer le monde par une indulgence criminelle.

Ce désordre en est venu jusqu'à ce point, qu'il y a de ces Gentilshommes syndiqués, qui sont assez hardis pour donner des billets aux paysans de leurs villages, pour s'aller confesser, hors du Diocèse, aux Capucins de Limoux ou de Chalabre, & Dieu a permis qu'il soit arrivé sur ce sujet une histoire bien considérable, qu'un habitant de la Paroisse des Bains a lui-même racontée au Vicaire de cette Paroisse. Il lui dit qu'il avoit pris un billet du Sieur de Coustaussa son Seigneur, pour s'aller confesser aux Capucins de Limoux; qu'en vertu de ce billet, le Gardien l'avoit oui en confession, & l'avoit communiqué ensuite; qu'en s'en revenant, il avoit rencontré des voituriers, en un endroit où le chemin étoit difficile & plein de boue; que l'un d'eux l'ayant poussé en passant, l'avoit jeté dans la boue, d'où il se retira avec colere, & qu'il s'étoit emporté à jurer le nom de Dieu: Qu'après, étant rentré en soi-même, & ayant frappé sa poitrine de son emportement, si-tôt après sa confession & sa communion, il avoit reconnu que cette confession, faite sur le billet de son Gentilhomme, n'étoit pas bonne; parce que, si elle eût été bonne, il ne se seroit pas emporté à jurer, comme il avoit fait, & qu'il étoit venu lui déclarer le tout, dans le dessein de refaire sa confession, & d'accepter la pénitence qu'il lui voudroit imposer.

## VII. P L A I N T E.

*De faire défense aux Diocésains de donner l'aumône aux Religieux Capucins, à peine de péché mortel.*

VI. CL.

N°. IV.

## R É F U T A T I O N.

N'y ayant point de Capucins dans le Diocèse d'Alet, & ceux des Diocèses voisins s'étant très-mal conduits envers M. l'Evêque d'Alet, (comme il sera dit en un autre endroit, où il sera parlé des Réguliers qui ont embrassé le parti de ces Gentilshommes révoltés) il n'a point eu d'obligation de leur permettre la quête dans son Diocèse, qui, étant d'ailleurs fort pauvre, a assez de peine à nourrir les Religieux qui y sont établis depuis long-temps; mais il n'est pas vrai qu'on ait défendu de leur donner l'aumône, à peine de péché mortel. C'est une calomnie, pour rendre odieuse la défense très-juste & très-légitime qu'on a faite à ces Capucins, de quêter dans un Diocèse étranger, contre le gré de l'Evêque.

## VIII. P L A I N T E.

*De refuser l'absolution aux moribonds, jusqu'à ce qu'ils eussent renoncé aux prétentions légitimes qu'ils avoient, ou contre lesdits Curés & Vicaires, ou contre certaines autres personnes, en vertu des Arrêts, Jugements, ou Sentences, soit de juridictions ecclésiastiques, ou laïques.*

## R É F U T A T I O N.

Quoique des prétentions soient autorisées par des Jugements ou sentences, elles ne laissent pas quelquefois d'être fort injustes; parce que ces sentences peuvent avoir été données par faveur, ou obtenues sur de faux exposés: & quand cela est si notoire & si certain, qu'il ne se peut pallier par aucune cause, il est indubitable que les moribonds mêmes ne sont point capables d'absolution, s'ils n'y renoncent; & que ce seroit leur donner une fausse paix, & d'autant plus pernicieuse, qu'ils sont plus près de comparoître devant Dieu, que de les admettre en cet état, à la participation des Sacrements.

On ne peut contester cette maxime générale, que par une erreur manifeste. Et cela suffiroit pour faire voir l'injustice de cette plainte, puisque les Prêtres du Diocèse ne sont pas obligés de rendre compte à des Gentilshommes, des raisons qu'ils ont de refuser l'absolution à des moribonds, s'ils ne faisoient ce qui étoit nécessaire pour s'en rendre dignes. On veut bien néanmoins entrer dans le cas particulier qui leur a donné lieu de former cette accusation contre les Curés, parce qu'on



Qu'on y verra encore mieux combien elle est injuste & déraisonnable. VI. CL.

Il y avoit une femme, mariée dans l'un des principaux lieux du N. IV. Diocèse, qui, étant séparée de son mari, menoit une vie très-scandaleuse, au vu & su de son pere & de sa mere; ce qui avoit été cause que la mere & la fille avoient été interdites de l'entrée de l'Eglise, pour n'avoir pas fait leur devoir paschal pendant sept ou huit ans; parce qu'on ne vouloit pas les recevoir aux Sacrements qu'ils n'eussent remédié à ce scandale, dont ils étoient si éloignés, qu'ils avoient appelé comme d'abus, de l'Ordonnance que M. d'Alet avoit rendue dans le cours de sa visite, pour porter cette femme à retourner avec son mari, comme elle y étoit obligée par tout droit divin & humain. Cependant, parce que les Vicaires de ce lieu-là agissoient conformément à l'Ordonnance de leur Prélat, le pere de cette malheureuse femme avoit obtenu, par défaut, des dépens contre eux au Parlement de Toulouse, en conséquence de certaines informations, sur ce qu'au préjudice de quelques défenses de ce Parlement, ils avoient voulu faire sortir de l'Eglise sa femme & sa fille. Ce fut à ces dépens qu'on l'obligea de renoncer s'il vouloit mourir en Chrétien. Y a-t-il aucun Prêtre qui connoisse les regles de l'Eglise, qui eût pu faire autrement? Et n'auroit-ce pas été le tromper que de lui promettre le salut, en persévérant dans la volonté de continuer une si injuste vexation, contre des Prêtres de Jesus Christ?

#### IX. PLAINT E.

*Se servant encore du même refus, d'ouïr les Confessions des Pénitents qui sont en pleine santé, s'ils ne leur donnent un pouvoir absolu de disposer de leurs affaires temporelles.*

#### R É P U T A T I O N.

Cela veut dire, que l'on refuse d'admettre aux Sacrements ceux qui ne veulent pas restituer le bien notoirement mal acquis, ou qui ont travaillé les pauvres gens sans leur payer leur salaire; ce que l'Apôtre St. Jacques dit être un péché, qui attire sur les riches la malédiction de Dieu: ou qui font des contrats manifestement injustes & usuraires; ou qui ne payent point leurs dettes, quoique les Marchands & les Artisans, à qui ils doivent, en soient notablement incommodés. Voilà le fondement de la plainte que font ces Gentils-hommes, que leurs Pasteurs refusent de les ouïr, s'ils ne leur donnent

*Ecrits sur la Discipline. Tome XXXVI.*

VI. *Cl. un pouvoir absolu de disposer de leurs affaires temporelles. Ils voudroient*

N<sup>o</sup>. IV. qu'on établit en leur faveur ces nouvelles règles de conscience : ou qu'on ne peche point dans les affaires temporelles ; ou qu'on n'y commet point de péchés, qu'on soit obligé de réparer pour être admis aux Sacrements ; ou que ces sortes de péchés ne sont pas soumis au Tribunal de la pénitence , & que les Prêtres n'en doivent pas prendre de connoissance. Mais comme on ne peut soutenir aucune de ces maximes sans hérésie, puisqu'il est certain , d'une part , qu'on peut faire de très-grands péchés dans les affaires temporelles , par les injustices qu'on y commet envers le prochain ; & que , de l'autre , il n'y a guere de péchés dont la réparation , quand elle est possible , soit plus nécessaire pour en obtenir le pardon , selon cette parole du Droit canonique , tirée de S. Augustin : *Non dimittitur peccatum , nisi restituatur ablatum* ; & qu'enfin il est du devoir indispensable des Prêtres , de ne pas tromper les pécheurs , en les absolvant lorsqu'ils perséverent dans un état de péché mortel , quoique ce péché regarde un affaire temporelle : que faut-il conclure , sinon , que le reproche que ces Gentilshommes font à leurs Curés , n'est fondé que sur des erreurs pernicieuses , & très-malicieusement proposées ; comme si obliger des Pénitents de réparer les injustices qu'ils auroient commises dans des affaires temporelles , avant que de les recevoir aux Sacrements , étoit la même chose , que se servir du refus de l'absolution , pour faire donner un pouvoir absolu de disposer de leurs affaires temporelles.

## X. P L A I N T E.

*D'obliger quelquefois les Pénitents , de déclarer , hors la Confession , les crimes qu'ils ont commis avec d'autres complices.*

## R É F U T A T I O N.

Il est certain que le Prêtre ne peut rien découvrir de ce qu'il fait sous le sceau de la confession : mais le secret qu'il doit garder inviolablement de sa part , n'empêche pas que le Pénitent ne puisse être obligé d'ailleurs , par un devoir de la justice naturelle , de découvrir de certaines vérités : comme pour délivrer un innocent de venation ; pour obéir aux ordres de l'Eglise , qui fait publier des Monitoires , & pour faire cesser des maux publics & notables. Or quand cette obligation est évidente de la part du Pénitent , le Confesseur n'est pas moins obligé de la lui représenter , que toutes ses autres obligations. Suppo-

sons, par exemple, qu'une personne ait acheté de faux témoins; pour VI. Cc. faire périr un innocent, qui seroit près d'être condamné à mort sur N°.IV. ces faux témoignages; on ne peut nier, que, quand il n'y auroit point de Christianisme, cet homme ne fût obligé, par la seule loi de la nature, de découvrir cette calomnie, pour sauver la vie à cet innocent opprimé. Ne seroit-il donc pas ridicule de s'imaginer, que, pour s'être confessé de ce crime, il ne soit plus obligé à ce qu'il étoit obligé auparavant; ou s'il y est obligé, comme on n'en peut pas douter, que le Confesseur puisse le recevoir aux Sacraments sans qu'il le voie résolu de satisfaire à cette obligation?

# XI. P L A I N T E.

*De vouloir contraindre les femmes de se séparer de leurs maris, de lit, d'habitation & d'intérêt sans sujet légitime, au grand scandale de tout le monde.*

## R É F U T A T I O N.

Cette plainte seroit tolérable si cela étoit arrivé à quelqu'un de ces Gentilshommes syndiqués. Mais cela n'étant point, c'est une hardiesse insupportable à des Laïques, d'entreprendre de censurer leurs Pasteurs, en des choses qui ne les regardent point, & d'assurer insolemment, qu'ils ont fait, sans sujet légitime, ce qu'ils peuvent avoir fait pour des raisons très-légitimes.

Car on ne peut nier qu'un Confesseur ne puisse avoir droit d'obliger une femme de se séparer de lit & d'habitation de son mari, lors même qu'il ne peut rendre compte au public de la raison qu'il a de le faire, puisqu'il est décidé dans les Décrétales *C. Inquisitioni, de sent. excom.* qu'une femme mariée, qui fait certainement qu'il y a entre son mari & elle un empêchement de mariage, qui lui en rend l'usage illicite, s'en doit séparer, quoiqu'elle ne puisse prouver cet empêchement, & s'exposer plutôt à être excommuniée par l'Eglise, à qui elle ne peut justifier son procédé, faute de preuves, que de lui rendre le devoir du mariage. Or, cela étant, n'est-il pas visible, que, si une femme découvroit à son Confesseur, qu'elle fait certainement un empêchement de cette nature, il seroit obligé de la porter à s'y conduire selon cette décision du Droit canonique, quelque scandale qui en pût arriver à l'égard de ceux qui ne sauroient pas les raisons de cette conduite? Et c'est ce qui fait voir combien il est dangereux & déraisonnable,

VI. C<sup>o</sup>. de condamner , sur des apparences , ce que font des Prêtres pieux & N<sup>o</sup>. IV. habiles , dans l'administration du Sacrement de Pénitence ; parce qu'il se passe tant de choses secrètes dans ce Tribunal , dont il leur est défendu de rendre compte , & qui sont néanmoins les motifs de leur conduite , que ceux qui ne les savent point , & qui ne les peuvent savoir , ne peuvent , sans crime , les juger ainsi témérairement , & sans connoissance de cause.

Mais , outre ces empêchemens , qui rompent le mariage dans la vérité & devant Dieu , quoique n'étant pas connus ils ne le rompent pas devant les hommes , il y en a d'autres , qui , ne rendant pas le mariage nul , en rendent l'usage illégitime , au moins pour un temps , & jusqu'à ce qu'on en ait obtenu la dispense. Or , pendant ce temps-là , un Confesseur n'est-il pas obligé , lorsque cela regarde l'une & l'autre partie , d'employer les moyens qu'il juge nécessaires , pour les empêcher de faire ce qu'ils ne pourroient faire sans un grand péché ? Et c'est le cas dont ces Gentilshommes ont voulu parler , qu'on veut bien rapporter ici , quoiqu'on n'y fût pas obligé.

Un homme ayant fait vœu d'être Capucin , fut sollicité par une personne de l'épouser. Et quoique , pour se délivrer de ses importunités , il lui eût déclaré le vœu qu'il avoit fait , elle ne laissa pas de le tant presser , qu'il se maria avec elle , sans avoir obtenu aucune dispense de son vœu. Cette femme , ensuite de ce mariage , dans quatre ou cinq couches , eut toujours des enfans morts , & ressentit des douleurs qui la mettoient dans une espèce de désespoir. L'un & l'autre s'adresserent à un Prêtre , & lui racontèrent ce qui vient d'être dit ; lui avouant même , que le Chirurgien & l'Apothicaire qui avoient assisté cette femme , & qui étoient ses beaux freres , l'avoient assurée qu'elle ne pouvoit faire de bonnes couches. Sur cet aven commun , ce Prêtre jugea qu'ils étoient obligés , au moins jusqu'à ce que la dispense fût venue de Rome , de se séparer de lit , & même d'habitation , à cause de leur incontinence , dont ils avoient des preuves ; & il conseilla à la femme , de consentir à l'exécution du vœu de son mari : à quoi d'abord elle avoit donné les mains , par des raisons de conscience , fondées , tant sur le vœu de son mari , qu'elle avoit su , & qu'elle l'avoit pressé de rompre , que sur le danger de mourir , pour elle , dans le désespoir où les douleurs de l'enfantement la mettoient , & sur la considération de n'accoucher que d'enfans morts , & privés de la grace du Baptême.

Voilà ce que ces téméraires Censeurs décident hardiment n'être pas un sujet légitime de séparer , de lit ou d'habitation , deux personnes

mariées. Mais quand il pourroit y avoir diversité de sentiment entre les Théologiens, sur la résolution d'un cas si extraordinaire, il est certain au moins, que le sentiment qu'en a eu cet Ecclésiastique est appuyé sur de très-grandes raisons, & incomparablement plus fortes que celles que pourroient avoir ceux qui seroient d'un autre avis. Car il est vrai que le vœu simple de l'une des parties, n'empêche pas l'autre de demander le devoir conjugal, & qu'alors celle qui a fait le vœu est obligée de le rendre, parce que le mariage subsistant, nonobstant ce vœu, il n'est pas juste que la personne qui ne l'a pas fait demeure trompée. Mais cette raison n'a plus de lieu, quand elle a su ce vœu, & qu'elle s'est engagée volontairement à épouser un homme qu'elle savoit bien être engagé dans ce lien : car alors il semble bien raisonnable qu'elle attende au moins que l'Eglise l'en ait dispensé. A quoi ajoutant le danger de mort où elle se trouvoit dans ses couches, & la perte du salut des enfants qu'elle mettoit au monde, il n'y avoit que trop de sujet, dans toutes ces circonstances, d'obliger ces deux personnes à la continence, au moins jusqu'au temps que leur dispense fût venue de Rome.

VI. CL.  
N°. IV.

## XII. P L A I N T E.

*De révéler bien souvent les Confessions & les péchés les plus secrets des Pénitents ; de prêcher en public , & notamment sur l'exposition de l'Evangile du démon muet , que ces révélations se doivent faire , & qu'il y a du péché mortel de ne le croire pas : ce qui donne occasion à plusieurs confessions sacrilèges.*

## R É F U T A T I O N.

Cette plainte n'est autre chose qu'une horrible & impudente calomnie, qui n'a de fondement que sur des dépositions extravagantes, de quatre ou cinq personnes subornées, pour faire périr un des plus pieux Ecclésiastiques du Diocèse d'Alet. Le récit de sa persécution sera le sujet de l'un de ces éclaircissements : c'est pourquoi il ne sera pas nécessaire d'en parler ici davantage, si ce n'est, qu'il est important de remarquer par avance, que ce qui fut prêché le jour de l'Evangile du démon muet, ne regardoit ni les Confessions ni les Prêtres ; mais les Laïques, à qui l'on prêchoit, & que l'on avertissoit de l'obligation qu'ils avoient, de donner avis à leur Evêque des scandales & des désordres publics, qui pouvoient arriver dans la Paroisse : d'où

VI. CL. l'on a forgé, par une malice diabolique, la révélation des péchés secrets N°.IV. qu'on avoit appris par la confession.

### XIII PLAINT E

*De refuser les Sacrements à certains Bénéficiers , jusqu'à ce qu'ils renoncent , ou promettent de renoncer , à leurs Bénéfices en faveur de certaines personnes , & sous certaines conditions qu'ils leur proposent.*

### R É F U T A T I O N .

Il n'y a rien de plus ridicule que ce reproche, tant en lui-même qu'en la bouche de ceux qui le font. Est-ce à des Gentilshommes de se mêler de la conduite qu'un Evêque tient sur ses Ecclésiastiques? Et s'en mêlant, le pouvoient-ils faire d'une manière plus extravagante? Car s'il n'y avoit jamais eu de Bénéficiers mal entrés dans leurs Bénéfices, ou notoirement incapables de s'en bien acquitter, on pourroit trouver étrange, que des Confesseurs refusassent quelquefois les Sacrements à des Bénéficiers, qui ne voudroient pas renoncer, ou promettre de renoncer, à leurs Bénéfices. Mais s'il n'y en a que trop qui usurent les Charges de l'Eglise, par des voies illégitimes & condamnées par les Canons, ou qui sont tout-à-fait incapables de satisfaire à ce que ces charges demandent, que peuvent faire autre chose ceux qui doivent juger ces personnes, en la place de Jesus Christ, dans le Tribunal de la pénitence, que de les avertir de leur devoir, & de ne les pas tromper par une absolution qui seroit leur condamnation devant Dieu, en leur permettant, ou de jouir du prix de leur ambition sacrilège, ou de retenir des emplois qui les rendent sans cesse coupables, étant au dessus de leurs forces, & qui leur peuvent même fournir, en égard à leur foiblesse & à leur peu de vertu, des occasions prochaines de péché.

C'est donc un sujet de louange pour M. l'Evêque d'Alet, qu'on tiennne la main dans son Diocèse, à empêcher le désordre, si funeste & si commun, des Bénéficiers mal entrés ou incapables; & l'Eglise seroit heureuse, si on avoit par-tout le même soin & la même exactitude. Mais le soupçon que veulent donner ces Gentilshommes, que cela se fait par intérêt ou par cupidité, en ce que l'on fait, disent-ils, renoncer ces Bénéficiers en faveur de certaines personnes, est une pure calomnie, comme on le justifiera quand ils auront la hardiesse de rapporter les cas particuliers où ils prétendent que cela s'est fait.

## XIV. P L A I N T E.

VI. CL<sup>er</sup>  
N<sup>o</sup>. IV.

*De déferer ouvertement aux Prônes, les hommes, femmes & filles, au grand scandale des peres & meres, maris, femmes, freres & sœurs, & de tous les assistants à ces diffamations.*

## R É F U T A T I O N.

C'est la continuation de la même imposture qui leur a fait dire auparavant, que, dans les pénitences publiques, on manifestoit les péchés les plus secrets : car on n'a jamais nommé personne aux Prônes, qu'en la maniere qu'on a déjà dit, lorsque les personnes qui avoient donné un scandale public, par des fautes publiques & notoires, se sont reconnues, & ont accepté la satisfaction qu'on leur avoit imposée, selon l'esprit l'Eglise : *ut quos exemplo suo*, comme parle le Concile de Trente, *ad mores malos provocaverant, suæ emendationis testimonio ad rectam revocarent vitam.*

## XV. P L A I N T E.

*De diffamer aussi aux dits Prônes & aux Prédications, les Gentilshommes du dit Diocèse d'Alet; disant, qu'ils étoient des séditeux & des pendarts, en présence des Gentilshommes & des Paroissiens.*

## R É F U T A T I O N.

Si quelqu'un des Curés ou des Vicaires s'étoient emportés jusqu'à cet excès, ceux que cela eût regardé n'auroient eu qu'à en faire plainte à M. d'Alet, qui n'eût pas manqué de leur en faire faire satisfaction. Mais on ne sache point qu'aucun Prêtre ait jamais usé de ces termes injurieux, ni dans leurs Prônes, ni dans leurs Prédications; & ceux qui le disent n'en doivent pas être crus sans preuves, après avoir été convaincus de tant de manifestes calomnies.

## XVI. P L A I N T E.

*Priver ces mêmes Gentilshommes de leurs droits honorifiques.*

VL. CL.  
N. IV.

## R É F U T A T I O N.

Cette plainte ne peut avoir rapport qu'à deux choses : l'une, qu'on leur a représenté, que les Presbyteres & enceintes de l'Autel étoient la place des Ecclésiastiques, & non pas des Laïques : l'autre est, le Règlement que M. l'Evêque d'Alet a fait touchant les litres, dans la quarante-troisième de ses Ordonnances Synodales, dans laquelle il n'a fait que suivre l'esprit de l'Eglise, & la disposition du premier Concile de Milan, tenu par S. Charles.

## XVII. P L A I N T E.

*Entreprendre sur la justice temporelle.*

## R É F U T A T I O N.

Ces prétendues entreprises sur la justice temporelle se réduisent, d'une part, aux procès & différends qu'on accommode entre les Paroissiens de ces Gentilshommes : comme si un Evêque devoit laisser de pauvres gens se consumer en frais, & vivre dans des inimitiés & des querelles, de peur que, s'il les accorde, on ne dise qu'il a entrepris sur la justice temporelle ; & de l'autre, au soin que l'on prend d'empêcher qu'on ne viole la Loi de Dieu, & les Ordonnances Royales, en travaillant ou vendant les jours de Fêtes, en fréquentant les cabarets, & en blessant la pudeur & l'honnêteté par des danses très-dissolues. Quand des Gentilshommes s'emploient eux-mêmes à empêcher ces désordres (comme il y en a qui le font avec très-grand zèle) on s'en repose entièrement sur eux : mais quand ils les dissimulent, ou que même ils les autorisent, n'est-il pas du devoir de l'Evêque de les réprimer par les voies ecclésiastiques, qui sont encore plus douces que les civiles ?

## XVIII. P L A I N T E.

*Priver les enfants des dits Gentilshommes, âgés seulement de quatre ans, de la sépulture de leurs Ancêtres.*

R É F U T



## R É P U T A T I O N.

VI. CL.  
N°. IV.

Cette plainte regarde un enfant de M. de Rafi... que l'on jugea à propos d'enterrer dans le cimetière, qui est le vrai lieu de la sépulture des Fidéles, & non pas dans l'Eglise, où on ne devoit enterrer personne, que pour des sujets bien considérables. La raison de cette conduite est, que le pere de cet enfant avoit été excommunié dans toutes les formes, pour un nombre infini de péchés énormes; & il étoit juste, que, s'étant rendu si indigne des graces de l'Eglise, qu'il avoit si horriblement scandalisée, il ne jouît pas d'un privilege particulier; puisque, l'ayant perdu pour lui, il étoit censé l'avoir perdu pour toute sa famille, qui ne le possédoit que par lui. Le seul motif qu'on avoit en cela étoit, de le faire rentrer en lui-même, par une punition qui lui pouvoit être sensible, selon les regles de l'honneur du monde, & qui ne portoit aucun préjudice à cet enfant, qui, étant devant Dieu, n'avoit plus toutes ces pensées de la vanité humaine. Car, comme remarque l'Augustin, *les pompes funebres, les funérailles magnifiques, les enterremens somptueux, les sépulchres bâtis avec art & avec dépense, peuvent bien donner quelque consolation aux vivants; mais ils ne peuvent apporter aucun soulagement aux morts; Vivorum sunt qualiacumque solatia, non adjutoria mortuorum.*

## XIX. P L A I N T E.

*Et ce, non seulement pour des cas graves, mais pour des causes fort légères; & pour cela leur enjoindre des pénitences publiques, comme pour voir dansé en public ou en particulier.*

## R É P U T A T I O N.

Ce ne seroit pas à ces Gentilshommes qu'on s'en voudroit rapporter, pour discerner les cas graves des causes légères. Ils ne trouvent rien que de léger dans les plus grands désordres. La moindre humiliation, pour réparer le mauvais exemple qu'on a donné à l'Eglise, leur paroît une chose insupportable; & on a déjà vu, qu'il n'est pas jusqu'aux pénitences publiques, pour les meurtres publics, auxquelles ils ne trouvent à redire. Il ne faut donc pas s'étonner s'ils se plaignent, qu'on n'impose pour des péchés moindres que des meurtres; mais qui ne puissent pas d'être très-grands devant Dieu; comme sont les danses très-

VI. CL. scandaleuses, ou qui se font publiquement en des jours de Fêtes, contre les Canons de l'Eglise & les Ordonnances Royales. Mais il n'est pas nécessaire de s'arrêter sur ce point, parce qu'on en parlera en un autre lieu.

## XX. P L A I N T E.

*Comme aussi d'exercer tant de cruauté & de tyrannie en général & en particulier, contre les dits Diocésains, que beaucoup de familles ont été obligées d'abandonner le dit Diocèse: les uns s'étant retirés en Espagne, & les autres à Toulouse & ailleurs.*

## R É P U T A T I O N.

Renaldus  
ad an. 1497  
n. 35.

Voilà un plaissant sujet de plainte ! Est-ce donc qu'un Evêque doit souffrir tous les désordres de son Diocèse, & abandonner les ames dont Jesus Christ l'a chargé, en ne prenant aucun soin d'arrêter les dérèglements les plus scandaleux ; de peur que, s'il se trouve des personnes, qui, ne pouvant souffrir ce joug salutaire, se retirent en d'autres Diocèses, où la discipline ne sera pas si bien observée, on ne l'accuse de *cruauté & de tyrannie* ? Si cela étoit, on auroit eu bien plus de sujet de faire ces mêmes reproches au Grand Cardinal Ximènes ; puisque les Historiens remarquent, qu'ayant entrepris de réformer en Espagne plusieurs Ordres Religieux, qui y étoient étrangement corrompus, il se trouva plus de cinq cents Moines, de divers Ordres, qui, étant choqués de la sévérité de cette réforme, qui les eût empêchés de continuer dans leurs débauches, passèrent en Afrique, pour y abjurer la Religion Chrétienne, & secouer, par cette apostasie, le joug qu'on leur vouloit imposer. Mais s'il n'est jamais venu dans l'esprit de personne, d'imputer cette funeste révolte à ce pieux Archevêque, & de le traiter sur cela de *cruel & de tyran*, qu'y-a-t-il de moins raisonnable, que de s'imaginer que la conduite de M. d'Alet doit passer pour cruelle & pour tyrannique, à cause que deux Gentilshommes dérégés, & interdits de l'entrée de l'Eglise pour des causes très-légitimes, sont sortis du Diocèse, pour se retirer l'un à Perpignan, & l'autre à Toulouse ; quoique celui qui se retira à Toulouse, qui est M. de S. l'ait fait principalement pour y poursuivre un grand procès contre ses habitants. Ainsi toute cette plainte, de beaucoup de familles, qu'on dit avoir été obligées d'abandonner le Diocèse d'Alet, à cause de la prétendue *cruauté & tyrannie*.

*nie* de M. l'Evêque d'Alet, se réduit à celle de M. de Ras. . . qui, ayant été VI. Cl. excommunié dans toutes les formes, pour des péchés très-scandaleux, N°. IV. comme il a déjà été dit plusieurs fois, & voulant néanmoins assister au service divin nonobstant son excommunication, le dépit qu'il a eu de ne point trouver de Prêtre dans le Diocèse qui le voulût célébrer en sa présence, le porta à se retirer en Rouffillon, où il a une terre, & à demeurer à Perpignan, pour y trouver compagnie : mais ce n'a été que pour peu de temps, étant revenu incontinent dans le Diocèse.

## XXI. P L A I N T E.

*Et on a vu des hommes, qui pis est, qui, par l'appréhension des rigoureuses Censures des dits Curés & Vicaires, se jettant dans le désespoir, se sont châtrés eux-mêmes, & des femmes qui se sont pendues, & des Prêtres qui se sont empoisonnés.*

## R É F U T A T I O N.

De toutes les fortes de calomnies, il n'y en a guere de plus abominables que celle-ci ; parce qu'il n'y en a point dont le sujet puisse moins manquer à tous les méchants, pour décrier les meilleurs Evêques. Car le dérèglement de l'esprit humain est tel, qu'il est impossible qu'il n'arrive quelquefois, dans tout un Diocèse, que des personnes, par folie, par mélancolie ou par désespoir, commettent contre eux-mêmes de déplorables excès. Qui sera donc le saint Evêque dont on ne puisse accuser la conduite de *cruauté*, s'il est permis d'attribuer, sans raison, au renouvellement de la discipline ecclésiastique qu'il tâchera de rétablir, la mort de tous ceux se feront fait mourir eux-mêmes, ou par foiblesse d'esprit, ou par l'emportement de quelque passion violente ? Cependant c'est où en sont réduits ces malins accusateurs de l'un des meilleurs Prélats de l'Eglise. Il y a quatre ou cinq personnes à qui ce malheur est arrivé, depuis vingt-cinq ans, dans le Diocèse d'Alet ; & il est constant, que de ceux là, il y en a deux qui avoient perdu l'esprit, & que les autres ne s'y sont précipités que pour des sujets de déplaisir qu'ils avoient dans leur famille. Mais c'est une fausseté plus que ridicule, de rejeter cet accident sur l'appréhension des rigoureuses censures dont on use dans le Diocèse, puisqu'il n'y a pas la moindre connexion entre l'un & l'autre.

Il n'y a que la mort d'un Prêtre, qui s'est empoisonné lui-même, & qu'ils multiplient en plusieurs Prêtres, quoique cela ne soit arrivé

VI. CL. qu'à un seul, qui ait quelque liaison avec la discipline du Diocèse ;  
 N°. IV. mais une liaison bien glorieuse pour M. l'Evêque d'Alet. Car il est vrai que ce misérable, nommé *Palac*, ajouta ce crime à une infinité d'autres qu'il avoit commis, & pour lesquels on le menoit prisonnier, du Diocèse de Castres, où il s'étoit réfugié pour continuer ses débordements avec plus de licence, à celui d'Alet, d'où il s'étoit évadé ; lorsqu'on avoit déjà commencé à lui faire son procès, pour être convaincu d'inceste avec sa fille spirituelle. Mais que peut-on conclure de là, sinon qu'on ne souffre pas dans le Diocèse d'Alet, que des désordres de cette nature, qui scandalisent l'Eglise, déshonorent le Clergé, & sont capables d'attirer la colere de Dieu sur toute une Province, demeurent sans punition ? Et que doit-on inférer, au contraire, de la hardiesse de ces Gentilshommes, qui osent reprocher à M. d'Alet, le désespoir de ce méchant homme, comme un effet de sa *cruauté* & de sa *tyrannie*, sinon qu'ils voudroient qu'on laissât une liberté entière aux plus scélérats, de commettre impunément toutes sortes d'abominations & d'infamies, & que ce feroit alors qu'ils trouveroient qu'il n'y auroit rien que de saint & d'apostolique dans la conduite de M. d'Alet.}

Il n'est pas nécessaire de parler plus au long de cette histoire, parce qu'on l'a déjà fait dans un Mémoire imprimé, qui est joint à la Requête présentée au Clergé contre les calomnies du Sieur de l'Estant, Doyen d'Alet, où on en a rapporté toutes les circonstances, qui font voir manifestement, que c'est un excès d'imposture tout-à-fait punissable, d'alléguer cet accident comme une preuve que M. d'Alet réduit le monde au désespoir, par une conduite cruelle & inhumaine.

Il y a aussi peu de raison à ce qu'ils disent, que la rigueur des Censures a fait, que des personnes se sont fait eunuques par désespoir. Cela ne peut regarder qu'un jeune garçon de Quilhan, qu'on dit avoir commis cet excès contre lui-même. Mais il est bien certain que si cela est, ce ne peut avoir été que par quelque folie, ou par quelque fantaisie mal réglée, sans que la discipline du Diocèse y ait rien contribué ; si ce n'est qu'on en voulût attribuer la cause au soin général que l'on y prend, de donner beaucoup d'horreur des péchés qui blessent la pureté : ce qui feroit aussi injuste que glorieux pour M. d'Alet.

#### CONCLUSION DE CES PLAINTES.

*Tous lesquels désordres ayant non seulement scandalisé tout le Diocèse d'Alet, mais encore tous les voisins & les plus éloignés, les Nobles de ce même Diocèse, qui, dans la confiance qu'ils avoient en leurs Pasteurs,*

avoient respectueusement souffert cette nouvelle discipline, & en ont enfin VI. CL.  
reconnu les mauvais effets & les suites funestes, ont cru, que, tant pour N°. IV.  
leur propre intérêt que pour celui de leurs vassaux, auxquels ils doivent  
protection; & singulièrement pour la gloire de Dieu, pour le bien de l'E-  
glise, & le repos de leurs consciences, ils étoient obligés de s'opposer à  
cette mauvaise conduite des dits Curés & des Vicaires, & de créer des  
Syndics, pour s'aller plaindre à Sa Majesté contre M. l'Evêque d'Alet  
en son particulier, comme étant responsable de ce que les Ecclésiastiques  
prêchent, enseignent & pratiquent sous son autorité, pour la direction des  
consciences & administration des Sacrements.

## R É F U T A T I O N.

Voilà un digne couronnement de l'audace criminelle des ces Laïques  
contre leur Evêque. Il ne leur suffit pas d'avoir fondé toutes leurs plain-  
tes, ou sur des calomnies manifestes, ou sur des repréhensions témé-  
raires & scandaleuses, de la plus sainte conduite qu'un Evêque puisse  
tenir dans le gouvernement de son Diocèse; ils ont encore la hardiesse  
d'attribuer le jugement si déraisonnable qu'ils portent de leur Prélat,  
non seulement à tout son Diocèse, mais encore à tous les Diocèses  
voisins, & même aux plus éloignés. Si on les en croit, tout le Lan-  
guedoc & toute la France est scandalisée de la conduite de M. d'Alet.  
On ne daigne pas réfuter une fausseté si ridicule: elle n'est propre qu'à  
faire voir le dérèglement de ces esprits emportés.

Ce scandale n'est pas moins imaginaire que les saintes intentions qu'ils  
s'attribuent, dans la persécution qu'ils ont faite à leurs Pasteurs. Si  
on s'en rapporte au témoignage qu'ils se rendent à eux-mêmes, il n'y  
eut jamais de zèle plus pur que le leur. Ce sont des personnes tout-à-  
fait chrétiennes, qui n'ont pour but principal, dans toute cette pour-  
suite, que la gloire de Dieu, le bien de l'Eglise, & le repos de leurs  
consciences. On n'auroit pas besoin, dans le Diocèse d'Alet, de leur ôter  
ce faux masque; parce que leurs dérèglements y sont connus, & qu'on  
y fait les causes particulières, qui ont porté chacun de ces Gentils-  
hommes à se révolter contre leurs Curés. Mais puisqu'ils forcent de les  
découvrir devant Sa Majesté, où ils se vantent d'avoir porté leurs plain-  
tes calomnieuses, on le fera, quoiqu'à regret, & par la seule néces-  
sité de défendre, contre leurs insultes & leurs calomnies, tout ce  
qu'un grand Evêque a fait de plus saint, de plus glorieux pour l'E-  
glise, & de plus avantageux pour le salut des âmes, par une vigi-  
lance continuelle, & des travaux infatigables de vingt cinq années.

VI. CL.  
N°. IV.

TROISIEME ECLAIRCISSEMENT.

*Des cas publics & notoires, qui ont empêché que les Gentilshommes nommés dans le Syndicat, n'aient été reçus aux Sacrements ; ce qui les a portés à exciter tout ce trouble.*

§. 1. *Combien est injuste la vexation qu'on fait aux Curés sur ce sujet.*

On a fait voir, dans l'Eclaircissement précédent, que les Curés du Diocèse d'Alet n'ont suivi, dans leur conduite & dans l'administration du Sacrement de Pénitence, que des regles très-certaines & des maximes très-saintes. Ainsi tout ce qui resteroit à dire est, qu'ils auroient excédé dans l'usage de ces regles, en les appliquant à ces Gentilshommes, quoiqu'ils ne fussent pas dans les cas qui obligent à les pratiquer.

Mais il est indubitable qu'il y a plusieurs des cas qui obligent à refuser l'absolution ; comme des habitudes dans des péchés secrets, les occasions prochaines & autres semblables, dont les Confesseurs, n'ayant connoissance que par la confession, qui doit demeurer dans un secret inviolable, il ne leur est pas permis d'en rendre compte à personne. Or de la maniere dont vivent la plupart des Gentilshommes dans le Diocèse d'Alet, il est bien difficile, pour ne pas dire moralement impossible, qu'il n'y ait assez souvent de ces cas secrets, qui ne sont connus que des Confesseurs, qui aient empêché qu'ils ne les pussent absoudre. De sorte que c'est la vexation du monde la plus injuste, que de les traduire, pour ces refus d'absolution, à des Tribunaux séculiers, ou même ecclésiastiques. Car, n'y ayant rien que M. d'Alet leur ait plus recommandé, que de ne jamais donner la moindre atteinte au sceau de la confession, en quelque maniere que ce soit, ils sont résolus, non seulement d'abandonner leur temporel à ceux qui le font saisir par des Arrêts très-injustes, mais de se laisser plutôt brûler, que de se défendre d'une maniere qui puisse donner le moindre soupçon, qu'ils se serviroient pour cela de ce qu'ils auroient appris dans le Tribunal de la pénitence.

Néanmoins ce qui fait, dans cette rencontre, que ces Curés n'en font pas tout-à-fait réduits à cette extrémité, est, que plusieurs des sujets pour lesquels on n'a pu recevoir ces Gentilshommes aux Sa-

crements, sont des choses qui se savent par des voies publiques, VI. CL. & qu'on n'a aucune obligation de tenir secretes. Et ainsi, ne tou- N°. IV. chant point à ce qui pourroit être d'une autre nature, on parlera seulement ici de ce qui est public & connu de tout le monde.

§. 2. *Des sujets qui ont fait excommunier M. de Ra. . . l'un des Syndics.*

Il ne faut pas s'étonner si ce Gentilhomme, qui est un des plus riches & des plus puissants du Diocèse, a été des premiers à entrer dans le Syndicat contre son Evêque. Ce charitable Pasteur ayant employé inutilement toutes sortes de moyens, pendant plusieurs années, pour le retirer de ses effroyables débordements, & arrêter le scandale qu'il causoit en quatre villages dont il est Seigneur, & en quelques autres de son voisinage, où il débauchoit autant de filles & femmes qu'il en pouvoit séduire, a été enfin obligé de l'excommunier dans toutes les formes de l'Eglise, pour essayer encore ce dernier remede. Voilà ce qui le fait crier contre la conduite de ce Prélat, & le sujet qu'il a de prétendre qu'on abuse, dans le Diocèse d'Alet, des Censures de l'Eglise; parce qu'on les a employées pour réprimer ses désordres.

Mais, parce que tous les autres Gentilshommes ont aussi la hardiesse d'alléguer cet exemple, pour justifier la plainte qu'ils font, que M. l'Evêque d'Alet excommunie pour des causes frivoles, il est nécessaire d'expliquer en particulier tout ce qui s'est passé dans cette affaire, en rapportant les actes mêmes de M. d'Alet; afin que tout le monde puisse juger qu'il n'y eut jamais de conduite plus épiscopale & plus charitable que celle de ce Prélat; que personne n'a jamais été plus justement & plus canoniquement excommunié que ce Gentilhomme, & que, si les entreprises du Parlement de Toulouse, pour lui procurer l'impunité dans ses effroyables désordres, étoient souffertes dans l'Eglise, il ne faudroit plus parler de discipline, ni regarder les Evêques que comme les valets des Magistrats séculiers.

M. l'Evêque d'Alet, étant averti des horribles débordements de M. de Ra. . . qui scandalisoient tout le pays, n'a rien omis de tout ce que les instructions d'un Pasteur éclairé, & les remontrances charitables d'un vrai pere, pouvoient contribuer pour le porter à sortir d'un état si misérable, & qui ne pouvoit que le conduire à un malheur

VI. Cl. éternel. Mais ayant attendu inutilement, non pas trois ni quatre N°. IV. ans, mais dix, douze & quatorze ans, que ce figuier infructueux portât quelque fruit de pénitence, enfin il se résolut de l'arracher du champ de l'Eglise, s'il persévéroit encore quelque temps dans une si damnable stérilité. Et ainsi, pour faire les choses dans l'ordre, & s'assurer plus parfaitement, par les voies canoniques, de ce qu'il ne savoit déjà que trop, il fit une Ordonnance, en forme de Monitoire, le 28 Janvier 1661, qu'il envoya aux Curés des villages dont ce Gentilhomme est Seigneur, pour y être publiée par trois Dimanches consécutifs. Cette Ordonnance portoit ces termes.

#### ORDONNANCE, EN FORME DE MONITOIRE.

“ NICOLAS, par la grace de Dieu & du Saint Siege Apostolique, Evêque d'Alet. Aux Recteurs du Vivier & de Puy-Laurens, & autres Prêtres premiers requis, salut & bénédiction. L'obligation que Notre Seigneur Jesus Christ, Souverain Pasteur, nous a imposée, de donner notre vie pour les ames qui sont commises à notre garde, & de nous opposer au loup qui vient pour les dévorer, nous presse d'apporter quelque remede aux ravages que nous savons être faits dans vos Paroisses depuis plusieurs années, par le vice de l'impureté, où certains personnages d'autorité, abusant de leur pouvoir par l'entremise de personnes perdues, de l'un & de l'autre sexe, attaquent la pudicité des filles & femmes, qu'ils tâchent de corrompre & séduire par toutes sortes de voies. Sur lesquels désordres nous nous étions contentés jusques ici de gémir devant Dieu, le suppliant de toucher les cœurs de ceux & celles qui les causoient, & de vouloir donner bénédiction aux avertissements paternels que nous leur avons souvent donnés en particulier dans nos visites : lesquels, au lieu d'avoir exécuté les promesses qu'ils nous avoient faites, de se corriger, continuent, comme nous avons appris avec douleur, dans leurs désordres & scandales, & vont les augmentant de jour à autre; en sorte que, s'il n'y étoit remédié, ils corromproient entièrement vos Paroisses. Et comme aux maux extrêmes, il faut appliquer d'extrêmes remedes, nous avons cru devoir employer les peines les plus griesves de l'Eglise, & nous servir de ses Censures, pour arrêter, autant qu'il est en nous, le torrent de cette corruption. Et à cet effet, afin que nous puissions, outre les connoissances que nous en avons déjà, savoir expressément



ment toutes les personnes, de quelle qualité, condition & sexe VI. Cl.  
 „ qu'elles puissent être, dans vos Paroisses, qui sont coupables de N°. IV.  
 „ ces impuretés & corruptions; & qu'elles sont celles, de l'un &  
 „ l'autre sexe, qui donnent leur entremise & s'emploient pour en sé-  
 „ duire les filles & les femmes; afin que, les sachant, nous puissions  
 „ agir contre elles, ainsi qu'il appartiendra, en implorant même le bras  
 „ des Puissances séculières, pour faire punir ces personnes, ainsi qu'il  
 „ nous est ordonné par le Saint Concile de Trente, après les avoir,  
 „ par l'excommunication, retranchés de la compagnie des fideles,  
 „ privés de la communion au Corps & Sang précieux de Jesus Christ,  
 „ & les avoir livrés à Satan, selon le pouvoir que nous en avons  
 „ reçu du même Jesus Christ. Nous vous MANDONS ET ORDONNONS,  
 „ sous peine de suspension, que vous encourerez *ipso facto*, que vous  
 „ ayez à publier les articles suivants, par trois Dimanches consé-  
 „ cutifs, es Prônes des Messes paroissiales: & de notre autorité, en-  
 „ joindre, sous peine d'excommunication, à tous vos Paroissiens,  
 „ qu'ils aient à révéler ce qu'ils sauront des dits articles, pour l'avoir  
 „ vu, ouï dire, ou autrement. Lesquels articles nous voulons être  
 „ publiés dans les Paroisses de Montfort & de Ra... aussi-bien que  
 „ dans celles du Vivier, & de Puy-Laurens, comme s'ensuit.

1°. “ Quelles sont les personnes d'autorité, qui, dans les dites Pa-  
 „ roisses du Vivier, Puy-Laurens, Montfort & Ra... se servent  
 „ de leur pouvoir pour séduire & porter les filles & femmes à la dé-  
 „ bauche ?

2°. “ Qui sauroient, pour l'avoir vu, ouï dire, ou autrement, que  
 „ ces personnes ont usé de menaces, vexé, battu, chassé & maltraité  
 „ les peres, meres, maris, freres ou autres parents des filles ou fem-  
 „ mes qu'ils vouloient séduire, lorsqu'ils s'en sont plaints, & ont té-  
 „ moigné ne pas agréer leurs poursuites & recherches.

3°. “ Quelles sont les femmes perdues dont ils se servent; lesquel-  
 „ les, par présents d'argent, de bled, d'habits & promesses de faire  
 „ marier, portent à la débauche les filles & femmes, & quels sont  
 „ aussi les hommes ou garçons qu'ils emploient à cet effet ?

4°. “ S'il n'est pas véritable que quelques-unes de dites femmes  
 „ perdues, outre qu'elles se sont abandonnées elles-mêmes à ces per-  
 „ sonnes, leur ont encore prostitué leurs propres filles ? Quelles sont  
 „ les dites femmes. Et si elles & leurs filles ne se sont trouvées encein-  
 „ tes, & s'il n'est pas public, que ces personnes d'autorité, ont mal-  
 „ versé avec les meres & les deux soeurs leurs filles ?

VI. CL. 5°. " Qui sauroient que ces femmes prostituées ont attiré dans leurs  
N°. IV. „ maisons des filles & femmes, tant des dites Paroisses que d'autres  
„ lieux, & que ces personnes d'autorité s'y sont rendues; & s'il n'est  
„ pas vrai que ces femmes, sortant de leurs maisons; les y enfermoient  
„ avec les filles ou femmes qu'elles y avoient attirées ?

6°. „ S'il n'est pas véritable, que ces personnes d'autorité, ayant  
„ abusé de quelques filles, les ont mariées par leur autorité, mena-  
„ ces ou autrement, avec leurs valets ou autres garçons dépendants  
„ d'eux; qu'ils ont continué leurs malversations avec ces filles de-  
„ puis leurs mariages; & si, faisant absenter leurs maris, sous pré-  
„ texte de leur faire faire quelques messages ou autrement, ils ne  
„ sont allés publiquement coucher dans les maisons de ces femmes,  
„ qu'ils avoient ainsi mariées, & avec d'autres qu'ils avoient débau-  
„ chées ?

„ Donné à S. Paul le 28 Janvier 1661. Signé NICOLAS E. d'Allet:  
„ Et plus bas; par Monseigneur, Ragot. Et scellé.

Et ensuite est écrit :

„ Je soussigné certifie avoir publié, par quatre Dimanches, au  
„ Prône de la Messe de Paroisse, le présent Monitoire, aux chefs du-  
„ quel il y a eu plusieurs révélants. En foi de quoi signés, Marcis,  
„ Saurel, Peprats, Calvin."

Ce Monitoire ayant été publié, on eut un très-grand nombre de  
preuves de tout ce qu'il contenoit: ce qui n'empêcha pas que M.  
d'Allet ne tentât encore toutes les voies de douceur, pour faire rentrer  
en lui-même ce pécheur public, avant que de le frapper des fou-  
dres de l'Eglise, s'il demeurait dans son endurcissement & dans son  
impénitence.

Ainsi, outre tous ces avertissements publics, & ceux que ce chari-  
table Pasteur lui avoit fait très-souvent en particulier, il donna encore  
charge au Curé du Vivier, où il demeure, de lui faire trois Monitions  
canoniques: ce que ce Curé exécuta fidèlement, comme il paroît par  
le certificat qu'il en a donné en ces termes;

" Je soussigné, Recteur du Vivier, certifie & atteste, que, suivant  
„ l'ordre de Monseigneur l'Evêque durant ce Carême, j'ai sommé &  
„ requis Noble Henri du V. sieur de Ra... de vouloir quitter sa vie  
„ scandaleuse; de rentrer en lui-même, & de se disposer à en faire  
„ pénitence, & lui ai protesté de la part de mon dit Seigneur, qu'en  
„ cas qu'il continuât ses débauches en matière d'impureté, qu'il seroit  
„ procédé contre lui par censure d'excommunication: lesquelles Mo-  
„ nitions & requisiions je lui ai réitérées par trois diverses fois, de

5, huit en huit jours, ou plus long intervalle de temps, quand j'ai pu VI. Cl.  
 „ avoir la présence du dit sieur de Ra... depuis l'ordre reçu de lui faire N°. IV.  
 „ les dites Monitions. Et pour être la vérité telle, me suis signé le ving-  
 „ tième Avril 1661. Signé Saurel, Prêtre & Recteur du Vivier”.

Monsieur d'Alet attendit encore près de six mois, & remit à la visite qu'il devoit faire dans ce pays-là, à reconnoître si ce Gentilhomme n'auroit point été touché de ces avertissements, & s'il n'auroit point exécuté la promesse qu'il lui avoit faite diverses fois, de se corriger, & de faire pénitence de ses désordres. Mais il en apprit des nouvelles bien contraires, lorsqu'il fit cette visite, au mois de Septembre suivant, comme il paroît par le Procès verbal de visite du lieu de Puy-Laurens, qui est un des villages de M. de Rap.....

*Extrait de l'Original du Procès verbal de visite du lieu de Puy-Laurens.*

“ L'an mil six cent soixante-un, & le second du mois de Septem-  
 „ bre, savoir faisons, Nous NICOLAS, par la grace de Dieu & du Saint  
 „ Siege Apostolique, Evêque d'Alet, que, continuant notre visite épif-  
 „ copale, nous nous serions acheminés, du lieu d'Axas à Puy-Laurens,  
 „ en compagnie de M. Vincent Ragot, Prêtre, notre Promoteur; de  
 „ M. Antoine Delmas, aussi Prêtre, pris pour notre Secrétaire, &  
 „ autres nos domestiques, qu'étant arrivés environ les cinq heures du  
 „ soir, nous nous serions transportés à l'Eglise, pour faire notre priere  
 „ devant le Saint Sacrement, & invoquer son assistance & bénédiction  
 „ sur l'action de notre visite, à l'entrée de laquelle M. Antoine Mar-  
 „ cis, Prêtre Recteur, nous auroit reçu en la maniere accoutumée.  
 „ Nos prieres achevées, nous nous serions acheminés à la Maison pres-  
 „ bytérale, où nous nous serions fait rapporter l'état de la Paroisse de-  
 „ puis notre dernière visite, pour en prendre par nous-même une en-  
 „ tière & pleine connoissance. Et nous aurions appris en premier  
 „ lieu, que, bien que dans notre dernière visite nous eussions fait  
 „ ce qui étoit de nous pour purger cette Paroisse de l'impureté, qui  
 „ y faisoit de jour en jour des progrès d'autant plus dangereux, que  
 „ ceux qui les devoient réprimer en étoient les auteurs; néanmoins,  
 „ tous nos soins & toute notre diligence pour remédier à un si grand  
 „ mal, n'avoient point eu le succès que nous en avions espéré; mais  
 „ qu'au contraire, le mal s'étoit augmenté de telle sorte, que ces im-  
 „ puretés étoient devenues si publiques & manifestes, que, non seu-  
 „ lement ce lieu, mais tout le pays en étoit scandalisé: ce qui nous  
 „ auroit été manifesté par la voix de la plupart des habitants, qui se

VI. Cl. „plaignoient de ces désordres si publics & si scandaleux, qui conti-  
 N°. IV. „nuoient depuis si long-temps, auxquels ils demandoient qu'il fût  
 „remédié. Et nous étant enquis plus particulièrement des dits défor-  
 „dres, nous aurions appris, aussi-bien qu'à nos précédentes visites,  
 „que noble Henri du V. Sieur de Ra... Seigneur du dit lieu, en  
 „étoit l'auteur : qu'il se servoit dans ce malheureux commerce de la  
 „nommée Claude Rolande du Masage de Cannel, qui, non seule-  
 „ment, selon le bruit commun, s'étoit prostituée à lui, mais avoit  
 „encore prostitué ses propres filles, qu'elle lui menoit au rendez-vous  
 „qu'elle lui marquoit, & chez laquelle il couchoit & mangeoit quand  
 „il étoit au dit Puy-Laurens; y ayant table, fit & autres meubles, au-  
 „vu & su de tous les habitants : que ces abominations ne s'étoient  
 „pas renfermées dans la maison de la dite Rolande, mais qu'il s'étoit  
 „efforcé d'en remplir tout le lieu; ayant fait solliciter, par la dite  
 „Claude, un très-grand nombre de filles & femmes d'icelui, dont  
 „les unes avoient prêté l'oreille à ses sollicitations & promesses, &  
 „s'étoient abandonnées à lui, & d'autres y avoient fortement résisté;  
 „ce qui auroit causé beaucoup de désordres dans les familles : Qu'on  
 „avoit aussi apperçu le dit Sieur de Ra... dans des bois, & d'autres  
 „endroits écartés, malversant avec diverses filles & femmes, qu'il y  
 „faisoit conduire sous divers prétextes, sans qu'elles fussent le piège  
 „qui leur étoit tendu : Qu'il venoit quelquefois de nuit au dit Puy-  
 „Laurens, & de peur d'être découvert, empatoit les pieds de son che-  
 „val, pour entrer avec moins de bruit & plus secrètement dans les  
 „maisons où il commettoit ses impuretés : Que quelques habitants  
 „du dit Puy-Laurens se plaignant, quoique secrètement, de sa vie si  
 „déportée, il les avoit menacés, les uns de les brûler tout vifs eux &  
 „leurs maisons, & quelques autres de les maltraiter s'il entendoit  
 „qu'ils parlaient tant soit peu de ses déportements. Enfin, il n'y avoit  
 „fille ni femme qui eût son honneur en assurance. Et le dit Recteur  
 „nous auroit dit de plus, que, bien qu'il eût publié en sa Paroisse,  
 „par quatre diverses fois, l'Ordonnance en forme de Monitoire, que  
 „nous avions fait dresser pour faire rentrer le dit sieur de Ra... en  
 „lui-même, reconnoître son misérable état, & s'humilier profondé-  
 „ment devant Dieu; en demander pénitence, & faire concevoir aux  
 „habitants de l'un & l'autre sexe, l'horreur qu'on doit avoir d'une  
 „vie si abominable, & pour prendre une pleine connoissance de ses  
 „désordres, afin de les pouvoir réprimer par les voies canoniques;  
 „& qu'en suite de très-grand nombre de révélations, qui en avoient  
 „été faites par les dits habitants, nonobstant toutes les intimidations &

menaces que le dit fleur de Ra... leur avoit faites, & par lui-même VL CL.  
 „ & par d'autres, il eût exhorté le dit fleur de Ra... à se reconnoître, N°.IV.  
 „ & donner l'exemple qu'il devoit donner à ses vassaux; néanmoins,  
 „ il étoit obligé de nous avertir, qu'il n'avoit point discontinué ses  
 „ pratiques scandaleuses: nous suppliant, & à lui joint notre Promo-  
 „ teur; de vouloir remédier efficacement à ce mal. Nous aurions en-  
 „ suite pris la connoissance la plus exacte que nous aurions pu, des  
 „ particuliers, &c. Ainsi que dessus a été par nous procédé. NICOLAS  
 „ E. d'Alet. Ainsi signé à l'original, d'où le présent extrait a été tiré  
 „ par moi soussigné Secrétaire du dit Seigneur Evêque. Signé Pega,  
 „ Secrétaire, & scellé.

Quelques jours après, M. l'Evêque d'Alet étant parti de Puy-Laurens  
 pour se rendre au Vivier, qui est le lieu de la demeure ordinaire de  
 M. de Ra... & ayant appris la même chose touchant la continuation  
 de ses débauches, outre les trois Monitions canoniques qui lui avoient  
 déjà été faites dès le mois d'Avril précédent, il lui en fit faire encore  
 deux nouvelles, par un des Ecoléastiques qui étoient avec lui; qui  
 ne l'ayant non plus touché que les autres, il fut enfin obligé d'user  
 de la puissance que Jesus Christ lui a donnée contre une personne si  
 endurcie. Mais comme on ne peut rien desirer sur ce sujet, ni de  
 plus authentique, ni de plus édifiant que ce qui en est rapporté dans  
 le procès verbal de cette visite, il est important d'en faire voir ici  
 l'extrait.

*Extrait du Procès verbal de visite du lieu du Vivier.*

L'an mil six cent soixante-un, & le onzième du mois de Sep-  
 tembre Nous NICOLAS, par la grace de Dieu & du Saint Siege Apô-  
 stolique, Evêque d'Alet, continuant notre visite épiscopale au pays  
 de Fenailledes, nous nous ferions acheminés du lieu de Puy-Laurens à  
 celui du Vivier, en compagnie de M. Vincent Ragot, Prêtre, notre  
 Promoteur; de Maître Delmas, aussi Prêtre, pris pour notre Secre-  
 taire, & autres nos domestiques; où nous serions arrivés environ les  
 cinq à six heures du soir, & aurions été reçus par Maître Raphaël  
 Saurel, Prêtre Recteur, en la manière accoutumée, qui nous auroit  
 conduit à la Maison presbytérale, où nous aurions commencé l'ac-  
 tion de notre visite indite à ce jour, par la connoissance que nous  
 aurions prise de l'état de la Paroisse pour le spirituel. Et nous au-  
 rions appris, en premier lieu, par la plainte de plusieurs habitants du  
 dit lieu, que Noble Henri du V, fleur de Ra..., continuoît ses dé-

VI. CL., bauches & ses impuretés, au vu & su, non seulement de la Pa.  
 N°.IV. „ roisè, mais de tous les lieux circonvoisins, & que tout le soin que  
 „ nous avons pris, dans les diverses visites faites par nous au dit lieu,  
 „ & dans plusieurs autres rencontres, où nous l'avions repris de son  
 „ péché, & exhorté à pénitence, avoit été inutile, & que, bien que  
 „ dans la visite que nous fîmes exprès l'année dernière au dit lieu,  
 „ pour l'admonêter de penser à lui, & de se corriger d'une vie si scan-  
 „ daleuse, qu'il menoit depuis plusieurs années, il nous eût avoué son  
 „ péché & promis de s'en retirer; néanmoins il avoit continué, avec  
 „ plus de scandale & de licence qu'auparavant, ses malversations &  
 „ malheureuses pratiques: Que l'Ordonnance que nous avons fait pu-  
 „ blier au mois de Janvier dernier, pour le solliciter plus vivement de  
 „ se reconnoître & de quitter ses scandaleuses habitudes, & pour don-  
 „ ner horreur à tous les habitants du lieu de Puy-Laurens; de Ra... du  
 „ Vivier & Monfort, tant de l'un que de l'autre sexe, d'un vice si  
 „ abominable, & qui traîne après soi tant de désordres, n'avoit point  
 „ eu l'effet que nous en avions espéré, non plus que les sommations  
 „ que le dit M. Saurel Recteur lui avoit faites, de notre ordre, le  
 „ Carême dernier, de quitter sa mauvaise vie & se soumettre à la pé-  
 „ nitence qu'il lui proposoit de notre part; qu'autrement nous procé-  
 „ derions contre lui par excommunication, conformément à notre  
 „ dite Ordonnance en forme de Monitoire, & depuis encore réité-  
 „ rées; n'ayant donné depuis ce temps aucune marque de vouloir se  
 „ soumettre à la dite pénitence; qu'au contraire, ayant toujours con-  
 „ tinué depuis dans ses malversations & impuretés, pour lesquelles il  
 „ se servoit, ainsi qu'il avoit fait par le passé, d'une nommée Berna-  
 „ donne, femme perdue de réputation, dans la maison de laquelle il  
 „ donnoit ses rendez-vous, & faisoit conduire les filles & femmes qui  
 „ avoient prêté l'oreille & consenti aux sollicitations qu'il leur avoit  
 „ faites, ou fait faire par la dite Bernadonne, la Sartresse de Rabouil-  
 „ let, d'un valet nommé Gridelin, d'un autre appelé Sixdoigts, de  
 „ Pierre Rosaud, & autres, dont il se sert ordinairement pour facili-  
 „ ter ses malversations; qu'on l'avoit vu très-souvent entrer seul dans  
 „ la dite maison, où quelqu'une des dites filles ou femmes avoit été  
 „ conduite, & la dite Bernadonne sortir & les enfermer tous deux  
 „ ensemble: ce qu'on nous auroit attesté être arrivé même depuis la  
 „ publication du dit Monitoire: Qu'on l'auroit vu s'enfermer dans des  
 „ maisons un peu éloignées du village, avec des filles qu'il y faisoit  
 „ venir, sous prétexte d'aller chercher de l'huile, ou autres denrées,

où il demouroit les deux heures entieres, & qu'au sortir de ces VI. Cr.  
maisons, appréhendant d'avoir été apperçu, il avoit menacé quel- N°. IV.  
ques-uns de ses vassaux, qui travailloient en vue de ces maisons,  
de les rouer de coups de barres s'il entendoit qu'ils parlassent de  
rien; qu'il avoit fait les mêmes menaces à plusieurs autres, qui l'a-  
voient trouvé à des heures indues dans des maisons seul avec quel-  
ques filles; qu'on l'avoit vu dans des bois malversant avec d'autres,  
qu'il y avoit fait conduire, & où il demouroit les deux heures en-  
tieres, faisant tenir son cheval par les femmes qui avoient conduit  
les filles & femmes en ces lieux; lesquelles il séduisoit sous pro-  
messes d'argent, bled, hardes, de les marier, & de leur fournir ce  
qui leur seroit nécessaire: qu'on l'auroit aussi vu très-souvent s'en-  
tretenir avec la nommée Claude Rolande, de Puy-Laurens, avec la  
dite Bernadonne & autres personnes suspectes, & passer & repasser  
souvent avec celle-ci, au devant des maisons du dit Vivier où il y  
avoit de jeunes filles, qu'elle avoit sollicitées de s'abandonner à lui:  
& qu'enfin, on ne pouvoit assez s'imaginer combien ses sollicitations,  
promesses, & les artifices dont il usoit pour séduire les pauvres fil-  
les & femmes de ce lieu, joints à son autorité, y avoient causé de  
vices & de péchés, & en causoient journellement.

Après toutes ces connoissances, nous aurions envoyé, environ les  
huit heures du soir, le dit M. Delmas Prêtre, pour solliciter dere-  
chef le dit Sieur de Ra... de quitter sa mauvaise vie, & de se sou-  
mettre à la pénitence que nous lui avions déjà fait proposer par le  
dit M. Raphaël Saurel, & lui protester, qu'à faute de l'accepter,  
nous procéderions contre lui par Censures: ce qu'il auroit refusé de  
faire.

Le lendemain matin, environ les huit heures, nous aurions ren-  
voyé le dit M. Delmas vers le dit sieur, pour faire un dernier effort  
en son endroit, & l'obliger à se reconnoître, & autrement lui dé-  
clarer, que nous allions procéder contre lui par excommunication:  
ce qui auroit pareillement été inutile. Si bien que, voyant sa con-  
tumace obstinée au mal; après avoir mûrement examiné les con-  
noissances que nous avions prises de ses déportemens scandaleux  
dans les visites de Puy-Laurens & de ce lieu, ainsi qu'il résulte de  
nos procès verbaux, & par les révélations faites à l'Ordonnance en  
forme de Monitoire ci-dessus exprimé, es lieux de Puy-Laurens,  
Vivier, Ra... & Monfort, nous nous serions portés à l'Eglise, en-  
viron les dix heures, où, après avoir célébré la Messe, nous aurions  
exposé au Peuple le sujet de notre visite, & la douleur que nous





„ pudicité des filles & femmes de toutes les terres étoit dans l'extré- VI. C.  
 „ me danger s'il n'y étoit par nous remédié , nous aurions donné une N°.IV.  
 „ Ordonnance en forme de Monitoire , pour être publiée dans les di-  
 „ tes Paroisses , tant pour faire rentrer le dit Sieur du V. en lui-  
 „ même, le presser de se corriger , que pour jeter l'horreur de ces  
 „ débauches dans l'esprit des filles & femmes , & des personnes qui  
 „ les favorisoient , & les y sollicitoient. Après , le dit sieur nous au-  
 „ roit avoué , comme il a déjà fait dans nos visites , qu'il étoit à la  
 „ vérité coupable , mais non pas au point qu'on nous pouvoit avoir  
 „ rapporté ; qu'il étoit disposé de recevoir de nous pénitence , & qu'à  
 „ l'avenir il ne donneroit aucun sujet de plainte : ce qu'il n'auroit exécuté ,  
 „ ains continué ses mauvais commerces. Ce qui nous étant rapporté ,  
 „ nous aurions , dans le Carême dernier , mandé son Recteur , auquel  
 „ nous aurions ordonné de requérir & sommer , comme il a fait par  
 „ diverses fois , le dit sieur du V. de se corriger , & venir recevoir pé-  
 „ nitence , & qu'à faute de ce nous procéderions contre lui par Cen-  
 „ sures , ainsi qu'il étoit porté par notre Ordonnance en forme de  
 „ Monitoire , qui a été publiée par quatre fois dans les dites Paroisses  
 „ du Vivier , Puy-Laurens , Ra... & Montfort. Or dans notre pré-  
 „ sente visite de ce lieu , & de Puy-Laurens , ayant appris , par la décla-  
 „ ration de plusieurs habitants , la multitude & l'énormité des crimes  
 „ du dit Sieur du V. en matiere d'impureté & leur publicité , tant dans  
 „ ce lieu que dans les autres sus-nommés , comme il appert par les  
 „ verbaux de nos visites , nous aurions , le jour d'hier & ce matin ,  
 „ fait sommer & requérir , par un de nos Ecclésiastiques , le dit sieur  
 „ du V. de se reconnoître & recourir à la pénitence ; lui déclarant  
 „ qu'à faute de ce , nous allions le dénoncer excommunié : ce qu'il  
 „ auroit refusé de faire. Nous , voyant sa contumace , & que tous  
 „ soins , avertissements & Monitoires paternels , depuis plusieurs années ,  
 „ n'avoient pu le fléchir pour arrêter le torrent de ses débauches , &  
 „ empêcher la perte des ames commises à notre soin , sommes con-  
 „ traints , avec douleur , d'apporter à ce mal extrême , les extrêmes  
 „ remedes , pour ne nous en rendre coupables , & pour conserver la  
 „ pureté dans le reste du troupeau confié à notre garde. A ces causes ,  
 „ appuyé en l'autorité que Dieu a donnée à son Eglise , de lier &  
 „ délier , NOUS AVONS EXCOMMUNIÉ ET EXCOMMUNIONS LE DIT HENRI  
 „ DU V. & le séparons & retranchons de la participation au Corps &  
 „ Sang de Jesus Christ , & des prieres , mérites & bonnes œuvres de tous  
 „ les Fideles , & le livrons au pouvoir de Satan , pour l'humilier & affliger  
 „ en sa chair , afin que son esprit & son ame , en se reconnoissant & faisant

VI. CL. „ pénitence , puisse enfin obtenir le salut éternel au jour de l'avènement  
 N°.IV. „ du Seigneur. PRONONCÉ au dit lieu du Vivier , dans l'Eglise Paroiss.  
 „ fiale , dans l'action de notre visite , le onzieme jour de Septembre  
 „ 1661. NICOLAS Evêque d'Alet , ainsi signé en l'original , duquel le  
 „ présent extrait a été tiré par moi soussigné , Secrétaire. Signé RAGOT  
 „ Secrétaire.

*§. 3. Entreprises du Parlement de Toulouse contre cette excommunication , qui vont à ruiner toute la discipline ecclésiastique.*

Le même esprit d'impénitence qui avoit fait mépriser au sieur de Ra... tous les avertissements de son Pasteur , lui inspira aussi de s'élever insolemment contre la sentence , dont il ne l'avoit frappé que pour lui donner de l'horreur du misérable état où son péché l'avoit réduit , & le porter à prévenir par une pénitence salutaire , le jugement plus terrible que Dieu prononcera contre lui , s'il demeure dans son endurcissement , en le séparant pour jamais de la société des Saints , dont l'Eglise est la figure. Au lieu de s'humilier , pour mériter , par ses larmes , & par un véritable changement de vie , de rentrer dans le sein de l'Eglise , dont il avoit été retranché , il ne pensa qu'à chercher des moyens humains , pour s'opposer à son Evêque , ou plutôt à Jesus Christ dont il n'avoit été que le Ministre. Il crut qu'il en trouveroit dans le Parlement de Toulouse , par les parents qu'il y a , & l'aliénation que plusieurs de cette Compagnie avoient contre M. d'Alet , pour les raisons qui ont été représentées plusieurs fois. Il y appella donc comme d'abus , de la procédure la plus juste , la plus ecclésiastique , & la plus canonique qui fut jamais. Et parce que M. d'Alet ne jugea pas à propos de souffrir que personne se présentât pour défendre , devant des Juges qu'il avoit tant de raison de tenir suspects , l'usage légitime qu'il avoit fait de la puissance qu'il a reçue de Jesus Christ , ce Gentilhomme obtint Arrêt sur Requête , le 10 Novembre 1661 , qui le renvoyoit par devant l'Archevêque de Toulouse , ou ses Vicaires généraux , ou autre Evêque pour lui être pourvu du bénéfice d'absolution *ad cautelam*. Et ensuite , un Vicaire Général de feu M. de Marca Archevêque de Toulouse , sur une simple Requête de cet excommunié , & sans autre pouvoir que celui que des Magistrats séculiers lui pouvoient avoir donné , eut la hardiesse , par un attentat tout-à-fait insupportable , de ruiner , par provision , ce qu'avoit fait un Evêque aussi sage & aussi éclairé que M. d'Alet , avec tant de connoissance de cause.

Les termes de la sentence de ce Grand Vicaire sont considérables, VI. CL. & méritent d'être conservés à la postérité, pour un monument éternel N°. IV. de l'abus déplorable de ces prétendues absolutions à cautele.

*Sur la Requête à nous présentée par noble Henri du V. Seigneur de Ra.... au Diocèse d'Alet, tendante à ce qu'il nous plaise lever & ôter l'excommunication, ad cautelam, contre lui laxée par le dit Seigneur Evêque d'Alet, suivant & conformément à l'Arrêt de la Cour du Parlement de Toulouse du 9 Novembre mois courant, afin qu'il ne demeure pas privé de l'entrée des Eglises, ni de pouvoir faire & exercer les actes de Chrétien : Vu le dit Arrêt, & tout considéré, Nous Vicaire Général & Official soussigné, faisant droit sur la dite Requête, avons ôté & levé, ôtons & levons l'excommunication laxée par le dit Seigneur Evêque d'Alet, contre le dit sieur du V. & ce faisant, lui avons pourvu du bénéfice d'absolution d'icelle, ad cautelam, suivant le dit Arrêt, afin qu'il ne demeure pas privé, pendant le procès, de l'entrée de l'Eglise, & de la participation des Sacrements d'icelle ; s'étant à ces fins mis à genoux devant nous.*

On a fait voir, dans l'affaire du sieur de l'Estang, Doyen d'Alet, combien c'étoit un étrange abus, que l'usage qu'on fait maintenant de ces absolutions à cautele ; en prétendant qu'elles rétablissent dans la participation des Sacrements, lors même qu'elles sont données sans aucune connoissance de cause, & même sans aucun pouvoir en ceux qui les accordent, que celui qu'ils pourroient tirer d'une Ordonnance de Juges Laïques. Mais voici un exemple qui est plus fort, tout seul, pour faire condamner cet étrange procédé, que toutes les raisons que l'on pourroit apporter pour le combattre. Car peut-on rien s'imaginer de plus ridicule & de plus insoutenable, que l'entreprise de ce Grand Vicaire ? Un Evêque d'une piété exemplaire, & très-zélé pour le salut de son peuple, après quatorze ans de patience, juge à propos d'user de la puissance que Jesus Christ lui a donnée, pour arrêter les débordements d'un pécheur public & endurci, qui ne se contentoit pas de se perdre, mais perdoit encore avec lui un grand nombre d'ames. Et un Prêtre d'une autre Province, qui n'a aucune supériorité sur le Diocèse de ce Prélat, sur une simple Requête de cet excommunié, où il n'est pas proposé la moindre chose contre l'excommunication décernée par cet Evêque, pour en montrer la nullité, & sur l'Arrêt d'une Compagnie de Laïques, qui peuvent au plus empêcher qu'on n'opprime des innocents, par des excommunications manifestement injustes, ne craint point de dire hardiment ; *qu'il ôte, & qu'il leve cette excommunication laxée par cet Evêque, & qu'il remet dans l'Eglise celui*

VI. CL. qu'il en avoit chassé, & qu'il rétablit dans la participation des Sacre-  
 N°. IV. ments celui qui n'en avoit été retranché, que parce qu'il s'en étoit rendu lui-même entièrement indigne, par ses abominations & par ses crimes.

Si cela se souffre, il n'y aura rien de plus méprisable aux pécheurs que ce qui leur doit être plus redoutable. Ils se moqueront des menaces de l'excommunication, puisqu'il n'y aura rien de plus aisé que d'en éviter le coup : & pouvant ainsi rendre vaines, avec tant de facilité, les dernières & les plus terribles peines de l'Eglise, ils s'abandonneront, avec une licence effrénée, à toutes sortes de dérèglements.

Mais de plus, qu'auroit répondu ce Grand Vicaire, si on lui avoit demandé : *In qua potestate hæc facis ?* En qualité de Prêtre, étant inférieur de droit divin aux Evêques, il en devoit révéler & non pas casser les sentences. En qualité de Grand Vicaire de l'Archevêque de Toulouse, il n'avoit que voir à ce qui se fait dans le Diocèse d'Alet, qui est d'une autre Province ecclésiastique, entièrement indépendante de celle-là. Par quelle autorité a-t-il donc agi, & qui lui a donné droit, non de déclarer que cette excommunication étoit nulle (ce qu'il n'avoit garde de pouvoir faire, ne lui en ayant été proposé aucune nullité) mais de la lever & de l'annuler : ce qui demande certainement une puissance supérieure ? Qu'auroit-il pu alléguer, que l'Arrêt du Parlement de Toulouse, étant bien assuré, que, sans cela, il ne l'auroit osé entreprendre ; parce qu'il auroit bien vu que ç'auroit été une entreprise schismatique, de vouloir délier ce que M. d'Alet avoit lié par l'autorité de Jesus Christ, lui qui n'avoit, selon l'ordre de l'Eglise, aucune autorité supérieure à celle de ce Prélat ? Il devoit donc dire, en absolvant cet excommunié, & en le rétablissant dans la participation des Sacrements, dont ses crimes, aussi-bien que la sentence de son Evêque, l'avoient rendu si indigne : *Auctoritate Parlamenti Tolosani, quâ fungor in hac parte, ego te absolvo à vinculo excommunicationis, quo per Episcopum tuum ligatus es.* Voilà l'unique fondement de cette prétendue absolution, qui est un fondement manifestement hérétique. Car on ne peut nier que ce ne soit une hérésie, de prétendre que des Laïques puissent donner pouvoir à celui qui ne l'a pas de lui-même, de faire une fonction aussi spirituelle qu'est celle, non simplement de déclarer qu'une absolution est nulle, pour n'avoir pas été conforme aux règles de l'Eglise ; mais la supposant bonne (puisque'on présume toujours pour la validité de l'excommnnication, à moins qu'on n'en fasse voir la nullité) de la lever, & remettre celui qui en avoit été canoniquement lié, dans la participation de toutes les choses saintes, à cause seulement, qu'il s'est mis à genoux devant ce Commissaire d'un

Parlement : car c'est par cela seul, si nous l'en croyons, qu'un pécheur VI. Cl.<sup>2</sup> public & endurci a mérité qu'on cassât, en sa faveur, la sentence de N°. IV. son Evêque : *afin qu'il ne fût pas privé de l'entrée de l'Eglise, & de la participation des Sacrements ; s'étant à ces fins, dit-il, mis à genoux devant nous.* Jamais génuflexion n'a été plus méritoire.

Ceux qui ont porté plus loin l'autorité des Parlements en ces matières, comme feu M. du Puy, dans ses Notes sur les Libertés de l'Eglise Gallicane, n'ont eu garde de s'engager à soutenir une chose si déraisonnable, & si contraire à tous les principes de notre Religion. Ils reconnoissent que les Parlements ne peuvent rien au regard des Censures justes & canoniques ; mais ils renferment toute la puissance qu'ils leur donnent, à empêcher qu'on n'opprime des innocents, par des excommunications nulles & abusives. Et encore, dans ce cas-là même, il paroît que l'ancienne pratique des Parlements, qui n'a été altérée que depuis quelque temps, comme on a fait voir ailleurs, est, de s'adresser à l'Evêque même qui a excommunié, afin qu'il absolve *à cautele*, en l'y contraignant par la saisie de son temporel ; & non pas de renvoyer l'excommunié à tout autre Evêque qu'il voudra chiffrer : ce qui est insoutenable, parce que ni lui, ni le Parlement, ne peuvent donner à cet autre Evêque une juridiction qu'il n'a pas. Or, en toutes les choses qui demandent juridiction, *Nullus est major defectus quàm potestatis.*

Cependant, quelque injuste que fût cet Arrêt du Parlement de Toulouse, & quelque abusive & nulle que fût l'absolution que le sieur de Ra... avoit reçue de ce Vicaire Général de feu M. de Marca, il ne douta point, qu'en vertu de l'un & de l'autre, il ne pût insulter à son Evêque, & rentrer malgré lui, sans aucune satisfaction ni pénitence, dans tous les droits des enfants de Dieu & de l'Eglise, que ses crimes lui avoient fait perdre.

Mais il trouva un Evêque aussi ferme & aussi inflexible envers les impénitents, que doux & charitable envers ceux qui se reconnoissent. Il n'avoit pas sujet de croire que M. de Ra... méritât quelque indulgence, puisqu'outre la continuation dans ses désordres accoutumés, il reconnut, dans une visite qu'il fit sur la fin du mois de Novembre, au pays où sont les villages de ce Gentilhomme, qu'il s'en étoit rendu plus indigne que jamais, par les violences qu'il avoit exercées pour étouffer les preuves de ses abominations.

Car ayant obtenu du Parlement de Toulouse, une commission pour faire entendre de nouveau les témoins qui avoient révélé devant leurs Curés ce qu'ils savoient de ses débauches, en vertu d'un Monitoire

VI. CL. publié contre lui, & ayant pris un Commissaire qui lui étoit tout dévoué, N°. IV. il alla dans ses quatre villages, & commença par dire, qu'il alloit faire pendre tous les faux témoins qui avoient révélé contre lui. Il fit venir ensuite tous les habitants des lieux, leur parloit en général, & puis en particulier, pour savoir ceux qui avoient révélé. Il les faisoit dédire de tout ce qu'ils avoient dit; les portoit à charger les Curés comme ayant extorqué leurs révélations, & obligeoit ceux qui avoient déposé, de faire, pour leurs seings, d'autres marques que celles qu'ils avoient accoutumé; afin de pouvoir accuser de faux les révélations qu'ils avoient faites devant leurs Curés, au bas desquelles étoient leurs véritables marques.

On voit la preuve de ces violences, & en même temps la confirmation de tout ce qui avoit été révélé de ses débauches, en vertu du Monitoire dont il a été parlé, & sur-tout de l'inceste abominable qu'il avoit commis, abusant de la mere & des deux filles, par le procès verbal que dressa M. d'Alet, de ce que lui vinrent dire ces pauvres gens, au nombre de plus de trente, pour appaiser les remords de leur conscience, & se rendre capables de gagner le Jubilé; parce qu'ils étoient obligés de reconnoître, que la crainte de leur Seigneur les avoit portés à se dédire de ce qu'ils avoient révélé de ses débauches, quoiqu'ils n'eussent rien dit que de vrai dans ces révélations, comme ils le confirmèrent de nouveau.

Ainsi M. d'Alet, n'ayant garde de souffrir qu'un membre si pourri & si gâté, infectât de nouveau l'Eglise, dont il avoit été retranché avec tant de justice, il fit de nouvelles défenses à tous les Curés & à tous les Prêtres de son Diocèse, de regarder le sieur de Ra... autrement que comme un excommunié, & de célébrer aucun Office en sa présence. Les Curés écoutèrent la voix de leur vrai Pasteur, & obéirent à ses ordres, nonobstant les persécutions que leur fit le sieur de Ra... les ayant obligés de quitter leurs Paroisses, pour aller se présenter à Toulouse sur un ajournement personnel, qu'il avoit fait ordonner contre eux, parce qu'ils n'avoient pas voulu célébrer en sa présence. Et ainsi, la fausse absolution que ce pécheur endurci prétendoit avoir reçue à Toulouse lui fut inutile; ou plutôt on empêcha qu'elle ne lui fût très-pernicieuse, en l'engageant en de nouveaux sacrilèges.

Il eut donc recours encore une fois au Parlement de Toulouse, étant assuré qu'il y obtiendrait tout ce qu'il voudrait, par le moyen de ses amis, & des ennemis de M. d'Alet. Et en effet, il y fit ordonner, que M. d'Alet lèveroit les défenses qu'il avoit faites à ces Curés, à peine de saisie de son temporel. Mais ce n'étoit pas une crain-

te qui pût empêcher ce Prélat de maintenir l'honneur de l'Eglise & VI. CL. les droits de son caractère : il auroit abandonné non seulement les N°. IV. biens, mais la vie même, plutôt que de se relâcher de ce que sa conscience, & le devoir de sa charge l'avoient obligé d'ordonner contre cet enfant de Bélial, qui, non content d'avoir déshonoré l'Eglise par ses infamies, la vouloit encore fouler aux pieds par un orgueil & une impénitence diabolique.

L'évocation des causes de M. d'Alet au Parlement de Grenoble, qui rendoit celui de Toulouse incompetent, ôta aussi à ce Gentilhomme tout espoir de réussir dans son entreprise criminelle; n'ayant pas osé se pourvoir à Grenoble, parce que n'y ayant pas tant d'appui, il ne doutoit point, qu'au lieu de l'appuyer dans une si mauvaise cause, on ne le renvoyât à son Evêque, pour s'humilier sous son bâton pastoral. Ainsi, ne trouvant point de Prêtre dans le Diocèse d'Alet, qui le voulût souffrir dans l'Eglise, la honte l'a obligé de s'en retirer : il a passé depuis un hyver à Perpignan, & un autre à Ille dans le Roussillon, où il a continué ses débordements; & on a su qu'en cette dernière ville, on l'avoit voulu jeter dans un puits, allant ou revenant d'un lieu de débauche.

#### S. 4. *Autres cas du même Sieur de Ra...*

L'amour qu'il a pour le vice le porte à le protéger même dans les autres. Une femme, dont le mari demouroit à Carcassone, vivoit scandaleusement avec un Chanoine de la ville de S. Paul. M. d'Alet, faisant sa visite dans cette ville, ordonna, sur les plaintes de son mari, qu'elle se retireroit avec lui; & pour lui donner plus de facilité de l'emmener, il lui prêta sa litiere, & obligea cette femme d'y entrer pour suivre son mari. M. de Ra... l'enleva par les chemins, l'ôta à son mari, & contraignit les muletiers de la conduire où il voulut.

Il est Gouverneur d'un château situé sur le haut d'un rocher, & il reçoit des appointements de la Province, pour y entretenir plusieurs soldats: mais il n'y en tient aucun; & ce château ne lui sert qu'à donner de la terreur aux habitants, qui craignent d'y être mis en prison, ou à y exercer plus impunément ses impuretés, qu'il continue toujours, en se moquant des Censures de l'Eglise.

Il a souvent obligé les Fermiers du sel de lui payer pension, pour donner liberté aux gardes de passer par ses terres.

Il a usurpé beaucoup de bois du Roi, aussi-bien qu'un autre de ces Gentilshommes syndiqués, nommé M. d'A... avec lequel ayant

VI. CL. en querelle sur le sujet de ce que chacun prétendoit posséder dans N°. IV. la forêt, plusieurs autres Gentilshommes, s'étant mis en peine de les accommoder, ceux qui furent pris pour arbitres, après avoir marqué les limites jusqu'où chacun pouvoit aller, dirent ouvertement, qu'ils leur avoient partagé ce qui ne leur appartenoit ni à l'un ni à l'autre; & M. de la Serpent, qui étoit un des Arbitres, le dit à son Curé au retour de cet accommodement.

Il est héritier du Chevalier du V. son oncle, qui n'étoit pas reçu aux Sacrements, pour être publiquement engagé dans des trafics usuraires.

On supprime d'autres cas, pour lesquels on ne pourroit pas le recevoir aux Sacrements, quand il ne seroit pas excommunié. Par exemple, son pere, lui & feu son oncle le Chevalier du V. ont exigé des sommes considérables des villages dont il est Seigneur, sous prétexte de mariages, de renouvellement de certains privileges &c. ce qu'ils ne pouvoient faire en conscience. Et le village de Puy-Laurens est redevable au Chevalier du V. (dont le Sieur de Ra... a hérité) de la somme de seize cents livres, pour un prétendu prêt qu'il a fait, pour obtenir le renouvellement de quelques privileges imaginaires. De sorte que ce village en paie tous les ans cent francs; ce qui est une espece de taille, &c.

On supprime aussi, par retenue, la maniere dont le bien est entré dans cette maison, qui étoit autrefois fort pauvre; quoique ce qu'on en pourroit dire soit très-vrai, & assez connu dans le pays.

#### S. 5. *De M. De S. un des Syndics.*

Le pere de celui qui est maintenant Seigneur de S. & qui est l'un des Syndics de la Noblesse, est mort depuis peu d'années, après avoir été interdit de l'entrée de l'Eglise: & ainsi ce sera de lui principalement que l'on parlera dans cet article; tant pour justifier la conduite qu'on a tenue envers lui, que parce que son fils, étant son héritier, ne peut être reçu aux Sacrements, qu'il n'ait satisfait aux restitutions auxquelles il étoit obligé.

Or voici les mauvais moyens dont il a acquis beaucoup de bien.

Il a exigé des sommes considérables des Marchands, pendant la guerre de Catalogne & depuis, sous prétexte qu'ils étoient en sûreté demeurant dans ses terres, qui sont sur la frontiere de Roussillon, de Conflans & de la Cerdagne: & ses enfants; pour avoir aussi de l'argent, les ont maltraités; & ils ont même pillé une ou deux fois,



à forcée ouverte, la boutique d'un Marchand du lieu de Trevillac, dont VI. C. le dit sieur de S. avoit alors la jouissance par confiscation, à cause que N°. IV. Ce lieu appartenoit à un Seigneur Espagnol.

Il a joui, comme les enfans en jouissent encore, du Prieuré de Sainte Félicité, & a fait mettre dans ses reconnoissances la plus grande partie des terres qui relevent du fief, qui fait tout le revenu de ce Prieuré, dont son fils le Chanoine de Narbonne se dit titulaire, quoiqu'on n'ait pu l'obliger à en faire voir le titre, encore qu'on le lui ait ordonné sous peine d'excommunication.

On s'est plaint à M. l'Evêque d'Alet, dans ses visites, qu'il avoit pris du bien, des maisons & des prés appartenants à l'œuvre de l'Eglise. Il n'en osa pas disconvenir devant ce Prélat, & il en a même rendu quelque partie.

Il a tenu une rente ou dîme de Messieurs du Chapitre de Narbonne, aux deux tiers moins qu'elle ne vaut; ces Messieurs n'étant pas en liberté de l'affermir à d'autres, comme ils l'ont souvent témoigné à M. l'Evêque d'Alet, qui, l'ayant pressé de la quitter & de faire raison pour le passé au Chapitre de Narbonne, enfin il témoigna de le vouloir faire, & pria M. d'Alet d'agréer que Messieurs de Mons & de Roquetaillade, Gentilshommes qualifiés de la Province, ses meilleurs & plus anciens amis, travaillaient avec M. l'Evêque d'Alet à la discussion de ce qu'il pourroit être obligé de restituer. Ces deux Gentilshommes s'étant rendus sur les lieux avec M. d'Alet, après avoir examiné & discuté toutes choses sur ses propres Mémoires, ils furent d'avis qu'il devoit restituer la somme de douze mille livres; estimant que c'étoit le traiter favorablement, en ce qu'on évaluoit les denrées au plus bas prix qu'elles avoient été pendant tout le temps qu'il avoit tenu cette rente, y ayant eu bien plus d'années qu'elles avoient valu le double & le triple de ce qu'on les comptoit. Il témoigna alors vouloir prendre les moyens de faire, peu à peu, cette restitution: mais il en fut détourné par ses enfans, & s'en alla à Toulouse poursuivre un procès contre les habitants du lieu de Sournia, où il est mort, sans satisfaire à aucune de ses obligations; mais s'étant fait donner les Sacraments par surprise, en dissimulant l'état où il étoit, & celant qu'il avoit été canoniquement interdit de l'entrée de l'Eglise.

Ses enfans ont commis & commettent encore divers scandales en matière d'impureté & de violence, même contre les Prêtres, qu'ils ont souvent traités avec injure & avec insulte; & ils se sont servis pour cela d'une malice inouïe, & tout-à-fait diabolique, qui est, d'allumer la nuit de certaines drogues empoisonnées, qu'ils jetoient dans

VI. Cl. la maison de ces Prêtres ou dans leurs caves, qui étoient capables de  
 Nr. IV. les étouffer. Une fois même, que M. d'Alet étoit couché chez le Curé de ce lieu-là, dans le cours de sa visite, ils eurent l'insolence de tirer plusieurs coups de mousquetons & de pistolets à la porte & aux fenêtres.

§. 6. De M. de Neb. Puit des Syndics.

Ce Gentilhomme a reçu, pendant la guerre, lorsque l'étape étoit à Neb. diverses sommes pour le remboursement de ce que ses vassaux & les habitants d'un petit lieu voisin, appelé la Fagé, en avoient souffert. Mais il n'a point distribué ces sommes, ou n'en a donné que très-peu de chose, quoiqu'elles fussent considérables.

M. d'Alet ayant obtenu la somme de deux mille livres pour de semblables remboursements au même lieu de Neb. & le règlement en ayant été fait à proportion des pertes, par un Gentilhomme que M. de Neb. & ses vassaux avoient nommé avec un des Ecclésiastiques de M. d'Alet, après avoir vérifié sur les lieux ceux qui avoient plus ou moins souffert, le sieur de Neb. ayant reçu sa portion, & donné sa quittance, par laquelle il déclare qu'il est payé des dommages qu'il avoit soufferts, il a obligé les habitants de lui donner encore la somme de quatre cents livres, sous prétexte qu'il avoit plus perdu qu'on ne lui avoit donné : ce qu'on voit assez être une manifeste concussion.

Un des plus accommodés de son village étant mort sans enfants, il dit aux héritiers, qu'il vouloit prendre tous les biens en fond de cette succession, sur le pied des achats que le défunt en avoit fait. Ces pauvres gens, appréhendant qu'il ne voulût, sous ce prétexte, s'emparer de l'hérédité, pour acheter la liberté de partager ce bien entre eux, lui donnèrent un troupeau de moutons de l'hérédité; & ils ont déclaré depuis, qu'ils l'avoient fait par force, & pour pouvoir jouir en repos des biens de leur parent.

Il y a six ou sept de ces habitants, & quatre ou cinq autres des environs, qui se plaignent de divers torts & injustices considérables qu'il leur a faites, sans qu'il leur en veuille faire aucune raison.

Il a fait des échanges de terre, pour en faire une pièce considérable dans le meilleur fond, & a donné d'autres pièces en de très-mauvais fonds, à ceux qui lui ont cédé celles qu'ils avoient dans ce bon fond.

Le lieu de Neb. étant exempt de tailles, fut taxé par le Traictant des Francs-fiefs à la somme de deux mille livres. Les habitants étant allés vers M. d'Alet, qui étoit aux Etats à Toulouse, pour avoir la pro-

tection contre les exécutions violentes de ce Traitant, on fit con- VI. Cr.  
sulter un Avocat, qui, ayant trouvé par les privilèges des habitants, N°. IV.  
qu'ils ne devoient rien pour ce droit, il leur dressa une Requête, qui fut  
présentée aux Commissaires députés pour la levée de ces droits, sur  
laquelle ils ordonnerent que le Traitant seroit assigné, & cependant  
défenses de faire ces exécutions. Mais à leur retour, au lieu de se ser-  
vir de leur Requête, M. de Neb. les obligea de s'accorder à douze  
cents livres, qu'il fit semblant de prêter, savoir cinq cent quatre vingt  
treize livres dix sols argent comptant; qu'il retira ensuite; & six cent  
six livres dix sols, en une dette qu'il céda à la Communauté de Neb.  
que le Traitant prit pour sa part; ce qui devint notoire dès ce temps-  
là. Mais le Traitant, n'ayant pu rien tirer de cette dette, a découvert  
d'une façon plus particulière tout ce trafic dans une Requête qu'il a  
présentée à la Chambre des Francs-fiefs, pour en être payé.

Il ne contribue point aux frais de la Communauté pour les terres  
en roture qu'il y possède.

Il a acheté du bien à fort vil prix, qu'il a pris comme d'autorité à  
divers particuliers.

Il est dans une habitude scandaleuse de jurer le nom de Dieu, &  
de dire des paroles sales & impies, avec des emportemens étranges; &  
il est dans un tel endurcissement, qu'un de ses plus grands sujets de  
plainte contre M. d'Alet, est le soin qu'il prend de son salut, en di-  
sant, de quoi il se mêle, & qu'il ne peut pas l'empêcher de se dam-  
ner, s'il se veut damner.

Enfin, ne se contentant pas du mal qu'il fait lui-même, il prend  
plaisir à en faire faire aux autres. Car c'est celui de tous les Gentils  
hommes syndiqués qui a travaillé, & travaille encore tous les jours,  
avec plus d'ardeur, pour ruiner le bien que M. l'Evêque d'Alet a  
tâché d'établir dans son Diocèse. Il a une passion maligne de faire  
profaner les Dimanches & les Fêtes; de faire danser, de faire aller  
au cabaret dans tous les lieux où il a quelque crédit. Mais on ne  
s'arrête pas ici sur cette matière, parce qu'on aura occasion de la trai-  
ter plus au long dans un autre Eclaircissement, où il sera parlé du  
procès criminel que le Promoteur d'Alet a été obligé d'intenter contre  
lui au Parlement de Grenoble, pour avoir profané la sainteté du jour  
consacré à l'honneur de S. Louis, par une danse infame & scanda-  
leuse, de quatre-vingts personnes, dont il a été obligé de reconnaître  
qu'il étoit auteur.

Il arriva aussi un horrible scandale à Brenas, qui est un village  
proche de Neb. où il a un fief, le 30 Août dernier. On y battit le

VI. Cl. Curé, fort homme de bien; & celui qui commit cet attentat a trouvé  
N°.IV. retraite chez M. de Neb.

§. 7. De M. Coust. l'un des Syndics.

Il est notoire à tout le pays, que la grand'mere de M. de Coust, qui est aujourd'hui, a joui très-long-temps du revenu de deux ou trois des meilleures Cures du Diocèse, dont l'une valoit sept à huit cents écus; & qu'elle n'y tenoit que des Vicaires ou des Curés confidentiaires, qu'elle payoit en Vicaires. On sait que le P. Fournier, Jésuite, en ayant fait conscience à feu M. de Coust. pere de celui-ci, il l'avoit porté à vendre la terre de Souille; & de lui en remettre le prix pour bâtir leur Collège de Carcassone. A quoi sa femme s'étant opposée, & ayant fait venir quelques Gentilshommes pour l'aider à en détourner son mari, enfin, le P. Jésuite présent, on réduisit cette restitution à la somme de mille écus; pour le payement de laquelle M. de Coust. donna un billet pour couper du bois dans ses forêts, dont ce Pere ne profita que de cinq cents écus.

De plus, tant de pere que le fils, n'ont point payé les tailles des biens ruraux qu'ils ont en divers lieux dont ils sont Seigneurs, & entr'autres la taille du moulin qu'il possède au lieu de Bugarach comme noble, quoiqu'il soit roturier, laquelle retombe sur la Communauté.

Ils ont usurpé une partie considérable des bois du Roi; & le Lieutenant du Grand Maître des Eaux & Forêts, résidant à Quillan, nommé Besset, ayant voulu en prendre quelque connoissance, le frere du dit sieur de Coust. l'enleva, le mit dans un cachot d'un Château qu'ils ont dans les montagnes, où ils le tinrent deux ou trois mois; & ce ne fut que sur une lettre de M. le Prince de Conti qu'ils se crurent obligés de le remettre en liberté.

Il a usurpé des biens considérables de l'oeuvre de l'Eglise de Bugarach, une de ses terres.

Pendant les guerres, un habitant d'un village de Cerdagne, du parti de France, s'étant réfugié avec ses troupeaux chez ses parents, vassaux de M. de Coust. ce Gentilhomme l'ayant su, prit & enleva ses troupeaux.

Il est constant, que, dans un procès pour la mort de son frere, il a employé de faux témoins, qui ont été convaincus d'être faux témoins, & le Commissaire qui avoit reçu leurs dépositions condamné à mort.

Il néglige de faire faire justice dans ses terres, & les coupables, VI. CL. même des plus grands crimes, y trouvent l'impunité. N<sup>o</sup>. IV.

§. 8. *De M. de Ren. Pun des Syndics.*

Feu M. de Ren. son pere, prêtoit à usure, prenant intérêt à raison du seul prêt. Le Sieur de Ren. qui est aujourd'hui, son fils & son héritier, a continué de faire la même chose pendant quelques années; & il y a eu de ces intérêts usuraires qui ont été tirés sur M. de Castel Fisel, qui est fort pauvre. Il refuse de les restituer. Et quoiqu'on lui ait souvent offert de remettre à des Docteurs de Sorbonne cette affaire des intérêts, il ne l'a jamais voulu: ce qui montre assez qu'il est lui-même intérieurement convaincu de la justice de cette restitution, & de l'impuissance où l'on est de le recevoir aux Sacrements, tant qu'il refusera de la faire.

Et en effet, ce cas ayant été proposé à un grand nombre de Docteurs de Sorbonne, de la maniere la plus favorable pour le sieur de Ren. & où ses raisons étoient représentées avec toute leur force, ils ont entièrement approuvé la conduite qu'on a tenue envers lui, tant pour la nécessité de restituer, que pour l'obligation de ne le point absoudre ne le faisant pas.

Il a tiré des pensions, pour souffrir que les Gardes du sel passassent sur ses terres: ce qui lui est commun avec la plupart des autres Gentilshommes syndiqués.

Il est fort emporté en jurements & en blasphêmes.

Il ne fait aucune justice des crimes qui se commettent sur ses terres, & souvent même il empêche, autant qu'il peut, qu'on ne le fasse; comme il a paru nouvellement au mois d'Août dernier, sur le sujet de plusieurs impiétés horribles, commises par quatre ou cinq habitants du village des Bains dont il est Seigneur. Car l'Official d'Alet s'étant transporté sur les lieux pour en informer, & ayant parlé à ceux qui avoient vu & oui ces impiétés, ils lui promirent d'abord d'obéir à Justice, & de témoigner ce qu'ils en savoient. Mais M. de Ren. ayant appelé, d'un rocher qui domine sur ce village, un habitant pour lui parler, aussi-tôt que cet habitant fut descendu après lui avoir parlé, on vit un notable changement dans les témoins assignés, qui ne voulurent plus se présenter pour porter témoignage: ce qui obligea l'Official, après avoir oui le Vicaire & un garçon de quinze ans, de s'en retourner à Alet; ne doutant point, comme il le déclare dans son procès verbal, que M. de Ren. par sa présence, n'eût em-

VI. Cr. péché ses vassaux de déposer. Néanmoins, comme cette affaire avoit  
 N°. IV. fait un grand bruit dans le pays, l'Official y étant retourné plus d'un  
 mois après, il n'a plus osé empêcher que les témoins ne fussent ouïs.  
 Mais, au lieu qu'en qualité de Seigneur il étoit obligé de punir exem-  
 plairement ces impies, il ne traite tout cela que de bagatelle, & n'en  
 a fait faire aucunes poursuites par ses Officiers.

Voilà en général ce qui regarde M. de Ren. Mais, parce que le  
 procédé qu'il a tenu pour se faire recevoir aux Sacrements malgré les  
 véritables Pasteurs, sans satisfaire à ses obligations, est le sujet d'un  
 procès entre lui & le Promoteur, qui doit être jugé par MM. les  
 Commissaires nommés par le Roi, il est nécessaire d'expliquer en par-  
 ticulier ce qui s'est passé dans cette affaire.

*§. 9. Récit du procédé tenu par M. de Ren. pour se faire recevoir  
 aux Sacrements, y étant très-mal disposé.*

M. de Ren. convient que depuis la mort de son pere, il y a dix-  
 sept ou dix-huit ans, M. d'Alet lui a toujours dit, qu'il étoit obligé  
 de restituer les intérêts que son pere avoit reçu des prêts d'argent  
 qu'il avoit faits, & que lui-même avoit continué depuis. Il en de-  
 meure d'accord dans son appel comme d'abus, où il reconnoît, que  
 M. d'Alet lui a souvent donné cet avis; mais il prétend que les Direc-  
 teurs de sa conscience lui ont dit qu'il n'y étoit point obligé. Il est vrai  
 aussi (comme il le dit dans le même acte) que M. d'Alet s'étoit con-  
 tenté de ces avis pendant douze ou treize ans; & c'est ce qui justifie  
 ce que ce Prélat a dit dans sa Réponse à la sixieme plainte des Nobles,  
 présentée au Roi, qu'il se contente de recommander aux Curés de son  
 Diocese, d'observer les regles de l'Eglise, sans leur en déterminer l'ap-  
 plication au cas d'aucun particulier. Car, tandis que le Sieur Sian &  
 son prédécesseur, ont été Curés de Ren. M. d'Alet a cru qu'il lui  
 suffisoit d'avertir ces Curés de leurs obligations, sans entrer dans le  
 détail de ce qu'ils faisoient avec le Sieur de Ren. pour sa confession,  
 quoiqu'il eût représenté, aux uns & aux autres, la doctrine & les  
 regles de l'Eglise sur le sujet de l'usure.

Maitre Joseph Grenier ayant pris possession de cette Cure en 1661,  
 & voulant suivre les instructions de son Prélat dans l'exercice de son  
 ministère, il se trouva d'abord embarrassé sur le sujet de M. de Ren.  
 C'est pourquoi, avant que de lui parler, il en demanda avis à M.  
 d'Alet, qui lui apprit ce que Dieu demandoit de lui en cette ren-  
 contre. Ce Curé, qui est un fort homme de bien, en avertit M. de

Ren. hors du Confessionnal, & lui dit, qu'il ne pouvoit lui administrer le Sacrement de Pénitence, qu'il ne donnât ordre à ce qui regardoit ces intérêts. M. de Ren. lui répondit, qu'il se moquoit bien de son scrupule; qu'il avoit consulté d'habiles gens: que c'étoit une difficulté que M. d'Alet lui avoit faite il y avoit douze ans; mais qu'on s'en étoit moqué. Le Curé lui ayant reparti qu'il ne jugeoit point des Casuistes; mais que, pour lui, il ne pouvoit pas suivre leurs maximes au préjudice de celles de l'Evangile & de l'Eglise, le sieur de Ren. vit bien ce que cela vouloit dire.

Mais appréhendant, d'une part, de tomber dans l'interdit faute de faire son devoir paschal, & ne voulant pas, de l'autre, se mettre dans des dispositions nécessaires pour le faire chrétiennement, ayant pris avec lui un Notaire & deux témoins, il alla trouver son Curé, & le somma de le vouloir confesser. Ce Curé, qui est un très-bon Prêtre, & qui est allé à cette Cure comme au martyre, voyant bien les traverses qu'il y recevoit, ayant le cœur percé de l'outrage fait à l'Eglise, répondit à M. de Ren. que ne s'étant jamais présenté à lui au Confessionnal, il s'étonnoit de le voir demander l'administration d'un sacrement avec un Notaire & deux témoins: que ce n'étoit pas là la disposition d'un Pénitent; que n'étant d'ailleurs Curé que depuis peu, il avoit oui parler de diverses restitutions, auxquelles on disoit qu'il étoit obligé: qu'il falloit éclaircir cela avant que de passer outre. Le sieur de Ren. prit acte de cette réponse comme d'un refus.

Et au bout de quelques jours, il vint de nouveau, avec la même suite, sommer une seconde fois ce Curé de le confesser. Il lui répondit, qu'il étoit prêt de le faire: qu'il ne falloit qu'aller au Confessionnal & qu'il feroit son devoir. Ils y entrèrent, & quelque temps après le sieur de Ren. en étant sorti, requit le Notaire de lui retenir acte comme le Curé lui avoit refusé l'absolution, ce pauvre Curé ne disant mot, mais étant outré de l'injure faite à Dieu. Quelques jours après M. de Ren. revint avec son Notaire & ses deux témoins, fit la même chose que la seconde fois, & prit un acte semblable.

Avec ces trois actes il s'adressa au Parlement de Toulouse. Il y présenta Requête le 21 Juillet 1661. Il y supposa qu'on ne lui avoit refusé l'absolution qu'à cause de ces intérêts. Cela lui étoit bien facile, parce que, quand il y auroit eu beaucoup d'autres causes de ce refus, comme il est assez vraisemblable qu'il y en avoit, le Curé, qui étoit obligé à un secret inviolable, n'en pouvoit parler. Il conclut par cette Requête, à ce que le Curé de Ren. fût assigné pour déclarer la cause de ce refus d'absolution. M. de Fresals fut commis pour ouïr les par-

VI. Cr.  
N°. IV.

VI. Cr. ties. Mais ce Curé, ne s'étant présenté devant lui que par **Procureur**,  
 N°. IV. il demanda son renvoi devant son Supérieur ecclésiastique; attendu que les saints Canons défendent, sous les plus grandes peines de l'Eglise, & aux Ecclésiastiques de répondre devant les Juges Séculiers pour de semblables choses, & aux Juges Séculiers d'en prendre connoissance.

Cependant M. l'Evêque d'Alet, continuant la visite de son Diocèse, vint à Ren. le 24 Août de la même année 1661; & dans la connoissance qu'il prit de l'état de la Paroisse, il demanda au Curé si tous les Paroissiens avoient fait leur communion paschale. Il répondit que non quoiqu'il les eût souvent avertis & exhortés de la faire. Le Promoteur nomma les personnes qui avoient manqué de satisfaire à ce devoir, entre lesquelles étoit le Sieur de Ren. qui ne dit rien, & ne se plaignit point de la conduite de son Curé.

Mais, quoique, selon le Canon du Concile de Latran, M. d'Alet eût pu interdire le sieur de Ren. & les autres qui n'avoient point fait leur devoir paschal; néanmoins, comme il est toujours porté à joindre la douceur à l'exaétitude, & à attendre le plus qu'il peut les pécheurs à pénitence, il leur donna encore un délai de quinze jours, après lequel s'ils n'y avoient satisfait, ils tomberoient dans l'interdit sans autre déclaration, avec injonction au Curé de déclarer les personnes qui y feroient tombées, ce terme passé.

Le deuxieme de Septembre suivant, le sieur de Ren. vint faire un acte à M. d'Alet, par lequel il lui exposa; " qu'il n'ignoroit pas que „ le sieur Grenier, son Curé, lui avoit refusé l'absolution pour des causes frivoles, à raison de quoi il l'a mis en instance au Parlement : „ que cependant il avoit ordonné, dans sa visite, que dans quinze „ jours ceux qui n'avoient point fait leur devoir paschal y satisferoient, sous peine d'interdit : qu'étant de ce nombre, & voulant y „ satisfaire, il le requeroit d'ordonner au dit sieur Grenier de lui „ donner l'absolution, & de le recevoir à la communion. A faute de „ quoi il proteste de ce qu'il peut & doit, en cas que l'on passât outre pour l'interdire ”.

M. d'Alet répondit avec la modération ordinaire; " qu'il n'y avoit „ que peu de jours qu'il avoit fait sa visite à Ren. où il étoit pour entendre les plaintes de chacun, & y faire droit; que, s'il eût fait „ les siennes contre son Curé, il lui auroit parlé; qu'il étoit encore „ tout disposé de le faire; & que, quand il voudroit faire appeler „ son Curé devant lui, dans les formes ecclésiastiques, il lui feroit „ droit sur ses demandes & sur ses plaintes ”.

Mais ce n'étoit pas là ce que le sieur de Ren. cherchoit. Il ne vouloit qu'avoir



qu'avoir un prétexte pour se révolter contre son Evêque : & ainsi , VI. Cl. sans être touché de ce qu'on lui avoit représenté avec tant de sagesse , il se contenta de dire qu'il persistoit en ses requisiions & protestations.

Les quinze jours de délai qu'on avoit donnés pour l'interdit étant expirés , le Curé de Ren. un jour de Fête , avant la Messe , dit , que tous ceux , qui , dans ce délai , n'avoient point satisfait au devoir paschal , selon l'Ordonnance de visite , étoient tombés dans l'interdit , & ne pouvoient assister aux divins Offices : ce qui obligea le sieur de Ren. & les autres de sortir.

Mais , au lieu de recourir à la pénitence , qui seule lui pouvoit faire recouvrer ce que son impénitence lui avoit fait perdre , il s'adressa , à son ordinaire , au Parlement de Toulouse ; & , sur une Requête qu'il y présenta le 22 Septembre , il y fit assigner M. l'Evêque d'Alet , & en même temps il envoya son Agent , avec son Notaire , au plus haut des Pyrénées , dans le Donasan , où étoit M. d'Alet , pour lui faire un acte , auquel ce Prélat répondit en ces propres termes : “ Que , faisant sa visite au lieu de Ren. & s'étant informé de toutes les personnes qui n'avoient point fait leur devoir paschal , il les auroit ensuite avertis , dans l'action de sa visite , qu'ils eussent à y satisfaire dans quinze jours , & que ceux qui , dans le dit délai , n'y auroient point satisfait , tomberoient dans l'interdit porté par le Canon du Concile de Latran , *Omnis utriusque sexus* , lequel ils encourroient sans autre déclaration : & que si quelques-uns d'entr'eux avoient quelque raison de n'y pas satisfaire dans le dit délai , & qu'ils eussent quelque chose à lui représenter sur ce sujet , ils n'avoient qu'à le faire ; qu'il n'alloit dans chaque lieu pour y faire sa visite , que pour y prendre connoissance du général & du particulier des Paroisses : que le sieur de Ren. qui avoit été présent à la dite visite , avoit entendu tout cela , & que néanmoins il ne lui avoit rien dit , ni fait aucune plainte : qu'ainsi s'il est tombé dans l'interdit , c'est ensuite de l'Ordonnance de visite , pour n'avoir , dans le susdit délai , de quinzaine , satisfait à son devoir paschal.

M. d'Alet fit donner ensuite à cet Agent , copie de l'Ordonnance de visite , en vertu de laquelle le sieur de Ren. avoit été interdit. Mais il ne s'en vouloit pas contenter ; prétendant qu'on lui devoit donner copie de l'interdit *in forma* : ce qui étoit impertinent ; puisqu'étant créé par cette Ordonnance , que ceux qui manqueroient à y satisfaire , tomberoient dans l'interdit sans aucune autre déclaration , le Curé n'avoit

VI. CL. rien à faire pour les traiter en interdits, le temps étant passé, que N<sup>o</sup>. IV. de les denoncer pour tels comme il avoit fait.

La reponſe de M. d'Alet porta M. de Ren. qui s'endurciſſoit de plus en plus, à interjetter appel comme d'abus de l'article premier de l'Ordonnance de viſite : ce qui n'a pu être fait que par un aveuglement étrange, ne ſe pouvant concevoir d'attentat plus manifefte contre l'autorité de l'Egliſe : car voici mot à mot tout ce que porte ce premier article.

*I. Que tous ceux qui n'ont pas fait leur devoir paſchal ſe diſpoſeront à le faire ſans purſuivre, ſous peine d'interdit, à nous réſervé, qui ſ'en ſervira ſans autre déclaration, conformément au Canon OMNIS UTRIUQUE SEXUS, au Concile de Latran : enjoignant au dit Recteur, de déclarer les perſonnes qui y ſeront tombez le dit terme paſſé.*

On pourroit être l'abus de cet article, qui n'eſt autre choſe qu'une ſimple exécution, accompagnée même d'indulgence, du Canon d'un Concile general, tellement reçu dans toute l'Egliſe, qu'il n'y en a peut-être aucun autre li connu? Néanmoins, comme il trouvoit à Toulouſe aſſez de partisans de ſes entrepriſes, éſuite de cet appel, il obtint Arrêt ſur Requête, le 13 Octobre de la même année 1661, qui ordonnoit, qu'il ſeroit abſous *ad cautelam* (c'eſt le moyen ordinaire de ſe jouer des Cenſures de l'Egliſe) & s'étant adreſſé au même Vicairé General dont il a déjà été parlé dans l'affaire de M. de Ra... il y trouva une merveilleuſe facilité de lui accorder tout ce qu'il lui demandoit, qui ne lui pouvoit ſervir devant Dieu que d'une nouvelle condamnation.

Auſſi-tôt que M. d'Alet eut appris ce renverſement de la diſcipline de l'Egliſe, par cette abolition imaginaire, il crut ne devoir pas ſouffrir un tel violement des Canons & de l'ordre hiérarchique. C'eſt pourquoi, ſur la requiſition du Promoteur, il fit une nouvelle Ordonnance, le douzième Novembre de la même année, par laquelle il enjoignit au ſieur de Ren. de garder ſon interdit, à peine d'excommunication, & fit défendre à tous Prêtres de célébrer la Meſſe & les Offices divins devant lui.

Cette Ordonnance lui ayant été ſignifiée, il envoya, le quinziesme du même mois, faire un acte à M. d'Alet, ainſi qu'il la révoquoit. Mais ce Prelat fit reponſe, qu'elle étoit canonique, & qu'il n'y avoit lieu de la retracter, pour les raiſons qu'il déduiſoit en temps & lieu dans les formes canoniques. De ſorte qu'il recourut à Toulouſe, où il fit ordonner, par un Arrêt ſur Requête, que M. d'Alet révoquoit

son Ordonnance ; à .quoi faire il seroit contraint par faisie de son tem- VI. Cl.  
porel. N°. IV.

Il fit signifier cet Arrêt à M. d'Alet, le deuxieme Décembre, qui répondit comme il avoit fait à l'acte précédent : & ainsi, perdant l'espérance d'ébranler sa fermeté, parce qu'il jugeoit assez qu'il étoit résolu de tout souffrir plutôt que d'abandonner la discipline de l'Eglise, il pensa aux moyens de tourmenter le Curé, qu'il croyoit avec raison, être plus exposé à ses violences. Dans ce dessein il se fit donner un nouvel Arrêt sur Requête, du 3 Février 1662, par lequel on n'insistoit plus à faire révoquer l'Ordonnance du douzieme Novembre ; mais qui portoit ; *que, sans y avoir égard, le dit sieur de Ren. jouiroit de son absolution à cautele, avec défenses de l'empêcher d'entrer dans l'Eglise, & de lui refuser les Sacrements ; Et que des contraventions il en seroit enquis.* C'est ce qu'il vouloit, pour avoir lieu de persécuter ce bon Curé, qu'il savoit bien ne pouvoir faire autre chose que de contrevenir à cet Arrêt, parce qu'il étoit plus obligé, dans une matiere aussi ecclésiastique que celle-là, de suivre les ordres de son Evêque. Ainsi il continua, à son ordinaire dans le refus, non seulement d'administrer les Sacrements au sieur de Ren. mais aussi de dire la Messe ou aucun autre Office en sa présence : dont ce Gentilhomme ayant fait informer, il obtint contre lui, au Parlement de Toulouse, un ajournement personnel ; de sorte qu'il fut obligé de quitter les fonctions de sa Cure pour s'y aller présenter, & satisfaire à ce qu'on lui voudroit dire.

Il s'y rendit donc le 22 Avril 1662. Et Dieu lui fit la grace de répondre avec tant de lumiere & de sagesse à ce qu'on lui demanda, qu'il ne fera pas inutile de rapporter ici cet interrogatoire entier.

“ Maître Joseph Grenier, Prêtre, Recteur de Ren. au Diocese d'Alet, âgé de vingt-sept ans ou environ.

„ *Interrogé* : pourquoi il se fait ouir, & s'il fait le sujet de sa prévention ?

„ *Répond* : que lui ayant été signifié un Arrêt d'ajournement personnel, pour l'honneur du Décret, il s'est venu faire ouir, sans savoir de quoi on se plaint contre lui, & sans préjudice de son déclinatoire, attendu sa qualité.

„ *Interrogé* : s'il ne fait pas que l'interdit qui avoit été décerné contre le sieur de Ren. par M. l'Evêque d'Alet, avoit été levé par Messieurs les Vicaires Généraux en l'Archevêché, en conséquence de l'Arrêt du Parlement, qui renvoie devant eux ?

„ *Répond* : que le sieur de Ren. lui avoit fait voir quelque acte fait

VI. Cl. „ par le fleur Vicaire Général en l'Archevêché de Toulouse, duquel  
N°. IV. „ il ne prit pas connoissance, parce que ce n'étoit pas de son fait,  
„ mais du Seigneur Evêque d'Alet.

„ *Interrogé*; si, au préjudice tant du dit Arrêt que bénéfice d'absolution, qui avoit été baillé au dit de Ren. par les dits Vicaires Généraux, lui, qui répond, par un mépris aux dits Arrêts, à lui signifiés, il n'auroit pas refusé de célébrer la Sainte Messe toutes & quantes fois que le dit de Ren. y étoit; même étant arrivé plusieurs fois, pendant la célébration d'icelle, & lui, qui répond, l'ayant apperçu, il n'auroit pas discontinué la dite Messe, & dévêtu ses habits sacerdotaux, & n'auroit pas forcé, par ce moyen, le dit de Ren. qui ne vouloit pas priver le reste des Paroissiens d'oir la Messe, de sortir de l'Eglise, & n'en entendre point du tout!

„ *Répond*; n'avoir rien fait que par l'ordre de ses Supérieurs, auxquels il doit rendre compte de sa conduite pour ce qui est de ses fonctions curiales, & ne peut rien dire sur ce sujet, pour n'encourir les peines portées par les Conciles & les Ordonnances de l'Eglise; espérant que la Cour le renvoyera, par raison du service de son Eglise, par devant ses Juges Ecclésiastiques ”.

On ne peut rien desirer de plus sage que cette Réponse. Mais, comme elle n'avoit pas arrêté les vexations que le fleur de Ren. continuoit à faire contre ce Curé, M. d'Alet, qui n'avoit point voulu se défendre jusqu'alors devant les Juges Séculiers, dans une cause toute ecclésiastique, & qui n'avoit pu être ébranlé par toutes les menaces qu'on lui avoit faites, de saisir son temporel, crut devoir donner à la charité ce qu'il n'avoit pas donné à ses intérêts. C'est pourquoi il se résolut d'entrer en cause, pour délivrer le Curé de Ren. du procès criminel où on l'avoit engagé contre toute sorte de raison, & de présenter Requête au Parlement de Toulouse, comme il fit le 21 Juin, pour prendre le fait & cause de ce Curé, & demander la cassation des informations & décrets décernés contre lui.

C'est où est demeurée cette affaire, parce qu'en ce temps-là même, M. d'Alet, ayant obtenu une évocation générale de toutes les causes au Parlement de Grenoble, M. de Ren. n'osa y pour suivre une si mauvaise cause; n'ayant pas lieu d'y espérer le même support qu'il avoit trouvé à Toulouse. Et c'est ce qui fait voir combien cette évocation étoit juste, & combien elle a été à la décharge des sujets de Sa Majesté. Car ce qui est arrivé en ce procès, est arrivé en quinze ou seize autres, qui avoient été malicieusement suscités à ce Prélat, pour troubler le bien qu'il fait dans son Dio-

cese, & qui sont demeurés assoupis par l'évocation; parce qu'on VI. Cl. n'a pas osé les poursuivre en un autre Tribunal où M. d'Alet n'au- N°. IV. roit pas eu d'ennemis.

§. 10. *De M. d'Esc. syndiqué.*

Il a usurpé près de quatre lieues de bois qui appartiennent au Roi. Cela lui est commun avec plusieurs de ces Gentilshommes. Mais voici ce qui lui est particulier. Les habitants d'Esc. ayant pris ci-devant les droits du domaine, moyennant cent écus tous les ans pour l'Albergue, ce Gentilhomme, qui se dit Seigneur de ce village, quoique les habitants lui en contestent la Seigneurie, qu'ils prétendent appartenir au Roi, ainsi qu'il a été jugé par Arrêt du Parlement de Toulouse, s'empara de ce domaine, en promettant de payer les cent écus, & donna une déclaration aux habitants de sa jouissance. Quelques années après, le fermier du domaine poursuivit les habitants pour être payé de l'Albergue. Ils se défendoient de payer à cause de leur non-jouissance. Mais l'affaire ayant été portée au Parlement de Toulouse, ils y furent condamnés avec dépens, sauf leur recours contre le sieur d'Esc. tant pour le principal que pour les dépens. Mais il n'avoit garde de satisfaire à ce dédommagement, comme il y étoit obligé; parce qu'il étoit bien aise de les tenir dans l'oppression, & de les mettre dans l'impuissance de poursuivre le procès qu'ils avoient intenté contre lui, & qu'il a porté au Conseil Privé, touchant la Seigneurie, même d'Esc. Ainsi le fermier du domaine n'étant point payé, il envoya de nuit une troupe de soldats pour saisir les vaches du village, qui étoient dans les montagnes. Ceux qui les gardoient, ayant pris ces soldats pour des voleurs, en vinrent donner avis, & aussi-tôt tous les habitants, tant de ce lieu que d'un autre lieu voisin, se leverent pour courir après. Mais ayant trouvé que c'étoit une faisie, un étourdi de la troupe des habitants, pendant que les autres traitoient d'accommodement, tira un coup, & tua celui qui conduisoit ces soldats; ce qui les a rendus tous criminels, & mis dans la dernière désolation.

On voit assez que l'injustice de ce Gentilhomme a été cause de ce malheur, & qu'il en est responsable devant Dieu. La violence d'un de ses enfants est aussi la vraie cause de ce qui fait le sujet d'une des plaintes de la Noblesse, dans leur Requête, que des vassaux ont pris les armes contre leur Seigneur: car voici comment cela arriva. Un des fils de ce M. de d'Esc. ayant maltraité le

**VI. Cl. Syndic de la Communauté**, l'ayant blessé d'un coup de pistolet qu'il **N°. IV.** tira sur lui, & l'ayant conduit dans le Château, le peuple, appréhendant qu'il ne mourût, ou qu'on ne voulût le mener à Toulouse pour l'y retenir prisonnier, jusqu'à ce qu'il eût payé le fermier du domaine, ou pour d'autres informations qu'on avoit faites contre lui, s'éleva & redemanda cet homme : & parce qu'on refusa de le faire voir au Vicaire qui avoit demandé de le voir, sur ce qu'on l'avoit assuré qu'il étoit blessé à mort, cela les aigrit encore davantage, & ils demeurèrent sous les armes, pour empêcher qu'on ne le conduisît à Toulouse. M. d'Alet en ayant eu avis, y alla en diligence, & peu à peu calma le peuple, & enfin les porta à se remettre de leurs différends à des arbitres à Toulouse, & on en passa un compromis, que le sieur d'Esc. n'a point voulu exécuter.

Il empêche que ces habitants n'aient l'usage des bois & herbages, dont ils ont droit de jouir par de très-bons titres, & qu'on ne sauroit contester.

Il ne paie point ses dettes, dont plusieurs personnes souffrent.

Il a usurpé des biens appartenants au Chapitre de S. Paul, & à l'Archiprêtre de Fenouilledes.

Il oblige les fermiers de l'Equivalent, de lui affermer à vil prix, ce qu'il sous-ferme avec gain à ses vassaux, quoique ces sortes de trafics soient défendus aux Gentilshommes par les Ordonnances.

En voici un autre, qui n'est pas moins défendu, & où il y a encore plus d'injustice, que son pere & lui ont exercé pendant plus de quarante ans; ayant obligé le Chapitre de Narbonne de leur affermer, presque pour rien, les dîmes qu'il possède dans la Paroisse d'Esc. & le Bousquet.

Mais, parce qu'on peut juger par cette affaire, sur quoi sont fondées les plaintes que font ces Gentilshommes, qu'on ne les veut pas recevoir aux Sacrements pour des causes qui ne méritent point cette peine, on a cru qu'il étoit important de la représenter ici plus au long, telle qu'elle est rapportée dans le procès verbal de M. l'Evêque d'Alet du 19 Octobre 1660; parce que rien ne peut mieux faire voir, avec combien de modération & de sagesse ce Prélat se conduit dans ces sortes de rencontres, & le tort qu'a cette Noblesse de s'être révoltée contre un si excellent Pasteur, qui ne cherche que leur salut.

Au mois d'Octobre de l'année 1660, M. l'Evêque d'Alet, faisant sa visite épiscopale dans ce lieu d'Esc. s'informa, selon sa coutume, des personnes qui n'avoient pas fait leur devoir paschal. Il apprit que

le Seigneur de ce lieu étoit de ce nombre. Il lui en parla; & ce VI. Cl. Gentilhomme lui apporta pour excuse, qu'on ne l'avoit pas voulu N°.IV. absoudre, à cause qu'on prétendoit qu'il avoit tenu à ferme, depuis plusieurs années, les fruits décimaux, que MM. les Chanoines de S. Just de Narbonne prennent en cette Paroisse, & ce, contre leur gré, & à un prix beaucoup au dessous de leur juste valeur; ce qui l'obligeoit à de grandes restitutions. A quoi il ajouta; qu'il supplioit de le vouloir entendre, & voir les actes & les mémoires qu'il lui remettroit entre les mains, afin de juger ce qu'il devoit faire en conscience, en lui promettant de s'y soumettre, parce que le salut de son ame lui étoit plus cher que tous les biens du monde. M. d'Alet le voyant dans cette bonne disposition, se rendit à la priere qu'il lui faisoit, de connoître à fond de cette affaire. Et quoiqu'il fût déjà; par les plaintes de MM. du Chapitre de Narbonne, que c'étoit contre leur gré qu'ils avoient été obligés de laisser leur dime entre les mains de ces Gentilshommes; quoiqu'il fût informé des menaces & intimidations faites aux habitants & autres personnes, qui étoient disposées à enchérir cette ferme, & des empêchements donnés aux Bénéficiers, que le Chapitre avoit envoyés pour la recueillir, en quelques années, qu'ils l'avoient voulu recevoir par leurs mains; & enfin, quoiqu'il pût assez juger qu'elle étoit à trop vil prix, par le rapport que lui avoient fait les Vicaires de ces lieux, de la quantité de grains & autres fruits qui se recueilloient chaque année; néanmoins, en étant prié par ce Gentilhomme, & par deux Chanoines de Narbonne, qui se trouverent sur les lieux, il voulut bien prendre la peine d'en faire une enquête toute nouvelle, comme s'il n'en avoit rien su. Mais, parce que M. d'Esc. lui dit, que les Vicaires de ces lieux-là n'en devoient pas être crus, à cause qu'ils n'avoient pas vécu en bonne intelligence avec lui, M. d'Alet s'en alla dans une Paroisse voisine, où il fit assembler trois ou quatre Curés circonvoisins, & il les pria de lui dire ce qu'ils savoient sur les articles suivans.

1°. Si le sieur d'Esc. tenoit la rente du Chapitre de Narbonne contre le gré du dit Chapitre, & s'il empêchoit qu'on n'y fit des encheres?

2°. S'il la tenoit à un prix beaucoup au dessous de la juste valeur?

3°. S'il étoit difficile de débiter les grains, comme aussi de les conserver, & quel étoit le prix commun de ces grains?

4°. Quelle étoit la rétribution des Prêtres qui servoient les dits lieux d'Esc. & du Bousquet?

VI. CL. 5°. S'ils savoient qu'il y eût eu des grêles ou autres accidents ?  
N°.IV. par la guerre ou autrement, qui eussent gâté & perdu les fruits ?

A quoi il fut répondu par ces Ecclésiastiques.

Sur le premier ; qu'il étoit notoire, dans tout le pays, que M. d'Efc. tenoit cette dime contre le gré de MM. du Chapitre de Narbonne, & qu'il ne leur étoit pas libre de l'affermir à qui bon leur sembloit, personne n'osant enchérir, de peur de déplaire à ce Gentilhomme, & d'en être maltraité, ou de ne pouvoir faire la levée, comme ils avoient vu être arrivé aux Bénéficiers qui étoient venus de la part du Chapitre pour lever la dime.

Sur le second ; qu'il étoit facile de voir que cette dime étoit affermée beaucoup au dessous de son juste prix, tant qu'on n'en a rendu [que trois cents cinquante livres ; puisqu'on en recevoit ordinairement trois ou quatre cents setiers de grain, partie froment, seigle & avoine ; cochons, chanvre & autres menus grains.

Sur le troisieme ; qu'il n'y avoit aucune difficulté à débiter ces grains, quand on les vouloit vendre au prix courant, ni à les garder ; puisque, dans le Château voisin d'Efc. on en avoit gardé de trois ou quatre ans, & qu'ils ne croyoient pas que M. d'Efc. en eût jamais perdu pour s'être gâtés : que le prix commun du grain, à la récolte, étoit cinq livres le froment, quatre livres le seigle, & deux livres l'avoine. Et le Vicaire d'Honnat fit voir un état de la valeur du grain, au temps de la récolte, année par année, depuis l'an 1633, par lequel il paroissoit, qu'il n'y avoit eu qu'une seule année que le seigle avoit été à trois livres, & les autres grains à proportion : six années à quatre livres, & toutes les autres à cinq, six, sept & huit livres.

Sur le quatrieme ; que, depuis vingt-cinq années, il n'y avoit eu aucune grêle ni autre accident qui eût gâté notablement la récolte, & qui en eût emporté plus du dixieme ; ce qui même étoit arrivé fort rarement.

Sur le cinquieme ; que la rétribution des Prêtres qui servoient les Paroisses d'Efc. & du Bousquet (a) étoit de vingt-cinq à trente écus, & qu'il y en avoit eu ordinairement deux à Efc. & un au Bousquet.

M. l'Evêque d'Alet, pour prendre toute la connoissance possible de cette

(a) C'étoit des Prêtres, qui, à peine, pour la plupart, savoient lire : & ainsi M. d'Efc. les avoit à bon marché, tandis qu'il avoit été à sa disposition de les mettre & de les changer comme bon lui sembloit.



cette affaire, interrogea encore, sur ces mêmes articles, des habitants <sup>VI Cr.</sup> des plus gens de bien & des plus dignes de foi de tout le pays, qui <sup>N°. IV.</sup> lui dirent les mêmes choses que ces Ecclésiastiques, & même l'assurèrent, que, depuis cinquante ans, ils n'avoient jamais vu le seigle plus bas à la récolte que de trois livres, & qu'il s'en trouvoit même peu à acheter à ce prix; & que cela n'étoit arrivé que quelque peu d'années.

Etant revenu ensuite à Esc. il s'enquit des deux Chanoines de Narbonne qui y étoient, de ce que leur dime leur avoit valu cette année-là: & ils lui firent voir, par le détail, qu'elle leur avoit valu seize cents livres, les frais de la levée payés: & qu'ès années 47. 48. & 49, que les Bénéficiers de leur Chapitre furent envoyés pour lever cette dime, il y eut beaucoup plus de grain, mais qu'ils furent troublés & traversés dans la levée; & que même ils se plainquirent qu'on les empêchoient de vendre leurs grains: que le Chapitre fit informer des troubles & intimidations faites à leurs Bénéficiers, & que, sur l'information, on avoit obtenu Décret contre le dit Sieur d'Esc. & le Sieur de Sainte Col. son fils aîné; mais que feu M. l'Archevêque de Narbonne s'étant entremis pour accommoder cette affaire, on avoit cessé ces poursuites, & que M. d'Esc. avoit repris cette dime à douze cent cinquante livres, sans payer aucune charge.

M. d'Alet fit rapport de tout ceci à M. d'Esc. & écouta tout ce qu'il lui voulut dire, après quoi il lui donna son avis par écrit en ces propres termes.

“ Pour les raisons & causes résultantes du dit verbal, & ayant pris  
 „ avis de personnes capables, nommées en icelui, aurions déterminé  
 „ & croyons le dit Sieur d'Esc. être obligé en conscience, de rendre  
 „ & restituer au dit Chapitre de Saint Just, la somme de deux cents  
 „ livres pour chaque année, depuis 1609 jusqu'à 1630; & depuis  
 „ 1630 jusqu'à 1646, la somme de quatre cents livres, aussi pour  
 „ chaque année, sans toutefois le décharger du surplus, à quoi il  
 „ pourroit être obligé, ayant eu assez de connoissance pour fixer cette  
 „ somme, mais non pas assez pour lui dire qu'il n'étoit pas obligé à  
 „ davantage; laissant à sa conscience d'en juger quand il aura de plus  
 „ grandes connoissances que celles contenues en notre dit verbal:  
 „ comme aussi s'il en a joui plus d'années qu'il ne nous a apparu par  
 „ les contrats qui nous ont été remis. Arrêté au dit Esc. le 19 Octo-  
 „ bre 1660”.

VI. CL  
N°. IV.

S. 11. *Testament de M. d'Esc. mort depuis peu.*

Après avoir écrit l'article précédent, l'on a reçu nouvelle de la mort du Sieur d'Esc. avec une copie du testament qu'il a fait auparavant, en présence d'un Notaire Royal & témoins. Mais parce que ce testament porte non seulement l'acquiescement à la restitution, en laquelle M. d'Alet l'avoit condamné envers le Chapitre de Saint Just de Narbonne; mais aussi le renoncement au Syndicat de la Noblesse, on a jugé à propos de le mettre ici tout au long, avec un billet que le dit Sieur d'Esc. avoit écrit & signé de sa main dès le 20 Décembre 1661, touchant ce même acquiescement, & dont l'original est attaché à la minute du dit testament.

„ L'an 1665, & le cinquieme jour du mois de Décembre, environ  
„ une heure après minuit, dans le Château d'Esc. par devant moi No-  
„ taire Royal soussigné, & présents les témoins bas nommés, se se-  
„ roit présenté en personne, Messire Jean de Monstron & de Sauton,  
„ Seigneur Baron du dit Esc. lequel étant dans son lit, atteint d'une  
„ maladie corporelle, toutefois avec ses bon sens & entendement,  
„ lequel, de gré & volonté, a dit & déclaré, que Monseigneur l'E-  
„ vêque d'Alet l'auroit obligé, comme appert par un verbal dont co-  
„ pie lui auroit été donnée, à une notable restitution envers MM. du  
„ Chapitre de Saint Just de Narbonne, laquelle il n'auroit exécutée.  
„ Pourtant il veut suivre l'opinion de Mon dit Seigneur l'Evêque, ac-  
„ quiesçant à ce qu'il desire, conformément à un billet qu'il a écrit de  
„ sa main ci-attaché, daté du 20 Décembre 1661. Et n'ayant pour le  
„ présent moyen d'y satisfaire, il veut & entend qu'elle soit faite par  
„ ses héritiers, & payée devant tous contrats, quoique antérieurs. La-  
„ quelle dite déclaration il veut & entend qu'elle soit exécutée. Et ce  
„ es présences des Sieurs Jean Antoine de Niort Maître Chirurgien du  
„ dit lieu; Jean Caze, du lieu Vicdefault au Comté de Foix, & Jean  
„ Daffas, du lieu de Carcassonne, signés. Et le dit Seigneur Baron n'au-  
„ roit pu signer à la cede originale. Et moi Jean Pierre Dumois,  
„ Notaire Royal, résidant à Roquefort, requis, soussigné. Signé, Du-  
„ mois Notaire.

„ Et parce que, dans la susdite déclaration, il n'auroit pas été fait  
„ mention que le dit Seigneur Baron d'Esc. se demettoit entièrement  
„ du syndicat, que MM. de la Noblesse ont contre Monseigneur  
„ l'Evêque d'Alet, demi-heure après la susdite déclaration, il auroit  
„ dit & déclaré, par devant moi dit Notaire & témoins susdits, & bas

„ nommés, comme il s'en départ, & veut qu'aucune poursuite ne se VI. CL.  
 „ fasse en son nom contre le dit Seigneur Evêque. Es présences des N°. IV.  
 „ sieurs Jean Antoine de Niort, Maître Chirurgien du dit lieu; Jean  
 „ Caze, du lieu de Vicdefault en la Comté de Foix, & Jean Daffas  
 „ de Carcassonne, signés. Le dit Seigneur Baron n'auroit pu signer à  
 „ la cede originale. Et moi Jean Pierre Dumois, Notaire Royal, ré-  
 „ sidant à Roquefort requis, soussigné. Signé Dumois Notaire.

*Ensuit le billet écrit & signé de la main du dit Sieur d'Esc.*

„ J'eusse bien désiré qu'il eût plu à Monseigneur PEvêque, de con-  
 „ sidérer les raisons que je puis avoir pour ne pas payer la somme  
 „ portée par son avis. Mais puisqu'il se tient dans son opinion, je me  
 „ résous de la suivre; & ainsi j'acquiesce à ce qu'il desire, & veux que  
 „ si, durant ma vie, je ne puis satisfaire à ses sentimens, mon héri-  
 „ tier y satisfasse, & supplie Mon dit Seigneur de faire en sorte, que  
 „ MM. de Saint Just me tiennent en compte ce qui se trouvera raison-  
 „ nable sur les articles que j'ai donnés. Fait à Esc. ce 20<sup>e</sup> Décembre  
 „ 1661. Esc. signé.

„ Extrait tiré de l'original du billet fait par M. le Baron d'Esc.  
 „ par moi Jean Pierre Dumois Notaire Royal, & résidant à Roquefort,  
 „ le sixieme Décembre 1665. Signé Dumois Notaire.

#### §. 12. De M. d'A. un des Syndics.

On a déjà vu dans l'article de M. Ra. ... qu'il a usurpé les bois  
 du Roi: & il est constant que le feu Sieur d'A. son pere, dont il est  
 héritier, ne payoit point les dîmes d'une partie des grains qu'il recueil-  
 loit, & qu'il étoit aussi obligé à plusieurs restitutions, tant envers  
 Eglise, qu'envers des particuliers; ayant ordonné par un acte, avant  
 que de mourir, que la somme de quatre mille livres, qu'il s'étoit ré-  
 servée par la donation qu'il avoit faite de tous ses biens à son fils  
 aîné, seroit employée à ces restitutions, selon qu'il plairoit à M. d'A.  
 et de les régler. Mais c'est à quoi le Sieur d'A. son fils & son héri-  
 tier n'a point encore satisfait.

Lui & son frere, du vivant du pere, ont pris des biens de leurs  
 affaux.

Il ne paie point ses dettes, dont ses créanciers souffrent; & il a fi-  
 naltraité son pere, que ce pere, en mourant, a laissé plusieurs Mé-

VI. Et moires écrits de sa main, contenant les sujets de plaintes tout-à-fait N<sup>o</sup>. IV. extraordinaires qu'il avoit à faire contre son fils.

Mais voici deux affaires plus considérables, qui font voir avec combien peu de raison ces Gentilshommes se plaignent qu'on les a soumis à la pénitence publique, puisque l'exemple de celui-ci, qui est l'un de ceux qui ont fait ces plaintes, est une preuve convainquante qu'on ne l'a fait que pour des causes très-importantes, & qu'il faut qu'ils soient bien ennemis de leur salut, puisqu'ils prennent occasion de condamner leurs Pasteurs & leur Evêque, de ce qui leur auroit servi à expier leurs crimes, s'ils l'avoient fait par le mouvement d'une véritable pénitence.

La première de ces deux affaires est, la violence inouïe que ce Gentilhomme a exercée contre un Prêtre d'une très-grande vertu, Curé d'une de ses terres, qui avoit obtenu, par sentence du Sénéchal de Limoux, la provision de cette Cure. Car, sous prétexte d'exécuter un Arrêt du Parlement de Toulouse, obtenu sur des informations notoirement fausses, il le fit enlever, le fit conduire de Château en Château, & s'empara des fruits de la Cure. Il ne peut pas désavouer ce crime, puisqu'il en a fait pénitence, & qu'il en a demandé publiquement pardon dans l'assemblée des Curés du Diocèse. Et c'est ce qui montre plus clairement, que le Syndicat de cette Noblesse liguée, est une invention diabolique, pour les porter à se repentir du repentir même qu'ils avoient témoigné avoir eu de leurs désordres.

L'autre affaire est encore plus criminelle. Il a déjà été parlé, dans l'article de M. de Ra... de la vie scandaleuse que menoit une femme mariée avec un Chanoine de S. Paul: M. d'Alet, faisant sa visite dans cette ville, dont il est Seigneur, reçut plainte du mari de cette femme, qui lui présenta Requête, pour l'obliger de se retirer avec lui en la ville de Carcassonne, où il demeurait. Sur les preuves convaincantes de ce scandale, M. d'Alet ayant mandé ce Chanoine, l'arrêta & le fit mettre dans une chambre. Mais comme si la Noblesse du Diocèse d'Alet avoit une commission générale de procurer l'impunité au vice, le fleur d'A. accompagné d'un autre Gentilhomme & de ses valets, vint avec insolence redemander ce Chanoine; & M. d'Alet lui ayant dit doucement de se retirer, que le Chanoine ne sortiroit pas, & qu'il ne pouvoit pas lui parler, il s'emporta à dire plusieurs paroles sales & injurieuses, & à crier qu'il vouloit avoir ce Chanoine, & qu'il assommeroit le premier des Prêtres ou des domestiques de M. d'Alet qui sortiroit. Et comme il étoit nuit, il fit apporter du bois, pour faire du feu devant la porte. Il y en alluma, & tint son Evêque assiégé

dans sa maison, dans une ville dont il est Seigneur, & faisant sa vi-VI. Cite. Ce désordre eût pu aller plus loin, si M. d'Alet, pour ne pas N°. IV: donner lieu à la fureur de ces séditieux, n'eût défendu à ses domestiques de sortir; leur recommandant seulement de barricader les portes, & de veiller jusques au lendemain: ce qui empêcha ce Gentilhomme de s'emporter en de plus grands excès, ayant été obligé de se retirer avec sa suite lorsque le jour fut venu. Il a fait depuis satisfaction à M. d'Alet de cette insulte pleine d'impiété & de sacrilège. Mais c'est ce qui le rend maintenant plus criminel, de ce qu'abusant de l'indulgence de l'Eglise, qui lui a pardonné un crime pour lequel la Justice séculière l'auroit sévèrement puni, il s'est joint à ceux qui n'ont point eu d'autre sujet, non plus que lui, de décrier la conduite de leur Evêque, que de ce qu'il tâche de les retirer de leur mauvaise vie, & qu'il ne leur permet pas d'abuser des Sacrements à leur perte & à leur ruine.

Il faut toutefois espérer que Dieu fera la grace à ce Gentilhomme de se reconnoître, puisqu'il lui a déjà fait celle de renoncer au syndicat. Car, quoique les autres puissent dire qu'il ne l'a fait que par un mouvement de dépit, de ce qu'on n'a pas voulu le députer à Paris, ou le Sieur de Bel. son beau-frere, néanmoins c'est toujours un avantage que de s'être détaché de cette ligue criminelle; & c'est un pas vers le bien, que d'avoir rompu les liens qui l'engageoient dans le mal.

### S. 13. De M. de Bel. syndiqué.

Il a renoncé au Syndicat aussi-bien que M. d'A. son beau-frere, & pour le même sujet. Dieu veuille qu'il ait aussi renoncé à ce qui l'avoit engagé dans cette révolte, & qu'il travaille sérieusement à se rendre digne d'être reçu aux Sacrements, par un véritable changement de vie. Car le moyen de l'y recevoir, tant qu'il ne satisfera point à plusieurs legs pieux & autres, auxquels il est obligé par plusieurs testaments de ses ancêtres? Tant qu'il fera souffrir plusieurs Marchands & autres personnes, en ne leur payant point ce qu'il leur doit, quelques plaintes qu'ils en aient adressées à son Curé, & même à M. d'Alet; & tant qu'il persévéra dans les injustices continuelles qu'il commet envers ses vassaux, en disposant de leurs biens en fond; de leurs maisons, de leurs terres, qu'ils ont bâties ou améliorées, sous le faux prétexte qu'il est Seigneur de tout le fond de sa terre, ce qui n'est pas vrai: & quand cela seroit, il n'en pourroit pas user comme il fait;

VI. C<sup>l</sup>. leur étant, outre cela, la liberté de nourrir du bétail, & autres pour  
N<sup>o</sup>. IV. voirs légitimes?

§. 14. *De M. de Sar. l'un des Syndics.*

Le village de Mauri, où le Sieur de Sar. a du bien, ayant obtenu une récompense des Etats de la Province, pour quelques logements de gens de guerre, il se fit donner, de cette récompense, beaucoup au-delà de ce qui pouvoit lui en appartenir selon le règlement qui fut fait de la somme obtenue, & il a toujours refusé de rendre ce qu'il a pris, quoiqu'il en ait souvent été pressé par M. l'Evêque d'Alet, qui est Seigneur du lieu de Mauri.

Il a pris quelquefois l'argent de la taille d'entre les mains des Collecteurs de ses terres, pour l'employer à ses affaires, & il le fit encore en l'année 1664; dont les Collecteurs ont souffert de grandes pertes, par les dépens des contraintes du Receveur, qui n'étoit pas payé dans le temps.

§. 15. *De M. de Perl. l'un des Gentilshommes syndiqués.*

Il est interdit de l'entrée de l'Eglise, pour n'avoir point fait son devoir paschal depuis plusieurs années; parce que, devant la somme de cinq cents écus à l'Hôpital de Mirepoix, il ne veut payer ni le principal ni les intérêts; qu'il refuse aussi de satisfaire à plusieurs particuliers, à qui il doit des sommes considérables, & qu'il ne paie point la taille des biens ruraux qu'il possède, la faisant porter aux habitants des lieux.

Il s'est aussi approprié le bois du lieu de Vira, qui appartient au Roi, & des biens & des droits qui appartiennent à l'Eglise, & qui font partie de la menſe épiscopale; & il continue toujours d'en jouir, quoiqu'on l'ait souvent averti de les quitter pour l'avenir, & de restituer pour le passé.

Il fait des exactions sur ses vassaux, sous de faux & de vains prétextes: il les traite avec violence, & ses enfants en ont déchiré deux d'entre eux à coups d'étrivieres, d'une manière cruelle, pour n'avoir pas voulu condescendre à faire avec eux des danſes & des débauches scandaleuses.

Ces mêmes fils de M. de Perl. ne font point leurs Pâques il y a trois ans, parce qu'ils ne veulent point réparer le scandale public qu'ils ont donné par leurs impuretés, & qu'ils ne cessent point de faire des insultes continuelles, tant aux étrangers qu'aux habitants de leurs ter-

res, dont même il y a eu plainte depuis peu devant Monseigneur le VI. CL.  
Prince de Conti. N°. IV.

§. 16. De MM. de la Serp. & D. freres, syndiqués.

Feu M. de la Serp. leur pere, décédé depuis quelques années, avoit un habitant estimé riche de treize ou quatorze mille livres, qui, n'ayant point d'enfants ni de parents proches, donna son bien, par testament, à un jeune garçon qu'il avoit adopté, selon le pouvoir que les loix lui en donnoient. Or, parce que, lorsqu'un vassal meurt sans avoir disposé de son bien, & sans avoir des parents au quatrieme degré, le Seigneur succede à ce bien, le Sieur de la Serp. s'empara, d'autorité, du bien de cet habitant, comme s'il n'avoit point fait de testament. Etant au lit de la mort, il en eut du remords, & chargea ses deux enfants de rendre ce bien : ce qu'ils n'ont pas fait, n'en ayant rendu que très-peu de chose.

Le feu Sieur de la Serp. ne payoit point la dîme de beaucoup de fruits qui la doivent, & il jouissoit de la portion des fruits décimaux de l'Archidiacre d'Alet, pour les deux tiers moins du juste prix.

Il ne payoit point les tailles de ses biens ruraux, qui vont à des sommes considérables.

Il a causé de grands dommages à divers habitants de Speraza; soit par de fausses procédures, soit à force ouverte; d'où se sont ensuivis divers meurtres.

Peut-être que l'ainé de ses enfants, n'ayant, à ce qu'il dit, que le bien qui lui étoit substitué, n'est pas sujet à ces charges, quoiqu'il ne puisse s'exempter d'acquitter plusieurs legs pieux de ses aïeux, à quoi il ne pense pas. Mais en ce cas-là, elles retombent sur le cadet, sans qu'il s'en puisse exempter, pour n'avoir été héritier que par bénéfice d'inventaire, puisque tout le bien de son pere qui n'étoit point substitué étant obligé à ces restitutions, il les a dû mettre au nombre des dettes auxquelles il devoit satisfaire, avant que d'en rien recevoir; & s'il ne l'a pas fait alors, il le doit faire maintenant.

Mais, bien loin que ces deux freres pensent à réparer les injustices de leur pere, ils continuent tous les jours d'en commettre de semblables & de nouvelles.

Car l'un & l'autre, à l'exemple de leur pere, ne paient point les tailles des biens ruraux qu'ils possèdent aux villages de la Croix & d'Antunhac.

L'ainé a pris souvent l'argent de la taille des mains des Collecteurs

VI. Cl. de son lieu de la Serp. & de Borige, & a ensuite obligé le Receveur des tailles de ces années-là, de se payer sur les revenus & droits seigneuriaux de Borige, qu'il lui faisoit prendre à un prix excessif, parce que d'ailleurs il soutenoit et Receveur, & l'aider à voler les autres.

Il est chargé par les testaments de son aïeul & bis-aïeul de plusieurs legs pieux, qu'il n'acquitte point, non plus que les charges des terres roturieres qu'il possède.

Il ne paie point ses dettes : ce qui fait beaucoup de tort aux Marchands & aux artisans, qui attendent après cela pour entretenir leurs familles.

Le Sieur D. son cadet, se fait appeller Baron de Bres. qui est une métairie de la dépendance de Quillan. Les Consuls de cette ville l'ayant poursuivi pour l'obliger à payer la taille, il a suscité un procès criminel à deux de ces Consuls, & à quelques autres habitants ; a fait faire dans Bres. des informations fausses, selon la déclaration qu'en ont fait les témoins ; leur faisant déposer plusieurs choses graves, comme étant arrivées dans une prétendue rebellion, faite pour empêcher qu'on ne prit prisonnier celui qui avoit poursuivi l'affaire contre le dit sieur D. Et en vertu de ces informations, presque entièrement fausses, on a tenu cinq de ces habitants prisonniers environ un an. C'est une chose qui est notoire, & qui crie vengeance devant Dieu.

#### §. 17. De M. du V. de Com.

Il prête à usure, & prend l'intérêt par avance.

Le sieur du V. son pere, dont il est héritier, s'est enrichi par ces fortes de prêts d'argent & de bled, à cinq quartiers pour quatre.

Tout le monde fait qu'il est extraordinairement colere, & dans une habitude criminelle de jurements & de blasphèmes.

Mais l'artifice dont il s'est servi, pendant plusieurs années, pour se mettre à couvert des Censures de l'Eglise, en continuant dans ses péchés, mérite une réflexion particuliere ; parce que c'est le sujet d'un procès entre le Promoteur d'Alet & l'Official de Narbonne, qui, par une conduite tout-à-fait irréguliere, l'a voulu autoriser dans son malheureux déguisement. Voici comme la chose s'est passée.

Ce Gentilhomme demeurant depuis plusieurs années dans un état de péché, & n'en voulant point sortir, & réparer le mal qu'il avoit fait, son Curé lui refusa l'absolution. Mais, au lieu de se mettre en état de la recevoir, il s'est contenté, pendant quelques années, de faire



vers Pâques trois sommations à son Curé, avec un Notaire & des témoins, VI. C<sup>l</sup>.  
à ce qu'il eût à l'absoudre. N<sup>o</sup>. IV.

Ce Curé, embarrassé de ces actes de Notaire, auxquels il ne savoit que répondre, ayant peur de rien faire contre son devoir & de se méprendre; enfin, quelque temps après Pâques, poussé de zèle pour l'injure faite à Dieu & à l'Eglise, par ce Gentilhomme, il l'interdit de l'entrée de l'Eglise en vertu du Canon *Omnis utriusque sexus*, qu'il avoit publié deux ou trois fois pendant le Carême, selon l'ordre du Diocèse.

M. du V. porta ses plaintes à M. l'Evêque d'Alet de cette déclaration d'interdit. Et on peut voir, par cet exemple, quelle est l'équité de ce Prélat, & comme il ne regarde que la justice, sans soutenir ses Curés, quelque vertueux qu'ils puissent être, lorsqu'il y a quelque chose à redire dans leur conduite. Car, quoique ce Gentilhomme fût très-indigne des grâces de l'Eglise, pour avoir fait plusieurs entreprises sur son autorité, comme d'enterrer des morts sans Prêtre & sans aucune cérémonie ecclésiastique, dans une chapelle qui étoit interdite; néanmoins M. d'Alet, ayant oui les parties, jugea que cet interdit avoit été déclaré contre les formes, & renvoya le sieur du V. à deux Curés voisins, qu'il agréa, pour se confesser auquel des deux il voudroit, & satisfaire à son devoir paschal dans la quinzaine, à peine de l'interdit porté par le Canon du Concile de Latran.

Ce Gentilhomme s'étant présenté à l'un & l'autre de ces deux Curés, il prétend qu'ils lui ont refusé l'absolution, dont il prit acte, à son ordinaire, devant un Notaire & deux témoins. Ces Curés ayant répondu à cet acte, qu'ils avoient fait leur devoir, il les fit assigner devant l'Official d'Alet, pour se voir condamner à dire les causes pour lesquelles ils lui avoient refusé l'absolution. S'étant présentés à l'Official, ils dirent, que mal-à-propos on les avoit assignés pour rendre compte de ce qu'ils avoient fait dans le Tribunal de la pénitence; qu'ils avoient agi comme ils avoient cru le devoir faire en conscience, & qu'ils n'en devoient rendre compte qu'à Dieu; représentèrent la mauvaise conséquence de cette assignation, dans un fait de cette nature, & demandèrent d'en être déchargés. Le sieur du V. insistant au contraire, l'Official, par sentence, le débouta des fins de sa Requête, avec dépens.

Il appella de cette sentence à l'Official Métropolitain, & il y fit assigner, non seulement ces deux Curés, mais aussi le Promoteur d'Alet, parce qu'il avoit conclu contre lui; car il n'avoit autre part en cette affaire. Et l'Official Métropolitain déclara, par sentence, avoir été mal jugé & ordonné par l'Official dont il étoit appel, & bien appelé par

VI. CL. l'appellant ; & en la cause retenue , réformant , il jugea que le sieur N°.IV. du V. n'avoit pas encouru l'interdit porté par l'Ordonnance de M. d'Alet.

2°. Il lui permit de se présenter dans huitaine à tel Confesseur que bon lui sembleroit , approuvé par l'Archevêque ou ses Vicaires Généraux , pour se confesser à lui , & en prendre certificat comme il en auroit été absous , & ensuite se présenter à son Curé , pour recevoir de lui le Sacrement de l'Eucharistie ; lui enjoignant de le lui administrer , sous peine d'excommunication.

3°. Il condamna les deux Curés & le Promoteur aux épices , chacun pour un tiers , taxées à vingt-quatre écus.

Le Promoteur a appelé à Rome de cette sentence , comme étant tout-à-fait injuste , & entièrement insoutenable. Car , 1°. elle est manifestement contre l'ordre judiciaire ; puisque , supposé que l'Official d'Alet eût mal jugé , comme ce n'avoit été qu'en déboutant le sieur du V. des fins de sa Requête , qui n'étoient que de faire condamner les deux Curés à rendre compte de ce qui s'étoit passé au confessionnal , tout ce qui se pouvoit faire , en réformant , étoit , de condamner ces deux Curés à dire , s'il étoit vrai qu'ils eussent refusé l'absolution au sieur du V. & à marquer les causes de ce refus.

4°. Cette sentence suppose que l'Archevêque est Pasteur des Diocésains de ses Suffragants , & qu'il leur peut donner des Confesseurs dans son propre Diocèse , *irrequisto* , & même *renitente proprio Episcopo* , comme il est arrivé en cette rencontre , M. d'Alet n'ayant été ni oui ni requis. Or c'est ce qui ne peut se soutenir.

§. 18. *De M. de S. L.*

Il n'y a rien à dire de ce Gentilhomme , sinon , que si tous les autres imitoient l'exemple qu'il leur a donné , il n'y auroit plus de procès , & le Diocèse d'Alet jouiroit d'une paix heureuse. Car n'ayant pas seulement renoncé au syndicat , ce que d'autres peuvent avoir fait par des considérations humaines , mais ayant fait connoître à M. d'Alet , avec beaucoup de sentiment , le regret qu'il avoit de s'y être mis , il y a lieu d'espérer que Dieu lui fera la grace de vivre en Gentilhomme Chrétien , & de mettre ordre aux difficultés de sa conscience , en payant les tailles des biens roturiers qu'il possède ; en faisant punir les crimes dans les terres dont il est Seigneur haut Justicier , & en réglant les contrats de société de bétail & autres , qu'il fait avec ses vassaux , selon les conditions marquées dans les Conférences du Diocèse , pour les rendre justes , & en satisfaisant , pour le passé , selon les avis d'un

guide aussi fidelle que celui auquel il témoigne avoir maintenant plus VI. Cl.  
de confiance. N°. IV.

§. 19. *De M. D'Esp. l'un des Syndics.*

Ce M. d'Esp. n'est dans le Diocèse que depuis quelques années , ayant acheté la terre de S. Ferreol. On ne voit pas quel sujet il a eu de s'unir dans ce syndicat , & pourquoi il s'est lié avec ces Gentilshommes du Diocèse , dans cette sacrilege conjuration contre leur Evêque.

Il les a imités dans l'usurpation des bois du Roi , appelés les bois les Fanges , dont même il a voulu ôter l'usage aux habitants de S. Julien , l'une de ses terres ; ayant usé de violentes exécutions contre eux , à cause qu'ils avoient coupé quelques pieces de bois pour faire le retable de leur Autel , selon le droit qu'ils ont , de couper dans cette forêt le bois dont ils ont besoin.

Il est aussi l'un de ceux qui font le plus hautement cette injustice à l'Eglise , de faire payer le champart avant la dime , quoique le Clergé ait obtenu un Arrêt au Parlement de Toulouse , pour empêcher cet abus , qui ordonne , que la dime se payera avant le champart , selon le droit & l'usage.

§. 20. *De l'injuste vexation que fait M. de Ren. à un très-bon Prêtre , Curé de son village.*

On a déjà vu , dans l'article de M. de Ren. avec combien d'injustice il avoit persécuté un très-pieux Ecclésiastique , nommé le sieur Grenier , Curé de la Paroisse de Ren. en s'efforçant de l'opprimer , par le crédit qu'a toute cette Noblesse au Parlement de Toulouse : & on a vu aussi , que l'évocation générale des causes de M. d'Alet au Parlement de Grenoble , avoit un peu suspendu cette persécution. Mais c'est encore un exemple , qui fait voir combien cette évocation étoit juste , par les injustices qu'elle empêchoit ; puisqu'aussi-tôt qu'elle a été révoquée , ce Gentilhomme n'a plus pensé qu'à renouveler ce qu'il voit toujours conservé dans le cœur , & à chercher les moyens de bannir de cette Cure un très-excellent Pasteur , dont la piété lui est connue , pour y rétablir , s'il pouvoit , un des plus méchants Prêtres qui soit dans le Diocèse. Car voici le nouveau procès qu'il a suscité au sieur Grenier , au Parlement de Toulouse.

Le sieur Laurent Siau Prêtre , ci-devant Curé de Ren. fut accusé

**VI. CL.** en 1661, devant la Justice Ecclésiastique d'Alet, de plusieurs crimes  
**N°. IV.** en matière d'impureté, & entr'autres d'un inceste spirituel & naturel. Comme on lui faisoit son procès, se voyant convaincu de ces crimes, il employa le sieur de Coust. & le sieur de Ren. pour demander qu'on ne le jugeât pas ; témoignant qu'il étoit prêt de faire toute la pénitence que M. l'Evêque d'Alet jugeroit à propos. On le mit donc en liberté ; & y étant, il fit une démission pure & simple de la Cure de Ren. où il avoit été une pierre de scandale, entre les mains de M. l'Evêque d'Alet, & vint au Séminaire d'Alet, où il a vécu en pénitent près d'un an. Quelques mois après cette démission, M. d'Alet remplit cette Cure du sieur Grenier : & comme elle est d'un petit revenu, ne valant que cinq cents livres ou environ, & qu'elle se trouve déjà chargée de cinquante écus de pension, pour donner lieu de subsister au dit Siau qu'on croyoit converti, M. d'Alet, dans le huitième mois de sa pénitence, conseilla au sieur Grenier de lui résigner une Prébende, qu'il possédoit en l'Eglise Collégiale de S. Paul : ce qu'il fit par un concordat, qu'il passa avec lui en la ville de Caudiés, le 15 Novembre 1661.

Depuis, le sieur de Ren. n'ayant pu s'accommoder d'une conduite aussi évangélique qu'est celle du sieur Grenier, porta le sieur Siau de redemander cette Cure, en lui faisant dire, contre la vérité, qu'il avoit été forcé, & dans la démission & dans le concordat passé à Caudiés. Mais l'évocation étant survenue, elle assoupit ce procès. M. de Ren. & le sieur Aost. chez qui le dit Siau demeure à Toulouse, le recommencerent au mois de Mars dernier 1665 : & au préjudice d'un Arrêt de défenses du Conseil, du 10 Mars, dans lequel le dit Siau étoit compris, & qui lui fut signifié, il obtint Arrêt contre toutes les formes, le 18 Avril ensuivant ; par lequel, sans ouïr parties, il lui est adjugé la somme de cinq cents livres par provision, sans préjudice du droit des parties au fond. Cet arrêt ayant été signifié au sieur Grenier, il fit, par acte, délaissement de tous les fruits, qui ne vont pas à cette somme, & demanda seulement une portion congrue comme un Vicaire. M. de Ren. en vertu de cet Arrêt, s'est saisi des fruits, & les a fait mettre dans son Château. Ainsi il a trouvé le vrai moyen de se délivrer de ce bon Curé, & de le chasser de sa Cure, où il n'a pas de quoi vivre ; n'ayant vécu cette année que d'aumônes ou d'emprunt ; à peine même ayant eu du pain depuis qu'il est dans ce Bénéfice, parce qu'il l'a trouvé extrêmement chargé d'arrérages de décimes, que le dit Siau ne payoit point. De sorte que si Sa Majesté n'y met ordre, cette Cure s'en va être abandonnée.

§. 21. *D'un cas commun à la plupart de cette Noblesse syndiquée.*

VI. Cl.  
N°. IV.

Le Roi & Nosseigneurs de son Conseil savent assez quelles ont été les concussions, les voleries & les extorsions que Pierre & Bernard Aost. Receveurs des tailles au Diocèse d'Alet & Limoux, ont exercées sur les peuples de ce Diocèse, & sur la Province du Languedoc. M. d'Alet étant touché de l'extrême défolation que causoient par-tout ces voleurs publics, & voyant que ces maux augmentoient de jour en jour, par l'autorité & le crédit que Pierre Aost. s'étoit acquis, en épousant la fille de M. de Cir. Président aux Requêtes du Parlement de Toulouse, & par l'achat de l'Office de Président Juge-Mage au Sénéchal & Siege Présidial de Limoux, se crut obligé d'en faire des plaintes aux Etats de Languedoc, assemblés en la ville de Beziers en l'année 1655, & de les porter à poursuivre la réparation de ces malversations, qui avoient scandalisé toute la Province, & épuisé les sujets du Roi. Les Etats furent touchés de ses remontrances, & chargerent le Syndic général de cette affaire : mais ce fut M. d'Alet qui contribua tous ses soins, & même les frais nécessaires pour l'instruction de ce procès, quoiqu'il n'y eût point d'autre intérêt que le soulagement des pauvres gens de son Diocèse, que ces Receveurs avoient ruinés. C'étoit-là une belle occasion aux Gentilshommes du Diocèse d'Alet, de témoigner leur zele pour le bien de leurs vassaux : mais ils ont fait tout le contraire. Ils ont soutenu & appuyé de tout leur crédit ces voleurs de leurs vassaux : ils se sont opposés à M. d'Alet, & au Syndic du Diocèse, pour arrêter les poursuites : ils ont intimidé les témoins, & empêché, autant qu'ils ont pu, qu'on ne déposât dans leurs terres contre ces concussionnaires. Et depuis même qu'ils ont été condamnés après d'incroyables peines, par Arrêt de la Cour des Aides de Montpellier, l'un à la mort, & l'autre au bannissement, & tous deux à restituer deux cent soixante-quatorze mille livres volées au Diocèse d'Alet, ou à la Province, ils ont encore continué à se déclarer pour eux, jusques-là qu'ils se sont obligés en leurs propres noms, pour leur faire trouver une somme considérable, & leur ont aidé à éluder jusques ici tout jugement. Peut-on douter, après cela, qu'ils ne soient redevables à la justice de Dieu, quand ils ne le feroient pas à celle des hommes, des grands & considérables dépens qu'ils ont causés au Diocèse, par l'appui qu'ils ont donné à ces Aost. & les oppositions qu'ils ont apportées aux poursuites, que l'on faisoit pour leur faire rendre ce qu'ils avoient volé ; eux qui, en qualité de Seigneurs,

VI. CL. étoient plus obligés que personne, de s'employer, par devoir & par N°.IV. charité, à délivrer leurs vassaux de cette oppression publique, & à leur faire avoir raison de ceux qui les avoient réduits, par leurs concussions & leurs pilleries, à la dernière pauvreté?

*Avis sur l'affaire du Sieur L.*

Le procès que le sieur L. a fait à M. l'Evêque d'Alet & à deux Ecclésiastiques de son Diocèse, a une liaison si particulière avec le différent des Gentilshommes, qu'il n'y a guère d'affaires dont ils aient tâché de tirer de si grands avantages que de celle-là; en ayant fait des articles exprès dans les plaintes anciennes & nouvelles qu'ils ont adressées au Roi, & dans tous les écrits qu'ils ont faits. Il n'y a aussi guère d'affaires qui puissent plus clairement faire connoître combien la conduite de M. d'Alet & de ses Curés est conforme aux règles de l'Eglise. Mais, parce qu'on ne la pouvoit pas éclaircir dans le public, sans publier des choses qu'il n'est pas à propos de faire connoître à tout le monde, on se réserve d'en informer Sa Majesté & Nosseigneurs les Commissaires, par un Ecrit particulier, qui leur donnera, comme on l'espère, autant d'édification de la conduite de M. d'Alet & de ces deux Ecclésiastiques, que d'indignation contre celle du sieur L. & des Gentilshommes qui l'appuyent dans ses insoutenables prétentions.

Q U A T R I E M E   E C L A I R C I S S E M E N T.

*De l'étrange persécution faite à l'un des meilleurs Prêtres du Diocèse d'Alet; d'où ces Gentilshommes ont tiré les plus atroces de leurs calomnies.*

§. I. *Liaison de cette affaire avec celle des Gentilshommes.*

L'affaire du sieur Eymere, Vicaire de la ville de Quillan, l'un des meilleurs Prêtres du Diocèse d'Alet, fait un des principaux incidents de ce procès de la Noblesse; tant parce que ce sont ces Gentilshommes syndiqués, qui s'étant joints au Curé de cette ville, homme déréglé & ennemi de tout bien, ont fait tous leurs efforts pour opprimer ce bon Ecclésiastique, que parce qu'ils ont tiré des fausses accusations qu'on lui a suscitées, & dont il s'est pleinement justifié, le fondement de leurs plus noires calomnies contre la conduite de M. l'Evêque d'Alet.

C'est pourquoi il est nécessaire de bien éclaircir tout ce qui regarde

l'étrange persécution que ce bon Prêtre a soufferte, & de faire voir, VI. CL. par cet exemple, qu'il n'y a rien de plus facile à des esprits grossiers N°. IV. & prévenus de quelque passion, que de corrompre les meilleures choses en les rapportant de travers, & changeant par-là en erreurs les vérités les plus certaines; ou même d'imposer de faux crimes à ceux qu'ils prennent pour leurs ennemis, parce qu'ils le sont de leurs vices & de leurs péchés, comme Saint Paul dit qu'il étoit devenu ennemi des Galates, pour leur avoir dit la vérité On verra l'un & l'autre dans cette histoire, qui mérite d'être conservée à ceux qui viendront après nous, pour servir de consolation aux Ecclésiastiques zélés pour le bien des ames, qui seroient attaqués par de semblables impostures, & de précaution à tout le monde, pour ne pas s'engager légèrement en des jugements téméraires contre des gens de bien, qui seront toujours exposés aux médisances des hommes charnels, lorsqu'ils se trouveront obligés par le devoir de leurs charges de reprendre leurs désordres.

Le Promoteur d'Alet a fait toutes les diligences possibles, selon le devoir de sa charge, pour s'assurer de la vérité des accusations qu'on avoit formées contre cet Ecclésiastique, & pour le faire punir s'il se fût trouvé coupable. Il s'est rendu sa partie; il a fait publier des Monitoires pour avoir des preuves de ce qu'on lui imputoit; & il n'a rien omis de tout ce qui pouvoit découvrir ses crimes, s'il en eût véritablement commis. Mais, après que, par toutes ces recherches, il n'a rien trouvé en lui de repréhensible, il croit qu'il n'est pas moins de son devoir de travailler, non pas proprement pour la défense de sa personne, mais pour le soutien de la discipline ecclésiastique, qu'on veut renverser par les troubles que l'on suscite aux meilleurs Prêtres, lorsqu'ils témoignent quelque fermeté dans l'administration du Sacrement de Pénitence.

*§. 2. Récit de tout ce qui s'est passé dans cette affaire du fleur Eymere.*

Ce bon Prêtre est de Saint Flour en Auvergne. Ayant fait ses Humanités & sa Philosophie dans le pays, il vint à Paris étudier en Théologie dans les Ecoles de Sorbonne. Il passa ensuite quelques années dans la Communauté des Prêtres de S. Sulpice, qui peuvent rendre témoignage de sa vertu & de sa piété. Il retourna de-là à S. Flour, où feu M. l'Evêque de S. Flour le reçut avec toute sorte de bonté; & lui donna pour emploi l'un des plus importants de son Diocèse; savoir la conduite & la direction de son Séminaire. Mais Dieu, qui

**VI. Cl.** le destinoit à soutenir de plus grands combats pour le rétablissement  
**N°. IV.** de la discipline ecclésiastique, lui inspira la pensée d'aller trouver M. l'Evêque d'Alet, y étant attiré par la réputation extraordinaire de ce Prélat, qui l'ayant jugé propre à servir les ames, l'établit Vicaire dans la ville d'Alet, où il a exercé cette fonction pendant deux ans, avec l'édification de tout le monde.

Une maladie qui lui survint, l'obligea d'aller en son pays pour changer d'air ; d'où étant revenu après le recouvrement de sa santé, M. d'Alet, qui étoit pleinement informé de sa suffisance & de sa vertu, l'envoya à la ville de Quillan, qui est le plus grand lieu de son Diocèse, pour y être Vicaire, & pour suppléer par sa piété & par son zèle pour le salut des ames, à la négligence du Curé de cette ville.

Il répondit, dans l'exercice de cet emploi, à l'attente de son Prélat. Il y acquit en peu de temps beaucoup de réputation, tant par la pureté de ses mœurs & son désintéressement, que par ses exhortations publiques & particulières ; & la bénédiction que Dieu donnoit à ses travaux & à ses paroles, fut une odeur de vie pour la vie, à plusieurs personnes qui s'adrescoient à lui pour leur conduite.

Mais c'est de-là même que le diable a pris sujet de le faire persécuter. Ce qui devoit être un sujet de joie au sieur Julien, Curé de Quillan, s'il avoit aimé véritablement le salut de ses brebis, lui en fut un d'aversion & de jalousie. Il ne put souffrir qu'avec une peine étrange, que la piété de son Vicaire attirât à lui les personnes les plus considérables de la ville de Quillan : il crut que la vigilance & la ferveur de cet Ecclésiastique, étoient un reproche continuél de sa négligence & de ses relâchements dans le soin de sa Paroisse ; & il employa toutes sortes de moyens pour l'obliger à se retirer, soit en le traitant, en toutes sortes de rencontres, avec beaucoup de rudesse & de mépris, soit en refusant de lui payer ses appointements & ses rétributions.

Mais, voyant que le sieur Eymere supportoit tout avec patience & avec douceur, sans se décourager de ces mauvais traitements, il se résolut, dans une visite que M. d'Alet fit à Quillan, de déférer son Vicaire devant ce Prélat, comme ayant avancé, dans ses instructions tant publiques que particulières, plusieurs propositions hérétiques, contraires aux bonnes mœurs, & injurieuses au mystère de l'Eucharistie. M. d'Alet lui répondit, que, si cela étoit vrai, le sieur Eymere seroit très-punissable ; mais qu'il le falloit ouïr, & voir s'il étoit dans ces mauvais sentiments ; & que, s'il y avoit des personnes qui  
 les



Ies lui eussent oui avancer , il les falloit faire venir , pour recevoir leurs dépositions. VI. CL.  
N. IV

Le sieur Eymere étant venu devant M. d'Alet, en présence de ce Curé, il nia avoir jamais avancé ce qu'on lui imputoit, & s'en justifia si bien, que le Curé n'eut pas un mot à repliquer. Et ainsi la conclusion de cette plainte si mal fondée fut, que M. d'Alet les remit bien ensemble, & que le Curé lui promit de bien vivre à l'avenir avec son Vicaire. Mais quoique ce Prélat n'eût aucun soupçon contre la pureté de la foi du sieur Eymere, il ne laissa pas de parler aux principaux & plus intelligents de la ville, pour savoir d'eux s'il avoit rien dit d'approchant de ce qu'on lui imputoit, & ils l'assurèrent tous, qu'ils n'avoient jamais rien oui de lui, ni en particulier, ni en public, d'approchant de ces propositions; mais que ce qui pouvoit avoir donné lieu à l'une de ces accusations touchant le mépris du mystère de l'Eucharistie, étoit; que la coutume qui s'étoit introduite par abus de donner la bénédiction avec le Ciboire, tous les Dimanches après Vêpres, ayant été défendue par l'Ordonnance de visite, comme étant contraire à l'ordre de l'Eglise, le peuple avoit murmuré de ce qu'on ne donnoit plus cette bénédiction, ce qui avoit donné occasion au sieur Eymere, dans le Catéchisme & instruction du Dimanche suivant, de blâmer ce murmure, & cet esprit de désobéissance aux ordres de son Evêque; & qu'on pouvoit avoir interprété ce qui avoit été dit contre cette opposition à l'Ordonnance de visite, comme s'il eût été dit contre la bénédiction même du S. Sacrement.

Mais le sieur Julien ne demeura pas long-temps dans la promesse qu'il avoit faite, de ne plus calomnier son Vicaire. Etant toujours dans le même esprit de jalousie contre lui, il recommença bientôt après de semer par-tout les mêmes médisances, & de le faire passer pour une personne qui révéloit les confessions, afin de détourner tout le monde de prendre confiance en lui. Il renouvela même ces accusations devant M. l'Evêque d'Alet; mais avec aussi peu de succès que la première fois. C'est ce qui obligea ce bon Prêtre, pour arrêter cette diffamation scandaleuse, qui l'eût pu rendre inutile dans son ministère & incapable de servir les ames, de présenter Requête à M. l'Evêque d'Alet contre ces fausses accusations de son Curé. Ce Prélat les renvoya devant l'Official, ou le sieur Eymere fit assigner le sieur Julien, pour l'obliger, ou de soutenir son accusation, ou de lui faire réparation d'honneur. Mais, après plusieurs délais donnés à ce Curé pour intenter son action, sur le point qu'il en alloit être débouté, il articula plusieurs faits, sur lesquels il demanda qu'il lui fût permis

VI. CL. d'obtenir Monitoire ; s'imaginant peut-être qu'on le lui refuseroit , & N°.IV. que ce lui seroit un sujet d'appeller comme d'abus. Mais , comme on n'avoit point d'autre intérêt que de découvrir la vérité , on lui accorda très-volontiers le Monitoire qu'il demandoit. Il le fit publier par trois Dimanches consécutifs à l'Eglise Paroissiale de Quillan. Et non content de cela , il demanda encore qu'il le fût aux Eglises des annexes de Gignolles & de Bellebianne : ce qui lui fut aussi accordé.

Mais ayant su que plusieurs de ses Paroissiens , des plus gens de bien , des plus intelligents & des plus qualifiés , étoient venus en révélation sur ce Monitoire ; & se doutant bien qu'étant aussi persuadés qu'ils étoient de la sagesse & de la piété du sieur Eymere , leurs dépositions ne pourroient être propres qu'à ruiner ses calomnies , parce que leur témoignage prévaudroit , sans doute , à celui de quelques gens de peu de chose , ignorants & grossiers , ou mal affectionnés à ce bon Ecclésiastique , à cause qu'en plusieurs rencontres il avoit agi contre eux , en suivant les ordres de son Evêque , & les avoit repris de leurs scandales , & de leur mauvaise vie , il jugea bien qu'il ne réussiroit pas devant l'Official , dans le malheureux dessein qu'il avoit pris , d'opprimer un Prêtre , que sa seule vertu lui faisoit haïr , & qu'il ne pourroit éviter d'être puni comme un calomniateur.

Il pensa donc à d'autres moyens , & il lui fut facile d'en trouver dans la conjoncture de la Noblesse révoltée contre M. l'Evêque d'Alet , & contre tout ce qu'il y avoit de bons Curés & de bons Vicaires dans le Diocèse. Il s'étoit déjà très - fortement uni avec ces Gentilshommes syndiqués ; ayant pour but , aussi-bien qu'eux , de ruiner tout le bon ordre que ce Prélat tâchoit d'établir ; & c'étoit lui qui leur avoit fourni une partie des mémoires dont ils avoient composé les plaintes présentées au Roi contre M. l'Evêque d'Alet. C'étoit en ce même temps , que ces Gentilshommes faisoient des informations de tous côtés , pour décrier la conduite des plus zélés d'entre leurs Pasteurs ; & ainsi , ayant pris cette occasion pour faire ouïr quelques-unes de ces personnes mal affectionnées au sieur Eymere , il le fit déférer à M. le Procureur Général du Parlement de Toulouse , qui , ayant fait ouïr les mêmes témoins , obtint contre lui un Décret de prise de corps.

Ce bon Prêtre en fut averti , & il lui eût été bien facile d'en empêcher l'exécution en se retirant : mais il crut devoir imiter son Maître , qui s'étoit livré soi-même à ceux qui le vouloient prendre. Il demeura dans son logis , quelques prières que ses amis lui pussent faire d'en sortir , jusqu'à ce que des Huissiers , accompagnés des domestiques de son délateur , vinrent enfoncer & rompre sa porte , & le con-

diffèrent honteusement dans la Conciergerie de Toulouse ; ce même VI. Cl. Curé ayant prêté son cheval à l'un de ceux qui assisterent à sa prise. N°. IV.

Étant interrogé, il demanda son renvoi devant son Juge ; & il fit voir, par une Requête, qu'il n'y avoit rien du plus juste ; puisqu'ouïe qu'il ne s'agissoit que de matieres purement spirituelles, il y avoit déjà instance pour les mêmes faits par devant l'Official d'Alet.

Mais le crédit qu'ont les Gentilshommes dans ce Parlement, y avoit déjà formé une étrange faction contre M. l'Evêque d'Alet, & contre tous les Prêtres qui agissent par son esprit. L'emportement de plusieurs des Conseillers étoit tel, que l'un d'eux, opinant sur cette affaire, ne craignoit point de dire, que la Religion Chrétienne étoit attaquée de deux côtés ; par le Turc, du côté du levant, & du côté des monts Pyrénées par M. l'Evêque d'Alet. Le temps, outre cela, paroissoit fort favorable à ceux qui vouloient opprimer ce Prêtre, pour appuyer les prétentions de cette Noblesse révoltée, car c'étoit pendant les vacations, que tout le Parlement étoit réduit à douze Juges : de sorte que le sieur de Fresals ne doutoit point, que sa brigade ne fût assez puissante pour y faire retenir l'affaire, & juger ensuite extraordinairement cet ecclésiastique, comme un hérétique & un sacrilège, sur la déposition de cinq ou six témoins, ou malicieux & corrompus, ou si grossiers, que, par faute de mémoire & d'intelligence, ils prenoient de travers les meilleures choses.

Mais Dieu suscita un de ces Conseillers, pour être protecteur de l'innocence qui alloit être accablée, & lui fit représenter, avec tant de force, la justice du renvoi qui étoit demandé, qu'il y eut partage, & qu'ainsi l'affaire fut remise après la Saint Martin. Et pendant ce temps, comme on s'étoit pourvu au Conseil du Roi, on y obtint Arrêt, par lequel le sieur Eymere fut renvoyé à l'Official d'Alet ; à la charge d'un cas privilégié, pour lequel le Lieutenant Criminel du Sénéchal de Limoux assisteroit au procès.

En vertu de cet Arrêt, le sieur Eymere fut conduit des prisons de Toulouse en celles d'Alet ; & il en fallut encore obtenir d'autres au même Conseil, tant pour lever les oppositions du Procureur Général de Toulouse, que pour faire remettre les informations du Greffe du Parlement de Toulouse en celui de l'Officialité, afin que l'affaire fût en état d'y être jugée.

La première chose que fit le sieur Eymere, étant à Alet après la remise de la procédure, & qu'il eut été ouï sur les informations, fut de demander la jonction de cette nouvelle instance à la première du sieur Julien Curé de Quillan, comme s'agissant des mêmes faits : & c'est ce

VI. Cl. qu'il obtint par sentence de l'Official, [n'étant pas juste qu'il soutint  
N°.IV. deux différents procès criminels pour les mêmes accusations.

On procéda de suite à la résomption, ou récolement des témoins, dont la plupart ruinerent leurs témoignages en les expliquant. Le sieur Eymere, qui avoit été oui, avoit tellement éclairci les choses, & fait voir si manifestement la fausseté de ces accusations, qu'on ne trouva pas assez de matiere pour ordonner la confrontation des témoins, ni à l'Officialité d'Alet, ni à la Sénéchaussée de Limoux, où certainement il n'avoit aucune faveur. C'est pourquoi on donna sentence en l'un & en l'autre Tribunal, portant que l'inquisition commencée seroit continuée, & qu'à cet effet, dans quinzaine, le Promoteur & la partie civile à l'Officialité, & le Procureur du Roi dans la Sénéchaussée feroient venir les témoins.

Ces sentences étant rendues, le sieur Eymere poursuivit, dans l'une & l'autre juridiction, pour être mis en liberté. Il fut donc élargi: & comme on ne produisoit point de témoins, ni dans la quinzaine, ni dans une autre qui fut donnée depuis, ni encore huitaine après, sur le point que dans l'un & dans l'autre Tribunal on alloit prononcer en définitive, le Curé, sous le nom du Procureur Général, appella de la procédure du Sénéchal au Parlement de Toulouse, & en son nom, de celle de l'Official, à celui de Narbonne, où elles étoient pendantes lorsque le Roi les a évoquées à soi.

Mais, dans cet intervalle de temps, Dieu a permis, par un jugement terrible, que celui qui vouloit arracher des Autels un très-bon Prêtre, par une accusation calomnieuse, s'en soit lui-même séparé par une négligence criminelle, & se soit rendu indigne de l'exercice de sa charge, au Jugement même de l'Eglise, dont il avoit toujours été si indigne devant Dieu. Voici comment cela est arrivé.

Il est défendu par la soixantieme des Ordonnances synodales, de danser les fêtes annuelles & solennelles de l'année, comme Pâques & la Pentecôte, & les deux fêtes qui suivent l'une & l'autre de ces deux solemnités; l'Ascension, Noël &c; & si cela arrive, il est ordonné, que, pour réparer ce scandale, & en donner plus d'horreur au peuple, on cessera les divins Offices, & défenses sont faites aux Curés & aux Vicaires de les continuer, sous peine de suspension de leurs Ordres *ipso facto*. Cependant, contre ce réglemeut si juste & si chrétien, & tout-à-fait conforme, non seulement aux Canons, mais même aux Ordonnances Royales, on dansa scandaleusement à Quillan le jour de l'Ascension, & la premiere fête de la Pentecôte de l'année 1664, au vu & su du Curé, qui autorisa, plutôt qu'il ne reprima, ce désordre;

n'en disant rien , & continuant toujours le service. Le Promoteur, VI. Cl. qui en fut averti un mois après ou environ , présenta Requête à l'Of- N°. IV. ficial , pour lui faire déclarer que ce Curé avoit encouru la suspension de ses Ordres , & en conséquence l'irrégularité , pour avoir célébré ensuite : ce qui fut fait par sentence du ..... 1664.

Le sieur Julien se rendit appellant de cette sentence , au Métropolitain , où l'affaire a été pendante jusqu'au 15 Avril dernier , qu'il releva un même appel au Parlement de Toulouse , tant de cette affaire que de celle du sieur Eymere : de sorte que la Paroisse de Quillan se trouvant sans autres Prêtres que le sieur Eymere , qui n'étoit point interdit , & les accusations faites contre lui paroissant notoirement calomnieuses , il continua d'y faire les fonctions de Vicaire.

Voilà généralement ce qui s'est passé dans ces deux affaires , du Curé & du Vicaire de Quillan , qui sont jointes ensemble. Il reste maintenant à montrer en particulier , que ce dernier est certainement innocent des crimes qu'on lui a faussement imposés , & que le premier est certainement coupable de calomnie , & du violement scandaleux d'une très-sainte Ordonnance de son Evêque , & qu'il ne lui reste que la voie de la pénitence , pour sortir de l'état où il s'est jeté lui-même , par un esprit de rebellion contre son légitime Supérieur.

### *§. 3. Réfutation particuliere des accusations formées contre le sieur Eymere. Impertinences de quelques-unes.*

Le procès qui a été remis du Greffe du Parlement de Toulouse à l'Officialité d'Alet , contenoit une information , dans laquelle huit témoins avoient été ouïs.

Ces huit témoins sont : 1. Barthelemi Chabaud , Chirurgien. 2. Raymond Boudignon , Tailleur d'habits. 3. Jean Hoquetis , Maréchal. 4. Pierre Vidal , Sergent habitant de Quillan. 5. Jean Gouft , Bâtier. 6. Jean Galuel habitant de Belbiannes. 7. Barthelemi Fajoles , habitant de Quillan. 8. Jacques Paul Saufede , Marchand.

Une des choses qui fait autant connoître la mauvaise disposition de ces témoins , est l'impertinence de quelques-unes des accusations qu'ils font contre lui , dans lesquelles ils lui reprochent des bagatelles comme des crimes.

Car toutes ces accusations se pouvant réduire à dix chefs , en voici quatre qui méritent d'être considérés , pour faire juger de l'emportement d'un Curé qui a fait déposer de telles choses contre son Vicaire.

VI. CL. 1°. On l'accuse fort sérieusement , *d'avoir été à la procession sans N°.IV. porter le pluvial.* C'est ce que déposent le troisieme & le cinquieme témoin.

Mais , quelque frivole que soit ce reproche , le sieur Eymere y répond très-bien , en disant qu'il a toujours porté un pluvial à la procession , excepté deux ou trois fois , que , n'en ayant pu avoir de la couleur qu'il falloit , il s'est contenté d'une étole.

2°. *De n'avoir point fait commémoration de Saint Eloy la veille de ce Saint.* C'est le quatrieme témoin , qui est un Maréchal , qui dépose de ce fait important ; toute la dévotion de ces gens-là étant qu'on fête leur Saint , sans se mettre en peine d'en imiter aucune vertu. Sur quoi le sieur Eymere étant interrogé : *il est demeuré d'accord , qu'une fois , par oubli , il avoit omis cette commémoration , qui n'est pas dans le Bréviaire , & dont personne ne l'avoit averti ; & qu'un certain Maréchal lui ayant dit brusquement , & en criant au milieu de la rue , pourquoi il n'avoit pas fait cette commémoration , il n'avoit pas cru lui devoir répondre , le voyant dans cette mutinerie , & si peu capable d'écouter raison.*

3°. *D'avoir prêté du bled , & d'en avoir été payé en argent.* C'est un des chefs de la déposition du troisieme témoin , qui est tout-à-fait merveilleuse : comme si c'étoit une chose défendue , que de faire charité à un pauvre homme , en lui prêtant du bled , & si , le lui ayant prêté , il n'étoit pas libre de recevoir le payement de cette dette , aussi bien en argent qu'en bled.

4°. *D'être demeuré auprès des moribonds sans leur rien dire.* C'est ce que déposent le troisieme & le cinquieme témoin. Mais le cinquieme ajoute , dans sa résumption : *Que c'étoit sa belle sœur qui se mouroit ; que le sieur Eymere l'avoit souvent visitée ET EXHORTÉE lui présent ; & qu'environ une heure avant sa mort , ayant dit les Litanies de la Vierge à genoux , & exhorté ceux qui les savoient de les dire aussi , il dit , qu'il falloit laisser la malade mourir à plaisir ; c'est-à-dire , en repos. Et le cinquieme dit ; qu'étant entré dans la chambre de la malade FORT PEU DE TEMPS AVANT QU'ELLE RENDIT L'ESPRIT , il y avoit trouvé le dit*

Ibid. p. 17. *sieur Eymere à genoux , & que , sur ce qu'on lui avoit dit d'aller dire quelque chose de Dieu à la malade , il avoit répondu ; laissez-la là. Tout cela fait voir combien est vrai ce que le sieur Eymere a répondu sur cet article : Qu'il s'est enquis soigneusement des malades de sa Paroisse pour les visiter ; & leur donner tous les secours spirituels & même temporels , sur-tout à l'extrémité de la vie : qu'ainsi il est très-faux qu'il ait refusé avec impiété & cruauté les secours nécessaires aux mourants dans*

cette extrémité : qu'il a suivi les ordres que l'Eglise prescrit dans ces VI. CL. rencontres, leur parlant de temps en temps, & peu à chaque fois, & N°. IV. mesurant ses discours à la foiblesse, tant du corps que de l'ame de ces personnes mourantes; selon qu'il est porté dans le Rituel Romain; qui laisse au jugement & à la prudence du Prêtre la conduite qu'il doit tenir vers les moribonds. Mais qu'il est vrai qu'il ne s'est pas cru obligé d'avoir égard à l'opinion du vulgaire, qui s' imagine qu'on manque à la charité qu'on doit aux agonisants, si on ne leur crie sans cesse d'une manière importune, & si on ne leur fait de longs discours, qu'ils sont incapables d'entendre.

S. 4. *Fausseté de deux accusations, dont on a pris sujet d'imputer au sieur Eymere d'avoir avancé des hérésies.*

Il n'y a rien de plus frivole que les quatre premières accusations que l'on vient de réfuter. En voici de plus importantes; mais qui sont aussi tout-à-fait calomnieuses.

La cinquième est; que le sieur Eymere a prêché que *Jesus Christ n'étoit pas mort pour tous les hommes*. Il y a quatre témoins qui en parlent; savoir les troisième, quatrième, sixième & huitième témoins. Mais la manière dont ils s'expliquent dans leur résomption, fait voir manifestement que ce sont des ignorants (comme ils le confessent eux-mêmes) qui ne savent ce qu'ils disent, & qui ont brouillé deux propositions fort différentes, mais que des personnes grossières peuvent aisément confondre : l'une, que *Jesus Christ ne soit pas mort pour tous*. L'autre, que *tous ne reçoivent pas le fruit de la mort de Jesus Christ*.

Car le quatrième témoin a dit, dans cette résomption ou récolement : *Que le sieur Eymere, expliquant que Dieu n'étoit pas mort pour tous, dit ensuite; que les pécheurs qui ne vouloient pas quitter leurs péchés, & qui sont obstinés, NE RECEVRONT POINT LE FRUIT DE LA MORT DE JESUS CHRIST, & que Dieu n'étoit pas mort pour ceux-là.*

Ce qui fait voir la vérité de ce qu'a répondu le sieur Eymere : *Interrogat. Qu'il étoit faux & calomnieux, qu'il eût avancé que Jesus Christ n'étoit pas mort pour tous les hommes; cette proposition étant contraire à la parole expresse de l'Ecriture, & du Saint Concile de Trente. Bien est-il vrai (& c'est ce qui a donné lieu à la calomnie) que dans ses instructions il avoit dit, que, quoique Jesus Christ fût mort pour tous, néanmoins tous les hommes ne recevoient pas le fruit & le bénéfice de sa mort : d'où quelques personnes ignorantes, confondant ces propositions, avoient pu inférer, qu'il avançoit que Jesus Christ n'étoit pas mort pour* pag. 17. 18

VI. CL. tous : *ce qui est contraire & éloigné de son sentiment & de ce qu'il avoit N°.IV. enseigné.*

La fixieme accusation est ; *d'avoir prêché, que la Vierge & les Saints n'ont aucun pouvoir ; que c'étoit se damner que de demander leur intercession , & qu'il n'y avoit point de salut , si on n'avoit recours à Dieu & à M. d'Alet.*

Il n'y a rien de plus extravagant & de moins vraisemblable que cette accusation ; & néanmoins elle est appuyée du témoignage de trois personnes, dans les premieres dépositions, sur lesquelles ce bon Ecclésiastique a été si fort tourmenté, & s'est vu à la veille d'être jugé extraordinairement à Toulouse comme un hérétique & un sacrilege. Mais c'est ce qui montre davantage la mauvaise foi de son dénonciateur, & de quelle sorte il avoit engagé ces pauvres gens à témoigner ce qu'il lui avoit plu de leur suggérer, sans qu'ils comprissent ce qu'on leur faisoit dire.

Car y ayant trois témoins qui déposent de ce fait, le troisieme, le cinquieme & le fixieme, quand s'est venu à la résumption ou récolement, le troisieme a dit : *Que pour ce qui est de l'intercession de la Vierge & des Saints, en ce qu'il est dit, dans sa premiere déposition qu'on lui venoit de lire, qu'ils n'ont aucun pouvoir, & que c'est se damner de demander leurs intercessions, LA vérité est, QU'IL NE LE COMPREND PAS COMME EN ETANT INCAPABLE ; mais qu'il est vrai, que, lorsqu'il fait le Prône tous les Dimanches, il exhorte tout le Peuple de dire L'AVE MARIA, & d'avoir dévotion à la Sainte Vierge.*

Le quatrieme témoin a dit : *Qu'en ce qui est que la Sainte Vierge & les Saints n'avoient aucun pouvoir, LA vérité est, que le dit M. Eymere n'a aucunement parlé de la Sainte Vierge ; & qu'au contraire il a exhorté les Dimanches, aux Prônes, d'avoir dévotion particuliere à la Sainte Vierge, & même dans quelques doctrines.*

Et le fixieme : *Qu'expliquant sa déposition, en ce qui est dit que la Sainte Vierge & les Saints n'ont aucun pouvoir, LA vérité est, que le dit M. Eymere dit, que, sans l'aide de Dieu, la Sainte Vierge & les Saints n'ont aucun pouvoir : dit aussi qu'il a oui que le dit M. Eymere, faisant le Prône, avoit recommandé au peuple la dévotion à la Sainte Vierge.*

Mais, pour ce fixieme témoin, la circonstance du temps qu'il avoit marqué dans sa déposition, faisoit voir manifestement que c'étoit une pure calomnie : car il avoit dit, dans cette premiere déposition, que c'étoit le 19 Août de cette année-là ( c'est-à-dire de l'an 1663 ) que M. Eymere, faisant la doctrine dans l'Eglise de Belbiannes, avoit dit, devant tout le peuple, que la Sainte Vierge & les Saints n'avoient au-



*un pouvoir, & qu'il ne falloit point avoir recours à eux ni à leurs VI. Cl.  
intercessions, & que, pour se sauver, il falloit avoir recours à Dieu N°. IV.*

*& à M. l'Evêque d'Alet. Or, comme le sieur Eymere le fit remarquer  
lorsqu'on l'interrogea sur cet Article, ce jour du 19 Août en faisoit pag. 9.  
voir manifestement la fausseté; puisqu'il y avoit plus d'un mois qu'il  
avoit présenté Requête à l'Official, pour avoir réparation de sembla-  
bles calomnies touchant l'invocation des Saints, que le sieur Julien  
lui imputoit; & que c'étoit un des chefs du Monitoire qu'il avoit fait  
publier au dit lieu de Belbiannes & de Quillan. Or y a-t-il rien de  
plus ridicule, que de s'imaginer qu'un Vicaire, poursuivant son Curé  
en réparation d'honneur, pour l'avoir accusé devant son Evêque d'a-  
voir prêché contre l'invocation des Saints, eût voulu lui-même se  
condamner, & justifier son accusateur, en avançant, un mois après,  
devant tout le peuple, cette même hérésie, qu'il ne faut point avoir  
recours à l'invocation des Saints?*

*Il est donc visible que cette accusation, qui apparemment avoit  
plus frappé le Parlement de Toulouse, & l'avoit le plus prévenu contre  
ce bon Ecclésiastique, est une infame calomnie, que ce Curé,  
jaloux & envieux, avoit inspirée à ces pauvres gens, & qu'ils ont  
eux-mêmes ruinée, lorsqu'ils ont été ouïs de nouveau sur leurs dépo-  
sitions. Mais ce qui a peut-être donné lieu à ce Curé de l'inventer;  
est une grande & très-importante vérité, que le sieur Eymere recon-  
noît avoir enseignée, pour établir la véritable & solide dévotion à la  
Sainte Vierge & aux Saints, & la confiance raisonnable qu'on peut avoir  
en leurs intercessions. Car, après avoir rejeté ce qu'on lui avoit im-  
posé sur ce sujet, comme faux & très-calomnieux, il avoue qu'il leur <sup>Interroga-  
toire pag. 7.</sup>  
*a souvent prêché, que, s'ils se contentoient de mettre la dévotion qu'ils  
portoient à la Sainte Vierge & aux Saints, en de certaines pratiques  
extérieures, comme de porter le scapulaire, de jeûner les samedis, de  
dire tant de Chapelets, sans se mettre en peine de changer leur vie scan-  
daleuse & criminelle, & de quitter leurs mauvaises habitudes, ils se  
pourroient bien damner avec une telle dévotion.**

*Il n'en a pas fallu davantage à un esprit ulcéré, pour en prendre  
occasion de forger cette imposture horrible, qu'il avoit prêché, que  
c'est se damner que de demander l'intercession à la Vierge & aux Saints.  
Et il a pris, de même, sujet de ce que le sieur Eymere a parlé sou-  
vent au peuple, comme il y étoit obligé, du respect, de la révéren-  
ce & de la soumission qu'ils devoient avoir pour les ordres de leur  
Evêque, de lui imputer malicieusement qu'il avoit dit, qu'il ne fal-  
loit avoir recours qu'à Dieu & au Seigneur Evêque d'Alet pour être sau-*

VI. Cl. *vé.* Les témoins mêmes, que ce Curé avoit gagnés, détruisent cette  
 N°. IV. fausseté, puisqu'ils reconnoissent, que le Sieur Eymere leur a toujours  
 recommandé la dévotion à la Sainte Vierge & aux Saints, & qu'il l'a  
 lui-même pratiquée en leur présence, lorsqu'il lui étoit libre de ne la  
 pas faire s'il ne l'eût voulu; comme en disant, auprès des malades,  
 les Litanies de la Vierge, & les faisant dire avec lui à ceux qui les  
 faisoient.

§. 5. *Réfutation de deux autres accusations contre le respect qu'on doit  
 au Très-Saint Sacrement.*

Il en est des accusations contre le respect dû au Saint Sacrement, comme de la précédente, touchant l'intercession des Saints. Elle porte en soi-même un caractère de fausseté, qui la doit faire rejeter d'abord; n'y ayant rien de plus hors d'apparence que d'attribuer à un Pêtre, d'une piété reconnue, & d'une vertu exemplaire, d'avoir prêché plusieurs fois, *que les bénédictions avec le Saint Sacrement étoient abusives & infames.* Cependant, il se trouve trois témoins, le troisième, le quatrième & le cinquième, qui soutiennent cette fausseté dans leurs premières dépositions, & qui la soutiennent dans tous les mêmes termes; ce qui est une marque de complot. Et deux de ceux-là, avec le deuxième témoin, ajoutent, pour fortifier cette accusation; *que le sieur Eymere n'avoit point donné la bénédiction un jour du Saint Sacrement, au retour de la Procession: ce qui semble confirmer qu'il avoit pu condamner cette bénédiction, comme une chose abusive & infame, comme disent ces témoins; puisque lui-même ne la vouloit pas donner.*

Mais pour commencer par cette dernière accusation, que nous appellerons la septième, elle a une sorte de malignité, qui est en quelque manière plus odieuse que celle d'un pur mensonge, qui est, qu'on y abuse de la vérité même, pour en composer une imposture, en faisant des circonstances qui rendent entièrement innocent celui qu'on a voulu rendre coupable, & qui font que tant s'en faut qu'on puisse tirer contre lui aucune induction de ce fait, qui rende vraisemblable ce qu'on lui a imputé d'avoir prêché, *que c'étoit une chose abusive & infame, de donner la bénédiction avec le Saint Sacrement*, que rien, au contraire, ne ruine davantage cette calomnie.

Car ce que disent ces témoins est véritable, que le Sieur Eymere, un jour de la fête du Saint Sacrement, au retour de la Procession, oublia de donner la bénédiction avec le Saint Sacrement. Mais, pour

être sinceres, ils étoient obligés de ne pas omettre, ce qu'ils ont re-VI. CL.  
connu dans le récolement : *qu'il avoit donné la bénédiction avec le Saint N°. IV.*  
*Sacrement aux lieux accoutumés ; qu'il oublia de la donner étant de re-*  
*tour à l'Eglise, & qu'il la donna pendant toute l'octave.*

Ce qui est entièrement conforme à ce qu'a répondu le Sieur Ey-pag. 11.  
mere. à cet interrogatoire : *qu'il avouoit, qu'ayant fait la Procession,*  
*& donné en quatre diverses stations la bénédiction avec le Très-Saint*  
*Sacrement, étant de retour à l'Eglise, il avoit, par inadvertence, omis*  
*de donner la bénédiction au peuple : mais qu'ayant été averti l'après-dinée*  
*de cet oubli, il avoit dit, dans le cours de sa doctrine, qu'il étoit vrai*  
*qu'il avoit omis de donner la bénédiction ; qu'il en étoit dans le regret,*  
*& que les personnes qui l'accompagnoient, notamment les Prêtres, de-*  
*voient avoir la charité de l'en avertir : & ensuite de la doctrine, & à*  
*Vêpres, il donna la bénédiction avec le Très-Saint & très-adorable Sa-*  
*crement de l'Autel.*

Voilà donc cette septieme accusation tout-à-fait ruinée, & la ruine  
de celle-là emporte celle de la huitieme, qui est, qu'il ait souvent  
prêché : *que la bénédiction avec le Saint Sacrement étoit une chose abu-*  
*sive & infame.* Car quelle apparence qu'il ait parlé de la sorte, d'une  
cérémonie qu'il croyoit si sainte en soi, qu'il a témoigné publique-  
ment du regret de l'avoir omise une fois par inadvertence, & qu'il a  
religieusement pratiquée toutes les fois qu'il l'a pu, selon l'ordre de  
l'Eglise ? Mais sans s'arrêter à cette conjecture, quoi que très-forte, cette  
calomnie se trouve détruite par les témoins même dont on s'étoit  
servi pour l'appuyer. Car le quatrieme témoin ruine son témoignage,  
en disant, sur cet article, lorsque sa déposition lui fut relue : *qu'il*  
*ne peut pas se ressouvenir en quelle maniere il l'expliqua, & que même*  
*il n'y prit pas garde, ayant été distrait & regardant par-ci par-là ; ce*  
*qui est insinuer assez clairement, que ce qu'il en avoit dit lui avoit*  
*été suggéré ; puisqu'une personne qui reconnoît n'avoir oui parler d'une*  
*chose, qu'étant distrait & regardant de côté & d'autre, ne se feroit*  
*pas porté de lui-même à en rendre témoignage sur sa part de para-*  
*dis, & mettre un Prêtre en danger d'être condamné comme un sacri-*  
*lege sur un rapport si téméraire.*

Le troisieme témoin fait encore davantage ; car il ne dit pas seu-  
lement, comme le précédent : *qu'il ne se souvient pas en quelle ma-*  
*nieres le Sieur Eymere avoit expliqué ce qu'il avoit dit touchant la béné-*  
*diction du Saint Sacrement ; ce qui seul rendroit nulle sa premiere dépo-*  
*sition ; mais il découvre le fondement de cette imposture, en ajou-*  
*tant au récolement : Qu'il est vrai qu'autrefois, à l'occasion d'un meur-*

VI. CL. *tre qui s'étoit fait pendant les Vêpres , & allant à la bénédiction , il avoit*  
 N°.IV. *dit , dans les doctrines suivantes , que , d'aller à la bénédiction du Saint*  
*Sacrement , sortant du cabaret & de la débauche , & en cet état , c'étoit*  
*une chose abusive & infame.*

Voilà l'origine de cette horrible calomnie , bien clairement découverte , par ceux mêmes dont on s'étoit servi pour la publier. On a malicieusement transféré , comme il a été dit , contre la bénédiction du Saint Sacrement en elle-même , ce qui avoit été dit par un Ecclésiastique très-pieux , tant contre une coutume abusive , de faire ces bénédictions trop fréquemment & contre l'ordre de l'Eglise ( & c'est ce qu'il a eu droit d'appeller *une chose abusive* ) que contre les irrévérences que le peuple commettoit devant le Saint Sacrement : ce qu'il a eu encore plus de droit d'appeller *une chose infame*.

Mais tout cela se verra encore mieux démêlé par la réponse du Sieur Eymere à cet article , que voici en propres termes.

pag. 12.

„ Interrogé s'il n'est pas véritable , que , dans les dites instructions ,  
 „ il auroit avancé , que c'étoit un abus de donner la bénédiction  
 „ avec le Très-Saint Sacrement , & même une chose infame.

p. 13. 14.

15. 16.

„ Dénie le dit interrogatoire comme faux & calomnieux. Bien est  
 „ vrai qu'il a souvent prêché contre l'abus qui étoit au dit Quillan ,  
 „ touchant les bénédictions & Processions du Saint Sacrement contre  
 „ l'ordre de l'Eglise ; d'autant que le Seigneur Evêque a été contraint  
 „ de donner une Ordonnance , portant défenses de faire autres Proceffions & expositions du Saint Sacrement , que celles du Rituel Romain , & même de défendre par icelle , les bénédictions fréquentes , qu'on donnoit avec le Très-Saint Sacrement tous les Dimanches & fêtes principales. Ce qui auroit obligé le répondant , faisant connaître la justice de cette Ordonnance , de crier contre l'abus & irrévérence qu'on commettoit , tant aux Processions qu'aux dites bénédictions. Et ce qui causa de parler plus fortement de cet abus & irrévérence , fut à l'occasion de deux Confreres , lesquels se feroient querellés à deux pas du Très-Saint Sacrement , se disputant le pas à la Procession le jour de la Fête-Dieu , & même se portant le poing contre la joue l'un de l'autre , peut y avoir environ quatre ou cinq ans. Et une autre fois , à pareil jour & en la même Procession , deux femmes de condition se querellerent aussi sur la préséance , se pouffant l'une l'autre ; ce qui causa le même jour , sur le soir , des battements & coups de bâtons , qui furent donnés en pleine place. Comme aussi à raison qu'un jour de Dimanche , peut y avoir trois ou quatre ans , deux jeunes hommes , sortant du cabaret , après y avoir passé

„ toute l'après-dînée, & même pendant les Vêpres, & allant à la bé- VI. C<sup>te</sup>  
 „ nédiction, selon la coutume qui étoit en ce temps-là au dit Quillan, N<sup>o</sup>. IV.  
 „ qu'ordinairement on passoit les après-dînées aux cabarets, jeux &  
 „ danfes; & même pendant Vêpres, se contentant d'assister à la bé-  
 „ nédiction: lesdits jeunes hommes, se rencontrant environ vingt pas  
 „ de l'Eglise, s'étant querellés, l'un d'iceux donna un coup de dague  
 „ à son compagnon, duquel coup il mourut une heure après: ce  
 „ qui obligea le répondant de quitter l'Office & la bénédiction, pour  
 „ assister le dit blessé mourant: ce qui causa même un très-grand  
 „ trouble dans toute l'Eglise. Toutes lesquelles actions donnerent su-  
 „ jet au répondant, de parler plus fortement de l'abus qu'on faisoit  
 „ de la dite bénédiction, & de dire en propres termes, que c'étoit  
 „ une chose infame, d'assister & de venir dans cette disposition aux  
 „ bénédictions. Et ce qui peut avoir donné lieu de haine & à ces sor-  
 „ tes d'accusations, qu'on a faites contre le répondant, est sans doute,  
 „ à cause que le dit Maître Julien, Recteur du dit Quillan, s'étoit en-  
 „ tièrement déchargé sur lui pour l'exécution & observance des Ordon-  
 „ nances du dit Seigneur Evêque touchant la sanctification des fêtes;  
 „ retranchement des bénédictions; quêtes aux Confreres avec leurs bas-  
 „ sins, étant en nombre d'environ une quinzaine; fréquentation des ca-  
 „ barets, jeux de hafard & défendus, & danfes, notamment fêtes &  
 „ Dimanches, & jours de Patron des Confrairies, qui se faisoient avec  
 „ tant de scandale & d'impiété qu'un jour de Sainte Lucie, fête des  
 „ Peigneurs de buis, l'un d'eux auroit dit dans la danse, d'une voix  
 „ haute & élevée, & comme en se moquant, en propres mots: à Sainte  
 „ Lucie. Et comme le répondant, par le dû de sa charge, & par celle  
 „ que le dit Maître Julien lui avoit imposée s'en déchargeant sur lui,  
 „ s'y attachoit fortement, & étoit obligé de faire la publication des  
 „ dites Ordonnances, & tenir la main à l'exécution d'icelles, il se  
 „ feroit rendu odieux à plusieurs”.

S. 6. *Réfutation des dernieres accusations sur le sujet de la confession.*

„ Ces dernieres accusations sont les plus malicieuses, & les plus ca-  
 „ pables, si on les recevoit légèrement, de rendre inutiles les meilleurs  
 „ Prêtres de l'Eglise, qu'il sera toujours facile de rendre suspects d'a-  
 „ voir agi contre le secret de la confession, si on en croit tout ce qu'en  
 „ voudront dire, sans aucune preuve, des personnes qu'ils auront mé-  
 „ contentées, pour ne les avoir pas traitées avec une indulgence perni-

VI. Cl. cieuse. C'est la source de ces deux dernières accusations, dont la N°. IV. neuvieme est, *d'avoir voulu obliger une personne qui s'accusoit d'avoir débauché une fille, de la lui nommer & de la lui faire voir.*

Mais cette déposition, qui n'est que du deuxieme témoin, ne peut avoir aucun poids, non seulement parce qu'elle n'est que d'un témoin, ce qui ne fait point de preuve, *testis unus, testis nullus*; mais aussi parce que, de plus, ce témoin ne dépose pas de sa propre science, mais seulement de ce qu'il dit avoir oui dire à un autre : ce qui n'est point reçu en justice.

Et ainsi ce seroit une injustice manifeste, de ne s'en pas tenir sur ce point à ce qu'a répondu le sieur Eymere; *que ce fait étoit faux & calomnieux; mais qu'il étoit vrai qu'il auroit demandé aux pénitents qui s'accusoient de quelque péché d'impureté, les circonstances aggravantes ou changeantes l'espece; comme si le complice est marié ou non; Prêtre, Religieux, ou Confesseur; parent & en quel degré? Si la personne est dans la maison, & choses semblables, nécessaires à savoir, pour discerner l'état véritable du pénitent, la griéveté du péché, & la pénitence qu'il convient imposer.*

La dernière de ces accusations, qui est la plus horrible de toutes les calomnies, est, *que le sieur Eymere ait révélé des confessions.*

Mais plus ce crime seroit grand, s'il l'avoit commis, moins il est croyable qu'un Prêtre de vertu & de piété comme lui, se soit rendu coupable d'un tel sacrilege. Et l'attache si grande qu'on lui reproche d'avoir à M. d'Alet, doit encore éloigner de lui davantage ce soupçon injurieux : car il n'y a peut-être point de Prélat en France qui ait plus de soin d'instruire ses Prêtres de l'importance de ce secret, & de l'obligation inviolable qu'ils ont de le garder. C'est donc une calomnie sans fondement, que le démon tâche depuis quelque temps de répandre dans ce Diocèse, pour ruiner, s'il pouvoit, tout le bien que les Confesseurs y font, en ôtant au peuple la confiance qu'il a en eux; & c'est en quoi, par la grace de Dieu, il n'a pas fait grand progrès.

Mais en vérité, ce qu'il a inspiré à deux ou trois personnes d'imputer à un très-bon Prêtre, pour le rendre suspect de ce crime, est trop grossier pour y avoir aucun égard. Ce que dit le deuxieme témoin, que s'étant plaint en se confessant, que sa fille se plaifoit à danser, y étant portée par une Demoiselle, le sieur Eymere avoit voulu voir cette Demoiselle & lui parler, n'est d'aucune considération. Car ce témoin ne l'accuse point d'avoir révélé sa confession, en parlant d'une chose dont il ne lui eût pas permis de parler; & ainsi ce qu'il dit s'accorde fort bien avec l'éclaircissement que le sieur Eymere a donné

de ce fait dans ses réponses, savoir : Que le dit Boudignon (qui est VI. Cl. ce second témoin) avoit désiré qu'il dissuadât sa fille de l'attache & affection déréglée qu'elle avoit à la danse, & qu'il la détrompât des prétextes dont elle se couvroit : savoir, du conseil que lui en avoit donné la fille du sieur Besset ; Qu'il lui avoit témoigné avoir ce desir, & agréer, que lui, répondant, en parlât à sa fille en présence de la Demoiselle du Villa, & de la Demoiselle Besset. Qu'il ne se souvient pas si ce fut au sortir du Confessionnal, qu'il alla chez la Demoiselle du Villa, pour parler à sa fille, ni même si ce fut le même jour ; mais qu'il est vrai qu'il y fut, & qu'il parla à cette fille selon le desir de son pere, en présence des Demoiselles du Villa & Besset.

Il ne reste donc plus que deux témoins : l'un, nommé Fajole, & l'autre Chabault ; mais qui déposent de deux faits différents : & étant chacun singuliers touchant le fait dont ils parlent, ils ne peuvent faire preuve, non seulement contre un très-bon Prêtre, comme est le sieur Eymere, mais contre tout autre ; puisque, pour convaincre un homme, il faut au moins deux témoins du même fait, & que S. Paul a défendu expressément de recevoir même une accusation contre un Prêtre, *nisi sub duobus vel tribus testibus*. Que si on admettoit ces fortes de plaintes, il n'y a point d'homme de bien qu'on ne pût faire périr par cette voie : car on lui fera telle supposition qu'on voudra ; & comme il ne peut rien dire de ce qui s'est passé dans la confession, il n'aura rien à repliquer à ce qu'on lui opposera.

C'est pourquoi c'est un hasard en cette rencontre, qu'on puisse parler de ce qui a donné sujet à ces prétendues révélations de confessions ; parce que ce sont des choses tout-à-fait publiques : ce qui fait voir combien ces reproches sont mal fondés.

Car l'un de ces deux témoins, qui est le nommé Chabault, prétend que le sieur Eymere a révélé sa confession, en reprenant la Fajoulaud, qui étoit sa fiancée, & qui est présentement sa femme, de s'être mal gouvernée avec lui. Mais cette prétention est ridicule, n'étant fondée que sur ce qu'il veut faire passer pour un secret de confession une chose publique : car le dit Chabault avoit été cité avec sa fiancée à l'Officiante, pour leurs fréquentations scandaleuses, & tout le monde savoit le commerce que ces deux personnes avoient ensemble. L'événement a bien fait voir que l'on ne se trompoit pas, puisque la Fajoulaud a accouché trois mois après son mariage : & ainsi le sieur Eymere n'avoit pas besoin de la confession de Chabault, pour savoir une chose aussi publique que celle-là, & de laquelle il avoit été averti par le Promo-

VI. Cr. teur d'Alet. C'est ce que le sieur Eymere a répondu , & qui le justifie  
N°. IV. invinciblement.

Mais , afin qu'une si horrible calomnie soit détruite sans ressource ,  
voici l'attestation du Curé de Brenac , qui fait voir que les malver-  
sations de Chabault avec la Fajoulaud sa fiancée étoient publiques, long-  
temps avant que la dite Fajoulaud se fût confessée au sieur Eymere ,  
& qu'ainsi il est ridicule de lui attribuer d'avoir révélé une confession ,  
pour avoir parlé d'une chose qui étoit sue de tout le monde.

„ Je souffigné, Raymond Bonnet , Prêtre & Vicaire perpétuel de  
„ Brenac au Diocèse d'Alet , atteste à tous qu'il appartiendra , comme  
„ Barthelemi Chabault , Chirurgien , natif de Carcassonne , & résidant  
„ alors à Quillan , s'étant fiancé avec la nommée Jeanne Fajoulaud ,  
„ veuve à feu Antoine Isaac du présent lieu de Brenac , environ le mois  
„ de Mai ou de Juin de l'année 1661 , le dit Chabault , ayant différé  
„ de solemniser le mariage avec la dite Fajoulaud , l'auroit néanmoins  
„ fréquentée avec tant de privauté , qu'il étoit le scandale de toute  
„ la Paroisse , laquelle ne faisoit pas de difficulté de croire qu'ils mal-  
„ verfoient ensemble ; puisqu'ils mangeoient seul à seul dans la maison  
„ de la dite Fajoulaud , ou même dans un petit jardin à elle appar-  
„ tenant , ainsi que toute la Paroisse l'a vu ; venant très-souvent du  
„ dit Quillan au présent lieu , & allant droit à la maison de sa dite  
„ fiancée , où elle demouroit seule , ou quelquefois avec une fille  
„ du voisinage ; vivant ainsi que mari & femme. Ce qui m'auroit obli-  
„ gé , pour m'acquitter de mon devoir , & obéir à la cinquante-deuxi-  
„ me Ordonnance synodale , d'avertir très-souvent les dits fiancés ,  
„ que telles fréquentations donnoient sujet de scandale à toute la  
„ Paroisse. Mais tous ces avertissements étant inutiles , j'aurois requis  
„ le sieur Jean Mathelle Baile , du présent lieu , & le sieur Pierre Bon-  
„ naure , Consul , & plusieurs des habitants , de m'accompagner à la  
„ maison de la dite Fajoulaud , pour l'admonéter aussi-bien que le  
„ dit Chabault , de faire cesser le scandale que telles fréquentations cri-  
„ minelles causoient , sur les peines portées par la dite Ordonnance.  
„ En effet , environ le mois d'Août de l'année 1661 , j'y aurois fait  
„ la premiere monition , en présence des sus-nommés ; tous lesquels  
„ aurions trouvé & surpris le dit Chabault & la dite Fajoulaud seuls ,  
„ dans la dite maison de la dite Fajoulaud , & lui aurions fait les  
„ défenses , sous les peines en tel cas requises. Et lors le dit Cha-  
„ bault , au lieu de recevoir avec humilité & soumission la dite moni-  
„ tion , & faire fruit d'icelle , en obéissant aux ordres de l'Eglise ,  
„ nous auroit insultés par des paroles aigres & méprisantes , & conduit



En criant jusqu'à la porte de la maison presbytérale. Et continuant  
 „ ses fréquentations avec plus de liberté qu'auparavant, voyant que  
 „ le scandale s'augmentoît, lui aurois fais la seconde monition, &  
 „ peu de temps après la troisième, que nous aurions déferée par devant  
 „ Monseigneur l'illustrissime Evêque. Lesquelles monitions leur furent  
 „ réitérées par le sieur Montamat, Prêtre, qui servoit la dite Paroisse de  
 „ Brenac en mon absence, en présence de plusieurs témoins; le tout  
 „ sans aucun effet, puisqu'ils continuerent leurs fréquentations avec  
 „ tant de privauté & de scandale, que la dite Fajoulaud en demeura  
 „ grosse, & s'accoucha d'un enfant trois mois & treize jours après  
 „ son mariage célébré. En foi de quoi ai fait le présent certificat,  
 „ & signé de ma main & du sieur Mathelle Baïle, & Pierre Bonnaure  
 „ Consul, présent à ce Jean la Vigne, Jacques Bonnaure & Bernard  
 „ Vassail, qui certifient du dit scandale public; au dit Brenac, ce  
 „ sixieme Décembre 1665. Signé Bonnet. J. Bonnaure, Mathelle  
 „ Baïle, la Vigne; avec les marques de Bernard Vassail & de Pierre  
 „ Bonnaure ”.

On a aussi produit au procès l'extrait du Registre des mariages de  
 la Paroisse de Brenac, qui fait voir que ces deux personnes ne furent  
 mariées que le 8 Mai 1662 : & celui des Baptêmes, qui montre qu'il  
 leur naquit un fils trois mois après, lequel fut baptisé le 23 Août  
 de la même année. pag. 29. 30.  
31.

Reste l'autre témoin, nommé Fajole; mais qui est encore bien moins  
 recevable. Car il est si peu vrai que le sieur Eymere ait révélé sa con-  
 fession touchant ses malversations avec la fille du sieur Aubry Chirur-  
 gien de Quillan, que c'est ce Fajole même, qui, dans la passion  
 qu'il avoit d'épouser cette fille, que le pere ne lui vouloit point don-  
 ner, fut trouver le sieur Eymere hors de la confession, pour le prier  
 avec beaucoup d'instance de découvrir, tant à feu M. d'Angiers, Grand  
 Vicaire de M. d'Alet, qu'au sieur Aubry, ce qui s'étoit passé entre lui  
 & cette fille, afin que cela portât le pere à la lui donner en mariage,  
 pour couvrir son honneur, & qu'il fit encore la même priere à  
 deux Prêtres de Quillan, qui en effet en parlerent au sieur Aubry,  
 comme il paroît par les attestations que ces deux Prêtres en ont don-  
 nées en ces termes.

„ L'an 1665, & le septieme jour du mois de Décembre, dans la  
 „ ville de Quillan, après midi, Diocese d'Alet & Sénéchaussée de  
 „ Limoux, régnant Très-Chrétien Prince Louis, par la grace de Dieu,  
 „ Roi de France & de Navarre. En présence de moi, Notaire Royal,  
 „ & des témoins bas nommés, a été constitué en personne Maître

VI. Cl., Jacques Eymere, Prêtre & Vicaire du dit Quillan, lequel ayant la  
 N°. IV. „ présence de Maître François Saturnin, Prêtre purgatoire du dit Quil-  
 „ lan, l'a requis de lui dire & déclarer, s'il n'est point véritable,  
 „ que, tant lui que Maître Bernard Vignols, Prêtre & Recteur de  
 „ Mauri, auroient été priés de parler au sieur Pierre Aubry Maître  
 „ Chirurgien du dit Quillan, par Maître Barthelemi Fajole, Juge de  
 „ Marsa, pour disposer & persuader le dit Aubry de donner sa fille  
 „ Catherine en mariage au dit Fajole. Et pour les obliger d'employer  
 „ toutes leurs forces, leur auroit avoué les privautés criminelles &  
 „ même les malversations que le dit Fajole avoit eues avec la dite  
 „ Catherine Aubry : & s'il n'est pas véritable qu'ils parlerent au dit  
 „ Aubry, & que ce fut ensuite de leur négociation que les annonces  
 „ furent publiées quelque peu de temps après, pour de sa déclaration  
 „ se pouvoir servir où il appartiendra. Le dit Maître François Saturnin,  
 „ Prêtre, a dit & répondu, & déclaré; que la vérité est, que le dit  
 „ Fajole l'auroit visité très-souvent, avec lequel il auroit eu plusieurs  
 „ conférences, toutes lesquelles alloient à lui dire & le prier d'agir  
 „ envers le dit Aubry, pour permettre & consentir au mariage du dit  
 „ Fajole avec la dite Catherine : que sa conscience l'obligeoit à em-  
 „ ployer tous ses amis pour obtenir le consentement du dit Aubry  
 „ pere; d'autant qu'il avoit abusé plusieurs fois & connu charnelle-  
 „ ment la dite Catherine, sous promesse de mariage; lui marquant le  
 „ jour, lieu & heure des dites malversations. Ce que le répondant au-  
 „ roit fait, parlant souvent au dit Aubry, lequel avoit une aversion  
 „ naturelle du dit Fajole. Mais enfin, se laissant persuader aux rai-  
 „ sons du répondant, auroit fait donner rendez-vous dans le Couvent  
 „ des Peres de Saint Dominique du dit Quillan, où le dit Fajole,  
 „ Aubry & le dit répondant se trouverent, où il fut conclu le dit ma-  
 „ riage & conventions d'icelui. Et peu de jours après les annonces  
 „ furent publiées; le tout peut y avoir huit ans. Ce qu'il atteste com-  
 „ me chose véritable. De laquelle Déclaration le dit Sieur Eymere a  
 „ requis acte être retenu, pour lui servir là où besoin sera, & pour le  
 „ faire signifier au dit Sieur Vignols, Prêtre & Recteur de Maury, pour  
 „ déclarer ce qu'il fait de tout ce que dessus, duquel il n'a pu avoir la  
 „ présence pour le lui faire en personne: ce que lui ai accordé, & fait  
 „ en présence des Sieurs François de Gairaud, & Henri Alverny, Mar-  
 „ chands du dit Quillan, soussignés avec le dit Sieur Eymere & Saturnin,  
 „ & moi Notaire requis. Signé Eymere Prêtre, Saturnin. De Gairaud,  
 „ Alverny, Roillet Notaire.

“ L'an 1665, & le onzieme jour de Décembre. Certifie je Jean

„ Pierre Arviré, dit la Bruguiere, Sergent Royal de la Viguerie de VI. Cl.  
 „ Caudiés, m'être exprès acheminé au lieu de Maury, où étant, ai in- N°. IV.  
 „ timé & notifié l'acte ci-contre écrit au Sieur Maître Vignols, Pré-  
 „ tre & Recteur du dit lieu, aux fins y portées. Lequel a répondu  
 „ être très-véritable, comme il l'a écrit & signé de sa main, que le  
 „ nommé Barthelemi Fajole m'a employé pour parler à Pierre Aubry  
 „ Chirurgien de Quillan, aux fins de lui donner sa fille en mariage ;  
 „ m'ayant assuré qu'il ne recherchoit à épouser cette fille, que pour la  
 „ décharge de sa conscience ; disant qu'il avoit malversé & connu  
 „ charnellement cette fille sous prétexte de mariage ; m'ayant marqué  
 „ les lieux & endroits où il avoit souvent abusé d'elle, & que j'avois  
 „ toujours connu que le nommé Aubry Chirurgien avoit grande aver-  
 „ sion pour le dit Fajole. Ce que lui ayant fait connoître, il se servit  
 „ après du Sieur Saturnin, pour négocier le dit mariage, auquel,  
 „ comme à moi, il a dit en discours, toutes les honteuses familiari-  
 „ tés qu'il avoit eues avec la dite fille de Pierre Aubry, afin de l'o-  
 „ bliger à lui donner sa fille. Et enfin j'ai vu que ce mariage du dit  
 „ Fajole s'est accompli avec la dite Aubry. Fait à Maury l'an & jour  
 „ que sus dit. En foi de quoi me suis signé. Ainsi signé ”.

Vignols Prêtre. R. de M.

On voit par ces actes, que c'est une extrême impudence à ce Barthelemi Fajole, de se plaindre qu'on a su par la révélation du secret de sa confession, ce qu'il a dit lui-même à tous ceux qui l'ont voulu savoir, & ce qu'il croyoit être de son intérêt que l'on sût, pour engager le pere à ne pas laisser sa fille déshonorée.

Mais ce qui est encore plus étrange, est, que ce même Fajole a demandé pardon à genoux au Sieur Eymere, devant plusieurs témoins, d'avoir publié contre lui cette calomnie. De sorte que c'est une effronterie insupportable, de l'avoir osé encore après cela avancer devant la Justice. Mais on fait aussi qu'il n'y a été porté, comme il l'a dit lui-même à quelques-uns de ses amis, que parce qu'il doit de l'argent au Sieur Julien Curé de Quillan, qui l'a menacé de le lui faire payer sans aucun délai, & avec toute sorte de rigueur, s'il ne déposoit contre le Sieur Eymere.

Voilà toutes les accusations comprises dans cette information, dont la malice & l'envie ont tâché de noircir la réputation d'un Prêtre très-vertueux, & d'une vie irréprochable. On n'en a omis aucune, ni négligé aucun des témoins dont on s'est servi pour les appuyer : &

VI. CL. ainsi on espere que tous ceux qui liront cette justification, seront pleinement persuadés de trois choses.

L'une, que le Curé de Quillan est un manifeste calomniateur.

L'autre, que la vertu de son Vicaire s'est trouvée hors d'atteinte à ses médisances.

Et la dernière, que les Gentilshommes syndiqués ne peuvent recevoir que de la confusion, d'avoir formé les principales de leurs plaintes sur de si grossières impostures.

*S. 7. Réfutation des moyens d'abus proposés par le Curé de Quillan, tant contre la Sentence qui l'a déclaré suspens, que contre celle qui a été rendue sur le sujet du Sieur Eymere.*

Il ne reste plus, pour donner un éclaircissement entier à toute cette affaire, que de réfuter en peu de mots les quatre moyens d'abus que le Sieur Julien, Curé de Quillan, a proposés dans son relief d'appel au Parlement de Toulouse, tant contre son interdiction, que contre ce qui avoit été ordonné par l'Official d'Alet sur le sujet du Sieur Eymere. Et c'est ce qui fera bien facile.

Le première est, que la Sentence de l'Official, par laquelle il a ordonné que l'inquisition commencée sera continuée, a été donnée sans aucune partie légitime, parce que M. le Procureur Général du Parlement de Toulouse, qui étoit seule partie (à ce qu'il prétend) n'y a pas été appelé. Mais ce premier moyen est insoutenable : car les accusations, pour lesquelles on avoit décrété contre le Sieur Eymere, étant absolument les mêmes que celles que ce Curé avoit formées contre lui, & cette cause ayant été renvoyée par le Roi à l'Official d'Alet, conjointement avec le Lieutenant Criminel du Sénéchal de Limoux, on ne pouvoit pas s'empêcher de joindre ces deux instances. Et c'est une prétention tout-à-fait ridicule, de dire que M. le Procureur Général y fût seul partie. Car, dès-lors qu'elle avoit été renvoyée au Tribunal Ecclésiastique, ce n'étoit plus M. le Procureur Général, mais le Promoteur, qui en étoit la partie criminelle & principale ; comme devant le Lieutenant Criminel de la Sénéchaussée de Limoux, c'étoit le Substitut du Procureur Général en la dite Sénéchaussée : & ainsi ce premier moyen est tout-à-fait absurde.

Le second est, qu'on a joint les deux instances ; savoir celle où lui Curé étoit plaignant devant l'Official, & celle qui avoit été renvoyée au dit Official par Arrêt du Conseil, en laquelle il dit qu'il ne pouvoit y avoir d'autre partie que M. le Procureur Général. A quoi il

ajoute, que l'abus a été d'autant plus énorme, que l'Official l'a ren- VI. Cl.  
du seul partie en cette instance. Ce n'est qu'entasser impertinences sur N°.IV.  
impertinences. L'Official n'a pu, sans une injustice manifeste, refuser  
la jonction de deux instances qui étoient la même au regard de l'ac-  
cusé; ne s'agissant, dans toutes les deux, que des mêmes faits. C'est  
une folie de dire que M. Procureur Général devoit être appelé;  
puisque le Roi, ayant renvoyé cette affaire pour le cas privilégié au  
Sénéchal de Limoux, ce n'étoit plus à lui, mais à son Substitut en  
ce Siege, à y prendre des Conclusions. Et enfin, il n'est pas vrai  
qu'on ait rendu le dit Curé seul partie, puisque le Promoteur étoit  
en cause.

Le troisieme moyen d'abus regarde la sentence par laquelle on l'a déclaré  
suspens, pour avoir négligé d'observer les Canons, & l'Ordonnance  
de M. l'Evêque, qui défend les danfes aux fêtes annuelles & solem-  
nelles, & ordonne que si ce scandale arrive, les Curés cessent l'Of-  
fice divin, sous peine, s'ils ne le font, d'encourir, *ipso facto*, la  
suspension de leurs Ordres. Il n'ose pas nier que ce désordre ne soit  
arrivé dans sa Paroisse, aux Fêtes de l'Ascension & de la Pentecôte;  
mais il dit très-faussement qu'il ne l'a pas su; & ne s'arrêtant pas à  
cette réponse, parce qu'il sait bien qu'il pourroit être facilement con-  
vaincu du contraire, comme il a été vérifié par une enquête, il fonde  
son moyen d'abus sur le droit qu'il prétend avoir eu, de ne pas ob-  
server l'Ordonnance de son Evêque, qu'il accuse assez ouvertement  
d'être indiscret, comme défendant des récréations honnêtes, telles que  
sont les danfes, hors les temps des divins Offices. Il ne faut plus parler de  
discipline si on souffre cette licence. L'Ordonnance synodale n'a jamais  
été contestée: les danfes y sont défendues en ces fêtes-là tout le  
jour, & non seulement aux temps des divins Offices. Il y en a une  
pareille au Diocèse de Narbonne, qui a été autorisée par un Arrêt du  
Parlement de Toulouse. Mais il sied bien à ce Curé de se rendre le  
protecteur d'une licence si indigne de Chrétiens, & si contraire à la  
sanctification des fêtes; comme S. Charles l'a montré par un livre  
exprès, imprimé à Paris depuis trois ans. Il y a bien d'autres désordres,  
qu'il seroit disposé à ne réprimer en aucune sorte. Mais on ne s'arrête pas  
davantage sur ce sujet, parce qu'on en doit parler plus au long dans  
l'Eclaircissement suivant.

Le quatrieme moyen d'abus est, que le sieur Eymere étant pré-  
venu, dit-il, d'hérésie & de sacrilege, pour avoir révélé les confes-  
sions, il a été commis par M. l'Evêque d'Alet, pour faire les fonctions  
curiales dans l'Eglise de ce Curé: ce qu'il prétend être contraire aux

VI. CL. saints Décrets, qui voudroient que le sieur Eymere s'abstint de toute N°. IV. fonction ecclésiastique, jusqu'à ce qu'il se fût purgé. Cela pourroit être vrai, lorsqu'un homme, outre qu'il est accusé, a encore mauvais bruit, *malam famam*, & qu'il passe pour à demi convaincu dans l'esprit des gens de bien : mais cela seroit, au contraire, très-injuste & très-pernicieux à l'Eglise, quand la mauvaise réputation est du côté de l'accusateur, & la bonne du côté de l'accusé ; & que l'un passe dans l'esprit de la plupart du monde pour un calomniateur passionné, & l'autre pour un innocent persécuté. Autrement il n'y auroit qu'à susciter des procès criminels aux meilleurs Ecclésiastiques, pour les rendre inutiles à l'Eglise. Le sieur Eymere a toujours été regardé par tout ce qu'il y a de gens de bien dans le Diocèse, comme un très-bon Prêtre, à qui on a imputé des choses fausses par une malignité diabolique. Il n'a été ni suspendu ni interdit ; & lors même qu'il étoit prisonnier à Toulouse, il a toujours dit la Messe dans la Conciergerie, par la permission des Vicaires Généraux, au vu & su de Messieurs du Parlement.

Et maintenant que cette affaire est encore plus éclaircie, sous prétexte, que, depuis l'année 1663, on empêche, par des chicanes, qu'elle ne soit entièrement terminée, il faudra qu'un très-excellent Directeur des âmes demeure inutile, dans la grande nécessité que le Diocèse a d'ouvriers. C'est ce qu'on n'a pas eu raisonnable ; & comme il n'étoit point suspendu de ses fonctions, on les lui laisse continuer librement, mais sans aucune affectation ; puisqu'il n'est dans cette Paroisse, que comme il y est depuis neuf ans, en qualité de Vicaire.

La conséquence qu'on doit tirer, pour la cause de la Noblesse, de cet Eclaircissement touchant la personne de ces deux Prêtres, dont l'un est très-étroitement uni à ces Gentilshommes révoltés, & l'autre est parfaitement soumis aux ordres de son Evêque, est, qu'il n'est pas difficile de juger par-là, quel est l'esprit de ces deux partis opposés ; & d'en conclure, qu'il y a d'un côté autant de zèle pour la gloire de Dieu & pour le salut des âmes, qu'il y a de l'autre d'inclination à toutes sortes de dérèglements, & d'opposition à tout le bon ordre & à toute la discipline.

S. 8. *Réfutation d'une continuation d'information, nouvellement produite par le Sieur Julien Curé de Quillan.*

On n'avoit point oui parler jusqu'à cette heure, d'une continuation d'information, qui a été remise sans signature, & par simple copie, à M. Boucherat, par le sieur Barbot, Avocat du sieur Julien, Curé de

Quillan, pour porter Sa Majesté à l'exempter de payer la rétribution VI. Cl. au sieur Eymere. Cette piece étant informe & sans foi, on auroit pu N°. IV. se dispenser d'y rien répondre: mais il est avantageux, pour l'éclaircissement de la vérité, d'y faire quelques remarques, qui découvriront de plus en plus la mauvaise foi de ce Curé, & l'innocence de son Vicaire.

1°. Il paroît par la remise qu'il a faite de ces informations, qu'il en a l'original entre les mains, puisqu'il en produit des copies, & qu'il est certain que cet original n'a jamais été remis au Parlement de Toulouse, Car s'il y avoit été, il auroit été rapporté à l'Officialité d'Alet, & à la Sénéchaussée de Limoux, comme les autres pieces.

2°. Il paroît encore, que c'est ce Curé jaloux & passionné, qui a suscité cette persécution à ce bon Prêtre, sous le nom de M. le Procureur Général; & qu'ainsi il a encouru les peines des Canons, pour avoir poursuivi un Prêtre devant des Magistrats séculiers.

3°. Et enfin, qu'on ne peut plus douter que l'Official d'Alet n'ait eu très-grande raison, de joindre l'instance pendante devant lui entre ce Curé & le sieur Eymere, à celle qui portoit le nom de M. le Procureur Général, & qui avoit été renvoyée à l'Officialité par Arrêt du Conseil, puisqu'il ne s'y agissoit pas seulement des mêmes faits, mais que, dans la vérité, c'étoit la même partie.

4°. Il a fait ouïr quarante-huit témoins dans cette continuation d'information. Et c'est ce qui fait voir davantage la conspiration & la cabale; parce qu'entre un si grand nombre de témoins, il n'y en a aucun d'entre les honnêtes gens de la ville de Quillan; mais que ce sont toutes personnes, ou entièrement incapables de déposer sur des matieres de doctrine dont elles se sont voulu mêler de parler, ou même peu réglées, & qui ne peuvent souffrir la vertu de ce bon Prêtre, qui leur paroît austere & rude, parce qu'il ne sauroit voir des désordres sans les reprendre.

5°. Ce qui fait voir encore cette cabale est, qu'il y a de certaines choses qui sont rapportées par un très-grand nombre de ces témoins, presque en mêmes termes; quoique ce soient des faits & non des paroles qu'ils rapportent, & avec la même omission frauduleuse des circonstances, qui auroit ôté tout le venin du prétendu crime qu'on a voulu faire au sieur Eymere; ce qui montre qu'ils n'ont dit que ce qui leur a été suggéré. Il y a par exemple dix-huit témoins qui disent: Que le jour & fête du Corpus, en l'année 1661, le dit Eymere, à la fin de la Procession du S. Sacrement, ne donna point la bénédiction d'icelui, ce qui est contre l'ordre de l'Eglise; ce qui fit que le monde fut

VI. CL. fort surpris & scandalisé. Ils font tous cette réflexion, *que le monde N°. IV. fut scandalisé* ; & ils omettent tous malicieusement , ce qui a été reconnu par les témoins de la premiere information , lorsqu'ils furent récolés, que, dans cette même Proceſſion , il avoit donné quatre fois la bénédiction avec le S. Sacrement à quatre différents repoiſirs, & qu'il l'avoit encore donnée après Vêpres , & pendant toute l'oſtave; ce qui faiſoit voir, que ce ne pouvoit avoir été qu'un pur oubli, de ce qu'il avoit omis de la donner à la fin de la Proceſſion.

6°. Après un déguifement ſi malicieux , qui eſt commun à tant de témoins, peut-on ajouter quelque foi ſur ce qu'ils diſent, ſur les accuſations déjà ruinées dans la réponſe à la premiere information , touchant la bénédiction du S. Sacrement, comme étant une choſe abuſive & infame ; touchant la mort de Jeſus Chriſt pour tous ; touchant l'invocation de la Vierge & des Saints ; touchant l'aſſiſtance des moribonds, qui ſont tous points ſur leſquels on a fait voir, ou la malice, ou l'impertinence de ces témoins, qui ont confondu, par une ignorance groſſiere, des propoſitions très-catholiques avec des propoſitions hérétiques, comme on l'a fait voir ci-deſſus ; ou qui ſ'imaginent qu'on n'aſſiſte bien les mourants, qu'en criant inceſſamment à leurs oreilles : au lieu qu'il eſt important de ne leur dire que ce qu'ils peuvent porter, & leur laiſſer le temps d'y penſer ; & cependant lever les mains au ciel, pour leur obtenir les graces dont ils ont beſoin en cet état.

7°. Il n'y a rien auſſi de moins croyable, que ce que veut faire croire ce Curé, ſur la dépoſition de deux filles ignorantes ; dont l'une a été autrefois de mauvaiſe vie, que le ſieur Eymere eſt Luthérien ; parce que ces filles dépoſent lui avoir oui dire à un malade, qu'il lui apportoit Notre Seigneur, mais d'une maniere bien différente, dans un morceau de pain. On voit aſſez que ce diſcours n'eſt pas vraiſemblable, & qu'il faut qu'il y ait quelque choſe de mal rapporté. Et ainſi, il n'y auroit rien de plus contraire au bon ſens & à l'équité, que de fonder une accuſation ſi atroce ſur la mémoire de deux filles ; puisſque, dans ces matieres, il ne faut que le changement, ou l'omiffion d'un mot, pour changer en hérésie une vérité catholique. Car le ſieur Eymere peut avoir dit, qu'il lui apportoit Notre Seigneur ſous l'apparence d'un morceau de pain ; & ces filles ayant été plus frappées de ces derniers mots que du reſte, peuvent avoir oublié le mot d'*apparence*, & s'être imaginées qu'il avoit dit, qu'il apportoit Notre Seigneur ſous un morceau de pain.

8°. Il y a beaucoup d'autres choſes, rapportées par ces témoins, qui ſont ou tout-à-fait fauſſes, ou qu'on a au moins beaucoup aigries :  
comme



comme quand une femme dépose, qu'il lui a dit qu'elle commet-**VI. Cl.**  
 toit un péché de faire l'aumône aux Capucins, & qu'elle étoit damnée. **N°. IV.**  
 Le sieur Eymere peut lui avoir conseillé de faire plutôt l'aumône aux  
 Religieux & aux pauvres du Diocèse, qu'aux Capucins, qui n'en font  
 pas, & qui n'usent de la liberté qu'ils prennent d'y venir quêter que  
 pour décrier la conduite de M. d'Alet, comme on le fera voir en un  
 autre endroit. Mais c'est une fausseté ridicule, de lui imposer d'avoir  
 dit, qu'elle étoit damnée pour avoir fait cette aumône. Il en est de  
 même de ce que deux filles rapportent, que les filles ne devoient  
 point hanter les hommes, & que la Sainte Vierge eût péché si elle  
 les eût hantés. Qui ne voit que c'est un mauvais tour que l'on donne  
 à une exhortation très-sainte, qui a pu être appuyée de l'exemple de  
 la Sainte Vierge, qui a fui, selon S. Ambroise, la conversation des  
 hommes, à moins que la charité ou la nécessité ne l'y engageât: d'où  
 ces filles ignorantes auront forgé ce qu'elles rapportent.

9°. La passion du Curé de Quillan, qui a produit ces témoins, pa-  
 roît clairement en ce qu'il fait des crimes au sieur Eymere de cho-  
 ses qui sont de pur accident: comme de ce qu'une femme mourante  
 ayant communiqué, & personne ne s'étant douté qu'elle n'eût pas con-  
 sumé l'hostie, elle sortit de sa bouche quelque temps après que le sieur  
 Eymere fut retourné à l'Eglise; comme aussi de ce qu'il s'étoit répandu  
 quelque chose de l'ablution, par quelque hasard dont le sieur Eymere  
 pourroit seul donner l'claircissement. Mais la malice avec laquelle le  
 neuvième témoin propose cet accident, est tout-à-fait considérable.  
 Car voici comme il en parle: *Dit encore le déposant, qu'entendant la*  
*Messe du sieur Eymere, il vit comme après l'élévation du Saint Sacre-*  
*ment, le dit sieur Eymere renversa le Calice, de telle façon qu'il versa*  
*jusqu'au marche-pied, qu'il frotta après avec le linge dont les Prêtres ont*  
*accoutumé de frotter le Calice: ne sachant s'il le fit exprès ou par mégar-*  
*de.* Que pourroit on juger autre chose, en ne lisant que cette dépo-  
 sition, sinon, que ce fut le Sang de Jesus Christ qui fut répandu, &  
 qu'on peut douter si ce ne fut point exprès que le sieur Eymere le  
 répandit? Ce qui est une calomnie horrible: car il paroît clairement,  
 par la déposition de trois autres témoins, le dix-huitième, le vingt-  
 unième & le quarante-sixième, que cet épanchement de ce qui étoit dans  
 le Calice n'arriva qu'après la Communion; & qu'ainsi ce ne fut que le  
 vin de l'ablution qui fut répandu, & non le Sang de Jesus Christ, &  
 qu'il est impertinent de s'imaginer que cela puisse être arrivé autrement  
 que par mégarde.

10°. Il y a d'autres faits qui dépendent de circonstances particulières,  
*Ecrits sur la Discipline. Tome XXXVI.* E e e

VI. Cl. selon lesquelles ce qu'on reproche à ce Prêtre, a pu être bon ou mauvais ; comme ce que quelques témoins disent , de quelques ais emportés , que le Curé de Quillan a prétendu lui appartenir , quoique le Vicaire ait soutenu le contraire : d'un malade qu'ils disent avoir été rudement traité par le sieur Eymere : d'un garçon qu'on dit avoir été enterré trop tôt , & de quelques entretiens secrets de la Confession , sur lesquels on n'a pu faire interroger personne devant des Juges Laïques , sans une profanation du Sacrement , qui mériterait qu'on punit exemplairement ce Curé.

11°. Il y a d'autres accusations qui sont si frivoles , que c'est une honte qu'on ait osé les proposer ; comme que son manipule étoit une fois tombé de son bras au commencement de la Messe : qu'il avoit dit Complies sans Etole , & sans autre lumière que celle de la lampe ; ou qu'il avoit fait une Procession sans pluvial : à quoi on a déjà répondu.

12°. Mais l'ignorance de son accusateur étant égale à sa malice , il lui a fait reprocher comme des crimes , de très-bonnes choses , & pour lesquelles il ne mérite que des louanges ; comme de n'avoir pas voulu souffrir une superstition qu'ont les filles de ce pays-là , qui s'imaginent qu'ayant jeûné les samedis sept ans durant , & ayant été à l'offrande toutes les fêtes de l'Annonciation , elles doivent , la septième année , offrir un panier plein de sept gâteaux , & sept chandelles à l'entour ; moyennant quoi elles s'assurent qu'elles seront bien pourvues. Il paroît par le vingt-septième témoin , que c'est ce que le sieur Eymere a empêché ; n'ayant voulu recevoir à l'offrande qu'un seul gâteau : & c'est ce que le Curé de Quillan lui fait reprocher comme un cas privilégié , pour lequel il eût dû être abandonné à la Justice séculière.

13°. C'est dans le même aveuglement qu'il l'a fait accuser par quatre témoins , d'avoir dit qu'il falloit considérer M. d'Alet comme Jesus Christ : ce qu'on ne peut condamner qu'en condamnant Jesus Christ même , qui a dit des Evêques , en la personne des Apôtres : *Qui vous reçoit me reçoit , & qui vous écoute m'écoute* : qu'en condamnant S. Paul , qui loue les Galates de l'avoir reçu , non seulement comme un Ange du ciel , mais comme Jesus Christ même : *Sicut Angelum Dei excepistis me , sicut Christum Jesum*. Mais ce que cette accusation fait voir , est , que le Curé de Quillan a tellement tâché d'inspirer à ceux qui sont de sa cabale , le mépris des Ordonnances de M. d'Alet , qu'il leur a fait prendre pour des paroles criminelles , ce que son Vicaire leur a dit , pour leur faire rendre à ce Prélat , le respect & l'obéissance qu'ils lui doivent.

14°. C'est dans le même aveuglement qu'il l'a fait accuser, comme VI. Cl. d'une erreur, d'avoir dit qu'on ne se peut sauver sans faire la com- N°. IV. munion. Car il est assez visible qu'il n'a pu parler de la sorte, que pour réveiller de leur assoupissement mortel, ceux qui ne font aucun effort pour sortir des péchés qui les rendent indignes de la sainte communion, suivant ces paroles de Jesus Christ : *Si vous ne mangez la chair du Fils de l'homme, vous n'aurez point la vie en vous* ; parce qu'encore qu'il ne soit pas absolument nécessaire de recevoir actuellement la communion pour être sauvé, lorsque ce sont des obstacles étrangers & involontaires qui nous empêchent de la recevoir, il est toutefois nécessaire de la recevoir au moins *in voto*, comme parlent les Théologiens ; & par conséquent, d'ôter les obstacles volontaires qui nous empêchent de communier ; tels que sont les péchés mortels, dans lesquels on persévère, & qu'on ne veut point expier par la pénitence. Et ainsi, c'est avec très-grande raison que le sieur Eymere a pu dire à ces personnes, qu'il leur étoit impossible de se sauver sans faire la communion, comme les Peres ont toujours dit aux Catéchumènes, qui différoient leur Baptême pour mener une vie licencieuse, qu'ils ne pouvoient être sauvés sans être baptisés, quoiqu'ils pussent être sauvés quand leur volonté étant parfaitement convertie à Dieu, ils ne manquoient de recevoir le Baptême, que par une impossibilité à laquelle leur volonté n'avoit point de part.

15°. C'est dans le même aveuglement qu'il a fait déposer par une fille, qu'ayant rapporté au sieur Eymere, en se confessant, qu'un très-méchant Curé, cousin germain du sieur de Rasguieres, qui depuis a été déposé pour ses crimes, l'avoit sollicitée de faire du mal, quoiqu'elle n'y eût pas consenti, il l'avoit portée à rapporter à M. d'Alet ce qui lui étoit arrivé. Qu'y a-t-il dans cette conduite qui ne soit très-saint & très-légitime ? Est-ce qu'on doit souffrir que de méchants Prêtres, abusant de leur ministère, tendent des embûches à la chasteté des femmes ? Ne doit-on pas, autant qu'on le peut, arrêter un si abominable désordre ? Et le peut-on autrement, qu'en leur faisant leur procès ? Et leur peut-on faire leur procès sans témoins qui déposent de leurs infamies ? Si cette femme avoit fait du mal avec ce Curé, il lui auroit été plus pénible de se découvrir : mais ayant résisté à son desir brutal, le conseil que lui donnoit son Confesseur n'étoit-il pas, d'une part, assez facile, & de l'autre très-important ; puisque c'étoit une fort bonne œuvre, que de contribuer à faire punir ce détestable Curé.

16°. Le plus subtil venin de la calomnie du sieur Julien contre le sieur

VI. CL. Eymere, a été de le faire soupçonner de révéler les confessions. On N°. IV. a déjà fait voir avec combien de fausseté il lui avoit imputé ce crime dans la premiere information. Ce qu'il a fait dire dans cette continuation n'est pas moins foible. Il y a quatre témoins qui l'en accusent. Le huitieme dit, que le sieur Eymere lui ayant différé l'absolution, à cause d'un témoignage que tout le monde savoit qu'il avoit rendu, que l'on disoit être faux, & que lui soutenoit être véritable, il lui avoit dit, une autre fois qu'il le revit, que s'étant enquis de ce témoignage, on l'avoit assuré qu'il étoit faux. Ce témoin dit sur cela, qu'on avoit révélé sa confession: ce qui est ridicule. Car une chose étant aussi publique qu'un témoignage rendu devant le Juge, si le Confesseur a de violents soupçons que ce témoignage soit faux, pourquoy lui seroit-il défendu de s'en enquérir? Et comment peut-on dire qu'il révele en cela la confession, puisqu'on suppose qu'il savoit, avant la confession, que ce témoignage étoit rendu, & qu'il n'a besoin que de cette connoissance, pour s'enquérir d'une vérité importante au salut de celui qu'il confesse? Quand il seroit donc vrai que la chose se seroit passée comme le dit ce témoin, de quoi il y a sujet de douter, il n'y auroit rien qui pût faire dire qu'on eût violé le sceau de la confession.

17°. Le vingtieme témoin, qui est une femme, l'accuse, encore avec plus de malice, d'avoir révélé sa confession, quoiqu'elle fasse voir en même temps qu'elle n'a nulle raison de le supposer. Car elle dit, que son Oncle l'ayant envoyée travailler à sa vigne le jour de S. Michel, ce qui lui avoit fait perdre la Messe, elle s'en étoit accusée au sieur Eymere; & que, *deux jours après, son Oncle fut condamné à payer trente sols à l'œuvre de l'Eglise, pour la faute commise par la déposante, ou pour du vin que son dit Oncle avoit vendu un jour de Fête.* Voilà une plaisante déposition, qui se détruit manifestement elle-même; car cette femme reconnoît par ces dernieres paroles, que son Oncle avoit fait une chose pour laquelle il avoit pu être condamné à payer ces trente sols. Quelle malice donc, de supposer en même temps, sans raison, que c'a été pour une faute dont elle s'étoit confessée? N'est-ce pas une chose horrible, qu'on ait entrepris de rendre un Prêtre très-vertueux suspect d'un aussi grand crime, qu'est le violement du sceau de la confession, par des témoignages de cette nature, qui portent leur reproche avec eux, & qui ne sont que des preuves de la passion maligne de celui qui les emploie pour opprimer son confrere?

18°. C'est dans ce même dessein, que, ne s'étant pas contenté d'a-

voir fait ouïr le nommé Chabault , pour appuyer cette même calom- VI. Cl.  
 nie, que le sieur Eymere révéloit les confessions, ce qui a été invin- N°. IV.  
 ciblement réfuté dans la réponse qu'on y a faite , il a fait ouïr , dans  
 cette seconde, la Fajoulaud sa femme , qui dépose avec une impudence  
 extrême , que le sieur Eymere ayant refusé de la confesser parce  
 qu'elle s'étoit abandonnée à Chabault son fiancé, elle lui avoit répon-  
 du que cela n'étoit pas véritable, & que le sieur Eymere le lui avoit  
 soutenu , comme l'ayant appris du dit Chabault : ce qui l'ayant fort  
 fâchée , elle s'étoit retirée ; & ayant rencontré son fiancé , à qui  
 elle s'étoit plainte de ce qu'il avoit dit d'elle, il lui avoit avoué qu'il  
 l'avoit dit en confession au sieur Eymere, ne croyant pas qu'il révé-  
 lât le sceau de la confession. On a déjà fait voir combien cette im-  
 posture est indigne de créance, puisqu'on a montré , par des actes  
 authentiques , que les fréquentations scandaleuses de Chabault avec  
 cette femme , qui n'étoit alors que sa fiancée, étoient publiques & con-  
 nues de tout le monde ; & qu'ainsi c'est sans fondement qu'ils ont  
 voulu attribuer la connoissance que le sieur Eymere en avoit , comme  
 les autres , par le bruit commun, & par les avis que le Promoteur  
 lui en avoit donnés, à la confession de Chabault : mais il faut un  
 étrange aveuglement pour avoir cru , que le témoignage de cette femme  
 donneroit quelque nouveau poids à cette insigne calomnie. Car pour  
 croire un témoin , sur-tout dans une chose aussi difficile à croire  
 comme est le violement du sceau de la confession dont on accuse un  
 homme de bien , il faut être persuadé qu'il a de la conscience, &  
 qu'il ne voudroit pas mentir. Et ainsi, comment cette femme ose-t-elle  
 prétendre qu'on la doit croire, lorsqu'elle seule témoigne qu'un Pré-  
 tre vertueux lui a révélé une confession , puisque ce témoignage ne  
 subsiste que sur l'aveu d'une chose qui la rend indigne de toute créance,  
 qui est, que non seulement elle avoit eu assez peu de conscience  
 pour s'abandonner au péché ; mais que, pour ajouter crime sur crime,  
 elle avoit menti au S. Esprit, en niant, par un horrible sacrilege, à  
 celui qui lui tenoit la place de Dieu, & à qui elle feignoit de s'adresser  
 pour lui découvrir, comme à Dieu, toutes les plaies de son ame, qu'elle  
 eût commis le péché même pour lequel principalement elle étoit  
 obligée d'avoir recours au remède de la pénitence ? Si une personne  
 avoit été convaincue en justice d'être faux témoin, ce seroit un repro-  
 che qui rendroit suspect tout ce qu'il voudroit déposer. Celle-ci n'a  
 pas besoin qu'on la convainque en justice d'être une menteuse ; elle-  
 même se convainc, non d'un simple faux témoignage, mais d'un  
 mensonge sacrilege : elle-même s'en vante, & le prend pour fondement

VI. CL. de sa déposition. Et ainsi, c'est comme si elle disoit : Je mérite bien N°. IV. que l'on me croie en ce que je dis du sieur Eymere, puisque je dis en même temps, que j'ai menti impudemment au sieur Eymere. Et ma sincérité ne doit pas être suspecte, puisque j'en ai donné des preuves par le déguisement criminel que je reconnais avoir commis.

19°. Ce procédé, si plein d'impudence, de la Fajouland, fait assez connoître, que, n'y ayant point d'apparence qu'une personne se portât d'elle-même à se diffamer de cette sorte, il faut qu'elle y ait été engagée par une suggestion bien violente. Et c'est ce qui doit aussi être arrivé au dernier témoin, qui veut que le sieur Eymere ait déconvert devant sa femme, qu'il avoit été manger des raisins dans une vigne : ce qu'il prétend qu'il ne savoit que par sa confession. Si le Sieur Eymere étoit présent, il éclairciroit ce fait, & il montreroit sans doute, ou qu'il n'a point parlé de ce dont on dit qu'il a parlé, ou qu'il l'a su par d'autres voies que par la confession. Cependant, ce qu'on peut dire en général, est, que ce témoin étant singulier, & sur un cas important, ne peut faire aucune preuve en justice, & que la condition d'un bon Prêtre seroit bien malheureuse, si, lors même que sa vertu est plus exemplaire, & qu'il édifie le plus tous les gens de bien par sa conduite, il étoit au pouvoir de quelques personnes déréglées, que sa fermeté à ne point souffrir leurs désordres avoit rendus ses ennemis, de le perdre de réputation & d'honneur, en supposant ce qu'ils voudroient qu'il leur auroit dit, ou qu'ils lui auroient dit en confession. Car comme les Prêtres n'en peuvent parler, la calomnie les peut attaquer impunément sur cet endroit, parce qu'ils y sont sans défense. Et ainsi, autant qu'il est juste de punir sévèrement les Confesseurs, qui se trouveroient convaincus, par des preuves certaines, d'avoir violé un secret si inviolable ; autant doit-on être réservé de croire un si grand mal, de ceux qui, par le règlement de leur vie, par la ferveur de leur piété, & par la pureté de leurs mœurs, n'ont donné aucun sujet de croire d'eux que du bien ; parce que, mettant dans l'un des côtés de la balance la réputation qu'un Prêtre s'est acquise par sa vertu ; & dans l'autre, les discours que quelques gens de nulle vertu peuvent faire de lui, pour le décrier, il n'est pas difficile de juger de quel côté elle doit pencher, selon les règles du bon sens & de la justice.

## C I N Q U I E M E E C L A I R C I S S E M E N T.

VI. CL.  
N°.IV.

*Des divers désordres que ces Gentilshommes ont voulu autoriser, pour faire dépit à M. d'Alet, & ruiner ce qu'il avoit établi avec tant de peine.*

S. 1. *Récit de ce qui s'est passé sur ce sujet.*

On ne fauroit dire si c'est que la malice est d'elle-même ingénieuse, ou si c'est que le démon s'en est mêlé; mais il est certain que cette Noblesse, liguée contre son véritable Pasteur, a trouvé le vrai moyen de le blesser dans la partie la plus sensible de son ame, en ruinant, autant qu'ils pouvoient, le bien qu'il a tâché d'établir dans son Diocèse. Ils ont cru, que le plus grand dépit qu'ils lui pouvoient faire, étoit, de bien faire offenser Dieu, & en cela ils ne se sont pas trompés; rien en effet ne lui cause plus d'affliction. S'ils ne s'étoient attaqués qu'à son bien ou à sa personne, il l'auroit souffert sans beaucoup de peine, & il en auroit eu même de la joie, dans l'espérance que Dieu lui rendroit avec usure dans le ciel, ce qu'on lui auroit voulu ôter sur la terre. Mais ayant autant de zèle qu'il en a pour le salut de ses brebis, comment n'auroit-il point le cœur percé de douleur, de voir arriver dans son Eglise, durant sa vie, ce que les Disciples de S. Martin appréhendoient qui n'arrivât dans la sienne après sa mort; se trouvant tant de loups ravissants, qui se jettent sur son troupeau pour le déchirer, & tant de sangliers furieux, qui ravagent la vigne qu'il a cultivée avec tant de soin? Car c'est proprement ce que ces Gentilshommes tâchent de faire.

M. l'Evêque d'Alet ne s'étant point porté à ce qu'il a fait pour le réglemeut de son Diocèse, par le mouvement de l'esprit humain, qui est d'ordinaire turbulent & précipité, il a été long-temps à considérer les choses, & à beaucoup prier Dieu, pour lui demander sa lumière, avant que d'y faire aucune Ordonnance nouvelle. Il a voulu connoître les maux pour y appliquer les remèdes, afin qu'ils fussent proportionnés aux maladies; & on peut dire dans la vérité, qu'il a été contraint d'en négliger beaucoup de moins importantes, pour travailler avec plus de soin & plus d'application, à guérir les plus dangereuses, & les plus capables de perdre les ames.

Il ne faut pas s'imaginer que les hommes puissent beaucoup pour

VI. CL. arracher des cœurs l'amour du vice, pour ressusciter les âmes mortes, & pour guérir les consciences entièrement corrompues. Les Pasteurs doivent crier sans cesse, comme dit le Prophète, pour représenter aux pécheurs leurs crimes & leurs abominations; mais afin que ces pécheurs écoutent efficacement ce que les hommes crient à leurs oreilles, il faut que celui dont la chaire est dans le ciel, parle à leurs cœurs, comme dit S. Augustin, & qu'il y parle d'une voix puissante, qui en rompe la dureté. Les Apôtres sont appelés le sel de la terre. Mais, comme remarque S. Jean Chrysostôme, on auroit beau saler des chairs corrompues, on ne les remettroit pas pour cela dans leur premier état. Et ainsi, ajoute ce Pere, c'est Jesus Christ qui délivre les âmes de la pourriture de leurs péchés; mais il est du soin & de la vigilance des Apôtres de faire en sorte qu'elles n'y retournent plus, & qu'elles se conservent dans la pureté qu'elles ont reçue de Dieu. *Liberare à putredine peccatorum Christi virtutis est: ut autem ad illa iterum non revertantur, Apostolorum cura est ac laboris.* Or ce soin & cette vigilance consistent principalement en deux choses: à les instruire des devoirs de la piété chrétienne, & à éloigner d'eux les occasions qui les pourroient faire retomber dans leurs désordres.

On fait assez les travaux infatigables que M. d'Alet prend pour le premier, qui regarde l'instruction de son peuple. Mais voici une partie de ce qu'il a fait pour le dernier; c'est-à-dire, pour retrancher les plus générales & les plus communes occasions de péché, & qui perdent le plus d'âmes.

Tout le monde sait que l'ivrognerie est le vice commun des pètités gens, qui font la plus grande partie du monde, & dont le salut n'est pas moins cher à Dieu que celui des personnes de condition: & outre que ce péché est très-grand en soi, & tel que S. Paul le marque entre ceux qui excluent du Royaume de Dieu, il est la source d'un grand nombre d'autres; & la plupart de ceux que commettent ces sortes de gens viennent de-là. Le vin les rend brutaux, querelleurs, jureurs, blasphémateurs, insupportables à leurs femmes, qu'ils ne traitent d'ordinaire avec des duretés & des inhumanités indignes de Chrétiens, que parce qu'ils sont yvres. A quoi on peut ajouter, que plusieurs artisans ou manouvriers, qui gagnent suffisamment de quoi entretenir leurs familles, les laissent dans la dernière misère, parce qu'ils mangent au cabaret la plus grande partie de ce qu'ils gagnent. On ne peut nier que ces maux ne soient très-grands; mais il semble difficile de les empêcher. Cela est vrai: mais



mais on n'est pas moins obligé de travailler pour y faire ce que l'on VI. C<sup>2</sup>  
 peut. Et en voici un moyen qui y peut beaucoup. De cent person- N°.IV.  
 nes qui s'enivrent, il n'y en a pas un qui le fasse seul; & il n'y en  
 a pas quatre, entre les personnes du commun du peuple, qui le fas-  
 sent dans leur maison, & ailleurs qu'au cabaret. Il ne faut donc,  
 pour empêcher une grande partie des désordres qui naissent de l'y-  
 vrognerie, que faire observer ce qui a été très-sagement établi par  
 les Ordonnances, qui défendent à tous les habitants & domiciliés  
 d'un lieu, d'aller boire & manger aux cabarets; & aux Cabaretiers, Ordonnan-  
ce d'Orlé-  
ans, Art. 25.  
 de les y recevoir, à peine d'amende arbitraire pour la première fois, Ordonnan-  
ce de Blois  
Art. 38.  
 & de prison pour la seconde. C'est à quoi M. l'Evêque d'Alet a ap-  
 pliqué ses soins. Il a fait implorer, par son Promoteur, l'autorité  
 des Magistrats séculiers, pour unir la puissance ecclésiastique & civile  
 dans l'exécution d'un règlement si salutaire, comme on verra par  
 l'Ordonnance du Sénéchal de Limoux, & par l'Arrêt du Parlement  
 de Grenoble, que nous rapporterons plus bas, parce qu'ils contien-  
 nent beaucoup d'autres chefs.

Un autre péché qui damne le plus de monde est l'impureté; &  
 le diable semble avoir pris à tâche de tendre par-tout des pièges  
 pour y faire tomber les hommes. La danse est sans doute un de  
 ces pièges, & des plus dangereux. Car quoiqu'on puisse dire, en  
 considérant la danse dans une abstraction métaphysique, comme un  
 mouvement mesuré du corps au son de quelque instrument, ou de  
 quelque chanson, que c'est une chose indifférente d'elle-même, il  
 est certain néanmoins, que, dans les circonstances qui l'accompa-  
 gnent ordinairement, on a sujet de dire, après S. Charles dans un  
 excellent Traité qu'il a fait sur ce sujet, *que c'est une invention du  
 diable, pour perdre les âmes & corrompre les mœurs des fideles.* Cela  
 est encore plus vrai des danses qui se pratiquoient au Diocèse d'Alet,  
 parce qu'elles étoient horriblement licencieuses & lascives. Et c'est  
 ce qui a obligé davantage M. l'Evêque d'Alet, d'employer tous ses  
 soins & toute son autorité pour empêcher un tel désordre; puisque  
 S. Charles, dans ce même Traité, parlant des danses ordinaires, &  
 qui assurément ne pouvoient point être si criminelles que celles du  
 Diocèse d'Alet, ne laisse pas de dire: *Que ceux qui sont en autorité  
 pour gouverner les peuples, sont coupables devant Dieu, lorsqu'ils ne  
 travaillent point à détruire cet abus, & qu'ils ne donnent aucun se-  
 cours aux âmes qui leur sont commises, pour les retirer de ces prati-  
 ques dangereuses, & de ces engagements, dans lesquels ils voient qu'el-  
 les périssent malheureusement.* Et ce que nous disons ici, ajoute-t-il,

*Ecrits sur la Discipline. Tome XXXVI.*

F f f

VI. CL. regarde les personnes séculières, aussi-bien que les personnes ecclésiasti-

N°. IV. ques qui sont en charge. Mais afin d'ôter aux esprits mal disposés tout sujet d'accuser M. d'Alet d'une trop grande sévérité, il se contenta d'abord de défendre les danfes pendant tout le jour aux principales Fêtes de l'année, & tous les Dimanches & Fêtes pendant les divins Offices, & d'interdire en tout temps, suivant la loi de Dieu & de la nature, les danfes lascives, & qui se faisoient avec des postures indécentes, & des attouchements contraires à la bien-séance & honnêteté chrétienne : ce qui fut aussi ordonné par le Sénéchal de Limoux, comme nous verrons en son lieu.

Le troisieme désordre, & qui en contient beaucoup d'autres, auquel M. d'Alet s'est efforcé de remédier, est le violement de la loi divine, des Canons & des Ordonnances pour la sanctification des Fêtes & Dimanches. Il avoit trouvé, comme son Promoteur l'a représenté dans une Requête au Parlement de Grenoble, que les Dimanches & Fêtes étoient profanés dans son Diocèse ; parce qu'on y tenoit en ces jours-là les foires & marchés ; qu'on débitoit publiquement toutes sortes de marchandises & denrées ; qu'on voituroit & faisoit plusieurs œuvres serviles & défendues par la loi de Dieu : Que d'ailleurs on y danfoit publiquement & scandaleusement, avec des postures indécentes & lascives, & qu'à l'ordinaire les cabarets & tavernes y étoient ouverts, où les habitants consumoient non seulement leur peu de bien à boire & à manger, mais encore à des jeux de hasard, qui les engageoient à mille blasphèmes & autres crimes. Il est dit encore dans cette même Requête, que M. d'Alet, voulant remédier à ces désordres, afin d'empêcher que Dieu ne fût si souvent offensé, il avoit commencé par des instructions & des remontrances, & procuré que les foires & marchés fussent transférés, par l'autorité des Magistrats, à des jours non fêtés ; que, par une Ordonnance synodale, il avoit prohibé les danfes les principales fêtes de l'année, & tous les Dimanches & fêtes pendant les divins Offices, & qu'il avoit exhorté les Magistrats des lieux, d'empêcher la fréquentation des cabarets & des jeux de hasard.

Ces réglemens apportèrent quelque amendement à cette licence, qui déshonoroit la Religion Chrétienne : mais, pour les affermir davantage, & pour empêcher qu'ils ne fussent impunément violés par ceux qui, n'étant point touchés de la crainte de Dieu, ont besoin d'être retenus par la puissance séculière, il jugea nécessaire de les faire appuyer de l'autorité royale, dont les Magistrats sont dépositaires : de sorte que son Promoteur s'étant adressé, par son ordre, au Sénéchal de Limoux, il en obtint l'Ordonnance du

27 Septembre 1660, dont il a déjà été parlé, & qu'il est impor- VI. Cl.  
tant de mettre ici toute entière; d'autant plus qu'ayant été confir- N°. IV.  
mée par une Ordonnance de M. le Prince de Conti, du 15 Avril  
1662, comme Gouverneur de la Province, elle l'a encore été, com-  
me il sera dit ci-après, par un Arrêt du Parlement de Grenoble,  
du 11 Décembre 1664.

O R D O N N A N C E

D U S É N É C H A L D E L I M O U X ,

*Portant défenses de faire aucun travail ou œuvre servile, vente &  
débit de marchaudises & denrées, & danses publiques les Dimanches  
& Fêtes : & à tous domiciliés, en tout temps, de fréquenter les  
cabarets & tavernes, & aux Cabaretiers de les recevoir; de faire  
des danses déshonnêtes & scandaleuses, & de jouer aux jeux de  
hasard.*

“ Gaston Jean Baptiste de Levi de Lomaigne, Maréchal de la  
Foi, Marquis de Mirepoix, Seigneur & Baron de Terride, &  
autres Places; Capitaine de cinquante hommes d'armes des Or-  
donnances du Roi, Sénéchal de Limoux : au premier Huissier ou  
Sergent requis, salut. Comme ce jourd'hui bas écrit, dans la Cham-  
bre du Conseil de la Cour, sur le rapport fait par notre Lieute-  
nant principal, de la Requête présentée par le Promoteur de l'E-  
vêché d'Alet, tendante à ce que, bien que les saints Dimanches  
& Fêtes soient des jours auxquels il faille, d'une manière par-  
ticulière, louer Dieu, & lui rendre grâces des bienfaits que nous  
recevons de sa toute-puissante main à toutes heures & à tous  
moments, & qu'ainsi à ces jours toute œuvre servile soit dé-  
fendue, toutes danses prohibées, tous cabarets & jeux de hasard  
interdits, de peur que la sainteté de ces jours ne soit violée &  
profanée, par les abominations qui ne suivent que trop ordinaire-  
ment ces sortes d'exercices; quoique les Conciles, par leurs Ca-  
nons, les Papes, par leurs Décrets, nos Rois très-Chrétiens, par  
leurs Ordonnances, & les Cours Souveraines du Royaume, par  
leurs arrêts & réglemens, aient établi des peines très-grievés  
contre ces profanations, ainsi que nous voyons par les Capitu-  
laires de Charlemagne, & de Louis le débonnaire son fils; par  
les Ordonnances de Charles IX, aux Etats d'Orléans, Art. vingt-

VI. CL. „ troisième, vingt-quatrième, vingt-cinquième ; de Henri III. aux  
 N°.IV. „ Etats de Blois, Article trente-huitième ; & de Louis XIII. &  
 „ par divers Arrêts des Parlements, & singulièrement de celui de  
 „ cette Province, néanmoins la plupart des habitants des lieux &  
 „ Paroisses qui composent ce Diocèse, par une passion & manie  
 „ aussi dangereuse qu'elle est punissable, quelque diligence qu'on ait  
 „ pu apporter par les Ordonnances de l'Eglise, passent les Fêtes &  
 „ les Dimanches, les uns en des travaux serviles, charrois & voi-  
 „ tures ; les autres en danses lubriques, scandaleuses & qui vont  
 „ bien au-delà de la modestie chrétienne, se faisant d'une manière  
 „ si deshonnête & lascive, qu'elles peuvent être appellées avec véri-  
 „ té, une prostitution publique de la pudicité de la jeunesse ; & les  
 „ autres dans les cabarets & aux jeux de hasard ; d'où vient la rui-  
 „ ne entière des maisons, & le peu de moyen que le Payfan a de  
 „ subsister, & d'entretenir sa famille ; mangeant ou jouant les Di-  
 „ manches & Fêtes, ce qu'il a de plus liquide, & tout ce qu'il  
 „ a pu acquérir par son travail pendant toute la semaine. C'est ce  
 „ qui a fait défendre par nos Rois & les Cours Souveraines, à  
 „ tous domiciliés, d'aller aux cabarets, & aux Hôtels des lieux de  
 „ les y recevoir, à peine d'amende arbitraire pour la première fois,  
 „ & de prison pour la seconde ; parce que ces logis n'avoient été  
 „ établis que pour la commodité des passants, & la facilité du com-  
 „ merce (encore hors les Offices divins les jours de Fêtes) & non  
 „ pas pour les habitants des lieux, qui n'y peuvent être attirés  
 „ que par le libertinage & la débauche ; d'où procedent ensuite  
 „ mille injustices & méchancetés, que le désespoir d'avoir, ou per-  
 „ du son argent au jeu, ou dissipé dans le cabaret suggere pour  
 „ l'ordinaire ; & tout cela par la connivence des Juges particuliers,  
 „ qui, au lieu de réprimer le vice, le souffrent le plus souvent ;  
 „ cherchant leur crédit dans le désordre de leurs justiciables ; requé-  
 „ rant qu'il nous plût apporter les remèdes convenables à ces désor-  
 „ dres. Par notre dit Lieutenant principal, avec délibération de  
 „ Conseil, AUROIT ÉTÉ ORDONNÉ : qu'ayant égard à la dite Requête,  
 „ & icelle entérinant, il seroit fait très-expresses inhibitions &  
 „ défenses à toutes sortes de personnes, de quelle qualité & con-  
 „ dition qu'elles soient, du dit Diocèse d'Alet, de contrevenir di-  
 „ rectement ni indirectement aux dites Ordonnances, Arrêts & Ré-  
 „ glements : ce faisant, de ne faire aucuns ouvrages aux jours de  
 „ Dimanches & Fêtes, charrier ou mesurer le bled ; vendre ou débi-  
 „ ter marchandises ou denrées, en gros ni en détail ; porter ni faire

„ porter faix, danfer publiquement, en quelle manière que ce foit, VI. CL.  
 „ à peine de cinq cents livres: comme auffi, en tout temps, de N. IV.  
 „ faire danfes avec postures indécentes & attouchements contre la  
 „ bienséance & honnêteté chretiennes: & à tous Cabaretiers, de  
 „ ne recevoir aucuns habitants des lieux dans leurs cabarets, & aux  
 „ dits habitants, d'y aller pour boire ou manger: & à toutes fortes  
 „ de perfonnes, de jouer ni laiffer jouer dans leurs maifons, à au-  
 „ cun jeu de hafard & autres prohibés fur même peine: & en cas  
 „ de contravention, auroit été ordonné, qu'il en fera enquis par  
 „ le premier Docteur gradué, ou Notaire, fur ce requis, pour l'in-  
 „ quifition faite & rapportée, être décerné tel Décret que de rai-  
 „ fon; permettant cependant l'artétation des marchandifes, denrées  
 „ & bétail de charge, voiturant ès dits jours de Fêtes & Diman-  
 „ ches. A CES CAUSES, Mandons au premier Sergent requis, faire  
 „ pour l'intimation & l'exécution de la préfenté Ordonnance, tous  
 „ exploits requis & néceffaires. Donné à Limoux, le 25 Septembre  
 „ 1660 „.

Signé, LABATAT.

Une Ordonnance fi juſte & fi chrétienne, auroit fans doute beau-  
 coup contribué à arrêter tant de défordres, fans l'oppoſition que  
 pluſieurs des Gentilſhommes y apportèrent. La haine qu'ils ont con-  
 çue contre M. l'Evêque d'Alet, parce qu'il s'efforce de les retirer  
 de leur vie licencieuſe, les porta à renverſer, autant qu'ils pouvoient,  
 tout ce qu'il tâchoit d'établir, fans y avoir d'autre intérêt que la  
 gloire de Dieu & le ſalut des ames. Ils s'attacherent principalement  
 à faire en forte qu'on travaillât les Dimanches & les Fêtes; qu'on  
 voiturât, débitât publiquement & à boutiques ouvertes, pain, vin,  
 viandes, fruits &c. qu'on tint en ces jours les foires & marchés;  
 qu'on moulût au moulin, qu'on danſât publiquement, quoique les  
 danſes, comme il a déjà été dit, ſe faſſent dans ce Dioceſe de la  
 manière du monde la pluſ déshonnête & la pluſ ſcandaleuſe; que les  
 domiciliés puſſent fréquenter les tavernes & cabarets, quoiqu'ils fuſ-  
 ſent bien que c'eſt la cauſe de la ruine des payſans, & la ſource d'u-  
 ne infinité de défordres, & enfin, qu'on jouât avec toute liberté aux  
 jeux de hafard.

Monſeigneur le Prince de Conti, Gouverneur de Languedoc, ayant  
 été averti de ces entrepriſes de la Nobleſſe, & voyant bien, que, tant  
 qu'on ne la réprimeroit point, il ſeroit impoſſible au Promoteur du  
 Dioceſe d'Alet de faire obſerver l'Ordonnance du Sénéchal de Limoux,

VI. Cf. en fit une, du 15 Avril 1664, par laquelle: *Voulant, ce sont ses tén-*  
 N°. IV. *mes, contribuer de tout son pouvoir à maintenir & faire valoir la dite*  
*Ordonnance du Sénéchal, comme tirée des Costiles & Saints Décrets, &*  
*conforme aux Réglements & Ordonnances faites par les Rois Charlema-*  
*gne, Louis le Débonnaire, S. Louis, Charles IX, & Henri III, &*  
*pourvoir qu'à l'avenir, il ne soit fait aucune insulte, ni donné aucun*  
*trouble ni empêchement à ceux qui seront chargés de les faire exécuter;*  
 IL ORDONNE, *que cette Ordonnance du Sénéchal, donnée pour la sancti-*  
*fication des Fêtes & Dimanches, & bonne discipline du Diocèse d'Alet,*  
*& les Réglements contenus en icelle, seront observés suivant leur forme*  
*& teneur: Enjoint à tous Officiers de justice, Consuls & habitants des*  
*villes, & lieux du dit Diocèse, de tenir la main à l'observation des dits*  
*Réglements, sur peine d'en répondre en leur propre & privé nom, &*  
*de donner au dit sieur Promoteur, & à ses substitués, toute l'assistance*  
*& main forte dont ils auront besoin; commettant à cet effet le premier*  
*de ses gardes.*

Cette Ordonnance, & le soin que Son Altesse eut d'envoyer de ses Gardes par tout le Diocèse pour la faire exécuter, maintint pendant quelque temps des Réglements si utiles. Mais S. A. étant venue à la Cour, les Gentilshommes syndiqués firent recommencer ces défordres avec plus d'emportement qu'auparavant: ce qui obligea le Promoteur de se pourvoir au Parlement de Grenoble, où toutes les causes étoient évoquées par Arrêt du Conseil, confirmé par six autres Arrêts contradictoires. Il y représenta ce qui avoit été ordonné par le Sénéchal de Limoux: & ce Parlement, par son Décret du 15 Janvier 1664, confirma cette Ordonnance avec connoissance de cause, & ordonna qu'elle seroit exécutée de son autorité, avec injonction aux Magistrats des lieux de tenir la main à l'exécution, à peine d'en répondre en leur propre.

Ce Décret fut signifié dans la plupart des lieux du Diocèse: mais il n'a eu que peu ou point d'effet; parce que ces Gentilshommes syndiqués ont porté les habitants à la rebellion & à la défobéissance, dans tous les lieux où ils ont eu du pouvoir, sur ce fondement, que le Parlement de Grenoble ne pouvoit, à ce qu'ils disoient, rien ordonner dans le Diocèse d'Alet: ce qui est une prétention punissable, & qui choque manifestement l'autorité du Roi. Car les causes du Promoteur ayant été renvoyées à ce Parlement par Sa Majesté, c'est lui disputer la souveraine puissance, que de mettre en doute, que les Arrêts de ce Parlement, dans les causes du Promoteur, n'aient autant

dé forcé dans le Diocèse d'Alet, ensuite de cette évocation, que si VI. CL. avant cette évocation ils avoient été rendus au Parlement de Toulouse. N°. IV.

Mais ce qui fit voir bientôt que ce prétendu défaut d'autorité n'étoit qu'un prétexte, pour couvrir le desir qu'ils avoient de maintenir le libertinage, c'est qu'ils ne déférèrent pas davantage à un Règlement général, qui fut fait au Parlement de Toulouse, le 1 Avril de la même année; portant *inhibitions & défenses à toutes sortes de personnes, de quelle qualité & condition qu'ils soient, de faire aucune danse publique, ni jouer publiquement les jours des Dimanches & Fêtes; tenir aucunes foires ou marchés, non plus les boutiques ouvertes, y étaler ou débiter aucune sorte de marchandise les dits jours; porter, ou par soi-même, ou avec des bêtes de voitures, aucunes denrées ni provisions, ni fardeaux es dits jours de Fêtes & Dimanches: & aux Caharetiers & Taverniers, d'administrer aucuns vivres aux habitants des lieux, ni non plus de tenir des brelans ni jeux de hasard; souffrir aucuns bateleurs, farceurs, comédiens; ni aucune sorte de personnes qui puissent corrompre les bonnes mœurs par leurs mauvais déportemens, les dits jours de Dimanches & Fêtes, ni souffrir jurements & blasphèmes & autres excès & dissolutions, à peine de cinquante livres d'amende, applicables aux ornemens ou fabriques des Eglises, contre aucun des contrevenants, & sur même peine, aux Consuls & Officiers de Justice des lieux du ressort, de tolérer les dites contraventions &c.*

Quoique ce Règlement eût été publié & enregistré à Limoux, les Gentilshommes ne cessèrent d'y contrevenir, & d'y faire contrevenir, aussi-bien qu'au Décret du Parlement de Grenoble. Mais, pour le faire encore avec plus de hardiesse, & pour mettre à couvert les partisans que ce libertinage leur acquéroit, ils firent en sorte, par le moyen de quelques personnes du Parlement de Toulouse, mal affectonnées à M. l'Evêque d'Alet, & qui ont donné lieu à l'évocation, d'y obtenir, par surprise, un Arrêt, le 24 Juillet 1664, sous le nom de M. le Procureur Général, par lequel il étoit dit: *Que le Parlement de Toulouse déclaroit n'empêcher que les boulangers, bouchers & autres personnes, dans le Diocèse d'Alet, ne pussent débiter pain, vin, viande, fruit & autres choses nécessaires pour la nourriture, les jours de Dimanches & Fêtes; que les meuniers ne pussent moudre es dits jours après la Messe Paroissiale.*

Il leur suffisoit que cet Arrêt favorisât en apparence quelques-unes de leurs prétentions, selon l'interprétation qu'ils y donnoient. Ils se promettoient bien de l'étendre ensuite à quoi ils voudroient. C'est pourquoi, l'ayant fait imprimer & répandre par tout le Diocèse, ils

VI. **CL.** travaillèrent fortement, à faire faire toutes sortes de contraventions à N°. IV. l'Ordonnance du Sénéchal, & au Décret du Parlement de Grenoble. Ils firent pour cela diverses assemblées, où leur principale vue fut, de faire continuer ces danses lascives & scandaleuses; dont il a déjà été tant de fois parlé; parce qu'ils voyoient que M. l'Evêque d'Alet faisoit tout ce qui étoit en lui pour les abolir, comme étant la source d'une infinité de scandales & de péchés.

Et en effet, le sieur de Neb. l'un des principaux de ces Gentilshommes révoltés, venoit de l'une de ces assemblées (comme il en est demeuré d'accord en son audition personnelle) lorsque le 25 Août, jour & fête de S. Louis Patron de la France, il arriva au lieu de Rouvenac, où il entreprit d'exécuter ce qui s'étoit apparemment résolu dans cette assemblée. Le Seigneur de ce lieu de Rouvenac, qui n'est pas des syndiqués, avoit empêché jusqu'alors qu'on ne dansât, & en avoit fait réitérer les défenses le matin. Mais cela ne fut pas capable d'arrêter le sieur de Neb. Il assembla jusqu'à quatre-vingts personnes, dont une partie avoit le mot; car, dès le jour d'auparavant, comme il l'a reconnu, on l'avoit fait signifier cet Arrêt de Toulouse, qui ne défend pas expressément ces désordres, mais qui ne les permet pas aussi. Et après avoir commencé lui-même la danse avec une femme boiteuse comme lui, il la fit continuer d'une manière scandaleuse, & deshonnête au-delà de ce que l'on peut dire, ainsi que les informations en font foi, & elle fut continuée jusqu'au samedi ensuite.

Un mépris si horrible des loix divines & humaines obligea le Promoteur d'Alet d'en faire informer. Et l'information ayant été rapportée au Parlement de Grenoble, où il avoit ses causes commises, il y eut Arrêt d'ajournement personnel contre le sieur de Neb. Ce que les Gentilshommes syndiqués appréhendant, ils reconnurent pour lors, que l'Arrêt du Parlement de Toulouse, du 24 Juillet, dont ils abusoient, ne pouvoit avoir aucun effet au Diocèse d'Alet, s'il n'étoit autorisé par celui de Grenoble; de sorte qu'ils y présentèrent Requête. Et quoique MM. les gens du Roi eussent refusé de donner leurs conclusions, ils obtinrent, par surprise, un Décret de la Chambre des vacations, par lequel il étoit dit, que l'Arrêt de Toulouse seroit exécuté au Diocèse d'Alet, de l'autorité du Parlement de Grenoble.

Mais comme ce Décret donnoit lieu aux syndiqués de troubler de nouveau tout le Diocèse d'Alet, parce que cet Arrêt, n'étant pas assez exprès sur quelques points, ils l'étendoient & l'expliquoient à leur fantaisie, le Promoteur en représenta les conséquences au Parlement de Grenoble; & ce Parlement, avec très-grande maturité & connois-

lance



rance de cause, ayant, en deux diverses séances, examiné l'Ordon-VI. Cl: nance du Sénéchal de Limoux, du 25 Septembre 1660, la con- N°. IV. firma encore une fois: & par Arrêt du 11 Décembre 1664, ordonna qu'elle seroit exécutée dans le Diocèse d'Alet, selon sa forme & teneur; fit inhibitions & défenses à toutes personnes d'y contrevenir, & enjoignit aux Magistrats & Officiers des lieux, de tenir la main pour l'exécution de son Arrêt, & pour l'observation des Ordonnances Royaux, à peine d'en répondre: & en cas de contravention, informer contre les coupables, & de leur faire & parfaire le procès.

Cet Arrêt fut imprimé & envoyé au Diocèse d'Alet. Mais le fleur de Neb. étant enfin venu satisfaire à l'Arrêt d'ajournement personnel, après avoir présenté deux Requêtes touchant ce qui le regardoit, il en présenta une troisième, qui découvre bien l'esprit de cette cabale. Car il forma opposition, par cette Requête, à cet Arrêt du 11 Décembre, confirmatif de l'Ordonnance du Sénéchal de Limoux, qui n'est qu'une simple exécution des Canons & des Ordonnances du Royaume; & il s'y opposa, non pas en son nom seulement, mais en qualité de Syndic des Gentilshommes du Diocèse d'Alet, ligués contre leur Evêque: &, ce qui est encore plus ridicule, au nom d'un certain Alexandre Bernard, soi-disant Syndic de la jeunesse de ce Diocèse; comme si jamais on avoit souffert en justice, qu'une jeunesse débauchée se créât des Syndics, pour se procurer la licence & l'impunité dans ses dérèglements & dans ses vices.

L'affaire étoit en cet état, & on avoit même déjà commencé à plaider, lorsque l'évocation des causes de M. d'Alet au Parlement de Grenoble fut révoquée: & ainsi cette affaire est à juger au Conseil, par MM. les Commissaires, avec les autres chefs qui regardent cette Noblesse syndiquée.

## §. 2. Calomnies réfutées.

Pour bien entendre cette affaire, il faut détruire avant toutes choses les calomnies dont se servent les Gentilshommes, pour rendre odieuse la conduite de M. d'Alet, touchant la sanctification des Dimanches & des Fêtes, comme étant dans un excès de sévérité que les hommes ne peuvent porter.

Ils lui imputent, par exemple, de ne pas vouloir souffrir en aucune sorte, qu'on vende en ces jours-là, ni pain, ni vin, ni fruits, & de traduire pour cela les gens devant les Officiers Royaux. C'est une fausseté: ni lui, ni ses Officiers ne l'empêchent point, pourvu que

VI. CL. cela se fasse à huis clos & sans scandale. Il fait que les Canons le permettent, & que cela peut être souvent nécessaire; & sa prévoyance & charité pastorale va même au devant des nécessités de son peuple, au temps de la moisson & de la récolte, en permettant de travailler après la Messe, qu'il fait dire exprès à la pointe du jour quand il y a nécessité. Et c'est en cette manière qu'est entendue l'Ordonnance du Sénéchal.

Ils crient encore contre la défense de moudre les Dimanches & les Fêtes. Mais on ne peut que louer, sur ce sujet, la sage condescendance de M. d'Alet. Car y ayant de deux sortes de moulins; les uns qui sont à vent ou à écluse, les autres qui ont toujours l'eau à commodité, il a fait entendre à ses Diocésains, qu'ils pouvoient faire moudre les premiers après la Messe; mais pour les autres, comme ils sont toujours en état de travailler, il n'y a aucune raison qui doive plutôt faire permettre d'en user les Fêtes & les Dimanches, que de labourer ou de semer: aussi les Canons le défendent expressément (a).

§. 3. *Sanctification des Dimanches & des Fêtes, & défense de travailler & de vendre en ces jours-là.*

Ces prétextes, dont ces Gentilshommes se servent pour colorer leurs injustes plaintes, leur étant ôtés, que peuvent-ils alléguer pour s'opposer, comme ils ont fait, à l'Arrêt du Parlement de Grenoble du 11 Décembre 1664, qui ne fait que confirmer l'Ordonnance du Sénéchal de Limoux, du 25 Septembre 1660?

Il faudroit qu'ils renonçassent au Christianisme, pour combattre ce qui est porté par cette Ordonnance, de ne point travailler les Dimanches & les Fêtes. C'est un des commandements qu'elle fait, qu'on ne croit pas qu'ils osent publiquement entreprendre de ruiner. Il suffiroit, s'ils étoient si téméraires, d'opposer à leur hardiesse, la loi de Dieu, & les réglemens de tant de Conciles, entre lesquels celui de Fréjus parle en ces termes: *Il faut s'abstenir les jours des fêtes de toutes sortes de péché, & de toute sorte d'œuvre sensuelle ou terrestre, & ne s'occuper à autre chose, en ce saint temps, qu'aux exercices de la prière, & à se rendre fidèlement aux assemblées qui se font dans les Eglises, avec une parfaite ferveur d'esprit.* A quoi on peut ajouter ce qui est dit sur ce même sujet, dans le II Concile de Mâcon de l'an 585. *Vous, Chrétiens, disent ces Prélats, qui ne portez pas en vain ce*

(a) *Les Conciles Provinciaux de l'Eglise de France, depuis le Concile de Trente.*

## S. 5. Défense des brelans &amp; jeux de basard.

VI. GL.  
N°. IV.

Ces Gentilshommes ne feroient pas mieux fondés à disputer ce qui est encore porté par cette Ordonnance du Sénéchal de Limoux : *Qu'il est fait défenses à toutes sortes de personnes de jouer, ni laisser jouer dans leurs maisons, à aucun jeu de basard & autres prohibés sur même peine; puisque ces Juges n'ont fait en cela qu'exécuter l'Ordonnance d'Orléans, qui leur commande, en ces termes, de ne point souffrir ces sortes de jeux : Défendons aussi tous brelans & jeux de dés, que nous voulons être punis extraordinairement, sans dissimulation & connivence des Juges, à peine de privation de leurs Offices.*

## S. 6. Danses publiques, défendues les jours de Dimanches &amp; Fêtes, &amp; les lascives en tout temps.

Il ne reste plus à considérer, dans cette Ordonnance du Sénéchal de Limoux, que la défense des danses publiques les Dimanches & les Fêtes, & en tout temps de celles qui blessent la pudeur & l'honnêteté chrétienne. Et c'est à quoi ces Gentilshommes se sont opposés avec plus de chaleur & d'emportement : non pas peut-être qu'ils y prissent grand plaisir; mais par une passion maligne de traverser les plus pieux desseins de leur Evêque, & de travailler autant pour autoriser la licence, qu'il travailloit pour établir une sainte discipline.

Ils se sont portés sur ce sujet à de tels excès, que, non contents de porter, par force & par des mauvais traitements, leurs vassaux à contrevenir à ces défenses, ils se sont eux-mêmes mis à leur tête, pour faire des danses dissolues & scandaleuses; ont fait battre le tambour lorsqu'on sonnoit les cloches pour le service divin & pour l'instruction chrétienne; ayant eu même l'insolence de dire tout haut, qu'il falloit voir qui, d'eux ou du Curé, auroit plus de suite.

On a déjà vu de quelle maniere le sieur de Neb. par un complot avec les autres Gentilshommes syndiqués, autant qu'on en peut juger, a profané la fête du Roi S. Louis, par une danse dont il fut l'auteur, ainsi qu'il l'a avoué, qui n'offensoit pas moins les personnes qui ont quelque pudeur, par son immodestie, qu'elle blessoit l'honneur de Dieu, par le violement d'un si saint jour.

Et enfin, ç'a été encore un digne couronnement de ces désordres, que de s'être joints, dans une même Requête d'opposition, à un ridicule Syndic de la jeunesse débauchée du Diocèse d'Alet, qui pou-

VI. CL. voit plutôt passer pour un personnage de théâtre, que pour une par-  
N°. IV. tie recevable dans un procès sérieux.

Cependant qu'y a-t-il de plus payen & de plus indigne de ceux qui ont osé dire, qu'ils n'agissoient que pour la gloire de Dieu, que de vouloir maintenir ce que les Canons ont défendu ; ce que les loix des Empereurs ont rejeté comme contraire à la sanctification des fêtes, & ce que les Ordonnances de nos Rois ont condamné en termes exprès ?

Le III Concile de Toledé, Chapitre 23, en parle en ces termes. *Il faut exterminer cette coutume pernicieuse, & contraire à la Religion, par laquelle le peuple deshonore les solemnités des Saints. Car, au lieu de se rendre avec fidélité & avec ferveur aux divins Offices, ils s'occupent à danser, & à dire des chansons profanes & indécentes ; ne se causant pas seulement du dommage à eux-mêmes, par les péchés qu'ils commettent, mais troublant les autres dans leurs dévotions. Le saint Concile laisse donc au soin des Evêques & des Magistrats, d'abolir cet abus dans toute l'Espagne.*

Les Empereurs Chrétiens ont parlé avec autant de force dans leurs loix, sous le nom général de spectacle, contre la danse & les divertissemens profanes, qui violent la sainteté des Dimanches & des Fêtes. La deuxième loi du Code Théodosien, au titre des spectacles, qui est des Empereurs Gratien, Valentinien & Théodose, porte ces termes. *Nous vous avertissons, avant toutes choses, que personne ne transgresse la loi que nous avons donnée il y a long-temps, en détournant le peuple de la piété par quelque spectacle, & en causant, par ce moyen, de la confusion & du désordre dans nos solemnités.*

Mais la cinquième loi de ce même titre est encore plus forte, & l'expression en est très-chrétienne & très-sainte. *Il faut que tous les Chrétiens & tous les fideles s'occupent de tout leur cœur au culte de Dieu, & aux actions de la piété & de la Religion qu'ils professent, avec un renoncement absolu de tous les plaisirs du Cirque & du Théâtre dans toutes les villes du monde, le jour du Dimanche, qui commence la semaine, pendant les Fêtes de Noël & de l'Epiphanie, aux Fêtes de Pâques & pendant le temps paschal ; dans lequel ceux qui ont été baptisés portent publiquement les signes de la lumière divine dont ils ont été éclairés & remplis au S. Baptême, par la blancheur de leurs habits ; & enfin, lorsqu'on fait la fête & la mémoire de la mort des SS. Apôtres, qui ont été les Maîtres de toute la terre, & qui nous ont enseigné les vérités du Christianisme. Que s'il y en a qui suivent encore la folie des Juifs, & l'extravagance des Payens, qu'ils apprennent que c'est abuser d'un temps qui*

oit être consacré à la priere , que de l'employer à la recherche de son VI. Cl.  
laisir. N°. IV.

La dernière loi du Code , au titre de feriis , est encore admirable sur ce sujet. *Nous ne voulons point , disent les Empereurs Léon & Anteme , que les jours des Fêtes qui sont dédiés au culte & à l'adoration de la souveraine Majesté de Dieu , soient employés à aucune sorte d'exercice qui serve à la volupté & à donner du plaisir , ni qu'ils soient profanés par aucune exaction , ou même par aucun acte de justice : & nous ordonnons que l'on conserve un respect si profond pour le jour de Dimanche , qu'on s'abstienne de ces mêmes actions , quoique justes & nécessaires en autres temps. Et plus bas. Mais quoique nous défendions toutes ces œuvres serviles , par la considération de ces jours si saints & si pleins de religion , nous ne souffrirons pas néanmoins , qu'aucun s'y adonne à la recherche des plaisirs terrestres & des voluptés sensuelles. On ne prétende donc point employer aucune partie de ces jours , soit à la comédie , soit aux combats du cirque , soit à celui des bêtes dans l'amphithéâtre. Que si le jour de notre naissance se rencontre au jour de quelqu'une de ces fêtes , nous entendons , que la réjouissance publique , qu'on fait à notre consécration , soit différée à quelque autre jour.*

Les Ordonnances de nos Rois , que tous les Magistrats sont obligés d'observer , sont encore plus expressees que celles des Empereurs. Car ces Ordonnances d'Orléans art. 23 , & de Blois art. 38 , portent ces termes. *Défendons à tous Juges de permettre qu'à des jours de Dimanches & Fêtes annuelles & solennelles , aucunes foires & marchés soient tenues , ni danses publiques faites ; & leur enjoignons de punir ceux qui y contreviendront.* Plus ces paroles sont courtes , plus elles sont précises. Il est également ordonné aux Magistrats , de ne souffrir les Dimanches & les Fêtes , ni les foires & les marchés , ni les danses publiques. Or on ne peut pas dire qu'il ne soit défendu de tenir des marchés que pendant le temps de l'Office divin , & que cela soit permis pendant le reste de la journée : & par conséquent , on ne peut pas dire aussi , comme prétendent ces Gentilshommes sans aucun fondement , que les danses ne soient défendues que pendant l'Office divin , & qu'en tout autre temps il soit permis de profaner ces saints jours , par ces divertissemens dangereux , si opposés à l'esprit du Christianisme & de la vraie piété.

Il est donc clair qu'il n'y a rien dans l'Ordonnance du Sénéchal de Limoux , que d'entièrement conforme aux Ordonnances du Royaume , & sur-tout lorsqu'elle a défendu de danser publiquement les Dimanches & les Fêtes , en quelque manière & façon que ce soit ; comme aussi en

VI. CL. *tout temps, de faire danses avec postures indécentes & attouchements*  
 N°. IV. *contre la bienséance & bonnéteté chrétienne.* De sorte que c'est une témérité punissable à ces Gentilshommes, d'avoir osé se porter pour opposants à l'exécution de l'Arrêt du Parlement de Grenoble, du 11 Décembre 1664, qui n'a fait que confirmer des réglemens très-saints en eux-mêmes, & auxquels on ne peut s'opposer, qu'en s'opposant, avec une hardiesse inconcevable, à l'autorité de nos Rois, qui les ont si sagement & si religieusement établis.

#### S I X I E M E E C L A I R C I S S E M E N T.

*Des prétentions schismatiques de quelques Réguliers, que les Gentilshommes ont compris dans leur Syndicat, de prêcher, de confesser dans le Diocèse d'Alet contre le gré de l'Evêque, & d'y quêter, n'en étant pas, & la permission leur en ayant été refusée.*

#### §. I. *Liaison de l'affaire des Réguliers avec celle des Gentilshommes.*

Il n'y a point d'affaire plus liée avec celle de la Noblesse du Diocèse d'Alet, que celle des Réguliers, qui ne l'ont pas seulement imitée dans leur révolte contre le même Prélat; mais qui ont le plus contribué à augmenter le feu de cette division. Il n'y a en tout que deux maisons de Réguliers dans ce Diocèse: l'une en la ville de Quillan, de Dominicains non réformés; & l'autre en celle de Caudiés, d'Hermites de S. Augustin. On sait que les Supérieurs des Ordres des Mendians ne tiennent d'ordinaire, dans les petites maisons, que des Religieux assez ignorants, & qui ne sont bons à rien dans les grandes. Et c'est ce qui a porté le Pape Innocent X de supprimer tous les petits Couvents d'Italie; parce qu'on a beaucoup de peine à les conserver dans la régularité. Il est donc vrai que M. d'Alet n'a pas eu grand sujet, jusques ici, de se louer de la plupart des Religieux de ces deux Monasteres, & que, vivant dans un assez grand désordre, il n'a pas cru se devoir servir d'eux en des emplois où il les trouvoit plus capables de donner du scandale, que de l'édification à son peuple. C'est ce qui les a aigris contre ce Prélat, & qui les a portés à se joindre aux Gentilshommes, qui ne pouvoient souffrir qu'on les troublât dans leur vie licencieuse, afin de s'entretenir mutuellement dans cet esprit de révolte; la Noblesse fournissant aux frais des procès, que les uns & les autres ont susci-

tés M. d'Alet, & les Réguliers les appuyant par leurs intrigues & VI. GL  
par leurs calomnies, dedans & dehors le Royaume. N° 14.

Cette liaison est assez connue. Mais Dieu a voulu, afin qu'on n'en pût douter, & qu'on pût mieux juger de l'esprit de cette cabale, que les Gentilshommes l'aient découverte dans l'Acte de leur syndicat, où ils parlent de ces Réguliers en ces termes : *Et d'autant que les dits sieurs constituants ont appris, que le dit Seigneur Evêque d'Alet vexé aussi les Révérends Peres Augustins de Caudiés, & Jacobins de Quillan; les troublant en la jouissance de leurs privilèges; leur défendant d'entendre les confessions de ses Diocésains, & autres vexations, qui reviennent jusqu'à aux dits sieurs constituants, ainsi qu'il est aisé à voir par les chefs susdits; iceux constituants donnent de même plein pouvoir aux dits sieurs les Syndics, de soutenir en tout & par-tout les dits Religieux, pour le soutien de leurs privilèges; et leur fournir, pour cet effet, tout ce qui sera de besoin.*

Ainsi on ne peut douter que cette affaire des Réguliers ne fasse partie de celle des Gentilshommes, & que Sa Majesté n'ait agi avec beaucoup d'équité & de sagesse, lorsqu'elle a renvoyé aux mêmes Commissaires qui doivent juger souverainement les différends de la Noblesse, le jugement de l'appel comme d'abus, que le Promoteur d'Alet a interjeté de la sentence rendue par M. l'Evêque de Vabres, foi-disant Commissaire Apostolique, sur un Bref entièrement nul. Mais, pour bien entendre cette affaire des Augustins de Caudiés, il faut reprendre le fait de plus haut.

S. 2. *Récit de ce qui s'est passé dans l'affaire des Augustins de Caudiés, jusqu'à la sentence de M. l'Evêque de Vabres.*

Caudiés est une petite ville du Diocèse d'Alet, où il y a un Monastere d'Hermites de S. Augustin; car c'est le nom que ces Religieux se donnent: ce qui fait voir que le vrai esprit de leur Ordre est, qu'ils passent leur vie dans la solitude, & non dans les emplois ecclésiastiques. Néanmoins M. l'Evêque d'Alet n'a point fait difficulté de les y appeler, quand il en a eu besoin, & qu'il a jugé qu'ils le pourroient faire avec l'édification des âmes qui lui sont commises; puisque le P. Alexis, qui a été six ans Prieur de ce Couvent, n'a pas seulement eu la permission, pendant tout ce temps-là, de prêcher & de confesser dans leur Eglise; mais qu'il l'a même employé à prêcher en d'autres Eglises des Avents & des Carêmes. C'est pourquoi il auroit accordé la même grâce à ses successeurs, dans

VI. Et les besoins de son Diocèse, s'il y avoit trouvé la même soumission, N°. IV. & qu'il eût eu autant de sujet d'espérer qu'ils s'en acquitteroient avec fruit. Mais un certain Religieux de cet Ordre, qui avoit été autrefois Prieur de ce Couvent de Caudiés, y ayant été renvoyé en cette même qualité, il y a sept ou huit ans, prétendit, qu'ayant été autrefois approuvé pour prêcher & confesser dans le Diocèse, il pouvoit encore faire l'une & l'autre fonction, sans prendre de nouvelle approbation de M. l'Evêque d'Alet, quoique son pouvoir eût été révoqué par la vingt-troisième des Ordonnances synodales du Diocèse d'Alet. Il n'avoit point d'autre fondement de cette illégitime prétention, que cette maxime erronée de quelques nouveaux Casuistes, que, *semel approbatus, semper est approbatus*; mais qui ne pouvoit être qu'un fondement ruineux, puisque c'est une pure fantaisie de gens sans autorité, qui a été expressément condamnée par le Pape Innocent X, d'heureuse mémoire, & par Alexandre VII, qui est présentement assis sur la Chaire de S. Pierre.

Le procédé de ce Religieux obligea M. d'Alet de faire publier, au Prône de l'Eglise paroissiale de Caudiés, qu'il n'y avoit que tel & tel dans cette ville qui fussent approuvés pour les confessions, de peur que le peuple ne fût abusé par des absolutions invalides.

Cette déclaration retint ce Prieur quelque temps, & l'empêcha de se présenter au Confessionnal, jusqu'au jour de la fête de S. Thomas de Ville-Neuve, qu'il confessa huit ou dix personnes, toutes scandaleuses, & quelques-unes même dénoncées publiquement interdites pour leurs scandales, ou dans Caudiés, ou dans les Paroisses voisines. Voilà l'usage qu'il fit du pouvoir qu'il s'attribuoit, par une usurpation sacrilège. Il ne l'employa aussi qu'à faire commettre des sacrilèges, & à tromper misérablement des âmes endurcies dans le péché, par une absolution imaginaire, qui ne leur servoit qu'à leur faire ajouter de nouveaux crimes à leurs anciens, par le mépris qu'ils faisoient de leurs vrais Pasteurs, & la profanation des saints mystères, que ce mercenaire leur permettoit en un si mauvais état.

Cette entreprise si injurieuse à l'Episcopat, & si pernicieuse aux âmes, donna sujet à M. l'Evêque d'Alet, de refuser à ce Prieur & à ses Religieux la permission de quêter : punition bien légère pour une si grande faute; mais qui remédia à une partie du scandale, en ce que ce Prieur, ne pouvant peut-être souffrir les plaintes de ses frères, qui se voyoient privés, par son entêtement à ne point demander d'approbation, de ce moyen de subsister, qui leur est fort doux, fut obligé de quitter le Diocèse.



Après son départ il vint en sa place un autre Prieur, à qui M. VL CL. l'Evêque d'Alet permit d'abord la quête; mais non pas de prêcher N. IV. & de confesser, son Diocèse n'en ayant pas de besoin; outre qu'il desiroit auparavant qu'on lui fit satisfaction de la contravention du Prieur précédent, suivant la Constitution de Clément VIII, SUSCEPTI MUNERIS; que celui-ci prit une approbation limitée, conformément à la décision de Notre Saint Pere le Pape Alexandre VII, sur le différent des Réguliers d'Angers, (a) & qu'il condannât les propositions avancées par ses Confreres d'Angers, comme elles y étoient condannées. Il n'y avoit rien de plus raisonnable que cette demande, & ce Prieur ne la pouvoit rejeter sans témoigner un mépris extrême de l'autorité du S. Siege, qui est leur seul refuge pour colorer leurs entreprises audacieuses contre leurs Evêques. Il la rejeta néanmoins, avec un orgueil insupportable, & il aima mieux passer ses trois ans sans prêcher ni confesser, que de consentir à la moindre humiliation, pour réparer l'attentat de son prédécesseur, ou donner quelque preuve qu'il abandonnoit les maximes erronées de ses confreres, quoique condannées par le Pape. Il s'en crut quitte pour dire, qu'il ne vouloit pas faire préjudice aux privileges de son Ordre: c'est ainsi qu'ils appellent leurs plus insoutenables prétentions, lors même qu'elles ont été déclarées nulles & abusives, par ceux de qui seuls ils pourroient avoir reçu ces privileges. En vérité, s'il étoit permis de reprendre quelque chose dans la conduite d'un Prélat si sage, ce seroit d'avoir toléré, par un excès de modération, un refus si déraisonnable, & de s'être contenté de ne pas accorder des grâces à ceux qui en étoient si indignes, sans leur faire sentir ce que méritoit leur attachement opiniâtre à des erreurs tant de fois proscrites.

Les trois ans de ce Prieur étant achevés, le Frere Hilarion Lavour lui succéda dans cette charge en 1662; & étant passé par la ville d'Alet pour se rendre à Caudiés, il salua M. l'Evêque d'Alet, sans lui parler d'autre chose, que du grand desir qu'il avoit de se bien acquitter de sa charge de Prieur; à quoi M. d'Alet ne manqua pas de le bien exhorter, comme étant la seule chose, après le soin de son propre salut, dont il dût rendre compte à Dieu.

Quelque temps après, étant venu revoir M. l'Evêque d'Alet, il lui demanda permission de quêter, & celle de prêcher & de confesser. Pour la permission de quêter, il lui en fit expédier le Man-

(a) [ Cette décision est contenue dans un Bref à M. d'Angers, du 29. Mars 1659. ]

VI. Clément sur le champ, comme il avoit fait les années précédentes ;

N°.IV. quoiqu'il eût tant de sujet de ne le pas faire. Mais pour ce qui est de la prédication, il lui répondit ; que n'y ayant que peu de temps qu'il étoit dans son Diocèse, il ne le connoissoit pas encore assez pour l'employer à cette fonction ; qu'il desiroit l'entendre prêcher, & qu'à cet effet, il le feroit avertir pour venir prêcher à Alet : que quant aux confessions, il n'étoit pas présentement nécessaire qu'il confessât à Caudiés, parce qu'il y avoit suffisamment de Confesseurs pour la ville, & que, dans les besoins, il l'approuveroit, à condition qu'il voulût recevoir une approbation limitée, conformément au Bref du Pape, envoyé à M. d'Angers en l'année 1659.

Un homme qui n'auroit eu pour but, dans l'administration de la parole de Dieu & du Sacrement de Pénitence, que la gloire de Dieu & le bien des âmes, auroit été fort content de cette réponse, & auroit attendu en paix que le Pere de famille l'appellât pour travailler à la vigne, en se disposant, par l'étude & par la prière, à se rendre digne d'un si saint emploi. Mais ceux qui regardent ces fonctions toutes divines d'un œil de mercenaires, qui ne mangent pas pour évangéliser, mais qui évangélisent pour manger, comme dit S. Augustin, croient qu'on leur fait une aussi grande injure, quand on ne les y emploie pas, que si on empêchoit un artisan d'exercer le métier qu'il a choisi pour gagner sa vie.

Le Frere Hilarion Lavour témoigna bien qu'il étoit possédé de cet esprit, & que bien loin de considérer avec tremblement ces ministères si terribles, & dont les plus éclairés & les plus habiles doivent craindre de ne se pas bien acquitter, il ne les recherchoit que comme un moyen de se procurer des commodités temporelles ; *vilius habens Evangelium, quam cibum*, comme dit encore le même Pere. Car, étant mal satisfait de cette proposition de M. d'Alet, au lieu d'attendre que ce Prélat, qui connoît si bien les besoins de son Diocèse, l'appliquât aux occasions où il jugeroit qu'il pourroit utilement servir les âmes, il prit le temps qu'il passoit par Caudiés, le 9 Octobre 1662, pour lui faire signifier un acte, par lequel, après avoir exposé, „ que, depuis cinq ans on ne confessoit ni ne „ prêchoit en leur Monastere, & que cela détournoit des aumônes „ considérables de leur Couvent, il le requéroit, tant pour lui que „ pour les Freres Devaux & Neblon, de leur permettre de confes- „ ser ; attendu, disoit-il, que, par l'application de leurs Provin- „ ciaux, ils avoient fait ces fonctions en plusieurs Diocèses, & qu'il „ avoit des raisons qui l'obligeoient en conscience à lui demander

„ cette grace ; dont la première étoit , l'honneur du S. Siège & VI. CL.  
 „ l'intérêt de son autorité , qui entend que les Religieux mendiants N. IV.  
 „ prêchent & confessent comme ses délégués , s'ils sont dûement  
 „ présentés par leurs Supérieurs aux Seigneurs Evêques , qui ne peu-  
 „ vent les rejeter sans offenser le S. Pere , si à l'examen , ils sont  
 „ jugés capables. La seconde , l'honneur de son Ordre , lequel se  
 „ trouve depuis quatre cents ans en possession de ce privilège. Et la  
 „ troisième , l'extrême pauvreté à laquelle étoit réduit le Monastere ,  
 „ par l'éloignement de tous ceux qui y faisoient du bien , lorsqu'ils  
 „ y venoient pour ouïr les prédications , & recevoir le Sacrement  
 „ de Pénitence. Protestant , que , si le dit Seigneur Evêque leur refu-  
 „ soit l'approbation qu'ils lui demandoient , lui & ses Religieux pas-  
 „ seroient outre , & qu'ils confessoient & prêcheroient dans leur  
 „ Eglise , & ailleurs s'ils en étoient requis ; parce qu'en cas de re-  
 „ fus , les privileges apostoliques & les Conciles leur donnent la  
 „ juridiction nécessaire pour absoudre valablement les fideles qui se  
 „ présentent à eux , & que c'étoit au dit Seigneur Evêque à prou-  
 „ ver , qu'ils ne peuvent licitement & valablement faire les dites fonc-  
 „ tions , & à se pourvoir pour cela où il jugera être fait ”.

M. l'Evêque d'Alet , sans s'émouvoir d'un tel discours , répondit avec sa modération ordinaire : qu'il ne refusoit pas de les examiner ; mais que c'étoit une affaire qui devoit être traitée en Congrégation , & qu'il partoît pour aller à S. Paul. A quoi ce Prieur repliqua : qu'il prenoit cette réponse pour un refus & que ce refus valant une approbation , lui & ses Religieux confessoient & prêcheroient.

En effet , ce Prieur ayant fait savoir par-tout qu'il s'en alloit prêcher , le Promoteur d'Alet lui fit signifier , le 10 du dit mois d'Octobre , la vingt-deuxième des Ordonnances synodales , qui porte ces termes : *Nous défendons sous peine de suspension , à tous les Ecclésiastiques Séculiers ou Réguliers , qui ont été approuvés de nous pour certain lieu ou certain temps , d'excéder en aucune façon les limites de leur pouvoir , & les termes de leurs approbations , conformément à la déclaration expresse des Assemblées générales du Clergé de France , & la décision que Notre Saint Pere le Pape Alexandre VII a donné cette* 1659  
 — *année , ayant été consulté sur ce fait.*

Mais rien n'étoit capable d'empêcher cet homme , qui étoit résolu , à quelque prix que ce fût , de faire insulte à son Evêque , pour se venger de ce qu'il ne l'avoit pas appliqué , assez tôt à son gré , à des emplois , dont , par cela même il se montroit si indigne , il eut donc la hardiesse de monter en chaire le 15 Octobre , cinq jours

VI. CL. seulement après l'audacieuse déclaration qu'il en avoit faite à M.

N°. IV. d'Alet, & nonobstant les défenses qui lui en avoient été signifiées : & après avoir discouru sur ce qu'il lui plut, avec assez de confusion & de désordre, il vint à la fin à ce qui étoit le principal but de cette Prédication séditieuse, qui fut d'avertir son Auditoire : „ Qu'on ne devoit pas s'étonner de ce qu'il avoit prêché malgré „ M. d'Alet ; qu'il y étoit obligé en conscience ; que les privilèges „ de son Ordre & les Conciles lui ordonnoient d'en user ainsi ; „ que le refus que le dit Seigneur Evêque avoit fait de l'approuver „ & ses Religieux, valoit une approbation ; qu'il répondoit, ame „ pour ame, de la validité des absolutions qu'ils donneroient ; que „ ceux qui contredisoient ou impugnoient leurs privilèges étoient, „ selon les Conciles, HÉRÉTIQUES, & que l'on savoit assez, que, „ depuis cinq ans, M. l'Evêque d'Alet les avoit contredits & impu- „ gnés ". D'où il laissoit tirer à ses Auditeurs la conclusion, qu'ils ne pouvoient pas ne point tirer, ayant un peu de sens commun, que ce Prélat étoit hérétique. Il dit encore : „ que les Conciles „ & les Papes avoient donné spéciale permission aux Religieux, de „ vaquer aux confessions & aux prédications, pour peu de savoir „ qu'ils eussent ; étant toujours plus capables, & ayant plus de lumière que les Recteurs & Vicaires que les Evêques établissent. „ Et pour donner à entendre que la morale qu'il vouloit suivre étoit „ bien différente de celle de M. l'Evêque d'Alet, il assura, que, de „ deux opinions probables, on pouvoit suivre en conscience celle „ qui agréoit le plus ”.

Ce discours scandaleux ayant été rapporté au Promoteur d'Alet, il crut qu'il étoit de son devoir de requérir qu'on en informât, comme en effet on en commença l'information ; dont ce Prieur ayant eu avis, & sa conscience lui reprochant ses excès, il appréhenda qu'on ne décrétât contre lui prise de corps : ce qui le fit retirer du Diocèse ; & s'en étant allé à Toulouse, où pour se mettre à couvert des justes poursuites qu'il s'attendoit bien qu'on feroit contre une si insolente prédication, il prit des Lettres de quadrimestre en la Chancellerie, pour être gardé dans l'appel qu'il interjeta à Rome, *omisso medio*, dans lesquelles on n'oublia pas d'avancer cette maxime fautive & erronée, qui est tout le fondement de son entreprise schismatique ; *qu'un refus valoit une approbation* : & en vertu de ces Lettres, il fit assigner le Promoteur d'Alet par devant le Sénéchal de Limoux, le 4 Décembre 1662.

Sur cet appel le Frere Hilarion Lavour se pourvut à Rome ; ce

qui étoit une nullité dans son appel, comme le Promoteur l'a de-VI. Et puis représenté à M. de Vabres; parce qu'il est expressement porté N°. IV. par le Concordat, au titre de *frivolis appellationibus*, que, lorsqu'il y auroit lieu d'appel, on ne pourroit le relever que devant le Supérieur immédiat, & qu'on ne pourroit pas même appeller au S. Siège sans passer par le Métropolitain. Mais, foulant aux pieds cette regle, il rapporta de Rome un Rescrit appellatoire, du 21 Février 1663, qu'il fit adresser à MM. les Evêques d'Albi, de Vabres & de Lavaur.

Ce Rescrit étoit libellé à *sententia definitiva, seu decreto definitivo per Ordinarium Electensem, seu ejus Officialem in prima instantia lata seu facto, quâ vel quo dictus Hilarionus, ad instantiam Promotoris fiscalis dictæ curiæ Episcopalis Electensis, sub prætextu contraventionis præcepti de non prædicando & eleemosynas quærendo, condemnatus reperitur in non nullis panis, non tamen corporis inflictivis.*

Et c'est ce qui rendoit ce Rescrit entièrement nul, le fondement en étant tout-à-fait faux, puisqu'il n'y a jamais eu de sentence rendue dans la Cour Ecclesiastique d'Alet, ni contre le dit Frere Hilarion, ni contre aucun de ses Religieux; ni pour avoir prêché contre la volonté de M. l'Evêque d'Alet, ni pour aucun autre sujet, & moins encore pour la quête, qu'ils ont toujours faite sans aucun trouble, sur les Mandemens qui leur en ont été accordés.

Le Frere Hilarion ayant reçu ce Rescrit sur cette insigne fausseté, il choisit M. l'Evêque de Vabres, comme celui de ces trois Prélats auxquels il étoit adressé, qu'il jugeoit le plus propre à autoriser ses injustes prétentions, sans se mettre en peine qu'il en étoit exclus par le droit, qui défend de prendre pour Commissaire, celui qui est éloigné de plus d'une ou deux journées de la demeure de celui qu'on fait assigner; car il y a plus de trois journées de Vabres à Alet. Mais, au lieu de prendre des Lettres pour y faire assigner le Promoteur, il se contenta de présenter à M. de Vabres une grande Requête, dans laquelle il étala de nouveau, avec une hardiesse inconcevable, sa prétention erronée. Car, reconnoissant qu'il avoit prêché contre les défenses qui lui avoient été signifiées de prêcher & de confesser, conformément aux Constitutions synodales, sous peine de suspension, il a l'insolence d'autoriser son attentat, en parlant à un Evêque, par cette énorme fausseté: *Que les SS. Conciles, ce sont ses termes, qui exigent cette soumission des Religieux, de se présenter aux Seigneurs Evêques, pour les requérir de vouloir donner leur approbation à faire les dites fonctions, permettent aux mêmes Religieux, de les faire après s'être*

VI. *El acquittés de ce devoir* au lieu que le Concile de Trente a ordonné N°. IV. expressément le contraire. Il conclusoit ensuite à la remise des informations, & à des défenses contre le prétendu Décret de prise de corps, qui ne fut jamais décerné: ce que ce Prélat lui accorda par son Ordonnance, mise au bas de cette Requête, & fit défenses au Promoteur d'Alet, sous peine d'excommunication, *ipso facto*, de rien faire ni attenter.

A la signification de cette Requête extraordinaire, le Promoteur, qui fut assigné, protesta de l'indue assignation, l'Ordonnance n'en portant point; & de l'indu recours à cet Evêque, la ville de Vabres, où avoit été donnée cette assignation, étant éloignée de trois journées & plus de celle d'Alet.

Cette réponse ayant fait prendre garde à ce Prieur, qu'il avoit mal commencé, il se pourvut de nouveau devers M. de Vabres, & en obtint des Lettres pour faire assigner, non seulement le Promoteur, mais encore M. l'Evêque d'Alet & son Official, contre toutes sortes de formes & contre les termes de son Bref. Mais personne ne s'étant présentée à cette assignation, parce que M. de Vabres étoit à Toulouse, & qu'elle étoit donnée à Vabres, le Vicaire Général de ce Prélat, se disant subdélégué, déclara défaut, le 9 Juin de la même année 1663, qui fut intimé le 16 du dit mois: ce qui obligea le Promoteur d'Alet d'envoyer pour lui à Vabres le Sieur Digeon, Avocat, qui, s'y étant transporté le 3 du mois de Juillet ensuivant, & n'y ayant trouvé ni l'Evêque, ni son Vicaire Général, il se présenta devers son Secrétaire, sans approbation ni de son Vicaire Général, ni de sa commission en elle-même, dont il retira acte. Et ayant appris que l'un & l'autre étoient à Toulouse, il s'y en alla; &, par avis de son conseil, il fit signifier à M. l'Evêque de Vabres, au nom du Promoteur d'Alet, un acte de déclaration d'appel, fondé sur l'acceptation qu'il avoit faite d'un Rescrit *extra duas dietas*, & de la subdélégation prétendue de son Vicaire Général.

Mais comme on apprit depuis, que le Rescrit du Frere Hilarion Lavour n'étoit fondé que sur une prétendue sentence définitive, rendue contre lui en la Cour Ecclésiastique d'Alet, & que ce grief n'étant ni vrai ni admissible, il étoit notoirement nul, on ne se mit pas en peine d'obtenir un nouveau Rescrit de Rome, & on crut que la chaleur de l'emportement de ce Frere Hilarion, ayant eu le temps de se refroidir, il seroit revenu à lui, & se déporteroit de lui-même d'un appel aussi frivole que le sien.

Néanmoins, au lieu de prendre ce parti, les quatre mois donnés au

Promoteur d'Alet pour relever son appel en Cour de Rome étant ex-<sup>VI. Cl.</sup>  
pirés, ce Religieux recourut derechef à M. de Vabres, & l'ayant trouvé <sup>N°. IV.</sup>  
à Toulouse, prit de nouvelles Lettres le 29 du mois de Février 1664,  
en reprise & continuation d'instance, qu'il fit signifier le 8 Mars.

Le Promoteur d'Alet s'étant trouvé au terme de l'assignation occupé à Albi pour une affaire très-importante (a), & M. l'Evêque d'Albi, devant lequel il agissoit, n'ayant pas jugé à propos qu'il quittât, s'offrit de prendre la peine d'écrire à M. de Vabres, pour lui obtenir une surséance de quelques jours : ce qu'ayant fait, ce Prélat lui récrivit le 28 ou le 29, du dit mois de Mars, en ces propres termes : *Qu'il n'étoit pas nécessaire que le Promoteur d'Alet allât à Vabres : que ses affaires y étoient faites : qu'il auroit justice, & qu'il y avoit plus de six mois qu'il avoit subdélégué.* Et quatre jours après, le même M. de Vabres, qui avoit assuré M. d'Albi que ce Promoteur n'avoit rien à faire à Vabres, rendit une sentence, par laquelle il le déclara *contumax*; & en peine de sa contumace, le suspendit de l'entrée de l'Eglise, jusqu'à ce qu'il eût remis au Greffe de Vabres des procédures qu'il n'avoit pas. Il est difficile de concevoir une plus grande supercherie que celle-là, & plus indigne d'un Evêque; & néanmoins ce ne fut pas là le plus grand excès de cette sentence. L'injure n'en retomboit que sur un particulier : il falloit en faire à toute l'Eglise, & que la puissance de tous les Evêques fût foulée aux pieds par un Evêque, en la personne de M. d'Alet. C'est ce que fit M. de Vabres par cette même sentence, lorsque, par un insupportable abus, il déclara qu'il approuvoit provisionnellement le dit Frere Hilarion, pour les prédications & pour les confessions dans le Diocèse d'Alet, & qu'il permettoit aux Freres Devaux & Neblon, de se présenter à l'examen, à l'effet des mêmes approbations, devant tel que bon leur sembleroit des Seigneurs Evêques de la Province; sans dire s'il l'entendoit de la Province Ecclésiastique de Bourges, dont Vabres relève, ou de la Guyenne, dans laquelle la ville de Vabres est située.

Si le Promoteur d'Alet n'avoit eu une déférence très-grande pour tout ce qui porte le nom de l'Eglise, il auroit pu n'avoir aucun égard à une sentence si insoutenable, & si notoirement nulle. 1°. Parce que, s'étant présenté, il ne pouvoit être traité de contumax qu'avec une manifeste injustice. 2°. Parce qu'il est contre les formes & le droit, de condamner un Promoteur à remettre des procédures qu'il n'a pas, & qui ne sont point en effet : car une information non décrétée ne

(a) C'étoit celle du Sieur de l'Estang Doyen d'Alet.

VI. CL. peut être appelée une procédure. 3°. Parce qu'il est encore plus injuste de l'y condamner, sous une peine aussi rude qu'est la suspension de l'entrée de l'Eglise, sans aucune monition ni commination précédente. 4°. Parce que cette sentence excédoit *finis mandati*; le Bref, quoique nul, pour avoir été obtenu *omisso medio*, & être fondé sur un faux exposé, ne donnant point pouvoir aux Evêques auxquels il étoit adressé, d'approuver pour les confessions & les prédications dans le Diocèse d'Alet; mais seulement de faire droit sur l'appel de la prétendue sentence de l'Official d'Alet, s'il y en avoit qui condamnât le dit Frere Hilarion. 5°. Parce que les Freres Devaux & Neblon n'étant pas seulement nommés dans ce Bref, c'étoit encore un plus grand abus à leur égard, de les renvoyer pour obtenir le pouvoir de prêcher & de confesser dans le Diocèse d'Alet, devant tel Evêque de la Province que bon leur sembleroit: ce qui est manifestement contraire aux Constitutions Apostoliques, & va à la ruine entiere de la discipline & de la hiérarchie. 6°. Parce que, quelque contumace qu'on pût alléguer contre le Promoteur d'Alet, il est certain que M. de Vabres n'étant Juge que par Commission, il ne pouvoit juger que suivant la commission, & au plus, renvoyer le Frere Hilarion absous, de la condamnation qu'il avoit exposée au Pape avoir été ordonnée contre lui par la sentence de l'Official d'Alet.

Mais quoique par toutes ces raisons (sans parler de la nullité de la commission en elle-même, pour n'être fondée que sur des faussetés manifestes) cette sentence fût nulle & de nulle valeur, le Promoteur, pour donner un exemple extraordinaire de soumission & d'obéissance, s'abstint de l'entrée de l'Eglise, même les fêtes de Pâques (car cette sentence lui fut signifiée le Vendredi Saint) & ayant fait expédier l'information non décrétée contre le Frere Hilarion, qui étoit remise au Greffe d'Alet dès le mois d'Octobre 1663, il la fit remettre, par extrait en forme, signé & scellé suivant le Règlement de l'Assemblée de 1606, & le style de la Province de Bourges, entre les mains du Secrétaire de M. de Vabres, en la présence de ce Prélat; lequel ayant pris & examiné cette procédure, qu'on ne peut appeller qu'improprement de ce nom, ne consistant qu'en une Requête, un bref *interdit*, & la déposition de quatre témoins, il leva l'interdit du Promoteur, & ordonna que les parties produiroient ce que bon leur sembleroit dans quinzaine.

Mais, au préjudice de la remise de cette procédure & de l'Ordonnance de cet Evêque, qui en avoit été content, comme il sembloit s'être dévoué à favoriser en toutes choses, à tort ou à droit, le Frere



aur, sur ce que ce Religieux révolté lui représenta impertinem- VI. Cl.  
 it, que cette procédure n'étoit pas dans la forme, & qu'il en fal- N°. IV.  
 remettre l'original, quoique cela fût contre l'ordre judiciaire,  
 tre le Règlement de la Province de Bourges, & contre celui du  
 gé de France, il s'avisa, sans raison & sans aucune utilité, mais  
 ement pour vexer le Promoteur, de l'interdire encore une fois de  
 trée de l'Eglise jusqu'à la remise des originaux : ce qui ne pou-  
 être ordonné en façon quelconque; puisque, par l'extrait de  
 procédure remise, il paroissoit que les originaux étoient au Gref-  
 l'Alet, & qu'il est inoui que l'appellé fasse remettre les procédures.  
 Le Promoteur néanmoins, appuyé sur la justice de sa cause, souf-  
 encore cette injustice; & ayant fait expédier cette procédure en  
 final, le 14 Mai, il la fit porter à Vabres, par le même sieur  
 eon, qui, s'y étant rendu le 17, n'y trouva ni M. de Vabres, ni  
 Secrétaire, & fut obligé d'y demeurer jusqu'au 29, que le sieur  
 nhette, soi-disant Commis du Secrétaire, reçut la procédure.  
 ès quoi M. de Vabres ayant fait élection de tribunal en la ville  
 Toulouse, avec le consentement des Vicaires Généraux, c'est là  
 la rendu, le 8 Juillet 1664, une des plus exhorbitantes & des  
 injustes sentences qui aient été rendues par aucun Evêque,  
 en avoir pu être retenu, ni par les fins de non procéder &  
 non recevoir, qui lui furent représentées, & qui étoient indubi-  
 es & manifestes, ni par les raisons du fond, qui lui furent aussi  
 posées, quoique sans approuver sa commission, qui ne pouvoient  
 plus claires & plus décisives, contre les prétentions schismati-  
 s du Frere Lavour, que ce Prélat n'a point eu honte d'autoriser.

3. *De la dernière Sentence de M. de Vabres, & des injustices  
 qu'elle contient.*

Le Frere Hilarion Lavour ayant appelé d'une sentence qu'il sup-  
 oit faussement avoir été rendue contre lui par l'Official d'Alet,  
 e que le Bref qu'il avoit obtenu sur cette fausseté étoit nul par  
 Chapitre *super litteris, da Rescriptis*, il ne donnoit point d'autre  
 voir aux délégués, que d'infirmer ou de confirmer cette sen-  
 e, s'il y en avoit eu aucune. Mais M. l'Evêque de Vabres, fer-  
 it les yeux à tout cela, s'attribuant un pouvoir de juger dans  
 cause dans laquelle on lui avoit fait voir, qu'un Rescrit mani-  
 ement subreptice ne lui en donnoit aucun, & foulant aux pieds  
 es les loix de l'Eglise; au lieu d'ordonner qu'on poursuivroit

**VI. Cl.** l'information commencée contre le Frere Lavour, afin que s'il se  
**N°.IV.** trouvoit que ce que les témoins avoient déposé contre lui fût vé-  
 ritable, on le punit, selon les Canons, de la plus haute insolence  
 qu'un Religieux puisse commettre contre un Evêque, il n'a eu que  
 des graces à lui départir, pour récompense de sa témérité crimi-  
 nelle. Il avoit entrepris de prêcher & de confesser malgré M. l'Evê-  
 que d'Alet : & c'est ce qu'il lui a accordé. *Nous approuvons, dit-il,*  
*pour les prédications & confessions dans le Diocèse d'Alet, le dit Frere*  
*Hilarion Lavour, ayant été ci-devant par nous examiné; faisant inhi-*  
*bitions & défenses au dit Promoteur, & à tous autres que besoin sera,*  
*de à ce lui donner aucun trouble ni empêchement, sur peine d'excom-*  
*munication IPSO FACTO.* De sorte que, si on en croit M. l'Evêque  
 de Vabres, M. l'Evêque d'Alet auroit beau se sacrifier, comme il  
 fait, dans les travaux continuels de sa charge pastorale, pour répa-  
 rer les ruines du Temple de Dieu, qui est l'Eglise, il ne laisseroit  
 pas de se trouver excommunié; c'est-à-dire, retranché lui-même de  
 l'Eglise, comme un membre pourri & gâté, s'il n'abandonnoit à ce  
 mercenaire, qui l'a traité d'hérétique en pleine chaire, & qui avoue  
 assez franchement, que ce qui le porte à prêcher & à confesser est,  
 que sans cela il ne trouve pas de quoi manger à son gré; s'il n'a-  
 bandonnoit, dis-je, à un homme fait de cette sorte, la conduite  
 des ames dont Dieu lui demandera compte.

Cela ne suffit pas à M. de Vabres. Ce ne lui est pas assez d'avoir  
 envoyé un seul loup pour ravager la bergerie de ce vigilant Pas-  
 teur; il lui donne deux compagnons pour y mieux réussir. Son  
 Rescrit, tout nul qu'il est, ne parloit en aucune sorte des Freres  
 Devaux & Neblon; & ainsi ce ne peut être que par quelque puis-  
 sance extraordinaire & prophétique, qu'il entreprend de donner en-  
 core mission à ces deux Réguliers dans le Diocèse d'Alet : &, ce qui  
 est encore plus, de transmettre ce pouvoir à tous les Evêques de la  
 Province, qu'il leur plairoit de choisir, pour se faire envoyer par  
 eux dans une moisson étrangere. *Et à l'égard, dit-il, des Freres De-*  
*vaux & Neblon, Prêtres & Religieux du dit Couvent de Caudiès,*  
*Ordre susdit de S. Augustin, leur avons permis & permettons*  
*de se présenter devant tel de Nosseigneurs les Evêques de la Pro-*  
*vince que bon leur semblera, pour leur demander & obtenir sem-*  
*blable approbation, si fait n'a été, ou si mieux ils n'aiment se présen-*  
*ter à ces fins devant nous.* Il paroît par cette clause, quelle attache  
 ce Prélat a eu de soutenir en définitive, ce qu'il avoit ordonné  
 par provision, quelque irrégulier qu'il pût être. Car quoiqu'on l'eût

averti de l'équivoque du mot de Province, il ne lui a pas plu de VI. Cl. l'éclaircir. On lui avoit dit que Vabres étant suffragant de Bourges, N°. IV. & dans la Guyenne, le mot de Province, dans la sentence provisionnelle, signifioit celle de Bourges selon l'usage de l'Eglise, & la Guyenne selon le civil; ce qui étoit tout-à-fait bizarre dans cette affaire. Car Alet étant de la Province de Narbonne, s'il y eût eu lieu de renvoyer ces Religieux du Diocèse d'Alet aux Evêques de quelque Province, pour être approuvés, ç'auroit dû être à ceux de la Province de Narbonne, & non pas à ceux de la Province de Bourges ou de Guyenne, qui n'ont aucune liaison particulière avec Alet, ni pour l'Eglise ni pour le civil. La seconde sentence étant rendue à Toulouse, c'est encore une nouvelle équivoque : car on ne fait si cette clause étant prise de la première sentence, le mot de Province se doit entendre de la Province de Bourges, comme dans la première qui a été rendue à Vabres, ou de celle de Toulouse, à cause qu'il avoit choisi son tribunal en cette ville-là, pour y rendre la seconde.

Néanmoins, par-tout où il eût envoyé ces Religieux chercher leur approbation, ç'auroit toujours été par une entreprise illégitime & contraire aux saints Canons. Et c'est ce que lui-même semble avoir bien reconnu, quoique quelque secrète cause l'ait fait passer par dessus ses lumières. Car à quoi peut-on attribuer qu'à un remords de sa conscience, ce qu'il ajoute pour arrêter les pernicieux effets de cette permission schismatique : *sans néanmoins tirer à conséquence pour les autres Religieux à l'avenir. Quid temet ipsum censurâ circumvenis ?* Si cette permission est bonne & conforme aux règles de l'Eglise, pourquoi craint-il qu'on ne la tire à conséquence ? Et si elle y est contraire, pourquoi la donne-t-il ? Est-ce que ces trois Réguliers sont d'un mérite si éminent, qu'il leur falloit faire des grâces extraordinaires, qu'il ne seroit pas juste de communiquer à d'autres, dont la suffisance seroit plus commune ? Mais outre que la vertu, quelque rare qu'elle pût être, ne donne point de juridiction, & que ce seroit une erreur que de le prétendre, tout ce qu'il y a de singulier en ces Religieux est, qu'ils ont témoigné avoir grand peur que le revenu de la quête ne diminuât, & que leur Prieur s'est signalé, par une des plus impudentes prédications que jamais Régulier ait osé faire, contre les droits de l'Episcopat, & l'honneur d'un très-bon Evêque. Est-ce que M. l'Evêque d'Alet est si négligent à faire instruire son peuple, & à lui donner des Confesseurs éclairés & zélés pour le bien des âmes, qu'il

VI. Cl. ait fallu passer par dessus toutes les Loix de l'Eglise, pour suppléer à N°. IV. une si extrême négligence ; mais qu'envers tout autre Evêque que lui, il ne faudroit pas user d'un tel procédé ? Ce devroit être là le prétexte de l'outrage qu'on lui a fait, d'envoyer des gens sans mission, & contre son gré, prêcher & confesser les peuples dont Dieu l'a chargé. Mais le mal est pour M. de Vabres, qu'il n'y a peut-être point de Prélat au monde qui méritât moins d'être traité de la sorte que M. d'Alet ; puisque les soins de cet excellent Pasteur pour la nourriture spirituelle de ses brebis, & pour la guérison de leurs maladies, sont tout-à-fait extraordinaires.

On auroit cru que M. de Vabres n'eût plus rien eu à accorder à ces Religieux révoltés, qu'il envoyoit prêcher & confesser dans le Diocèse d'Alet : mais, comme ils ne regardoient ces fonctions que comme un moyen de faire valoir la quête, le plus grand sujet de leur plainte, de ce qu'ils n'y étoient pas employés, ayant été, que sans cela la quête n'alloit pas si bien qu'ils eussent voulu, l'importance étoit de bien établir cette quête, sans quoi tout le reste leur eût été bien indifférent. Et c'est aussi ce qui n'a pas été oublié dans cette sentence. *Comme aussi, dit M. de Vabres, avons permis & permettons aux dits Religieux de Caudiés, Ordre de S. Augustin, de faire la quête dans toute l'étendue du Diocèse d'Alet.* On peut dire que cette permission est la dernière dans l'ordre de cette sentence ; mais que c'est la première dans l'intention de ceux qui l'ont obtenue, suivant la maxime des Philosophes : *que la fin est ce qui est le premier dans l'intention, & le dernier dans l'exécution.* C'est néanmoins sans fondement, que ces Freres se sont fait donner le droit de quêter par une personne qui n'en avoit pas le pouvoir, puisque M. d'Alet le leur avoit toujours accordé, & qu'ils l'avoient toujours fait sur ses Mandements. Mais ils s'étoient engagés, par leur Rescrit, à faire cette demande, parce qu'ils l'avoient obtenu par cette fausseté honteuse, qui le rend nul, que le Frere Lavour étoit appellant d'une sentence par laquelle il avoit été condamné en quelque peine, pour avoir contrevenu à une Ordonnance de ne point quêter. Et comme les faussetés & les impostures étoient les seuls moyens qu'ils pouvoient avoir pour décrier la conduite de M. d'Alet, ils en ont employé ici une tout-à-fait étrange. Car voulant faire passer M. d'Alet pour une personne impitoyable envers les pauvres, qui leur a refusé la permission de quêter, ce Frere Lavour, pour le prouver, renvoie dans son Inventaire à des Arrêts du Conseil & du Parlement de Toulouse, produits sous la Cotte FF, & il dissimule que ces Arrêts sont de 1645, seize ou dix-sept ans avant cette contestation : au lieu

qu'on lui a produit le Mandement de M. d'Alet de 1662, qu'il rap- VI. Cl. porta, suivant l'usage du Diocèse, pour avoir celui de 1663, & le N°.IV. certificat de l'Archiprêtre de Caudiés, qui témoigne, que les Freres Augustins du Couvent du dit Caudiés, ont fait la quête l'année 1663 & 1664, dans les trente-trois Paroisses de son Archiprêtré, sur des Mandements de M. l'Evêque d'Alet. Une si honteuse fausseté ne méritoit-elle pas une punition exemplaire ?

Mais M. l'Evêque de Vabres n'étoit en disposition que de justifier les coupables & de condamner les innocents ; en voici encore une marque bien surprenante. Il est défendu par les Ordonnances, & en particulier par l'Edit du mois d'Octobre 1625, de condamner les Promoteurs aux dépens, sinon en cas de calomnie manifeste, comme on ne condamne pas aux dépens les Procureurs du Roi : ce qui a été confirmé par plusieurs Arrêts du Conseil. On ne pouvoit donc pas, dans cette affaire, condamner le Promoteur d'Alet aux dépens sans violer les loix ; puisque bien loin de pouvoir être convaincu d'une calomnie manifeste, dans une cause où il ne faisoit que soutenir les droits les plus essentiels de l'Episcopat, c'étoit sa partie qui s'en étoit rendue coupable, en n'obtenant son Rescrit que sur des faussetés & des mensonges. Mais M. de Vabres se soucie aussi peu des Ordonnances Royales que des Canons de l'Eglise. Il se croit le maître de tout, quand il s'agit de favoriser les ennemis de son caractère : & c'est pourquoi, sans se mettre en peine ni d'Edits ni d'Arrêts, nous avons, dit-il, *condamné & condamnons le dit M. Vincent Ragot, Promoteur du Diocèse d'Alet, aux dépens de l'instance, iceux modérés à trois cents livres.* Et parce qu'il n'a pas jugé à propos de faire gratuitement une si grande injustice, & qu'il a eu peur d'en être mal payé par ces Freres Mendians ; il condamne encore le Promoteur à trente écus pour ses épices, qu'il appelle *la taxe pour la visite du Procès, y compris l'acte du Conseil.* Et il entend, que le dit Ragot, Promoteur, sera contraint au paiement de la dite somme de trois cents livres de dépens & de trente écus du rapport ; & ce, par saisie de ses biens, vente & délivrance d'iceux, & autres voies de droit, avec l'imploration du bras séculier.

Voilà ce que contient cette sentence du 8 Juillet 1664, sur les différens entre M. l'Evêque d'Alet & le Promoteur de son Eglise, & les Freres Augustins de Caudiés. Il est difficile de juger si elle est, ou plus honteuse à celui qui l'a rendue, qu'une basse complaisance pour les ennemis de la hiérarchie a porté à trahir, pour les contenter, les intérêts de son caractère ; ou plus préjudiciable à l'Eglise, dont elle

**VI. Cl.** renverse les plus saintes loix ; ou plus injurieuse à l'Episcopat , dont  
**N°. IV.** elle renverse les droits les plus importants ; ou plus outrageuse à un bon Evêque , qu'elle fait passer pour un Pasteur négligent ou incapable de sa charge , à qui il faudroit envoyer des ouvriers malgré lui , pour suppléer à sa négligence ou à son incapacité ; ou plus fausement indulgente envers des coupables , à qui elle donne des privilèges exorbitants & illégitimes , au lieu de la punition exemplaire qu'ils auroient dû recevoir pour leurs excès ; ou enfin , plus injuste envers le défenseur de l'autorité des Evêques , qu'elle condamne à porter la peine de la folle entreprise de ces Réguliers rebelles & insolents , en payant les dépens de leur procédure , & les épices de Monseigneur le Commissaire.

*S. 4. Que rien ne fait mieux voir l'injustice de cette sentence de M. l'Evêque de Vabres , que les Conclusions de son Promoteur , sur lesquelles elle a été rendue.*

On pourroit peut-être croire , que M. de Vabres a eu des raisons bien particulières de rendre une telle sentence , qui paroît d'elle-même si contraire à tout droit & à toute justice. Et ainsi , pour ne le pas condamner légèrement , il est bon de considérer les Conclusions de son Promoteur , sur lesquelles il l'a rendue , afin de juger s'il a eu quelque grand sujet de s'écarter des regles communes , en faveur de ces Religieux de Caudiés ; de sorte que ce qui paroîtroit injuste envers tout autre , ne le soit pas à leur égard. Mais c'est ce qui fera connoître encore davantage l'iniquité de cette sentence.

Ce Promoteur après avoir rapporté le fait de la même sorte qu'on l'a ci-devant représenté , réduit cette cause à cinq chefs.

*Car il s'agit , dit-il , 1°. Si le dit Frere Hilarion a pu légitimement prêcher dans son Eglise , pour avoir demandé l'approbation au Seigneur Evêque Diocésain , sans l'avoir obtenue ?*

*2°. Si ayant prêché , & prétendant le Promoteur du dit Alet l'avoir fait sans permission , même d'avoir prêché des erreurs & calomnié le dit Seigneur Evêque d'Alet , il a pu , s'agissant de son intérêt , commettre pour informer , & faire le procès (a) au dit Hilarion , de son autorité ?*

*3°. Si , n'y ayant eu que commission & information seulement , le dit Hilarion*

(a) M. d'Alet se trouvant en visite , commit seulement pour informer ; & non pour faire le Procès.

*Hilarion ayant exposé qu'il y avoit sentence, il est recevable en son appel VI. Cl. ou non?* N°. IV.

4°. Si le dit Frere Hilarion ayant, avec ses deux Religieux, requis deux fois le dit Seigneur Evêque d'Alet de les examiner, & ensuite approuver, & les ayant refusés de ce faire, vous devez les approuver, ou leur permettre de se retirer par devant tel autre Seigneur Evêque que bon leur semblera?

5°. Si vous devez casser les informations faites contre le dit Frere Hilarion, ou le renvoyer par devant le Seigneur Evêque d'Alet?

Les sujets de la contestation ne sont pas mal proposés. Il ne reste donc plus qu'à écouter comment il les résout.

Pour le premier, dit-il; savoir si le dit Frere Hilarion a pu prêcher dans son Eglise, sans la permission du dit Seigneur Evêque, quoiqu'il la lui eût demandée, il semble avoir en cela contrevenu au Concile de Trente, & qu'il mériterait, à raison de ce, correction. Mais comme elle n'est pas demandée par sa partie, & qu'il n'en a pris dans tout le cours du procès aucunes conclusions, il semble qu'il ne doit être rien prononcé sur ce chef.

Il est difficile de rien concevoir de plus étrange qu'une telle conclusion, après un tel aveu. Car il paroît par la confession de ce Promoteur qu'il est demeuré pour constant à Vabres, que ce Frere Hilarion n'a pu prêcher dans son Eglise, contre la défense de M. d'Alet, quoiqu'il lui en eût demandé la permission. Il paroît qu'on y a reconnu, qu'il n'a pu faire une telle entreprise sans violer les Canons & contrevenir au S. Concile de Trente: & il paroît enfin, qu'il avoit mérité, selon les loix de l'Eglise, d'être puni pour cet attentat.

Le Promoteur d'Alet a donc été obligé, par le devoir de sa charge, d'en demander la réparation. Et si l'Official d'Alet avoit rendu sa sentence, & soumis ce Religieux à quelque peine, cette sentence auroit été juste; puisque son entreprise méritoit correction, par la propre confession de ce Promoteur de Vabres. C'a donc été un double crime à ce Religieux révolté: l'un, de mentir impudemment au Pape, en supposant qu'on avoit rendu contre lui une sentence dont il se portoit pour appellant: l'autre, de se plaindre de cette sentence, comme étant injuste; puisqu'elle auroit été très-juste si elle avoit été rendue. Donc M. de Vabres devoit, en toutes façons, débouter ce Religieux d'un appel si frivole, & le renvoyer à M. d'Alet; puisque, d'une part, il avoit appelé d'une sentence qui n'étoit point, & que, de l'autre, par l'aveu de son Promoteur, méritant correction pour son attentat, il n'auroit pas dû en appeler, quand même il auroit été effectivement

VI. Cl. puni ; l'appel , qui est de soi odieux , ne devant être souffert que pour  
N°. IV. être un remède à l'innocence que l'on voudroit opprimer , & non pas  
pour empêcher la punition des coupables.

Voilà les conséquences naturelles que ce Promoteur de Vabres devoit tirer de la premiere réflexion qu'il fait sur ce procès : *Que le Frere Hilarion , ayant prêché contre la défense de M. d'Alet , a contrevenu au Concile de Trente , & méritoit , à raison de ce , correction.* Mais, par un aveuglement prodigieux , il en a tiré une toute contraire ; *qu'il ne falloit rien prononcer sur ce chef* : c'est-à-dire , qu'il falloit laisser un tel excès impuni ; parce , dit-on , que le Promoteur d'Alet n'a pas demandé qu'il fût puni.

Jamais rien ne fut plus impertinent que cette raison. Car 1°. le Promoteur n'avoit garde de demander à M. de Vabres la punition du Frere Hilarion , puisqu'il n'a point reconnu M. de Vabres pour Juge ; prétendant , & avec raison , que son Bref étoit nul ; & de plus , que Vabres étant éloigné d'Alet de plus de trois journées , il n'avoit point dû l'accepter : & par conséquent , ou ce Prélat devoit se défiliter , ou s'il vouloit juger nonobstant son incompétence , il ne devoit pas s'arrêter à ce que lui demandoit le Promoteur contre le Frere Hilarion ; puisqu'il ne lui demandoit rien , ne le reconnoissant pas pour Juge ; mais punir ce Religieux selon que le méritoit son entreprise téméraire & schismatique , par l'aveu de son Promoteur.

2°. Quoique le Promoteur d'Alet n'eût point pris de conclusion devant M. de Vabres , pour faire châtier le Frere Hilarion , parce qu'il n'avoit conclu devant ce Prélat qu'aux fins de non procéder & de non recevoir , néanmoins le fondement du procès étant la requisition qu'il avoit faite à M. d'Alet , d'informer contre lui , M. de Vabres ne pouvoit pas ignorer qu'il ne prétendit le faire punir. Pourquoi donc ne l'a-t-il pas fait , son Promoteur même avouant qu'il étoit coupable , & qu'il méritoit correction ?

3°. Tant s'en faut que M. de Vabres n'eût rien à prononcer sur ce chef , que c'étoit sur ce chef seul qu'il avoit à prononcer. Car le Bref en vertu duquel il agissoit , supposant que le Frere Hilarion étoit appellant d'une sentence , qu'il disoit avoir été rendue contre lui , & l'avoir condamné à quelque peine , pour avoir prêché sans la permission de M. d'Alet , il n'avoit donc qu'à juger , si en effet il avoit mérité d'être puni. Or son Promoteur l'avoue dans ses conclusions. Il n'y a donc rien de plus ridicule que de dire , comme il fait en même temps , que son Evêque *n'avoit point à prononcer sur ce chef.*

Ce qu'il dit sur le second & sur le cinquiente chef , qu'il joint en



semble, n'est pas moins déraisonnable. Le second étoit, si M. d'Alet VI. Cl. avoit pu commettre pour informer contre le Frere Hilarion, s'agissant N°. IV. de son intérêt? Et le cinquieme, si M. de Vabres devoit casser l'information? Il répond hardiment, que *ce Prélat la devoit casser; attendu, dit-il, que le Seigneur Evêque d'Alet a donné commission pour la faire: ce qui ne se pouvoit, s'agissant de son intérêt.* Voilà une nouvelle Jurisprudence, & bien favorable à tous ceux qui voudront s'élever avec insolence contre l'autorité des Evêques, puisqu'ils s'exempteront par là de leur juridiction, si nous en croyons le Promoteur du Diocese de Vabres. Mais il ne fait ce qu'il dit. Il y a bien de la différence entre les intérêts personnels, comme pourroit être une cause pécuniaire, & les intérêts de la dignité, comme est la défense des droits de l'Episcopat. Un homme ne doit pas être Juge en sa propre cause dans les premieres sortes d'affaires; mais tout Magistrat l'est dans les dernieres, selon ces termes exprès de la Loi: *Omnibus Magistratibus non tamen Duum-viris, secundum jus potestatis suæ, concessum est jurisdictionem suam defendere. pœnali judicio. Leg. Unic. DD. Si quis jus dicenti non obtemperaverit.* Or ce n'étoit point la personne de M. d'Alet en particulier, que le Frere Hilarion avoit offensée par sa prédication scandaleuse; c'étoit sa dignité qu'il avoit violée; c'étoit son autorité qu'il avoit foulée aux pieds en prêchant contre sa défense: ce que le Promoteur de Vabres avoue être une contravention au Saint Concile de Trente. Que s'il eut la hardiesse de le faire passer pour hérétique, en disant que tous ceux qui s'opposent à leurs privileges sont hérétiques, & que ce Prélat s'y opposoit depuis cinq ans, il est visible que cette injure retombe encore sur la dignité de M. d'Alet, plutôt que sur sa personne; puisqu'il ne mettoit cette hérésie prétendue, qu'en ce que cet Evêque soutenoit les droits de son caractère.

Il est donc inoui qu'on ait jamais disputé aux Evêques, en de telles occasions, le pouvoir de réprimer de semblables insolences, sous prétexte qu'il s'y agit de leurs intérêts. Et c'est ce qui a été expressément décidé par le Pape Innocent X, dans le Bref d'Angéopolis. [du 14. Mai 1648] Car cet Evêque ayant demandé: *Si l'Evêque peut procéder contre les Réguliers qui écoutent les confessions des Séculiers dans son Diocese sans son approbation, ou contre les Prédicateurs qui prêchent dans leurs propres Eglises, ou dans les autres, sans le congé de l'Evêque, en leur interdisant le dites fonctions, & en les châtiant par Ordonnances & autres remèdes de droit;* il lui fut répondu en ces termes: *Que l'Evêque, en vertu de la Bulle du Pape Grégoire XV, d'heureuse mémoire, qui commence par ces mots, Inscrutabili Dei providentia, peut, comme*

VI. Cl. Délégué du Siege Apostolique, interdire l'administration du Sacrement de N°. IV. Pénitence, & la fonction de prêcher aux dits Régaliens, qui écoutent les confessions des personnes séculières sans l'approbation de l'Evêque du lieu, ou qui prêchent dans les Eglises de leur Ordre, sans lui avoir demandé auparavant sa bénédiction; ou dans les autres Eglises sans sa permission; ou dans les Eglises mêmes de leur Ordre contre sa défense, & qu'il peut les châtier & les punir par les remèdes de droit.

Et il paroît encore, par le même Bref, que les Jésuites ayant fait la même question de leur côté: Si l'Evêque peut procéder par Censures contre les Religieux exempts, lorsqu'ils lui désobéissent touchant le Ministère d'ouir les confessions, ou de prêcher la parole de Dieu, il leur fut répondu qu'il le pouvoit. Que s'ils peuvent même en être Juges, à plus forte raison peuvent-ils au moins commettre pour en juger, ou seulement pour en informer, ce qui est encore bien moins. Or c'est tout ce qu'a fait M. d'Alet contre ce Frere Hilarion. Le scandale qu'il avoit causé ne se pouvant souffrir, & le Promoteur lui en ayant porté ses plaintes, parce qu'il se trouva sur les lieux, il commit le Théologal de son Eglise Cathédrale, qui étoit aussi pour lors dans Caudés, pour en informer. Qu'y a-t-il en cela qu'il n'ait pu faire, puisque même il ne devoit pas encore supposer comme certain qu'il eût parlé contre lui? Et n'est-ce pas la prétention du monde la plus déraisonnable, de vouloir qu'en cela il ait passé son pouvoir, & que ce soit une raison suffisante pour casser cette information, sans l'examiner davantage?

Mais quand M. de Vabres auroit cru, quoique sans raison, que ce n'auroit pas été à M. d'Alet à faire informer, il auroit donc fallu faire une autre information; puisqu'il n'étoit pas raisonnable qu'une entreprise si criminelle, & que son Promoteur avouoit être une contravention manifeste au Saint Concile de Trente, demeurât sans correction. Pourquoi donc s'est-on contenté de casser celle qui avoit été faite, sans pourvoir d'une autre sorte à la réparation de ce scandale? Rien pouvoit-il montrer davantage l'abus de cette sentence, qu'une telle dissimulation?

Le troisième point est, de savoir si le dit appel, qui suppose une sentence qui n'a point été rendue, est recevable. Il répond qu'oui; parce qu'il y avoit grief: ce qu'il prouve premièrement, par ce qui vient d'être réfuté, que la partie du Frere Hilarion étoit son Juge: & en second lieu, parce que, sur une certaine déclaration de Sergent, le Frere Hilarion a pu croire qu'il y avoit Décret de prise de corps. Mais tout cela n'empêche pas qu'il n'ait exposé faux au Pape, quand il lui a supposé qu'il y avoit une sentence définitive, dont il appelloit:

Ce qui rend son Bref nul, par le chapitre *Super litteris, de Rescriptis*; VI. CL. parce que c'est une fausseté, qu'il avoit malicieusement avancée, ne N°. IV.; pouvant pas dire, qu'il croyoit de bonne foi qu'on eût rendu contre lui une sentence définitive. Or il est ordonné en termes exprès dans ce Décret d'Innocent III: *Ut hi qui per fraudem vel malitiam, falsitatem exprimunt vel supprimunt veritatem, in suæ perversitatis pœnam nullum ex his litteris commodum consequantur.*

Mais même il est faux qu'il y eût aucun autre grief. Le premier, que M. d'Alet étoit Juge en sa propre cause, étant imaginaire & frivole; & le second, qu'il y avoit un Décret de prise de corps, étant aussi contraire à la vérité que celui de la sentence définitive: & la prétendue déclaration du Sergent étant impertinente pour prouver qu'il y en avoit un, puisque le Promoteur d'Alet a répondu très-sincèrement & très-judicieusement à cette preuve ridicule, qu'il avoit parlé à un Sergent, pour savoir s'il voudroit bien exécuter un Décret de prise de corps contre le Frere Hilarion: non pas qu'il l'eût encore; mais parce qu'il s'assuroit de l'obtenir bientôt dans un cas aussi atroce que celui-là. Et enfin, c'est une chose honteuse & tout-à-fait de mauvaise foi à ce Promoteur de Vabres, de s'être arrêté à cette foible conjecture; puisqu'il avoit entre les mains l'original des informations, qui faisoit voir qu'elles n'avoient point été décrétées. Et c'est encore une autre mauvaise foi à ce Promoteur, d'avoir dissimulé une autre nullité de cet appel, proposée par celui d'Alet; d'avoir été relevé immédiatement à Rome, sans avoir passé par le Métropolitain: ce qui est expressément défendu par le Concordat.

Le quatrième point est, de savoir si M. de Vabres devoit permettre à ce Frere Hilarion, & à deux de ses compagnons, de prêcher & de confesser dans le Diocèse d'Alet. Et ce Promoteur conclut qu'oui, sans en apporter d'autre raison, sinon qu'ils s'étoient présentés deux fois à M. d'Alet, & qu'ils en avoient été refusés. Le bon sens en auroit fait tirer une conclusion toute contraire; puisqu'il auroit fait juger, que si un Evêque aussi sage & aussi éclairé que M. d'Alet, & qui connoît si parfaitement les besoins de son Diocèse, n'avoit pas trouvé à propos de donner à ces Religieux la permission qu'ils lui avoient demandée, de prêcher & de confesser, il falloit qu'il en eût de bonnes raisons: & qu'ainsi ce seroit une témérité inexcusable à un autre Evêque, qui ne fait point les causes de ce refus, d'envoyer, contre son gré, dans la moisson que le Pere de famille a confiée à ses soins, des ouvriers dont il n'a pas jugé se devoir servir; comme s'il n'en étoit pas meilleur Juge qu'un étranger, ou qu'il fût en réputation de

VI. CL. s'acquitter si mal de ses devoirs, que d'autres fussent obligés de suppléer à sa négligence.

Mais de plus, ce Promoteur supposoit très-faussement, que son Prélat avoit le pouvoir de faire ce qu'il n'auroit pas dû faire quand il l'auroit eu; savoir, de permettre à ces Religieux de prêcher & de confesser dans le Diocèse d'Alet. Car ce prétendu pouvoir n'auroit pu être fondé que sur son Bref. Or, sans alléguer maintenant ce qui a été allégué par les Evêques de France dans des Conciles, que le Pape ne pouvoit ni absoudre ni faire absoudre leurs Diocésains sans leur permission; & laissant à part ce que le Pape auroit pu ou n'auroit pas pu dans cette rencontre, il est clair que le Bref ne donnoit à M. de Vabres aucun pouvoir d'accorder ces permissions. Et on fait assez que ces commissions sont *stricti juris*; & qu'ainsi, se devant interpréter à la rigueur, elles ne donnent de pouvoir qu'autant qu'il est exprimé par les propres termes du Rescrit, & non plus. De sorte que n'étant point dit dans celui de M. de Vabres, qu'il pourroit permettre à ces Religieux de prêcher & de confesser dans le Diocèse d'Alet, il n'a pu le leur permettre, sans une entreprise qui est encore plus inexcusable au regard des Freres Devaux & Neblon; puisque n'étant pas seulement nommés dans le Bref, il n'a pu les comprendre dans sa sentence, que par une autorité patriarchale, & plus que patriarchale, qu'il s'est attribué à lui-même, de pourvoir à sa fantaisie aux prétendus besoins du Diocèse d'Alet.

Enfin on peut ajouter encore une circonstance, tirée des conclusions de ce Promoteur, qui fait voir, que quand M. de Vabres auroit eu une légitime autorité d'envoyer ce Frere Hilarion prêcher & confesser dans le Diocèse d'Alet, il n'auroit pu en user comme il a fait, sans donner à connoître à tout le monde, la basse idée qu'il a d'un ministère aussi divin, qu'est celui d'annoncer aux peuples la parole de Dieu. Car, par l'aveu de son Promoteur, ce Frere Hilarion étoit coupable d'une entreprise criminelle, pour avoir prêché contre le gré de M. d'Alet, comme aussi pour avoir avancé en pleine chaire, & depuis encore en plusieurs de ses écritures, cette maxime erronée : *Que le refus des Evêques vaut approbation*. Ce Promoteur reconnoît, qu'il méritoit correction pour cette contravention au Concile de Trente; mais que sa partie ne l'ayant pas demandée, M. de Vabres n'avoit pas à prononcer sur ce chef. On a fait voir combien cela étoit ridicule. Mais que M. de Vabres ait eu, ou n'ait pas eu à prononcer sur ce chef, ce Frere Hilarion n'en étoit pas

moins coupable. Car un crime n'en est pas moins crime pour être VI. Cc. impuni; & on peut dire même, que celui qui l'a commis en est N°.IV. plus chargé quand il n'en a point reçu de punition. Il faut donc que M. de Vabres considère le ministère de la parole, qui est une fonction si divine, que les Apôtres se l'étoient particulièrement réservée, comme un métier profane, qui peut être indifféremment exercé par les bons & par les méchants, pourvu qu'ils sachent précisément ce qui regarde ce métier. Il faut qu'il ait cru de même, que nulle vertu, nulle piété n'étoit requise pour parler au peuple de la part de Dieu, & lui inspirer l'amour, aussi-bien que la connoissance des vérités de l'Evangile: mais qu'il suffisoit de répondre, tellement quellement, à ce qu'on pouvoit demander dans un examen de demi-heure. C'est tout le soin qu'il a apporté pour *approuver* le Frere Hilarion Lavaur, sans se mettre en peine que c'étoit un violateur des Canons, comme son Promoteur même l'a reconnu, & un inconfidéré, qui n'avoit monté en chaire, contre les ordres de l'Eglise, & par une entreprise schismatique, que pour insulter à son Prélat, & le traiter d'hérétique. Il n'a pas trouvé que ce fût là un empêchement pour exercer une fonction apostolique. Il a bien voulu, qu'après le scandale que ce Prédicateur emporté avoit donné à tout un Diocèse, par sa déclamation seditieuse & remplie d'erreurs, il y revînt, non pour en faire satisfaction, & témoigner publiquement le repentir qu'il en avoit, & la pénitence qu'il en vouloit faire; mais pour insulter de nouveau à un bon Evêque, qu'il avoit si outrageusement traité, & lui faire voir, qu'il n'avoit que faire ni de lui, ni de sa permission pour exercer, dans son Diocèse, les fonctions de la parole & de la réconciliation des pénitents, dont Jesus Christ a donné à ses Apôtres, & par eux à leurs successeurs, qui sont les Evêques, la suprême & originaire dispensation.

En vérité on n'auroit jamais pu croire qu'un Evêque se feroit porter à un tel excès, & suivre aveuglément, comme a fait M. de Vabres, les conclusions de son Promoteur, qui n'étoient fondées que sur un renversement visible, non seulement des Canons & de l'ordre de la Hiérarchie, mais même du bon sens & de la lumière naturelle.

§. 5. *Que tout ce que les Augustins de Caudiés ont allégué pour autoriser leur prétention schismatique, qu'ils peuvent prêcher & confesser sans la permission de M. d'Alet, après l'avoir demandée, ou que*

VI. Cl. M. d'Alet est obligé de la leur accorder après un examen d'une demi.  
N°.IV. heures, est entièrement impertinent.

On vient de voir qu'il n'y a rien de plus foible que tout ce qu'a dit le Promoteur de Vabres dans ses conclusions, qui ont été suivies par ce Prélat. Mais peut-être qu'on s'imaginera, que les Augustins, de Caudés ont allégué de plus fortes preuves dans leurs écritures, & que c'est sur cela que M. de Vabres s'est fondé. C'est donc ce qui reste à examiner, pour justifier en toutes manières, qu'il n'y eût jamais rien de plus déraisonnable & de plus destitué de toute preuve, que la sentence de cet Evêque. Voici donc tout ce que ces Religieux ont allégué.

1°. Ils produisent, sous la cotte BB, un petit livret (ce sont leurs propres termes dans leur inventaire) de la *Congrégation des Cardinaux, établie sur les affaires & contentions des Evêques & des Réguliers concernant les dites confessions; ensemble les Arrêts sur ce donné par la Cour du Parlement de Bourdeaux, touchant l'usage, droits & privilèges des Religieux mendiants.*

Cette allégation est ridicule en elle-même. Ce livret est une feuille volante sans aucune attestation légitime. Les Arrêts du Parlement de Bourdeaux ne sont d'aucune autorité dans le Diocèse d'Alet, & surtout des Arrêts tels que sont ceux-là, donnés sans partie ouïe, & tout-à-fait préjudiciables à l'Etat ecclésiastique.

Il ne reste donc de ce livret, qu'un Décret de la Congrégation des Cardinaux, sur la plainte des Récollets du Couvent de Perpigne Diocèse de Feltre. Mais outre que ce Décret ne peut avoir aucune autorité, étant sans forme juridique, il ne touche en aucune sorte le point dont il est question; mais d'autres contestations toutes différentes. De sorte que c'est une honte d'avoir osé produire une pièce qui n'est pas moins impertinente qu'informe.

2°. Ils produisent, sous la cotte CC, un Arrêt du Conseil du Roi, du 14 Octobre 1664, obtenu sur une simple Requête: & ils disent dans leur inventaire, que le Roi, par cet Arrêt, les a maintenus dans leurs privilèges & prérogatives; qu'il a enjoint, par exprès, aux Evêques & aux Archevêques, de donner aux Religieux l'approbation de prêcher & de confesser, lorsqu'ils se présenteront à eux, & singulièrement à l'Archevêque de Bourdeaux.

Mais c'est une injure que ces Religieux font au Roi, de lui imputer faussement, d'avoir fait des commandements aux Evêques dans des fonctions aussi spirituelles que celles de prêcher & de confesser.

Au lieu qu'il renvoya seulement cette affaire au Pape, auquel ces VI. Cl. Réguliers avoient appellé, comme il paroît par ces termes de l'Ar- N°. IV. rêt. *Le Roi en son Conseil, a ordonné & ordonne, que, sur les appellations interjetées des Ordonnances du dit Archevêque de Bourdeaux & ses Grands Vicaires, & refus de donner l'approbation de prêcher & de confesser, aux Religieux qui se présenteront à lui, quoique capables,* LES SUPPLIANTS SE POURVOIRONT DANS QUATRE MOIS PAR DEVANT LE S. SIEGE. De sorte que c'est une imposture visible, d'alléguer cet Arrêt, qui ne fait que renvoyer les parties au S. Siege, ensuite de l'appel des Réguliers, comme un Arrêt décisif d'une matiere toute ecclésiastique & toute spirituelle.

3°. *Ils produisent, sous la cotte Q, la Bulle du Pape Innocent X, contenant les privileges accordés aux Religieux Augustins par la Congrégation pour les confessions. Et sous la cotte DD, un autre Bref du Saint Pere le Pape Innocent, confirmatif du pouvoir des Religieux.*

Mais cette Bulle & ce Bref, produits sous diverses cottes, ne sont qu'une même chose; savoir, un Bref d'Innocent X, du 7 Février 1645, avec cette seule différence, que, sous l'une de ces cottes, ils le produisent imprimé, & sous l'autre écrit à la main. Voilà comme ils trouvent le moyen de multiplier leurs pieces, quoique fort inutilement; puisqu'il n'y a rien de plus ridicule que d'alléguer ce Bref pour appuyer leurs prétentions.

Car, outre que ce Bref a été considéré comme subreptice par l'Archevêque de Bourdeaux & plusieurs Evêques de France, qui se sont maintenus, nonobstant ce Bref, dans le droit qu'ils prétendent avoir, de ne point permettre aux Religieux de confesser pendant la quinzaine de Pâques, quoi qu'il en soit de cette contestation, de laquelle seule il est parlé dans ce Bref, elle ne touche en aucune sorte le différent de M. d'Alet avec les Augustins de Caudiés. Car il ne s'agit pas de savoir si des Réguliers, approuvés par des Evêques, peuvent confesser dans la quinzaine de Pâques, qui est tout ce que dit ce Bref; mais s'ils peuvent confesser sans l'approbation des Evêques, pourvu qu'ils l'aient demandée; ou si les Evêques sont obligés de la leur donner: de quoi il n'est rien dit dans ce Bref. Et de ce qu'il n'en est rien dit, c'est une preuve évidente que cette fausse prétention fut rejetée par le Pape. Car il paroît par l'Arrêt du Conseil de l'année d'uparavant, qu'ils ont aussi produit, que ces Religieux de Bourdeaux, qui obtinrent ce Bref, se plaignoient principalement, dans l'appel qu'ils avoient interjeté à Rome des Ordonnances de M. de Bourdeaux, du refus de donner l'approbation de

**VI. Cl.** prêcher & de confesser aux Religieux qui se présentoient à lui, qui  
**N°. IV.** que capables. Pourquoi donc ce Bref qu'ils obtinrent l'année d'après, sur leurs appellations, ne dit-il rien de cela, sinon, parce qu'ils ne purent rien obtenir sur ce point, qui a depuis été décidé clairement en faveur des Evêques, dans le Bref célèbre de l'Evêque d'Angéopolis, & dans celui de M. d'Angers ?

4°. Enfin, ils produisent, sous la cote AA, un Décret de la Congrégation des Cardinaux, qui permet (ce sont les propres termes de leur inventaire) aux Religieux les confessions, lesquels Religieux les Evêques DOIVENT approuver lorsqu'ils se présentent à eux, & leur donner permission d'administrer le Sacrement de confession au peuple.

La liberté que prennent ces Religieux, d'avancer des faussetés contraires à leurs propres pièces, est tout-à-fait inconcevable. Ils soutiennent hardiment, qu'il est dit dans un Décret, que les Evêques doivent approuver les Religieux qui se présentent, & leur donner permission de confesser, lorsque le seul titre de ce Décret est suffisant pour les convaincre de mensonge ; parce qu'il fait voir que ce n'est point de cela dont il s'agit. Ce titre est : *DECRETUM, quo locorum Ordinariis Regulares à confessionibus audiendis suspendi (il faut suspendendi) ratio præscribitur.* Il ne s'agit donc pas de la liberté qu'ont les Evêques de donner, ou de ne pas donner le pouvoir de confesser à ceux qui ne l'ont pas ; mais de la manière dont ils se doivent conduire pour l'ôter à ceux qui l'ont ; qui sont deux choses très-différentes ; puisqu'il est sans doute, qu'il faut plus de cause pour ôter à un Prêtre la permission de confesser, après la lui avoir donnée, ce qui peut faire croire qu'il ne s'en seroit pas bien acquitté, que pour ne la lui pas donner ; ce qui est libre à un Evêque, qui emploie ceux dont il croit avoir besoin.

Mais c'est ce qu'on verra encore mieux par le corps du Décret. Car sur la plainte que faisoient des Religieux, qu'on les suspendoit sans raison d'ouïr les confessions, & même tous ceux d'un Couvent, les Cardinaux ordonnent, qu'il ne sera plus permis aux Archevêques, aux Evêques & aux Ordinaires des lieux qui ont droit d'approuver, de suspendre aux Religieux, qui auront d'ailleurs été librement approuvés par eux (*ALIAS AB IPSIS LIBERE APPROBATUS*) le pouvoir d'ouïr les confessions, que pour une nouvelle cause, qui appartient à la confession, ou pour n'avoir pas gardé l'interdit posé par les Ordinaires.

Or, dans cette affaire, il ne s'agit point de révoquer à ces Au-



gustins des approbations qu'ils auroient, de prêcher & de confesser. VI. CL. Il s'agit seulement de ne leur en pas donner permission : car le N°. IV. Frere Hilarion, dont il est principalement question, n'a jamais été approuvé pour aucune fonction dans le Diocèse d'Alet; & si quelques-uns de ses compagnons l'ont été, le temps de leur approbation étant expiré depuis long-temps, ils sont maintenant en même état que s'ils n'avoient jamais été approuvés, selon qu'il a été répondu, en termes exprès, par la Congrégation des Cardinaux, à M. l'Evêque de Cahors.

Et ainsi on peut conclure deux choses de ce Décret allégué par ces Réguliers, qui ruinent manifestement leurs prétentions. La première est : que, ne s'agissant point de révoquer des permissions, mais d'en donner, ce Décret établit clairement qu'il est dans la liberté des Evêques d'approuver, ou de ne pas approuver, ceux qu'ils jugent être plus ou moins propres à conduire les âmes dont ils sont chargés; puisqu'il suppose, que, dans la première approbation, cela a dépendu du choix libre des Evêques : *Aliàs ab ipsi liberè approbato;* ce qui seroit ridicule, si, comme ces Réguliers l'osent prétendre, ils étoient obligés d'approuver indifféremment tous ceux qui se présentent à eux, pourvu qu'ils sachent deux mots de latin, & qu'ils aient étudié quelque misérable Casuiste.

La deuxième est : que, quelque approbation qu'ils eussent de confesser, M. d'Alet auroit eu lieu de la révoquer dans les termes mêmes de cette déclaration des Cardinaux; parce que toutes les personnes du Diocèse d'Alet, qui, pour des crimes publics & notoires, se trouvoient interdits des Sacrements, & même dénoncés interdits de l'entrée de l'Eglise, étoit indifféremment admis au Sacrement de Pénitence & à l'absolution par ces Freres Augustins, au mépris de l'autorité épiscopale & contre tout ordre. Et il est visible aussi que ces Gentilshommes révoltés ne s'intéressent dans leur rétablissement, que pour avoir tant d'absolutions qu'ils voudront, en continuant leur mauvaise vie, & sans satisfaire à aucun de leurs devoirs.

Mais ce qu'on peut encore remarquer dans ce Décret; est, que les Cardinaux témoignent n'avoir été portés à le donner, que parce qu'ils ont cru, que, difficilement se pourroit-il faire que l'on révoquât légèrement & sans cause, le pouvoir de confesser que des Religieux auroient déjà eu, qu'il n'en arrivât du scandale, & que les âmes n'en reçussent un grand préjudice : *Rati vix fieri posse, ut hac sine scandalo; magnâque animarum pernicië contingant.* Que doit donc faire un Evêque zélé pour le salut de son troupeau, lorsqu'il voit, au contraire, que

**VI. Cl.** laissant confesser des Religieux en qui il ne voit aucune piété solide?

**N°. IV.** & qu'il fait être prévenus de la plupart des maximes corrompues des nouveaux Casuistes, il n'en peut arriver que du scandale, qu'un renversement de la discipline chrétienne qu'il s'efforce d'établir, & que la perte de plusieurs ames, qui s'entretiennent dans le péché & dans leurs habitudes vicieuses, par la lâche conduite de ces Confesseurs? Ne doit-il pas suivre l'esprit de ces Cardinaux, qui ont jugé, que l'unique vue que l'on devoit avoir en ces matieres, étoit le salut des ames, quand il s'agiroit même de révoquer des approbations déjà données: au lieu qu'il ne s'agit point de cela, dans le différent de M. d'Alet avec les Augustins de Candiés, mais seulement de l'approbation qu'ils lui demandent: ce que ce Décret suppose dépendre entièrement de la volonté des Evêques.

Il est vrai que ce Décret ajoute, que les Ordinaires des lieux ne pourront ôter à tous les Confesseurs d'un Couvent, le pouvoir d'ouïr les confessions, sans avoir consulté la Congrégation des Cardinaux qui ont fait ce Décret. Mais les Evêques de France, ne se croient pas obligés de consulter ces sortes de Congrégations: & ainsi tout ce que cela fait voir, est, qu'un Evêque peut avoir des raisons d'ôter le pouvoir de confesser à tous les Religieux d'une Communauté, puisqu'il le pourroit faire en consultant cette Congrégation de Rome. Or il ne seroit pas aisé de montrer, qu'il dépende tellement des Cardinaux dans l'administration de l'autorité sacrée qu'il a reçue de Jesus Christ, qu'il ne puisse faire par ses lumieres, ce qu'il pourroit faire par leurs avis. Aussi voit-on que, par le Bref de l'Evêque d'Angétopolis, il a été jugé, que, nonobstant ce Décret de l'année 1615, les Evêques des Indes pouvoient ôter à tous les Religieux d'un Monastere ou College, le pouvoir d'ouïr les confessions des Séculars, même sans consulter cette Congrégation des Cardinaux; parce que ce Décret, par défaut d'intention, & par une convenance morale, ne s'étendoit point à des régions si éloignées de Rome. A quoi ce Bref ajoute; que la conscience de ces Evêques en demeure chargée, s'ils le font sans juste cause. D'où on peut conclure trois choses.

La premiere: que, par le droit commun, les Evêques peuvent ôter à tous les Religieux d'un Couvent, la permission de confesser les Séculars; puisque ce Décret de 1615, n'est regardé à Rome que comme une restriction du droit commun, qui demeure en son entier & non restreint, dans tous les pays où ce Décret n'oblige pas.

La deuxieme: que les Evêques de France sont donc dans ce droit commun, aussi-bien que ceux des Indes; puisque ce Décret de 1615

n'a jamais été juridiquement publié en France ; & que ces sortes de VI. Cl. Décrets , qui restreignent le droit commun , n'ont point de force en N°.IV. France , s'ils n'y sont reçus.

La troisième : que les Evêques de France , non plus que ceux des Indes , ne doivent pas faire cela sans cause ; mais qu'ils sont Juges de cette cause ; & que c'est seulement leur conscience qui en est chargée.

*§. 6. Preuve de l'injustice de la Sentence de M. de Vabres , par la production du Promoteur d'Alet , contre la prétention schismatique des Augustins de Caudiés.*

La sentence que M. de Vabres a rendue contre le Promoteur d'Alet , en faveur des Augustins de Caudiés , est si préjudiciable à l'Eglise , & d'un si pernicieux exemple , qu'il est d'une importance extrême d'en faire voir l'injustice en toutes sortes de manières.

On l'a déjà fait , en montrant , d'une part , combien les conclusions de son Promoteur , qu'il a ponctuellement suivies , ont été déraisonnables & mal fondées ; & en justifiant , de l'autre , qu'il n'y a rien de plus foible & de plus frivole , que toutes les pièces que ces Freres Augustins lui ont produites , pour appuyer leurs prétentions schismatiques.

Il ne reste plus qu'à montrer , qu'il ne peut pas s'excuser sur le défaut de preuves de la part du Promoteur d'Alet , comme s'il avoit manqué de bien défendre sa cause. Car , quoique ce ne fût pas une excuse légitime à un Evêque , qui doit suppléer les moyens de droit , & les avoir plus présents que les parties mêmes ; néanmoins Dieu a permis , qu'encore que le Promoteur d'Alet ne fût pas obligé de l'informer dans le fond , parce qu'il avoit des raisons indubitables de ne le reconnoître pas pour Juge , il n'ait pas laissé de le faire , sans nécessité , d'une manière tellement convainquante , qu'il ne faut que rapporter ce qu'il en a dit dans sa production , pour faire avouer à tout le monde , que jamais homme ne s'est plus volontairement aveuglé que M. de Vabres , en rendant cette sentence.

Après avoir proposé d'une manière invincible , ce qui devoit faire juger à M. de Vabres , s'il eût eu un peu d'équité , qu'il ne pouvoit être Juge de cette affaire , il ajouta ce qui suit , & dont on se contentera pour donner un parfait éclaircissement sur cette affaire.

“ Quoique , par toutes ces raisons , dit-il à M. de Vabres , vous ne puissiez en aucune sorte connoître du fond de cette affaire , & que par conséquent il ne fût pas nécessaire d'en parler , néanmoins le

VI. Cl., Produisant, par forme de remontrances, & pour désabuser l'adver-  
N°. IV. „ faire dans ses folles prétentions, fera voir ici clairement la vérité de  
„ ces trois ou quatre points, qui font tout le différent des Parties.

„ Premièrement : que nuls Religieux, sans distinction, ne peuvent  
„ confesser les Séculiers sans l'approbation des Evêques Diocésains,  
„ ni prêcher, même dans leurs propres Eglises, contre leur défense.

„ Secondement : que cette approbation doit être effective, en sorte  
„ que le refus ne peut jamais tenir lieu d'approbation.

„ Troisièmement : qu'elle peut être limitée à certain temps & à cer-  
„ tains lieux, ou totalement refusée, selon que les Evêques le jugent  
„ à propos.

„ Et enfin, que le Frere Hilarion Lavour s'étant ingéré de prê-  
„ cher dans l'Eglise de Caudés, malgré M. l'Evêque d'Alet, & d'a-  
„ jouter à cet attentat des propositions scandaleuses, le Produisant a  
„ été en droit & en obligation d'en faire informer.

„ Le premier point se justifie clairement par le Concile de Trente,  
„ Sess. 23. cap. 15. *De Reform.* où il déclare, que, nonobstant  
„ tous les privilèges que les Réguliers pourroient alléguer, ils ne  
„ pourront ouïr les confessions des Séculiers, si l'Evêque ne les en-  
„ juge capables, & s'ils n'ont obtenu de lui son approbation pour  
„ s'employer à ce ministère, laquelle leur sera accordée gratuitement :  
„ *Nullum etiam Regularem posse confessiones secularium etiam Sacerdotum*  
„ *audire, nec ad id reputari idoneum, nisi aut parrochiale Beneficium*  
„ *habeat, aut ab Episcopis per examen, si illis videbitur necessarium,*  
„ *aut aliis idoneis judicetur, & approbationem, quæ gratis detur, ob-*  
„ *tineat; privilegiis, & consuetudine quacumque etiam immemorabili*  
„ *nonobstantibus.*

„ Et c'est ce que le Pape Pie V déclare aussi formellement, dans  
„ la Constitution qui commence : *Romani Pontificis*, où il défend à  
„ tous Réguliers, même Mendians, de confesser les Séculiers, sous  
„ prétexte qu'ils ont été approuvés & députés par leurs Supérieurs  
„ pour cette fonction; & même, qu'ils y ont été tolérés par les Evê-  
„ ques, s'ils n'ont obtenu d'eux, actuellement, l'approbation. *Inhi-*  
„ *bentes quibuscumque Regularibus quorumvis Ordinum, etiam mendi-*  
„ *cantium, ne pigore deputationis & approbationis ab eisdem Magistris,*  
„ *& ministris, etiam quod illarum occasione ab Ordinariis tolerati fue-*  
„ *rint, absque speciali in posterum licentiâ & approbatione ab Ordina-*  
„ *riis obtinenda, secularium confessiones audire præsumant.* Déclarant  
„ ensuite nul & de nulle valeur, tout ce qu'ils pourroient faire &  
„ attenter au contraire.

„ Et Grégoire XV, par sa Bulle *Inscrutabili Dei providentiâ*, sou-VI. Cl.  
 „ met entièrement les Réguliers, quelques exemptions qu'ils puissent N°. IV.  
 „ avoir, à la juridiction, visite & correction des Evêques, en ce qui  
 „ concerne l'administration des Sacrements.

„ Quant à la prédication de la parole de Dieu, le même Concile  
 „ de Trente, Sess. 24. cap. 4. de *Reform.* défend étroitement à tous  
 „ Réguliers, de prêcher, même dans leurs Eglises, si l'Evêque ne le  
 „ trouve pas à propos & y contredit. *Nullus autem Secularis, sive*  
 „ *Regularis, etiam in Ecclesiis suorum Ordinum, contradicente Episcopo,*  
 „ *prædicare præsumat*; parce, comme dit le Concile, qu'il appartient  
 „ aux Evêques de faire distribuer à leurs peuples cette nourriture de  
 „ la parole, quand & comment ils le jugent à propos.

„ C'est pourquoi Grégoire XV, dans la même Constitution *Inscrutabili*, ordonne que les Evêques puniront les exempts, Séculiers ou  
 „ Réguliers, qui auront la témérité de prêcher, même dans leurs Eglises,  
 „ contre la volonté de l'Evêque. *Ac denique habeat Episcopus tamquam*  
 „ *dictæ Sedis delegatus, auctoritatem coercendi & puniendi quoscumque*  
 „ *exemptos, tam seculares quam regulares, qui in alienis Ecclesiis absque*  
 „ *Episcopi licentia, aut in Ecclesiis suis, non petita illius benedictione,*  
 „ *aut ipso contradicente, prædicare præsumpserint.*

„ Le second point, qui est, qu'il ne suffit pas que cette approba-  
 „ tion ait été demandée, mais qu'il faut qu'elle ait été obtenue, est  
 „ une suite nécessaire des mêmes preuves. Car le Concile ne se con-  
 „ tente pas que les Réguliers se présentent à l'Evêque, qu'ils soient  
 „ examinés & trouvés capables; mais il veut, de plus, qu'ils en aient  
 „ obtenu l'approbation actuelle pour les confessions des Séculiers;  
 „ marquant même qu'elle leur sera donnée gratuitement: & il leur  
 „ défend aussi, en termes exprès, d'être si hardis, de prêcher même  
 „ dans leur Eglise, si l'Evêque leur refuse sa bénédiction & y contre-  
 „ dit. Il est donc constant, que le refus ne leur tient pas lieu d'ap-  
 „ probation; puisque c'est, au contraire, en cas de refus, que le Con-  
 „ cile leur défend expressément d'avoir la témérité de prêcher, même  
 „ dans leurs Eglises. D'où vient que Grégoire XV, dans la Bulle  
 „ *Inscrutabili*, soumet les exempts à la juridiction des Evêques, &  
 „ déclare qu'ils sont en droit de les punir, s'ils entreprennent de con-  
 „ fesser les séculiers sans leur approbation, ou de prêcher contre leur  
 „ gré.

„ Mais, afin que les Réguliers ne pussent pas alléguer leurs privile-  
 „ ges, pour se donner la liberté de violer les Décrets, le Concile a eu  
 „ soin de déclarer qu'il y dérogeoit, tant en particulier, pour ce qui

VI. CL., regarde les confessions, en ajoutant ces mots au Chapitre IV de la N°.IV., Sess. 24 : *privilegiis, & consuetudine quâcumque nonobstantibus*; mais „ aussi généralement, en tout ce qui regarde l'exécution de ce que le „ Concile ordonne à leur égard, comme il paroît par ces paroles „ du Chap. 22, de la dernière séance : *Hæc omnia & singula, in superioribus decretis contenta, observari sancta Synodus præcipit & mandat in omnibus cœnobiis, & monasteriis & domibus quorumcumque Monachorum, cujuscumque Ordinis, mendicantium & non mendicantium, nonobstantibus eorum omnium & singulorum privilegiis, sub quibuscumque formulis verborum conceptis, ac mare magnum appellatis, etiam in fundatione obtentis, nec non constitutionibus & regulis, etiam juratis, atque etiam consuetudinibus, vel præscriptionibus etiam immemorabilibus.*

“ Et le Pape Urbain VIII, par sa Constitution, *Cum accepimus*, du „ 12 Septembre 1628, casse aussi tous les privilèges & indults, sous „ prétexte desquels les Réguliers voudroient s'ingérer d'entendre les „ confessions des séculiers, sans l'approbation de l'Evêque, & de ren- „ verser *saluberrimum Sacri Concilii decretum desuper sancitum*. Autant „ en ont fait Grégoire XIII, par sa Bulle *In tanta*; Grégoire XV, „ par sa Bulle *Inscrutabili*, & avant eux Pie IV, par sa Bulle *In Principis*.

“ Le Pape Alexandre VII, qui est à présent assis sur la Chaire de „ S. Pierre, n'a pas eu moins de zèle que les prédécesseurs, pour con- „ damner cette erreur, que les Religieux puissent confesser sans avoir „ obtenu effectivement l'approbation des Evêques. Car les Réguliers „ du Diocèse d'Angers ayant avancé cette proposition : *Ordinum mendicantium Religiosi ad approbationem obtinendam ab Episcopo non tenentur : & si ab Episcopis Religiosi non probentur, rejectio illa tantumdem valet, ac si approbatio concessa fuisset*; le Pape, dans le Bref „ adressé à M. d'Angers, qui contient la censure de ces propositions, „ a déclaré, que celle-ci, qui est la seconde, est fautive, scandaleuse „ & erronée : *falsa, scandalosa, erronea*. Elle est fautive; parce qu'elle „ est contraire à la disposition du Concile de Trente. Elle est scanda- „ leuse; parce qu'elle rend méprisable la juridiction des Evêques : & „ elle est erronée; parce qu'elle suppose, par erreur, que le pouvoir „ de prêcher & de confesser ne vient pas de l'approbation des Evê- „ ques, qui ont reçu de Jesus Christ, en la personne des Apôtres, „ la puissance des clefs, & la mission qu'ils communiquent aux autres, „ chacun dans l'endroit où le S. Esprit l'a établi pour gouverner l'E- „ glise de Dieu.

“Le troisieme point, qui est, que cette approbation peut être ref- VI. CL.  
treinte & limitée à certain temps & à certain lieu, ou même totale- Ns. IV.  
ment refusée, selon la lumiere & la prudence des Evêques, est une  
suite de ce qui vient d'être établi. Car s'il est vrai que les Evêques,  
donnent la juridiction aux Réguliers, lorsqu'ils les approuvent pour  
leur Diocèse, il s'ensuit, qu'ils peuvent étendre ou restreindre ce  
pouvoir comme ils le jugent plus utile. Et c'est ce que le Pape d'à-  
présent a encore décidé, par la censure qu'il a faite de cette propo-  
sition des Réguliers d'Angers : *Ubi Concilium Tridentinum est re-  
ceptum, non possunt Episcopi restringere vel limitare approbationes quas  
Regularibus concedunt, neque illas ex ulla causa revocare*; le Pape  
l'ayant condamnée comme fausse, scandaleuse & erronée : *falsa,  
scandalosa, erronea.*

“ Les Evêques de France ont souvent décidé la même chose : car  
en l'Assemblée générale du Clergé de l'année 1625, & depuis en-  
core en celle de 1635, & en celle de 1645, dans le Règlement des  
Réguliers & Exempts, art. 6, ils parlent en ces termes : *Le Sacre-  
ment de Pénitence étant l'un des plus importants que nous ayons en  
l'Eglise, le choix des personnes qui sont employées en ce ministère doit  
particulièrement appartenir aux Evêques, qui ont reçu immédiatement  
de Dieu l'autorité de lier & de délier. C'est pourquoi aucun ne soit si  
téméraire, que d'entreprendre de faire cette fonction, sans en avoir la  
permission par écrit de l'Evêque Diocésain ou de son Grand Vicaire. Et  
les Religieux, quelque exemption qu'il puissent alléguer, ne pourront  
confesser qu'ils n'aient subi son examen, & ne soient approuvés de lui  
ou de son Grand Vicaire, de la volonté desquels dépendra de leur per-  
mettre de confesser, pour un temps ou pour toujours, & avec telle  
autre restriction qu'ils jugeront à propos.*

“ Quelques Réguliers n'ayant pas voulu se soumettre à ce règlement  
dans le Diocèse de Sens, l'Assemblée de 1650 le renouvella; & ayant  
dressé un formulaire d'Approbation, elle l'envoya à Nosseigneurs les  
Prélats; les conjurant de s'en vouloir servir, & de ne permettre à  
aucuns Religieux, l'exercice de la prédication, ou l'administration  
du Sacrement de Pénitence, qu'ils ne se soumissent à prendre une  
approbation limitée : que c'étoit l'usage de toute l'Italie, quoique les  
Réguliers y jouissent pleinement de tous leurs privileges, & que  
s'avoit été la pratique de S. Charles.

“ La rebellion des Réguliers d'Angers étant arrivée pendant la tenue  
de l'Assemblée de 1655, tout le monde fait avec quelle vigueur les  
Prélats qui s'y trouverent, travaillèrent à la réprimer, en censurant,  
*Ecrits sur la Discipline. Tome XXXVI. M m m*

VI. CL., après une exacte discussion, les propositions que ces Réguliers avoient  
 N°. IV. „ avancées, qui furent aussi depuis censurées par le Pape, le 3 Jan-  
 „ vier 1659.

“ La réponse qui a été faite quatre ans depuis, par la Congrégation  
 „ des Cardinaux à M. l'Evêque de Cahors, est encore une preuve con-  
 „ vaincante de cette vérité. Car ce Prélat l'ayant consultée sur la con-  
 „ duite qu'il devoit garder envers ceux des Mendians qui confessoient  
 „ sans son approbation, ou contre les restrictions & les limitations  
 „ qu'il y avoit mises, ou qui prêchoient contre sa volonté, il lui fut  
 „ répondu, sur la fin de l'année 1662, qu'il les devoit punir & répri-  
 „ mer, *ad formam Constitutionis fœlicis record. Gregorii XV, quæ incipit*  
 „ INSCRUTABILI.

“ Et non seulement les Evêques sont en droit de restreindre & limi-  
 „ ter les approbations qu'ils donnent aux Réguliers; mais encore de  
 „ les refuser absolument, s'ils le jugent à propos; parce que l'Evê-  
 „ que étant Pasteur de tout son Diocèse, & comme le Père de fa-  
 „ mille, c'est à lui à appeler ceux qu'il juge propres pour lui aider  
 „ à porter le poids de sa charge. Que si c'est une maxime apostolique,  
 „ comme parle l'Assemblée du Clergé de l'an 1650, que *nemo sumit sibi*  
 „ *honorem*, & que personne ne doit, sans l'ordre de l'Evêque, *ad quem*  
 „ *pertinet de oribus*, s'ingérer dans les fonctions hiérarchiques, les Ré-  
 „ guliers le doivent faire beaucoup moins que les autres, & particulié-  
 „ rement les Augustins; puisque leur état étant, de sa première insti-  
 „ tution, purement laïque & hérémétique, ils n'ont été élevés à la  
 „ Fraternité qu'afin de venir au secours des Evêques, quand ils les ap-  
 „ pelleroient, pour n'avoir pas un Clergé assez nombreux & rempli de  
 „ personnes assez capables, ou d'une vertu assez pure, pour entrer dans  
 „ toute la part des soins de la charge pastorale, qu'il faut nécessai-  
 „ rement qu'ils communiquent, ne pouvant pas seuls suffire à tout.  
 „ Mais comme le propre d'un Moine, selon les Peres, est de pleurer  
 „ & non d'enseigner, *Monachus plangentis, non docentis habet officium*,  
 „ on ne les doit employer aux fonctions ecclésiastiques, que dans les  
 „ extrêmes besoins de l'Eglise; afin qu'ils aient plus de moyen de  
 „ vaquer, dans le silence & dans le repos de leurs Monastères, à  
 „ l'oraison, au jeûne & aux bonnes œuvres, selon cette sainte ordon-  
 „ nance du Concile de Chalcédoine can. 4. *Monachos verò per unan-*  
 „ *quamque civitatem aut regionem subiectos esse Episcopo, & quietem*  
 „ *diligere, & intentos esse tantummodo jejuniis & orationi, in locis in*  
 „ *quibus renuntiaverunt seculo permanentes: nec ecclesiasticis, nec secu-*  
 „ *laribus negotiis communicent.*



„ Cette liberté du refus appartient tellement aux Evêques, que les VI. Cl.  
 „ Jésuites l'ayant voulu disputer à l'Evêque d'Angéopolis, & leur N°. 1V.  
 „ différent ayant été porté au Pape Innocent X, il déclara entre au-  
 „ tres choses, par sa Bulle *Cum accepimus*, du 14 Mai 1648, que les  
 „ Jésuites, qui sont pour le moins aussi privilégiés que les Augustins,  
 „ ne pouvoient, pour raison de ce refus, recourir à leurs Conservateurs,  
 „ qui est la même chose pour eux que l'appel en France. C'est ce qu'il  
 „ répète encore, dans les réponses au premier & second doute de l'E-  
 „ vêque. Et au premier doute proposé de la part des Jésuites, il est  
 „ répondu: *Posse Episcopum omnibus simul unius Monasterii vel Collegii*  
 „ *Confessariis, adimere facultatem audiendi confessiones personarum se-*  
 „ *cularium.*

„ Le dernier point ne reçoit pas de difficulté; étant indubitable  
 „ que le Frere Hilarion Lavour ayant entrepris de prêcher, quoi-  
 „ que dans l'Eglise de son Monastere, contre la volonté de M. l'Evê-  
 „ que d'Alet, & ayant accompagné cette entreprise de propositions  
 „ scandaleuses contre son Prélat, jusqu'à le faire passer pour hérétique,  
 „ le Promoteur d'Alet a été en droit d'en faire informer par le devoir  
 „ de sa charge. Car cette entreprise, de prêcher malgré l'Evêque Dio-  
 „ césain, est un crime sujet à punition; & c'est l'Evêque même qui  
 „ le doit punir, suivant l'intention du Concile, & les Constitutions  
 „ ci-dessus rapportées, des Papes Grégoire XV, Urbain VIII, & par-  
 „ ticulièrement d'Innocent X, qui, au doute proposé dans l'affaire  
 „ de l'Evêque d'Angéopolis: *An Episcopus possit procedere contra Regu-*  
 „ *lares exemptos si inobedientes fuerint in confessionibus audiendis & pra-*  
 „ *dicatione verbi Dei?* a répondu: *posse procedere*, avec injonction à  
 „ tous Juges de le juger ainsi: *Decernentes sic & non aliter per quoscum-*  
 „ *que Judices Ordinarios & Delegatos . . . . . judicari ac definiri de-*  
 „ *bere: ac irritum & inane si quid secus à quoquam quavis auctoritate*  
 „ *scienter & ignoranter contigerit attentari.*

„ Et pour la témérité d'avoir taxé en pleine chaire son propre Evê-  
 „ que d'hérésie, c'est un excès sans exemple, qui mérite que ce Reli-  
 „ gieux, qui s'est si fort oublié, n'en soit pas quitte pour la peur,  
 „ comme il l'a été jusques ici.

Voilà ce qui a été représenté à M. de Vabres. S'il n'en a pas été  
 persuadé, il faut qu'il se soit volontairement fermé les yeux, pour  
 ne rien voir de tout ce qui pouvoit le détourner de l'engagement où  
 il s'étoit mis, par sa première sentence, rendue sans parties ouïes,  
 de favoriser ces Religieux, à quelque prix que ce soit. Mais on est  
 bien assuré que ni ce Prélat, ni aucun de ses Assesseurs, qui lui

VI. CL avoient tous été donnés par les Réguliers de Toulouse, ou par les N°. IV. ennemis de M. d'Alet, ne sauroient répondre à aucune de ces preuves, pour soutenir leur jugement; lesquelles sont si constantes, que le Pere Simplician, ancien Religieux du même Ordre & de la même Province que le Frere Hilarion Lavaur, & Doyen des Professeurs de la Faculté de Théologie en l'Université de Toulouse, ayant avancé les mêmes erreurs, dans l'ouverture qu'il fit de l'Ecole de Théologie, le 19 Octobre 1663, fut obligé d'en donner sa rétractation, & de reconnoître de bonne foi, par un Ecrit signé de sa main, qu'il remit à MM. les Vicaires Généraux le Siege vacant, que les Réguliers, en vertu de leurs privileges, ne peuvent absoudre validement (au for de la Pénitence, ni prêcher la parole de Dieu, qu'ils n'en aient auparavant obtenu actuellement l'approbation des Evêques, laquelle ils peuvent restreindre & révoquer, quand & comme il leur plaît. *Regulares vi suorum privilegiorum, non possunt validè absolvere in foro pœnitentiæ, nec verbum Dei prædicare, nisi prius OBTEANTA approbatione ab Episcopis, quam ipsi Episcopi ad libitum restringere & revocare possunt.* EGO FRATER SIMPLICIANUS Professor Regius Augustinianus & Decanus Universitatis, EX CORDE ET ANIMO subscribo, contentis in quatuor positis lineis & dimidiâ hujus scedula, hac die 25 Martii 1664. Et il est étonnant, que M. l'Evêque de Vabres, qui n'ignoroit point cette rétractation, dont le sujet avoit assez fait de bruit, ait si peu considéré les intérêts de son caractère & la justice, que de donner une sentence qui confirmât ces mêmes erreurs, & rendit à ces Réguliers des prétentions, desquelles la force de la vérité les avoit obligé trois mois auparavant de se départir.

S. 7. *Récit de ce qui s'est passé dans cette affaire des Augustins, depuis la dernière sentence de M. de Vabres*

Le Promoteur d'Alet ayant appelé à Rome d'une sentence si insoutenable, il en obtint un Bref, adressé entr'autres Prélats, à M. l'Evêque de Rieux, qui fit citer ces Réguliers, & leur fit défenses de rien attenter au préjudice de l'appel. Mais enflés de la sentence qu'ils avoient obtenue, ils continuerent à traiter M. d'Alet & ses Officiers avec des insolences effroyables : de sorte que le Promoteur fut obligé, pour les réprimer, de présenter Requête à M. de Rieux, où il lui remontoit; que ces Religieux n'avoient pas seulement contrevenu à ses défenses, mais qu'ils s'étoient portés à cette extrémité, d'user publiquement de plusieurs calomnies, de paroles injurieuses & de raille-

s, même avec jurement & paroles sales, tant contre la personne de VI. CL.  
 l'Evêque d'Alet, que contre son ministère; & qu'ils avoient com- N°.IV.  
 divers scandales jusques dans la célébration des divins mysteres,  
 ailleurs, dont il desiroit faire informer de son autorité, afin d'en  
 suivre la réparation. Ce qui lui ayant été accordé par ce Prélat  
 Prêtre commis par lui commença cette information, le 17 jour  
 mois de Juin 1665. Il se trouva, par la déposition de plusieurs  
 noins, qu'ils avoient prêché & confessé nonobstant les défenses;  
 ils avoient fait chanter l'Épître à un Frere Antoine, imbécille  
 esprit, en habit tout déchiré, & en un très-pitoyable état; que le  
 ere Martial Devaux (qui est l'un de ceux que M. de Vabres a  
 gé devoir prêcher & confesser malgré M. d'Alet) avoit dit sou-  
 nt en public, soit à la boucherie, ou par les rues, des paroles  
 es & déshonnêtes, s'adressant à hommes & femmes, & même pro-  
 é publiquement des paroles injurieuses contre M. l'Evêque d'Alet  
 ses Prêtres, les accusant de folie & d'extravagance dans leur con-  
 ite; que le même Frere Devaux alloit souvent seul par les rues  
 habit blanc, l'estomac ouvert, & dans une posture très-indécen-  
 ; buvant publiquement en des maisons particulieres du vin qu'il  
 yoit & envoyoit chercher, proférant plusieurs paroles sales tout  
 ut, qui faisoient rougir ceux qui l'entendoient; qu'il s'étoit van-  
 , qu'étant à Carcassonne, il avoit des privautés scandaleuses avec  
 s filles & des femmes, & qu'à Caudiés, il leur tenoit des dis-  
 ours que la pudeur empêche de rapporter.

Dieu a permis qu'on ait découvert tous ces désordres par une  
 aniere juridique, pour faire voir quels sont ceux que M. l'Evêque  
 Vabres a envoyés prêcher & confesser dans le Diocese d'Alet,  
 comme si M. d'Alet leur eût fait une grande injure, de ne leur  
 oir pas permis de faire ces fonctions. Et de-là on peut juger com-  
 en c'est une grande témérité à un Evêque étranger, d'approuver  
 ur le Diocese d'un autre, ceux qu'il ne connoît que par un exa-  
 en d'un moment, qui peut donner quelque légère conjecture de  
 uffisance de celui qu'on examine, mais qui ne fait juger en au-  
 ne sorte quelles sont ses mœurs & le fond de sa vertu. Cepen-  
 nt l'un sans l'autre n'est rien; & quelque science qu'eût une per-  
 nne, s'il est sujet à des passions honteuses, c'est mettre un loup  
 ns la bergerie, que de confier toutes fortes d'ames à des gens  
 ts de la sorte. On prévoit aisément les ravages qu'ils peuvent  
 re; mais il n'y a guere que les excellents Pasteurs qui soient  
 uchés de ce danger au point que l'on le doit être. Néanmoins ils

VI. CL. ont souvent des connoissances de ces désordres, qui leur paroissent  
 N°.IV. certaines, mais qui ne seroient pas suffisantes pour faire le procès  
 dans les formes à ces Religieux déréglés. Où en seroient-ils donc  
 réduits, s'ils étoient obligés de les approuver, sur l'examen du  
 moment, de quelques mots de latin, & de quelques cas de con-  
 science? Ne seroit-ce pas les obliger à trahir les ames, dont le salut  
 leur doit être plus cher que leur propre vie, que d'autoriser, com-  
 me a fait M. de Vabres par sa sentence, cette erreur pernicieuse  
 que les Evêques font injure à ceux qu'ils n'approuvent pas, & qu'ils  
 ont sujet de s'en plaindre & de se faire approuver par d'autres?  
 Cette information ne put pas être si secrète, que ces Réguliers  
 n'en apprissent quelque chose; & c'est ce qui les fit juger, qu'ils  
 ne trouveroient pas dans M. l'Evêque de Rieux la même confi-  
 sance pour autoriser leur révolte, qu'ils avoient trouvée dans M.  
 Vabres: ainsi ils ne pensèrent qu'à empêcher qu'il ne fût leur  
 Et comme M. de Vabres leur étoit tout dévoué, il ne leur fut  
 difficile d'obtenir de lui, que son Secrétaire différât, autant  
 pourroit, de remettre le procès: de sorte que, quelques con-  
 demnemens que lui en ait fait faire M. de Rieux, sous peine  
 d'interdit & d'excommunication, il a méprisé les Censures de l'Eglise  
 donner le temps à ces Freres Augustins de Caudiés, de faire  
 de Rome un autre Rescrit, qui révoquoit celui qui avoit été  
 M. de Rieux, & qui remettoit à M. l'Evêque d'Albi la con-  
 tinuation de cette affaire; ces Réguliers ayant exposé au Pape, que  
 leur étoit suspect, sans articuler les causes de suspicion  
 non seulement nul, mais abusif.

C'est l'état où elle étoit demeurée lorsque le Procès  
 prévoyant le trouble qu'elle pouvoit causer dans le Lieu  
 n'étoit bientôt terminée, a demandé qu'elle fût jointe  
 Gentilshommes; puisqu'eux-mêmes l'y avoient jointe  
 dicat. Et pour donner plus de moyen à Messieurs  
 faires nommés par Sa Majesté, d'en juger en dernier  
 appellé comme d'abus de la sentence rendue par  
 & de toute la procédure par lui faite, pour les causes  
 sont marqués dans son appel, qui se réduisent à  
 espere que tout le monde jugera être entièrement

Le premier sera pris de l'acceptation que M. l'Evêque  
 a fait de la commission, quoiqu'il fût éloigné d'elle  
 journées, *extra duas legales dietas*, contre les Censures  
 lent pas qu'on puisse tirer le Défendeur plus

chemin loin de son Diocèse, cap. *Nonnulli, de Rescriptis*, & même VI. CL. d'une journée, cap. *Statutum, de Rescriptis in Sexto*; & en ce cas, N°. IV. le Rescrit n'attribue aucune juridiction au Juge délégué, cap. *Olim de exceptionibus*; contre les Libertés de l'Eglise Gallicane, & les Loix & Ordonnances du Royaume, & du mauvais usage que ledit Sieur Evêque de Vabres a fait de ce Rescrit, en faisant citer devant lui M. l'Evêque d'Alet & son Official, contre les termes du même Rescrit où le Promoteur étoit seul partie.

Le second: de ce que M. de Vabres, foulant aux pieds & les Canons & les Loix du Royaume, il n'a pas déferé aux fins de non procéder qu'on lui a alléguées, fondées sur la nullité de sa commission: 1°. par défaut de matière; parce qu'elle supposoit qu'il falloit juger de la justice ou de l'injustice d'une sentence définitive, & il n'y a pas même eu d'assignation ni d'instance: 2°. par la fausseté de l'exposé; le Frere Hilarion Lavaur n'ayant obtenu ce Rescrit que sur cette fausseté substantielle & malicieusement avancée, que l'Official d'Alet avoit rendu contre lui une sentence définitive, qui le condamnoit à quelque peine, pour avoir contrevenu aux défenses qui lui avoient été faites, de prêcher & de quêter. Car il y a en cela un double mensonge: l'un, qu'on lui ait fait aucune défense de quêter; & l'autre, qu'on ait rendu aucune sentence contre lui pour avoir prêché. Or ces sortes de faussetés rendent les Rescrits nuls, & ôtent tout droit à ceux qui les ont obtenus de s'en servir: *Mendax enim precator carere debet impetratis*, suivant la disposition du Droit canonique, cap. *Constitutus*; cap. *Super litteris*; & cap. *Postulati, de Rescriptis*.

Le troisième: de ce que M. de Vabres n'a pas déferé aux fins de non recevoir, fondées 1°. sur ce que l'appel étoit frivole & non recevable; parce qu'il avoit été interjeté, non seulement avant qu'il y eût eu sentence définitive, mais même avant qu'il y eût instance; n'y ayant eu qu'une simple information, qui n'a jamais été décrétée, & qui, par conséquent, n'a jamais pu faire une instance, qui suppose une citation ou un décret; de sorte que cet appel étoit entièrement nul par la disposition du Droit civil. *L. ante sententiam tempus. Cod. quorum appellationes non recipiantur*: & du Droit canonique, in cap. *ut debitus, de Appellationibus*, & cap. *Romana Scum autem, eodem* du Concordat; tit. *de frivolis appellationibus. Nec à gravamine in quacunque instantia ante definitam sententiam quomodolibet appelletur*: Et du Concile de Trente Sess. 13. c. 1. de *Reform.* qui en rend cette belle raison: *Ne remedio ad innocentiam pra-*

VI. Cl. *fidium institutò, ad iniquitatis defensionem rei abutantur. 2°. Sur ce N°.IV. que cet appel étoit omisso medio, & sans passer par le Métropolitain, contre la disposition du même Concordat, au même titre de frivolis appellationibus: si quis offensus coram suo Judice justiciæ complementum habere non possit, AD IMMEDIATUM SUPERIOREM recursum habeat: nec ad aliquem Superiorem, etiam ad nos & successores nostros vel Sedem prædictam, OMISSO MEDIO, quomodolibet appelletur.... non nisi ad immediatum Superiorem licet appellari.*

Le quatrième moyen: de ce que M. l'Evêque de Vabres, sans aucun commandement précédent, ni monition, a suspendu le Promoteur d'Alet, jusques-à-ce qu'il eût remis la prétendue procédure: ce qui est & contre les Canons, & contre l'ordre judiciaire. Et de ce que le dit Promoteur, ayant fait remettre un extrait en forme de cette procédure, & M. de Vabres ayant levé en conséquence la suspension, il en auroit décerné une seconde, jusques à la remise des originaux.

Le cinquième moyen: de ce que M. l'Evêque de Vabres a passé manifestement les bornes de sa commission, en deux façons. La première, lorsqu'il a entrepris de donner permission au Frere Hilarion Lavour, de prêcher & de confesser dans le Diocèse d'Alet; puisque son Bref ne lui donnoit en aucune sorte un pouvoir si exorbitant, n'y étant pas même parlé de la confession, sans examiner maintenant si on auroit pu lui donner ce pouvoir. La seconde, en ce qu'il a permis aux Freres Devaux & Neblon, qui ne sont pas seulement nommés dans sa commission, de se présenter, ou à lui ou à tel des Evêques de la Province que bon leur sembleroit: ce qui est un attentat inoui dans l'Eglise, & un abus très-dangereux.

Le sixième moyen: de ce que M. de Vabres, dans sa sentence définitive, par un renversement horrible de toute discipline, déclare avoir été bien appelé par le Frere Lavour, & mal jugé, sans dire par qui: ce qui est un abus épouvantable. Car s'il a entendu l'Official d'Alet, comment auroit-il mal jugé, n'ayant rien jugé? Et s'il a entendu M. l'Evêque d'Alet, tout ce qu'il a fait dans cette affaire est, d'avoir donné, dans le cours de sa visite, commission pour informer, ce qui n'est pas un jugement, & de déclarer généralement, par les Ordonnances synodales, qu'aucun Prêtre Séculier ou Régulier ne peut confesser sans son approbation, ni prêcher contre son gré; en quoi on ne peut dire qu'il ait mal jugé, qu'en condamnant les Conciles & les Bulles & Décrets des Papes, que M. d'Alet n'a fait que suivre dans ces Ordonnances.

Enfin

Enfin le septieme & dernier moyen sera pris, de ce que, demeu-VI. CL. rant prouvé par la procédure, que ce Frere Hilarion, qui en convient, N°.IV. a prêché au mépris des défenses de M. l'Evêque d'Alet, a avancé des erreurs condamnées, & a tenu en prêchant plusieurs discours injurieux au caractère Episcopal, M. de Vabres l'a renvoyé absous, a débouté le Promoteur d'Alet, qui, pour faire réparer ces excès, avoit demandé qu'il en fût informé, de ses fins & conclusions; & l'a condamné à quatre cent soixante livres, ou environ, de dépens ou d'épices, contre toutes les regles le l'équité & l'Edit du feu Roi de glorieuse mémoire, de l'an 1625, par lequel il est défendu de condamner les Promoteurs aux dépens, si ce n'est en cas de calomnie manifeste, comme on ne condamne pas les Procureurs du Roi aux dépens, s'ils ne sont convaincus de calomnie.

Comme ces moyens d'abus sont indubitables, on espere que Messieurs les Commissaires nommés par le Roi, remettront les choses dans leur ordre naturel, dont cette sentence si injuste les a voulu tirer; c'est-à-dire, qu'ils renvoyeront ces Religieux à M. l'Evêque d'Alet, pour lui demander pardon de leurs entreprises, & attendre de sa lumiere & de sa bonté, qu'il les emploie, s'il le juge nécessaire, à des fonctions qu'ils ne peuvent usurper d'eux-mêmes sans sacrilege.

*§. 8. De l'affaire des Capucins, qui, n'étant point du Diocèse d'Alet, veulent y quêter malgré M. d'Alet, en même temps qu'ils ne travaillent qu'à décrier sa conduite.*

Comme les Capucins sont les plus ardens défenseurs de la révolte des Gentilshommes, & les plus unis avec eux pour décrier M. d'Alet, les Gentilshommes, de leur côté, n'ont pas entrepris avec moins de chaleur de les soutenir dans leur prétention, si indigne de Religieux de S. François, de quêter dans un Diocèse où ils n'ont aucun Couvent, contre les ordres de l'Evêque, qui n'a point dû souffrir que son peuple, qui est très-pauvre, fût obligé de nourrir des Religieux d'autres Diocèses, qui ne lui rendent aucun service, & qui ne travaillent, au contraire, qu'à ruiner, autant qu'ils peuvent, tout le bien que leur Prélat s'est efforcé d'établir, par des travaux continuels de vingt-cinq années; & ainsi, cette affaire est tout-à-fait jointe à celle de la Noblesse: & en voici l'origine.

Il n'y a aucun Couvent de Capucins dans le Diocèse d'Alet: mais ceux de la ville de Limoux, du Diocèse de Narbonne, & ceux de

VI. Cl. Chalabre, du Diocèse de Mirepoix, y viennent quêter. Ceux d'Ille N°. IV. en Rouffillon, & ceux d'un autre Couvent de Cerdagne, prétendent, depuis quelques années, y venir aussi.

Ceux qui connoissent plus particulièrement ces Religieux, savent qu'il n'y en a guere de plus attachés aux méchantes maximes des Casuistes ; tant parce qu'ils n'étudient guere d'autres livres, que parce qu'ils en trouvent la doctrine commode, pour complaire aux gens du monde, dont leur subsistance dépend. C'est dans cet esprit que ces Capucins des environs d'Alet ont entrepris, depuis plusieurs années, de décrier la conduite de M. l'Evêque d'Alet, & des Ecclesiastiques de son Diocèse. On a appris de tous côtés, que tant ceux qui y viennent pour quêter, que ceux qui y passent, ne parlent de ce Prélat que comme d'un hérétique ; que comme d'un tyran, qui accable les âmes par sa sévérité extraordinaire ; que comme d'un homme qui a des maximes & des regles contraires à celles de l'Eglise, touchant l'administration du Sacrement de Pénitence, parce que leur aveuglement est tel, que tout ce qui n'est pas conforme aux sentiments d'Escobar, de Tambourin, de Guimenius, & de semblables corrupteurs de la Morale Chrétienne, leur paroît n'être pas conforme aux sentiments de l'Eglise.

C'est principalement dans les maisons des Gentilshommes où ils logent, & chez les personnes où ils vont faire la quête, qu'ils tiennent de semblables discours. L'un d'eux s'est emporté jusqu'à dire au Sieur Morin, Médecin de M. le Prince de Conti, qui les trouva aux bains dans le Diocèse d'Alet, qu'il vouloit se travestir pour venir informer dans les villages du Diocèse, de tous les maux que ce Prélat y causoit. Un autre a eu l'insolence, en parlant à des personnes qui avoient une estime particuliere de la conduite de M. d'Alet, de les menacer, par un emportement de fanatique, qu'il s'élèveroit contre elles au jugement de Dieu, si elles ne la quittoient suivant le conseil qu'il leur en donnoit ; & que ce Prélat étoit tel, qu'il n'y avoit aucun mal à le diffamer. C'est pourquoi ils s'en acquittent fort bien, & jamais l'enfer n'a vomi de plus impudentes calomnies contre personne, que celles qu'ils ont osé débiter contre ce bon Evêque, à des grilles de Religieuses, par une effronterie plus digne de démons que de Prêtres & de Chrétiens.

M. d'Alet, faisant sa visite il y a quatre ou cinq ans, reçut plusieurs plaintes des Curés & des Vicaires contre ces Freres Capucins. Ils lui représenterent, qu'ils excitoient les peuples à s'élever contre la conduite que l'on tenoit envers eux pour leur propre bien ; qu'ils se-



ioient diverses calomnies , tant contre lui que contre eux ; que cela VI. CL. ortoit un extrême préjudice aux ames , à qui ces Freres tâchoient N°. IV. e rendre odieuse la pratique très-salutaire de différer , ou de refuser absolution , dans les cas où il le faut faire selon l'esprit de l'Eglise ; ue pour leur donner plus de moyen de secouer le joug de la discipline ecclésiastique , ils les exhortoient de se venir confesser à eux dans leur Couvent de Chalabre , en les assurant qu'ils pouvoient se confesser par-tout à qui ils voudroient : qu'en effet , plusieurs personnes scandaleuses , ou engagées dans des habitudes vicieuses , & quelques-ns même qui étoient interdits de l'entrée de l'Eglise , étoient illés se confesser dans ce Monastere , & y avoient été reçus à la Sainte Communion.

Sur ces plaintes des Curés , M. d'Alet s'adressa aux Gardiens de es maisons , afin qu'ils remédiaient à ces maux ; qu'ils retinssent leurs Religieux dans leur devoir , & qu'ils les obligeassent à quelque atisfaction pour le passé. Mais toutes ses remontrances furent sans effet.

Quelque temps après , M. d'Alet étant en visite en Rocfortois , il y encontra le Frere Blaise , Gardien de Chalabre , duquel on lui avoit ait diverses plaintes , sur ce qu'il extorquoit des gens simples & des femmes , les choses qu'il demandoit , par des discours qui ressembloient ceux des charlatans ; qu'il entroit hardiment dans les maisons , où souvent il n'y avoit que des femmes , les maris étant occupés aux travaux de la campagne ; & que , dans les maisons des Gentilshommes , où il alloit loger , il combattoit toutes les regles de la discipline & des mœurs qui s'observent dans le Diocese.

M. d'Alet le fit venir , afin de l'entendre lui-même sur ce qu'il avoit à dire pour sa justification. Un Ecclésiastique qui tenoit la place du Promoteur , exposa à M. d'Alet , en la présence de ce Capucin , tout ce qui vient d'être dit. Il s'excusa de quelque chose : il avoua les autres , & soutint hardiment , qu'ils pouvoient confesser tous ceux qui viendroient à eux , quoique d'un autre Diocese , où ils n'étoient point approuvés.

On lui représenta ce que le Pape avoit déterminé sur ces matieres , dans le Bref envoyé à M. l'Evêque d'Angers ; & M. d'Alet lut dit , qu'il ne donneroit plus aux Capucins la permission de quêter , s'ils ne lui promettoient de se conformer aux déterminations contenues dans ce Bref touchant les confessions.

Il n'y avoit rien de plus juste que cette proposition , & ce Capucin ne pouvoit refuser de l'accepter , qu'en faisant voir que ces gens-là

VI. CL. veulent bien que le Pape leur puisse donner les privilèges, dont ils abusent. N°. IV. sent pour se moquer de l'autorité des Evêques ; mais qu'ils ne veulent point se soumettre au Pape lorsqu'il les remet dans l'ordre. Ce fut le mouvement de ce Gardien. Il ne voulut point promettre de se conformer à ce Bref envoyé à M. d'Angers : mais parce qu'ils ne vouloient pas aussi perdre leur quête, qui leur est fort chère, plutôt que d'accepter une condition si raisonnable, ils se sont pourvus à la Justice séculière, afin de pouvoir quêter dans le Diocèse d'Alet, sans en obtenir la permission de M. l'Evêque d'Alet, comme ils avoient fait jusqu'alors, & sans avoir plus rien qui les retienne, dans le dessein qu'ils ont de déchirer cet Evêque par toutes sortes de calomnies.

Ils ont surpris deux Arrêts sur Requête : l'un à Toulouse, l'autre au Conseil, pour se conserver ce droit de quête ; faisant voir par-là, qu'ils ne la regardent pas tant comme une aumône volontaire, que comme une espece de tribut, & qu'ils sont bien éloignés de cet esprit d'une pauvreté sublime, dont ils se sont tant vantés, de ne posséder rien, ni en particulier ni en commun ; puisqu'ils ont été prêts de plaider au Parlement de Grenoble, pour du vin de quête qui avoit été saisi : ce qui a bien fait voir que cette désappropriation si entiere de tout domaine, n'est qu'une belle idée dont on se repaît l'esprit, mais qu'on ne prétend rien perdre de tous les avantages réels & effectifs du domaine.

Ils ne se sont pas contentés de faire donner, par ces Arrêts sur Requête, sans ouïr Parties, le pouvoir de quêter sans le consentement des Ordinaires ; ils ont eu soin d'y faire insérer, *qu'il seroit informé des contraventions* ; & ils n'ont pas manqué de faire valoir cette clause pour tourmenter les Curés, qui avoient de la peine de voir le mépris que faisoient ces Religieux de l'autorité de leur Evêque.

Le moindre mot que ces Curés ou les Vicaires ont pu dire, pour témoigner leur étonnement, de ce que ces Religieux entreprenoient de quêter sans la permission de M. d'Alet, a été un sujet suffisant de faire informer contr'eux, & les obliger de quitter leurs Paroisses, pour satisfaire à des ajournements personnels, qu'on a fait décréter contr'eux au Parlement de Toulouse. Le Curé de Rennes fut contraint de s'y aller présenter ; & il paroît, par sa réponse à l'interrogatoire qu'on lui fit, qu'on lui avoit malicieusement imposé, d'avoir parlé dans son Prône contre cette aumône des Capucins, quoiqu'il n'en eût point parlé.

Cependant les Capucins triomphent, de n'avoir plus besoin des Mandemens de M. d'Alet : ils ne portent plus que leurs Arrêts ; ils

les lissent avec insulte dans les places publiques, & ils les accompa- VI. Cl.  
gnent de menaces contre les Curés & Vicaires, qui leur apportent N°. IV.  
quelque trouble dans la levée de cette espece de taille, qu'ils tirent de  
ce pauvre peuple.

Ainsi l'on voit un Diocese très-pauvre, qui, n'ayant aucun Monas-  
tere de Capucins, ni par conséquent aucune obligation d'en nourrir, ne  
laisse pas d'être mangé par quatre Couvents étrangers, de ces Freres  
Mendiants, qui y viennent tant qu'il leur plaît, & qui ne paient les  
aumônes qu'on leur y fait, que par d'insolentes déclamations contre  
l'Evêque & contre les Curés, & par des discours séditieux, pour porter  
les peuples à la révolte contre leurs Pasteurs.

Si ces choses avoient été connues du Parlement de Toulouse & du  
Conseil, où les Arrêts dont les Capucins abusent, ont été rendus,  
il n'y a point d'apparence qu'ils les y eussent obtenus : & ainsi il y a  
sujet d'espérer, que Messieurs les Commissaires nommés par Sa  
Majesté, renvoyeront encore ces Réguliers à M. l'Evêque d'Alet, pour  
lui demander pardon de leurs excès ; pour lui promettre de ne plus  
troubler l'ordre de son Diocese, en s'ingérant de confesser des person-  
nes qu'ils n'ont point pouvoir d'absoudre, selon les vraies regles de  
l'Eglise, & pour attendre de lui la permission de faire leur quête, selon  
la qualité de leurs besoins & le pouvoir de son peuple.



## SECONDE PARTIE DU FACTUM

DE MESSIRE VINCENT RAGOT, Prêtre; Docteur en Droit Canonique, Promoteur de l'Eglise & Diocèse d'Alet; tant pour lui que pour le Syndic du Clergé du dit Diocèse, & Messire Nicolas Pavillon, Evêque d'Alet, en tant qu'il y a & peut avoir intérêt.

Contre le prétendu Syndic de quelques Gentilshommes & quelques Ecclésiastiques & Réguliers de ce Diocèse.

*Contenant la Réponse aux nouvelles Plaintes produites au procès par le dit Syndic, & aux preuves par lesquelles ils ont prétendu appuyer ces Plaintes.*

VI. CL. **P**our ôter tout sujet à ces Gentilshommes de se plaindre, qu'on  
N°. IV. n'a osé attaquer que leurs plaintes en général, mais qu'on a appréhendé de faire voir au public les preuves qu'ils en apportent, on s'est résolu de les faire imprimer, telles qu'ils les ont produites, en se contentant de mettre à la marge les éclaircissements de ces prétendues preuves, qui en feront voir l'impertinence ou la fausseté.

Car, sans parler des cas secrets, sur lesquels les Curés n'ont rien à dire, quoi qu'il leur pût arriver de ces fausses accusations, parce qu'il n'y a point de maux qu'ils n'aussent mieux souffrir, que de violer en rien un secret inviolable; & en ne s'arrêtant qu'aux choses qu'on fait par des voies qui n'obligent point au silence, on fera voir, que tout ce que ces Gentilshommes allèguent, se réduit ou à des faussetés malicieusement inventées pour décrier leurs Pasteurs, ou à des reproches frivoles, qui n'ont pour fondement qu'une ignorance grossière des loix de l'Eglise, qui les porte à reprendre, avec une hardiesse incroyable, comme des excès, ce qui sera loué & admiré par tous ceux qui ont quelque connoissance de l'esprit de l'Evangile & de la discipline ecclésiastique.

Il est vrai que ce sera peut-être une chose assez ennuyeuse, que de répondre en particulier à tant de faits, qui n'ont rien en soi qui attire la curiosité des hommes: mais on en tirera cet avantage pour l'Eglise, que ces faits même étant rapportés dans une simplicité

naïve ; & dégagée des menfonges dont ils les ont accompagnés, VI. Cl. prouveront mieux que toute chose, la fainteté de la conduite du N°. IV. Diocefe d'Alet ; rien n'étant plus capable de faire admirer la vigilance, la fermeté & la fageffe de cet excellent Prélat, & des Prêtres qu'il a élevés dans fon efprit ; parce qu'on y voit la pratique des plus faints Réglements de la difcipline de l'Eglife, qui ne feroient fans cela qu'une vaine fpeculation.

Cependant c'eft à quoi fe font réduits tous les efforts de cette Noblefle, & tout ce qu'ils ont pu faire pour accomplir l'engagement où ils s'étoient mis, dans les premieres plaintes préfentées à Sa Majefté, de prouver tout ce qu'ils avançoient contre ce Prélat, par actes & par témoins.

Et l'on verra, au contraire, par ces éclairciflements, la vérité de ce qu'a répondu M. d'Alet, dans la réponfe qu'il y fit ; qu'on ne pouvoit prouver par témoins non fufpects, ni par aucun acte véritable & légitime, la vérité d'aucun article de tous ceux qu'on alléguoit contre lui dans ces premieres plaintes.

La maniere même dont ces Gentilshommes ont produit ces plaintes & ces preuves, montre affez la peine qu'ils ont à s'engager à les foutenir ; car ils ne les ont ni fignées, ni fait figner par leur Avocat, & n'en ont fait aucun inventaire : de forte que, jufqu'à préfent, c'eft une piece informe, à laquelle on fe feroit pu difpenfer de répondre, s'il n'avoit été avantageux de le faire, pour diffiper entièrement leurs fauffes accusations.

[ Nous supprimons le détail de ces Plaintes & des Réponfes qui y furent faites. Quelque utile ou néceffaire qu'il ait été de le publier dans le temps, la poftérité ne peut y prendre le même intérêt. Dailleurs ces Réponfes ne confiftant que dans la difcuffion de faits particuliers & individuels, ne font pas vraifemblablement de M. Arnauld. Il falloit un homme du pays, comme M. Ragot ou le Syndic du Diocefe, pour la faire avec exaétitude.

Ces plaintes avoient pour objet, les vrais ou prétendus :

I. Interdits de l'entrée de l'Eglife.

II. Refus des Sacrements.

III. Pénitences publiques.

IV. Confessions faites aux Réguliers.

V. Manifeflation de cas.

VI. Rejetés de la Sainte Table avec fcandale.

VII. Excommunications légères & fans caufe.

- VI. CL. VIII. Révélations des confessions.  
 N°.IV. IX. Omissions des prières publiques pour le Roi & la famille Royale.  
 X. Refus des honneurs & droits honorifiques.  
 XI. Refus de la Tonsure aux enfants des Gentilshommes, s'ils ne s'appliquent à être Maîtres d'école.  
 XII. Refus des visa, sur les signatures, aux enfants des Gentilshommes.  
 XIII. Eglises sans service.  
 XIV. Déclaration des péchés hors la confession.  
 XV. Séparation des femmes des intérêts des maris.  
 XVI. Désobéissance aux Actes de Justice.  
 XVII. Refus de publier des Indulgences.  
 XVIII. Refus de publier les Constitutions des Papes Innocent X, & Alexandre VII, sur les cinq Propositions.  
 XIX. Troubles & scrupules donnés à l'article de la mort.  
 XX. Procès intentés sous le nom du Promoteur.  
 XXI. L'affiète du Diocèse dans la Maison Episcopale.

*La Réponse à chacune de ces vingt-une Plaintes, étoit ordinairement appuyée de certificats, qui étoient joints à cette Réponse ; mais qui ne furent point imprimés. ]*

#### C O N C L U S I O N

Voilà tout ce que la passion de ces Gentilshommes ligüés contre leur Evêque a pu trouver à reprendre dans sa conduite, & dans celle de ses Curés, depuis vingt-cinq ans, après des enquêtes de quatre années, accompagnées de toute sorte de mauvais moyens. On a fait voir que cet ouvrage d'iniquité n'est appuyé que sur le mensonge & sur l'ignorance, que sur des suppositions fausses & calomnieuses, ou sur des répréhensions téméraires de ce qui est de plus louable en de bons Pasteurs, qui est l'exécution des Canons & des regles de l'Eglise.

Ce qui reste est, de considérer combien cette entreprise en général, en elle-même, quand elle ne seroit pas accompagnée de tant d'impostures, est scandaleuse ; car il est difficile de concevoir de plus horribles renversements de la discipline ecclésiastique.

Il s'agit dans la plupart de ces plaintes, de ce qui se passe dans le Tribunal de la Pénitence, & de l'usage de la puissance des clefs dans le for intérieur. Il n'y a rien de plus ecclésiastique, & de plus indis-

indispensablement soumis à la juridiction de l'Eglise , & cependant VI. Cl. des Laïques , très-ignorants des regles & de l'esprit de l'Eglise, ne N°. IV. se contentent pas de juger de la conduite de leurs Pasteurs , en cette partie de leur ministère la moins exposée au jugement des hommes , & de la condamner avec autant d'ignorance que d'orgueil ; mais ils veulent encore , par une vexation inouïe , les obliger d'en rendre compte devant les tribunaux séculiers , sans appréhender les peines que l'Esprit de Dieu a fait ordonner par tant de Canons contre de semblables attentats.

S'ils avoient restreint ces plaintes injustes & scandaleuses , à ce qui les regarde en leur particulier , leur témérité ne laisseroit pas d'être fort criminelle : mais ce qui la rend tout-à-fait horrible , est la hardiesse qu'ils ont eu de fouiller dans la conscience des autres , & d'examiner de quelle sorte ils avoient été traités par les Prêtres de Jesus Christ. C'est un désordre tout nouveau , & dont on n'avoit jamais oui parler dans l'Eglise : des Gentilshommes , pour la plupart d'une vie scandaleuse , & sans aucune crainte de Dieu , se mêlent d'interroger de pauvres gens , qui tremblent devant eux , sur le secret de leur conscience ; de leur faire dire de quelle sorte on les a traités à confesse ; si on ne leur a point refusé ou différé l'absolution , & si on l'a fait quelquefois , pour quel sujet on l'a fait ? Peut-on excuser un tel procédé d'impiété & de sacrilege ? N'est-ce pas exposer la Religion à la risée des hommes , & faire un jeu de ce qui doit être le plus sérieux dans le gouvernement de l'Eglise ; qui est l'administration des Sacraments , d'où dépend le salut des ames ?

Si cela se souffre , un exemple si pernicieux se répandra bientôt par-tout. Il n'y aura plus de Curé qui ne soit esclave du Seigneur de sa paroisse dans les fonctions de son ministère. Il faudra qu'il sache de lui , s'il trouve bon qu'il traite les pécheurs selon les regles de l'Evangile ? S'il y a des libertins qu'on ne puisse recevoir aux Sacramens , ils s'en plaindront à leur Seigneur , & il dépendra de sa fantaisie d'en faire un procès à son Curé , comme les Gentilshommes du Diocèse d'Alet en ont fait aux leurs. Ce sera bientôt une des plus ordinaires occupations aux Juges laïques , de régler le devoir des Confesseurs , & de les obliger à n'être plus que les valets de leurs pénitents , en les absolvant en quelque disposition qu'ils se trouvent.

Il est donc de la justice de Sa Majesté , & de Messieurs les Commissaires , de réprimer des entreprises si punissables , & d'en arrêter les suites funestes , en maintenant les Pasteurs évangéliques dans le libre exercice de la puissance qu'ils ont reçue du Fils de Dieu ; puisque la fonction des Rois Chrétiens , selon les Peres , est , de faire servir leur principale autorité à établir le regne de Jesus Christ.

*Signé*, VINCENT RAGOT , Prêtre Promoteur d'Alet.

*Ecrits sur la Discipline.* Tome XXXVI.

O o o

## A V I S

S U R L E S P I E C E S S U I V A N T E S.

**L**E plus grand moyen que les Gentilshommes du Diocèse d'Alet, syndiqués contre leur Prélat, emploient pour se maintenir dans la possession de leurs désordres, est, de les représenter comme fort légers, & de parler de M. l'Evêque d'Alet comme d'un homme qui, par une sévérité excessive, s'oppose aux divertissemens les plus innocents, & leur en fait des crimes. C'est ce qu'ils disent principalement touchant les danses; faisant passer les sentimens de M. d'Alet sur ce sujet, comme tout-à-fait singuliers, & différens de ceux des autres Evêques. C'est pourquoi on a cru qu'il étoit important de publier les Attestations de tous les Evêques voisins, outre celle du Vicégérant de Narbonne au Rasés, & les motifs qui ont porté le Sénéchal de Livieux à condamner ces danses. Par où l'on verra, qu'il n'y a rien au monde de plus honteux, de plus scandaleux & de plus infame, que la manière dont elles se pratiquent en ces quartiers-là, & qu'il faut n'avoir ni pitié ni pudeur, pour défendre de si horribles libertinages. Et c'est ce qui a fait aussi qu'on a été obligé de publier ces Attestations, quelque répugnance qu'on eût à exposer au public des choses de cette nature.



# ÉCLAIRCISSEMENT

S U R L A D É F E N S E

*Des danses, & de la profanation des Fêtes.*

**G**ILBERT, par la providence de Dieu, Evêque de Commenges. Nous déclarons, qu'ayant reconnu par les fréquentes visites que nous avons faites dans notre Diocèse, que la profanation des Fêtes & des Dimanches, qui se fait non seulement par le travail, mais encore par la fréquentation des cabarets, & par la licence effrénée des danses impudiques, étoit un des principaux désordres qui s'y commettoient, & la source d'une grande corruption parmi les fideles de l'un & de l'autre sexe : nous avons été obligés, pour arrêter le cours d'un si grand mal, de défendre, par nos Ordonnances, es dits jours toutes sortes de voitures & de travaux, la fréquentation des dits cabarets, & l'usage de ces danses, comme étant des choses contraires à la sanctification de ces jours, que l'Eglise, & Dieu même, ont consacrés tout entiers à son culte & à son service; & particulièrement le dernier de ces excès, comme une occasion où la pureté se trouve infailliblement blessée, par la maniere si impudique & si contraire à la modestie chrétienne, avec laquelle les peuples de ce pays les pratiquent. **VI. CL.**  
**APPEND.**  
**au N°. IV.**  
 DONNÉ à Commenges le 15 Novembre 1665. *Signé* GILBERT Evêque de Commenges. *Et plus bas*, par Monseigneur DESCHAMPS, & scellé.

**GASTON JEAN BAPTISTE DE LEVI DE LOMAGNE**, Maréchal de la Foi, Marquis de Mirepoix, Seigneur & Baron de Terride, & autres places; Capitaine de cinquante hommes des Ordonnances du Roi, Sénéchal de Limoux. A tous ceux qui ces présentes verront **SAVOIR FAISONS ET ATTESTONS**, comme ce jourd'hui ci-bas écrit, par devant Maître Pierre Esprit, Lieutenant principal en notre Cour, auroit comparu Denys Geoffroy de la Cour, Avocat & Procureur en la dite Cour, faisant pour le sieur Promoteur en l'Evêché d'Alet; lequel l'auroit requis, de vouloir lui dire & déclarer, les motifs qu'il a eu, & qui l'ont porté à donner l'Ordonnance par lui rendue, au sujet de la sanctification des saints jours de Dimanche & Fêtes; portant défenses de faire aucuns travaux, de voiturier, vendre & acheter, fréquenter les cabarets, & de faire des danses publiques aux dits jours; comme aussi de défendre en tout temps, les danses qui se font avec gestes & postures deshonnêtes; & qu'il lui plût d'ordonner, que de son dire Acte lui en soit expédié, pour lui servir par devant qui, & ainsi qu'il appartiendra. Auxquelles requisitions le dit sieur Lieutenant principal ayant égard, **AUROI DIT ET DÉCLARÉ**, que le premier motif qu'il a eu en vue, lorsqu'il a rendu la dite Ordonnance, a été de satisfaire à son obligation en qualité d'Officier; en employant l'autorité de sa charge, pour faire garder & observer les loix de l'Eglise & les Ordonnances de nos Rois, touchant la sanctification de ces saints jours, que Dieu s'est réservés, & auxquels tous les Chrétiens doivent vaquer spéciale-

VI. CL ment à son service : toutes les choses contenues dans la dite Ordonnance étant  
 APPEND. expressément défendues, tant par les loix ecclésiastiques que civiles, lesquelles  
 au N<sup>o</sup>. IV enjoignent & commandent, sous grieves peines, aux Officiers de Justice & Police, d'en procurer l'observation. Et que le second motif a été, la con-  
 noissance particuliere qu'il a eue, du scandale que causent les danfes publiques, en la maniere qu'elles se font dans les lieux qui sont dans le ressort de la Sénéchaussée; soit par les postures indécentes qu'on y fait, soit par les baisers lascifs qui y sont très-fréquents; soit par la dissolution avec laquelle on les fait, en courant par les rues sans se tenir les uns les autres, avec des gestes tout-à-fait insolents, que les filles font aussi-bien que les garçons; soit par les sauts que les garçons font faire aux filles, d'une maniere si infame, qu'on découvre à nud, aux yeux des assistants & des passants, aussi-bien comme à eux-mêmes, ce que la pudeur oblige de cacher le plus, en les élevant aussi haut que leur tête, avec un certain tour, qui fait que leurs jupes s'écartent & se haussent, en sorte qu'elles découvrent une partie de leur corps; en quoi non seulement la bienséance chrétienne est mortellement blessée, mais encore l'honnêteté publique cruellement offensée. De la plupart desquels désordres ayant été lui-même, en plusieurs rencontres, le témoin oculaire, & d'ailleurs étant sollicité par les Promoteurs de l'Officialité de Limoux en l'Archevêché de Narbonne, des Evêchés d'Alet, Mirepoix & Pamiers, admonesté & interpellé par Maître Pierre Sanjou, Prêtre & Vicaire perpétuel de l'Eglise paroissiale S. Martin de Limoux, de vouloir y apporter quelque remède; il se seroit déterminé de donner la dite Ordonnance. Duquel dire il auroit ordonné qu'Acte en seroit expédié au dit de la Cour, pour servir à sa partie, ainsi & par devant qu'il appartiendra. En témoin de quoi ces présentes lui ont été expédiées, signées du dit sieur Lieutenant principal, & du Greffier Civil, & Commissaire de la présente Cour; & scellées du scel & armes de la Sénéchaussée. DONNÉ à Limoux, le 5 jour du mois de Février 1666. Signé, ESPRIT, Lieutenant principal : Et plus bas, du Mandement du dit sieur Lieutenant principal, CABROL, & scellé.

Nous Pierre Sanjou, Docteur en Théologie, Prêtre, Recteur de la Paroisse S. Martin de la ville de Limoux, & Lieutenant d'Official en l'Officialité de la dite ville & pays de Razés, au Diocèse de Narbonne, certifions & attestons, à tous ceux qu'il appartiendra, que l'abus & profanation des saints jours des Dimanches & Fêtes, que la plupart de nos Paroissiens passoient, ou en travaux & œuvres serviles & défendues; comme de voiturier, vendre & acheter; ou dans les tavernes & brélans, ou à faire des danfes publiques & deshonnêtes, nous ayant fait rechercher plusieurs fois les remèdes pour les faire cesser, & ayant pour cet effet employé, mais inutilement, toute l'autorité que nous pouvons avoir, soit en la dite qualité de Recteur ou de Lieutenant d'Official, nous aurions été contraint d'avoir recours à l'autorité de la Justice séculière; & pour cet effet, nous nous ferions adressé à Monsieur Maître Pierre Esprit, Conseiller du Roi, & son Lieutenant principal en la Sénéchaussée & Siege Présidial du dit Limoux, que nous aurions admonesté & interpellé, de vouloir interposer l'autorité de sa charge, pour réprimer tous ces abus, & plusieurs autres, qui vont au scandale du public; mais particulièrement la liberté effrénée, qu'on se donne, de voiturier, vendre & acheter en ces saints jours; de fréquenter les cabarets & tenir des brélans; & sur-tout de défendre, en tous jours, les danfes publiques, qui se font avec prostitution, tant par les jeunes filles que garçons avec gestes & postures indécentes qui font horreur à voir, & que l'on fait néanmoins publiquement à la

vue de tout le monde ; les garçons baisant les filles, & les faisant sauter si haut, que les élevant par dessus leurs têtes, ils leur donnent un certain tour, qui fait que leurs jupes s'étendent & s'ouvrent à même temps, exposant, par ce moyen, à leurs yeux, & à ceux des assistants & passants, à nud, le corps des filles avec lesquelles ils dansent. Lequel sieur Lieutenant principal auroit donné, pour cette occasion, & à la sollicitation des Promoteurs de la dite Officialité de Limoux, des Evêchés d'Alet, Mirepoix & Pamiers, une Ordonnance, portant défenses de commettre tels & semblables abus ; laquelle n'est pas seulement utile, mais encore absolument nécessaire pour les empêcher, & contenir chacun en son devoir. En témoin de quoi, nous avons donné le présent, de nous signé, & du Greffier de l'Officialité, & scellé du sceau d'icelui. A Limoux le 8 Février 1666. *Signé*, SANJOU R. & Lieutenant ; *Et plus bas*, du Mandement du dit Sieur LABATUT, & scellé.

François, par la grace de Dieu & du S. Siege Apostolique, Evêque de Pamiers. Notre Promoteur nous ayant requis un certificat de la manière tout-à-fait dissolue & déshonnête, avec laquelle les danses publiques se font d'ordinaire dans ce Diocèse, pour lui pouvoir servir où il appartiendra : nous certifions & attestons, après la fâcheuse expérience de vingt années, qu'il n'y a rien de pareil au scandale que causent ces danses ; qu'elles sont la principale source & le principe de la corruption dans la jeunesse de l'un & l'autre sexe ; qu'elles se font d'une façon tout-à-fait inouïe, & dans le dernier dérèglement, par les gestes & postures impudiques, à la vue de tout le monde, par les baisers fréquents, par les sauts honteux qu'on fait faire aux filles, dont la seule idée doit faire peine à ceux qui n'ont pas encore renoncé à toute sorte de pudeur, par l'extravagance scandaleuse dont on fuit les violons, en dansant dans les rues & carrefours des lieux : en un mot, on peut dire avec toute vérité, que la bienséance & la modestie, que la raison, même naturelle, suggère & a donné aux femmes pour leur plus grand ornement, & que le P. Paul recommande universellement à tous les fideles avec tant de soin, sont tellement anéanties par ces passe-temps tout brutaux, qu'il est impossible que ceux à qui Dieu a mis en main le pouvoir de les empêcher, les puissent permettre ou dissimuler plus long-temps, sans se rendre coupables d'une infinité de crimes & de scandales. C'est le témoignage que nous nous sommes cru obligé de rendre à ce qui n'est que trop vrai : ce qui est le sujet de nos plus ordinaires gémissements devant Dieu, aussi-bien que des défenses que nous avons tant de fois réitérées à ceux que Dieu nous a fournis, de vaquer à de tels divertissements indignes du nom chrétien. DONNÉ à Pamiers le 15 Février 1666. *Signé*, FRANÇOIS Evêque de Pamiers ; *Et plus bas*, par Monseigneur : PALATIN, & scellé.

LOUIS DE NOGARET DE LA VALLETTE, par la miséricorde de Dieu, Evêque de Carcassonne. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut & bénédiction en Notre Seigneur. Notre Promoteur nous ayant représenté, qu'il voit besoin d'un certificat de la manière scandaleuse & tout-à-fait déréglée, dans laquelle nous avons trouvé, pendant le cours de la visite générale de notre Diocèse, que se font, depuis long-temps, des danses publiques dans tous les lieux d'icelui, pour lui servir où il appartiendra : Inclinant à sa Requête ; nous lui avons accordé ces présentes, par lesquelles nous déclarons, qu'après une très-exacte recherche & pleine connoissance, que nous avons prise depuis ce temps que nous sommes dans ce Diocèse, & pendant le cours de notre dite visite, nous avons reconnu, que ce désordre est si grand, & venu à une extrémité, qu'il semble que les jours de Fêtes, & principalement les

VI. CL.  
APPEND.  
N. IV.

VI. CL. locales, ne font plus que des jours de débauches & de carnaval, bien loin d'être des jours de piété & de dévotion, selon l'intention de l'Eglise. Ce qui APPEND. nous auroit porté à convier & exhorter, le plus efficacement qu'il nous au-  
 au N°. IV roit été possible, tous les peuples, de faire cesser ces désordres, qui ne pou-  
 voient attirer sur eux que la malédiction du ciel; & les fléaux que Dieu envoie d'ordinaire, pour châtier ceux qui, lassant sa patience, sollicitent sa justice à les punir rigoureusement. Mais comme c'est un mal invétéré, nous voyons encore, à notre grand regret, la continuation de ces désordres, par les danses continuelles, lesquelles se font avec tant de dérèglement, par les gestes & postures impudiques, par les fréquents baisers, par les sauts que l'on fait faire aux filles, dont la déshonnêteté ne se peut exprimer sans blesser la pudeur; par la manière folle avec laquelle, en dansant par toutes les rues & carrefours des lieux, on prolonge ces danses bien avant dans la nuit; d'où il arrive tant de scandales, qui font par après éclater au jour ces œuvres de ténèbres, & reconnoître la prostitution de la pudicité & bienfiance chrétienne, que nous jugeons qu'on ne peut ni les permettre, ni les tolérer, étant dans le pouvoir & dans l'obligation de les empêcher, sans se rendre coupable d'une infinité de maux & de crimes. C'est ce que nous croyons devoir témoigner, & qui fait qu'appréhendant que Dieu étant irrité de tant de péchés & de vices, ne permette qu'il arrive quelque désastre extraordinaire au peuple, qu'il a plu à sa divine Majesté commettre à notre conduite, nous les avons défendues autant qu'il nous a été possible pour les prévenir. DONNÉ à Carcassonne, dans notre Palais, sous notre seing & sceau, & contre-seing de notre Secrétaire, ce 18 Février 1666. Signé, LOUIS Evêque de Carcassonne; Et plus bas; par Monseigneur, GAILHARD, & scellé.

LOUIS HERCULES DE LEVI DE VANDATOUR, par la miséricorde de Dieu, & la grace du S. Siege Apostolique, Evêque de Mirepoix, à tous ceux qui ces présentes verront, salut & bénédiction. Nous ne pouvons dissimuler, que nous n'ayions reconnu, par une fâcheuse expérience, depuis le temps qu'il a plu à Dieu de nous appeler au gouvernement des ames de notre Diocèse, qu'un des principaux moyens dont le Démon se sert pour perdre ces ames, est la danse qui se fait en notre dit Diocèse, de la manière du monde la plus dissolue & scandaleuse, par les baisers fréquents, les attouchements & postures lascives, & les sauts qu'on fait faire à chaque pas aux filles, d'une façon qui expose aux yeux des danseurs & des assistants la moitié de leur corps à nud, & découvre ce que la pudeur les oblige davantage de cacher. De sorte que c'est avec grande raison que le Sénéchal de Limoux, ou son Lieutenant, dans l'Ordonnance qu'il a donnée, à la requisiion de notre Promoteur, pour empêcher ces divertissements, si contraires à l'esprit du Christianisme, les appelle une prostitution publique de la pudicité de la jeunesse. C'est pourquoi, comme nous avons souvent gémi de ces désordres, & fait tout ce qui étoit en nous pour les réprimer, tant par nos exhortations que par l'imploration du bras séculier, quoiqu'avec peu de fruit jusqu'à présent, & que nous sommes dans la résolution, avec l'aide de Dieu, de redoubler nos soins à l'avenir, pour en détourner les ames qu'il a plu à Dieu de confier à notre garde, comme d'une occasion prochaine de péché: Nous avons accordé très-volontiers le présent certificat à notre dit Promoteur, pour s'en servir où, & comme il verra bon être. DONNÉ à Paris, pendant la tenue de l'Assemblée générale du Clergé, le treizieme Mars mil six-cent soixante-six, Signé, LOUIS Evêque de Mirepoix, & scellé.



# ÉCLAIRCISSEMENT

## SOMMAIRE,

*Sur le procès intenté par des Gentilshommes du Diocèse d'Alet, contre leur Evêque & leurs Curés.*

**L** n'y eut jamais de vexation plus injuste & plus punissable, que le VI. Cr. procès intenté par cette Noblesse, & on auroit peine de trouver dans N°. V. l'Histoire de l'Eglise un exemple d'une pareille persécution.

Des Gentilshommes, qui sont pour la plupart très-peu réglés dans leurs mœurs, mais qui sont tous, certainement, très-ignorants des règles de l'Eglise, entreprennent de renverser tout ce qu'un très-bon Evêque, comme eux-mêmes le reconnoissent, a tâché d'établir, depuis vingt-cinq ans, pour le bien des ames que Jesus Christ lui a confiées. Leur témérité est telle, que, ne se contentant pas de faire des plaintes très-mal fondées de la conduite qu'on tient sur eux, dans la dispensation du Sacrement de la Pénitence, ils s'érigent en censeurs généraux de tout ce qui se fait dans le Diocèse, & en réformateurs sans pouvoir, de celle qu'on a tenue envers toutes sortes de personnes. Y eut-il jamais exemple d'une pareille hardiesse? Et quelle conséquence n'en doit-on point appréhender si on la souffre?

Pour le faire voir encore davantage, il ne faut que considérer l'état du différent. Il se réduit à deux chefs. Le premier regarde les règles, qui ont été enseignées dans le Diocèse d'Alet pour la dispensation des Sacrements; & le second regarde l'application de ces règles.

Il est vrai que M. l'Evêque d'Alet ayant donné ces règles, il en est responsable, & qu'on pourroit blâmer sa conduite, si elles se trouvoient fausses. Mais que peut-on trouver à redire aux règles qu'il a proposées; puisque ce sont celles que l'Eglise a tant de fois prescrites par ses Canons, que les Saints ont pratiquées, que S. Charles a recommandées si soigneusement aux Confesseurs de son Diocèse, & que les Prélats de France, assemblés à Paris en 1657, ont proposées à toute l'Eglise de France, comme des règles très-saintes, & qu'on ne

VI. Cl. peut ne pas suivre sans renoncer à l'Evangile ? Car ce qui fait crier  
 N°. V. ces Gentilshommes, & ce qui leur fait dire avec une témérité incroya-  
 ble : *Qu'on tient dans le Diocèse d'Alet une conduite toute particulière ;*  
*Et contraire à l'esprit universel de l'Eglise, en la direction des conscien-*  
*ces, Et en l'administration des Sacraments,* est, qu'on y diffère ou refuse  
 l'absolution dans les cinq cas qui ont été proposés aux Docteurs, &  
 sur lesquels ils ont répondu qu'on le devoit faire, conformément  
 aux instructions de S. Charles.

Quel sera donc le crime de M. d'Alet ? Sera-ce de ne s'être pas  
 contenté de proposer ces regles aux Curés & aux Confesseurs de son  
 Diocèse ; mais de les avoir souvent exhortés, conjurés & pressés de  
 les mettre en pratique ? Mais ne seroit-ce pas une espece d'hypocrisie  
 à un Evêque, de proposer en général de beaux réglemens, s'il n'a-  
 voit soin de les faire exécuter en particulier ? Et on ne peut point allé-  
 guer, au regard de ceux-ci, la grande corruption des mœurs de ce  
 siècle, qui obligeroit à s'en relâcher. Car, outre que la multitude des  
 malades n'est point une raison de ne point user des remèdes qui sont  
 propres pour les guérir, la foiblesse générale des Chrétiens, peut bien  
 porter les bons Pasteurs à modérer l'ancienne sévérité de l'Eglise, dans  
 l'imposition des pénitences ( & on ne peut nier aussi, que M. d'A-  
 let n'use en cela d'une très-grande modération ) mais il n'y a point  
 de lieu de se relâcher, quand il s'agit des dispositions essentielles à la  
 réception des Sacraments. Et ainsi, que l'on dise tant qu'on voudra  
 que les temps sont mauvais, il n'est jamais permis de donner l'absolu-  
 tion à une personne que l'on fait en être indigne ; tels que sont ceux,  
 ou qui ont si peu de soin de leur salut, qu'ils demeurent dans une  
 entière ignorance des principaux mystères de la foi, ou qui, ayant  
 pris & retenant le bien d'autrui, ne le veulent pas restituer en tout  
 ou en partie, selon leur pouvoir ; ou qui refusent de réparer le  
 tort qu'ils lui auroient fait en son honneur ; ou qui étant en ini-  
 mitié avec quelqu'un, ne veulent point se réconcilier ; ou qui,  
 étant dans l'occasion prochaine du péché mortel, n'en veulent point  
 sortir ; ou qui, se trouvant dans des habitudes de crimes, ne font  
 point d'effort pour se corriger, & ne donnent aucune marque d'un  
 véritable amendement.

Que si ces regles sont immuables, & s'il est vrai, comme il l'est,  
 qu'on n'en peut abandonner la pratique sans renoncer à l'Evangile,  
 & faire un jeu de ce qu'il y a de plus saint dans la Religion, quelle  
 conséquence doit-on tirer de la plainte que fait cette Noblesse ; qu'il  
 y a plus de cent cinquante habitants du Diocèse d'Alet, à qui on  
 diffère

diffère on refuse l'absolution ? Si ce n'est qu'il faut qu'il y ait dans VI. CL. ce Diocèse un très-petit nombre de mauvais Chrétiens; puisque, dans N°. V. le soin qu'on y prend d'observer les règles que l'on vient de dire, il ne s'y trouve, dans environ cent trente Paroisses, que cent cinquante personnes qui refusent de se mettre dans les dispositions nécessaires pour recevoir dignement l'absolution. Seroit-ce pas même peu, qu'il ne s'en rencontrât que trois ou quatre dans chaque Paroisse ? Principalement si on considère les diverses injustices qui se commettent dans les trafics, qui sont ordinaires dans le Diocèse; lesquels obligeant à restitution, selon que les Docteurs l'ont déclaré dans la résolution des Cas (a), peuvent rendre beaucoup de personnes incapables d'être absous; l'expérience faisant voir combien il y en a peu qui veuillent rendre ce qu'ils possèdent injustement. Cependant cette prétendue multitude de gens que l'on n'absout point, est la grande plainte de cette Noblesse; & , pour mieux dire, le fondement de toutes ses plaintes & de toutes les vaines déclamations, qui n'ont pas plus de couleur, que si un homme rapportoit le grand nombre de personnes que l'on fait mourir à Paris par divers supplices, pour en conclure, que les Juges sont des cruels & des barbares, qui se jouent de la vie des hommes, & ne se plaisent qu'à répandre le sang. Car si on ne fait mourir que des coupables, quelque grand nombre que l'on en fasse mourir, c'est une preuve de la probité des Magistrats, & non pas de leur cruauté. Et si l'on en fait moins mourir en des lieux où il n'y a pas moins de meurtriers & de voleurs, c'est une marque que la justice n'y est pas si bien administrée qu'à Paris. Que pensent donc faire ces Gentilshommes avec leurs plaintes en l'air, qu'il y a cent cinquante personnes dans le Diocèse d'Alet, à qui on refuse ou diffère l'absolution ? Ils s'imaginent qu'on en conclura, que ce Diocèse est dans un état pitoyable, & que ces Prêtres y traitent les âmes avec une tyrannie insupportable; & c'est, au contraire, ce qui fait juger à toutes les personnes de piété, qu'il y a, d'une part, sujet de bénir Dieu, de voir tant de Prêtres qui travaillent sérieusement à la conversion des âmes, en appliquant à leurs maux les remèdes salutaires de la Médecine céleste, au lieu de les rendre incurables par une complaisance criminelle; & qu'il faut, de l'autre, que les travaux d'un saint Evêque n'aient pas été inutiles, puisqu'il ne se trouve pas plus de personnes qu'on soit obligé de ne

(a) [ Ces cas sont au nombre de vingt-neuf résolus par trente Docteurs en Théologie de la Faculté de Paris en Décembre 1665, Janvier & Février 1666. Ces Résolutions ont été imprimées plusieurs fois, chez Ch. Savreux, avec privilege. ]

VI. CL. point absoudre, lorsqu'on observe fidèlement les règles de la discipline  
N°. V. évangélique.

Voilà ce qui regarde les règles en général, que M. d'Alet a proposées à ses Prêtres. Etant aussi saintes qu'elles sont, il n'y auroit plus que l'application qu'on en fait, qui pourroit être reprise. Mais M. d'Alet a répondu lui-même, qu'il s'étoit toujours contenté d'en recommander la pratique aux Curés & aux Confesseurs de son Diocèse, sans leur en déterminer l'application au cas d'aucun particulier, pour leur laisser une entière liberté dans cette fonction, & de leur dire ses sentiments sur les cas pour lesquels on le consulte. Et ainsi, on ne pourroit lui faire un crime de l'application de ces règles, qu'en prouvant, que, d'autres les ayant mal appliquées, il auroit favorisé ou dissimulé les excès qu'ils y auroient commis : ce qui est impossible, puisqu'il n'y a rien de si éloigné de la vérité, & que sa pratique ordinaire, dans la continuelle visite qu'il fait des Paroisses de son Diocèse, est d'examiner soigneusement, & autant qu'il est en son pouvoir, la conduite des Curés & des Confesseurs, sur ce sujet, pour y apporter les remèdes nécessaires, & qu'on ne lui a jamais fait de plainte qui eût de fondement contre aucun, qu'il n'en ait fait une rigoureuse justice.

Ce ne feroit donc que les Curés qu'on pourroit accuser d'avoir mal appliqué des règles très-bonnes en foi, que M. d'Alet leur a proposées. Et c'est de quoi ces Gentilshommes se sont efforcés de chercher des preuves; mais fort inutilement. Car tout ce qu'ils en ont pu ramasser, pendant un si long temps, consiste en des actes passés par devant Notaires, par quelques personnes du Diocèse, qui disent, qu'on les a refusés aux Sacraments ou à confesse; c'est-à-dire, qu'on leur a refusé ou différé l'absolution, dont ils allèguent telle cause qu'il leur plaît. Et il a été bien facile à ces Gentilshommes de faire mettre dans ces Actes ce qu'ils ont voulu, les ayant fait dresser, pour la plupart, dans leurs Châteaux; non seulement sans appeler parties, mais encore sans que ceux qu'ils y faisoient parler fussent rien du contenu, comme il paroît par les déclarations que plusieurs en ont faites. Mais on a fait voir la fausseté ou l'impertinence de ces actes, en montrant, d'une part, que ç'a été avec beaucoup de prudence, de lumière & de charité, que les Curés & les Confesseurs ont usé du délai ou refus de l'absolution; & de l'autre, qu'on ne pouvoit asseoir aucun jugement sur ce qui étoit porté par ces actes; puisque les Confesseurs pouvoient avoir eu bien d'autres raisons de différer ou refuser l'absolution à ces personnes, que celles qui y étoient contenues.



Mais ce qu'il faut considérer en général, & ce qu'on ne sauroit VI. Cl.  
trop représenter, est, que c'est ruiner entièrement le Tribunal de la N°. V.  
pénitence, & porter les meilleurs Prêtres de l'Eglise à s'en retirer,  
pour n'être pas exposés à des vexations sans remède, si l'on souffre  
qu'on leur fasse un crime de la conduite qu'ils se seront crus obligés  
en conscience de tenir envers leurs Pénitents, sans qu'il leur soit  
permis de se défendre; parce qu'il leur est défendu de rien dire, quand  
il iroit de leur vie, de ce qui doit demeurer dans un secret inviolable.  
Il ne faut, de plus, qu'un peu de sens commun, pour juger, qu'il  
n'y a que la crainte de Dieu qui puisse porter des Prêtres, dont la vie  
d'ailleurs est très-exemplaire, à préférer leur devoir à la complaisance,  
qu'on a si naturellement pour des personnes avec qui on a à vivre  
toute sa vie; de qui on peut attendre beaucoup de douceurs, en les  
traitant avec indulgence, & beaucoup de traverses & de sujets de cha-  
grin, en ne se rendant pas à leurs desirs; & que la considération  
d'un Evêque de soixante-huit ans, dont la protection, pendant même  
qu'il vivra, est fort peu de chose, à la regarder humainement, ne fe-  
roit pas capable de faire grande impression sur des ames basses, qui  
n'auroient que des vues humaines. De sorte qu'il n'y a point de per-  
sonne raisonnable, qui ne juge que ce qui les empêche de se relâcher,  
est la juste crainte qu'ils ont de se perdre avec ceux qu'ils entretien-  
droient dans le péché par une cruelle indulgence, & en les trompant,  
comme dit S. Cyprien, *par une fausse paix, pernicieuse à ceux qui la don-  
nent, & infructueuse à ceux qui la reçoivent.*

Voilà à quoi se réduit tout le procès intenté par cette Noblesse  
syndiquée: car s'il y a quelqu'autre chose de particulier, dont quel-  
ques-uns d'eux se plaignent, il ne falloit point pour cela de Syndicat  
ni de ligue; chacun d'eux devoit s'adresser à M. d'Alet, & lui faire  
ses plaintes, & ce Prélat lui auroit fait justice.

Ils disent, par exemple, que l'on révéle les confessions. S'ils pré-  
tendent que cela se fait selon les instructions, ou par les ordres de M.  
d'Alet, c'est une calomnie très-criminelle & tout-à-fait punissable.

Que s'ils disent seulement, qu'un tel Prêtre a révélé des confessions,  
il n'y a rien de plus faux. Mais, quoi qu'il en soit, il est permis à  
tout le monde de se rendre dénonciateur contre ce Prêtre, & de le  
poursuivre régulièrement & selon les formes canoniques, jusqu'à ce  
qu'il soit, ou absous, ou condamné.

Ils en est de même des paroles injurieuses, qu'ils attribuent à cer-  
tains Curés. Ils auroient dû en demander la réparation au temps qu'el-  
les auroient été dites, si elles l'avoient été. Mais, de se servir de ce

VI. CL. faux prétexte , pour faire une conjuration qui va à renverser toute la  
N°. V. discipline d'un Diocèse ; c'est un procédé tout - à - fait indigne de  
Chrétiens.

Mais rien ne fait mieux voir de quel étourdissement Dieu les a frappés , que de considérer les conclusions qu'ils prennent. Car , après avoir accusé M. d'Alet & les Curés de son Diocèse , de tenir une conduite opposée à celle de toute l'Eglise , & les avoir contraints , pour repousser ces accusations calomnieuses , de dire quelqu'un des sujets , qui peuvent avoir été cause qu'on n'a pas pu user envers eux de toute la condescendance qu'on eût voulu , ils se réduisent à demander réparation des injures qu'ils prétendent qu'on leur a dites ; comme si c'étoit-là le fond de l'affaire , & comme si ce n'étoit pas eux qui se fussent ligués , pour troubler leur Evêque & leurs Curés dans leurs fonctions , avant qu'on eût rien dit d'eux.

N'est-il pas visible qu'ils abandonnent par-là le procès qu'ils ont intenté , ayant eu honte des véritables conclusions qu'ils devoient prendre selon leur premier engagement ? Car ils ne pouvoient , selon cela , conclure autre chose , sinon , qu'il leur fût permis de vivre dans toute sorte de licence & de désordre ; de ne point restituer le bien mal acquis , ni payer leurs dettes , ni quitter les occasions prochaines de péché ; & qu'avec tout cela leurs Curés fussent obligés de leur donner autant d'absolutions qu'ils voudroient , sans se mettre en peine de leur disposition , ni passée , ni présente , ni future.

C'est ce qu'on devoit leur adjuger , afin de leur faire gagner leur procès. Mais comme ils en ont eux-mêmes de la confusion , ne l'ayant osé demander expressément , on s'assure que Messieurs les Commissaires n'auront garde de leur accorder une prétention si pernicieuse à l'Eglise , & si préjudiciable à leur propre salut. Et ainsi , leur propre avantage , aussi-bien que la justice , les oblige de reconnoître les excès qu'ils ont commis dans cette conjuration criminelle contre leurs Pasteurs ; & au lieu de rechercher , comme ils ont fait jusques ici , une funeste impunité dans leurs désordres , recourir à leur vrai Pere , afin de trouver dans les entrailles de sa charité pastorale , les remèdes aux blessures qu'ils se sont faites à eux-mêmes , & les moyens de satisfaire à l'avenir , à l'obligation qu'ils ont de mener une vie conforme aux maximes du Christianisme [1666].



# R É P O N S E

## A QUELQUES DIFFICULTÉS

*Proposées de la part des Gentilshommes Syndiqués du Diocèse d'Alet ;  
contre leur Evêque & leurs Curés.*

**I. Difficulté.** ON se plaint qu'on étend bien loin ce qu'on appelle VI. Ce notoriété, au regard des faits sur lesquels on peut refuser l'absolution. N°. VI.

**Réponse.** On ne se pourroit plaindre sur cela de M. l'Evêque d'Alet, qu'en lui imputant, sans raison, ce qui est tout-à-fait éloigné de sa pensée : car il n'a point d'autre notion du mot de notoire, que celle qu'en ont tous les Théologiens, qui le définissent en ces termes : *Quod nulla tergiversatione in totâ viciniâ celari potest.* Et il a toujours fait enseigner, que, pour refuser l'absolution à une personne, il falloit 1°. Que le fait fût évident ; c'est-à-dire, ou confessé ou notoire, en la manière que l'on vient de dire. 2°. Que ce fait fût un péché, du nombre de ceux pour lesquels on dût refuser l'absolution selon les règles.

**II. Diffic.** Mais il y a des personnes qui prétendent, que, quand un Pénitent ne se confesse pas de quelque péché, il ne suffit pas qu'il soit notoire en la manière qu'il vient d'être expliqué, afin que le Confesseur puisse lui refuser ou différer l'absolution pour ce péché-là ; mais qu'il faut, de plus, qu'il y ait eu un jugement rendu sur cela contre le Pénitent : qu'autrement les Confesseurs jugeroient de tout, & ne laisseroient plus rien à juger aux Magistrats ; & que de plus, il leur seroit facile de tourmenter injustement leurs Pénitents.

**Rép.** Cette prétention, que la notoriété d'un péché ne suffit pas pour donner lieu aux Confesseurs de refuser l'absolution, mais qu'il faut, de plus, un jugement, est tout-à-fait insoutenable, & entièrement contraire à l'usage de l'Eglise. Car 1°. quand S. Paul dit : *Peccantes coram omnibus argue, ut & ceteri timorem habeant*, suppose-t-il que ces pécheurs, qu'on devoit reprendre devant tout le monde, devoient avoir été condamnés auparavant par un jugement ? N'est-il pas clair ;

VI. CL. qu'il ne demande autre chose , sinon que ceux que l'on reprend  
 N°. VI. ainsi , aient péché d'une manière qui ait scandalisé les autres ? Et c'est  
 ce que S. Grégoire établit dans le XIII livre de ses Morales , Chapitre  
 III , où , parlant des péchés de ceux qui sont puissants dans le monde , & qui sont opiniâtres à s'excuser , *potentes & protervi* , il dit , que  
 quand leurs péchés sont connus du Pasteur , mais qu'ils sont cachés  
 aux autres , il ne doit parler contr'eux qu'en général , & sans les mar-  
 quer en particulier. Mais il ajoute , qu'il n'en est pas ainsi quand ils  
 pechent d'une manière qui est connue de plusieurs autres ; parce qu'a-  
 lors , pour empêcher le mauvais exemple , il les faut reprendre publi-  
 quement : *Sed hæc* , dit-il , *de occultis potentium delictis loquimur. Nam*  
*quando & aliis cognoscentibus peccant , aliis etiam cognoscentibus incre-*  
*pandi sunt ; ne si Prædicator taceat , culpam approbasse videatur : atque*  
*hæc crescens in exemplum veniat , quam Pastoris lingua non secatur.* Si cela  
 est permis dans une répréhension publique , combien plus dans le Tri-  
 bunal de la pénitence , qui est bien plus secret ?

2°. Le Concile de Basle , la Pragmatique Sanction & le Concordat ,  
 retranchant le grand nombre d'excommuniés qu'on étoit obligé d'évi-  
 ter , le réduit à deux sortes de personnes ; à ceux qui sont nommément  
 dénoncés , & à ceux qui , notoirement , ont battu outrageusement  
 des Ecclésiastiques : *notorii Clericorum percussores*. Il marque donc par-  
 là , que la notoriété , sans aucun jugement rendu , suffit pour être  
 obligé d'éviter ces derniers. Or si les particuliers les peuvent & les doi-  
 vent éviter sur la notoriété , combien plus un Confesseur leur peut-il  
 refuser l'absolution sur cette même notoriété ? Et on ne peut pas objec-  
 ter , que cela ne se peut donc pas dans les autres cas , mais seulement  
 dans celui-là : car on n'apporte ces Décrets de l'Eglise , que pour prou-  
 ver que la notoriété peut rendre une chose aussi constante qu'un juge-  
 ment. Mais de ce que l'on n'a pas voulu , que , dans les autres cas ,  
 la notoriété obligeât d'éviter les excommuniés , ce n'est pas qu'on ne  
 pût être aussi assuré , par cette notoriété , de leur excommunication ,  
 que s'ils avoient battu un Prêtre ; mais c'est que l'Eglise a voulu dis-  
 penser les fideles de cette obligation fâcheuse & pénible , d'éviter tant  
 d'excommuniés , au lieu qu'au regard des Confesseurs , elle n'a pu ni  
 dû les dispenser de la fidélité qu'ils doivent avoir , à ne pas donner  
 les Sacraments à ceux qui en sont indignes , quand leur indignité est  
 notoire.

3°. Entre les cas réservés à l'Archevêque de Paris , celui-ci en est  
 un : *Adulterium publicum , quod vel judicio probatum est , vel nulla ter-*  
*giverfatione in tota vicinia celari potest.* Cela fait voir , que , dans l'E-

glise, on reconnoît deux manieres qui rendent les péchés publics & VI. CL. constants : l'une, la conviction par jugement, *quod vel judicio probatum est* : l'autre, la notoriété, à laquelle il suffit qu'une chose soit connue & certaine dans tout le voisinage : & dans ce dernier cas, aussi bien que dans le premier, les Confesseurs qui n'ont pas les cas réservés, non seulement peuvent, mais doivent ne pas absoudre ceux qui se présentent à eux, parce qu'ils n'en ont pas le pouvoir.

4°. Ce jugement qu'on demande ne pourroit être nécessaire, que pour rendre la chose certaine. Or il est clair qu'il y a des choses que la notoriété rend aussi certaines que tous les jugements du monde. Car faut-il un jugement pour être assuré qu'un homme est Comédien ; qu'un homme tient un brelan, & qu'il donne à jouer à tous ceux qui vont chez lui ; qu'une fille ou une veuve, qui est accouchée au vu & su de tous ses voisins, s'est mal gouvernée ? Qui peut donc ôter aux Confesseurs, dans tous ces cas & semblables, le droit d'empêcher que toutes ces personnes n'abusent des Sacrements, si elles étoient assez hardies pour nier leurs péchés ?

Quant à ce qu'on dit, que les Confesseurs jugeroient de tout, & qu'ils ne laisseroient plus rien à faire aux Magistrats, cela n'est pas véritable ; puisque la plupart des procès se font plutôt sur des choses douteuses & obscures, que sur des choses notoires ; & qu'il arrive même peu souvent, qu'il y ait des procès au regard de certains péchés qui occupent le plus les Confesseurs. Mais, de plus, quand le soin que les Confesseurs auroient de se bien acquitter de leur ministère diminueroit quelques procès, ce seroit plutôt un bien qu'un mal ; puisqu'il seroit à desirer que les Chrétiens satisfissent à leurs obligations, plutôt par principe de conscience que par la seule crainte des loix civiles.

Mais les Confesseurs, dit-on, peuvent abuser de cette conduite, en supposant notoire ce qui ne l'est pas. Cela est vrai ; mais ce n'est pas une raison pour ôter aux bons mêmes un pouvoir, sans lequel ils ne sauroient se bien acquitter de leur ministère. Il n'y a point de loi humaine qui soit tellement parfaite, qu'il ne s'y rencontre point d'inconvénients. Les rigueurs que l'on tient à ceux qui sont accusés de crimes, de n'avoir que la voie de reprocher les témoins, avant que d'avoir pu rien savoir de ce qu'ils ont déposé contre eux, sans être reçus à prouver leurs faits justificatifs, peuvent servir sans doute à opprimer quelquefois des innocents. Mais parce que si on se dispensoit de ces rigueurs, un grand nombre de criminels éviteroient la punition de leurs crimes, on a cru devoir établir ces rigueurs, encore qu'elles pussent être quel-

VI. CL. quefois préjudiciables; parce qu'ordinairement elles sont utiles. Il en N°. VI. est de même du Tribunal de la pénitence. Quelques mauvais Confesseurs pourroient abuser du droit qu'ils ont de refuser l'absolution pour des péchés notoires, que le Pénitent n'avoue pas. Mais cela est très-rare : & en ce cas-là même, le Pénitent peut avoir recours à l'Evêque, qui ne manquera pas de lui faire justice. Mais, en ôtant aux Confesseurs ce droit, qu'ils tiennent de Jesus Christ & de l'Eglise, on leur ôte très-souvent le moyen d'empêcher un grand nombre de sacrileges & de profanations des Sacrements; & ce dernier mal est bien plus considérable que l'autre, puisque de cent Confesseurs, il ne s'en trouvera pas quatre, qui ne soient beaucoup plus portés à user envers les Pénitents d'une condescendance qui les perd, qu'à les traiter non seulement avec trop de rigueur, mais même avec la fermeté qu'ils doivent.

III. *Diffic.* On se plaint aussi des interdictions, qu'on publie contre ceux qui n'ont point fait leur devoir paschal.

*Rép.* Pour changer ce sujet de plainte en un sujet tout particulier d'édification, il ne faut que rapporter la conduite que M. l'Evêque d'Alet garde sur ce point. Il ordonne aux Curés de son Diocèse, de publier deux fois pendant le Carême, le Canon *Omnis utriusque sexus*, une Lettre pastorale & une Ordonnance sur ce sujet, & de faire publiquement au Prône, une des deux Fêtes de Pâques, & le Dimanche de la *Quasimodo*, une monition en général, contre ceux qui n'ont point satisfait à leur devoir paschal. Ils doivent ensuite, selon qu'il est marqué dans le Rituel Romain, & qu'il s'observe encore aujourd'hui à Rome, lui envoyer, quinze jours après Pâques, le rôle de ceux qui n'ont pas communie. Mais il faut remarquer, qu'on ne met point dans ce rôle aucun de ceux, qui, étant dans quelque empêchement, ont été différés pour travailler à leur amendement; parce qu'ils sont censés avoir satisfait à leur devoir paschal. Ce rôle ayant été fait, M. d'Alet se le fait représenter dans chaque Paroisse, où il va exprès. Il fait venir devant lui ces personnes, qui y sont nommées; les exhorte & les conjure de penser à leur salut, & n'oublie rien de toutes les adresses de charité pour les faire entrer dans leurs obligations. Et il est vrai aussi, que Dieu répand tant de bénédictions sur cette conduite, qu'il en reste peu qui ne se rendent à ses charitables avertissements. Que s'il trouve des cœurs endurcis, auprès desquels ses exhortations & ses larmes n'aient aucun effet la première fois, il revient, au bout de deux ou trois mois, & quelquefois un an après, & fait encore la même chose à leur égard. Et enfin, s'il voit qu'il ne peut rien gagner sur eux, & qu'il soit besoin, pour l'édification de la Paroisse, de

de les interdire , il garde encore ce tempérament , qu'en faisant son VI. Cl. Ordonnance il ne les nomme point , pour ne les point rebuter , & N°. VI. leur donne encore quinzain<sup>e</sup> pour penser à eux , & pour profiter des salutaires avertissements qu'il leur a donnés. Cette condescendance fait qu'il n'y en a presque point qui souffrent qu'on les déclare interdits , & c'est pour cela que le nombre en est si petit dans le Diocèse , qu'on n'y en a pas interdit dix-huit depuis plusieurs années , sans qu'on en puisse nommer aucun , qui n'ait attiré sur lui cette interdiction par une vie scandaleuse , ou pour quelqu'autre cause publique , tant M. d'Alet y apporte de circonspection & de réserve.

*IV. Diffic.* On se plaint encore , que l'on entre dans le secret des familles , & que l'on se mêle de leurs affaires temporelles , en les voulant obliger de payer leurs dettes.

*Rép.* Cette plainte ne pourroit avoir que des fondements hérétiques , puisque ce seroit une hérésie , de prétendre , que l'on ne commet point de péchés mortels dans les affaires temporelles ; ou que ces sortes de péchés ne sont pas sujets aux clefs ; ou que les Confesseurs n'ont pas droit de représenter les obligations que la loi de Dieu impose aux Chrétiens , dans ces sortes d'affaires , & de leur refuser l'absolution s'ils ne veulent pas y satisfaire. Mais ce qui est arrivé souvent sur ce sujet dans le Diocèse d'Alet , & ce qui a fait crier ces Gentilshommes , prouve encore davantage , combien la conduite qu'on y tient est sainte. Des Gentilshommes , par exemple , faisant des dépenses au-delà de leur bien , prennent des marchandises à crédit , & ne paient point les Ouvriers qu'ils emploient ; ces pauvres gens les pressent , & n'en peuvent rien tirer. S'ils obtiennent des sentences , avec beaucoup de frais & de peine , ils ne les peuvent faire exécuter : la nécessité les force de s'en plaindre aux Curés , & même à l'Evêque. Ces faits sont manifestes : & ainsi n'est-il pas clair qu'un Curé , à qui on a fait ces plaintes , trahiroit son ministère , s'il n'obligeoit ces Gentilshommes à rendre , selon leur pouvoir , ce qu'ils doivent à ces pauvres gens , & s'il ne leur refusoit l'absolution , quand ils ne le veulent pas faire ?

*V. Diffic.* On trouve étrange qu'on ait refusé l'absolution à ceux qui jouent du violon , du hautbois , ou autres instruments , à moins qu'ils ne les rendent.

*Rép.* Il n'est pas vrai qu'il y ait une règle générale au Diocèse d'Alet , de n'absoudre point ceux qui jouent du violon ou du hautbois , s'ils ne promettent de n'en plus jouer. Ce n'est qu'un fait particulier , d'un fort bon Curé , & fondé sur des raisons particulières. Ce joueur de violon & de hautbois est un artisan , qui , travaillant toute

VI. CL. la semaine à son métier , ne se servoit de ces instruments que pour N°. VI. faire danser les Dimanches & les Fêtes, & sur-tout aux Fêtes de Patron ; ce qui est défendu par les Ordonnances. On lui avoit défendu plusieurs fois de contribuer ainsi à cette profanation des Fêtes , & aux danses scandaleuses qui se faisoient en ces jours-là. Il l'avoit promis & n'avoit point tenu sa promesse ; & ainsi le Curé , considérant que ces instruments lui étoient une occasion prochaine de péché, crut être obligé de les lui faire rendre , & offrit pour cela de les lui payer.

*VI. Diffic.* On objecte , que la danse ne paroît pas un péché assez grand pour le soumettre à la pénitence publique.

*Rép.* On répond , 1°. qu'il faut considérer la qualité de ces danses , qui sont tellement scandaleuses & déshonnêtes , qu'on ne peut même lire sans rougir les certificats qui ont été donnés par les Evêques du pays , dans la nécessité d'en représenter l'excès. 2°. Que cette pénitence est fort peu de chose , puisqu'elle ne consiste qu'en une satisfaction très-raisonnable du scandale qu'ils ont donné par une action toute publique. Et cela est même fondé sur la justice naturelle , qui oblige de réparer , autant que l'on peut , le scandale qu'on a causé. 3°. Que l'exemple de S. Charles , qui doit avoir mieux entendu que personne les Décrets du Concile de Trente , fait voir , qu'on a droit de soumettre à la pénitence publique tous les péchés publics. 4°. Qu'il n'est point nécessaire que les péchés soient marqués en particulier par les Canons , pour être soumis à la pénitence publique : car il ne se trouvera point , que , dans tous les Conciles d'Afrique , il y en ait aucun qui soumette tel & tel péché à la pénitence , quoique la pénitence canonique fût très-exactement observée dans cette Eglise. Et nous voyons même , que S. Augustin , à la fin de son Commentaire sur le Pseaume 50 , met en pénitence publique un Astrologue , pour avoir fait seulement des horoscopes , quoiqu'il n'y ait aucun Canon qui soumette les Astrologues à la pénitence : & c'est pourquoi aussi , dans l'homélie 50 , il ne donne point d'autre règle , que le violement du Décalogue , pour marquer ceux qui devoient faire cette sorte de pénitence , pour laquelle on étoit proprement appelé Pénitent dans l'Eglise : *Qui propriè Pœnitentes in Ecclesia vocantur.*

*VII. Diffic.* On dit encore ; qu'il paroît dur d'interdire une Eglise , parce qu'on a dansé dans un village un jour de Fête.

*Rép.* M. d'Alet n'a fait en cela qu'exécuter une Ordonnance qui s'observe dans le Diocèse de Narbonne , laquelle ne regarde pas les danses qui se font en toutes sortes de Fêtes , mais seulement aux principales Fêtes de l'année , comme les annuelles & les Fêtes de Patron. Et de



plus, ce n'est point un interdit de l'Eglise que l'on ordonne pour VI. CL. cela; mais une simple cessation à *divinis*, jusqu'à ce que les principaux N°. VI. de la Paroisse aient obligé les auteurs du scandale de faire quelque satisfaction, afin qu'ils soient intéressés à empêcher ces désordres scandaleux, comme ils le peuvent.

*VIII. Diffic.* Ces Gentilshommes prétendent, qu'en quelque débordement que soit un homme, l'Evêque ne le doit point excommunier ensuite des informations & monitions faites par la justice ecclésiastique; mais qu'il faut qu'il y ait eu auparavant information & jugement rendu contre lui par la justice séculière.

*Rép.* Cette prétention est une erreur manifeste. Car, 1°. ce seroit faire dépendre l'usage des clefs, que les Evêques ne tiennent que de Jesus Christ, de la justice séculière. 2°. Les Evêques peuvent-ils suivre un meilleur exemple; dans l'exercice de cette puissance, que celui que les Apôtres leur ont laissé? Or quand S. Paul excommunia l'incestueux de Corinthe, & depuis encore Hyménée & Alexandre, attendit-il qu'ils eussent été condamnés par des Juges séculiers. 3°. L'Eglise Pa-t-elle attendu pendant trois cents ans, que tous les Magistrats étoient payens, ou n'a-t-elle excommunié personne durant tous ces siècles? 4°. Il y a beaucoup de péchés très-énormes devant Dieu, que les Magistrats séculiers n'ont point accoutumé de punir, & dont ils ne s'informent point, comme des péchés d'impureté, quelque fréquents qu'ils soient. Faudra-t-il que les Evêques manquent pour cela de réprimer ces désordres par les Censures Ecclésiastiques, sur-tout quand ils sont fort publics & fort scandaleux? 5°. Il y a des crimes, qui étant déferés aux Magistrats séculiers, sont punis de mort, comme le meurtre, le duel, &c. Les Evêques ne pourront donc pas punir ces crimes de l'excommunication, parce que ce seroit contribuer à la mort de ces personnes ( ce qui leur est défendu par leur caractère ) s'ils s'adressoient aux Magistrats pour les faire condamner avant que de les excommunier; au lieu que l'Eglise, qui ne demande point le sang, mais la conversion des pécheurs, est bien-aïse de donner du temps à ces personnes, afin qu'ils fassent pénitence, ne les livrant à Satan, par l'excommunication, que pour les faire rentrer en eux-mêmes, par l'horreur qu'ils doivent avoir de cet état, & procurer ainsi leur salut, comme dit S. Paul, *ut spiritus salvus sit in die Domini.*

*IX. Diffic.* On se plaint que M. d'Alet & ses Curés entreprennent sur l'autorité du Roi & de ses Magistrats, & les preuves qu'on en apporte sont : 1°. Que, dans ses visites, on oblige ceux qui plaident de s'accommoder, ou de s'en rapporter à des Arbitres; &, s'ils ne le veu-

VI. Cl.<sup>1</sup> ent faire, on les refuse aux Sacrements, & ensuite on les interdit.  
 N°. VI. 2°. Qu'il paroît, par les réponses qu'on a faites à quelques plaintes, que l'on connoît de l'injustice des contrats, & qu'on a différé d'entendre en confession quelques personnes, jusqu'à ce que l'on fût de quelle maniere ils possédoient de certains biens. 3°. Qu'il tient une assemblée de personnes qu'il appelle Congrégation, dans laquelle on connoit de toutes sortes d'affaires, & que même on y cite les gens.

*Rép.* Ceux qui connoissent M. d'Alet, savent qu'il n'y a point de personne plus éloigné que lui de se mêler d'affaires temporelles, & de s'employer à autre chose qu'aux fonctions de son ministère. Mais on ne peut nier que ce n'en soit une, & des principales, de réconcilier ceux qui sont en querelle, & dans des inimitiés qui étouffent, dans leurs cœurs, les sentiments de la charité chrétienne, qui est l'ame du Christianisme; & comme il arrive très-souvent que les procès sont la source de ces inimitiés, il est clair aussi qu'il est du devoir, non seulement des Evêques, mais de tous ceux qui ont quelque zèle pour le bien des ames, d'exhorter ceux qui sont en cet état, de s'accommoder & de s'en remettre à des Arbitres. C'est une des premières choses qui est recommandée aux Missionnaires dans leurs missions; & les grands Seigneurs, qui ont de la piété, s'occupent principalement à cet exercice de charité, qui fait l'une des béatitudes de l'Évangile, lorsqu'ils font la visite de leurs terres. Il n'y a donc rien en cela que de louable dans la conduite de M. d'Alet. Et ce qui fait voir qu'il n'agit que pour le bien des ames, & non par un esprit entreprenant, est, que, dans le dernier Jubilé, un très-homme de bien, Conseiller du Parlement de Toulouse, s'étant trouvé à Alet, il le pria de l'accompagner dans ses visites; & l'ayant associé avec un Gentilhomme très-entendu dans les affaires, il ne se réserva que la peine de calmer les esprits: ce qui est presque toujours une chose très-laborieuse, & laissa à ces deux personnes de condition, le soin d'accommoder les différends de ceux qui voulurent bien s'en remettre à eux.

Il y auroit de l'impiété à trouver à redire à ce procédé de M. d'Alet; puisque ce seroit condamner S. Paul, qui parle si fortement contre les Chrétiens qui avoient des procès, jusques à dire, qu'ils devoient plutôt souffrir l'injustice, & qu'il y avoit au moins en eux quelque défaut de vertu, de ce qu'ils se portoit à plaider les uns contre les autres. Après cela ne faut-il pas avouer, que les procès entre les Chrétiens peuvent être des maux nécessaires; mais que c'est toujours quelque sorte de mal; & qu'il seroit aussi à souhaiter qu'il n'y en eût point, qu'il seroit à désirer qu'il n'y eût point de maladies?

Mais l'un & l'autre seroit un souhait fort inutile, puisque, comme les VI. Cr. esprits & les corps des hommes sont faits, il ne manquera jamais d'y N°. VI. avoir dans le monde des plaideurs & des malades.

On n'ose donc pas faire un crime à M. d'Alet, de ce qu'il travaille, dans ses visites, à accommoder les procès des pauvres gens. Mais, pour trouver un sujet de calomnie dans une si sainte conduite, on l'empoisonne par cette imposture, qu'on refuse l'absolution à ceux qui plaident, s'ils ne cessent de plaider, & ne s'en remettent à des Arbitres. Or c'est ce qui est très-faux : & il est bien facile d'en être convaincu, puisqu'il y a dans le Diocèse d'Alet un grand nombre de personnes, de toutes conditions, qui plaident effectivement, & qui ne laissent pas d'être dans la participation des Sacraments. Il n'y a que deux cas où l'on refuse ou diffère l'absolution à ceux qui ont des procès ; mais qui sont tous deux incontestables. L'un est, quand ces procès causent des inimitiés irréconciliables. Et alors ce n'est qu'à cause de ces inimitiés, & non à cause des procès en soi qu'on refuse de les absoudre.

L'autre est, quand il y a une notoire & manifeste injustice en l'un de ceux qui plaident. On dit notoire & manifeste ; car lorsque le différend est tant soit peu douteux, on se contente de les avertir de leur obligation, & on en laisse la décision aux Juges. Mais en cas de manifeste injustice, on ne voit pas comment on pourroit prétendre que les Confesseurs aient moins de droit de refuser l'absolution à ceux qui y persistent, que pour les autres péchés mortels, dont un Pénitent ne se veut point corriger. Est-ce que l'injuste possession du bien d'autrui n'est pas défendue par le Décalogue, aussi-bien que le parjure, la fornication & le faux témoignage ? Pourquoi donc ces autres violemens du Décalogue étant notoires, donneroient-ils droit au Confesseur de refuser ou différer l'absolution, quand on n'en a pas un vrai repentir ; & que le violément du même Décalogue, en matière d'injustice, quand il est aussi constant & notoire, ne donneroit pas le même droit dans les mêmes circonstances ? S. Jacques parle fortement contre les riches qui retiennent le salaire de ceux qui ont moissonné leurs bleds : *Ecce messis operariorum qui messuerunt regiones vestras, quæ fraudata est à vobis, clamat, & clamor eorum in aures Domini sabaoth introivit.* Est-ce qu'on seroit obligé d'absoudre un homme, qui, étant coupable de ce péché qui crie vengeance contre le ciel, ne voudroit pas y satisfaire ? Si un homme reconnoissoit qu'il a fait un procès, qui n'auroit pour fondement qu'une fausseté, pourroit-on l'absoudre, sans qu'il promît d'abandonner ce procès ? Et si un Confesseur l'y obligeoit, l'accuseroit-on d'entreprendre sur l'autorité du Roi & des Magistrats ? Il en

VI. CL. est de même de ceux, qui, au vu & su de tout le monde, prêtent N°. VI. à usure. Est-ce que les Confesseurs sont obligés de les absoudre ; au lieu que S. Charles ne veut pas seulement qu'on les reçoive à confesse ?

Les cas qu'on objecte sont de cette nature. Mais on ne peut certainement que louer la prudence d'un Confesseur, qui, ayant été averti qu'une personne possède tout-à-fait injustement quelque bien, prend un peu de temps pour s'en informer, & qui ensuite, ayant vu qu'il ne le possédoit qu'avec un titre, en demeure là & le reçoit, remettant le reste à sa conscience.

L'autre prétexte que l'on prend d'accuser M. d'Alet d'entreprendre sur la justice du Roi & des Magistrats, qui est, qu'il a établi une Congrégation où l'on connoît de tout, & où l'on cite les gens, est encore plus mal fondé. Cette Congrégation n'est autre chose qu'une assemblée d'Ecclésiastiques, pour régler avec M. d'Alet, qui en est le Chef, ce qui regarde la discipline de son Eglise ; résoudre les cas de conscience adressés par les Curés, satisfaire aux plaintes que les Paroissiens font d'eux, qui ne sont pas ordinairement matière de justice contentieuse, & répondre aussi aux avis que les Curés ou les Vicaires demandent, dans les difficultés qu'ils peuvent avoir. Il y a de même à Paris une Congrégation, que l'on appelle Conseil, qui se tient deux fois la semaine ; ce qui se pratique aussi en plusieurs autres Diocèses de France. Et il n'y a rien de plus conforme à l'ancien esprit de l'Eglise, qui doit porter les Evêques à ne rien faire d'important sans le Conseil des Prêtres.

Pour ce qui est de ceux qu'on y cite, ce sont d'ordinaire les Curés & les Vicaires, pour répondre eux-mêmes aux plaintes que l'on fait contre eux ; & on avertit ceux des Paroissiens qui se plaignent, de s'y trouver, afin que les faits soient éclaircis. Et ce ne fut qu'en cette manière qu'on avertit feu M. de Sournia, qui se plaignoit que son Curé le refusoit aux Sacraments, que, s'il vouloit venir un tel jour à la Congrégation, on examineroit de nouveau avec lui, si le sujet de ce refus, qui étoit une chose publique, de laquelle ils convenoient l'un & l'autre, étoit juste.

Il est vrai que quelquefois, pour des infractions scandaleuses de la célébration des Fêtes & des Dimanches, les Curés ont cité les auteurs de ces scandales devant M. d'Alet, pour les obliger à les réparer. Mais on ne pense pas qu'on veuille ôter à M. d'Alet le droit qu'il a, comme les autres Evêques, de faire ce que feroit son Official, & de le faire avec le Conseil des Ecclésiastiques qu'il lui plaît d'appeler. On ne peut même faire autrement sans ruiner l'une des plus importantes par-

ties de la discipline de l'Eglise, qui consiste dans le rétablissement de VI. CL. la pénitence publique, si saintement ordonné par le Concile de Trente, N°. VI. sur la demande des Ambassadeurs de France. Car M. d'Alet ayant eu peur que les Curés n'en usassent pas avec assez de discrétion, il a cru, pour ne rien faire en cela qu'avec plus de maturité, qu'il devoit suivre l'ancien ordre de l'Eglise, qui la laissoit en la disposition des Evêques. Et ainsi il a été nécessaire, que les Curés lui renvoyassent ceux qu'ils jugeoient avoir besoin de cette pénitence, pour des scandales publics qu'ils auroient commis; & c'est ce qu'on appelle les envoyer à la Congrégation, c'est-à-dire, à M. d'Alet, qui n'en juge d'ordinaire que dans cette assemblée s'il ne se trouve sur les lieux.

Outre les difficultés précédentes, il est bon d'expliquer ce qu'on entend, soit dans les Plaintes & Factums des Gentilshommes, soit dans des Réponses qu'on y a faites, par ces mots, *refuser aux Sacrements, & refuser à confesse*.

On entend par *refuser aux Sacrements*, refuser ou différer l'absolution à ceux qui, n'y apportant pas les dispositions nécessaires, ne la pourroient recevoir qu'à leur condamnation, comme il a été expliqué sur les cinq cas. Mais on n'entend point par-là le refus de l'Eucharistie, à celui qui se présenteroit publiquement à la Sainte Table, à moins qu'il ne fût coupable d'un péché si public, qu'on ne pût pas lui donner la communion sans scandale.

Et l'on n'entend aussi d'ordinaire que la même chose, quand on parle de *refuser à confesse*; parce qu'ordinairement on ne refuse point d'écouter ceux qui se présentent au confessionnal. Il est vrai néanmoins, qu'on fait en cela quelque exception, mais qui ne va qu'au soulagement des Pénitents. Car lorsque les Curés ou Confesseurs savent que celui qui se présente est engagé dans quelque péché public, qu'il ne veut point quitter, ou qu'il a quelque obligation de conscience, à laquelle il ne veut point satisfaire, & qu'il ne se présente que par forme, sans aucun véritable dessein de se corriger, alors ils l'avertissent charitablement de lever cet empêchement avant que de se confesser, afin de lui épargner la peine qu'il auroit, de découvrir ses autres péchés, sans qu'il pût espérer d'en être absous, en demeurant dans cette mauvaise disposition.

Et en cela ces Confesseurs ne font que suivre les réglemens que S. Charles a faits dans son Diocèse, comme on peut voir dans l'impression qui en a été faite à Paris par ordre du Clergé, en la page 88. *Le Confesseur*, dit ce Saint, *ne doit point admettre A LA CONFESSION les concubinaires, les blasphémateurs & autres semblables, qui offensent Dieu*

496    REPONSE A QUELQUES DIFFICULTES.

VI. CL. par coutume, quelque parole qu'ils donnent, ou quelque promesse qu'ils  
N°. VI. fassent de se corriger, qu'ils ne lui aient premièrement donné, durant  
quelques mois, de véritables marques de leur amendement, par la prati-  
que qu'ils auront faite des remedes qu'il leur aura prescrits. Il ne doit  
pas aussi recevoir les usuriers, qu'ils n'aient auparavant rescindé les con-  
trats usuraires, & fait les restitutions nécessaires.

Signé, VINCENT RAGOT, Prêtre, Promoteur d'Alet.

[1666.]

FIN du Tome XXXVI.













JAN 2 - 1950



